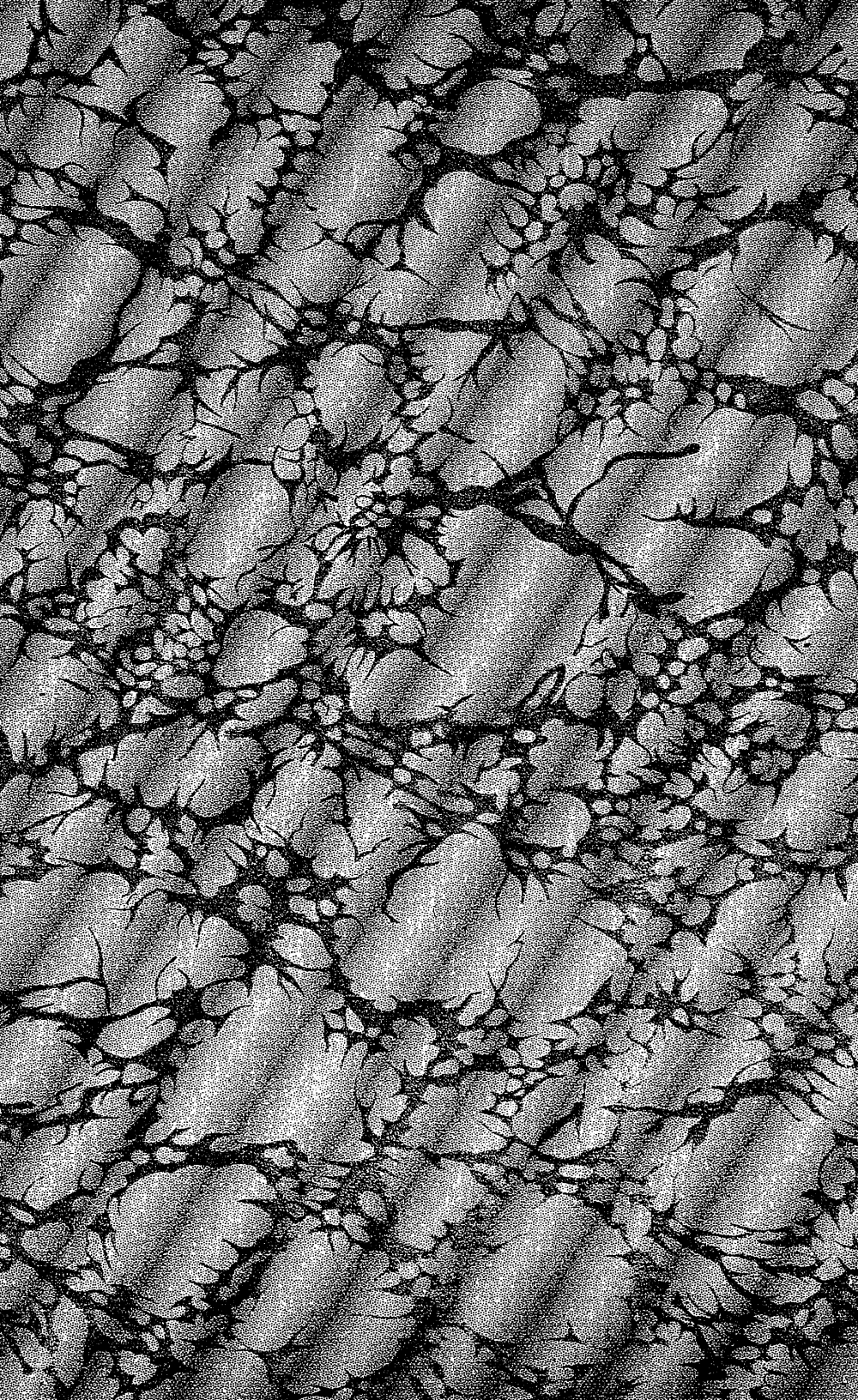


1252

The University of Chicago
Libraries





2 vols

75

HISTOIRE DE L'ABBAYE DE CRESPIN

Ordre de Saint Benoît

par

L'ABBÉ EM. TRELCAT, DE CRESPIN

MEMBRE DE PLUSIEURS SOCIÉTÉS LITTÉRAIRES, HISTORIQUES
ET ARCHÉOLOGIQUES, LAURÉAT DU CONCOURS D'HISTOIRE DE LA SOCIÉTÉ
D'EMULATION DE LA VILLE DE CAMBRAI, MÉDAILLÉ DE LA
RECONNAISSANCE FRANÇAISE.

TOME I



PARIS-V°
LIBRAIRIE GÉNÉRALE CATHOLIQUE
Arthur SAVAÈTE, Editeur

15, RUE MALEBRANCHE, 15

Tous droits réservés

Dec 3/396

Extrait de l'histoire de

ce prieuré de Crespin

l'abbaye de Crespin

HISTOIRE

DE

L'ABBAYE DE CRESPIN

NIHIL OBSTAT :

Malbodii, 30a octobris 1923.

E. DIENNE.

CAN. DEC.

IMPRIMATUR :

Cameraci, 2a Novembris 1923.

F. LENOTTE,

V. G.

HISTOIRE DE L'ABBAYE DE CRESPIN

Ordre de Saint Benoît

par

L'ABBÉ EM. TRELCAT, DE CRESPIN

MEMBRE DE PLUSIEURS SOCIÉTÉS LITTÉRAIRES, HISTORIQUES
ET ARCHÉOLOGIQUES, LAURÉAT DU CONCOURS D'HISTOIRE DE LA SOCIÉTÉ
D'EMULATION DE LA VILLE DE CAMBRAI, MÉDAILLÉ DE LA
RECONNAISSANCE FRANÇAISE.



PARIS-V°
LIBRAIRIE GÉNÉRALE CATHOLIQUE
Arthur SAVAËTE, Editeur

15, RUE MALEBRANCHE, 15

Tous droits réservés

Bx 2615
.C9T7

DEDICACE

A la Mémoire de ma Mère bien-aimée, née Amélie Farez,
A mon Père vénéré,
A mes Sœurs, Neveux, Nièce et arrière-Neveux,
Aux Familles Trelcat, Farez, Crépin et François,
A mon infatigable Collaborateur, M. G. Alquier,
A mes Amis et Collègues.

NOTE. — Pour des raisons majeures, la liste des souscripteurs a été reportée au 2^e volume.

LETTRE DE S.G. Mgr CHOLLET

ARCHEVÊCHÉ



DE CAMBRAI

Cher Monsieur le Curé,

Vous publiez aujourd'hui le résultat de vos recherches sur l'abbaye de Saint-Landelin de Crespin. Entrepris pour répondre au vœu de S. G. Mgr Sonnois qui exhortait avec tant de raison ses curés à écrire la monographie de leurs paroisses, cet ouvrage représente vingt années de labeur.

Pour le poursuivre et l'achever, vous avez dû triompher de toutes les difficultés, étudiant la paléographie afin de vous rendre capable de lire les vieux textes, visitant les bibliothèques, compulsant les

sources qui pouvaient vous fournir un nouveau renseignement, jeter sur votre sujet une nouvelle lumière, reprenant sans vous lasser le travail que vos occupations pastorales vous obligeaient souvent d'interrompre, poussé par l'amour de votre paroisse natale et soutenu par ce zèle de la vérité qui est précisément l'apanage de ces bénédictins dont vous avez écrit. De tous ces efforts est sortie une histoire à laquelle la Société d'Emulation de Cambrai a décerné sa plus haute récompense. Vous dites dans votre préface que vous avez simplement voulu bien faire ; de bons juges témoignent que l'on ne pouvait faire mieux.

Comme votre Archevêque, je vous remercie et vous félicite, cher Monsieur le Curé, d'avoir si heureusement fait revivre le passé d'une de ces abbayes qui sont la gloire de notre diocèse. Rien n'est plus instructif et plus réconfortant à la fois que de suivre dans votre livre l'œuvre des moines de Crespin. Durant près de 1.200 ans, l'abbaye de Saint-Landelin a été une ouvrière active de foi, de vertu et de civilisation. Et pourtant les épreuves ne lui ont pas été épargnées. On ne peut se défendre d'une profonde émotion en voyant les religieux relever sans cesse les ruines que causaient tour à tour les

incendies et les inondations, les ravages des armées et les cruautés des Gueux, jusqu'au jour où la Révolution les jeta eux-mêmes à l'exil ou à la déportation et leurs biens aux enchères.

De l'abbaye il ne reste plus que d'imposants vestiges et un noble souvenir. Votre piété filiale a été bien inspirée en voulant que ce souvenir dont vous aviez recueilli les échos dans votre enfance n'achevât pas de s'éteindre.

Je souhaite à votre œuvre les lecteurs qu'elle mérite. Elle donnera à nos populations chrétiennes avec une plus vraie connaissance, une plus haute estime de notre histoire religieuse ; elle inspirera peut-être à d'autres de travailler comme vous à la faire mieux connaître.

C'est de tout cœur que je la bénis et que je vous assure, cher Monsieur le Curé, de mes sentiments de paternelle affection en Notre-Seigneur.

† JEAN,
Archevêque de Cambrai.

Cambrai, le 25 mars 1923.

PRÉFACE

Avant de présenter l'Histoire de l'Abbaye de Saint-Landelin de Crespin, nous tenons à dire comment nous avons été amené à écrire les Annales de ce monastère, les difficultés que nous avons rencontrées et les sources auxquelles nous avons puisé. Nous ajouterons un mot sur la division de notre travail ; puis nous exprimerons notre reconnaissance à ceux qui nous ont prêté leur aimable concours et nous terminerons par notre profession de foi.

En 1893, Mgr Sonnois montait sur le siège archiépiscopal de Cambrai ; un de ses premiers soins fut d'inculquer à son clergé le goût des études historiques.

D'après les ordonnances de Monseigneur, MM. les Curés établirent la monographie de leur paroisse ; et bon nombre de prêtres, mûs par cette impulsion, s'adonnèrent à des travaux du même genre, mais d'une plus grande envergure ; nous citons : MM. les abbés Alvin, Bataille, Berteaux, Boussemart, Dehaut, Delobel, Delplanque, Hégo, Lesne, Leuridan, Mairesse, Misermont, Momal, Pastoors, Peter, Poulet, Sackebant, Salembier, Thelliez, etc...

L'exemple de nos frères dans le sacerdoce fut pour nous une invitation à marcher à leur suite (1).

M. le chanoine A. Margerin (2), dont un des cousins fut 18 ans curé à Crespin (3), nous engagea fortement comme enfant de cette paroisse à entreprendre l'histoire de l'abbaye de Saint-Landelin... et nous nous mîmes à l'œuvre.

A peine avions-nous franchi le seuil d'un dépôt d'archives que nous nous heurtâmes à un premier et sérieux obstacle : la lecture des chartes, dont l'écriture était pour nous des hiéroglyphes.

A côté de cette difficulté, cent autres surgirent pour la traduction et l'intelligence des chartes. Dans ces grimoires, en effet, où

(1) En 1899 se fondait à Lille, sous la présidence de M. le chanoine Th. Leuridan, la « Société d'études de la province de Cambrai », société à laquelle, dès la première heure, adhérèrent plus de cent prêtres.

(2) Aumônier des Bernardines, puis Vicaire général de Cambrai, ensuite Recteur de l'Université Catholique de Lille, et enfin vicaire général de ce diocèse naissant.

(3) J.-B. Margerin.

le vieux français se marie souvent au patois (1) et au bas latin (2), les abréviations fourmillent, la ponctuation est rarement portée, les mots latinisés pour les besoins de la cause se rencontrent fréquemment, les tournures de phrases baroques, les expressions naïves, les mots redondants surchargent comme à plaisir les actes. Les mesures-agraires et de capacité, les valeurs monétaires, les droits et les redevances qui ont varié suivant les régimes, les gouvernements et les temps, la supputation des années, leur division, etc..., tout, à première vue, offre un imbroglio déconcertant.

Comme on le pense bien, les grands séminaires ne sont pas des écoles de chartes, les curés des archéologues ou des archivistes ; cependant, comme les documents de l'abbaye de Saint-Landelin sont inédits sauf quelques rares exceptions, force nous fut d'étudier la paléographie.

Tout en nous adonnant à ce travail, nous avons compulsé les historiens et les chroniqueurs du Hainaut.

**

Les publications traitant spécialement de l'Abbaye de Crespin se bornent aux quelques œuvres suivantes.

Un ouvrage de Raissius (3) intitulé : *Coenobiarchia Crispiniana* », dans lequel l'auteur parle du saint fondateur de l'abbaye et donne, en suivant l'ordre chronologique, une courte biographie des Abbés qui se sont succédé de Rénier (4) (1080) à Mathias Le Mosnier (1653) à qui il a dédié son œuvre.

Dans un premier appendice, Raissius énumère les reliques conservées dans le monastère de Crespin (5) et dans un second il rapporte une ode relative aux ravages causés par les Gueux dans l'abbaye (6).

Brasseur a composé trois poèmes (7) touchant les abbayes du Hainaut ; celle de Crespin a trouvé place dans chacun d'eux.

Cet auteur résume la vie de saint Landelin, et de ses deux disciples, décrit la fondation et le développement de l'abbaye, relate les faits les plus saillants qui se sont déroulés à travers les siècles de son existence, donne la série des Abbés, parle des Prélats qui ont rempli un rôle prépondérant et termine par l'épithaphe de quelques Abbés. Jetant un coup d'œil sur l'aspect général du village, Brasseur chante la richesse du sol de Crespin, vante ses routes larges, ses places spacieuses et admire la vie pieuse et régulière des bénédictins.

(1) Consulter les dictionnaires de Godefroy et du Rouchi.

(2) Consulter le dictionnaire de Du Cange.

(3) Chanoine de Douai ; son ouvrage est de 1642.

(4) Premier Abbé après la restitution de l'abbaye aux bénédictins.

(5) *Sanctarum reliquiarum catalogus quæ in hoc Crispiniensi coenobio cultui et veneratione exponuntur.*

(6) Ode attribuée à Pierre Coret, curé de Crespin.

(7) a. *Sydera illustrium Hannoniæ scriptorum* ; b. *Origines omnium Hannoniæ cœnobiorum* ; c. *Theatrum abbatiarum Hannoniæ.*

Avant ce chroniqueur, T. Augustin Bon-Temps avait exposé dans un poème (1) : les débuts modestes du monastère de Crespin..., l'érection du premier oratoire placé sous le vocable de la Sainte Vierge..., la construction d'une église en l'honneur des apôtres saint Pierre et saint Paul, etc...

La Gallia Christiana (2), comme Raissius, a suivi l'ordre chronologique et donné quelques notes biographiques des Abbés de Crespin. C'est aussi ce qu'ont fait les auteurs du « Cameracum Christianum » (3) et de la « France Pontificale » (4), ouvrages qui sont, à peu de chose près, des traductions françaises de la Gallia Christiana, surtout en ce qui concerne l'abbaye de Crespin.

Sans vouloir nous ériger en censeur, nous pouvons affirmer que les faits relatés par ces chroniqueurs sont corroborés par les manuscrits, sauf quelques légères différences de dates.

**

Aux ouvrages précités se rattachent deux chroniques manuscrites : l'une est dans le recueil appelé « Monasticon Benedictinum » (5) ; l'autre intitulée « De coenobio Crispiniense necnon de abbatibus ejusdem monasterii » (6). Les auteurs de ces écrits ont suivi la méthode de Raissius et de la Gallia Christiana dans l'exposé des faits et dans l'énoncé de la succession des Abbés.

D. Simon Guillemot qui a écrit la notice du « Monasticon Benedictinum », désigne à la fin de son travail les reliques insignes conservées avec honneur au monastère de Saint-Landelin et termine par ces mots : « Nous tenons de D. Jean Gorion, prieur de Crespin, ce que nous avons écrit touchant ce couvent. »

A ce sujet nous faisons les remarques suivantes : les chroniqueurs ci-dessus semblent ne point s'être connus ; cependant, comment expliquer que D. Gorion se soit borné presque uniquement à transmettre le nom des prélats qui se sont succédés depuis Rénier (1080) jusqu'à Liénart (1653) (7).

Par exemple, le prieur n'a décerné aucun éloge à Mathieu Fiévet qui fut un des Abbés les plus fameux du monastère ; il se contente de le nommer. Le silence du bénédictin est d'autant plus surprenant qu'avant d'adresser ses notes il a dû en référer à son Abbé qui devait avoir connaissance de la chronique de Raissius, écrite quelques années auparavant. Cependant, pour disculper le prieur, nous citons les mots par lesquels il termine ses notes : « Les

(1) *Sancta Tetrarchia Sanctorum IV coenobiarcharum Landelini, Ursuari, Ermini, Dodonis a Th. Aug. Bon-Temps, Attrebat. — Duaci 1594.*

(2) Par les frères de Sainte-Marthe, Paris, 1725, T. III, col. 100 et seq.

(3) Par A. Le Clay, Cambrai, 1849.

(4) Par Fisquet, Paris, 1854 et années suivantes.

(5) Bon recueil de chroniques manuscrites des abbayes bénédictines. Bibl. Nationale, Paris, Ms lat. 12.658 à 12.704. — Cf. pour Crespin le vol. N° 12.678, f° 3.

(6) Bibl. de Douai, Ms N° 823.

(7) « *Qui modo preest* », dit le prieur.

« tumultes des guerres ont enseveli sous leurs ruines beaucoup de
« faits touchant les vertus et la vie exemplaire d'un grand nombre
« d'Abbés et de religieux. »

**

Après avoir consulté les ouvrages qui traitent spécialement de l'abbaye, nous avons parcouru ceux qui en parlent incidemment et notamment ceux de Balderic, D. Baudry, Beaunier (1), D. Berlière (2), D. Bouquet, Cousin, Cuyperskan, Velthoshen, Du Temps, Duvivier (3), Folcuin (4), Foppens (5), Gazet, J. de Guise, Hoereus, Hossart, Simon Leboucq, Lecointre (6), Aubert Lemire, Mabillon, d'Outreman, Paillard, de Reiffenberg, de Saint-Genois, Vinchant, Gilles Waulde, Wauters (7), Léo Weriest, etc...

**

Nous avons pris également connaissance d'un travail critique sur les sources de la vie de saint Landelin (8), et d'un article publié dans la « Revue agricole, industrielle et littéraire de Valenciennes » (9).

Ce travail critique, ou mieux ce pamphlet, aurait fait meilleure figure dans les colonnes d'un journal interlope, car il n'est qu'un tissu d'erreurs au point de vue de la topographie de Crespin, de l'histoire de son abbaye et de l'hagiographie de ses Saints.

**

En résumé, nous pouvons dire que le monastère de Saint-Landelin n'a rencontré aucun chroniqueur qui ait étudié ses Annales. C'est donc presque aux documents inédits que nous avons eu à demander les sources de notre Histoire.

A cet effet, les dépôts des Archives nous ont offert une mine aux veines riches, nombreuses et variées ; comme le mineur, nous avons pioché et extrait des trésors cachés.

Mais, pour cela, que de journées d'insuccès... que de temps perdu dans les correspondances et les déplacements..., que de fois notre

(1) On conserve, dit cet auteur (Recueil général des abbayes de France, 1726), dans de belles chasses les corps des saints Landelin, Adelin, Domitien et Aybert.

(2) Bénédictin, conservateur des Arch. gén. du Royaume à Bruxelles.

(3) A édité 19 actes extraits de la Coll. Moreau.

(4) Abbé de Lobbes au x^e siècle.

(5) Chanoine de Malines.

(6) Oratorien.

(7) A édité 6 actes extraits de la Coll. Moreau.

(8) Cf. Recueil de travaux publiés par les membres des conférences d'hist. et de philologie, sous la direction des professeurs de la Faculté de philologie et lettres de l'Université de Louvain, sous la signature L. van Der Essen (XVII^e fascicule, 1907). — Cf. notre travail : les SS. de Crespin..

(9) Tome IV, p. 534 et suiv. — Juin 1857. — L'article est signé : L. Seillier, bibliothécaire à Valenciennes.

charge pastorale nous a-t-elle obligé à laisser notre travail sur le métier (1) !

★★

Où sont conservées les chartes de l'abbaye de Crespin ?

La collection de manuscrits du monastère de Saint-Landelin se trouve éparpillée dans les villes de Lille, Paris, Condé-sur-l'Escaut, Valenciennes, Mons, Bruxelles, Crespin, Douai, etc... Quelques fragments sont aux Archives de Son Altesse Sérénissime le prince d'Arenberg, de Mme la duchesse de Croy, des notaires de Valenciennes, de Condé, et chez quelques particuliers.

★★

S. A. S. le prince d'Arenberg possède dans ses Archives (2) ;

Quelques chartes originales très anciennes (x^e et xi^e siècles) ;

Quelques actes de procédure (xvi^e siècle) ;

Un « livre des dépenses de l'abbaye commencé en 1412 » écrit de la main de l'abbé Jean Ladourie ;

Un bail de la cense de Quiévrechain (xvi^e siècle) ;

Un « établissement d'un mayer des tenances de l'abbaye » ;

Une chronique inédite, ébauche d'un travail préparé par un moine (3).

★★

Au château de Mme la duchesse de Croy (4) ont été numérotées

(1) Ayant été dix ans curé d'Escauport et de la Haie-Menneresse, huit ans curé d'Ors, puis transféré à Recquignies-Rocq, nous nous sommes toujours trouvé loin des grandes villes, partant loin de leurs bibliothèques, de leurs archives, des érudits et des « hommes du métier ». D'autre part, la publication de notre travail a forcément été ajournée pendant la Grande Guerre, à l'issue de laquelle la médaille de bronze de la Reconnaissance française nous a été décernée. Voici la citation que publie le *Journal Officiel* du 1^{er} sept. 1921 et qui accompagne cette distinction :

« M. Trelcat (Emile-Dominique), à Recquignies (Nord), a tenu à faire le service de brancardier volontaire malgré ses cinquante ans, allant sous les bombardements les plus violents ensevelir les morts dans le camp retranché de Maubeuge d'août à décembre 1914, date à laquelle l'autorité allemande l'affecta comme infirmier à l'hôpital militaire de Maubeuge. S'exposant aux plus grands dangers, se dévoua à secourir les prisonniers, à les ravitailler en vêtements et en nourriture, hospitalisa chez lui des évacués et des sinistrés. A puissamment aidé au réconfort moral de la population par sa foi en la victoire. Est parvenu à faire libérer les détenus de la redoute de Rocq, a installé chez lui une pharmacie et obtenu le concours d'un médecin allemand pour les cas graves ; a fait preuve du dévouement le plus méritoire pour ses concitoyens et d'une énergie peu commune. »

(2) En son palais à Bruxelles. Grand baillage et Etat du Hainaut... Clergé : Abbaye de Crespin, B. IV, Vc.

(3) Ce religieux a inscrit les dates des années et a laissé des lacunes et des vides considérables qu'il se proposait de remplir.

(4) Château dit « le château de Bon-Secours ».

et réunies par nous dans quatre cartons (1) 300 chartes environ, la majeure partie originales ou copies sur parchemin.

Dans cette collection, au dos des chirographes (2), on lit :

Arrentements (43 actes), xiv^e, xv^e, xvi^e siècles ;

Achats et donations (29 actes), xiv^e, xv^e, xvi^e (3), xvii^e siècles ;

Retraits (6 actes), xv^e, xvi^e siècles ;

Accords, Associations de prières, Nominations (4) (23 actes), xv^e, xvi^e, xvii^e siècles ;

Bulles, Lettres patentes de Souverains, Correspondances (5) (16 actes), xv^e, xvi^e, xvii^e, xviii^e siècles ;

Baux (26 actes), xiv^e, xv^e, xvi^e, xvii^e, xviii^e siècles (6).

★★

Nous avons pu butiner aussi chez quelques particuliers : à Valenciennes, Condé, Crespin, Sebourg, Hensies, Harmignies, etc... A Valenciennes, notamment, nous avons lu avec avantage chez Mgr Cappliez (7) la chronique inédite de Saint-Denys-en-Broquerie (8).

★★

A Mons, nous avons compulsé aux Archives de l'Etat :

29 chartes en originaux ou copies, 2 du xii^e siècle (9), 1 du xiii^e, 1 du xv^e, 13 du xvi^e, 7 du xvii^e, 2 du xviii^e (10) ;

Les 5 comptes des années 1536, 1581-1582, 1586-1587, 1602-1603, 1681-1686 ;

Une liasse de 1547-1552 donnant l'état de l'abbaye.

Au même dépôt, nous avons dépouillé les cahiers du 100^e denier, section des Etats du Hainaut ; la Cour féodale du Hainaut, cartulaire des églises et abbayes (11) ; et à la bibliothèque de la ville un manuscrit autographe de Simon Leboucq dont quelques pages ont trait au couvent de Saint-Landelin (12).

★★

A Bruxelles, aux Archives générales du Royaume, se trouvent dans

(1) Cotés 70, 71, 72 et 73.

(2) Nous ne relevons que les principaux.

(3) Parmi les donations se trouve : « Dons d'aucunes rentes héritières à l'avancement d'un collège encommenchié à bastir par Mgr Cupre » (Martin Cupre).

(4) Nominations de Mayeur, procureur, prévôt, abbé, etc...

(5) On y voit entre autres une missive de Fénelon adressée au sujet de l'abbé Wéry et dans laquelle apparaît le caractère trembleur du grand évêque.

(6) En majeure partie, les chartes réunies au château de Bon-Secours se retrouvent dans la Coll. Moreau ou aux Arch. du Nord.

(7) Doyen de la paroisse de Saint-Nicolas.

(8) Cette chronique manuscrite contient plusieurs centaines de pages.

(9) Chartes relatives à la fondation de la Celle de la Sainte-Trinité.

(10) Ces chartes renferment : bénédiction abbatiale par Cupre, arbitrage, amortissements, accords, baux, etc...

(11) N° 226, f° 212 v°.

(12) Mémoire de la procession de Valenciennes, Ms 193/76, chap. X et XI, pp. 81, 84, v°, 90 v° année 1653.

un fonds spécial intitulé : « Abbaye de Crespin » :

Le total des rentes du monastère 1607-1608 ;

Un « extrait du carton 58 de la collection du conseil d'Etat », comprenant 4 dossiers ayant rapport à l'élection et à la nomination des Abbés J. Ghelneur 1627, M. Lemosnier 1638, D. Liénard 1652 ; D. Bouly et F. Descamps 1669 (1) ;

Un bail de la ferme du Petit Crespin 1788, sous le titre « Collection des établissements religieux » (2) ;

Un bail de la ferme de Montignies-sur-Roc 1789 (3) ;

Divers documents datés de 1791, 1792, 1793 et 1794 sous le titre « Journaux des recettes et dépenses faites sur les biens séquestrés de l'abbaye de Crespin ».

★★

Nous avons également puisé quelques renseignements aux Archives de : Roucourt-lez-Peruwelz, Tongre-St-Martin, Ath, Empele (4), Anvers, Cruybeke (5) ; etc...

★★

La bibliothèque de la ville de Douai (6) nous a fourni un « Recueil d'épithames » avec armoiries des xvi^e et xvii^e siècles (7) ainsi qu'un manuscrit latin intitulé « De Coenobio Crispiniense necnon de abbatibus ejusdem monasterii » (8) dont il a été question plus haut.

L'auteur de ce manuscrit retrace l'historique de plusieurs monastères. Dans la chronique de Liessies, nous trouvons l'éloge du restaurateur de cette maison, Rénier, Abbé de Crespin (1080-1096) et de son prieur Gontier, élu Abbé de Liessies (1096-1107).

★★

A Crespin, au presbytère, outre les Annales paroissiales qui ne sont point dépourvues d'intérêt, se trouve une farde à la couverture en parchemin, dans laquelle ont été cousus sans ordre plusieurs documents (originaux ou copies) des xv^e et xvi^e siècles ; les principaux sont :

Statuts (reconstitués) de la confrérie de Notre-Dame de Halles et ses privilèges, xv^e siècle ;

Police de la ville de Crespin, xv^e siècle ;

Ordonnances de Mgr de Croy, archevêque de Cambrai (1519-1536) pour l'administration du monastère ;

Etat des dépenses payées de 1539 à 1544 ;

Inventaire du mobilier et de la bibliothèque de A. de Ligne, Abbé de Saint-Landelin, xvi^e siècle.

(1) Le 1^{er} dossier renferme 1 pièce, le 2^e 5, le 3^e 7 et le 4^e 15.

(2) Liasse 7.912.

(3) Côté 3^e reg. N^o 272.

(4) Près Bois-le-Duc.

(5) Près Anvers.

(6) Au Musée.

(7) N^{os} 965, 966, 967, 968.

(8) N^o 823.

La Mairie de Crespin possède :

Une centaine de manuscrits environ (tous de valeur médiocre) dont nous avons cependant extrait quelques notes ;

Les registres de l'Etat-Civil des ^{xvii}^e et ^{xviii}^e siècles ; parmi les actes de baptêmes, se trouve cette déclaration naïve : « Baptême des 3 cloches de l'église abbatiale », ^{xvii}^e siècle.

**

A Valenciennes, nous avons consulté avantagement, à la Bibliothèque :

Les généalogies manuscrites par de Sars ;

Les cartons et les bordereaux de werps des ^{xv}^e, ^{xvi}^e et ^{xviii}^e siècles (1) ;

Les registres des contestations, des sentences, des autorisations, etc..., etc..., ^{xviii}^e siècle (2) ;

Plusieurs fardes de manuscrits ^{xiv}^e siècle (3) ;

Un manuscrit ^{xiv}^e siècle (4) ;

Le fonds Chéret, ^{xviii}^e siècle (5) ;

Un cartulaire de Maing et un de l'abbaye de Fontenelles (6), ^{xviii}^e siècle ;

Les archives de l'enregistrement ;

Les sommiers des recettes sur la vente des biens nationaux.

L'Hôtel de Ville possède aussi certains documents (7) qui nous ont été de quelque utilité, ainsi que les registres de l'Etat-Civil : actes de baptêmes, de mariages et de décès (8).

**

Pendant que nous consultations les divers dépôts de Valenciennes, M. Hénault, archiviste, fut chargé de classer les actes notariés anciens réunis dans les études. Cette heureuse coïncidence nous permit de transcrire plusieurs actes des ^{xvii}^e et ^{xviii}^e siècles.

**

Aux Archives de Condé-sur-l'Escaut, nous avons compulsé maintes fardes provenant de la collection des chartes du couvent de Crespin, nous signalons :

3 chartes des ^{xvii}^e et ^{xviii}^e siècles, série C. C. ;

5 chartes des ^{xvii}^e et ^{xviii}^e siècles, série D. D. ;

1 acte du ^{xviii}^e siècle, série E. E. ;

10 actes des ^{xvi}^e, ^{xvii}^e, ^{xviii}^e siècles, série F. F. ;

(1) Série J 2-156-352.

(2) Série F 01-68-104.

(3) N° 279-397.

(4) N° 356.

(5) Non classé.

(6) Ms 572-831 et 753-937. — N.-B. : Plusieurs chartes relatives à l'abbaye de Crespin ne sont pas classées ou n'ont reçu qu'un classement provisoire.

(7) Cotés F 61-68-133-137-164.

(8) Cotés J 92-355, etc. Ils remontent au ^{xvi}^e s. et sont complets.

43 actes des ^{xiii}^e, ^{xiv}^e, ^{xvi}^e, ^{xviii}^e siècles, série G. G. ;

4 actes de ^{xv}^e, ^{xvi}^e, ^{xvii}^e siècles, série J. J.

Ces chartes sont classées sous les titres : impôts, comptabilité, eaux et forêts, justice, procédure, police, affaires militaires et, parmi elles, nous signalons :

Fondation de l'abbaye de Fontenelles sur les terres du monastère de Saint-Landelin, ^{xiii}^e siècle ;

Extrait des chartes et coutumes de la ville de Crespin, ^{xv}^e siècle ;

Acquet de la maison et hôtel de Cambray sis à Condé, ^{xvi}^e siècle ;

Information tenue pour le saccagement de l'église et abbaye de Crespin, ^{xvi}^e siècle ;

Petite notice sur l'abbaye de Crespin, ^{xviii}^e siècle^o ;

Mémoire sur les pertes subies par le monastère de Crespin à cause du campement et du passage des troupes de M. de Gassion et de S. A. de Bavière, ^{xviii}^e siècle ;

Procès-verbal de l'élection de D. Delfeuille, ^{xviii}^e siècle ; etc...

**

Les différents dépôts sus-mentionnés ont été pour nous d'un concours précieux ; il nous reste à parler des archives départementales et des archives nationales. Préciser la valeur des documents puisés dans ces deux fonds est chose bien difficile ; toutefois nous voulons esquisser à grands traits les richesses de leurs manuscrits.

A. — BIBLIOTHEQUE NATIONALE DE PARIS

Nous passons sous silence la Collection de Flandre, dite « Les 182 de Colbert » (1) et la Collection Joly de Fleury (2) où il n'est fait mention de l'abbaye de Crespin qu'accidentellement, pour parler de la *Collection Moreau* dont les 272 premiers volumes renferment environ 300 actes (3) que nous analysons comme suit :

(1) Tome CL, charte I, année 1128, etc...

(2) Notamment T. 1342, p. 5 et suiv.

(3) Ces actes ont été « copiés et collationnés » de 1770 à 1773 par Dom Queinsert, religieux de la congrégation de Saint-Maur, archiviste du roy... départi dans les provinces de Flandre et d'Artois. — N.-B. : C'est Dom Queinsert lui-même qui nous donne ses titres dans une copie collationnée par lui d'un diplôme en faveur de Marchienne. Cf. Arch. du Nord, Série H, fonds de Marchiennes, carton I.

Au bas de chacune de ces copies, le bénédictin ajoute : « Je soussigné, religieux de la congrégation de Saint-Maur, certifie avoir transcrit et collationné la présente copie sur un titre trouvé dans le cartulaire de l'abbaye de Crespin au deffaut de l'original qui fut brûlé en 1477 dans l'incendie générale du monastère causé par les guerres, contenant ce cartulaire 155 feuilles écrites sur un beau parchemin d'une écriture estimée être de la fin du ^{xiii}^e et commencement du ^{xiv}^e s., ledit titre y étant f°... (n° de la page)..., large chaque feuille de 8 poulces et demie sur un pied de hauteur trouvé ce cartulaire au dépôt des chartes de lad. abbaye »..., etc., etc... (V. note 10, page suivante)...

1 chartes du ix^e ou du x^e siècle (1) ;

3 chartes du x^e siècle (2) ;

10 chartes du xi^e siècle (3) ;

40 chartes du xii^e siècle (4) ;

82 chartes du xiii^e siècle (5) ;

78 chartes du xiv^e siècle (6) ;

70 chartes du xv^e siècle (7) ;

25 chartes du xvi^e siècle (8) ;

13 chartes du xvii^e siècle (9).

L'objet de ces actes (10) peut se résumer :

Actes de sainteux x^e, xii^e, xiii^e siècles ;

Confirmations de privilèges et d'acquisitions ix^e, x^e, xi^e, xii^e, xiii^e, xiv^e, xv^e siècles ;

Donations xi^e, xii^e, xiii^e, xiv^e, xv^e siècles ;

Baux xiv^e siècle ;

Records xiv^e, xv^e, xvi^e siècles ;

Bulles, diplômes et lettres patentes x^e, xi^e, xii^e, xiii^e, xv^e siècles ;

Serments de fidélité xv^e, xvi^e siècles ;

Restitutions xi^e, xii^e, xiii^e siècles ;

Fondations d'abbaye et de chapelles sur les dépendances du monastère xiii^e, xiv^e siècles ;

Sentences xiii^e, xiv^e, xv^e, xvi^e siècles ;

Arrentements xiii^e, xiv^e, xv^e, xvi^e siècles ;

Acquisitions xiii^e, xiv^e, xv^e, xvi^e siècles ;

Vidimus xiii^e, xiv^e, xv^e siècles ;

Amortissements xiv^e siècle ;

Ventes et cessions xii^e, xiii^e, xiv^e siècles ;

Accords et associations de prières xii^e, xiii^e, xiv^e, xv^e, xvii^e siècles ;

Droits, privilèges, exemptions et protections, x^e, xii^e, xiii^e, xiv^e, xv^e, xvi^e siècles ;

Reliefs xiv^e, xv^e, xvi^e siècles.

(1) Tome 1.

(2) T. 4 à 11.

(3) T. 18 à 39.

(4) T. 39 à 96.

(5) T. 102 à 216.

(6) T. 217 à 241.

(7) T. 243 à 260.

(8) T. 259 à 267.

(9) T. 269 à 272.

(10) Quelques-uns de ces actes ont aussi l'annotation suivante mise par D. Queinsert : « ...ledit titre trouvé au chartrier d'icelle abbaye estant en la chambre du maistre d'hostel chargé du dépôt... Estant cette chambre non voutée située au bout du quartier des hostes et des étrangers du coté du Nord... estant en la chambre du religieux, maistre d'hostel, jusqu'à ce que la place destinée pour ce dépôt dans le neuf dortoir soit séchée, arrangée et meublée pour cet effet... ». — N.-B. : Les copies des actes ont d'abord été déposées au « bureau des bulles et des chartes », installé place Vendôme, à Paris (Queinsert) ; ce sont là les archives de ce bureau qui ont formé la Coll. Moreau.

B. — ARCHIVES DEPARTEMENTALES DU NORD

A. d'Herbomez (1) déclare : « Les archives des bénédictins de Crespin paraissent malheureusement perdues ; ce qui en est arrivé aux Archives du Nord est insignifiant. »

Contrairement à cette assertion, nous constatons que les Archives départementales du Nord ne sont pas inférieures (pour notre sujet) à la collection de la Bibliothèque Nationale ; en effet, nous y avons trouvé un millier de documents.

Les fardes qui renferment ces manuscrits sont réparties dans quatre séries : H, B, L, Q. A ces fardes s'ajoutent quelques sources secondaires : « L'évêché et le chapitre de Cambrai » (2) ; le « Cumulus ecclésiastique » de Cambrai (3) ; la « Série ecclésiastique » (4) ; « l'Intendance du Hainaut » (5) ; le « Parlement de Flandre », xvii^e et xviii^e siècles (6).

Pour ne point prolonger par trop notre préface, nous invitons nos lecteurs, au sujet des séries L et Q (époque révolutionnaire) à consulter les tables et les répertoires dressés à cet effet (7).

Nous tenons le même langage pour les documents de la Série B, où sont réunies 60 chartes ayant trait à l'abbaye de Crespin et nous renvoyons le lecteur à la « Table de la Série B des Archives du Nord » (8). Ce travail colossal (9) a été exécuté par M. le Chanoine Leuridan à qui nous adressons, comme chercheur, nos respectueux hommages de reconnaissance.

Les chartes de la série H « Abbaye de Crespin » sont déposées pêle-mêle dans un carton (10) et dans 34 liasses (11). Le carton contient 40 titres environ, sur parchemin, et chaque liasse (sauf la 2^e) une centaine en originaux et copies ; un grand nombre de ces pièces occupent 10, 20, 30 et 40 pages manuscrites (12). Ces chartes, réunies sans ordre de sujet ni de dates, peuvent s'analyser de la manière suivante :

(1) Histoire des châtelains de Tournai de la maison de Mortagne, T. I, p. 220.

(2) Série C 1395.

(3) Dossiers 450-1079, série E, rayon 3625, N° 992.

(4) Ragistre 11156.

(5) Série C 135.

(6) Nos 728, 27178, 27180, 31185.

(7) Cf. le « Répertoire numérique de la série L, par M. Bruchet, Lille. Danel, 1911 ; et la table de la série Q. District de Valenciennes.

(8) Publiée dans les Annales de la Société d'Etudes de la Province de Cambrai. Tomes IV et V.

(9) Ce travail est très estimé surtout parce que l'auteur respecte ce que d'autres ont négligé : le classement antérieur des archives ; il donne, en effet, les cotes anciennes.

(10) Rayon 1083.

(11) Rayons 1045 à 1048.

(12) Les documents extraits de cette série H seront dorénavant et pour simplification désignés par : Arch. du Nord, liasse X...

Accords, professions religieuses, associations de prières, banne-
ments (1), baux, XIII^e, XIV^e, XVI^e XVII^e, XVIII^e siècles (2) ;
Franches orines (3) XVII^e siècle (4) ;
Procureurs XV^e, XVI^e siècles (5) ;
Inventaires des chartes XII^e, XIV^e, XV^e, XVIII^e siècles (6) ;
Bulles, diplômes, lettres patentes XII^e, XIV^e, XVI^e, XVII^e, XVIII^e siè-
cles (7) ;
Comptes XV^e, XVI^e, XVII^e, XVIII^e siècles (8) ;
Procédures XIII^e, XVI^e, XVII^e, XVIII^e siècles (9) ;
Le droit de requais XIV^e, XV^e, XVII^e, XVIII^e siècles (10) ;
Procès-verbaux XVI^e, XVII^e, XVIII^e siècles (11) ;
Chassereaux XV^e, XVI^e, XVII^e, XVIII^e siècles (12) ;
Etats divers (13), XV^e, XVI^e, XVII^e, XVIII^e siècles (14) ;
Requêtes XIV^e, XVI^e, XVII^e, XVIII^e siècles (15) ;
Embrefs XV^e, XVII^e, XVIII^e, siècles (16) ;
Donations XI^e siècles (17) ;
Documents divers XI^e, XII^e, XVII^e, XVIII^e siècles (18).

Les dépôts d'Archives susmentionnés conservent la reproduction
du sceau de l'abbaye de Crespin ; il est plaqué sur plusieurs chartes
aux Archives du Nord et de Valenciennes, gravé sur cuivre au dépôt
de Mons, colorié dans « l'Armorial général » à Bruxelles (19) et à
Paris (20). Ce dernier reproduit aussi un second blason colorié du
monastère (21).

(1) Publications.

(2) Liasses 4, 6, 8, 10, 11, 12, 24, 30, 32, 33, 34.

(3) Origine franche, c'est-à-dire exempte de certaines redevances.

(4) Liasses 29, 31.

(5) — 23, 28.

(6) — 24, 27, 29.

(7) — 4, 10, 12, 13, 15, 16, 17, 19, 20, 22, 28.

(8) — 4 à 8, 10 à 17, 19 à 34.

(9) — 1, 3, 4, 6, 8, 10 à 17, 19 à 28, 30 à 34.

(10) — 5, 12, 28, 33, 34.

(11) — 1, 4, 5, 12, 13, 19, 20, 23, 24, 25, 30, 31, 34.

(12) — 1, 5, 8, 10, 13, 15, 17, 20, 21, 22, 29, 31, 33, 34.

(13) Etats des biens, rentes revenus, charges, titres, grains, bestiaux.

(14) Liasses 4, 6, 8, 10, 13, 14, 15, 18, 22, 23, 24, 28, 29, 31.

(15) — 4, 5, 10, 11, 13, 15, 16, 17, 20, 22, 24, 27, 28, 29, 31, 33, 34.

(16) — 1, 4, 10, 11, 12, 13, 20, 21.

(17) — 17.

(18) — 5, 11, 21, 23, 28, 29, 30, 33.

(19) Bibliothèque, Salle des Ms, N° 18026.

(20) Armorial de d'Hozier, Ms fr. 32239, Sceaux de Flandres, p. 75 ;
L'abbaye de Crespin porte d'azur frété d'argent. Ces armoiries ont été
déposées (avec 50 l.) en vertu de l'édit du mois de septembre 1696 et
des ordonnances du 4 décembre 1696 et du 23 janvier 1697 (page 258,
v° N° 231).

(21) Même Ms p. 356 : L'abbaye de Crespin près Valenciennes porte
d'azur à une crose d'argent accostée de 2 trèfles du même. Ces armoi-
ries ont été déposées (avec 50 l.) en vertu de l'édit du mois de novem-
bre 1696 et des ordonnances des 3 juillet 1700 et 25 mars 1701 (page 1210
v° N° 397).

La devise (ou symbolum) du couvent de Saint-Landelin « *Salus iustorum a Domino* » (1) nous est rapportée par Brasseur (2).

Outre ces deux blasons (3) correspondant à deux personnes morales distinctes, l'abbaye et la communauté de Crespin, et à deux administrations distinctes, l'administration du monastère d'une part, et celle de la communauté, d'autre part, régie par l'abbé, le mayeur et les échevins créés par lui, le couvent avait un troisième cachet, celui du chapitre de Saint-Landelin. Ce sceau est conservé au presbytère de Crespin ; il est appendu au sachet qui renferme les reliques des saints de l'abbaye. On le trouve également décrit dans l'Armorial de G. Demay, avec le contre-sceau (4).

Enfin, chaque Prélat avait ses armoiries particulières ; plusieurs de ces blasons sont décrits dans l'armorial de G. Demay ;

Le sceau et le contre-sceau de Thierrî (1301) (5) ;

Le sceau de Fiévet (double exemplaire — 1395) (6) ;

Le cachet de Gauthier (1227) (7) ;

Celui de Jean II avec contre-sceau (1264) (8) ;

Le blason de Jean III (1425) (9) ;

L'écusson de Nicolas (1428) (10) ;

Les armoiries de Jean IV (1486) (11) ;

Le cachet de Jean V (1578) (12) ;

Enfin celui de Cochin (1681-1704) (13).

A ces sceaux nous ajoutons ceux des abbés Guillaume (14), de Ligne (15), Cuper (16), du Maisnil (17), Louvel (18), Ghelneur (19),

(1) Ps. XXXVI, 39. *Salus iustorum a Domino* — le salut des Justes vient du Seigneur).

(2) *Theatrum abbatiarum Hannoniæ*.

(3) Cf. pièces just. N° 40.

(4) N° 6732.

(5) N° 7000.

(6) N°s 7001 et 7569.

(7) N° 6998.

(8) Velvis N° 6999.

(9) Ladourie N° 7002.

(10) Duparc N° 7003.

(11) Pelet N° 7004.

(12) Dumaisnil N° 7005.

(13) N° 7006. — N.-B. : G. Demay (N° 7348, année 1407), reproduit le sceau de Jacques Grigore, bailli de l'abbaye.

(14) Coll. Moreau, T. 119, p. 61, année 1214.

(15) Arch. de Croy, carton 73, année 1536.

(16) Arch. de Valenciennes et de Mons.

(17) A Crespin au Petit Moulin (1595).

(18) Arch. de Valenciennes (Bibliothèque).

(19) Crespin chez Style Capelle.

- 1 charte du ix^e ou du x^e siècle (1) ;
- 3 chartes du x^e siècle (2) ;
- 10 chartes du xi^e siècle (3) ;
- 40 chartes du xii^e siècle (4) ;
- 82 chartes du xiii^e siècle (5) ;
- 78 chartes du xiv^e siècle (6) ;
- 70 chartes du xv^e siècle (7) ;
- 25 chartes du xvi^e siècle (8) ;
- 13 chartes du xvii^e siècle (9).
- L'objet de ces actes (10) peut se résumer :
- Actes de sainteux x^e, xii^e, xiii^e siècles ;
- Confirmations de privilèges et d'acquisitions ix^e, x^e, xi^e, xii^e, xiii^e, xiv^e, xv^e siècles ;
- Donations xi^e, xii^e, xiii^e, xiv^e, xv^e siècles ;
- Baux xiv^e siècle ;
- Records xiv^e, xv^e, xvi^e siècles ;
- Bulles, diplômes et lettres patentes x^e, xi^e, xii^e, xiii^e, xv^e siècles ;
- Serments de fidélité xv^e, xvi^e siècles ;
- Restitutions xi^e, xii^e, xiii^e siècles ;
- Fondations d'abbaye et de chapelles sur les dépendances du monastère xiii^e, xiv^e siècles ;
- Sentences xiii^e, xiv^e, xv^e, xvi^e siècles ;
- Arrentements xiii^e, xiv^e, xv^e, xvi^e siècles ;
- Acquisitions xiii^e, xiv^e, xv^e, xvi^e siècles ;
- Vidimus xiii^e, xiv^e, xv^e siècles ;
- Amortissements xiv^e siècle ;
- Ventes et cessions xii^e, xiii^e, xiv^e siècles ;
- Accords et associations de prières xii^e, xiii^e, xiv^e, xv^e, xvii^e siècles ;
- Droits, privilèges, exemptions et protections, x^e, xii^e, xiii^e, xiv^e, xv^e, xvi^e siècles ;
- Reliefs xiv^e, xv^e, xvi^e siècles.

(1) Tome 1.

(2) T. 4 à 11.

(3) T. 18 à 39.

(4) T. 39 à 96.

(5) T. 102 à 216.

(6) T. 217 à 241.

(7) T. 243 à 260.

(8) T. 259 à 267.

(9) T. 269 à 272.

(10) Quelques-uns de ces actes ont aussi l'annotation suivante mise par D. Queinsert : « ...ledit titre trouvé au chartrier d'icelle abbaye estant en la chambre du maistre d'hostel chargé du dépôt... Estant cette chambre non voutée située au bout du quartier des hostes et des étrangers du coté du Nord... estant en la chambre du religieux, maistre d'hostel, jusqu'à ce que la place destinée pour ce dépôt dans le neuf dortoir soit séchée, arrangée et meublée pour cet effet... ». — N.-B. : Les copies des actes ont d'abord été déposées au « bureau des bulles et des chartes », installé place Vendôme, à Paris (Queinsert) ; ce sont là les archives de ce bureau qui ont formé la Coll. Moreau.

B. — ARCHIVES DEPARTEMENTALES DU NORD

A. d'Herbomez (1) déclare : « Les archives des bénédictins de « Crespin paraissent malheureusement perdues ; ce qui en est arrivé « aux Archives du Nord est insignifiant. »

Contrairement à cette assertion, nous constatons que les Archives départementales du Nord ne sont pas inférieures (pour notre sujet) à la collection de la Bibliothèque Nationale ; en effet, nous y avons trouvé un millier de documents.

Les fardes qui renferment ces manuscrits sont réparties dans quatre séries : H, B, L, Q. A ces fardes s'ajoutent quelques sources secondaires : « L'évêché et le chapitre de Cambrai » (2) ; le « Cumulus ecclésiastique » de Cambrai (3) ; la « Série ecclésiastique » (4) ; « l'Intendance du Hainaut » (5) ; le « Parlement de Flandre », xvii^e et xviii^e siècles (6).

Pour ne point prolonger par trop notre préface, nous invitons nos lecteurs, au sujet des séries L et Q (époque révolutionnaire) à consulter les tables et les répertoires dressés à cet effet (7).

Nous tenons le même langage pour les documents de la Série B, où sont réunies 60 chartes ayant trait à l'abbaye de Crespin et nous renvoyons le lecteur à la « Table de la Série B des Archives du Nord » (8). Ce travail colossal (9) a été exécuté par M. le Chanoine Leuridan à qui nous adressons, comme chercheur, nos respectueux hommages de reconnaissance.

Les chartes de la série H « Abbaye de Crespin » sont déposées pêle-mêle dans un carton (10) et dans 34 liasses (11). Le carton contient 40 titres environ, sur parchemin, et chaque liasse (sauf la 2^e) une centaine en originaux et copies ; un grand nombre de ces pièces occupent 10, 20, 30 et 40 pages manuscrites (12). Ces chartes, réunies sans ordre de sujet ni de dates, peuvent s'analyser de la manière suivante :

(1) Histoire des châtelains de Tournai de la maison de Mortagne, T. 1, p. 220.

(2) Série C 1395.

(3) Dossiers 450-1079, série E, rayon 3625, N° 992.

(4) Ragistre 11156.

(5) Série C 135.

(6) N°s 728, 27178, 27180, 31185.

(7) Cf. le « Répertoire numérique de la série L, par M. Bruchet, Lille. Danel, 1911 ; et la table de la série Q. District de Valenciennes.

(8) Publiée dans les Annales de la Société d'Etudes de la Province de Cambrai. Tomes IV et V.

(9) Ce travail est très estimé surtout parce que l'auteur respecte ce que d'autres ont négligé : le classement antérieur des archives ; il donne, en effet, les cotes anciennes.

(10) Rayon 1083.

(11) Rayons 1045 à 1048.

(12) Les documents extraits de cette série H seront dorénavant et pour simplification désignés par : Arch. du Nord, liasse X...

Accords, professions religieuses, associations de prières, bannements (1), baux, xiii^e, xiv^e, xvi^e xvii^e, xviii^e siècles (2) ;

Franches orines (3) xvii^e siècle (4) ;

Procureurs xv^e, xvi^e siècles (5) ;

Inventaires des chartes xii^e, xiv^e, xv^e, xviii^e siècles (6) ;

Bulles, diplômes, lettres patentes xii^e, xiv^e, xvi^e, xvii^e, xviii^e siècles (7) ;

Comptes xv^e, xvi^e, xvii^e, xviii^e siècles (8) ;

Procédures xiii^e, xvi^e, xvii^e, xviii^e siècles (9) ;

Le droit de requais xiv^e, xv^e, xvii^e, xviii^e siècles (10) ;

Procès-verbaux xvi^e, xvii^e, xviii^e siècles (11) ;

Chassereaux xv^e, xvi^e, xvii^e, xviii^e siècles (12) ;

Etats divers (13), xv^e, xvi^e, xvii^e, xviii^e siècles (14) ;

Requêtes xiv^e, xvi^e, xvii^e, xviii^e siècles (15) ;

Embreys xv^e, xvii^e, xviii^e, siècles (16) ;

Donations xi^e siècles (17) ;

Documents divers xi^e, xii^e, xvii^e, xviii^e siècles (18).

Les dépôts d'Archives susmentionnés conservent la reproduction du sceau de l'abbaye de Crespin ; il est plaqué sur plusieurs chartes aux Archives du Nord et de Valenciennes, gravé sur cuivre au dépôt de Mons, colorié dans « l'Armorial général » à Bruxelles (19) et à Paris (20). Ce dernier reproduit aussi un second blason colorié du monastère (21).

(1) Publications.

(2) Liasses 4, 6, 8, 10, 11, 12, 24, 30, 32, 33, 34.

(3) Origine franche, c'est-à-dire exempte de certaines redevances.

(4) Liasses 29, 31.

(5) — 23, 28.

(6) — 24, 27, 29.

(7) — 4, 10, 12, 13, 15, 16, 17, 19, 20, 22, 28.

(8) — 4 à 8, 10 à 17, 19 à 34.

(9) — 1, 3, 4, 6, 8, 10 à 17, 19 à 28, 30 à 34.

(10) — 5, 12, 28, 33, 34.

(11) — 1, 4, 5, 12, 13, 19, 20, 23, 24, 25, 30, 31, 34.

(12) — 1, 5, 8, 10, 13, 15, 17, 20, 21, 22, 29, 31, 33, 34.

(13) Etats des biens, rentes revenus, charges, titres, grains, bestiaux.

(14) Liasses 4, 6, 8, 10, 13, 14, 15, 18, 22, 23, 24, 28, 29, 31.

(15) — 4, 5, 10, 11, 13, 15, 16, 17, 20, 22, 24, 27, 28, 29, 31, 33, 34.

(16) — 1, 4, 10, 11, 12, 13, 20, 21.

(17) — 17.

(18) — 5, 11, 21, 23, 28, 29, 30, 33.

(19) Bibliothèque, Salle des Ms, N° 18026.

(20) Armorial de d'Hozier, Ms fr. 32239, Sceaux de Flandres, p. 75 ; L'abbaye de Crespin porte d'azur frété d'argent. Ces armoiries ont été déposées (avec 50 l.) en vertu de l'édit du mois de septembre 1696 et des ordonnances du 4 décembre 1696 et du 23 janvier 1697 (page 258, v° N° 231).

(21) Même Ms p. 356 : L'abbaye de Crespin près Valenciennes porte d'azur à une crose d'argent accostée de 2 trèfles du même. Ces armoiries ont été déposées (avec 50 l.) en vertu de l'édit du mois de novembre 1696 et des ordonnances des 3 juillet 1700 et 25 mars 1701 (page 1210 v° N° 397).

La devise (ou symbolum) du couvent de Saint-Landelin « *Salvus iustorum a Domino* » (1) nous est rapportée par Brasseur (2).

Outre ces deux blasons (3) correspondant à deux personnes morales distinctes, l'abbaye et la communauté de Crespin, et à deux administrations distinctes, l'administration du monastère d'une part, et celle de la communauté, d'autre part, régie par l'abbé, le mayer et les échevins créés par lui, le couvent avait un troisième cachet, celui du chapitre de Saint-Landelin. Ce sceau est conservé au presbytère de Crespin ; il est appendu au sachet qui renferme les reliques des saints de l'abbaye. On le trouve également décrit dans l'Armorial de G. Demay, avec le contre-sceau (4).

Enfin, chaque Prélat avait ses armoiries particulières ; plusieurs de ces blasons sont décrits dans l'armorial de G. Demay ;

Le sceau et le contre-sceau de Thierry (1301) (5) ;

Le sceau de Fiévet (double exemplaire — 1395) (6) ;

Le cachet de Gauthier (1227) (7) ;

Celui de Jean II avec contre-sceau (1264) (8) ;

Le blason de Jean III (1425) (9) ;

L'écusson de Nicolas (1428) (10) ;

Les armoiries de Jean IV (1486) (11) ;

Le cachet de Jean V (1578) (12) ;

Enfin celui de Cochin (1681-1704) (13).

A ces sceaux nous ajoutons ceux des abbés Guillaume (14), de Ligne (15), Cuper (16), du Maisnil (17), Louvel (18), Ghelneur (19),

(1) Ps. XXXVI, 39. *Salus iustorum a Domino* — le salut des Justes vient du Seigneur).

(2) *Theatrum abbatiarum Hannoniæ*.

(3) Cf. pièces just. N° 40.

(4) N° 6732.

(5) N° 7000.

(6) N°s 7001 et 7569.

(7) N° 6998.

(8) Velvis N° 6999.

(9) Ladourie N° 7002.

(10) Duparc N° 7003.

(11) Pelet N° 7004.

(12) Dumaisnil N° 7005.

(13) N° 7006. — N.-B. : G. Demay (N° 7348, année 1407), reproduit le sceau de Jacques Grigore, bailli de l'abbaye.

(14) Coll. Moreau, T. 119, p. 61, année 1214.

(15) Arch. de Croy, carton 73, année 1536.

(16) Arch. de Valenciennes et de Mons.

(17) A Crespin au Petit Moulin (1595).

(18) Arch. de Valenciennes (Bibliothèque).

(19) Crespin chez Style Capelle.

Lemosnier (1), Liénard (2), Descamps (3), Cochin (4), Wéry (5), Delfeuille (6), et Spildooren (7).

Nous possédons la devise des Abbés : Cuper, rapportée par Brasseur (8), Du Maisnil, Aimeri, Louvel et Le Mosnier que nous donne Raissius ; les pierres tombales et les tableaux qui se trouvent à Crespin nous ont procuré celles de Ghelneur, Lemosnier, Liénard, Descamps et Cochin. Enfin le « Cameracum » nous donne le « symbolum » de Spildooren.

**

Après avoir exposé sommairement les sources auxquelles nous avons puisé pour écrire les Annales de l'abbaye de Crespin, nous voulons dire un mot de notre travail et de sa division.

Nous avons adopté l'ordre chronologique et suivi la série des Abbés à l'exemple de Raissius, de la Gallia Christiana, etc..., en vue de réunir sous chaque prélature le plus de documents possible.

Certains critiques eussent préféré voir notre histoire condensée en chapitres spéciaux : la description de l'abbaye, de ses fermes, de ses refuges ; un chapitre traitant des Prélats, des curés, des presbytères, des églises, etc... Nous ne condamnons pas leur manière de voir ; cependant nous disons que si, dans cette façon de procéder, il y a des avantages, il y a aussi de grands inconvénients... Et, ne voulant pas entrer en discussion, nous nous bornons à dire : nous nous sommes efforcés de faire bien.

Notre travail est divisé en six livres subdivisés en chapitres et ceux-ci en paragraphes. Cette division en six livres ne correspond pas toujours à une modification spéciale du régime interne ou externe de l'abbaye, mais elle correspond aux époques où l'abbaye eut à souffrir les désastres, les ravages ou la ruine. Nous avons procédé de la façon suivante :

Livre I : De la fondation du monastère, 646, à sa restitution aux bénédictins, 1080 ;

Livre II : De Rénier, 1^{er} abbé après la restitution à la mort de Jean Pelet, 1490. — Sous la prélature de Jean, un incendie allumé par les soldats lors du siège de Condé réduisit l'abbaye en cendres ;

Livre III : De Pierre Moreau, 1490, à la mort de Martin Cuper, 1572. Cet abbé fut témoin du passage des Gueux qui pillèrent et ravagèrent son monastère ;

(1) Arch. de Valenciennes, Bibliothèque.

(2) Voir Raissius.

(3) Eglise de Crespin, rétable du maître-autel.

(4) Musée de Douai n° 1634. — Crespin, tombeau du maître-autel et Arch. du Nord, série H, liasse 16.

(5) Bibliothèque de Valenciennes, Généalogies manuscrites par de Sars. — Item Arch. du Nord, série H, liasse 3.

(6) Crespin, Quiévreachin, Harmignies, Pommereuil, fermes construites ou réparées par l'abbaye.

(7) Arch. du Nord, série H.

(8) *Sydera illustr. Hannon. scriptorum.*

Livre IV : De Jean du Maisnil, 1572, à la mort de J.-B. Wéry, 1724. Cette date marque la fin d'un régime.

Livre V : De Léon Potier de Gesvres, cardinal, abbé, commendataire, 1725 à 1789, année qui marque le premier coup porté à la base de l'institution de Saint-Landelin, tant de fois séculaire ;

Livre VI : L'époque révolutionnaire et la disparition des bénédictins.

Sauf quelques exceptions, aux XII^e et XIII^e siècles, les chapitres contiennent la biographie d'un prélat.

**

Avant de terminer, il nous reste un devoir à accomplir, celui de la reconnaissance. C'est, dit-on, souvent, un devoir qui pèse ; c'est vrai pour nous : il nous pèse en ce sens qu'ayant tant de fois fait appel à la bonne volonté de confrères, d'amis, d'érudits, de collègues (1), il nous est impossible de rendre à chacun un juste tribut de gratitude.

Cependant nous tenons à exprimer notre reconnaissance à Mlle Marguerite Lombois (2), jeune artiste qui a mis son talent à notre service : un grand nombre des illustrations qui enrichissent notre œuvre sont dues à sa plume.

M. Guillaume Alquier (3) nous a été d'un concours des plus précieux ; Contrôleur principal au Poste Central Télégraphique de Paris, il a bien voulu consacrer la plus grande partie de ses heures de loisir à des recherches souvent ardues, à la transcription de chartes, etc... A cet ami, notre vive gratitude.

M. Maurice Hénault (4), archiviste à Valenciennes, érudit, archéologue d'une valeur incontestable, auteur de plusieurs publications historiques et archéologiques, nous a maintes fois prêté un aimable appui.

A ces noms nous rattachons ceux de :

M. Charles Delattre (5) qui dirigea nos premiers pas dans l'étude de la paléographie et orienta notre marche au début de nos recherches ;

M. Paul Lombois qui employa la hache et la cognée pour dégrossir l'ébauche de notre travail ;

M. le chanoine Wattier (6) et M. l'abbé Cyr Wattier (7), son frère, qui, en dernier lieu, ont pris la peine de relire notre œuvre.

Nous ne pouvons passer sous silence les noms de :

S. A. S. le prince d'Aremberg,

(1) Membres de Sociétés savantes.

(2) Fille de M. Paul Lombois, ancien notaire à Le Quesnoy (Nord), prématurément enlevée à l'affection des siens le 19 mars 1919.

(3) Capitaine au 8^e génie à Verdun et Nancy de 1914 à 1917, chevalier de la Légion d'honneur.

(4) Fondateur du Musée gallo-romain de Bavay.

(5) Chef de bureau aux Archives départementales du Nord.

(6) Archiprêtre, doyen de Maubeuge, mort en 1921.

(7) Professeur d'électricité à l'Institut technique de Roubaix.

Mme la duchesse de Croy, qui nous ont accordé l'entrée de leurs archives ;

Mgr Margerin, qui fut le promoteur de notre Mémoire et qui tant de fois nous hébergea ainsi que M. le chanoine A. Bauduin (1), notre ancien condisciple de l'Institution N.-D. des Anges à Saint-Amand..

Enfin, notre reconnaissance s'adresse à tous ceux qui nous ont aidé, principalement à MM. les directeurs et conservateurs (2) des archives et des bibliothèques, auprès de qui, partout et toujours, nous avons reçu l'accueil le plus bienveillant. Je cite en particulier M. Max Bruchet, archiviste départemental du Nord.

Dans un autre ordre d'idées, nous devons dire combien nous avons été sensible à l'attention délicate de nos chers paroissiens d'Ons. Voulant participer aux frais des illustrations, les associés des diverses œuvres paroissiales (3) se sont cotisés et ont offert 250 fr. à leur Curé.

Un dernier mot..

Comme prêtre, nous tenons à faire notre profession de foi et nous disons :

Si dans nos écrits, par mégarde, il s'est glissé quelque erreur dogmatique, nous la répudions et la condamnons.

Nous ajoutons : si parfois nous avons employé les mots de « vénérable personne... saint personnage... de sainte mémoire », etc..., nous tenons à ce que tous sachent que notre intention n'est nullement de devancer le jugement de la Sainte Eglise, mais de reproduire ces formules très fréquentes dans les chartes et qui ne tirent à aucune conséquence.

Nous nous déclarons donc prêtre respectueux des dogmes de foi et fils soumis de l'Eglise catholique, apostolique et romaine, et nous voulons, avec la grâce de Dieu, vivre et mourir uni à cette Mère qui a orné notre âme du caractère sacerdotal (4).

(1) Curé de la paroisse du Sacré-Cœur à Lille.

(2) Nom donné en Belgique aux directeurs des Archives et des Bibliothèques.

(3) Le Comité paroissial, les chantes, les chanteuses, le comité catholique, la jeunesse catholique, le Syndicat agricole et un groupe de paroissiens.

(4) Nous terminons ces lignes le 22 décembre 1916, jour du 28^e anniversaire de notre ordination.

Ad majorem Dei, Sancti Landelini ejusque in Christo discipulorum et successorum gloriam

INTRODUCTION

LA GAULE ET L'OCCUPATION ROMAINE

Jules César, dans ses Commentaires, nous rapporte que la Gaule était divisée en trois masses :

- 1° Au sud de la Garonne, les Aquitains ;
- 2° Au sud de la Seine et de la Marne, les Celtes ;
- 3° Au nord de ces cours d'eau, les Belges, peuples germains parmi lesquels on distinguait les Nerviens qui habitaient la vallée de la Haine où fut créée l'abbaye de Crespin.

Aspect et Agriculture. — La Gaule était remarquable par l'immensité de ses forêts ; sous ce dôme de feuillage erraient : les troupeaux de chevaux, le gros et le petit bétail, les porcs, etc.

Dans la Nervie, l'élevage des porcs et la consommation de leur viande étaient d'usage courant ; à Bavay notamment on découvre de nombreuses défenses de porcs ou de sangliers. A Avesnes, on a trouvé des défenses de même nature.

Le blé existait en Gaule en assez grande quantité ; César et Annibal purent s'en procurer facilement.

Habitation. — La maison gauloise était située à la lisière des bois et au bord des rivières ; elle était construite grossièrement, les murs en bois et en argile et la toiture en chaume. Les agglomérations de maisons s'appelaient *Vici*.

Avant l'occupation nervienne, la Nervie avait été habitée par les populations celtiques ; le nom de Hensies rappelle une agglomération à proximité d'une source. La finale « sies » est, en effet, un mot celtique signifiant « eau courante » qu'on retrouve notamment dans Floursies, Bousies, Rousies, Dousies, Semousies, etc.

Costumes. — Les Gaulois recherchaient le luxe pour leurs personnes ; leur goût pour la parure était très vif. Les pièces essen-

tielles de leur costume étaient : le pantalon collant, la saye, le caracalle et les chaussures à semelles épaisses appelées les gauloises.

Les étoffes étaient voyantes et bariolées ; leur éclat était rehaussé par des bracelets, des colliers, etc.

Mœurs et Religion. — Les mœurs de ce peuple étaient féroces ; ils pratiquaient des sacrifices humains. Sur le champ de bataille, les Gaulois coupaient la tête des vaincus, les suspendaient au poitrail de leurs chevaux et aux portes de leurs demeures.

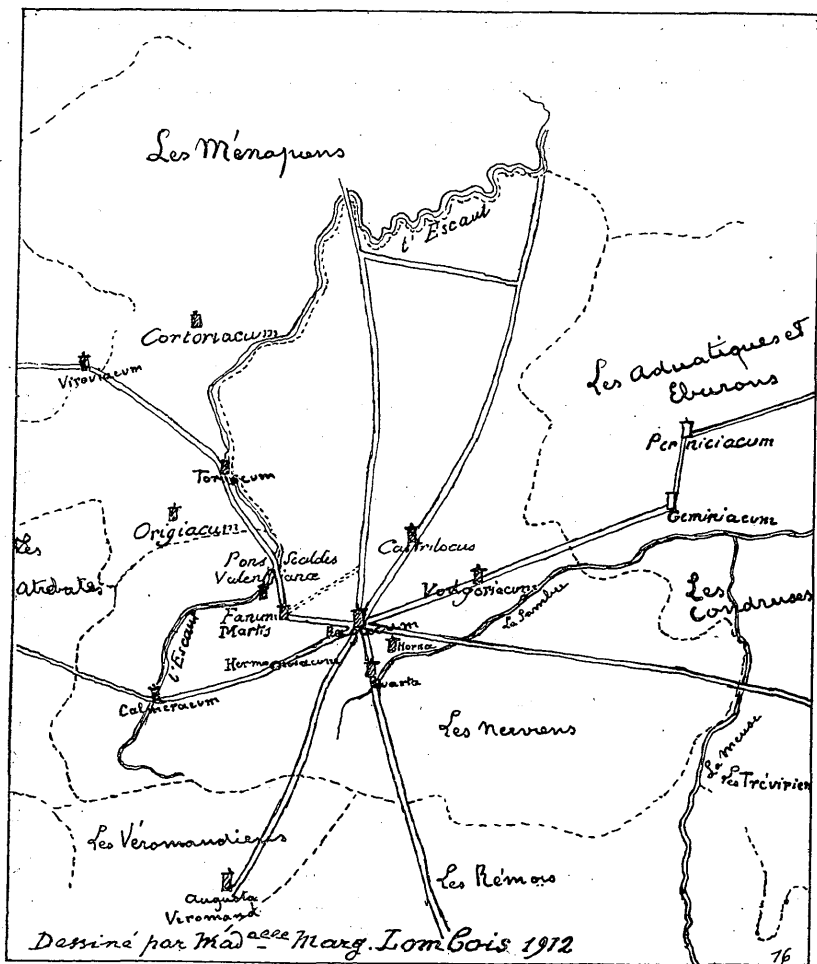


Fig. 1. — La Nervie (Fragment d'une carte ancienne).

Très superstitieux, les Gaulois rendaient hommage non seulement aux fleuves, aux rivières, mais encore aux lacs, aux torrents, aux ruisseaux. Ils jetaient au fond des eaux un grand nombre d'objets précieux. Les fontaines sont restées des buts de pèlerinages où les chapelles chrétiennes ont remplacé les sanctuaires des Gaulois.

A Hensies, une chapelle s'élève à proximité de la fontaine qui, vraisemblablement, a donné son nom au village.

L'adoration des arbres a laissé des survivances ; l'image de la Sainte Vierge, placée dans le creux des arbres, a purifié les cérémonies païennes.

A Crespin, au Campos, un bosquet portait cette dénomination : « Bosquet N.-D. de Consolation » (1) ; un autre, situé au bois d'Amblise, s'appelait « Bosquet de la Mère-Dieu (2) ; au monastère de Saint-Landelin, une Madone était spécialement vénérée sous le vocable de « N.-D. de l'arbre du chêne Montaigu », et des indulgences particulières étaient accordées aux fidèles qui priaient devant son image (3).

La cueillette du gui est un épisode du culte rendu aux plantes.

Le Clergé. — Les Gaulois avaient des prêtres appelés Druides, qui constituaient un véritable clergé, dont l'autorité était très grande : ils n'avaient pas de temple, ils se réunissaient pour les cérémonies religieuses dans des enceintes à ciel ouvert situées au sommet des montagnes ou dans les clairières de forêts.

Après la conquête des Gaules, les dieux Gaulois se fondirent peu à peu avec les dieux des Romains ; les gallo-romains honorèrent Jupiter, Junon, Minerve et consultèrent les augures.

Dans la région de Crespin, l'influence romaine fut certainement très profonde (4). Lors de la création des grandes chaussées qui devaient servir aux courriers et aux troupes, les Romains firent dévier vers l'ouest et dirigèrent sur Hensies la chaussée de Bavay à Gand ; ils trouvaient, en effet, au nord d'Hensies, un passage relativement facile pour franchir la Haine entre le marais du grand vivier, le marais de la Neuville et Scopignies.

De même pour relier la chaussée de Gand au camp de Famars lors de la création de la voie qui devait faire communiquer Hensies avec Famars, des travaux considérables furent effectués à Crespin pour faciliter le passage de l'Honniau (5). Ces travaux à exécuter,

(1) Arch. du Nord, liasse 20 ; comme il a été dit plus haut, nous entendons dans cette indication : série H, fonds de l'abbaye de Crespin. Nous agirons de même par la suite.

(2) Arch. du Nord, liasse 25.

(3) Coll. Moreau, T. 270, p. 138.

(4) Au mois de mars 1836, à Crespin, un cultivateur occupé à creuser un fossé le long d'une haie, sentit sa bêche éprouver quelque résistance ; il découvrit le terrain et se trouva en présence de pièces de monnaie ; sa bêche venait de briser un vase romain. Il y avait environ 300 pièces d'argent à l'effigie des empereurs Gordien, Philippe, etc. Ces médailles étaient parfaitement conservées et en tout semblables à celles trouvées quelques années auparavant à Famars (Ms du presbytère de Crespin).

(5) La chaussée romaine venant d'Hensies traversait l'Honniau entre « le Gouffre » et le Moulin, puis laissait la majeure partie du territoire de Crespin sur la droite et le Blanc-Misseron sur la gauche. Cette chaussée s'appelle le Chemin entre Deux Bois. Les rues Prangère et des Viviers ont remplacé la voie détournée. Il est à remarquer que la rue des Moulins est très large à son origine.

tant au nord d'Henlies qu'à Crespin, nécessitèrent la réunion de nombreux ouvriers ; d'autre part, des troupes furent cantonnées à proximité de la Haine pour en défendre le passage et un camp retranché fut établi au Catillon (1).

Les familles de ces soldats et de ces travailleurs se fixèrent dans la région ; les noms de Neuville, Scoville, indiquent l'existence d'habitations gallo-romaines. La même indication est fournie par la présence dans le marais de Saint-Aybert (autrefois Scopignies) (2), d'un sarcophage gallo-romain qui, d'après la tradition, aurait été utilisé pour la sépulture de Saint-Aybert.

Les environs de Crespin, et Crespin même très probablement, étaient habités par une population relativement importante ; Crespin paraît, en effet, avoir été le point de jonction de la voie d'Henlies à Famars et d'une voie secondaire qui aboutissait à Elouges.

Cette population était imprégnée des traditions religieuses des Nerviens, du culte des dieux de Rome et des croyances des Francs qui, au cours du v^e siècle, s'étaient établis entre Trèves et la Lys et avaient occupé la vallée de la Haine, notamment Scopignies, dont le nom rappelle un domaine franc « Scopenheim » (3).

Le sol présentait de vastes marais et de profonds massifs dépendant de la forêt d'Ambliise.

Une population nombreuse vouée à toutes les superstitions (4), des marais vaseux, des bois incultes, une voie de communication leur donnant accès, telles furent les causes qui amenèrent à Crespin Saint Landelin et ses compagnons après la fondation de Wallers (5) ; il y avait là des âmes à évangéliser et des terrains à assainir.

Les armes (6) de l'abbaye de Crespin semblent figurer les innombrables fossés et les sillons tracés dans les dépendances du monastère et rappeler l'énergie physique qu'il fallut déployer pour les dessécher et les fertiliser.

(1) Castellulum, castellum, diminutif de castra (camp), était pour les Romains un poste fortifié moins considérable qu'un camp. Le castellus devint le château-fort féodal. — N.B. : Ce castellulum fera plus tard l'objet d'une donation de Gossuin de Mons à Saint Aybert.

(2) Le sarcophage se trouve dans la ferme qui appartenait autrefois à l'abbaye et qui est aujourd'hui la propriété du duc d'Arenberg.

(3) La terminaison « ignies » a remplacé la terminaison franque « ingheim » dans les pays de langue romane (Baron de Reiffenberg).

(4) Voir le sermon de saint Eloi dans la vie du saint par Ozanam ; les Germains avant le Christianisme, p. 397 ; et le *Camenacum Christianum*, Introd., p. 17, note 2.

(5) Wallers tire son nom des mots celtiques wall, forteresse, ers ; ruisseau, courant. L'existence d'une forteresse à Wallers est un fait attesté par J. de Guise et il faut sans doute attribuer à cette circonstance le choix que fit saint Landelin de ce lieu pour y bâtir un monastère. — Voir *Maubeuge et son canton*, par Z. Piérart.

(6) D'azur fretté d'argent de 6 pièces. — Cf. pièces justif. N° 40.

LIVRE I

De la fondation du Monastère (646) à sa restitution aux Bénédictins (1080)

CHAPITRE PREMIER

CRESPIN, SON NOM, SA SITUATION, SON ASPECT

Primitivement, Crespin faisait partie de la forêt d'Amblise, forêt encore importante au ^{vii}^e siècle et qui était adjacente à la rivière de Hon (1). Ce lieu, quoique « inculte, sauvage et horrible » (2), composé surtout de marécages, traversé par l'ancienne voie de Hensies à Famars, attira les regards de Saint Landelin ; c'est là qu'après avoir fondé les abbayes de Lobbes, d'Aulne et de Wallers, il jeta les premiers fondements d'un quatrième monastère, aidé de deux disciples, Adelin et Domitien. Le seigneur d'Amblise voulut d'abord s'opposer à leur installation ; mais Dieu le châtia... ; comprenant sa faute, le malheureux supplia Landelin qui obtint du Ciel sa guérison ; en reconnaissance, le seigneur donna « à son bienfaiteur la moitié de sa forêt pour lui en faire son bon plaisir » (3).

Cette partie d'Amblise demeura longtemps la propriété de l'abbaye ; plus tard, après l'invasion des Normands, elle passa (877) au monastère de Denain (4), puis aux mains des seigneurs et des chanoines pour retourner enfin, en 1080, à ses premiers maîtres : aux bénédictins.

L'autre partie de la forêt « entra dans la maison des comtes de Chini, de même que le village qui s'y était formé. Jeanne, héritière de Chini, dans le ^{xiii}^e siècle, épousa Arnoul VII, comte

(1) Commission hist. du dép. du Nord. — Hon (Honniau), d'où : Hon-Hergies, Taisnières-sur-Hon.

(2) Dipl. de l'empereur Henri.

(3) Wastelain, description de la Gaule-Belgique.

(4) Dipl. de Charles-le-Chauve.

« de Los-en-Hesbaye, et fit entrer la terre d'Amblise dans cette maison. Julienne, leur fille, en était dame lorsqu'elle fut mariée à messire Nicol, seigneur de Quiévrain-en-Hainaut. Isabelle, leur fille unique, l'apporta en dot à Geoffroy III, seigneur d'Apremont en Bourgogne, duquel descendait Gobert, qualifié prince d'Amblise en 1466. Cette terre passa ensuite par mariage dans la maison d'Anglure, qui la vendit à Florent, créé en 1602 prince de Ligne et du Saint-Empire » (1).

Depuis, cette famille, dont il existe encore des descendants, a conservé en partie la propriété de la Haute-Amblise.

Quant à la portion de la forêt donnée à Saint Landelin, elle a perdu son nom ; ce lieu s'appelle Crespin, « nom évidemment laissé de son premier maître ou possesseur » (2). Toutefois, suivant une tradition admise par les moines, le nom de Crespin viendrait d'une source que Saint Landelin fit miraculeusement jaillir, et dont l'eau, en sortant de terre, se crispait au souffle du vent : « *Est locus Ambliagis circumdatus undique sylvis Crispinium crispandis aquæ de nomine dictus* » (3).

D'autres historiens, Brasseur (4), Gazet (5), etc. (6), donnent la même origine au nom de Crespin. Et Vinchant (7) dit :

« Comme il n'y avoit fontaine sur ce lieu, le saint frappa la terre de son baston et fit aussitost jaillir une belle fontaine qui de ses eaux crespues a donné au monastère le nom de Crespin. »

Cependant le chroniqueur Froissart donne une autre origine au nom de ce village qu'il appelle Saint-Crépin. On sait que ce saint martyr prêcha l'Evangile dans nos contrées ;... aurait-on voulu perpétuer le souvenir de cet apôtre dans le nom du village qui nous occupe ? La chose n'est pas impossible.

Ce nom de Crespin, comme celui de beaucoup de villes et de villages, a subi maints changements dans sa dénomination. D'après les *Etudes étymologiques* de E. Mannier, il s'appelait :

Crispinio en 870. — Division du royaume de Lothaire (Miræus) ;

Crispin en 960. — Titre de l'Eglise de Cambrai (Bréquigny) ;

Crispinium en 1220. — Cartulaire de N.-D. de Cambrai ;

Crispinio en 1260. — Cartulaire de Flandre ;

Crispinium en 1285. — Cartulaire de Flandre ;

Crespin en 1323. — Deuxième cartulaire du Hainaut ;

(1) Descr. de la Gaule-Belg.

(2) Balderic.

(3) *Bulle de la Commission hist. du dép. du Nord*, t. VIII.

(4) « *Huic nomen crispa dat unda suum.* »

(5) *Hist. ecclés. des Pays-Bas.*

(6) D. Queinsert (*Coll. Moreau*, t. 32, p. 138) met en note : « Ce lieu est appelé Crespin à cause de la fontaine miraculeuse dont la source rend une eau très abondante d'un lieu qui estoit très sec avant ; laquelle eau en sortant fait un bruit notable avec des ondées crespues ou crespantes : *Crispinium vel Crispinium a crispantibus vel crespantibus aquis.* »

(7) *Annales de la prov. et comté de Hainaut*, t. II, p. 144.

Crespin en 1349. — Pouillé du diocèse de Cambrai.

D'après Balderic et Miraeus (acta ss. Belgii), Crespin s'appelait Crispinio en 870, Crispin en 921, Crespin en 931 et 974, Crispinium au XI^e siècle (1009-1093), etc.



Fig. 2. — Le Hainaut ancien.

« Crespin est un village très ancien situé près de la rivière de la Hayne, il fait partie du Hainaut, a pour prévôté Valenciennes,

Ce village est situé entre 50° 26' 30" et 50° 24' de latitude nord et entre 1° 17' 30" et 1° 20' de longitude est ; comme altitude sa situation varie entre 28.575 et 17.926.

Sa superficie totale est de 994 hectares dont 779 sont en cultures et prairies ; celles-ci comprennent 130 hectares dont 50 sur le territoire proprement dit, 80 sur celui de Saint-Aybert (hameau de Crespin jusqu'en 1837) ; 215 autres sont consacrés aux constructions, cours d'eaux, chemins de communication, etc., etc. Le village mesure environ 5 kilomètres dans sa plus grande longueur et 3 kilomètres dans sa plus grande largeur.

Le territoire de Crespin est peu accidenté ; on y compte cependant quelques plateaux, comme le Blanc-Misseron, le Campos et la Haute-Amblise. Parmi les plaines, on peut ranger les Enclosis et l'Entre-deux-bois. Il existe d'importants « marais » qui ont été desséchés par d'innombrables rigoles et au moyen de travaux d'art importants ; le marais de Crespin, le marais du moulin, le marais de Loumois et le marais de la Chapelle-Saint-Aybert. Ces deux derniers ont été assainis grâce à la création du ruisseau de la Saverrière.

Le sol, arable en grande partie, est formé d'alluvions ; elles sont sableuses, argileuses, limoneuses et glaiseuses ; les graviers sont nombreux entre Crespin et Blanc-Misseron.

**

Plusieurs cours d'eau arrosent le territoire : le Quinquerniau, l'Honniau et l'Honnelle.

Le Quinquerniau est un fossé de dessèchement creusé par les moines, alimenté par quelques sources du Campos, notamment par la fontaine de Saint-Landelin ; il jette une partie de ses eaux dans l'Honniau ; l'autre va à travers la campagne se perdre dans le fond des Enclosis.

L'Honniau (autrefois le Hon) prend sa source à l'extrémité nord-est de la forêt de Mormal, territoire de la Longueville ; il traverse le terroir de Crespin sur une longueur de 4 kilomètres pour se jeter dans la Haine à 2 kilomètres environ de Condé.

L'Honniau reçoit l'Honnelle, qui prend sa source au sud-est de la forêt de Mormal, et limite sur un parcours de 500 mètres la France et la Belgique.

Ces cours d'eau, par leurs débordements, occasionnent parfois de véritables désastres dans la région.

L'Honnelle, l'Honniau et le Quinquerniau mettaient jadis en mouvement plusieurs moulins.

Sur l'Honnelle, à la frontière et à droite du chemin de Blanc-Misseron à Quévrain, se trouvait le moulin dit « du Corbeau ». Il a été incendié en 1907 ; autrefois, l'abbaye de Crespin y eut des droits. Un autre moulin fut bâti sur l'Honniau à l'entrée du village de Quévrain, il fut détruit par un incendie en 1894 ; il n'en reste que des vestiges.

La commune de Crespin, pour sa part, possède deux moulins. Le premier « Le grand moulin » est bâti sur l'Honniau ; il porte encore

les armes détériorées de l'Abbé Delfeuille. Il fut exploité après la Révolution par Isbech auquel succéda Prudhomme ; puis vinrent : Jules Estoret, Gabriel François, Pierre Liétard-François ; aujourd'hui ce moulin appartient à François-Equipart.

Le second, « Le petit moulin », est bâti sur le Quinquerniau ; il fait partie des bâtiments proprement dits de l'abbaye. Son premier

Dessiné par M^{me} Marg. Lombois 1912.



Fig. 4. — Ruines du Moulin du Corbeau.

exploitant, après la Révolution, fut Isidore Luthon qui le vendit à Henri Delannoy, puis vinrent Nicolas Douchy, Albert Paul, Constantin Mayeur ; celui-ci le légua à son fils Henri qui l'exploite encore aujourd'hui.

★★

Le village de Crespin est avant tout agricole. Son sol est d'une grande fertilité ; les habitants cultivent les céréales, la betterave, la chicorée, la guimauve ou althéa, la mauve, le bouillon blanc et la camomille. La culture de ces plantes pharmaceutiques réclame une persévérance, une ténacité dans le travail, que l'agriculteur doit et sait tenir l'année quasi-entière. Ce mode d'exploitation du terroir

tend de plus en plus à disparaître à cause de l'extension de la métallurgie, etc.

Crespin compte deux brasseries : celle de Brunel-Estoret et Cie et celle de Justin Laurent (1).

Le Blanc-Misseron, hameau dépendant de Crespin, est devenu un centre industriel et métallurgique très important. Sur ce terroir poussent, comme par enchantement, les usines, les ateliers et les habitations. En effet, jusqu'en 1875, on y comptait 5 à 6 foyers ; aujourd'hui les maisons se chiffrent par centaines et le nombre des âmes approche deux mille. Cette augmentation rapide est due au chemin de fer du Nord, construit en 1842, au laminoir disparu pour faire place à une gobeletterie, à l'usine de produits émaillés, enfin et surtout aux ateliers de construction pour matériel de chemin de fer qui occupent 3.000 ouvriers.

Le village de Crespin, sans rien offrir de bien pittoresque, présente cependant un aspect de gaieté ; la propreté règne dans les rues et les habitations. Brasseur le décrit en ces termes :

« C'est une belle ville bâtie sur le Hon, dans l'ancienne et verdoyante forêt d'Amblise ; l'air en fertilise le sol ; les blés, les prairies, les bois en forment la richesse ; la piété est sa base ; Landelin est comme le soutien et la puissance de sa foi. Cette ville est célèbre par les bénédictins qui l'ont illustrée ; elle est agréable avec ses rues spacieuses, ses places publiques, son marché et ses habitations. Crespin a l'avantage de posséder des puits, des moulins, des pressoirs et de larges ponts. Ses habitants sont soumis à l'Abbé comme à un père auquel ils doivent le respect et l'obéissance » (2).

Les habitants de Crespin ont beaucoup d'amour-propre ; ils sont actifs, courageux et reconnaissants ; ils ont beaucoup de cœur, ils sont bons et affables ; les étrangers qui y passent s'en aperçoivent vite et les employés qui y séjournent quelques années y reviennent volontiers.

Le langage commun est un mélange de rouchi et de wallon.

Les amusements des « Crespinois » sont multiples et variés. Beaucoup d'entre eux s'enrôlent dans l'Harmonie qui compte environ 60 exécutants. Cette société, depuis sa fondation qui date de 1840, a toujours aimé à rehausser par sa présence et par sa bonne exécution les fêtes religieuses de la paroisse. La couronne de laurier déposée par M^{re} J.-B. Margerin, ainsi que les médailles qui ornent le chef de son gonfalon, montrent suffisamment les succès remportés.

Outre cet art d'agrément, les habitants de Crespin, d'un tempérament actif, aiment les jeux qui réclament l'agilité, la souplesse et la dextérité : ils ont comme amusement privilégié le jeu de balle

(1) Crespin a possédé une fabrique de chicorée, une fabrique de boules bleues et deux fabriques de sucre qui ont disparu.

(2) Brasseur, Th. Abb. Hann.

qui attire et rassemble les curieux et les amateurs du village et des pays voisins. Entre ceux-ci s'établissent des concours, et il n'est pas rare de voir arboré aux extrémités de la place de Crespin le drapeau national marquant ses couleurs à celles du drapeau belge, symboles de ces deux peuples qui unissent leurs efforts, leurs progrès et leurs intérêts.

Ils ont encore comme amusement les jeux de quilles, de crosse et d'arc. Le goût, en quelque sorte inné, pour ce dernier jeu, remonte à une époque éloignée : la confrérie (1) de Saint-Sébastien fut vraisemblablement établie au xvi^e siècle, et, de tout temps, les moines de Crespin ont encouragé cet amusement moral. D'après les anciens, bien souvent le dimanche, quelques amateurs se réunissaient au monastère ; l'Abbé et ses religieux tiraient avec eux à la perche. Parfois les bénédictins mettaient comme enjeu une crémaille, une potière, un trépied (2) avec le tour de feu, des assiettes, des plats, des pots d'étain, des plaques de fonte qui portaient, gravée, l'effigie de Saint Sébastien, martyr, ou le nom d'un religieux. Parfois aussi les sociétaires offraient un étain à l'occasion du mariage d'un confrère.

(1) Voir les statuts de la Confrérie, Appendice n° 3.

(2) Avant l'usage de nos appareils de chauffage, on se servait du trépied ; il était posé contre le mur que protégeait une plaque de fonte.

CHAPITRE II

FONDATION DE L'ABBAYE DE CRESPIN SAINT LANDELIN (1) ET SAINT ADELIN

Avant de remonter au Ciel, Jésus avait confirmé ses apôtres dans leur mission divine ; des néophytes et des disciples se joignirent à eux. Le christianisme étendit ses rameaux ; des évêques, des prêtres, des missionnaires et des ordres religieux se répandirent dans tout l'empire romain où ils fondèrent des églises et des monastères.

Dès la 3^e année après la mort du Sauveur, la bonne nouvelle fut apportée en Gaule par Sainte Marthe, Sainte Marie-Madeleine, Saint Lazare le Ressuscité et Saint Maximin.

Vers le milieu du n^e siècle, Saint Pothin et Saint Irénée, disciples de Saint Polycarpe, fondèrent l'église de Lyon, Saint Saturnin prêcha à Toulouse, Saint Martial et Saint Gatien à Limoges et à Tours, Saint Denis l'Aréopagite apparut sur les bords de la Seine ; en un mot, toute la Gaule devint chrétienne.

L'Evangile fut prêché dans le Hainaut au m^e siècle par Saint Piat, l'apôtre des Nerviens ; au iv^e par Saint Eleuthère, au vi^e par Saint Géry, au vii^e par Saint Ghislain, Saint Landelin, etc.

Nous nous arrêtons à ce dernier dont nous allons exposer sommairement la vie et exalter les œuvres, principalement la fondation de l'abbaye de Crespin.

Landelin naquit vers 613 (2), sous le règne de Dagobert (3), d'une

(1) Cf. Vie de Saint Landelin, ex. : Bollandistes, Ghesquière, D. Bouquet, Mabillon, Mon. Germ. Hist. Script., Du temps (clergé de France), divers Ms et « *Les Saints de Crespin* », par l'abbé E. Trelcat, imp. Masson, Cambrai, 1912.

(2) Pour cette date, comme pour toutes celles de la vie du Saint, voir plus loin, chap. III.

(3) *Temporibus Dagoberti inclyti regis extitit oriundus...* (Ghesq., t. IV, p. 459.)

famille noble : « il estoit seigneur de Vaulx-en-Artois (1), lieu de « sa naissance » (2). Il fut baptisé en 623, c'est-à-dire à 10 ans, et son parrain fut Saint Aubert (3), que les parents choisirent pour l'instruction et l'éducation de leur fils. Aubert semble, en effet, avoir d'abord été évêque auxiliaire de Cambrai et chargé, en cette qualité, de la direction de l'école épiscopale.

L'Eglise, à l'époque de barbarie qui suivit la chute de l'Empire Romain, ne s'appliquait pas moins à lutter contre l'idolâtrie et l'hérésie que contre la paresse des grands qui se faisaient un titre de gloire de ne savoir ni lire ni écrire. Aussi, à côté de la demeure des évêques s'ouvraient des écoles où, soit par lui-même, soit par le concours de savants dont il aimait à s'entourer, l'épiscopat faisait, pour ainsi dire, marcher de pair les belles-lettres et la science avec la foi et l'Évangile.

A Cambrai, une école fut ouverte où « Saint Aubert dressa plusieurs disciples en la voie de vertu » (4) ; c'est dans cette maison que, après son baptême, Landelin fut envoyé pour « estre élevé et « fort bien instruit en bonnes mœurs » (5). Il fit de si rapides progrès dans la science et surtout dans la vertu que Saint Aubert avait songé à lui conférer la tonsure (6). Mais quelques amis et parents de Landelin feignirent tour à tour la tristesse et l'étonnement de voir un jeune homme beau (7), riche et bien doué, se priver de plaisir et de liberté et rechercher les fonctions obscures du sacerdoce, alors que les partis les plus heureux et les situations les plus brillantes s'offraient à lui.

Landelin réfléchit, ... se troubla... et finit par reconnaître justes les discours de ses compagnons. Bientôt la prière, le recueillement et l'étude devinrent pour le jeune homme un pesant fardeau... ; il songea à prendre la fuite..., il quitta le monastère en 630, lâcha la bride à toutes ses passions et alla dans un pays lointain s'unir à une « compagnie d'aucuns voleurs et débauchés, exerçant avec eux larcins et brigandages » (8).

Ayant changé de conduite, il changea de nom ; désormais il s'appela Maurose ou Morose (9). C'est sous ce nom que, après avoir fait ses preuves, il fut choisi pour chef par ses compagnons.

Morose avait établi son repaire dans un bois voisin de Lessines, aux environs de Lobbes (10) ; c'est là qu'une nuit « il enleva la

(1) Aujourd'hui diocèse d'Arras.

(2) *Ann. de la prov. et comté de Hainaut*, Vinchant ; Cf. D. Bouquet, t. III, C. I, p. 524, et Mabillon O. S. B., t. I, L. 14, C. 28.

(3) Aubert, né à Haucourt, religieux de l'abbaye de Lixeuil en Bourgogne fut sacré évêque le 21 mars 633.

(4) *Gazet*, ordre et suite des évêques de Cambrai.

(5) *Id.*, et D. Bouquet, *hist. de France*, t. III, chap. I.

(6) Ghesquières, *item* Mabillon, *Ann. O. S. B.*

(7) Mabillon, *loc. cit.* : « ... *egregia forma...* »

(8) *Gazet*, *loc. cit.*

(9) Mabillon, *loc. cit.*

(10) D'après Duvivier, ce serait Estinner, canton de Charleroi.

« femme d'un noble pendant que ses compagnons luttèrent avec le « seigneur et les gens de sa suite » (1).

Tous les jours, à l'autel, saint Aubert demandait à Dieu le retour du prodigue... ; le Ciel exauça enfin ses ardentes supplications.

Voici comment Vinchant relate (2) avec une touchante simplicité la marche de la grâce divine :

« Un jour, Landelin tâchoit de piller la maison d'un richard, un « de ses compagnons y demeura sur-le-champ, ce qui le toucha « tant au cœur que, saisi de tristesse, il s'endormit, et Dieu lui fit « voir en songe l'âme du voleur condamnée et reléguée au feu « d'enfer ; dont il fut touché d'une telle frayeur qu'il se jeta la face « contre terre, attendant le même supplice ; et, comme le désespoir « s'emparoit de son esprit, voilà un ange qui lui met devant les « yeux sa vie perdue, et comme il couroit risques de tomber en « mêmes peines, desquelles il avoit été préservé par les prières de « saint Aubert. Landelin quitta ce lieu de débauches et courut se « jeter aux pieds du saint, selon l'ordre de l'ange. »

Son parrain le releva avec bonté et tous deux bénirent Dieu, Landelin d'avoir arraché son âme à Satan, Aubert de lui avoir rendu le fils qu'il croyait perdu. C'était vers 632.

Revenu à Dieu, le jeune homme se retira dans un monastère pour y faire pénitence et pleurer ses péchés (3).

Admis à la cléricature (4), en pèlerin mendiant, il entreprit le voyage de Rome (5).

Après avoir visité les lieux sanctifiés par le sang des martyrs et s'être prosterné aux pieds du Souverain Pontife, Martin I^{er}, il reprit le chemin de la Gaule.

Sur ces entrefaites, le siège de Cambrai étant devenu vacant, les suffrages du clergé et du peuple se portèrent sur Aubert. Le nouvel élu reçut la consécration épiscopale le 21 mars 633 (6) et conféra l'ordre du diaconat à Landelin aussitôt son retour de Rome.

Cette grâce détermina le lévite à entreprendre un deuxième pèlerinage à Rome, après lequel, vers 634 (7), il reçut le caractère sacerdotal.

Tant de bienfaits incitèrent Landelin à faire un troisième pèlerinage à Rome ; cette fois, il était accompagné de deux religieux, Adelin et Domitien, qui, à partir de ce jour, s'associèrent à toutes ses œuvres.

Le Pape Saint Martin, le voyant une troisième fois à ses pieds, lui confia la mission de prêcher l'Evangile dans les Gaules et en

(1) *Acta SS. Belgii*, Ghesquières.

(2) *Annales de la prov. et comté de Hainaut*, p. 144.

(3) *Ann. de la Prov. et Comté de Hainaut*, Item Ghesq., Mab., etc.

(4) Ghesquières.

(5) Mabillon, *loc. cit.*

(6) *Ann. de la prov. et Comté de Hainaut*.

(7) Ghesquières, Mabillon, etc...

Belgique (1) et lui remit « des reliques sacrées dont il enrichit les monastères qu'il fonda (2).

Pour s'acquitter de sa mission, l'apôtre choisit d'abord les lieux qui avaient été témoins de ses débauches. Arrivé au confluent du Lobach avec ses deux disciples, vers 635, il construisit avec des branches quelques cellules et un oratoire. Telle fut l'origine de l'abbaye de Lobbes.

Peu après, Landelin, s'étant donné un successeur, quitta Lobbes (637) pour se retirer à Alne ou Aulné et y fonder un deuxième monastère (3) auquel il imposa, comme au premier, la règle de saint Benoît.

En présence des progrès rapides de Lobbes et d'Alne, le roi de France donna à Landelin « les terres de Wallers, Baives et lieux environnants pour y construire un monastère » (4) qui fut dédié à saint Pierre.

Après avoir mis à Wallers un supérieur, Landelin songea à faire connaître ailleurs la doctrine de Jésus-Christ ; toujours accompagné de ses disciples : Adelin et Domitien, il s'enfonça dans l'épaisse forêt d'Amblise, sur la rive du Hon, où il commença à défricher les bois pour la construction d'une quatrième abbaye. Soudain,

« Voici venir le seigneur du lieu qui, après les avoir tancés aigrement, s'en retourna en emportant leurs habits. » Chemin faisant, il fut saisi d'un mal aigu qui le rendit « immobile et perclus de plusieurs membres ». Comprenant que « c'étoit le châtimement de l'offense qu'il avoit faite aux serviteurs de Dieu, il implora d'eux son pardon et sa guérison. Après avoir prié, Landelin bénit le seigneur d'Amblise qui, incontinent, se trouva guéri » (5). En reconnaissance, il donna la moitié de son bois aux anachorètes qui, aussitôt, bâtirent un oratoire en l'honneur de la sainte Vierge (6) où le bienfaiteur reçut le baptême (7).

Les enseignements du saint, ses miracles, attirèrent plusieurs gens de bien qui se vouèrent au « service de Dieu, sous la règle de M. saint Benoist » (8).

Force fut donc, vers 646, de construire, pour les nouveaux venus de petites huttes faites de branches qui furent, dans la suite, converties en cellules de bois, auxquelles on joignit un oratoire en l'honneur de saint Martin (9) ou de saint Quentin (10).

(1) *Sigebertus Gemblacensis*. Item *Mon. Bened.*, t. XXI.

(2) *Coll. Moreau*, T. 32, f° 38, note de D. Queinsert et pièces just. n° 37.

(3) D. Bouquet, Mabillon, etc...

(4) Z. Piérart, *Rech. hist. sur Maubeuge et son canton*, etc...

(5) *Gazet*, hist. eccl. des Pays-Bas et Du Temps, Clergé de France.

(6) *Gazet*, *Raissius et Bon-Temps*.

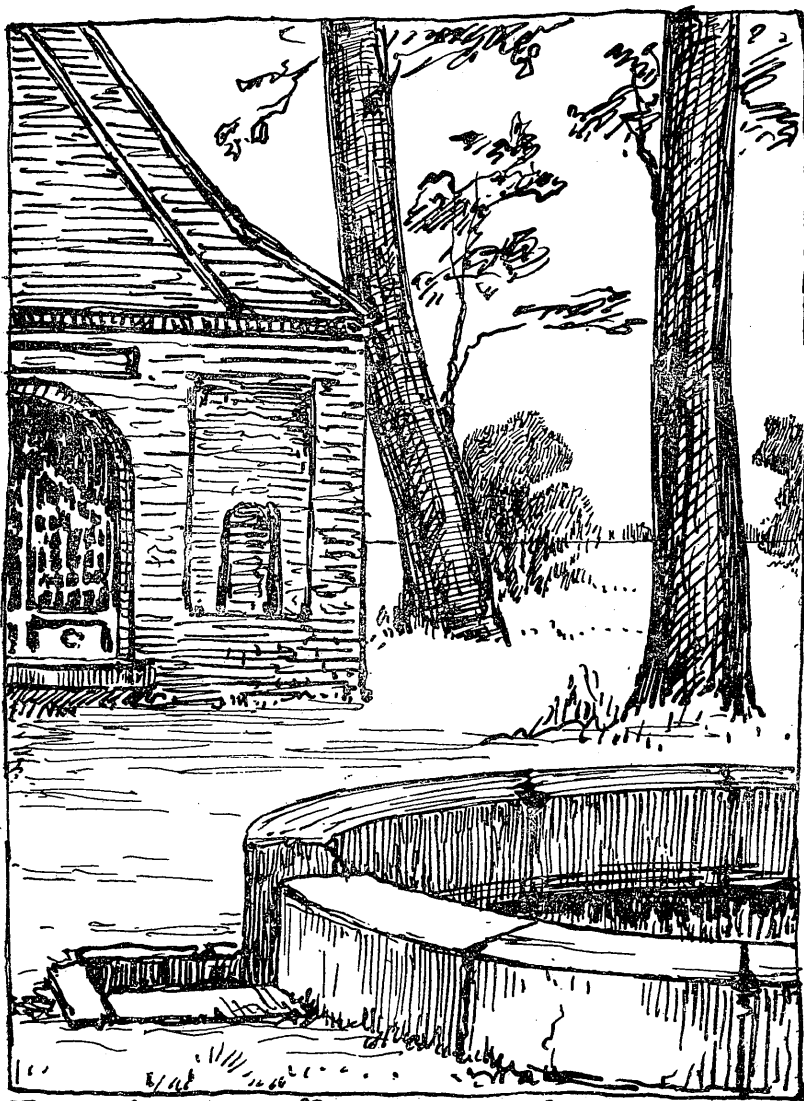
(7) *Aug. Bon-Temps*.

(8) *Gazet*.

(9) *Raissius*.

(10) *Annales de la prov. et Comté de Hainaut*.

« Or, ce lieu estoit assez loin de l'eau, que on ne pouvoit avoir
 « qu'avec peine ; aussi Landelin, ayant fiché son bourdon en terre,
 « pria Dieu, et aussitôt jaillit une source abondante. Et d'autant



Dessiné par mad^{elle} Mary. Lombois. 1912.

Fig. 5. — Chapelle et fontaine de St-Landelin (état actuel).

« que l'eau ruissellante d'icelle sortoit en grande abondance faisant
 « notable bruit avec des ondées crespelues, ce lieu fut appelé

« Crespin » (1). Cette fontaine, ajoute Gazet (2) « est encore en estre « pour le présent et environnée de cent pieds (30 ms) de murailles « en rondeur donnant et rendant l'eau à 4 étangs » (3). Aujourd'hui la fontaine continue à jaillir dans le même bassin ; la maçonnerie ancienne et solide, a été couronnée de quatre lits de belles pierres de taille (la Révolution en renversa deux) posées en 1771 aux frais de D. Landelin Lanthier en l'honneur de son saint patron (4).

D'après Raissius et Brasseur, on trouva dans cette fontaine une pierre qui avait la vertu de guérir les maux d'yeux lorsqu'elle était appliquée sur l'organe malade. Brasseur ajoute : saint Landelin est invoqué pour la fièvre. Ces auteurs confirment leurs dires, en relatant un fait miraculeux.

Le fils d'un boulanger de Crespin étant tombé dans la fontaine, s'y noya ; sur les conseils des moines, le père invoqua saint Landelin ; la prière était à peine achevée et la pierre miraculeuse appliquée sur les yeux, que l'enfant, avec la vue, recouvra l'existence (5).

Landelin, considérant le « Campos » trop marécageux, l'abandonna, remonta dans la forêt (un mille environ) et construisit (vers 673) une église que consacra saint Aubert en l'honneur de Dieu et de « saint Pierre apôtre » (6). C'est là « que fut assise l'Abbaye de Crespin » (7), c'est-à-dire à l'endroit où le ruisseau de la fontaine (Quinquerniau) se jette dans l'Honniau.

Pour propager plus facilement l'Évangile, le saint envoya Domitien à une lieue de Crespin, non loin du Hon, sur la Haine, à Scopignies (actuellement marais de Saint-Aybert), et Adelin le long de la Haine, à 2 lieues de l'abbaye, à Scoville (actuellement la ferme de la Chapelle-entre-deux-Haines). Voulant se préparer à la mort par la pénitence et la méditation des fins dernières, Landelin se retira dans un petit ermitage ; une fièvre légère se déclara ; comprenant que sa fin était proche, il réunit autour de son grabat ses religieux ; après les avoir exhortés à la pratique des vertus, il expira couché sur la cendre et couvert d'un cilice ; c'était en 686 (8), le 15 juin.

Il fut enterré, dit Brasseur, dans l'église qu'il avait fait bâtir en l'honneur du prince des apôtres.

(1) Vinchant, Aug. Bon-Temps, D. Bouquet, Du Temps, etc...

(2) Loc. cit.

(3) Disparus.

(4) Archiv. de Valenc., Fonds Chéré.

(5) Raissius, Brasseur, Les Bollandistes...

(6) *Ann. de la prov. et Comté de Hainaut.*

(7) Vinchant, Brasseur, « Les SS. de Crespin ». L'établissement de cette église est probablement la cause du désaccord des auteurs sur la date de la fondation du monastère.

(8) Mabillon et la majeure partie des écrivains. — Dans un sacramentaire du 11^e siècle conservé à la bibliothèque de Saint-Petersbourg, on lit cette mention au XVII^e jour des calendes de juin (15 juin) : *Dépositio Sti Landelini confessoris.* »

Il eut, pour successeur, comme abbé de Crespin, saint Adelin, d'après Hugues du Temps.

Cependant, Brasseur dit : Landelin fut véritablement abbé, titre que ne reçut aucun religieux jusqu'en 1080.

Nous ne connaissons rien de la fin des deux disciples du saint ; nous savons seulement qu'ils moururent à l'abbaye où ils furent enterrés.

La fête de saint Adelin se célèbre le 27 juin et celle de saint Domitien le 4 juillet, jour de sa mort, d'après Raissius (1).

L'abbaye de Crespin a pris saint Landelin pour patron ainsi que les églises de Quérinaing et d'Emple (2), sans doute à cause des propriétés que le monastère y possédait. La fête de saint Landelin se célèbre le 15 juin, anniversaire de sa mort.

Les nombreux miracles survenus, soit au tombeau du saint fondateur, soit lors des diverses translations de ses reliques, soit même à la suite des prières, décidèrent en 1432 (3) un certain nombre de fidèles à ériger une confrérie en l'honneur de saint Landelin. Cette association existe encore aujourd'hui. D. Liénard, abbé de Crespin, en renouvela les statuts.

La piété des fidèles qui avait établi la confrérie de saint Landelin (4) avait aussi bâti une chapelle en son honneur ; la Révolution la rasa complètement, seules les fondations^s résistèrent aux démolisseurs. Cette chapelle fut rétablie en 1859 avec le concours : 1^o de Mme la comtesse de Rigny qui donna le terrain nécessaire ; de M^{re} Courtecuisse, curé de Crespin ; 3^o des membres de la confrérie de Saint-Landelin ; et 4^o d'un grand nombre de personnes pieuses et charitables (5).

Treize ans plus tard, M^{re} J.-B. Margerin, curé de Crespin, dota ce sanctuaire d'une statue de saint Landelin. L'apôtre est représenté en robe de bure, ceint d'une corde, portant dans la main droite l'emblème de discipline : un fouet. Presque en même temps, M^{re} Mar-

(1) Pour tout ce qui a rapport aux reliques et aux Fêtes des SS. de Crespin, voir « Les SS. de Crespin » et pièces just. n° 37.

(2) Emple, près de Bois-le-Duc (Hollande), possède aujourd'hui encore un autel, dédié à Saint-Landelin.

(3) Liasse 11 des Arch. du Nord.

(4) Cf. « Les SS. de Crespin » ; Item p. just., n° 14. Outre la confrérie de Saint-Landelin, il y avait à Crespin les confréries de Saint-Nicolas, de Saint-Sébastien et de Notre-Dame de Halles (Arch. du Nord, lias. 6). Nous trouvons, en 1664, l'existence d'une autre confrérie, celle du Très Saint Sacrement. D'après divers Ms, cette confrérie paraît antérieure à cette date. Selon divers comptes, le curé pour les offices qu'il déchargeait, percevait annuellement 30 liv. On conserve au presbytère de Crespin une médaille portant au recto un ostensor avec deux anges adorateurs et au verso cette inscription : « J'appartiens à la confrérie du Saint-Sacrement du village de Crespin 1717 ».

(5) « Les SS. de Crespin. »

gerin changeait les fenêtres de l'église (1) et les remplaçait par des vitraux rappelant les principaux faits de la vie de saint Landelin : Le baptême de Landelin, — Landelin à l'école d'Aubert, — Maurose, — Aubert priant pour la conversion de Landelin, — Vision de Landelin, — Landelin dans la forêt d'Amblise creuse la fontaine, — Voyage à Rome, — Fondation de Lobbes, — Mort de Landelin, — Apothéose.

Quelques années plus tard, M^{re} Margerin fit placer dans le chœur de l'église de Crespin quatre vitraux (2) à l'effigie des quatre saints de Crespin : saint Landelin est revêtu des ornements pontificaux, il porte la crosse et la mitre.

L'église cathédrale d'Arras possède une châsse renfermant les reliques de saint Vaast. Cette châsse, du XII^e ou XIII^e siècle, est ornée de pierreries, d'émaux, etc. Sur les côtés, l'artiste a formé un cortège d'honneur à l'apôtre de l'Artois ; on y voit figurer : saint Diogène, saint Maxime, saint Aubert avec saint Landelin.

A Cambrai, le chœur de l'église Saint-Géry est orné de médaillons sculptés en bas-reliefs, provenant de l'ancienne église abbatiale de saint Aubert ; quelques-unes ont trait à saint Landelin (3).

(1) Alors simples petits carreaux en forme de losanges.

(2) Lors de leur retraite, au mois de novembre 1918, les Allemands minèrent le clocher ; l'explosion produisit un tel déplacement d'air que tous les vitraux furent pulvérisés.

(3) Voir pour leur description, les Mémoires de la Société d'Emulation de Cambrai, t. XLIII, p. 330 et suivantes.

CHAPITRE III

VERIFICATION DES DATES RELATIVES A SAINT LANDELIN

Nous aurions cru déflorer notre récit de la vie de saint Landelin en discutant soit les dates, soit l'authenticité de certains documents ; nous avons préféré citer ces derniers sans commentaires et indiquer, pour les dates, celles qui nous paraissaient le plus admissibles.

Nous croyons utile de faire connaître les bases sur lesquelles nous nous sommes appuyés.

Nous avons, à ce sujet, publié une étude (1) que nous nous bornons à résumer.

La donation par Dagobert des terres de Wallers et sa confirmation par saint Aubert ont fait l'objet de nombreuses contestations et les historiens et les chroniqueurs s'accordent pour mettre en doute l'authenticité de ces actes.

Nous croyons que les dires de ces auteurs sont sujets à controverse et nous maintenons l'authenticité de ces deux actes, non seulement pour placer la fondation de Wallers en 642, mais encore pour fixer les principales dates de la vie de saint Landelin, lesquelles sont, selon nous : Naissance 613, — Baptême 623, — Brigandage 630, — Repentir 632, — Prêtrise 634, — Lobbes 635, — Alne 637, — enfin donation de Dagobert 638.

En outre, et notre avis est ici corroboré par un extrait des Archives du Nord (2), saint Landelin était à Crespin en 646 au plus tard.

Nous ajoutons quelques mots à l'étude dont nous venons de parler afin d'en rendre les arguments plus décisifs.

Le « Supplément aux Op. Dipl. de Miraeus » éditée, mais sans aucun commentaire, une charte de Pépin d'Héristal, datée du 15 novembre 691 par laquelle, écrit Wauters (3), « le seigneur Pépin, « après sa victoire sur le roi Thierry (Testry), donne d'importants « domaines au monastère de Lobbes et lui confirme la possession des

(1) *Bulletin de la Société d'Etudes de la prov. de Cambrai*, T. XV, octobre-novembre 1910, p. 240 et suiv.

(2) Série H, liasse 28.

(3) Table chronol. des diplômes imprimés, T. 1^{er}, p. 55.

« propriétés que le monastère tenait du duc Hydulphe ainsi que « l'église d'Alne et le monastère de Wallers ».

Après avoir énuméré les ouvrages dans lesquels cet acte est publié (1), Wauters ajoute : « La qualification de duc de Lotharingie donnée à Hydulphe suffirait, à défaut d'autres raisons, pour « faire suspecter l'authenticité de cette charte que Le Glay essaye « vainement de défendre. »

Nous croyons devoir reproduire les dires de Le Glay (2) : « Les « mots *ducis Lotharingiae* ont paru un signe de faux à Henschenius « et à G. Smet (*Acta SS. Belgii*, IV, p. 426). Selon eux, le mot *Lotharingiae* forme ici un anachronisme, attendu qu'il n'est connu que « de l'empereur Lothaire. Mais est-il bien sûr que ce soit Lothaire « qui ait donné son nom à la Lorraine ? Ce nom ne pourrait-il pas « être tout aussi bien dérivé de Clothaire, qui est le même mot, sauf « l'aspiration supprimée dans les temps postérieurs ?

« Philippicus, duc de Metz, et Hydulphe, duc de Lotharingie, « sont, suivant l'abbé de Foy, des personnages inconnus dans l'histoire. L'observation semble vraie pour Philippicus. Quant à « Hydulphe, il n'en est pas de même : outre Hydulphe qui, après « avoir été archevêque de Trèves, abdiqua et se retira dans les Vosges, on connaît un autre Hydulphe qui vivait à la cour de Pépin « d'Héristal et qui détermina ce prince à confier à Saint Ursmar la « direction du monastère de Lobbes ; cet Hydulphe est même qualifié duc par Sigebert *ab anno* 698 et est nommé duc de Lotharingie dans la chronique du Hainaut de Gislebert (p. 14). » Et A. Le Glay conclut : « Ces considérations sont loin, je le sais, d'établir « le caractère apocryphe ou authentique du diplôme dont il s'agit ; « mais elles peuvent fournir quelques données nouvelles sur ce « point de critique. »

Parmi les auteurs cités par Wauters, Waulde et Miraeus donnent le texte de l'acte sans notes ; mais Bréquigny et Pardessus font suivre l'analyse d'un commentaire en latin qui nous suggère les réflexions suivantes :

Après avoir constaté que les données chronologiques du diplôme sont exactes, ces derniers auteurs le déclarent faux et donnent pour raison principale qu'il est la *confirmation d'une charte douteuse*. Il nous paraît surprenant qu'un acte soit faux uniquement parce qu'il confirme un autre acte que l'on a précédemment jugé douteux.

Ces écrivains trouvent dans la formule initiale et dans le style des preuves de non-authenticité ; on pourrait leur objecter que leurs notes sont écrites en latin, alors que la langue française était plus usitée à leur époque (fin du XVIII^e siècle) ; d'ailleurs, le style, comme la formule initiale ne sont pas (nous l'avons indiqué dans notre étude) des indices suffisants.

Quant à la dénomination de duc appliquée à Hydulphe, elle est

(1) Waulde. *chron. de Lobbes*, p. 324, — Miraeus et Foppens, T. II, p. 1126. — Bréquigny et Pardessus, *Diplomata*, T. II, p. 217.

(2) *Revue des Op. dipl. de Miraeus*, p. 99.

pour ces critiques la preuve suprême du faux. Il nous semble, au contraire, que Le Glay réduit à néant aussi bien leurs affirmations que celles de Wauters ; car Sigebert et Gislebert, vivant aux environs du xii^e siècle, paraissaient mieux qualifiés pour donner à Hydulphe le titre qui lui appartenait ; ils pouvaient, en effet, posséder des documents que les guerres, ou toute autre cause, ont fait disparaître par la suite.

Somme toute, la concordance des données chronologiques et les raisons invoquées par Le Glay, tant pour l'origine du nom de Lorraine que pour le titre de duc de Lotharingie, pourraient constituer une sorte de brevet d'authenticité pour le diplôme de Pépin, et par conséquent, la donation de Dagobert, dont ce diplôme est la confirmation, pourrait être également authentique.

Les conclusions et considérations qui précèdent sont les bases sur lesquelles nous avons cru devoir nous appuyer pour fixer les différentes dates de la vie du Saint fondateur, nous laissons au lecteur le soin de les apprécier.

CHAPITRE IV

DE SAINT ADELIN A L'INVASION DES NORMANDS

Nous ignorons quel fut le successeur de saint Adelin (1), attendu que, pendant plusieurs siècles, les historiens ne font aucune mention des abbés de Crespin.

Nous ne trouvons qu'un document pour nous renseigner sur les 200 ans environ qu'embrasse l'en-tête de ce chapitre. Voici la traduction de cet acte, d'ailleurs assez obscur, puisque la date et la teneur même peuvent prêter à quelque controverse (2) :

Confirmation des biens de l'abbaye de Crespin par Lothaire (3)

« Nous, Lothaire, roi, voulons que tous sachent que Adalbert,

(1) V. « Les SS. de Crespin ».

(2) Voir le texte latin dans Duvivier, Rech. sur le Hainaut ancien, p. 302 et Coll. Moreau, T. I^{er}, p. 238.

(3) Bien que le texte porte simplement « roi » sans aucune détermination, nous attribuons, avec Duvivier, cet acte à Lothaire, roi des Romains ; en voici les raisons. Duvivier (*loc. cit.*) accompagne la présente charte des réflexions suivantes : « cette charte extraite du cartulaire de Crespin, cartulaire aujourd'hui perdu, et authentiquée par D. Queinsert, bénédictin de Saint-Maur, fait partie de la grande collection de chartes et « diplômes manuscrits de la Bibliothèque Nationale à Paris (Coll. Moreau). « En marge et de l'écriture de D. Grenier, se trouve l'annotation suivante : « charte dont on ne peut faire aucun usage, parce que le copiste en a omis « l'essentiel, probablement par inadvertance ; mais ce qu'il a envoyé suffit « pour faire voir qu'il s'est trompé grossièrement en attribuant à Lothaire, « fils de Louis d'Outre-mer, ce qui appartient au premier roi de Lorraine, « Lothaire, fils de l'empereur Lothaire, lequel était fils de Louis-le-Débon- « naire. L'essentiel omis par D. Queinsert était sans doute la date au bas « du diplôme ; elle se trouve toutefois rapportée en marge, avec l'indica- « tion de l'année 954 (data anna I regni domini Lotharii 954, 7^o kal. « novembris, indictione IV, Aquisgrani). Cette date erronée, due vraisem- « blablement au rédacteur du cartulaire, aura trompé D. Queinsert ; la « première année du règne de Lothaire et l'indiction IV correspondent à « l'année 856 ; Lothaire succéda à son père le 22 septembre 855, mais il « ne fut sacré à Francfort qu'à la fin de cette année (Art de vérifier les « dates, T. III, p. 36) ». Ce qui prouve le bien-fondé de l'opinion de Duvivier, c'est que, dans la charte donnée en 1146 (nous en reparlerons à son heure) par Conrad II, roi des Romains, on lit : « Conrad..., agissant... à « l'exemple d'illustres devanciers, tels que... Lothaire. roi des Romains... »

« notre dévoué et fidèle intendant, a mis sous nos yeux un acte authentique qui rapportait comment autrefois Clovis, roi des Francs (1), avait conféré certains biens sis dans le pays de Hainaut et le comté Thessandrique (2), au monastère de Crespin, dédié à saint Pierre, et où repose le corps de saint Landelin ; mais, plus tard, en certaines circonstances, ces biens (3) furent subrepticement enlevés au monastère et concédés par la munificence royale et à titre de bénéfice à certains administrateurs du bien public (4). C'est pourquoi Huebert, notre cher conseiller et vénérable abbé, avec le susdit Adalbert, ont demandé à notre clémence royale que ces mêmes biens fussent, par notre commandement, rendus au monastère. Aquiesçant à leurs prières, nous avons décrété de faire revêtir cet acte des marques de notre puissance. »

Nous admettons, avec Duvivier, que cet acte est de l'an 856 ; mais nous ne saurions répondre à la question : Huchert, dont il est parlé, fut-il abbé de Crespin ?

Toutefois, Foppens, dans son ouvrage, « l'Episcopat de Bois-le-Duc » (5), dit que Clothaire, roi des Francs, donna, en 848, la ville appelée Emple, avec d'autres biens, à Huchert, abbé de Crespin. Grammaye (6) tient le même langage.

(1) Probablement Clovis III qui régna de 691 à 695. — N.-B. En 1775, un des ouvriers occupés, pour le compte du prince de Ligne, à défricher une partie de la forêt d'Amblise (2.553 mencaudées) trouva une pièce de monnaie de la grandeur d'un écu de 6 francs frappée à l'effigie de Clovis III, roi de France (Biblioth. de Valenciennes, Fonds Chéré).

(2) Comté Thessandrique, Toxandrie et Taxandrie. Les auteurs anciens, tels Pline, Ammien Marcellin, Colvenère, Zozime, Adrien de Valois, reproduits dans D. Bouquet (Hist. de France, T. 1^{er}, pp. 56 et 563), sont peu d'accord sur les limites de ce comté dont Tessenger-Loo, bourg du diocèse de Liège, serait un vestige.

(3) Un acte de 931 donnera l'indication de ces biens.

(4) Les biens du monastère tombèrent en des mains laïques à titre de faveur ou de récompense.

(5) Bruxelles 1721, in-4°, p. 290, chap. 29.

(6) Description de la Toxandrie ou Zélande, nouvelle édition, p. 33.

CHAPITRE V

L'INVASION DES NORMANDS ET LES CHANOINES

§ 1. — *L'invasion.*

Au ix^e siècle, les Normands firent irruption dans le Hainaut ; les années 841, 846, 847 et 850 furent spécialement marquées, dans tous les Pays-Bas, par des désastres inouïs. En ce qui concerne Crespin, nous lisons :

« Tous les successeurs de saint Landelin, jusques l'an 870 que le « monastère fut entièrement détruit par les Normands et les Van-
« dales, ont été ensevelis avec les ruines aussi bien que les titres et
« mémoires de la fondation » (1).

Vinchant écrit :

« Crespin, cité dans la division des monastères du royaume de
« Lorraine, faite en 870 entre Louis et Charles, roi des Francs, se
« trouva dans la part de ce dernier. (2) ; mais peu après, la même
« année 870, il fut détruit par les Normands » (3).

D'autre part, Henri d'Outreman (4) nous dit :

« En 881, les Normands brûlèrent l'église de Crespin. »

Pendant le cours des années 880 et surtout 881 (5), les Normands exercèrent leur fureur dévastatrice en Belgique. Un grand nombre de villages et de monastères devinrent la proie des flammes.

Dans ces occurences, les habitants de Tournai, fuyant leurs demeures, transportèrent le corps de saint Eleuthère à Noyon ; ceux d'Arras allèrent habiter Beauvais avec les reliques de saint Waast ; les moines d'Elnon mirent en sûreté dans Paris le corps de saint Amand, tandis qu'on déposait à Soissons les restes de saint Amat et

(1) *Annales de la prov. et comté de Hainaut*, p. 144. Item Rich. Wassebourg, *antiq. Galliac*, L. 2. Item Du Temps, *clergé de France*, t. IV, p. 59.

(2) « *Haec est divisio quam Carolum sibi accepit... Sti Salvii, Crispinio, Fossas, Maricolas...* »

(3) Item Mon. Germ. Hist. leg. T. 1^{er}, p. 517 et script., T 1^{er}, p. 489 (Hincmari remensis annales).

(4) Hist. de la ville et comté de Valenciennes.

(5) *Annales du Cercle archéologique de Mons*, t. XVI, p. 54.

au Château-Lieu (1) les corps de saint Ghislain, saint Vincent, saint Landelin, etc. (2). C'est pourquoi, dit de Reiffenberg (3), autrefois les habitants de Mons avaient coutume d'aller chaque année avec des flambeaux visiter dévotement une des caves du vieux château de cette ville, parce que, suivant la tradition, les corps de sainte Waudru, sainte Aye, saint Landelin et saint Vincent y avaient été cachés pour les dérober aux profanations des Normands.

D. Queinsert rapporte (4) :

« Le monastère de Crespin souffrit plusieurs révolutions et fut en
« différents temps pillé, ravagé et brûlé, surtout dans l'arrivée des
« Huns et des Normands en Haynau, sur la fin du ix^e s. et commen-
« cement du x^e ; alors ce monastère fut si saccagé que les moines
« furent massacrés ou dispersés de manière que ce lieu resta long-
« temps sans régularité et que ce n'étoit qu'un amas confus de démo-
« litions. »

Les Normands assiégèrent Condé ; cette ville ayant succombé sous leurs efforts, fut livrée au pillage.

« Rollon, chef des barbares, se voyant maistre de la campagne,
« s'empara de l'abbaye de Crespin où Ségchard, cousin de Régnier
« au-long-col, s'estoit fortifié, fit mettre à mort tous ses gens et
« brusla ladite abbaye. »

Les monastères de Saint-Saulve, Saint-Ghislain et Soignies subirent les mêmes dévastations, vers 880. Du reste, aucun monastère des diocèses de Tournai et de Cambrai n'échappa à ce sort, et dans les chroniques de la plupart des monastères du nord de la France, en parlant du ix^e siècle, on lit : « *Hoc anno diruptum fuit monasterium a Nordmannis* » (5).

« De là, dit Gazet (6), se rencontrent en aucuns endroits quelques
« obscurités et difficultés tant pour la variété des dates qui se trou-
« vent ès susdits écrits nécessaires, par la persécution des Vandales,
« Huns, Danois, Hongrois, Normands et autres barbares nations,
« lesquelles en divers siècles ont ravagé les villes des Pays-Bas, gasté
« les bibliothèques et brûlé les principaux registres avec instruc-
« tions originaires et n'ont pu toutefois estindre les vérités de l'his-
« toire ecclésiastique de ces pays. »

(1) Château-Lieu (Castrilocus) était un château de Mons construit par Aubron, fils de Basine, qui était fille de Vidulphe, roi de Thuringe et épouse de Clodion (de Reiffenberg, *Monuments pour servir à l'hist. du Hainaut*, p. 18).

(2) Aubert Lemire, cité par Vinchant, *Ann. de la prov. et comté de Hainaut*, T. II, p. 156.

(3) *Monuments pour servir à l'hist. du Hainaut*, p. 72.

(4) Coll. Moreau, T. XXXII, p. 138, note.

(5) *Ann. de la prov. et comté de Hainaut*, par Vinchant, T. II, pp. 156, 157.

(6) Observations chronol. des premiers apostres, docteurs et prédicateurs des Pays-Bas. Item Brasseur, *Orig. Coen.* : « ... Circa an. Domini 870
« *totum id coenobium a Nordmannis eversum fuisse, qua de causa nihil*
« *in scriptis reperire sit de ejusdem S. Landelini successoribus antè dic-*
« *tam vastationem.* »

Bref, les invasions normandes, qui durèrent un siècle, menacèrent de replonger la Gaule du Nord dans l'état de ruine et de barbarie où elle se trouvait à la suite des invasions franques :

« Les villes sont dépeuplées, les monastères ruinés ou réduits en cendres, les campagnes sont désertes, le puissant opprime le faible, partout ce n'est que violences contre les pauvres et les malheureux » (1).

§ 2. — *Les seigneurs laïcs maîtres de l'abbaye. — Elle est soumise à l'évêque. — Le marché à Crespin. — Diplôme de Charles le Simple.*

Après l'invasion des Normands, le monastère de Crespin demeura dans son état de confusion et sans régularité cinquante ans environ, c'est-à-dire jusque sous le règne de l'empereur Henri I^{er}. Alors, dit Balderic (2), il passa aux mains des seigneurs séculiers (3), qui chargèrent quelques chanoines de relever en partie le monastère et d'y célébrer les offices divins. D'où ce chroniqueur donne à l'abbaye le nom de « Monastère des chanoines » (4).

Gazet (5) tient le même langage :

« Comme par les persécutions des Huns et des Normands, toutes choses estoient aliées en confusion, quelques chanoines séculiers s'emparèrent de l'abbaye de Crespin et firent assez longtemps leur office divin. »

Il ne faut pas s'étonner que des chanoines, de simples laïcs, ou des seigneurs séculiers se soient emparés de l'abbaye et de ses biens ; à cette époque, on accaparait facilement les titres et les dignités ecclésiastiques. La succession de l'immense héritage de Charlemagne avait donné lieu à de nombreuses guerres civiles, et les rois devaient récompenser les chefs qui avaient suivi leur parti ; ils le faisaient en leur attribuant des biens d'abbayes ; c'est par suite de ces générosités qu'à la fin du ix^e siècle bon nombre d'abbayes tombèrent dans des mains séculières. Des seigneurs laïcs, ayant coopéré à la restauration de quelque église ou monastère, en prenaient facilement le nom de fondateur, et, après en avoir acquis les riches revenus, cherchaient par tous les moyens de s'immiscer dans le gouvernement ecclésiastique. Il n'est pas rare de rencontrer, aux ix^e et x^e siècles, des leudes, des princes du sang portant le titre d'abbés-comtes, ou abbés-laïcs.

Cet étrange abus souleva de vives protestations de la part des

(1) Concile de Trosley, 909.

(2) L. I, cap. 67 et L. II, cap. 41.

(3) *Item*, notes de D. Queinsert, Coll. Moreau, t. 56, p. 50 ; t. 79, p. 127 ; t. 70, p. 142.

(4) « *In vico Crispinio est monasterium canonicorum* » (Balderic, L. II, cap. XII).

(5) *Hist. eccl. des Pays-Bas*.

évêques qui en référèrent au roi Charles-le-Chauve, mais ces récriminations ne changèrent point la face des choses ; en effet, en 920,

« Estienne, évêque de Cambrai, augmenta les revenus de son
« église, parce que les monastères, estans en ruines par les Normans,
« les religieux dispersés estoient morts, et la plupart des biens tenus
« par les seigneurs ; il y en eut de deux sortes, suivant Balderic,
« sçavoir les comtes Haganon et Raoul, qui obtinrent de Charles-le-
« Simple, roi de France, l'union de l'abbaye de Maroilles en Hainaut
« à l'église Notre-Dame de Cambrai, ce qui fut suivi d'une autre
« grâce, parce que le comte Séchard (1) qui tenoit en commende
« l'abbaye de Crespin, obtint pareillement du roy la donation dudit
« monastère à l'évesque, ainsi que le rapporte au long Balderic » (2).

Après avoir obtenu l'union de ces deux monastères à l'église de Cambrai, ces comtes implorèrent comme privilège de Charles III qu'un marché soit établi à Maroilles et à Crespin ; et que dans ces deux localités l'évêque jouisse du droit de tonlieu, que cette faveur s'étende jusqu'à une lieue à la ronde et qu'aucun juge, aucun comte ne puisse aliéner ce droit pas plus que réclamer à l'évêque quelque autre impôt...

Charles le Simple répondit en 920 :

« Nous accordons aux abbayes de Maroilles et de Crespin les avan-
« tages qu'on nous demande pour elles ; quant aux possessions de
« ces monastères, églises, édifices, forêts, prés, pâturages, terres,
« eaux, cours d'eau, moulins, étangs, passages, vignes, etc., nous
« ordonnons qu'elles soient respectées et qu'elles y demeurent atta-
« chées (3). »

(1) Séchard portait le titre d'abbé-comte.

(2) *Ann. de la prov. et comté de Hainaut.*

(3) Cette chartre se trouve dans D. Bouquet, t. IX, col. 549 et dans la coll. Moreau, t. IV, p. 82. L'original de la chartre en langue romane est aux Arch. du Nord, carton BI. — V. pièces just. n° 1.

N.-B. — On lit dans le latin : « *anno XXVIII regnante Karolo, rege glorioso redintegrante XXIII largiore vero indepta VIII* ». Pour saisir la nuance de ces trois dates différentes, il faut savoir que les lettres de Charles-le-Simple, depuis 912, sont marquées de ces dates : la première de l'année de son sacre (28 janvier 893), la deuxième de sa réintégrant, c'est-à-dire de la possession entière du royaume par la mort de Eudes, son compétiteur, la troisième enfin d'un nouvel héritage, c'est-à-dire du royaume de Lorraine dont Charles se rendit maître après le décès de Louis, roi de Germanie, fils de l'empereur Arnould, mort en 912. De ces trois dates, il résulte que cette lettre de Charles-le-Simple est de 920 ; en effet, on comptait cette année-là, indict. VIII, mais pour accorder ces dates avec l'année 920, au lieu de « *redintegrante XXIII, largiore... VIII* », il faut lire « *redint. XXIII... indepta VIII* ». Cette note est ajoutée à la fin de la chartre. Cf. *Bibl. Nat.*, Paris, Ms fr. 7276.

§ 3. — *Etienne, abbé de Crespin. — L'abbaye dirigée par les chanoines. — Diplômes des empereurs Henri et Othon. — Les saints. — Un châtiment.*

L'évêque de Cambrai, Etienne, usant des droits que la donation ci-dessus énoncée lui accordait, et par suite de la décision de Charles III, prit le titre d'abbé de Crespin. Il plaça l'abbaye de Saint-Landelin sous la protection de l'église Notre-Dame et y envoya des chanoines (1) qui y vécurent en commun (2). A partir de cette époque, les séculiers n'en tirèrent plus aucun bénéfice et, dès lors, l'abbaye reprit son état florissant et recouvra son heureuse réputation. Les empereurs et les comtes, secondant les efforts de l'Eglise, accordèrent des privilèges aux chanoines, les couvrirent de leur protection et leur rendirent les propriétés qui avaient appartenu au monastère.

Telle fut la conduite de l'empereur Henri 1^{er} ; étant à Yvois (3), il écrivit en 931 (4) :

« Nous, Henri 1^{er}, roi des Romains, voulons que les biens et
« revenus que possédait l'abbaye de Crespin soient possédés par les
« chanoines. Nous leur confirmons les quinze hobas sis à Crespin ;
« les neuf situés à Onnaing, les revenus de l'église d'Harmignies (5)
« avec ses trente manses, ceux d'Emple (6) avec son église et ses
« trente manses. Nous voulons que tous les habitants payent la part
« due sur les terres labourables, prairies, viviers, étangs ou rivières.

« Un avoué rendra la justice sur toutes les terres qui sont sous la
« juridiction de l'abbaye ; il apaisera les querelles et recevra de
« l'église un marc de rente. Quand il sera appelé pour régler les
« différends, l'église touchera deux tiers et l'avoué l'autre ; et, le
« jour de la plaidoirie, l'avoué recevra du couvent un pain, une
« mesure de miel et ses hommes auront droit au rafraîchissement.

« Quant à nous, nous concédons à l'avoué pour le droit qui lui

(1) Coll. Moreau, t. 32, p. 138, note de D. Queinsert. Qu'étaient ces chancines, quelle était leur origine, quelle règle observaient-ils ? Cf. Penot, *Hist. tripart. canonic. régul.*, L. I. cap. 38, n° 4 ; — De Cler *Monach. vetere inst.*, part. 3, cap. 5 ; Lobineau, *Hist. de Bretagne*, t. II, p. 104 ; — De Vert, *Explic. des cérémonies de l'Eglise*, t. I, p. 54 ; — Thomassin, *Dicisplin. eccles.*, p. 1, L. I., ch. 40 et 41 ; — Migne, *Dict. des ordres religieux*, t. I, fig. 195 et 196.

N.-B. — Les noms de moine, clerc, chanoine, étaient synonymes ; plusieurs auteurs parlant des chanoines les ont appelés moines ; ce dernier mot était un nom générique s'appliquant à toutes personnes faisant profession de vie religieuse.

(2) Coll. Moreau, t. 32, p. 138, et note It. Raissius.

(3) L'acte en latin porte : Nois, que Wauters traduit par Neuss. La traduction de la charte conservée aux Archives de son Altesse le duc d'Arenberg en son palais à Bruxelles, porte : Cet acte fut passé à Yvois.

(4) Coll. Moreau, t. V, p. 95 ; *It.*, Op. dipl. Miraot, t. II, p. 1129.

(5) Arr. de Mons.

(6) Près de Bois-le-Duc. Le texte dit : *super fluvium Vuerbena, in comitatu Tessandrico.*

« est dû, un bœuf, une hémère de miel, neuf fertelles de bière
 « d'orge, un chaudron avec un plat et une fourchette en bois, des
 « chandelles, des gobelets, des écuelles, du poivre, des oies, des
 « poules et du pain blanc suffisamment pour se sustenter. De plus,
 « l'avoué aura dix chevaux et dix cavaliers dont les vêtements seront
 « faits de peau de brebis.

« Enfin nous décrétons que l'avoué à Noël et à Pâques et quatre
 « de ses soldats à Noël seulement, recevront vingt-cinq pains équi-
 « valents à quatre pièces de monnaies de Tiel avec des setiers de
 « vin médiocre, des poules, du poivre, des écuelles, des gobelets,
 « avec des essuie-mains, de sorte que, d'après notre arrêté, l'avoué
 « trouvera ses moyens d'existence, tant de ses revenus de l'abbaye
 « que de ceux que produiront les divers griefs des sujets soumis à
 « sa justice.

« Nous statuons qu'aucun de nos successeurs, roi, empereur, duc,
 « comte, ne pourra jamais enfreindre ou violer ces édits (1). »

La même année, de Morès, l'empereur Henri confirma les privi-
 lèges accordés : « ... Nous faisons donation expresse, aux chanoines
 « qui servent dévotement Dieu à Crespin, de différentes terres
 « labourables sises à Crespin, Onnaing, Emple et Harmignies ainsi
 « que les moulins, courtils, édifices, terres cultivées et non culti-
 « vées, champs, prés, pâturages, forêts, eaux, cours d'eau, moulins,
 « vignes, rentes, revenus perçus ou à percevoir et tous les appen-
 « dices qu'on peut nommer. Nous donnons tous les privilèges sus-
 « dits à perpétuité pour la nourriture et le vêtement des chanoi-
 « nes (2) à condition qu'on priera toujours pour nous dans cette
 « abbaye (3). »

A ces diplômes vint s'ajouter celui donné par Othon 1^{er} à Tiel (4)
 et daté de 973 (5). Par cet acte, l'empereur confirme au monastère :
 15 manses à Crespin où est bâtie cette abbaye, l'église avec 30 man-
 ses à Ciply, l'église avec 10 manses à Estron (6), 5 manses à Ghlin,
 ainsi que les hostes qui lui appartenaient et lui avaient appartenu
 avant cet acte de confirmation. L'empereur accorde aussi à l'ab-
 baye la liberté entière et absolue de former un conseil, de choisir
 pour cet effet telles personnes, arbitres, avocats, juges, qu'elle juge-
 rait à propos et qui, comme ses officiers de justice pourraient faire

(1) Coll. Moreau, t. V, p. 95. — Item Gallia Christiana, t. II, col. 24.

(2) D. Queinsert ajoute : qui ont succédé aux moines obligés de fuir et d'abandonner l'abbaye lors des invasions des barbares.

(3) Coll. Moreau, t. V, p. 97.

(4) Trèle ou Tiels, c'est-à-dire Maestricht (Wauters). Thielt, bourg du Pays-Bas ou comté de Flandres et dans la Châtellenie de Cambrai (Queinsert).

(5) La pièce orig. en parch. est conservée aux Archives de S. A. S. Mgr le duc d'Arenberg et porte la date 974. Cependant Othon est mort en 973 et l'indiction équivaut à 973. Cette chartre est imprimée dans Duvivier, p. 349. — N.-B. : Certaines copies portent : Othon II.

(6) Estreux.

les bans des villages où la seigneurie lui appartenait, c'est-à-dire de Crespin, Hensies, Quérinaing, Quiévrechain et Warsegnies (1).

Les fidèles aussi contribuèrent à la prospérité de l'ordre monastique et firent de nouvelles donations. Des particuliers, des familles entières se sont donnés aux monastères, c'est ce qu'on appelait : s'assainteurer. Cet abandon qui paraît d'abord d'une décision aveugle, était dicté à la fois par la prudence et par l'intérêt.

Pour le comprendre, il faut se reporter à cette époque où régnait un état de guerre habituel, et où tout était la proie de la force et de la violence.

Il semble qu'on peut regarder, dit de Reiffenberg (2), comme presque impossible qu'on ait pu vivre au x^e siècle dans un pays par lui-même pauvre et dépeuplé, sur lequel avaient passé tant d'invasions et tant de guerres privées ou publiques... La misère était si grande dans le Hainaut et les provinces voisines, qu'il fallut autoriser le commerce d'échange, faute de numéraire ; de sorte, dit Vinchant, que « pour deux gellines l'on avait un oyson, pour deux oysons un porc, pour trois agneaux un mouton, pour trois veaux une vache ».

Le peuple était réduit à un véritable état de servitude et traité en esclave. Le roi dépouillé de presque toutes ses prérogatives, sans autorité pour former ou faire exécuter des lois salutaires, ne pouvait ni protéger l'innocent, ni punir le coupable. Ceux qui étaient encore appelés libres, sans cesse opprimés par les grands, étaient forcés de leur vendre leur liberté, afin que, devenant leur propriété, ils fussent au moins intéressés à leur conservation. On ne doit donc pas s'étonner que plusieurs se soient donnés aux monastères.

Cette condition n'était-elle pas plus avantageuse ? Ces hommes, ces familles trouvaient dans les moines des maîtres dont les mœurs étaient adoucies par les vertus de leur état et par la culture des lettres et couverts du respect qu'on portait aux religieux.

D'autres, conservant leur liberté et leurs biens, imploraient la protection des monastères ; ils jouissaient de la paix et de la sécurité, tandis qu'autour d'eux régnait un désordre universel. Heureux et reconnaissants, ces colons payaient aux abbayes une redevance ou leur rendaient quelques services. C'est ainsi que tous les ordres de la société ont concouru à former un patrimoine aux religieux ; entre leurs mains laborieuses et économes, ces biens se sont accrus. La piété et le travail, voilà les sources pures de la richesse des monastères que la cupidité leur envie (3).

Le premier exemple de sainteur que nous trouvons à Crespin est daté de 1009 ; l'acte est ainsi conçu :

« Moi, Berthe de Belegnies, je me donne avec toute ma famille « (elle et ses domestiques) et tout ce que je possède à Dieu et à

(1) Coll. Moreau, t. XI, p. 148. Traduct. de Queinsert ; Collect. des Provinces (Picardie), t. 250, chap. VIII.

(2) Monuments pour servir à l'hist. du Hainaut...

(3) Migne. Dict. des ordres religieux, t. III, p. 1048.

« saint Landelin. Je m'engage, en signe de dépendance, à déposer
 « deux deniers sur l'autel de saint Landelin le jour de sa fête, six
 « deniers pour avoir le droit de me marier et douze pour le droit
 « de morte-main. Moyennant quoi, moi Berthe et mes descendants
 « serons exempts de toutes les autres charges et n'aurons d'autre
 « avoué que le comte de Hainaut. De plus, si quelqu'un de mes des-
 « cendants venait à mourir sans enfants, tous ses biens resteraient
 « à l'abbaye de Crespin. »

Rotland, qui avait alors la garde de l'église abbatiale de Saint-Landelin, après avoir pris connaissance de la donation de la terre de Belegnies, menace d'anathème quiconque oserait l'attaquer ou la troubler (1).

**

Environ soixante-dix ans plus tard, de nouvelles largesses sont faites ; mais d'après Raissius, il y eut des opposants.

Vers 1080, deux dames nobles, Gille et Berthe de Boussu, donèrent en l'honneur de saint Landelin : Gille le dixième de ses biens en culture, Berthe le dixième d'une manse et le dixième de ses jardins. Deux serfs, Godefroy et Yve, qui avaient été préposés à ces biens pour en délivrer la partie qui avait été donnée, contestèrent la donation de Berthe.

Les chanoines, ne tenant aucun compte de cette protestation, et voulant prendre possession de ces biens, s'y rendirent, portant, selon la coutume, la châsse de saint Landelin.

Ils s'avançaient au milieu de la foule, lorsqu'un des serfs, visant un chanoine, décocha une flèche qui atteignit la châsse.

Au même instant le ciel s'obscurcit et les spectateurs se trouvèrent dans les ténèbres. Effrayés, tous regagnèrent leurs demeures ; Godefroy fit de même. Arrivé chez lui, pris de douleurs d'entrailles, il se retira dans un endroit écarté, ses intestins se déchirèrent, lui sortirent du corps et il mourut.

Les opposants à la donation de Berthe, saisis d'épouvante, demandèrent, avec larmes, pardon à Dieu et à saint Landelin.

Les conseillers de la noble dame se réunirent et décidèrent : Saint-Landelin aura seul le dixième des jardins, et le dixième des autres biens sera partagé entre l'église de Saint-Géry de Boussu et celle de Saint-Landelin (2).

(1) Coll. Moreau, t. XVIII, p. 118, It. Duvivier, *Recherches sur le Hainaut ancien*, p. 363. — N.-B. : Remarquons cette expression « *Berthe et ses descendants* » ; ailleurs (Coll. Moreau, t. 172, p. 10, année 1250) nous lisons : « *mulieres cum posteritate sua* », etc. A cette époque, la naissance était l'unique source de servage. Cette condition se transmettait naturellement, quand le père et la mère étaient de naissance servile ; quand c'était l'un ou l'autre, deux systèmes étaient pratiqués : l'un conforme au droit romain du bas empire voulait que l'enfant suivît la pire condition ; l'autre conforme au droit romain classique, favorisé par les canonistes, transmettait à l'enfant la condition de la mère. Ce dernier système était la règle absolue suivie en Hainaut, d'où cet adage : « *Partus sequitur ventrem* ».

(2) Raissius.

LIVRE II

Du rétablissement des Bénédictins (1080) à la mort de Jean Pelet (1490)

CHAPITRE PREMIER

ETAT PITOYABLE DE L'ABBAYE — SA RESTITUTION AUX BENEDICTINS

La mort de Charles le Simple, les invasions des Hongrois, les rapines des bandes de Robert le Frison étant survenues, tout ce qui avait été relevé depuis les invasions normandes fut détruit et ravagé. Toutes les abbayes situées sur le bord de la Sambre et de l'Escaut furent pillées et incendiées, et leurs biens détachés et donnés en bénéfice à des guerriers. Tel fut le sort du monastère de Saint-Landelin, il tomba de nouveau sous la puissance de séculiers désignés sous le nom d'avoués laïcs, *Laïci advocati* (1).

Ceux-ci, néanmoins, maintinrent les chanoines qui vécurent d'abord pieusement (2) mais qui ensuite tombèrent dans un tel relâchement qu'ils « vendirent et aliénèrent la plupart des biens du « monastère ». D'où, comme nous le verrons bientôt, « les moines « furent obligés, après leur rentrée à l'abbaye, de travailler pour se « faire un fonds suffisant pour leur subsistance » (3).

Ce spectacle lamentable suscita en de grandes âmes un noble zèle et des largesses. Grâce à ces bienfaiteurs, les monastères se relevèrent, et l'esprit primitif de leur ordre fut rétabli. C'est ainsi que, par l'intervention de Gérard II, évêque de Cambrai, et celle de Balderic, sire de Roisin, en 1080 (4), « Baudouin 1^{er}, comte de Hai-

(1) « Quoique l'église de Cambrai eut été mise en possession de l'abbaye « de Crespin par les lettres de Charles-le-Simple, il paroît que les revenus « lui en furent ostés dans la suite et donnés à des seigneurs laïcs, comme « le dit Balderic » (Bibl. Nat., Ms fr. 7276).

(2) Monast. Bénéd. L'empereur Othon dit en parlant des chanoines : « qui servent Dieu et les saints avec piété ». Coll. Moreau, t. XI, p. 148.

(3) Coll. Moreau, t. XXXVI, p. 186 et note ; Item Mon. Germ. Hist. Script. VIII, 464, *gesta episc. Camerac.*, lib. 2.

(4) En 1071, l'empereur Henri IV donna à l'église de Liège les abbayes et les prévôtés de Saint-Landelin... avec les bénéfices, avoueries, tonlieux, etc. (Gallia Christ., III, col. 151, 2^e cartul. du Hainaut, pièce 249).

« naut, conjointement avec sa mère, Richilde, comtesse de Hainaut et de Flandre, expulsa les chanoines du monastère de Crespin et le fit restituer aux religieux de Saint-Benoît.

« Mais, comme les chanoines avaient beaucoup négligé et même aliéné les biens qui lui appartenaient, il fut nécessaire qu'il passât le présent acte afin d'obliger les avoués laïcs qui les possédoient : Chrétien, Aleman, Anselme, Gautier et Legrand, de les restituer aux dits religieux, ce qui fut exécuté moyennant un prix raisonnable qui leur fut payé de la part dud. Bauduin et de lad. Richilde » (1).

En outre, la comtesse et son fils rendirent à Saint-Landelin la forêt d'Amblise, le long pré avec les autres et en général tout ce que les avoués possédaient à Crespin à partir du nouveau fossé. Par ce fait, la comtesse et son fils remirent (2) l'église de Crespin à l'usage des frères servant Dieu selon la règle de saint Benoît (3).

Au cours de cette période où la force régnait au-dessus de toutes lois, on usurpait les dîmes et même les sanctuaires des églises. Plus tard, il advint que les usurpateurs ou leurs héritiers, « pressés par le cri de leur conscience, ou intimidés sur la fin de leur carrière par la pensée de l'éternité, cherchaient à réparer leurs excès et ceux de leurs pères. Sans doute il eût été plus juste de rendre les

(1) Coll. Moreau, t. XXXII, p. 138, note de D. Queinsert. Item Vinchant. *Ann. du Hainaut*, t. II, p. 230. Du temps, *Clergé de France*, t. IV, p. 59.

(2) Cette expression prouve bien que les bénédictins étaient à l'abbaye de Crespin avant les ravages des Normands ; en voici d'autres preuves :

1° L'en-tête de la bulle d'Urbain II (V. Coll. Moreau, t. XXXV, p. 137), dont nous parlerons plus tard, porte : *Bulla Urbani... missa Raginero primo abbati Crispiniensi... post monachorum Sti Benedicti rehabilitacionem* ;

2° D. Queinsert, annonçant cette même bulle, dit que le pape confirma à Rénier et à son monastère « tout ce qui avoit ci-devant été possédé par les chanoines pendant le temps qu'ils avoient occupé la place des Bénédictins » ;

3° Une charte concernant les biens de l'abbaye à Sebourg (V. Coll. Moreau, t. XXXVI, p. 186) porte l'en-tête : « *post restitutionem illius monasterii monachis benedictinis* » ;

4° La chronique Monast. Bened. déclare : « aussitôt le départ des chanoines, les bénédictins sont rappelés » ; elle cite comme preuve ce passage de Sigebert : « *monachi in Crispinio... restituti sunt, foris missis canonicis* ». Ailleurs la même chronique dit : « en 1080, Baudouin chassa les chanoines et y remit honorablement les bénédictins. » ;

5° Dans un procès entre les gens de loi de Crespin et le monastère, l'abbé Wéry offre une preuve tirée d'un livre ancien portant la date de 1385, lequel livre renouvelait les « titres primitifs » de l'abbaye, « livres qui font pleine foy en justice » et dans lesquels on lit : « ... du temps de Saint Landelin, en 648, les lieux de Crespin n'estoient que des maretz, des bois et déserts, dans lesquels lieux les moines de Saint Benoist se plaçoient pour estre plus retirés du monde... » (Arch. du Nord, liasse 28).

(3) V. le texte latin dans Miraeus, t. II, cap. XV, p. 1135, Item Coll. Moreau, t. XXXII, p. 138. Item Raissius, Sigebert, etc. Cf. p. justif., n° 2.

« biens ravis à leurs propriétaires, mais souvent ils étaient
« inconnus... Les religieux semblaient s'offrir naturellement à leur
« reconnaissance. Voilà pourquoi tant de monastères ont été dotés
« de ces amples restitutions » (1).

En raison de cette situation, les actes de Richilde ont été diversement interprétés, les uns les présentent comme des libéralités, d'autres comme de simples restitutions (2) ; nous nous bornons à dire : ce qui est certain, c'est que Richilde mourut en 1086 dans la pratique des œuvres de charité.

(1) Migne, dict. des ordres religieux, t. III, p. 1047.

(2) Voir Hossard, t. I, p. 207.

CHAPITRE II

RENIER (1080-1098)

§ 1. — *Rénier, moine de Hasnon, élu Abbé de Crespin Sa famille*

En protégeant l'abbaye de Crespin, la comtesse de Hainaut imitait son époux : Bauduin de Mons, qui, notamment, avait rétabli l'abbaye de Hasnon en 1065 (1). Dans ce monastère (2) se trouvait un prêtre modeste et caché, mais bien connu de ses frères par sa science, sa prudence, sa piété et sa vie pure : *Rénier* ; ce fut lui qui fut choisi pour gouverner le couvent de Saint-Landelin. Elu Abbé (3), il reçut la bénédiction (4) le huitième jour des ides de juin 1080 de Gérard, évêque de Cambrai, assisté de Baudouin de

(1) Lors de la dédicace de l'abbaye de Hasnon, en 1070, on y porta les reliques de Saint Landelin (Meyerus, Ann. Flandriae).

(2) « *Quibus monachis Rainerum abbatem Hannonio evocatum praeferri* (Brasseur, orig. coenob., Hanno).

(3) On appelle Abbé le supérieur d'une communauté de religieux dont il a le gouvernement spirituel et temporel. Le nom d'Abbé, dit le concile d'Aix-la-Chapelle tenu en 866, veut dire Père spirituel et on l'a donné aux supérieurs des couvents pour leur apprendre que la douceur doit être leur première vertu et qu'ils doivent avoir une tendresse de père pour ceux dont la conduite leur est confiée (Cap. cum de beneficio).

(4) Les Abbés doivent être bénis par leur propre évêque. Cette bénédiction n'est pas essentielle et n'ajoute rien au caractère de l'Abbé ; elle n'est même pas nécessaire pour qu'il puisse librement et licitement conférer les ordres mineurs à ses sujets et remplir les autres fonctions spirituelles afférentes à sa qualité. Il n'y a pas de temps fixé par les canons pour demander la bénédiction. Le P. Tamburinus dit qu'on doit la demander au cours de l'année qui suit la confirmation et un autre canoniste veut que ce soit un jour de fête ; c'est la disposition du pontifical.

Les Abbés sont placés par les canonistes immédiatement après les évêques ; c'est le rang qui leur est assigné dans les conciles. Ils sont compris sous le nom de Prélats, comme les évêques. Le chapitre « *decernimus de judiciis* » leur donne expressément cette qualité en ces termes : « *sed episcopi, abbates, archiepiscopi et alii ecclesiarum praelati* »... Un Abbé est regardé comme l'époux de son église ; comme un évêque, il la rend veuve par sa mort (Innoc. III, in cap. qui propter).

Jérusalem. Animé d'un zèle vraiment apostolique, Rénier travailla à l'extension du règne de Jésus-Christ et à l'observance de la discipline monastique. Homme de bon conseil et d'un jugement droit il fut un sage administrateur et le prouva, non seulement à Crespin, mais aussi à l'abbaye de Liessies où il fut appelé pour la réforme du monastère. D'un heureux caractère, il se fit aimer de ses fils spirituels dont il se montra véritable père (1).

**

Rénier (alias Ranier ou Raginer) était, dit D. Queinsert, de la famille d'Andenne, hameau du Hainaut autrichien ; en 1133, Bauduin IV, le bâtisseur, comte de Hainaut, « a aumonné à perpétuité » à l'abbaye de Crespin toute l'avouerie sur la famille de Sainte-Marie d'Andenne, parce que Raygnier, led. Abbé, était issu de « cette famille » (2).

Cette note indique clairement que Rénier était issu d'une « famille » de serfs de main-morte ; il n'était point d'extraction noble, moins encore de la famille des comtes de Hainaut, comme le prétendent certains écrivains. Il faut prendre dans ce texte (3) le mot *famille* dans le vieux sens de « familia » ; la famille d'Andenne, c'est l'ensemble des serfs faisant valoir le hameau d'Andenne, propriété des comtes de Hainaut, qui fut donnée à Crespin en 1133, au moment où le comte rendit libre, « affranchit » l'ensemble, la « familia » des serfs attachés à son exploitation. Ces serfs, devenus libres, eux, leurs femmes et leurs enfants, furent placés sous la protection et l'avouerie de Saint-Landelin de Crespin.

§ 2. — Donations diverses

Le Hainaut fut, à plusieurs reprises, décimé par les épidémies au XI^e siècle. En 1008, la peste enleva à Valenciennes 7 à 8.000 habitants et ne se termina que grâce à l'intercession d'un pieux ermite de Fontenelle auprès de Marie. Une nuit, tandis que le peuple priait à genoux sur les remparts de la ville, la Sainte Vierge apparut, entourait la cité d'un cordon miraculeux, et soudain le fléau cessa.

En 1056, la peste ravagea le Hainaut, elle reparut en 1094 et emporta les deux tiers de la population (4).

Est-ce par cette voie que Dieu indique aux âmes sa grâce extraordinaire ? Les moyens qu'il emploie pour gagner les cœurs sont si variés et si multiples... Quoi qu'il en soit, nous constatons que des âmes timorées se vouèrent à la religion et à la solitude, ou firent des libéralités aux églises et aux couvents, tandis que d'autres,

(1) Ms de Douai, 823, f^o 261 à 432. — *Item*, Chron. Laetiense, Jacobo de Guisiâ (*Mon. Germ. Hist. script.* XIV, 496). — *Item*, Raissius.

(2) Coll. Moreau, t. 36, p. 50 et note.

(3) Il s'agit ici aussi bien du texte de la note de D. Queinsert que de celui de la charte elle-même.

(4) *Arch. Hist. et litt. du Nord de la France*, t. II, p. 244.

inquiètes, s'empressèrent de restituer. D'où la fin du XI^e siècle est l'époque du rétablissement de l'augmentation des monastères de France et de Flandre, c'est le moment où le pouvoir ecclésiastique fut le plus étendu et le plus respecté, et où la vie monastique se montra dans toute sa plendeur.

A l'abbaye de Crespin, la vie religieuse prit un nouvel essor : Les Rénier, Jean, Aybert, Hilmer, etc., furent des bénédictins d'une grande vertu (1).

« Rénier avait amené avec lui quelques religieux des plus réguliers d'Hasnon, avec lesquels il commença la restauration des anciens bâtiments, construisit une nouvelle église, rétablit la conventualité et vécut avec ses frères dans la plus grande régularité jusqu'à sa mort » (2).

A Crespin, les offrandes les plus diverses allèrent au monastère : « Au terroir de Burbant (3), amprès la rivière de la Hayne, estoit ung lieu fort avironné de boscaille et marécaige, délaissé comme désert de toute fréquentation. Auquel lieu deux clerqz : Raignier et Fulbert, avecq aulcuns séculiers commenchèrent fréquenter ce lieu et vuellantz mener une vie régulière en habit de clerqz, ont déterminé illecq demorer et ont aud. lieu encommanché bastir de leurs mains ung oratoire » que Gérard, évêque de Cambrai, en 1082, consacra « à l'honneur de la Sainte Trinité, des Saintz apostres, saint Pierre et saint Paul, des S. Innocens et de tous les saintz ».

En même temps, ces deux clerks construisirent une maison et « tous ceux qui avoient auparavant quelque droit, l'ont libéralement conféré à l'église : assavoir la place d'ung moulin sur la vive Haygne et tout ce qu'il y at de terres, de bois, et d'eauve depuis la voie qui passe au lieu qu'on dist vulgairement Haygne Reuth (Haignye Guet), c'est-à-dire les wees de Haigne jusqu'ez à ung maret condist vulgairement Rasca qui est situé d'auprès le Crombe saulch, entre deux eauves assavoir la vive et morte Haigne (4) entre lesquelz la d. église est édifyé. It. d'autre part de la morte Haigne depuys la crette du Quesnoy Gillain jusque au rucheaux de la Fontaine emprès lequel le morte Haigne prend son cours, tout ce qui est en terre, en eauve, en bois appartient à la susd. église » (5). Ce petit monastère fut appelé « Celle de la Sainte Trinité » et, avec l'approbation de l'évêque de Cambrai, il servit de retraite et de demeure aux clerks et aux chanoines qui avaient été expulsés du monastère de Saint-Landelin. Mais soit que

(1) Cf. les SS. de Crespin.

(2) Analyse de Charte, Coll. de Provinces : Picardie, t. 250, D. Queinsert.

(3) Brabant.

(4) Haine morte : ainsi nommée parce que les eaux y séjournent.

Haine vivante : parce que les eaux y coulent (Queinsert).

(5) L'église était bâtie dans une grande île formée par la rivière d'Hainé. Coll. Moreau, t. 36, p. 77 et t. 23, p. 116. — *Item*, Arch. du Nord, liasse 33, Jacques de Guyse. Ann. Han. III, cap. 20, Cf. just. n° 3.

cet endroit « eut été mauvais, ou pour autres raisons, il ne servit
 « aux chanoines que peu d'années, puisque ces deux frères Rai-
 « gnier et Fulbert, en 1090, firent don perpétuel de la Celle aux
 « abbés et religieux de Crespin qui l'ont unie et incorporée à tous
 « jours à leur monastère, avec toutes ses dépendances : champs,
 « bois, prés, ruisseaux, à condition que chaque semaine, après la
 « mort des donateurs, trois messes seraient célébrées pour le repos
 « de leur âme, dans l'oratoire qu'ils avaient fondé » (1). Cet ora-
 toire, d'abord, fut desservi par les moines de Saint-Landelin, puis
 par le curé de Crespin ; les fêtes et les dimanches, le vicaire d'Hau-
 trage assurait les offices.

La chapelle de la Sainte-Trinité ayant été endommagée aux ^{xiii}^e et
^{xiv}^e siècles, elle fut reconstruite et placée sous le vocable de saint
 Nicolas (2).

Quant au domaine, il fut cultivé par des frères convers, puis passé
 à ferme. Le censier labourait la partie du côté de la Haine morte,
 engraisait beaucoup de bœufs, élevait des poulains, « qui sont
 « forts et beaux dans les paturages » (3).

Cette donation fut, en 1158, l'objet des revendications de Thierry
 de Ville. Le comte de Hainaut, Bauduin le Bâtisseur, intervint et
 statua :

« La Chapelle possèdera au delà de la Haine morte la terre
 « arable (c'est-à-dire la crette du Quesnoy Ghislain, le Xérissart,
 « l'Arbrissart et le sart de Ronel) et, de l'autre côté entre deux
 « eaux les biens tels qu'ils s'y trouvent et les fera entourer d'une
 « haie ; Thierry aura tout le reste (c'est-à-dire les autres sarts), la
 « dîme exceptée, qu'il fera entourer d'une haie en prenant des
 « pieds dans le taillis commun de la Pommerée » (4).

★★

En 1089, Ermentrude, épouse de Bauduin, comte de Hainaut,
 combla le monastère de Crespin de ses libéralités, elle lui donna
 tous ses biens situés à Sebourg : terres cultivées ou incultes, prés,
 forêts, eaux, cours d'eau et moulins ; son fils, Robert de Douai,
 ajouta, en 1091, la cure de Sebourg, et, moyennant 60 marcs d'ar-
 gent, « un alleu en entier sis aud. lieu avec les terres cultivées ou
 « incultes, les forêts, les eaux, les cours d'eau, les moulins et les
 « prés ». Rénier fit confirmer ces donations par le comte de Hai-
 naut. Quelques années plus tard, Henri, frère de Bauduin, « déclara

(1) Miraeus, cap. 20, f° 1139. — *Item*, divers Ms des Arch. du Nord et
 de Mons. — *Item*, Coll. Moreau, t. 36, p. 77 et pièces just. n° 4.

(2) D. Berlière, Monastic. Belge.

(3) D. Quinsert, Coll. Picardie, Analyses de chartes.

(4) Coll. Moreau, t. 211, p. 42 et 43. — Arch. du Nord, Série H, liasse 3.
 N.-B. — Cet acte fut vidimé le 3 septembre 1291 par l'official de Cam-
 brai. Il n'y avait pas alors de Pommerœul, mais seulement un lieu dit :
 Pommerée.

« l'abbaye libre et exempte de payer la taille à cause des terres et « héritages qu'elle possédait aud. Sebourg » (1).

Une femme de Crespin, nommée Jeanne, se donna avec toute sa succession à Saint-Landelin en 1091 (2).

En 1093, Alulphe de Crespin, qui possédait la quatrième partie du village, la donna et la rendit à l'abbaye de Saint-Landelin, moyennant 5 marcs par forme de rachat (3).

L'année suivante, Bauduin II de Jérusalem donna à l'abbaye de Crespin tous les Flamands qui s'étaient établis dans le village et dans toute la justice du monastère, c'est-à-dire qu'il lui donna toute justice et juridiction dans Crespin et ses dépendances (4).

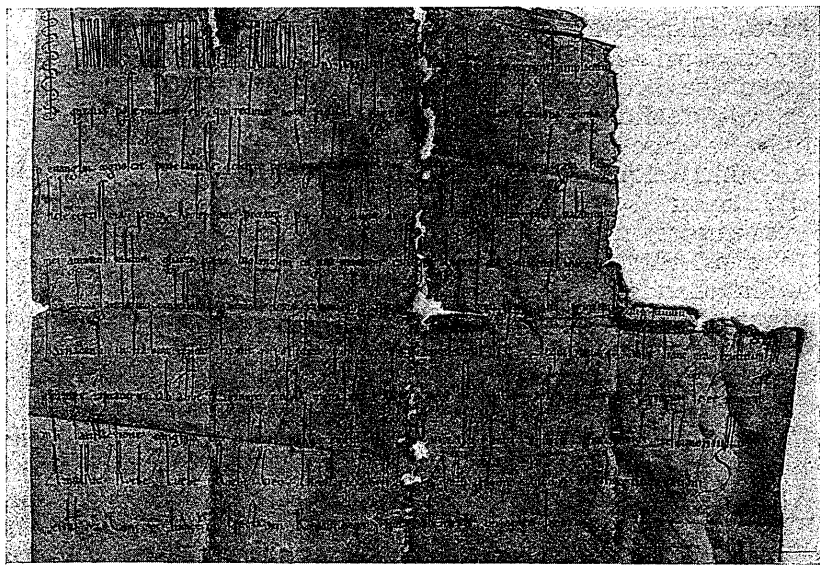


Fig. 6. — Donation du moulin d'Angres par Ségard et Emma, son épouse (1095)

En 1095, Ségard et sa femme Emma donnèrent à l'abbaye, « pour « le pardon de leurs péchés et le salut des âmes de leurs parents », la quatrième partie d'un moulin et une maison située près d'Angres (5).

(1) Miraeus, cap. XIX, f° 1139. — *Item* Coll. Moreau, t. 35, p. 176 et la note. — *Item*, t. 36, p. 186 et 188. — *Item*, Duvivier, loc. cit., p. 455 et 456. — *Item*, Arch. du Nord, liasses 1, 21.

(2) Coll. Moreau, t. 36, p. 221.

(3) Coll. Moreau, t. 37, p. 79. Une note en marge déclare : Les 5 marcs pourraient faire penser que cet acte aurait pour objet une espèce de retrait plutôt qu'une restitution proprement dite. Voir Duvivier, Recherches sur le Hainaut ancien, p. 459.

(4) Coll. Moreau, t. 37, p. 160.

(5) *Actum Crispinio anno MXCV Dominice Incarnationis XI-Kal. Maii. conc. VI, indict. III, epacta XII, romanii imperii sceptrum obtinente imperatore Henrico*. Orig. sur parchemin en fort mauvais état, Arch. du Nord, fonds de Crespin, série H, carton 1, Cf. pièce justificative n° 6.

§ 3. — *Voyage de Rénier à Rome. — Le Pape confirme les biens du Monastère*

L'abbé Rénier, voulant obtenir du Saint Siège la confirmation des privilèges et des libertés de son abbaye, se rendit à Rome, accompagné d'un pieux jeune homme, Aybert, et d'un prêtre, Jean (1).

Ces trois serviteurs de Dieu cheminèrent pieds nus, revêtus de la haire et du cilice. Ils avaient un peu d'argent pour se procurer les choses indispensables, et une mule qu'ils ménageaient pour les pèlerins débilés ou infirmes qu'ils pouvaient rencontrer (2).

Arrivés à Rome, les pèlerins apprirent qu'Urbain II était à Bénévent pour y présider un concile.

Laissant ses compagnons à l'Abbaye bénédictine de Vallombreuse (3), où florissait la vie cénobitique (4), Rénier partit seul rejoindre le Pape qui lui accorda cette bulle de confirmation :

« Urbain, évêque, serviteur des serviteurs de Dieu... nous rendant, Rénier, à vos justes demandes, nous confirmons pour vous et vos successeurs légitimes la direction qui vous a été donnée du monastère consacré à saint Pierre dans lequel repose le corps de saint Landelin. Nous voulons que vous restiez possesseur à toujours de cette ville, dans les limites du nouveau fossé, avec toutes les propriétés en eaux, en cours d'eau, avec la forêt d'Amblise, telles qu'elles vous ont été rendues par le comte Bauduin et la comtesse Richilde (comme ayant appartenu autrefois à saint Landelin), et confirmées par le vénéré Gérard, évêque de Cambrai. Nous statuons en outre de notre autorité apostolique que tout ce que ce monastère possède aujourd'hui ou ce qu'il possèdera à l'avenir de la libéralité des pontifes, des princes, ou des fidèles, vous reste assuré à toujours, sauf les droits dus à l'évêque de Cambrai.

« Nous décrétons que personne ne pourra troubler ce monastère, lui enlever les possessions susdites, les diminuer, ou les charger de taxations arbitraires, mais que chacun, au contraire, sera tenu de respecter les biens concédés pour sa direction et son existence.

« Et si un évêque, un archevêque, un empereur, un roi, un prince, un comte ou vicomte, un juge ou quelque personne que ce soit, grand ou petit, connaissant cet acte de privilège, tente d'agir contre, après un second ou troisième avertissement, s'il

(1) Mabillon, t. V.L.LXVIII : Ann. O. S. B. T. I., p. 279:

(2) Extrait de Monast. Bened.

(3) Fondé en 1060 par Saint Jean Gualbert sur la crête de la montagne à laquelle il doit son nom. Grand-duché de Toscane.

(4) « ... *Illic monachos miræ continentie et eximie vitæ invenerunt regulæ benedictinæ observantissimos, labore manuum victum comparantes...* » (Ann. O. S. B., Mabillon, loc. cit.).

« n'a pas donné satisfaction, nous le retranchons de l'Eglise du Christ, en vertu de notre autorité apostolique, conservant à ceux qui la soutiennent, présents et à venir, la paix de Dieu et sa miséricorde. » (1).

Sa mission accomplie, Rénier rejoignit ses compagnons à Valombreuse, puis ensemble ils reprirent le chemin du Hainaut. Arrivés à Crespin, l'Abbé rentra dans son monastère et les ermites dans leurs cellules.

§ 4. — *Les derniers actes de Rénier. — Sa mort*

Nous avons dit d'une manière générale : la fin du ^x^e siècle marque le relèvement des monastères, le rétablissement de la vie conventuelle, etc. Nous avons cité comme exemple le monastère de Saint-Landelin. Nous ajoutons une mention au sujet de la restauration de l'abbaye de Liessies.

Thierry « comte d'Avesnes, ayant incendié le monastère de Sainte-Waudru, à Mons, et celui de Sainte-Aldegonde, à Maubeuge, touché de repentir, rétablit dans ses propres domaines le monastère de Liessies qu'il choisit pour le lieu de sa sépulture » (2).

Ada, son épouse, voulant imposer à cette maison la règle de saint Benoît (3), manda en 1095 Rénier (4), Abbé de Crespin. Le pieux moine réforma ce monastère sur le modèle de celui de Saint-Landelin, y appliqua la même règle (5) et mit à sa tête Gonthier (ou Gontard), son prieur, homme d'une grande piété. Bénédict en 1096, le prélat eut vraisemblablement pour parrain Rénier.

La réforme du monastère de Liessies est le dernier fait important que nous connaissions sur le premier abbé de Crespin ; les historiens ne nous ont transmis aucun détail sur ses derniers instants, et les chroniqueurs ne s'accordent pas sur la date de sa mort.

Brasseur la fixe à 1096 ; la « Gallia Christiana », la chronique « Monasticon Bened. » et le Ms. de la Bibl. de Douai sont du même avis et disent : « Rénier dirigea avec distinction pendant dix-sept

(1) Cette bulle, rapportée par Raissius, est aussi aux Arch. de Condé et dans la Coll. Moreau (t. 35, p. 147) ; elle est datée par certains auteurs de 1088, par d'autres de 1096. Cette dernière date sied mieux à notre ordre chronologique ; cependant nous faisons remarquer que le concile de Bénédict se tint en 1091. Cf. pièces just. n° 5.

(2) Coll. Moreau, t. 38, p. 43 ; Duvivier, Rech. sur le Hainaut ancien, p. 467 ; — Item, Jacques de Guise, Chron. Laetiense et l'abbé J. Peter, « l'abbaye de Liessies », Mém. et travaux des facultés cath. de Lille.

(3) A la demande des bienfaiteurs, Gaucher, évêque de Cambrai, mit des bénédictins à la place des chanoines.

(4) Certains auteurs, comme Mabillon, font de Rénier le premier Abbé de Liessies.

(5) Le monastère de Crespin avait sa règle particulière qui fut suivie à Liessies. Cf. Ms 823, Bibl. de Douai.

« ans le monastère de Crespin. » (1). Raissius rapporte : « Rénier fut appelé à Dieu en 1098. »

Tâchons d'être plus précis.

Généralement l'obituaire de l'abbaye de Crespin relate aux anniversaires les noms, les titres, etc..., du défunt. A propos de Rénier il porte : « le vj des calendes de novembre obit pour D. Rénier ex moine d'Hasnon et premier Abbé de cette église après l'expulsion des chanoines » (2).

Rénier est donc mort ou a été inhumé le vj^e jour des calendes de novembre (27 octobre) ; était-ce en 1097 ou en 1098 (3) ?

Lambert, successeur de Rénier, a signé la donation de l'autel d'Inchy en faveur de l'abbaye d'Anchin ainsi que la donation de l'autel de Brassia à l'abbaye de Liessies. Comme ces deux actes portent la date de 1098, il est incontestable que Lambert était alors Abbé de Crespin.

A propos d'une contestation terminée le 23 juillet 1098, on lit ces vers :

« ...Cela advint l'an mil nonante huit,
« estans abbé deuxième de céans
« moine d'Hasnon, un Lambert... » (4).

Enfin deux actes nous apportent quelques précisions. Le premier nous apprend que Rénier avait abdicqué en 1098 ; il porte sa signature et celle de son successeur, Lambert. Le second prouve que Rénier conserva le titre d'Abbé, qu'il continua d'habiter le monastère et mourut dans ce pieux asile vraisemblablement en 1099 (5).

Nous concluons donc : l'Abbé Rénier est mort ou a été inhumé le vj^e des calendes de novembre 1099.

Brasseur (6) lui dédia cette épitaphe :

« A cause de vos vertus et de vos mérites, Rénier, vos fils en saint Benoît voudraient graver sur votre tombe, avec votre éloge, leur reconnaissance ; mais ils ignorent l'endroit où reposent vos restes, ils saluent votre nom avec respect et vous vénèrent comme le fondateur de l'abbaye de Crespin. »

Parlant de Rénier, le Pape a dit : « C'est un homme pieux et vaillant pour la plus grande gloire de Dieu (7). »

(1) « ...*Qui eam spatio 17 annorum diligenter administravit...* »

(2) Arch. du Nord, liasse 21. Cf. pièces just. n° 38.

(3) Dans un manuscrit conservé au presbytère de Crespin, nous lisons : « *Anno a Christo nato MXCVIII Ragnerus è vivis excessit* ».

(4) Cf. Miraeus, t. IV, f° 506 et « les SS. de Crespin ». Nous reparlerons plus loin de cet acte.

(5) Coll. Moreau, t. 39, p. 27 et t. 35, p. 176.

(6) *Theatrum abbat. Hannoniae*.

(7) Monast. Bened.

CHAPITRE III

LAMBERT (1098-1115)

Lambert succède à Rénier. — Privilèges et donations. — Translation des reliques de saint Landelin. — Mort de Lambert.

Rénier eut pour successeur Lambert, moine d'Hasnon, religieux perspicace, d'une prudence consommée, aux mœurs intègres, et rempli de zèle pour la discipline monastique (1). Il mérita cet éloge : « Le plus digne succéda au plus digne (2). »

Elu abbé en 1098 (3), dès son entrée au monastère de Saint-Landelin, il put constater que la vie religieuse y brillait dans toute sa splendeur. Sage administrateur, il procura à sa maison pour le spirituel et le temporel de grands avantages.

Sous sa prélature, l'abbaye occupa un des premiers rangs dans le diocèse de Cambrai et lui fut choisi comme témoin dans différentes circonstances solennelles.

En 1098, lorsque Manassès, évêque de Cambrai, confirma la donation de l'autel d'Inchy à l'abbaye d'Anchin (4) et lorsqu'il donna à l'abbaye de Liessies l'autel de Brassia (5) ; lors de l'érection de l'abbaye de Bornehem en 1101 (6) ; quand Odon, évêque de Cambrai, donna en 1107 l'autel d'Etreux à l'abbaye de Saint-Jean de Valenciennes (7) ; et lorsque Godescale, seigneur de Jauche, fit don à

(1) Monast. Bened. : Ms Douai n° 823, f° 263 : « *Lambertus... morum integritate, conspicuus et vita sinceritate præstans... regimen eum magna laude rexit...* ».

(2) « *Lambertus... optimus optimo successif... vestigia virtutesque prædecessoris sui naviter sequutus est...* » (Raissius).

(3) Monast. Bened. et autres donnent 1098 ; le Cameracum dit que Lambert est mentionné en 1096 dans la charte d'Anselme, châtelain de Valenciennes, seigneur d'Ostrevant et de Ribémont, en faveur d'Anchin, charte extraite de Carpentier, Hist. de Cambrai. Or, Wauters (Table chronol. des chartes et dipl. imprimés), après avoir contesté la reproduction de cette charte d'après Carpentier, ajoute : « On a déjà prouvé le peu d'authenticité de cette pièce qui se compose d'une liste sans fin de chevaliers. » Ajoutons que, d'après un petit cahier oblong, conservé aux Archives de Condé, f° 2, la date de l'avènement de Lambert est 1098, etc.

(4) Coll. Moreau, t. 38, p. 17.

(5) *Id.*, t. 39, p. 29.

(6) Cameracum, Séries Episc., f° 30.

(7) Coll. Moreau, t. 42, p. 217.

Saint-Ghislain de 10 mencaudées de terre situées à Montescourt en Cambrésis, Lambert fut témoin et apposa sa signature à ces actes (1).

**

Manassès, évêque de Cambrai, la 4^e année de son pontificat, en 1098, « parce qu'il avoit constaté la grande pénurie dans laquelle se « trouvoit le monastère de Crespin et qu'il avoit été édifié de la vie « vraiment religieuse que menoient les moines, et que tous estoient « animés d'un grand esprit de travail, de pauvreté, de pénitence et « d'amour de Dieu », les exempta, à condition qu'ils célébreraient chaque année son anniversaire, « de tous droits épiscopaux, de compe et autres servitudes appartenant aux évêques, archidiaques », etc., etc. ; en d'autres termes, il leur légua à perpétuité « l'autel, paroisse et village dudit Crespin, libre et exempt de toutes charges, rentes et redevances » (2). Il donna aussi aux bénédictins de Saint-Landelin la collation de l'église d'Harvengt, moyennant un second obit anniversaire (3).

**

Si la grande pénurie du monastère toucha le cœur de l'évêque, elle n'empêcha point les envieux. En effet, le 23 juillet 1098 (4), un certain Amard voulut s'opposer à la délivrance de la donation faite par Gille et Berthe de Boussu (5).

Lambert et plusieurs de ses frères se réunirent à Boussu avec un certain nombre d'hommes âgés et dignes de foi, tels que : Rémi, Flobert, Adam, Fulmar et Hubert. Ce dernier, plaçant la main sur les reliques (6) de saint Landelin, prononça ce serment : « Je jure que la donation est réelle, et que l'acte revêt toutes les conditions requises ». Pour donner plus d'autorité à son affirmation, Hubert rappela la punition d'un des opposants, Godefroy, au temps des chanoines...

Amard s'inclina et signa l'acte avec Almaric, Rémy, Ive, Adam, Fulmar et Henry. A cette occasion, il fut décidé, pour l'exemple de la postérité, que le châtiment de Godefroy serait gravé sur les murs de l'église de Saint-Landelin (7).

L'abbé, voulant laisser une marque de sa piété filiale envers saint

(1) Baudry, Ann. de Saint-Ghislain, t. 8, p. 827.

(2) Coll. Moreau, t. 39, p. 28 et note de D. Queinsert. C'est fausement que Gazet, dans son Hist. ecclés. des Pays-Bas, Locrius dans son Chron. Belg., et d'autres auteurs, ont écrit que Manassès n'avait tenu l'évêché de Cambrai qu'un an environ.

(3) Arch. du Nord, liasse 21. — N.-B. : Cette exemption de l'église paroissiale de Crespin n'a pas eu d'exécution perpétuelle puisque, écrit D. Queinsert, en 1779, l'abbé et le curé de Crespin payent les droits de visite et de province comme les autres paroisses du diocèse (Coll. des provinces, Picardie, Analyse de chartes).

(4) Cf. Miraeus, t. IV, f° 506.

(5) Voir ci-dessus Livre I, ch. V, § 3.

(6) Forme du serment solennel.

(7) Ce récit fut mis en vers latins (Cf. Ms n° 823, Bibl. de Douai, f°s 263 et 264) ; Raissius le donne en vers français (V. « Les SS. de Crespin »).

Landelin, fit déposer ses restes précieux dans une châsse d'argent. Cette translation fut faite le 21 septembre 1105 par Odon, évêque de Cambrai ; et chaque année, aujourd'hui encore, on célèbre à Crespin, grâce au pieux zèle de M. le chanoine Margerin (1) l'anniversaire de cette translation.

En cette circonstance, dit Raissius (2), il se porta à la cérémonie un grand concours de peuple, tant de Crespin que de toute la région.

**

Épuisé par les années, les pénitence et le travail, en 1115, Lambert rendit son âme à Dieu.

Nous empruntons à Brasseur (3) cette épitaphe :

« Bien que le lieu de votre sépulture soit inconnu, ô Lambert,
« votre nom ne tombera jamais dans l'oubli. L'abbaye d'Hasnon
« vous considère comme sa gloire ; le monastère de Crespin, qui
« fut si florissant pendant les vingt années de votre prélature, vous
« conserve un impérissable souvenir. Tout vous prépare un heu-
« reux repos après la mort ! »

(1) Maître J.-B. Margerin, curé de Crespin de 1868 à 1886, doyen de Solre-le-Château de 1886 à 1906 ; épuisé par un long et fécond ministère, se retira à Audregnies (Belgique) chez son neveu, l'Abbé Félicien Margerin (aujourd'hui archip. de la Basilique N.-D. à Cambrai), aumônier des Dames Bernardines de Cambrai, chassées par suite des lois d'expulsion, Emile Loubet étant président de la République française, Emile Combes étant président du Conseil. M. le chanoine Margerin mourut le 18 janvier 1907, à l'âge de 80 ans.

(2) Il fixe la translation à 1108.

(3) Loc. cit.

CHAPITRE IV

HUGUES I^{er} (1116-1125)

Hugues, successeur de Lambert. — Acte de sainteux
Abdication de Hugues. — Sa mort

D'après Brasseur, Hugues, bénédictin de Crespin, fut élu par ses frères pour régir le monastère de Saint-Landelin.

Raissius et Vinchant ajoutent : L'élection eut lieu en 1116.

La « Gallia Christiana » rapporte : On trouve le nom de Hugues en 1117 dans une charte de Burchard, évêque de Cambrai, en faveur de l'abbaye de Saint-Denis-en-Broqueroie (1) ; certains auteurs donnent 1115 comme date de l'avènement du prélat.

Nous disons : Hugues a été élu à la fin de l'année 1115 et bénit. au début de l'an 1116.

★★

Aussitôt son intronisation, il signe comme témoin, cet acte de sainteux daté de 1116 :

« Moi, Léocadie, de Buat, je me donne librement, avec mes
« fils et mes filles, à l'abbaye de Crespin, à condition que toute ma
« descendance restera dans sa dépendance, en excluant toute immix-
« tion d'un avoué laïque. En outre, le jour de la fête de saint Lan-
« delin, le XI des Kal. d'octobre (2), l'homme ou la femme paiera
« 2 deniers de cens capital à ladite église ; celui ou celle qui se-
« mariera paiera, pour en obtenir licence, VI deniers si c'est avec
« un égal, si non V sols ; pour la morte-main, l'homme, s'il a un
« pair, soldera XII deniers, sinon la moitié de cet argent ; quant à
« la femme, si elle a des enfants, elle donnera à l'église XII deniers.

(1) *Carta Burchardi episcopi Cameracensis pro confirmatione elemosine de Obrechies et servis et anchillis Balduini comitis* (1117). *Testes... Hugo abbas Crispinio...* (Mons, Arch. de l'Etat, cartulaire in-4° de Saint-Denis-de-Broqueroie, p. 16-19.)

(2) Le XI des Kal. d'Octobre (22 septembre), c.-à-d. « *dies translationis* »

[illegible]

Fig. 7. — Léocadie de Buat se donne à St-Landelin (1116).

« et dans le cas contraire, ce qu'elle aura. — Témoins : Hugues, abbé de Crespin, Odon (1), évêque de Cambrai, etc. (2). »

★★

Hugues abdiqua en 1125 pour reprendre place parmi ses frères ; il vécut plusieurs années encore après son abdication ; en effet, dans un accord passé entre l'abbaye et ses meuniers, en 1130, il signe : Hugues, ex-abbé de Crespin, simple religieux (3).

La date de la mort du prélat nous est inconnue ; Brasseur (4) lui a consacré cette épitaphe :

« Sous cette terre inconnue repose Hugues, l'honneur du monastère de Crespin. Les moines eux-mêmes, ses frères, l'ont choisi pour abbé. Sur ce tombeau ajoutez la louange afin qu'il ne reste point dans l'ombre. Louez donc Hugues, louez-le comme il le mérite, car un jour, nous en avons la douce espérance, il sera glorieux dans le ciel. »

(1) Il est à remarquer que, d'après l'Almanach ecclésiastique et la Gallia Christiana, Odon, évêque de Cambrai, est mort le jeudi 19 juin 1113, et que le siège épiscopal est resté vacant dix-huit mois pour être accepté en 1115 par Burchard, sur les instances de saint Norbert. Fisquet dit à ce propos (France pontificale, Cambrai, p. 142) : « Nous sommes persuadés que l'élection de Burchard dut se faire plus tard car des documents de Dom Martène nous apprennent qu'il avait vu un titre de l'abbaye de Saint-Thierry constatant la donation faite à ce monastère, par Burchard, de l'autel d'Ellezelle, en 1120, la quatrième de son épiscopat. » Ces lignes de Fisquet s'ajoutent à l'acte que nous venons de citer pour démontrer que l'élection de Burchard eut lieu à la fin de 1116. Nous avons respectueusement communiqué la copie de cette pièce à l'autorité diocésaine qui, depuis 1912, a fait porter dans l'Almanach ecclésiastique : « Bx Odon 1105-1116 ».

(2) Arch. de Condé GG 90, orig. en parchemin (texte latin), portant à gauche et de haut en bas la partie supérieure des capitales C, I, R, O, G, R, A, P, H, V, M, quelque peu lacéré. Au verso on lit cette mention : « Léocadie de Buat ». — Buat est une seigneurie située sur l'Ecaillon, entre Baudignies et Capelle.

(3) Collect. Moreau, t. 53, p. 143.

(4) *Theatrum Hannoniæ* (traduction).

CHAPITRE V

GAUHIER I^{er} (1125-1130) — THIERRY I^{er} (1131-1132)

§ 1. — *Gauthier. — Calamités. — Difficultés. — Mort de Gauthier*

Gauthier a passé cinq ans à la tête du monastère de Crespin. Pendant ces années, des calamités s'abattirent sur nos contrées :

Au mois d'août 1125, survint une éclipse et un manque singulier de lumière. L'orbe oriental du soleil fut caché par des nuées étrangères. Ce phénomène fut suivi d'une famine qui causa d'affreux ravages. Durant cette calamité, certains s'efforçaient de se traîner vers quelque localité qui renfermait des vivres ; chemin faisant, ils tombaient épuisés et mouraient de faim ; des malheureux dévoraient toutes espèces de viandes et s'en gorgeaient ; n'étant jamais rassasiés, ils souffraient toujours de la faim et mouraient. D'autres avaient une telle répugnance des aliments qu'ils se laissaient mourir de faim ayant de la nourriture à discrétion ; parfois certains enflaient et mouraient dans d'étranges convulsions. Les mieux portants languissaient comme les malades (1).

★★

Gauthier fut appelé à trancher quelques difficultés :

Une femme, Berthe, « pour s'affranchir de la servitude à laquelle elle était tenue avec sa famille (2) », s'était donnée à l'abbaye de

(1) Galbert de Bruges, Hist. du meurtre de Charles-le-Bon. — *Item* Ann. Aquenses et Ann. Camerac. de Lambert de Watrelos, etc. — Cf Mon. Germ. hist. script. XVI, 685 et 513 : il est question de la famine en 1124, 1125, 1126 ; on fait allusion aux secours généreux que distribua le comte de Flandre, Charles, dans ces tristes circonstances. — Cf. également Arch. hist. et litt. du Nord de la France, t. 11, p. 224.

(2) « L'état des serfs (xii^e s.) était alors tel qu'à leur mort, dans la Flandre et le Hainaut, la moitié de leurs biens appartenait au comte de Flandre ; ils devaient, en outre, le service et les corvées, et le meilleur catel à la mort de chaque chef appartenait au souverain et au seigneur haut justicier ; en outre, une capitation de 3 den. par an pour chaque homme et d'un den. pour chaque femme payable à la Saint-Rémy. »

Crespin avec sa postérité et s'était engagée à déposer chaque année à la fête de saint Landelin, sur son autel, deux deniers pour l'homme, un pour la femme, six en se mariant, douze pour être exempt du droit de morte-main. Gossuin de Mons (1) s'était emparé d'elle (2) et avait continué de la retenir comme avait fait son père et ses ancêtres. Touché de repentir, en 1128, il restitua en ces termes en présence de Gauthier :

« Moi, Gossuin de Mons, après avoir enlevé Berthe à l'église de « Saint-Landelin, j'ai reconnu injuste ce que je prélevais d'elle, « voulant éviter l'anathème à mes descendants, je restitue et « demande humblement mon pardon et l'absolution à l'abbé Gauthier et le prie d'enlever l'excommunication que j'ai encourue (3).

**

L'abbaye possédait un moulin à Crespin, deux à Harmignies, un à Baisieux, un à Hensies, un à Sebourg et quelques droits sur celui de Quiévrain.

Les gardes de ces moulins : Bauduin, Gauthier, Robert, Maurin et Gautier, administraient avec tant de négligence que, pendant trois ans, les moulins furent presque annihilés.

L'abbé, en 1130, les révoqua et statua :

« 1° Le monastère, en tant que maître, dès ce jour, se réserve le « droit de placer un garde de son choix à chaque moulin. Ces « gardes jureront fidélité à leurs prédécesseurs et à Saint-Landelin ;

« 2° Les meuniers perdent tous leurs droits, c'est-à-dire : la garde « du moulin, les avantages sur l'orge et autres grains, et abandonnent ces privilèges à Dieu et à Saint-Landelin ;

« 3° Toutefois on leur donnera chaque semaine 2 boissellées de « froment et 3 de mouture, à moins que par la négligence des « gardes, les moulins ne fussent plus en état de produire. Dans ce « cas le monastère serait déchargé de son obligation. »

Les meuniers acceptèrent ces conventions et, en présence de témoins, la main sur les saintes reliques, abjurèrent pour eux et leur postérité toute réclamation.

L'abbé prit acte du serment des gardes, le signa avec eux et son chapitre. Parmi les signataires se trouvait : « Hugues, jadis abbé de Crespin et maintenant simple moine (4). »

**

Peu après cet accord, Gauthier trépassa ; c'était, dit Raissius, en 1130.

(1) Gossuin de Mons, premier du nom, a donné, en 1122, à l'abbaye le Mont de Castillon.

(2) C'est-à-dire ce qu'elle s'était engagée à payer au monastère.

(3) Coll. de Flandre t. 190, pièce 1 (orig.). — *It. Coll. Moreau*, t. 53.

Y. 117.

(4) Coll. Moreau, t. 54, p. 143.

§ 2. — *Thierry I^{er}. — Accord au sujet d'un moulin bâti sur le Hon*

Thierry régit l'abbaye un an ; peut-être quelques mois seulement ; le « Monast. Bened. » ne mentionne même pas sa présence au couvent de Saint-Landelin.

L'abbaye, avons-nous dit, possédait plusieurs moulins ; ils furent, à certaines époques, un sujet de litige. Sous la prélatrice de Thierry s'éleva une nouvelle contestation.

Un des moulins du monastère était bâti sur le Hon (1) à Crespin ; un certain Gauthier en construisit un autre sur la même rivière (2) dans les domaines de l'abbaye et malgré la défense du chapitre de Saint-Landelin.

À la mort de Gauthier, ce moulin passa à son fils Arnould, chevalier de Cauvren (3), surnommé Hauviel et avoué de l'abbaye. L'abbé et son couvent adressèrent une plainte à Bauduin, comte de Mons.

Connaissant alors ses torts, Hauviel implora la bienveillance de l'abbé qui statua :

« 1° Notre abbaye, depuis longtemps, possède sur le Hon, à Crespin, un moulin d'où nous retirons les deux tiers des revenus et Gilbalde, notre meunier, touche le troisième par droit d'héritage. Des deux tiers qui nous reviennent, nous en concédons un à Arnould ;

« 2° Par contre, sur le moulin en litige, Arnould nous concédera à perpétuité la moitié des revenus ;

« 3° Quant aux dépenses qui seront faites dans les deux moulins, Arnould paiera un tiers dans le nôtre, et nous, nous participerons pour la moitié des frais dans le sien ;

« 4° Notre meunier promettra fidélité à Arnould comme à nous-même ; et, pour le moulin en litige, nous y placerons d'un commun accord un gardien qui devra nous promettre fidélité à tous deux ;

« 5° Dans le cas où le moulin d'Hauviel serait détruit, soit à l'occasion d'une guerre, soit par accident ou malveillance, il serait alors rétabli et les frais partagés. Au contraire, si le moulin était détruit par une guerre particulière faite à Arnould, celui-ci reconstruirait le moulin à ses frais et, pendant la reconstruction, Hauviel n'aurait plus droit au tiers des revenus du nôtre ;

« 6° Le moulin détruit, si Arnould néglige de le rétablir, le monastère lui rappellera cet accord ; et, s'il ne tient pas compte de cet avertissement, l'abbaye le fera reconstruire aux frais de l'avoué et ne lui devra rien jusqu'à ce qu'elle soit rentrée dans ses débours ;

(1) Un moulin existe encore aujourd'hui en cet endroit.

(2) Durant des siècles, un moulin a existé en amont, sur l'Honniau, à l'entrée de Quiévrain, et dont il reste encore quelques ruines.

(3) Cauvren, c.-à-d. Quiévrain.

« 7° Si notre meunier Gilbalde, ou son héritier, réclamait quelque chose dans le moulin à Arnould, celui-ci ne pourrait passer avec lui aucun accord sans notre consentement ;

« 8° Si par sa faute, Arnould laissait déprécier le moulin, nous serions dégagés de toutes nos obligations ;

« 9° Enfin, s'il y a quelques contestations, l'abbé en référerait au comte de Mons, mais ne pourra expulser Arnould du moulin. »

Cet accord, passé en 1131 (1), porte chez certains historiens, comme Raissius, la date de 1136 ; d'où ils font siéger Thierry jusqu'à cette date.

★★

Il existe peu de documents relatifs aux abbés Hugues, Gauthier et Thierry. Cependant il est certain que le patrimoine de l'abbaye s'accrut sous leur prélature, car dans les différentes confirmations que Algot, leur successeur, obtint pour son monastère, on constate qu'il avait des biens à Quiévrain, Ath, Angre, Audregnies, Maing, Bellignies, Onnaing, etc... Ces avantages avaient évidemment leur origine dans la bonne administration des prédécesseurs d'Algot.

(1) Coll. Moreau, t. 55, p. 62. — *Item*, Arch. du Nord, liasse 22, « Recueil de titres ».

CHAPITRE VI

ALGOT (1132-1159)

§ 1^{er}. — *Eloges d'Algot. — Libéralités des évêques de Cambrai*
Autre donation. — Sainteux

Algot monta sur le siège abbatial de Crespin en 1132, nous dit le « *Monasticon bened.* ». Ce prélat, recommandable par les belles qualités de l'esprit et du cœur, peut être placé au nombre des vertueux bénédictins qui mirent en honneur le monastère de Saint-Landelin (1).

D'une piété éminente, sa vie fut celle d'un saint, dit Brasseur. Charitable, il se montra généreux envers les malheureux, lorsque les calamités affligèrent le peuple, principalement la disette qui dura de 1139 à 1151 (2).

Prudent, tout ce qui regardait l'utilité et l'économie de l'abbaye était pour lui l'objet des plus sérieuses occupations.

Sage, il augmenta le patrimoine du monastère, défendit ses droits et ses immunités et leur fit donner par l'autorité spirituelle et temporelle toutes les garanties les plus sûres (3).

Une telle administration, la situation précaire de l'abbaye, inci-

(1) Après la résignation de Léonius, abbé de Lobbes, en 1137, les moines invitèrent plusieurs prélats voisins pour le choix d'un nouvel abbé. Algot s'y rendit, accompagné de Lambert, son prieur, que les moines, d'une voix unanime, choisirent pour leur supérieur (*Gallia Christ.*). A peine élu et béni, l'abbé parut comme un arbre planté dans le jardin du Seigneur. Fidèle à la règle jusque dans ses moindres détails, il entraîna bientôt dans cette voie tous les frères confiés à ses soins. Sa mortification était remarquable, aussi Dieu se plut-il à récompenser son serviteur en l'élevant à un haut degré de contemplation et en lui donnant le don des larmes. Merveilleusement doué, d'un esprit pénétrant, d'une brillante élocution, Lambert se joignit à saint Bernard pour prêcher la croisade (Eloge d'un écrivain cité dans l'hist. de Lobbes par l'abbé Vos, t. 2, p. 191. — *Item*, L'abbaye de Lobbes, par l'abbé J. Waréchez, p. 99).

(2) Mon. Germ. Hist. script., t. 6, p. 400, *Sigeberti auct. affligemens.* — *Item*, t. 25, p. 531, Baudouin de Ninove, chron. — *Item*, t. 16, p. 315; Ann. Camerac. — *Item*, t. 16, p. 640 et 686, Ann. *Sti Jacobi Leodiensis et Aqueus.*...

(3) *Algotus vir multis et magnis præstans animi dotis* (Raissius.)

tèrent les âmes, en particulier les évêques de Cambrai, à donner leurs largesses au monastère de Saint-Landelin. Ayant constaté que la tyrannie de ses voisins l'avait presque annihilé (1) et voulant le relever, Liétard, évêque de Cambrai, lui légua en 1133 les autels de Ciply, d'Elouges et la moitié de celui de Tongre dont Algot, en 1149, céda la menue dîme au monastère de Vicoigne, moyennant un cens annuel de 12 deniers (2). Voulant protéger l'abbaye, l'évêque menace d'excommunication quiconque oserait la troubler dans ses biens (3).

**

Nicolas Claret accorda à l'abbaye, en 1142, la moitié des églises de Bellignies et de Gussignies, sans personnel (4) et, en 1144, les dîmes d'Harvengt et de ses annexes : Nouvelles, Aulnoit (ou Hasnoy), la prévôté d'Emeries avec leur autel et leurs dépendances (5).

Ces donations furent confirmées en 1154 par le cardinal, légat du Pape (6).

**

Devant entreprendre le voyage de Jérusalem, « Arnould Hauviel, « chevalier de Cauren (7), donna, sous condition, à l'abbaye de « Crespin sa terre de Saulx, sçavoir que s'il mourait en chemin, « cette terre resteroit à ladite abbaye, mais s'il revenoit de ce « voyage, qu'il en rentreroit en possession en payant un cens et en « remboursant les 53 sols que ladite abbaye avoit donné pour en « estre investi ».

Ce pèlerinage a-t-il été accompli ? Nous l'ignorons. Ce qui est certain, c'est que plus tard Arnould donna au monastère sa terre de Saulx pour laquelle chaque abbé, en prenant possession du siège de Saint-Landelin, devait donner 10 sols aux chanoines de Sainte-Marie.

Les principaux témoins de cet acte furent : Parvin, abbé de Saint-Sépulchre (8) et Raoul, abbé de Saint-Humbert (9).

(1) Arch. du Nord, série H, liasse 21, nous lisons : « Liétard, en date « de 1133, dit que les Evesques ayant pitié de l'abbaye de Crespin, à « cause de plusieurs injures que les voisins luy faisoient, luy donna la « chapelle Saint-Martin d'Elouges, l'autel de Ciply et la moitié de l'autel « de Tongre. »

(2) Coll. Moreau, t. 64, p. 91.

(3) Coll. Moreau, t. 56, p. 32.

(4) Coll. Moreau, t. 60, p. 48.

(5) Coll. Moreau, t. 61, p. 84.

(6) Arch. du Nord, liasse 2.

(7) Quiévrain.

(8) Algot est cité dans les chartes de Nicolas, évêque de Cambrai, en faveur de Parvin, abbé de Saint-Sépulchre, en 1138 et 1142. Ces chartes consistent en ce que Godefroy-le-Barbu, duc de Basse-Lorraine et de Brabant, lui avait donné, en 1134, la prévôté de la Chapelle à la condition que les frères y serviraient Dieu et la Bienheureuse Vierge Marie, jour et nuit ; Nicolas approuve cette donation en 1138 et 1142 et y ajoute le droit d'impôt sur les vins (*Cameracum*).

(9) Coll. Moreau, t. 57, p. 230.

En 1136, Eremburge de Guiarderie, paroisse de Wick (1), libre et exempte de toute servitude, se donna avec toute sa postérité à l'abbaye de Crespin (2) et s'obligea, pour elle et pour son origine, de payer le XI des calendes d'octobre pour le droit du cens capital : « Les hommes deux deniers et la femme un ; pour le libre mariage « dix deniers ; et pour le droit de mortes-mains douze deniers. Les- « quels deniers payés, l'abbaye ne pouvoit exiger de lad. origine « aucun plais, aucun droit pour vente, ny aucunes aultres exac- « tions ou servitudes (3). »

§ 2. — *Algot défend les droits de sa maison. — Il récupère la jouissance de la forêt d'Amblise*

Le monastère avait certains droits sur les brasseurs de Crespin ; ceux-ci prétendaient ne rien devoir et s'efforçaient de le frustrer : les uns avaient cessé depuis longtemps de payer le droit de gambage ; d'autres vendaient le droit seigneurial sur les boissons.

Algot protesta et manda en sa présence les échevins du village pour juger ce désaccord et obliger les habitants à payer leur dû. De connivence avec leurs administrés, ceux-ci rendirent ce jugement : « L'abbaye n'a aucun droit à prétendre sur les boissons, mais seulement sur les courtils. »

N'acceptant pas cette sentence, l'abbé fit comparaître les échevins à la curie de Mons.

Bauduin IV rendit cet arrêt :

« Les habitants paieront à l'abbaye le droit de forage ; ils donneront 6 setiers pour la bière et autant pour le breuvage de « miel (4) quand la chaudière sera pleine, et trois seulement quand « elle ne sera qu'à moitié. Les échevins, à cause de leur mauvaise « foi, seront privés de leur dignité et de leur pouvoir et payeront « à l'abbaye vingt et une livres de deniers (5). »

★★

Haymer, fermier de l'abbaye, prétendait avoir une partie du droit de tonlieu au préjudice de l'abbaye. Il réclamait aussi quelques avantages dans la taille des chênes : l'écorce, les branches et les racines. Haymer prétendait avoir les mêmes droits que les religieux sur le bois de la forêt pour le chauffage. Il voulait s'arroger le droit d'acheter certaines terres vénales sans le consentement du monastère sous prétexte qu'il les avait à fermage.

(1) Vicq.

(2) Fondée dans l'endroit nommé Amblige.

(3) Coll. Moreau, t. 56, p. 205.

(4) Ce breuvage de miel est peut-être l'hydromel.

(5) Coll. Moreau, t. 59, p. 127.

Ces prétentions furent portées à la curie du comte de Hainaut en 1150 (1) ; toutes furent rejetées (2).

★★

Théodoric, fermier à Harmignies « prétendoit lui appartenir et à « ses frères trente-cinq jugs de terre labourable sis audit Harmignies, à charge de relief à icelle abbaye, ce qu'elle lui avoit « contesté, et d'autres droits relatifs au domaine dud. Harmignies « appartenans à lad. abbaye. Par exemple à la mort de son père « il devoit payer en plus du cens annuel de deux moulins, le cens « double et il s'y refusoit, etc. Lesquelles querelles avoient esté « réglées par dires d'arbitres », en 1157, comme suit :

« Au sujet des deux moulins, Théodoric paiera le double cens « avec celui de l'année. Pour l'avenir, il aura le droit de retenir « à fermage les 35 jugs de terre. L'abbé recevra 15 chapons des « 15 jardins ; Théodoric paiera chaque année deux repas (ou un « tout au moins) quand l'abbé ira à Harmignies ; il lui servira « 5 plats dont 2 de poisson, 2 de viande et une tortelle (3). A « l'occasion de cette visite, Théodoric mettra à la disposition de « l'abbé et des convives 7, 8 et 9 chevaux ; pour la soirée il fournira des chandelles ; en un mot, il fera tout ce qui convient pour « hospitaliser honorablement un Prélat. Le fermier aura l'avoine « avec les pains et possèdera par droit héréditaire sous la condition « du cens, deux jardins et la moitié d'un pré (4). »

★★

L'année suivante, 1158, Algot règle « la contestation que l'abbaye avoit avec Thierry, sire de Ville, et ses enfants (5), touchant « la chapelle de Hensiez (6) et ses appartenances, située cette chapelle entre deux Haignes (7) dans une île formée par cette rivière « proche Pommeruel ».

★★

Grâce à la sage administration d'Algot, dit Raissius, l'abbaye récupéra la jouissance de la forêt d'Amblise qu'elle avait perdue (8).

(1) En 1150, Bauduin IV, comte de Hainaut, acquiert, des dames de Sainte-Waudru, de Mons, le village de Braine-la-Wilhote (Braine-le-Comte), pour y construire une forteresse ; Algot est au nombre des témoins (Duvivier).

(2) Coll. Moreau, t. 64, p. 177.

(3) Mets préparé avec art, dans la composition duquel il entrait de la viande, de la pâte, des œufs et du fromage. (Du Cange.)

(4) Coll. Moreau, t. 68, p. 189.

(5) L'acte est signé : Thierry de Ligne.

(6) Alias Hennuis, Hensies.

(7) La chapelle était bâtie entre le Pommerœul et Hensies ; mais sur le territoire de Hensies.

(8) Nous supposons qu'il s'agit ici d'une portion de la forêt, car déjà Bauduin et Richilde avaient remis le monastère en possession de la forêt d'Amblise, laquelle comprenait plusieurs parties ou cantons.

§ 3. — *Innocent II et Conrad II confirment les biens et les immunités du monastère. — Mort d'Algot*

Algot voulut que tous les privilèges et tous les biens de son monastère fussent reconnus et protégés par le Pape ; à son humble requête, Innocent II lui adressa cette bulle :

« Innocent..., à nos bien-aimés Algot et ses frères..., nous prenons sous notre protection l'abbaye de Crespin. Nous statuons, tant pour vous que pour vos successeurs, que votre manastère est ferme et intangible dans tous les biens qu'il possède actuellement justement et canoniquement, comme dans tout ce qu'il pourrait à l'avenir obtenir de la concession des pontifes, de la largesse des rois ou des princes, de l'oblation des fidèles et de toutes autres manières.

« Nous confirmons tous les droits, tous les privilèges et toutes les libertés ainsi que les possessions, les héritages, les rentes, les cens, les seigneuries que votre abbaye possède et que nous détaillons : l'autel du village de Crespin et toute sa seigneurie commençant au nouveau fossé du côté de Quiévraing jusqu'à la Haine avec toutes les possessions en prés, champs cultivés ou non, eaux, cours d'eau, moulins, hôtes, dîmes et étrangers qui viendront s'y ajouter, tout ceci est de son avouerie ;

« La forêt d'Amblise qui a été rendue à Saint-Landelin par Bauduin et Richilde, confirmée et libre de toute exaction par Gérard, évêque de Cambrai, et par Urbain, notre prédécesseur ;

« Au village de Caurecin (1) deux charrues de terre et les hôtes ; à Baisieux l'alleu du village et toute la dîme depuis Marcipont jusqu'aux limites du terroir d'Onnaing en allant à Valenciennes, ainsi que les prés et le moulin Chaulue ; dans le village de Seworch (2) les terres arables, les hôtes, le moulin et les forêts ; à Ciply, un autel, une charretée de terre, les courtils et toute la dîme des cultures, mais pour les autres terres la dîme seulement qui appartient à l'autel ; dans le champ de Valenciennes plusieurs hôtes, deux viacelles (3) et demie, la terre Ascello provenant de l'épouse de Hugues, fils de Liétard, avec ses hôtes ; à Cauren (4) la terre et ses hôtes ; à Elouges l'autel et une charretée de terre ; à Tongre la moitié de l'autel avec sa dot ; dans le comté Tessandrique le village d'Emple et son autel (5) que nous avons accordé à l'abbaye libre de tout personnat avec les terres, les prés et les serfs tant hommes que femmes ; à Montignies-sur-Roc la terre, les hôtes et une forêt ; au village de Bougnies l'autel ; à Gussignies l'autel, les hôtes et une terre ;

(1) Quiévreachain.

(2) Sebourg.

(3) Pâturages. (Du Cange.)

(4) Quiévrain.

(5) Diocèse de Liège et près de Bois-le-Duc.

« à la porte de Valenciennes des courtils et des hôtes ; à Heensis, « la chapelle avec ses terres, ses eaux, ses forêts, ses prés, le siège « d'un moulin ; les alleux de Divualines et Seworkeel (1) et la « dîme de Sainte-Marie.

« Par la même circonstance, nous rappelons qu'à la mort d'Algot et de ses successeurs, jamais on ne doit proposer qui que ce soit ni par ruse, ni par violence, pour remplacer le défunt. « L'abbé sera élu par le conseil ; s'il n'est pas au complet, du moins « faut-il que la majeure partie se compose des plus anciens. Dans « l'élection, le conseil se laissera guider par la conscience ; il se « placera avec crainte en présence de Dieu et de saint Benoît. « Telle est la règle, et elle ne souffre aucune contradiction.

« Mais, s'il vous est permis, très chers fils, de choisir votre « abbé, vous devez vous adresser à l'évêque diocésain pour le saint- « chrême, les saintes huiles, la consécration des autels et des basi- « liques, ainsi que pour l'ordination des clercs qui doivent être « promus aux saints ordres. L'évêque diocésain doit vous accor- « der tout ce que nous venons de désigner gratuitement et avec « bienveillance, sans quoi vous pourrez vous adresser à tout autre « évêque catholique à votre choix, lequel, avec notre autorisation, « vous accordera ce que vous demandez.

« Nous déclarons que la sépulture est libre quant au lieu ; per- « sonne ne pourra s'opposer à la volonté dernière (2).

« En cas d'interdit commun prononcé par l'évêque, nous vous « permettons (exception faite pour les interdits et les excommuniés « désignés) de célébrer les saints offices à voix basse et les portes « fermées.

« Nous vous accordons aussi le pouvoir d'accepter dans votre « monastère toute personne libre qui, abandonnant le monde, veut « porter les livrées monastiques ; ce droit, personne ne pourra « vous le contester.

« Et pour qu'on ne puisse jamais troubler votre monastère ni « dans sa discipline, ni dans ses biens, ni en retenir ou en détour- « ner les oblations, ni le diminuer par quelques vexations, nous « décrétons que tous les biens de l'abbaye seront conservés intè- « gres selon la volonté de ceux qui les ont donnés, c'est-à-dire pour « le salut de leur âme, pour la bonne administration de la maison « et pour la subsistance de ceux qui l'habitent.

« Par ce décret, nous ne voulons nullement porter atteinte aux « droits canoniques de l'évêque du diocèse, au contraire, il devra « accorder son appui à votre monastère et veiller sur ses biens.

« Et si un ecclésiastique ou un laïque connaissant notre bulle « ose l'attaquer ou la mépriser, après une seconde ou une troisième « admonestation, s'il ne satisfait pas, il sera dépossédé de ses pou-

(1) Sebourquiel, Sebourquiaux.

(2) Les fidèles, à cette époque, pouvaient se faire enterrer dans le cimetière de la paroisse ou dans celui des religieux.

« voirs, de sa dignité et de son honneur. Au contraire, s'il fait
« pénitence et se soumet, nous lui rendons la paix. Amen.

« Donné à Rome, l'an de l'Incarnation 1142, de notre pontificat
« le XIII^e,

« INNOCENT II, pape (1). »

Quelques années plus tard, en 1146, Algot sollicita l'approbation du pouvoir temporel ; d'où ce diplôme :

« Nous, Conrad II (2), roi des Romains, voulant imiter Clovis,
« roi des Francs ; Lothaire, roi des Romains, Henri et Othon I^{er},
« empereurs, nous confirmons : tous les dons qui ont été faits par
« des princes au monastère de Crespin, nous confirmons tous les
« biens qu'il possède dans le Hainaut : à Honnaing, Ciply, Estron,
« Ghlin (3), Aimeries et dans la Taxandrie, à Emple.

« Nous reconnaissons les droits dont jouit l'abbaye : à Harmi-
« gnies, où elle possède 30 manses avec un courtil, les hôtes, deux
« moulins, et où les religieux de Crespin, de toute antiquité et
« sans conteste, ont touché la dîme de trois maisons avec un courtil
« de leur propre alleu.

Dans la Taxandrie où les moines possèdent le village d'Emple-
« avec une église qui a trente manses et tout ce qui s'y rapporte,
« c'est-à-dire les serfs, les terres cultivées ou incultes, les pâturages,
« les cours d'eau et la pêche.

« Nous confirmons à l'abbaye tout ce qu'elle possède à Ciply,
« c'est-à-dire l'église avec 30 manses et la dîme qu'elle touche des
« cultures. A Etreux 10 manses que possède le monastère et à
« Ghlin six. Or, puisque les religieux possèdent ces biens depuis
« Othon, nous voulons que ces possessions leur demeurent.

« Nous étant donc basé sur la sentence des princes et après avoir
« fait juger la question en notre présence, nous voulons qu'à
« l'avenir aucun de nos sujets puisse se prévaloir d'un droit hérédi-
« taire quelconque pour refuser ce qui est dû aux moines de Cres-
« pin, ou pour leur contester un bien qui leur appartient.

« Dans le cas où un fermier voudrait se rebeller contre le
« monastère, nous enjoignons à l'abbé de le déposséder ; de même
« si un religieux se révoltait contre l'autorité de l'abbé, nous vou-
« lons qu'il soit forcé de se soumettre par qui de droit. Nous
« décrétons en outre que tout serviteur de l'abbaye, peu importe la
« localité qu'il habite, le champ, la ferme, ou toute autre pro-
« priété qu'il exploite, obéisse à l'abbé comme à son maître, et
« que dans toutes les possessions du monastère, terres, prés, eaux
« et fermes, ainsi qu'il est statué dans les antiques privilèges, tous

(1) Coll. Moreau, t. 60, p. 55. — Publiée par Duvivier, Actes anciens...
1^{re} série, p. 210.

(2) Conrad II était fils de Frédéric II, empereur, et fut fait roi des
Romains par ledit Frédéric, à l'âge de 8 ans. — Coll. Moreau, t. 62,
p. 103 et note.

(3) Alias Jenlain.

« ceux qui les occupent n'aient d'autre avoué que l'abbé. Nous
 « concédons et confirmons au monastère de Crespin les libertés
 « qui lui ont été accordées par Bauduin et Richilde et qu'ont rati-
 « fiées les Pontifes romains.

« Enfin nous défendons formellement qu'aucun de nos succes-
 « seurs, roi, empereur, duc ou marquis, n'essaie par exaction ou
 « oppression de briser cet acte de confirmation, voire même de le
 « violer ; et nous voulons que tous présents et à venir sachent que
 « nous renouvelons ces privilèges par respect pour un lieu saint et
 « par amour de Dieu. Et si quelqu'un osait attaquer cet écrit, il
 « sera puni d'une amende de 100 livres d'or pur dont la moitié à
 « verser dans le trésor et l'autre à donner à l'église lésée. »

Cet édit est revêtu des signatures de l'empereur Conrad (1), de
 Nicolas, évêque de Cambrai, etc. Donné à Aix-la-Chapelle en 1146,
 le 3^e des nones d'avril (2).

**

L'abbé de Crespin abdiqua ses fonctions en 1159 et mourut la
 même année, dit Raissius.

Son épitaphe, donnée par Brasseur, résume brièvement les éloges
 qu'il mérite :

« Si le marbre, Algot, ne couvre pas vos restes, vous n'en êtes
 « pas moins grand. C'est pourquoi je me plais à louer votre piété,
 « votre charité et votre zèle. Votre mort fut celle d'un saint ;
 « et pour vous y mieux préparer vous avez abdiqué votre dignité
 « abbatiale. C'est vous qui avez formé l'abbé Lambert, une des
 « célébrités de l'abbaye de Lobbes. C'est vous qui avez eu l'insigne
 « honneur de présider aux funérailles de Saint Aybert. Tout nous
 « porte à croire que vous avez conquis le vrai repos et gagné la
 « vraie récompense. »

(1) Au sujet de cet acte, nous lisons aux Arch. du Nord (série H, liasse 17) : Conrad, souverain, agit comme tel pour l'abbaye. Il ne faut pas douter que Conrad, *rex romanorum*, estoit souverain de ce pays, pour avoir ratifié les privilèges cy-devant accordés par Balduin, comte d'Hainault et sa mère, et par le souverain pontife, puisque ces termes y sont transcrits : « *Nos quoque concedimus et confirmamus statuentes... ut nullus successorum nostrorum regum vel imperatorum... vel qualibet auctoritate...* » Par lequel privilège il appert que les privilèges cy-devant accordez et confirmez par Bauduin, comte d'Hainault, et par le souverain pontife le sont par le dit Conrad avec ordonnance et défense à qui que ce soit de les troubler dans leur privilège. Pour faire apparoir de sa souveraineté et plein pouvoir, il faut remarquer qu'il ordonne à son fisc ou procureur général de punir le contrevenant de 100 livres d'or pur, la moitié appartenant audit fisc et l'autre moitié à ladite abbaye ; et pour la plus grande confirmation, il y a fait mettre son seing et celui de l'archevêque de Cologne, ainsi que ceux de l'évêque de Liège, de l'évêque de Cambrai, du comte palatin et aultres, avec son chancelier y recours, qui estoient lors sous sa domination et par conséquent souverain du lieu... »

(2) Coll. Moreau, t. 62, p. 103. — Publié par Duvivier, Actes anciens, 1^{re} série, p. 24.

CHAPITRE VII

SAINT AYBERT (1)

§ 1. — *Le reclus*

Nous tenons à consacrer un chapitre spécial à l'honneur d'un humble prêtre : saint Aybert.

Il naquit en 1060 à Espain (2), village situé entre Tournai et Saint-Amand. Son père avait nom Albade et avait été soldat ; sa mère s'appelait Elvide ; tous deux profondément chrétiens.

Etant enfant, Aybert laissa présager ce qu'il serait un jour ; il se levait la nuit pour prier et pour méditer. Il n'hésitait pas à quitter le troupeau dont il avait la garde et à le confier à la Providence, lorsque la cloche appelait les fidèles aux offices.

Malgré les précautions dont il s'entourait, ces stratagèmes ne purent demeurer longtemps ignorés ; c'est pourquoi il forma le projet de se retirer dans une solitude... Dieu l'aida dans l'accomplissement de ce dessein : un jour, l'adolescent entendit un trouvère chanter une complainte rappelant la vie de Thibaut de Champagne ; il comprit que c'était là un enseignement du ciel. Peu de temps après un pèlerin vint demander l'hospitalité à Albade ; cet étranger, dans un entretien avec Aybert, lui parla d'un prêtre, nommé Jean, qui, dans une solitude peu éloignée, pratiquait les plus sublimes vertus ; le pieux jeune homme alla aussitôt visiter ce solitaire, lui révéla ses aspirations et se plaça sous sa conduite.

Jean était un moine de l'abbaye de Crespin, d'un rare talent et instruit dans la discipline. L'abbé Rénier l'avait autorisé à se retirer dans une petite cellule où, nous apprend l'histoire, avait autrefois habité saint Domitien (3).

Là, ces deux anachorètes vécurent sous le regard de Dieu et loin du commerce des hommes, s'adonnant à la prière, à la méditation et aux austérités les plus grandes.

Lorsque Rénier alla à Rome pour solliciter du pape Urbain II la confirmation des droits du monastère de Crespin, il proposa à Aybert et au prêtre Jean de l'accompagner ; ils acceptèrent avec

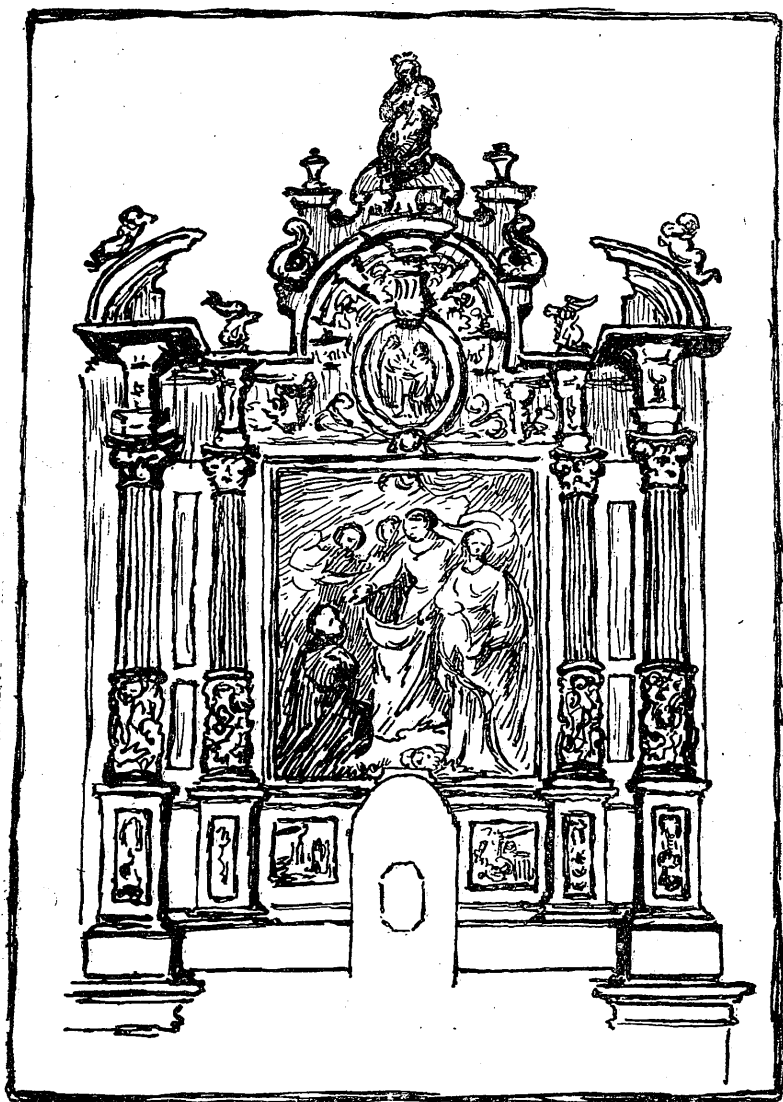
(1) Pour plus de détails voir « Les SS. de Crespin ».

(2) Aujourd'hui Bléharies, dont Espain n'est plus qu'un hameau.

(3) Cf. *Monasticon Benedictinum*. — *Item*, Ann. Mab., loc. cit.

reconnaissance. De retour à Crespin, Rénier rentra dans son abbaye et les anachorètes dans leurs cellules.

Les vertus d'Aybert ne pouvaient rester longtemps ignorées ; de



Dessiné par mad^{elle} Marg. Lombois. 1912.

Fig. 8. — Eglise de Crespin. — Autel de la Sainte Vierge.
Scène de la vie de Saint Aybert.

pieux fidèles avaient compris la grandeur de son âme et réclamaient en échange de leurs aumônes ses conseils et le secours de ses prières.

« Godefroy de Bolcein (1) lui fit don de trois courtils qu'il possédait à Aniz (2) et d'une terre sise dans les marais près de « Bruille. » Gobert, frère de Walker, donna à cet anachorète un terrain sis également à Aniche pour y bâtir une brasserie et un four ; il y ajouta une autre terre située entre Croix (3) et Oberchicourt (Auberchicourt). Bauduin de Mons, 3^e comte de Flandre, confirma la donation de ces biens qui prirent le nom de « champ Saint-Aybert » (4).

Une nuit, dans un songe, le pieux ermite se crut monté sur la cime d'un grand arbre entre les abbayes de Saint-Amand et d'Hasnon ; il vit venir à lui un vautour tenant au bec un habit religieux dont il le voulait revêtir. Aybert s'éveilla... Pour lui, c'était un désir que Dieu lui exprimait... Aussitôt, il résolut d'embrasser la vie monastique et supplia l'abbé Rénier de l'admettre au nombre de ses religieux. Rénier l'accueillit avec joie. C'était en 1092 (5).

Peu après son admission, témoins de ses vertus extraordinaires, les moines de Crespin, à l'unanimité, le nommèrent prévôt et cellier du monastère (6).

Non moins mortifié dans le couvent que dans sa cellule, le religieux vivait de pain, d'eau, d'herbes, de légumes ou de fruits dont il ne faisait usage qu'une fois par jour. Un habit rapiécé lui servait pour cacher le rude cilice qu'il portait ; un banc ou une planche lui servait de lit (7). Dans son cœur, Aybert regrettait sa cellule d'autrefois et, après avoir passé 25 ans (8) dans la douce société des moines de Crespin (9), il se détermina à retourner à sa solitude (10), distante de 4 kilomètres environ de l'abbaye de Crespin ; il érigea un humble oratoire en l'honneur de la Sainte Vierge et

(1) Bouchain.

(2) Aniche.

(3) Duvivier dit qu'il faut traduire par Croix, arr. de Lille, cant. de Roubaix... Nous en doutons.

(4) Cf Coll. Moreau, t. 33, p. 25.

(5) D'après divers hagiographes.

(6) Mabillon, loc. cit. — La dignité de prévôt ou prieur (*prior*) était dans le monastère la plus importante après celle de l'abbé. Le cellierier avait la garde de toutes les provisions, de tous les ustensiles et distribuait à chacun, selon les ordres de l'abbé, ce qui lui était nécessaire pour les besoins de la vie et pour le travail, conformément à la règle de saint Benoît.

(7) Récit des divers historiens.

(8) Mabillon, Ann. O. S. B., loc. cit.

(9) C'est par erreur que la Gallia Christiania dit qu'Aybert ne passa que huit ans sous la prélatrice de Lambert.

(10) D'après ceci, comme Jean, dit la tradition, habitait la cellule qui avait autrefois servi à saint Domitien, c'est là qu'Aybert est allé le rejoindre et c'est là qu'il est retourné plus tard (Cf Mabillon et autres auteurs). En 1309, nous verrons dénommés « prés de Saint-Domitien » certaines prairies acquises par l'abbaye aux environs de la cellule du disciple de saint Landelin.

construisit avec des branchages entrelacés une modeste habitation ; e'était vers 1115.

Dans cette retraite où le reclus vécut 25 ans, sa vie fut plus mortifiée qu'elle ne l'avait été jusque-là. Il passa 22 ans sans manger de pain et 20 ans sans boire (1). Pour expliquer ce prodige, des hagiographes racontent qu'à une époque de grande inondation, Aybert se trouvant privé de communication, d'où de nourriture, invoqua la Sainte Vierge. Cette mère apparut et déposa dans la bouche du reclus un pain merveilleux qui lui communiqua une telle force qu'à partir de ce moment il n'eut plus faim (2).

L'ermite devint en grande vogue dans le pays tant pour « l'aus-tère sainteté de sa vie que pour le conseil salutaire qu'il donnoit à ceux qui alloient le consulter dans sa récluserie (3) ».

Burcard, évêque de Cambrai, voyant le fruit que portait dans les âmes le contact de ce solitaire, l'éleva à la dignité du sacerdoce ; depuis lors, tous les jours, Aybert célébra deux messes, une pour les vivants et une pour les morts.

Pascal II (4), Honoré II et Innocent II étendirent la juridiction du reclus et lui accordèrent des pouvoirs particuliers pour la confession.

Certains visiteurs arrachaient un peu de son habit pour le conserver comme une relique, d'autres réclamaient le secours de ses prières ; dans ce but, en 1122, Gossuin de Mons, qui possédait un château à Ville-Pommereuil, donna en aumône à Aybert une de ses propriétés (5).

Dieu accorda au religieux le don des miracles ; en voici un exemple : le comte Arnoul, frère de Bauduin, comte de Hainaut, atteint d'une maladie déclarée incurable par les médecins, se fit

(1) Mon. Germ. Hist. Script., t. 6, p. 393, ^odisent : « Aybert resta 24 ans sans manger et 22 ans sans boire. »

(2) L'église de Crespin possède un tableau qui forme le retable de l'autel de la Sainte Vierge ; ce tableau provient de l'abbaye et représente la scène de l'apparition (fig. 8). — *N.-B.* : A l'époque qui nous occupe (xii^e s.), la Providence favorisa notre région ; en effet, pendant qu'Aybert travaillait à sa perfection à Crespin, Druon se sanctifiait à Sebourg. — Si la Sainte Vierge apparut à Aybert en 1113, « Josse Le Barteur (du Pommereuil) eut révélation de N.-D. de luy dédier sa maison en église, l'an 1100 ou environ ;... et l'an 1403, ladite église at esté érigée en cure au lieu que par avant ce n'estoit que secours de Ville. » (Arch. du Nord, liasse 29.) On trouve N. du Barteur, bailli du Pommereuil, en l'an 1625 (Arch. du Nord, liasse 15), et M^{re} Jean Le Barteur mort curé de Crespin en 1407. (Arch. du Nord, liasses 26, 33.)

(3) Cousin, Hist. de Tournai chap. 42, p. 203.

(4) 1099-1118. — Les bollandistes disent que le débordement des eaux est arrivé trois ans après qu'Aybert habitait sa récluserie ; d'autre part, Pascal II est mort en 1118 ; de là, une nouvelle preuve que Lambert est mort en 1115, que Hugues lui a succédé la même année, que l'apparition de la Sainte Vierge a eu lieu en 1118, que cette même année, Aybert a été ordonné prêtre et a reçu les pouvoirs de Pascal II.

(5) Voir Les SS. de Crespin. — Coll. Moreau, t. 50, p. 200. — Cf pièce justificat., n^o 7.

transporter à la cellule d'Aybert et le pria de lui donner un peu de boisson. Le saint fit tirer de l'eau de son puits par son serviteur Hilmer (qui imitait son maître en beaucoup de choses) puis la bénit et la présenta au malade qui fut complètement guéri (1).

Dès lors le puits de l'ermitage devint l'objet de la vénération publique.

Pendant qu'Aybert travaillait avec ardeur à sa propre sanctification et à celle du prochain, les moines de Crespin menaient une vie édifiante et plusieurs d'entre eux abandonnèrent l'abbaye pour aller rejoindre le solitaire et se faire à la fois ses disciples et les imitateurs de son austérité.

**

La vie d'Aybert tenait du prodige ; cependant sa robuste santé finit par succomber.

En 1141, la fièvre le travailla un peu avant Pâques, puis le mal s'aggrava.

L'ermite fit appeler le prieur de Crespin, D. Ingebert, et reçut les derniers sacrements, puis rendit son âme à Dieu ; c'était le jour de Pâques 1141 (2), le 7 avril, à 9 heures du matin.

Aybert avait vécu 80 ans dont 50 ans environ comme moine et comme reclus.

Algot eut l'honneur de présider les funérailles du saint, il l'enterra dans sa cellule (3).

§ 2. — *L'ermitage*

Aybert érigea un oratoire et se construisit une cabane dans les marais de Scopignies, sur le mont Catillon (4). Il bâtit vraisemblablement comme à l'époque lacustre, c'est-à-dire sur pilotis ; ce qui explique comment, lors d'une grande inondation, quoique isolé et privé de toute communication, il n'a pas été submergé.

Cette épreuve inspira compassion. Burcard, évêque de Cambrai, fit construire pour l'ermite une chapelle et une habitation.

Après la mort d'Aybert, l'oratoire fut transformé en chapelle de secours que desservaient les moines de Crespin. Pour y aboutir, le chemin étant dans un état pitoyable et souvent inondé, le prêtre, dit D. Queinsert, « qui doit y dire la messe, se trouve tous les ans obligé de se servir d'un bateau pour aborder » (5).

La maison fut transformée en asile ou en cure et était à l'usage des chapelains.

Après la Révolution, ce logement servit au bouvier du marais, puis à l'éclusier du canal, au douanier de la frontière, enfin au garde du duc d'Arenberg.

(1) Ce miracle est relaté par les Bollandistes et plusieurs autres auteurs.

(2) Raissius.

(3) Raissius.

(4) « Endroit un peu élevé pour être à l'abri des inondations causées par la Haine. »

(5) Analyse de chartes, Collection des provinces, Picardie.

Les générations ont passé, sept siècles se sont écoulés, après le Concordat, l'ermitage non entretenu devint caduc, dangereux même. Des visiteurs en 1829 l'ont ainsi décrit : « Ce petit édifice « n'a rien que de simple, son architecture est sans ornement, sans « grâce et sans élégance. Son seul mérite est l'antiquité.

« Bâti entièrement en grès comme toutes les constructions très « anciennes du pays, on ne voit de briques que dans les crevasses « restaurées et remplacées avec des matériaux modernes. Les fenê- « tres sont à jour depuis bien des années et agrandies par les ruines « du monument ; le toit fait défaut en plusieurs endroits ; les murs « qui mesurent quatre pieds d'épaisseur, sont encore très solides, « malgré l'humidité, les ravages de l'eau et de la neige qui entrent « dans l'intérieur par les baies des fenêtres (1). »

Bref, l'ermitage est « un des édifices les plus anciens de la contrée, mais délabré et crevassé », d'où, de 1829 à 1835, dans diverses séances du Conseil municipal de Crespin, il est question de sa démolition. Nous lisons par exemple au registre des délibérations du mois de juin 1834 : « La chapelle et une maison composée de « plusieurs places menacent ruine et pourraient, dans leur chute, « causer préjudice aux bâtiments voisins... Le terrain et les cons- « tructions ne rapportent rien, il est urgent de les aliéner. L'argent « et les grès en provenant seront employés à la construction d'un « pavé à établir entre le hameau et le village. »

Enfin l'affaire fut définitivement tranchée et la chapelle fut démolie pendant l'hiver (1835-1836)... « Encore un vieux souvenir qui disparaît », dit un chroniqueur... Vieux souvenir, certes, puisque cet oratoire avait été bâti par l'ordre de Burcard, évêque de Cambrai (1115-1131); Témoins les pièces de monnaie trouvées dans une des assises de l'ermitage lors de sa démolition (2) ; elles se décomposaient comme suit : pièces muettes, deniers, obole, semi-bractate, etc. Ces pièces gothiques étaient de : Louis VI, roi de France, Thibaut comte de Champagne, Hugues II comte de Saint-Pol, Lambert, évêque de Tournai (3), etc., tous contemporains de Burcard. Peut-être même la plupart des personnages sus-mentionnés ont-ils assisté à la pose de la première pierre de l'ermitage.

Un érudit, parlant en archéologue, dit à propos de l'oratoire : « Son seul mérite est l'antiquité » ; parlant en chrétien, nous disons : Son seul mérite est d'avoir abrité un saint thaumaturge, d'avoir des milliers de fois résonné des chants et des prières des pèlerins et des anachorètes ; d'avoir été témoin de miracles, de gué-

(1) Hommes et choses du Nord de la France et du Midi de la Belgique, par A. Dinaux.

(2) Ce dépôt de monnaie formait une seule masse, un seul enfouissement et contenait 50 pièces ; 2/3 ont été négligées à cause de leur état d'oxydation pulvérulente, 3 monnaies muettes d'évêques, 16 mieux conservées. (Revue numismatique belge, 2^e série, t. 3.)

(3) Arch. hist. et litt. du Nord de la France, 3^e série, t. 3. — N. B. : Ces pièces ont été conservées grâce à M^{re} Darteville, curé de Montreuil-sur-Haine.

risons, de conversions, d'avoir considéré les foules se pressant pour voir un saint, causer avec lui et recevoir ses conseils. Son mérite est d'avoir servi de sarcophage à de pieux ermites et de châsse à Saint Aybert... Oh ! vieux mur, si tu pouvais parler et narrer tes palpitations... tu as abrité tant de générations, tu as entendu et vu de si douces choses !

A vrai dire, on ne conçoit pas comment le clergé et les habitants de Crespin-Saint-Aybert n'ont point protesté et exigé la conservation de ce sanctuaire... On a démoli pour aboutir... à combler les ornières d'un chemin, à établir quelques mètres de chaussée.

Parler d'économie était un leurre ; en tous cas, elle fut maigre. Le terrain était de peu de valeur, et si aux 375 francs d'honoraires réclamés par l'architecte pour les devis, on ajoute les frais de démolition, de déblaiement et de charrois, on trouve qu'à ce prix la chapelle pouvait être restaurée.

Enfin, ces édifices érigés au milieu des pâtures, ne pouvaient dans leur chute être un danger pour les voisins. D'autre part, sans être un point stratégique, ils offraient une particularité, ils étaient construits à l'extrémité d'une petite pointe de terre française qui semble un promontoire avancé sur la Belgique.

Après avoir quitté le village de Crespin, traversé celui de Saint-Aybert et le canal de la Haine, qu'on côtoie en amont, 400 m. environ, on a à sa gauche la langue de terre dont nous venons de parler, partant l'emplacement de l'oratoire.

**

Quant au terrain défriché par Saint Aybert et les bénédictins de Crespin, il fut mis en prairies, et après avoir été biens du monastère, il est aujourd'hui partie propriété du duc d'Arenberg et partie biens communaux de Crespin.

D'après D. Queinsert, « ces prairies et marais comptent $\frac{3}{4}$ de lieues de largeur et autant de longueur, produisent une herbe haute de plus de deux pieds, succulente et excellente pour y engraisser les bestiaux de toutes espèces. En temps de guerre, en Flandre et dans le Hainaut, on y fait du foin ; mais en temps de paix on y met des bœufs qui engraisseront en peu de mois et que l'abbaye vend aux bouchers de Valenciennes, de Cambrai et autres villes. Ces animaux restent en ces prairies nuit et jour, gardés par un seul pâtre, les loups n'y pouvant aborder à cause des fossés et de différents canaux remplis d'eau qui en empêchent le passage. Ces prairies sont si grasses que dans une nuit, à l'endroit où les bestiaux ont pâturé la veille et qu'ils ont quitté, pousse une belle herbe de la hauteur de trois à quatre pouces. On y élève aussi des chevaux et des poulains dont l'espèce est des meilleures, aussi le haras de cette abbaye est-il un des plus renommés de ce canton. Les chevaux y sont forts, vigoureux et doux ; il y en a pour la selle, pour les carrosses et voitures, et plusieurs seigneurs d'alentour s'en sont procuré et s'en procurent tous les jours. » (1)

(1) Analyses de chartes par D. Queinsert, Coll. de Prov., Picardie, t. 250, chap. VIII.

CHAPITRE VIII

ODON (1159-1161) (1). — GERARD (1161-1162) (2)

Plusieurs mois avant son abdication, Algot avait nommé Odon administrateur de l'abbaye ; il était par conséquent tout désigné pour lui succéder.

Sa prélature fut de courte durée puisqu'il mourut deux ans après son élection, c'est-à-dire en 1161.

Odon avait fondé un obit pour le repos de son âme ; il se célébrait le treizième jour des calendes de juillet.

★★

Gérard, successeur d'Odon, était avancé en âge lors de son élévation à la prolatore ; il ne fit que passer sur le siège abbatial de Crespin ; mais sa vie fut pleine de mérites, dit Raissius.

Il mourut en 1161 ou 1162.

(1) Cf La Gallia Christiana et le Monast. Bened. — Aux Arch. du Nord, série H, liasse 21, on lit : « *Decimo tertio Kalendas julii obitus domini Odonis, hujus ecclesie quondam abbatis.* » — Cf p. just. n° 38.

(2) Cf La Gallia Christiana. — Monast. Bened. donne seulement la date de 1162.

CHAPITRE IX

BAUDOUIN ,(1162-1180)

§ 1. — *Eloges de Baudouin. — Accroissement du domaine monastique.*

Baudouin fut élu en 1162 (1) à l'âge de dix-huit ans. Il pratiquait, dit Raissius, « toutes les vertus d'un vrai religieux, ses mœurs « étaient intègres ; sa vie, ses actes, furent la vie et les actes d'un « héros... Il excella dans l'art si difficile de conduire ses frères et de « se connaître soi-même »... Sous son régime, la règle fut parfaitement observée, le monastère fut florissant et renommé (2). D'où, dans leurs différends, les abbayes voisines avaient recours à la sagesse de Baudouin et les grands l'appelaient comme témoins dans certaines circonstances solennelles.

C'est ainsi qu'il fut choisi comme arbitre dans une contestation entre l'abbaye d'Hautmont et Foulques d'Artres, relativement aux limites des alleux d'Herbignies et de Goegnies-chaussée, et qu'il signa l'accord avec Bauduin, comte de Hainaut (3).

Quand, en 1165, Nicolas, évêque de Cambrai, donna à l'abbaye d'Hautmont l'autel de Villers-sire-Nicole (4), quand son successeur, Pierre d'Alsace, donna les autels de Gommegnies et de Francly à l'abbaye d'Anchin (5), l'abbé de Saint-Landelin appendit son scel aux actes de donation.

Bauduin V, le Courageux, après avoir causé de graves dommages à l'abbaye de Lobbes, revint à résipiscence ; il se rendit à Lobbes en 1176 « pour y relever les corps saints gisans à terre ». L'abbé de Crespin fut témoin et signa l'amende honorable (6).

(1) La Gallia Christiana et D. Queinsert, Coll. Moreau, t. 79.

(2) « *Balduinus, vitæ et moribus religiosus ornatus, qui sibi totique ejus sciero fratrum coetui, sub quo regula vigeat, florebatque multis benedictionibus abbatia, præclaris heroicis actibus celebre comparavit famam.* » (Raissius.)

(3) Coll. Moreau, t. 72, p. 41.

(4) Coll. Moreau, t. 74, p. 76.

(5) Coll. Moreau, t. 78, p. 171.

(6) Cf de St-Genois, t. 1, p. 318. — *Item*, 1^{er} cartul. de Hainaut, pièce 173.

L'heureuse renommée du monastère de Saint-Landelin et les œuvres de son abbé (1) suscitèrent les générosités :

Albert, surnommé le Comte, en 1162, donna 13 muids de terres qu'il possédait à Morchipont et à Sebourg (2).

D. Raoul, religieux de Crespin, donna 14 bonniers de terres sises au Sars et à Harvengt (3). Ce bénédictin ayant quitté son monastère pour entrer à l'abbaye de Saint-Foillan, il fut convenu que le chapitre de Saint-Landelin conserverait les terres, mais que, chaque année, il paierait 4 liv. 10 s. à celui de Saint-Foillan (4).

L'évêque de Cambrai voulut, lui aussi, aider les bénédictins de Crespin de ses aumônes ; à cet effet, il établit cet acte :

« ... Il est de notre devoir de faire du bien à tous, mais spécialement à ceux qui combattent sous l'étendard de Jésus-Christ, crucifient leur chair à l'exemple du grand apôtre Saint Paul, méditent la loi du Divin Maître et chantent les louanges de Dieu nuit et jour... Voulant nous assurer le bienfaisant concours des prières qui se font au monastère de Crespin, où on sert Dieu avec tant d'amour, et connaissant la pénurie dans laquelle se trouvent les religieux, nous accordons à perpétuité à cette abbaye les autels d'Asquillies et de Bognies sans personnat, libres et exempts de toutes charges onéreuses » (5).

Mû par un même sentiment d'admiration, en 1168, Radulphe, évêque de Liège, délibérait avec son chapitre : Dans le but de participer aux prières faites, aux bonnes œuvres et aux pénitences pratiquées dans le monastère de Crespin, nous donnons (6) à ses religieux l'autel d'Emple sans charge ni personnat (7).

(1) « *Hujus odore boni nominis et famæ allectus comes Albertus...* » (Raissius.)

(2) Coll. Moreau, t. 70, p. 142. — Cette donation, présentée sous l'abbé Gérard, ne reçut son exécution que sous Baudoin et porte la signature des deux abbés.

(3) Cette donation fut signée par le chapitre de l'abbaye : Baudouin, abbé ; Nicolas, prieur ; Jean, Erembalde, Arnoul, prêtres ; Michel Hellin, prévôt. — Coll. Moreau, t. 71, p. 197.

(4) Cet acte fut signé par les dignitaires de l'abbaye de Crespin : Jean, prieur ; Philippe, sous-prieur ; Jean, prévôt ; Hescelain, sacristain ; Simon, cellerier ; Jean, Gosselin, Gobert, Arnoul, Robert, Guillaume, prêtres ; Michel, Roger, Bauduin, diacres ; Evrard, Nicolas, Gautier, sous-diacres ; à ces noms, s'ajoutent ceux des archidiaques de Cambrai, Eloi, Adolphe et Hugues, et enfin celui du curé de Crespin, Jehan. — Coll. Moreau, t. 71, p. 222.

(5) Coll. Moreau, t. 75, p. 43 et Arch. du Nord, liasse 2.

(6) « Remettons » serait préférable ; en effet, nous lisons : « En 1071, l'empereur Henri IV donna à l'église de Liège les châteaux de Mons et Belmont, March., Valenciennes, les abbayes de Saint-Ghislain et Hautmont, les prévôtés de Saint-Vincent, Saint-Saulve, Condé, Saint-Pierre à Leuse, de Saint-Landelin et de Saint-Jean avec les comtés, bénéfices, avoueries, tonlieux, etc., en présence de la comtesse Richilde et à la prière de Berthe, femme de l'empereur. » (Cf 2^e cart. de Hainaut, pièce 249 et Gallia Christ. III, preuves Col. 151.)

(7) Coll. Moreau, t. 75, p. 114.

§ 2. — *Différends. — Accords. — Mort de Baudouin.*

La donation d'Emple suscita de fréquentes difficultés entre le monastère de Crespin et Daniel, avoué de la terre et seigneurie d'Emple.

Ces controverses aboutirent cependant, en 1169, à un accord définitif établi en ces termes :

« Pour le service de l'avoué, on tuera un bœuf, un cochon
« moyen, deux canes et deux coqs. Le pain sera fourni en quan-
« tité suffisante ; on y ajoutera 9 fertelles d'orge (le vassal sera taxé
« pour 3, l'hôte pour 6 s'il possède quelques biens) qui serviront
« à faire de la cervoise. De plus on fournira à l'avoué une héméré
« de miel ; des chandelles autant qu'il faudra. Enfin chaque bien
« devra pour ce plaïd une tasse, une écuelle, un lit ou un drap de
« lit, ou un essuie-mains, selon la volonté de l'abbé et de son
« envoyé.

« Les femmes payant douze deniers de cens annuel, outre le drap
« ou l'essuie-mains, doivent pour ce service le bois, le sel, et autres
« ustensiles dont il aura besoin. Quant aux hôtes qui possèdent,
« ils paieront outre le bois, la chaudière, la fourchette et tout ce
« qu'il faut pour la cuisine.

« A l'arrivée de l'avoué on donnera une pinte d'avoine pour
« deux chevaux. L'avoué viendra au plaïd avec neuf chevaliers et un
« écuyer ; et pour cette seule nuit il recevra suffisamment d'avoine
« pour douze chevaux. Un serviteur de l'abbé et l'écuyer garderont
« tout cet appareil en un lieu clos ; ils serviront honnêtement avec
« les échevins, l'abbé et l'avoué le soir au souper, le matin au
« dîner ; mais les restes appartiendront à l'abbé.

« A la Noël, à Pâques et pour le service du plaïd général, on pré-
« parera vingt-cinq pains dont quatre pourront être achetés un
« denier, monnaie de Tiele. L'envoyé de l'abbé se pourvoira de
« cervoise avec un demi-muid d'orge ; le pain et la cervoise devront
« être mis en lieu clos par les échevins.

« On préparera également une demi-livre de cire et une demi-
« livre de poivre, ainsi qu'un muid et demi d'avoine pour les che-
« vaux. Les poules, les oisons, le sel, le chaudron, la fourchette,
« le bois, l'essuie-mains, le drap, le lit seront également prêts.

« L'avocat dans ce plaïd aura avec lui quatre chevaliers, un
« écuyer, et aura ce service.

« De quelque façon que ce soit, si l'avoué faisait un gain à cause
« de l'avouerie, l'abbé aura deux parties et l'avoué la troisième.

« A la fête de Saint Remy, l'abbé paiera à l'avoué dix sols mon-
« naie de Tiele ; à cette condition l'abbaye pourra toucher tout ce
« qui reviendra de sa possession à Emple. » (1)

(1) Coll. Moreau, t. 76, p. 11. — Charte éditée dans une étude sur la Taxandrie, par Ackersdyck, p. 179. — Cf pièce justif. n° 8.

Un différend existait entre les abbayes de Crespin et de Saint-Saulve au sujet de terres labourables sises à Curgies et à Sebourg ; il fut tranché à l'amiable en 1164 :

Toute la terre de Hugues de Sommaing et celle de Milon à Curgies sont laissées au monastère de Saint-Landelin ; les trois huitièmes que possède l'abbaye de Crespin à Sebourg sont abandonnées au couvent de Saint-Saulve. Les deux monastères pourront acquérir par achat, par mutation ou par aumône (1).

**

Une difficulté analogue survint entre le monastère de Crespin et celui de Vicogne à propos de terres sises à Curgies ; elle se termina par ce contrat :

« L'abbé Bauduin cède à l'abbaye de Vicogne un chemin près de Curgies moyennant douze sous de cens annuel, à condition que les frères dud. Crespin ne le défricheront jamais ; dans le cas contraire, lesd. de Vicogne seraient exempts de payer le cens (2).

Plus tard, en 1174, par suite de discussions entre les mêmes parties, on fit cet arrangement :

L'abbaye de Vicogne possèdera à perpétuité toute la terre du monastère de Crespin à Curgies moyennant cent sols une fois payés (3).

**

Faute de plus amples détails sur la gestion de Baudouin, nous terminons sa biographie en fixant à 1180 la date de son décès (4) et en citant deux vers rapportés par D. Queinsert :

Hic ubi bis nonum regimen produxit in annum

Cessit ubi geminus muneris erat.

C'est-à-dire Baudouin mourut à l'âge de trente-six ans après avoir régi l'abbaye dix-huit ans (5).

(1) Coll. Moreau, t. 73, p. 68. — N.-B. : Cet accord fut signé par : Aimon, prieur ; Jean, 2^e prieur ; Bernard, prévôt ; Cormier et Josselin, distributeurs d'aumônes.

(2) Coll. Moreau, t. 71, p. 224.

(3) Coll. Moreau, t. 79, p. 127 et t. 282, p. 139.

(4) Raissius, la Gallia Christ. etc...

(5) Coll. Moreau, t. 71, p. 224. — Mot à mot : Celui-ci mourut après avoir gouverné deux fois neuf ans (18) et alors que son âge était le double de la durée de sa prélature (36 ans)...

CHAPITRE X

JEAN I (1180-1182). — GOBERT (1182-1187)

§ 1. — Jean

D'après Raissius, Jean I^{er}, avancé en âge, fut élu aussitôt la mort de Baudouin.

Le Monast. Bened. donne simplement le nom du successeur de Baudouin : « D. Joannes. »

★★

Au mois de mai 1182, Wautier de Quiévrain et ses deux frères se sont constitués sainteux de l'abbaye et se sont engagés à donner



Fig. 9. — Wautier de Quiévrain se constitue sainteur de St-Landelin (1182).

chaque année, au jour anniversaire de l'élévation de saint Landelin : les hommes 2 deniers, les femmes 1, et pour obtenir le droit de se marier l'homme 10 deniers, la femme 6 et 12 pour la morte-main.

Cette charte fut signée par Jean, abbé de Crespin, Jean prieur et Jean prévôt (1).

La Gallia Christ., annonçant l'avènement de Gobert, dit : Jean mourut au cours de la 2^e année de sa prélature, c'est-à-dire en 1182 ou 1183.

(1) Arch. de Condé, GG 90.

§ 2. — *Gobert. — Difficultés. — Contrat avec un fermier
Abdication du Prélat*

Gobert, d'après la Gallia Christiana, prit la direction de la maison en 1182 ou 1183 (1) ; il fut élu par les suffrages de ses frères (2) et choisi aussitôt comme arbitre dans un différend entre l'abbaye de Saint-Ghislain et le chapitre de Notre-Dame de Cambrai au sujet des dîmes d'Audregnies et d'Elouges (3).

Une difficulté s'éleva entre Gobert et l'abbé de Saint-Ghislain, en 1183, au sujet des dîmes d'Harmignies ; des arbitres réglèrent le différend (4).

★★

Des controverses surgirent entre le monastère et Pierre son fermier à Harmignies ; le différend, soumis à Bauduin IV, se termina par cet accommodement :

« L'abbé de Crespin reconnaît les droits héréditaires de Pierre sur le fermage et sur la terre de l'église ; le fermier admet qu'il doit hommage au monastère.

« L'abbé et le fermier s'accordent pour dire que toutes les terres qui ne donnent pas le cens et le terrage font partie du fermage ainsi que le courtil où est bâtie la ferme. Pour ce fermage, les parties rétabliront les conditions autrefois acceptées : le fermier, deux fois par an, aux époques déterminées par l'abbé, devra lui offrir deux festins ainsi qu'à son chapelain et à son moine de curie ; il devra nourrir les hommes qui accompagneront l'abbé et huit chevaux.

« En second lieu, comme l'abbé doit aller à Emple une fois par an, le fermier devra mettre à sa disposition un cheval et un domestique. Pour que le fermier puisse s'indemniser des frais occasionnés pour les festins, les hommes et les chevaux, il s'informera auprès de l'abbé du nombre des censitaires dépendants de l'abbaye.

« Quant aux revenus, l'église aura les chapons, le fermier le pain et l'avoine ; le monastère touchera aussi tous les cens de l'alleu d'Harmignies et le fermier tous les hôtes de cet alleu.

« Les censitaires devront payer aux moines tous les cens et les chapons au jour fixé et sous le témoignage du fermier et des échevins.

« Dans le domaine d'Harmignies, l'église recevra deux tiers et le fermier le troisième.

(1) C'est-à-dire à la fin de 1182 ou au commencement de 1183, puisque Jean I^{er} signe un acte au mois de mai 1182. — N.-B. : au XII^e s., l'année finissait à Pâques.

(2) Raissius.

(3) Baudry, Ann. de Saint-Ghislain, Chron. Belges, t. 8, p. 391 et 392. — Item, Gallia Christ.

(4) Item.

« Quant aux censitaires, ils devront payer au fermier chez lui le pain et l'avoine.

« Pour les services (1) rendus par les tenants à l'abbaye, l'église recevra deux parts et le fermier la troisième.

« Pour ceux qui feront quelques difficultés, le fermier les traduira à la curie de Saint-Landelin en présence de l'abbé, du moine de curie ou chef du tribunal. Il devra agir de même pour ce qui regarde les terres réclamées par les manants et qui ont été placées à gage.

« Après la mort du fermier, lorsque l'héritier légitime réclamera la terre avec le fermage, il devra payer 10 sols de monnaie à l'église pour ce service ; à ce prix, l'abbé sera obligé de rendre au nouveau fermier la terre avec le fermage (ces deux parties ne pouvant être séparées). Bien plus, l'héritier de la première épouse, quand même il n'y aurait que des filles, devra avoir la préférence ; mais quand il n'y aura pas d'héritier de la première femme, la possession sera déferée à l'héritier qui aura été désigné par le jugement de la curie.

« Cet acte a été signé en 1186 (2). »

« Gobert, reconnaissant que la charge abbatiale était trop lourde, abdiqua, en 1187, son droit d'administration et les prérogatives y attachées (3). »

(1) Cette servitude ou ces services rendus à l'abbaye par les tenants consistaient principalement dans les frais de réception de l'abbé, de ses hommes et de ses chevaux, etc...

(2) Coll Moreau t. 89, p. 37. — *It.*, Raissius.

(3) Raissius.

CHAPITRE XI

HUGUES II (1187-1193) — GOSSELIN (1194-1201)

§ 1^{er}. — *Sage administration de Hugues*
Il obtient quelques privilèges. — Son abdication

Hugues fut choisi pour succéder à Gobert (1) ; par sa sagesse, il fit fleurir la vie monastique et par ses soins il conserva et augmenta les biens de la communauté.

C'est grâce à Hugues que les redevances « si comme une taille réelle, taille personnelle et autres servitudes », exigées par le seigneur de Sebourg furent supprimés en 1188 (2).

C'est grâce à Hugues que Raoul I^{er}, sire de Coucy (3), accorda au monastère en 1190 (4) la liberté de faire passer par son domaine 3 charretées de vin, et l'exempta à perpétuité de tout droit de vinage. Toutefois il mit cette condition : les moines célébreront chaque année dans leur église l'anniversaire de ma mort (5).

C'est encore à Hugues qu'est dû ce privilège :

« En 1192 Bauduin de Mortagne exempta à perpétuité l'abbaye
« de Crespin de tout droit de vinage, de tonlieu et de payage pour
« tout ce qu'elle ferait passer par son domaine pour son usage,
« soit par voitures, soit par bateaux. »

En compensation l'abbaye s'est engagée à célébrer à perpétuité l'anniversaire de son bienfaiteur (6).

Après avoir occupé le siège abbatial pendant sept ans environ, Hugues résigna sa dignité en faveur de Gosselin, le 6 mars 1193 (7), et mourut quelques mois après.

Raissius faisant l'éloge du défunt dit : « Sa vie fut bien employée. »

(1) La Gallia Christ. donne la date : 1188.

(2) Coll. Moreau, t. 90, p. 195.

(3) Coucy-le-Château (Aisne).

(4) En 1190, Bauduin, châtelain de Tournay, confirma la donation faite à Saint-Jean de Valenciennes par sa sœur Richilde d'Audenarde ; parmi les signataires figure Hugues, abbé de Crespin. (Coll. Moreau, t. 92, p. 46.)

(5) Coll. Moreau, t. 92, p. 26.

(6) Raissius et Coll. Moreau, t. 94, p. 153. — Cette donation fut contestée plus tard, en 1380, et confirmée par Charles VI, roi de France. (Arch. du Nord, liasse 20.)

(7) Raissius.

§ 2. — *Gosselin. — Extinction de difficultés. — Donation
Echange de biens. — Abdication du Prélat*

Le successeur de Hugues, Gosselin, élu en 1194, tint à mettre fin aux difficultés sans cesse renaissantes entre l'abbaye et les seigneurs de Sebourg, qui réclamaient la taille et l'impôt pour les terres sises dans leur seigneurie. A cet effet, l'abbé fit confirmer par le comte de Hainaut l'exemption de ces charges (accordées en 1188 par Henri, frère du seigneur de Sebourg), et dresser un nouvel acte qu'approuva le comte en 1195 (1).

Pendant que se réglait ce différend, J. Vérisse et ses fils abandonnèrent à l'abbaye une ferme qu'ils possédaient à Crespin avec les terres, la justice, l'exercice de la justice, autrement dit, avec tous les droits de donation et de propriété. Bauduin, comte de Hainaut, a corroboré la charte d'abandon.

Voulant récompenser cet acte de générosité, l'abbé donna à perpétuité à Jean plusieurs héritages en fief, situés à Crespin : la terre Fastrée, comprenant 3 huittelées 1/2 ; dans le canton d'Amblise le sart Hullin, la terre d'Arissart, celle du frère Pierre, la terre de 13 huittelées et sept journaux de pré et de terre ; à l'avant Buelle 12 huittelées ; dans le canton de Prais une demie huittelée et trois hostes.

L'abbaye ajouta trois huittelées de terre pour y bâtir une maison, libre, exempte de rente et du droit de tonlieu.

L'église abbatiale se réserva cependant trois cas criminels appartenant aux hautes justices : l'assassinat, la fausse monnaie et le vol. Elle y joignit cette clause : dans le cas où Jean Vérisse accepterait des censitaires, ceux-ci devraient être soumis à la justice de l'abbé, selon la loi et les coutumes (2).

**

L'évêque de Liège, en 1168, « avait donné à l'abbaye de Crespin « l'autel d'Emple sans charge et sans personnat (3) » ; mais son éloignement présentait des inconvénients.

Gosselin profita d'une heureuse occasion et échangea « lad. seigneurie d'Emple au profit d'Henry, duc de Lorraine, lequel, en « contréchange s'obligea de payer à lad. abbaye tous les ans 60 sols « monnoye de Cologne, et s'y réservent les parties d'y acquérir « un héritage équipollent à lad. somme alors led. duc seroit perpétuellement déchargé (4).

Cet échange conclu, Gosselin abdiqua sa dignité abbatiale en « faveur d'Arnould le 7 novembre 1201 (5).

(1) Coll. Moreau, t. 96, p. 230 ; Miraeus, t. 11, p. 1195, ch. 88. — Mon. Germ. hist. script., t. 21, p. 595.

(2) Coll. Moreau, t. 96, p. 92.

(3) Voir plus haut.

(4) Coll. Moreau, t. 102, p. 138. — N.-B. : « Cet alleu est actuellement « à l'abbaye de Lobbes, et le cens mentionné ne se paie plus depuis « nombre d'années. » (D. Queinsert.)

(5) Raissius.

CHAPITRE XII

ARNOULD (1201-1212) — GUILLAUME (1212-1221).

§ 1^{er}. — *Arnould. — Contestations. — Donations diverses*
Mort de l'abbé

Arnould recueillit la succession de Gosselin au mois de novembre 1201 et fut béni la même année (1).

L'abbaye de Crespin avait des propriétés à Boussu, à Harmignies, à Dour et à Erquennes-Monceau, où elle percevait le cens, la dîme, le droit de terrage, et avait la justice. Le monastère de Saint-Ghislain, ayant aussi des possessions dans ces diverses paroisses, devait payer chaque année au couvent de Saint-Landelin quelques redevances. Il voulait s'en décharger.

Des échanges de vues s'établirent entre les deux abbayes en 1204, et il fut décidé :

« Arnould cédoit à l'abbaye de Saint-Guillain les dismes que son « église avoit à Dour et Boussu, avec les terrages, les dismes et la « justice d'Erquennes ; il relachoit aussi 4 sols de deniers de rente « et 40 deniers aux villages de Dour, Boussu, Erquennes et Harmignies.

« Cependant l'abbaye de Crespin se réservoir en propriété sur le « territoire de Dour une terre arable avec la dîme .»

Cette transaction fut signée par l'abbé de Saint-Ghislain et son chapitre, par Arnould, abbé ; Gontier, prieur ; Guillaume, prévôt ; Nicolas, Roger, Bauduin, Wautier, Eloi, Alard, prêtres et moines de Crespin (2).

**

Arnould vit, sous sa prélature, s'augmenter le patrimoine de l'abbaye : Vers 1205, Gauthier, sire de Quiévrain, lui donna à perpétuité l'alleu qu'il possédait à Hautrage et qui consistait en : une terre arable avec 20 mesures appelées uitels ; 3 courtils 1/2 qui rendaient 11 setiers 1/2 d'avoine ; 6 pains ; 8 chapons à Noël ; 30 de-

(1) V. Raissius, etc...

(2) Coll. Moreau, t. 106, p. 34. — *Item*, Arch. du Nord, série H, liasse 33. — *Item*, D. Baudry, cité par le baron de Reiffenberg, « Mém. pour servir à l'hist. des prov. du Hainaut, Namur, etc., t. 8, p. 417. — *Item*, Duvivier, actes et documents intéressant la Belgique, nouvelle série, p. 349, d'après le cartulaire de Saint-Ghislain, à Mons, f° 91, v°.

niers à la mi-mars ; 9 gerbes à la Saint-Rémy ; la dîme sur les moissons et les lins. A cela s'ajoutait : la neuvième partie du terage, du moulin, de la dîme, du cens des prés et des bois. Un pré commun donnait droit à une charretée 1/2 de foin et à la pêche dans le cours d'eau. Enfin le meunier devait : un pain qui valait 9 à Noël ; un denier pour le courtill et un chapon la 3^e année (1).

Cette donation engendra quelques controverses ; d'abord entre les abbayes de Crespin et de Saint-Ghislain, par suite de défrichements pratiqués depuis 40 ans. Un accord, que nous ne connaissons pas, fut établi en 1217 ; les deux monastères s'engagèrent à le respecter sous peine de 40 liv. bl. ; de plus l'abbaye de Saint-Ghislain s'engagea à payer chaque année au monastère de Crespin comme une pension alimentaire : 5 muids de froment, 5 d'avoine et 5 d'orge.

Plus tard, en 1249, surgit un autre différend. Hautrage est voisin de Ville ; Gérard, son seigneur, prétendait que la neuvième partie du bois nommé « la haie d'Hautrage » lui appartenait. L'affaire fut portée devant le tribunal ecclésiastique de Cambrai qui donna gain de cause à l'abbaye. Gérard acquiesça à cette sentence.

En 1275 surgit à nouveau, mais pour la dernière fois, semble-t-il, un différend au sujet du même bois ; lequel différend se termina à l'avantage du monastère comme l'indique « l'extrait d'aucuns articles touchant la IX^e partie que l'abbaye de Crespin a ès bois de Ville », datés de 1413, 1418, 1419, 1420, 1453, 1477, etc.

Le receveur du sire de Ville, écrivait en 1487 :

« Monsieur le Prévost de Crespin,

« Je me recommande bien à vous et vous envoie par le maire du Pumeroel XIII liv. VIII sols 2 den. pour la part que vostre église a en la taille des faignes ès bois de Ville que y devez avoir la IX^e partie.

« Faict le X^e décembre 1111 C 1111 XX vii,

« (Signé :) J. HAVOT, *recepveur de Ville.* »

Ailleurs, on lit :

« Le Sieur de Ville doit fer savoir à labie de Crespin le jour de la vendaige des parties de bois ; comme il s'en estoit exempté à plusieurs reprises, Martin Cuper protesta. »

Enfin, en 1580, à l'occasion de la vente d'une partie de la taille des bois de Ville, il est stipulé que « la IX^e partie est réservée à l'abbaye de Crespin » (2).

Aux libéralités du seigneur de Quiévrain vinrent s'ajouter en 1211 et 1212 celles des seigneurs : d'Aulnoit (3), Honoré ; d'Harvengt,

(1) Coll. Moreau, t. 276, p. 185 et Arch. du Nord, liasse 28.

(2) Coll. Moreau, t. 170, p. 111 et 199. — *Item*, t. 171, p. 11. — *Item*, Arch. du Nord, liasses 21, 22 et 28.

(3) Aulnoit ou Aulnoye, village situé à deux petites lieues de Bavay et à trois lieues de Maubeuge. (D. Queinsert.) — Alias Aulnois, près Valenciennes.

Hugues ; de Baisieux, Gilles. L'un a donné toutes les dîmes qu'il possédait à Aulnoit (1), l'autre à Harvengé (2), et le 3^e aux Basuiaus (3).

**

Après onze ans de prélature, Arnould rendit son âme à Dieu. Il avait fondé un obit qui était célébré le 7^e jour des calendes de novembre (4).

§ 2. — *Guillaume abbé. — Donation. — Accords. — Restitution. Exemption de droits*

Guillaume, prévôt de l'abbaye, succéda à Arnould en 1212 (5). Sa prélature fut marquée de faits importants.

D'abord il approuva la vente d'une partie de la dîme de Saint-Symphorien faite à l'hôpital de Saint-Jean de Jérusalem par Sybille, veuve du chevalier Renaud (6).

Il fit le transfert solennel des dîmes de Quiévy et d'Audregnies données par Alard de Strépy à son abbaye (7) et dont la cession avait été ratifiée en 1212 par Ide, femme d'Alard, Aélis sa fille et Adam de Trith, son gendre (8).

**

En 1174, l'abbé de Crespin avait concédé à l'abbaye de Vicoigne, moyennant 100 sols d'argent une fois payés, la terre de Curgies. En 1214, Guillaume lui donna tout ce que son monastère « possédait » moyennant une prestation annuelle et perpétuelle de 10 huit-teux de bled dur et autant d'avoine, meilleur grain après la semence prise (9).

L'abbaye de Vicoigne ayant acquis de G. de Fontaine le droit de terrage et 6 huitteux de terre sur le terroir de Curgies, le chapitre

(1) Arch. du Nord, liasse 22 et Coll. Moreau, t. 116, p. 20. — *N.-B.* : Raïssius donne pour date 1212.

(2) Coll. Moreau, t. 116, p. 61. — *Item*, Arch. du Nord liasses 2 et 22.

(3) Coll. Moreau, t. 116, p. 141. — *N.-B.* : Basuiaus, paroisse de Baisieu, au-dessus de Quiévrain.

(4) Arch. du Nord, fonds de Crespin, liasse 21. — Cf pièce just. n° 38.

(5) D'après Raïssius. — Dans un petit cahier oblong, manuscrit, conservé aux Arch. de Condé, on lit : « Guillelmus, abbas, 1211. »

(6) Fragments dans les Annales du Cercle Archéologique de Mons, t. 6, p. 32 et Devillers, descr. anal. des cartul. du Hainaut, t. 11.^e p. 56, d'après le cartul. de Saint-Jean de Jérusalem, aux Arch. de Mons.

(7) Arch. du Nord, fonds de Saint-André du Cateau, carton 2 orig, côté 1.

(8) *Item*, orig, côté K.

(9) Cet acte fut signé par Gontier, prieur ; Wautier, prévôt ; Baudouin, sous-prieur ; Gobert, cellerier ; Alard et Roger, moines de Crespin, et Wautier, abbé de Vicoigne. — *N.-B.* : D. Queinsert, annonçant cette chartre, donne à Wautier, natif du Quesnoy, le titre de bienheureux, et il ajoute : « Ces conditions s'exécutaient encore en 1771. » — Cf Coll. Moreau, t. 119, p. 60 et 63.

de Saint-Landelin confirma ces « acquests » en 1214, à charge pour le monastère de Vicoigne de payer chaque année à l'abbaye de Crespin « iiij deniers » (1)...

Aux accords précédents vinrent s'ajouter les suivants :

Un différend s'était élevé entre le chapitre de Cambrai, l'abbaye de Saint-Ghislain, celle de Crespin et le chapelain de « Kieuraing » au sujet des dîmes du terroir de « Kieuraing ». Les parties conclurent cet accord au mois de septembre 1217 :

L'église de Cambrai percevra la dîme dans le territoire de « Queureng » (2) sur les terrains qui, depuis 40 ans au moins, ont été ou



Dessiné par M^{lle} Marg. Lombois

1912

Fig. 10. — Sceau de l'Abbé Guillaume, reproduit par D. Queinsert.

seront défrichés et mis en culture ; et les autres « parchonniers » percevront ce qu'ils ont perçu jusqu'à ce jour dans les terres qui ont été cultivées il y a plus de 40 ans (3).

En 1218, Gilles de Trith restitua aux églises de Condé et de Crespin certaines dîmes, libres et exemptes à perpétuité, dont il s'était rendu propriétaire à Maing (4).

(1) Coll. Moreau, t. 119, p. 61. — D. Queinsert reproduit le sceau de Guillaume, appendu à cet acte.

(2) Queureng ou Kieuraing, aujourd'hui Quiévrain.

(3) Coll. Moreau, t. 122, p. 126. — Acte cité par Raissius.

(4) Miraeus, Op. dipl., t. 2, p. 738 et Bibl. Nat., Ms 9917, cartul. de N.-D. de Condé f° 35 v°. — Cet acte porte les sceaux de Gilles, Guillaume, abbé de Crespin ; Pierre, prieur ; Roger, moine.

La même année, Evrard de Mortagne (1) donna en aumône à l'église Saint-Landelin la confirmation de l'exemption perpétuelle faite par son père des « droits de vinage, péage et autres impôts pour toutes voitures et navires convoyant à travers ses propriétés ». Il laissa libre les transports de tous voyageurs et de toutes marchandises appartenant à la sudite abbaye à la condition que chaque année après sa mort, un obit serait célébré pour le repos de son âme (2).

§ 3. — *Fondation du monastère de Fontenelles*

Création d'un canal de décharge. — Abdication de Guillaume

Sous la prélatrice de Guillaume, en 1212, deux sœurs, Jeanne et Agnès, filles de Hellin, seigneur d'Ausnoit-lez-Valenciennes, voulant se retirer du monde, firent bâtir près de « La Fontaine Notre-Dame-des-Pierres » une chapelle sous le vocable de la Sainte Vierge: « *Fons Beltae Mariae* », d'où : Fontenelles (3).

Des veuves et des jeunes filles, édifiées de la vie des fondatrices, se joignirent à elles. De ce fait, la récluserie, trop exigüe, fut transférée en 1216 et rapprochée quelque peu de l'Escaut, avec l'agrément de l'abbé de Crespin, sous la juridiction duquel se trouvait ce lieu (4).

Les deux monastères, à cet effet, contractèrent cet accord « que mentionne en une lettre scellée datée de 1249, une abbesse de Fontenelles (5) ».

« Notre abbaye, dit-elle, fut reçue en la puissance de Crespin ; pour ce motif il lui est dû chacun an 5 sols (6).

* *

Les ordres religieux rendirent à la société d'importants et nombreux services en défrichant des terrains, en traçant des routes, en desséchant des marais, en jetant des ponts, etc.

L'accord qui va suivre donne l'exemple d'un de ces bienfaits accompli par l'abbaye de Crespin.

Au commencement du XIII^e siècle, indique D. Queinsert, « notre « ville de Crespin estoit souvent inondée par les grandes eaux qui « viennent de la forêt Mormalle par la rivière Honniau et par les « débordements des rivières Escaut et Haigne ; la chaussée de Cres-

(1) Village près de Saint-Amand.

(2) Coll. Moreau, t. 123, p. 97.

(3) Philippine Farez, dernière abbesse de Fontenelles, décédée le 5 août 1793, était de la famille de l'abbé Treucat, auteur du présent ouvrage. Cf. une courte notice de cette abbesse, *Histoire des monuments*, Abbaye de Fontenelles, Arch. hist. et litt. par A. Dinaux, Nouv. série, t. 1, p. 515.

(4) Coll. Moreau, t. 121, p. 144 et 145. Cf. pièces just. n° 9.

(5) Ordre de Citeaux, filiation de Clairvaux.

(6) Coll. Moreau, t. 170, p. 246. *Item*, Arch. du Nord, liasse 21 et Arch. de Condé GG. 90.

« pin n'estoit faite (1), les chemins de communication pour cette
« ville à Tyvencelle village estoient souvent peu praticables.
« L'abbé et les religieux dudit Crespin, disposés à trancher un canal
« large de 20 pieds pour la descharge de la partie de ces eaux
« depuis Lomoit (2) jusqu'à Brunaing et dudit Brunaing jusqu'à
« ladite rivière de Haigne, avaient besoin de la permission du cha-
« pitre de Condé (3), dont l'alleu devait être traversé par le fossé. »

A leur requête, il fut répondu, au mois de juillet 1220, par Pierre prévôt, Thierry doyen, et le chapitre de l'église de la Bienheureuse Vierge Marie de Condé :

« Considérant l'utilité qu'il y a pour vous comme pour nous,
« nous vous autorisons à continuer le canal sur notre seigneurie
« de Tyvencelle jusqu'à la Hainne, à condition que vous paierez le
« tout de vos deniers et nous indemnisez suivant estimation d'ar-
« bitres, ainsi que les propriétaires et les locataires, des dommages
« qui pourraient survenir soit sur les terres, soit sur les prés, par
« où devra passer ce fossé... Vous ne pourrez réclamer à l'avenir
« aucun domaine sur ce canal fait dans notre alleu. Toutefois si,
« par hasard le cours d'eau venait à être obstrué, vous aurez tou-
« jours le droit de le réparer même dans notre seigneurie, d'autre
« part nous nous réservons le même droit dans votre alleu. Enfin
« vous serez tenus de placer une vanne à l'endroit où ce cours
« d'eau se jettera dans la Hainne afin d'en modérer ou augmenter
« le courant. Quant au droit de pêche, chacun respectera les limites
« de son alleu (4). »

Devant la teneur de cette lettre, le monastère de Crespin prit la décision suivante :

« Nous, Guillaume, abbé de Crespin, et son chapitre, vues les
« conditions demandées par les chanoines de la collégiale de
« Condé, nous déclarons les accepter et promettons :

- « 1° De supporter les frais de l'ouverture du canal;
- « 2° D'indemniser les propriétaires et locataires des terres et prés
« que traversera le fossé ;
- « 3° De n'exiger, ni réclamer aucun droit de pêche sur l'alleu des
« chanoines ;
- « 4° De leur reconnaître le droit de veiller même dans notre
« alleu au bon état du cours d'eau, tout en nous réservant le même
« droit sur leur seigneurie ;
- « 5° D'établir une vanne à l'endroit où le canal jettera ses eaux
« dans la Hainne.

(1) Cette chaussée fut établie vers 1747 (note de D. Queinsert).

(2) Lomoit est le nom d'un canton du terroir de Crespin en allant à la chapelle de Saint-Aybert et dans les marais.

(3) Note de D. Queinsert jointe à la chartre qui suit.

(4) Coll. Moreau, t. 127, p. 199 et Arch. de Condé, GG. 90.

« Fait à Crespin au mois de juillet 1220 (1). »

L'abbaye de Crespin et la collégiale de Condé retirèrent de grands avantages de cette entente et de ces travaux, mais le monastère de Saint-Landelin rendit un important service aux habitants de Crespin, de Thivencelles et des environs en prenant l'initiative de la création d'un canal de décharge, en supportant le coût des travaux et en donnant au chapitre de Condé comme compensation des dommages causés « le fonds appelé des Preux qu'ils avoient pour ce acquis de leurs deniers (2) ».

★★

En 1221, le XIV^e jour des calendes sextiles (3), l'abbé Guillaume remit sa dignité abbatiale à Gauthier de la Chapelle qui fut légitimement élu (4).

(1) Coll. Moreau, t. 127, p. 205.

(2) Arch. de Condé, GG. 90.

(3) C.-à-d. des calendes d'août, ce mois étant considéré par les Romains comme le sixième mois de l'année ; le quatorzième jour est le 19 juillet. Cf. La Gallia Christ. — N.-B. : Le Cameracum et Fisquet disent le 15 juillet.

(4) Raissius.

CHAPITRE XIII

GAUTHIER II DE LA CHAPELLE (1221-1229)

GAUTHIER III D'HAUTMONT (1230-1245)

§ 1. — *Consécration de l'église abbatiale. — Visite des reliques Accords divers*

Gauthier III, dit de la Chapelle, en 1223 (1), fit consacrer solennellement l'église abbatiale de Crespin par Godefroy, évêque de Cambrai, et reconnaître par la même occasion, le corps de saint Landelin, conservé au monastère (2).

Par ordre du Pape Honorius III, Gauthier installa D. Elie prieur de Saint-Saulve (3).

A la suite de ces actes solennels nous enregistrons quelques accords :

Avec le sire de Quiévrain, en 1225, il fut réglé qu'une « portion
« d'eau devoit couler du trou du moulin de Queuraing, en passant
« par le radeau, pour l'usage des habitants d'Hensies ; que pour
« cette cause, il seroit troué dans une pierre un trou large et hault
« de xiiij poulces ; que s'il arrivoit que cette pierre se forrat davan-
« tage que de xiiij poulces, le seigneur de Queuraing en feroit
« mettre une autre de même hauteur et largeur ; qu'en cas de con-
« travention, il y auroit amende de C marc d'argent (4). »

Avec l'abbé de Saint-Sauveur d'Eynham (5) il fut confirmé : les abbés d'Eynham et de Crespin continueront de posséder le droit indivis de patronat de la paroisse de Tongre Saint-Martin avec ses appendices ; ils nommeront à ce bénéfice chacun leur tour (à commencer par l'abbé de Saint-Sauveur) avant de présenter leur sujet à l'archidiacre ou à l'évêque ;

Le bénéficiaire élu sera proposé aux deux abbés qui ne pourront s'opposer à sa nomination, à moins d'un empêchement canonique ;

Le curé élu et approuvé jurera fidélité aux deux prélats, à l'archidiacre ou à l'évêque ;

Et si un jour la chapelle Notre-Dame de Tongre était séparée de

(1) La Gallia Christ. donne 1224.

(2) Raissius.

(3) Raissius et Le Cameracum.

(4) Coll. Moreau, t. 132, p. 18 et note. *Item* Arch. du Nord, liasses 2 et

(5) L'abbaye de Saint-Sauveur à Eynham est située près d'Audenarde. Elle fut fondée pour des religieux de l'ordre de Saint-Benoît par Bau-
duin III, comte de Flandre, l'an 1063.

la paroisse de Saint-Martin (1), le droit de patronat de cette chapelle appartiendrait à l'église d'Eynham, avec la moitié des revenus, l'autre moitié serait attribuée au curé du lieu. Quant à la paroisse de Saint-Martin, le personnel appartiendrait moitié à l'église d'Eynham, moitié à l'abbaye de Crespin (2).

**

Avec Wauthier, seigneur d'Auberchicourt (3), il fut statué au sujet de la terre de Saint-Aybert (4) :

Le chevalier par droit d'héritage cultivera le champ ; l'abbaye en possèdera le fond avec 5 rasières de terre sur le terroir d'Aniche, nommées terres de Saint-Aybert, et le seigneur aura pareil nombre de terres du côté d'Auberchicourt (5).



Dessiné par mad^{elle} Marg. Lombois. 1912.

Fig. 11. — Sceau de Gauthier de la Chapelle.

« Les religieux dud. Crespin joyront de la terre de Saint-Aybert et
« autres droits qui leur compettoient en ce lieu sans que led. Wau-
« tier les put inquiéter en conséquence, ny troubler semblablement
« led. chevalier seigneur (6). »

(1) Ce qui advint en 1525 ; l'abbé Mathieu de Crespin consentit avec d'autres patrons ou collateurs à ce démembrement.

(2) Coll. Moreau, t. 134, p. 215 et Arch. du Nord, série H. La nomination du curé fut plus tard réservée à l'abbé de Crespin ; Coll. Moreau, t. 223, p. 164.

(3) Auberchicourt, alias Oberchicourt, village tenant au terroir d'Aniche, tous deux situés en Ostrevant sur la plaine de Denain du diocèse d'Arras, ressortissants du bailliage de Bouchain (note de D. Queinsert).

(4) Cette terre sise entre Auberchicourt et Aniche, fut vendue en 1264 à l'abbaye d'Anchin.

(5) Coll. Moreau, t. 138, p. 224 et note.

(6) Coll. Moreau, t. 139, p. 1. *It.* Arch. du Nord, fonds de l'abbaye d'Anchin, acte orig., sceau de Gauthier de la Chapelle : « sceau ogival de 52 mill., l'Abbé debout, tête nue de 3/4, tenant un livre » (Demay, sceaux de Flandre n° 6998). — N.-B. : Cet accord a été établi par Gauthier, prieur de Crespin, Brictius prévôt de Vicoigne, Dom Pierre, prévôt d'Abscons, et porte les sceaux de Wauthier, chevalier, Gauthier, abbé.

§ 2. — Associations de prières. — Mort de Gauthier

Pour encourager les religieux à la prière et à la charité, « de vastes associations spirituelles se formèrent entre les communautés d'un même ordre et d'un même pays dans le but de soulager par des prières réciproques les défunts de chaque maison. Des rouleaux de parchemin, transmis par des messagers spéciaux de cloître en cloître, recevaient les noms de ceux qui avaient émigré de cette lumière terrestre vers le Christ, et servaient de contrôle ou de registre au prélèvement de cet impôt volontaire de la prière que sollicitaient d'avance pour eux-mêmes ou pour leurs amis nos fervents cénobites (1) ».

A ce sujet, nous citons :

Le trésorier du monastère de Crespin a « payé le 10 octobre 1664 à un porteur de billet annonçant la mort de notre confrère Vaast religieux de l'abbaye d'Anchin, vj sols ».

Le 27 décembre 1664, on annonça à l'abbaye de Saint-Landelin la mort d'un confrère de Lobbes ; le 13 janvier 1665 le trépas d'un moine de Saint-Jean ; le 22 janvier 1665 les obsèques d'un moine de Saint-Ghislain ; le 4 et le 6 février 1665 le décès de religieux de Saint-Ghislain, Anchin, Saint-Martin de Tournay, Vicoigne, Saint-Foillan, Hasnon, Saint-Denys-en-Broqueroie, Grammont... (2).

Voici un exemple de ces alliances :

« De l'assentiment des chapitres de Saint-Landelin et de Saint-Ghislain, il est statué : Tout moine de l'une de ces deux églises, en vertu d'une autorisation de son abbé, pourra quitter son monastère et choisir sa résidence dans l'abbaye associée. L'église qui le recevra pourvoira à sa nourriture, à son logement et aux autres dépenses comme pour l'un de ses profès.

« Aux réunions capitulaires le nouveau-venu siégera avec les autres frères du monastère et prendra part à toutes les questions qui y seront traitées.

« Si, par suite d'une faute commise par un de ses religieux, l'abbé lui infligeait une punition, l'abbé du monastère associé arrivant au chapitre, après avoir pris avis de l'abbé du lieu et des religieux, adoucira la sentence portée contre le coupable.

« A l'annonce d'un décès, soit à l'abbaye de Crespin, soit à celle de Saint-Ghislain, chaque église accordera au moine défunt les mêmes avantages qu'à ses religieux : trente messes. Durant ces jours, le défunt sera servi comme les survivants, c'est-à-dire que, comme eux, il aura sa part, dans tout ce qui sera donné ou offert aux repas, et ce qui lui revient de droit sera placé sur la grande table du réfectoire pour être, en son nom, distribué aux pauvres.

« A l'annonce de la mort d'un confrère, tout prêtre célébrera

(1) Montalembert, les moines d'Occident, Ch. V, 98.

(2) Arch. du Nord et de Condé, passim.

« trois messes pour le repos de l'âme du défunt ; les diacres, les
« sous-diacres, les novices réciteront le psautier, et les convers cent
« fois *Pater Noster*.

« Enfin le nom du frère défunt sera ajouté au martyrologe.

« Ce contrat de confraternité a été établi l'an de l'Incarnation
« 1224 (1). »

**

L'année même de sa mort, en 1229, Gauthier, la veille des calendes de mai, fit un traité d'association de prières (2) avec Théodoric, abbé de Saint-Adrien de Grammont ; il suivit de point en point l'acte de société établi avec Gilles, abbé de Saint-Ghislain (3).

§ 3. — *Gauthier III. — Il défend les droits du monastère* *Associations de prières. — Règlements*

Gauthier III (4), appelé aussi le moine d'Hautmont, était prieur du monastère lorsqu'il fut élu ; ses actes révélèrent un organisateur (5).

On constate l'intervention de l'abbé en 1241, à l'occasion d'une vente forcée imposée à G. Dubois, fief de l'abbaye, veuf de Gillette. En cette circonstance, Gauthier prit les orphelins sous sa protection, d'où le surplus de la somme provenant de la vente, les dettes payées, lui fut confié et les héritiers en percevaient le revenu (6).

Une contestation s'étant élevée entre les deux monastères de Saint-Landelin et de Fontenelles pour « les droits des dismes et
« aultres, répétés par l'abbaye de Crespin pour la closture et les
« bastimens de l'abbaye de Fontenelles bastie sur la seigneurie de

(1) Arch. du Nord, liasse 10. V. pièce just. n° 42 A.

(2) *Id.* V. pièce just. n° 42 B.

(3) V. note 1 page suivante.

(4) L'homonymie a dû être cause d'un quiproquo, puisque les chroniqueurs attribuent à ce Gauthier III le traité ci-dessus fait avec l'abbaye de Grammont. Nous persistons à croire que Gauthier II en est le véritable auteur, parce que :

a) La Gallia Christiana et Raissius qui le placent sous Gauthier III ne donnent aucune date ;

b) Le Cameracum, bien que le plaçant aussi sous Gauthier III, lui donne pour date 1228 ;

c) Raissius dit que Gauthier III fut élu en 1230 ;

d) Enfin les termes et les conditions du contrat sont les mêmes que ceux de l'association faite avec Saint-Ghislain ; en effet, nous lisons (Arch. du Nord, loc. cit.) : « *Sciendum est quod eadem societas Santi Ghisleni inter grè et absque ullâ commutatione habetur inter ecclesiam Crispiniensem et ecclesiam Sti Adriani de Geraldimonte. Actum anno Domini 1229 pridie kalendarum maij tempore abbatum videlicet D. Theodorici Sti Adriani et D. Walteri Sti Landelini de Crispinio.* »

(5) La Gallia Christ. place l'avènement de Gauthier III en 1229 ; avec Raissius, nous le fixons à 1230.

(6) Coll. Moreau, t. 150, p. 60.

« Saint-Landelin, les deux parties en 1236, choisirent pour arbitre
 « Roger, doyen de l'église Notre-Dame de Cambrai et s'engagèrent
 « à accepter sa sentence sous peine de 20 liv. bl. Roger condamna
 « l'abbesse à indemniser lad. abbaye de Crespin de la perte qu'elle
 « souffroit touchant la dîme (1) ».

Au mois de mars 1245, l'abbé de Crespin traduisit au tribunal de l'évêque de Cambrai, Bauduin, clerc de Bougnies, qui, depuis 30 ans, avait envahi les terres de l'abbaye, et percevait les dîmes, les cens et les oblations qu'elle possédait par droit de patronat à Bougnies et à Asquillies (2).

L'abbé demanda comme indemnité 200 liv. et comme peine que les frais du procès soient à la charge de Bauduin.

L'évêque arrêta au sujet de la paroisse de Bougnies-Asquillies :

Si elle devenait vacante, la collation serait réservée à l'abbé.

Au sujet du délinquant, il statua :

Durant sa vie, le clerc possèdera 13 bonniers des terres en litige, en percevra les dîmes menues et grosses, les cens, les oblations et les revenus ;

Il paiera chaque année 15 liv. bl. à la Saint-André, cent sols à la mi-carême, autant à l'Ascension et sera tenu quitte des 200 liv. ;

A sa mort, ces obligations cesseront, les dîmes, les cens, les oblations et les revenus retourneront au monastère, et les héritiers n'auront rien à prétendre sur ce point (3).

★★

L'abbé obtint quelques privilèges pour son monastère.

A sa demande, en 1242, le seigneur d'Antoing (4), Hugues, pro-rogea la faveur accordée par son aïeul en 1193 et exempta l'abbaye du droit de vinage pour toutes les voitures ou navires destinés au monastère passant sur ses terres, à condition qu'on célébrerait à perpétuité à l'abbaye de Crespin une messe anniversaire pour le repos de son âme (5).

L'année suivante, Jeanne, comtesse de Flandre « ordonna à tous
 « ses officiers, baillis, prévôts et agents de soutenir, et au besoin
 « de prêter main-forte contre tous ceux qui, contre le droit et la
 « raison, molesteroient ou injurieroient les religieux de l'abbaye de
 « Crespin ou voudroient les chagriner ou injurier tant dans leurs
 « personnes que dans leurs biens, possessions et droits » (6).

★★

A ces faveurs vinrent s'ajouter quelques avantages.

En 1236 (7), une chapelle fut construite à Quérénaing et dédiée

(1) Coll. Moreau, t. 152, p. 3 et 4.

(2) Asquillies et Bougnies, villages situés au S. de Mons.

(3) Coll. Moreau, t. 165, p. 183.

(4) Antoing, village sur l'Escaut (entre Mortagne et Tournay), renommé depuis la bataille de Fontenoy, gagnée en 1745 sur les Alliés par les Français commandés par le roi Louis XV, ayant pour généralissime le maréchal comte de Saxe.

(5) Coll. Moreau, t. 160, p. 53.

(6) Coll. Moreau t. 161, p. 11.

(7) Raissius. *Item* Coll. Moreau, t. 160, p. 149.

à la Sainte Vierge. Nicolas Roussiaux, fondateur, la dota en 1243. La première collation fut faite en 1255 par le prélat de Crespin ; elle « appartenait à icelle abbaye à cause des dismes et patronat de « ladite cure de Quérinaing à elle appartenantes. La valeur du per-
« sonnat estoit de XV liv. de bl. » (1).

Voulant donner plus d'importance à leur « marché de terre » de Montigny, l'abbé vendit à l'église Sainte-Waudru de Mons 4 jour-
nels sis à Frameries. De ce rapport, en 1243, il acheta 9 huitte-
lées 1/2 de terre sur le terroir de Montigny (2).

A ces actes nous ajoutons quelques conventions établies par l'abbé.

« En compensation des dismes notables et aultres que l'abbaye
« touchoit à la place de Gonthier, curé de Crespin, à la Chapelle
« entre deux Haynes, le prélat s'engagea à lui payer et à ses succes-
« seurs ung muid de bled dur, ung d'avainne, CC gerbes de paille
« d'avainne, une karée de foin ; et pour ung demi journal de pret
« que le curé possédoit au pasturage commun à Crespin, une
« seconde charretée de foin. Cet accord fut ratifié le 25 mai 1237
« par l'évêque de Cambrai » (3).

**

Gauthier créa en 1232 une association plénière et perpétuelle pour le temporel et le spirituel, avec l'abbaye de Saint-Aubert de Cambrai dans les termes suivants :

« Le monastère de Crespin s'engage, à l'annonce du décès d'un
« chanoine de Saint-Aubert, à célébrer un service pour le repos de
« son âme ;

« Chaque année, le V^e jour des calendes d'avril (4), un service
« solennel sera chanté pour tous les frères défunts de l'abbaye de
« Saint-Aubert. »

Les chanoines prennent les mêmes engagements vis-à-vis du monastère de Saint-Landelin (5).

Cette dernière clause est consignée dans l'obituaire de l'abbaye de Crespin (6).

**

C'est à Gauthier III que revient l'honneur d'avoir établi la police

(1) Coll. Moreau, t. 176, p. 53.

(2) Parch. orig. ; deux sceaux en cire verte pendent à double queue ; le premier est celui de l'abbé de Crespin ; il représente un abbé tenant une crosse et un livre ; à sa droite est une étoile ; au contre-sceau un livre ouvert. Le deuxième sceau dont il ne reste que des fragments est celui du chapitre de Saint-Landelin (3) On y distingue encore un évêque assis et sur le contre-sceau un livre ouvert. Arch. de l'Etat à Mons, chartier de Sainte-Waudru, t. 1, p. 197).

(3) Coll. Moreau, t. 153, p. 28. Item Arch. du Nord, 1, 2.

(4) Le 23 mars.

(5) Arch. du Nord, liasse 10, acte cité par Raissius. Cf. pièce just. n° 38.

(6) Arch. du Nord, liasse 21. Cf. pièce just. n° 38.

du marché de Crespin (1), d'en avoir réglementé l'heure, les conditions pour la vente du bétail, du blé, du seigle, de l'avoine et des autres denrées.

C'est Gauthier qui établit en 1236, pour la garde et la conservation des pâturages de Scopignies, un règlement encore en vigueur au xviii^e siècle (2).

**

Ce que nous avons rapporté de Gauthier n'est qu'un aperçu des actes accomplis par l'abbé au cours des quinze années de sa prélature ; toutefois ces actes nous disent son zèle et sa sagesse.

Voulant perpétuer sa mémoire et s'assurer le secours des prières de ses frères, « le moine d'Hautmont » fonda un obit qui se célébrait chaque année aux calendes de janvier, anniversaire, sans doute, de sa mort. A cette occasion, on sonnait les grosses cloches (3).

**

Avant de terminer ce chapitre, nous nous permettons une petite digression.

En 1234, apparurent tout à coup quatre parhélies ou faux soleils ; ce phénomène fut suivi d'un froid si excessif que les animaux de toute espèce perdirent la vie ; les blés et autres produits de la terre périrent ; il en résulta une telle famine que les hommes furent réduits à brouter l'herbe à la façon des bêtes. La peste sévit ensuite et causa d'effroyables ravages dans nos provinces et en France (4).

(1) Raissius.

(2) V. pièce just. n° 10.

(3) Obituaire, Arch. du Nord, liasse 21. V. pièce just. n° 38.

(4) De Boussu, Hist. de Mons.

CHAPITRE XIV

GILLES DE TOURNAY (1245-1259)

§ 1. — *Gilles. — Son éloge. — Différends Confirmation de privilèges*

Gauthier d'Haumont eut pour successeur l'économe du monastère de Crespin (1), Gilles de Tournay (2) ; il fut élu en 1245 (3).

Raissius fait l'éloge de l'érudition de Gilles et des qualités de son esprit. Parlant de ses vertus, il le donne comme modèle : vrai observateur de la discipline monastique, exerçant la charité envers tous, compatissant pour les pauvres, hospitalier pour les pèlerins et bon pour les étrangers. Ces qualités, ajoute-t-il, ont attiré l'attention de la comtesse de Flandre et du Hainaut, qui le fit nommer abbé de Saint-Amand (4).

**

Gilles eut à cœur la protection de ses sujets, aussi le voyons-nous en maintes circonstances, défendre leurs privilèges et leurs droits.

Les habitants de Crespin avaient été exonérés de la morte-main par les comtes du Hainaut. Au mépris de cette exemption, les baillis et officiers de ce comté exigeaient cet impôt. Gilles de Tournay dénonça le fait à la comtesse Marguerite ; et, au mois de janvier 1249, elle confirma les libertés et franchises de l'abbaye de Crespin et des siens (5).

Par suite de nouveaux abus, neuf ans plus tard, la femme de Jean d'Avesnes confirma l'exemption de la morte-main par cet acte :

« Nous avons entendu dire ke vous prenez as hommes Saint-Landelain del église de Crespin les meilleurs catels à la mort, et

(1) Raissius.

(2) Tournai est sans doute le lieu de naissance de Gilles ; c'est pourquoi en 1254, il fut choisi pour arbitre dans un différend entre J. de Baudelo et l'église de Tournai au sujet des dîmes de Waes. (Cameracum).

(3) Gallia Christ.

(4) « *Hic... praesulatus Sti Amandi decoratus est* »...

(5) Coll. Moreau, t. 171, p. 35 et 37.

« dousaines par an auquel nous avons droit, si com madame li
 « comtesse de Flandres et Haynnau tiesmongne en ses letres kele
 « en a données à l'église ; pourquoy nous vous commandons ke le
 « devant ditte église laissez goyr dore en avant de ses gens en le
 « castelerie d'Aaut et ni prenez de choses qui devant sont dites,
 « car ensi le commande madame et nos le volons ensi » (1).

En reconnaissance pour ces libéralités (2), on célébrait à l'abbaye,
 « le V^e des ides de février (3), un obit pour Marguerite, comtesse
 « de Flandre et de Hainaut, pour Mgr Jehan d'Avesnes, son fils et
 « Aélis son épouse, pour Bauduin et Guillaume, clercs de l'église de
 « Cambrai, leurs fils » (4).

Cependant, au mépris des ordres donnés, en 1251, le bailli du
 Hainaut et le prévôt de la comtesse firent arrêter et enfermer à Valen-
 ciennes un nommé Mathieu Dubois, sujet du monastère. Gilles pro-
 testa. La comtesse aussitôt ordonna la mise en liberté du détenu et
 profita de cette occasion « pour confirmer au profit de l'abbaye toute
 « la justice, haute et basse qu'elle avoit à la Motte (où habitait ledit
 « Dubois) et à Aulnoit de la seigneurie dudit Crespin, sans que les
 « entreprises faites sur ces cantons par son prévôt puissent jamais
 « ny nuire ny porter préjudice à ladite abbaye » (5).

Et d'autres délits furent commis, car la comtesse écrivait, en
 1276, à ses bailli, prévôt et sergents (6) :

« Il paraît que certain de mes soldats ont violé les droits qu'exerce
 « le monastère de Crespin sur ses biens, ses serfs et ses hommes.
 « Je veux que ces injustices cessent, que les délinquants réparent
 « et restituent. Agissez avec promptitude, afin que l'abbé n'ait pas
 « à me reprocher votre lenteur ou votre négligence, et si un jour
 « le monastère vous demandait votre aide ou protection, vous la lui
 « accorderez et au besoin vous lui prêterez main-forte. C'est ainsi
 « du reste qu'ont agi mes prédécesseurs et en particulier mon
 « père. »

(1) Coll. Moreau, t. 181, p. 66.

(2) Godefroy (Invent. chambre des comptes de Lille) dit : « La princesse
 « Marguerite, en 1273, donna une somme d'argent à l'abbaye de Crespin
 « pour acheter des rentes et faire pitance le jour de son décès. »

(3) Le 9 février.

(4) Arch. du Nord, l. 21. V. p. j. n° 38.

(5) L'acte porte comme en-tête : « *Confirmavit omnem justitiam altam
 « et bassam in villa de Crispinio et apendiciis ejus* »... Coll. Moreau,
 t. 172, p. 239.

(6) Coll. Moreau, t. 200, p. 216.

§ 2. — *Acquisitions. — Avantages. — Innocent IV permet de porter l'aumusse noire. — Gilles transféré à Saint-Amand. — Sa mort. — Son épitaphe.*

Par l'intervention de Gilles, en 1251, Gontier, curé de Crespin, a donné deux parts de sa décimation de Gussignies, c'est-à-dire cinq muids de terre, dont trois au sart de Saint-Hubert et deux au Favril, à condition que durant sa vie le monastère lui paierait annuellement 20 sols, et qu'après sa mort ce revenu serait attribué à la pitance, à charge d'un obit anniversaire pour le repos de son âme (1).

En outre, Gontier donna cinq huittelées situées à Autreppe à charge d'un obit anniversaire, d'un pain et de quatre mesures de blé à distribuer aux pauvres pour le repos de son âme (2).

Le curé donna enfin sa maison, sise à Cricquaigne, moyennant un troisième obit (3).

La même année, 1251, Willerland, curé de Tongre, donna :

- 1° Sa décimation d'une certaine portion de terre ;
- 2° Celle d'un lieu qui s'étendait entre Kriukie et l'Epine ;
- 3° Deux patries de sa décimation à Esprains, près du mont d'Elouges ;
- 4° Et celle d'une certaine portion de terre à Weries (4).

Albert le Comte, en 1258, du consentement de sa femme, donna à l'église de Saint-Landelin 13 muids de terre à Sebourg (5).

Enfin le jour de la Saint-Luc de la même année, Gilles obtint la dîme de divers immeubles à Elouges répartie entre son monastère, celui de Saint-Ghislain et le prêtre d'Hainin (6).

★★

A ces donations vinrent s'ajouter quelques avantages :

Par un acte de 1251, l'abbaye a octroyé à J. d'Audregnies moyennant 25 sols de rente cinq mencaudées de terre au terroir de Bermeraing dont trois au lieu dit Bierlival et deux au delà de Rosniel. Ces terres avaient été données à la pitance par Adam et Girons Le Martin pour la célébration d'obits pour eux, pour leurs père et

(1) Coll. Moreau, t. 172, p. 248.

(2) Arch. du Nord, l. 21 et obituaire, p. j. n° 38.

(3) *Item.* Ces obits étaient célébrés le douzième jour des calendes d'août, soit le 21 juillet.

(4) Coll. Moreau, t. 172, p. 250.

(5) Arch. du Nord, l. 21 et 22.

(6) Arch. du Nord, orig. en parch. fonds de l'Abbaye de Crespin et Coll. Moreau t. 180, p. 241.

mère et pour leurs amis au nombre desquels était Dom Nicolas Paumart, moine de l'abbaye (1).

On célébrait encore ces obits au ^{xvii}^e siècle : un pour Adam Le Martin ; un autre pour Arnoul, Gérard, Pierre Le Martin et Marie Roche ; un troisième pour Nicolas Paumart, prévôt et trésorier de l'abbaye, parce que le monastère percevait 25 s. à Biermeraing (2).

Au mois de mai 1258, « Arnoul, sire de Gussignies, a vendu à « l'abbaye pour 100 l. bl. ses dismes sises à Gussignies, village du « patronat de Saint-Landelin. L'abbaye les abandonna entièrement « vers 1550 au curé dudit lieu, lesdites dîmes lui étant alors fort « onéreuses » (3).

L'abbé permit aux habitants de Montignies de faire paître leurs bestiaux « en deçà et au delà des eaux coulantes au bas dudit Montignies nommées ces pastures Launoit », moyennant une poule de rente ou de reconnaissance que chaque ménage devait payer tous les ans au monastère (4).

« Ledit abbé Gilles reçut comme sainteurs dans la domination « appartenant à sad. abbaye, Marie V^e de J. Lenain, Julienne V^e de « Alard del Jonkoit et Ricalde femme de Raoul de Nemale avec leurs « postérités et exemptes du droit de morte-main..., moyennant un « cens annuel, savoir : 2 deniers pour les hommes, 1 pour la « femme, 12 pour le droit de morte-main et 6 pour le nouveau « marié (5). »

* *

L'abbé Gilles eut l'honneur de recevoir plusieurs bulles de papes.

Dans une première, expédiée de Lyon (6) et datée des nones d'octobre 1246 (7), Innocent IV confirme au monastère de Saint-Landelin les privilèges à lui donnés par différents princes et seigneurs : l'exemption du droit de vinage, de péage, de roulage des voitures chargées de marchandises pour son usage, telles que le blé, la laine, le vin, et porte anathème contre quiconque osera enfreindre son écrit (8).

Une deuxième bulle est adressée de la même ville à l'abbé de Crespin ; « par icelle Innocent IV lui défend de recevoir par force « les novices que l'on voudroit lui imposer en conséquence, sinon « que cecy ne soit spécialement mandé et marqué dans les lettres « que l'on pourroit obtenir de la cour apostolique touchant cet « objet » (9).

Le pape, le quatrième jour des nones d'octobre (10) 1250, écrivit

(1) Coll. Moreau, t. 172, p. 176.

(2) Arch. du Nord, l. 21. V. p. j. n° 38.

(3) Coll. Moreau, t. 180, pp. 118 et 123.

(4) Coll. Moreau, t. 182, p. 132. — *N.-B.* : Cet accord a été ratifié par l'officialité de Cambrai au mois de février 1259, J. de Velvis étant Abbé.

(5) Coll. Moreau, t. 172, p. 10.

(6) Le pape, poursuivi par Frédéric II, s'était réfugié à Lyon.

(7) Le 7 octobre 1246.

(8) Coll. Moreau, t. 168, p. 7.

(9) Coll. Moreau, t. 168, p. 11.

(10) Le 4 octobre.

une troisième fois à Gilles pour l'informer qu'il acquiesçait à sa demande et qu'il l'autorisait, ainsi que ses religieux, à porter l'aumusse de poils noirs (1).

Cette bulle fut communiquée au monastère de Saint-Landelin le quatrième jour des nones de décembre (2) et suivie quelques semaines plus tard, le onzième des calendes de janvier 1254 (3), d'une autre. Mais celle-ci émanait du successeur : Alexandre IV ; « par icelle ce pape donne pouvoir audit abbé et à ses successeurs de « relever de toute irrégularité les religieux d'icelle qui auroient « failli touchant certains statuts portés dans la règle de Saint Benoît, « pourvu qu'ils ne soient pas essentiels à ladite règle ou que la « dispense n'en soit spécialement réservée (4).

**

Gauthier, abbé de Saint-Amand, ayant abdiqué au mois d'août 1258, les moines ne s'étant pas accordés pour lui donner un successeur, la comtesse Marguerite, dans les premiers jours de janvier 1259 (5), leur imposa Gilles de Tournay (6), qui, avec l'approbation de ses frères, déposa sa dignité abbatiale de Crespin (7).

Gilles n'occupa son nouveau siège que quelques années ; il mourut en 1264 et fut enterré à Saint-Amand dans la chapelle de Saint-Pierre et de Saint-Paul, en face de l'autel (8). Un obit anniversaire se célébrait à Crespin le huitième jour des calendes d'octobre (9) pour le repos de son âme.

Bauduin, moine d'Elnon (10) écrit :

« Souvent l'homme se trouve dans l'impossibilité de donner aux actions des ancêtres le souvenir et l'éclat qu'elles méritent. D'où « nous déplorons de ne pouvoir rendre aux vertus et aux mérites « de Gilles de Tournai les éloges qui lui sont dus » (11).

Brasseur a consacré cette épitaphe au Prélat :

« Dans cet endroit obscur et méconnu repose, Gilles, abbé de cette « maison (Saint-Amand), qui déjà avait durant 14 ans dirigé un « autre monastère (Crespin). Il avait l'esprit de pauvreté ; après « avoir rejeté les honneurs dûs à son rang qu'il considérait comme « vains, il voulut être enterré comme un simple moine. Ayant « méprisé les biens et les fastes de la terre, il est allé, nous nous « plaisons à le croire, recueillir les richesses et la gloire du Ciel. »

(1) Coll. Moreau, t. 172, p. 53 et Arch. de Condé, GG. 90.

(2) Le 2 décembre.

(3) Le 31 décembre 1254.

(4) Coll. Moreau, t. 176, p. 15.

(5) Par erreur, la Gallia Christ. donne 1254.

(6) Le Cameracum.

(7) Raissius.

(8) Cameracum.

(9) Le 24 septembre.

(10) Nom primitif de Saint-Amand.

(11) D'après Raissius.

CHAPITRE XV

JEAN II DE VELVIS (1259-1273)

§ 1. — *Election de Jean II. — Il augmente le patrimoine de l'abbaye. — En défend les droits. — Contracte quelques accords. — Son abdication.*

Jean de Velvis (aliàs de Velviis) (1) naquit au diocèse de Laon (2). A cause de ses qualités, Gilles, son prédécesseur, favorisa son élection (3) qui eut lieu au mois de janvier 1259.

De Velvis fut un sage administrateur :

Au spirituel, conduit par un esprit de foi, il maintint la piété, l'observance, releva et réforma la discipline monastique ; dirigé par un esprit de charité, il s'est souvenu qu'avant tout l'abbé est un père ;

Au temporel, Jean a contribué à l'augmentation des biens et des revenus du monastère (4) et a intéressé à sa cause des âmes qui se dépouillèrent de leur avoir ou fondèrent des obits. Nous mentionnons :

« La donation faite en 1269 par Marguerite, femme de Julien « d'Onneng, de son manage que l'on dit à la Fontaine. » (5).

Le don fait par Jean Roussiau et son épouse de tout un canton de Maing appelé « Penenche » (6).

Le legs de Nicolas Roussiau, chevalier, qui apportait la moitié de ses terres au couvent moyennant un obit qui se célébrait le onzième jour des calendes de mai (7).

De Velvis et les siens donnèrent de beaux exemples de générosité ; l'obituaire porte en effet (8) :

D. Jean, abbé de Saint-Landelin, donna en 1273 au monastère toutes les terres qu'il possédait à Crespin et certains revenus à la pitance à charge d'un obit qui se célébrait le neuvième jour des nones d'avril (9).

(1) La Gallia Christ. donne par erreur comme durée de sa prélature 1259-1261. — N.-B. : Jean fonda un obit en 1273.

(2) Arch. de Condé, GG. 94.

(3) Raissius.

(4) « *Hic Abbas rem domesticam haud solum temporaliter ampliter et lentè bonis adduxit, verum etiam, quod majus melius est, spiritualiter et paternè reformavit.* » (Raissius).

(5) Arch. du Nord, l. 22.

(6) La cense de Penenche est située à une lieue de Valenciennes, paroisse de Maing, sur le vieux chemin de Valenciennes à Cambrai par Haspres. — Coll. Moreau, t. 186, pp. 173 et 175 et t. 187, p. 20.

(7) Le 3 avril, Arch. du Nord, l. 21. V. p. j. n° 38.

(8) Arch. du Nord, l. 21. V. p. j. n° 38.

(9) Le 2 avril.

« Le troisième jour des ides de mars (1), obit pour Guillaume de Velvis (2) et Elizabeth, son épouse, pour lesquels nous avons certaines dîmes et un journal 1/2 entre l'Honnelle et l'Enclosis.

« Le huitième jour des ides de février (3), obit pour Marie de « Velvis, sœur de Jean, notre abbé, qui donna 2 s. bl. à notre « couvent.

« Le cinquième jour des calendes de juin (4), obit pour Pierre « de Velvis et ses parents pour lequel il nous donna LVI s. t.

« Le cinquième jour des calendes de septembre (5), obit pour « Nicolas, curé de Tongre, frère de D. Jean, notre abbé ; il nous « donna pour ce : en 1282, 14 l. t. ; en 1313, 15 s. b. et 2 chapons « sur la maison J. Fardiel, et en 1315, 5 s. sur une maison à Valen- « ciennes. »

**

De Velvis travailla au maintien des droits de sa maison :

« Raoul de Coucy avoit accordé à l'abbaye de faire passer trois « charretées de vin sans payer aucun droit de vinage dû sur son « domaine. Ce privilège ayant été contesté, Jean en obtint en 1260 « le vidimus de l'official de Laon (6) et en prépara ainsi la confir- « mation qui fut donnée en 1284 par Enguerrand, sire de « Coucy (7). »

Un nouveau différend se présenta avec l'abbaye de Fontenelles : « elle avoit défriché certaines terres ou prés situés vis-à-vis la porte « du monastère, de la paroisse et limites des dismes de Quérénaing « appartenantes : deux tiers à ladite abbaye et l'autre au curé dudit « lieu ; les parties ayant soumis leurs intérêts à l'arbitrage » (8) il fut statué : Les religieuses paieront tous les ans à l'abbaye et au curé 60 s. Cette sentence clôtura définitivement (9) toutes les contestations (10).

**

« L'abbaye possédoit à Montigny-sur-Roc (11) : les dismes, le ter- « rage, un domaine de terres labourables, en seigneurie, cens, « rentes, chapons, avoine, avec les hostes et manoirs relevans et « dépendans de sa seigneurie. Ysabiaus, dame d'Angre, prétendit « percevoir la taille et autres exactions sur le fief de ladite abbaye, « pour quoy terminer, à la requeste de l'abbé, en 1260, intervint « un jugement qui débouta ladite Ysabiaus de sa demande. » (12).

(1) Le 13 mars.

(2) Frère de l'Abbé.

(3) Le 6 février.

(4) Le 27 mai.

(5) Le 28 août.

(6) Coll. Moreau, t. 183, p. 174.

(7) Coll. Moreau, t. 207, p. 15.

(8) Coll. Moreau, t. 197 p. 129 et note.

(9) Arch. de Valenciennes, cartulaire de l'abbaye de Fontenelles, Ms 755-937, f° 28, v° 29 et 74.

(10) Arch. de Condé, Cachereau des rentes foraines appart. à l'abbaye.

(11) Raissius appelle Montigny le village de Saint-Landelin.

(12) Coll. Moreau, t. 183, p. 25 et note.

Jean contracta avec opportunité quelques échanges et ventes de biens :

Au mois de mars 1269, il échangea avec Beauduin de Hennin diverses terres situées à Sebourg et à Roisin (1).

Godefroy de Bouchain avait donné au monastère : « un four, « 6 rasières moins une coupe situées entre Aniche et Obercicort, un « droit de terrage sur 35 rasières sises à Efaniaux près du marais de « Bruille, une terre appelée terre de la comtesse et enfin 4 huittelées « près d'Aniche rendant annuellement 28 sols d'Artois et 4 sols « d'entrée et de sortie ». La distance qui sépare Crespin de ces localités était une source de difficultés ; l'abbé Jean vendit tous ces droits en 1264 à l'abbaye d'Anchin pour 120 livres parisis (2).

Nicolas, évêque de Cambrai, et Pierre, évêque d'Arras, ratifièrent cet acte ; Aniche et Auberchicourt faisant partie de ce dernier diocèse (3).

Pour la même cause, « de Velvis a vendu 110 liv. bl. à Sire Nicol, « seigneur de Kiévrain (4) toutes les terres, prés, bois, viviers, « revenus, moulins, justices, exactions, corvées, que l'abbaye possédait à Tongre-Saint-Martin » (5).

Aux Archives du Nord (6) un parchemin porte :

« Confirmation dou vendaige de Tongre-Saint-Martin par l'évesque « Nicolon de Cambray à labbet de Crespin si lacata mésires Nicoles « seign. de Kévrain et sa femme Juliane ».

*
**

Pour cause de vieillesse ou d'infirmités, Jean choisit un coadjuteur : Thierry de Loze (7).

Comme s'il eut quelques regrets de conserver certains biens, de Velvis donna à son monastère tout ce qu'il possédait sur le territoire de Crespin (8).

(1) Coll. Moreau, t. 194, p. 157.

(2) Coll. Moreau, t. 187, p. 247.

(3) Coll. Moreau, t. 188, pp. 6 et 8.

(4) De Saint-Genois, *Pairies du Hainaut*, pp. 284 et 629.

(5) Les deux Tongre ne formèrent longtemps qu'un seul village. L'abbaye de Crespin avait la collation de la cure de Tongre-Saint-Martin, église mère. Dès 1138 on trouve deux Tongre. En 1525 Tongre N.-D. fut érigée en paroisse distincte.

(6) *Chambre des Comptes B 1494, n° 1698.*

(7) *Gallia Christ.*

(8) *Obituaire du monastère*, v. p. j. n° 38. — *N.-B.* : Dans les *Arch. hist. litt. etc. du Nord* par Leroy, Leglay et Dinaux, nous lisons : La peste : « En mil CCLX et douze — Vint une mort laide et hideuse — Qui pani « (par) ce pays passa — Dont maint rich hom trépassa — Et des vacches, « l'autre an apriès — Fu li mortories (mortalité) tout chi priès... En 1291, « le même fléau sévit à Valenciennes et fit 6.000 victimes. La municipalité « fit faire une énorme saignée (mèche) de cire pesant 500 livres et mesurant 6191 aunes (circuit de Valenciennes à cette époque) qu'on déposa « dans la chapelle du miracle de Notre-Dame La Grande. »

CHAPITRE XVI

THIERRY DE LOZE (1273-1315)

§ 1. — *Avènement de Thierry. — Son éloge. La pauvreté du couvent*

Les chroniqueurs nous ont laissé peu de documents sur l'avènement du nouveau prélat.

Raissius ignore la date de son élévation ; il dit simplement : « Thierry de Loze né à Sebourg (1) fut élu lorsque la mort arracha de Velvis à sa charge. »

Le « *Monasticon Benedictinum* » se contente de mentionner le nom de cet abbé.

La « *Gallia Christiana* » indique que Thierry était abbé en 1269 (2).

Sans pouvoir préciser, nous disons : Thierry a pu être le coadjuteur de Jean de Velvis et, en cette qualité, accomplir dès 1269 divers actes au nom de Jean qui conserva la dignité abbatiale jusqu'en 1273, date de sa mort, partant date de l'avènement de Thierry.

De Loze possédait d'éminentes et nombreuses qualités, — ce sont les termes de Raissius qui nous le représente à l'œuvre, réformant avec sagesse, prudence et piété la discipline cénobitique (3).

Réformateur prudent, l'abbé dut tenir compte des usages et des coutumes du monastère de Crespin, qui avait sa règle particulière (4).

Réformateur prudent, Thierry amenait d'heureuses améliorations dans la formation, la direction et les études. Témoin le choix de son prévôt, D. Roger, élu abbé de Saint-Ghislain (5) le 9 juin 1289 ; il fut d'une grande utilité à cette maison et à ses frères (6).

Réformateur, Thierry fut aussi « *économe fidèle* » (7) ; c'était

(1) *It. Arch. du Nord*, I. 28. *It. Brasseur*.

(2) *Theodoricus paeerat jam anno saltem 1269, pascitur 1299.*

(3) *Vir multis et magnis praestans animi dotis... Coenobiticam disciplinam pie prudenterque reformat.*

(4) *Bibliot. de Douai*, Ms n° 823, p. 261.

(5) D. Berlière, « *Monasticon belge* », p. 259.

(6) *Rogerius in abbatem unanimi calculo a Cellensibus monachis assumitur quibus praefuit utiliter et magni cum laude... (Raissius).*

(7) *Fidelis rerum temporalium oekonomus... (Brasseur).*

sagesse, à cette époque surtout où l'existence était pénible, l'argent rare et les denrées nécessaires à la vie de vil prix (1). De là advint que, vers la fin du XIII^e siècle, la plupart de nos grandes abbayes « se trouvaient obérées et réduites à un état fort précaire » (2).

En outre, le monastère eut à souffrir dans ses biens par le passage ou le campement des troupes et se ressentit longtemps des rivalités et des guerres qui survinrent de 1252 à 1255 entre Jean d'Avesnes, appuyé par l'empereur Guillaume, et Marguerite, sa mère, lors de la reprise de Chateaulieu, Valenciennes, Binche, Maubeuge, Beaumont et Ath, comme des luttes entre Guillaume et les Flamands devant Lessines et devant Tournai au début du XIV^e siècle.

Thierry de Loze dut donc travailler énergiquement pour parer à ces ravages.

§ 2. — *Etablissement d'un marché à Crespin* (3). — *Donations Achats de rentes. — Thierry défend les biens et les droits de sa maison*

Pour favoriser le commerce, donner plus d'importance à la ville de Crespin et travailler au bien de ses sujets et de son monastère, Thierry rétablit le marché supprimé ou tombé en désuétude vraisemblablement. De Loze obtint cette faveur de Marguerite, comtesse de Flandre et de Hainaut qui donna ce diplôme :

« Nous faisons savoir à tous que pour le honneur et révérence de
« Saint-Landelain, et pour ce que nous semble utilités et avantages
« as villes qui sont voisines et prochaines de la ville de Crespin
« avons ottrijet et ottrijons à hommes religieux nos chiers amez en
« Nostre Seigneur labbet et le couvent de l'église de Crespin qu'ils
« ayent marchiet commun en lor ville de Crespin cascade semaine
« au jour de joedi de toutes les choses que on vorra apporter au mar-
« chiet devant dit sauf ce que ces ottrois ne court en autrui grevan-
« che. Ces lettres durent dusques à nostre volonté qui furent don-
« nées lan del Incarnation Nostre Signeur mcccxxij le mierkedi
« xiiij^e jour dou mois d'avril (4). »

A Marguerite succéda en 1280 Jean d'Avesnes, son petit-fils (5) ; Thierry lui adressa une requête et, le 27 avril 1291, il recevait l'autorisation de continuer le marché à Crespin avec cette restriction : « Ches lettres durent jusques à no volontet » (6).

(1) Colliette, Mém. du Vermandois, p. 666. Exemple : Le chapon était prisé 12 den., le muid de vin une liv. par. En 1298, Philippe IV le Bel estimait 30 muids de vin 15 liv. par. (*Id.* p. 723).

(2) Fisquet, France pontificale, Cambrai, p. 15 et Hist. de Mons par Nicolas de Guise.

(3) Un marché avait été établi en 920 par Charles III. Raissius place cette réinstitution sous de Velvis. Il dit que le même Abbé rendit libre le village de Montigny-sur-Roc en 1291.

(4) Coll. Moreau, t. 201, p. 12.

(5) Hist. de Mons, par Nicolas de Guise.

(6) Coll. Moreau, t. 211, p. 12 et Arch. de Condé, GG. 90.

Jean d'Avesnes, chargé d'années, avait laissé à son fils, Guillaume, l'administration de ses Etats. Thierry de Loze fit une nouvelle démarche et obtint du comte de Hainaut l'autorisation de tenir un marché à Crespin (1).

**

L'édifiant spectacle offert par les bénédictins suscita les largesses des fidèles.

En 1280, une « donation d'aucunes pièces de terre à Couroube fut faite par Gossein de Couroube » (2).

En 1285, Florent de Hainaut, frère de l'évêque de Cambrai, laissa par testament 40 sols de rente à charge d'un obit par an (3).

En 1300, Roger de Sart, abbé de Saint-Ghislain (4), donna « 40 liv. bl. à charge qu'on y diroit une messe pour lui pendant sa vie le 4 février et une en l'honneur de la Sainte Vierge le 23 juillet, et après sa mort (5) deux messes pour le repos de son âme : une le jour de son anniversaire et l'autre six mois après. Et de peur qu'il n'auroit été obligé à quelque restitution à ce monastère lorsqu'il en étoit encore religieux et prévost, il donna 40 liv. Thierry s'obligea à ces messes ainsi qu'à deux obits, l'un pour le cha-noine Gérard de Sart, frère de l'abbé Roger, et l'autre pour noble damoiselle de Sart, sa sœur, pour lequel il avoit reçu aussi 40 liv. ».

En 1301, Watier de Loze de Sebourg a donné aux pitances iiij huittelées de terre gisantes ès Merdières à charge d'un obit solemnel par an, fait le vij^e décembre » (6).

En 1307, messire « Hue de Ytreue a donné iiijXX liv. tourn. desquelles l'ont acquis chinc huittelées et demie de terre pour fondation d'un obit solemnel par an, fait le 23 juin » (7).

En 1310, Maître Alars de Quiévrechain a donné 4 s. t. de rentes pour faire un obit » (8).

La même année « Maroie, fille Jehan le Cambier de Monstruel, a donet as pitanches xlv den. bl. de rente ke elle avoit sour une maison » (9).

En 1312, « sire Jacques Cambrelent a donet as pitances xl flor. et fut acquis par les pitances iiij verges et demy de pretz gisans as marlières » (10).

(1) Coll. Moreau, t. 218, p. 135. Cf. p. just. n° 11.

(2) Arch. du Nord liasse 22.

(3) J. de Saint-Genois, p. 233.

(4) Chronique de Saint-Ghislain, Monuments pour servir à l'hist. du Hainaut, du Luxembourg, etc., t. 8, p. 482.

(5) Il mourut en 1310.

(6) Arch. de Condé, GG. 91.

(7) *Idem.*

(8) Arch. de Mme la duchesse de Groy, conservées à Condé-sur-l'Escaut en son château de Bonsecours, carton 71, pièce 116.

(9) Coll. Moreau, t. 220, p. 74.

(10) Arch. de Condé, GG. 91.

Enfin « Monseigneur Nicol de Tongre (1), pour avoir un obit, « dona certaine somme de deniers as pitances qui acquirent cv sols « de rente sur la maison devant le boé près la porte de l'abbaye l'an « 1312 » (2).

★★

Réformateur, économe, Thierry fut aussi sage administrateur ; en effet, en 1275, il acheta de Pierre, abbé de Vaucelles, une rente de « 10 sols, laquelle rente il avoit établie pour être percue sur un « bonnier de terre labourable dans le domaine de Crespin » (3).

En 1296, « ou mois d'avril, Jehans Troppetis a vendu as pitan- « chiers x s. bl. de rente à tous jours sour le courtil devant le « boédou Kenoit ». Ce courtil « fut depuis réuni et appartient à l'ab- « baye » (4).

« Jehane Li Fastré a vendu à D. Nicolon de Thulin, pitancier de « l'abbaye 20 s. bl. de rentes annuelles » (5).



no 7005 Donné par Mad^{elle} Marg. Lombois. 1912

Fig. 13. — Sceau de Thierry de Loze (1301).

En 1304, le pitancier a acheté 4 s. bl. de rente sur « un manage situé à Lestricaine », canton de Crespin. Cette rente, « d'annuelle fut rendue depuis perpétuelle » (6).

(1) Curé de Tongre-Saint-Martin et frère de l'abbé Jean de Velvis.

(2) Arch. de Condé, GG. 91.

(3) Coll. Moreau, t. 199, p. 176.

(4) Coll. Moreau, t. 213, pp. 221, 222 et note.

(5) Arch. de Croy, carton 71, pièce 171.

(6) Coll. Moreau, t. 218, p. 4, 5 et note.

Le pitancier a acheté sur « un manage 10 s. de rente des deniers « Monsigneur Piéron de Veelvi » (1).

D'après de Saint-Genois (2), en 1301, Thierry a vendu à Jean, comte de Hainaut, l'hommage du fief de Watier de le Fontaine gisant à Onnaing, lequel hommage « étoit tenu de leur église et « qu'il avoit cédé à ce comte pour la somme de 220 liv. t. qu'il « devoit employer en achat d'héritages au profit de cette église ».

**

Par les soins de l'abbé Thierry, certaines propriétés de l'abbaye furent cédées à charge de rente :

P. de Saint Amand en 1307 arrenta « un manage sis en la ruelle du Quinquerniau » moyennant 60 s. bl. chaque année et à M. l'abbé « 4 b. de cens » (3).

En 1310, J. Delattre reçut un manage sis au terroir de Crespin moyennant 8 liv. 10 s. (4) ; depuis « ce manage fut réuni au domaine « de l'abbaye » (5).

La même année G. Rohars de Saint-Aybert reçut deux journals de pré moyennant 27 sols de rente annuelle et perpétuelle (6).

Enfin « il fut faict eschangement d'héritages à Sebourg entre l'abbé de Crespin et Thierry de Biève » l'an 1312 (7).

**

Réformer, édifier, ne compose pas toute la vie d'un abbé ; au besoin il faut défendre et protéger les biens du monastère ; Thierry ne faillira pas à ce devoir ; en effet, il demande en 1292 la confirmation de l'exemption de vinage accordée par le seigneur d'Antoing en 1193. Cette faveur lui fut octroyée à condition que chaque année un obit anniversaire serait célébré pour Hugues d'Antoing (8). Cet office se chantait le 4^e jour des nones de novembre (9).

En 1294, à l'instigation de Thierry, une protestation fut faite contre « ceux de Valenciennes qui coupoient les bleds à Sebourg, sur « la terre de Saint-Landelain, et les emmenoient en ceste ville ce « qui estoit au préjudice de la trêve faite avec le comte de Hainaut « à Sebourg » (10).

En 1297, Thierry maintint ses droits contre le seigneur de Quiévrain au sujet d'un fossé tiré depuis le moulin de Morcipont jusqu'à Louriol ou Honniel et se déchargeant un peu au dessous du moulin de Crespin. « Il fut statué par un accord que Jean dit Hau- « wiel de Queuraing laisseroit à l'abbaye la jouissance des saules « plantés le long de ces biés traversant les terres appartenantes à

(1) Arch. de Croy, carton 70, p. 76.

(2) P. 335. V. aussi Arch. de Mons.

(3) Arch. de Croy, carton 71, pièce 114.

(4) Coll. Moreau, t. 220, p. 22.

(5) Coll. Moreau, t. 220, p. 23 et note.

(6) Coll. Moreau, t. 220, p. 60.

(7) Arch. du Nord, liasse 22.

(8) Coll. Moreau, t. 211, p. 264.

(9) Arch. du Nord, liasse 21. Cf. pièce just., n°38.

(10) J. de Saint-Genois, *Droits primitifs du Hainaut*. p. 349.

« icelle abbaye ainsi qu'une islette qui subsistait alors mais défri-
« chée depuis et étant à présent à labour » (1).

En 1304, « les religieux de Crespin, seigneurs suzerains d'Harmi-
« gnies, accordèrent à Ide Broquarde la permission de vendre les
« terres et le manoir qui faisaient partie du fief de la mairie de ce
« village, à elle appartenant, avec cette clause : que les conven-
« tions précédemment établies par rapport aux droits des religieux
« sur cette mairie seraient respectées » (2).

Les religieux du Val-des-Ecoliers à Mons avaient acquis à Elouges
une maison à usage de ferme située sur la seigneurie de Saint-
Landelin ; pour cette raison ils devaient payer aux bénédictins une
obole et un pain, et le double lors du relief d'un homme vivant
et mourant, ou du changement du supérieur. Après avoir voulu s'y
soustraire, au mois de janvier 1308, les religieux du Val reconnu-
rent leurs obligations et promirent de les exécuter (3).

Au mois de janvier 1311, Pierre de Saint-Amand, de Crespin,
avait acheté 7 s. bl. de rente sur un manège en la rue de la
Louvière ; faute du paiement des cens et des rentes seigneuriales
cette rente fut réunie au domaine du monastère (4).

**

Enfin, voulant donner à son monastère toutes les garanties possi-
bles, le Prélat s'adressa à Clément V.

Par une bulle donnée à Vienne le xij^e des calendes de janvier (5),
la vij^e année de son pontificat (1311), le Pape confirma les privi-
lèges, les libertés et les immunités de l'abbaye (6).

§ 3. — *Différends. — Le contrat de 1309. — Accord divers*

En défendant la cause de sa maison, de Loze établit des accords,
des contrats, bases de la bonne entente et de la paix avec ses sujets.

L'abbaye de Fontenelles (pour la dîme des terres à Kérinaing dont
le couvent de Crespin étoit propriétaire et où il percevoit la

(1) Coll. Moreau, t. 214, p. 142.

(2) Coll. Moreau, t. 218, p. 135.

(3) Coll. Moreau, t. 219, p. 106.

(4) Coll. Moreau, t. 220, pp. 100, 101 et 156.

(5) Le 17 décembre.

(6) Coll. Moreau, t. 220, p. 146. Raissius, La Gallia Christiana et D. Queinsert donnent à cette bulle la date de 1309. Or, l'acte porte « *Datum Vienne... pontificatus nostri anno septimo* ». Clément V fut élu au mois de juin 1305 ; étant absent de Rome, il ne fut installé qu'au mois de novembre suivant. La première année de son pontificat va donc du mois de novembre 1305 au mois d'octobre 1306 et la septième comprend de novembre 1311 à octobre 1312. Ce qui corrobore cette date de 1311 et infirme celle de 1309, c'est que le pape Clément V vint pour la première fois à Vienne en 1311 au mois de novembre pour présider le concile, et qu'à cette bulle est datée de Vienne. Par conséquent la date exacte est : le 17 décembre 1311.

disme, ces terres ayant esté réduites en pasturages communs) (1) « doit chaque année un huittel de bled et deux d'avainne ». A ce sujet en 1273 survint une difficulté entre de Loze et J., curé de Kérinaing. L'un et l'autre, sous prétexte de droits communs et de certaines conventions réclamaient à l'abbesse de Fontenelles la dîme des prés situés devant la porte de son monastère et sur la paroisse de Kérinaing.

De son côté, l'abbesse se croyait libérée de cette dîme à cause de l'indulgence accordée par le Pape à l'Ordre de Cîteaux, partant à son abbaye.

Des arbitres choisis par les parties décidèrent : le monastère de Fontenelles paiera chaque année 40 s. à l'abbé de Crespin et 20 s. au curé de Quérénaing (2).

Cette décision prise en avril 1273, fut ratifiée par l'évêque de Cambrai en décembre 1274 (3), par l'abbé de Clairvaux (4) et la comtesse Marguerite (5) en 1275.

**

Un contrat avait été établi entre l'abbé de Velvis, G. Lebouriel et les paroissiens de Gussignies pour les dîmes à percevoir « sur les advestures des terres estantes en 23 courtils » ; l'exécution de cet accord suscita quelques difficultés nouvelles ; Thierry les aplanit (6).

**

Un litige étant survenu entre l'abbé et Bauduin, curé de Gussignies, au sujet de la perception de certains revenus ; le 3 mai 1297 des arbitres choisis (7) stipulèrent :

« L'abbé donnera à Bauduin et à ses successeurs 10 muids de grain « moitié avoine, moitié blé, ainsi répartis : à la Saint Rémy 10 huitteux de blé et 10 d'avoine ; à Noël 20 huitteux partie blé et partie avoine ; le reste sera fourni après la Purification.

« Les grosses dîmes, les terrages, les menues dîmes des champs et des jardins d'Autrepe et de Gussignies appartiendront au curé « et les revenus aux autels respectifs de ces paroisses.

« Bauduin supportera les redevances et les frais engendrés par « les visites des archidiares, des officiaux français et des doyens ; « il paiera au lieu du curé de Saint-Ghislain un huitteux de blé ou « d'avoine suivant la récolte. Sur cinq quartiers de terre dits le « champ Amourri, le curé touchera deux parties contre l'église de « Crespin une, à charge par lui de célébrer un obit pour Amourri.

« Dans ces conditions, Bauduin sera exonéré des 20 s. bl. réclamés par le monastère (8).

(1) Coll. Moreau, t. 170, p. 246. *It. Arch. du Nord*, t. 21 ; *Arch. de Condé*, GG. 90 ; *Cameracum* ; *Arch. hist. litt. etc.*, nouvelle série, t. 1.

(2) Coll. Moreau, t. 197, pp. 29, 127. *It. Arch. de Condé*, GG. 90.

(3) Coll. Moreau, t. 198, p. 197 et *Idem*.

(4) Coll. Moreau, t. 199, pp. 171, 209 et *Idem*.

(5) Coll. Moreau, t. 200, p. 216.

(6) Coll. Moreau, t. 214, p. 51.

(7) Coll. Moreau, t. 214, p. 123.

(8) Coll. Moreau, t. 214, p. 169.

Des difficultés existaient au sujet des dîmes de Bellignies ; des arbitres nommés rendirent cette sentence :

Toutes les menues dîmes des champs et un tiers des rentes des courtils de Bellignies appartiendront au curé. Il percevra contre l'abbaye un tiers sur les vieux et les nouveaux saris ; un tiers de la grosse dîme sur les douaires et la neuvième partie sur les champs et les courtils communs (1).

**

Pour mettre fin au différend qui existait entre les abbés de Crespin, de Saint-Ghislain et Hugues, curé de Montroeuil, au sujet des dîmes de cette paroisse, des arbitres établirent cet accord :

« Hugues a reconnu les droits et la juridiction des abbés sur les terres de la grange du sire de Kiévraing (2), sur les terres de M. Le Meusnier et de Gauthier Pestiel ainsi que sur celles des camps à Lierche et au Kaisne ;

« Les abbés reconnurent : la juridiction du curé sur les terres situées dans les rues des Biais ; son droit de dîme au camp Kokart et sur la terre de Roeux. »

La sentence prononcée, l'accord fut signé par Nicolas de Thulin, vrai et légitime procureur de l'abbé de Crespin (3), etc.

**

Un traité de grande importance fut passé entre le monastère et le curé de Crespin. Ce contrat (sauf quelques modifications) a résisté aux siècles et a toujours été une base solide sur laquelle les desservants de Crespin appuyèrent leurs revendications.

Jusqu'au ^{xiii}^e siècle, la paroisse de Crespin « dépendoit de Quiesvrechin où estoit sa mère église et Quiesvrechin estoit une annexe de Kiesveraing » (4).

« Pour ne faire qu'une paroisse avec les lieux esloignés, les religieux firent ériger leur naifve (nef) en mère église d'où un curé pouldroit plus facilement s'acquitter de ses fonctions comme n'estant qu'esloigné de Quiesvrechin du côté de midy que d'une demye lieue ; d'une heure et demye de la chapelle Saint-Nicolas entre deux Haynes vers l'orient, d'une demye lieue de la chapelle Saint-Aybert vers le nort, et d'une lieue de la Canarderie sur la rivière d'Haynes, et avec une grande probabilité donnèrent d'une suite le presbytère dont est fait mention audit contrat de l'an 1309, pour la maison de cure.

« Ce qui confirme assés cette hypothèse, c'est que cette maison est distante de l'église paroichial denviron deux coups de mousqué sur le chemin qui va de Crespin à Quiesverchin.

« On ne sait auparavant le contract de 1309 quelle portion de disme le curé pouvoit avoir en ces lieux, mais seulement il conste par ledit accommodement qu'il survint des difficultés entre les

(1) Coll. Moreau, t. 214, p. 177.

(2) Elle consistait en trois portions situées près de la terre du Sieur de Roeux et en une terre appelée La Haignette.

(3) Coll. Moreau, t. 215, p. 177.

(4) Arch. du Nord, l. 2.

« religieux et le curé à raison desquelles ont été convenu le contenu
« dud. contract fait comme sensuit » (1) :

« Le curé de Crespin, Nicolas de Crévecœur, touchera dans sa
« paroisse y compris la chapelle de Saint-Aybert, 4 muids de bon
« blé et autant d'avoine.

« Pour la Chapelle Saint Nicolas entre deux Haine, il percevra un
« muid de bon blé, 200 gerbes de paille et 2 charretées de bon foin.
« A cela il lui est ajouté un muid de bon blé pour la 9^e partie des
« courtils amazurés ou à amazurer de la paroisse du Petit-Crespin.

« Pour les courtils de Kieverchin, le curé n'aura que la 3^e partie
« des dîmes et encore sur les lins seulement, tout en maintenant sa
« récolte habituelle comme par le passé et qui consiste dans la
« grosse dîme (2).

« A cela est adjoint pour maître Nicolas la troisième partie de
« toutes les menues dîmes.

« Quant aux oblations, le curé en touchera la troisième partie ; de
« même pour le casuel qu'il pourra faire dans son église.

« L'abbé et ses religieux auront le droit de célébrer la messe et
« d'officier dans l'église paroissiale : à la Purification, le jour des
« Rameaux, le vendredi saint, le 2 novembre, le jour de la dédicace
« des églises et aux deux solennités de la fête de Saint-Landelin.
« Pour ces différents offices le curé ne touchera rien des oblations,
« à moins qu'il y ait un enterrement ou un mariage. Toutefois, s'il
« plaît au curé d'aller célébrer la messe à Quiévrechin le jour de la
« dédicace ou aux deux fêtes de Saint-Landelin, il en demeurera
« absolument libre et les émoluments lui appartiendraient. Comme
« dans toutes les paroisses, le droit de gambage est laissé au curé ;
« rien n'est changé à cette coutume.

« Pour ce qui est des prébendes monacales, le curé peut venir
« au réfectoire du monastère prendre deux pains, un demi lot de
« vin et sa part des mets qui y seront servis. Les jours de prébende
« sont les mêmes que par le passé, c'est-à-dire : le jour de Pâques (3)
« et les trois jours suivants ; les jours de Saint Marc, de Saint Phi-
« lippe et de Saint-Jacques ; le jour de Saint-Jean devant la Porte
« Latine ; les jours de l'Ascension, de la Pentecôte, ainsi que le
« lundi, le mardi, le mercredi et le dimanche suivants ; les jours
« du Saint Sacrement, de la fête de Saint Landelin, de la nativité
« de Saint Jean-Baptiste et de la fête de Saint Pierre et de Saint
« Paul, les jours de la dédicace de l'église abbatiale, de Saint Jac-
« ques et Saint Christophore, de Saint Pierre-aux-Liens, de l'As-
« somption de la Sainte Vierge, de la fête de Saint Bartholomée, de
« la fête de Saint Augustin ; à la Nativité de la Sainte Vierge ; le
« jour de Saint Landelin en septembre ; les jours de Saint Mathieu,
« de Saint Michel, de Saint Jérôme, de Saint Luc, des apôtres Saint-

(1) Arch. du Nord, liasse 28.

(2) *Ibid.*

(3) Cette nomenclature débute par le jour de Pâques, qui était alors le commencement de l'année.

« Simon et Saint Jude ; aux fêtes de la Toussaint, de Saint Martin
 « confesseur, de Saint André, de Saint Nicolas, de Saint Thomas,
 « apôtre ; les jours de la Nativité de Notre-Seigneur et les trois
 « jours suivants, de l'Epiphanie, de la Purification de la Sainte
 « Vierge, aux fêtes de Saint-Mathias, de Saint-Grégoire pape, de
 « Saint-Benoît, de l'Annonciation, de Saint-Ambroise et le jour des
 « Rameaux.

« Il demeure également statué que les jours de prébende, à moins
 « d'empêchement, Nicolas de Crévecœur doit assister à la grand'-
 « messe, aux vêpres et aux matines de l'abbaye.

« En sus de ce qui précède, le curé aura le droit de mettre une
 « vache paître dans les prairies du monastère ; il aura encore la
 « moitié des noales et l'abbaye l'autre, sur les terres de culture,
 « sur les marais communs de Kiévrechin et de la Chapelle appelés
 « Scopignies. Cependant il n'aura rien à prétendre sur les prés
 « acquis, c'est-à-dire sur ceux de Saint-Domitien et de la Haine
 « non loin du pont Waignart.

« Il reste convenu que le religieux qui célébrera la messe en
 « semaine, célébrera le jeudi saint à l'église paroissiale, de même le
 « Trésorier de l'abbaye officiera à la messe le jour de Pâques au
 « matin et pourra distribuer la communion aux fidèles qui s'ap-
 « procheront de la Sainte Table.

« Jusqu'à ce jour, le presbytère était chargé d'une rente annuelle
 « due à l'abbaye : 40 sols blancs ; à l'avenir cette redevance sera
 « diminuée de moitié.

« Enfin, au cas où un paroissien de Crespin tiendrait à se faire
 « enterrer au cimetière des religieux, le curé ne pourrait s'y oppo-
 « ser et n'aurait aucun droit sur les funérailles, sauf la troisième
 « partie du drap mortuaire, du luminaire et du reste du casuel.

« Cette charte a été reconnue par les parties et confirmée par ser-
 « ment l'an 1309, indiction VII, au mois de septembre (1). »

★★

Un acte d'amortissement, daté de 1302, fut passé par « Thierry
 « de Loze, au profit d'une capellenie fondée en l'église de Hennin,
 « relativement à six journaux de terre qui avoient été légués pour la
 « dotation de lad. chapellenie et qui étoient situés sur le terroir
 « d'Eslouges, en la seigneurie de lad. abbaye » (2).

Pour garantir la stabilité de cet amortissement, Thierry fit établir
 un acte par l'abbé de Saint-Ghislain, le sire d'Hainin, Hues, curé
 de Blaugies et Thomas, curé d'Hainin.

Ces commissaires déclarèrent et signèrent cette déposition : « Les
 « six journaux donnés par Marie et Gossuin, dame et sire d'Hai-
 « nin, sont et doivent toujours demeurer amortis pour la dotation

(1) Arch. du Nord, Arch. du presbytère de Crespin et Coll. Moreau,
 t. 219, p. 198.

(2) Coll. Moreau, t. 217, p. 114.

« et au profit de la chapelle fondée par les susd. seigneurs dans l'église d'Hainin » (1).

★★

Un accord fut fait par le Prêlat de Crespin avec le frère du seigneur de Quiévrain « pour aucuns biens à Morcipont l'an 1297 » (2).

★★

Un différend survint entre Thierry de Loze et Isabelle de Quiévrain au sujet d'une ferme que possédait le monastère à Quiévrechain ; il fut éteint en 1312 par un contrat qui était encore en vigueur sous la prélature de François Deschamps. Cet abbé, en effet, indique en 1679 : « Les escripts du seigneur de Quiesvrechin ne sont capables d'annihiler le titre d'exemption des corvées que nous avons, attendu que par un accord sur difficulté en 1312 notre cense et les fermiers qui l'occuperoient s'ils n'estoient natifs de la terre et dépendance de Quiesverain ne seroient subiects à tailles et à corvées » (3).

D. Queinsert ajoute à la charte de 1312 la note suivante : « Lad. dame avoit eus et ses successeurs droit de mortemain sur la ferme de lad. abbaye avec d'autres beaux droits, cette ferme étant aud. Queverchin. Mais ces droits furent achetés et amortis depuis environ 1710 par le sieur Verry, lors abbé, au moyen d'une cession faite de la totalité des rentes et cens et d'un moulin que lad. abbaye possédoit aud. lieu au profit du seigneur de cet endroit pour quoy ils sont en francs alleux tant dans leur ferme que sur leur terre. »

§ 4. — *Associations de prières. — Les reliques de saint Wasnon respectées par les flammes. — Fin de Thierry*

Aux accords pour le temporel, de Loze joignit des contrats pour le spirituel ; nous voulons dire qu'il constitua des associations pieuses.

En 1302, il établit une confraternité avec Jean, abbé de Saint-André du Cateau, tant pour le spirituel que pour le temporel et dont voici la teneur :

« A l'annonce de la mort d'un moine profès, d'un abbé, tant d'un monastère que de l'autre, chaque prêtre célébrera trois messes, récitera les vigiles et offrira pour le repos de l'âme du frère défunt ses aumônes et en général tous les actes spirituels qu'il accomplira.

« L'abbé de Crespin et l'abbé du Cateau auront les mêmes avantages et les mêmes pouvoirs, c'est-à-dire qu'un nouvel élu, après avoir reçu la bénédiction abbatiale, venant pour la première fois visiter le monastère associé, y viendra solennellement en proces-

(1) Coll. Moreau, t. 217, p. 113.

(2) Arch. du Nord, liasse 22.

(3) Arch. du Nord, liasse 2 et Coll. Moreau, t. 220, p. 197.

« sion. A son arrivée il sera reçu par l'abbé et son couvent. Aussitôt il entrera au chapitre, à moins qu'il ne préfère le lendemain; là il renouvellera l'acte de confraternité, en entretiendra les religieux et pourra y apporter quelques réformes s'il le juge à propos.

« Si un religieux d'un des monastères avait, pour un délit, encouru quelque peine de son supérieur, l'abbé du monastère associé venant faire visite, en adoucira la sentence, en diminuera la peine ou même l'annulera complètement, s'il le trouve expédient, pourvu que le coupable manifeste un vrai repentir.

« Si, ce qu'à Dieu ne plaise, un moine de l'un des monastères, abandonnait son couvent et, pis encore, son habit, quand même cet état de choses eut été de longue durée, si ce moine, animé par les sentiments d'une vraie pénitence, veut rentrer au couvent, promettant de s'amender et de se soumettre humblement, l'abbé associé, après avoir consulté et reçu l'avis du Prélat et de son couvent, pourra le rappeler et le recevoir selon la discipline de l'ordre, en lui infligeant une peine proportionnelle au scandale causé. De son côté, le supérieur du religieux infidèle y ajoutera une pénitence salutaire.

« Si un moine, pour quelque raison que ce soit, était envoyé par son abbé dans le monastère associé pour y résider, il y serait traité comme tous les moines, c'est-à-dire que le nouveau monastère le pourvoira de tout le nécessaire.

« Enfin s'il arrivait que les terres devinssent sans rapport, que les débiteurs ne payassent par leur dû, qu'un air corrompu ou quelque guerre malheureuse vinssent désoler le pays et que par là l'abbaye appauvrie se trouvât dans la nécessité de disperser ses moines et de les caser de côté ou d'autre, alors l'abbé associé serait tenu de prendre à sa charge deux ou trois religieux dans son monastère, à condition qu'il ne se trouve point dans la même nécessité. Il demeure entendu que nous respectons les coutumes approuvées dans chaque monastère (1). »

★★

En 1304, l'abbé Thierry passa avec le monastère de Saint-Jean à Valenciennes un autre contrat d'association auquel participèrent les chanoines de la même ville; ce contrat porte :

« Voulant avant tout propager le culte des défunts, nous arrêtons : Aussitôt l'annonce du décès d'un religieux ou d'un chanoine de l'un des monastères associés, le jour même si c'est possible, ou le lendemain, on chantera les vigiles, on sonnera les cloches et le jour suivant une messe sera célébrée pour le repos de l'âme de l'associé.

« Les prêtres s'obligent à célébrer trois messes à l'intention du trépassé. Les moines non prêtres réciteront le psautier, les conviens 150 fois le « *Miserere mei Deus* », et s'ils ne le savent point, ils remplaceront ce psaume par 150 fois *Pater* et *Ave*.

(1) Arch. du Nord, liasses 10 et 21. Cf. pièce just. n° 42-D.

« Quoique l'association contractée avec les chanoines de Valenciennes renferme les mêmes clauses, nous y avons cependant inséré cet article : le jour qui suit l'anniversaire de la mort de saint Benoît, nous devons célébrer en couvent l'office de la société pléniaire. Le surlendemain les prêtres devront célébrer la messe pour les membres associés. Les diacres, les moines des ordres inférieurs réciteront 50 psaumes, et les convers 40 fois *Pater Noster* (1). »

★★

Il est intéressant de relater un fait merveilleux qui se produisit non loin de l'abbaye de Crespin en 1300 : le 15 octobre, l'église de Condé, dédiée à la Sainte Vierge, fut entièrement consumée par un immense incendie. Les flammes, par miracle, respectèrent les reliques de saint Wasnon que l'on retrouva intactes au milieu du brasier. En 1451, ces reliques furent placées dans une nouvelle châsse par les soins de Hugues, évêque suffragant de Cambrai (2).

★★

D'après les historiens, Thierry de Loze remplissait déjà un rôle important dans le monastère dès 1269. Il mourut ou abdiqua en 1314 ou 1315, après avoir mis son intelligence, son activité et sa charité au service de l'abbaye pendant de nombreuses années. Nous pouvons dire qu'il fut un des plus remarquables abbés du monastère de Saint-Landelin.

(1) Arch. du Nord, liasse 10. Cf. pièce just. n° 42-E.

(2) *S. Wasnulphi reliquiæ integræ et miraculosè à flammis illesæ repertæ sunt* (Raissius). N.-B. : Nous avons trouvé ailleurs que ce prodige eut lieu au début du xv^e siècle.

CHAPITRE XVII

NICOLAS 1^{er} DE THULIN (1315-1323)

§ 1^{er}. — *Nicolas élu abbé par ses frères. — Son éloge
Donations et accords*

Les derniers actes accomplis par Thierry de Loze (arrivés jusqu'à nous) portent la date de 1312 ; cependant nous sommes d'avis qu'il siégea jusqu'en 1314 ou 1315, attendu que son successeur, Nicolas de Thulin, fut nommé en 1315, et qu'aucun fait ne révèle qu'il y ait eu interrègne.

Dans le contrat passé en 1297 avec le curé de Gussignies, Nicolas de Thulin signe : « Procureur du monastère » (1) ; en 1299, dans l'accord établi entre l'abbaye et le curé de Montrœuil, Nicolas est déclaré : « Vrai et légitime procureur du seigneur abbé » (2) ; en 1301, D. Nicolas est « pitancier du couvent » (3) ; enfin un manuscrit du presbytère de Crespin porte « Nicolas fut prieur de l'abbaye « durant sept ans avant de recevoir la dignité abbatiale. »

Puisque Nicolas était l'intendant, l'homme d'affaires du monastère, le légitime procureur de l'abbé et le prieur du couvent, pourquoi les religieux auraient-ils laissé leur maison sans chef pendant deux ou trois ans ?

Nous admettons donc que Thierry mourut ou abdiqua à la fin de 1314 ou au commencement de 1315 et qu'aussitôt les bénédictins choisirent Nicolas pour leur supérieur.

Le nouvel abbé naquit à Thulin ; divers historiens (4), s'accordent pour dire qu'il régna huit ans et fixent sa mort à l'an 1323. Nicolas fut donc promu à la dignité abbatiale en 1315.

Sa prélature fut de courte durée, néanmoins Brasseur dit de lui : « Si sa tombe est méconnue, son nom ne doit pas toutefois tomber « dans l'oubli, car Nicolas mérite des éloges par les soins qu'il a

(1) « *Dompnus Nicholaus de Thulin, monachus de Crispinio, procurator* » (Coll. Moreau, t. 214, p. 123).

(2) *Nicholaus de Thulin verus et legitimus domini Abbatis Crispiniensis procurator* (Coll. Moreau, t. 215, p. 177).

(3) Arch. de Croy, cart. 71, p. 171.

(4) Raissius, Brasseur...

« donnés au monastère et par les services qu'il lui a rendus comme abbé ou comme procureur (1). »

★★

L'abbé eut l'avantage de voir augmenter les revenus de la pitance : le 15 janvier 1315, « Jehans li Boulenghiers et Agnières sa femme, « ayant acquis une mencaudée et demie de terre à Crespin, l'ont « donnée à la pitance, le tout à valoir après leur mort, à charge « d'un obit annuel et perpétuel et aussi pour avoir leur sépulture « dans le cimetière du monastère (2). »

Au mois de février 1316, « Marguerite Fadiel avait, au profit des « pitances, vendu une rente valant 10 sols tourn. annuellement « hypothéquée sur sa maison à Crespin (3). »

Au mois de janvier 1317, Jean Choquart de Crespin vendit au profit de la pitance « 20 sols de rente sur une maison située à Crespin », rente qui se distribue de trois mois en trois mois entre les religieux et qui sert à leur entretien et à leurs vacances annuelles. L'acte porte cette annotation : « Il est assavoir que lid. pitancier « acatèrent la rente deseure ditte de l'argent demisieie Marie, suer « giermaine jadis labet Jehan de Crespin ki fu nés de Velvii de le « diocèse de Laon (4). »

Au mois de février 1315, le pitancier acheta à Gillion de la Chapelle 108 verges et demie de terre situées à la Motte. Cette acquisition fut faite « des deniers Dam Nicholon dou Naing pour faire son obit cascun an ». Cette portion de terre fut louée à J. Chukars qui accorda au couvent 13 sols bl. de rente acquis en 1302 sur un manège situé en la rue Valenciennoise et 3 sols qu'il possédait sur le manège J. le Faukeur (5).

Pour régulariser les ressources de la pitance, le monastère arrenta en 1323 à P. Cuvelier de Crespin une mencaudée et demie et sept verges situées à Lamotte moyennant la rente annuelle et perpétuelle de 32 sols. « En laquelle terre et celle formée par l'about, l'abbaye est rentrée depuis longtemps », ajoute D. Queinsert (6).

Enfin, en la même année, le couvent a cédé à rente un courtil à J. Flameng moyennant 36 sols blans « à pain, à char et à vin » (7).

★★

D'après Raissius, Nicolas termina un différend avec le village d'Harmignies.

Ce fut lui aussi, d'après le même auteur, qui obtint que la chapelle de Wagnies lui fournisse chaque année une mesure de blé et autant d'avoine pour l'entretien de son église. Les manuscrits du

(1) « Non... merita laude carere potes... »

(2) Coll. Moreau, t. 221, p. 237 et Arch. de Condé, GG 91.

(3) Coll. Moreau, t. 222, p. 78 et Arch. de Condé, GG 91.

(4) Coll. Moreau, t. 222, p. 202 et Arch. de Condé, GG 94.

(5) Arch. de Condé, GG 91.

(6) Coll. Moreau, t. 224, p. 10.

(7) Arch. de Condé, GG 94.

couvent (1) contenaient le jugement de la cour de Mons relatif à ce point.

En 1318, un désaccord existait entre l'abbé de Saint-Ghislain, l'abbé de Crespin et le curé d'Eslouges au sujet des dîmes des noyales que le curé prétendait avoir. Trois curés, pris pour arbitres, condamnèrent leur confrère par sentence prononcée le 24 janvier 1318 au Monceau sous un arbre appelé Azclès... (2).

D'après un contrat passé en 1224 entre les abbés de Crespin et d'Eynham, il avait été arrêté : « les abbés nommeront à tour de rôle à la cure de Tongre ». Cette convention fut modifiée dans la suite et la nomination réservée à l'abbaye de Saint-Landelin seule.

En effet, nous lisons : « En 1320 un acte fut passé par lequel « Nicolas de Thulin accorde, pour cette fois seulement, à l'abbé d'Eynham la permission de nommer à la cure de Tongre, Jean de « Atintone, le tout sans nuire ny préjudicier aux drois appartenans « sur icelle au monastère de Crespin (3). »

§ 2. — *Le marché de Crespin autorisé à perpétuité. Confraternités de prières. — Mort de Nicolas*

Un fait d'une haute importance est à l'honneur de Nicolas de Thulin : « L'autorisation de tenir à tous jours perpétuellement pleins « marchés à Crespin. »

Au sujet du marché, nous rappelons :

Le 14 avril 1277, Marguerite, comtesse de Flandre et de Hainaut, avait autorisé le couvent de Crespin à tenir un marché tous les jeudis, « dusques à notre volontet » (4). Le 27 avril 1291, Jean d'Avesnes, son petit-fils, avait prorogé cette autorisation, avec la même restriction (5). L'abbé Nicolas obtint une autorisation définitive (6).

**

A cet avantage temporel, Nicolas joignit des bienfaits spirituels par l'établissement d'associations de prières.

Le 6 juillet 1321, il contracta cette confraternité avec l'abbé de Saint-Ghislain :

« 1° Quand l'abbé de l'un des deux monastères va pour la pre-

(1) Aujourd'hui disparus.

(2) Chron. de St-Ghislain, par D. Baudry, Monuments pour servir à l'hist. du Hainaut, etc., t. VIII, p. 491.

(3) Coll. Moreau, t. 223, p. 164 et note de D. Queinsert.

(4) Coll. Moreau, t. 201, p. 12.

(5) *Id.*, t. 211, p. 12.

(6) Ce fait montre les soins que prenait l'Abbé de sauvegarder les intérêts du monastère ; il nous permet de conclure qu'il leur vint en aide dans les moments difficiles, notamment en 1319, lorsque « le bled fut à si bon marché et vil prix que, au pays de Hainaut, les mesures de rasières de la ville de Mons, le huyteil en Valencenes ne valoient que 12 à 15 deniers ». (Ann. du Hainaut, par Vinchant, t. 3, p. 108. — *Id.*, Coll. Moreau, t. 224, p. 114 et note de D. Queinsert. Cf. p. just. n° 11.

« mière fois dans l'autre on doit l'y recevoir solennellement en « procession.

« 2°. L'abbé d'un monastère aura le droit d'envoyer dans l'autre « deux religieux qu'il pourra cependant rappeler quand bon lui « semblera ; ces religieux envoyés seront nourris, vêtus, comme « s'ils étaient religieux de la maison ; ils y jouiront des mêmes grâ- « ces et distributions, pourvu qu'ils y demeurent dans le temps « qu'elles se feront et ils ne pourront rien exiger du monastère d'où « ils auront été envoyés ;

« 3° Ces religieux devront assister aux offices tant de nuit que de « jour, au chapitre, aux coupes, comme ceux de la maison ; ils ne « pourront cependant assister à l'élection de l'abbé, à la réception « des novices et autres affaires du monastère où ils auront été en- « voyés et ils ne pourront être admis à la profession et aux ordres « sans la permission de leur propre abbé ;

« 4° Si un religieux de l'un des monastères était condamné à « subir quelque pénitence, l'abbé de l'autre monastère, y survenant, « avec l'avis de l'abbé et du chapitre du monastère du coupable, « pourra la mitiger ;

« 5° Quand un religieux viendra à mourir, l'autre monastère « devra célébrer pour le repos de son âme un service solennel et « inscrire son nom dans son nécrologe. Chaque prêtre devra dire « une messe, puis encore trois messes ; les diacres, les sous-diacres et « ceux qui savent lire réciteront un psautier et les convers 100 fois « *Pater Noster*. Outre ces prières, on devra dire un trentain de « messes pendant lesquelles on distribuera aux pauvres la portion « d'un religieux comme on avait coutume de le faire aupara- « vant (1).

« Ce contrat, au moins quant au trentain, s'observe encore aujour- « d'hui », ajoute l'écrivain à qui nous avons emprunté cette traduc- « tion, soit vers 1740 (2).

Il convient de remarquer que, sous Gauthier de la Chapelle, en 1224, avait été établie avec le même monastère une association de prières où les engagements réciproques étaient à peu près les mêmes (3).

★★

Un second contrat de confraternité fut passé en 1321 entre le cou- vent de Saint-Landelin et l'abbaye de Saint-Bavon (4).

★★

(1) Arch. de Condé, GG 91, et D. Berlière. Monast. Beige, p. 260.

(2) Chronique de St-Ghislain, par D. Baudry. Cf. Monuments pour servir à l'hist. du Hainaut, de Namur, etc., t. VIII, p. 497.

(3) Voir plus haut.

(4) Cf. Mgr Dehaisnes. Invent. des Arch. du Nord. — V, pièce just. n° 42-F.

Si l'abbé songea à ses sujets, il pensa aussi à son âme ; d'où nous lisons dans l'obituaire de l'abbaye (1) :

« La veille des calendes de mars (2), obit pour D. Nicolas de Thulin, notre abbé ;

« Le 3^e jour des calendes de juin (3), obit pour D. Nicolas de Thulin ;

« Le 6^e jour des calendes d'août (4) obit pour Nicolas de Thulin qui donna à la communauté 2 journals et 14 verges de pré sis à Elouges, plus un journal de pré au Cuvelier ;

« La veille des calendes d'août (5), obit pour D. Nicolas de Thulin ;

« La veille des calendes de novembre (6) obit pour D. Nicolas de Thulin, abbé de ce monastère, en souvenir de l'anniversaire de sa mort ;

« Le 7^e jour des calendes de mai (7) un obit était célébré au monastère de Crespin pour Bauduin et Marie, parents de Nicolas de Thulin, qui donnèrent au couvent un journal de pré « xxvj verges, « iiij s. et vij deniers bl. (8). »

★★

Nicolas de Thulin mourut au mois de septembre 1323 (9).

Brasseur rédigea cette épitaphe à son honneur :

« Quoique vous reposiez dans une tombe ignorée, Nicolas, il ne convient pas cependant que vous soyez privé des louanges que vous méritez. Thulin fut votre berceau, mais ce lieu cessa bientôt de jouir de l'honneur de vous posséder. Par une pieuse alliance dont le souvenir nous est rappelé chaque année dans l'obituaire, vous avez uni votre monastère à celui de Saint-Ghislain. La mort vous couche dans cette tombe après une prélature de huit années ; mais rien que par cette heureuse alliance, votre souvenir demeurera ineffaçable. »

(1) Arch. du Nord, liasse 21. Cf. pièces just. n° 38.

(2) 28 ou 29 février.

(3) 30 mai.

(4) 27 juillet.

(5) 31 juillet.

(6) 31 octobre.

(7) 25 avril.

(8) Arch. du Nord, liasse 21 et pièces just. n° 38.

(9) Note extraite d'un compte, Arch. du Nord, liasse 11.

CHAPITRE XVIII

THIBAUD GIGNOS (1323-1353)

§ 1^{er}. — *Eloges de l'abbé. — Ses travaux. — Donations. — Arretements. — Bail. — Acquisition. — Thibauld défend les droits de sa maison.*

Thibaud Gignos, de Braine-le-Comte (1), succéda à Nicolas de Thulin en 1323 (2) ; il fut une des gloires du monastère de Crespin auquel il appartenait avant sa prélature.

A cette époque un de ses proches était du nombre des moines de Saint-Landelin ; l'obituaire (3) porte en effet :

« Le jour des ides d'octobre (4), obit pour Jacques Gignos, cellier de cette maison. Il nous donna 1/2 journal de pré et 100 verges sises à l'Aulnoit. Il trépassa l'an 1350 et fut enterré dans la chapelle de Saint-Jean l'Evangéliste. »

Thibauld Gignos, dont la prélature fut de trente ans, se distingua par sa bonne administration et sa sagesse.

Dans son abbaye, il s'occupa très activement de la piété et de la discipline monastique. Dans ce but, il fonda de pieuses associations, renouvela ou confirma celles qui existaient.

Il fit « plusieurs belles ordonnances tant pour la pitance des religieux qu'aultrement qui sont confirmées par l'évesque de Cambray en 1327 » (5).

En 1331, il régla la charge du trésorier : « Ce qu'un trésorier doit avoir et ce qu'il doit livrer (1). »

Il éleva plusieurs édifices, nous dit Raissius : « La tour de l'église, le réfectoire des religieux et la partie antérieure de l'église. »

Pour ces constructions et pour élargir le mur d'enceinte du monastère, en 1328, l'abbé demanda à l'évêque de Cambrai l'autorisation et l'obtint « d'empiéter sur le terrain qui servoit de cime-

(1) Raissius.

(2) Gallia Christiana.

(3) Arch. du Nord, liasse 21.

(4) 15 octobre.

(5) Arch. du Nord, liasse 22, « recueille des affaires de la maison ».

(6) Arch. du Nord, liasse 21.

« tière à la paroisse pour bastir dessus iceluy : le mur dud. cimetière, le quartier et court de l'abbaye » (1).

La même année, à la prière de Thibauld, « l'évesque de Cambrai » confirma et rattifia la fondation d'une chapelle érigée sous le « tiltre de Saint-Nicholas en l'église de la paroche Saint-Martin de Crespin que Wautier de Loze et Jehenne sa femme avoient faits, « fondés et dotés » (2).

En 1323, Godefroy, sire d'Aspremont, « tenoit de l'abbaye de Crespin à Kieurechin xj witelées 70 verges de terre payable parmi « un denier petit blanc de cens par an à lad. abbaye et à Monsigneur Jehan de la Bisielle capelain de le ditte capellerie Saint-Nicholai viij lib. vj. s. xj. den. torn. » (3).

**

La gestion des biens du couvent, leurs revenus, leur augmentation furent l'objet de la sollicitude de l'Abbé, aussi les moines, parlant de leur Prélat, disaient : « Sage personne..., religieux prudent... (4), bon pasteur..., de sainte mémoire... (5), etc.

Parmi les donations et les acquisitions faites sous Thibaud, nous relevons : Dans « son assenne faite as Lombards de Mons, le mercredi apriès Saint-Martin 1323 », il est porté : « Al abbaie de Crespin 300 l. t. (6). »

Le 2 novembre 1328, J. Wargny a ratifié l'aumône faite par son père à la pitance de Saint-Landelin, consistant en une rente annuelle de 5 sols qu'il possédait sur un manage situé devant le bois de l'abbaye (7).

L'année suivante (1329), G. Delattre a donné au monastère 8 liv. 10 s. t. de rente sur le même manage (8).

Quelques mois plus tard, Dom Nicolas d'Onnaing, trésorier de l'abbaye, a acheté 10 s. de rente annuelle à pain et à vin à prendre sur 8 huittelées à l'Houbliesmes. Cette rente fut affectée à l'autel Saint-Jean-Baptiste pour le luminaire. D. Queinsert déclare que « cette partie de terre fut dans la suite par défaut de paiement réunie au domaine de l'abbaye » (9).

A cette donation D. Nicolas ajouta : 10 s. sur la maison Tourne mine devant les viviers ; 10 s. sur la maison Biétris ; 20 s. sur un manage au delà du pont du moulin ; 15 s. sur le manage Renier à

(1) Coll. Moreau, t. 226, p. 38. — N.-B. : Les églises abbatiale et paroissiale étaient adjacentes.

(2) Coll. Moreau, t. 224, p. 153 et note.

(3) Coll. Moreau, t. 225, p. 231 et note.

(4) Coll. Moreau, t. 226, p. 126.

(5) *Theobaldus Gignos... pie memorie... tam in bono et prudenti regimine quam in construendis edificiis sese nobis bonum pastorem præstitit...* (Arch. du Nord, liasse 21). Cf. p. just. n° 38 (Obituaire).

(6) Monum. pour servir à l'hist. de prov. de Namur, etc..., t. III, p. 765.

(7) Arch. de Condé, GG 91.

(8) *Idem*.

(9) Coll. Moreau, t. 226, p. 126.

la Chapelle à charge d'une messe de Requiem tous les lundis avec les trois collectes *Omnipotens*, *Quaesumus* et *Fidelium*. Cette messe hebdomadaire devait être célébrée à la chapelle de Saint-Jean-Baptiste érigée par D. Nicolas.

Lé XIII^e jour des calendes de juin un obit était célébré pour D. Nicolas et ses parents ; « pour ce nous avons XVII s. bl. » (1).

Ce pieux moine fonda en plus neuf messes qui étaient célébrées à la même chapelle : une aux fêtes principales de la Sainte Vierge, deux aux fêtes de Saint-Jean-Baptiste, une à la Toussaint et la neuvième le jour des âmes.

Ces donations et ces charges ont été acceptées le 7 décembre 1334 par l'Abbé Gignos qui termine l'acte de confirmation en ces termes : « ...encore avons ottroijet aud. Nicholon que quand il yra de vie à trespas il soit enseveli en la cappielle Monsigneur Saint Jehan Baptiste » (2).

A ces générosités s'ajoutèrent, en 1339, celles de deux frères, Adam et Gérard Martin de Bermerain, qui donnèrent au monastère 5 mencaudées de terre sises au terroir de Bermerain à charge de célébrer deux obits anniversaires, l'un pour leurs parents, Ernoul Martin et Marie Roche, l'autre pour eux (3).

Enfin, en 1340, Marguerite, épouse de P. Pelliet, a donné aux pitances sa maison et ses dépendances, situées à la Chapelle, pour obtenir l'avantage d'être enterrée au cimetière de l'abbaye et pour avoir un obit anniversaire pour elle, son mari et son fils (4).

*
*
*

Divers arrentements furent contractés :

« Le 14 février 1324... arrentement perpétuel par Jean Dasonkle-ville au couvent de Crespin moyennant le paiement annuel de « vij liv. de bl., de 6 witelées de pré et terre labourable situées à Angre. » (5).

En 1327, Gignos a arrenté à J. Le Mesureur d'Onnaing, « qui paie chascun an 32 s. t., une maison, gardin et yestre, gisant en « la Flamengrie-lez-Condé » (6).

Jean Lefèvres a arrenté, en 1331, une maison située à Crespin, sur la place du marché, moyennant paiement aux pitances de l'abbaye d'une redevance annuelle de 40 s. bl.

D. Queinsert, comme suite à cet acte, écrit le 25 mai 1772 : « Cette maison, située sur la place où se tenait alors le marché « de toutes sortes de marchandises tous les jeudis de chaque semaine-

(1) Obituaire.

(2) Coll. Moreau, t. 228, p. 8. — *It. Arch. de Croy*, cart. 70, p. 87.

(3) Coll. Moreau, t. 226, p. 234.

(4) Arch. de Condé, GG 91.

(5) Orig. sur parchemin, Arch. du Nord, fonds de Crespin.

(6) Arch. de Croy, carton 72, p. 208.

« existe encore et appartient à un particulier qui paie annuellement cette rente. » (1).

En 1335, l'Abbé a donné à rente à J. Flamench le courtil Macke-tarte moyennant la redevance annuelle de 25 s. bl. à pain, à vin et « à char » (2).

En 1338, Loncheler a arrenté aux pitances un manège situé sur le marché pour 25 s. t. par an « à pain, à car et à vin ». Pierre, comme garantie, a fait « about » de une huittelée 95 verges de terre, près la « maladrerie de Crespin » (3).

En 1343, le pitancier de Crespin a arrenté cinq huitt. 43 verges à Ch. Li Gais, moyennant 4 liv. 2 s. (4).

Sous la prélatrice de Velvis, Nicolas Roussiaux avait acheté la ferme de Penenche au mayeur de Condé et en avait fait don au monastère de Saint-Landelin, le 10 août 1263 ; le 18 octobre 1341, D. Thibauld passa cette ferme « à surcens perpétuel au profit de Jean « Fiévet moyennant la somme annuelle de 60 l. t. pour l'abbaye « et 60 sous bl. pour le curé de Quérénaing sur la paroisse duquel « étoit située cette cense ».

Le 18 septembre 1379, les échevins de Trith et de Maing établirent un acte qui renferme le record de cette cession à rente annuelle et perpétuelle qu'avait fait l'abbaye au profit de Fiévet.

Le 16 mars 1772, D. Queinsert écrit : « Cette ferme est rentrée dans le domaine du monastère comme il se voit par plusieurs titres et par la possession qu'elle a de lad. cense. » (5).

**

Nous avons trouvé quelques baux consentis par Thibauld Gignos.

« Au mois de septembre 1347, bail des terres sises à Angres et « Morchipont à Jean Gossiel pour 12 années (6).

« Le 11 juin 1348, bail de 9 ans de la maison con dist le capiele « Saint-Nicolay entre deux Hainnes et de tous ses revenus à Jehanne « li Régibote et à Philippars et Jehan Régibos du Pumeruel devant « l'échevinage dud. lieu. » (7).

**

Thibauld augmenta le domaine de l'abbaye et en échangea quelques parties : en 1339, il acheta à P. Aubegnies pour la pitance 4 huittelées de terres et 15 verges 1/2 au Kaisne appelé « le Buisson Hommeri » pour 37 l. 11 s. t. (8).

La même année, Thibauld échangea avec « P. Le Lonch clerch » de Crespin une mencaudée 1/2 de terre tenant au « bois l'abbé »

(1) Coll. Moreau, t. 237, p. 8.

(2) Arch. de Condé, GG 91.

(3) *Idem.*

(4) Arch. de Croy, carton 704, p. 39.

(5) Coll. Moreau, t. 229, p. 91, 93, 95 et t. 238, p. 229.

(6) Orig. Arch. du Nord, fonds de l'abbaye de Crespin.

(7) Arch. du Nord, liasse 3.

(8) Coll. Moreau, t. 229, p. 152.

contre une mencaudée 1/2 que le monastère possédait à la rue Butor (1).

**

L'abbé Thibault sut maintenir et défendre les droits de sa maison :

Il exigea que soit « rendus foy et hommage et qu'un homme « vivant et mourant soit fourni à l'abbaye de Crespin par Henry, « abbé de Vaucelles à cause d'un manoir et terres appartenants « aud. Vaucelles situés à Rombies » et obtint satisfaction le 20 juin 1327 (2).

**

En 1329 survint une difficulté avec le seigneur de Sebourg au sujet de biens possédés en cette seigneurie par l'abbaye et consignés dans un « recocille des biens » (3) de cette maison :

« Achapt d'une partie des biens que nous avons à Sebourg d'un « certain Robert de Douay faite l'an 1091... Confirmation dud. « achapt faite par Bauduin, comte de Mons, aud. an 1091... Privi- « lège de Henri, frère du comte de Haynault, que les terres de « Crespin gisantes à Sebourg sont affranchies, ne devant tailles ny « subjectes à quelque servitude... Confirmation dud. privilège faite « en lan 1195 par led. Bauduin, comte de Haynault... A Sebourg « Saint-Landelin a se court et se manage et ne doit disme de ses « bestes ne de ses nourechons si elle n'est à cense et si at lxxij « muyds de tières à le corde de le ville... », etc.

A diverses reprises, les seigneurs de Sebourg avaient attaqué les privilèges de l'abbaye, mais, chaque fois, ils avaient renoncé à leurs prétentions en présence des preuves incontestables présentées par le monastère.

Le 1^{er} décembre 1329, Gérard de Fontaines, sire de Sebourg, reconnu, comme ses prédécesseurs, qu'il avait injustement réclamé au monastère la taille sur neuf mencaudées, droit qui était de 12 deniers à l'huittelée (4).

**

En 1350, s'éleva un différend entre l'abbaye et le curé de Gussignies.

M^{re} Gonthier, curé de Crespin (1236 à 1251), avait donné à l'abbaye, moyennant deux obits, sa maison et deux parties de dîme à prendre sur quelques witelées de terre à Autreppe rapportant xv sols de cens.

En 1350, cette dîme fut louée par l'abbé ; soudain le curé de Gussignies s'y opposa, prétendant que ce droit lui était réservé et que sa paroisse devait toucher les xv sols de rente annuelle.

Thibault prouva au curé qu'il se trompait et que « la location

(1) Arch. de Condé, GG 91 et Coll. Moreau, t. 229, p. 163.

(2) Coll. Moreau, t. 225, p. 132 et note.

(3) Arch. du Nord, liasse 28.

(4) Coll. Moreau, t. 226, p. 134.

« de cette dîme sans le cens pouvait être changée au gré et à la « volonté du monastère de Crespin » (1).

**

Nous avons constaté la présence de Thibauld :

A une vente faite en 1332 par Ferris de Hordaing, écuyer, homme de « monseigneur de Montegny à cause de la terre de Hornaing, au « seigneur de Roisin » (2).

Au partage des meubles et des immeubles fait en 1350 par Watiers Gignos, son frère, avant sa mort, au profit de ses enfants, « s'en étant réservé l'usufruit sa vie durant ».

Dans l'acte de partage nous relevons : Watier veut que Dom Thibauld, son fils aîné, ait « un hanap d'argent à pied ou sans pied « tel qu'il plaira à Mons. l'Abbet son frère (3)... Qu'un obit soit célébré chaque année pour lui, son épouse et ses amis » (4). Cet obit était déchargé au monastère le VI^e jour des calendes de décembre (5).

§ 2. — *Confraternités des prières*

L'Abbé Gignos fonda ou renouvela certaines associations de prières :

Avec l'abbaye de Saint-Amand ; elle était conçue en ces termes : « Nous Théobalde, Abbé de Saint-Landelin de Crespin, et Thierry, « Abbé de Saint-Amand en Pewel, du consentement unanime des « religieux, nous avons arrêté :

« Premièrement, aussitôt qu'on apprendra la mort d'un moine « dans l'un des monastères associés, le chapitre se réunira aussitôt « pour l'absoute qui comprendra : la récitation de trente psaumes à « commencer au verset : *Verba mea* et ainsi de suite.

« En second lieu au premier jour libre on devra chanter les « vigiles et sonner les cloches. Le lendemain la messe sera célébrée « pour le repos de l'âme du confrère, également avec sonnerie de « cloches.

« Enfin le nom du frère défunt sera inscrit au martyrologe.

« Quand un Abbé, nouvellement élu, ira pour la première fois « visiter l'abbaye associée il sera reçu processionnellement et en « grande solennité par tous les religieux du couvent. A cette occa- « sion, le nouvel Abbé aura le droit de réunir le chapitre à moins « de graves inconvénients et pourra en cette circonstance lever ou « diminuer les peines infligées à quelque coupable s'il en existe.

« Si, pour une raison quelconque, un religieux de l'un des deux

(1) Obituaire de l'abbaye, Arch. du Nord, liasse 21. Cf. pièce justificative n° 38.

(2) De Saint-Genois, Pairies du Hainaut, première partie.

(3) Coll. Moreau, t. 232, p. 40.

(4) Arch. du Nord, liasse 21. Cf. pièce justif. n° 38.

(5) 26 novembre.

« monastères, du consentement de son Abbé, passait dans l'autre
 « Abbaye il aurait droit à tout ce qui est nécessaire tant pour le
 « vêtement que pour la nourriture.

« Cet acte fut passé en assemblée capitulaire à Crespin et à Saint-
 « Amand l'an 1331, le xj juillet, jour de la translation des reliques
 « de saint Benoît. »

A la suite de la copie de cet acte, D. Queinsert écrivait en 1772 :
 « Cette société de prières convenue entre les deux abbayes à perpé-
 « tuité s'observe à présent encore. » (1).

La même année (1331), le monastère de Crespin établit une asso-
 ciation de prières avec le couvent de Vicoigne (2).

En 1336, Gignos contracta deux autres associations ; l'une avec
 le monastère de Saint-Symphorien (3), l'autre avec l'abbaye de
 Saint-Feuillan (4). En voici les dispositions :

« Aussitôt que dans l'un ou dans l'autre couvent on aura connais-
 « sance de la mort d'un moine ou d'un chanoine, le même jour, si
 « c'est possible, ou au premier jour libre, on chantera les vigiles et
 « le lendemain la messe sera célébrée pour le frère défunt. De plus,
 « chaque prêtre s'engage à célébrer trois messes à l'intention du
 « moine trépassé et quatre messes si le défunt est un Abbé. Pour
 « les religieux non prêtres, ils réciteront le psautier en entier. » (5).

L'année suivante, 1337, Thibault renouvela les confraternités de
 prières avec les abbayes de Saint-Jean de Valenciennes et de Saint-
 André du Cateau établies en 1304 par Thierry de Loze (6).

Enfin, en 1353, Gignos contracta avec le monastère de Saint-Denis
 en Brocqueroie la société spirituelle que voici :

« Quand l'abbé de l'un des deux monastères ira pour la première
 « fois après sa bénédiction visiter l'abbaye associée, il sera reçu
 « par tout le couvent en grand honneur avec procession solennelle.
 « A cette occasion, s'il le veut, il entrera en chapitre, le jour même
 « ou le lendemain s'il le préfère. Il pourra alors renouveler la
 « société ; puis, selon la coutume, et comme du reste il est de toute
 « convenance, l'Abbé siégera au milieu de ses frères et prendra
 « comme sujet d'entretien « l'association de prières ».

« Si l'une des deux églises avait souffert dans ses biens (les voyant
 « diminuer par exemple), ou si, par suite de revers, elle était tombée
 « dans la pauvreté, dans ce cas, l'autre devra la soutenir et même
 « lui venir en aide en supportant ses charges.

« A l'annonce de la mort d'un ou de plusieurs moines il y aura
 « le plus tôt possible un office dans l'autre monastère, c'est-à-dire

(1) Coll. Moreau, t. 227, p. 17 et Arch. du Nord, liasses 2 et 10. Cf. pièce just. n° 42-H.

(2) Cf. pièce just. n° 42-G.

(3) Arch. du Nord, liasse 2.

(4) Arch. du Nord, liasse 21. Cf. pièce just. n° 42-I.

(5) Arch. du Nord, liasses 10 et 21.

(6) Arch. du Nord, liasses 2 et 21. Les Arch. de Croy, carton 73, p. 226, assignent comme date 1336.

« qu'on y récitera les vigiles pendant lesquelles les cloches seront
 « sonnées. Le lendemain on y célébrera la messe pour le défunt ;
 « ce même jour une prébende plénière sera distribuée aux pauvres
 « pour le repos de l'âme du frère ou des frères défunts. Chaque
 « prêtre s'engage à célébrer une messe pour chacun des confrères
 « décédés ; les religieux non prêtres réciteront cinquante psaumes
 « et les convers cent fois *Pater* et *Ave*.

« De nouveau nous concédons chacun de notre côté à nos moines
 « et à nous-mêmes, abbés présents et futurs, la société plénière, la
 « participation mutuelle de tous nos biens présents et à venir, c'est-
 « à-dire nos aumônes, nos veilles, nos oraisons et toutes les autres
 « œuvres de miséricorde qui par la grâce divine seront accomplies
 « dans les deux couvents, soit par nous, soit par nos successeurs.

« Nous supplions humblement Notre Sauveur, source de bonté
 « et de miséricorde, de bénir nos œuvres, de les féconder et d'ac-
 « corder aux âmes de nos moines défunts le repos éternel.

« Si un ou plusieurs décès survenaient dans l'une des abbayes
 « et que celle-ci ait omis d'en faire part à l'autre, cette dernière se
 « trouverait dégagée des obligations que nous venons d'énoncer une
 « fois l'année écoulée. » (1).

§ 3. — *Thibauld, conseiller de Guillaume II, lui rend de signalés services. Il est chargé de porter les lettres de défi du comte au roi Philippe.*

L'abbé Thibauld, en raison de ses grandes qualités, ne pouvait rester caché dans l'enceinte d'un monastère. Grands et petits venaient à son école et recevaient avec respect les décisions qui tombaient de ses lèvres. Aussi siégea-t-il dans les plus nobles assemblées et en reçut-il d'importantes missions.

Guillaume II, comte de Hainaut, avait l'abbé de Crespin en grande amitié (2) ; il le visitait au monastère de Crespin et même y séjournait avec sa famille ; en voici des preuves extraites de divers relevés de dépenses (3) :

« Comptes Gobiert Le Clerc des mises qu'il a faites pour les
 « dépens de Madame la Contesse de Haynau et de Hollande, ses
 « enfans et monsigneur le Conte, lan 1327... Le dimence jour del
 « Pentecoste furent à Cambron Madame et ses enfans au dîner et
 « après dîner s'en partièrent et viennent au souper à Crespin : si
 « furent me sire li Cuens ; et li Abbes paia là les despens heurs mis
 « le poulaillie ; et le lundy au disner vinrent yl à Valenciennes y
 « demorèrent toute la sepmaine. Si monte li somme doud. diemence

(1) Arch. de Mons, cart. de St-Denys-en-Broqueroie, n° 57, p. 325 et 326. Cf. pièce just. n° 42-J.

(2) ... « *Guillelmo Hannoniæ fuit gratissimus...* » (Raissius).

(3) Arch. du Nord, Chambre des Comptes, Art. B 3271 et B 3277.

« de Pentecouste... et le lundy toute jour... xj livres xviiij sols xj deniers... »

« Comptes que Jehans de Thyung le capelains a rendu le 15 novembre 1333... assavoir des despens fais pour Wuillaume de Haynau... du joedy (après la Toussaint) au disner à Crespin, lendemain au biés et à Vicoigne et le samedi au disner à Valenciennes... »

Quand, en 1336, le comte de Hainaut arma son fils chevalier, Gignos assista à Valenciennes à la grande fête (1).

**

A cette amitié, le comte joignait la confiance :

« Guillaume de Sanceris, prieur de Saint-Saulve vers 1340, ayant perdu une partie des biens de son couvent, tant par dissipation que par les ravages de la guerre, le comte de Hainaut, irrité de sa conduite, confia l'administration du monastère à Thibault, abbé de Crespin, et au prévôt le Comte de Valenciennes (2). »

**

Thibault rendit d'éminents services à Guillaume II, dont il fut un des principaux conseillers ; les historiens et les chroniqueurs sont unanimes à les signaler.

Sous sa prélature éclata la guerre entre la France et l'Angleterre.

Guillaume II, comte de Hainaut, maintenait sa neutralité, et sa seule présence sur le théâtre de la guerre était la garde des frontières du Hainaut ; il s'abstint donc de toucher au territoire du roi de France. Néanmoins, celui-ci, irrité contre le « Haynuyer », vint ravager ses frontières, et porta l'incendie dans la région suburbaine de Chimai.

En 1340, le roi de France envahit une seconde fois le Hainaut, se porta sur Valenciennes et pénétra même jusqu'à Bavai. C'est sans doute dans cette circonstance qu'il saccagea Haspres.

Guillaume II s'en émut ; mais avant de prendre une décision, il convoqua à Mons « les barons, prélats, abbés, chevaliers et conseil-lers des villes du Hainaut » ; Thibault fut du nombre. Dans cette assemblée, il fut décidé de « faire guerre au royaume de France tant pour l'arsin de Cymai que pour cesti d'Haspres ».

L'abbé de Crespin fut chargé de porter les lettres de « deffiances » au roi de France, qui n'en fit aucun cas ; il se contenta de répondre que « ses neveux estoit uns folz outrageurs ».

Thibault rendit compte de sa mission à Guillaume II et à son conseil, aussitôt 10.000 hommes furent mis sur pied et marchèrent sur Chimai.

A cette guerre, « intervint en 1340 une trêve entre le roi de France et le comte de Hainaut. Elle fut conclue grâce aux instances de la

(1) Leboucq, Hist. eccl., p. 41.

(2) La Gallia Christ., Fisquet, France Pontificale, Cambrai, p. 545.

reine Jeanne, femme de Philippe VI » (1), et aux démarches faites par l'abbé de Crespin (2).

Thibauld intervint dans cette circonstance dans l'intérêt de son monastère, d'abord parce que « les deux armées avaient ravagé tout « le pays entre la Selle et l'Honniau » (3) et que Crespin se trouve englobé dans cette délimitation ; et surtout parce que l'interdit avait été jeté sur le Hainaut (4).

§ 4. — L'enseignement donné par l'abbaye.

La peste désole nos contrées. — Les flagellants

Sous Gignos, nous trouvons un texte se rapportant aux écoles fondées dans le couvent ; les documents sur ce point sont extrêmement rares.

Les religieux conservaient avec soin dans leurs archives les pièces qui permettaient d'établir les droits du couvent ; les historiens relaient les faits importants auxquels avaient pris part les dignitaires de l'abbaye ; de telle sorte que, quand on dépouille les dépôts publics et quand on parcourt les récits des contemporains on éprouve cette impression que les abbés et les religieux s'occupaient des intérêts matériels et moraux de leur couvent, mais dédaignaient les populations au milieu desquelles ils vivaient.

Il n'en est rien, et l'abbaye étendait son influence sur les populations ; le texte suivant nous donne le nom du recteur des écoles au temps de l'abbé Gignos ; c'était un moine nommé Pierre :

« La publication de l'interdit jeté sur le Hainaut ainsi que la protestation contre toute sentence d'excommunication qui pourrait « être portée contre le Comte, furent lues le même jour (13 octobre « 1339) notamment à Crespin dans l'église abbatiale, en présence « de plusieurs religieux... J. Fourment, Pierre recteur des écoles, « J. Dumoustier, etc. (5). »

(1) Froissart, édit. Kervyn de Lettenhove, t. III, p. 342, 349. — Nicolas de Guise, Hist. de Mons, chap. LI, p. 130, 133 et Chronique de Froissart, par Siméon Luce, Sommaire, t. I, p. CCLII et t. I, § 94, p. 197 et 198.

(2) « *Theobaldus honorifica apud Francorum regem legatione feliciter præfunctus est* » (Raissius). — N.-B. : Nous croyons devoir appliquer ce texte plutôt à la trêve qu'à la mission de l'Abbé portant « les lettres de défiances ». — *Item*, Arch. de Valenciennes : « Récits d'un bourgeois de Valenciennes », XIV^e siècle, p. 175, non classé.

(3) Froissart.

(4) Arch. du Nord, Chambre des Comptes, B. 772.

(5) ... « *Item eisdem die et anno... in monasterio de Crispinio, procurator substitutus, coram religiosus viris... J. Fourment, Petro rectore scholarum et J. dou Moustier... supradictas provocationes et appellationes publicavit* ». (Cf. Hist. de France, par Siméon Luce, t. XVIII, f^o 74 et suiv.).

N.-B. — La publication fut lue à Crespin et à Condé par Jean L'Olivier, délégué. Arch. du Nord, Chambre des Comptes, B 772.

Il est regrettable que les bénédictins de Crespin ne nous aient conservé aucun document sur l'organisation des écoles et sur leur enseignement.

Le passage qui vient d'être cité et les manuscrits énumérés lors de l'inventaire dressé au xvi^e siècle au domicile de l'abbé de Ligne, l'érection d'un collège par Martin Cuper sont les seules indications recueillies sur la vie intellectuelle du couvent et sur l'enseignement qui y était donné.

**

Sous la prélature de Gignos, une terrible épidémie vint s'abattre sur le Hainaut.

A ce sujet, le chanoine J. Vos s'exprime ainsi (1) :

« La contagion prit son origine dans l'Asie septentrionale, l'an 1346, par une espèce d'exhalaison qui couvrit une vaste contrée où l'on vit naître en même temps une quantité prodigieuse d'insectes qui achevèrent de corrompre l'air. La mortalité se communiqua promptement aux hommes et aux animaux. Elle passa de l'Asie en Egypte, en Grèce et aux îles de la Méditerranée. Elle se répandit ensuite sur les côtes de l'Europe et de l'Afrique, puis sur tous les pays les plus avancés dans les terres. Durant les trois années qu'elle désola l'Europe, elle parcourut successivement, sans se fixer plus de cinq à six mois dans les lieux où elle séjourna le plus, l'Italie et la France d'où elle gagna la Catalogne et l'Espagne ; elle se retourna peu après sur elle-même pour infecter les Provinces, la Belgique, l'Allemagne, les pays septentrionaux de la Grande-Bretagne, de sorte qu'aucun canton d'Europe n'échappa à ses ravages. Il y eut des villes, dit un écrivain de l'époque, où il ne resta que la 10^e et même la 20^e partie des habitants. Certaines provinces furent changées en d'affreuses solitudes. Partout on entendait des gémissements, des plaintes aiguës, des lamentations effroyables. »

D'autre part, nous lisons dans les Annales du Cercle archéologique de Mons (2) :

« Les ravages de la peste en 1348-1349 furent considérables à Mons... On construisit des loges pour les pestiférés avec peu de résultat... ; tous les malades ne pouvaient être transportés au lieu indiqué ; la plupart trouvaient la mort dans les rues et sur les places publiques infectées par un air impur.

« Pour obtenir la décroissance du fléau, on organisa partout des processions. Celle qui, chaque année, se déroule dans les rues de Mons, le jour de la Sainte-Trinité, doit son institution à cette épidémie.

« ...En 1349, la contagion fut si forte que le cimetière de Notre-Dame-de-la-Chaussée à Valenciennes ne put contenir tous les morts de la paroisse. Les magistrats furent obligés d'acquérir un

(1) Hist. de Lobbes, son abbaye et son chapitre, t. II, p. 229.

(2) T. I, p. 114.

« terrain, qui, plus tard, fut nommé « Attre Gertrude ». Cette contagion reçut le nom de peste noire (1). »

Ce fléau donna naissance à une autre calamité :

« On attribuait les ravages que faisait la peste à une juste colère du ciel et l'on concluait qu'il fallait recourir à la pénitence et aux bonnes œuvres. Une multitude de personnes se livrèrent à un genre de pénitence qui dégénéra en fanatisme. Ces extravagants, appelés flagellants, prétendirent chasser les démons, donner l'absolution, etc. ; ils furent condamnés par Clément VI. »

§ 5. — *Mort de Thibauld Gignos. — Son épitaphe*

La charte d'alliance avec le monastère de Saint-Denys-en-Broqueroie ne porte pas le nom de l'abbé ; mais dans un manuscrit intitulé « Mémoire » (2), il est dit : « Lettre faisant mention d'une société de prières établie entre Crespin sous l'abbé Thibauld et saint Denys-en-Broqueroie le 18 avril 1353. » Le baron de Reiffenberg, faisant mention de la même association, donne aussi le nom de Th. Gignos (3). Donc, point de doute, l'abbé siégeait encore à cette date.

Enfin Raissius et Brasseur attestent que Thibauld mourut le 14 novembre 1353.

L'abbé fonda plusieurs obits.

L'obituaire de l'abbaye contient ces indications :

« Le IV^e jour des calendes d'avril (4), obit pour Théobalde Ghignos et ses parents ; pour cet office il nous a donné un journal de pré sur Thivencelles... Le XVII^e jour des calendes de juin (5), obit pour Théobalde Ghignot de pieuse mémoire. A cet effet, il nous donna vj liv. blancs à prendre sur une terre à Hellin le Boulter. »

Enfin, chaque année, pour rappeler l'anniversaire de la mort de ce Prélat :

« Le XVIII^e jour des calendes de décembre obit pour Thibauld Ghignos (6). »

Gignos fut enterré en face du grand autel, sous un « monument superbe », sur lequel on lisait :

« Ci-gît Thibauld, abbé de cette église, qui quitta ce monde l'an du Seigneur 1353, le 14 novembre (7). »

Brasseur lui a dédié cette épitaphe :

« Dans le chœur de l'église de ce monastère, vis-à-vis le maître

(1) Arch. Hist. du Nord de la France et du Midi de la Belgique, t. II, p. 244.

(2) Arch. du Nord, liasse 22.

(3) Monuments pour servir à l'hist. du Hainaut..., t. VIII, p. 545.

(4) 29 mars.

(5) 16 mai.

(6) Arch. du Nord, liasse 21.

(7) Raissius, Brasseur, Gallia Christ.

« autel, repose le corps de Thibauld Gignos. Son tombeau est d'airain comme la mort qui le frappa et il faudrait être dur et insensible comme ce métal pour considérer ce monument avec indifférence.

« Guillaume vint souvent réclamer les conseils de l'abbé qu'il avait mis au nombre de ses favoris, et quand l'ennemi (Philippe VI) eût brûlé Haspres, ce fut Thibauld qui eut mission d'aller en France porter les lettres de défiance et annoncer la déclaration de la guerre.

« Sans doute ce Prélat qui siégea trente ans au milieu des siens, est couché dans la tombe, mais si son corps est déposé en terre, son âme, nous en avons la douce espérance, est retournée au ciel. »

CHAPITRE XIX

GILLES II DE THUIN (1354-1365)

§ 1. — *Gilles est élu par ses frères. — Son administration troublée par les rapines des grands. — Il en appelle à Rome. — Innocent oblige à la restitution. — Le comte de Hainaut protège le monastère.*

Gignos forma Gilles de Thuin, son successeur, d'une manière telle qu'il fut digne de lui. Dans ses dernières années, nous apprend Raissius, Thibauld confia à Gilles une partie de sa charge. Ce moine initié peu à peu aux graves fonctions de supérieur, fut élu par ses frères pour remplacer Thibauld sur le siège abbatial de Crespin.

Selon l'opinion de Raissius, il n'y eut pas d'interrègne entre Gignos et Gilles ; Thibauld ayant rendu son âme à Dieu le 14 novembre 1353, son successeur, d'après les archives vaticanes, fut nommé par le pape Innocent VI le 17^e jour de mars de l'année suivante.

Le nouvel élu s'engagea par procureur le 29 mars 1354 à payer pour sa provision 373 florins et cinq services et demi en deux ans. Gilles s'exécuta et versa une première partie le 1^{er} avril 1355 et l'autre le 20 avril de l'année suivante (1).

Il est regrettable que Raissius, parlant de Gilles de Thuin, dise : « Je ne connais de lui rien qui mérite grande attention ; quant à la durée de sa prélature, elle compte à peine trois olympiades (2). »

Le règne de cet abbé fut marqué par de graves tracasseries en ce qui concerne le patrimoine du monastère. Malgré l'activité qu'il déploya et le zèle dont il fit preuve, l'abbé réussit peu à entraver le mouvement de rapines et d'injustices qui se manifestaît alors.

Gilles protesta énergiquement contre ces abus et, voyant ses efforts infructueux, il en appela à Rome ; d'où cette bulle adressée à l'abbaye de Saint-Jean de Valenciennes :

« Innocent..., à notre cher fils l'abbé de Saint-Jean de Valenciennes... Il nous a été intimé par les abbé et religieux du monastère

(1) Arch. Vat. oblig. et solut., reg. 20, p. 59-22, p. 154-27, p. 89-29, p. 95 v^o. — D. Berlière relate une partie de cette note dans son « Invent. de lib. oblig. », n^{os} 360, 302, 329.

(2) 12 ans. « *Nihil memoriæ dignum de eo proditur... poenè per tres olympiades direxerit.* »

« de Saint-Landelin que certains clercs et ecclésiastiques, constitués
 « même en charge et dignité, ainsi que certains ducs, comtes,
 « barons, chevaliers et autres, occupant des fermes, des terres, des
 « vignes, des prés, des bois, des moulins, des granges ou d'autres
 « biens meubles et immeubles à charge de cens et revenus annuels
 « aud. abbé et couvent, n'ont cure d'exécuter ce dont ils sont tenus.
 « Et néanmoins lesd. occupants, clercs, ducs, etc., possèdent lesd.
 « biens en toute paix et perçoivent intégralement tous les fruits.
 « D'où il résulte pour le monastère un grave préjudice. Nous man-
 « dons à votre prudence ces ordres. Si tel est l'état des choses, que
 « les clercs, les ducs, les comtes, etc. remettent intégralement selon
 « qu'ils y sont tenus les cens, revenus et tous autres droits, sous
 « peine de censure ecclésiastique et que les terres desd. clercs,
 « barons, etc., soient frappées d'interdit.

« Donné à Avignon le viij des calendes de mars 1354 (1). »

L'abbé de Saint-Jean se mit aussitôt à l'œuvre ; il s'adjoignit l'abbé de Saint-Ghislain, et ensemble ils firent le relevé de tout ce que possédait le monastère de Saint-Landelin. Ce relevé est conservé aux Archives départementales du Nord sous la forme d'une mention (2) :

« En l'année mil iijC liiij une lettre de l'abbé de Saint-Ghislain et
 « de l'abbé de Saint-Jehan de Valenciennes de toutes les revenues et
 « terres de l'abbaye de Crespin... que lad. église pooit valoir par an
 « en toutes revenues mil iijC liv. monnoie de Hainault, et ce fut
 « faict du temps de l'abbé Gilles de Thuing. »

Le comte de Hainaut, de son côté, aida le pouvoir ecclésiastique par la protection qu'il accorda à l'abbaye de Crespin. On trouve à Lille cette note :

« 1356. — Une lettre du duc Guillaume, comte de Haynaut,
 « saïellée de son saïel, donnée en date de mil iijc lvj fait mention
 « que l'église et abbie estoit souvent travaillée par des hostes et
 « sourvenances de chiens et oiseaux fut défendu par luy et faicte
 « défense à tous ses officiers dores en avant y aler sous certaines
 « grosses paines (3). »

§ 2. — *Arrentement. — Bail. — Prêt d'argent. — Les viviers*
Mort de l'abbé

L'abbé de Crespin, le 4 août 1356, arrenta au nom de la pitance, en présence de Nicolas Paumart prévôt, à J. Capielle une mencau-

(1) 22 février. Coll. Moreau, t. 233, p. 32.

(2) Arch. du Nord, liasse 2, recueil de titres.

(3) *Idem.*

dée 1/2 de terre sise au Dalissart, moyennant une redevance annuelle de 19 s. bl. (1).

En 1360, Gilles donna à bail la cense de Saint-Nicolas (2) et il consentit un prêt en 1364.

A cette dernière date, nous extrayons du cartulaire des comtes de Hainaut rapporté par Devillers (3) :

« Lettres de Mgr le duc Aubiert données à Mons en Haynnau l'an « mil ccc sissant quatre le xxij^e jour de may par lesquelles il recon- « noit que l'abbé et le couvent de Crespin lui ont presté 300 frans de « Haynnaut. »

Ce prêt d'argent avait sans doute pour but d'aider le duc de Bavière à soutenir ses droits contre les prétentions du roi d'Angleterre. La descendance de Charlemagne, de Richilde et de Baudouin, s'était éteinte avec Marguerite la Noire Dame ; avec la seconde Marguerite, femme de l'empereur Louis de Bavière, s'éteignit la maison d'Avesnes, et le Hainaut, la Hollande, la Frise et la Zélande passèrent à la maison royale de Bavière (4). De ce fait procède la « Déclaration « en franchois et en parchemin scellée des abbés de Saint-Ghislain, « Anchin et Crespin, et des seigneurs de Ville, Mons et Maubeuge, « par eux donnée en 1364, déclaration par laquelle ils certifient « que le comté de Hainaut ne peut point être séparé, qu'il appartient « légalement à Guillaume, comte, que les alleux et main-fermes ne « peuvent être partagés et que le gouvernement du pays appartient « au duc Aubert de Bavière et non au roi d'Angleterre » (5).

★★

L'abbé ne négligea rien de ce qui pouvait contribuer à la prospérité du monastère ; il fit creuser « cinq viviers entre le village « de Crespin et la fontaine de Saint-Landelin, après avoir obtenu « l'autorisation d'ouvrir un fossé, afin de tirer de la petite rivière « Louriol (Honniel) l'eau nécessaire pour emplir les étangs de l'ab- « baye » (6).

Guillaume, sire de La Roche, etc., le 15 août 1364, permit aux religieux d'ouvrir ce cours d'eau à une largeur de 12 pieds. Toutefois comme ce fossé devait traverser les terres et la seigneurie de Quiévrain, il mit cette condition : les bénédictins célébreront chaque année deux obits, l'un pour moi, l'autre pour mes ancêtres (7).

★★

Gilles acheta en 1360, à la Chapelle, 1 journ., 9 verges de terre et à Lousmois 3 quartrons 14 verges de pré (8).

(1) Arch. de Condé, GG 91.

(2) Arch. du Nord, liasse 23.

(3) Chroniques belges, t. V, p. 581.

(4) Nicolas de Guise, Hist. de Mons.

(5) J. de St-Genois, Monuments anciens pour servir à l'hist. de France et du Hainaut, t. I, p. 345.

(6) Note de D. Queinsert, jointe à la charte qui suit.

(7) Coll. Moreau, t. 235, p. 158. — N.-B. : « La terre de Quiévrain appartient à présent, à M. le duc d'Arenberg qui l'a hérité avec d'autres domaines, par les femmes de la grande et noble maison éteinte de Lalaing » (Queinsert).

(8) Arch. de Croy, carton 72, p. 219.

En 1365, il acheta viagèrement à l'abbaye de Noyon quelques propriétés dans le Hainaut autrichien, savoir : « A Queuraing, un « moulin par indivis avec le duc d'Arenberg et 20 journaux de « prés, et à Hensies une cense avec deux charrues de terre pour la « somme de mille florins d'or et trois cent livres une fois payés. »

« L'abbé, entrant en jouissance, paya le prix convenu, d'où la « quittance donnée le 23 juillet 1365, de 1.000 florins et 300 li- « vres (1). »

A l'instigation du Prélat, le « 9 de novembre 1360, messire Tho- « mas, presbre, a donné aux pitances 40 escus pour fonder un obit « par an dont lesd. pitanciers ont acquis un journeu et 9 verges de « terre en La Chapelle et 3 quartrons de prets et 14 verges en « Loulmoit (2). »

★★

Pour s'assurer des prières après sa mort, « Gilles légua quarante « écus aux chanoines de Walcourt » (3). Nous lisons au nécrologe de « cette église : « Obit de Dom Gilles de Thuin, abbé de Crespin..., qui « pour célébrer l'anniversaire de sa mort laissa 40 écus ; les cha- « noines en eurent 26 et deux tiers, les chapelains et les clercs 13 « et un tiers. Ces écus sont assignés pour en obtenir le revenu sur « 4 journals de terre situés à Nessia (4). »

Gilles avait également fondé deux obits à l'abbaye de Crespin.

L'obituaire porte :

« Le xij des calendes d'avril (5), obit pour D. Gilles de Thuin, « abbé de ce couvent, pour ses parents et pour Nicolas, son frère, « qui a donné à notre église la valeur de vc florins et plus et qui a « ajouté en numéraire ivc francs, dont 146 francs ont été « employés en 1380 à l'achat de certains revenus à Frasne et à la « Flamengrie... Le 6 des ides d'octobre (6), obit pour D. Gilles de « Thuin, abbé de ce monastère, pour ses parents et alliés. Pour cet « office il donna à notre église 90 francs (7).

★★

L'abbé Gilles mourut le 8 octobre 1365 ; sur ses restes fut érigé un monument en marbre. Sur le pourtour on lisait cette épitaphe :

« Ci-gît Gilles de Thuin, abbé de... Crespin qui mourut l'an 1365, « la veille de la Saint-Denis... que son âme repose en paix (8).

(1) Note de D. Queinsert, Coll. Moreau, t. 235, p. 214, 216, et notes.

(2) Arch. de Condé, GG 90.

(3) Ville à 7 lieues de Namur.

(4) Raissius.

(5) 21 mars.

(6) 10 octobre.

(7) Arch. du Nord, liasse 21.

(8) Raissius.

CHAPITRE XX

NICOLAS II DE TOURNAI (1365-1383)

§ 1^{er}. — *Nicolas, moine de Liège, élu abbé de Crespin
Il fait restituer les biens du monastère. — Procès
Records et confirmations*

A Gilles de Thuin succéda Nicolas de Tournai, appelé aussi Nicolas de Hainaut (1). Le nouvel abbé fut élu aussitôt la mort de son prédécesseur ; mais sa promotion subit un certain retard, peut-être même quelques entraves, d'où il ne reçut ses bulles que plusieurs mois plus tard ; c'est ce que relatent les Archives vaticanes :

« Nicolas fut nommé abbé, après le décès de Gilles, par le pape Urbain V le 30 mars 1366 (2). » Il promit de payer ses services le 22 avril 1366 (3) ; un premier paiement fut fait le 27 novembre de la même année, un second le 27 janvier 1368, et un troisième le 6 avril 1369 (4) ; le 31 août 1380, Nicolas fit personnellement sa visite en curie romaine (5).

L'abbé de Crespin était taxé à 1.400 l. t. ; et comme services dûs à l'évêque, il devait le visiter (6).

Quelques mois après sa promotion, le 8 juillet 1366, l'abbé de Saint-Landelin paya ses reliefs au chapitre de Cambrai, « parce que son monastère possédait sur les territoires de Montigny-sur-Roc et d'Angre plusieurs héritages, entre autres viij mencaudées demie, pourquoy fut passée quittance par ce chapitre portant : Reçu de Nicolas, abbé de Crespin, la somme de xvij sols parisis pour relief dub pour ces terres à chaque mutation d'abbé » (7).

D'après les historiens (8) et l'obituaire de l'abbaye, Nicolas était,

(1) Raissius. Monast. Bened.

(2) Arch. Vat. Reg. Avignon, Urbain V, t. 13, f° 49, cité par D. Berlière.

(3) Arch. Vat. de lib. oblig., cité par D. Berlière, n° 662.

(4) *Idem*, n°s 685, 702, 270.

(5) *Ibid.*, n° 1063.

(6) Anal. pour servir à l'hist. eccl. de la Belg., t. 28, par le chanoine Reussens.

(7) Coll. Moreau, t. 236, p. 18 et note.

(8) Raissius, Gallia Christiana, Monast. Bened.

quand il fut promu à la dignité abbatiale, moine de Saint-Jacques de Liège.

Raissius présente ce prélat en ces termes : « C'est un homme de lettres, d'une grande fermeté de caractère et aux mœurs intègres (1). » Et, pour mieux exprimer encore la supériorité de celui dont il fait l'éloge, il ajoute : « Il est éminent puisqu'il s'est élevé par ses propres mérites et par sa propre puissance de son humble rang de moine à la haute dignité d'abbé. »

A la tête du monastère de Crespin, Nicolas déploya son zèle et son énergie afin de remettre sa maison en possession des biens et des revenus dont on l'avait dépouillée par la force et par la violence. Sans doute ce fut à grand'peine : démarches auprès des grands pour obtenir leur appui ; démarches auprès des puissants pour réclamer le maintien des droits et la confirmation des privilèges de l'abbaye ; comparutions devant les tribunaux où Nicolas exhibait ses titres de revendication ; démarches enfin auprès de l'autorité ecclésiastique pour obtenir l'apposition du *vidimus* aux divers actes et titres. Bref, l'abbé employa tous les moyens dont il pouvait disposer.

Voici quelques-unes des difficultés que le Prélat eut à aplanir :

D'abord un différend s'est élevé avec le village d'Harmignies pour un « cerquemanage » (arpentage) ; l'abbé, le 11 février 1369, protesta auprès de la cour de Mons contre les agissements du maire et des échevins d'Harmignies qui, sous prétexte de connaître les bornes des « waresquais » de la communauté, empiétaient sur l'héritage des religieux, ce qui procure, déclare Nicolas, « un grand grief, préjudice et damage à l'église (2). »

Après ce premier débat, un autre survint à propos de la taille du bois d'Hautraige. Déjà nous avons indiqué les donations faites à l'abbaye sur ce terroir (3) ; l'accord établi entre le monastère de Crespin et celui de Saint-Ghislain (4) pour certaines parties de bois ; la protestation de Gilles I^{er}, en 1249, et la condamnation de Gérard de Ville qui voulait s'emparer de la 9^e partie du bois d'Hautraige, etc.

Une nouvelle difficulté se présenta sous la prélature de Nicolas de Tournai ; Jean de Berlaimont, sire de Ville, s'était emparé de la 9^e partie du bois dite « la haie d'Hautraige ». L'abbé de Crespin protesta, exhiba ses titres et présenta des témoins. Devant ces preuves, J. de Berlaimont reconnut que son prédécesseur avait empiété sur les droits du monastère. Pour éviter à l'avenir d'autres différends, en 1375, il établit un acte par lequel il reconnut que la 9^e partie du bois d'Hautraige appartenait à l'abbaye de Crespin et

(1) ... « Non absurdè colligitur Nicolaum... virum et moribus et litteratura fuisse insignem... » (Raissius).

(2) Orig. en parchemin, Arch. du Nord, série H, liasse 10.

(3) V. ci-dessus, Arnould, 1210.

(4) *Id.*, Guillaume I^{er}, 1217.

que sans son consentement, « les tailles d'icelui ne pouvoient être vendues » (1).

Ce différend terminé, Nicolas tourna son action contre le seigneur de Wargnies qui « doiz cascun an à l'abbaye ung muy de bled et « ung muy davaine à prendre sur la disme dud. Wargnies... refu-
« sant de payer, sentence favorable fut obtenue à la cour de Mons
« par Nicolas, abbé de Crespin contre le seigneur en 1376 » (2).

Puis l'abbé obligea un habitant de Saint-Aybert à payer divers arriérés :

Le débiteur J. Leclercq reconnut ses dettes ; elles s'élevaient à 35 l. t. Comme garantie de paiement, Jacquemart présenta aux hommes de la loi ses biens meubles :

« Et premiers les semailles d'un journal de terre ; It. les semailles
« de iiij quartiers ; It. le lin de iij quartiers de terre ; It. le
« blet de iij quartiers de terre ; lavaine de wittel et demi de
« terre ; It. lavaine de demy wittel de terre ; It. lavaine,
« les pois, et les fèves de j wittelées de terre ; It. iij pour-
« trains (3) cest assavoir une poutre blonde de ij. ans, j pouleriel
« noir, j pouleriel blon ; It. ij viaus sest li uns noirs et li autres
« rouges, xvj oisons, ij auwes (4) et le gars, j esclin, xij aunes de
« toille de lin, xx aunes de toille destoupes, une kote (5) hardie
« noire de femme, une pliche de liuvres, une viesture, ij paires de
« linchiuls (6), ij couvretours lun vert, lautre rouge, une meth (7),
« ij noirs cauderons, ij payelles darain, j seel à cleres bandes, j seel
« de puch (8), j courbet, une happe, ij greis, ij tripieds, une cra-
« mille, j mortier le pestiel, j bufet à iiij piés, j siège, une taule (9),
« j kest, j tonnelet et lesel, ij boutelles de quier, iij cousins, une
« fauch, ij fourkes de fier, j fourkier, j hef (10), iij kayères, demy-
« cent de faisses (11), demi-cent de laingne, j van, j vasiel, iij sas,
« deus grans et un petit... Tous lesquels meubles led. Jakemars les
« recogneut appartenir à M. l'abbé comme meubles et cateus à sad.
« église. » Fait le 18 mai 1378 (12).

Un différend s'était élevé entre l'abbé de Saint-Landelin et les mambourgs des pauvres du village, à cause d'une rente de 40 s. assise sur une maison située près du pont à la Cambe. Un accord, daté du 11 mars 1383, mit fin à la discussion : « Ces 40 sols furent
« ainsi répartis : L'abbaye devait célébrer un obit à notes, avec

(1) Coll. Moreau, t. 237, p. 64.

(2) Arch. du Nord, liasse 22.

(3) Poulains.

(4) Oies.

(5) Jupe.

(6) Draps.

(7) Pétrin.

(8) Puits.

(9) Table.

(10) Instrument pour tirer le fumier.

(11) Fagots.

(12) Arch. de Condé, GG 91.

« vigiles et messe pour le repos de l'âme de Lottart Cambier et Agnès sa femme qui ont choisi leur sépulture dans le cimetière des religieux. » Les mambourgs des pauvres devaient affecter leurs 20 s. de rente à la célébration d'un obit anniversaire, fixé au 18 août ; 24 femmes veuves et pauvres devaient assister à cet office, aller à l'offrande, « chacune femme portant un pain et une candelle » de la valeur de 2 deniers. Le curé percevait 5 s., le clerc 2., et le reste était distribué aux 24 veuves (1).

Enfin l'abbaye qui avait 8 s. 6 d. de rente sur la maison J. Dupont de Crespin, était demeurée pendant trois années sans recevoir cette redevance ; l'abbé en référa aux maires et échevins qui déclarèrent la déchéance de Dupont au profit de l'abbaye qui arrenta le manège à J. Le Doyen (2).

Ces quelques exemples ne donnent qu'un faible aperçu des protestations et des réclamations que dut faire entendre N. de Tournai pour protéger et maintenir les intérêts de sa maison.

Raissius résume l'action du prélat en ces termes : « Nicolas remit le monastère en possession de beaucoup de richesses et d'un grand nombre de revenus qui lui avaient été arrachés par la violence ; il le fit à gros frais d'argent et à grand-peine (3). »

En présence de ces difficultés, pour assurer les droits du monastère, Nicolas eut la sagesse de les faire confirmer.

Les anciens comtes de Hainaut avaient exempté les habitants de Crespin du droit de morte-main, exemption que Marguerite avait confirmée en 1249 (4) et que Aélis, épouse de Jean d'Avesnes, avait ratifiée en 1258 (5). En 1276, Marguerite, comtesse de Flandre et de Hainaut, avait ordonné à ses baillis, prévôts et sergents d'empêcher que les religieux de l'abbaye de Crespin ne soient injuriés tant en leurs personnes qu'en leurs biens (6).

Or, en 1379, à la demande de l'abbé de Crespin, l'abbé de Saint-Jean de Valenciennes, fit la déclaration suivante :

« J'ai vu les lettres patentes de Marguerite, comtesse du Hainaut. J'affirme qu'elles sont absolument intactes et qu'elles portent encore empreint le grand sceau de la Comtesse. J'ai également considéré les lettres patentes d'Aélis et j'ai constaté la même authenticité. Quant à celles de Marguerite de Hainaut, elles ne permettent pas plus que les autres le moindre doute. C'est pourquoi, voulant corroborer ces chartes, j'y ai appendu mon sceau et ai prié le notaire de confirmer le tout de son autorité (7). »

En 1192, Bauduin de Mortagne, avait exempté à perpétuité le

(1) Arch. de Croy, carton 73, pièce 267.

(2) Arch. de Condé, GG. 91.

(3) « *Monasterii proventus, ac census, magnis pecuniæ vi oberatis recuperavit* » (Raissius).

(4) Coll. Moreau, t. 171, p. 37.

(5) Coll. Moreau, t. 181, p. 66.

(6) Coll. Moreau, t. 200, p. 216.

(7) Coll. Moreau, t. 238, p. 246.

monastère de Crespin du droit de vinage et de payage (1). A l'époque qui nous occupe, les moines de Saint-Landelin, menacés de perdre ce privilège, en demandèrent la confirmation à Charles VI ; ce qui leur fut accordé au mois de janvier 1380 (2).

§ 2. — *Donations. — Actes divers de Nicolas. — Un bail
Mort de Nicolas*

Les efforts de l'abbé Nicolas furent suivis d'heureux résultats ; bien plus, il eut la joie de rencontrer des âmes pieuses qui l'aiderent à augmenter le domaine de l'abbaye.

Le 15 février 1366, Marguerite Taupine donna aux pitances trois quartrons de pré, à charge d'un anniversaire à perpétuité pour elle et C. Mariousel son mari (3).

« En 1367, Damp Jehan Binchoven a acquis pour les pitances « xxj sols de rente par an sur une maison à Crespin et ce pour « avoir un obit à nottes à tousiours pour ses père et mère et pour « luy... Fut comme prévos Damp Nichol Paumard (4). »

« Le jour de la feste de Saint-Benoist 1377, J. Geolle avoit donnet « pour la pitanche xx s. t. de rente cascun an à recevoir sur deulx « journeulx et demie de pret et xxij verghes gisans en Laumoit à « Gespin et s'appielle le pret au buisson... li religieux doivent faire « cascun an à tousiours un obit à végilles à voye pour led. « Geolle, etc. (5).

« Macquet et sa femme ont donné as pitances pour un obit annuel « à note, vigilles et messe xxix s. t. de rente sur une maison faisant « le touquet de la rue des prets... outre lequel obit lesd. donateurs « ont choisi leur sépulture en le cimetière de l'abbaye de laquelle « rente de xxix s. est à rendre au curet de Crespin iiij s. t. et au « clercq xij den. pour aussi un obit annuel en l'église Saint-Martin « de Crespin, faict le 18 juleit 1378 (6).

« J. Le Doyen, en 1381, a donné aux pitances 6 s. de rente à « charge d'un obit avec vigilles et messe à nottes, pour l'âme de « luy, son père, sa mère et son espeuze (7). »

« L. Macket et sa femme ont donnez as pitances iij huit- « telées de terre gisantes près la voye des Enclosis, lesquels dona- « teurs avoient par avant donné rente sur une maison en la Lou- « vière mais comme lad. maison fut bruslée, trouvèrent bon de « faire le don desd. trois huittelées et ce pour avoir cascun an à

(1) Coll. Moreau, t. 94, p. 135.

(2) Miraeus, cap. 83. — *Item*, Arch. du Nord, liasses 17 et 20.

(3) Arch. de Condé GG 91 et Coll. Moreau, t. 236, p. 59.

(4) Arch. de Condé, GG 91.

(5) Arch. de Condé, GG 91 et Coll. Moreau, t. 238, p. 269. — *N.-B.* : L'obit se célébrait aux nones de mars.

(6) Arch. de Condé, GG 91.

(7) Arch. de Croy, cart. 71, p. 153.

« tousiours un obit à nottes, vigille et messe pour eulx, etc. Faict
« le iije de may 1383 (1). »

J. Cornis demeurant à la Chapelle et sa femme ont donné « as
« pitances xx florins dor francs de France pour les convertir a
« l'achat d'héritages et afin d'avoir un obit à notes, messe et vigil-
« les, faict le 30 de janvier 1379 » (2).

L'année 1380 fut spécialement marquée par de nombreuses largesses des fidèles. C'est d'abord la donation « de xxij francs faite à l'abbaye par J. Alavaine et son épouse ». Cette somme fut employée à acheter un journal de pré moins dix verges à charge d'un obit à trois leçons célébré pour les bienfaiteurs. L'obituaire porte que cet anniversaire se célébrait le vije des ides de janvier (3).

Le 8 février se célébrait au monastère Saint-Landelin un obit pour Ode qui, en 1380, avait donné deux journaux de pré adjacents au cours d'eau de l'Aulnois (4).

« J. Dieudonez a donné as pitances 22 florins dor appelez frans
« de France desquels les pitanciers ont acquis un journeu de pret
« derrière les Enclois à charge d'un obit à notes, vigilles et messe
« par an et estre enterré en la cimentière de l'abbaye luy et
« Maroye se femme. Faict le 26 febvrier 1380 (5). »

« C. de Mingnau et son mari ont donné aux pitances vij. s. vj
« d. t. pour j obit par an pour eulx (6). »

« P. Robiert a layet à léglise Saint-Landelain xx. s. t... à pain, à
« char et à vin... que le pitanchier recevra chaque année sur une
« maison... à la Louvière (7)... à condition que lid. religieux devra
« faire un obit à notte, vigilles et messes dan en an... pour lame
« doud. Piérars et se femme, etc., et avoech chou doit lid. espeuse
« avoir se séputure en le cymentière desd. religieux. Faict l'an de
« grasce Mccc et iiijxx le xxijE d'aoust (8). »

L'an « mil iijc et iiijxx, Jehanne de Wargny dist que ses pères
« avoit donné as pitanches v s. t. que il avoit de rente cascun an
« sur le manage qui siet devant le boet de labéic... à laquelle rente
« lid. Jehanne renoncha... en la manière que ses pères lavoit
« layet » (9).

« En 1382, Ph. Doïn a donné au monastère de Crespin xx frans
« auxquels le couvent en ajouta ix pour acquérir un journal de pré

(1) Arch. de Condé, GG 91.

(2) Arch. de Condé, GG 91 et Arch. du Nord, liasse 21.

(3) *Idem.*

(4) *Idem.*

(5) Arch. de Condé et Arch. du Nord, liasse 21.

(6) *Idem.* L'acte dît entre 1380 et 1383.

(7) « La rue de la Louvière à Crespin est celle qui mène à la forêt d'Amblige. »

(8) Coll. Moreau, t. 239, p. 24.

(9) *Id.*, t. 239, p. 32 et Arch. de Condé, cahier oblong, fonds d'obits, p. 4.

« à Laulmois à condition d'un obit anniversaire... qui se célébrait « le xije des calendes de février (1). »

L'année suivante, en 1383, J. Cambrelent, chanoine de Valenciennes, donna à la pitance de l'abbaye xi francs qui furent employés à l'achat d'un journal et demi de pré situé à la Chapelle à charge pour le monastère de célébrer chaque année un obit pour lui, pour sa mère et pour sa sœur. L'obituaire du couvent porte que cet anniversaire se célébrait le xv^e jour des calendes de février (2).

L'abbé de Crespin qui suscitait de telles générosités avait donné l'exemple : il avait fondé un obit qui se célébrait à l'abbaye le ije des ides de mai, anniversaire de sa mort. Pour ce, dit l'obituaire, Nicolas avait donné au monastère xxx s. t. à prendre sur la maison Jean Adam qui tient au presbytère de Crespin (3).

* *

A ce qui précède nous ajoutons quelques actes passés sous la prélatrice de Nicolas de Tournai.

D'abord, en 1369, le « vidimus donné sous le sceau de Nicolas de Tournay, sur le record des féodaux de la cour de Mons au sujet « de la rente de 200 l. t. constituée en avril 1282 sur la terre de « Roelx par Eustache, sire de Roelx, au profit de son oncle « Ernoul » (4).

Puis en 1370, « le vidimus donné sous le sceau de l'abbé de Crespin de la sentence rendue par Gilles, bailli du Hainaut, en faveur « de Mikiuls, sire de Ligne (5) ».

Ensuite un arrentement :

« Messires li abbés et li couvens de léglise Saint-Landelin de Crespin congneisent avoir donnet à rente à Jehan dou Pont un courttil « séans en le rue dou moulin à Crespin... led. Jehan en doit rendre cascun an de rente xiiij s. b... à cel arrentement... se y fu « comme prévos Dampnt Nicolles Paumars... Che fu fait en... mil « iije lxxiiij (6). »

La même année, le pitancier a donné à rente à P. Wallet une mesure sise en la rue Valenciennoise moyennant la redevance annuelle de 12 s. t. (7) et en 1278 il donna à rente à Monnet de Wargny « un manage et tout ly estre » sis près le petit vivier, à charge de payer chaque année 30 s. t. (8).

Le 4 juillet 1374, l'abbé Nicolas acheta 25 sous de rente sur l'es-

(1) Arch. du Nord, liasse 21.

(2) *Idem.*

(3) *Idem.*

(4) Cartul. des Comtes de Hainaut, par L. Devillers, t. II, p. 132.

(5) Monuments anciens, par J. de St-Genois, t. I, p. 400.

(6) Coll. Moreau, t. 237, p. 168. — D. Queinsert, en mars 1772, ajoute en note : « L'arrentement mentionné ci-dessus n'a plus lieu depuis plusieurs siècles ; l'abbaye auquel appartenait le courttil proche son moulin l'a retraits pour le défaut du paiement de la rente de 14 s. b. et réuni à son domaine. »

(7) Arch. de Mme la Duchesse de Croy, carton 73, p. 268.

(8) *Idem.*, carton 71, p. 137.

choppe laquelle tient au cimetière de l'abbaye et de la paroisse (1).

En 1379, « un record des eschevins de Triith et de Maing, ou rapport de la cession et vente à rente annuelle et perpétuelle qu'avoit faite l'abbaye de Crespin de sa cense et dépendance de Penenche, paroisse de Quérinaing, au profit de Jehan Fiévet pour la somme de 60 l. t. (2), servant ce record de saisine au profit de lad. abbaye. Ce qui fut fait à la requête de Dom Jacques Wiars, prévôt de Crespin » (3).

Enfin en 1380, « une sentence de la court de Mons relative au doit de morte-mains... » Un procès était pendant entre J. Mier-tinez, le sergent des morte-mains et messire Alexandre, chapelain de l'église de Pommeroel, parce que Jacquemart avait prélevé le meilleur catel lors du trépas de Marie Soupette, mère du chapelain. Messire Alexandre produisit le titre de sa mère qui était « sainteur » de Saint-Landelin ; la cour lui donna raison. Le sergent s'y soumit et restitua. Cette sentence est datée de l'an 1380 (4).

**

Sous Thibauld Gignos, avait été faite à la date du 11 juin 1348 un bail « de la maison con dist la capiele Saint-Nicolay entre deux Hainnes et de tous ses revénus ». Le 11 février 1360, nous trouvons : « Bail à Jean Régibot de Pommereuil de la maison appelée le capiele Saint-Nicolay entre deux Haynne et de ses revenus pour six années consécutives (5). »

Quel était le « comprendement » de cette ferme ? Voici ce que nous connaissons à ce sujet :

« Extrait d'un livre escrit à la main sûr parchemin de l'an 1385 p. 80... A la capielle Saint-Nicholas a entour x muids de tière et entour ij bonniers de pret et si est li manaignes et li sauchois et li dismaiges et les rentes qu'ils vaillent entour xx libres et si at Saint-Landelin le peskerie en le vive Haine et en la morte Haine tout partant contre le seigneur et ses terres quand on les vend u ackate et à fourmoute Saint-Landelin y a demy septier de vin de service et les rentes qui valent xxvj s., xxvii capons et xxxvij poulles... (6). »

Quelles étaient les obligations du locataire ? Un bail du 1^{er} février 1379 en faveur de Ph. li Poinville, veuve de P. Pourchielle, les énumère : sa durée était de 4 années et la redevance annuelle de 75 l. t., 4 muids d'avoine et 6 sols tournois pour « un giste » (7).

**

Nous avons, d'après les manuscrits et les chroniqueurs adopté l'année 1365 comme date de l'avènement de Nicolas de Tournai.

(1) *Idem*, carton 70, p. 61.

(2) Coll. Moreau, t. 229, p. 91, 93, 95.

(3) *Idem*, t. 238, p. 229.

(4) Coll. Moreau, t. 239, p. 8.

(5) Arch. du Nord, liasse 3, chirogr. en parchemin. Pièce originale.

(6) *Idem*. *Idem*. ..

(7) Coll. Moreau, t. 238, p. 248. V. p. just. n° 43 A.

Raissius, le *Monasticon Benedictinum*, Vinchant et autres historiens ne mentionnent pas la date de son décès. Il est cependant possible de donner cette date. Pour arriver à la déterminer, il faut noter par anticipation que Mathieu Fiévet, son successeur, fut nommé abbé de Crespin le 17 octobre 1383 par le pape Clément VII (1).

D'autre part, dans le récit d'un « abatis de maisons » à Crespin, il est fait mention (2) de « deux varlés de l'abbé »... et que « Jake-mart et Jehan » s'étaient rendus « deviers Monseigneur l'abbet ». En outre une charte datée du 15 mars 1383 mentionne une maison située près du « Pont à le Cambe qui péris de feu de mestéance » ; dans cet acte le mot « abbé » est répété cinq fois. Le siège de Crespin n'était donc pas vacant en avril 1382, ni en mars 1383.

De plus l'obituaire de Brogne (3) porte : « ij idus maii obierunt « Nicholaus laïcus cujus anniversarium tenemus facere, Rodulphus « presbyter, Theobaldus clericus, Dompnus Nicolaus abbas monas- « terii Sti Landelini de Crispinio, Dompnus Willelmus abbas Sti « Petri Lobbiensis » (mort en 1359), « dompnus Nicolaus Symonart « sacerdos monachus Lobbiensis » (mort en 1591). Malheureusement, fait remarquer le chanoine J. Barbier, « l'absence de date « dans l'obituaire et dans les listes des abbés de cette maison (Cres- « pin) rapportées par les historiens ne nous permet pas de déter- « miner l'abbé dont il est ici fait mémoire. Trois abbés de Crespin « portèrent le nom de Nicolas ; l'un gouverna l'abbaye pendant « huit ans et vivait encore en 1321 ; l'autre vivait en 1365 ; enfin le « troisième mourut en 1433 » (4).

Ceci ne nous empêche pas d'affirmer qu'il est question aux ides de mai de Nicolas de Tournay.

Nous avons vu plus haut que Nicolas de Thulin, élu abbé en 1315 mourut en 1323 au mois de septembre (5).

Nous verrons plus tard que Nicolas du Parc, d'après les archives de Valenciennes (6), « fournit une somme considérable pour le con- « cile de Bâle » (1433) et « mourut la même année le 13 septembre » ; puis nous trouvons un « ancien compte faict et rendu par le recep- « veur à l'abbé Nicol commençant le nuict Sainte-Croix le 13 sep- « bre que lors led. abbé trespassa » (7).

Le troisième abbé qui portait le même prénom et qui vivait en 1365 ne peut donc être que celui qui nous occupe, c'est-à-dire Nicolas de Tournai.

Puisque certaines chartes relatent la présence d'un abbé en avril 1382 et mars 1383 ; puisque les archives vaticanes donnent comme

(1) Arch. Vaticanes.

(2) H. Caffiaux, *Revue agricole... de Valenciennes*, t. XVI, p. 399.

(3) *Analectes pour servir à l'Histoire de la Belgique*, t. XVIII, p. 319.

(4) Obituaire de l'abbaye de St-Gérard-de-Brogne, ordre de St-Benoît, annoté par J. Barbier, chan. titré de la cath. de Namur.

(5) Extrait d'un compte, Arch. du Nord, liasse 11.

(6) Actes divers ayant rapport à Crespin.

(7) Arch. du Nord, liasse 2. — Fisquet donne la même date.

date de l'élévation de Mathieu Fiévet à la prélature le mois d'octobre 1383 ; puisque, enfin, Nicolas de Thulin mourut au mois de septembre 1323 et Nicolas du Parc au mois de septembre 1433, nous pouvons compléter l'obituaire de Brogne de la façon suivante : « Nicolas de Tournai est mort le ij des ides de mai (1383). »

Par le fait même nous complétons l'obituaire de Crespin où nous lisons :

« Le ij des ides de may obit pour Nicolas de Tournay ou de Hainaut de pieuse mémoire qui fut jadis notre abbé (mort en 1383) et autrefois moine de Saint-Jacques de Liège ; il a donné à notre couvent xxx sols blans sur la maison Jean Adam attenant à la maison du curé (1). »

**

Avant de passer au successeur de Nicolas, il est utile de faire remarquer qu'il peut survenir quelques légères différences dans les dates des chartes de cette époque.

Par exemple, la donation de Marguerite Taupine aux pitances, rapportée ci-dessus, est datée du mois de février 1366 ; Dom Queinert met entre parenthèses « nouveau style 1367 » ; en second lieu le vidimus donné par Gilles, abbé de Valenciennes, est daté du 3 janvier 1379 (nouv. style 1380). Enfin la confirmation donnée par Charles, roi de France, est du mois de janvier 1380 (n. st. 1381) ; etc., etc.

La raison est que :

« En France, l'année au temps des Mérovingiens commençait en mars ; au temps des Carlovingiens elle commença pendant quelque temps à Noël ; mais ordinairement la fête de Pâques marquait le commencement de l'année ; ce qui amena une grande confusion, parce que cette fête est mobile. Charles IX, en 1564, publia un édit dont le dernier article établit qu'à l'avenir l'année commencerait le premier janvier. Ce changement donna naissance au vieux style et au nouveau style, et amena une certaine confusion dans l'établissement des dates, parce que les mois de janvier et de février et une partie de mars (2) se trouvèrent reportés dans une autre année, ce qui produisit de graves erreurs chronologiques (3). »

(1) Arch. du Nord, liasse 21. — N.-B. : Pour plus de détails sur la mort de Nicolas de Tournai, voir ce qui a été publié sous notre signature dans le *Bulletin des séances du Cercle archéologique de Mons*, 2^e série, 1^{er} bulletin, 1910

(2) L'auteur aurait pu ajouter une partie d'avril.

(3) Dict. encyclopédique de Jules Trousset, au mot « année ».

CHAPITRE XXI

MATHIEU I FIEVET (1383-1407)

§ 1^{er}. — *Mathieu Fiévet. — Son éloge. — Docteur en droit, professeur à Paris. — Trésorier du Hainaut. — Moine de Saint-Martin de Tournai. — Abbé de Crespin. — Travaux exécutés à l'église et aux édifices.*

La mort de Nicolas fut une perte pour l'abbaye de Crespin ; mais Dieu, qui dirige toutes choses, lui avait préparé un digne successeur dans la personne de Mathieu Fiévet.

Les chroniqueurs, parlant du nouvel élu, disent :

« Mathieu Fiévet... acquit une haute réputation (1) »... ; « cet homme de conseil fut la lumière et la gloire de son temps (2) »... ; « il brilla par l'éclat de toutes les vertus... ; il était noble de mœurs et de caractère..., d'un aspect vénérable, d'un esprit distingué et d'une prudence consommée. »

Ce prélat fut, sous tous les rapports, un bienfait pour le monastère (3).

Le seigneur de Quiévrain, Simon de Lalaing, ayant apprécié avec quelle sagesse Fiévet administrait les affaires qui lui étaient confiées, le choisit pour exécuteur testamentaire. Après lui, Jean de Lalaing accorda ses largesses au monastère parce qu'il avait entendu faire de Mathieu les plus magnifiques éloges (4).

★★

D'où venait le nouveau prélat de Crespin ? Quelle était sa profession ? Comment arriva-t-il au monastère ?

Nous ne connaissons pas le pays qui lui servit de berceau ; nous ne savons pas où il fit ses études, ni où il conquit ses grades. C'est dans un acte daté du 28 avril 1380 que nous rencontrons son nom

(1) Vinchant.

(2) Brasseur, Th. abb. Han.

(3) « *Hic multa bona contulit nostro monasterio* » (Obituaire).

(4) « *Joh. de Lalaing, audita fama hujus praelati, largitus est...* » (Raissius).

pour la première fois ; le Prélat figure comme témoin et signe comme simple moine (1).

Quant à ses titres, nous pouvons dire : « Mathieu, docteur en droit, fut professeur en décrets et en droit canon à Paris ; il composa un commentaire sur les Décrétales (2) » ; il fut trésorier de Haynnau, maistre et gouverneur de l'église, hospital et béghinage Saint-Ysabel à Valenciennes » (3).

Pour des causes inconnues, à une époque indéterminée, Fiévet abandonna sa profession ; il quitta Paris pour se retirer à Tournai dans l'abbaye de Saint-Martin.

Ses talents ne pouvaient demeurer enfouis, et si les religieux de Crespin ont choisi « à l'unanimité » Mathieu pour leur supérieur (4) c'est que la renommée de cet homme n'avait pu demeurer concentrée dans les murs d'un monastère.

Voici ce que nous lisons aux Archives vaticanes :

« Le 17 octobre 1383, le siège de Crespin étant devenu vacant par le décès de Nicolas de Tournai, Clément VII donna mandat à l'évêque de Cambrai de bénir et d'installer Mathieu Feodati moine de Saint-Martin de Tournay, élu abbé de Crespin (5) ; le 4 ou le 9 mars 1384, Mathieu signa par procureur l'obligation de payer ses services à la chambre apostolique (6). »

On lit ailleurs qu'il « paya au chapitre de Cambrai 17 s. par. dus par le monastère lors de la promotion d'un abbé pour le relief de viij mencaudées et demie de terre sises à Montigny-sur-Roc et à Angres » (7).

Arrivé à Crespin, le Prélat se mit généreusement à l'œuvre ; il travailla à sa propre sanctification et à celle de ses frères, déversa sur eux l'affection dont son cœur était rempli et déploya pour cette maison de Dieu toute l'ardeur de son zèle (8).

Sous sa prélature, « les bâtiments de l'abbaye furent réparés et transformés (9) ; la sacristie fut enrichie d'ornements, l'église abbatiale fut magnifiquement décorée et d'importantes transfor-

(1) D. Berlière, Monast. Belg.

(2) Obituaire de l'abbaye. — *It.*, Raissius, Brasseur et D. Berlière, Monast. Belg. — *N.-B.* : Décrets : nom donné aux règlements et ordonnances des Papes. Canons : nom donné aux ordonnances des conciles. En ce sens, on appelle décrets la première partie du droit canon (Dictionnaire de Trévoux).

(3) Coll. Moreau, t. 241, p. 157. — *Item*, Arch. du Nord, fonds de l'évêché et chapitre de Cambrai, C 1395.

(4) « *Math. Fiévet decretorum doctor eximius Nicolao defuncto unanimi omnium consensu in abbatem substituitur* (Raissius).

(5) Arch. Vat. Reg. Avignon, 233, f° 163. — *N.-B.* : Nous ne donnons pas la formule du serment ; elle est la même pour tous les abbés. Voir de Ligne. L'original se trouve aux Archives de Croy, cart. 70, p. 41.

(6) D. Berlière, Inv. de lib. obl. et sol. Bruges, 1904, n° 1090, p. 126.

(7) Coll. Moreau, t. 240, 84.

(8) Raissius.

(9) Extraits de l'obituaire de l'abbaye, Arch. du Nord, liasse 21.

« mations y furent exécutées. Le maître-autel et celui de Saint-Landelin (qui se trouvait derrière l'autel majeur) ayant été déplacés, de Tserclaes, évêque de Cambrai, se rendit au monastère pour leur réconciliation » (1).

Pour augmenter la piété des fidèles envers la Sainte Vierge, Fiévet établit une confrérie en l'honneur de Notre-Dame de Halles (2) dans l'église paroissiale de Crespin. Les chartes qui en contenaient les statuts, disparues au milieu des multiples pillages, furent reconstituées et cette pieuse association dura jusqu'à la Révolution.

§ 2. — *Relations de Mathieu avec les ducs de Bourgogne, de Bavière et Simon de Lalaing. — Il entre dans leur conseil, y remplit un rôle important.*

L'abbé fut en relations avec les personnages les plus importants de son époque et jouissait de leur confiance :

A la date du 11 avril 1385, dans les conditions du mariage entre Jean, fils aîné de Philippe, duc de Bourgogne, comte de Flandre, et Marguerite, fille du duc de Bavière, on lit : « ...Cinquante mille (francs seront) mis en dépost en la trésorerie de l'église de Cambray... duquel dépost garderont les clefs deux personnes, c'est assavoir pour nous duc et duchesse de Bavière, notre ami et féal conseiller, l'abbé de Crespin, Mathieu Fiefvet (3). »

Lorsqu'Albert de Bavière « fut à Avignon postuler du Pape la confirmation pour l'élection qu'avoit faite le chapitre de Liège de son fils Jean pour être évêque prince de Liège, Mathieu avoit avancé et presté une certaine somme de deniers au Comte de Haynau » (4).

**

La famille de Bavière séjourna à plusieurs reprises au monastère, témoin cet extrait :

« Chest li comptes que Malapiers de Sivry fait comme maistres varlés de l'hostel à sen très redoutet seigneur Monsigneur le Conte d'Ostrevant et à sen noble consel de tout chou qu'il a rechieupt... pour convertir ès frais et despens de l'hostel de sen dit poissant prince... depuis le dimence darain jour dou mois daoust l'an mil trois cens iiijxx et xix jusques au xxix^e jour dou mois d'aoust l'an mil iiijc... Puis le dimence darain jour d'aoust l'an iiijxx xix fu despenset au Quesnoit par medame d'Ostrevant,

(1) Martin Cuper trouva ce mémorial lorsqu'en 1556 il changea le tombeau du maître-autel pour y placer une nouvelle table.

(2) Raissius. Dans différents comptes et procès on désigne N.-D. de Halles. — Aux Arch. du Nord, liasse 6 (V. aussi Nicolas Duparcq et pièce just. n° 15), nous lisons : « Une confrérie établie à Crespin en l'honneur de N.-D. de Halles avait été érigée par Mathieu Fiévet, docteur en droit. »

(3) Cartulaires des Comtes de Hainaut, Devillers : Chroniques Belges, t. II, p. 368.

(4) Coll. Moreau, t. 240, p. 109.

« sen hostel et une partie de l'hostel monsseigneur qui y demeurent jusques au samedy après ensieuvant qu'elle se party pour aller à l'encontre de monsseigneur à Crespin monta li somme sans les pourvances pour .vj. jours demy... Liij. livres iiij. sols x deniers tournois (1). » ,

**

Simon de Lalaing avait sollicité de Fiévet l'honneur d'être inhumé dans l'abbaye ; son désir fut accompli. Nous lisons en effet dans un manuscrit de Douai :

« Au costé dextre du chœur (dans l'église abbatiale de Crespin) est dessous une arcure une tombe eslevée où est couché un homme armé vestu de sa cotte d'arme, un franchin de perles sur son chef, sa femme lez luy... Ichy noble homme, messire Simon de Lalain, jadis sire de Quiévrain et de Brébières qui trespasa l'an 1388 le iiij^e jour de juin Priés pour son âme. Chy gist noble Dame



Dessiné par Mad^e Marg. Tombois. 1912.

Fig. 14 et 15. — Sceaux de Mathieu Fiévet (1395).

« Madame Jeanne de Ligne dame de Quiévrain et de Brébières qui trespasa l'an de grace... (2). »

**

Comme exemple de la confiance accordée à cet abbé, nous relations en outre :

« Mathieus... fust estaulis souffisamment de par... le conte de Hainnaut maistres gouvernères de l'église et hospital et béghinage Sainte Ysabel en Valenchiennes... » A ce titre, « il s'oblige pour

(1) Arch. du Nord, Chambre des Comptes de Lille, cart. B 3279, Parch.

(2) Bibl. de Douai, Ms 967, f^o 316, avec les armoiries de la famille.

« l'hospital... en acceptant les x livres de rente sur une terre à
 « Escaudaing donnée par Madame de Mastaing à payer à l'église
 « Notre-Dame la grande en Valenchiennes appartenant à l'abbaye
 « d'Hasnon la somme et rente annuelle de ix s. que Madame luy
 « avoit légué pour un obit que lad. église chante et célèbre tous les
 « ans pour l'âme de lad. dame... Che fu fait l'an mil iijC iiijXX et
 « quatorze en présence de Gilles Gontier curet de led. église St
 « Ysabel, sire Jehan de Bruoeil et sire Pière de la Ruiele capellains
 « de led. église... demiselle Leurenche Moizette adont souveraine
 « doud. béghinage, demiselle Sandre le Carlière maistresse doud.
 « hospital et pluiseres aultres demiselles... » (1).

Dans une autre circonstance, Fiévet apposa son sceau à une
 « déclaration touchant les terres relevant de la seigneurie de Sebourg,
 « appartenantes à l'hospital St-Ysabel » (2).

Nous disons plus : Fiévet entraît dans le conseil des grands et s'y
 distinguait. (3).

Le 5 août 1391, à Mons, lorsque le duc Albert de Bavière et Guil-
 laume, gouverneur du Hainaut et comte d'Ostrevant, donnent des
 lettres par lesquelles ils interprètent à la demande du clergé, de la
 noblesse et des bonnes villes du Hainaut, certains points de la charte
 de paix de l'an 1200, relative aux lombards etc..., parmi les témoins
 figure : « dam Mahiu vénéraule abbeït de Crespïn docteur en de-
 « crez » (4).

Le 6 novembre 1391, au château de Mons, dans des lettres
 de Henri de Senzeilles chevalier bailli de Hainaut, contenant l'éclair-
 cissement donné par la cour de Mons aux points de la charte du
 5 août précédent, par rapport aux homicides et aux fourjures (5)...
 parmi les hommes de la cour présents... damt Mahiu Fiévet, abbet
 de l'église Saint-Landelin de Crespin (6).

L'année suivante, 1392, « Mahieu donne un vidimus sous son
 « seau, de la sentence rendue par Thierry, sire de Senzeilles, assisté
 « de Otto, seigneur de Trazegnies... au sujet d'un différend entre
 « l'abbaye de St-Saulve et le béguinage de Valenciennes » (7).

En 1397, nous constatons la présence du Prélat lors de la signa-
 ture des lettres par lesquelles « le duc Albert de Bavière et Guil-
 laume de Bavière, gouverneur » de Hainaut, déclarent que les

(1) Arch. de Valenciennes, G 2-216 et Coll. Moreau, t. 241, p. 157 et la note de D. Queinsert.

(2) Arch. du Nord, C 1395, évêché et chap. de Cambrai. Cf. Demay, sceaux de Flandre, n^{os} 7001 et 7569.

(3) « ...Abs Auberto et Guillelmo Bavariae... in consilium admissus est... iisque ac aliis proceribus, magnatibus, nobilibus, ac divitibus quoad vixit, carissimus et acceptissimus; et in sollicitandis eorum negotiis adeo strenuus et solers ut testamenti sui executorem inter alios delegerit illustris dominus Simon de Lalaing... » (Raissius).

(4) Devillers, cartul. du Hainaut, Chroniques belges, t. II, p. 486.

(5) Fourjures... nous expliquerons plus loin ce terme.

(6) Devillers, cartul. du Hainaut, Chron. Belges, t. II, p. 503.

(7) De St-Genois, Monuments anciens..., t. I, p. 306.

« officiers du chapitre de St-Vincent de Soignies peuvent connaître
 « et composer de tous cas criminels et autres forfaitures moyen-
 « nant que le tiers des amendes appartienne au conte de Hainaut
 « et à ses avoués... Lesquelles raisons... délibérées diligemment
 « par devant nostre conseil... assavoir... le castellain de Mons...
 « Bauduin seigneur de Fontaines et de Sebourk, maistre Mathieu
 « Fiévet, abbet de Crespin... » (1).

A Mons, en l'hostel de Naast, le 20 mai 1401, dans une sentence rendue en son conseil par Guillaume de Bavière, comte d'Ostrevant, gouverneur du pays du Hainaut... portant règlement pour les cérémonies et frais des enterremens... « maistre Mahieu Fiévet, docteur
 « en décret, Abbé de Monsigneur Saint-Landelin de Crespin » figure parmi les membres du conseil (2).

« Le xxv^e jour dou mois de novembre 1401 fu envoyés un messa-
 « ger porter à Monseigneur labbet de Crespin une lettre cloze qui
 « contenoit que y estre volsist en le court de Mons as prochains plais.
 « enssuivans avecq plusieurs hommes de fief tant nobles que aul-
 « tres asquels pareillement à la requeste de led. court et pour
 « ycelle y estre adont renforchie on avoit escript... » (3).

Le même abbé figure encore comme conseiller dans la charte par laquelle Guillaume de Bavière, comte d'Ostrevant, règle la manière de procéder à la levée des droits de meilleur catel, d'aubaine, servage et batardise à Binche, et exempte cette ville de quelques menus tonlieux. Cet acte établi au Quesnoy le 28 janvier 1402 porte à la fin : « dou command monsigneur le conte d'Ostrevant présens son
 « conseil... Mgr labbet de Crespin, licencié en drois, trésorier de
 « Haynnau » (4).

Le 11 octobre 1406, au Quesnoy, lorsque G. duc de Bavière,... porta à 10 le nombre des échevins de la ville de Mons qui n'était précédemment que de 7, furent présents... « de sen conseil monsi-
 « gneur Saint-Gislen, monsigneur de Crespin... » (5).

Comme plusieurs historiens (6), Froissart rapporte :

« Le comte d'Ostrevant, dont Fiévet étoit conseiller, avoit esté
 « en Angleterre et avoit eu le pris et honneur de joustes dessus tous
 « chevaliers estrangers ; mais il en avoit esté trop grandement
 « récompensé des Anglois car il estoit devenu homme au roy d'An-
 « gleterre et avoit fait serment et alliances à luy et receu l'ordre du
 « bleu gertier (7) en la chapelle du chastel de Windsore... et n'y
 « pouvoit entrer en la compagnie, ne faire serment que jamais ne
 « peüst armer contre la couronne d'Angleterre et le serment avoit
 « fait le comte d'Ostrevant sans nulle réservation.

(1) De St-Genois, Mon. anciens, t. I, p. 312 et Devillers, loc. cit., III, p. 89.

(2) De St-Genois, Mon. anciens, t. I, p. 304, et Devillers, loc. cit., t. III, p. 184.

(3) Devillers, loc. cit., III, p. 216.

(4) *Id.*, p. 192.

(5) *Id.*, p. 288.

(6) Raissius, Vinchant.

(7) Ordre de la Jarretière institué en Angleterre en 1349 par Edouard III.

« De ces nouvelles furent le roy et son frère et ses oncles moult
 « troublés et fort courrouchiés sur le conte... escripvy le roy lettres
 « moult dures et les envoya au conte d'Ostrevant.. en luy signifiant..
 « que il venist à Paris faire hommage... au roy et relevet le conté
 « d'Ostrevant ou il luy osteroit et feroit guerre. Le conte assembla
 « son conseil : le seigneur de Fontaines... de Gommegnies... l'Abbé
 « de Crespin... Ces sages hommes, pour respondre aux lettres du roy
 « se misrent ensemble et parlementèrent moult longuement... Tout
 « considéré, advisé fut pour le meilleur et le plus seur que on res-
 « cripvit au roy et pareillement à son conseil sur fourme de...
 « prendre jour de respondre clèrement aux demandes que on faisoit
 « par bouches de personnes créables, non par lettres et en cas
 « détrianges en enveroient du conseil notables personnes devers le
 « conte de Haynnau le duc Aubert en Hollande pour avoir sens plus
 « discerné pour respondre. »

« Ainsy fut fait. On rescripvy doucement au roy et à son conseil
 « tant que de ces premières lettres l'on se contenta assès et depuis
 « on se pourvey que d'envoist en Hollande le seigneur de Trasse-
 « gnies. .et J. Baret .. Sur cet estat iceulx qui furent envoyés en
 « Hollande retournèrent en Haynnau et firent response. On se con-
 « tenta assès.

« Adont furent ordonnés pour aller en France devers le roy et
 « le duc de Bourgoingne, le sire de Trasegnies... messire Rasse de
 « Montignies.. et J. Baret... Finablement la conclusion fut telle :
 « ...il convint le conte d'Ostrevant aller à Paris et faire son devoir
 « de relever la conté d'Ostrevant et de ce en congnoistre hommage
 « estre deu au roy de France... » (1).

L'abbé de Crespin remplit dans cette circonstance un rôle impor-
 tant. D. Queinsert, après avoir écrit :

« *Albertus comes Hannoniæ mihi gallica legat*
 « *Magna qua suada conciliante tuli* »,

ajoute : « c'est cet abbé en effet qui traita de la paix qui fut faite
 « entre Charles VI, roi de France, et le duc de Bavière » (2).

Vinchant dit à ce propos : « Fiévet.. avec d'autres du conseil
 « traita si dextrement cette affaire qu'il adoucit le roy et obtint delay
 « sur ce sujet » (3).

Brasseur parle dans le même sens : « *Gallica composuit posito*
 « *certamine bella et comiti regem conciliavit herum* » (4).

Enfin, dans une lettre que Richard III, roi d'Angleterre, adressa
 « à son chier et très amé cousin le duc Aubert de Bavyer par laquelle
 « il déclare accepter la médiation de ce prince pour terminer la

(1) Froissart, édition Kervyn de Lettenhove, t. 14, p. 267.

(2) Coll. Moreau, t. 240, p. 43. — Au t. 240, p. 224, il est porté : « C'est cet Abbé qui réconcilia Albert de Bavière, comte de Haynau, avec la France sous le roi Charles VI ».

(3) Ceci se passait en 1390 et non en 1382, comme donne Vinchant.

(4) Theatr. Hann.

« guerre entre l'Angleterre et la France, il est fait mention de la « mission remplie par l'Abbé de Crespin et le chanoine de Robert-sart » (1).

§ 3. — *Mathieu Fiévet fait restituer les biens de l'abbaye.*

Le droit de requais. — Rédemption par le terrage.

Gilles de Thuin et Nicolas de Tournai travaillèrent avec énergie pour faire restituer les biens enlevés à l'abbaye ; Fiévet voyant les injustices continuer leur cours, marcha sur les traces de ses prédécesseurs.

Par exemple, l'Abbé «quist à grand peine et despens xxij s. t. » que possédait le monastère « contre l'ospice et caritet Ste Ysabel « pour lobit dame Katerine de Raume sour C verges de terre tenant « au kemin de la maison kon dist de la fontaine... sen rent cascun « an à l'Abet de Crespin iij s. iiij d. » (2).

L'abbé de Saint-Ghislain prétendait avoir quelques avantages sur la ferme d'Harmignies « assise » sur son patronage et réclamait à chaque nouveau bail la dîme des fruits, les menues dîmes d'agneaux, de porcelets et autres « biestes appartenant au censeur », ce que le couvent de Crespin niait. L'affaire en litige se termina en 1383 par cet accord : chaque fois que la cense d'Harmignies sera de nouveau mise à ferme, le monastère de Saint-Ghislain jouira des dîmes et des fruits réclamés (3).

En 1389, survint une difficulté avec le chapitre de Condé au sujet du pré Touquette situé à Thivencelles. Le chapitre reconnut que ce pré « appartient à l'abbaye et est de la seigneurie de Crespin » (4).

L'année suivante, l'abbé Fiévet obtint une sentence en faveur de son monastère qui avait arrenté à perpétuité pour la somme de 25 l. t. annuelle à Huon l'Aubiermont les revenus dont il jouissait à Tongre-Notre-Dame et à Tongre-Saint-Martin « si comme en dismes, en autelage et en toutes autres choses, droitures, values et « revenues »... L'abbaye rentra dans ses droits pour défaut de paiement. D. Queinsert ajoute : « elle jouit encore des revenus qui lui appartiennent sur le territoire de Tongre » (5).

Une autre difficulté se présenta en 1401. Les religieux avaient acheté pour leur pitance une rente de 4 s. bl. sur une maison située

(1) Champollion-Figeac, lettres des rois et des reines, t. 2, p. 288, cité par Devillers, cartul. de Hainaut, t. 3, p. 38.

(2) Arch. de Valenciennes Ms 939, f° 27, année 1406. — Cartulaire du couvent Saint-François à Valenciennes.

(3) L. Devillers, cartul. de Saint-Ghislain, Chron. belges, II, p. 333, Item de Reiffenberg Mon. pour servir à l'hist. du Hainaut... etc., t. 8, p. 517. — Mention est faite de cet acte aux Archives du Nord, liasses 2 et 21.

(4) Coll. Moreau, t. 240, p. 177.

(5) Coll. Moreau, t. 240, p. 250, et note de D. Queinsert. — Item Arch. du Nord, liasse 21.

en la rue de la Louvière ; plus tard la valeur des sous bl. fut l'origine de cette difficulté. Les parties comparurent en présence de D. J. Ladourie, prévôt, et des échevins ; ceux-ci statuèrent qu'au lieu des 4 s. bl. le pitancier recevrait à l'avenir vj s. t. (1).

**

En vue d'éviter à l'avenir les difficultés et les malentendus, Fiévet établit un cartulaire appelé « Rouge livre de l'abbaye où sont recueillez les escriptz principaux touchant les biens d'icelle estant icelluy « en parchemin et couvert de rouge », et remit en vigueur le droit de requais (2), dont il rappela l'origine en ces termes (3) :

« Au début le droit de requais était un contrat précaire... Dans « le temps de l'origine des requais, les lieux estoient déserts et abandonnés, et pour y attirer les habitants on leur donnoit des héritages à en jouir à volonté et à mercy du seigneur, retenant néanmoins par le seigneur la seigneurie directe des mêmes biens et « c'est en cela que le contrat précaire est distingué de la donation « qu'y transfert la propriété de la chose... Il ne sera pas permis de « douter de ce que dessus si l'on fait réflexion que du temps de saint « Landelin, en l'an 648, les lieux de Crespin n'estoient que des « maretz, des bois et des déserts presque inhabitables dans lesquels « les moines de St-Benoist se plaçoient pour estre d'autant plus « retirés du monde et où ils vivoient de leur travail dans les terres « que les souverains leur avaient données par formes de dottes et de « fondations... En effet l'histoire nous apprend que presque tous ces « pays qui n'estoient que des déserts ont esté défrichés par les « moines et comme leurs possessions estoient estendues et qu'ils « ne pouvoient fournir à tout le travail, après le défrichement pour « entretenir toutes les terres qui leur avoient esté accordées, ils en « ont donné la jouissance à des personnes qui sont venues habiter « le pays pour les cultiver et en faire leur profit à la volonté et à la « mercy des abbés et religieux à qui ils appartenoient... Mais dans « la suite, ce contrat purement précaire, dépendant de la volonté et « mercy du seigneur, aussy bien pour le temps de la jouissance que « pour les sommes qu'on leur faisoit payer à chaque mutation « différemment les uns des autres à la volonté du seigneur, aux « uns plus, aux autres moins, causant de la jalousie, on s'est vu en « quelque façon obligé de fixer les droits qui se paieront à chaque « mutation indifféremment, soit en ligne directe et collatérale à iiij « sols à la livre qui est le quint denier sur la valeur et estimation « des biens pour rendre les grâces du seigneur égales le tout à peine « que lesd. biens seroient réunis et incorporés au gros de la seigneurie domaine estable du seigneur... Et quoique le contrat précaire « n'est point resté dans toute sa pureté, néanmoins les termes qui « conviennent à cette espèce de contrat sont restés tels que les termes de requais à volonté et mercy, requerre, request, requis, relief

(1) Arch. de Condé, G G 91.

(2) Arch. du Nord, liasse 33.

(3) *Id.*, liasse 28.

« à mercy, services... On voit par les mots ci-dessus repris que les
 « mots requais, request... dérivent du mot requerrir. En sorte que
 « le requais est proprement par son origine une réquisition et une
 « demande que le successeur fait au seigneur pour continuer le
 « jouissance accordée au possesseur précédent à mercy et à volonté
 « du seigneur, de son prédécesseur... D'autres tenanciers quy
 « ont trouvé qu'il estoit difficile de laisser à leurs enfants et aultres
 « héritiers les sommes nécessaires pour payer le quint denier sur la
 « valleur et estimation des biens en toutes mutations sont conve-
 « nus avec les abbé et religieux de payer annuellement le terrage
 « avec forme de rédemption dud. quint denier, avec cette circons-
 « tance pourtant que pour la reconnaissance de la seigneurie directe
 « ils sont obligés de payer vj deniers d'entrée.

L'acte continue en donnant cette remarque

« Cette rédemption par le terrage pour quelques terres situées à
 « Crespin fait veoir qu'il n'y avoit originairement nulle terre à
 « Crespin qui ne fut sujette à la volonté et mercy du seigneur et
 « quy ne fut dans la suite devenue sujette au quint denier, puisque
 « l'on reconnaît par la présente réflexion du terrage que toutes les
 « terres à Crespin doivent ou le requais effectif du quint denier, ou
 « le requais rédimé par le terrage.

« Et comme il n'y a que les seules terres à terrage qui ne doivent
 « point le quint denier sauf qu'elles doivent pour requais à chaque
 « mutations six deniers d'issue et vj deniers d'entrée suivant les
 « titres l'on peut dire que *exceptio firmat regulam in casibus non*
 « *exceptis*. Cette exemption rend la règle générale à l'égard de tous
 « les autres biens du village... »

Fort de son droit, l'abbé Fiévet écrit au f. LXXXIX de son livre rouge :

« Che sont toutes les warisons Monsieur Sainct Landelin de
 « Crespin en toutes choses, en dismes, en terraiges, en rentes, en
 « terres et en prés, en bos et en euwes, en justiches, en reques et
 « en fourmortures ensi que elles sont chi escriptes si comme vous
 « trouverès chi après en l'an de grâce Nostre Seigneur Mil trois
 « cens iiijXX et cinque de mot à mot ainsy qu'il est contenu ès
 « anciens rolles de l'église :

« PREMIER

« Toute le justice de la ville de Crespin et de le Capielle en hault
 « et en bas est l'église de Crespin à request et les fourmortures de
 « Crespin et de le Capielle sont l'église. Toutes les maisons et tout
 « licourtil de Crespin et de le Capielle con tient à rente de l'église
 « quand on les a vendu akaté et à formature doivent request à
 « volentet et à merchit. Et toutes les tenures con tient à cens doi-
 « vent double cens de request quand on les vend u akate et à four-
 « morture. Et toutes les terres qui doivent terraiges et doivent vj
 « deniers d'entrés et vj deniers d'issue » (1).

Le droit de requais, comme nous venons de le voir, se percevait

(1) Arch. du Nord, liasse 28 et liasse 33.

depuis la fondation de l'abbaye. Toutefois « audit temps, par mes-
« kanche de feu et aultrement, plusieurs s'estoient retiré et se reti-
« roient de jour à aultres, qui at causé que l'on ne trouve aucuns
« droits en question enregistret auparavant qu'il soit venues à con-
« naissance mais le prélat, Mathieu Fiévet, du depuis at fait le devoir
« de recevoir led. droit comme se voit par son mémorialle et tou-
« siours continué lui et ses successeurs » (1).

§ 4. — *Loi des Fourjures. — Fiévet en adoucit les conséquences :
il obtient une charte de privilège en faveur de ses sujets.*

Fiévet déploya aussi son zèle au profit des sujets de l'abbaye, il entreprit de modérer les conséquences de l'obligation de « for-
jurer ».

Au XII^e siècle, nous dit Jacques de Guise (2), « des chevaliers et
« des écuyers, se fiant sur leur lignage, tuaient les marchands et les
« voyageurs, dépouillaient tous ceux qu'ils pouvaient surprendre,
« emporter ou mettre à mort dans les campagnes ou dans les villa-
« ges sans s'inquiéter nullement de cacher leurs crimes. S'ils ne
« trouvaient pas d'argent, ils enlevaient le bétail, les troupeaux, les
« chevaux et les meubles ; ils ne respectaient pas la pudeur des jeu-
« nes filles. De l'avis de son père, le comte d'Ostrevan convoqua au
« château de Mons une assemblée de nobles.. ou il déploya tant de
« courage que le pays devint tranquille et sûr... ».

En 1171, Baudouin V, ayant succédé à son père, marqua le com-
mencement de son règne par l'imposition d'une paix. A cette occa-
sion, il fut déclaré en termes précis que la peine du talion devait
être appliquée en cas d'homicides ou de blessures. L'instruction
devait se faire non par une épreuve judiciaire, mais par voie d'en-
quête. Si le délinquant s'absentait ou refusait de comparaître, il était
réputé coupable... Si un fugitif, par orgueil ou par crainte, ne vou-
lait pas se ranger sous le régime de cette paix, ses proches devaient
le déclarer (3) hors de leur parenté, pour pouvoir être garantis vis-
à-vis de leurs ennemis. Si les parents refusaient de forjurer le coupable,
ils étaient traités comme lui, c'est-à-dire que leurs meubles
étaient confisqués (4).

Ces lois pénales eurent d'abord d'heureux résultats ; mais, plus
tard, les peines qu'elles édictaient devenant non seulement onéreuses
mais dangereuses et même nuisibles, les nobles, le clergé et le
peuple s'en émurent. Dans certains cas, des parents se demandaient

(1) V. pièce just. n° 12.

(2) Les données qui suivent sont extraites de : Annales hist. illustrium
princ. Hann. de Al. Pincart, hist. du conseil souverain du Hainaut, p. 10 ;
de Reiffenberg, hist. du comté de Hainaut, t. 2, etc., cité par L. Devillers
dans une publication extraordinaire du Cercle Archéologique de Mons,
1898.

(3) L'abjurer, le forjurer.

(4) Plus tard l'amende a remplacé la confiscation.

si, oui ou non, ils étaient sous le coup de la loi des forjures ; pour plus de sûreté, ils prenaient la fuite et le pays se dépeuplait.

C'est alors que Fiévet prit en mains la cause des infortunés habitants de Crespin, la plaida avec succès et arrêta dans sa chute cette ville qui tombait en décadence. D'où, le 3 octobre 1387, Aubert de Bavière accorda cette charte de privilège :

« Nostre bien ameit Mahieus Fieveis a fait remonstrer à nous que
 « li ville de Crespin par feus de meskanche (1), par les maisons aba-
 « tues par le loy de le ville de Valenciennes (2) et par pluisieurs
 « gens qui absentet se sont ou temps passet et se partent de jour
 « en jour pour les causes dittes et par espécial pour le doubte des
 « fourgures, ce qui estoit au grand grief et damage de ladicte église
 « et des religieus et nous ayant humblement suppliet d'avoir pitié
 « de leurs sujets. Considérans que sommes tenus nodit pays sauver
 « et les villes désolées et ruinées warder, pour faire plaisir as dis
 « religieus et pour avoir participation as boines prières qui poront y
 « estre faictes en le dicte église et en faveur de no amet et féal
 « conseillet led. maistre Mahieu Fiévet, en recongnissant les services
 « que fais nous a et porra faire et pour led. ville de Crespin en sen
 « temps réparer le peule (3), de maisons et édeffices et les revenues
 « de led. église augmenter et revenir à estat deubt et lad. église et
 « les personnes mieuls valoir, accordons de nostre grasce espécial
 « à tous les manans en led. ville de Crespin et de le Capielle en
 « deffaute d'avoir fourjuret que li plus riches (4) dèsd. manans et
 « deffaillans ne puissent y estre enkeut ne enkéir (5) à plus de C s.
 « blans » (6).

**

Quelques années plus tard, dans deux assemblées tenues au château de Mons le 5 août et le 6 novembre 1391, nous retrouvons Mathieu protégeant et défendant les malheureux dont il veut adoucir le sort. Ce qu'il a obtenu pour Crespin au sujet des fourjures, il voulut l'obtenir pour le Hainaut. Cet Abbé était donc un grand bienfaiteur, et grâce à lui le monastère de Saint-Landelin étendait sa protection non seulement sur ses sujets, mais encore sur ses voisins (7).

**

Mathieu profita de la vacance du siège de Cambrai pour obtenir des vicaires capitulaires la levée de l'interdit qui avait été jeté par

(1) Incendie malveillant.

(2) Allusion aux abatis de maisons commis à Crespin par les bourgeois de Valenciennes.

(3) Repeupler.

(4) Riches.

(5) Encourir.

(6) Origin. en parch. Arch. du Nord, série H, fonds de l'abbaye de Crespin. — Copie dans Coll. Moreau, t. 240, p. 85. — Voir ce que nous avons publié sur cette question dans le *Bulletin de la Société d'Etudes de la province de Cambrai*, t. 15, août 1910.

(7) Voir plus haut.

Jean IV de Tserclaes (1) sur l'église paroissiale de Crespin « parce que la justice séculière et laïc dud. lieu avoit entrepris sur le droit ecclésiastique en arrêtant et saisissant les meubles d'un certain clerc nommé Brisseriaul qui avoit commis un homicide, droit que les évêques possédoient alors... » Cet interdit fut levé le 8 février 1388 (2).

§ 5. — *Accroissement du domaine et des revenus de l'abbaye*
Mort de Mathieu. — Son épitaphe.

Sous la prélature de Fiévet, s'accrurent les biens du monastère. Citons d'abord un grand bienfaiteur que Mathieu nous fait connaître et dont l'obituaire nous parle :

L'Abbé fait savoir que... D. Thomas le Suing, trésorier du monastère, a acquis : Un terrain sur le marché, y a fait construire une maison (3) avec l'agrément de Nicolas de Tournai et l'a arrentée 6 l. bl. à payer chaque année ;

Plusieurs autres rentes annuelles : 1° sur J. Geolle, un florin nommé « franc français » à l'effigie de Charles, roi de France ; 2° six sous bl. sur la maison Baneton.

D. Thomas, avec l'autorisation de son prélat, a conservé le viager de ces rentes et a demandé qu'après sa mort elles fussent affectées comme suit : 60 sous bl. aux besoins du monastère et le reste à la pitance (4).

En retour le religieux a demandé comme faveur que sa mère puisse être enterrée dans le cimetière de l'abbaye et que... (5)... obits soient célébrés chaque année pour ses père et mère, et pour son frère Antoine... Ce que D. Fiévet lui accorda en 1368 (5).

Telle est la teneur de la charte. L'obituaire la complète et l'augmente en ces termes :

« Aux nones de mars, obit pour D. Thomas le Suing, son père, sa mère, et Antoine son frère. — La veille des nones d'avril, obit pour D. Thomas le Suing et ses parents. Ce moine de ses deniers a coopéré à décorer magnifiquement notre église et a donné ix s. bl. à notre sacristie. »

Deux autres obits étaient célébrés aux mêmes intentions, l'un le xij^e jour des calendes d'août, l'autre le iv^e des ides de novembre (6).

L'obituaire nous apprend encore qu'un « moine, D. Michel, pré-vôt a rendu de grands services au temps de Mathieu Fiévet, qu'il

(1) Evêque de Cambrai de 1378 au 12 janvier 1388.

(2) Coll. Moreau, t. 240, p. 212 et note de D. Queinert. — « ...*Capitulum sede vacante dilecto nostro curato paroch. ecclesiae de Crispinio... cessum a divinis jam a longo tempore in ecclesia vestra appositum... ad humilem supplicationem Domini abbatis relaxamus.* »

(3) Cette maison devint plus tard l'hôtel du Cygne.

(4) Coll. Moreau, t. 240, p. 43.

(5) *Idem.*

(6) Arch. du Nord, liasse 21, obituaire de l'abbaye. V. p. just. n° 38.

« a coopéré pour beaucoup aux transformations et aux réparations
 « de l'abbaye et qu'entre autres biens il a laissé xx francs pour un
 « obit qui se célébrait chaque année le 11^j° des calendes de juillet
 « pour Baudouin de Frasne, son épouse et leurs enfants, dont l'un
 « fut Dom Michel » (1).

« Le 8^e de février 1385, C. de Leau a donné as pitances un huit.
 « demi de terre tenant au Honneau et autre demi à rente desd.
 « pitances, à charge d'avoir sa sépulture en la cimentière de l'abbaye
 « et avoir une messe et vigilles par an pour luy, sa femme Margue-
 « rite, ses pères, etc... » (2).

En 1390, « J. Bruneau a donné as pitances de Crespin cinc quar-
 « tiers de terre vers la rue des pretz pour avoir sa sépulture en la
 « cimentière de l'abbie et part aux prières et suffrages desd. reli-
 « gieux jointes se femme et ses enfants » (3).

La même année, J. Geolle acheta une maison avec dépendances
 au pont à la Cloye ; il la donna au monastère comme garantie de ce
 qu'il devait chaque année pour la « cense des moulins de Crespin »,
 c'est-à-dire 70 muids 5 huitteux de blé ; le huitteux estimé huit
 deniers. Geolle mourut avant l'expiration de son bail et la maison du
 pont à la Cloye fut vendue. D. P. le Flamench pitancier à qui son
 père Guillaume, sa mère et ses sœurs avaient donné une somme
 d'argent, l'acheta pour la pitance à charge pour les religieux de
 célébrer chaque année un obit anniversaire pour les donateurs (4).

A ces libéralités s'en ajoute une de grande importance :

Noble homme Jehan de Lalaing, sire de Hordaing, pour avoir part
 aux prières des religieux et en souvenir de son frère Simon, seigneur
 de Quiévrain, inhumé dans l'église abbatiale, a donné au monastère
 « toute telle partie et tout tel droit entièrement » au terroir de Quié-
 vrechain qu'il avait reçus de son prédécesseur, le seigneur de
 Moriaulmes et de Belœil. Ces biens consistaient en : « tières, prés,
 « bos, hayes, dismes, tiérages, rentes, censes, tailles, euwes, rivière,
 « moulins, relief, morte-mains, lois, fourfaits, amendes, justice
 « haute, moyenne et basse et en tous émolumens sans cose nulle
 « excepter » (5). Cette donation fut faite à la condition que le mo-
 nastère célébrerait tous les ans l'anniversaire de sa mort « avecq obit
 à nottes, vigilles et messe » et que, pendant sa vie, une messe serait
 offerte en l'honneur du Saint-Esprit pour obtenir ses faveurs et ses
 lumières... Ce fut fait et accepté dans « la salle de l'église » à Cres-
 pin, le 1^{er} février 1392 (6).

Quelques jours après J. Grégoire et J. Durestyens, écuyer, donnè-
 rent aux pitances 50 s. t. sur une maison faisant le coin de la rue

(1) Arch. du Nord, liasse 21. — V. p. just. n° 38.

(2) Arch. de Condé, GG 91.

(3) *Idem*.

(4) Orig. en parch., Arch. de Condé, GG 91.

(5) Cette donation formera plus tard l'objet de longs et nombreux pro-
 cès entre le monastère et le seigneur de Quiévrchain.

(6) Coll. Moreau, t. 241, p. 79, et Arch. du Nord, liasse 11.

de la Louvière à charge « d'un obit à nottes et vigilles à nottes et messe par an ». Ce qui fut accordé le 12 février 1392.

Jacquemart Grégoire, alors bailli de Crespin, donna 25 sols t. de rente à prélever sur une maison située en la rue de la Louvière avec l'obligation pour le monastère de célébrer chaque année un obit « à notes, vigilles et messe » pour Grégoire et sa femme née Maigne de Taisnières. Ce fut fait à Crespin le 11 décembre 1392 (1).

La même année J. Bruniel « a donné à l'abbaye cinq quartrons « de terre en la rue des prés pour que chaque année on célébrat son « anniversaire » (2). Les archives de Condé ajoutent : « et pour « avoir sépulture au cimetière de l'abbaye et part aux prières des « religieux jointe se femme et ses enfants » (3).

En 1392 encore, « noble seigneur Willaume des Prés, chevalier, a « donné aux pitances du monastère 40 s. t. à perpétuité et a fait « about sur cinq mencaudées de terre situées sur le territoire de « Quiévrechain. Ces terres furent réunies dans la suite au domaine « de l'abbaye au lieu dit Clauluch » (4).

En 1394, J. Lorquegnot « et Walburge, son épouse, donnèrent « xvij francs au monastère. Chaque année un obit anniversaire « était célébré pour le repos de leurs âmes aux calendes de « février » (5).

J. Cambrelane, prêtre, donna aux pitances 40 flor. ; à l'aide de cette somme, le pitancier, D. Rasse de Wargny, paya en partie l'acquisition faite en 1395 de 69 verg. 1/2 de pré, sises sur le terroir de Saint-Aybert (6).

Dans son histoire des seigneurs d'Avesnes, Michaux dit :

« Guy mourut en son château d'Avesnes le 22 décembre 1397. « Dans son testament, daté du 13 octobre 1397, il déclare : Item je « laisse et ordonne que dans le mois prochain après mes obsèques, « il soit baillé pour une vigilles commendises et messe solennelles « et avoir mémoire de moy, la somme de 10 francs français.. à St- « Gillien, Liesses, Omont, Hanon, Crespin, Maroilles, Viscon- « gnes... ».

La même année J. Descambre et J. du Gardin ont donné aux pitances 10 l. t. de rente annuelle à prélever sur diverses parties de courtil et de pré situés à Fresnes-lez-Vaucelles (7).

J. Taupins, le 1^{er} mai 1400, a donné aux pitances 3 quartrons de pré sur le terroir de Crespin moyennant un obit anniversaire et perpétuel pour C. Maroussiel et Marguerite son épouse (8).

« Billon l'Escursette a donné aux pitances, la même année, neuf

(1) Arch. de Condé, GG 91. — *Item* Arch. de Croy, cart. 72, p. 204.

(2) Arch. du Nord, liasse 21.

(3) Arch. de Condé, GG 91.

(4) Coll. Moreau, t. 241, p. 66.

(5) Arch. du Nord, liasse 21.

(6) Arch. de Croy, cart. 71, p. 144.

(7) *Id.*, cart. 72, p. 207.

(8) Coll. Moreau, t. 243, p. 46. — Orig. en parch. arch. de Condé, GG 91.

« quartiers de terre gisant à la Croix Franchomme à charge de célébrer chaque année un obit anniversaire et de payer tous les ans 5 sols au curé de Crespin qui devait également célébrer un obit anniversaire » (1).

Dom F. Crochins a donné aux pitances 3 journaux de pré à Loumois tenant « aux prés de l'aumône » pour trois messes perpétuelles qui devaient être célébrées tous les ans dans le monastère... Fut « comme prévôt de Crespin, D. Jean Ladourie ». Fait à Crespin l'an 1402 (2).

Enfin en 1404 et 1405, J. Leriche, veuve de J. Dupont, a donné aux pitances 1 mencaudée 1/2 de terre tenant à la rue Butor (3) et 2 mencaudées sises au terroir d'Hensies moyennant 2 obits qui



Dessiné par Marg Lombois.

Fig. 16. — Sceau de J. Grégoire, bailli de l'abbaye (1407).

devaient être célébrés tous les ans pour elle, son père, sa mère et son mari... Fait à Crespin en présence de J. Grégoire, bailli (4).

D. Fiévet ne négligea aucune occasion pour enrichir sa maison et lui procurer des avantages.

En 1386, il arrenta, moyennant une redevance annuelle de 15 liv. une maison située à Mons dans la rue du Haut-Bois qu'il transforma en refuge. Cet immeuble, acquis du couvent de Saint-Foeuillant par Pierre de Bermerain, comprenait le corps de logis, une grange et un courtil, et était déjà chargé d'une rentes annuelle de 40 s. bl. à payer à N. Coket et de 60 s. bl. à partager entre le frère Eustache des Ecoliers et Jean de Cambrai (5).

En même temps, Mathieu achetait un immeuble à Condé pour servir aussi de refuge. Dans un cahier intitulé « recoeil des tiltres de

(1) Arch. de Condé, GG 91.

(2) Coll. Moreau, t. 256, p. 206.

(3) Arch. du Nord, liasse 21.

(4) Arch. du Nord, liasse 21.

(5) Arch. du Nord, liasses 2 et 21 et « recoeil des tiltres de Crespin ». — Item Ms du presbytère de Crespin, p. 169 et suiv.

Crespin », nous lisons : « Un cyrographe faisant mention du paiement de la maison de Condé en 1386 (1). »

Pour tirer profit de cet hôtel, l'abbaye le passa à rente ; à cette occasion, plusieurs transformations et diverses réparations furent exécutées, d'où « se produisit oussy la quittance de toutes les « besoignes qui avoient esté faites ».

L'an 1393, M. de Langherosse, écuyer d'Elouges, vendit aux religieux de Crespin « une tour, mesure et héritage » pour 76 florins d'or, écus de Hainaut (2).

**

Les acquisitions les plus importantes de Mathieu Fiévet furent celles des fiefs de Maing et de Baisieux.

Le fief de Maing appartenait à Jacques Cambrelane, prêtre, avec les terres, les rentes d'argent, d'avoine et de chapons qui rapportaient environ 18 livres fors bl... Pour avoir « participation as bonnes prières des religieux » et dans le but d'être agréable à son « féal Mahiu Fiévet », Aubert de Bavière, le 3 octobre 1387, l'autorisa à acquérir le fief de Maing et exempta le monastère de toutes redevances « d'host, de chevauchie et autre débite quelconque ». Toutefois, à chaque mutation d'abbé, le nouvel élu devra en rendre hommage au comte du Hainaut (3).

D. Queinsert fait suivre cette charte de la note suivante :

« Pour deffaut duquet foy et hommage non rendue sous Dom « Delfeuil (mort en 1770) fut ledit fief saisi féodalement à la requête « du sieur des Mesières, engagiste de Sa Majesté, et en conta audit « abbé la somme de 15.000 l. pour se rédimer et encore par composition. »

L'autorisation du comte obtenue, ses privilèges accordés, D. Mathieu, le 23 octobre suivant, fit connaître son acquisition et la délibération prise par le chapitre de Saint-Landelin.

Cette maison réclamant chaque année de grandes réparations, le monastère l'a arrentée à Jean Faukenier moyennant une rente annuelle de 51 sols, 4 huitteux d'avoine et 4 chapons. Mais comme, d'une part, les charges de la cense étaient trop lourdes, que, d'autre part, « les religieux ne voroient préjudicier ne domagier en aucune « manière leur censeur », le 9 avril 1390, ils rachetèrent la rente du manage et « tous les pourfis », 16 florins d'or appelés écus de Hainaut.

Rentrée en possession de sa maison et de ses terres, l'abbaye les arrenta le 23 octobre 1390 à Robert de Vendegies, qui passa son marché à Allart de Vendegies aux mêmes conditions qu'à Faukenier ; mais l'abbé ajouta : Allart présentera une garantie sur un héritage (terre, pré ou maison) dont la rente annuelle équivaldra au tiers de ses redevances.

(1) Arch. du Nord, liasses 2 et 21. — Ce refuge fut revendu en 1598 par P. Aimeri pour payer une dette de 2.800 livres.

(2) Coll. Moreau, t. 241, 97.

(3) Coll. Moreau, t. 240, p. 87.

Allart, après avoir donné « vidimus » de l'acte de D. Fiévet, fit, le 9 décembre 1390, un « about » de 30 sols de rente qui lui appartenaient sur une maison à Trith ; le 5 octobre 1401, il fit un nouvel « about, » de 6 sols de rente qu'il possédait sur une mencaudée et trois quartiers de pré situés au Vaillon.

A la suite de cet acte, D. Queinsert ajoute en note le 5 mars 1772 : « Dans lesquels héritages, quelques années après, icelle abbaye est « rentrée, desquels en conséquence elle jouit à présent. » (1).

**

A l'acquisition du fief de Maing s'ajoute celle du fief de Baisieux. Pour cela, D. Fiévet s'adressa de nouveau à Aubert de Bavière, qui répondit par ces lettres :

« Notre conseiller, Mathieu Fiévet, nous a exposé comment, de « prime abord, le monastère de Crespin fut petitement doté et que « c'est au zèle des abbés, aidés de leurs religieux, qu'est dû l'accroissement de son domaine. Il nous a exposé aussi que les biens de « l'abbaye doivent leur augmentation aux libéralités des grands qui « ont accordé des exemptions et des privilèges à cette maison. Il « nous a encore appris que Jean Partis de Valenciennes voulait « vendre, moyennant 1.600 francs du roi, deux fiefs du Grébion de « Baisieu, d'un revenu de 35 muids de blé, 2 d'avoine, 2 huitteux « de pois, 2 de semailles, avec la justice et la seigneurie qu'il tenoit « de nous pour moitié, en foi et hommage, et du seigneur de Quiévrain pour l'autre moitié, plus une grange. Ledit abbé se propose « de les acheter, si nous, Aubert de Bavière, consentions à les « amortir et les affranchir à l'église de Saint-Landelin. Pour faire « face au montant de cette acquisition, D. Fiévet se base sur le legs « de Simon de Lalain, seigneur de Quiévrain, qui a ordonné de « faire une chapelenie pour y célébrer la messe tous les jours. « Comme garantie que ses volontés seroient accomplies, ce seigneur « a chargé le monastère d'acheter 40 livres de rente annuelle. De « plus, Simon de Lalaing avait ordonné à ses héritiers de remettre « 600 francs du roi à l'abbé de Crespin. D. Fiévet se base aussi sur « ce fait que le couvent de Saint-Landelin a consenti des avances « pour notre fils, élu évêque de Liège. De ces sommes réunies, « D. Mathieu pourra acquérir les deux fiefs. Considérant que l'abbaye de Crespin n'a pas grand revenu en comparaison de bien « d'autres de notre pays et que l'abbé est notre conseiller, pour « avoir part aux prières des religieux de ce monastère, nous leur « accordons l'autorisation d'acheter le fief de Baisieux avec la justice « et tous les profits. Nous l'affranchissons de toutes servitudes « d'hostes, de chevauchies, corvées de kars, de chevaux, de branquiers, de loutiers et de toutes autres sans exception, nous réservant le simple hommage sans aucune redevance, même quand le « pouvoir abbatial passera d'une main à une autre... Nous recon-

(1) Coll. Moreau, t. 240, pp. 185, 221, 224 et t. 243, p. 141.

« naissons avoir reçu de l'abbé 600 florins d'or francs du roi et
« 100 médailles d'or de Hollande. Fait le 2 janvier 1390. » (1).

Ces lettres obtenues, D. Mathieu conclut le marché avec J. Partis-
qui, le 11 novembre 1391, lui donna une quittance attestant : reçu
1.600 florins d'or du roi (2).

Le 7 septembre 1404, le seigneur de Quiévrain « confirma la
« fondation d'un cantuaire que feu son père Simon de Lalaing
« avoit faict en l'église de Saint-Landelin ; il ratifia l'achapt qu'elle
« avoit faict d'un fief à Baisieux et régla ce qui devoit appartenir
« au prêtre qui desserviroit ledit cantuaire, soit 34 livres par an
« en 4 termes (3). Les conditions des honoraires furent présentées à
« Mathieu Fiévet et à son couvent, lesquels s'obligèrent à perpétuité
« à payer. » (4).

L'abbaye de Crespin, mise en possession des fiefs de Maing et de
Baisieux, eut bientôt à mettre en pratique les engagements con-
tractés à l'égard du comte de Hainaut. Aubert de Bavière étant mort
en 1404, Fiévet rendit aussitôt à Guillaume, son fils et successeur,
« foy et hommage » et fournit son dénombrement pour les deux
fiefs le 13 février 1405 (5).

**

Aux arrangements précités, consentis par Fiévet, nous ajoutons
les suivants :

Au mois de septembre 1383, J. Noyssset a pris à rente aux pitances
une mencaudée et demie de terre gisant sur l'Honniel, moyennant
45 sols de rente annuelle (6).

Deux ans plus tard, l'abbé arrenta, à charge de payer annuelle-
ment 8 s. t., à J. Glinart, une maison gisant en la rue de la Lou-
vière (7).

En 1390, le 18 février, le pitancier de l'abbaye a donné à rente à
J. de Paumars 84 verges de terre situées en la rue Valenciennoise
« parmi la somme » de 12 s. t. de rente (8).

L'année suivante, le 27 mars, le monastère arrenta 3 huitt. de
terre sises à l'Houbliesmès, à A. Geolle, moyennant la redevance
annuelle de 31 s. bl., « à l'accroissement des pitances » (9).

Le 21 avril 1392, l'abbé arrenta à J. Colement une maison à la
« Croix au Quesnoy » pour 15 sols 6 deniers de bl. (10).

C. Froidure, le 4 juin 1402, a pris à rente une maison avec héri-
tage et une pièce de terre situées au delà du pont du Moulin, tenant
à l'Honniel, et une mencaudée de terre sise derrière ladite maison.

(1) Coll. Moreau, t. 240, p. 226.

(2) *Id.*, t. 241, p. 44.

(3) *Id.*, t. 244, p. 60. — Cf. pièce just. n° 13.

(4) Coll. Moreau, t. 244, p. 64.

(5) Coll. Moreau, t. 244, p. 133.

(6) Arch. de Condé, GG 91.

(7) Arch. de Croy, cart. 72, p. 203.

(8) Arch. de Condé, GG 91.

(9) Arch. de Croy, cart. 70, p. 2.

(10) Arch. de Condé, GG 91.

Collart s'est engagé à payer chaque année 51 s. 6 d. t. A cet arrentement fut « comme prévost de la ville de Crespin damp Jehan Ladourie » (1).

Le 6 août 1402, le pitancier a donné à rente à J. Hubert de Saint-Aybert 74 verges de terre, situées au Poncheau de la Chapelle, pour 12 s. t. par an. Fut comme prévôt Jean Ladourie et comme échevin J. Vairon... (2).

L'année suivante, les religieux arrentèrent une maison sise en la rue de la Cloye à J. Caudron pour 25 s. t., 2 quartrons d'avoine et 4 den. fors ; ils arrentèrent aussi à J. de Saint-Ghislain une maison et héritage « séans à la place en la rue de la Cloye » à charge au preneur de payer chaque année un huitteux d'avoine, 2 chapons, 2 sols et 6 den. t. De plus, il fut convenu que Jean ferait un « bon » et neuve carpentaige desseur ladite maison qui vaille 12 petits « escus de Hainaut de tel monnoie que 2 grans escus de Hainaut » valient 3 petits. » Fut comme prévôt à cet arrentement Jean Ladourie et comme échevin J. Dusart... (3).

D. Jean de Taisnières, le 16 mars 1404, donna à rente à J. Mui-seaus, pour 25 s. t. par an une maison « gisante en la rue du Moulin » (4) et le 1^{er} juin suivant, il arrenta à J. de Saint-Ghislain une pièce de terre sur l'Amblise avec dîme et terrage, moyennant la redevance annuelle de viij s. (5).

Le dernier acte d'arrentement fut passé au mois de septembre 1405 en présence de G. de Le Motte, mayeur des tenances de l'abbaye. Il fut établi en faveur de J. Bourlars d'Eslouges, qui prit à rente « une maison, yestre et entrepasure » que possédaient les religieux à Eslouges. Bourlars s'engagea à payer tous les ans 63 s. bl. (6).

**

A l'accroissement du domaine et des revenus de l'abbaye par donations, par acquisitions et par arrentements, nous ajoutons : par location. Malheureusement, nous ne possédons qu'un bail passé durant la prélature de D. Fiévet, celui de la cense entre deux Haine.

Déjà nous avons cité (faute de plus amples renseignements) ceux de 1348 (7), de 1360 (8), et de 1379 (9). Il nous est possible de donner plus de détails au sujet de celui de 1393, dont nous relatons les principaux articles. Ce bail fut accordé à Jean li Warde d'Har-chies pour neuf années consécutives ; l'entrée en jouissance fut fixée à la Saint-Jean 1393. Les biens loués comprenaient : la maison avec ses dépendances, les terres, les prés, le sauchois, les dîmes appar-

(1) Coll. Moreau, t. 243, p. 173.

(2) Coll. Moreau, t. 243, p. 189.

(3) Arch. de Condé, GG 91 et Arch. de Croy, cart. 71, p. 147.

(4) Arch. de Croy, cart. 73, p. 246.

(5) Coll. Moreau, t. 244, p. 43.

(6) Orig. en parch., Arch. du Nord, fonds de l'abbaye.

(7) Arch. du Nord, liasse 28.

(8) *Idem.*

(9) Coll. Moreau, t. 238, p. 248.

tenant à la cense et le grain à prendre dans la grange de l'abbaye de Saint-Ghislain au Pommerœul. Toutefois, les religieux se réservèrent toutes les rentes en grains, chapons, argent, cens, le droit de requais, la porte et la chapelle « pour eux aller, venir et demorer s'il leur plaist ». Parmi les charges, le fermier devait payer le montant de sa location en trois termes : à Noël, aux Pâques et à la Saint-Jean ; planter tous les ans dix saules ; à la saison habituelle, couper les sauchois et la grande haie tenant au grand chemin de 3 ans en 3 ans ; fumer toutes les terres suivant le besoin en y employant tout le fumier produit dans la ferme et entretenir les digues des deux rivières ; relivrer la ferme en fin de cense en bon état. La dernière année de bail, Jean li Warde avait la jouissance du pâturage pour ses bêtes... (1).

**

Songeaant à la mort et à l'éternité, pour s'assurer des prières, Mathieu, après avoir comblé le couvent de bienfaits, pour n'être pas oublié, a fondé un anniversaire pour le repos de son âme ; cet obit se célébrait le « vj^e jour des ides d'avril, et le monastère percevait « Lj s. sur la maison d'Alard de Vendegies située à Maing » (2).

La mort ne respecte personne, pas plus les grands hommes que les saints, elle coucha le prélat dans la tombe, nous dit Raissius, le 7 avril 1407 (3).

Mathieu fut enterré à gauche de l'autel Saint-Jean. Ses frères firent graver sur le marbre cette épitaphe :

« *Quisquis ades qui morte cades, sta, respice, plora :*
 « *Sum quod eris, modicum cineris ; pro me, precor, ora.*
 « *Hic jacet magister Mattheus Feodati, decretum doctor,*
 « *Quondam abbas hujus ecclesiae,*
 « *Qui obiit anno Domini MCCCCVII die VII aprilis. »* (4).

Brasseur consacre ces lignes à la mémoire de l'abbé :

« Mathieu gît sous le marbre, dans la chapelle de Saint-Jean-Baptiste ; son tombeau fut violé par les ennemis. Cette tombe est sacrée, arrière donc tout sacrilège ; si quelqu'un ose la violer, qu'au moins il respecte les restes de celui qui y est déposé. Qui repose là ? demande-t-on. Ci-gît Mathieu Fiévet, professeur en

(1) Orig. en parch., arch. de l'Etat à Mons, fonds de l'abbaye.

(2) Arch. du Nord, liasse 21.

(3) *Item* « le livre rouge » cité plus haut. — *It.* Brasseur.

(4) Qui que tu sois, homme mortel, arrête-toi, regarde, pleure ; je suis ce que tu seras, un peu de cendres, prie pour moi. — Ci-gît Mathieu Fiévet, docteur en droit canon, autrefois abbé de cette église, qui mourut d'an du Seigneur 1407, le 7 avril.

« décrets et en droit canon. Ce moine fut une des gloires de son
 « temps ; toujours prudent et sage dans les causes difficiles et
 « importantes, jamais il ne se départit de ces deux vertus, même
 « quand il dut agir avec énergie. Cet abbé, par ses conseils, fut une
 « vraie lumière pour sa patrie ; légat prudent, il donna ses soins
 « aux affaires des grands. Il fut d'un réel secours à Albert de
 « Bavière lorsque Charles VI se préparait à soumettre par les armes
 « la terre d'Ostrevant ; Mathieu traita la question avec tant de dexté-
 « rité qu'il apaisa ce mouvement de colère et rétablit la paix. »

« Que celui qui apaisa le roi de France invoque le roi Jésus, qu'il
 « se le rende favorable, et nous le rende favorable aussi. » (1).

(1) Brasseur, Théatr. abbat. Hannon.

.....*Matheus*

Doctrina praestans valens, vitaeque probatus
Consilioque valens iste Matheus erat.

Cf Brasseur, Sydera illustr. Hannon. Script.

tenant à la cense et le grain à prendre dans la grange de l'abbaye de Saint-Ghislain au Pommerœul. Toutefois, les religieux se réservèrent toutes les rentes en grains, chapons, argent, cens, le droit de requais, la porte et la chapelle « pour eux aller, venir et demorer s'il leur plaist ». Parmi les charges, le fermier devait payer le montant de sa location en trois termes : à Noël, aux Pâques et à la Saint-Jean ; planter tous les ans dix saules ; à la saison habituelle, couper les sauchois et la grande haie tenant au grand chemin de 3 ans en 3 ans ; fumer toutes les terres suivant le besoin en y employant tout le fumier produit dans la ferme et entretenir les digues des deux rivières ; relivrer la ferme en fin de cense en bon état. La dernière année de bail, Jean li Warde avait la jouissance du pâturage pour ses bêtes... (1).

**

Songeant à la mort et à l'éternité, pour s'assurer des prières, Mathieu, après avoir comblé le couvent de bienfaits, pour n'être pas oublié, a fondé un anniversaire pour le repos de son âme ; cet obit se célébrait le « vj^e jour des ides d'avril, et le monastère percevait « Lj s. sur la maison d'Alard de Vendegies située à Maing » (2).

La mort ne respecte personne, pas plus les grands hommes que les saints, elle coucha le prélat dans la tombe, nous dit Raissius, le 7 avril 1407 (3).

Mathieu fut enterré à gauche de l'autel Saint-Jean. Ses frères firent graver sur le marbre cette épitaphe :

« *Quisquis ades qui morte cades, sta, respice, plora :*
 « *Sum quod eris, modicum cineris ; pro me, precor, ora.*
 « *Hic jacet magister Mattheus Feodati, decretum doctor,*
 « *Quondam abbas hujus ecclesiæ,*
 « *Qui obiit anno Domini MCCCXVII die VII aprilis.* » (4).

Brasseur consacre ces lignes à la mémoire de l'abbé :

« Mathieu gît sous le marbre, dans la chapelle de Saint-Jean-Baptiste ; son tombeau fut violé par les ennemis. Cette tombe est sacrée, arrière donc tout sacrilège ; si quelqu'un ose la violer, qu'au moins il respecte les restes de celui qui y est déposé. Qui repose là ? demande-t-on. Ci-gît Mathieu Fiévet, professeur en

(1) Orig. en parch., arch. de l'Etat à Mons, fonds de l'abbaye.

(2) Arch. du Nord, liasse 21.

(3) Item « le livre rouge » cité plus haut. — It. Brasseur.

(4) Qui que tu sois, homme mortel, arrête-toi, regarde, pleure ; je suis ce que tu seras, un peu de cendres, prie pour moi. — Ci-gît Mathieu Fiévet, docteur en droit canon, autrefois abbé de cette église, qui mourut l'an du Seigneur 1407, le 7 avril.

« décrets et en droit canon. Ce moine fut une des gloires de son
 « temps ; toujours prudent et sage dans les causes difficiles et
 « importantes, jamais il ne se départit de ces deux vertus, même
 « quand il dut agir avec énergie. Cet abbé, par ses conseils, fut une
 « vraie lumière pour sa patrie ; légat prudent, il donna ses soins
 « aux affaires des grands. Il fut d'un réel secours à Albert de
 « Bavière lorsque Charles VI se préparait à soumettre par les armes
 « la terre d'Ostrevant ; Mathieu traita la question avec tant de dexté-
 « rité qu'il apaisa ce mouvement de colère et rétablit la paix. »

« Que celui qui apaisa le roi de France invoque le roi Jésus, qu'il
 « se le rende favorable, et nous le rende favorable aussi. » (1).

(1) Brasseur, Théatr. abbat. Hannon.

.....*Matheus*

Doctrina praestans valens, vitaeque probatus

Consilioque valens iste Matheus erat.

Cf Brasseur, Sydera illustr. Hannon. Script.

CHAPITRE XXII

JEAN LADOURIE (1407-1425)

§ 1. — *Ladourie. — Est prévôt, prieur, abbé. — Rend ses services. — Lutte contre les rapines.*

La sagesse divine donna à Mathieu Fiévet un digne successeur : Jean Ladourie. Dans l'építaphe qu'il lui consacre, Brasseur dit :

« Ladourie n'a nul besoin d'un monument en marbre recherché
« pour conquérir quelque honneur ; ses mérites, ses vertus et sa vie
« sainte lui laissent une gloire que nul mortel ne peut lui donner
« ni lui ravir. » (1).

Jean Ladourie naquit à Ath (2), où, d'après les archives de cette ville, un membre de sa famille fut échevin, de 1392 à 1394 et de 1411 à 1424, et massard en 1438. Jean était moine de Saint-Landelin et, dès 1401, « prévost de la ville de Crespín » (3).

D'après D. Queinsert, il remplissait encore cette charge qu'il cumulait avec celle de prieur lorsqu'il fut élevé à la dignité abbatiale (4).

Sa promotion eut lieu au mois d'avril 1407, comme en témoignent les comptes de l'exercice 1406-1407 et plusieurs actes établis en présence du prélat, par le maire et les échevins de Quiévreachain réunis à la « halle » le ... avril 1407, au sujet du droit de requais et de la nomination d'un « homme vivant et mourant » pour les biens du monastère sis à Quiévreachain (5).

Après son intronisation, l'abbé rendit ses services au comte du

(1) « ... *hos titulos quaere debet honores, Qui nihil in vita quo decoretur habet. Hic... prognatus Athi... splendidus abbas... extincto vivit post humus ipse sibi. Mortuus ex tumulo famam cur caplet inanem. Urbs sua cui vivo, santaque vita dedit ?* » (Brasseur Theat. abbat. Hannon. II pars).

(2) Raissius, Brasseur et Coll. Moreau, t. 244, p. 217.

(3) V. le chapitre précédent.

(4) « *Munia praepositi tulerat dum forte sit abbas. Natus Athi, doctis urbs ea clara viris* » (Coll. Moreau, t. 244, p. 217, note et Arch. du Nord, liasse 28).

(5) Orig. en parchemin, Arch. du Nord, liasse 12.

Hainaut ; le 17 août 1407, il « passa dénombrement à Guillaume, pour les deux fiefs de Baisicux et de Maing et, le 18 septembre, il rendit foy et hommage pour ces deux fiefs. » (1).

A ces actes, l'abbé joignit ses visites « ad limina » de 2 ans en 2 ans ; l'exemple que nous possédons prouve que Ladourie était en règle avec l'Autorité Suprême : « Le 24 avril 1419, attestation de la « visite ad limina pour un biennium faite au nom de Jean, abbé « de Crespin, par Ségry, doyen de N.-D., à Valenciennes. » (2).

**

Pour la bonne gestion des biens du monastère, l'abbé proposa la nomination de procureurs ; d'où, le 2 juin 1410, comparurent devant les échevins de Valenciennes, les religieux de Crespin : D. Jean, abbé ; D. Petis, prieur ; D. Biermerin, sous-prieur ; D. Rasses des Marès ; D. Crohin, trésorier ; D. Le Vighe, prévôt ; D. Nicolas Duparcq, D. Risons, D. Fièves, D. du Mortier, D. Tiestelette, D. Douchome, D. Prévos, D. Dusart et D. Loisiel, pour la nomination de leurs procureurs ; ils choisirent M. l'abbé, D. Fl. Crohin, trésorier ; D. A. Le Vighe, prévôt, de le Vingne et Le Boceux, pour « demander, requierre, cachier, poursuivre et recevoir toutes les « dettes, censés, rentes, droitures et revenus de ladite église » (3), et protéger ses biens contre tout agresseur.

De fait, des abus de toutes sortes continuaient à se produire et il fallait y remédier ; de ceci les preuves abondent :

J. Durée de Crespin s'était approprié un pâturage appelé le Grand et le Petit Aulnoit ; les manants de Crespin voulaient que les marais du village fussent de « commun aisement », sous prétexte que tous les ans chaque feu paie un pain, un denier et « une pouille »...

Les habitants furent déboutés. Durée fut appréhendé par le sergent de l'abbaye et mené à la prison des religieux, puis remis entre les mains du bailli des bois du Hainaut qui le conduisit à Quiévrain et de là à Valenciennes, où il fut détenu sept semaines. Le prisonnier voulut protester et intenta un procès ; un jugement rendu en 1406, par J. Bromars, seigneur d'Hainin, le condamna (4).

Les mêmes délits se produisirent dans la suite, l'arrêt fut le même ; d'où la confirmation « d'icelle sentence faite par G. de Sars, seigneur d'Audregnies et d'Angre, successeur dudit seigneur de « Hainin, en 1421 » (5).

Malgré ces condamnations, les prétentions se généralisaient : les habitants de Crespin prétendaient, dit Raissius, avoir le droit « de

(1) Coll. Moreau, t. 244, p. 217, et t. 245, p. 10.

(2) D. Berlière, Inv. anal. des « *diversa cameralia* » des Arch. Vaticanes n° 91. — N.-B. : les Abbés faisaient leur visite tous les deux ans, certains tous les 3 ou 5 ans, suivant les privilèges qui leur étaient accordés (D. Berlière, introd. à l'inv. anal. des lib. obli. et solut. pp. xxvj-xxix).

(3) Arch. de Condé, GG 91.

(4) Orig. en parch., Arch. du Nord, fonds de l'abbaye de Crespin et liasse 22 « recoelz des affaires de la maison ».

(5) *Idem*.

« prendre les bois de futaie, tels que les frênes, les ormes, les « chênes ».

Des étrangers mettaient pâturer leurs bêtes dans les marais de Scopignies ; des habitants de Crespin y plaçaient plus de vaches que de droit ; d'autres y conduisaient paître leurs oies et leurs jars (1) ; des particuliers enlevaient les bornes des terres situées « au delà le pont du moulin » (2) ; J. Cuart refusait de payer une rente due sur une maison sise à la Flamangrie-lez-Condé (3) ; Mre Jean Regnault, curé de Gussignies, refusait de livrer « un muid de blé et un muid d'avoine dubs sur les dismes et autelaiges appartenans à icelle cure » (4) ; L. Lenoisette prétendait ne pas payer les 55 s. t. assis sur une maison bâtie en la rue Valenciennoise (5), etc...

Ces différends furent tranchés par les tribunaux au profit de l'abbaye (6).

Ladourie ne se laissa point désespérer ; il lutta, établit des cartulaires et exigea des garanties.

C'est ainsi qu'Alsins, fermier des dîmes et terrages, mit entre les mains du receveur du monastère, plusieurs biens meubles pour la garantie de ce qu'il devait à cause de cette cense. Parmi ces meubles, nous relevons : « 3 vacques leine noirs et deux autres rouges, « 2 rouges viaulx d'un an et demy et 3 viaulx del année, l'un bléret « et les autres noirs. » (7).

De l'hôpital Sainte-Elisabeth de Valenciennes, l'abbé exigea « un « homme vivant et mourant à cause de 4 mencaudées de terre et « de pré sujettes à disme et à terrage, situées à Crespin ». Pour ces biens, l'hôpital devait, chaque année, célébrer deux obits « avec « vigilles, messe et livrer les candeilles et chirons pour allumer » (8).

(1) Arch. de Condé, GG 91.

(2) Arch. de Condé, GG 91. — *N.-B.* : il est à remarquer que la dénomination « le séminaire » n'existait point à cette époque, puisque l'acte porte : « gisant oultre le pont du moulin », et de plus qu'une partie du territoire où fut plus tard bâti le hameau, appartenait à l'abbaye.

(3) Arch. de Croy, cart. 72, p. 210.

(4) Arch. du Nord, liasse 8.

(5) Coll. Moreau, t. 247, p. 161.

(6) Arch. du Nord, liasses 8 et 22. — *Item* Arch. de Croy, cart. 70. — *Item* Coll. Moreau, t. 247, p. 161.

(7) Coll. Moreau, t. 245, p. 47 et note.

(8) Coll. Moreau, t. 245, p. 207.

§ 2. — *Accroissements des biens et des rentes. — Des troubles agitent le pays et amènent à l'abbaye la duchesse Jacqueline, sa mère et le duc de Glocester. — Prières publiques. — Le gouverneur du Hainaut prête serment : l'abbé est présent. — Chapitres généraux.*

L'abbaye, durant la prélature de J. Ladourie, recueillit plusieurs avantages, parmi lesquels nous relevons :

Le 2 avril 1407, J. Bultiaus de Crespin s'est déshérité, en faveur des pitances, d'une maison et d'un jardin en la rue des Moulins..., de 4 sols de rente sur une maison en la rue de la Cloye et de 30 verges de terre à la Planquette. Dom de Taisnières passa à rente ces divers héritages moyennant 20 sols de rente annuelle (1).

Le 11 février 1414, J. Lourmiaus de Crespin a donné aux pitances 20 s. t. de rente à recevoir sur la maison sise devant le bois Prangière en présence des... échevins J. Dusart et P. Platiaus (2).

D. Nicolas Duparcq a acheté le 17 décembre 1414 pour les pitances 3 mencaudées de terre gisant à la Motte et à la Croix-Franchomme, à dîme et à terrage pour 20 couronnes de France en or. Cette somme avait été donnée par J. Hubert à condition que les religieux et le curé célébreraient durant sa vie (3) messes en l'honneur du Saint-Esprit. Après la mort d'Hubert, ces offices devaient être convertis en messes de « Requiem » avec vigiles tant à la paroisse qu'à l'abbaye, « Parmy chou », chaque année les pitances devaient payer au curé 4 sols et au clerc 12 den. t. (3).

La veuve J. Fastret a donné en 1415 40 s. 6 d. t. de rente au monastère, 2 huitteux d'avoine et 5 s. t. à l'abbé, 3 s. t. au curé de Crespin et 23 s. t. aux pauvres du village (4).

La même année D. Ad. Wigres a acheté 80 verges de pré à Loumois devant la maison Sandrat pour neuf livres (5).

Le pitancier a passé à bail, le 25 janvier 1418, 2 pièces de terres sises à Angréau pour 52 s. l'an (6) ;

Il a arrenté : le 17 mai 1409 une mesure située en la rue Prangière moyennant 20 s. t. ; en 1416, une autre avec héritage « parmi une entière rente » ; l'année suivante, une maison sise devant le puits Douchet et pour 70 s. t. ; et une maison située en la rue de La Louvière pour 40 s. t. outre 50 s. assis sur cet immeuble (7).

L'abbé, le 13 août 1419, a arrenté « une maison, grange et entre-

(1) Arch. de Condé, GG 91. — N.-B. : Le 28 décembre 1420, Gilles Guaises et Margherite Ghignote, sa femme, ont fondé un obit en l'église paroissiale de Crespin (Arch. de Croy, cart. 71, p. 169).

(2) Coll. Moreau, t. 244, p. 171. — Arch. de Condé, GG 94.

(3) Arch. de Condé, GG 91.

(4) Coll. Moreau, t. 246, p. 75.

(5) Coll. Moreau, t. 246, p. 75.

(6) Orig. en parch., Arch. du Nord, série H.

(7) Arch. de Croy, cart. 70 et 71, pp. 96, 130, 138 et 146.

presure en la rue du Kuitremel » (Quinquerniau) moyennant la redevance annuelle de 10 s. bl. t. (1) et une mesure sise en la rue Prangère à charge de payer chaque année 9 s. (2).

Dans le « recoeil des tiltres de Crespin » se trouve « une lettre « scellée des séaux de E. Ladourie et Pierre Williers, hommes de « fief, donnée en date de mil iiijc xix faisant mention que no bail-
« lames à rente no maison de Condet parmi paiant deseure toutes
« rentes x liv. t. » (3).

**

Comme nous l'avons remarqué à plusieurs reprises, les grands s'honoraient de l'amitié des Prélats de Saint-Landelin, les faisaient entrer dans leurs affaires intimes, dans leur conseil, les visitaient, etc., etc...

En ce qui concerne la prélature de Ladourie, nous lisons :

« Le vij mars en nostre castiel du Quesnoit... Trois mandemens
« de Guillaume de Bavière (4) pour le paiement des despenses fai-
« tes... par lui, la duchesse et une partie de leur hostel à Crespin
« le vendredi iiij mars mil iiijc et xij » (5).

Guillaume IV étant mort (1417), il eut pour héritière Jacqueline, sa fille, qui elle aussi, fréquenta l'abbaye.

« Le iiij novembre mil iiijc et xvij deux mandements de Jacque-
« line de Bavière, comtesse de Haynau... pour le paiement à faire
« à l'abbé de Crespin de la somme de xxix liv. xix s. t. pour les
« frais et despens de nostre très amée dame et mère et de nous,
« fais à Crespin le joedi au disner le xxiiij^e jour d'octobre (6). »

Les religieux profitèrent de la présence de Jacqueline pour organiser des prières publiques pour attirer sur la comtesse et ses sujets les bénédictions du ciel et le bonheur de vivre en paix. D'où ces cérémonies : (7).

« L'an mil iiijc xvij, on fist chéens une solennité comme à ung
« principal procession et messe pour la paix. On alla à procession
« par le cloistre et le moustier de la ville en chantant *Summae*
« *Trinatati*, au retour au chœur le *O Beata Trinitas* et puis grand'-
« messe de la Trinité ainsy qu'un jour principal ; tout le couvent
« fut revestu en cappes et pour ce monsieur (l'abbé) au disner
« servy le couvent ».

« L'an mil iiijc et xxj le iiij^e jour d'avril on fist une seconde
« procession pour la paix en le manière qui sensuit : On chanta
« au chœur *Veni Creator* le V. *Verbo Domini Coeli*, la Collecte

(1) Arch. de Condé, GG 91.

(2) Arch. de Croy, cart. 71, p. 102.

(3) Arch. du Nord, liasse 2.

(4) Aubert de Bavière mourut en 1404. Guillaume IV, son fils, lui succéda et mourut en 1417. Il eut pour héritière Jacqueline, sa fille, qui mourut en 1436, pour avoir comme successeur Philippe de Bourgogne.

(5) L. Devillers, Chron. belges inéd., t. 6, p. 15.

(6) Arch. du Nord, liasse 10 : Extrait d'un cahier relatif aux cérémonies

(7) *Idem*, p. 46.

célébrées dans l'abbaye de Crespin.

« *Deus qui corda*, puy on allast à procession par le moustier de le
 « ville et par le marchet par envers la maison de la cure puy fut
 « revenant par le puiche Douchet devant l'abbaye en chantant
 « l'Ant. : *In nomine Domini de Jherusalem*, l'Oremus : *Dilectis-*
 « *simi*, le R. *Domine Rex omnipotens nos' alium Deum nescimus*,
 « *te Domine universorum tua est potentia*. S'il y at trop de R. le
 « chantre les peult abrégier ; quand l'on arrive devant la porte de
 « l'abbaye l'on doibt commenchier la petite litanie et dist-on au
 « moustier de le ville le grand *Omnes sancti...* quand l'on veult
 « faire procession pour la paix on chante (ce que dessus) et doibt
 « t'on porter les reliques et les gonfanons. »

Jacqueline mariée à son cousin Jean IV, duc de Brabant, adolescent de 16 ans, divorça en 1422 pour épouser le duc de Glocester, frère du roi d'Angleterre. Cette union scandaleuse souleva contre la Comtesse : Jean de Brabant, Jean de Bavière, Philippe de Bourgogne, le duc de Bedford et l'empereur d'Allemagne.

Liée à Glocester, Jacqueline pénètre dans le Hainaut en 1423. Profitant de son séjour à l'abbaye, « le duc fit faire, en le ville de Crespin, le serment de fidélité à J. le Féron, C. dou Parcq et J. de Hon échevins... et nos dames avoient requis que li autres remans de la ville fesist serment oussy » (1).

« Le xxj^e jour dou mois de novembre mil iiijc et xxiiij, des députés se partirent de Mons, avoec leurs varlez à xx chevaux et s'en allèrent... au giste à Crespin (2). »

« ...Le lundi xxvij^e jour en suivant se partirent de Crespin et avoit no très redoubtée dame et princesse héritière dou pays de Haynnau madame la dowagière se mère et en leur compagnie Monsgr le ducq de Gloscester et s'en vinrent viers le ville de Mons pour eux entrer à puissance et s'en allièrent logier en l'ostel de Nauste là où ils deschandirent (3). Auquel lieu vinrent devers Glocester plusieurs des seigneurs pour à luy et à sa femme faire obéissance (4). »

Les villes de Soignies, Condé, Valenciennes et Bouchain firent leur soumission au mari de Jacqueline et obtinrent leur grâce.

« Par contre, ceux de Hal embrassèrent le parti du Brabançon et

(1) L. Devillers, Chron. Belges, t. 4, p. 456.

(2) Les bourgeois de Saint-Ghislain ayant appris que le duc de Glocester était arrivé à Crespin le 21 novembre pour venir ensuite à Saint-Ghislain, députèrent quelques-uns d'entre eux vers les états de Mons pour sçavoir de quelle manière ils le recevraient... (de Reiffenberg, Chron. de Saint-Ghislain, Chron. Belges, t. 8, p. 542).

(3) Chron. Belges, t. 4, p. 419 et 420.

(4) Nicolas de Guise, hist. de Mons. L. Devillers, Chron. Belges, t. 4, p. 497, écrit : « On conserve aux Arch. de l'Etat, à Mons, dans le fonds des États du Hainaut, un cahier de 52 feuilles de la répartition de l'aide de 80.000 liv. accordées au duc de Glocester par lesd. états le 29 décembre 1424. Ce document est assez curieux en ce qu'il indique le nombre des feux de chaque village. Dans la cotisation du clergé sont compris les Abbés de Saint-Ghislain, Hasnon, Crespin etc... »

« se mirent aux ordres de Philippe de Bourgogne, frère de Jean, « duc de Brabant. Jean de Luxembourg, les sires de Croy et d'En- « ghien unirent leurs forces et assiégèrent la ville de Mons (1). »

Les habitants défendirent Jacqueline avec vaillance, mais sans succès. Le prince d'Orange amena à Gand la princesse vaincue pour l'y mettre en prison. Jacqueline s'échappa et se réfugia en Hollande où Philippe, muni d'un mandat des provinces, la poursuivit et fut victorieux.

« En 1426, Jean, duc de Brabant, mourut ; peu après, une assem- « blée de la noblesse se tint à Valenciennes pour le choix d'un « administrateur du Hainaut (2). »

Et, « le xxiiij juin 1427, un acte fut établi par lequel les états « du pays et comté de Hainaut déclarèrent reconnaître le duc de « Bourgogne comme le gouverneur dud. pays de Hainaut et plus « proche héritier de la duchesse de Bavière ».

A cet acte original sont appendus 215 sceaux parmi lesquels celui de l'abbé de Crespin, Nicolas du Parcq (3).

Après la décision de cette noble assemblée, le duc vint à Mons prêter le serment dans l'église Sainte-Waudru, « le xxiiij^e jour de « juing l'an de grâce mil iiijc et vint siet présens les gens des trois « états doud. pays de Haynnau si comme l'éveske de Cambray, « l'abbé de Saint-Wast d'Arras, l'abbé de Crespin... Le duc s'en- « gagea à garder les droits de chacun, à maintenir les échevins « et protéger les chartes, les franchises et privilèges » (4).

Jean de Brabant étant mort, et le mariage de Jacqueline ayant été dissout, la comtesse se remaria à Fr. Borcelen, gouverneur de la Zélande en 1432, et céda ses états de Hainaut en 1433 au duc de Bourgogne. Jacqueline rendit le dernier soupir le 8 octobre 1436, la troisième année de son mariage, sans laisser d'enfants ; et Philippe, comte de Flandre, lui succéda en Hollande, en Hainaut et en Frise (5).

★★

Aux malheurs de la guerre s'adjoignirent : la sécheresse « l'an. « mil iiijc xix on fist procession pro pluvia postulanda » (6)... La peste apparut en 1422 ; cette épidémie fut considérable... tous les religieux de Saint-Jean de Valenciennes en furent victimes (7).

★★

Pour comble de calamités, l'Eglise était divisée par le schisme et la ville de Prague se distinguait spécialement par son obstination ; d'où :

(1) Nic. de Guise, Hist. de Mons, ch. LX, LXI, LXII.

(2) *Idem*.

(3) L. Devillers, Chron. Belges, t. 4, p. 602.

(4) L. Devillers, Chron. Belges, t. 4, p. 606.

(5) Nic. de Guise, Hist. de Mons, ch. LXIII.

(6) Arch. du Nord, liasse 10, extrait du cahier relatif aux cérémonies célébrées à l'abbaye de Crespin.

(7) Arch. hist. et litt. du Nord, par Leroy et Dinaux, t. 2, p. 244.

« L'an mil iiije xxj le premier jour d'aoust l'on fist une procession générale pour les hérétiques de la ville de Prague (1) et viendrent tous les pasteurs d'une lieue près de Crespin revestis avec croix et confanons et leurs parochiens avec eux. Quand on eut chantez la grand'messe à mydy on chanta au chœur *Veni Creator* le *V. Verbo Domini* la Collecte *Deus qui corda* puy's on allat à procession parmy le marchiet devant la maison de la cure qui adoncqes estoit devant les viviers à le Croix au Quesnoit et retournant en la rue Vallencenoise et au puyche Douchet puis à l'église on chanta *In nomine Domini* de Jherusalem, l'*Oremus Dilectissimi* le *V. Domine Deus qui conteris bella... Domine Rex... Miserere Domine populo tuo*, puy's le grand *Oremus*. On entra dedans la porte de l'abbaye incontinent, on commencha le grand *Omnes Sancti* et tout le rémanant chanta devant la chambre de l'aumosne, c'est asçavoir le visage tourné vers l'église; puy's le sermon avec le couvent et toutte le peuple présente (2). »

**

A certaines époques critiques, l'Eglise voulant affirmer sa doctrine, prêcher l'unité, etc..., suscita des assemblées appelées conciles ou synodes; les religieux créèrent des réunions qui prirent le nom de « Chapitres Généraux ». Ceux de l'ordre de Saint-Benoît se rencontrent dans la province de Reims dès 1135. Innocent II les encouragea et les approuva par une lettre adressée de Pise le 17 novembre 1135-1136.

Cette institution, facultative au XII^e siècle, fut rendue obligatoire au XIII^e siècle. Innocent III l'établit canoniquement en 1215 au concile de Latran et statua : Les chapitres se tiendront tous les trois ans et seront présidés par quatre abbés. Dans ces réunions, on s'occupera de questions relatives à la discipline monastique... Par des « visitations régulières », on veillera à la réforme des abus.

Honorius III et Grégoire IX continuèrent l'œuvre de leur prédécesseur. En 1336, Benoît XII publia une bulle sur la réforme et l'organisation de l'ordre de Saint-Benoît qu'il divisa en 36 provinces. Ces provinces eurent leurs assemblées particulières appelées « Chapitres provinciaux ».

Charles VI, roi de France, les encouragea; ils sont, dit-il, un grand moyen de procurer la paix à l'Eglise. En 1407, il envoya une lettre relative à leur convocation, et, en 1408, un chapitre provincial se tint à Saint-Germain-des-Prés.

(1) A cette date, 1421, l'hérésie des Hussites battait son plein. Jean Huss était monté sur le bûcher en 1415; de là naquit une sanglante guerre civile et religieuse. On massacra les prêtres à Prague et dans toute la Bohême. 550 monastères furent incendiés tant dans la Bohême que dans les pays voisins. En 1420, Martin V fit un appel contre eux à la Croisade; tout fut inutile, les Hussites taillèrent en pièces successivement quatre armées de 100.000 hommes. La paix ne fut rétablie qu'en 1485; les dissidents obtinrent la liberté de la communion sous une ou deux espèces à leur choix.

(2) Arch. du Nord, liasse 10, loc. cit.

De cette assemblée émana toute une organisation. En effet, il fut statué :

« La province de Reims sera visité par les abbés de Saint-Vincent « de Laon, de Crespin-en-Hainaut et de Saint-Prix... l'abbé de Crespin visitera les diocèses de Théroouanne, d'Amiens, de Beauvais « et de Tournai... l'abbé d'Hautmont visitera le seigneur de Crespin (1). »

Aux Archives du Nord est conservée une pièce ayant rapport aux Chapitres provinciaux ; cet acte, daté de 1589, donne les statuts de ces solennelles réunions (2).

§ 3. — *Ladourie à Ath. — Une réforme*
La confrérie de Saint-Landelin. — Mort de l'abbé

Dans une circonstance mémorable, nous trouvons D. Ladourie dans sa ville natale.

Le 3 mai 1394, fut posée par Alix Dambrinne, abbesse d'Ath, la première pierre de la grande église de Saint-Julien de cette ville.

La consécration de ce sanctuaire eut lieu le 7 juillet 1415 ; le prélat consécrateur fut Jean de Lens, évêque de Cambrai, assisté des abbés de Crespin et de Cambron (3).

Cette solennité était rappelée par une inscription en vers qu'on lisait autrefois dans l'église et de laquelle nous extrayons :

« ...Le septiesme jour de juillet mil quatre cent et quinze
« Pour dédier ce lieu, la journée en fut prinse
« Le jour du saint dimanche, ayant Jean séjourné
« Pour ce digne sujet de ses biens ordonné
« Monseigneur Jean de Lens, de sainte vie et pure
« Evesque de Cambray, en print la charge et cure
« Y estant avec luy deux abbés très prudens
« A sçavoir : de Crespin et de Cambron, présents,
« Celui-là de Crespin fut dom Jean Ladourie
« Qui, naissant dedans Ath, y prit humaine vie

(1) D. Berlière, chap. généraux des monast. bénéd. des provinces de Reims et de Sens, XIII^e et XIV^e siècles, t. 1, p. 58 et suivantes.

(2) *Ordo ritus seu methodus celebrande congregationis monastice... Forma et exemplar procuratoriorum deputandorum a conventibus monachorum Litanis,*

Forma promissionis quæ ab electo visitatori fieri debet,

Forma promissionis ejus qui per absentiam visitoris præsidebit,

Forma promissionis definitorum,

Deputatorum promissio,

Promotoris promissio jurata,

Promissio notarium.

La question traitée en cette circonstance (année 1589) fut l'excommunication (Arch. du Nord, série H, Abbaye de Crespin, liasse 15).

(3) Vinchant, *Annales du Hainaut*, édition des Bibliophiles de Mons, t. IV, p. 49.

« Et l'abbé de Cambron, dom Nicaise Miné,
 « Très dévost, fut aussy en la Hamayde né.
 « Leurs riches vêtements brilloient comme lumières
 « Qu'on voit paroistre aux cieulx aux saisons printanières (1). »

Depuis la fondation du monastère de Crespin, les bénédictins portaient des bottes. L'abbé, trouvant cette chaussure mal commode et lourde, surtout pour les moines âgés, adressa une sup-



Dessiné par M^{me} Marg. Lombès. 1912.

Fig. 17. — Anciens costumes de bénédictins (Ed. Migne).

plique à Rome pour obtenir l'autorisation de remplacer les bottes par des souliers fermant à l'aide de courroies ou de lanières ; ce qui fut accordé à l'abbé, au moines prêtres et aux profès, le 15 octobre 1413. La lettre portait ces conditions : « L'abbé indiquera

(1) Annales de l'Académie d'Archéologie de Belgique XXI, 2^e série, t. 1, p. 331, notice par L. Devillers. — N.-B. : Ailleurs on lit une chanson populaire composée pour la circonstance : « A ce faire furent présens — Deux abbés discrets et prudens — De Crespin peult-on l'un nonchier (nommer) — Damp Jean Ladourie : gens tesmoignent que ses naissemens (naissance) — Iert (était) d'Ath., Dieu le voelle advancier (récompenser) — Et ossi de Cambron l'Abbé — Damp Nicaise Minen nommé ; — Qui à La Hamaide nasqui — I avoit le sien corps paré — Notablement en vérité — Et chieulx (celui) de Crespin autrisi (aussi). (Communication de M. J. Devert prof. d'histoire à Ath.)

lui-même la forme du soulier et chaque année, à cause de cette mutation, une messe sera célébrée en l'honneur du Saint-Esprit (1).

**

J. Ladourie fonda la confrérie « en lonneur et révérence Saint Landelin » patron de l'abbaye, sur la requête de plusieurs moines et d'un grand nombre d'habitants de Crespin qui l'avaient prié d'approuver leurs statuts : la confrérie ne comptera pas plus de 40 membres..., les confrères seront de « bonne vie, léal mariage et « d'honnête conversation »...



Fig. 18. — Sceau de Jean Ladourie (1425).

Cette confraternité « fut établie l'an de grâce mil quatre cent et... » (2). Le scribe a omis de porter le surplus de cette date, ce

(1) « ... *Petilio continebat cum olim ex institutione monasterii Crispinii abbas et conventus consueverunt portare ocreas et hactenus portarunt ac uti fuerunt seu utantur, cumque idem abbas et conventus videntes que predictae ocreae secundum institutionem predictam erant et sunt magne et ponderosae et valde eis graves et ad magnum cedebant et cedunt laborem et earum personarum detrimentum de communi ipsorum assensu statuerunt quid de cetero abbas et ejus successores ac sacerdotes et professi dicti conventus post secundum animi sacri sacerdotalis ordinis adepti loco dictarum ocrearum uti possunt et debeant calceis corrigiatis et honestis, secundum abbatis dispositionem... Apostolica auctoritate confirmamus, approbamus et ratificamus... utantur et uti possunt calceis corrigiatis secundum abbatis dispositionem; et propter hanc mutationem teneantur annis singulis celebrare devote missam ad honorem Sti Spiritus » (Arch. de Croy, château de l'Ermitage à Condé, carton 70, p. 38).*

(2) Arch. de la duchesse de Croy, *loc. cit.* Cf pièce just. n° 14. — N.-B.: A cette pièce originale demeurèrent appendus les sceaux de l'Abbé et de Jacquemars Yzaacq...

qui n'empêcha point l'abbé et trente-deux témoins d'apposer leur signature et leur sceau. Nous lisons aux Archives du Nord :

« En 1432... une lettre faisant mention de la confrérie de Saint-Landelin, signée de l'abbé et de plusieurs autres personnes (1).
« D. Alexis Wattier le 2 novembre 1728 entreprit le voyage de Rome ; il séjourna deux mois dans la ville éternelle et rentra au monastère au mois d'avril 1729 avec des indulgences pour la confrérie de Saint-Landelin, que le Pape lui avoit accordées (2). »

★★

Le 26 mai 1425, l'abbé donna le Vidimus « d'une sentence de l'officialité de Cambrai en vertu de laquelle tous les écoliers de Valenciennes sont paroissiens de l'abbaye de Saint-Jean » ; il appendit son sceau (3) à cet acte, et mourut, d'après Raissius, quelques mois après.

Un manuscrit conservé au presbytère de Crespin porte : Jean Ladourie mourut le 14 décembre 1425.

Brasseur lui a dédié cet épitaphe :

« L'homme, épris d'une sotte vanité, sacrifie tout pour la satisfaction durant sa vie. Hélas ! il n'y réussit jamais. Au lieu de s'avouer vaincu, il ne désarme point et espère réaliser son rêve après sa mort ; et voici que sur sa tombe se dresse un mausolée qui arrête les regards et attire l'attention.

« Ainsi agissent ceux dont l'existence fut vide des choses de Dieu ; tout leur honneur est dans le luxe, toute leur gloire dans la richesse pendant la vie comme après leur mort.

« Au tombeau de Jean Ladourie, inutile de rechercher ce faste extérieur. Loin d'ici, le marbre aux riches veines ou l'altière statue d'airain signée par une main fameuse.

« Pour cet enfant d'Ath, pour cet éminent prélat, les vertus, les mérites, la vie sainte composent son honneur et sa gloire sur la terre comme dans le ciel.

« C'est notre douce espérance (4). »

(1) Arch. du Nord, lias. 2.

(2) Bibl. de Valenciennes, fonds Chéré.

(3) Sceau ogival de 700 millim. Arch. du Nord, Abbaye de Saint-Jean de Valenciennes. « Dans une niche gothique Saint Landelin debout plongeant sa crosse dans une fontaine, tenant un livre, accompagné de deux anges dans deux logettes latérales ; au-dessous un priant accosté à dextre d'un écu fretté et à senestre d'un écu à la bande bretessée, contrebretessée, les deux écus timbrés d'une crosse. (Légende) : *Sicillvm Johannis Abbas Sci Landelini de Crispinio* ». (G. Demay, sceaux de Flandre, n° 7002).

(4) Brasseur, Théât. abb. Hannon, 111a pars.

CHAPITRE XXIII

NICOLAS DUPARCQ (1425-1433)

§ 1^{er}. — *Nicolas, pitancier, prieur, abbé. — Il paie ses services
Rang des abbés de Crespin*

Nicolas Duparcq naquit dans le Hainaut, peut-être à Crespin ; nous rencontrons, en effet, dans les Archives : Jean Duparcq, échevin..., Phil. Duparcq, homme de fief à Crespin.

Le nouvel élu fut pitancier de l'abbaye en 1404 (1) et en 1414 (2) ; il était prieur en 1425 (3).

Un manuscrit du presbytère de Crespin donne l'année 1425 comme date de l'avènement de Duparcq. Sans pouvoir prouver cette assertion, nous pouvons dire : le siège de Crespin ne fut vacant que peu de temps, puisque le pape Nicolas V nomma Duparcq par bref du 18 mars 1426 (4).

À l'occasion de son intronisation, l'abbé rendit hommage à la Dame de Quiévrain pour les terres situées à Baisieux (4') ; paya une partie de ses services le 10 mai 1426 (5) et le reste (6) le 4 juillet 1430, date à laquelle il reçut une « quittance de Antoine, cardinal du titre de Sainte-Suzanne, camérier du Sacré Collège des cardinaux, par laquelle il déclara quitte l'abbaye de Crespin de la somme de cent et un florins d'or j sou j denier que Nicolas lui avoit payé à cause des communs et menus services rendus par lesd. cardinaux lors de sa promotion à la dignité abbatiale » (7).

Nicolas, comme plusieurs de ses prédécesseurs, occupa une place prépondérante dans le monde politique. Il siégea au milieu de la noble assemblée réunie le 23 juin 1427 pour le choix d'un gouverneur du Hainaut ; il fut présent, à Mons, en l'église Sainte-Waudru, quand Philippe de Bourgogne s'engagea à respecter les

(1) Coll. Moreau, t. 244, p. 83.

(2) D'après un chirogr. orig. en parch., Arch. de Condé GG. 91 ; *Item* Arch. de Croy, carton 70, n° 19.

(3) Arch. Vatic., arm. XII, cod. 121, A p. 193.

(4) Arch. Vat., Reg., Lateran, 264, f° 208.

(5) Arch. du Nord, abb. de Cresp. orig. en parchemin.

(6) D. Berlière, de lib. oblig., n° 1375-1376.

(6) *Idem*, n° 1415-1416.

(7) Coll. Moreau, t. 249, p. 86.

privilèges de la ville de Mons (1). Il assista à la cession du Hainaut et de la Hollande à la Flandre le 3 juillet 1428 et appendit son sceau (2) aux chartes établies dans ces circonstances.

Du reste, jusqu'aux conquêtes de Louis XIV, l'état ecclésiastique du Hainaut était représenté par les abbés de Crespin, de Saint-Ghislain, de Marchiennes, etc. (3). Nous disons plus, les Prélats de Saint-Landelin « tenoient le premier rang du pays » (4).

C'est ainsi que Nicolas fut choisi pour chanter la messe et faire



Fig. 19. — Sceau de Nicolas Duparcq.

le lendemain les obsèques de D. Jean de Layens, abbé de Saint-Ghislain, qui mérita l'estime d'une des plus grandes lumières de l'Eglise : Pierre d'Ailly (5).

C'est à cause de ses relations que Duparcq amena comme chapelain de l'église paroissiale de Crespin : Pantaléon de Bredis de Utino, clerc de la chambre apostolique, archidiacre de Champagne dans l'église de Reims (6).

(1) Nic. de Guise, Hist. de Mons, chap. LXIII.

(2) Sceau ogival de 70 mill. Arch. du Nord, Chambre des comptes. Variété du type précédent (c'est-à-dire Jean Ladourie) : l'écu de senestre portant un chevron accompagné de trois mufles de lion. (Légende :) *Sigillum nic... Abbas Sci Landelini de Cripinio*. — G. Demay, sceaux de Flandre, n° 7.003.

(3) Extrait de l'inventaire des arch. des Etats de Hainaut, par L. Devillers, t. 1, p. 32.

(4) Nos Abbés occupaient déjà ce premier rang en 1340 (*Revue agr. industr. et litt. de Valenciennes*, t. 8, p. 354).

(5) Monuments pour servir à l'hist. du Hainaut..., t. 8, p. 555.

(6) H. Dubrulle, les membres de la curie romaine sous le Pontificat de Martin V dans les annales de Saint-Louis des Français, janvier 1906. — N.-B. : Habituellement le curé de Crespin avait un chapelain.

§ 2. — *Nicolas a aimé son monastère, son peuple et l'Eglise*
Sa mort

Par suite des troubles qui agitaient et divisaient le Hainaut, les moines et les habitants de Crespin eurent à souffrir dans leurs biens. Duparcq eut à défendre les uns et les autres ; c'est pourquoi il fit en 1432 un nouveau relevé de ce que possédaient les bénédictins à Baisieux. En même temps, les échevins établirent un record et condamnèrent « à une amende de 3 l. t. par chaque « refus et aux frais de la loy, tous les défaillans de payer à l'abbaye « le droit de terrage à elle dû sur les fruits qui se coeillent aud. « lieu » (1).

Duparcq établit aussi un relevé des biens sis à Rombies, lieux dits : « Le mont..., le moulin..., l'alouette..., l'arbre des croix », où son monastère percevait le droit de terrage sur 27 mencaudées 20 verges, sur une mesure, et consistait en 15 s. de rente et 2 huit. d'avoine (2).

Le Prélat forma un « recoeil relevant que la grosse dîme qui se « recevait à Nouvelles sur les lins, semailles, olettes et moutardes, « consistait en ix gerbes au cent sur lesquelles l'abbaye en prélevait « ij » (3).

Il fit encore le relevé « d'un ancien livre en parchemin » où nous lisons, par exemple : J. Wostre d'Hensies doit pour un muid de terre à la Croix d'Hensies... *Item* pour 3 mencaudées 33 verges de terre au même lieu 5 l. 6 s. 12 d. l'an (4).

Duparcq, dans ces jours malheureux, rencontra des fidèles qui, en compensation, aidèrent à augmenter les revenus du monastère : Q. du Maret a vendu en 1426 aux pitances 20 s. t. de rente annuelle assignée sur une maison au delà du moulin (5) et C. le Chierfs, en 1429, plusieurs parties de prés situés à Crespin... en présence de Jean Duparcq, échevin... (6).

L'abbé consentit divers arrentements : en 1428, il arrenta 20 muids de terre sis à Sebourg pour 22 livres de rente annuelle (7) ; en 1429, « 4 huitt. de terre gisantes au vieux chemin de la Cha- « pelle moyennant 36 l. t. » (8) ; en 1430, 23 muids de terres à Sebourg moyennant 36 l. t. de rente (9) et 7 quartiers de terres situés à Crespin au lieu dit l'Estricaine pour 24 s. t. (10) ; en 1431,

(1) Coll. Moreau, t. 249, p. 110 et 114.

(2) Arch. du Nord, liasse 13.

(3) Annales du Cercle Archéologique de Mons, t. 21, p. 177.

(4) Arch. du Nord, liasse 15.

(5) Arch. du Nord, liasse 21.

(6) Arch. de Condé, GG. 91.

(7) Arch. du Nord, liasse 22.

(8) Arch. de Croy, cart. 71, p. 155.

(9) Arch. du Nord, liasse 22.

(10) Coll. Moreau, t. 249, p. 102.

« x wittelées de terres situées à Baisieu moyennant la somme
 « annuelle de xxxvj s. t. » (1) ; en 1432, 8 mencaudées de terres
 tenant au vieux chemin de Crespin à Saint-Aybert (2) à charge de
 payer chaque année 64 s. t. de rente (3) ; et « une maison et yestre
 « en la rue de la Louvière rendant l'an 32 s. t. » (4).

★★

Dom Nicolas Duparcq s'intéressa à ses sujets malheureux et en
 présence de leurs adversités, en 1430, il « remonstra au bailli du
 « Hainaut les dégasts et frais de gens d'armes allant et retournant
 « contre les Liégeois à Namur. Pour cette cause fut levée la mal-
 « totte sur la cervoise ascavoir 2 sols pour chaque tonneau » (5).

Pendant les années 1426, 1432, 1433, voici apparaître tour à
 tour d'autres calamités : la pluie et la sécheresse ; l'abbé organisa
 des prières publiques pour implorer la Clémence divine et obtenir
 une température plus favorable :

« L'an mil iiijc xxvj le jour Saint-Christophe l'on fist proces-
 « sion par la manière qui s'ensuit *pro serenitate* : l'on alla par le
 « marchiet envers la maison de la cure en revenant au puyce Dou-
 « chet et à l'église. Premièrement on chanta au chœur *Veni Crea-*
 « *tor*, le V. *Verbo Domini*, la Collecte *Deus qui corda*, puy en
 « allant l'Ant. *In nomine Domini de Jherusalem timor et tremor*,
 « puy la grande litanie et le grand *Omnes sancti*...

« L'an mil iiijc xxxij le iiij^e jour d'aoust on fist icelle procession
 « qui s'ensuit : On alla parmy le marchiet, envers la maison de la
 « cure en allant vers les viviers, à la Croix au Kaisnoit en rallant
 « en la rue Vallencenoise, revenant au puy Douchet et à l'église.
 « Premièrement on chanta au chœur *Veni Creator*, le V. *Verbo*
 « *Domini*, la collecte *Deus qui corda*. En allant, l'Ant. *In nomine*
 « *Domini de Jherusalem timor et tremor*, R. *Aspice de sede sancta*
 « *a facie fucoris dominator Domine tua est potentia* et s'il y avoit
 « peu de R. *Qui Coeterum* et puy la petite litanie et le grand
 « *Omnes Sancti*...

« L'an mil iiijc xxxiiij on fist procession *pro pluvia postulanda*.
 « On chanta *Veni Creator*, etc., puy on allat à la procession par le
 « moustier de la ville, par le marchiet, par devers la maison de la
 « cure, en revenant au puyce Douchet en chantant *In nomine*
 « *Domini de Jherusalem*. etc... (6). »

★★

Si l'abbé s'est occupé des affaires matérielles de ses moines et de

(1) Coll. Moreau, t. 249, p. 63.

(2) Ce chemin a son origine au Séminaire et s'appelle le Chemin vert ;
 il nous prouve que la route actuelle de Crespin à Saint-Aybert n'a pas
 toujours existé.

(3) Arch. de Croy, cart. 71, p. 165. *It.* Arch. de Valenciennes, fardes
 n^{os} 14 et 85.

(4) Arch. de Croy, carton 71, p. 127.

(5) Arch. de Condé, extrait du ferme de Crespin, f^o 27.

(6) Extrait d'un cahier relatif aux cérémonies célébrées à l'abbaye de
 Crespin, Arch. du Nord, liasse 10.

son peuple, il n'a pas négligé les affaires spirituelles ; il a donné une heureuse impulsion aux associations pieuses, a rédigé à nouveau et remis en honneur la confrérie établie sous le vocable de Notre-Dame de Halles (1).

**

D. Duparcq a aimé et honoré l'Eglise ; avec elle il a souffert de voir la division régner parmi ses enfants ; pour soutenir le concile de Bâle (2) il s'imposa de grands sacrifices, « ainsi qu'il appert « des livres des comptes du monastère » (3), et fournit une somme considérable en 1433 pour la tenue du concile et mourut la même année « le 13^e de septembre (4) la nuit Sainte-Croix (5) ».

(1) Cf. Les Statuts p. just. n° 15 extraits du Ms du presbytère de Crespin, pp. 251-252.

(2) Le concile de Bâle, commencé à Pavie, fut continué à Sienne, à Bâle et à Ferrare. Il fut convoqué par Martin V et ouvert par Eugène IV qu'on prétendit déposséder pour élire Félix V, antipape. Il eut comme but principal la réforme des abus, la pacification de l'Europe, la condamnation des Hussites et la réunion des Grecs. Ouvert en 1431, il prit une phase particulière au mois d'août 1433 et se termina en 1442.

(3) Raissius.

(4) Archives de Valenciennes, fonds de Crespin.

(5) Raissius.

CHAPITRE XXIV

GUILLAUME II RASOIR (1433-1447)

§ 1^{er}. — *Guillaume II né à Valenciennes. — Abbé de Crespin*
Son éloge. — Accroissement de biens et de revenus

Nicolas Duparcq eut pour successeur Guillaume II Rasoir ; élu en 1433, il reçut sa nomination au mois de janvier 1434.

Lors de son intronisation, le receveur lui rendit compte des dépenses et des recettes effectuées depuis « le nuict de Sainte-Croix « dérain passé qui fut le xiiij^e jour du mois de septembre mil iiijc « et xxxiiij, que adont Mgr l'abbé Nicolle alla de vie à trespas jus- « ques à le nuict Nostre-Dame qu'on dist Candeller prochain ens- « suivant... » (1).

Dans ce compte, « il se voit que des services, requais, dismes, « rentes, vendaiges et achapts appartenans à l'église de Crespin, « la maison n'a rien reçu parce que Monsieur les reçoit à son pro- « fit » (2).

Brasseur ne donne pas la date de l'avènement du Prélat ; il se borne à ces mots : « Guillaume dirigea le monastère de Crespin « pendant treize ans (3). »

Rasoir est né à Valenciennes (4) ; ...moine, il est un modèle de piété... ses mœurs sont intègres... (5) ; abbé, il est un exemple vivant de vertu pour ceux qui l'approchent (6).

Dans son monastère, Rasoir est vigilant, dévoué ; il a la préoccupation de sa charge et de sa responsabilité ; mais son action est entravée par les inquiétudes et les soucis (7). C'est Brasseur qui

(1) Arch. du Nord , liasses 11 et 22.

(2) Arch. du Nord, liasse 28.

(3) *Crispinio tredecim... praeuit annis...*

(4) G. Rasoir, *Valencenensis* (Gallia Christ.). — G. Rasoir, *Valentianensis* (Raissius), *Rasorius praesul Cygnea Vallis ab urbe* (Brasseur).

(5) *Pius abbas... Hic verae pietatis apex...* (Brasseur).

(6) *Morumque magister...* (Brasseur).

(7) *Plenus curis, quando gerebat...* (Brasseur).

s'exprime de la sorte, faisant allusion aux malheurs du temps. A cette époque de dissensions, les guerres ravagèrent nos provinces, des moines quittèrent leur abbaye, des curés leur paroisse ; les églises, les monastères, les demeures des évêques tombèrent en ruines. Bref la désolation et la destruction furent générales.

Le poète termine son éloge par ces mots : « Guillaume est la « plus belle gloire du monastère de Saint-Landelin » (1). Est-ce assez, s'écrie-t-il ?... Puis-je dire davantage ?... (2). Interrogez sa ville natale, son nom est encore vivant dans les cœurs (3).

Et quand la mort eut couché Guillaume dans la tombe, Brasseur remémorant les vertus du Prélat, invite tout passant à respecter ces pieux restes et à ne point troubler un repos bien mérité pour ce moine dont la vie fut partagée entre le devoir et les soucis (4).

**

L'année qui suivit sa promotion, l'abbé paya ses reliefs au seigneur de Quiévreachain ; celui-ci, le 23 mars 1434, écrivit à son receveur :

« Nous vous mandons que vous teniez quitte l'abbé et couvent de « Crespin de la somme de 61 l. 8 s. sur les 461 l. en quoy ils sont « tenus envers nous à cause des reliefs pour certaine terre qu'ils « tiennent de nous soubz nostre terre de Quiévreachain et de la « Noefville. Laquelle somme de 61 l. 8 s. (est déduite) en consi- « dération de la bonne amour et plaisir que lesd. abbé et couvent « avoient fait à feu nostre seigneur et père. »

D. Rasoir, le 2 janvier 1435, délivra ce témoignage :

« Jou Guillaume, abbé de Crespin, certifie que le conte de Saint- « Pol a quitté des reliefs à luy appartenant la somme de 61 l. 8 s. « sur la somme de 461 l. (5). »

**

D. Rasoir augmenta le domaine du monastère et ses revenus.

Le 31 décembre 1433, J. Vairon a vendu au pitancier 3 mencaudées 1/2 de terres situées au Ponchiel à la Motte pour 50 l. t. (6).

L'année suivante, D. Coispier, trésorier, a acheté 20 s. de rente sur un jardin et une mencaudée 1/2 de terres située en la rue du pont à la Cloye pour 21 l. 12 den. (7).

En 1443, la veuve de J. Plaquet de Crespin a donné aux pitances de l'abbaye 5 quartiers de terres plantés de bois à « lespaumoir », près du grand vivier tenant à la rivière du « Quincremiel », moyen-

(1) *Crispiniaque domus gloria prima...* (Brasseur).

(2) *An satis hoc* (id.).

(3) *Tota nomen in urbe viget* (id.).

(4) *Parce pios manes lector turbare quietem. Haec sibi post curas umbra beata, petit* (id.).

(5) Coll. Moreau, t. 249, p. 170. *It. Arch. de Croy, cart. 71, p. 164.*

(6) Arch. du Nord, liasse 3.

(7) Coll. Moreau, t. 249, p. 195. Orig. en parch. Arch. de Condé, GG 91.

nant un obit anniversaire à perpétuité pour ses père, mère, et son premier mari (1).

**

Le Prélat, le 20 décembre 1439, passa à bail pour 9 ans la ferme de Quiévreachain au rendement annuel de 172 l. t. et 34 muids de blé (2) ; le 13 mars 1440, il donna à T. Siredieu 4 mencaudées de terres dont 2 situées « as Sayaux » et les autres au-dessus des moulins de Crespin moyennant 22 s. t. de rente (3).

**

Mathieu Fiévet avait acquis une maison à Condé qu'il paya en 1386 ; cette maison fut d'abord passée à rente à Delecluze en 1419 et plus tard à la veuve Hanot. Sous l'abbé Rasoir, le couvent rentra

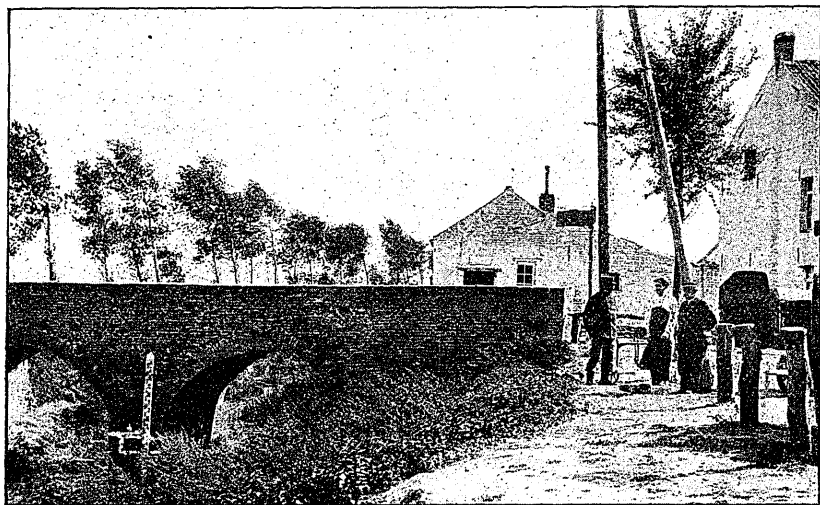


Fig. 20. — Ancien pont à la Cloye (état actuel).

en jouissance de son hôtel, témoin « une lettre de 1443 faisant mention que no reprîmes à rente à la vesve Hanot no maison de Condé parmy paiaint deseure toutes les rentes x liv. t. » (4).

(1) Arch. de Condé, GG 91 (Orig. en parch.). D. Queinsert fait suivre la copie de cet acte (Coll. Moreau, t. 251, pp. 29-31 de la note suivante : « Ce qu'on nomme Quincremiel (alias Kuitremel, aujourd'hui Quinquerniau) est une petite rivière qui est formée de la fontaine dite de Saint-Landelin, prenant sa source en la chapelle dudit saint, fondée en icelui lieu par ledit saint Landelin en l'an 650 ou environ sous le pontificat de Nicolas I^{er}, laquelle rivière se jette à 4 portées de fusil de sa source en celle que l'on appelle Hon ou Honniau derrière les murs de clôture de lad. abbaye ; cette chapelle est entourée de bois, et c'est de ce bois proche le Quinquerniau dont il est parlé dans cet acte que la veuve avoit légué à l'abbaye. »

(2) Arch. de Croy, cart. 73, p. 266.

(3) Arch. du Nord, liasse 28.

(4) Arch. du Nord, liasse 2.

Ce premier refuge, après avoir passé de main en main, était en 1793 la tannerie de l'émigré Paillot, sur l'emplacement de laquelle se trouve aujourd'hui la brasserie Fally dans la rue de la Haynette, appelée précédemment rue aux Ours, ou aux Ouës (oies) et plus anciennement rue de Crespin ou rue du refuge de Crespin (1).

§ 2. — *Le pont à Le Cloye est refait à neuf et une horloge sonne dans la tour du clocher abbatial*

Rasoir ne négligea rien des intérêts du village de Crespin ; sous sa direction, la reconstruction du pont à la Cloye fut entreprise :

Trois ponts, ouvrages des moines, sont jetés sur les deux rivières qui arrosent Crespin ; le pont à le Cambre (2) franchit le Quinquerniau ; le pont Saint-Géry (3) est jeté sur une riviérette en deça du moulin ; le pont à la Cloye (4) se trouve à la sortie du village ; il s'élève sur le Honniau et met en communication les villages de Crespin et de Saint-Aybert. Le pont à la Cloye ayant fléchi fut reconstitué ; pour sa « réfection » exécutée en 1438 par ordre de l'abbé (5), il a été payé :

A M. Bulle 44 sols pour 4 cerisiers employés à faire des gîtes (solives) « au pont à la Cloye pour ce qu'il estoit tout enfondrez » et les communications interceptées tant pour les chariots que pour les bêtes ;

A J. Fastret 10 s. pour 2 journées de travail employées « à défaire les cauchies desour led. pont... mettre les cailliaux d'un costé... et oster toute la terre et ordures estans sus pour y mettre lesd. gistes » ;

A. J. Ghobineau, charpentier, 24 sols 5 d. pour avoir « esqua-

(1) Pour le second refuge, voir la biographie de Martin Cuper.

(2) V. plus haut. Cf. divers manuscrits des Arch. du Nord, série H.

(3) Nous lisons aux Arch. de Valenciennes (fonds non classés, série GG, disparu) : « Sachent tout chil qui cet escript veront ou oront ke come ensi soit que Huars Francois et Colars de Cappiaumont aient acquis et acatet entre yaus ij ensaule ij maisons hiretages et pièces de terre tenans ensaule gisans entre le pont Saint-Géry et l'église, tenant d'une part à l'iretage de l'église de Crespin et d'autre à l'iretage C. Dourdin... Che fu fait l'an mil iiijC et xviii le xxiiij^e jour d'octembre ». Or, comme il n'y a pas la moindre parcelle de terrain entre le Quinquerniau et l'église ou abbaye, attendu que les eaux de cette rivière baignent les murs du monastère et qu'il n'y en a pas davantage entre le pont à la Cambe quasi enclavé dans les bâtiments du couvent, il ne peut être ici question dans la dénomination de « Saint-Géry » que du pont proche le grand moulin. Les deux ponts se trouvent dans la rue des Moulins, l'un à son origine, l'autre à l'extrémité.

(4) Ou grand pont (fig. 20).

(5) D'après le contexte. — N.-B. : Lors de leur retraite, au mois de novembre 1918, les Allemands ont détruit ce pont à l'aide de mines.

« ret led. cherisiers, les avoir assis sous gistes et en avoir remis quelques-unes des viesses qui y estoient » ;

« A H. Lefebvre, maréchal, pour livraison de 12 chevilles de fer, et « plusieurs grans claux pour attacher les gistes sur les « gisans »... (payé ?) ;

« A P. Manot, « cauchieur », pour 3 jours de travail employés « à réparer les fondrières de la chaussée en aval de la ville, « 28 s... (1).

**

En 1436, par les soins de l'abbé, « fu faict l'orloge de Crespin à appiau » (2), sonnante les heures, les demies et les quarts.

Quelques années plus tard, l'horloge étant dérangée, par ordre de Mgr l'abbé, il a été payé :

« A la femme de « l'orlogeur » pour avoir « refectionné l'orloge » 60 s.

« A un maître « orlogeur de Valenciennes pour avoir refait l'orloge moult déhaisiés et ne pooit plus sonner 6 l.

« Pour avoir menet celi orloige et ramenet » 8 s.

« Pour l'achat d'une grande corbeille pour le transport de l'horloge 6 s.

« Pour les dépenses faites pour aller 2 fois à Valenciennes pour la « réfection doud. orloge » 8 s.

« Pour j liv. 1/2 de « fil d'arvail » pour l'horloge.... 8 s. 3 d.

« Pour les cordes de l'horloge... Néant. — On a refusé de payer parce qu'elles « n'estoient point parfaites ».

Il y avait un guetteur, croirait-on, au beffroi.

« A Hannequin, serviteur de Mgr l'abbé pour avoir « wardet et « fait sonner l'orloge de jour et de nuit », a été payé. 4 l.

§ 3. — Processions pour la cessation de fléaux

Mort de Rasoir. — Son épitaphe

Etablir des marchés, creuser des canaux, tracer des chemins, jeter des ponts, protéger le peuple, quels services !... Telle fut l'œuvre des moines. Ce n'est pas tout ; dans les calamités, ils organisaient avec leurs sujets des prières publiques en vue de toucher le cœur de Dieu et d'obtenir la cessation de ces maux.

« L'an mil iiijc et xxxiiij le x^e jour de febvrier l'on fist une messe « et procession pour les grandes gelées et fut la messe *pro serenitate (propter gelū breviandum)* au petit autel ; l'on allat à la « procession par le cloistre et par le moustier de le ville. Premièrement l'on chanta *Veni Creator* ; le V. *Emitte Spiritum*, la col- « lecte *Deus qui corda* ; puis par l'Enclosis, l'Ant., l'*Oremus Dilectissimi*, la petite litanie et le grand *Omnes sancti*. »

(1) Arch. du Nord, lias. 28.

(2) Arch. de S. A. S. le duc d'Arenberg, Palais de Bruxelles.

« La gellée avoit duré depuys le Saint-André jusquez aud. jour ;
 « mais environ deux heures après ladicte procession, il commença
 « à religuir (dégeler) et pluvoir (1). »

Quelques années plus tard apparurent la famine et la peste ; de nouveau à travers les rues de Crespin se déroulèrent des processions hebdomadaires :

« *Propter pestilentiam, famis breviandam...* l'an mil iiij Cxxxviiij
 « fu sy grande la famine faulte des bleds qu'on vendit ung vaceaux
 « de bledz xlviiij liv. t., pluseurs mangeoient moitié bled, moitié
 « avoine moulut ensemble ; plusieurs mouraient de faim. Adonc-
 « ques... l'on fist tous les vendredis une procession affin que la
 « pestilence cessast. Quand l'on avoit chanté grand'messe, on chan-
 « toit *Veni Creator*, le V. *Emitte*, la Collecte *Deus qui corda* et
 « puy on alloit par le marchiet, par devers la maison de cure, reve-
 « nant ensuite au puy Douchiet et à l'église en chantant l'Ant.
 « *In nomine Domini de Jherusalem, l'Oremus Dilectissim timor et*
 « *tremor* (2). »



Quelques divergences se sont élevées au sujet de la date du décès de D. Rasoir : Raissius le fixe au 31 janvier 1443 ; la Gallia Christiana, qui adopte également le dernier jour de janvier, se borne à porter 14. — Brasseur, parlant de la prélature de D. Rasoir, lui donne 13 ans de durée (3). Nous avons dit que cet abbé, élu vers la fin de 1433 avait été nommé au début de 1434 ; si nous ajoutons qu'il est mort en 1446 ou en 1447, nous avons les 13 années rapportées par le chroniqueur.

A propos du droit de requais dû par le monastère pour les héritages « qu'icelle église de Saint-Landelin at gisant aud. Kiéverchin » (cette obligation) est escheue ad cause du trespas de damp Wil-lame Rasoir, abbé dud. Crespin (le couvent a payé) la somme de « C iiijxx iiij l. vi s. viij d. t., icelle mort estante en datte du xiiij^e de march mil iiijc xlvij avant Pasques (4) ».

Le jour même de sa mort, un jugement était rendu par la Cour souveraine de Mons au sujet du droit de dîme et de terrage que l'abbaye possédait sur 7 quartiers de terre situés près de Crespin au lieu appelé « dou Roels » (5).

Pour terminer la biographie de Guillaume II, nous reproduisons l'épithaphe de Brasseur :

« Rasoir repose dans la chapelle de Saint-Jean-Baptiste (6), gar-

(1) Extrait du cahier relatif aux cérémonies célébrées dans l'abbaye de Crespin (Arch. du Nord, liasse 10).

(2) Extrait du cahier des cérémonies, etc., Arch. du Nord, liasse 10.

(3) *Crispinio, tredecim pius abbas praefuit annis*. Alias, dans la série des Abbés, il est porté en marge : ... Fit abbas 1433-1446, xxxj januar.

(4) Arch. de Condé, GG 91.

(5) Arch. de l'Etat à Mons, fonds de l'abbaye de Saint-Landelin.

(6) Item Raissius.

« dez-vous, lecteur, de troubler ses mânes pieux. Après bien des
« soucis et des travaux, son ombre heureuse demande la paix.
« Celui qui repose sous ce marbre, orné de ses armes, fut accablé
« de soucis... Il fut un modèle de piété, un exemple vivant de bon-
« nes mœurs, la première gloire de l'abbaye de Crespin... Est-ce
« assez ? Les titres d'honneur que nous lui décernons n'en disent-
« ils pas suffisamment ? Faut-il interroger sa patrie ? Rasoir est né
« dans la ville appelée la vallée des Cygnes (Valenciennes) où son
« nom est encore vivant.

« Pendant treize ans, ce pieux abbé fut à la tête du couvent de
« Crespin. Déjà son âme jouit d'un sort meilleur (que ses restes),
« elle est au cieux... (1). »

(1) ... *Jam meliore sui sydera parte colit...* (Brasseur, Théât. abb. Han).

CHAPITRE XXV

GUILLAUME III DE LA FORGE (1447-1451)

§ 1^{er}. — *Guillaume, receveur, abbé. — Ses qualités. — Il paie ses services. — Il abdique et meurt lépreux. — Son épitaphe*

Les moines de Crespin le 3 avril 1447 choisirent, pour succéder à G. Rasoir, Guillaume III de la Forge ou de Fabrica (1).

Avant d'être promu à la dignité abbatiale, « Willame avoit esté recepveur du monastère de Saint-Landelin » (2).

Le nouvel élu ne le cédait en rien à son prédécesseur ; comme lui, son âme, ornée de nombreuses vertus, fut éprouvée par la souffrance (4). Doux, affable et aimant la paix (5), il fut chéri de tous (6).

L'élection de Guillaume fut confirmée par les vicaires de Mgr de Cambrai, et le dimanche 7 mai 1448, il reçut la bénédiction dans l'église abbatiale de Saint-Aubert ; elle lui fut donnée par Hue, suffragant de l'évêque de Cambrai, assisté des abbés de Saint-Sépulcre et de Saint-Aubert (7).

« Se offry ij miches blanques de capitle enveloppées de ij petites
« serviettes, ij buires de terre plaines de bon vin blanc et vermeil
« contenant v los les deux, couvertes de ij miches de chéens, ij
« torses pesans chascune iij livres et en chascune xiiij pièces d'ar-
« gent dont les xvj estoient demi gros de Tournay de vij deniers
« obole chascun, v gros de Brabant, iij demi virlans et ij gros de
« Flandre de viij deniers chascun. »

Au dîner qui suivit la bénédiction, prirent place à table : l'abbé de Crespin, l'évêque suffragant avec les deux ^eprélats assistants. l'archidiacre du Hainaut, principal vicaire, l'official, le scelleur.

(1) D. Berlière, de lib. oblig. et sol. n° 1648. Raissius, Brasseur, Vinchant, etc., donnent 1446.

(2) Arch. du Nord, liasse 3.

(3) *Virtutesque clarus in omni... poena preesse mihi...* (Brasseur).

(4) *Qui fuit, excussa laude, quietis amans...* (id.).

(5) *Omnibus hic charus...* (id.).

(6) Les prélats assistants étaient parrains.

l'écolâtre, les vicaires de Cambrai et « plusieurs autres gens » de l'abbé Guillaume.

A ce dîner, il fut servi « de la char d'un mouton, vij ou vij pas-tez de cappons, de pommes de canestiaux et du vin blanc. L'église livra le pain, le potage, le saulse et cuisit la viande ».

Les familiers de l'abbaye de Saint-Aubert reçurent 3 oboles de 13 patars que leur distribua le trésorier.

Le soir, de la Forge soupa au monastère de Saint-Aubert aux frais du Prélat, Jean le Robert, qui, pour la circonstance, offrit le pain et le vin au couvert.

Le lendemain, de bon matin, l'abbé de Crespin partit à Valenciennes puis se rendit à Mons et logea à l'hôtel du Croissant (1).

**

De la Forge souscrivit pour ses services le 24 avril 1447 (2); le 3 juin de l'année suivante (3), il en paya une partie seulement, ce qui ne satisfait pas la cour de Rome, d'où, le 5 juillet 1448, P. Philippron, « scripteur et abrégiateur des lettres apostoliques », écrivit à l'official de Cambrai pour réclamer 460 flor. et 39 sols, dus par l'abbé de Crespin (4).

De la Forge s'exécuta; nous en trouvons la preuve dans la visite « ad limina » faite en son nom par P. Philippron, le 16 février 1450 « pour un biennium fini le 24 avril et pour le suivant » (5).

**

Guillaume, après avoir porté quelques années (6) le fardeau abbatial, fut atteint de la lèpre en 1450; malgré les soins, le mal se développa et l'abbé dut quitter le monastère. Il se retira à Valenciennes, où il mourut en 1459, à l'Hôtel-Dieu ou « dans une mai-son établie pour les pauvres prêtres » (7). Ses restes, ramenés à Crespin, furent inhumés au monastère.

De la Forge, ayant abdicqué en 1451 (8) en faveur de d'Aurethan, celui-ci paya ses services en 1453; Raissius, pour cette raison, a accepté l'année 1453 comme date de la résignation de G. de la Forge.

Nous faisons remarquer que l'abdication fut faite avec quelques restrictions : de la Forge conserva le titre d'abbé jusqu'à sa mort et d'Aurethan en eut les droits et l'autorité. D'où un contrat signé

(1) Arch. du Nord, série H, fonds de l'abbaye de Saint-Aubert de Cambrai, reg. aux mémoires, t. 1, f° 200 v°. It., Arch. du Nord, série ecclésiastique, reg. 11-156 f° 200 v°.

(2) D. Berlière, arch. Vatic. de libr. oblig., n° 1644.

(3) *Id.*, n° 1653.

(4) D. Berlière, invent. anal. des « diversa cameraia » des arch. Vatic. (Romae 1906, in-8°), n° 455, reg. 26, f° 138.

(5) *Id.*, n° 469, reg. 26, f° 138.

(6) *Bis tribus ressit ut abbas domum-Muneris, at sexto sibi credila cessit in anno...* En marge : 1452 (Brasseur).

(7) Arch. du Nord, liasse 17.

(8) *Idem.*

par les deux abbés que d'Aurethan confirma le jour de sa nomination (1).

En conservant son titre, de la Forge épargnait au monastère certains frais auxquels il était soumis lors du changement d'un Prêlat. En effet, le seigneur de Quiévrechain n'exigea aucun paiement à l'avènement de d'Aurethan, tandis qu'il réclama ses droits à la mort de Guillaume III. Ce fait est prouvé par cet acte : « Le seigneur cogneult avoir receu de l'abbé de Crespin, déduit aucune quittance par luy faicte à icelle, la somme de vijxx ij l. t. (142 l.) pour le trespas de damp Guillaume de le Forge, estante en date du xvij^e décembre iiiijc lx » (2).

C'est sur cette pièce que se sont basés certains auteurs pour fixer à 1460 la mort de G. de la Forge, sans remarquer que le mot « estante » se rapporte à cette quittance. C'est pourquoi nous maintenons l'année 1459 comme date de la mort de Guillaume.

Du reste, une pièce de procédure confirme notre assertion : « G. d'Aurethan paya en 1462 au duc d'Arschot, seigneur de Quiévrain, 110 liv. pour le relief de G. de la Forge mort lépreux à Valenciennes en 1459 » (3).

**

Raissius dit : Sur la tombe de Guillaume III avait été gravée une inscription dont les caractères sont oblitérés par le travail des ans.

Brasseur lui dédia cette épitaphe :

« Guillaume de la Forge est inhumé dans le chœur de l'église abbatiale du côté gauche (4), où se trouve une piscine murée ; c'est là qu'il jouit du repos. Chéri de tous, éminent en vertus, pendant six ans, il dirigea cette maison, puis résigna ses fonctions pour reprendre sa première condition. Qu'il dorme du sommeil de la paix, lui qui fut un véritable ami de la paix (5). »

(1) D. Berlière, Arch. Vat., Nicolas V, t. 41, p. 92.

(2) Arch. de Condé, GG 91.

(3) Arch. du Nord liasse 17.

(4) Raissius et la Gallia Christiana.

(5) Theatr. abbat. Hannon.

CHAPITRE XXVI

GUILLAUME IV D'AURETHAN (1451-1463)

§ 1^{er}. — *Guillaume moine de Saint-Denys, abbé de Saint-Michel, de Saint-Landelin. — Origine noble du Prélat. — Son goût pour la musique. — Il paie ses services, rappelle les bénédictins dispersés depuis sept ans à cause de la guerre.*

Guillaume IV d'Aurethan (1) prit possession du siège abbatial en 1451 (2) ; il paya ses obligations au mois de mai 1453.

La Gallia et Vinchant disent : « On ne voit apparaître d'Aurethan qu'en 1455. »

Raissius, le *Monasticon Benedictinum* (3), le Ms de la Bibliothèque de Douai (4), etc., s'accordent pour dire : Guillaume IV, moine du monastère de Saint-Denys près de Paris, fut nommé abbé de Saint-Michel en Thiérache, puis de l'abbaye de Saint-Landelin.

Le Prélat était issu de Merc... (5) ; par sa famille il appartenait à la noblesse (6), ce qui explique que tous les objets à son usage étaient d'or et d'argent (7).

Illustre par son rang, d'Aurethan était plus illustre encore par ses qualités (8) ; sa vie fut pleine de belles et nobles actions (9) ; grâce à sa sagesse, le monastère de Crespin s'enrichit considérablement (10) ; lui-même le dota largement (11). Parmi ses générosités, nous citons : Guillaume donna un champ situé à Thivenelles et fonda deux obits.

(1) D'Avrehan (Raissius), d'Avechan (Mon. Bén.), D'Aurethan (Gallia Christiana).

(2) *Guillelmus de Fabrica cessit in gratiam sequentis* (la Gallia).

(3) Bibl. Nat. Paris, Ms lat., 12678, t. 21.

(4) Ms n° 823, f° 262.

(5) *Mercurii natus* (Raissius).

(6) *Erat in natalium splendore illustris* (Brasseur).

(7) *Ustensilia omnia habuit argentea et aurea* (Mon. Ben. et Ms Douai).

(8) *Sanguine... clarus, titulis clarior ille* (Brasseur).

(9) *Nec minus a factis splendidus ille suis* (id.).

(10) *Rem sedulus auxit., et propriæ texit jura verenda domus* (id.).

(11) Raissius.

Aux qualités de l'âme, d'Aurethan joignait la beauté corporelle (1) ; amateur de musique, il possédait des instruments nombreux et variés qu'il faisait jouer pendant les repas (2).

Malgré les éloges donnés à l'abbé, il n'en est pas moins vrai que l'organisation de concerts dans un monastère durant les repas marque un certain relâchement dans la discipline monastique.

Ce relâchement fut général au xv^e siècle ; toutefois il ne faut pas perdre de vue que cette époque fut marquée par les guerres, les ravages, les désastres, la famine et la peste et qu'en maints monastères, comme à Crespin, les religieux durent, pendant plusieurs années, vivre à l'aventure. Dans de telles conditions, comment observer la règle monastique et conserver l'esprit religieux ?

**

Le pape Nicolas V approuva l'élection de d'Aurethan en 1453 (3).

Transféré de Saint-Michel à Crespin, il souscrivit son obligation par procureur le 21 mai 1453 (4) et en paya une partie le 26 septembre suivant (5).

Après avoir, à son avènement, confirmé l'accord passé entre lui et son prédécesseur, le premier soin du Prélat fut de rappeler à l'abbaye les religieux dispersés depuis sept ans (6), d'établir un « manuel et livre de tous les biens appartenans à lad. abbaye, « iceluy encommenché l'an 1453 » (7), et de faire rentrer les sommes dues. C'est ainsi qu'il obligea J. de Lattre à payer « les arrérages pour la cense du tordoir située à Crespin » (8).

§ 2. — *Séparation de Bellignies et de Gussignies. — Acquisitions. — Translation des reliques de saint Ursmar à Binche ; d'Aurethan assiste à la cérémonie. — Abdication et mort de l'abbé. — Son építaphe.*

L'année qui suivit l'avènement de d'Aurethan, et avec son consentement, les églises de Bellignies et de Gussignies furent séparées et érigées en paroisses distinctes.

La charte est datée du 11 mai 1454 ; l'évêque de Cambrai, étant absent de « sa cité », l'accord fut établi par les vicaires généraux.

Une pétition avait été faite par Gilles de Harchies, seigneur de Bellignies, et par les habitants de ce village qui, avec Autreppe,

(1) *Corpore venustus...* (Brasseur).

(2) *Inter epulandum succinebant varia musicorum instrumenta* (Mon. Ben. et Ms de Douai).

(3) D. Berlière, Arch. Vat., Nicolas V, t. 41, p. 685.

(4) *Id.* de lib. oblig. n° 1661.

(5) *Id.* n° 1662.

(6) *Id.* Arch. Vat. Nicolas V, t. 41, p. 92. *It. : hic, obtenta a summo Pontifice abbatia, monachos a septennio per orbem ob bellorum tumultus dispersos revocavit* (Mon. Bened. et Ms de Douai).

(7) Arch. du Nord, liasse 22.

(8) Arch. du Nord, série H, Orig. en parchemin.

était « secours » de Gussignies. La supplique porte : « Les secours « distants d'une lieue se trouvent séparés par deux fleuves courants et périlleux qui débordent aussi bien l'été que l'hiver. »

Gussegnies possède une église, un cimetière, des fonts baptismaux, un « douaire et portions en dismes, oblations, obis, sépultures et émolumens communs »... Le secours de Bellignies a « église, cloquier, fons baptismalles »... Le seigneur et les fidèles s'engagent à bâtir un presbytère... La paroisse nouvelle aurait pour limites la seigneurie, elle percevrait sur ce territoire des dîmes « d'aigneaux, brebis et gaddes, les menues dismes de pourchelets, « poullez », les obits, les oblations, « obséquez, espousemens et émolumens » évalués chaque année à 36 liv. du Hainaut ; enfin une rente annuelle de 30 liv.

Après avoir obtenu l'autorisation de l'abbé de Crespin et l'assentiment de « messire Nicholle Gombault, curé de Gussignies », les vicaires généraux déclarèrent : la paroisse de Gussignies est démembrée par l'érection de son secours, Bellignies, en église paroissiale et chacune de ces paroisses aura son desservant particulier.

Toutefois la paroisse de Bellignies demeurera fille de l'église de Gussignies ; « en signe de filiation, honneur et révérence deues à la mère », il est arrêté : le curé de Bellignies « vestu des vestemens « sacrez et ses parochiens seront tenus aller en procession avec « croix et confanons ecclésiastiques tous les ans à Gussegnies le « jour de Saint-Phelippe et Saint-Jacques, demorer à la grant « messe et aller à l'offertoire ».

Le curé de Bellignies payera le tiers de la seigneurie et le curé de Gussignies les deux autres.

Pour ce qui est dû au monastère de Saint-Landclin, c'est-à-dire un muid de blé et douze rasières d'avoine, et pour les menues dîmes de Gussignies et de Bellignies, le curé de Bellignies paiera un tiers et le curé de Gussignies les deux autres ; « il en sera de même pour tous les autres fardeaux quelconques » (1).

**

Sous la prélature de d'Aurethan, l'abbaye fit quelques acquisitions et augmenta ses revenus.

P. Leroy donna aux pitances 2 huittelées de terre situées à la Croix-Fanchomme à charge d'un obit annuel (2) ;

Le 6 mars 1453, C. Face donna sept huittelées et demi de terre situées à Sebourg (3) ;

Le 2 juillet suivant, le Prélat donna 55 s. de rente « assises sur une maison en la rue Valenciennoise » et 43 s. b. de rentes sur une maison sise en la rue du pont à la Cloye à charge de célébrer pour lui et ses prédécesseurs deux obits chaque année (4) ;

(1) Ms du presbytère de Crespin, pp. 293 à 298.

(2) Arch. de Condé, GG 91 et Coll. Moreau, t. 253, p. 3.

(3) Coll. Moreau, t. 253, p. 144.

(4) Arch. de Croy, cart. 70, p. 78 et cart. 71, p. 134.

Le 18 juillet, le monastère obtint 55 sols de rente annuelle à percevoir sur une maison située à Crespin (1).

A la Saint-Martin 1453, C. Le Carlier d'Etreux prit à bail pour 9 ans, 26 huittelées de terre à charge de payer 8 muids de blé (2) ; en 1460, il fut nommé procureur du fief « Saint-Martin » à Rombies (3) ;

En 1454, Mathieu Leclercq, procureur de l'abbé, arrenta à J. Geole un baillage et héritage « parmi la somme de 68 s. t. » (4) ;

En 1459 trois huittelées 12 verges de bosquet situées à Sebourg pour la somme annuelle de 30 s. (5) ; et, 80 verges de terre sises derrière le moulin pour 11 s. à L. Lefranq (6).

**

En terminant cette biographie, nous rappelons la présence de d'Aurethan à Binche, quand, en 1459, le Chapitre de Saint-Ursmer de Lobbes fut transféré dans cette ville et que les reliques des saints Ursmer, Ermin, Théodulphe, Ulgise et Amoluin furent déposées dans de nouvelles châsses. La translation fut relatée dans un procès-verbal ; parmi les signataires, nous relevons les noms des abbés de Lobbes, d'Hautmont, de Crespin, d'Alne, etc.

**

Un acte judiciaire et quelques chroniqueurs relatant les phases principales de la vie de d'Aurethan nous ont aidé à établir la date de la mort du prélat.

« L'an 1451 fut fait abbé et bény Damp G. d'Auvrehan, il ne « paya nul droit de relief sinon après la mort de damp Guillaume « de la Forge, son prédécesseur, qui mourut à Valenciennes l'an « 1459, et paya au prime (alors seulement) l'an 1462 un an devant « sa mort, car il mourut l'an 1463, le 21 décembre » (7).

Le 28 mars 1463 (1464 n. s.) « Despretz, seigneur de Quièvrechin, « reconnut avoir reçu de l'abbé de Crespin les droits échus par le « trépas de Guill. d'Aurethan » (8).

G. d'Aurethan dirigea l'abbaye de Crespin l'espace de deux lustres (10 ans), dit Brasseur.

Il abdiqua six ans avant sa mort, d'après la Gallia Christiana.

Il mourut le 28 mars 1469 et repose dans la nef principale de l'église abbatiale, nous apprend Raissius. Sur sa tombe était gravé :

« Guillaume, issu de Merc..., était d'une remarquable beauté ; « élevé à la dignité abbatiale, il s'illustra par le bon usage qu'il fit « du fonds paternel des d'Aurehan. Emporté par l'implacable tour- « billon, il repose sous cette pierre. Sa mort arriva après le premier « millénaire (Mil), aux quatre centaines (quatre cents), avec six

(1) Coll. Moreau, t. 253, p. 118.

(2) Arch. de l'Etat à Mons, fonds de l'abbaye de Crespin.

(3) Arch. du Nord, fonds de l'abbaye, original en parchemin.

(4) Arch. de Croy, cart. 70, p. 97.

(5) Coll. Moreau, t. 253, p. 177.

(6) Gilles Waulde, p. 466.

(7) Arch. du Nord, liasse 17.

(8) Arch. de Condé, GG 91.

« décades (soixante) et trois trinaires (neuf) d'années, suivant le « comput Cecilius » (1).

A notre avis, la date donnée par Raissius est erronée. La Gallia Christiana, connaissant la nomination de Jean Milet à Crespin en 1463, a dit pour se mettre d'accord avec Raissius : « G. d'Aurethan abdiqua six ans avant sa mort ».

Nous, nous disons : d'Aurethan, élu abbé en 1451, paya ses services à Rome en 1453, et mourut 10 ans après, le 21 décembre 1463.

Brasseur, dans l'építaphe qu'il consacre au prélat, s'exprime en ces termes :

« Guillaume d'Auvrehan repose dans le chœur de l'église abbatiale de Crespin, mais sa pierre tombale fut placée dans la grande nef. Noble par le rang, remarquable par ses titres, le prélat se distingua par ses belles actions. Chargé pendant deux lustres de la direction du couvent de Crespin, il en augmenta les biens par son zèle, et en défendit les droits par sa sagesse et sa prudence. Quant à l'abbaye, il la dota de certaines parties de terres qu'il avait achetées de ses propres deniers (vers Thivencelles).

« Le monastère de Crespin reconnaissant demande pour ce Père « le bonheur éternel » (2).

(1) ... *Mercurii natus, pastoris culmine functus,
Corpore venustus, Guillelmus tunc vocitatus,
Qui patris objecto generosus d'Auvrehan esto
Turbine funesto substat isticcine busto,
Annis milenis, decies sex, ter quoque trinis,
Quadringentenisque metis quasi Cecilianis...* (Raissius).

(2) Brasseur, *Theatr. abbat. Hannon.* 112 pars.

CHAPITRE XXVII

JEAN IV MILET, EVEQUE DE SOISSONS, ABBE COMMENDITAIRE DE CRESPIN (1463-1464)

§ 1. — *Jean Milet, sa famille. — L'étudiant. — Le recteur de l'Université de Paris. — Le bénéficiaire. — L'évêque de Soissons. — Ses œuvres et ses fondations pieuses.*

Jean Milet, fils de Jean (1) et de Marguerite d'Arsonval, dame de Belleu, naquit à Paris en 1414. Quoique héritier d'un magnifique patrimoine, il entra à 11 ans comme boursier au collège de Navarre; il y fit de brillantes études et suivit, avec distinction, les cours de philosophie et de théologie.

En 1440, Milet fut nommé recteur de l'Université de Paris (2); il avait alors 26 ans. A 28 ans, il fut choisi pour l'évêché de Soissons; sa cathédrale et son palais épiscopal ayant été détruits par les guerres, il ne prit possession de son siège qu'en 1444.

A ces titres, Jean joignit ceux de : conseiller du roi, garde des sceaux, archidiacre d'Anvers, chanoine de Paris, Meaux, Chartres et Cambrai. Les œuvres de piété et de charité que le prélat entreprit, les fondations pieuses qu'il créa prouvent qu'il fit un saint usage de ses revenus.

En effet, il fonda dans l'église des Blancs-Manteaux à Paris et dans les églises de Noyon et de Braine, une messe mensuelle pour le repos de son âme et de celle de ses parents (3); il donna 200 l. t. aux Chartreux de Paris; 230 l. à l'abbaye de Saint-Yved pour son anniversaire et celui de son oncle, Jean d'Arsonval, évêque de Châlon-sur-Saône; 1900 l. et divers biens à l'abbaye des Célestins de Villeneuve de Soissons à charge d'un obit et de plusieurs mes-

(1) L'un des plénipotentiaires pour la signature du traité d'Arras, le 21 septembre 1435.

(2) Le 23 mars.

(3) Le père et la mère de J. Milet étaient enterrés dans cette église.

ses. L'évêque se montra si généreux envers ce dernier monastère que les religieux placèrent son portrait dans la salle du Chapitre (1).

Milet édifia plusieurs chapelles, légua 19 l. parisis à l'Hôtel-Dieu de Saint-Gervais, prodigua ses générosités à l'hôpital « des pauvres clercs de Saint-Nicolas » et dota la cathédrale de Soissons de riches



Desiné par mad^{emoiselle} Marg. Lombois. 1912.

Fig. 21. — Portrait de Jean Milet.

(1) On croit communément que le portrait de Milet qui fut longtemps au réfectoire du Grand Séminaire de Soissons et aujourd'hui sous séquestre est une copie de cette peinture. M. le chanoine Ledouble, retraits à Soissons, conserve le cliché de cette peinture et en a reproduit quelques exemplaires à notre intention.

présents. Il la répara et l'orna si magnifiquement qu'il mérita le titre de second fondateur.

Les travaux terminés, le 25 avril 1449, l'évêque fit la dédicace de son église et la consacra à Notre-Dame, à saint Gervais et à saint Protais.

En 1456, Jean Milet fut chargé par le pape du gouvernement de l'évêché de Liège, où Louis de Bourgogne avait été nommé fort jeune ; il quitta sa ville épiscopale pour y rentrer en 1461 ; et, le 15 août de cette même année, il assista au sacre de Louis XI.

§ 2. — *L'abbé commendataire de Crespin. — Bulle du Pape Abdication de Milet. — Sa mort*

En 1463, l'abbaye de Crespin fut placée dans une situation particulière ; elle fut donnée en commende (1) à l'évêque de Soissons.

Par erreur, l'abbé Pêcheur, annaliste du diocèse de Soissons, fait de Milet un abbé commendataire de Saint-Crépin-le-Grand à Soissons (2).

Rectifions par ces preuves (3) :

Jean Milet, évêque de Soissons, fut nommé abbé commendataire du monastère de Crespin le 5 janvier 1464, et, le 14, il paya ses services (4).

Il dut ce bénéfice aux « sollicitations de son frère, Pierre Milet, secrétaire de Philippe le Bon, duc de Bourgogne » (5), alias secrétaire du pape Pie II (6).

Quoi qu'il en soit du frère de l'évêque, nous voyons qu'en « conséquence de cette concession, le pape Pie II, le 14^e des nones de « janvier 1463, envoya aux vassaux d'icelle abbaye une bulle leur « ordonnant de payer les redevances aud. évêque de Soissons, et « les obligeant à lui rendre leurs devoirs et le reconnoistre comme « vray abbé dud. monastère » (7).

(1) V. Montalembert, les Moines d'Occident, Introd. ch. VII, p. 162 à 182, « la Commende ».

(2) Ann. du dioc. de Soissons, t. 4, p. 590 (a^o 1880).

(3) Nous avons adressé à M. le Président de la Société historique... de Soissons une communication rectificative dont M. le chanoine Binet, professeur au Grand Séminaire (aujourd'hui évêque de Soissons), fut le rapporteur. Il a résumé notre travail et a déclaré : « M. l'abbé Trelcat range ses preuves sous sept chefs principaux. Chacune est tout simplement décisive ; à fortiori l'ensemble produit l'impression très nette que la cause est jugée... Il faut donc donner acte à M. Trelcat de la contribution intéressante qu'il a apportée à l'histoire d'un évêque qui a tenu une si grande place dans la série des évêques de Soissons ». (V. Bull. de la Société archéol. hist. et scient. de Soissons, a^o 1910).

(4) D. Berlière de lib. et oblig., p. 1733, 1735 et 1737, Arch. Vaticanes.

(5) Coll. Moreau, t. 235, p. 102 et note.

(6) La Gallia Christiana.

(7) Arch. de Croy, orig. en parch., cart. 70, p. 72. Coll. Moreau, t. 254, pp. 62 et 64.

Jean Milet « ne garda pas longtemps cette commende à cause des « oppositions des religieux, pour lesquelles terminer il s'en estoit « défait, sous réserve d'une pension annuelle de 400 liv., outre une « somme assez considérable pour l'indemniser des frais qu'il avoit « faits, soit xvijc et xvij liv. de xl gros la liv. », qu'il reçut (1).

Si l'évêque ne conserva sa commende que peu de temps, il ne perçut sa pension que quelques mois. En effet, le monastère de Crespin était pauvre ; trouvant cette charge trop onéreuse, il fit tous ses efforts pour s'en exempter. Milet protesta, et, en 1486, il était encore aux prises avec l'abbaye de Crespin à ce sujet (2).

**

La vie de Milet (3) fut partagée entre les bonnes œuvres et les devoirs d'un évêque. C'est avec raison qu'on a écrit « Jean mourut les armes à la main » ; en effet, dans une de ses visites pastorales, il tomba malade à l'abbaye de Longpont. Comprenant qu'il touchait à sa fin, l'auguste vieillard se fit reconduire à Soissons où il mourut le samedi 1^{er} avril 1502, âgé de 88 ans, après 60 années d'une glorieuse prélature.

Milet fut inhumé devant le maître-autel de la cathédrale de Soissons et son cœur fut déposé dans l'église des Célestins de Paris dont il avait été l'un des insignes bienfaiteurs.

Le portrait de Jean, dont nous avons parlé plus haut, porte cette inscription :

« Johann. Miletus théol. Paris et Soc. Navarr.

« Ex. can. et dec. Epus consecr. an. 1442

« Aliqdiu Lud. XI vice-cancellarius. Obiit an. 1502 K. apr.

« Conc. Suess. adfuit an. 1455 eccl. cathedr. dedic. an. 1479 » (4)

(1) Coll. Moreau, t. 255, p. 102.

(2) V. plus loin.

(3) Pour plus amples renseignements sur la vie de Jean Milet, Cf. : Fisquet, la France pontificale, Soissons et Laon, p. 72 ; la Gallia Christiana, t. 9, coll. 375 ; les Ann. du dioc. de Soissons par l'Abbé Pêcheur, t. 4, p. 640 à 676.

(4) Voici la traduction de cette inscription : Jean Milet, recteur de l'Université de Théologie et élève du Collège de Navarre à Paris. De chanoine et doyen de Soissons, fut nommé évêque de cette ville et sacré en 1442. Il fut quelque temps vice-chancelier de Louis XI. Il mourut aux calendes d'avril l'an de grâce 1502. Il assista au concile de Soissons en 1455 et fit la dédicace de sa cathédrale en 1479.

CHAPITRE XXVIII

JEAN V PELET (1464-1490)

§ 1. — *Jean Pelet, receveur, élu abbé. — Milet lui est substitué. L'évêque de Soissons abdique. — D. Pelet réélu. — Paul II ratifie ce choix. — La pension de Milet. — Translation des reliques des SS. Aybert, Adelin et Domitien.*

D'Auvrehan, ayant abdiqué en 1463, les religieux de Crespin lui donnèrent pour successeur Jean Pelet, receveur de l'abbaye (1).

Par suite d'intrigues, les bénédictins se virent imposer un abbé commendataire : Jean Milet, évêque de Soissons.

Blessés dans leurs droits, les religieux protestèrent et l'évêque abdiqua à condition d'une indemnité et d'une pension annuelle et viagère de 400 livres (2). Ces propositions furent acceptées et Jean Pelet fut réélu.

Le v^e jour des calendes d'octobre (27 septembre), le Souverain Pontife lui adressa cette bulle :

« Paul II... à... Jean Pelet, abbé de Crespin...

« Lorsque le monastère de Saint-Landelin fut devenu vacant par
« la mort de Guillaume, survenue hors la curie romaine, notre
« prédécesseur la donna en commende à Jean, évêque de Soissons...
« Ce prélat remit librement entre nos mains cette commende...
« Par ce fait, le monastère est à nouveau vacant, c'est à nous seul
« qu'il appartient de pourvoir à sa provision ; ce droit nous vient
« de notre prédécesseur et du bon vouloir du dernier abbé.

« Nous entendons révoquer en doute que le Pontife romain puisse
« seul disposer des provisions des monastères réservés et vacants...
« Afin d'enlever le doute de cette ambiguïté, nous décrétons que
« les provisions réservées des monastères dont il s'agit et desquel-
« les notre prédécesseur n'aurait point disposé, n'en sont pas moins
« rentées et restent encore frappées par le décret de réserve, si
« bien que nul autre que le Pontife romain n'a pu et ne peut en
« disposer d'aucune manière. Nous décrétons en outre que ce
« serait en vain que quelqu'un, de quelque autorité qu'il soit revêtu,

(1) Arch. du Nord, liasse 15.

(2) Monast. Bened. et Ms de la Bibl. de Douai, n° 823, p. 262.

« sciemment ou par ignorance voudrait porter atteinte à cette décision.

« C'est pourquoi, voulant que le monastère de Crespin n'ait plus à souffrir les inconvénients d'une vacance prolongée, dans le but de placer à sa tête une personne capable et utile, nous avons arrêté nos regards sur vous, Jean Pelet, moine profès, prêtre de cette abbaye et d'âge canonique. En ce qui touche le zèle pour la religion, la pureté de la vie, l'honnêteté des mœurs, le soin des intérêts spirituels et temporels, les meilleurs témoignages nous ayant été rendus de votre personne, nous ratifions le choix unanime que vos frères ont fait de vous à cause de vos mérites.

« Nous vous tenons en provision et en légitime possession de notre autorité propre et nous vous établissons abbé pour régir ce monastère tant au spirituel qu'au temporel. Nous espérons que cette maison par vos soins habiles et votre zèle industrieux sera régie avec fruit et qu'elle en recevra les plus heureux accroissements.

« C'est pourquoi par cette bulle nous vous mandons que, recevant la charge de gouverner ce monastère, vous vous montriez, dans l'exercice de ce pouvoir, diligent et zélé, afin que le couvent se réjouisse de l'administrateur prévoyant et avantageux que nous lui octroyons.

« Donné à Rome, près Saint-Pierre, l'an de l'Incarnation 1464 » (1).

Paul II ajouta aux bénéfices de ce premier acte les facilités données par une seconde bulle que voici :

« A cause de vos vertus, nous fûmes amené à vous choisir comme abbé... Voulant vous donner un accroissement de facilités pour remplir votre charge, accédant à vos prières, nous accordons au prélat que vous choisirez le pouvoir de vous bénir... Il recevra de vous le serment de fidélité ; il nous l'enverra par un messenger spécial avec la forme de serment que vous aurez prêté. Ses lettres patentes devront être scellées de son seing. Tout ceci sans que l'évêque de Cambrai, auquel est soumise l'abbaye de Crespin, ait jamais à en souffrir aucun préjudice dans l'avenir... (2).

Les moines ayant été forcés de passer par les exigences de l'évêque de Soissons, cherchèrent le moyen de s'exonérer (3) ; ils trouvèrent une occasion : Charles, duc de Bourgogne, était en guerre avec la France ; Milet s'étant déclaré pour la France, le couvent de Saint-Landelin en profita pour demander à Charles la décharge de cette obligation. Il obtint satisfaction le 26 février 1470 (4).

Dans ses lettres patentes, Charles le Hardy déclare : « la pension

(1) Arch. de Croy, cart. 71, p. 151, orig. parch. Coll. Moreau, t. 254, p. 78.

(2) Coll. Moreau, t. 254, p. 80.

(3) Coll. Moreau, t. 256, pp. 43 et 44.

(4) Arch. de Croy, cart. 70, p. 4.

« de 400 liv. tourn. chacun an au grant préjudice de lad. église
 « qui est de petite fondation à ce point que si les religieux sont
 « contraints de continuer ce paiement 4 ou 5 ans ils seront forcés
 « de diminuer l'office divin et laisser les édifices, maisons et gran-
 « ges d'icelle église en totale ruine et désolation... Pour ces cau-
 « ses.. nous déchargeons pour toujours l'abbaye de Crespin de
 « cette pension et des arrérages » (1).

Ce beau geste était un leurre. En effet, Charles le Hardy avait épousé en secondes nocés Isabelle de Bourbon qui lui donna une fille unique, Marie. C'est à cet enfant que fut dévolue la pension de 400 liv. que les religieux avaient cessé de payer à l'évêque de Soissons (2).

Jean Milet protesta ; la question était encore pendante en 1486. En effet, une procuration fut donnée par l'abbaye pour soutenir la discussion contre Jean Milet ; l'acte fut passé en présence de notaires publics et des religieux prêtres du monastère : Dom Jean Pelet, abbé, D. N. Le Fevre, prieur (3), D. F. Bernier, D. G. Yolent, prévôt, D. J. Douchement, prévôt, D. J. Dauvrehen, D. J. Papillon, D. J. de Somain, sous-prieur, D. Pijon, D. Aubry, D. Pierre Moriau, D. Mathieu Le Clercq, D. E. Capon et D. Vinijen.

Nous constatons aussi la présence de :

« Jean Monissart, évêque de Tournai, A. de Villar, docteur en
 « droit canonique, A. Touret et Boutillier, agrégés de lettres apos-
 « toliques, E. Nanne bailli du lieu, M. de Latre, N. Le Fevre tous
 « résidant à Crespin, E. Wautrelet, chanoine d'Arras ; L. Dou-
 « chet... pratiquant dans la curie de Cambrai..., N. Huguet, cha-
 « noine de Saint-Amé de Douai ; J. Doude, curé de Saint-Jacques
 « de la même ville... ; H. de Caudry, P. de Haine de Hem..., tra-
 « vaillant dans la curie du roi des Romains..., etc., etc., chacun
 « d'eux solidairement aura le pouvoir de conclure avec efficacité
 « au nom des seigneurs constituants et aussi de leur église devant
 « Notre Saint-Père le Pape et devant le roi des Romains... »

« Le rôle de ces témoins est d'exposer les controverses et les
 « querelles commencées entre le monastère et Jean, évêque de
 « Soissons, de poursuivre oralement ou par écrit, de répondre,
 « d'accueillir, de répliquer à ce que donnera l'adversaire, de con-
 « tester, d'exposer et de prouver n'importe quelle raison de droit
 « ou de fait, de recevoir les serments accoutumés, de faire des
 « requêtes, de montrer des lettres, des jugements et tout ce qui
 « peut servir de preuve, de faire juger les témoins de la partie
 « adverse, de prononcer sur ces témoins et leur dépositions, de
 « montrer les défauts et de conclure dans la cause, etc... Chacun

(1) Coll. Moreau, t. 255, pp. 102 et 104.

(2) Arch. du Nord, liasse 32.

(3) Était prévôt de 1464 à 1465 ; il fut remplacé par D. Yolent en 1466 ; à cette date le curé de Crespin était M^e Jules Amoury. (Arch. de Valenciennes, farde 14, n^{os} 69, 72, 74, 75 et 76.

« des seigneurs constituants s'engage à payer le jugement avec ses clauses ainsi que les frais nécessaires...

« Fait en chapitre au monastère de Crespin l'an du Seigneur 1486, indiction 4^e, le 27 mai (1). »

Dès que Jean Pelet eut la direction du monastère, il accomplit un grand acte de piété envers saint Aybert ; il fit placer les reliques du thaumaturge dans une châsse nouvelle et richement ornée.

Cousin dit au sujet de cette translation :

« L'an 1464, le 3^e jour d'octobre, furent translâtées les reliques de Monsieur Saint Aibert en celle nouvelle capse par Godefroy, suffragant de Jean (VI de Bourgogne), évêque de Cambrai, en la présence de plusieurs, comme plus à plein appert par une charte enclose en icelle même capse scellée de plusieurs sceaux (2). »



Fig. 22. — Sceau et contre-sceau du Chapitre de Saint-Landelin.

Le 3 octobre 1474, Jean Pelet fit placer dans une châsse les reliques de saint Adelin et de saint Domitien, disciples de saint Landelin. Ce fut le même suffragant de Cambrai, Godefroy Greveray, qui présida à cette translation en présence de Jean, abbé ; Nicaise, prieur et Jean, trésorier ; Pierre, Aimé de Bierman, prêtres ; N. Lefebvre, J. Le Monnier, J. Haillet apposèrent leur sceau à l'acte d'authenticité.

Ce parchemin, conservé au presbytère de Crespin, porte appendus sept sceaux, notamment celui du chapitre de Saint-Landelin.

(1) Ms du presbytère de Crespin, pp. 341, 342, 343.

(2) Cousin, Hist. de Tournay, chapitre 42.

§ 2. — *Arrentements**Bail de la ferme de Montignies Notre-Dame. — Donations*

Divers actes d'arrentement furent conclus sous Jean Pelet; il donna à rente : à J. Cambier 2 mesures sises sur le marché tenant au « Quincremiel » et à la rue du moulin, moyennant une entière rente de 73 s. 12 d. (1); à J. Doizin deux mesures moyennant 3 s. t. fors, 2 deniers, un wittel d'avoine et une corvée (2); à J. Le Maunier une maison avec jardin et héritages situés sur le marché de Crespin, portant comme enseigne « hôtel du cygne », moyennant 4 l. t. (3); à J. Bouquault le 17 avril 1480 une mesure située en la rue du moulin « parmi payant chacun an » 15 s. 1 huit. 1/2 d'avoine, 3 chapons et 5 corvées (4).

Il arrenta en outre : à P. Carlier « une mesure, jardin, héritage » et yestre à charge pour le preneur de payer 20 den. fors, 7 quartiers d'avoine, une corvée 1/2, 10 sols 6 d. t. et aux pitances « 10 s. t. (5);

A A. Toussaint « une mesure, jardin et héritage gisant en la rue » à la Cloye, moyennant deux entières rentes annuelles » (6);

A Tromon une maison et ses dépendances, le tout situé rue du Quesnoy (7);

A Simon Leboucq, laboureur à Valenciennes, 7 mencaudées de terres situées entre Trith et Maing pour 60 s. t. payables annuellement (8);

A P. Bernart, une mesure gisant à la Flamangrie-lez-Condé pour 10 sols à payer chaque année (9);

A Jean Gorenflot, prêtre demeurant à Crespin (10), une mesure et les héritages adjacents faisant l'angle de la rue du pont à la

(1) Arch. de Croy, cart. 71, p. 101.

(2) Orig. en parch., Arch. du Nord, liasse 28.

(3) Coll. Moreau, t. 256, p. 127.

(4) Arch. de Croy, cart. 71, p. 168.

(5) Arch. du Nord, liasse 9.

(6) Arch. du Nord, liasses 8 et 23.

(7) *Idem.* — *N.-B.* : D'autres actes d'arrentement figurent en 1483, 1484 et 1485 aux Arch. de Croy, cart. 70, p. 21-86 et cart. 71, p. 115-174.

(8) Coll. Moreau, t. 257, p. 114.

(9) Arch. de Valenciennes, DD 9.

(10) Il est à remarquer qu'habituellement le curé de Crespin avait dans sa paroisse un chapelain ou prêtre auxiliaire.

Gloye; il payera « au corps de lad. église une entière rente » et aux pitances 12 s. t. (1).

★★

L'abbé consentit quelques baux; il donna :

Pour 9 ans, certaines portions de terres sises à Elouges à J. Abraham moyennant la redevance annuelle de 9 muids de blé (2);

Pour 9 ans à Simon Bauduin la ferme entre deux Haines (3);

A J. du Bos, la portion de dîme et de terrage appelée le Grébion de Baisieux (4);

Pour 9 ans à Laurent de Werchin au rendage annuel de 42 l. t. la cense de Montignies-sur-Roc avec les dîmes et les terrages (5).

★★

Sous l'abbé Jean Pelet, le patrimoine du monastère s'accrut; l'année 1468 fut remarquable par les aumônes et les dons faits aux pitances :

E. Baneston de Saint-Aybert donna un pré au « Buisson » pour avoir un obit annuel et perpétuel pour lui, sa femme et leurs parents;

Maître Adrien Leclercq, curé de Crespin, donna une huittelée de terre et 3 quartiers de pré situés entre Crespin et la Chapelle à charge d'un obit anniversaire;

J. Henry et sa fille donnèrent 3 quartiers de terres « au buisson » moyennant un obit pour Messire Adrien Legier, curé de Crespin;

J. Deleau donna 3 l. de rente annuelle moyennant un obit à perpétuité;

Messire Gaultier, curé de Crespin, laissa à charge d'un obit anniversaire le dîmage de la cure de Gussignies;

J. Fourment donna un quartier de pré à Loumoit à condition que les moines se chargeraient de célébrer pendant prime une messe au grand autel en l'honneur de saint Landelin le jour de sa fête;

G. Carlier donna 3 huittelées de terre franche au delà du moulin de Crespin;

N. Boucquehault légua une huittelée 3 quartiers de terres à terrage sur le « respe » à charge d'un obit anniversaire;

Sire Jean Baneston, chanoine de Condé et curé de Thivencelles, donna, moyennant un obit anniversaire, la moitié de 3 journaux de pré et 2 huittelées de terre sur le terroir de Crespin tenant à « la fosse aux carpes »;

Par son testament daté du 16 juin 1468, sire Adrien Leclercq, curé de Crespin, légua 2 mencaudées de terre situées à La Chapelle

(1) Coll. Moreau, t. 257, p. 210.

(2) Orig. en parch. Arch. du Nord, liasse 22.

(3) Arch. de Croy, cart. 70, p. 93.

(4) Orig. en parch. Arch. du Nord, liasse 22.

(5) Arch. du Nord, liasse 28.

« entre deux ponceaux », 3 quartiers de pré au Buisson et 2 quartiers à « Notre-Dame de Saint-Aybert » à dîme et à terrage (1) ;

P. Robaix légua la « quarte part » de 65 sols pour la fondation d'un obit perpétuel ; cette rente reposait sur une maison située sur le marché tenant à J. Vairon, cirier, et par derrière au Quinquerniau (2) ;

La veuve de J. Carlier (3) a donné à charge d'un obit annuel et perpétuel pour elle et les siens, une maison sise à Crespin à la « Croix au Quesnoit » et une huittelée de terre auprès du bois de Laumoit (4) ;

J. Lemonnier et sa femme donnèrent aux pitances 16 s. 5 d. t. sur une maison à la rue de La Louvière à charge d'un obit (5) ;

H. Pouret donna à la chapelle Notre-Dame de Crespin une mesure « et pourpris » situés à la rue Prangère et une huittelée de pré à Loumoit ; P. Cornet donna à cette chapelle et à la confrérie Notre-Dame de Halle onze sols de rente (6).



Fig. 22 bis. — Sceau de Jean Pelet (1486).

Le 22 septembre 1478, par testament, P. Vairon légua à la chapelle Notre-Dame, lieu de sa sépulture, 5 quartiers de terre sis au chemin de Loumoit à condition que le maître de cette chapelle paierait tous les ans 5 s. t. pour la « livrance d'un manteau que les confrères « portent chacun an à la pourcession de Hal et duquel « il revestent limage ». En plus le bienfaiteur donna 3 sols pour

(1) Arch. du Nord, liasse 22.

(2) Pour les différents obits ci-dessus voir le « livre des fondations », cahier oblong, arch. de Condé GG 91.

(3) En 1464, par son testament, Jean Carlier choisit sa sépulture dans l'église paroissiale de Crespin, en face du maître-autel (Arch. de Valenciennes, farde 14, n° 75).

(4) Coll. Moreau, t. 255, p. 7. La Croix au Quesnoit était formée par le chemin qui va de Crespin au Blanc-Misseron et qui est traversé par celui qui va entre deux bois et vers la perche à l'oiseau.

(5) Livre des fondations, Arch. de Condé, GG 91.

(6) *Idem*.

décharger une messe qui devait être dite « devant limage de Notre-Dame » le jour même de cette procession. Enfin Vairon disposa que l'excédent des revenus serait attribué au profit de la chapelle Notre-Dame érigée dans l'église paroissiale de Crespin (1).

Jean Pelet donna à sa nièce la moitié de 8 l. de rente et à l'abbaye l'autre moitié pour en jouir sa vie durant. Après la mort de sa nièce, cette rente devait retourner en aumône au couvent de Saint-Victor de Bethléem (2).

Enfin l'abbé fit l'acquisition d'une terre à Crespin le 21 février 1486. A cet acte est appendu le sceau de Jean Pelet (3).

§ 3. — *Calamités : Les intempéries. — La peste. — Les guerres. — L'abbaye incendiée, le village ravagé sous Louis XI. — Les moines dispersés. — Froid meurtrier.*

L'abbé eut la douleur de voir son monastère subir les plus grands ravages que nous ayons à enregistrer dans l'histoire de l'abbaye de Crespin.

En 1466, la pluie, le vent et les orages se déchaînèrent sur un grand nombre de provinces, gâtant les récoltes, renversant les édifices, les maisons, les châteaux et les églises. De plus, la peste sévit avec rigueur, spécialement dans le Hainaut ; Crespin ne fut pas épargné.

Le « Recueil » des cérémonies célébrées dans l'abbaye de Crespin indique :

« L'an mil iiijc lxxj, le lendemain du jour de Saint-Michie » (30 septembre) « on fist une pourcession générale pour la peste » lence, après midy ; le couvent se revesty en cappe, en chantant « *Veni Creator* ou cœur, *In nomine Domini de Jherusalem*, et en « allant sur le moustier de la ville, par le marchiet, et à la Croix « au Quesnoi. Et fist on là ung sermon durant environ une heure « et le temme fut : *Visitavit Dominus plebem suam et alleges* « (homélie du xvj^e dim.), et on s'en revint par devant la maison « Potiers et par le court de chéens et puy sur le cimentière, et « dist on *Miserere mei Deus*. La messe fut principale et dou Saint-« Esprit. Monseigneur la dist et bateillat-on les closques. »

Comme Dieu ne désarmait pas, les habitants de Crespin, encouragés par leurs moines et leur curé, continuèrent leurs supplica-

(1) Arch. de Condé GG 91. Voir sous Mathieu Fiévet l'érection de cette confrérie et ses statuts.

(2) Ms du presbytère de Crespin.

(3) G. Demay, sceaux de Flandre n° 7004 : sceau de 29 mill., Arch. communales de Valenciennes ; écu à la fleur de lys soutenu par un ange ; (légende :) ... *hannis abbas de Crispinio*. — N.-B. : dans un cahier extrait du ferme « livre des fondations », Arch. de Condé, GG 91, p. 29, on lit : « 1479, le 28 décembre, l'abbé Jean Pelet servit d'homme de fief avec aultre et avoit pour ses armes une fleur de lis seule en lescusson. »

tions, et un mois plus tard, « le jour de Saint-Simon et Saint-Jude » en suivant, s'en fist l'on encore une procession pour ladite pestilence de toute comme l'autre excepté qu'on allât le tour Saint-Landelin et dist-on *Miserere* en la cymetière de la ville et sermon à l'offertoire » (1).

**

Au fléau de la peste s'adjoignirent les ravages de la guerre.

Les 4 et 9 mai 1465, les Etats du Hainaut, réunis à Bruxelles, reconnurent comme héritier présomptif du comté, Charles, comte de Charolais, fils de Philippe le Bon, et lui promirent fidélité et obéissance. Parmi les 96 signataires de cet acte solennel, nous relevons le nom de « Jean V, abbé de Saint-Landelin de Crespin » (2).

Philippe de Bourgogne étant mort (3), Charles, appelé le Téméraire, son fils, lui succéda en 1467 en qualité de comte de Flandre et du Hainaut.

L'inimitié qui régnait entre la Lorraine et Charles se transforma en guerre; René (4), chassé de Lorraine par Charles en 1475, réussit à rétablir sa souveraineté en 1476. Le Téméraire mit le siège devant Nancy; René vint au secours des assiégés le 1^{er} janvier 1477; l'armée du comte de Flandre et de Hainaut fut mise en déroute; lui-même perdit la vie (5).

Comme Charles avait eu de son mariage avec Elisabeth de Bourbon une fille, Marie, celle-ci fut son héritière universelle. Le 18 août 1477, elle épousa Maximilien d'Autriche (6).

Lorsque le duc prêta le serment aux Etats, à l'occasion de sa (7) prise de possession du Hainaut, étaient présents... l'abbé de Crespin.

« Incontinent que le duc d'Autriche eut épousé Madame Marie de Bourgogne, Louis XI mit sus une grande armée avec les flammes. »

Dès le commencement du mois de septembre 1477, il envoya un renfort à la garnison de Valenciennes qui « s'en vint au pont à la Hayne, à l'abbaye de Crespin et de là à Saint-Saulve » (8).

(1) Arch. du Nord, liasse 10, série H. Cahier original.

(2) Bull. de la commission royale d'hist. de Belgique t. 13, n° 3, série 4. It. Bibl. nat. Coll. Colbert 686, orig. en latin.

(3) ... « Payé au curé de Crespin pour avoir chanté le service et fait les obsèques du Seigneur et prince le duc Philippe, 4 liv., au clerc pour avoir aidé et sonné les cloques par grand espace de temps 21 sols. Pour le luminaire et le drapeau d'or, le trésorier de l'abbaye a reçu 52 sols. » Arch. du Nord, liasse 26.

(4) Duc de Lorraine.

(5) Charles le Téméraire, duc de Bourgogne, fils de Philippe le Bon et d'Isabelle de Portugal. Jusqu'à la mort de son père, il porta le titre de comte de Charolais. Il fut tué devant Nancy le 5 janvier 1477. — N.-B. : Martin Cuper, abbé de Crespin (1547-1572) sera chargé d'aller à Nancy et d'accompagner les restes de Charles ramenés en Flandre.

(6) Hist. de Mons, capitale du Hainaut par N. de Guise, chap. 66, 67 et 68.

(7) Invent. des Arch. des Etats de Hainaut par L. Devillers.

(8) Ms 884, Bibl. de Cambrai : Chron. de Gelicq, 1477-1479.

« Un jour, une escadre de 600 chevaux françois arrivèrent à Crespin à une heure après midy et se logèrent party dans le monastère et party dans le village. Des bourgeois de Valenciennes complotèrent d'aller desnicher ces françois et se treuvent à Saint-Saulve où estoit le rendez-vous, environ 400 hommes, archers, arbalestriers et peu de arquebusiers. D'icy, ils marchent sur Crespin, conduits par Pierre de le Vignette, bon archer et homme d'entreprise. Quelques-uns entrèrent à l'abbaye par derrière, du costé de la rivièrette du Honneau, l'autre moitié par un austre costé eschella les murailles : et soudain font sonner les trompettes et tambours eux crians à pleine teste : tue ! tue ! Jamais gens ne furent plus estonnez que les françois qui ne s'estoient pas préparés à telle feste. Ils en tuèrent et prirent quelque 200, sans compter un grand nombre qui fut noyé en fuyant. De ceux de la ville il n'en demeura (1) pas plus de neuf (2). »

N. d'Egmont, ayant continué sa marche par Saint-Amand, mit le feu à cette ville.

Le seigneur de Dammartin, commandant françois du Quesnoy, voulut réparer cet échec et partit au mois de décembre avec 500 cavaliers, fit halte à Crespin, puis se dirigea sur Harchies et prit le château.

« ...Sans attendre le retour du printemps, les françois rentrèrent en campagne, Louis XI pénétra en Hainaut et entreprit le siège de Condé... Le seigneur de Mouy eut l'ordre d'investir cette ville du costé du midy et du couchant ; le roy prit son quartier général du costé opposé et fist occuper par ses troupes Ville, Pomme-reuil, Monstruel, Bernissart et Harchies. La place dut capituler... »

Ce succès facilita les courses des Français. Le château de Boussu leur fut livré par Jean Gossart qui passa à leur service ; ils attaquèrent Saint-Ghislain, mais ils durent se retirer. La garnison de Tournay saccagea la citadelle d'Ath et brûla le château d'Estambrugges ; celui de Ligne échappa et celui de Briffoeul fut brûlé pour les empêcher d'en profiter.

« ...Le comte de Romont et le seigneur de Clèves-Ravenstein au service de l'archiduc s'avancèrent jusqu'à Boussu et se rendirent maîtres du château ; puis tirèrent sur Avesnes pour faire le siège de Trélon qui dut se rendre.

C'est alors que l'archiduc entreprit le siège de Condé ; il envoya son avant-garde occuper Crespin et y arriva le lendemain avec le reste de l'armée.

« Le seigneur de Mouy avoit demandé des secours à Louis XI ; mais le roy qui connoissoit l'estat de la place, lui ordonna de l'évacuer et d'y mettre le feu. » L'ordre de ce prince cruel fut exécuté aussitôt. Le seigneur de Mouy fit mettre le feu à la ville en

(1) Il n'en resta...

(2) Hist. de la ville et comté de Valenciennes par Henry d'Outreman (Douay, 1639), p. 184.

six endroits différents ; néanmoins l'église et 14 maisons échappèrent à la violence des flammes... (1).

Ces campements, ces passages de troupes dans Crespin, causèrent des désastres dans le monastère surtout au mois de septembre ou d'octobre 1477 et au printemps 1478.

« En 1477, l'incendie de l'abbaye fut général ; il fut causé par « les gens de guerre qui la réduisirent en cendres, et tout y fut « consumé (2). »

Grâce aux soins des religieux et au dévouement des habitants de Crespin, l'église de Saint-Landelin fut préservée.

D'après Raissius, l'abbaye de Crespin aurait été livrée aux flammes lors de la prise de Condé par Louis XI en 1478 (3).

Le village de Crespin eut le sort du monastère : « En la rue « Valenciennoise, plusieurs édifices par les advenues du duc d'Au- « trice, estoit tout bruslé, rasé et démoli (4). »

Les halles et le presbytère furent « tout ruiné et bruslé par les « guerres de 1478 » (5).

« Par suite des divers tumultes et plusieurs guerres, depuis 1476 « jusque 1480, l'abbé et ses religieux ont dû quitter leur monas- « tère... par ainsy quatre ans continuels... (6) »

Le 10 novembre 1477, « J. Pelet estoit à son refuge à Mons où, « avec ses religieux, il avoit été obligé de se réfugier..., dans « laquelle ville ils avoient lui et le peu de religieux sauvés de ce « saccagement, beaucoup de peine pour se sustenter. C'est pour- « quoy l'abbé a donné à l'un de ses moines, Gilles Yolenc (7), « prestre, toute permission et congé de chercher en telle maison « de l'ordre de Saint-Benoist où il trouveroit bénévole » (8).

« La fin de ceste guerre ne fust autre que de coustume : la déso- « lation du païs et la ruine de tous les villages voisins (de Valen- « ciennes) depuis les fauxbourgs jusques à Saint-Guislain qui « furent bruslés par les François (9). »

(1) Hist. eccl. et prof. du Hainaut par Hossart, t. 11, pp. 342 à 344.

(2) Coll. Moreau, t. 32, p. 138, t. 69, p. 68, notes de D. Queinsert.

(3) Raissius. It. Hist. de Mons par N. de Guise.

(4) Arch. de Valenciennes, farde 14, n° 67.

(5) Arch. du Nord, liasse 28, Arch. de Condé, GG 91, Arch. de Croy, cart. 70, p. 8. Cf. pièce just. n° 18. — N.-B. : La cure fut rebâtie en 1493 par Jean Pelet curé de Crespin.

(6) Arch. du Nord, liasse 11.

(7) Nous retrouverons ce moine prévôt du monastère en 1485.

(8) Johannes Pelet... *abbas... in Crispinio... Notum facimus quod nos propter guerras et combustiones nostrorum locorum ac hcnorum nostrorum existentium in patria hanoniense necnon expoliationem nostri conventus et evidentem paupertatem... concedimus... dilecto Egidio Yolenc presbytero... licentiam consequendi prioratum... ubi assequi pterit ac etiam habitandi... Datum in oppido Montis Hannonie in domo nostra scilicet residente sub anno Domini millesimo quadragentesimo septuagesimo septimo die vero decimo mensis novembris.* (Coll. Moreau, t. 256, p. 70). — N.-B. : Nous avons lu dans un Ms à la date de 1471 ce bout rimé : « L'ost des franchois trop mortel et pervers. Brusla Hainaut et faucha les blés verts. »

(9) Hist. de Valenciennes, d'Outreman. — N.-B. : Aujourd'hui (1919), nous tenons le même langage, mais nous disons : par les boches.

La guerre était à peine terminée, qu'apparut une autre calamité : L'année 1480 fut marquée dans nos contrées par un froid « extrême qui dura depuis le 22 décembre jusqu'au 7 février. On « trouva des enfants morts dans leur berceau, dit l'historien Moli-
« net ; des hommes à cheval furent gelés ; les oiseaux, les bêtes
« fauves périrent en grand nombre. Les mois de mars, avril et
« mai furent froids et humides ; il y eut disette de grains et la
« famine fut si grande que le quartier de blé se vendit 30 sous,
« somme énorme pour ce temps-là. »

§ 4. — *La rentrée des bénédictins. — L'abbé protège
les biens du monastère. — Mort de Jean. — Son épitaphe*

Rentré au couvent avec ses moines, Jean Pelet s'efforça de réparer les ravages subis ; il réclama les droits et les revenus.

J. Glinart, après avoir refusé de payer, reconnut devoir aux pitances depuis 1468 10 s. t. de rente perpétuelle et annuelle située sur une maison à Crespin rue Prangère (1).

Par suite du trépas de Jean Imbert (2), curé de Crespin, après plusieurs réclamations, l'abbaye reçut les droits qui lui appartenaient (3).

En 1478 « plusieurs héritages, situés aux Marlières, au delà du
« moulin et à la Chapelle, furent requis et retraicts par faute de
« paiement (4). »

La même année l'abbé obligea J. Lesage de faire le relief de 5 quartiers de terre gisant à Crespin au « petit terrage » (5).

Au mois d'octobre 1482, le Prélat réclama les droits dûs à Maing et à Trith sur un dîmage appelé « Penenche » hypothéqué sur une grande quantité d'héritages ; deux maisons avec 75 mencaudées de terres labourables et 4 huitteaux d'avoine, 6 chapons de rente et les 3 années d'arriérés. Les justiciers ordonnèrent la rentrée en possession du fief de Maing au profit de l'abbaye de Crespin (6).

En 1484, deux frères habitant au « Pommeroeul » furent condamnés à payer leurs arriérés et, à l'avenir leurs redevances annuelles, soit un setier et demi d'avoine, un chapon et 5 deniers fors de rente sur 8 journels de pré (7).

Ce n'est pas tout, il fallait garantir l'avenir : Dans le but d'éviter les fraudes et les procès, Jean Pelet établit un nouveau cartulaire,

(1) Coll. Moreau, t. 255, p. 1.

(2) Décédé le 8 octobre 1471.

(3) Arch. de Valenciennes. Crespin, n° 39777, f° 20.

(4) Arch. de Croy, cart. 70, p. 23, 25 et 75. — *It.*, Arch. de Condé, GG 91.

(5) Orig. en parch. Arch. du Nord, liasse 28. — *N.-B.* : V. Comptes de la Massarderie, Appendices n° 4.

(6) Coll. Moreau, t. 256, p. 190 et 202.

(7) Arch. du Nord, liasse 28.

un nouveau relevé des propriétés de l'abbaye ; il reconstitua les limites de la seigneurie de Saint-Landelin au Petit-Crespin et à Thivencelles (1), le « bornage » des terres situées à Eslouges (2) et les « rooles dûs au monastère de Saint-Landelin, reposant sur certains héritages situés à la Croix de Henzies, un peu au-dessus de la maladerie (3) de Crespin, tenant au chemin qui va de Quiévrain à Crespin (4).

D'accord avec ses sujets, l'abbé renouvela les chartes communales de Crespin (5) et le contrat établi avec le seigneur de Quiévrain pour une conduite d'eau à l'usage des habitants d'Hensies (6).

Enfin, pour la surveillance des biens, les religieux (7), le 11 mars 1482, établirent procureurs généraux :

M. Leclercq, P. Lepoint et A. Poulet (8); l'année suivante M. Thorion « mayeur des terres et seigneuries d'Onnaing et de Quarouble » (9) ; et, au mois de juin 1484, « Mgr l'abbé, D. N. Lefevre, D. G. Yolent et D. J. Douchement, D. J. d'Auvrehan, D. J. de Sommaing et avec leur bailly, Jehan Pelet, J. Deleauwe, P. Jollit », etc... pour procureurs..., et leur donnèrent « plein pooir de demander, requérir, cachier, poursuivre, recevoir tous les biens, cens, rentes, droictures, possessions, revenus de l'église, à Onnaing, à Quarouble, et au nom d'icelle abbaye d'adjourner sur les héritaiges et redevances qui leur polront debvoir, de retraite à iceulx par default de rente et en autre manière faire vérifier, recorder, faire toute manière de clainz, cherque-manages, bornes, etc. (10) ».

★★

Après 10 années d'un travail opiniâtre pour réparer les désastres de la guerre, Pelet mourut le 15 juin 1490, soit 26 ans après son intronisation. Il fut inhumé dans l'église du couvent en face de l'autel des saints docteurs.

(1) Arch. du Nord liasses 14 et 22. — *It.*, Arch. de l'Etat à Mons, cour féodale du Hainaut, cartul. des églises et abbayes, n° 226, p. 212.

(2) Arch. du Nord, liasse 22.

(3) La maladerie de Crespin se trouvait donc à l'emplacement même du hameau appelé aujourd'hui « Le Séminaire ».

(4) Arch. du Nord, liasse 15.

(5) Arch. du Nord, liasse 22. Cf. Appendices n° 1.

(6) Arch. du Nord, liasse 11.

(7) C'est-à-dire l'Abbé, D. Lefebvre prieur, D. F. Bernières, D. Gilles Yolent prévôt, D. J. Douchement trésorier, D. J. d'Aurehan, D. L. Pigon, D. J. de Sommaing sous-prieur, D. J. Aubry, D. Pierre Moreau et D. Mathieu Leclercq, prêtres religieux.

(8) Arch. du Nord, liasse 22.

(9) Arch. du Nord, liasse 11.

(10) Arch. de Mme la duchesse de Croy, cart. 70, pièces 15, 84 et cart. 72, pièce 216.

Son épitaphe en vers latins se traduit ainsi :

« L'Abbé J. Pelet, illustre par ses travaux, d'ici, d'ailleurs et d'un
« peu partout, repose sous cette tombe.

« Il mourut le 15 juin 1490.

« Bon Jésus, pitié pour son âme ! (1). »

(1) *Abbas egregius hac sub tellure Johannes*

Pelet tecta parans : haec et ubi facet.

Mille quatercentum, Xque novem annum sut manifestant
Ter quinis junii : huic parce benigne Jesu.

Raissius.

LIVRE III

De 1490 à 1572

CHAPITRE PREMIER

PIERRE MOREAU (1490-1510)

§ 1^{er}. — *Pierre prieur, élu abbé. — Le Pape confirme cette élection. — Visites des reliques de Saint-Ghislain. — Donations. — Arrentements.*

Après la mort de Jean Pelet, le choix unanime des moines se porta sur Pierre Moreau, prieur (1) de l'abbaye, qui avait été prévôt et pitancier (2).

Son élection fut confirmée par Innocent VIII le 30 juillet 1490. Par une deuxième bulle, le pape leva toutes les censures que Pierre aurait pu avoir encouru (3) ; et, par une troisième, il enjoignit aux vassaux de Saint-Landelin de reconnaître Pierre pour leur seigneur, de lui accorder leur fidélité, de lui rendre les honneurs, les droits et tous les services qui lui sont dus (4).

Enfin Innocent VIII adressa en même temps une bulle à l'évêque de Cambrai, Henri de Berghes, et lui annonça qu'il avait confirmé et ratifié l'élection de Pierre Moreau (5).

Le 13 avril 1491, « Jean Jacques, cardinal prêtre de l'église de Rome, délivra quittance de la somme de 158 fl. 37 s. 6 d. payée « par l'abbaye pour une partie des annates, ou plutôt des communs et menus services des cardinaux à cause de la promotion « de Dom Pierre Moreau (6) ».

(1) « *Inn... dilecto filio Petro Maurio priori claustrali monasterii Sti Landelini.* » (Coll. Moreau, t. 257, p. 252.)

(2) Arch. du Nord, liasse 2.

(3) Coll. Moreau, t. 257, p. 252. Orig. en parch. Arch. de Croy, cart. 70, pièce 92.

(4) Coll. Moreau t. 257, p. 251.

(5) Coll. Moreau, t. 257, p. 249.

(6) Coll. Moreau, t. 258, p. 51 et 53.

L'abbaye, pauvre, faute de ressources, n'a payé qu'une partie de ce qui était dû à Rome; témoin cet accord passé avec le Saint-Siège : « L'abbé paiera le reliquat (1), à mode de pension, à prélever sur les fruits du monastère. »

Le couvent ne put se libérer que le 1^{er} janvier 1510; à cet effet une quittance fut délivrée « par le trésorier général du pape Jules II; par icelle il appert la cour de Rome avoir reçu de l'abbaye de Crespin la somme de 95 fl. d'or qui étoient dubs pour anciennes annates, échues sous le pontificat du pape Innocent VIII (2); et pour la cessation de pension qui avoit été mise sur led. monastère » (3).

**

« Pour satisfaire la dévotion des pèlerins, en 1492, Quentin, abbé de Saint-Ghislain, bâtit une chapelle contiguë à l'église en l'honneur du saint (4). Henri de Berghes, évêque de Cambrai, au mois de janvier 1492, en présence des abbés Pierre de Crespin et Guillaume de Cambron, visita les reliques qu'il trouva entières, excepté un bras que l'on donnoit à baiser aux pèlerins, puis il consacra la nouvelle chapelle dans laquelle il transporta le corps (5). »

**

Sous la prélatrice de Pierre Moreau, quelques donations furent faites à l'abbaye.

D. Lefebvre, religieux, donna une maison située sur la place, à charge pour le couvent de célébrer chaque année « un obit à notes pour luy, ses père et mère (6) ».

J. Fourment et sa femme ont donné aux pitances 100 verges de terres à terrage gisant sur « le grand Amblise » tenant au grand Aulnoit à charge de célébrer annuellement une messe de Requiem à notes (7).

Q. de Breige, de Crespin, a donné à l'abbaye 8 quartiers de terre gisant « au plat cailliel » (plat caillou) tenant au chemin qui va de « la Bichielle » à Hensies, parce qu'un de ses fils était religieux du monastère, et qu'il voulait avoir part « ès messes, suffrages et prières que on faict et fera à perpétuité en icelle église » (8).

G. Carlier, de Crespin, « pour du service divin faire œuvre de miséricorde et salutaire aux âmes trépassées » a donné aux pitances du monastère 3 huittelées de terre situées à Crespin tenant à la rivière « du Honniel par desseure l'estang du moulin » à charge

(1) « *Reciduum vario solvere teneretur.* » Coll. Moreau, t. 258, p. 53.

(2) Coll. Moreau, t. 260, p. 215.

(3) Coll. Moreau, t. 260, p. 216.

(4) Le Cameracum donne 1491 comme date de la cérémonie. Cf. séries épiscop., f° 57.

(5) Baudry, Chron. de St Ghislain, Chron. Belges, t. VIII, p. 585 et 586.

(6) Arch. de Condé, GG 91.

(7) *Idem.*

(8) Coll. Moreau, t. 258, p. 173.

d'un obit pour « lame de luy et de sa femme, avec vigiles à nottes
« et le lendemain la messe aussy à nottes, avoecque la sonnerie et
« lumières tant des vigiles que de la messe » (1).

J. Carnoye et P. Deleau ont donné à l'abbaye de Saint-Landelin
7 quartiers de terre situés à Crespin lieu dit « le plat caillau »,
tenant au chemin de « la Bisselle » (2).

Jean Baneston, curé de Thivencelles, a légué à la pitance 3 jour-
neux et 2 huittelées de pré tenant à la « sablonnière et au sau-
choy » du marais de la Chapelle, à la charge d'un obit (3).

**

Quelques arrentements furent contractés par P. Moreau ; il
arrenta à B. Raghet « une mesure et yestre » sise à la Croix au
Quesnoy, pour 60 s. t. (4) ;

A. G. Barbieux 3 mesures jointes ensemble sises à Quiévrechain,
chargées de 4 witels 1/2 d'avoine, 5 d. bl., un pain, 3 chapons 1/2,
33 s. t. et 1 pouille (5) ;

A J. Fourment 2 huit. 1/2 de terre à charge de payer annuelle-
ment 97 s. t. 2 chapons 1/2 (6) ;

A. J. Waghe une maison et 100 verges de terre, situées près la
ferme de la fontaine moyennant une entière rente et 10 s. t. (7).

§ 2. — Actes divers. — Mort de Pierre Moreau. — Son épitaphe

« Au mois de septembre 1491, Pierre Moreau fit son « rapport
« et dénombrement à Charles de Croy, prince de Chimay, à cause
« du fief du Grébion, pour lequel il prêta le serment de fidélité (8)
« et fit hommage suivant la coutume de Hainaut » (9) ;

(1) Coll. Moreau, t. 258, p. 229.

(2) Coll. Moreau, t. 260, p. 60.

(3) Coll. Moreau, t. 260, p. 54. — *It.*, Arch. de Croy, orig. en parche-
min, carton 70, p. 26.

(4) Arch. de Croy, cart. 70 et 71, p. 3, 29, 40 et 160.

(5) Arch. de Croy, cart. 70 et 71, p. 3, 29, 40 et 160.

(6) Arch. de Croy, cart. 70 et 71, p. 3, 29, 40 et 160.

(7) Arch. de Croy, cart. 70 et 71, p. 3, 29, 40 et 160.

(8) « La forme du serment que uns vassaulx font en Cambrésis à son
« seigneur et meismement au bailly du Cambrésis est telle que cy-après
« sensient : Vous venez en foy et hommage de Mgr et lui proumetez
« loyauté son honneur son corps à warder venir à se court toutes fois que
« requis en serez, ferez bons jugemens avec vos pers et compagnons,
« celerez le secret de le court et ne partirez de se se court se n'est par
« faute de droit ou de malvais jugement. Et en faisant le serment dessus
« dit le vassal a ses deux mains jointes entre les deux mains du bailly et
« quand les parolles sont dittes parellement que la vassal la promis de
« bouche il le promet par foy de corps et baise son seigneur et sires luy. »
(D'après une ancienne copie du xv^e siècle des Arch. du Chap. de Cam-
bray. Coll. Moreau, t. 257, p. 204.)

(9) Arch. du Nord, série H, fonds de l'abb. de Crespin, orig. en parch.

Il reçut foi et hommage de Jennet de Sivry de Buath, écuyer, pour une cense située à Audregnies (1) ;

Il confia à D. Papillon l'administration financière des biens de Sebourg (2) ;

Il renouvela et confirma en 1492, le jour le l'Octave de l'Assomption, les statuts de la confrérie de Notre-Dame de Halle dont « les lettres lors de la désolation des guerres survenues en Hainaut » (3) ;

Il fit ériger en son église abbatiale une chapelle en l'honneur de la Sainte Vierge, à droite du chœur, la décora de peintures et l'enrichit de magnifiques ornements (4) ;

Il diminua les rentes assises sur le presbytère et sur une maison située dans la rue du moulin et « aboutant de derrière au Quin-creniel qui fut ci-devant à sire G. Cordier, prêtre » (5) ;

Il passa à bail 4 huittelées de terres sises à Sebourg et le droit de terrage ; enfin, il renouvela un cartulaire (6).

**

D'après Brasseur, D. Moreau serait décédé après avoir dirigé le monastère 18 ans (7), c'est-à-dire en 1508, puisque le Pape lui a adressé ses bulles le 30 juillet 1490.

Cette date nous semble erronée ; en effet, dans un procès entre l'abbaye et le seigneur de Quiévrechain, il est porté : « D. P. Moreau mourut en 1510 et D. M. Leclercq fut élu la même année par ses frères (8). »

Sur la tombe de D. Pierre on lisait ce chonogramme, nous dit Raissius :

« CrIspInIVs CeCIdIt Cernas hoC teMpoRe »,
c'est-à-dire l'abbé de Crespin mourut l'an ci-désigné :

MCCCCCVIII.

Au millésime le chroniqueur ajoute le mois :

« Que l'on sache, dit-il, que Pierre mourut après avoir en qualité de pasteur plein de mérites dirigé ses brebis, au moment où le soleil pour la vingtième fois se hâtait de contourner le poisson (9) de ses rayons lumineux. La mort renverse tout ; tout cède « devant elle. Vous pourriez constater qu'il mourut à cette époque « à Crespin (1510). »

(1) Coll. Moreau, t. 259, p. 217 et 242.

(2) Arch. de Condé, GG 91.

(3) Ms du presbytère de Crespin, p. 251 et suiv. — N.-B. : V. Comptes de la Massarderie, Appendices n° 4.

(4) Raissius.

(5) Arch. du Nord, liasse 9.

(6) Arch. du Nord, liasse 32.

(7) « *Moreanus... corpore decessit, bis nono numeris anno.* » — N.-B. : En 1434, D. Moreau et D. Leclercq étaient religieux prêtres à l'abbaye (Arch. de Croy, cart. 70, p. 84).

(8) Arch. du Nord, lias. 12.

(9) Le poisson est celui des douze signes du Zodiaque qui vient en février.

D. Queinsert dit (1) :

« On a pu lire jusqu'à la démolition de la vieille église du cou-
« vent cette épitaphe :

« Pierre Moreau repose dans la chapelle de la Sainte Vierge.

« La mort détruit tout, le temps efface tout, c'est l'image que
« nous offrent ces caractères gravés sur le marbre et usés par les
« années.

« Seules les bonnes actions demeurent ; comme un nom sans
« tache résiste plus que la statue d'airain.

« La gloire de ce prélat est durable parce que c'est la grâce de
« l'Esprit Saint qui l'a fait choisir par ses frères, que cette cha-
« pelle de la Sainte Vierge avec ses ornements redit sa piété, et
« que la châsse de saint Ghislain parle en sa faveur.

« Cet abbé est mort après 18 ans de prélature... Je me trompe,
« puisqu'il revit toujours dans les cieux (2). »

(1) Coll. Moreau, t. 257, p. 249. — *It. Raissius.*

(2) Brasseur, *Theatr. abbat. Hannon* IIa pars.

CHAPITRE II

MATHIEU LECLERCQ (1510-1530)

ANTOINE DE LIGNE (1530-1539) (1)

§ 1^{er}. — *Leclercq moine, élu abbé. — Le Pape confirme son élection. — L'abbé paie le droit de relief. — Fait fructifier le domaine du monastère et le protège. — Les Deux Tongre.*

Mathieu Leclercq, né en 1456, entra jeune au monastère de Saint-Landelin où il fit profession (2) ; en 1484, il signait : M. Leclercq, religieux prêtre, un acte de nomination de procureur (3).

Le siège abbatial de Crespin étant devenu vacant en 1510, Leclercq avait alors 54 ans, ses frères le choisirent aussitôt pour leur supérieur (4). En effet, lors de l'entrée solennelle de Jacques de Croy à Cambrai, le 10 février 1510, étaient présents : ...Math. Leclercq, abbé de Crespin (5).

Le 17 mars 1510, le pape Jules II confirma son élection en ces termes :

« Nous étant enquis diligemment de votre personne, il nous a été certifié que vous êtes rempli de zèle pour la gloire de Dieu, « irréprochable dans votre conduite comme dans vos mœurs. « Nous savons qu'à ces qualités vous en joignez bien d'autres qui « nous permettent d'attendre de vous une sage et prudente administration. C'est pourquoi de notre autorité apostolique nous « firmons le choix de vos frères et nous vous établissons au monastère de Crespin, avec la charge des âmes de vos religieux et la « pleine direction du temporel... (6). »

(1) Nous n'indiquons que les dates de commencement et de fin de prélature.

(2) Coll. Moreau, t. 260, p. 225, note.

(3) Arch. de Croy, cart. 70, p. 84.

(4) ... « *Mathaeus Leclercque, unanimi fratrum electus calculo, anno ætatis 54 ad regimen supremum perductus est...* » (Raissius).

(5) Catal. des Arch. Communales de Cambrai, CC 105, reg. 1511, 1512, f^o 37.

(6) Coll. Moreau, t. 260, p. 223.

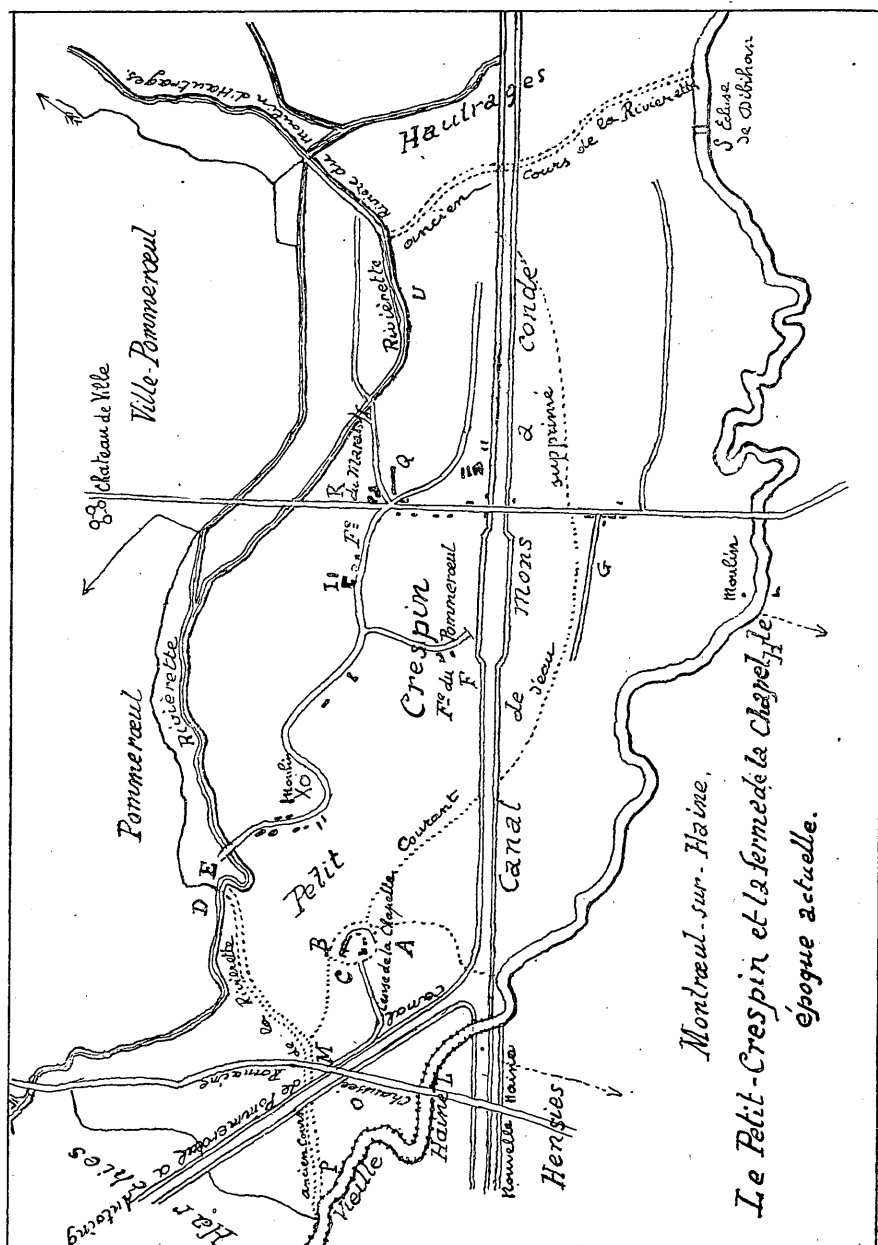


Fig. 23. — Le Petit-Crespin et la ferme de la Chapelle
(époque actuelle).

Dans une seconde bulle, le Pape ajoutait :

« Notre clémence se plaît à purifier votre conscience afin de vous
« rendre plus digne de remplir votre haute mission. C'est pour-
« quoi nous vous relevons des censures que vous auriez pu encou-
« rir et vous donnons toute absolution (1). »

Mathieu paya à sa promotion : au chapitre de Cambrai le relief des terres situées à Montignies et à Angres (2) ;

Au seigneur de Quiévreachain le quint denier suivant la prisée des biens du monastère (3) ;

Au seigneur de Quiévrain pour les Basuyaux, « ...Néant... Gratification en fust faite ad cause de la pouvreté de l'abbie (4). »

★★

Un des principaux soins du Prélat fut d'augmenter le patrimoine du monastère, de le faire produire et surtout de le défendre :

Il acheta cinq huitelées de terres sises aux « combles d'Autreppe » (5) ;

Il fit établir divers relevés de biens et de rentes (6) ;

Il donna à bail : les « viviers de Crespin avec dicques, relais, maisons et fosses estans à l'entour d'iceulx » (7) ; les fermes de Montignies Notre-Dame (8) et de la Chapelle entre deux Haine (9) ainsi que les terres sises à Onnaing et à Saint-Saulve (10) ;

Il arrenta le marché des « Escofebvre, ad cause que lesd. héritages estoient en grande gaste et ruyne ad cause de la rivière du Honniel » (11).

En 1511, Mathieu s'adressa à Charles de Croy, seigneur d'Avesnes, capitaine général du Hainaut, pour en obtenir aide et protection. Il reçut cette garantie :

« A tous chiefs de guerres, capitaines et meneurs de gendarmes,
« sçavoir faisons qu'inclinant à la requête du Seigneur Abbé, nous
« prenons sous nostre protection et sauvegarde le seigneur abbé, le
« couvent de Saint-Landelin, ensemble leur église, terres, maisons,
« censes, justice et seigneurie où que situés soient ou pays de Hai-

(1) Coll. Moreau, t. 260, p. 225.

(2) Coll. Moreau, t. 261, p. 27.

(3) Arch. du Nord, liasse 21. — N.-B. : Les hommes de loi qui firent la prisée reçurent chacun le drap d'une robe.

(4) Arch. du Nord, liasse 17.

(5) Arch. de Condé.

(6) Arch. du Nord, liasses 20, 22.

(7) Arch. de Condé, GG 92.

(8) Arch. de Croy, cart. 71, p. 172.

(9) Arch. de l'Etat à Mons, Abbaye de Crespin, Celle de la Sainte Trinité, orig. en parch. Cf. pièce justif. n° 43-A².

(10) Arch. de Croy, cart. 71, p. 112.

(11) Arch. du Nord, liasse 33.

« nault... Nous voulons qu'il ne leur soit fait aucuns mauïx, dom-
« maiges ou oppression, en aucune manière que ce soit... (1) »

C'est encore dans le but de faire respecter les biens de sa maison, que D. Leclercq établit mayeurs : J. Hiecquet à Rombies, G. Vairon à Quiévrechain, P. Ghorion à Onnaing et à Quarouble, pour
« toute la tenure, terre, seigneurie et dépendances qu'avons en
« icelles seigneuries, avec plein pouvoir, mandement espécial des
« hostes, terriers et hiretiers, et pour recepvoir tous dons, paines,
« quins, services et aultres droitures, faire loy, créer sergent ou
« déposer et remettre aultre »... (2).

**

Si l'abbé maintenait ses droits, il remplissait ses obligations ; patron et collateur du « coer, église et paroiche de Saint-Landelin
« de Quérénain, il fit édifier le coer et cauchau de lad. église,
« tant en murailles, couvertures, vairières, clostures que aultre-
« ment » (3).

Avec son consentement et ses encouragements, pour le bien des âmes, Tongre Saint-Martin et Tongre Notre-Dame furent séparés et formèrent deux paroisses (4). La charte établissant les conditions de cette séparation fut donnée par Mgr de Croy, évêque de Cambrai, le 23 juillet 1525 (5).

§ 2. — *Les rapines continuent. — Mathieu choisit un coadjuteur*
Le Pape ratifie ce choix. — D. Leclercq abdique

Les précautions employées par l'abbé, les garanties qu'il obtint furent sans effet.

Par acquit de conscience, en 1519, il demanda un coadjuteur, parce qu'il « estoit désormais anchien et débille de corps, pour ce
« il ne pouvoit garder les biens dud. monastère, ce que ses pridi-
« cesseurs n'avoient aussy sceu faire ».

Pourquoi est-il si difficile de gouverner cette maison et d'en conserver le dépôt sacré ? Pourquoi Mathieu, et d'autres avant lui, ont-ils eu tant de peine à maintenir les privilèges, les droits, les biens et les revenus du couvent de Saint-Landelin ?

Pourquoi ?... C'est parce que, dit l'abbé dans sa requête, « il y
« a aucuns seigneurs temporelz qui prennent et détiennent les
« biens, possessions et juridictions dud. monastère violement
« et oussy (parce que) les gens d'armes foullent et molestent tous
« les jours led. monastère et leurs censes et maisons, par quoy luy

(1) Arch. de Croy, cart. 71, p. 144.

(2) Arch. du Nord, liasse 28. — *It.*, Arch. de S. A. S. Mgr le duc d'Arenberg, palais de Bruxelles, Gd baillage et Etat du Hainaut, B, IV, 70.
— *Item*, Arch. de Mme la duchesse de Croy, cart. 73, p. 254.

(3) Arch. du Nord, liasse 3.

(4) Ms du presbytère de Crespin, p. 243 à 247. Cf. pièce just. n° 17.

(5) *Idem*. N.-B. : Comptes de la Massarderie de Crespin, Appendices n° 4.

« sambloit estre impossible faire, se ce n'estoit par la b nivolence, « faveur et ayde d'aulcuns grans maistres » (1).

D. Leclercq forma donc le projet de voir les biens de son couvent protégés par quelque voisin puissant ; il songea à la famille de Ligne, dont « beaucoup de possessions et seignouries » étaient contiguës aux biens du monastère.

Après avoir sollicit  en cour de Rome et obtenu un coadjuteur, Mathieu s'adressa à l'empereur Charles l'informant de la réponse favorable de Léon X et le pria de « constituer à tout jamais et en « abbé futur administrateur et successeur indoutable le noble josne « Anthoine de Lingne, filz naturel du comte de Faulquemberghe, « eaigi  de siept ans espérant que par la diligence d'Anthoine et « celle de ses parents, les maisons et possessions du monastère « seroient recouvrez et bien gardez » (2).

Cette requête obtint le résultat désiré, et, le 17 avril 1519, un notaire public dressait l'acte qui établissait le jeune de Ligne, coadjuteur du couvent de Crespin (3).

Mais, comment faire accepter ce choix aux religieux ? Voici :

Le même jour, 17 avril, le comte de Faulquemberghe « fist « requête à Mgr l'Abbet Mathieu Leclercque et oussy   toutz les « religieux du couvent de Crespin de luy volloir accorder le pain « pour ung sien filz eaigiet de vij ans pour estre religieux ». Le comte exposa aux moines qu'ayant promis un pèlerinage à Jérusalem et qu'étant dans l'impossibilité de l'accomplir, il se proposait de verser entre les mains du trésorier de l'abbaye la somme qu'il eut dépensée dans ce pieux voyage, pour l'entretien de l'enfant. Une telle proposition fut acceptée d'autant plus « vollen-tiers » que les religieux, comme l'abbé, connaissaient les injustices dont leur monastère était victime, et comme de Ligne était « ung « noble personnaige, de leurs prochains voisins », ils escomptaient à l'avance l'amitié et la protection de cette famille.

Cette proposition du comte ne parut nullement étrange aux bénédictins, attendu qu'à ses bienfaiteurs, souvent, le monastère accordait quelque faveur ; par exemple, durant la prélature de Leclercq, à cause de ses générosités, le seigneur de Longueval, messire Adrien, avait obtenu que son cœur serait enterré dans la chapelle de Saint-Landelin (4), etc., etc.

(1) Arch. du Nord, liasse 28.

(2) Arch. du Nord, liasse 28.

(3) *Idem*.

(4) « Chy devant St Landelin gist le cœur de noble messire Adrien de Longueval, chevalier, seigneur de Vaulx, etc., mort le 23 juillet 1254. Ecusson surmonté d'une couronne à ses armes : band  de vair et de gueule de 6 pièces. » Ces armes sont « en haut deseure le grand autel où est priant le conte de Haynaut et sa femme. » — « En ung tableau de bois est priant devant une N.-D. ung homme armé vestu de sa coste d'armes. » — Autre verrière à l'opposite : « ung homme armé avec sa femme ». — Cf. Ms reproduisant les écussons des comtes, seigneurs et chevaliers, Bibliothèque de Douai, né 965, 966 et 967. — *Item*, D. Lopez. Bibliothèque d'Arras, né 197, p. 82.

Mais, dans l'affaire qui nous occupe, tout est intrigue, et la démarche de Fauquemberghe n'a d'une requête que la façade... Voyons plutôt : le comte, accompagné de l'abbé et de l'enfant, « vestu de l'habit de l'ordre », se rendit à Montreuil, chez G. Caufour, où l'attendaient maîtres Prévôt et Rudam, notaires publics, revêtus de l'autorité apostolique et impériale. Là, ensemble, ils établirent l'acte qui nommait de Ligne coadjuteur de l'abbaye de Crespin et futur successeur de Mathieu Leclercq. Les témoins convoqués pour ce « public instrument » furent dom J. Danieau, religieux de Cluny ; A. de Monte, prêtre ; J. de la Cambe et Gilles Caufour.

Jusqu'ici tout marche à souhait ; reste maintenant à recevoir l'approbation indispensable des moines.

Environ quatre semaines après Pâques, le comte de Fauquemberghe se rendit à l'abbaye de Crespin avec les notaires, et déclara aux religieux que son petit-fils Antoine était nommé coadjuteur du monastère. Comme ce choix avait été fait sans leur « sceue et « cognoissance, tous en furent fort esbahyz », et, à l'unanimité, dirent : jamais nous n'approuverons cette élection faite en opposition avec la règle de saint Benoît.

En présence d'une telle résistance, Mathieu, dans un abus d'autorité, répondit à ses bénédictins « absolument ces motz : Vocelliès « ou non, il est faict et demorera faict... »

Les religieux se consultèrent sur le parti le plus sage à choisir. Les uns, par timidité ou par faiblesse, les autres par crainte de leur futur abbé et de ses amis acceptèrent ; « ainsy s'en sont contentez pluseurs et non touz » (1).

Les formalités remplies (ou mieux suivies pour sauvegarder les apparences), Maître Rudam, en plein chapitre et en présence de tous les religieux, lut l'acte de la nomination et de l'admission du coadjuteur de Crespin. Le notaire termina son « public instrument » par cette conclusion : « Ont estez tous les religieux con-
« tentz (!!!)... disoient estre leurs désirs et appétis et de leur pure
« et franche volontet ont faict et créé et constitué (de Ligne) espé-
« cialement et généralement... (2) »

D. Leclercq, comprenant qu'il ne pouvait laisser la direction de l'abbaye à un jeune homme, le 8 mars 1530, comparut avec Mgr Hughes de la Capelle, auxiliaire de l'évêque de Cambrai et évêque de Chalcédoine, en présence des hommes de fief du comté de Hainaut et de la cour de Mons : G. Trellecat (3), P. Boucquehault, J. de Leauve et Sire Damien Boulart, prêtre, notaire apostolique et impérial. En présence de ces témoins, l'abbé de Crespin « remontra que à cause de son ancienneté et débilité, « il lui estoit doresnavant impossible vacquier au régime, gou-

(1) Arch. du Nord, liasse 28. deux pièces.

(2) *Idem*.

(3) Le nom de famille Trellekat, Trailecat, Trelcat se rencontre dans les Archives dès le xv^e siècle.

« vernement, police du bien et affaires temporelles de son église
 « et monastère, sans préjudice pour icelle ». C'est pourquoi il
 « s'estoit délibéré ne conserver que l'exercice du Saint Service
 « divin et dignité abbatiale spirituelle », et que pour le temporel,
 « s'estoit délibéré se déchargier complètement et commectre
 « Mgr Hughes de la Capelle, vicaire perpétuel et irrévocable »,
 auquel il donnait tous pouvoirs pour régir, manier et gouverner.

A cet effet, les parties s'accordèrent comme suit : Le vicaire a la charge du temporel ; il ne pourra révoquer M. et J. Sohier, bailli et receveur général de l'abbaye, « mais iceulx entretenir en
 « leur office aux gages, prouffit, honneur, prérogatives et émolu-
 « mens accoustumez », laissant au bailli « comme de tous temps
 « d'exercer la conduite de la justice temporelle », avec obligation pour lui de rendre au Seigneur vicaire compte « des quintes,
 « demi-quints, dons, peines, abandon, confiscation d'homicides,
 « bastardises et aubaniés, sauf et réserve des loix de sang et non
 « sang que le Sgr Prêlat a données, afin de mieux vacquier à la
 « justice, et tenir le peuple en paix... réservant quant à luy led.
 « vicaire les loix des champs et ville que l'on appelle verdes loix,
 « desquelles le prévost debvera tenir compte, ainsi que des droits
 « seigneuriaux des héritaiges, main fermes et aultres ». D. Leclercq et le vicaire auront à leur disposition « toute telle vais-
 « sielle, joyaulx d'or et d'argent » en usage dans la maison, sans pouvoir cependant les « aliesner, engager, ni vendre ».

Le vicaire fournira à D. Leclercq un plat de viande, « auquel plat » pourront se trouver le vicaire, le bailli, le receveur et le trésorier ; et si quelques-uns de ses amis se présentaient, ils seraient reçus aux frais de l'abbaye. Ce « plat de viande, de vin et cervoise » et ce qui doit suivre sera servi comme il convient pour un abbé.

Le vicaire fournira le prélat « de nappes, serviettes, linchoelx et aultres linges » ; il accordera à l'abbé un chapelain, un valet de chambre et lui fournira une rente viagère annuelle de 600 l. t.

Le seigneur prélat retient tous les arriérages de cense, de leuwiers et de rente jusqu'à la Saint-Jean-Baptiste 1530, et demande qu'on lui abandonne les 1400 liv., dues au monastère. Le vicaire accepte le temporel « avec ses charges, pensions viagères, rentes, nourriture, « vestyaires, alymentations des religieux, serviteurs et maisnies
 « aussy les ouvraiges nécessaires à icelle abbaye, les baux en cours
 « jusques à leur parfait, tant de maisons de censes, comme pastu-
 « res, prez, bois, terres et aultres parties bailliées à ferme ».

Il fut encore « devisé » que durant la vie de D. Leclercq, le vicaire laissera au refuge à Valenciennes J. Ghourdin « beau-nepveu du seigneur prélat » et M. Sohier en sa maison à Crespin, avec la jouissance des fossés et de la pêche aux gages acoutumés » (1).

Après avoir renoncé à la direction du temporel, l'abbé Leclercq résigna sa dignité abbatiale le 8 octobre suivant « pour et au pourfit de Ant. de Ligne, aux fins et à l'effet de sa coadjutorie », tou-

(1) Arch. de Croy, Parch. Cart. 71, p. 143.

tefois il se réserva sa chambre ordinaire, un plat de viande, deux lots de vin par jour, les « proffis et émolumens du moulin », et une pension de 300 florins par an garantie sur les fermes de la Fontaine, de Saint-Aybert et d'Harmignies.

Au bas de cette charte d'accord, il est porté : Cet acte de résignation n'aura sa valeur qu'autant que le seigneur coadjuteur, en venant prendre possession « réelle, actuelle et corporelle » de sa dignité abbatiale, se sera engagé par serment et devant notaire à servir la pension établie en faveur de son bienfaiteur... Ce qui fut accordé. (1).

§ 3. — *Le serment de A. de Ligne. — Mgr Hughes, vicaire de l'abbé commendataire. — Mort de D. Mathieu. — De Ligne ordonné prêtre et béni abbé. — Etat budgétaire de l'abbaye.*

Informé de l'abdication de Leclercq, Clément VII expédia les bulles d'Antoine de Ligne (2) avec ordre à l'évêque de Cambrai de recevoir le serment de fidélité du nouvel élu ; serment qui fut prêté en ces termes :

« Moi, Antoine de Ligne, commendataire et futur abbé de Saint-Landelin de Crespin, je promets obéissance et fidélité (3) à l'Eglise Sainte, Apostolique et Romaine, ainsi qu'à son chef, Clément VII, et à ses successeurs canoniques... Jamais je ne me ferai complice de ceux qui trameraient contre le Pape ; au contraire, toujours je serai l'aide et le défenseur du Saint-Siège. J'acquiesce aux règles établies par les Saints Pères, j'admets leurs décrets, leurs sentences, leurs dispositions comme leurs réserves, et j'observerai, de toute la puissance de mon âme, les ordres apostoliques. C'est pourquoi je poursuivrai et combattrai les hérétiques, les schismatiques et tous ceux qui sont rebelles à l'autorité de Pierre et de ses successeurs. Les possessions du monastère de Crespin, jamais je ne les aliénerai sans l'approbation du couvent et l'autorisation du Pontife romain... Que Dieu me soit en aide et les saints Evangiles » (4).

**

De Ligne n'ayant reçu ni le caractère sacerdotal, ni la bénédiction abbatiale, l'évêque de Chalcédoine continua de gouverner la maison au spirituel et au temporel, d'où il était « intitulé seuf-

(1) Arch. du Nord, liasse 23, minute originale.

(2) Arch. de Condé, GG 91.

(3) « *Ego Ant. de Ligne, commendatorius et futurus abbas manasterii Sti Landelini de Crispinio... fidelius et obediens ero...* » — N.-B. : il ne nous est pas possible de préciser la date de la prestation du serment ; est-ce 1530, date de l'abdication de Leclercq ? Est-ce 1534, date de la bénédiction d'Antoine ?

(4) Coll. Moreau, t. 252, p. 138.

fragant,... vicaire de Mgr l'abbé commendataire,... gouverneur,... vicaire général de l'abbaye, etc. ».

Telle était l'administration du monastère de Saint-Landelin, lorsque, le 8 juin 1534, Dom Mathieu rendit son âme à Dieu, à l'âge de 78 ans (1).

De Ligne alors « estoit absent et estoit résidant à Rome » ; il revint en France pour recueillir la succession à laquelle il avait un droit « indoutable ».

Il fit son entrée au couvent « accompagné de plusieurs seigneurs », le mardi 20 juillet 1535.

Il reçut l'onction sacerdotale avec dom Pierre Bouckault, des mains de Mgr de la Chapelle, le samedi de la mi-carême 1536 ; il avait alors 24 ans (2).

Il célébra sa première messe dans l'église du couvent de Saint-Landelin, le 24 février 1537, jour de la Saint-Mathias.

Il reçut la bénédiction abbatiale le 14 avril 1537, le dimanche des Rameaux, en présence de l'évêque de Chalcédoine, des abbés de Vicoigne, de Saint-Jean de Valenciennes, de Jacques de Ligne, comte de Fauquemberg, son frère, de plusieurs nobles personnages, du curé, du bailli, des échevins de Crespin et des moines du monastère.

Conformément aux prescriptions du droit canon, l'abbé de Vicoigne, avant de donner lecture des bulles pontificales, rappela le souvenir de D. Mathieu Leclercq, et institua pour lui succéder, tant au spirituel qu'au temporel, Antoine de Ligne, déjà coadjuteur perpétuel et irrévocable dudit abbé. Le prélat de Vicoigne chanta solennellement la messe pendant laquelle eut lieu la bénédiction de D. de Ligne par le suffragant de Cambrai ; Mgr Hughes conduisit ensuite D. Antoine à la stalle abbatiale où il reçut l'obédience du prieur et des religieux qui vinrent un par un fléchir le genou devant lui et lui promettre respect et obéissance.

Le *Te Deum* fut chanté, pendant qu'Antoine de Ligne recevait le baiser de paix de l'évêque de Chalcédoine et des abbés présents (3).

Voilà donc de Ligne prêtre et abbé régulier ; c'est sur ses épaules que va reposer le lourd fardeau de la direction de ses frères dans les voies de la sainteté et c'est lui seul qui va administrer le temporel du monastère (4).

(1) Arch. du Nord, liasses 23, 28. — Arch. de Condé, GG 92. — Raissius.

(2) Raissius, Brasseur, etc. — « *Ant. de Ligne... in Mathei locum sequenti ob ejus obitu anno... ætatis suæ 22 substituitur anno 1536... sacrum præbyteratus ordinem suscepit... anno vero sequente... abbas consecratur...* » (Raissius). — N.-B. : de Ligne était à « la besogne des Estatiz » en 1536, 1537, 1539, etc.

(3) Arch. de Croy, carton 70, p. 94.

(4) « *Tunc ei omne jus administrationis (quod ejus ob asentiam et imbecillum ætatem ipsi erat demandatum) ejus incussit humeris* » (Raissius).

« Mgr Hughes se déporta de la maison, rendy à Mgr Anthoine « son sée », et, en même temps, lui présenta « l'estat de Monseigneur de Crespin, faict et ordonné par Mgr de Calcydoyne et « Mgr de Faucquemberghue le ij^e jour dou mois d'octobre XV^e « trente siis » (1).

Le seigneur de Crespin tiendra deux ou trois chevaux au plus ; au besoin il pourra prendre pour l'accompagner son bailly ou son receveur.

Tous les trois mois il lui sera payé 100 florins pour ses « accoustremens et menus plaisirs », et recevra lui-même à son profit tous les droits seigneuriaux, les reliefs, les amendes et les forfaitures.

Chaque jour et selon l'époque de l'année, on lui servira son plat et deux lots de vin à chaque repas. Quand il sera en compagnie il pourra, en plus de ce qui est dit, réclamer le paiement de la part de ses convives.

Il aura « ung onneste homme d'église pour dire ses heures avecque lui », un valet de chambre, un palefrenier, un page, un cuisinier et un garçon de cuisine.

Il pourra conserver « son ottours iiij bons espaignolz une layche « de grantz levriers et une de levriers pour les lièvres », un couple ou deux de chiens. Dans le cas où il en voudrait davantage, il devra les faire nourrir en ville à ses frais et le portier de l'abbaye à la charge de les « chassier hors quant viendront à l'abaie ».

Benoît Lermigart, receveur du couvent, percevra « tous les vins « venant au profit de Mgr et de son couvent ; passera à recours « toutes marchandises de censses, louaiges, ventes de grains, etc... « et en fera cry et publication comme est de coustume ».

L'abbaye doit :

A Lermigart 3.301 liv. ; pour cette dette, elle lui fournit une rente viagère de 120 livres par an ;

A l'évêque de Chalcédoine 500 liv. chaque année ;

A divers une pension ou des rentes ordinaires.



Fig. 24. — Sign. Antoine de Ligne.

Il est statué que le beau-père et la mère de D. Antoine ne pourront venir à l'abbaye que trois fois par an ; le prélat assure à sa mère pour chaque année « un bœufz, ij pourceaux gras et iiij muys de bled ».

L'abbé fera déposer du bois pour son usage lorsqu'il ira visiter sa famille.

(1) La majeure partie des renseignements sur D. Ant. de Ligne sont extraits des Arch. du Nord, série H, liasse 28.

Il est défendu aux parents d'Antoine d'envoyer chercher quoi que ce soit au monastère, sous peine de perdre les avantages qui leur sont octroyés. Du reste, s'ils agissent autrement, Mgr se charge de les « corriger », ce qu'il ne faudra point.

Cet acte porte la signature autographe d' « Anthonne de Ligne, abbé de Crespin » (1).

**

A cet état fut joint celui « des biens, rentes et revenus de l'abbaye ».

PREMIER... B. Lermigart est chargé de passer à recours tout ce qui pourra être recensé, de faire la recette ordinaire et extraordinaire de la Saint-Jean 1536 à la Saint-Jean 1537, c'est-à-dire :

Les viviers, les tailles du haut bois, les « bosqueaux qui polront venir à colpe », le profit des cuirs à poil, la vente de la venaison, de la dîme, et généralement tout ce qui doit revenir au profit de l'abbaye.

Ces recettes sont estimées..... 5.300 l. t.

Désormais, il est arrêté : Le seigneur de Crespin et le receveur ne pourront rendre « nulles marchandises à ferme » ; toutes seront passées à recours ; les prés un an, et les terres deux ans avant l'expiration du terme, pour ce, le receveur ne touchera « nulz vins ».

Ces différentes parties peuvent rendre la somme de 5.500 l. t.

Au chapitre des dépenses, il est prévu :

1° *Pour le prélat,*

En plus de son plat, de trois mois en trois mois, et par égale portion, 800 l. en commençant le premier versement à la Saint-Rémi 1536 ; ci 800 l.

Quatre lots de vin estimés 34 sols par jour, soit par an 432 l.

2° *Pour les pensions,*

A divers 300 l.

« A nostre sire l'Empereur, de pension et taille courante sur ledict abbet y compris le restant de l'année passée 650 l.

A Maître A. Desmisière 50 l.

3° *Pour l'entretien des religieux,*

Pour le vêtement et les vins des moines pour un an.... 1.050 l.

La provision des grosses bêtes à cornes, des pourceaux et des « oisons » 450 l.

Les provisions d'orge, d'avoine et de houblon 400 l.

4° *Pour les gages,*

Le montant des dépenses prévues pour les gages des serviteurs ordinaires est 400 l.

Pour les autres, « si comme karton, bergier, vacquier, porquier, souillart et aultres », ils seront nommés et révoqués au gré du prieur. Il en sera de même pour certains ouvriers, employés par la maison à divers travaux, « si comme feneurs,

(1) Arch. du Nord, liasse 3, pièce originale.

« faucqueurs, marichal, carlier, chervier, carpentiers, fosseurs et « bosquillons » ; pour ces divers serviteurs, le budget de l'abbaye prévoit une dépense de 500 l.

Avant de payer les ouvriers, « tant soyeur, machon, que autres « courant par la maison », le receveur s'assurera de la bonne exécution du travail et de l'autorisation du prieur.

5° *Pour les imprévus,*

« Si comme dépense de procès, voyaiges et gaiges d'advocatx », le budget porte 240 l.

6° *Pour divers,*

« Si comme vivres de karême, vinaigres, fromaiges, espices, et « tout ce qui provient des crassiers » il est voté un crédit de 400 l.

Et pour les fromages « à la main » que fournit la maison d'An-« delo, il est prévu une dépense de 80 l.

Le vicaire, Mgr de Calcédoine, outre une pension garantie par la reine, reçoit de l'abbaye la somme annuelle de 400 l.

7° *Pour les arrérages,*

Il est dû par l'abbaye :

A J. Sohier « pour le restach » de ses comptes 150 l.

A plusieurs « de rest des pensions » 415 l.

A J. Tacquet, marchand de vins, un reliquat de 120 l.

A son receveur 3.301 l. 4 s. 7 d. ; à cet effet, il est autorisé à prendre une pension de 1.200 l. au rachat du denier dix pour un an, ici 1.200 l.

Pour le reste le receveur se remboursera par annuités de 500 l., ici 500 l.

Chaque fois que Lermigart devra faire un voyage pour la maison, il recevra 24 sols par jour outre son traitement annuel de 180 l.

Total des charges du monastère :

« VIIIM VIC IIIxx XIII l. Xs. »

Le présent état fut signé par les seigneurs nommés en « l'institution » le ix octobre XVc et trente six (1).

Pour être complet, il convient d'ajouter au passif du monastère l'emprunt de 5.921 l. 9 s. 11 d., fait à l'évêque de Chalcédoine. Cette dette présentée à de Ligne et à son couvent a été reconnue le 19 avril 1537. Les bénédictins se sont engagés à payer à Mgr Hughes une pension annuelle de 500 l. (2).

★★

D'après ce qui précède, nous pouvons établir le bilan du monastère comme suit :

Quand de Ligne reçut l'administration générale de l'abbaye, elle avait comme revenu annuel, non compris les droits seigneuriaux, 12.000 l. ;

(1) Arch. de l'Etat à Mons, Abbaye St-Landelin de Crespin.

(2) Arch. de l'Etat à Mons, Abbaye St-Landelin de Crespin.

Ses charges montaient à 8.908 l. 10 s. (non compris le salaire de certains ouvriers).

Ses dettes atteignaient 10.817 l. 13 s. 18 d.

Quel est l'origine de ce déficit ?

A cette question nous répondons : les injustices, les rapines, la charge d'un abbé commendataire, d'un abbé pensionné et d'un vicaire ont contribué beaucoup à la pénurie de l'abbaye. De plus, nous apprend de Ligne, le monastère se vit obligé d'emprunter de l'argent « pour certaines causes à ce nous mouvans, pour subvenir « aux grandes affaires de nous et de nostre église et pour pieux « marchiet éviter et eschever, mesmement pour furnir, rendre et « payer à Mgr de Cassidone certaine grosse somme de deniers que « nous avoit presté... lesquels avoient été convertis et employés « pour furnir à la dépense que à nous et nostre dicte abbaye avoit « convenu supporter par la vacquanse due à nostre Saint Père, pour « cause de nostre dignité abbatiale ».

Dans le but de payer leurs dettes, le 8 novembre 1536, les moines ont vendu à Ursmar de Trazegnies de Mons 24 florins carolus d'or (1) de rente et de pension annuelle ; de ce « vendaige » l'abbaye a retiré 240 florins carolus d'or (2).

A cette époque (1536), l'abbaye passa à bail le moulin de Crespin. A cet acte reste encore « appendu » un fragment du sceau d'Antoine de Ligne.



Fig. 25. — Sceau d'Antoine de Ligne, conservé aux arch. de Mme la duchesse de Croy-Château de l'Ermitage à Condé. Carton 73, pièce 262. Bail du Moulin de Crespin (année 1536).

Le 15 mai 1538, de Ligne accorda à bail à J. du Buisson 12 huit-telées 1/2 de terres situées à Baisieux parce qu'il avait prêté de l'argent « pour furnir et payer à plusieurs créditeurs grandes sommes « de deniers » (3).

(1) « de 84 au marc et dont le cours actuel est de 20 patars pièce, monnaie de Flandre ».

(2) Ms du presbytère de Crespin, p. 319 et suiv.

(3) Arch. de l'Etat à Mons, abbaye de Crespin.

En 1539, les bénédictins passèrent à bail pour 18 ans à F. Doye d'Eslouges le quart des terres que l'abbaye y possède au « rendage » de 150 l. pour payer les 800 l. que le couvent doit au receveur des « aydes » de l'Empereur (1).

§ 4. — *De Ligne mauvais administrateur. — Le pseudo abbé. — De Ligne dépossédé. — L'évêque gouverne le monastère. — Le bilan de l'abbaye. — Ordonnance de Mgr de Croy.*

De Ligne, à peine installé, se laisse circonvenir en s'entourant des siens et de soi-disant amis : le mari de sa mère, sa mère elle-même, son frère, des domestiques alliés à sa famille et inutiles au monastère. Ce bas monde était occupé et nourri à l'abbaye. Parfois, sous un prétexte quelconque, D. Antoine signait à l'égard de ses protégés quelques faveurs ou redevances.

Par exemple, le 2 juillet 1538, il déclare : « l'abbaye doit 375 l. 9 s. à ma mère » (2).

Le 15 septembre suivant, il accorde un appointement exagéré à Véronne Tordeur (3), concierge du refuge à Mons (4).

Outre ce personnel qui formait sa cour, le prélat avait des meutes de chiens, une grande quantité d'oiseaux rares, des chevaux de luxe, etc.

Là ne s'arrêtaient point les extravagances du pseudo-abbé, comme l'appelle Raissius ; ses mœurs, sa conduite prouvèrent bientôt qu'il était indigne de ses fonctions. Il passait sa vie dans les fêtes, et, comme la nature humaine penche toujours vers le mal, il se laissa aller aux voluptés de toute nature et négligea entièrement la discipline monastique (5).

L'évêque de Cambrai, Robert de Croy, déposséda D. Antoine, lui fit de sévères admonitions, l'envoya dans le monastère de Chelebrures pour y reformer sa vie ; et ajouta ses « Ordonnances sur le « fait de la maison de Crespin ; proposées aux religieux du monastère et aux gens de loy de la ville de Crespin, elles furent acceptées par iceux le 27 octobre 1539 ».

« De Croy se réserve la totale et plénière administration du « couvent, au spirituel et au temporel » ; il constate que l'abbaye est arriérée de 10 à 12.000 carolus d'or et que ses édifices sont « vieux et caduques » ; il veut que les religieux vivent « en leur « discipline régulière », selon la réforme ci-indiquée.

Dom Martin, prieur, destituera les religieux de leur charge et les remplacera par des sujets de son choix qui, chaque mois,

(1) *Idem.*

(2) Arch. du Nord, série H, orig. en parch. avec autographe.

(3) Tordeur est le nom de la famille dans laquelle était entrée la mère de D. Antoine.

(4) Arch. du Nord, orig. en parch. — N.-B. : « lequel refuge estoit pour lors situé dans la grande rue au devant des moulins du Trouille ».

(5) Raissius.

en présence de trois moines et du receveur, lui rendront compte de leur office.

Les bénédictins recevront chaque mois 100 carolus d'or pour la nourriture et le vêtement (le premier paiement s'effectuera à la Toussaint 1539) ; ils conserveront l'entière administration des biens de la pitance dont ils rendront compte chaque année à l'évêque... Un religieux pitancier sera nommé par le prieur et révocable à son gré.

Pour « le vivre et le vestiaire », Monseigneur abandonne au couvent : « l'avoine, le scourgeon, l'orge, le houblon, les chapons, les pailles, les rentes, les bois du Bas-bois » (excepté les combles et les lattes), mille carpes des viviers, le pâturage de 20 bêtes à cornes, le regain des prés, 36 muids de blé à 8 l. le muid sur les moulins de la maison. (Ce rendement est défalqué sur les 100 carolus précités).

Les bénédictins retiendront l'argent nécessaire au paiement des « bosquillon, faulqueurs, faneurs, fosseurs, carlier, marichal, gour-lier, etc. »

Le prieur prendra 8 serviteurs pour la maison ; il veillera à ce qu'ils soient de bonne renommée « et honneste vie » ; au besoin il pourra en augmenter le nombre.

A la fin de l'année, les « officiers » rendront compte de leur administration à l'évêque.

Si par la « bonne diligence et industrie », il restait quelque boni, il serait employé à la réparation de l'église ou à quelques travaux urgents.

« L'office et estat de la trésorerie demoura, comme par le passé « en cens et rente à la charge accoustumée ».

Durant l'administration de l'évêque, l'abbé n'aura « aucune supériorité, auctorité, gouvernement et commandement sur les religieux et officiers du monastère ». Au contraire, il fera la « totale obédience, supériorité, auctorité à Mgr de Croy tant au spirituel qu'au temporel ».

D. Martin, prieur, est chargé du spirituel ; Thierry du Mont, son bailli, de la justice et du temporel ; Jean de la Cambre des recettes, avec dom Camille Coppin comme prévôt ; les échevins sont laissés au libre choix du prieur. Tous ces officiers, l'évêque de Cambrai « entend les administrer et les gouverner » tout en conservant à l'abbé l'honneur et « révérement » que réclame sa dignité.

Le receveur s'occupera de réparer les édifices, mais ne s'aventurera point dans de fortes dépenses ; par exemple, il n'entreprendra aucune nouvelle construction.

Le prieur veillera à ce que l'office divin soit accompli, l'église décemment tenue, les religieux convenablement nourris, les officiers et la taille due à l'Empereur payée à terme.

Une des grandes préoccupations du prieur doit être de défendre et de protéger le patrimoine de l'abbaye, par conséquent, obligation pour lui, au besoin, de soutenir les procès.

La moitié des vins et des droits seigneuriaux sera employée à racheter les rentes, à payer les créiteurs et à réparer les édifices.

Les bailli et échevins procéderont à l'exécution de la justice en se basant sur les anciennes coutumes; pour ce, ils ont toute autorité. Cependant, si une affaire importante ou un cas grave se présentait, Monseigneur veut qu'au préalable ils en réfèrent à son autorité.

Le bailli congédiera de l'abbaye : la mère de D. Antoine ; son mari ; maître Jean Tordeur, frère de l'abbé ; Jean de le Croix, portier, et son fils ; Robin, laquais ; Rondelet, serviteur des chiens ; Jacteau, braconnier ; Nicolas, brasseur, et sa femme ; Achille, ancien bailli, sa femme et sa « mesnée » ; Anderickz, « Varlet » ; Lemoine, berger ; les deux fourniers et « aultres gens inutiles ». Si l'un d'entre eux se « rébelloit » qu'il soit « appréhendez par main-forte et détenu » jusqu'à ce qu'il en « aura fait raison ».

Les serviteurs expulsés et l'ancien bailli, Ach. Gérard, seront payés jusqu'au jour de leur destitution ; les pensions et les gages garantis à la mère de D. Antoine et autres cesseront d'être soldés.

Mgr de Croy ayant enjoint à l'abbé de se « deffaire » de Mre Jean Tordeur et de Mre Gisserchion le 12 août dernier, leurs honoraires ont été supprimés à compter de cette date.

L'abbé pourra habiter le monastère « pourvu qu'il tienne un train de vie de religion » ; il recevra 400 florins, aura à son usage trois chambres, le bois de chauffage, un chapelain, un valet de chambre et un page.

Si de Ligne « veut se retirer de tout et prendre sa retraite dans un lieu honnête », il recevra sa pension complète, c'est-à-dire 600 carolus ; il ne lui sera rien retenu pour sa nourriture, ni pour celle de ses serviteurs ; il recevra 100 livres de gros selon son dernier appointement établi le 12 août 1539, puisque c'est à partir de cette date que « Monseigneur est entré dans l'Administration de la maison ».

Au contraire, s'il reste au monastère, ces dépenses lui seront « rabattues » sur ses 400 florins lors du premier paiement ; et s'il a vendu des rentes, conclu certains marchés ou accompli quelques opérations par anticipation « luy sera déduit et deffalquie » sur sa pension au prochain paiement.

Monseigneur exige que D. Antoine remette entre les mains du couvent et de ses officiers les reliquaires, la « vasselle » d'argent, les bijoux, les clefs, les pièces de procédure, les cachereaux, les comptes, les chartes, les papiers, le « marteau à marquer chênes », bref tout ce qui appartient à la maison sous peine de perdre sa pension et d'encourir une peine arbitraire.

L'abbé pourra faire « ses présents » de ses oiseaux et de ses chiens ; il en conservera cependant « une paire de couples » qu'on nourrira au monastère pour conserver le droit de chasse.

Enfin, Mgr de Croy veut et entend qu'à la clôture des comptes de fin d'année, il présidera lui-même la session.

Pour subvenir aux frais que pourraient occasionner les voyages, il sera porté dans le budget, au chapitre des dépenses imprévues, 40 florins.

« Nous, Robert de Croy..., avons établi ces ordonnances et voulons que leur contenu soit suivi de point en point. »

(Signé) : « Robert de CROY (1). »

§ 5. — *Reddition de comptes. — Dettes de l'abbaye. — Abdication et mort de de Ligne. — Inventaires des objets laissés par D. Antoine.*

Le manuscrit qui contient les « déclarations » de Mgr de Croy donne aussi « l'estat fait en brief des dettes payées (plus justement des sommes payées) depuis le compte d'icelle église qui fut (clos) la nuit Saint-Jean 1538 et rendu à Crespin le 29 juillet audit an 1538, jusques à l'année 1544 inclus ».

EXERCICE 1537-1538

Jean de la Cambre, receveur de l'abbaye, présente ses comptes, et, preuves à l'appui, déclare lui être dû 1.678 l. 6 s. 9 d.

EXERCICE 1538 A LA SAINT-JEAN 1539

J. de la Cambre a payé :

« A deffunt l'évesque de Calcédoine » (mort en 1538) pour sa pension de 500 l., 692 l. 9 s. 11 d. ;

Au receveur du clergé du Hainaut, pour « arrérages » 690 l. 3 s. 4 d. ; reste dû 911 l. 7 s. 8 d. ;

A divers pour pensions dont plusieurs sont doubles ou triples à cause d'arrérages... ? ?

A G. Logier, concierge au refuge à Valenciennes pour dépenses faites chez lui par la mère de l'abbé, 106 sols ;

A plusieurs à qui l'abbé était redevable 1373 l. 19 s. ;

A J. Fournier, censier à Maing (dû par l'abbé), 279 l. 18 s. 8 d.

Pour certains travaux et quelques dépenses accrues par l'abbé, 1014 l. 4 s. 10 d.

EXERCICE 1539 A LA SAINT-JEAN 1540

« L'an finant 1540, première année de l'administration de l'évesque de Cambray », le receveur a payé :

A « J. Hubrèche, hostelier de l'Homme sauvage à Louvaing », les dépenses des « gens et serviteurs », de M. l'abbé, 731 l. 7 s. 8 d. ;

Au receveur du clergé pour arrérages et pour les aides, 1122 l. 14 s. 4 d. ;

A D. Coppin, chapelain de l'abbé, durant les 9 mois que D. Antoine résida à Paris, 80 l. ;

A plusieurs pour autres dettes « survenues à cognoissance » depuis l'administration de Mgr de Croy, 1114 l. 11 s. 15 d.

(1) Ms du presbytère de Crespin, p. 103 et suivantes. Original avec signature autographe.

EXERCICE 1541 A LA SAINT-JEAN 1542

« Le compteur a payé, oultre le traitement de l'abbé, demorant « lors à Louvaing », à Mlle de Faulkemberghes pour certaines dépenses faites par elle pour l'abbé, 481 l. ;

Au couvent des Chelebrures de Louvain où de Ligne avait été envoyé par son évêque, 80 l. ;

Au prieur de Chimon qui se trouvait à Paris avec D. Antoine, 24 l. 10 s. ;

Pour d'autres dettes contractées par le même 939 l. 14 s. ;

A T. Ghodin, receveur du clergé 1001 l. 13 s. 12 d. ;

Pour les aides 1100 l. 14 s. ;

Pour les deniers du subsidie accordé à l'Empereur, pour le premier terme du Noël 1542, 1205 l. ;

A Pol Demer de Louvain une dette contractée par de Ligne, 140 l. ;

Aux Chelebrures de Louvain pour ce que l'abbé devait à ce monastère, 376 l. 10 s. ;

Pour la pension de D. Antoine, le receveur a avancé 400 l. ;

Pour certaines dettes contractées par de Ligne y compris les 500 l. de pension de feu l'évêque de Chalcédoine 6426 l. 9 s. 11 d. ;

Pour le reste dû à Lermigart sur les 2432 l. 17 s. 6 d., 332 l. ;

A E. de Gand pour acompte sur les 144 l. dues pour les frais de table faits par D. Antoine quand il demeurait chez lui, 36 l.

EXERCICE 1542 A 1543

Le Ms porte cette simple note : Pour le compte finant 1543 en toute somme, 5.351 l. 11 s. 4 d.

EXERCICE 1543 A LA SAINT-JEAN 1544

Le comptable a payé :

Pour les aides de l'Empereur 1829 l. 11 s. 9 d. ;

Pour dettes, 558 l. 17 s. 10 d. ;

Pour rempoissonner les viviers trouvés « à vide » 730 l. 10 s. 8 d. ;

Pour divers travaux exécutés au refuge de Mons, à celui de Valenciennes et à la cense d'Harmignies, 1782 l. 15 s. 4 d.

Le total de toutes les parties extraordinaires payées depuis la Saint-Jean 1539 jusqu'à la nuit de Saint-Jean 1544, non compris le traitement de l'abbé, celui des religieux, les gages des officiers, les rentes héritières et les pensions viagères montent à la somme de 26.338 l. 18 s. 4 d.

Les recettes de ces années varient entre 7.700 l. et 8.000 l. (1).

Avant de parler de la fin de D. Antoine, nous rappelons qu'il a confirmé avec Jean Salviatis, abbé de Saint-Martin de Tournai,

(1) Ms du presbytère de Crespin, p. 147 et suiv. Cf. p. just. n° 19.

une association de prières le 29 septembre 1538 ; en voici les conventions :

« A l'annonce de la mort d'un moine, le monastère associé célébrera aussitôt un office et offrira une prébende plénière pour le repos de l'âme du défunt. Les moines prêtres célébreront le Saint Sacrifice de la Messe ; les non prêtres réciteront 50 psaumes et les convers diront 100 fois *pater* et *ave* (1). »

★★

A plusieurs reprises, le pseudo-abbé avait déclaré : « La maison de Crespin a besoin d'un homme réunissant de hautes qualités pour régir le temporel et le spirituel ; elle est fort ruinée en édifices et est chargée de dettes, de sorte que si on n'y remédie bien-tôt, elle subira d'insupportables dommages. »

Se basant sur ces renseignements, des « hommes vertueux et sages » conseillèrent à de Ligne d'accepter un coadjuteur et recommandèrent d'une manière spéciale le suffragant de Cambrai : Martin Cuper.

D. Antoine se rangea à leurs avis et établit cet acte, devant notaires et témoins :

Après ce qui nous a été rapporté de Martin Cuper, touchant « sa doctrine, prudence, ydoineté, suffisance et habileté », jugeant que l'évêque de Chalcédoine possède toutes les qualités pour bien régir et gouverner l'abbaye, nous consentons et accordons au suffragant de Cambrai sa nomination au monastère de Saint-Landelin afin qu'il s'en puisse faire pourvoir par telle voie canonique qu'il lui plaira (2).

A ce premier acte, de Ligne en ajouta un second ; il constitua solennellement pour ses procureurs : Loblin official de Cambrai, J. Bocquet, licencié en droit civil et en droit canon de Saint-André du Cateau, L. Dublioul et J. Desprez, à l'effet de consentir en son nom à la nomination comme coadjuteur de l'abbaye de Crespin de Martin Cuper, évêque de Chalcédoine, et de consentir publiquement à l'expédition des lettres à ce nécessaires, et de reconnaître à jamais comme fait et décidé pour tous jours ce qui aura été fait et décidé par lesdits procureurs (3). »

Ces actes établis, Jean Desprez, l'un des procureurs, clerc du diocèse d'Arras fut choisi pour porter à Rome les lettres de Dom Antoine « à l'effet de la coadjutorie » du suffragant de Cambrai.

Paul III ratifia ce choix et, deux ans plus tard, le VII des calendes de mars 1546, il enjoignit à de Ligne de résigner sa charge et adressa au coadjuteur cette bulle :

« Déjà nous vous avons nommé évêque de Chalcédoine *in partibus infidelium* ; puis suffragant de l'évêque de Cambrai, afin

(1) Arch. du Nord, lias. 10, cahier orig. — *Item*, Arch. de la famille de Croy, carton 70. Cf. pièce just. 42-P.

(2) Arch. de Croy, carton 73, p. 269.

(3) Arch. du Nord, série H, lias. 28.

« que vous puissiez remplir les fonctions épiscopales tant dans la cité que dans le diocèse.

« D'après les lettres patentes de Charles V, empereur des Romains, vous êtes élu abbé de Crespin.

« Par les présentes, nous confirmons ce choix, vous donnons pouvoir au spirituel et au temporel, pour régir le monastère de Saint-Landelin, tout en conservant votre titre d'évêque de Chalcédoine, avec la charge de payer votre provision : 373 florins d'or.

« En même temps, nous vous absolvons de toutes les censures ecclésiastiques que vous auriez pu encourir.

« Nous mandons à l'évêque de Césenat et aux officieux de Cambrai et de Tournai de vous installer dans votre nouvelle charge.

« En même temps, ils recevront des religieux de Crespin la promesse d'obéissance et de respect à l'égard de votre personne. Ils feront promettre également à tous les vassaux et autres sujets du monastère de vous rendre intégralement tous les services et les droits qui vous sont dus.

« Avant d'entrer en exercice, nous exigeons que vous prêtiez serment de fidélité à nous et à l'église romaine entre les mains de l'évêque de Césenat, en employant la formule et teneur que nous vous avons adressée. Ce serment nous sera remis avec vos lettres patentes munies de votre seel (1). »

De Ligne renonça à tous ses droits moyennant une pension annuelle et viagère de mille florins carolus (2) ; et, le 13 mai 1546, il remit ses « lettres patentes à Martin Cuper pour s'en servir quand besoin lui en sera » (3).

Cet acte de résignation fut confirmé et enregistré à Louvain le 22 mai 1546 (4).

Déchargé de son fardeau, D. Antoine se retira à Huy, où il mourut au commencement du mois de juin 1547, d'après le Manuscrit du presbytère de Crespin (5).

Il fut inhumé dans l'église Notre-Dame à Huy sous le clocher, du côté de l'autel de Sainte-Marguerite.

(1) Arch. du Nord, série H, fonds de l'abbaye de Crespin, orig. en parchemin auquel pend à double cordelette de chanvre la bulle en plomb de Paul III.

(2) Dont 500 seront employés à payer les dettes contractées par l'ex-Abbé « durant le temps de sa résidence à Louvaing ».

(3) Arch. du Nord, liasse 28, copie authentique et signée sur papier. — *Item*, lias. 22, une quittance portant « reçu 1.000 fl. ».

(4) Arch. du Nord, lias. 22, orig. sur papier, texte latin.

(5) P. 1 à 15 et notamment « Inventaire fait à Bruxelles le XVII juin 1547, après la mort d'Ant. de Ligne ». — Raissius et le Ms des Arch. de l'Etat à Mons fixent la mort d'Antoine au 5 octobre 1547 ; la Gallia dit 5 novembre 1547.

Martin Cuper avait donné 200 florins pour lui ériger un tombeau (1) ; ce monument ne fut point placé.

Telle est la fin de cette vie romanesque ;... de Ligne, nommé coadjuteur à 7 ans (chose qui tient du prodige, dit Brasseur), disparaît à la fleur de l'âge, à 35 ans.

Il ne nous appartient pas de juger ce descendant de nobles, formant un rameau contourné de l'arbre généalogique. Cependant nous ne pouvons nous empêcher de dire que cet enfant, auquel on fit endosser la robe dès sa plus tendre enfance, l'accepta comme un jouet peu banal... Mais avec ce froc, ceux qui l'ont choisi et nommé ont oublié qu'ils n'avaient point le pouvoir, en revêtant le corps, d'orner aussi et surtout l'âme d'un revêtement divin, qu'on appelle la vocation à l'état religieux et ecclésiastique. Et ce moine, fabriqué de toutes pièces, ordonné prêtre, béni abbé, porta sa soutane comme un forçat sa tunique, et traîna sa dignité comme le prisonnier ses chaînes et son boulet.

« Tout en reconnaissant qu'il a pu s'introduire en cette élection, « comme dans tout ce qui est humain, certains abus, l'homme « impartial a soin de se placer plus haut, de regarder les choses en « masse, de les considérer dans le vaste tableau où tant de siècles « ont marqué leurs traits : il méprise alors le mal qui ne fut que « l'exception, il admire le bien qui fut la règle (2). »

**

Le mobilier de D. Antoine appartenait au monastère ; aussi, le 17 juin 1547, Cuper fit établir un « inventaire des vases d'estain..., « des pots..., des livres... (3), des papiers..., des parchemins et « des meubles, envoyés par le prieur de la maison de Saint-Lan- « delin de Crespin et laissés par D. Antoine de Ligne dans sa « maison... (4).

(1) Raissius.

(2) Balmès, t. II, p. 343.

(3) Ces ouvrages envoyés à Bruxelles pour l'usage de l'Abbé de Ligne prouvent que l'abbaye de Crespin avait une bibliothèque importante. Ce fait est confirmé par cette note d'un archiviste : « L'abbaye de Crespin « possédait une bibliothèque de bonne valeur ; les Gucux, en 1566, fai- « sant irruption dans le monastère, firent main basse sur les livres. »

(4) Cf. pièces just. n° 20.

CHAPITRE III

MARTIN CUPER (1547-1572)

§ 1^{er}. — *Martin, né à Malines, d'une famille noble, entre au couvent des Carmes. — Prononce ses vœux. — Prend ses grades. — Est : prieur, orateur et écrivain distingué, provincial de la Basse-Allemagne, suffragant de Cambrai. — Consécration.*

Sous la prélature de Leclercq, l'abbaye se trouva dans une sorte de commende et tomba dans un état de décadence voisin de la ruine aux points de vue spirituel et temporel.

Martin Cuper, homme distingué par ses vertus et ses talents, rendit à la maison le rang et l'éclat qu'elle avait perdus.

Brasseur, parlant de Cuper, dit : « Ce prélat éminent par la parole et par les écrits, fut l'honneur du clergé, l'ancre du diocèse de Cambrai, le bienfaiteur du pauvre, le soutien du perclus, le guide de l'aveugle (1). »

Martin naquit en 1498 (2), à Malines (3), d'une famille illustre (4). Son père s'appelait Jean de Cuper, Cuyper ou Cuypers, et sa mère Jacqueline Van Springele. Jean Cuper était seigneur de Riémère, juré de la draperie et échevin de Malines ; il remplit ces charges de 1519 à 1536. Paul (*alias* Pauwel) succéda à son père

(1) « *Martinus Cuperus... — Afflicti lenimen erat, solamen egeni — « Pes claudi, cœci lumen, honosque chori, — Plura loquar, diocesis erat « velat anchora nostræ, — Nec non doctorum fama decusque virum. — « Undè nec immerito scriptis præclarus ubique — Audiit ille libris, sed « perlere modo — Illius at superos inter modo gloria vivit — Ejus et in « terris fama serena manet. »* (Brasseur, *Sydera illustrium Hann. scrip.*). — N.-B. : Il existe aux Arch. d'Anvers, dans un ouvrage, le portrait de Martin Cuper reproduit à la plume. La cote n'ayant pas été relevée par celui qui fit cette trouvaille, malgré les recherches et la bienveillance des archivistes, il n'a pas été possible de le retrouver.

(2) Cf. Raissius, divers Ms des Arch. du Nord, la Coll. Moreau, etc.

(3) « *M. Cuperus Mecklinensis præclara familia natus.* » (Raissius et Sanderus.)

(4) Paquot, *Mémoires hist. et litt.*

dans ces mêmes dignités de 1536 à 1553. Son fils, Arnould de Cuypers, remplit les mêmes fonctions de 1563 à 1580 (1). Cette famille était en honneur à Malines ; une des rues porta son nom (2).

D'après les cachets scabinaux de Jean, Paul et Arnould de Cuypers, leurs armes étaient : d'azur à l'étoile d'argent à six raies au chef d'or à 3 pals de gueules, au franc quartier d'or au trèfle de sinople. C'était le blason de Daniel-François Cuypers, né à Malines en 1653 (3) ; ce dernier était seigneur de Ryneman, etc. ; il mourut dans cette ville, gardien des archives, le 4 mars 1725, après avoir composé divers ouvrages historiques (4).

De bonne heure, Martin fut envoyé au collège fondé à Malines par Standouk. Appelé par Dieu à la vie religieuse, il entra au couvent des grands Carmes (établi dans la même ville) en 1517, prononça ses vœux le 7 octobre 1520 (5), *alias* le 15 juin (6) ; puis il suivit les cours de philosophie et de théologie à l'Université de Louvain (7).

Après avoir étudié le latin, le grec et l'hébreu, Cuper fut reçu bachelier en 1529, licencié en 1533 et docteur en théologie en 1534 ; il avait alors 36 ans (8).

J. Vanhove, notaire, remit le 28 février 1538 ces lettres testimoniales au lauréat :

« A tous et à chacun de ceux à qui parviendront ces lettres, le « doyen et autres maîtres de la sacrée faculté de théologie, en « l'Université de Louvain, diocèse de Liège, Salut...

(1) Supplément aux Trophées tant sacrés que profanes du Brabant, par Butkens, t. II, l. IV, du conseil provincial de la ville de Malines. — N.-B. : Les actes scabinaux de Malines disent qu'il mourut le 23 septembre 1577.

(2) Hist. des rues de Malines, par l'Abbé Van Caster (Malines, 1882). — N.-B. : Ailleurs on lit, mais ces renseignements sont considérés comme inexacts : « Martin de Cupère, évêque de Calcédoine, originaire de la « Hollande (1498), était fils de François, dit Arnould de Cupère, écuyer, « seigneur de Cunre et de Cunderecht, valet de chambre de l'archiduc « Maximilien, roi des Romains, et de sa seconde femme, Jeanne de Wy- « chuus. De Cupère portait de sinople au sautoir d'hermines ; de Wychuus « de gueules au chevron d'argent accompagné de 3 molettes du même. » Cf. Dumont, Fragments généalogiques ; Baron de Herckenrode, Nobiliaire des Pays-Bas et du comté de Bourgogne ; Ann. du Hainaut par le R. P. Ruteau, minime, f^{os} 89 à 123.

(3) Les mêmes armes ont donc été conservées dans cette famille depuis 1519.

(4) *Provincias Stadende district van Mechelen*, par Rombaut van den Eynde, t. II (Brussel 1770).

(5) Paquot. D'après cet historien, il fut envoyé à Louvain après sa philosophie.

(6) Sanderus. « *Carmelus Mechliniensis* », Ms d'Anvers.

(7) Paquot.

(8) Valeri, André Fardi, Academ. Lovan. — Monast. Bened. — Paquot, etc. « *anno ætatis suæ XXXVI doctor sacræ paginæ salutatus* » (Raissius).

« Le Sieur et Maître Martin Cuper, religieux de Malines, ayant
 « obtenu des Supérieurs dud. ordre, licence et pouvoir de gravir
 « les degrés du baccalauréat, de la licence et du doctorat; après
 « avoir dignement et glorieusement conquis le baccalauréat et la
 « licence, l'an 1534 le 24 août, sous la présidence de l'illustre Sieur
 « Nicolas Copin de Mons, maître ès arts et professeur de la Sacrée
 « théologie, doyen de l'église collégiale de Louvain, en présence
 « des Pères, Abbés et autres Prélats, membres de notre collège
 « théologique, professeurs de droit pontifical et impérial, profes-
 « seurs de médecine, d'un nombre considérable de docteurs, de
 « sénateurs de la ville de Louvain, etc...; Martin Cuper reçut le bon-
 « net de docteur et fut déclaré maître et professeur de la Sacrée
 « théologie, toutes les prescriptions ordinaires et requises ayant été
 « observées. C'est pourquoi nous demandons à tous ceux et à cha-
 « cun de ceux devant qui se présentera Martin Cuper, maître ès
 « arts et professeur de la Sainte Théologie, notre confrère, de le
 « recevoir avec bonté dans le Seigneur, et de le traiter avec les
 « honneurs qui conviennent à son titre et à nos Facultés (1). »

A l'occasion de la promotion de Martin au doctorat, le magistrat de Malines lui accorda une gratification (2).

En 1530, Martin fut nommé prieur du Carmel d'Anvers (3); en 1532 (4), prieur du couvent de Malines (5); il enrichit cette maison de ses deniers; en 1540 provincial de l'Ordre (6) dans la Basse Allemagne et en 1541 suffragant de l'évêque de Cambrai (7).

Au titre de suffragant, Paul III ajouta celui d'évêque de Chalcédoine. La bulle de nomination était accompagnée de la formule d'obéissance et de fidélité que Martin devait promettre au Pape (8). En même temps, le Souverain Pontife accorda à Cuper « sa vie
 « durant une pension de 200 ducats d'or à percevoir sur les reve-
 « nus de l'évêché de Cambrai » (9).

(1) Arch. de la famille de Croy, carton 73, p. 270.

(2) Arch. de Malines.

(3) Paquot, Mémoires..., t. XI, p. 209 à 214.

(4) « VI prior A° 1529, mense february, ad prioratus oppicini electus fuit V. P. Martinus Cuperus, S. T. D. episcopus postmodum creatus Calcedonensis et suffraganeus Cameracensis atque abbas S. Cripini et præclarus ordinis sui scriptor. Unde sic cecinit quidam :

Sat patet ex scriptis fueris, vir maximè quantus — Quæ quot habent apices, tot quoque mella tegunt, — Sat patet ex mytre quanto sis dignus honore, — Sat patet ex vultu quam probus et placibus — Cumquæ tibi virtus pator non deforet ulla — Defuit hoc unum te potuisse mori. » (Extrait d'un Ms des grands carmes à Anvers O. L. cité en partie par Sanderus Carmel Mechlin.

(5) Paquot.

(6) « Religiosæ vitæ Carmelitarum sese adjunxit, tandem facile sese dignum præbuit, qui ad summum eveheretur dignitatis honorem, ad provincialatum scilicet electus. » (Raissius et divers).

(7) Raissius, Monast. Bened., etc.

(8) Cf. les pièces justif. n° 21.

(9) Coll. Moreau, t. 264, p. 64.

Orateur (1) et écrivain (2) distingué, remarquable par sa piété et par sa science, Cuper devint l'honneur et la gloire du clergé du Hainaut (3).

Sacré évêque, le Prélat se mit à l'œuvre, remplissant avec zèle et modestie sa charge épiscopale. Le 26 aril 1545, il est au monastère de Sainte-Aldegonde à Maubeuge, en consacre tous les autels dont l'un est placé sous le vocable du Père et de la Mère de la Sainte fondatrice : saint Walbert et sainte Bertille (4) et laisse de cette cérémonie un acte écrit de sa main et revêtu de son sceau.

En 1546, Martin Cuper bénit la nouvelle église du Béguinage à Anvers (5) et F. de Béhault, abbé de Saint-Denys en Broqueroie (6) ; en 1548 (7), il bénit l'église de Saint-Jean à Valenciennes et consacre les autels de ce couvent (8).

La sagesse, le jugement droit de l'abbé de Crespin étaient connus de tous ; aussi le prévôt Morillon écrivait-il :

« Le curé de Merchene nous veult persuader que les saintes hostiez qui ont esté mal traictées par ceulx qui ont saccaigé son église, sont en partie demeurées au lieu où il les avoit miz, comme il samble ensanglantées, sans qu'elles le fussent lorsqu'il les releva en présence du coustre et aulcuns adsisteurs... J'ay faict visiter hier en présence de Martin Cuper, par le docteur mèdecin Goethals, prestre et chanoine de Saint-Bavon de Gand, le Saint Sacrement de Merchtem qui at affirmé par serment que ce n'estoit (pas du) sang ce que sainble rouge aus dittes hostiez mais que c'est couleur artificielle faicte de brésil... Bruxel-les le 4 juing 1569 (9). »

Un jour, d'après les « Acta SS. Belgii », un doute surgit au sujet du Père et de la Mère de sainte Aldegonde : ces personnages sont-ils portés au catalogue des Saints ? Peut-on leur rendre les honneurs dûs aux élus ? Bollandus donne cette réponse qui honore Martin :

(1) M. Cuper, « *Vix similem cui tota virum tum Belgica vidit — Ingenio, factis, moribus, eloquio, — Quem labor et sudor, virtus, constantia, zelus — Mellea vox, pietas simplicitasque sagax.* » (Cf. Sanderus, Carmel. Antwerp.)

(2) Cuper a écrit : *Oratio R. P. D. Martini episcopi Calcedonensis in synodo Cameracensi* (Paris, Mathaeus, David, 1551, in-4°) ; *In libro Machabœrum comment. libri III ; Collationum Moralium.*

(3) « *Vir pietate et eruditionis eminentissimus, imo totius cleri Hannoniensis ornamentum.* » (Raissius.)

(4) Et de St Ablebert, évêque de Cambrai, cousin de Ste Aldegonde. — Cf. vie de Ste Aldegonde par un frère capucin. — Imp. G. de la Rivière, Arras, 1623.

(5) Comm. de M. l'Archiviste d'Anvers.

(6) Reiffenberg, chron. de St Denys, t. VII, p. 629.

(7) La Gallia Christiana dit en 1547.

(8) Simon Leboucq, hist. eccl. de Valenciennes.

(9) Chroniques Belges, Bibl. Nat. Paris : Correspondance du Cardinal de Granvelle, lettre CCLXXVII ; lettre du prévôt Morillon au Cardinal (Bibl. de Besançon, t. VI, f° 155).

« Le parchemin portant les armes de Cuper enlève toute hésitation, car l'évêque de Chalcédoine, dont la science et la droiture de jugement ont été tant de fois reconnus et proclamés, fait autorité et jamais il n'eût consacré un autel aux parents de sainte Aldegonde s'il n'eût été, au préalable, absolument certain de la sainteté de Walbert et de Bertille. »

§ 2. — *Cuper abbé de Crespin. — Situation précaire du monastère. Le Prélat répare d'urgence les édifices. — Le budget de l'abbaye*

Cuper, nommé abbé de Crespin par le Pape le VII^e jour des calendes de mars 1546, fut installé au mois de novembre 1547, environ 6 mois après la mort de D. Antoine. « A son entrée d'abbé, il recult en présent syx ghobellet d'argent vaillable « viijxx liv, (1). »

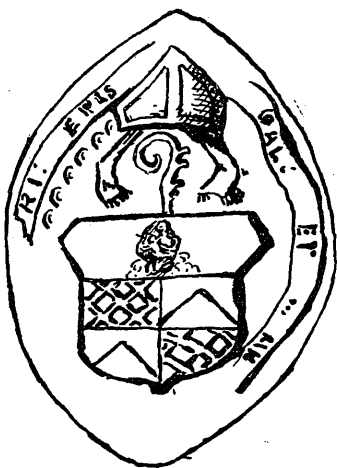


Fig. 26. — Sceau de Martin Cuper.

« Et tandisque les abbés prédicesseurs en lad. maison, à leur assomption de preslature, pour payer le vacant à Rome, avec l'expédition de leurs bulles, ont chargé led. maison de plusieurs pensions, dont elle est encore présentement chergée pour fournir aus dépens d'icelle, Monseigneur moderne a payet pour le vacant à Rome et expédition de ses bulles la somme de six mille dyx livres, sans avoir chergée lad. maison d'ung seul denier (2). »

Dès qu'il fut nommé au monastère, Cuper adopta de nouvelles

(1) Arch. du Nord, série H, liasse 31.

(2) Arch. de Mons, abbaye de Saint-Landelin.

armes ; son sceau (1) porta : une madone en chef ; au 1 et 3 d'azur à 6 pièces (le blason de l'abbaye) ; au 2 et 4... ? Il prit pour devise « Tempora, Tempore, Tempera » (2), attends le moment, agis à temps, modère-toi. Devise bien digne d'un des plus remarquables abbés du monastère de Saint-Landelin.

Avant la Révolution, le portrait de l'évêque existait chez les Carmes à Anvers, chez ceux de Malines et de Grammont ainsi que chez le comte de Cuypers à Bruxelles.

A Malines, dans la chambre des hôtes, au couvent des sœurs noires (*alias* des sœurs grises), dans la salle de réception, on voyait un vitrail aux armes du Prélat avec sa devise et la date de 1549 ; et un autre vitrail avec le blason de son frère Pauwel de Cuypère et es de sa seconde femme, Jeanne Baëls (*alias* Boëls). Tous ces mémoires ont disparu avec l'église qui fut détruite en 1800 (3).

Selon la coutume, Martin se fit présenter les comptes de l'année courante et établit l'état de la maison (4), qu'on peut résumer en ces mots : l'abbaye manque des objets de première nécessité ; ses édifices tombent en ruines ; elle est chargée de pensions et de dettes ; elle est obérée de 22,702 l. 3 p. ob., réparties comme suit.

Il est dû :

A Louvain plus de 7.000 l. ;

A Huy diverses dettes et « les despens funéraulx » de l'abbé, ci 8,300 l. ;

A J. de le Cambre 3.173 l. 18 s. 7 d. 3 p. ;

Aux exécuteurs testamentaires de feu Mgr Hughes de la Capelle 4,435 l. 3 s. 5 den. obole ;

Au receveur du clergé du Hainaut pour les années 1546-1547 1,709 l. 7 s. ;

A Gilles de la Samme (seigneur de Quiévrechain) pour le dernier terme de ses subsides 602 l. 10 s. ;

A Lermigart pour les pensions des années 1544, 1545, 1546 et 1547, 780 l. ;

A T. Frassent des vins eus et beus à lad. maison 860 l. ;

A Germain, tailleur des « ymaiges à Mons pour le perpay des fourmes » (stalles) de l'église de lad. maison, 2,200 l. ;

A D. P. Boucquehault pour le drap que D. J. de le Croix trépassé avait eu pendant sa maladie, et à divers, 897 l. ;

A G. Brongnart, avocat, 115 l. 18 s. ; etc., etc...

« Sans y faire drocy mention » de diverses menues dépenses.

Somme totale des dettes 22,702 l. 3 p. obole.

(1) Trouvé appendu à un parch. aux Arch. de Mons, fonds de l'abbaye de Crespin. — *Item* à un parchemin aux Arch. de Condé, GG 92. — Le chef de l'écu est la Madone, le 2 et 4 illisible.

(2) *Omnia tempus habent ; et sic bene temperat ille — Tempora temporibus, dixit ut ille benè* (Brasseur, *sydera illustrium* Hann. script.).

(3) Renseignements dus à la bienveillance de M. F. Donnet, archiviste d'Anvers.

(4) Cuper établit un cartulaire en 1565 et en 1569. — Cf. pièces justif. n° 26.

Au verso de cette pièce il est porté :

« Martin a trouvet les édifices caducques, tellement que pour la première année il a fallu ériger une grange toutte neuve, pour laquelle il a déboursé ung bon denier comme il fait pour les autres réfections et édifices.

« Rien n'a esté trouvet en meubles d'argent et ung bien peu en meubles d'estain.

« Item a esté trouvet ung seul lit avecq deux vieses courtes sans linceulx et généralement n'a esté trouvet en lad. maison une seule pièce de linge ayant la grandeur d'une demy paulme (1). »

Sans discuter la valeur de ce document, dont la fin paraît en désaccord avec l'inventaire cité plus haut, il est nécessaire de faire remarquer : lorsque Ant. de Ligne commença à gouverner, le 25 mars 1557, l'abbaye était obérée de 10,817 l. 13 s. 18 d. ;

Quand. le 12 août 1539, Robert de Croy prit en mains l'administration du monastère, il déclara l'abbaye chargée de 10 à 12,000 l. de dettes ;

Enfin, lorsque Cuper arriva à Crespin il déclara : « Plusieurs de mes prédécesseurs ont chargé la maison de pensions pour payer leurs services. »

La dette du monastère fut augmentée des dépenses faites par l'évêque de Cambrai pour réparations urgentes à l'église, aux édifices et aux fermes. Ces dépenses, ajoutées aux dettes trouvées par de Ligne à son arrivée, ont créé un déficit de 22,702 l. ; et ce passif ne doit pas être entièrement imputé à D. Antoine qui ne gouverna le temporel qu'un an et demi environ.

En ce qui concerne « le peu » que le nouvel abbé déclare avoir trouvé à son arrivée au monastère, il manque un détail qui eût donné beaucoup de clarté : l'ensemble des objets rapportés de Bruxelles (2). Cet ensemble, quoique de peu de valeur, ne représente pas une pénurie telle que semble le dépeindre la charte que nous venons de citer. Est-il bien question de l'abbaye absolument dépourvue de tout ? Ne s'agit-il pas plutôt d'un quartier de la maison, celui de l'abbé ou des hôtes, par exemple, ou d'un refuge, voire même de la chambre qu'occupait à Huy D. Antoine ? C'est en cela que consiste le problème.

Il est néanmoins certain que Cuper trouva des édifices « caducques » et une situation obérée. Il se mit aussitôt à l'œuvre, construisit une « neuve grange », répara plusieurs édifices et couvrit en majeure partie ces dépenses de ses propres deniers (3).

Remarquable par sa piété, sa science et sa sagesse, « l'ornement du clergé », Martin prêchait par ses exemples et par ses conseils (4). Ayant été dans la Basse-Allemagne, en qualité de provincial, chargé de diriger de nombreuses maisons de l'ordre du Carmel où fleuris-

(1) Arch. de l'Etat à Mons, Abbaye de Crespin.

(2) Voir p. justif. n° 20.

(3) Voir plus haut.

(4) *Opera adimplebat qucd sermone docebat* (Raissius).

sait la vie monastique, l'abbé était bien l'homme providentiel pour restaurer l'abbaye de Crespin tant au spirituel qu'au temporel.

Cuper avait été élu avec l'assentiment de tous les moines de Crespin ; et ceux qui le connaissaient et qui portaient intérêt au monastère avaient salué ce choix avec allégresse, persuadés que l'abbaye serait bientôt replacée dans la bonne voie qu'elle avait trop longtemps quittée (1).

Cette espérance ne fut pas déçue et bientôt on vit la régularité et l'observance religieuses remises en honneur dans la maison de Saint-Landelin (2).

Pour mieux atteindre son but, Cuper visitait souvent son ancien condisciple, Louis de Blois, abbé de Liessies, avec lequel il était lié d'une sainte amitié. Les conseils de cet ami lui étaient d'autant plus précieux qu'il s'était trouvé aux prises avec les mêmes difficultés (3).

§ 3. — *Cuper à Valenciennes. — Il exerce le ministère épiscopal. — Il accompagne les restes de Charles le Téméraire de Nancy en Flandre. — Le cérémonial.*

En 1549, le Prélat assista à une cérémonie extraordinaire : le jeudi saint, 3 avril 1549, l'évêque de Cambrai bénit dans l'église de Valenciennes « les Saintes Huiles de l'Extrême-Onction, huiles sacrées et saintes cresses ». Robert de Croy avait l'abbé de Crespin pour diacre. Cette cérémonie attira dans l'église une foule si considérable qu'elle fut comble « tant par bas qu'en galleries d'en hault et durant que cet office se faisoit ou carillonnoit par toutes les églises de la ville » (4).

Le 12 avril 1550, Martin Cuper accorda 40 jours d'indulgences « à tous ceux qui... visiteront la chapelle de Sainte-Croix à Cambrai et les trois autels que l'on y a élevés et y feront une offrande « pour son entretien le jour de sa dédicace, le 2^e dimanche après Pâques, à chacune des fêtes de Sainte-Croix et à chacune des solennités de la Sainte Vierge » (5).

En 1549, Cambrai et ses environs furent ravagés par les armées de Henri II et celles de Charles-Quint. La ville épiscopale fut mise en état de siège le 24 juin et prise d'assaut le 3 juillet. L'évêque

(1) *Conventus non solum assensu, verum omnium lætitia et spe quod monasterium hoc de integro instaurandum iri foret, abbas Crispinii eligitur* (Raissius).

(2) *Hujus cœnobii habenas subtraxit religiosos ad sanctioris vitæ institutum reduxit* (Raissius).

(3) *Magna cum abbate Lætensi familiaritas, sanctaque et amica dilectio... Augebat hanc mutuam amicitiam in dirigendis et pascendis ovibus sibi creditis, zelus promovendi cultum Dei, ac disciplina monastica* (Raissius).

(4) Simon Leboucq, Hist. eccl. de Valenciennes.

(5) Devillers, descript. des cartul. du Hainaut, t. VIII, p. 80.

Robert de Croy, avait formé une petite armée de volontaires pour la défense de sa ville ; parfois il s'était mêlé aux soldats, mais, malgré tous ses efforts, il avait été forcé de s'éloigner (1).

Pendant l'absence de Robert de Croy, Cuper exerça le ministère épiscopal ; à plusieurs reprises on le trouve à Anvers ; au mois de mai 1559, il consacre l'église de Machelon lez Vilvorde (2).

**

Quelques mois plus tard, Marie, gouvernante des Pays-Bas, sœur de Charles-Quint, confia à Cuper une noble mission.

Charles le Téméraire, duc de Bourgogne, avait été tué à Nancy, lors du siège de cette ville en 1477 et avait été inhumé dans l'église collégiale de Saint-Georges. Marie et Charles-Quint se décidèrent à faire rentrer en Flandre les restes de leur glorieux ancêtre. La gouvernante des Pays-Bas chargea l'abbé de Crespin, le 26 août, de se rendre à Nancy, de faire l'exhumation et de « transférer de Lorraine es pays de par deçà les ossemens de feu, de « très recommandée mémoire, le duc Charles de Bourgogne ».

A l'occasion de cette cérémonie, la sœur de l'Empereur écrivit à l'évêque de Chalcédoine :

« Vous ferez provision d'un charriot portant couverture de drap
« noir pour y mettre le luyseau (3) avec lesdits ossemens, cou-
« verts de velours, avec une croix de tafetas ou damas blanc par
« dessus ; et au milieu sur le coffre et luyseau y aura un carreau
« de velours noir sur lequel y aura l'ymaige du crucefix, et deux
« religieux ou prestres séculiers, l'un à l'entrée dud. charriot
« et l'autre derrière, habillés de noir, priants pour les âmes des
« trespassez.

« Vous envoyerez devant où vous logerez pour le soir, afin que
« l'église soit ouverte à vostre venue, pour en ycelle mettre reposer
« la nuit led. corps et ossemens sur tréteau, et aux deux extré-
« mités deux cierges ardants, où lesd. religieux ou quelques au-
« tres personnes de vous commissaires demeureront toute la nuit
« pour la garde dud. corps et ossemens et prier Dieu pour les âmes
« des trespassez.

« Quand vous viendrez aud. Luxembourg et partout ailleurs
« sous l'obéissance de l'Empereur, vous ferez sonner les cloches
« où vous arriverez, afin que le peuple soit incité à prier pour les
« âmes des trespassez.

« Tous les matins, avant de partir au lever dud. corps et osse-
« mens des églises où la nuit il aura été, vous ferez célébrer bien
« et dévotement une basse messe de Requiem ; et après icelle, sur
« le tombeau, vous ferez dire un *De Profundis* avec la collecte et
« aspersion d'eau bénite. Item en passant chemin par les cloîtres
« et monastères estans es lieux où led. corps et ossemens seront
« menés sur le midy et au soir ferez faire prières et oraisons pour

(1) Bouly, hist. de Cambrai.

(2) Wauters, hist. des environs de Bruxelles, t. III, p. 94.

(3) Cercueil.

« les âmes des trespassez et leur ferez quelque aumosne à vostre discrétion. »

La régente, en traçant à Cuper le cérémonial religieux, notifia en même temps à de Bellenville, roi d'armes de la Toison d'Or, ce qui concernait le faste profane. Elle le chargea d'emporter une « coste d'armes dud. feu duc de Bourgogne, estant faicte de soie, « enrichie et estoffée de filletz d'or et d'argent, et pointures selon « l'exigence des armoiries dud. feu duc. Pareillement il avoit le « chapeau ducal, les colliers de l'ordre, qui devoient estre portés « par des hommes d'armes, en entrant dans les villes en grande « solennité ». De Bellenville avait aussi emporté les écussons aux armes de Charles le Téméraire et réservés pour orner les cierges que devait porter le clergé dans cette solennité.

« Le sieur fut pareillement pourvu d'un beau charriot brans-
« lant attelé de iiij chevaulx bien accoutrés et en ordre et tout
« couverts de fin drap ; et le charton et le harnas desd. chevaulx
« pareillement tout en deul pour en iceluy charriot reposer et
« mestre le luyseau. »

L'abbé de Crespin arriva à Nancy le 19 septembre vers midi et dressa une sorte de procès-verbal destiné à Marie, contenant ces détails :

« Le luyseau que l'on trouvoit y avoir esté, estoit pourry. Après
« avoir faict le trou plus grand, l'on a trouvé les ossemens de la
« teste dont les machoires du costé senestre estoient rompus de
« forche ; sont aussy esté trouvés les ossemens des brachs, costez
« et jambes et pareillement de l'echine ; mais, quant aux mains et
« pieds, n'ont esté trouvés quelques ossemens ni d'aucuns petites
« costes que l'on estime estre consommés, parce que le tout at esté
« trouvé en terre fort humide. Et ainsi que petit à petit l'on a
« trouvé lesd. ossemens, iceux tous entachiés de terre, sont esté
« mis en ung blancq linge et atout icelluy linge mis en un nou-
« vel luyseau de bois. »

L'exhumation terminée, le 22 septembre à la chute du jour, Cuper et son cortège quittèrent Nancy ; arrivés dans un village distant d'environ deux lieues de la ville, ils firent halte et y logèrent. Le lendemain, dès la première heure, tous se mirent en marche et arrivèrent à Metz un peu avant 2 heures, alors qu'ils n'étaient attendus qu'à 3, ce qui désorganisa quelque peu la solennité préparée.

Deux jours après le départ de Nancy les envoyés de la régente arrivèrent à Thionville ; dans le cortège qui vint à leur rencontre figuraient tout le clergé, le prévôt et les hommes de loi, chacun « ung chiron à la main ou avec un torsse armoryée des armes de « mondict feu seigneur le duc de Bourgogne ».

L'après-midi, vers 2 heures, toujours en suivant le cérémonial prescrit, l'escorte se dirigea vers Luxembourg où elle fut reçue le soir à 7 heures, et où elle logea chez les Cordeliers.

Enfin elle se remit en marche et arriva à Bruges « où tous ceulx
« du magistrat, la noblesse de lad. ville avec l'ordre ecclésiast-

« tique vinrent au devant du corps ; et le lendemain se firent illec
 « nouvelles exèques plus solempnelles et avec plus grand pompe
 « que devant. Et fut led. corps mis et reposé devant le grand autel
 « de l'église Notre-Dame du costé droit de la tombe de Dame
 « Marie, fille unique dud. seigneur duc, où depuis on a fait faire,
 « suivant l'ordonnance du Roy, une bien hounourable et riche
 « tombe d'errain dorré avec la représentation dud. duc en armes,
 « avec manteau et chapeau ducal, et la tombe autour, enrichie et
 « ornée des quartiers de sa descente estant beaucoup plus belle et
 « plus riche que la tombe de lad. feue dame Marie » (1).

Sur ce sujet nous avons trouvé dans l'Inventaire analytique des Archives départementales du Nord :

« Du 1^{er} janvier au 31 décembre 1550 : ...Compte de Robert de
 « Bouloingne, recepveur général des finances de l'Empereur... »
 Les dépenses pour le transfert des restes du duc de Bourgogne s'élevèrent à la somme de 1,282,860 l. 19 s. 2 den. tournois. Les principaux articles qui nous intéressent sont les suivants :

« ...1,208 l. 18 s. 1 d. à Messire A. de Beaulincourt... en rem-
 « boursement de semblable somme payée et déboursée avecq Mar-
 « tin Cuperus, évêque de Calcédoine, abbé de Crespin..., pour
 « s'être transporté à Nancy, quérir les ossements de feu le duc
 « Charles de Bourgoigne et les ramener au mois de septembre et
 « les mettre aux cordeliers illecq...

« Item aud. évêque de Calcédoine pour 25 jours qu'il a vacqué
 « aud. voiage à cinq chevaux qui au pris de 16 pattars pour cha-
 « cun cheval durant onze jours qu'il a esté hors de Luxembourg,
 « valent 111 livres... (2) »

Enfin, ajoute une note, « Martin Cuper avait accompagné les
 « restes de Jean de Luxembourg, roi de Bohême. Son corps fut
 « d'abord déposé dans l'abbaye de Valloires pour être ensuite trans-
 « féré dans le Luxembourg » (3).

(1) Wauters, Hist. des environs de Bruxelles ; Arch. du Royaume de Belgique, recueil de pièces des xv^e et xvi^e siècles, p. 201-210. — *Item* Raissius.

(2) Bibl. Nat. Paris, Inv. anal. des Arch. dép. du Nrd, reg. B 2482. — *Item* Inventaire série B, Chambre des comptes de Lille, recettes générales des finances, t. V, pp. 154, 155, 156 et 157.

(3) *Idem.* — N.-B. : Jean de Luxembourg, roi de Bohême, avait prêté secours au roi de France, Philippe de Valois ; il fut tué à la bataille de Crécy en 1346.

§ 4. — *Ouverture du synode de Cambrai. — Discours de Cuper. — Il siège dans les conseils publics, les Etats généraux. — Il est présent à l'abdication de Charles-Quint.*

L'abbé de Crespin n'assista pas au « nouvelles exèques solennelles » des restes de Charles le Téméraire ; il avait hâte de rentrer à Cambrai pour le synode diocésain.

Dès le 6 août, R. de Croy avait convoqué les abbés, abbesses, prieurs, prévôts, doyens et chapitres de son diocèse à un synode qui devait s'ouvrir à la Saint-Rémy 1550 et dans lequel devait être discuté le projet d'Augsbourg.

Comme vicaire général et en qualité de suffragant, Martin Cuper avait sa place marquée dans ce synode.

Le 1^{er} octobre, bien avant l'heure fixée, la foule se massa dans la grande cathédrale de Cambrai ; le Synode s'ouvrit par le Saint Sacrifice de la Messe qui fut célébré par Robert de Croy, ayant pour diacre Martin Cuper et pour sous-diacre l'abbé du Cateau.

Le prélat de Crespin fut choisi pour prendre la parole en cette solennelle circonstance de l'ouverture du synode. Dans son exorde, l'abbé exposa la triste situation de la société ; la charité, la piété, la pureté des mœurs, dit-il, s'étiolent ; tout s'affadit et déjà ces monuments élevés par la doctrine du Christ ne présentent que des ruines ; surtout quand on considère l'apathie des chrétiens qui donne à l'impiété une audace qui bientôt ne connaîtra plus de fin.

En présence de cet état de choses, d'après les uns, il n'y a qu'un remède, un concile général ; d'après les autres, de nouveaux décrets ne sont pas nécessaires et la bonne observance des anciens suffirait.

La vérité ne se trouve ni chez les uns, ni chez les autres ; ce qui est nécessaire, c'est le devoir accompli par chacun selon son état ; c'est-à-dire qu'il faut : 1^o que les pasteurs soient de vrais pasteurs, remplissant les graves obligations de leur charge et 2^o que les ouailles acceptent leur parole autorisée en se soumettant à leur sage direction.

Telle est la division de cette instruction qui soutint l'attention de l'auguste auditoire et qui produisit la plus heureuse impression.

**

En toutes circonstances, le prélat distribua sans faiblesse la saine doctrine catholique, comme le témoigne cette lettre que, le 14 août 1568, le prévôt Morillon écrivait de Bruxelles au cardinal de Granvelle :

« ...Tous les jours se découvrent de plus en plus les actions du comte d'Efmond... Le suffragant de l'archevêque de Cambrai, Martin Cuper dit Cuperus, m'en conta hier une qui est notable, assavoir que par cy-devant il luy at demandé pourquoi l'on ne polroit icy tenir la confession d'Ausprach ? Sur ce que l'autre répondit que ce serait la ruyne du pays et de la religion, le comte d'Efmond demanda s'il y avoit articles si exorbitantz et

« desrogantz à nostre sainte foy ? L'autre luy en déclaira aulcunqz
 « (plusieurs) et comme lors quelcun survint qui rompit le propos,
 « le comte ne faillit à la première occasion de rechief assaillir son
 « homme luy remontrant le peu de soing que le Roy tenoit du
 « pays, quel estoit le gouvernement de votre Ill^e seigneurie et qu'il
 « estoit heure que tous les gens de qualité tinsent la main au
 « remède, requerrant l'autre d'y entendre, estant homme si prin-
 « cipal. Il respondit que on luy faict entendre en quoy l'on vouloit
 « qu'il servist au publicq et qu'il s'y emploieroit autant que son
 « devoir luy pourra échoir. Mais Mr d'Efmond ne voulut jamais
 « rien déclairer ni particulariser... (1) »

Apôtre infatigable, pendant une vingtaine d'années, Cuper siégea tantôt dans les conseils publics de la Province, tantôt aux Etats généraux du Hainaut (2).

Mêlé à toutes les graves questions publiques et religieuses, l'abbé se trouva en relations avec les hommes les plus éminents du clergé et de la noblesse (3).

La réunion la plus solennelle à laquelle il assista fut celle de l'abdication de l'empereur Charles-Quint, le 25 octobre 1555 (4).

§ 5. — *Charles-Quint protège le monastère de Saint-Landelin.*
L'abbaye taxée d'une redevance à cause des guerres. — Désastres.

Charles-Quint, en remettant la couronne à son fils, a dit qu'en toutes choses « il ne s'estoit jamais proposé d'autre fin que la défense de la religion »... « La sauvegarde espécial » qu'il accorda à l'abbaye de Crespin nous en fournit une preuve.

Le 28 novembre 1553, l'Empereur rendit cette ordonnance :

(1) Correspondance du Cardinal de Granvelle, lettre CV, Chron. Belges, Bibl. Nat. Paris ex Ms Bibl. de Besançon, t. V, f^o 124.

(2) Cuper siégea aux Etats du Hainaut les : 15 février et 13 août 1553 ; 25 octobre 1555 ; 15 octobre 1557 ; 5 mai, 21 juillet, 15 août et 18 novembre 1558 ; ... avril, 12 juin et 13 juillet 1559 ; 4 mars 1560 ; 14, 18 janvier et 18 août 1561 ; 10 septembre 1562 ; 6 septembre 1563 ; 1^{er} août 1564 ; 15 mai 1566 ; 18 novembre 1567 ; 14 mai 1568 ; 1^{er} novembre 1568 ; 4 mars, 14 avril et 14 novembre 1569 ; 30 mars, 26 juin et 28 juillet 1570 ; 20 août 1571. — Cf. tableau des anciennes assemblées nationales de la Belgique dressé d'après les renseignements fournis par les dépôts d'archives de l'Etat et de la ville de Mons. — *Item* Inv. des archives des Etats de Hainaut, par L. Devillers.

(3) Es mois de novembre et décembre 1569, acte d'union du clergé du Hainaut aux deux autres ordres des Etats de ce pays ; Présents... Cuper... (Inv. des Etats du Hainaut L. Devillers).

(4) « Par lettre du 13 octobre, Charles-Quint fit connaître aux Etats du Hainaut son intention d'abdiquer et de renoncer solennellement au gouvernement des Pays-Bas, en présence des principaux seigneurs et des Etats qu'il chargeait d'envoyer leurs députés à Bruxelles. Martin Cuper, Abbé de Crespin, fut l'un des députés du clergé. » (Archives de Condé, GG 90.)

« Charles, empereur des Romains..., comte de Flandres..., de
 « Hainault..., à tous nos lieutenans, capitaines... sçavoir vous
 « faisons que... par cestez avons prins en nostre protection especial
 « l'abbaye de Crespin, avecq les familiers, serviteurs, officiers et
 « paisniers..., les maisons, censes, terres, rentes, possessions, et aul-
 « tres biens quelsconques à la tuition (protection) de leurs person-
 « nes et conservation de leur bon droit, et avons aux supplians
 « accordé qu'ils porront affixer nos blasons et penoncheaulx
 « armoyés de nos armes aux portes et huys de leur monastère de
 « Crespin. Vous interdisant expressément et à chacun de vous de
 « loger ne souffrir loger aucuns de vos gens de cheval ou de piét
 « au cloistre ne en la maison desd. exposans suyvant nostre der-
 « nière ordonnance faicte sur la conduite desd. gens de guerre
 « et sy vous ou aucun de vos gens y estiez loger vous ordonnons
 « incontinent desloger et faire desloger tous autres. Nous voulons
 « en outre que ayez à garder et deffendre lesd. supplians, leurs
 « maisnies et biens de toutes foulles, injures, forces et oppres-
 « sions lesquelles si vous trouvez leur estre ou avoir esté faict
 « contre et au préjudice de cestre nostre sauvegarde, les remectez
 « sans delay au premier estat deu. Ne prenez ou souffrez prendre
 « en icelle maison aucuns vivres, fourraiges, ou autres biens y
 « estans pour la provision ordinaire... et commandons à chacun
 « de vous que à la requeste desd. supplians, publiez et faictés
 « publier par tous ès mectes (limites) de vostre office, ceste présente
 « sauvgarde et laissez lesd. supplians paisiblement joyr... Car
 « ainsy nous plaist-il... » (1).

Cette protection, toutefois, fut précédée et suivie d'impositions.

Les rivalités de Charles-Quint, de François 1^{er}, etc., avaient engendré des dépenses inouïes et nécessité de nouvelles redevances envers le trésor.

Un notaire royal et un chargé d'affaires du monastère ayant informé l'abbé de Crespin que son couvent était grevé d'une rente, Cuper fit ses observations au tabellion :

« Compère, j'ay rechupt vos lettres et celles de Thiery du
 « Mont (2), mais je ne puis avoir apaisement, tellement que je ne
 « scarroye que escrire ou respondre. Je porte si bonne affection
 « et vouloir par devers Sa Majesté pour l'assister aux présentes
 « affaires que personne pourroit porter, mais où trouvera-t-on
 « l'argent ? Personne ne veult acheter, ne prendre obligations pour
 « emprunter, ne donner argent, à pension, comment le fera-t-on
 « doncques ? Il me semble que les commis ne debvoient avoir pris
 « regard à la pention de Monseigneur trespasé, car elle estoit

(1) Coll. Moreau, t. 265, pp. 115 et 116. — Arch. de Croy, pièce orig. en parch., carton 71, p. 125.

(2) Th. du Mont avait été nommé en 1539 administrateur du temporel, de la justice et bailli de Crespin par R. de Croy. — N.-B. : en 1552, Du Mont était bailli du monastère de Crespin (Coll. Moreau, t. 265, p. 180).

« assise par la Roynie (1) et plus haulte que la maison n'eust sceu
« porter avecque les debtes et aultres charges.

« J'ay païet pour le vacant et l'expédition des bulles à Rome trois
« mille carolus ;

« J'ay païet tous les debtes de mon prédécesseur à Louvain, qui
« montoient autour de cinq mille carolus ;

« J'ay païet autour de VIc carolus que nostre maison restoit au
« prinche ;

« J'ay païet IIIc carolus pour les vins que domp Anthone le Fort
« devoit à Valenchiennes, sans encore pluyseurs grosses sommes,
« lesquelles je ne scey escrire par cœur ;

« J'ay fait beaucoup des réfections et réparations à la maison ;

« A quoy les biens de la maison ne peuvent du tout satisfaire,
« et que plus est, j'ay employé du nostre plus de trois mille carolus
« pour garder l'honneur de la maison.

« Par quoy il me semble que T. du Mont n'a pas fait comme
« ung vray amis. Là où la maison est si caducque et attendons ung
« grand coup touchant le procès de Quièverchin.

« De nouvelles n'en avons rien certain touchant l'Empereur, car
« de jour à aultre, on apporte de nouvelles différentes...

« Escript à Brucelles, le 29 juin... » (2).

Cette réclamation de Martin ne porta aucun fruit. En effet, une
lettre de l'empereur Charles-Quint et de Philippe II, roi d'Espagne,
porte : création de rentes...

« Comme en l'an XVc cinquante deux pour furnir à l'entretène-
« ment des gens de guerre, que lors il nous convenoit de faire
« lever et d'avoir pour résister aux invasions du Roy de France et
« autres de ses adhérents, nos ennemis, voiant que les aides ne
« aultre revenu ordinaire ne extraordinaire ne y pooient à beau-
« coup près satisfaire par aucuns de noz députés avons fait requé-
« rir plusieurs prélatz, gens d'église, noz officiers, dames, damoi-
« selles, etc... de nous vouloir prester certaine gratieuse somme de

(1) Ceci prouve que la reine avait imposé au monastère une pension trop
onéreuse en faveur de D. Antoine.

(2) Arch. du Nord, liasse 15, orig. en papier. — *Item* Arch. de Valen-
ciennes. — N.-B. : Martin Cuper est à Malines le 28 juin 1552 ; Th.
Dumont, avocat du monastère, en résidence à Mons, l'informe que de
« l'autorité de la Roynie vient de luy baillié les instructions à l'endroit
« desd. emprunts pour prester à l'empereur... et d'en avertir les person-
« nages choisis pour fer leur pret... Le cayer at esté envoyé au receveur
« général de Haynnaut à M. Nicol du Terne et à moy... Semblablement,
« la plupart des prélats dud. pays sont informés pour leur contingent du
« prest... pour leurs deniers recevoir dedans 15 jours ou 3 semaines...
« Je vous assure que beaucoup de gens ne sont trop contens. Toutefois
« le temps requiert que nous nous aydions à garder... (3). Vous le pouvez
« bien aussi considérer ». — Cf. Arch. du Nord, liasse 23.

« deniers, à quoy ilz ont consenty... Les susd. rentes ont été assignées... au couvent et église Saint-Landelin de Crespin » (1).

Nous trouvons ailleurs que « l'abbaye de Crespin fut taxée en 1552 à la somme de 2.000 florins carolus » (2).

Force fut donc au monastère de se soumettre à cette obligation et, pour y satisfaire, le couvent fit un emprunt; le 1^{er} mai 1558, « il constitua au profit de J. d'Onnaing, une rente de 100 l. t., « pour avance qu'il a faite de 1.200 l. t. » (3).

Le 29 décembre 1568, il fut décidé de demander au clergé de coopérer à l'emprunt de 50.000 l. t. « levez par son Excellence pour la conservation et desfense du pays » (4). Martin Cuper, abbé de

(1) Inv. Anal. des Arch. du Nord, cart. B. 1821, 2^e reg. des constitutions de rentes 1553-1556 et série B, Arch. du Nord, t. III, p. 374 et 376. — N.-B. : Cette double mention dans l'inventaire semble indiquer ou deux lettres ou deux rentes.

(2) Arch. de l'Etat à Mons, abbaye de Crespin.

(3) Arch. de l'Etat à Mons, abbaye de Crespin.

(4) Au sujet des guerres de l'époque qui nous occupe, nous extrayons d'une correspondance adressée à Martin Cuper par le Sr Th. Dumont, avocat à Mons :

Le 17 juin 1552 — « Monseigneur — Pour nouvelle sa est icy que « Mgr de Lalaing et toute la gendarmerye est devant Ghuise et sy dist-on « que nos gens bruslent partout et que M. du Rielz fait de semblable de « son costé. Le roy et son armée est devant Yvois (aujourd'hui Carignan), « je crains qu'ils ne l'emportent. »

28 juin 1552. — « J'ay quitté Binche avant-hier, j'ay quitté les autres « Sieurs du Conseil fort empeschés pour la prise d'Yvois. Ce mesmes jour « il party avec la royne pour Avesnes, l'on dist qu'elle fut hier de retour. « La chapelle prochaine dud. Anvers est assiégée et frimée de nos gens. « Ils ont pris Vervins mais beaulcop des nostres y sont demorés, Dieu en « ait l'âme. L'on craint icy que nostre camp se rethire en Luxembourg, « auquel cas ne pouldriesmes d'estre visité par des franchois ainsy que on « leur a faict. »

27 septembre 1552. — « L'on dist icy pour certain que l'Empereur est « rethiré à Spire, pour coy, l'on ne sçait. »

18 novembre 1552. — « L'on dist icy que l'Empereur voet que le camp « de pardecha demeure enthier et que Mgr d'Enghien est prisonnier avec « un autre duc franchois, ni qu'avec eulx est demoré 100 hommes d'armes « devant Metz. esquels estoient sortis sur les pionniers fuyants les appro- « ches de la parte de l'empereur desquels pionniers ils en ont beaucoup. « occis et quant aux franchois, n'on sceu rentrer en la ville. »

28 novembre 1552. — « Mgr de Lalaing ayant receu des nouvelles m'a « dit ce matin que l'Empereur est en son camp à Metz qu'il se porte très « bien et en ayant veu vos lettres. La batterie ne s'estoit faicte jusqu'à « la datte de ses lettres. »

29 novembre 1552. — « Le seigneur de Bunicourt passa hier icy au « disner à (l'hôtel de) l'ange, il dist qu'il s'en va vers la royne pour lever « 5 à 600 piétons et que les franchois s'assemblent vers Ghuise fait à « craindre que ne nous viennent fer quelque... (p) durant ceste gelée. Le « roy franchois a requis les suysses d'être assisté de 15.000 piétons pour

Saint-Landelin, le 28 janvier 1569, emprunta une somme d'argent dont la rente annuelle se payait à titre de pension viagère à raison de 30 l. t. (1).

A ces impositions, nous ajoutons qu'au milieu des rivalités entre François 1^{er}, Henri II et Charles-Quint, le couvent de Saint-Landelin se ressentit du passage des troupes et subit de nombreux désastres.

La maison, « granges, estables, bergeries et édifices de la ferme « d'Harvengt furent ruynés et brulés par les ennemis franchois, « passans à Harvengt, l'an mil cinq cens cinquante quatre » (2).

Les fermes du Petit-Crespin et d'Harmignies furent, par contre, remises presque à neuf pendant les années 1554, 1555, 1557 et 1560 (3).

A la même époque, l'abbaye contribua à la reconstruction de l'église de Quérinaing incendiée dans les circonstances que nous allons rappeler :

« Lorque les ennemis franchois estoient campés devant la ville « de Binche (4); et icelle prinse et brulée par icculx, les manans « de Quérinaing tenoient fort à la thour et église dud. lieu, met-
« tant leurs biens et bestialles de nuict à icelle église.

« Et voyant lesd. manans que le camp desd. franchois approchoit
« ilz euerent quelque propolz et querelle par aucuns l'un contre
« l'autre, disant qu'ils se retiroient dud. fort comme ils firent lais-
« sant par eulx la thour et église ouvert.

« Peu après vinrent XV à XVI chevaucheurs avant coureurs fran-
« chois aud. Quérinaing en trouvèrent lad. église ouverte, monti-
« rent à lad. thour et boutèrent le feu dedans de sorte qu'elle fut
« brulée aussy lad. église et cœur.

« Et se lesd. manans se fuissent advisez de fermer lad. église et
« thour par dedans sortant par quelque verrière, jamais lesd. fran-
« chois neussent bouté le feu à lad. église.

« Depuis lesd. mannans ont édifié un nouveau cœur à nef.

« Et lorsque le camp du Roy nommé (Charles) sincq se rethira au

« faire l'empereur lever son camp de Metz, j'espère qu'ils viendront trop
« tard. Lesd. Suysses en ont accordé 10.000. »

27 mai 1553. — « Les espagnars de Cambray estoient encore hier à Cam-
« bray ayant de la part des bons mandé de revenir à Vallenchiennes, le
« Sr D. Loys, leur couronnel, Lalcalte et autres et que la fureur des
« mannans est fort appaisie qu'est signe pour brief partit dud. Cambray,
« ce que beaulcop de gens de bien désirent. Il revint hier en ma maison
« un gentilhomme du camp de Térouanne qui me dist que l'on est prest
« à se battre... que la venue desd. espagnars. Dieu voel que leur arrivement
« vous fache bon fruit. » — Cf. Arch. du Nord, liasse 23, série H.

(1) Arch. de Croy, cart. 73, p. 259.

(2) Arch. du Nord, fonds de l'abbaye de Crespin, série H, orig. en par-
chemin. — Liasses 2 et 9.

(3) *Id.*, liasses 3 et 23.

(4) La ville de Binche fut assiégée en 1554.

« lieu con dist le Mon Hauwe (1) emprès Vallenciennes, les enne-
 « mis franchois vinrent faire une course auprès dud. camp dont
 « ilz furent repoussez ; rethournant, vinrent aud. Quérinaing où
 « les manans dud. lieu tinrent bon contre eulx à la thour et église
 « tellement que lesd. franchois se rethirent bruslant le village.

« Quant au chœur nouveau fait, ce n'est guère de chose, et plus
 « hault que nestoit le vieulx. Et s'il estoit prisie par ouvriers.
 « cognoissans, l'ouvrage ne montrerait point à C livres, voër iiijxx
 « livres, car ils ont fait de viese etoffe une partie dune viese cha-
 « pelle que lesd. manans avoient achetez aux Jacopins de Vallen-
 « chiennes et deuit convint racheter aultres boes et ny avoit com-
 « modé aud. ouvraige par mauvaise conduite » (2).

§ 6. — *Cuper remplace Mgr de Croy. — Préside à la translation des reliques de saint Etton. — Cuper exécuteur testamentaire. — Au nom de l'Archevêque de Cambrai, Martin achète un bosquet. Il bénit plusieurs abbés et réconcilie plusieurs églises.*

Malgré les troubles de l'époque, Cuper continuait à se multiplier dans le diocèse.

Le « Cameracum » (3) et le « Monast. Bened. » disent : « l'abbé de Crespin a souvent remplacé les évêques de Cambrai ; toujours il a rempli ses fonctions avec honneur et à la satisfaction générale ».

En 1555, Cuper est à l'abbaye d'Anchin présidant l'élection de J. Lentaillieur ; peu après, il le bénit.

Le 2 janvier 1556, lors de la tenue du chapitre de la Toison d'Or à Anvers, Cuper célébra un service funèbre, dans la cathédrale, pour les chevaliers décédés (4).

Par suite des rivalités de l'époque, pour plus de sûreté, l'abbaye de Liessies fit transporter à Mons dans son refuge les restes sacrés de saint Etton ; quand tout danger parut conjuré, le Vénérable Louis de Blois obtint du pape Paul IV l'autorisation de faire la translation de Mons à Liessies des restes du glorieux Pontife. L'Abbé de Crespin eut l'honneur de présider cette cérémonie, au milieu d'un grand concours de peuple, avec tout l'apparat requis pour ces solennités extraordinaires. Le 26 juin 1556, il célébra la messe pontificale au refuge de Liessies et plaça les reliques de saint Etton dans une « nouvelle châsse en bois doré » (5). A cette occasion, le chef du grand apôtre de la Thiérache fut séparé du tronc et déposé dans un reliquaire spécial le 24 juillet 1556 (6).

(1) Monchaux ou Saint-Vaast-là-Haut ?

(2) Arch. du Nord, série H, liasse 28.

(3) *Series episcoporum*.

(4) Arch. d'Anvers.

(5) Une autre translation eut lieu sous Mgr Van der Burch en 1618.

(6) L'Abbé A. Delobelle, « Vie de Saint-Etton », donne le texte latin de la charte. — Cf. pièce just. n° 23.

L'abbé de Crespin ne put prolonger son séjour à Liessies, sa présence étant réclamée à Cambrai au chevet de l'évêque Robert de Croy qui mourut peu de jours après, le 31 août 1556.

Le dévouement que Martin Cuper avait témoigné à l'évêque de Cambrai lui mérita l'honneur d'être son exécuteur testamentaire.

En souvenir de R. de Croy, l'abbé fut aussi en 1570 exécuteur testamentaire de Hélène de Croy touchant le legs de 4.000 fl. carolus fait par cette dame à l'église paroissiale et à l'hôpital d'Armentières pour la fondation de messes et l'entretien de 2 lits (1).

**

Maximilien de Berghes (2), nommé au siège de Cambrai (1556), fut vite instruit des hautes qualités de son suffragant ; aussi, à peine élu, le chargea-t-il d'entrer en négociations avec les héritiers de l'évêque défunt, et, « au nom de Maximilien, l'abbé de Crespin » acheta pour 18.000 carolus d'or les terres de la Feuillée et de « Montay, avec leurs héritages, édifices, le bosquet de Montplaisir, « le moulin et autres appendances et dépendances desd. seigneurs » (3).

Sous ce nouveau prélat, l'évêque de Chalcédoine continua son apostolat avec le même zèle et la même sagesse.

En 1557, le 1^{er} août, Cuper bénit au monastère de Crespin D. Jean Pelet, élu abbé de Saint-Aubert à Cambrai. Sans pouvoir l'affirmer, nous croyons pouvoir dire que Jean Pelet était de la famille d'un des derniers abbés de Saint-Landelin (4) ; de là vint que le nouvel élu choisit cette abbaye pour le lieu de sa bénédiction et Cuper comme évêque consécrateur.

Le prélat, après avoir célébré les obsèques de Charles-Quint, assista à l'installation de Philippe II comme comte du Hainaut en 1558. L'année suivante, il consacra à Liessies un nouveau chœur bâti par Louis de Blois (5). Il fut chargé par la duchesse de Parme de s'occuper des abbayes de Saint-Amand et de Cambron vacantes (6). A Cambron, Cuper, accompagné de son ami, Louis de Blois, présida l'élection de l'abbé Guillaume de la Court (7).

L'an 1561, l'évêque suffragant assista à Malines, le 8 février, au sacre de Pierre Curtius, évêque de Bruges (8).

Lors de l'inauguration de l'Université de Douai, deux prélats fermaient la marche du clergé, Maximilien de Berghes et l'abbé de Crespin, son suffragant (9).

(1) Invent. des Arch. d'Armentières, GG. 93.

(2) Le siège de Cambrai fut érigé en métropole le 12 mai 1559.

(3) Bibl. Communale de Cambrai, Ms 1125.

(4) Dans plusieurs pièces, en effet, nous avons rencontré un religieux portant le nom de Jean Pelet.

(5) *Lætiensis ecclesiæ cimeliarchium*.

(6) Corresp. de Marg. d'Autriche avec Philippe II, 2, 11, p. 48.

(7) La Gallia Christiana, 2-III, p. 140.

(8) La Gallia Christiana, 2-V, p. 249.

(9) Hieron de France, Ms 8096, Bibl. de Douai.

C'est encore Cuper qui bénit l'église du monastère de Beliam, situé dans les environs de Mons ; qui visita l'abbaye de Saint-Denys-en-Brocqueroie, avec laquelle le couvent de Saint-Landelin avait établi une société de prières ; qui consacra l'église de l'abbaye de l'Olive (près Binche), en fixa la dédicace au premier dimanche de septembre (1) ; bénit une chapelle à Mons (2) ; dédia et consacra le nouveau chœur de Saint-Géry à Cambrai en 1563 (3).

La même année (1563), l'abbé de Crespin concéda à l'église de Kiél-les-Anvers le droit de baptêmes et d'enterrements.

Après les excès commis par les iconoclastes, en 1567, Cuper réconcilia à Anvers et dans les environs de la ville bon nombre d'églises profanées (4).

Au mois de janvier 1565, l'archevêque de Cambrai, assisté de Martin Cuper, bénit D. Mathieu Moulart, abbé de Saint-Ghislain (5).

Le 24 juin 1565, Maximilien de Berghes ouvrit un concile provincial dans sa ville épiscopale. Dans cette assemblée furent communiqués les canons et les décrets du concile de Trente, auxquels adhérèrent solennellement l'archevêque et les évêques qui y assistèrent. Cette réunion fut remarquable par l'importance des matières qui y furent traitées et par les personnages éminents qui la composaient. Parmi eux, nous citons : les évêques d'Arras, de Saint-Omer, de Namur et de Chalcédoine (6).

Après le « saccagement » de l'abbaye de Crespin par les Gueux, en 1566, la troupe se dirigea vers Saint-Aybert et renversa la chapelle élevée sur le tombeau du saint. Par piété et reconnaissance, les fidèles réédifièrent ce sanctuaire que Martin Cuper, en 1568, dédia à la Sainte Croix, à la Vierge Marie et à saint Aybert. Pour la circonstance, il fut accordé aux fidèles 80 jours d'indulgences, partie par l'archevêque de Cambrai, partie par le suffragant Cuper. Cette indulgence pouvait se gagner à chaque solennité de la Sainte-Croix, de la Sainte-Vierge et de Saint-Aybert. La même faveur fut accordée pour le Vendredi-Saint.

Deux ans plus tard, en 1570, le mardi 29 août, mourait à Bergen-Zoom l'archevêque de Cambrai, Maximilien de Berghes, dont les dernières années furent profondément agitées par la révolte des Huguenots.

(1) Brasseur, Orig...., Hannon, p. 149.

(2) *Idem*.

(3) Hist. eccl. et civile de la ville de Cambrai par le chan. régul. de St-Aubert, Dupont, t. I, p. 117. — *Item*, Raissius..

(4) Arch. d'Anvers (*passim*).

(5) Monum. pour servir à l'hist. des prov. de Hainaut, Namur... (Chron. de St-Ghislain, par Baudry), t. VIII, p. 636.

(6) Le Cameracum, Introd., p. L et LI.

§ 7. — *Louis de Berlaimont, archevêque. — Cuper à Lobbes, à Vicoigne, etc. — Relief. — Foi et Hommages. — Différends.*

Au mois de septembre 1570, Louis de Berlaymont succéda à Maximilien de Berghes.

Martin Cuper continua, sous ce nouveau prélat, ses fonctions de suffragant ; nous le trouvons à Lobbes bénissant, le 19 novembre 1570, Ermin François, élu abbé de ce monastère (1).

Le 19 avril 1571, Robert Thievelin, abbé de Vicoigne, étant mort, les moines choisirent pour lui succéder le prieur Antoine Vermans d'Ath ; Martin Cuper présida la commission (2).

Au mois de mai suivant, il bénit P. Rollier, abbé de Saint-Denys-en-Broqueroie (3).

« Lorsque le roi rendit les privilèges à ceux de Valenciennes, « l'an 1574, on fit une procession solennelle générale ; la grand' « messe fut chantée en l'église de N.-D. la Grande par M. le prélat « d'Hasnon, assisté de M. le prélat de Crespin pour diacre... » (4).

★★

Nous avons suffisamment suivi Cuper dans son monastère épiscopal ; considérons-le maintenant dans son monastère : il travaille avec économie, répare les édifices, les fermes, construit de nouveaux bâtiments ; « cet évêque vivoit avec ses religieux et leur fit beaucoup de bien ».

Peu après son installation, le 21 mai 1549, le prélat de Crespin fit « relief de deux fiefs : l'un gisant au terroir de Maing, se com- « prenant en certains héritaiges, rentes d'argent, d'avaine et chap- « pons, qui vaut par an dix-huit fors blans de tournois monnoye « de Haynault, chincquante quatre livres, Le second se compren- « dant une portion de la disme de Baisieu aussy Marchipont et « la enthour, dont en temps passet on a eu de censse quarante « muys de grains, les deux pars de bled et le tierch avesne, mais « on en ra à présent que trente muys de grains et est ce fiefz tenus « par indivis, moitié du prince et l'autre du seigneur de Kieu- « raing » (5).

(1) Chron. de Lobbes.

(2) Arch. du Nord, série H, fonds de l'Abbaye de Crespin, orig. parch.

(3) La Gallia Christiana.

(4) Hist. ecclésiastique de Valenciennes par S. Le Boucq, p. 24.

(5) Coll. Moreau, t. 265, p. 29, note de D. Queinsert. — N.-B. : 1° L'en-tête de cette charte porte : « lettre de foy et hommage et relief fait par Cupère, abbé commendataire de Crespin. » L'acte au contraire porte : « Cupère, évesque de Chalcedon, abbé de l'église de St-Landelin. » Nous n'avons trouvé nulle part ailleurs cette dénomination de commendataire ; 2° Martin a fait le relief de ces deux mêmes fiefs en 1566, mais, à cette date, celui de Baisieux, Marchipont, était « vaillable par an 13 muys de bled et huit muys d'avaine, ensemble le bled à 10 liv. le muy et 60 s. le muy d'avaine, porte les 2.208 l. » (Arch. de l'Etat à Mons, cour féodale du Hainaut, cartulaire des fiefs de l'an 1566, n° 227, p. 577 ; 3° J. de St Genois, « Monuments anciens..., etc. », t. I, p. 315, dit que le second relief fut fait le 19 février 1565.

Par contre, M. Raisnier comparut par devant les hommes de fief du Hainaut et déclara qu'au mois de novembre 1551 Jean Raisnier, son oncle « prestre maistre ès ars », curé de Gussignies défunt, lui avait donné un fief situé à Eslouges dont la seigneurie appartient à l'abbaye de Crespin. Le 11 novembre 1555, il « rapporta dénombrement » de ce fief, le déclara « estre ample, se comprendre « en une maison, cambre, estables, granges, édifices, jardin enté « d'arbres, pourprins et entrepresure, sist à Eslouges, à froncq sur « rue, le rieu passant devant ». Ce fief, ajoute-t-il vaut 12 l. par an (1).

En 1565, le 28 novembre, le même M. Raisnier fait rapport et dénombrement (de ce fief d'Eslouges) et « cognoy le tenir en foy et hommaiges » de l'abbaye de Crespin (2).

La même année, les hommes de fief du comte de Hainaut dressèrent un acte par lequel « appert que J. Meurin de Maing, avoit « passé sa foy et hommage et fourni son dénombrement pour un « fief ample gisant aud. Maing, se comprenant en une maison, « grange, estable, jardin et hiretaige contenant d'entrepresure une « mencaudée, tenant... à la ruelle du Froit Manteau. Lequel fief « peut valoir dix l. t. chascun an, sauf le plus ou le moins se « trouvé y estoit au deseure des rentes, ce pourquoy led. J. Meurin « a fait ce présent dénombrement » (3).

**

Martin Cuper eut quelques démêlés : avec « les Filles » du béguinage de Valenciennes, le seigneur de Quiévrechain, les habitants de Crespin, etc.

L'an 1551, le 23 février, la cour de Mons prononça une sentence en faveur de l'abbaye de Crespin par laquelle « elle accorde à « l'abbaye, seul bailly pour icelle église, d'être autorisé de pou- « voir frapper leur colps (faire serment) à l'effet d'en conserver ses « héritaiges lors du cerquemanage (arpentage) qui devoit s'en « faire conformément à l'instance commencée par lad. abbaye et « pendante à lad. court contre les défenseurs A. Dufosset, N. Lefebvre, etc. » (4).

Lorsque ce procès fut terminé, les « lieutenans et échevins de « Crespin reçurent cette lettre : « Chiers et bons amys, — Nous vous « advertissons que nous avons visité au long certain procès entre « les religieux... de Saint-Landelain d'une part, allencontre des « demiselles du béguinage opposantes d'autre, sur lequel procès « avons rendu cette sentence deffinitive le V^e jour de décembre « XV c lj » (5) : le droit de requais est dû aux « abbé et religieux de

(1) Coll. Moreau, t. 265, p. 180.

(2) Coll. Moreau, t. 266, p. 236.

(3) Coll. Moreau, t. 266, p. 89.

(4) Coll. Moreau, t. 265, p. 89.

(5) Arch. de Condé, GG 91.

« Crespin contre les filles, curé et chapelain du béguinage de « Valenciennes » (1).

Un autre procès porte la date de 1552 ; il fut long ; il avait été intenté par le seigneur de Quiévreachain en 1534, au sujet du même droit de requais.

« Les légistes concluent au sujet desd. prétentions, en prouvant « d'après les comptes de l'église que jamais le droit de requais n'a « été payé aux divers seigneurs de Quiévreachain qui se sont suc- « cédés. Le seul droit que les religieux aient payé est celui de quint « ou de relief à la mort de certains abbés : Damp Nicolle du Parcq « qui trepassa l'an mil III^e XXXIII ; Damp Pierre Moreau, décédé « en 1510 et Damp Mahieu Le Clercq mort en 1519 » (2).

Et le 28 novembre 1552, Thiéry Dumont écrivait à Martin Cuper :

« Mgr, — aujourd'huy aux arrestz des plais de la court de Mons « s'est rendu le procès d'entre Gilles de le Same, seigneur de Kié- « verchin, plaidant allencontre de vostre abbaye, de manière que « led. Gilles est renvoyé et condempné de sa poursuite et plainte « par la forme et manière que faicte l'avoit et condempné à tous « despens. Ne vous sauroye advertir meilleure nouvelle car de 50 « ans la court de Mons ne s'est rendu plus grand procès ne de plus « grosse conséquence. Vous pouvez considérer que vous avez esté « servi du passé au mieulx que l'on a peu qui sera le fin » (3).

En 1545, les religieux avaient été en procès avec le seigneur de Quiévreachin ; les moines prétendaient à la « jouissance de cinq muids de bled de rente hypothéquée sur le moulin de Kiévreachin » (4).

Au mois d'octobre 1564, les moines de Saint-Landelin s'adressent aux membres du conseil du roi à Mons et « remonstrent qu'en « XV^e liiij ils avaient intenté procès allencontre de damoiselle C. « Chodin et la Vve Pamur, prétendant les débouter de xxviij huit- « télées 60 verges de terre gisantes sous le jugement de Kiévreachin, sur lesquels lesdis remonstrans recevoient chacun an cxj l. « v s. ix d. ». Ces dames ont été « renvoyées de leur soustènement » par le tribunal de Valenciennes le 19 septembre 1555.

De Valenciennes les « opposantes » en appelèrent à Mons et depuis lors le procès resta « pendant ». On en ignore la conclusion bien que les religieux aient fait observer que le « deu est affecté « au saint service divin », c'est pourquoi ils demandaient « que « par forme de provision, les héritiers... fussent contrains leur « payer onze années de lad. rente de cxj l. v s. ix d. escheue au « jour Saint-Rémy dernier passet XV^e et soixante quatre » (5).

En même temps que se discutait ce procès, deux autres étaient en

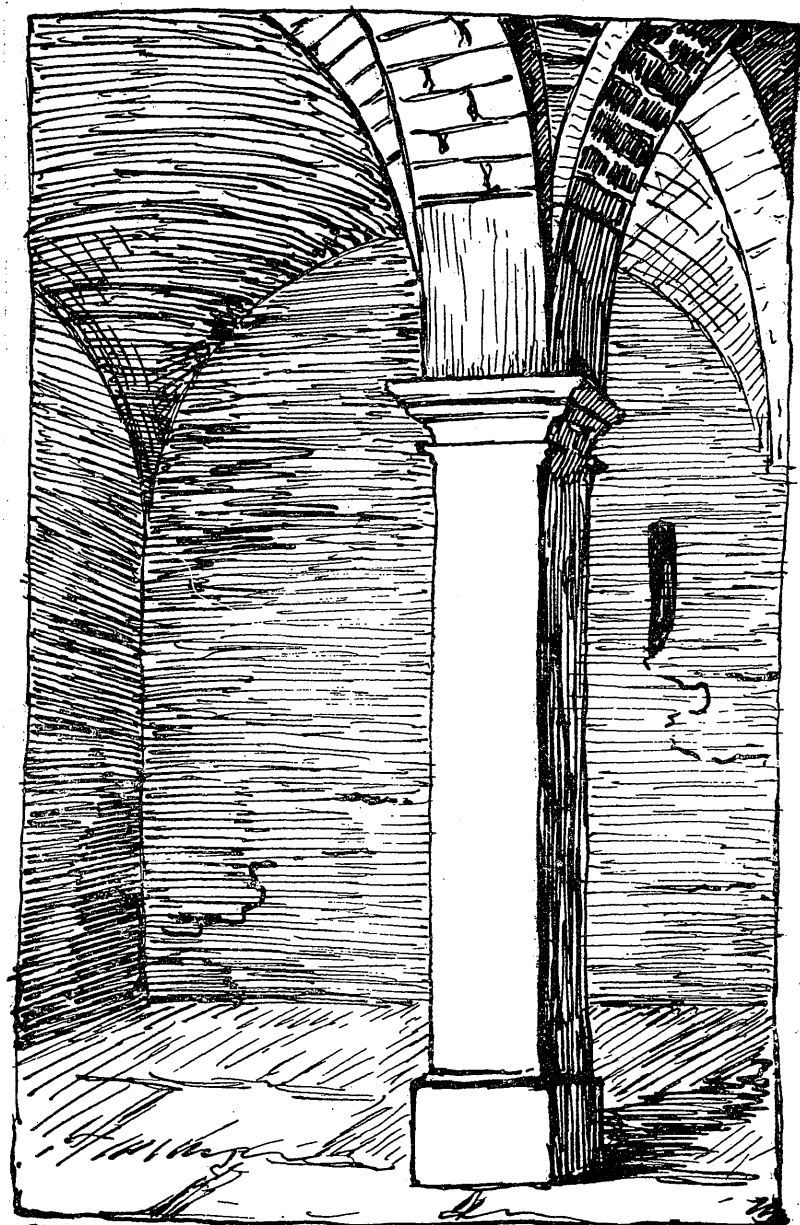
(1) Arch. du Nord, série H, liasse 26.

(2) Arch. du Nord, série H, liasse 12. — N.-B. : en 1519, Le Clercq se choisit un coadjuteur et mourut en 1534.

(3) Arch. du Nord, liasse 23.

(4) Arch. du Nord, liasse 22.

(5) *Idem*.



Dessiné par mad^{elle} Marg. Lombois - 1912.

Fig. 27. — Ferme de Quiévrechain (bergerie).
(état actuel)

cours, l'un appelé le procès du Corbeau dont nous ignorons l'objet, l'autre celui de la ferme de Quiévreachain.

Le procès du Corbeau se termina à l'avantage du monastère ; à cette occasion, le 12 janvier 1555, l'évêque de Chalcédoine réunit à sa table, au refuge de Valenciennes, ses amis, ses religieux, ses avocats, etc. (1).

L'issue du dernier différend nous est inconnue ; nous pouvons cependant exposer le fait : les bénédictins de Crespin possédaient à Quiévreachain une « court, maison, grange, estables, bercueries » et autres édifices, mareschausie, jardin et entrepresure, dedans « laquelle maison entre quatre bonnes (bornes) et encloz d'icelle » les moines avaient la haute, moyenne et basse justice, droit de morte-main, confiscation d'homicide, succession de serfs, batards, aubains, etc. D'après ceci, continue l'acte, « il appert que le plaignant n'est pas seul seigneur à Quiévreachain ».

Pour prouver leurs droits, les religieux rappelaient 1° qu'entre les 4 bornes qui limitent leurs biens, ils ont fait plusieurs exploits ; 2° qu'à l'occasion, certains individus ayant été poursuivis par la justice de Quévreachain « s'estoient venus réfugier et sauver en lad. maison et encloz d'icelle » avaient été abandonnés par les officiers du Sgr de Quévreachain ou par ses prédécesseurs, comme pour ce qui regarde les « œuvres de loy pour les héritages de main ferme tenus de lad. église ».

Si ces preuves sont insuffisantes, le seigneur de Quiévreachain peut consulter l'acte de donation passé par l'empereur Othon en 974. Dans le but d'avoir part aux prières des religieux, Othon a donné à l'église de Saint-Landelin 15 maisons ou censes situées à Ciply, 5 à Ghlin avec les mancipés, les serfs et plusieurs autres parties.

Entre autres faveurs, Othon permit à l'abbaye de choisir et de nommer un avocat, un bailli, un procureur ou mayer qui ferait les bans à Crespin, à Quiévrain, à Harmignies, à Quiévreachain, et à Villers (Saint-Ghislain) pour garder et « conquerre » les biens du monastère ; faveurs que personne de quelque « haulteur ou qualité qu'elle fuist y puisse bailler aucun trouble ou empeschement ».

Enfin, une dernière preuve est que la seigneurie de Quiévreachain lève sur tous les manans dud. lieu les droits de taille, de corvées et autres « débites », de sorte que s'il y avait un four à ban à Quiévreachain, tous les manants y seraient soumis, la ferme des religieux exceptée, puisqu'elle est franche et exempte de « toutes telles débites et exactions » (2).

Ce procès était discuté au mois de mars 1554 ; à cette date nous voyons que G. Riette, J. Moreau, J. Hoston et onze témoins ont reçu « par ensemble » pour deux journées 32 l. 10 s. 9 d. (3).

Egalement, en 1554, une difficulté existait au sujet du droit de

(1) Arch. du Nord, liasse 17. Cf. pièce just. n° 22.

(2) Arch. du Nord, série H, liasse 2.

(3) *Idem*, liasse 25.

grosses dîmes qui appartenait à l'abbaye « à bon et juste titre au « prix de 8 gerbes du cent sur plusieurs et grant nombre déritaiges gisant au terroir, jugement et paroiche de Hensies » (1).

**

Un fait assez singulier s'est présenté en 1554 ; cette année trois curés furent nommés en même temps à Harvengt.

1° Mre Hubert Zendra. — D'après un concordat établi entre le Saint-Siège et la nation germanique, le Pape, à certains mois de l'année, février, mars, mai, etc., avait le droit de nommer aux bénéfices vacants dans les pays soumis à l'Empereur. En 1554, le Pape envoya vers l'Empereur son légat J. de Boulogne muni de certains privilèges entre autres celui de nommer aux cures vacantes pendant les mois apostoliques. Mre Géry Ganizel, qui avait succédé à la cure d'Harvengt à Mre Jean Bosquet, mourut le 11 février 1554 ; le légat, usant de ses pouvoirs, nomma à cette cure Mre Hubert de Zandra.

2° Mre Jean de Viènère. — D'autre part l'Université de Louvain jouissait aussi de certaines faveurs et pouvait nommer aux bénéfices vacants dans la nation germanique, mais seulement le 3° mois de l'année et là où le bénéfice n'excédait pas 30 florins du Rhin. L'Université, par méprise, nomma Mre Jean de Viènère curé à Harvengt.

3° Mre Henri de Winter. — Enfin, l'abbé de Crespin, comme collateur de la paroisse d'Harvengt et de ses secours, avait, de temps immémorial, le droit de conférer la cure d'Harvengt à un sujet de son choix. Martin Cuper nomma Mre Henri de Winter, son chapelain, que nous retrouvons à Crespin avec le prieur D. Gratien Sohier lors du saccagement des Gueux.

De ceci naquit un procès ; la sentence évinça Mre Henri de Winter ainsi que Mre J. de Viènère et Mre Zendra demeura le titulaire de la cure d'Harvengt (2).

**

Au mois de mai 1557, le mayeur et les échevins de Quérénaing s'adressaient à la cour de Mons, lui faisant observer qu'à plusieurs reprises ils avaient, mais en vain, demandé aux religieux de Crespin la réparation du chœur de leur église. La lenteur qu'ils mettent à s'exécuter, ajoutèrent-ils, nous force à demander à la Cour d'obliger les moines à réparer le chœur « tant en murailles que « nouveau comble, couvertures, vayrières, clostures, etc. » (3).

Une autre difficulté surgit entre l'abbaye et les habitants du village de Crespin à propos du Grand et du Petit Aulnois. Ce terrain était un marais après avoir été un bois planté d'aulnes.

Déjà en 1408, les habitants de Crespin prétendaient (mais fausement) que l'Aulnois était commun ; partant de ce principe, ils coupaient les arbres pour les besoins de la communauté.

(1) *Idem*, liasse 8.

(2) Arch. du Nord, liasse 8.

(3) *Idem*.

A l'époque qui nous occupe, une discussion s'éleva au sujet du droit de « paisnage » de ces marais et des arbres qui l'entourent. Pour traiter et terminer cette question, Martin Cuper nomma « avec « plein pouvoir, entière autorité, des procureurs généraux et mes- « sagers espéciaux » pour comparaître en la cour de Mons, afin de « connaître un certain traité passé entre le couvent et les habi- « tants de Crespin concernant le droit de paisnage du Grand et du « Petit Aulnois, comme il a été expliqué plus amplement dans un « écrit signé par les deux parties l'an 1552 le 21 novembre ».

Cuper demande que les manants soient condamnés par la cour à « l'entretienement et observation » du contrat établi. Quant aux frais, ajoute le Prêlat, nous nous engageons à les payer. Ces lettres scellées des sceaux de l'abbé et du couvent ont été données en plein chapitre le 21 novembre 1562.

De leur côté, les habitants de Crespin choisissent leurs procureurs ; les uns et les autres se présentèrent à la cour de Mons pour « cognoistre » le traité en question et demandent que les moines soient condamnés par la cour à l'entretienement et observation » du contrat... La communauté s'engageait à payer tous les frais.

Ces lettres de procuration faites à Crespin sont suivies d'une attestation des échevins de Crespin, etc., dans laquelle tous déclarent qu'ils n'ont qu'un désir, celui « de vivre en paix et bonne union » avec Mgr de Chalcédoine et ses religieux.

**

En même temps que la question de l'Aulnois fut terminé un différend survenu à propos d'une mesure qui a été arrentée au village moyennant 12 liv. annuelles par feu « Maistre Hugues de Capella » vicaire administrateur du monastère de Saint-Landelin. A cette occasion, les échevins font remarquer que depuis, sur cette mesure a été bâtie la halle et maison de ville ; en conséquence, ils demandent de pouvoir conserver pour le profit de la communauté avec la mesure, la halle, la maison de ville et la possession de la pâture qui en compose l'héritage. Il demeure entendu que jamais les habitants ne pourront invoquer la prescription pour ce qui regarde le fonds de cette propriété.

Pour éviter de nouveaux frais trop onéreux déjà jusqu'à ce jour, la communauté de Crespin reconnaît que le seigneur abbé et ses successeurs sont héritiers et propriétaires du fonds du Grand et du Petit Aulnois comme « ancienne dotation et fondation » de leur église... Elle admet qu'à l'avenir les religieux pourront planter « allentour et sur le bord des fossés d'iceux Aunois une route de chesnes, sauls, peupliers »... qu'ils pourront les couper, en faire « despouille, aller quérir et prendre comme bon leur semblera » ; ils pourront même profiter dès cette année de ceux qui sont plantés.

En compensation l'abbé a fourni, pour cette année seulement, le nécessaire à l'entretien des chemins.

Comme toujours l'abbaye, à cause de sa seigneurie, continuera de posséder « le poix et hallage » de toutes les denrées qui se pré-

senteront ainsi que de tous les grains qui se vendront à la halle ; de plus la dîme lui sera payée comme de coutume.

Les procureurs de la ville renoncent pour toujours aux lettres d'arrentement qui avaient été octroyées, s'engagent à payer au monastère 6 l. par an au lieu de 12. Pour cause de ce changement le Prélat de Crespin donnera d'autres lettres.

En « reconnaissance de ce que dessus, même du droit de paisnaige », nous serons tenus, continuent les représentants, de livrer à l'abbé et à ses successeurs « homme vivant et mourant » et à sa mort, pour prouver notre dépendance, nous paierons 6 l. pour le droit de requais. De leur côté, l'abbé et son couvent renoncent pour toujours à « l'erbaige et paisnaige » sur les marais en litige. Enfin la communauté promet de ne jamais transformer ces pâturages sans le consentement des religieux.

Au bas de l'acte nous lisons ces signatures : Martin, abbé de Crespin, D. Sohier, D. Lefort, D. Hainove, D. Nicol Bulo, D. de Lermond, J. Sohier, M. Leclercq, P. Delattre, Jean Bouquehault, etc., etc.

La Cour, vu l'accord des parties, considère la chose terminée. Fait au « Chastel » à Mons le 6 avril 1562 (1).

Les faits qui précèdent nous montrent que Cuper veillait au maintien des droits de l'abbaye et à la protection de ses biens. Les deux actes qui vont suivre en donnant une nouvelle preuve.

Le 25 avril 1553, l'évêque de Chalcédoine constitue Michel Dangreau mayeur de « toute la terre, justice et seigneurie que le monastère possède au terroir de Rombies ». En conséquence le Prélat a donné à Michel, pour un an, « plein pouvoir et toute autorité attachée à cet office », c'est-à-dire que le mayeur a la charge de « conjurer » les échevins, de passer « déshéritance et adhéritance, de quierquemanner », de protéger les biens et les héritages du couvent, de prendre et recevoir « tous dons, paines, quintes, demy quinds » qui pourront venir à sa connaissance, enfin de choisir un lieutenant (2).

En 1568, l'évêque de Chalcédoine ordonna le recensement des habitants de Crespin « y faisant feux », afin d'en percevoir le « feuage » c'est-à-dire un pain, un denier et une pouille » (3).

(1) Ms du presbytère de Crespin, p. 339 et suiv. — Arch. du Nord, série H, liasse 22.

(2) Arch. du Nord, liasse 28, orig. sur parchemin.

(3) Arch. du Nord, liasse 22.

§ 8. — *Cuper reconstruit ou répare les fermes, le refuge de Mons, plusieurs églises et presbytères, bâtit un collège, achète les hôtels du Cygne et de Croy. — Projet au sujet des refuges de Mons et de Valenciennes.*

Martin Cuper, prenant grand soin des immeubles de l'abbaye, fit exécuter de nouvelles constructions et d'importantes réparations. Déjà nous avons dit qu'il avait fait bâtir une grange neuve, de ses deniers, qu'il avait payé de son argent certaines dettes pour l'honneur de sa maison, etc. Voici d'autres exemples :

En 1556, l'abbé changea le maître-autel de son église abbatiale et y fit placer une nouvelle table (1). A Harmignies et à Harvengt, il fit reconstruire les fermes brûlées par les Français et réparer la cense du Petit-Crespin.

Pour l'exécution de ces travaux, l'abbé :

A acheté 93.500 briques (à 60 et 74 sols le mille), 2.400 tuiles, des cailloux, plusieurs milliers de mannes de chaux et de cendrée, des pierres de taille, du bois, des lattes, du plomb, des « ferrailles », des serrures, des « pentures, quatre cassis, les croysiet et fermetes ».

Il a été payé :

« Pour une armoyrie de pierre d'Avesnes pour mettre au man-teau de la cheminée C s. t. à G. Hunelle, tailleur d'armoyries » ;
« ...Pour 80 livres de plomb employé spécialement pour couvrir
« la tourette, 475 l. 16 s. 9 d. à raison de 2 s. 3 d. la livre » ;

« Pour avoir fait les fondations et wydier le puche (puits), 12 l. 16 s. ; pour creuser le puche, iij toises de profondeur et une
« toise dehors 20 l... »

Total... 1,828 l. 8 den. paris (2).

★ ★

En 1554, le 15 janvier, J. Courtois, charpentier à Harmignies, fait le relevé des travaux qu'il a exécutés à la cense de l'abbaye ; il a façonné « des châssis, des portes, des combles, des poutrel-les, etc., pour la cave de la maison, le fournil, les étables, la
« grange et le dessus de l'aire ; une stable de cheval, y a mis les
« grèbes, les rateliers, avec le litier des varlés en l'estable des che-
« val » (3) et il a reçu 119 liv. 15 s. t.

Le 5 mars suivant, J. Anseau a mesuré la maçonnerie des éta-bles de la cense d'Harmignies, celle de la dépense près du fournil,
« avec son pavement », les 4 ouvertures et les fenêtres de l'étable
et déclare 7.128 pieds 1/2 ; il lui a été payé 106 l. 18 s.

Pour solder une partie de ces dépenses, l'abbaye de Crespin ven-dit en 1554 des chênes du bois de Ville dont elle avait la neuvième
partie (4).

(1) Arch. du Nord, liasse 21, obituaire du couvent.

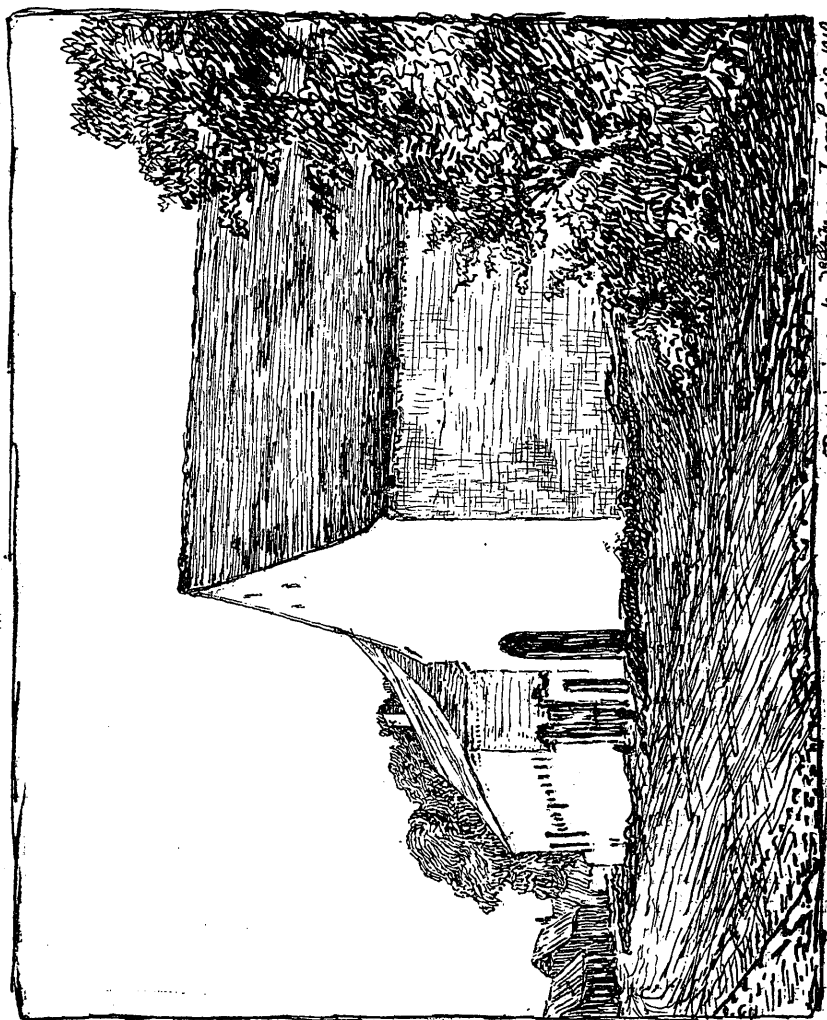
(2) Arch. du Nord, liasse 23.

(3) Aujourd'hui encore, le « varlet » couche dans l'écurie des chevaux.

(4) Arch. du Nord, liasse 21.

Le même Anseau, le 2 juillet 1555, a mesuré la couverture de tuiles de la grande étable et celle d'une chambre près du fournil à l'usage de M. l'abbé ; il a compté 3.263 pieds 1/2.

La maçonnerie de la chambre du prélat porte au total 1.279 pieds.



Dessiné par h. de - Monq. Lom. Bois. 1912.

Fig. 28. — Ferme d'Harmignies (écurie), (état actuel).

Le 7 octobre 1556, A. Thiéry, marchand de bois, a passé un contrat avec l'évêque de Chalcédoine pour « furnir et accomplir » une grange à la cense d'Harmignies. Arnould livrera tous les bois sciés à la longueur, à la grosseur et à la dimension convenue y

compris les portes. Le travail à exécuter est de 100 pieds de long sur 50 de large, y compris l'aire de la grange. Toutes les fournitures seront payées à 3 s. t. la « cheville » de 6 pouces carré. Le total des bois à livrer porte : 6.493 chevilles.

Le 23 juillet 1557, J. Anseau a mesuré la maçonnerie faite à la ferme. Les principales réparations comprennent : l'entrée de la cour, le « seuillement » des bergeries, le pavement de la cave, celui de la cuisine, ainsi que diverses réparations aux supports du pignon. Ces travaux portent 18.492 pieds de maçonnerie à 30 s. le cent.

Jean a mesuré la couverture de tuile faite à la grange et a compté 21 verges $1\frac{1}{4}$ et 52 pieds $3\frac{3}{4}$ à raison de 21 l. 10 s. la verge.

N. Plomet a mesuré les bois employés à la ferme et les « quevilles » ; la dépense s'est élevée à 171 l. 1 s. 7 d.

A. Thiéry a reçu pour diverses livraisons de bois employés à la grange 130 l. 10 s.

Le mesurage de la maçonnerie du corps de logis et de la chambre de l'abbé porte au total : 11.711 pieds $3\frac{3}{4}$ au prix de 30 s. le cent.

Quelques quittances témoignent les paiements de 21 l. 10 s. ; 106 l. 8 s. ; 153 l. 4 s. ; 459 l. 13 s. ; 230 l. 18 s., etc.

Les travaux terminés à Harmignies (1), Martin Cuper, en 1560, fit recouvrir de « tuiles et d'escailles » le refuge de Mons. Les dépenses se sont élevées à 117 liv. 6 s. (2).

**

La ferme d'Harvengt, brûlée, n'a été réédifiée que plus tard ; dans un contrat daté du 13 décembre 1563, l'évêque de Chalcédoine déclare qu'il a cédé pour 18 ans à Philippe Devillers de Mons « le « lieu où la masure, grange, stable, court, beregueries et entre-« presures estoient cy devant assises, appartenans à nostre abbaye, « située à Harveng, contenant un journalz, tenant au cimetière de « l'église d'Harveng. Icelle maison et édeffices ruinés et bruslés « par les ennemis franchois passant par Harveng l'an 1554 ». Item 18 bonniers de terres labourables situés aud. lieu avec le droit de dîme ; le dîmage du « Moncheau » enclavé dans le terroir d'Harmignies et le droit de dîme à Nouvelles au rendage de 225 l.

Parmi les charges imposées au fermier, nous lisons : Philippe paiera chaque année 60 s. t. aux religieux pour se récréer ensemble la nuit des Rois, au trésorier de l'abbaye « en advanchement du « luminaire d'icelle 12 livres de cire neuve, évaluée 4 patars la livre » (3).

En 1567, la ferme était rebâtie, et Cuper la passait à bail à Ph. Devillers (4).

(1) La ferme fut à nouveau brûlée en 1572.

(2) Les données qui précèdent comprennent plusieurs pièces extraites des Arch. du Nord, liasses 3 et 22.

(3) Arch. du Nord, liasse 2. — *It.*, Arch. de l'Etat à Mons.

(4) Arch. du Nord, liasse 2. — V. pièce just. (baux), n° 43-E.

Parmi les constructions exécutées par ordre de Martin Cuper, nous remarquons celle d'un collège.

Il fut bâti près du monastère, vis-à-vis le bosquet Prangère, appelé aussi « le bois de l'abbaye » (1).

A cet effet, l'abbé forma des professeurs à même de répondre aux désirs des familles et aux besoins de la jeunesse de Crespin et des environs.

Des âmes généreuses aidèrent l'évêque de Chalcédoine dans son entreprise ; pour « encomanchier à bastir, un héritage fut donné, pour sur icelluy bastir l'escolle ».

Le 22 novembre 1564, Landelin Leclercq de Crespin « aulmosna en l'advancement de l'augmentation de la fondation de l'escolle » plusieurs parties de rentes héritières, savoir : 4 liv. t. sur 6 huittelées de terres sises au grand terrage, et le long du Honniau ; It. 6 liv. t. sur 4 mencaudées au marché de la Putrie ; It. 60 s. t. sur un journal de pré aux Enclosis et 7 liv. 10 s. sur 6 huittelées, 1 quartier, 60 verges sur la Haute Amblise et aux marchés Huart-Cambier et de la Putrie ; « concédant et accordant led. Landelin « Leclercq à l'administration d'iceluy collège ou à son procureur, « de requérir, cachier, poursuivre et recevoir lesd. rentes au prouffit d'iceluy collège » (2).

Une partie de cet immeuble subsiste encore aujourd'hui, nous remarquons principalement la porte d'entrée de la cour encadrée de pierres bleues ; le sommet est agrémenté de nervures qui se croisent et forment un couronnement. Le style est de l'époque. Cet immeuble, transformé en ferme, est la propriété de T. Hayoit de Crespin.

**

Le monastère de Saint-Landelin, non seulement devait entretenir ses bâtiments et ses fermes, mais encore participer aux frais des réparations des presbytères et des églises de certaines paroisses. C'est ainsi qu'au mois d'avril 1551 fut mesuré le travail exécuté au chœur de Gussignies. Le mesureur donna ces détails en pieds et en argent :

6.008 pieds $\frac{1}{4}$ de maçonnerie estimés 75 l. 1 s. 10 d. ;

506 pieds de pierre de taille livrés pour 70 l. 6 s. 3 d. ;

778 pieds $\frac{1}{4}$ de pierres de taille, posées et travaillées au poinçon 58 l. 7 s. ;

677 pieds de travaux divers « si comme taillies, verrières et sou-bassement » 160 l. 9 s. 3 d. ;

Le pan de la toiture (a) mesure 23 pieds $\frac{1}{4}$ de long sur 23 pieds de haut ; le pan de la toiture (b) comme dessus mesure 552 pieds $\frac{1}{4}$; les 2 pans du « culla » ont ensemble 11 pieds de long sur 23 $\frac{1}{4}$ de haut, soit 278 pieds $\frac{1}{4}$; le pan du « culas » a 6 pieds de long sur 23 pieds $\frac{1}{4}$ de haut soit 137 pieds pour les... (3)...

(1) Aujourd'hui Place Verte.

(2) Arch. de Croy, carton 73, p. 255.

Total des parties en pieds et en argent 605 pieds $\frac{1}{4}$ et $\frac{1}{2}$ quart ou 4 verges ; 5 pieds $\frac{1}{4}$ et $\frac{1}{2}$ quart à 22 l. 10 s. la verge, en argent 90 l. 6 s. (1).

**

Quelques acquisitions furent faites par l'abbé.

Le 15 juillet 1548, Cuper acheta un « hôtel moïennant le pris de 200 l. de Haynnau » et le légua pour fondation au profit de la mense conventuelle qui l'arrenta.

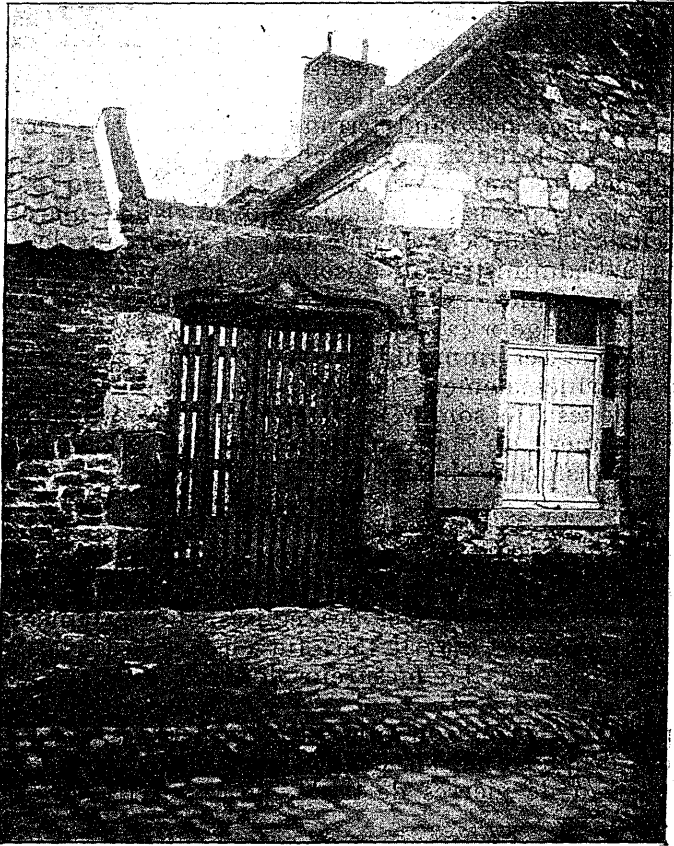


Fig. 29. — Entrée du collège (petite porte), à gauche loge du concierge. (Martin Cuper, 156..)

Cet immeuble se composait d'une « cambre, estable, gardin et « héritaige, gisant à front sur le marché, portant l'enseigne du « chisne » (2).

Le 20 février 1560, J. Sohiez de Condé, après avoir hérité de

(1) Arch. du Nord, liasse 25.

(2) Coll. Moreau, t. 256, p. 93 et note.

Nicolas, son père, de deux mencaudées de bois, les vendit à l'abbé de Crespin pour la somme de 170 florins d'or « franc argent de 20 patars la pièce » (1).

Sur le territoire de Crespin s'élevait un sanctuaire appelé la « chapelette Saint-Michel », un quartier de bois « la joindant » fut acheté par Martin Cuper (2).

Plus tard, le Prélat de Crespin, de concert avec son chapitre, se proposa de vendre les deux refuges de l'abbaye (3) ; il demanda la permission de cette vente à Paul IV qui fit nommer des commissaires « pour faire information de commodo et incommodo sur et « touchant la permission demandée au Pape par les religieux de « pouvoir aliéner leurs refuges situés à Mons et à Valenciennes « pour avec les deniers provenant d'icelle vente en acquérir un « autre plus vaste en la ville de Condé » (4).

Le légat apostilla la demande des bénédictins et la communiqua à Philippe II qui, de Bruxelles, au mois de juin 1557, adressa à Martin Cuper ces lettres patentes :

« Philippe, roi d'Espagne, considérant la supplique des moines « de Crespin exposant qu'en temps de guerre et d'invasion ils n'ont « le moyen convenable pour mettre leurs personnes et leurs biens « en leur refuge et pour ensemble continuer le Saint Service « Divin, parce qu'ils n'ont en ville close maison propre, attendu « que celles de Mons et de Valenciennes sont anciennes, caducues, éloignées du monastère et de si petite comprinse et incommode situation que les religieux se voient forcés de se retirer séparément, les uns à Mons, les autres à Valenciennes, que est chose fort contraire à l'entretienement dud. saint service divin « et causant séparation de leur confraternité et conventualité. »

Or l'évêque de Cambrai, Robert de Croy, a laissé en mourant à ses héritiers une maison située à Condé. Cet immeuble offre aux moines de Crespin de nombreux avantages : Condé est proche de leur abbaye ; le trajet est pour eux de facile communication puisqu'ils peuvent y avoir « accès tant par eau comme par charriot, cheval et à pied et par ainsi fort commode » ; cette maison enfin est assez spacieuse pour permettre à tous les religieux de s'y retirer au besoin et d'y continuer l'office divin.

Pour ces divers avantages, Cuper et son chapitre se proposent d'acquérir cet immeuble ; pour le payer, ils ont comme ressources entre « autres parmy certaine bonne somme que led. feu evesque « est demeuré redevable aud. abbé suppliant » à cause de sa pension comme « suffragant et aussi moyennant la vendition » qu'ils

(1) Arch. du Nord, liasse 22.

(2) Arch. du Nord, liasse 1.

(3) L'abbaye de Crespin possédait déjà depuis 1386 un refuge à Condé. Après l'acquisition de l'hôtel de Cambrai, à cause des nombreuses réparations que le premier refuge réclamait et aussi à cause des dettes dont était chargée l'abbaye, P. Aimeri, après avoir obtenu l'autorisation du Pape, le vendit en 1598 pour 2800 l.

(4) Coll. Moreau t. 265, p. 237 et note.

veulent faire de leurs refuges pour en employer l'argent à acquérir la maison de Condé « si nostre vouloir estoit d'y consentir ».

Pour le refuge de Valenciennes, un obstacle se présenta, car en cette ville « y est ordonnance et coustume que (les) deniers pro-
« cédans de vendition de maison situés à Valenciennes se debvoient
« employer en icelle ville ». Toutefois, dit Philippe, après l'avis favorable que nous avons reçu des gens de notre conseil, nous



Fig. 30 — Refuge de Valenciennes (la 1^{re} porte cochère).

avons « octroyé, conſenti et accordé... de graces eſpéciale »... que malgré la coutume contraire, les religieux de Crespin puiſſent vendre leurs maiſons en queſtion dont le produit ſera employé à acheter celle de Robert de Croy, « veullant et ordonnant que les acheteurs deſd. maiſons en joyſſent paiſiblement tout ainſy comme « ſi icelles n'euffent cy devant appartenu à l'église ». En outre, nous confirmons d'avance l'achat de l'immeuble de Condé, afin que les religieux et leurs ſucceſſeurs puiſſent en jouir « perpé-

tuellement comme de bien amorty, donné et dédié à Dieu et à l'église » si bien que ni eux, ni leurs successeurs, ne pourront « par cy après estre constraincrz de l'abandonner, vendre, transporter et aliéner, ou mettre hors de leurs mains ». Cependant cette maison avec l'héritage qui y est adjacent, amortis, demeureront toujours « subgectz et contribuables à toutes charges, servitumes et impositions » comme les autres maisons appartenans à « gens laycs à Condé » (1).

Cet immeuble avait été acquis le 26 janvier 1521 par Olivier, écuyer, seigneur de Maulde de « Laurent Clerbos ».

Aussitôt l'achat, Olivier l'arrenta à son ancien propriétaire, et, le 14 août 1530, il en fit « don irrévocable à J. de Plenne, son gendre et à Ph. de Maulde, sa fille », à l'occasion de leur mariage (2).

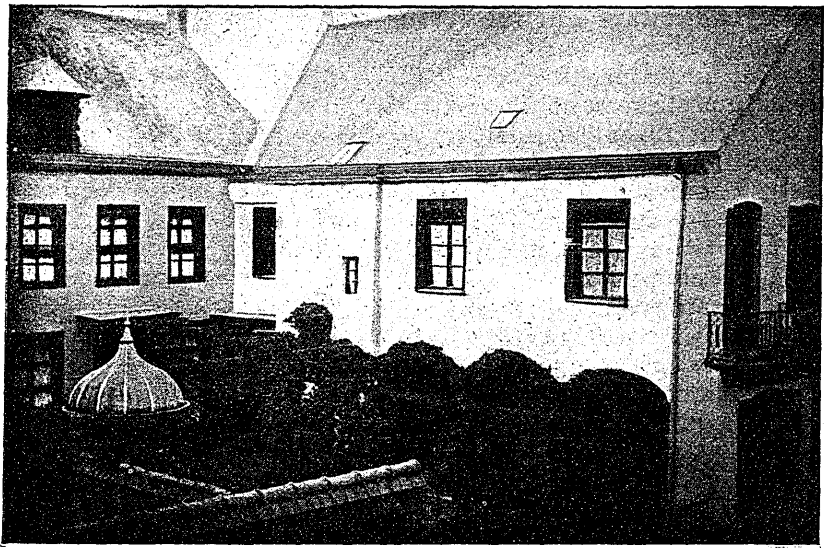


Fig. 31. — Refuge de Condé-sur-l'Escaut (état actuel).

Plus tard, le 12 mars 1553, cette maison fut achetée par Robert de Croy ; à partir de cette date elle porte le nom d' « Hôtel de Cambrai ».

Dans l'acte de vente on rapporte : cet immeuble consiste en « un grand héritage, maison, grange, estables, colombier, édifices, celliers, puche, court, jardins, portes, issues, entrepresure de loing temps nommée la Haute maison contenant en plusieurs héritages à présens adjoints et appliquez ensemble tout ainsy que

(1) Arch. du Nord, Ch. des Comptes de ville, art. B, 162-260, reg. des chartes, f° 97 v° et suiv. — *It.*, Coll. Moreau, t. 265, pp. 228 et 235.

(2) Coll. Moreau, t. 262 pp. 41, 59 et t. 263, p. 74.

« le lieu se comprend et extend ès clostures dédifices et murailles
« et qu'il estoit et est scitué sur la mairie et jugement des hostes,
« comme aussy sur le jugement, mairie et eschevinage des sei-
« gneurs dud. Condet ».

L'hôtel et ses dépendances couvraient 38 ares environ; il avait sa principale entrée « par le devant en la rue des entrez-deux mai-seaux » (boucheries) (1), et tenait « du costé du marché (2) à E. De-lattre (3) du même côté à l'héritage et jardin de Maître Woole-gant d'Ottinghe, chanoine de Notre-Dame dud. Condé qui donna sa propriété et des biens d'une valeur de 300 florins pour fonder une école devenue collège, et en loinq duquel il y a et doit avoir issus par derrière sur la rue qu'on dit Buryane (4), devant le château (5) dud. Condé. D'un autre et tierche costé au loing de la haute rue (6) et quartement boutant de bout en 3 lieux si comme la cuisine, burie et grangette dud. héritage dedans le gardin et héritage qui fut J. Mathon et de présent à Jehanne Mathon, veuve de feu Olivier ».

Telle est la propriété que « Mondit Seigneur de Cambray alors a achetez publiquement au plus offrant ».

« Ces biens furent acquis à charge des rentes et redevances spécifiées au chirographe, sçavoir :

Aux chanoines de Condé « pour ostaige », 7 huitteux d'avoine, 9 chapons et « demi pouille à Noël »;

Sur la maison de J. Séquédin où présentement la grange est assise « un chapon »;

Aux chanoines de Notre-Dame de Condé « sur la cuisine où cy devant estoit une porte d'icelle maison une pouille et à la minis-trie d'icelle église sur la maison et gardin qui fut feu J. Degaure, « prêtre, chanoine et de présent joint et appliqué au gardin dud. seigneur qui est pour l'obit Toussaint de Flines et sa femme qu'on célèbre le 29 octobre, 44 sols »;

Sur le lieu qui appartint autrefois à G. Blassiau ajouté « au bas gardin d'icelle maison pour l'obit J. Moret et sa femme, 18 deniers »;

« A l'administrie sur led. lieu qui fut sire J. Sequedin où est assise la grange 12 s. »;

« A la prévosté d'icelle église sur lad. maison 3 huitteux d'avaine et 1 chapon 1/2 »;

A. E. Fénault et Delattre sur « certaine quantité d'héritage par luy cy devant baillé à rente au seigneur de Fourgheron qui les a adjoint et appliqué à la partie de la cour et du haut jardin dud. héritage 8 l. »;

(1) Aujourd'hui rue du Collège (renseignements pris sur place).

(2) *Id.* la place d'Armes, *id.*

(3) *Id.* maison Pontier, *id.*

(4) *Id.* Bruenne, *id.*

(5) *Id.* l'Arsenal, *id.*

(6) *Id.* rue de la Cavalerie, *id.*

« Aux chapelles foraines d'icelle 6 s. 6 d. t. et à sire Jean Ch. Desnattes, chapelain de Saint-Martin scitué en icelle église 31 s. t. « Lesquels biens ont passet avec les charges et rentes susd. aux « religieux de Crespin (1), le 7 avril 1559, lors de leur aqestre de l'hostel de Cambray pour la somme de 4640 florins carolus d'or de 20 patars pièce (2), se comprenant iceluy hostel en une « maison, grange, estables, coullombier, céliers, puichs, gardins, « issues et héritaiges adjoings rajoings et remis en ung seul héritaige et qu'il est enclos de murailles allentour » (3).

Le 4 octobre 1563, Cuper loua pour 36 ans au chapitre de Condé « la cense et grange qu'il at à son hostel à Condé et appendit son « sceel à ce bail » (4).

Quand, pendant les années 1708, 1709, etc., notre contrée fut le théâtre de la guerre, le roi fit occuper le refuge par le gouverneur de Condé (5) et « il est notoire à tous que le Roy a fait bastir un « beau logement qui luy estoit convenable, sans qu'il leur (aux « religieux) en ait rien demandé et, depuis lors, Sa Majesté leur « a rendus, cédés et abandonnés tous leurs fonds et bastiments « construits dont ils ont profit depuis lors » (6).

Ce refuge de Crespin fut enclavé dans les bâtiments de la caserne de Condé « il y a plusieurs années, écrit D. Queinsert le 25 mars 1772 ». Cette maison, ajoute-t-il, n'est plus à personne, elle est « au Roy » ; et depuis lors la rue Buryane perdit son nom et s'appelle la rue des Casernes (7).

Ceci n'est pas absolument exact.

Les casernes de cavalerie ont été construites au début du XVIII^e siècle ; elles étaient attenantes à l'hôtel de Cambrai et c'est pour cela que, plus tard, on a pris pour les forges une partie du terrain du refuge.

L'hôtel de Cambrai avec ses dépendances, ou mieux la propriété du ci-devant refuge, fut vendue comme bien national, suivant procès-verbal d'adjudication au district de Valenciennes en date du 14 mai 1792, en plusieurs lots (8).

(1) Arch. du Nord, liasse 3.

(2) Sire Damien Bourlard, prêtre, chanoine de N.-D. de Condé, acheteur de la maison au nom de l'Abbé.

(3) Arch. de Condé, FF 89, 2^e pièce.

(4) Arch. de Valenciennes, GG. Ce sceau est brisé ; cependant le chef de l'écu demeure et représente une madone portant l'Enfant Jésus sur le bras droit. Nous avons déjà donné l'autre partie trouvée appendue aux chartes des 29 septembre 1549 et 31 juillet 1563. Cf. Arch. de l'Etat à Mons, abbaye de Crespin, orig. en parchemin.

(5) On allouait pour le logement du gouverneur 3840 l. par an et l'abbaye ne recevait rien, d'où le procès dont nous parlerons plus tard (Arch. de Condé, CC 87, 90, 93, 121, 167).

(6) Arch. du Nord liasse 3. Extrait du procès entre l'Abbé Wéry et le chapitre de Condé, Année 1722.

(7) Coll. Moreau, t. 262, pp. 41 et 59 et note.

(8) Arch. de Condé, FF 89, 2^e pièce.

Un premier lot, en commençant par le haut de la rue du Collège, fut adjugé aux époux Lebrun et Despinoy.

Un deuxième lot, la partie centrale et principale, a été vendue à B. Delattre, l'homme de confiance des religieux.

Un troisième lot a été laissé à A. Dewerchin-Jassaud.

La dame Lebrun-Despinoy, devenue veuve, réunit au premier lot le deuxième qu'elle acheta des héritiers de B. Delattre par contrat du 8 floréal an XI (28 avril 1801).

Les héritiers de la veuve Lebrun-Despinoy vendirent ensuite :

a) Le premier lot à G. Peruez-Jassaud par contrat du 17 avril 1877 (cette partie appartient aujourd'hui à Foucart de Lille) ;

b) Une fraction du deuxième lot (les écuries, la grange, la ferme avec sortie sur la rue de la Cavalerie) à Marsegny-Légrand par contrat du 6 septembre 1816. La veuve Marsegny-Légrand vendit le 4 octobre 1843 à P.-Joseph Pureur qui revendit le 15 septembre 1854 à H. Style, dont le fils est encore propriétaire de la ferme, où il a, en outre, installé une petite brasserie ;

c) Le surplus du deuxième lot, par autre contrat du 6 septembre 1816, fut vendu au notaire A.-Joseph Mention qui racheta ensuite le troisième lot des héritiers de la veuve Dewerchin-Jassaud par contrat du 11 novembre 1819. Le notaire Mention vendit le devant de cette acquisition Dewerchin-Jassaud, qu'il avait converti en deux maisons sans profondeur, au cordonnier P. Carlier suivant contrat du 5 mars 1863. Ces deux petites maisons sont aujourd'hui la propriété de P. Lenfant de Valenciennes. Ces maisons Lenfant tiennent à la susdite maison Pontier qui appartenait en 1559 à E. Delattre.

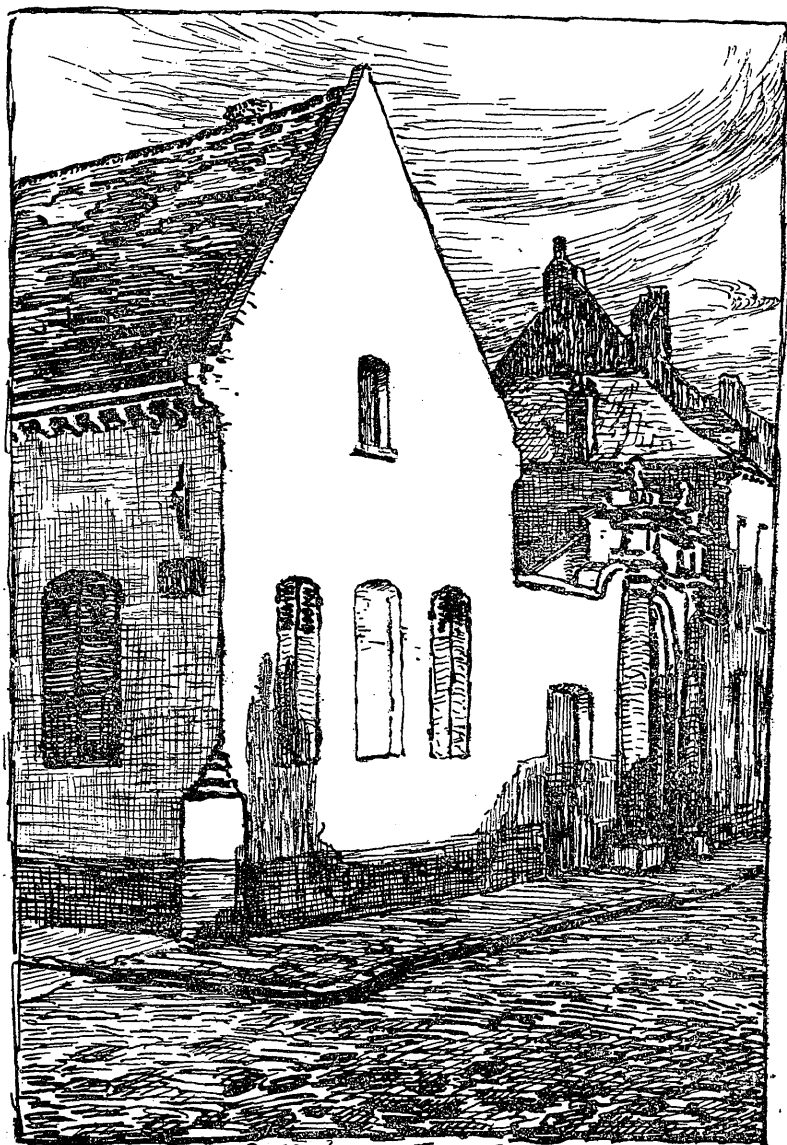
Auparavant, par un contrat administratif, A. J. Mention vendit à la ville de Condé la partie de l'immeuble (en arrière des petites maisons Lenfant et comprise entre son étude et le collège) qui fut à usage de presbytère jusqu'à la fin de 1884. Après quoi la cure fut transférée tout à côté dans la propriété de Maître Bereaud, doyen de Condé.

Après le décès d'A.-J. Mention, la partie principale du refuge qui lui était restée passa au notaire J. Mention, son fils, suivant partage du 3 septembre 1861. Le notaire J. Mention, vendit sa propriété par contrat du 3 août 1882 à Mre Honoré Augustin Bereaud, auquel la ville paya une indemnité de logement, l'ancien presbytère étant incorporé au collège.

Mre Bereaud vendit l'issue de la rue Bruenne (Burianne) avec 3 ares de terrain à S. Guignard par contrat du 2 juin 1886 et tout le surplus à T. Descamps par contrat du 26 août 1889.

F. Descamps, qui a succédé à son père comme imprimeur, habite une partie de l'ancienne maison Mention et loue le surplus bourgeoisement.

La maison d'habitation du refuge de Condé a un perron abrité de voûtes à arcades soutenues par des piliers de pierre. Elle est assise sur deux étages de caves profondes, qui devaient servir d'abri en



Desiné par Mad^eemoiselle Marg Lorm Cois. 1952.

Fig. 32. — Refuge de Mons (état actuel).

cas de bombardement. Dans la partie de l'immeuble qui est actuellement la maison Foucart on aurait constaté autrefois la présence d'un souterrain s'étendant assez loin sous la place Verte où se trouvaient la Collégiale et l'église de Saint-Wasnon (1).

Pour acquérir ce refuge de Condé, Martin Cuper avait été autorisé par le pape Paul IV à vendre les refuges de Valenciennes et de Mons qu'un acte de Philippe II déclarait » caduques ». Nous ne croyons pas que ces ventes aient eu lieu. En ce qui concerne le refuge de Mons, nous avons la preuve de sa conservation :

En effet, ce refuge a été agrandi par l'évêque de Chalcédoine, comme en témoigne l'extrait d'un compte portant la date de 1582 : Mises pour rentes deues sur une maison et jardin contenant « 4 demeures en la ville de Mons à l'opposite de l'ysse des noeres sceres, tenant à l'éritage par derrière de la maison et hostel de « Crespin, acquis par feu Monseigneur (Cuper) à Jean du Jardin, « orphèvre, iceluy héritage appliqué aud. hostel à Mons l'an « 1569 (2). »

Nous lisons en outre aux Archives du Nord, aux dates des 13 mai 1594 et 13 mai 1595 :

« Vente chirographaire sous condition par G. Boulleman, sayeur, demeurant à Mons, d'une maison et héritage sise en cette « ville rue du Trou-Oudart et ayant issue rue du Nouveau-Welz, « attenante au refuge et hôtel de l'abbaye de Crespin et qui fut « plus tard adjoint comme le constate une note placée au bas de « cet acte (3). »

§ 9. — *Séparation des églises de Crespin d'avec Quiévrechain. — Union de Marchipont à Quiévrechain. — Accords établis à cette occasion. — Professions. — La peste.*

Un mot de quelques paroisses où l'abbaye de Crespin avait des droits que nous allons voir exercés sous la prélature de Cuper.

Une procuration fut donnée par l'évêque de Chalcédoine lors de la séparation de Crespin d'avec Quiévrechain et l'union de Marchipont avec cette dernière paroisse. Primitivement, en 1312, « Quiesvrechain estoit une annexe de Quesvrain » (4). Plus tard ces paroisses

(1) Tous les renseignements ci-dessus sur le refuge de Condé ont été recueillis sur place et communiqués très aimablement par diverses personnes à l'auteur.

(2) Arch. de l'Etat à Mons, Abbaye de St-Landelin de Crespin. Extrait d'un compte, f° 82 v°.

(3) Arch. du Nord, fonds de l'abbaye de Crespin, orig. en parchemin, scellé. Le refuge de Crespin existe encore dans les mêmes rues, il est actuellement la propriété de F. van Antvoorde à Mons. Le corps d'habitation est de construction récente (fin XVIII^e siècle).

(4) Arch. du Nord, liasse 2.

ses furent séparées et Quiévreachin devint mère église ayant Crespin pour annexe.

L'abbaye de Crespin possédait sur le terroir de Quiévreachin une ferme avec « héritaiges » exploités en 1564 par J. Havé qui payait annuellement 150 l., 40 muids de blé froment, mesure de Crespin, six muids d'avoine, « 500 garbées, 6 pourcheaulx » et 4 l. pour la récréation des religieux (1).

Le chapitre de Cambrai avait également certains droits au même village, et, pour cette raison, il nommait alternativement avec le monastère le curé de Quiévreachin. Quand, en 1572, cette église fut séparée de son annexe, les deux parties durent donner leur consentement ; ce fut, nous apprend le curé du lieu, sous l'instigation de Martin Cuper que se fit cette division.

Il nous dit, en effet : « Pour me conformer à la bonne volonté « de Mgr l'abbé de Crespin, quant à la proposition qu'il me a fait « de la séparation de la cure de Quiévreachin arrière de celle de « Crespin et l'adjoindre avec celle de Morchipont, je veux bien « condescendre à sa pétition, considérant le bon zèle et grand désir « de entretenir l'église en son endroit » à condition que le monastère de Saint-Landelin m'accordera et à mes successeurs ce qui suit :

Par tout le terroir de Quiévreachin, comme c'est de coutume ancienne, le curé aura le tiers des menues dîmes qui équivaient à 80 l. « Dedans le cloz dud. villaige, tout la grosse disme de ce qui « se labore », à moins que l'abbé préfère recevoir lui-même les dîmes (menues et grosses) de Quiévreachin moyennant 80 l. qu'il paiera chaque année avec 12 rasières de blé, 100 fagots et un 1/2 cent de fasseaux.

De plus le curé retiendra pour lui les 4 huittelées de terre qui appartiennent à la cure de Quiévreachin ; il se réserve « aussy « pareillement son église, les oblations, les messes et autres accidens.

« Il demeure convenu que l'évesque suffragant comme du reste « il a proposé donnera le fonds d'une maison avec un jardinet et « 5.000 briques et aulcunes piesches de bois » (2) et lui éviter ainsi la location d'une maison qui lui coûterait 12 livres.

Le curé retiendra pour son tout « le deuz dud. village de Morci-pont, dismes, oblations, messes et aultres accidens. Pour conclure toute nostre demande, je n'ay voulu estre reprins de « nonchalance et négligence de nottez nostre avis quant à la déclaration du projet de l'abbé de Crespin, de condescendre à nostre « pétition, comme je n'ay point à commander mais à supplier sa « révérence si ainsy estoit de subsigner et son signe manuel col-loquez... »

(1) Arch. du Nord, liasse 22.

(2) La maison de cure était située entre Quiévreachin et Crespin ; à partir de cette date, Quiévreachin aura son presbytère, celui situé entre les deux paroisses sera aliéné vers 1579 et le curé de Crespin rapprochera son église.

A ces propositions, Mgr de Chalcédoine fit la réponse suivante :
 « Pour oster par cy après toutte difficulté à ung curé à venir de
 « Quiesvrechain et Morchipont a semblé dire ce qui s'ensuit : Nous
 « laissons au curé future toutte la disme ès cloz dud. lieu avecque
 « quelque somme d'argent par an et deux charrées de foing qui se
 « donne en récompense de quelque pasture qui doit appartenir à
 « la cure.

« Les messes N. D. se faict dire par tel chappelain qu'il plaist
 « aux confrères.

« La messe de la chappelle castrale demeure au chappelain qui
 « célèbre...

« Se peult accorder dix mil bricques avecque quelques autres
 « matériaux...

Le tout « sera fort louable s'il est tenu, à quoi j'espère, par Mes-
 « seigneurs du vicariat » (1).

Ce contrat fut approuvé par les différentes parties intéressées et, au dos de cette charte, il est porté : « L'an 1572, les cures de Crespin et de Quiévrechin ont été divisées (2). »

La séparation de Quiévrechain et de Crespin était donc réglée ; cependant la mort de Cuper mit une entrave à l'exécution du contrat qui ne reçut son plein effet que quelques années plus tard, sous la prélature de Jean du Maisnil.

Fig. 32 bis. — Signature de Jean du Maisnil

Extrait d'un compte de la mansarderie de Crespin l'an 1576
 Arch. du Nord, liasse 31

Nous terminons ce paragraphe en rapportant quelques professions ; celles de :

Jean Bridoul, le 7 décembre 1547 ;

Jacques Vara, Jacques Tormond et Robert de Croy en 1551 ;

Jean du Maisnil (qui succédera à Cuper) le 20 février 1563 ;

Jean Massart, Géry Rochefort et Nicolas Noël le 14 octobre 1564 (3) ;

J.-B. Van Duyn et Léon Bouly en 1569 ;

(1) Arch. du Nord, liasse 3. Projet de la séparation des deux églises.

(2) Arch. du Nord, liasses 3 et 5 et Arch. de Condé, GG 94.

(3) V. pièce just. n° 25.

Charles François le 1^{er} juillet 1570 ;
Jean Hanon et Jean-Martin Floquet le 6 mai 1571 (1).

Sous la prélature de Cuper, la peste sévit dès le mois d'octobre 1554 et prit fin avec l'année 1555. A cette occasion on bâtit à Valenciennes la chapelle de Saint-Roch qui servit de lazaret. En 1561, Alexandre Farnèse assiégea Valenciennes ; le peuple, dans cette circonstance malheureuse, subit les « 3 fouets de Dieu : la guerre, la peste et la famine » (2).

L'année 1567 fut une année de disette et Ch. Paillard a écrit : « Il n'y avoit à cette disette qu'un remède pour la ville de Valenciennes, réquisitionner les grains des alentours... » De là des réquisitions exercées d'abord dans les faubourgs et dans les abbayes de Crespin, de Fontenelles, etc... (3). Enfin la peste reparut en 1571.

§ 10. — *Les Gueux pillent les abbayes de Saint-Saulve, Fontenelles, Denain, etc. — Cuper et ses religieux quittent le monastère. — Les Gueux à Crespin et à Saint-Aybert.*

Il ne nous appartient pas d'entrer dans tous les détails de l'origine et du développement d'un parti qui prit le nom de Gueux, nous nous bornons à dire qu'il se développa inopinément parmi les peuples des Pays-Bas.

La multitude, corrompue et infectée par diverses hérésies, devint peu à peu audacieuse et organisa le désordre contre la religion et contre l'Etat.

Les premières villes qui s'ébranlèrent dans la Flandre furent Tournai, Lille et Valenciennes ; leurs mouvements inattendus furent des présages certains de la ruine épouvantable qui devait suivre dans les Pays-Bas.

Valenciennes croyait avoir vu toutes les horreurs de la guerre ; mais voici que les 23 et 24 août 1566 elle subit des attentats et des pillages comme jamais elle n'en avait vu, même aux jours les plus malheureux. En effet, ses églises, ses maisons particulières, ses monastères furent assaillis et dévastés ; plusieurs entièrement démolis et rasés jusques au pied par les Gueux.

Dans les faubourg de Valenciennes des bandes pillèrent l'abbaye de Saint-Saulve et l'église de Saint-Michel près la porte de Mons.

La fureur sauvage de ces iconoclastes ne fut pas assouvie par ces premiers ravages ; ils se répandirent hors de la ville, semant partout la désolation, la ruine et la terreur.

Les Gueux saccagèrent la chartreuse de Marly, les abbayes de

(1) Ces diverses professions sont extraites des Arch. de Condé, GG 94.

(2) Arch. hist. et litt. du Nord de la France, t. II, p. 244 et suiv.

(3) Notes et éclaircissements sur l'hist. générale des Pays-Bas et sur l'hist. de Valenciennes au xvi^e siècle, p. 139.

Fontenelles (1), de Denain, etc. Le 26 août 1566, ils se dirigèrent, au nombre de 500, vers Crespin ; chemin faisant, ils s'attaquèrent à l'église d'Onnaing, profanant les Saintes Espèces, puis opérèrent à l'église de Quarouble.

Avertis la veille vers minuit, les habitants de Crespin, employèrent le reste de la journée et la nuit à sauver de leurs églises les objets les plus précieux.



Dessiné par Mad^{elle} Marg. Lombois. 1912.

Fig. 33. — Le « Dieu de pitié ».

Martin Cuper était connu comme sincèrement attaché au roi d'Espagne ; suffragant de l'archevêque de Cambrai, ami du cardinal de Granvelle, il était spécialement désigné à la fureur des Gueux. Dans leur rage, ils se promettaient que, s'ils parvenaient à s'emparer de la personne du « Seigneur Prélat, ils le déchiquèteront plus menuz que chair ou le brusleroit vif » parce que,

(1) Le dimanche 25 août entre 2 et 3 heures du matin.

disaient-ils, l'abbé a « été cause de la mort de plusieurs de nos « frères » (1).

Connaissant leur dessein brutal, Cuper quitta l'abbaye pour se retirer avec ses religieux au refuge de Condé, laissant la garde du monastère à D. Gratien Sohier, prieur, et à un chapelain, en leur recommandant d'ouvrir toutes les portes à l'approche des forcés et de leur accorder ce qu'ils désiraient. Martin espérait les vaincre par la douceur.

Uniquement retardés dans leur course par la destruction des églises d'Onnaing et de Quarouble, les iconoclastes sont vite à Crespin. Au village, c'est la ducasse et le lendemain de la procession qui se faisait chaque année le dernier dimanche du mois d'août.

D'abord 12 hommes sont députés, ils prennent le chemin entre deux bois et arrivent le lundi 26 août entre 10 et 11 heures du matin. Ils sont armés de piques, de pieux, de marteaux, de bâtons, de fourches, de pistolets, d'arquebuses, de hallebardes et d'épées.

En entrant dans le village, un sergent Jano, à l'aide d'une pique, jette par terre une statue de la Sainte Vierge placée dans une logette au-dessus de la porte d'habitation d'A. Carlier.

La petite troupe arrive près du monastère; elle pénètre dans le cimetière paroissial. Vis-à-vis de la porte d'entrée de l'église se trouve « un bon Dieu de pitié assis sur une pierre »; cette statue est protégée par un dôme soutenu par « des piliers, coulonnes et capitaux en pierres ». Jacques Cambier, déchargeur de voitures à Valenciennes, porta les premiers coups avec un marteau de fer et une cognée; aidé par « cinq compagnons » : l'aubergiste de « La Marque », celui de « L'Ecu de France », Jean Lefrancq, Etienne Cochon et un jeune homme maréchal de profession. Ensemble ils « rompirent et abatirent le tout par pièches » (2).

Ce premier sacrilège accompli, les « chevaucheurs » pénètrent dans l'église de la paroisse et bientôt les « scrignerics (coffres), les images, les tableaux et les pierres d'autel gisent sur le sol. Le jeune maréchal brise la pierre de l'autel Saint-Sébastien, mais respecte celle de la chapelle de Saint-Nicolas. Un nommé Fournier se charge de « piquer et défigurer les images ». Pendant ce temps d'autres s'attaquent au tabernacle, en retirent les Saintes Hosties, puis les foulent aux pieds en proférant d'affreux blasphèmes.

Les 12 « chevaucheurs » quittent bientôt l'église et se rendent au monastère. Le prieur D. Gratien Sohier, se présente à la grille de la maison et leur demande le but de leur démarche; avec effronterie ils déclarent qu'ils sont envoyés par la Cour et les nobles pour renverser et briser les idoles.

Dom Sohier leur demande un témoignage de leur message : Nos frères vont arriver, répondent-ils, et satisferont à votre demande; en attendant nous entrons pour déjeuner.

Puisqu'il le faut, répond D. Gratien, entrez; il les introduit dans

(1) Arch. de Condé, GG 92.

(2) V. appendices n° 5.

la cuisine où leur est servi « chair, pain et cervoise en abondance ».

Bientôt voici venir la suite annoncée, 500 à 600 personnes, « tant de cheval et de piedz, armez et bastonnez » comme les premiers. La troupe improvisée est précédée de quelques hommes à cheval ; leur chef est Collin Crameillon, boucher à Valenciennes ; leur porte-drapeau est Jean de Cartignies accompagné de Guillaume, fils de F. Patou, hôtelier du « Marteau d'or » de Valenciennes.

Pour la seconde fois, G. Sohier se présente à la porte du monastère et demande aux nouveaux venus la raison de leur présence. Au nom de sa troupe, Crameillon fit cette réponse « disans y avoir « commandement de la part de la court et des nobles pour rompre « les ymaiges... et pour abattre tous les ydolles, comme ils avoient « faict en l'église paroichiale de Crespin » ; puis il ajouta : nous avons faim et soif et nous voulons entrer.

Les considérant « fort enflambez et animez et comme insensez et « détenus de l'ennemi », le Prieur leur donne toute la satisfaction possible, leur déclarant qu'il ne se trouve à l'abbaye que deux ou trois tonneaux de cervoise, un peu de viande, du pain et quelque peu de vin qu'il met à leur disposition.

Par économie de temps, pendant que les viandes cuisaient, tous se gorgèrent de bière et bientôt mangèrent tout leur content. A la fin du repas, le chef harangua ses hommes, leur rappelant qu'ils étaient venus pour accomplir une grande œuvre :

« Enfans, leur dit-il, il reste à faire belle besoigne. »

Ces paroles sont comme le signal de la marche en avant. Les uns se ruent dans les « réfectoires, dortoires, chambres des malades « et autres chambres de la maison haut et bas ». D'autres se jettent dans la brasserie, les étables, les granges, « l'ouvroir des carpen- « tiers et escrigniers », pendant que des troisièmes prennent comme d'assaut le cloître, la « librairie où ils ont rompu les kartes « de la description des pays », etc. Partout c'est le vacarme, les cris séditieux et le gaspillage ; les serrures cèdent, les portes et les fenêtres sont enfoncées ; les tables, les chaises, les armoires, les buffets, les coffres sont brisés ; les armoiries, les peintures, les tableaux sont lacérés ; les tombeaux violés ; tandis que les archives, les titres, « les livres tant de l'église et de la librairie sont bruslés par plusieurs feux » ; bref, ils « n'y ont laissé choses entières ». Dans leur rage, ils ont été jusqu'à éventrer les matelas, les fauteuils et les coussins.

La « belle besoigne » continue ; elle devient sacrilège en même temps qu'épouvantable... A un signal donné, la troupe fond sur l'église abbatiale. Elle est magnifique cette église avec ses statues, ses tableaux et ses tombeaux. Son sanctuaire est remarquable, les arts y brillent d'un éclat particulier ; il se distingue par la beauté, la richesse de ses décors et de ses peintures. Autour du chœur sont placées les statues des douze apôtres « signées chacune de sa relique » et de nouvelles stalles, semblables à celles de Sainte-Waudru ont été payées par Cuper il y a quelque quinze ans. Plus loin ce sont des lampes d'argent, des objets de bronze et de marbre, qui

ornent ce sanctuaire, témoignages de la piété et de la foi des bien-faiteurs. Elle est magnifique cette église avec sa tour svelte et majestueuse, avec ses cloches, son harmonieux carillon et son horloge « sonnant toutes les heures ».

Ces hommes s'ouvrent un chemin par la force ; « estans entrés « comme gens insensés et inhumains, aussitost se prindrent à rompre, saccager, copper ». La haine les pousse vers le tabernacle et arme leurs bras ; ils font pesée sur la porte qui cède. Leur audace impie s'accroît et, au milieu des cris de triomphe, ils s'attaquent à la Sainte Eucharistie. « Le ciboire sacré est jeté à terre ; le Vénérable corps de Jésus-Christ est chargé d'outrages et foulé aux pieds. »

Les calices, les ostensoirs sont brisés ; le tabernacle de marbre, chef-d'œuvre de sculpture, et les autels sont renversés ; toutes les choses sacrées ou profanes sont souillées par leurs mains.

Le Prieur implore le respect pour les « fourmes qui estoient « toutes noefves et fort belles », mais Crameillon lui fait cette brutale réponse : « C'est impossible, nous devons tout abattre et tout briser. »

Bientôt on taille de ci, de là ; on frappe à grands coups de glaive, de pioche, de hache, et en peu de temps, tout est réduit en morceaux. Ces débris des autels, des stalles, du trône, des clôtures, des bancs, des sièges et des tableaux sont amassés, entassés pêle-mêle, livrés au feu et détruits par les flammes. Ce n'est plus le chant des religieux que l'on entend, c'est le crépitement des flammes de l'incendie.

Vient ensuite l'assaut des statues ; dans le but d'activer l'ouvrage, Crameillon pousse le cynisme jusqu'à demander à D. Sohier des cordes pour les arracher de leurs socles ; sur son refus, les hommes se mettent en quête et finissent par découvrir celles des cloches qui avaient été cependant soigneusement cachées.

Les statues des douze apôtres sont renversées et le fer et le feu en ont facilement raison. Les autres ont ensuite le même sort. Mais voici un prodige : une main essaie de tirer de son piédestal la statue de saint Denys et n'y parvient pas..., des bras vigoureux joignent leurs efforts..., c'est en vain qu'on essaye de l'ébranler (1). Furieux, les iconoclastes la mutilent à coups de hache, lui enlèvent le nez, les oreilles, les mains et les pieds... La grande croix se dresse royalement sur son édicule... ; les uns l'attaquent avec le fer, d'autres avec la pioche, le marteau ou les poutres de bois..., puis elle devient la proie des flammes !

Tout gît à terre, images, statues, croix, etc., et devient aliment du feu ; mais c'est insuffisant encore, leurs langues « adjoignent plusieurs jurons et blasphèmes exécrables » contre les Saints, contre Dieu et sa Divine Mère.

Par toutes les issues, la troupe furieuse s'échappe, emportant les

(1) Un phénomène semblable s'est produit lors de l'attaque du grand bénitier.

vases sacrés ; les uns volent les calices, les lampes d'or et d'argent, les objets de bronze et de cuivre, les ornements de soie, les autres les marbres précieux arrachés des autels et des tombeaux.

Les Gueux, voulant accomplir toute leur « belle besoigne » après dîner marchent vers Saint-Aybert ; arrivés au hameau à deux heures, ils pénètrent dans la chapelle où « ils ont tout rompu ». Toutefois, suivant Cousin, « la fierte » de Saint-Aybert fut sauvée ; cachée par le censier de la métairie entre les orties au milieu d'une pâture, les hérétiques, quoiqu'ils la cherchassent, ne purent la trouver (1).

Nous devons faire remarquer qu'en arrivant au monastère de Saint-Landelin, les chefs de la bande avaient placé un guetteur dans la tour du clocher avec charge de donner l'alarme au son du tambourin s'il voyait quelques chevaucheurs approcher de l'abbaye.

Une heure après le départ pour Saint-Aybert, le guetteur donne l'alarme... l'ennemi est proche... Aussitôt les hommes se rassemblent devant l'abbaye et se préparent au combat... C'était une fausse alerte... Ce sont des frères « en pareil nombre, armez, et embastonnez » comme les précédents ; ils viennent d'opérer à Saint-Amand, à Tournai et dans les environs. « Estans jointz tous par ensemble, ont exercés fouldes cruautés et saccagemens. »

Ces nouveaux venus, eux aussi, demandent « à se rafraîchir et à se restaurer » aux frais du monastère. Gratiën les « voyant enragiez » se mit en quête pour les satisfaire et parvint à recueillir 7 tonneaux de cervoise dans le village. Cette boisson devenait rare, plus rare encore était la viande. Les pillards s'en procurent facilement, ils montent au pigeonier et, après avoir brisé les portes et les fenêtres, y pratiquent une raffe en règle ; bientôt ils fricotent le fruit de leur chasse, « se servant de suif de bœuf à défaut de beurre ».

Pendant que ceux-ci se gorgent, d'autres forment le projet de briser toutes les cloches, sauf une pour le prêche. Adrien Carlier, habitant de Crespin, se met à leur disposition pour les conduire au clocher ; l'échelle ayant été brisée à dessein, il fallut se résigner à monter à l'aide de cordes. Carlier avait l'espoir d'adoucir ces hommes par l'appât de quelque somme d'argent ; ils sont 4, il leur offre à chacun une livre de gros. Ceux-ci comprennent qu'il les veut corrompre, menacent de les jeter par les auvents s'il continue ses propositions. Les 4 hommes frappent plus de 500 coups sur les cloches, une seule est fêlée, celle de « midi » ; par contre, les instruments cèdent et se brisent. Loin de se décourager, ces « enragiez » coupent les « berlières » et se servent des battants des cloches pour frapper à nouveau. Pendant qu'ils opèrent, une vingtaine de « gallans » veulent monter pour aider les premiers, Carlier leur fait observer que leur concours est inutile, les cloches étant cassées ; au contraire, ajoute-t-il, votre présence est nécessaire en

(1) Cousin, Hist. de Tournai.

bas où un grand tumulte se fait entendre. Ceux-ci, prenant Carlier pour un des leurs obéissent aussitôt.

Vaincus par la résistance de l'airain et fatigués de leur besogne, les 4 hommes manifestent le désir de se restaurer. Carlier les invite à prendre chez lui le nécessaire, ce qui fut accepté. Pendant qu'ils se gorgent, l'un d'eux raconte qu'il a opéré à Onnaing et montre ses souliers qu'il a oint d'huile sainte.

Enfin Crameillon, Cartignies, Guillaume, etc., ayant quitté Saint-Aybert, rentrent à Crespin, il est environ 4 heures après-midi. Le tambourin bat le rappel ; aussitôt tous les hommes se rassemblent et se mettent en route pour Quiévrechain et Sebourg. Sur leur chemin, à la sortie du village, ils rencontrent une « chapelette » dédiée à la Sainte Vierge ; la troupe aurait cru n'avoir pas complètement rempli sa mission si elle eut laissé ce sanctuaire debout. Aussitôt la statue de la Madone est mise en pièces et la petite chapelle démolie.

Soudain 300 hommes, au lieu de quitter le territoire de Crespin, rebroussement chemin, comme si leur rage n'était point satisfaite encore, rentrent à l'abbaye pour achever ce qui avait été commencé.

Desfégny, un des principaux de la bande, s'adressant à D. Sohier, lui déclare qu'il est revenu sur ses pas accompagné de quelques centaines d'hommes pour protéger l'abbaye contre une troupe composée de pillards et de larrons qui doit venir de Tournai... Le moine n'en crut rien...

Avant de pénétrer dans les salles et pour se faire payer leur faction par anticipation, Desfégny et sa suite exigent que le prieur leur fournisse de la cervoise.

Le soir à 7 heures le son du tambourin rassemble près de la porte de l'abbaye la troupe éparpillée dans les différentes salles du monastère, puis tous s'agenouillent, chantent des psaumes et « pater-notent »...

Un certain nombre de Crespinois attroupés furent harangués, et défense leur fut faite de permettre « dorénavant de dire messe aux « dictes églises, mais au contraire leur recommandèrent de recevoir un prédicant qu'ils enverroient de Valenchiennes, les « menassans que s'ilz le refusoient, qu'ilz retourneroient aud. Crespin et démoliroient du tout l'abbaye et ladicté église ».

En même temps ces énergumènes invitent les habitants au calme, leur assurant qu'ils n'ont rien à craindre puisqu'ils viennent uniquement pour s'attaquer aux églises et aux images. Cet engagement est pour le moins tardif, attendu que plusieurs particuliers ont été molestés et malmenés. De fait, quelques « chevaucheurs » étaient entrés dans la journée et de force chez M. Leclercq et avaient minutieusement inspecté sa maison du « ceiller au grenier », fouillé tous les meubles et « picqué » le fumier parce que Mathieu avait été dénoncé comme recéleur des idoles du couvent. Quand il fut appelé comme déposant, Leclercq déclara « qu'il y avait beaucoup d'objets cachés chez lui, qu'une « Nostre Dame d'albâtre, un Jésus » et quelques tableaux ayant été trouvés, furent brisés...

Les 300 hommes qui avaient rebroussé chemin, ayant terminé leur parodie et leur harangue, se répandent à nouveau dans le monastère et reprennent « leur belle besogne ».

Vers 9 heures du soir, le prieur D. Sohier quitte le couvent et rentre « en sa maison scituée à l'opposite d'icelle abbaye ». De là, entre 10 et 11 heures, il voit une grande clarté dans la plupart des salles front à rue... il entend « buquier, rompre et abattre pierres « d'autelz, escrigneries », etc...

Le lendemain, vers 5 heures du matin, les forcenés se retirent de l'abbaye « chargiez comme mulez » et se dirigent vers Quiévrechin.

Dom Gratien entre dans le monastère, en ferme la porte et parcourt les différentes salles ; à la cuisine il constate que des piliers ont été renversés et partout il remarque des foyers d'incendie. Dans l'église, en quatre endroits différents, brûlent les débris des stalles, des armoires, des tableaux, des statues, « l'ymaige et antaillure » de Saint-Michel dont la tête est en feu. Au dortoir, des monceaux de papier et de livres se consomment lentement. A l'infirmerie coule l'étain des assiettes, des plats et des pots fondus. Au « réchauffoir », les bancs sont réduits en cendre. Même (les iconoclates) « ont traîné « le grand crucifix des religieux et l'ont bruslé desoubs la première porte de l'abbaye. Bref tout est bruslé par plusieurs feux « qu'ils feirent » en 18 endroits durant toute la nuit. Chacun est à se demander comment le monastère n'a pas été réduit en cendres, comme le voulaient les insurgés.

Le féroce ennemi, dit l'historien auquel nous avons emprunté beaucoup de ces détails, occupe encore Crespin que déjà un fondé de pouvoirs, D. Zéphirin, délégué par l'abbé Cuper, revient à ses autels, sur la fin du mois d'août.

C'est lui, sans doute, qui, aussitôt rentré dans le monastère, fit le relevé des dégâts causés ; et le prévôt Morillon, écrivant à Granvelle (1) le 8 septembre, dit :

« J'ay veu lettres escriptes de Monsieur de Crespin que avec « 900 florins il ne sçaurait réparer le dommaige que ceux de « Valenchiennes luy ont faict » et qui depuis « at esté prié par « le commandement de M. de Noircarmes, grand bailliy de Haynau « le 29 décembre 1567, dont l'intérêt porte 10,341 l. 2 s. t., appa- « rant par la copie de l'information collationnée par J. Gooslens, « notaire publicq au conseil de Brabant admis et approuvé (2). »

Le Prélat, en face de tant de ruines, expose la situation lamen-

(1) Correspondance du cardinal de Granvelle, lettres de Morillon, Arch. de Besançon.

(2) Ces renseignements sur le saccagement de Crespin par les Gueux sont extraits des Arch. du Nord, liasse 34, des Arch. de Condé, pièce orig. GG 92, de Simon Leboucq, du baron de Reiffenberg, etc. — N.-B. : Le récit du passage des Gueux a été écrit par Pierre Coret, curé de Crespin ; ses données, peu après, ont été mises en vers ; cette ode est mise en appendice à la fin de l'ouvrage de Raissius « Coenob. Crispin ». Cf. au sujet de P. Coret, appendices, n° 6.

table de sa maison et réclame quelques subsides à l'Etat (1) ; il fit plusieurs démarches. Obtint-il le secours demandé ?

Nous l'ignorons.

**

Les chefs des séditieux furent arrêtés et jetés en prison. Le 17 juin 1568, quatre s'évadèrent : Allard Bar, Collin Crameillon, Jacques Regnier, peigneur et Jacques Durieux, cordier. Allard « rencontré d'ung haliebardiier fu repris et remis en prison. Crameillon, Regnier et Durieux furent bannis de Valenciennes et « banlieue et de tous les pays du roi d'Espagne et tous les biens « confisquez » (2).

« Jean de Carteny qui avoit esté à Crespin et illec avoit raquellé « les imaiges ès églises de lad. abbaye fut décapité » (3).

§ II. — *Mort de Cuper*

Martin Cuper, loin de se décourager, se remet à l'œuvre ; il veut achever le cloître au triple péristyle et relever le monastère de ses ruines. En attendant que l'abbaye fut rendue « commodieuse », les religieux de Crespin habitèrent le refuge de Condé. Ce provisoire dura un an et demi (4).

Quelqu'énergique qu'on le suppose, Martin Cuper ne put s'empêcher, devant tant de désastres accumulés, de ressentir une profonde tristesse ; ce chagrin, quoique caché, mina ce robuste tempérament ; c'est pourquoi le Prélat songea à prendre un peu de repos, peut-être même à abdiquer. Il commença à mettre ordre à certaines affaires ; c'est ainsi, par exemple, qu'après avoir reçu « Vc l. t. pour la fondation d'une messe au Saint Sacrement toutes « les semaines ledit sieur Cuper avoit remboursé lad. somme au « pasteur et gens de la loy dud. Crespin dès le mois de may « 1571 » (5).

En 1572, « la veille de la Pentecouste », le comte L. de Nassau, « surprint la ville de Mons du matin à 4 heures. Et à la mesme « heure ce mesme jour M. de Faumars surprint la ville de Valenciennes. De quoy nous fumes contrainctz (c'est un moine de Crespin qui écrit) nous retirer à Condet avec les hardes de la maison, et Mgr Cuper fort adoloré de ce désastre inespérément « advenu se retira en la ville d'Ath et de là à Tendremonde et fut « là quelques journées. Depuis, Mme de Forest près de Bruxelles « le manda venir pour meilleur traictement en sa maison de Forest. « Partant de Tendremonde, led. Sr abbé, une petite fièvre l'assailla « en chemin, laquelle peu après s'aggrava, de sorte que le 25 juil-

(1) Arch. du Nord, liasses 16, 28 et 29, pièces orig. Cf. p. j. n° 24.

(2) Hist. des troubles advenus à Valenciennes, par P. J. Leboucq.

(3) Dict. Rouchi-français, au mot « raquellé », c'est-à-dire brisé.

(4) Arch. de S. A. S. le duc d'Arenberg, en son palais à Bruxelles.

(5) Arch. du Nord, liasse 22, cahier de 6 feuillets grand in-plano.

« let il rendit son esprit à Dieu, après avoir été administré de tous
« sacrements nécessaires aux catholiques trespasant, par le souffra-
« gant de Malines et Maître J. Cartegny, carmélite. Son corps fut
« enterré devant l'huis du chœur de Forest, à costé gauche » (1).

Raissius dit : « Il était digne d'une plus longue vie et d'un meilleur sort. »

Sur sa tombe on grava cette épitaphe :

« L'an 1572 mourut (2) à un âge déjà avancé (74 ans) le R. P. et
« Seigneur, Martin Cuper, évêque de Chalcédoine, suffragant de
« l'archevêque de Cambrai et abbé de Saint-Landelin de Crespin
« (26 ans)... Il était d'abord religieux Carme et c'est dans cet ordre
« qu'il fut choisi pour être élevé aux différentes dignités susdites.
« Ce Prélat réconcilia et consacra bon nombre d'églises et d'autels
« profanés par les hérétiques (3). »

Le corps du Prélat demeura 18 ans à Forest ; Jean du Maisnil, son successeur, la veille des ides de mars 1590, transféra ses restes au couvent de Crespin. Selon D. Queinsert, dans l'ancienne église de ce monastère, on voyait sur sa tombe une épitaphe en vers latins (4) que nous traduisons :

« Martin Cuper repose dans la chapelle de Saint-Landelin et est
« enterré vis-à-vis l'autel du Saint Fondateur. C'est sous cette
« pierre que reposent les restes de l'auxiliaire de Robert, de Louis
« et de Maximilien. Au titre de suffragant de l'archevêque de Cam-
« brai, l'évêque de Chalcédoine joignit celui d'abbé de Crespin. Il
« fut pendant 25 ans (5) à la tête de ses religieux et donna les deux

(1) Arch. de S. A. S. le duc d'Arenberg en son palais à Bruxelles.

(2) Ailleurs non lisons : Cuper mourut le 9 des kalendes sextiles en 1572 (le 24 juillet).

(3) « Anno 1572, obiit in bona senectute Reverendissimus Pater ac Dominus Martinus Cuperus episcopus Chalcedonensis Archiepiscopi Cameracensis suffraganeus et abbas monasterii Crispiniensis inter Montes in Hannoniæ et Valencenas siti ex ordine Carmelitarum postulatus et assumptus. Qui multas ecclesias et altaria ab hæreticis profanata denuo reconciliavit et consecravit. » (Communication de M. F. Donnet, administrateur de l'Académie royale des Beaux-Arts à Anvers.)

(4) « Cuper jacet in sacello Sancti Landelini

« Conditus antè sacram Landelini præsulis aram

« Subtus honorifica mole Cuperus inest

« Suffragans Roberte tibi Lodoice tibi que

« Atque decore pari Maximiliane tibi

« Huic titulo meritis abbatis junxit honores

« Chalcidus præsul cum tamen antè foret

« Præfuit ille suis viginti quinque per annos

« Attribuit geminas ob tria sacra domos

« Hujus ut esse memor possis per sæcula nomen

« Nominibus raris insera Crispinium ». Cf. Brasseur, Theatr. Abbat. Hannon. et Coll. Moreau, t. 264, p. 64, note.

(5) Nous avons dit que Cuper fut nommé Abbé en 1546 et ne prit possession de son siège abbatial qu'en 1547. D'où il gouverna son troupeau 25 ans, fut Abbé 26 ans et mourut la 27^e année de sa prélature. Le Ms de Douai n° 823 dit : Cuper fut Abbé 27 ans.

« maisons (qui composent le refuge de Condé) à charge pour l'abbaye de célébrer trois anniversaires pour le repos de son âme (1).
 « Pour que vous puissiez vous en souvenir toujours, ajoutez son nom aux noms les plus remarquables de l'abbaye de Crespin. »

A son tour Jean du Maisnil, qui pendant de longues années avait été favorisé de l'amitié et des bienfaits de Cuper, lui dédia cette épitaphe qui relate les derniers événements de sa vie. Composée en vers latins (2), elle fut gravée sur le marbre posé en face de son tombeau et plus tard traduite dans le sonnet suivant par un auteur inconnu :

« *Aussy tost que ton œil voit l'horreur de la guerre*
 « *Par le François mutin en Haynau espandu*
 « *Arrosé des tes pleurs et en larmes fondu*
 « *Cupper tu délaissas Crespin la douce terre ;*

« *Et vidant la mort qui toute chose atterre*
 « *Au cloistre de Forest fuitif tu t'es rendu*
 « *Mais las du traict mortel frappé et estendu*
 « *La mort que tu fuiois dans le cercoeil t'enserre.*

« *Or, pour ce que le lieu où estoit mis ton corps*
 « *Fut depuis prophané par les sanglants efforts*
 « *De l'hérétique errant, d'un devoir favorable*

« *J'ay dix-huit ans après icy remis tes os,*

(1) L'un est rappelé en ces termes dans un « cahier relatif aux cérémonies célébrées au monastère » : « Mémoire qu'on doit ung obitte en « couvent pour Martin Cuppre le premier lundy après la feste des Trois « Roys » (Arch. du Nord, liasse 10, cahier orig. en papier, *It.*, l'obituaire, liasse 21). — Un autre se célébrait, d'après l'obituaire de Crespin, le 5^e jour des calendes d'avril. — N.-B. : Le 3^e jour des calendes de décembre, le même obituaire porte : « Trois fois l'an nous devons célébrer les obsèques à 3 leçons de Martin Cuper, prélat de ce monastère, qui, de ses « revenus, comme suffragant de l'évêque de Cambrai, a acheté un refuge « qu'il a donné au monastère. » (Arch. du Nord, liasse 21.)

(2) « *Vidisti ut patriam duro sub marte labantem*
 « *(Illam etenim Gallus fraude premebat atroæ)*
 « *Crispinium Martine gemens sociosque relinquis*
 « *Excepit profugum teque Foresta domus.*
 « *Mox saturum ætatis variosque in pectore casus*
 « *Belli versantem mors properata rapit*
 « *Corpus et extinctum tumultu sepelivit amicus*
 « *Grex tua dum superos umbra beata petit*
 « *Asi ubi ter senos isto jacuere per annos*
 « *Ossa loco noster te indè retraxit amor.*
 « *Et proprias ductus pietate revisere sedes,*
 « *Ne foret ingratus membra sepulta dedit.*
 « *Tu interea nostros cernans Martine labores*
 « *Accipe mnemosynam nominis hocc tui. (Raissius.)*

« *Te suppliant qu'à moy te montrant secourable,*
 « *De Dieu auprès de toy tu m'obtiennes repos* (1). »

La Gallia Christiana, à la fin des notes qu'elle a consacrées à l'évêque de Chalcédoine, nous donne aussi une épitaphe de Cuper (2). L'auteur nous invite à nous prosterner respectueusement devant la tombe de celui qui a rempli un si grand rôle dans l'histoire de l'abbaye de Crespin en nous disant : « Lecteur, prie pour « l'âme qui habita ces restes, prie le Dieu très bon et très grand « de lui accorder les biens éternels. »

(1) Les divers renseignements touchant a fin de Cuper sont extraits des Arch. du Nord, liasse 14, Raissius, Monast. Bened., Brasseur Theat. Abb. Hann., Corresp. du card. de Granvelle, t. III, p. 322, lettres CV, Sanderus chronog. sacra, t. II, pp. 230 et 231, etc.

(2) En voici la traduction : « Ici reposent les restes de Martin Cuper qui, « pendant sa vie, fut Abbé de ce monastère, évêque de Chalcédoine et suf- « fragant du seigneur Robert de Croy, évêque de Cambrai, et des deux « archevêques, ses successeurs sur le même siège ; ces restes furent trans- « portés du monastère de Forest situé au faubourg de Bruxelles dans lequel « il se retirait pour échapper aux désordres que suscitaient dans le Hainaut « les guerres des ennemis de la foi catholique et où il mourut consommé « de vieillesse et de chagrin l'an 1572. Ses dépouilles furent transférées « par les soins de Jean du Maisnil, son successeur, le 14 mars 1590. — « Lecteur demande pour son âme à Dieu très Bon et très Grand les biens « immortels. — Sa maxime était : « Tempérez le temps par le temps ».

LIVRE IV

De 1572 à 1724

CHAPITRE PREMIER

JEAN VI DU MAISNIL (1)

(1572 et 1574 à 1596)

§ 1^{er}. — *Du Maisnil, né à Condé, entre au monastère de Saint-Landelin. — Il est prévôt. — Ses frères le choisissent pour supérieur.*

L'évêque de Chalcédoine, ayant remarqué en du Maisnil de hautes qualités et d'éminentes vertus (2), l'avait honoré de son amitié et de sa confiance. Pendant que le Prélat exerçait ses augustes fonctions, du Maisnil le remplaçait à l'abbaye ; il était tout désigné pour lui succéder. Le Pape, « à cause des mérites bien connus de Jean, le premier abbé du Hainaut », lui permit de porter les ornements pontificaux (3).

Jean du Maisnil naquit à Condé en 1543 ; lui-même nous en informe, lorsqu'il fut le parrain de Jeanne Despierre, fille de Jacques (4).

Du Maisnil, d'après les historiens, descendait d'une modeste famille ; mais il s'ennoblit par ses mérites et ses talents (5). On conserve de lui un ouvrage intitulé : « Complainte sur le trépas du seigneur Emanuel de Lalaing (6). »

Elevé par des parents foncièrement chrétiens (7), cet enfant,

(1) *Alias* du Maynsny et du Maisny.

(2) *Monast. bened.* ; *item* Ms 823, Douai, p. 272, Raissius.

(3) « *Primus hic octavo Clemente favente tiam detulit ex merito qualificante virum.* » (Coll. Moreau, t. 267, p. 198, extr. des Annales de l'Abbaye par D. Queinsert.)

(4) Arch. de Condé GG (à titre de mémoire).

(5) « *Ex humili Condati natus... sed virtute auctus...* » (Brasseur.)

(6) Imprimé à Mons chez Michel, 1591.

(7) Un religieux de Crespin, du nom de Du Maisnil, était procureur de l'abbaye en 1591 (Arch. de Croy).

désirant se consacrer au Seigneur, demanda aux moines de Crespin l'honneur d'être reçu dans leur maison.

Jugé digne par ses supérieurs, à 20 ans, il prononça ses vœux en ces termes :

« Moi, frère Jean du Mainsny, dans la vingtime année de mon
« âge, religieux non profès de l'ordre de Saint-Benoît dans l'ab-
« baye de Crespin, je promets à Dieu Tout-Puissant, au cas où après
« ma profession quelques réformes seraient apportées par mes supé-
« rieurs dans la règle de Saint-Benoît, de m'y soumettre et de vivre
« selon cette règle. En foi de quoi j'ai fait cet écrit et l'ai revêtu
« de mon signe manuel ordinaire l'an de grâce 1563 le 20 février...
« Moi, frère Jean du Mainsny, je promets la stabilité, la conserva-
« tion de mes mœurs et l'obéissance selon la règle de Saint-Benoît,
« je prends à témoin de ce serment Dieu et les saints de ce monas-
« tère dédié aux saints apôtres Pierre, Paul et saint Landelin, en
« présence du Seigneur abbé, Martin Cuper,

« (Signé :) Jean du MAINSNY (1). »

Le jeune religieux attira bientôt l'attention du Prélat de Crespin qui le nomma prévôt de de la terre « et seigneurie de Crespin » le 14 mars 1568 (2) ; et quand le siège de Crespin fut vacant, ses frères, qui l'avaient en haute estime, le choisirent pour succéder à Martin Cuper.

A la mort de ce dernier, du Maisnil avait 29 ans. D'après les chroniqueurs, le siège de Crespin fut vacant pendant deux ans environ (3), c'est-à-dire de 1572 à 1574.

Quelle est la raison de cette vacance ? Nous l'ignorons ; cependant plusieurs causes peuvent être données : les troubles, les révoltes et les guerres. D'autre part, l'élection de Jean a pu être faite aussitôt la mort de Cuper ; mais, à cause des insurrections, le résultat n'a pu être envoyé immédiatement à l'autorité ecclésiastique. De plus, l'abbé ne pouvant être intronisé sans l'approbation royale, les mêmes causes ont pu amener quelque retard. Du Maisnil a donc pu être élu aussitôt la mort de Cuper et ne recevoir ses bulles et l'approbation de Sa Majesté qu'en 1574.

En tous cas, nous pouvons dire qu'en attendant sa promotion, du Maisnil administrait le monastère à titre de gouverneur. En effet, Martin avait fait de Jean le prieur, peut-être même l'auxiliaire et le coadjuteur du monastère, charge que du Mesnil a conservée jusqu'en 1573, date à laquelle nous voyons Dom Jacques Gusfroit, prieur du monastère (4).

Un manuscrit conservé à la Bibliothèque de Douai, relatant la mort de l'abbé Jean du Maisnil, dit « qu'il quitta ce monde la 23^e année de sa prélature » (5). Du Maisnil, étant mort à la fin du

(1) Arch. de Condé GG. — Cf. pièce justif. n° 25.

(2) Arch. du Nord, liasse 1.

(3) Monast. Bened., la Gallia Christ., Raissius, etc.

(4) Arch. du Nord, liasse 22.

(5) Ms n° 823, f° 272 : « anno prælaturæ vigesimo tertio... »

mois d'octobre 1596, serait donc monté sur le siège abbatial de Crespin en 1572 ou en 1573.

D'autre part aux Archives du Nord, on trouve : Jean du Maisnil, abbé de Crespin en 1572 et en 1573 avec un autre du Maisnil, moine de Crespin (1).

D'où nous concluons que D. Jean a été élu en 1572, aussitôt la mort de Cuper et n'a été béni qu'en 1574. A cette date il avait 31 ans.

Nous pouvons être plus précis encore ; dans un rapport fait par un moine de Crespin, nous lisons :

« Le... du mois d'août 1572, l'abbé de Hasnon et le Seigneur de Quiévreachain eurent commission S. E. le duc d'Albe de se venir informer de l'ydéonité des religieux de nostre maison et mesme des susdits députés à nostre dénomination.

« La maison fut dépourvue de Prêlat jusques au mois de juin 1574, qu'alors fut nommé par le Roy en son conseil de par deçà D. Jean du Maisny, et fut béni par Messire de Berlaymont, archevesque de Cambray le 24 aoust ensuivant, au Castel de Cambrésis, présents les prélatz de Hasnon et de Saint-André et assista à la messe le comte de Talbot, anglois, banni et exilé d'Angleterre pour la religion catholique. Le banquet se fit en l'abbaye de Saint-André où led. comte de Talbot avec sa femme fut présent en la compagnie du Sr Archevesque.

« Le lendemain 25^e d'aoust 1574, led. du Maisny fut mis en possession de son église de Crespin par le vicariat de Cambray.

« Au mois de septembre 1574, Je. D. Jean du Maisny, fais célébrer un grand et notable service pour l'âme de mon prédécesseur auquel assistèrent plusieurs prélats et gens notables, d'église et séculiers, asçavoir en aultrez les prélatz de Saint-Ghislain (qui depuis fut évesque d'Arras), de Hasnon, de Saint-Jean de Valenciennes, le prieur de Saint-Martin de Tournay, de la part de son prélat, le doyen de Condé et plusieurs curetz des lieux circonvoisins, beaucoup de religieux de divers monastères ; un religieux carmélite de Valenciennes, docteur en théologie, nommé M^e Grégoire fait la prédication et fut l'église entière tendue en deuil ; il y eut plus de cent personnes à la table (2). »

Malgré son jeune âge, le Prêlat prouva par la sagesse de sa gestion que Cuper avait bien placé son estime et sa confiance.

Tout d'abord, du Maisnil « rendit à M. Philippes comte de Lalaing, sa foy et hommage à cause des fiefs situés à Maing, à Baisieu et à Morchipont, lequel Ph. de Lalaing le reçut pour et au nom du roi d'Espagne auquel la comté de Haynnau appartenait alors ». Cet acte est daté du 10 décembre 1574 (3).

(1) Arch. du Nord, série H, liasse 34.

(2) Arch. de S. A. S. le duc d'Arenberg.

(3) Coll. Moreau, t. 267, p. 198.

Puis il « commit recepveur du Bois de Mons, de la terre, justice
« et seigneurie dud. Crespin, Capelle Saint-Aybert et par tout ce
« pays et comté de Hainaut, luy octroyant la demeure et concher-
« gerie de l'hostel de Mons au Trou Oudart » (1).

§ 2. — *Baux divers*

L'abbé Jean a donné à bail pour 9 ans en 1574 et en 1591 à V. Plichon d'Etreux 8 muids 6 huittellées de terres labourables à Sebourg (2).

En 1580, Jean donna à bail la ferme de Maing (3) qui consiste en « xvij muids iij mencaudées et demi de terres labourables y com-
« pris une masure et un droit de disme qui se liève sur 2214 men-
« caudées don Crespin coeuille 4 gerbes », soit au total ivc iij
« mencaudz ». La charge du locataire était de fournir « C rasières
« de froment, C de sourion, 4 pourcheaulx gras à lever lard et
« pour les vins de marchiet 1,200 l. » (4).

L'abbé a donné à bail la ferme du Corbeau en 1559 à François Monssebecq, en 1573 à J. Videz, en 1580 à Régnier Waroult, en 1588 et 1595 à Jean Hubert « se comprenant icelle cense en une
« maison, cambre, huisine de brasserie, estable, caves y comprins
« la cours, pastures, pré, un gardin tout planté d'arbres, tenant
« d'une part au grant chemin de Mons à Valenciennes et de l'autre
« du loing la rivière de Quiévrechin (Honnelle) et avecq tous les
« hostiaux et ustensiles à usage de brasserie » que le preneur devra
« rendre « en bon estat comme il les trouvera à son entrée en jouis-
« sance. Il s'engage à entretenir à ses despens les édifices, les cou-
« vertures avecq libvrer les estoffes ad ce servans ; de faire toutes
« les fosseryes sur et allenthour desd. hiretaiges, de paier 124 l. en
« argent et 100 livres de bure » (5).

L'abbaye loua la dîme de Bellignies en 1574 à G. Leroy, concierge de son refuge à Mons et en 1594 à P. Gallet au « rendage de 72 l. » (6) ; celle de Nouvelles en 1581 à T. Motte de Bougnies, en 1590 à P. Salmson, et en 1604 à J. Motte moyennant deux muids 1/2

(1) Arch. de l'Etat à Mons, fonds de l'abbaye de Crespin.

(2) Arch. de l'Etat à Mons, fonds de l'abbaye de Crespin.

(3) En 1582, du Maisnil établit un cartulaire de cette ferme. — Cf. Appendice n° 4.

(4) Arch. du Nord, liasse 10, orig. en papier.

(5) Arch. du Nord, liasses 2 et 22. — *Item*, Arch. de Croy, carton 70, pièces 90 et 99. — *Item* Arch. de Condé GG. — Cf. pièces justif. (Baux divers), n° 43 D.

(6) Extrait du dépôt des Arch. de l'Etat à Mons, par J. Devillers, et Arch. du Nord, liasse 3.

de blé (*alias* 15 rasières) (1) ; la ferme de la Fontaine à la Vve J. Tournay en 1579 pour 455 liv. 10 s. (2) :

Les religieux passèrent à bail : Le « muy de l'abbé », sis à Angres à M. Flaisse en 1584 (3), à J. du Bois en 1587 (4) ;

Le dîmage de Baisieux à J. Estoret en 1589 au « rendage » annuel de 100 rasières de blé et 90 rasières d'avoine (5) ;

La ferme d'Elouges à J. du Bois (6) ;

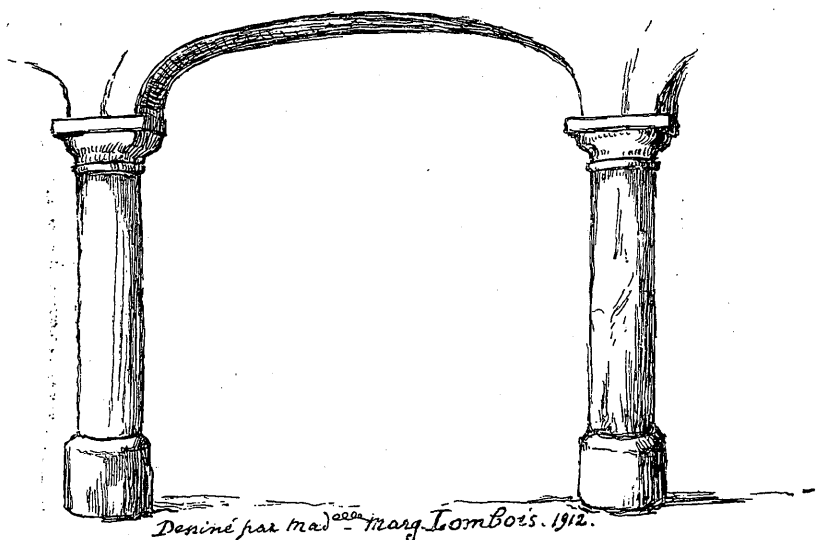


Fig. 34. — Ferme du Corbeau (état actuel).

Les 4 muids et 4 huitt. de terres gisant à Onnaing et à Saint-Saulve à F. Martin en 1590 au « rendage » annuel de 7 muids 2 rasières de froment ;

Après la « pesquizon » de la Saint-Rémy 1592, les viviers de Crespin à L. Bronchart aux conditions suivantes : le locataire rendra « au Prélat à l'expiration de son bail 4901 anteneaux (7) « ayant 10 à 12 pouces de long et 4700 autres anteneaux ayant 8 à « 9 pouces ; 24 fourciens, 23 thiennes 1/2 de queuebecs, chaque « thinne » en contiendra 700 ayant 4 pouces ; rejectera 4 fois les

(1) Annales du Cercle Archéol. de Mons, t. XXXI, p. 196.

(2) Arch. du Nord, liasse 28. — Cf. pièce just. n° 43 E.

(3) Arch. du Nord, série H, liasse 4.

(4) *Idem*, orig. en parchemin.

(5) *Ibidem*.

(6) *Ibidem*. — Cf. pièce just., baux divers n° 43 E.

(7) Arch. de Croy, cart. 70, p. 98. — N.-B.^e : Locataires de 1552 à 1603, P. Doye, G. Mochet, J. Druille, F. Martin.

« viviers; durant son bail tout à l'entour d'un jeet de 10 piëds et
 « un fer profond; entretiendra les digues des viviers, la maison de
 « la pesquerie; le comprendement d'icelle, les ventels et les venti-
 « neaux; fournira à la pesquizon qui se fait à Pâques 600 carpes et
 « 4 thinnies de perches et de roches; payera prestement à l'abbé
 « 1.200 florins carolus de 20 patars chacun; de son côté l'abbé
 « livrera au locataire les bois nécessaires à la réparation des digues,
 « fera exécuter à ses dépens les ouvrages noefs, accordera le pré
 « qui se loue avec les viviers au rendage annuel de 1,800 l. de 20
 « gros la livre » (1).

§ 3. — *Du Maisnil implore la pitié des grands pour le village de Crespin ruiné. — Le monastère pillé, les moines l'abandonnent. — La dette de l'abbaye est de 2.573 flor.*

Du Maisnil et ses sujets eurent à souffrir les exactions et les pillages des soldats, ce qui engendra la ruine et du village et du monastère.

Le 24 septembre 1574, la communauté de Crespin adressa à Ph., comte de Lalaing, cette requête apostillée par l'abbé : « ...A cause
 « des guerres et troubles qui ont régné, chaque fois avons dû loger
 « les gens de guerre, séjournantz, passantz et rappasantz..., fournir
 « de l'avenue et fourrages aux Espagnols..., faire des charriaiges
 « pour les camps et travaux pour l'entretienement des rivières...,
 « pour lesdites causes, sommes redevables de 3,172 l. 2 s. 3 d. t. »

Dans le but de payer nos dettes nous proposons de taxer le pacage des marais de Crespin et de Scopignies; par tête de bétail, « la chevaline à 30 s. et les bêtes à cornes à 20 s. », ou de louer pour 4 ans les 36 bonniers de pâtures sis à Saint-Aybert, « entre la ventaille et la pâture Rubry », et d'obliger les locataires à payer « prestement le prix de leur démorée pour toutes années ».

Le 31 mars 1575 il fut répondu : « Nous autorisons à louer pour
 « 6 ans la portion susdite des marais de Scopignies... et d'employer
 « les deniers au paiement des dettes... (2) »

Quelques années plus tard, les habitants de Crespin et de Saint-Aybert « remontrèrent au grand bailli du Hainaut, C. de Croy, « qu'à cause des guerres intestines et troubles survenus en ces pays
 « depuis 1567, ils ont été tellement molestés et travaillés de soldats,
 « tailles et subsides, tant par billets, d'envoy de chariots, d'admo-
 « nition, etc., qu'ils ont dû emprunter 19.600 l. t. employés... à
 « cause de la maladie contagieuse advenue à Crespin en 1569, pour
 « assister les pauvres manants en telle extrémité..., pour satisfaire

(1) Arch. du Nord, liasse 28, orig. en papier. — Cf. pièce justificative n° 43 F.

(2) Arch. de Croy, carton 73, p. 263. — Item Arch. du Nord, liasse 16.

« aux tailles de frais tant pour la compagnie d'ordonnance et soldats de feu M. le marquis de Renty ayant été à Crespin 3 mois, et le reste pour les soldats mutinés de Pont-sur-Sambre, sauvegardes, chariots allans es pays de Brabant et de Flandre »... la communauté de Crespin demanda l'autorisation de prendre de l'argent « à frais », ce qui lui fut accordé le 24 juillet 1595 (1).

Au monastère, la pénurie était si grande en 1576, que les religieux durent recourir à la charité publique ; ils reçurent en aumône 27 mencauds de blé (2).

Dans l'espoir d'obtenir quelque commisération pour son monastère et ses sujets, l'abbé, le 16 août 1576, écrivit au comte de Lalaing :

« Le capitaine Camillo de Monte est en Crespin avec sa compagnie, dès hier au disner avec grandissime aggravation et oppresse de tous nos pouvres manans, constrainetz par leurs menaces et batteries à courrir à l'avoine aux villes de Valenciennes et Condé. Le capitaine est en nostre abbaye avec tel nombre de gens et de chevaux que je fus hier forcé estant retourné de mettre mes chevaux hors la maison dans une estable de brebis. Ne desplaira à Votre Seigneurie si je dy que l'on ne sçait asses recouvrir de

The image shows a handwritten signature in ink. The text of the signature is "Jean du maisnil" followed by "Abbé de Crespin". To the right of the signature, the year "1583" is written. The signature is highly stylized and cursive, with many loops and flourishes.

Fig. 35. — Signature de J. du Maisnil.

« vin, bière et servoise pour estuver les pieds et les jambes de leurs chevaux, constraignans de pouvres laboureurs à donner linges blans pour frotter iceulx chevaux. De desloger ilz n'en veulent oyr parler ; ce matin je suis esté au lict de nostre Capitaine luy présenter les lettres de Vostre Seigneurie desseignées à tous les autres capitaines de chevaux légers estans au pays de Haynnau, lequel m'a respondu qu'aujourd'hui environ une heure après le disner tous les capitaines se doivent trouver en Boussu pour communiquer de leurs affaires (3). »

Les hommes de la loi et Mgr de Crespin, chargés d'établir l'assiette des impôts des années 1577 à 1597, ont laissé cet acte :

(1) Arch. de Groy canton 70, p. 8.

(2) Arch. de Valenciennes, F. 92, f° 244. — Embr. des Werps.

(3) Bibl. Nat. Paris, Chron. Belges, t. VI, p. 405. « Correspondance du Cardinal de Granvelle », appendice LXIII. — Item Arch. de l'audience, Mons, liasse 162.

Les biens sont dans un état lamentable sur tout le territoire de Crespin : à La Motte, à la Fontaine, au pont à la Cloye ; dans les rues Prangère, des Moulins, Valenciennoise, Butor, etc..., la halle, les maisons et, en général, les édifices tombent en ruine, gisent « par terre » ou sont abandonnés.

La maison de cure sise entre Crespin et Quiévrechain n'a pas été épargnée, c'est pourquoi nous l'avons aliénée.

Tous ces désastres sont l'œuvre des guerres « passées et modernes » et des incendies allumés par des mains malveillantes.

Les prés, les pâtures, les terres du territoire sont « gastés et ruy-nés » et demeurent « vagues » parce que les habitants « tombés en totale ruyne et journellement en danger » ont dû fuir.

Les viviers du monastère sont inondés, « des grandes eaux » ont emporté le poisson.

Les bois sont coupés et saccagés par le passage et le campement des troupes ; ils ont servi d'abri et de refuge aux habitants du village et des lieux circonvoisins.

Les chemins sont « défoncés avec des hornières..., pour la réfection (de ceux) de la Maladrerie, de la Fontaine, de Vallengiennes, de la Chapelle, de la Croix au Kesnoy, et de la rue Butor (on dut) abattre sauchz, faire fachennes, placer des buses, etc... » M. de Crespin a fourni 500 « de rolleaux et 276 grosses perches ».

Le monastère a été pillé et les moines l'ont abandonné (1).

Les villages voisins ont subi les mêmes désastres ; les bois d'Hautraige n'ont donné aucun rendement en 1580 à cause de la « diversité des temps, passages et campemens », et de la révolte des habitants de Tournai contre Sa Majesté (2) ; les manans de la terre de Ville ont demandé modération pour l'année 1583 à cause des pertes subies « pour la diversité du temps » et campements tant d'Italiens, « d'Espagnols, que d'Allemands » (3).

**

Pour réparer ces désastres, l'abbaye dut emprunter de l'argent, vendre des biens, des rentes, etc.

En effet, le 24 septembre 1574, les moines « pour fournir aux « pretz demandez par le roy ès années 1572 et 1573, pour subvenir « aux grandes et nécessaires affaires qu'il a, à cause des guerres « civiles présentement régnantes, comme aussi pour leur cotte et « portion sur eux et les biens de leur église..., pour payer les pensions, charges et debtes de quoy sont obligez, aussy fournir à la « despense des religieux, aumosnes, serviteurs..., à l'entretienement

(1) Dans « l'établissement de l'assiette de l'impôt en 1577 », il est relevé : Nombre de maisons, rue du Moulin, 22 ; rue Prangère, 68 ; sur le marché, 9 ; rue des Viviers, 23 ; rue Valenciennoise, 14 ; rue du Pont-à-la-Cloye, 30 ; rue de la Louvière, 25 ; rue Butor, 8 (Cf. Arch. de l'Etat à Mons, cahier des XX^{es}, Etats de Hainaut, Crespin, et Arch. du Nord, liasses 16, 28 et 31, orig. en papier).

(2) Arch. du Nord, liasse 21.

(3) Arch. du Nord, liasse 22.

« des édifices, censes, etc... », ont arrêté « d'acheter 50 l. t. de rente qu'ils paieront chaque année en pension viagère » (1).

Au mois de février 1577, l'abbaye vendit « cinq bonniers de bois, de tant que lesd. bois sont grandement colpez et ruynez de la gendarmerye, en ce comprins plusieurs monstres de blan bois aussy vendu, pour la somme de 500 liv. » (2).

Le 24 juillet suivant, l'abbaye constitua au profit de Ste-Waudru de Mons, une rente de 25 l. pour une avance de 400 l.

Le 14 février 1581, le monastère vendit à C. de Martigny, seigneur de Saint-Rémy-Chaussée, pour mille livres, une rente de 62 livres 10 s. (3).

Un « compte pour Monsieur de Crespin ès années 1585 à 1586 » (4) relate :

Le Prêlat doit à P. Wicart 1814 fl. 6 pat. ;

Dom Léon Bouly a accru la dette de 529 fl. 21 pat. ;

Le prévôt de Crespin a augmenté la dette de 329 fl. 7 pat. ;

Le montant du déficit s'élève à 2573 fl. 14 pat.

Le Receveur de l'abbaye déclare :

Reçu pour M. de Crespin 728 fl. 10 pat. ;

Payé 104 florins pour 3 pièces de vin ; 504 fl. 15 pat. « pour des cuirs et cires qu'il a accatés ». Il lui est dû 1445 florins 19 pat. (5).

Le monastère, au lieu d'être pris en commisération, fut chargé de pensions ; du Maisnil en 1590, adressa une supplique au duc de Parme, lui rappelant que Son Altesse avait chargé l'abbaye de Crespin d'une pension annuelle de 75 florins en faveur des héritiers de C. Leclercq « tenant lors le parti contraire à Sa Majesté ». Ce surcroît de charges, fit remarquer le Prêlat, fut imposé au monastère après les dégâts (estimés 30,000 fl.) causés par les hérétiques de Valenciennes en 1566. Connaissant, continue l'abbé, les démarches faites par un des héritiers de Leclercq, F. Saulmon, pour récupérer sa pension perdue en 1584 avec la réduction d'Anvers, je supplie Mgr le duc de Parme de prendre en considération le monastère de Saint-Landelin et d'accorder à F. Saulmon une maison (non spécifiée dans l'acte) et quelques terres labourables.

Le duc fit droit aux justes réclamations de du Maisnil ; il octroya à Saulmon une maison et quelques terres (6) que celui-ci loua « aux

(1) Arch. de Croy, carton 72, p. 199.

(2) Arch. de l'Etat à Mons, section des Etats du Hainaut, cahier du 100^e denier sur les immeubles de la ville de Crespin.

(3) Arch. de l'Etat à Mons, fonds de l'abbaye de Crespin.

(4) Les 13, 14 et 20 décembre 1585, l'Abbé réclame le remboursement des frais de voyage qu'il a fait avec d'autres députés vers Son Altesse (Inv. des Arch. des Etats de Hainaut).

(5) Arch. du Nord, liasse 22. — N.-B. : Pour plus amples détails sur la situation financière de l'abbaye à cette époque, voir le cartulaire que fit établir P. Aymeri, pièces just. n^o 27.

(6) Arch. du Nord, liasse 15.

commis du roy pour cause des troubles de la ville de Valenciennes » (1).

§ 4. — *Les fermiers demandent des « modérations » et des réparations. — Les désastres du censier de Quiévreachain. — Pénurie. — Crespin loue ses marais et fait un emprunt.*

Le monastère ruiné, chargé de dettes, dut faire face aux « modérations » et aux reconstructions demandées par ses fermiers. Celui de Quiévreachain, Carré, fit faire la « Visitation de sa cense » et les experts donnèrent ce devis :

Il convient de renouveler :

« A la cave ung cassis et ung huis de 5 pieds $1\frac{1}{2}$ de haut et 2 $1\frac{1}{2}$ de large ;

« Au grenier, 30 gites de 7 pieds $1\frac{1}{2}$ de long, de $\frac{1}{4}$ pouces carré, 350 de bau, une fenêtre de 3 pieds de haut de 2 $1\frac{1}{2}$ de large et deux vairières ;

« A la maison, l'huis de la court, un feuillet de 5 pieds, une porte de 6 pieds $1\frac{1}{2}$ de haut et 4 de large ;

« L'huis de derrière, une feuillet de 5 pieds de long, deux asselles de 6 pieds de long, une bordure de 6 pieds, 350 de bau pour le grenier 9 gites, 2 bouges de lattes ;

« A la maison une fenêtre de 3 pieds de haut et 3 pieds de large ;

« A la petite cave un sommier de 13 pieds de long, 20 gites de 7 pieds de long et 40 de bau, un petit châssis de un pied carré ;

« A l'étable des vaches, pour l'huis, un feuillet de 6 pieds, un huis neuf de 6 pieds de haut et 3 de large ;

« A la cint (?) de derrière 30 pieds de feuillet, 25 combles ;

« Dessous lestiau du ploutte un feuillet de 9 pieds de long, 3 harpens à lacint de 8 pieds de long, 14 gites de 7 pieds de long, 350 de bau, 25 pieds de noeuve grebbes ;

« Au grenier 4 fenêtres, une porte au colombier, 40 combles, 100 lattes, 60 pieds de ventrière pour mettre sur le pan quy va sur le courbe depuis le coumbier jusques à la rue » (2).

L'expertise terminée, Carré écrivit au Prélat de Crespin et se reconnut redevable de 368 rasières de blé froment et de 150 liv. t.

Parlant de ses pertes, il le prie de « considérer tous frais, dommaige, intérêts, foudles de gendarmerie et mangeries des soldats passant et repassant ; ossy toutes aultres pertes endurées depuis le commencement de sa cense jusques à Pasqus 1596 ».

(1) Cahier des XX^{es}, Etats du Hainaut, Crespin, Arch. de Mons. — A la même source nous lisons : J. Regnart tient de Nicolas Caignoncle, bourgeois de Valenciennes, 2 parties de terres et pré cy-devant annotées aux commis du Roy nostre Sire pour cause qu'iceluy Nicolas estoit fugitif dud. Valenciennes pour le fait des troubles dud. Valenciennes et nouvelle religion.

(2) Arch. du Nord, liasse 22. — V. Appendices n° 4. — Compte de la massarderie.

Il fait remarquer que « Monsieur de Crespin lui a quicté 164 rasières de bled à la Saint-André 1595 ; le bled valoit alors 10 et 11 livres ».

Il relève avec reconnaissance qu'il lui a été quitté « l'amourissement de son bled pendant sa dicté cense, passée ; qu'il n'a livré bled qui n'estoit plus vile de pris de 10 patars, voire 15, au regard de celui qu'il devoit davantage, et pour semblable respect desd. pertes, l'on a revendu par chascune année le court de sa délivrance à gracieux pris ».

Carré, doit entretenir « la maison, cense et édifices de couverture », employer à ses frais une grande quantité de paille, il se déclare en défaut, il reconnaît que cette négligence involontaire de sa part cause de réels préjudices à l'abbaye et cependant, « à cause des pertes qu'il a essuyées, il demande modération » (1).

Le fermier de Quiévreachain « déclare que Mondit Seigneur luy offre quittance de 168 rasières, et de grâce, de racheter les 200 de surplus à 6 l. la rasière » (2).

Cette modération semble ne pas satisfaire le fermier ; c'est pourquoi il adresse une requête au grand bailli du Hainaut et lui dit : en 1584, avec son père et son beau-père, ils ont repris pour 15 ans « une maison, cense, grange, estables, court, jardin et entreprensure avec 59 muids de terres labourables, sis à Quiévreachain, avecq les dismes et terraige dud. lieu, payant chascun an 250 liv., 69 muids de blé froment, 12 muids de soucrion, 6 muids d'avoine, 6 pourceaux en nature et 12 liv. de cires pour le luminaire de l'église ».

Gilles déclare qu'il a bien cultivé, labouré, « ensemenché » les terres, mais que par suite « des grandes pertes, dommaiges qu'il at souffert tant en ses biens que en ses despouilles par les logemens, passement et repassement des gens de guerre à Quiévreachain, pour les voyages et expéditions de Franche et Cambray, les tailles ordinaires et extraordinaires, cotisations de chariots et picoreurs des garnisons frontières », au lieu de retirer quelque bénéfice, il est « grandement demoret redevable » envers les religieux de Crespin et envers certains fournisseurs pour diverses livraisons « de vin et aultres marchandises pour la nourriture des gens de guerre ».

Après cet exposé général, le fermier ajoute ces détails particuliers : « En la première année de sa cense qui fu l'aoust mil ve iiijxx et quatre, par les gens de guerre qui rethournèrent de Cambray et faulx bourgz de Valenciennes, furent pillés et battues ses avaines » qui se trouvaient dans les champs ; il dut en acheter pour nourrir ses bestiaux et faire face à ses obligations envers le religieux. Par contre la recette du dimage a été nulle.

« En 1585 et 1586 oultre les frais des logemens des gens de guerre il paye pour tailles extraordinaires iiijc l. et plus. »

(1) Arch. du Nord, liasse 28.

(2) *Idem.*

« It. en 1587, il logea et accommoda à ses frais grand nombre de
« soldats italiens l'espace de 20 jours ; la compagnie d'ordonnance
« du Comte d'Aigremont, qui fut 17 jours aud. Quiéverchin », et
fut taxé « tant pour la venue d'aucuns soldats comme par despens
« des gens de guerre aud. villaige à 315 l.

« It. en 1588 oultre les logemens et despens des gens de guerre,
« il a été taxé à 175 l.

« It. en 1589 il a été taxé et cotisé tant pour les chariots livrez
« pour le service de Sa Majesté que pour les despens à la charge
« dud. villaige pour son contingent à 237 l.

« It. en 1590 il fut contrainct de quicter et abandonner lad.
« cense pour les passaiges continuelz des gens de guerre allans en
« Franche et sy fut taxé à 146 l.

« It. en 1591 il fut logié aud. Quiéverchin ung régiment d'Alle-
« mans soubz la charge du Comte de Berlaymont, dont aucuns
« desd. soldats luy emmenèrent deux de ses chevaulx et sy payat
« pour tailles extraordinaires 626 l.

« It. en 1592 furent logiez aud. village plusieurs chartiers menant
« les chariots des munitions l'espace de cinq semaines et depuis
« une compagnie d'italiens chevaulx légers l'espace de trois sep-
« maines faisant grands dommaiges et se faisant traicter comme
« sergients avec argent. Et oultre ce, fut taxé par taille extraordi-
« naire à 144 l.

« It. en 1593 fut encore contrainct de quitter et abandonner lad.
« cense par les continuelz passaiges et logemens desd. gens de
« guerre, lesquels luy emmenèrent ses chevaulx et sy at esté taxé
« pour son contingent des tailles extraordinaires à 338 l.

« Et l'an 1594 estans les gens de guerre mutiné à Pont il a payé
« pour les cotisations d'iceulx 312 l..

« A depuis laoust soutenu les logemens des gens de guerre allans
« à Haspre et devant lad. ville de Cambray lesquelz estoient venus
« de forche aud. Quiéverchin pillier entièrement led. villaige
« tellement qu'il n'a battu aucuns grains, qu'il at perdu tous ses
« meubles, l'or et l'argent, et qu'ils ont emporté tout ce qu'il avoit
« ès grenier et ce qu'il avoit battu pour ansepmenchier afin d'avoir
« argent pour payer les gardes dud. villaige et sy at perdu la plus
« grande partie de ses fourraiges et at encore esté contrainct de
« tout quicter et abandonner et sen rethirer à Quiévraing où que sa
« famille et ses bestiaux sont encore présentement à très grans
« frais.

« Oultre ce, lesd. de Quiéverchin luy demandent pour son con-
« tingent tant desd. cotisations de ceulx de Pond que pour les cha-
« riots au service de Sa Majesté que pour lesd. gardes et autres
« despens ix liv. de manière qu'il at souffert en lad. cense sans
« que pour ce regard lesd. de Crespin, ses maistres, luy heussent
« fait aucune quittance comme encoire ils ne luy voellent fer
« nonobstant sa totale ruyne.

« Cause pourquoy, led. Caré se thire à refuge par devers Son
« Excellence, supplyant qu'icelle soit servie de fer commande-

« ments aux religieux de Crespin de luy fer modération de deux
« années entières du rendage de sad. censse selon que le voellent
« les édicts et placart de Sa Majesté veu les pertes que dit est. Et
« en cas de refus ou opposition de les y forcer (1). »

Cette demande de « modération » est certes bien motivée ; toutefois elle nous étonne. En effet, le fermier dit : les religieux ne veulent tenir aucun compte de ma ruine et ne m'accordent « aulcune quittance », alors qu'il a déclaré : l'abbé m'a quicté d'abord 164 rasières de blé, puis 168 et m'a octroyé une diminution appréciable sur les 200 dont je restais redevable.

Nous ajoutons : Gilles n'est pas l'unique fermier du monastère ; s'il a souffert, les autres ont subi des pertes analogues. En effet, le fermiers du Corbeau, d'Elouges, de Montigny-sur-Roc, de Maing, etc., demandent quelque « modération ».

Si les soldats sont entrés « de forche » à Quiévreachain, les villages voisins n'ont pas été plus épargnés ; tel fut le cas pour Crespin.

En effet, « le 25 novembre 1586, les bailly, prévost, eschevins, « ...de Crespin et Cappelle Sct Aybert remontrent à D.-J. du Mainy « ...comme icelles villes estoient en arrière de grosse somme de « deniers qu'ilz leurs avoit convenu supporter durant les troubles « et que la guerre a duret en pluseurs et-diverses manières, pour « lesquelz arriéraiges satisfaire, impossible leur estoit furnir, n'es- « toit par censsir pour trois ans les pastures communes dud. Cres- « pin et partie du maretz de lad. Cappelle Sct Aybert. A laquelle « requeste, mondict seigneur s'estoit ad ce consenty » (2).

La situation malheureuse des habitants de Crespin ne semble pas s'être améliorée dans la suite.

En 1594, ils demandent au « Prélat de leur permettre de prendre « à fraix la somme de mille florins, pour furnir à grand nombre « de debtes contractées durant ces troubles et guerres civiles, « signamment à cause de la livrance excessive et exhorbitante qu'il « leur a convenu faire (passez déjà dix à unze mois) aux Italiens, « mutinez à Pond-sur-Sambre... Monsieur de Crespin leur con- « sent » (3).

En 1589, 1595 et 1597, étant chargés de dettes, ils ont passé à bail certaines parties du marais de Scopignies jusqu'à concurrence de 11,746 l. employées en « rachapt de pluseurs pensions, rentes « et à l'entretien du prédicateur, chapelain et maistre d'escole » (4).

(1) Arch. du Nord, liasses 28 et 32.

(2) Arch. du Nord, liasses 19, 20, 33.

(3) Arch. du Nord, liasse 2.

(4) Arch. du Nord, liasses 12, 22. — N.-B. : La liasse 22 nous offre les mêmes renseignements pour l'emploi des revenus du marais en 1589, 1605, 1609 et 1616.

§ 5. — *Pauvreté du clergé. — Réunion des paroisses de Pont et de Maing. — Construction de presbytères.*

Si l'abbaye, les villages et les particuliers eurent à souffrir du passage et du campement des troupes, le clergé s'en ressentit. Les détails qui suivent nous en fournissent la preuve.

L'archevêque, à cause des circonstances malheureuses réunit deux paroisses en une pour retirer un curé de la misère :

Le village de Pont, aujourd'hui disparu, formait une paroisse dont la provision et la collation appartenaient au monastère de Crespin (1). Avec l'assentiment de J. du Maisnil, cette paroisse fut réunie à celle de Maing. Le notaire public et apostolique, Mre Jean Bouillet, rédigeant l'acte d'incorporation, au monastère de Crespin le 15 mars 1580, écrit : la pénurie de l'église de Pont, près Fontenelles-lez-Valenciennes et le petit nombre des habitants de ce village mettent un prêtre dans l'impossibilité d'y trouver la subsistance. C'est pourquoi, au nom de l'autorité diocésaine, il l'unit et l'incorpore à l'église de Maing dont la collation et la provision relèvent de l'abbé de Saint-Aubert de Cambrai. En conséquence, les abbés de Crespin et de Saint-Aubert nommeront alternativement le curé et conserveront leurs droits respectifs (2).

Dans le même ordre d'idées nous voyons que par suite des guerres, le presbytère de Quiévreachain-Crespin, situé entre les deux paroisses ; fut saccagé ; la maison, tombant en ruines, réclamait de grandes réparations, voire même une entière reconstruction. Du Maisnil profita de cette occurrence pour l'aliéner vers 1580 et rapprocher le curé de Quiévreachain-Crespin de l'abbaye. A cet effet, il fit construire une maison pastorale à Crespin au lieu dit « la croix au Quesnoy » aujourd'hui « la perche à l'oiseau ».

L'abbé fit plus. En 1585, il résolut de séparer Crespin de Quiévreachain, mère église, et de réunir la paroisse de Marchipont (3) à l'église de Quiévreachain. Messire Nicol, curé, acquiesça au désir de M. l'abbé à condition que :

« 1° Suivant la coutume, le curé de Quiévreachain, continuerait à recevoir le tiers des menues dîmes sur le territoire de Quiévreachain, évalué à 24 liv. par an ;

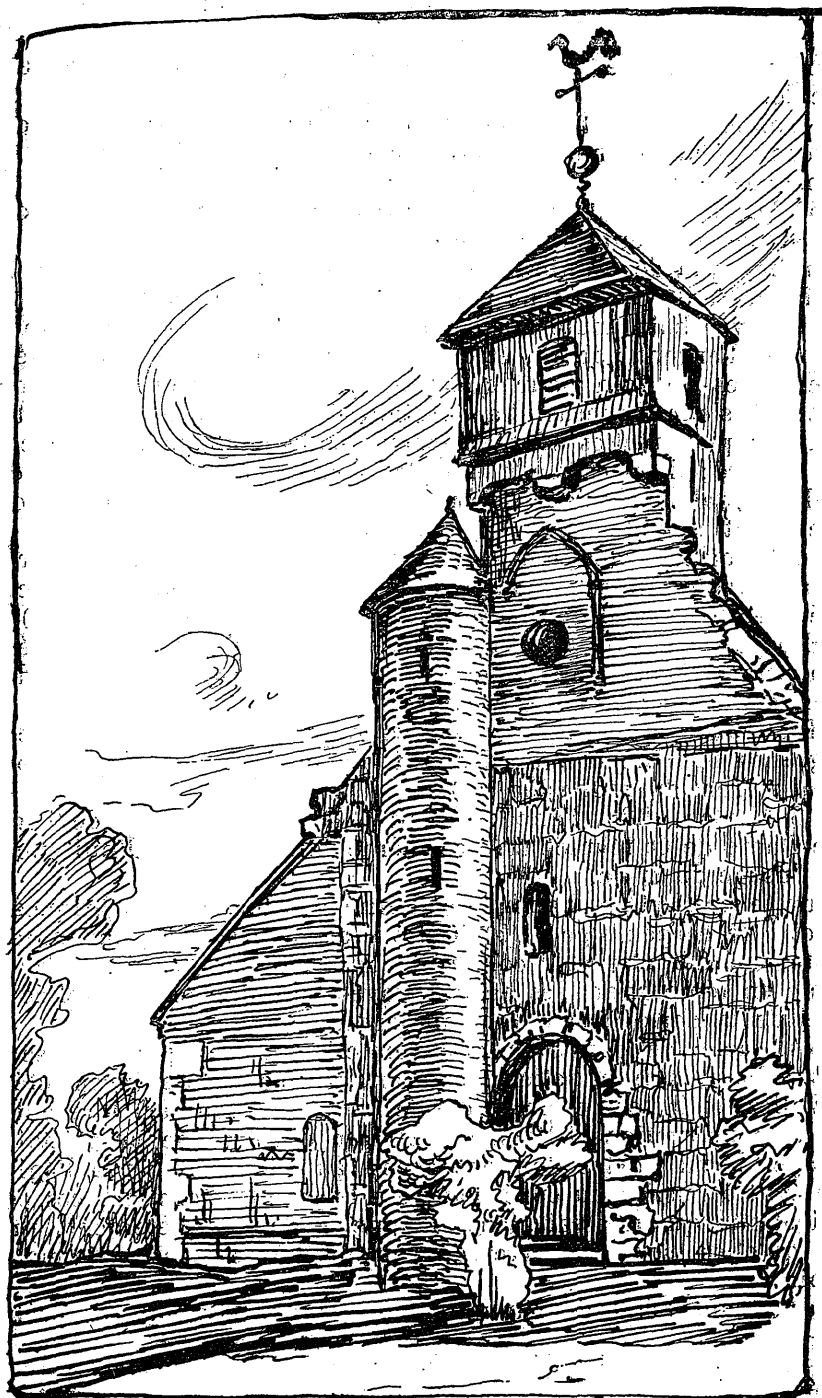
« 2° Dans l'enclos dud. village, il recevrait toute la grosse dîme qui « se labeure », à moins que l'abbé préférât percevoir lui-même les menues et grosses dîmes et accorder chaque année au curé 80 liv. t., 12 rasières de blé, 100 fagots et 150 fassesaux ;

« 3° Le curé retiendrait les 4 huittelées de terre de la cure de

(1) Arch. du Nord, liasse 28. — Nous en extrayons : Pierre de la Croix, Antoine du Loup, François du Frasné 1553, curés de Pont.

(2) Arch. du Nord, liasse 28.

(3) Marchipont, paroisse à la collation de l'abbaye de Crespin. — N.B. : Aujourd'hui encore le curé de Quiévreachain dessert Marchipont, commune de la Belgique, dont l'église est sur le territoire français.



Dessiné par mad^olle Marg. Lombois. 1912.

Fig. 36. — Eglise de Quiévrechain (état actuel).

« Quiévreachain, avec l'église, les oblations, les messes et autres accidents ;

4° L'abbé donnerait le terrain pour bâtir un presbytère avec un jardin à Quiévreachain, 5.000 briques, et le bois nécessaire à la construction ;

« 5° Le curé aurait toutes les dîmes, les oblations, les messes et les autres accidents à Marchipont.

L'archevêque de Cambrai approuva les conditions et ajouta :

« Monsieur de Crespin ne peut faire moins que de laisser au curé de Quiévreachain toute la disme et cloz du village, avec quelque somme d'argent par an, et de luy continuer comme au passé les 2 chartées de foin pour quelques pâtures concédées, comme a fait monsieur Cuperus. La question des messes de N.-D. est ici inutile ; puisqu'elles sont desservies par un chapelain que choisit le curé ; il en est de même des messes célébrées dans la chapelle castrale. Monsieur de Crespin peut accorder 10.000 briques avecq autres matériaux. »

Du Maisnil chargea son meunier de Quiévreachain de payer les redevances du monastère au curé ; ce qu'il fit : par exemple, le 21 décembre 1586, il donna 79 liv. 4 s., et 2 rasières de blé (1).

L'abbaye ne devait pas seulement s'occuper du curé de Quiévreachain, mais encore entrer pour sa quote-part dans les frais d'entretien de l'église et du presbytère.

« En 1575, le chœur de Quiévreachin fut fait tout noef et ragrandi bien de la moitié et fut blanchi l'année suivante », le tout aux frais du monastère (2).

Le 8 février 1587, l'abbé fournit « le carpentaige » de l'église Notre-Dame de Quiévreachain ; ce même édifice, aujourd'hui encore, est à l'usage du culte.

Pour le presbytère, l'abbaye a donné : le terrain, les briques, le bois et « le carpentaige » (3). Cette maison pastorale, par suite de vétusté, fut démolie et reconstruite en 1760 par l'abbé Delfeuille, comme en témoignent ses armes gravées sur une pierre scellée au-dessus de la porte faisant face au jardin.

Il est facile de constater actuellement encore que l'église de Quiévreachain, son cimetière, son ancien presbytère (propriété de M. Wallez) et la ferme (propriété de Mme Vve Bouvier) forment un bloc de constructions bâti sur le terrain d'un même propriétaire : l'abbaye. Deux portes donnent accès au cimetière et à l'église ; l'une était à l'usage du curé, l'autre à l'usage du fermier ; ces communications qu'on serait tenté d'appeler de l'empiètement, prouvent qu'elles sont l'œuvre des propriétaires : les religieux de Crespin.

Connaissant l'état de pauvreté dans lequel vivaient ses prêtres,

(1) Le moulin a été cédé au seigneur de Quiévreachain vers 1710 par l'Abbé J.-B. Wéry (Cf. Coll. Moreau, t. 220, p. 197).

(2) Arch. de S. A. S. le duc d'Arenberg.

(3) Arch. du Nord, liasse 3.

l'archevêque de Cambrai écrivit au « Conseil privé du Roy » le 23 avril 1591 : L'état ecclésiastique se trouve fort chargé, en particulier les curés ; ils contribuent aux charges du séminaire diocésain et soutiennent, eux seuls, certaines œuvres. Les revenus, certains bénéfices mettent les curés au rang des moindres de leurs

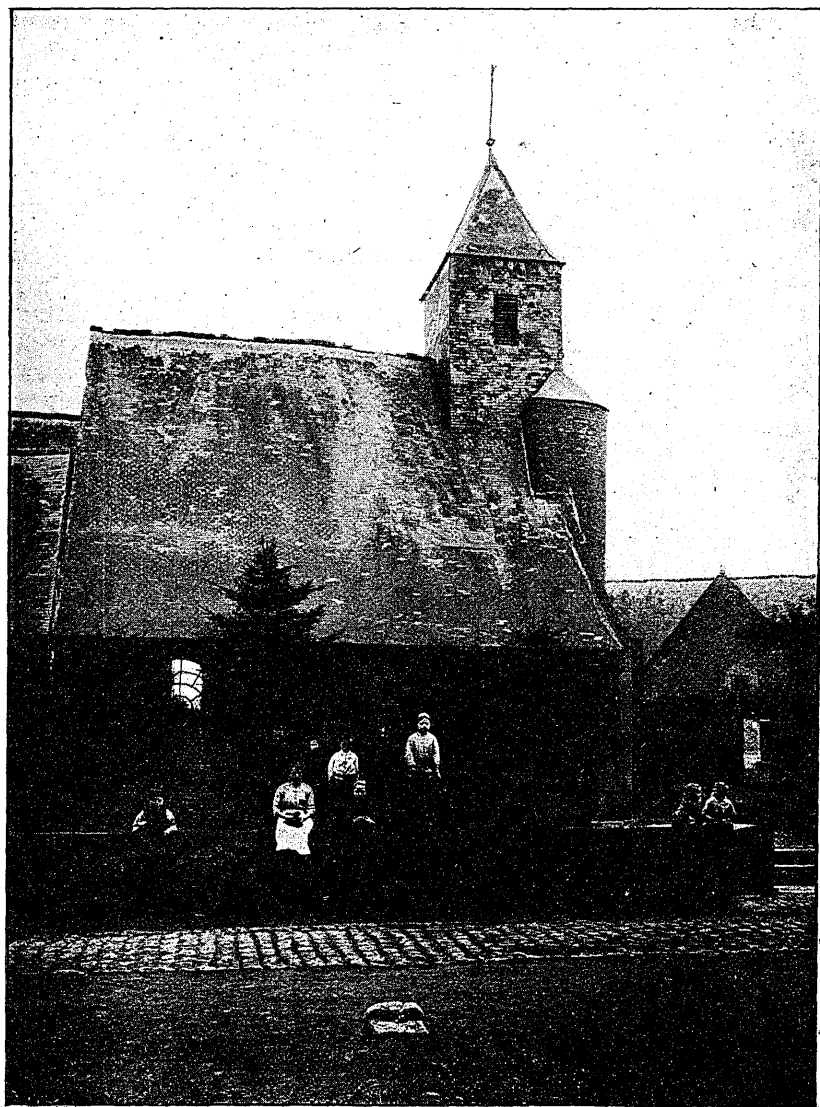


Fig. 37. — Eglise de Quiévrechain et la cense de l'Abbaye.
(On voit la porte de communication entre la cense et
le cimetière.) — (Etat actuel.)

paroissiens. Astreints au paiement des tailles (ordinaires et extraordinaires), des maltôtes pour le vin, la bière et « aultres denrées nécessaires à leurs alimens », la plupart des curés manquent du nécessaire à « leur hounorable entretien », ce qui est peu « tolérable et mérite redressement ».

Mgr de Berlaymont rappela « l'arrest du souverain jugement des consaulx de Sa Majesté » prononcé le 21 octobre 1491, accordant la franchise de la maltôte aux ecclésiastiques, « adjudication » qui, à plus forte raison, devrait être accordée aux curés pour leur boisson et celle de leurs domestiques.

Le Roi fit adresser cette réponse .

« Soit escript à M. le Rme de Cambray que Sa Majesté a ordonné « en faveur des curez l'exemption par luy demandée des maltôtes « de vins et bières appartenans aux villes ; et comme (Sa Majesté) « s'est aperçu lesditz fort mal rentés » et chargés de contributions pour le séminaire (bien que les constitutions du Concile de Trente ne les astreigne pas à cela), « Sa Majesté ne peult obmettre y prendre esgard et veillera à ce que les curez soyent aydés et soulagés « au possible » (1).

Déjà une question analogue avait été traitée dans un synode tenu à Mons en 1586, et il avait été établi « que tous les curés prétendants augmentation de portion canonique (chapitre VII^e du « tiltre des oblations, dismes et portions canoniques) sont obligés « d'apporter une enthière spécification de tous les biens appartenans à leur cure, sans aulcuns excepter, laquelle déclaration doit « estre signée et approuvée par les mayeur, eschevins et habitans « des lieux et confirmé par leur serment et celui du pasteur requérant » (2).

L'abbé du Maisnil assista à ce synode ; un relevé de comptes nous le prouve. Parmi les dépenses faites durant l'exercice 1586-1587, il est porté : Payé à « F. de le Hayze, recepveur du clergé de Haynau, « pour le contingent de mondit Seigneur-Abbé de la despense du « dismer offert par les prélatz de Haynau à Mons, au nonche apostolique, à messieurs les Evêques de Cambray, Arras, Namur, « avecq aultres plusieurs seigneurs prélatz et gens d'église assembles aud. Mons pour la tenue de la sinode au mois d'octobre « 1586... 24 liv. » (3).

En prévision de la décision du synode, le monastère de Crespin avait réglé la situation de ses curés et fait, là où besoin était, un nouvel accord avec eux.

Le curé de Bellignies pour le gros de sa cure doit par an 2 rasières de froment et 4 rasières d'avoine ; celui de Gussignies 4 rasières de froment et 8 d'avoine ; il est « en arrière de 3 années desquelles luy at esté quitté une année pour les pertes receues durant les guerres » ; les 2 autres ont été « accommodées commé s'en

(1) Arch. du Nord, liasse 2. et. 28.

(2) Arch. du Nord, liasse 3.

(3) Arch. de l'Etat à Mons, extrait d'un compte f^o 129.

suit » : le froment lui a été laissé à 50 s. t. et l'avoine à 20 s. t. la rasière. De 1580 à 1585, le curé a fourni son contingent en avoine ; en blé... néant.

Dans un compte de 1586 à 1612, le trésorier déclare n'avoir « riens receu, ny avoine, ny fourment » du curé de Gussignies. Il se trouve redevable de 960 l. 18 s. t. (1).

Au mois d'août 1585, un contrat fut établi au sujet du droit de dîme entre l'abbé de Crespin et Maître Baudry Piettre, curé de Bellignies ; cet accord soumis à l'approbation de l'official de Cambrai, était formulé en ces termes :

Le curé prélèvera un neuvième de la grosse dîme sur les vieilles terres de Bellignies ;

Sur les sars l'église a les 2/3 et le curé l'autre ;

Sur toutes les terres du sars Vaudrissart, l'abbaye lèvera le dîmage dont le curé aura les 2/3 ;

Le curé cueillera seul la dîme sur : 3 huittelées situées à Gettpond ; la terre « Sct Bettremelz » ; un jardin à Henricant ; 5 quartiers tenant au terroir de la Fontaine ; 3 huittelées tenant au trieu de la Pière ; 5 quartiers au bois Jallet ; 2 huittelées gisant à la « cache à le boulle » ; les jardins de J. Corbison et de M. Druart ; 6 huittelées 30 quartiers appartenant à la cure.

Quant aux 2 huittelées 1/2 situées à la Chapelle de Bellignies et une 1/2 huittelée au warescais, Mre Piettre ne cueillera que la moitié de la dîme (2).

§ 6. — *Achat de vases sacrés. — Diverses constructions. — Les restes de Martin Cuper. — Visite des reliques des Saints de Crespin.*

Un mot maintenant des services rendus au monastère par du Maisnil : ils furent grands et nombreux, nous disent les chroniqueurs (3). Outre la sage direction qu'il imprima à la maison en formant ses frères à la vie vraiment religieuse dont il était l'exemple vivant, l'abbé enrichit l'église abbatiale de vases d'or et d'argent (4) ; fit bâtir la chapelle de la Sainte Vierge, construire un jubé et ajouter au cloître une partie notoire autant qu'admirable (5).

En 1575 « fut faicte toute noeuve la ventillerie du répaumoit avec « la machonnerie de dure pierre d'Estambruge et une joue au « costé de delà la rivière au moulin aussy de mesme pierre » (6).

(1) Arch. du Nord, liasses 10 et 17.

(2) Arch. du Nord, liasses 17 et 28.

(3) « *Reipublicas perutilis...* » (Raissius.)

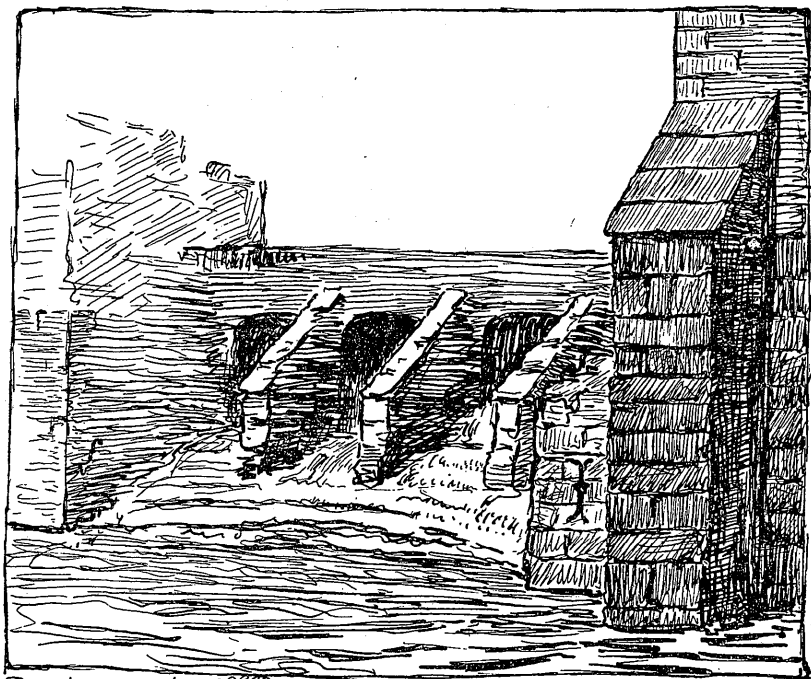
(4) Monast. bened. et Brasseur.

(5) Chron. Belges, t. VIII, p. 819 (chron. de Saint-Ghislain, par D. Baudry). — *Item* Brasseur.

(6) Arch. de S. A. S. le duc d'Arenberg.

Cette construction, d'une solidité qui défie les siècles, existe encore (1).

« L'an 1577 fut faicte une briquetterie au grand jardin aux
« arbres, près du fossé et fut prise la terre en la dicque dudit fossé
« et y furent faictes 300,000 briques pour réparer la muraille dud.
« jardin, abattue par un desbordement du Honneau huit ans aupa-
« ravant, et eurent les machons 20 s. t. du cent d'ouvrages ; la
« chaud coustoit vj s. t. le muid (2). »



Dessiné par M. de Lamoignon. Marg. Lombard. 1912.

Fig. 38. — Chute d'eau de l'Honneau (état actuel).

En 1593, du Maisnil réédifia le petit moulin de l'enclos du monastère, au service spécial de la maison. Ce moulin existe encore aujourd'hui ; seule, la roue qui reçoit la chute d'eau a été changée.

Le Prélat fit construire un bâtiment attenant au petit moulin pour recevoir les grains destinés à la mouture. Cet immeuble dont les voûtes en arcades reposent sur des colonnes fut de nos jours transformé en habitations.

Pour mouvoir ce moulin, les religieux firent dévier une partie des eaux du Quinquerniau et creuser un fossé qui fournit de l'eau

(1) Voir nos illustrations.

(2) Arch. de S. A. S. le duc d'Arenberg. — N.-B. : Une note porte : « les vins valloient 50 florins la pièce ».

aux Enclosis ; ce travail prouve la sagesse et la prévoyance des moines. Un événement récent nous en fournit un nouveau confirmatur : L'année 1911 fut marquée par une grande sécheresse qui dura deux mois environ ; la plupart des puits du village mis à sec, les fermiers eurent recours à l'eau de ce fossé, créé par les moines, pour abreuver leurs bestiaux.

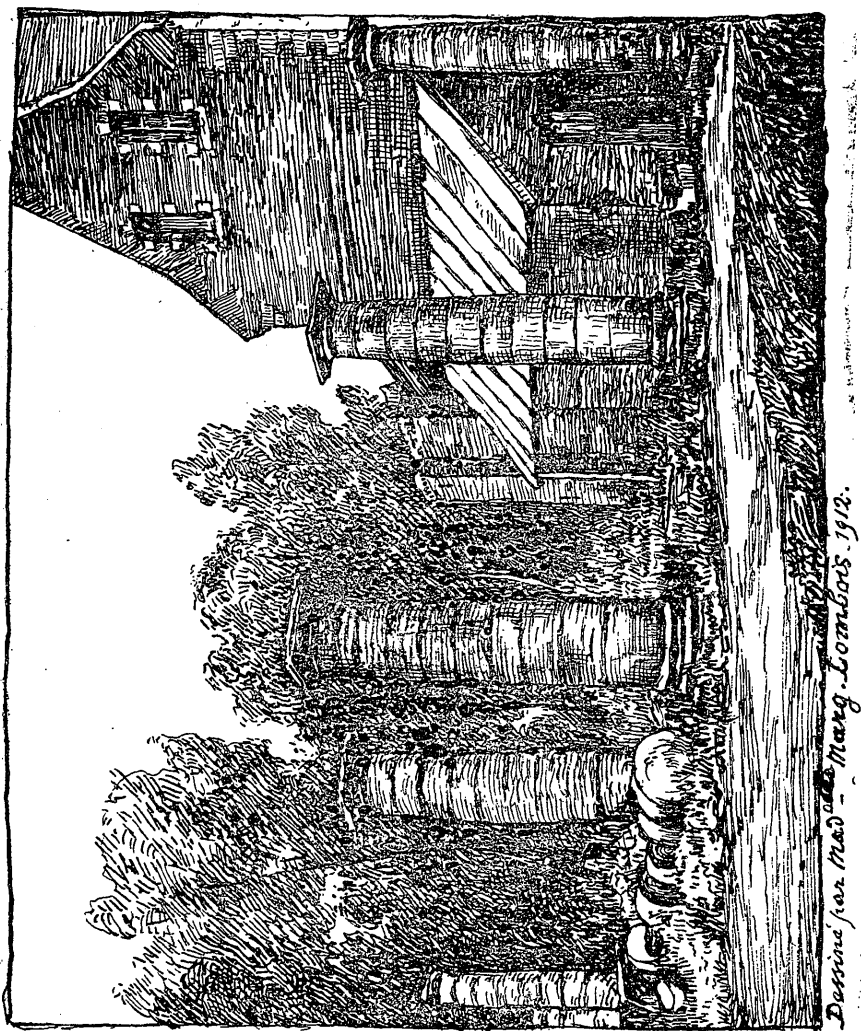


Fig. 39. — Colonnes de l'église abbatiale
(à droite, le pignon du petit moulin). — (Etat actuel.)

Les habitants de Crespin ont-ils songé qu'ils devaient ce bien-fait aux fils de saint Benoît ? En tous cas, nous aimons à le leur

rappeler et nous faisons remarquer que la création de ce cours d'eau est une preuve ajoutée à bien d'autres que les religieux s'intéressaient à tout ce qui pouvait être utile à leurs sujets.

L'abbé fit exécuter aussi d'importants travaux aux fermes, aux refuges, aux édifices de la maison, etc., témoins ces dépenses; il a payé à :

- « B. Meulens pour 5.000 ardoises 100 l. ;
- « Phelippes, navier, pour avoir mené sur bateau de Mons à
- « à Condet les 5.000 ardoises, 7 l. 10 s. t. ;
- « A. Sauvaige, couvreur, pour avoir recouvert l'hostel de Crespin
- « à Mons... (P P P) ;
- « B. de Lausnoy, serrurier, pour plusieurs ouvraiges faits aud.
- « hostel, 9 l. ... ;
- « Total des dépenses 17,516 l. 9 s. 10 d. t. (1).

**

Le 14 mars 1590, l'abbé fit transporter au couvent de Crespin les restes de son illustre prédécesseur, Martin Cuper, et les fit inhumer dans la chapelle de Saint-Landelin.

Le 2 octobre suivant, du Maisnil fit visiter les reliques des Saints de Crespin par Louis de Berlaymont. L'archevêque de Cambrai enveloppa d'une soie nouvelle ces précieux restes et les remplaça dans la même châsse (2).

(1) Arch. de l'Etat à Mons, Abbaye de Crespin ; extrait du compte que rend à J. du Maisny Ant. Buisseret, receveur ; f° 108 v° et 109 :

Total des rentes, 1.497 l. 9 d. 3 partis tournois ;

Total des censes, 5.446 l. 1 s. 5 d. t.

Idem, année 1586-1587, f° 124 v° :

Total des rentes de l'année, 2.617 l. 16 s. 6 d. obole t. ;

Total des censes de l'année, 5.963 l. 10 s. 6 d. obole.

(2) Voici l'acte établi à cette occasion : *Universis presentes... litteras visuris Ludovicus de Berlaymont... archiepiscopus Cameracensis, salutem in Domino... Notum facimus quod nos anno Domini millesimo quingentesimo nonagesimo mense vero octobris die 11^a ex debito pastoralis officii visitationem facientes in ecclesiâ et monasterio Sti Landelini in Crispinio O. S. B. nostræ diocesis ad petitionem venerandi prioris Johannis de Maisny ejusdem monasterii abbatis hanc capsam Sanctarum reliquiarum Beatorum Xti confessorum Adelini et Domitiani sociorum prædicti Sti Landelini patroni ipsius ecclesiæ aperiri jussimus in æque sacra ossa præfatorum Storum confessorum... seu magna eorum parte una cum introclusis litteris hisce nostris præsentibus annexi reperimus. Quæ in novum linteum involuta in eamdem capsam decenter reposuimus præsentibus præfato Domino abbate et omnibus dicti monasterii religiosis necnon venerabilibus et discretis viris Francisco Buisseret ecclesiæ nostræ metropolitane Cameracensis decano vicario nostro generali Valeriano Floscio Brabantie Gobilio Hannonie archidiaconis ac Petri Preudhome ejusdem ecclesiæ nostræ canonicis Juliano Le Merchiet lectore parochialis ecclesiæ Crispiniensis pluribusque laicis pagi Crispiniensis. In quorum fidem præsentibus manu nostra propria signatis sigillum nostrum appendi fecimus anno die mense supradictis. — Ludovici de Berlaymont, Arch. Camer. (Orig. en parch. conservé au presbytère de Crespin, avec le sceau).*

§ 7. — *Du Maisnil retient dans l'obéissance les provinces belges. — Philippe II lui en témoigne sa reconnaissance. — Le Pape accorde aux abbés de Crespin la faveur de porter les ornements pontificaux. — Mort de du Maisnil. — Les biens du monastère sont prisés.*

Sous la prélature de Jean, la Belgique était bouleversée par la guerre et l'anarchie; les Gueux continuaient à désoler nos provinces; l'abbaye de Crespin ne fut pas à l'abri de leurs cruautés et de leurs déprédations. Dans ces circonstances, du Maisnil se montra ferme et, méprisant le péril, la mort même, il resta à son poste (1).

Par une sage industrie, il retint dans l'obéissance de Sa Majesté les provinces belges disposées à la révolte (2).

Jean de Sarrazin, abbé de Saint-Vaast et plus tard archevêque de Cambrai, s'étant rendu auprès du roi d'Espagne et des Pays-Bas (Philippe II) pour obtenir un accommodement sur des mouvements populaires qui avaient eu lieu dans l'Artois, rapporta et remit à du Maisnil des lettres de Philippe par lesquelles il lui exprimait sa satisfaction pour la conservation de ses provinces des Pays-Bas. Ces lettres, écrites de Lisbonne, datées du 19 mai 1582, furent déposées et conservées dans les Archives de l'Abbaye (3).

La conduite héroïque du Prélat attira l'attention de Clément VIII; pour récompenser et honorer l'abbaye de Crespin, qui avait donné à l'Eglise des Saints et à l'Etat des hommes éminents il accorda à Jean et à ses successeurs la faveur de porter les ornements pontificaux; c'est ce que nous apprend cette bulle donnée à Rome le 21 mars 1595 :

« Nous reconnaissons que l'abbaye de Crespin est de très ancienne fondation; que, dans cette maison, la régularité, l'observance et la discipline monastique sont en honneur, que le joug des conseils évangéliques y est porté allègrement et que son abbé peut être placé au premier rang, non seulement dans le diocèse de Cambrai, mais encore dans tout le comté de Hainaut.

(1) *Ingruentibus... undique Geuzicorum per Hannoniam et Belgii partes factionibus, infractis tamen et constanti animo, commissam sibi familiam uti vocatio ejus requirebat, at extremam vitæ periodum gerit, imitantem petrae fortitudinem, quæ maris, ærisque minas cunctas, sine ulla intermissione contemnit et spernit, assecutus divi Cypriani monitum (l. I, ep. 3, juxta vulg. mahulli editionem): Manere apud nos, inquit, debet, fidei robur immobile, et stabilis atque inconcussa virtus contra omnes incursus atque impetus oblatrantium fluctuum velut petrae objacentis fortitudine et mole debet obsistere. Quod elegantibus versibus Virgilius (Aeneid, l. 10) exprimit :*

Ille, velut rupes, vastumque proclit in æquor,

Obvia ventorum furias, expolatque ponto,

Vim cunctam, atque minas profert, cœlique marisque

ipsa immota manet.....

(Raissius, Coenob. Crisp.).

(2) Raissius et la Gallia Christ.

(3) Raissius.

« C'est pourquoi, voulant honorer ce couvent, le proposer à l'éducation des fidèles et augmenter le respect dont ils entourent ceux qui l'habitent,

« Nous accordons à son abbé et à ses successeurs le privilège :

« De porter l'anneau, la mitre, la crosse pastorale et les autres ornements pontificaux ;

« De donner la bénédiction solennelle aux fidèles après la messe et autres offices divins célébrés solennellement dans le monastère, dans les églises qui lui sont soumises et aux processions, l'évêque absent, à moins qu'étant présent il donne son assentiment ;

« De conférer les ordres mineurs aux novices et aux religieux de son monastère ;

« De bénir les vases sacrés, les croix, les cloches, et les ornements ecclésiastiques ; bref, tout ce qui est nécessaire au culte divin pour son monastère et autres églises régulièrement soumises » (1).



Fig. 40. — Sceau de Jean du Maisnil.

Ces éloges et ces privilèges accordés par le Pape nous font aisément comprendre pourquoi « les abbés de Crespin tenaient le premier rang parmi les prélats du pays » (2).

(1) Arch. de Condé, série GG (pour mémoire).

(2) Extrait de la Statistique archéol. du dép. du Nord, publiée par la Commission Hist. (Lille, 1867, 2 vol. in-8°). — N.-B. : Du Maisnil a siégé aux Etats Généraux en 1576, 1577, 1592 (Inv. des Arch. des Etats de Hainaut, par L. Devillers).

D. Jean Hazart, abbé de Saint-Ghislain (1) fut choisi pour remettre la mitre à l'abbé de Crespin ; cette cérémonie eut lieu au monastère de Saint-Landelin avec la solennité requise le 24 mars 1596, le dimanche de « Laetare » (2).

Après son « assumption » à la prélature, du Maisnil conserva sa devise : « *Augescit virtute genus* » (3), ainsi que ses armoiries, c'est-à-dire : « A dextre un écu fretté et à senestre un écu fretté « chargé... (4) » Ce sceau est appendu à un acte d'amortissement daté du 3 avril 1578 en faveur de l'Hôtel-Dieu de Valenciennes pour une terre sise à Crespin.

Ces armes se trouvent actuellement encore reproduites sur une plaque de métal scellée dans le pied du mur derrière le petit moulin



Fig. 41. — Armes de Du Maisnil.

que D. Jean fit construire dans l'enclos de l'abbaye. L'écusson est surmonté de la crosse abbatiale et porte le millésime 1593 (5).

Du Maisnil, chargé d'une mission importante, se trouvait à Bruxelles, quand la mort le frappa, le 24 octobre 1596 (6), à l'âge de 52 ans.

Ses jours furent « pleins et sa vie remplie de bonnes œuvres » (7); il fut beaucoup pleuré par ses moines (8). Son corps, transporté à

(1) Chron. Belg., t. VIII, p. 792 (Chron. de Saint-Ghislain, par Baudry).

(2) Arch. de Condé, GG (pour mémoire).

(3) « La race grandit par la vertu » (Raissius).

(4) « Sceau ogival de 61 mill. : dans une niche de la Renaissance, l'Abbé debout, tête nue, croisé, tenant un livre ; à dextre un écu fretté, à senestre un écu fretté chargé de... (Légende) : SIG... IS ABBIS CRISPINIEN » (G. Demay, Sceaux de Flandre, n° 7005).

(5) Voir nos illustrations.

(6) Raissius. — N.-B. : D. Queinsert donne : 1597 (Coll. Moreau, t. 267, p. 198).

(7) Raissius.

(8) Monast. Bened. — Item Raissius et Ms 823 Douai, f° 272.

Crespin, fut inhumé dans la chapelle de la Sainte Vierge avec cette épitaphe, gravée sur le marbre blanc, enchâssée dans la muraille :

« Ci-gît l'abbé Jean qui, le premier de cette maison, eut l'honneur de porter la mitre ; il augmenta les biens du monastère. Tandis que le Hainaut était troublé par les guerres, il gouverna avec une bonté paternelle ses frères saintement unis entre eux ; il ne cessa par ses conseils et ses discours de raffermir la patrie chancelante, jusqu'à ce que, ayant été envoyé à Bruxelles pour une importante mission, le chagrin et l'excessive douleur que lui avaient causé les malheurs de la patrie le conduisirent au tombeau (1).

Brasseur (2) donne cette autre épitaphe qui, d'après D. Queinert (3), était gravée sur la tombe de Jean :

« Du Maisnil naquit à Condé d'une humble famille ; il sut s'élever par la pratique des vertus et repose en ce lieu.

« Ses mérites portèrent sa renommée jusqu'aux nues, et ses actes furent connus en tous lieux (4).

« Admirez cette chapelle de la Sainte Vierge, ce superbe jubé, ce sont ses œuvres... ; il enrichit l'église de nombreux vases d'or et d'argent et ajouta au cloître une partie admirable.

« Pour ces motifs et d'autres, Clément VIII lui accorda le privilège de porter la mitre.

« Mais, qu'est-il besoin de s'étendre et de rappeler ici les actions de l'abbé ? Sa renommée demeure et sa gloire est au ciel. »

La mort de du Maisnil fut une occasion pour le Seigneur de Quiévrchain, Gilles de la Same, de renouveler ses prétentions au droit de requais. Nous ne nous arrêtons pas à relater les nombreuses

(1) *Johannes hic ille jacet venerabile cujus — Primum caput decoravit honore, — Qui rem cœnobii, Hannoniam turbantibus armis, — Auxit, et unanimes placido moderamine labantem — Cœnobiumque regens patriam firmare labantem — Consiliis ac eloquio non destitit unquam ; — Donec Bruxellas ad magna negotia missus, — Illic præ curis animam nimioque dolore — Quem res ob miseram patriæ conceperat agit (Gallia christiana).*

(2) Th. abb. Hann.

(3) Coll. Moreau, t. 267, p. 198.

(4) Du Maisnil siégea aux Etats Généraux : le 21 juin, le 8 novembre 1574 ; le 16 mars 1575 ; les 24 janvier, 20 février, 28 avril, 14 juin, 13 et 14 août 1576 ; les 6, 7, 20, 22, 30, 31 mai, 13, 14 juin, 23, 27, 28, 31 octobre, 2 et 6 novembre 1578 ; les 26, 31 janvier, 1^{er} et 8 février 1584 ; les 28 et 31 mai 1586 ; les 19, 26 janvier, 4 et 5 février 1588 ; les 24 et 27 janvier 1590 ; les 23 et 27 avril 1591 ; les 20 et 30 mai 1592 ; le 25 juin 1593 ; les 30 juin, 17 août, 20 septembre 1594 ; le 12 août 1595 et le 15 décembre 1597 (Inv. des Arch. des Etats de Hainaut, par L. Devillers).

pièces qu'il produisit pour soutenir sa cause, nous renvoyons le lecteur à la source (1).

Parmi ces pièces, une mérite notre attention : l'appréciation pour le quint denier, des biens de l'abbaye situés sous la juridiction du seigneur de Quiévrechain ; le total porte 12,477 l.

La pièce est intitulée : « Comme par le trespas de M^e Jean du « Maisnil, décédé le 24 octobre 1596 en la ville de Bruxelles, soit « dévolu à la seigneurie de Quiévrechain certain droit de requais « qui est le quint denier de la juste valeur de tous les héritages, « rentes et revenus quy possessoit le feu Prélat et son couvens « gisans au terroir de Quiévrechain, aussy les advestures séantes sur « iceulx héritaiges selon l'appréciation que ont accoustumé fer les « gens de la loy dud. lieu » (2).

(1) Arch. du Nord, liasse 22.

(2) Arch. de Condé GG (pour mémoire). — Cf. p. just. n° 28.

CHAPITRE II

PIERRE AIMERI

(1597 à 1611 + 1616)

§ 1^{er}. — *Pierre, Espagnol d'origine. — Abbé de Bruges, de Crespin. — Son caractère héroïque. — Intime des grands. — Est béni. — Reçoit la mitre. — Le refuge de Condé vendu pour payer les dettes.*

Pierre Aimeri, *alias* Aimery ou Aimerich, docteur en théologie, 41^e abbé de Saint-André de Bruges (1) était né à Valence, ville d'Espagne (2).

A l'époque de son avènement, la peste sévissait dans le Hainaut, elle décima, pendant les années 1596 et 1598, les populations du Nord de la France ; le fléau s'arrêta pour reparaître ensuite en 1603 et 1605 (3).

La science éminente de Pierre, le crédit (4) dont il jouissait auprès du roi d'Espagne, du duc de Parme, de l'archiduc Albert et de sa Sérénissime épouse Isabelle-Claire-Eugénie, lui donnaient une grande autorité (5).

Sa fermeté de caractère en fit un héros. Un fait va nous en convaincre : « Un régiment espagnol s'étant mis en révolte ouverte à Courtrai, Aimeri prit le Très Saint-Sacrement, s'avança au milieu des soldats et, par son sang-froid, les fit entrer dans le devoir (6). »

La première question qui se pose en voyant un religieux espagnol prendre la houlette pastorale de Crespin, est celle-ci : Comment Aimeri est-il arrivé chez nous ?

(1) Raissius, *Monast. Bened.*, Brasseur, Ms 823 de Douai f^o 272, Ms des Arch. du Nord, série H.

(2) *Chron. Mon. Sancti Andreae juxta Brugae per Arnoldum Goethals, ejusdem monast. Monachum*, p. 181, 182.

(3) *Arch. hist. et litt. du Nord de la France*, Nouvelle série, t. 11, p. 244 et suiv.

(4) « *Petrus Aimericus... maxima pollebat auctoritate* » (*Gallia Chr.*).

(5) « *Ipse vero potens Aymericus* »... (*Mon. Bened.*).

(6) Raissius.

Un manuscrit de la Bibliothèque de Douai nous en fournit la réponse :

« Pierre, dominicain à Calahora (1) était confesseur du duc de Parme, gouverneur de la Germanie inférieure ; sur la recommandation de ce prince, il fut promu, par Philippe II (2), abbé de Saint-André de Bruges, ordre de Saint-Benoît. Il prit alors l'habit bénédictin et fit profession.

« Le monastère de Bruges possédait le chef de Saint-Philippe, apôtre, le roi d'Espagne le savait et, pour satisfaire sa dévotion particulière, il le demanda. Deux ans plus tard, l'abbé de Saint-André, de retour à Valence, remit au roi le précieux trésor. Philippe, reconnaissant, promit à Pierre un bénéfice lucratif.

« Sur ces entrefaites le roi entra en Belgique ; à son arrivée, il apprit la mort de D. Lambert Humbert, abbé de Saint-Pierre de Gand. Sa Majesté, ayant voix consultative dans le choix du successeur, en usa pour faire nommer à ce monastère l'abbé de Maroilles, Frédéric Dyve (3), sous cette condition qu'il résignerait sa dernière charge en faveur de P. Aimeri ; ce qui fut accepté...

« Mais cette nomination suscita un grand mécontentement parmi les religieux de Maroilles qui prétendirent ne point reconnaître pour abbé un étranger.

« Pour le bien de la paix, en 1597, Frédéric céda son droit sur l'abbaye de Gand en faveur du prieur de ce monastère, D. Colom-ban Wianch (4), à condition qu'il lui serait accordé une pension de 2.000 florins. Cet accord passé, Frédéric rentra à Maroilles.

« Force fut donc à D. Pierre d'attendre.

« Soudain, l'abbaye de Crespin devint vacante ; Albert le Pieux auprès de qui Aimeri jouissait d'un grand crédit (5), le fit nommer à ce monastère. »

Le 3 avril 1597, à l'abbaye de Saint-Jean de Valenciennes, Pierre fut béni par l'archevêque de Cambrai, J. Sarrazin, assisté de

(1) Gallia Christ.

(2) Monast. Bened.

(3) Monast. Bened. et la Gallia Christ.

(4) Monast. Bened.

(5) Raissius, Chron. mon. S. Andreae. — N.-B. : Aimeri siégea aux Etats Généraux les 25 février, 5 mai, 1^{er} août 1598 ; les 15 mars et 25 octobre 1599 et le 24 février 1610 (Inv. des Arch. des Etats de Hainaut par L. Devillers).

l'abbé de Saint-Vaast d'Arras (1) ; en même temps, il reçut la mitre (2).

Installé le 15 du même mois sur le siège abbatial de Crespin (3), le nouveau Prélat offrit à cette occasion un festin ; parmi les convives, on remarquait les abbés de Tournai, de Valenciennes, etc... L'abbé de Vicoigne s'excusa (4).

**

Aussitôt sa prise de possession, le Prélat écrivit à l'archevêque de Cambrai : « Le monastère de Saint-Landelin est chargé de dettes et est redevable envers beaucoup de personnes de grandes sommes d'argent... (5) »

Cette pénurie avait des causes diverses ; la principale était l'extinction du droit de requais obtenue moyennant accommodement et le paiement de 5.000 florins (6).

Pour faire face aux premières nécessités, pour obtenir la mainlevée des biens hypothéqués et « ne laisser engendrer frais et domages superflus, ce qui conduiroit infailliblement à la ruine de cette maison abbatiale », les religieux résolurent de vendre leur refuge de Condé « trouvant moyen plus facile, de tant que

(1) « *Anno Domini milles^o nonag^o septimo feria quinta Coena Domini die iij^a aprilis, Ilmus et Rmus in Xto pater et Dnus D. Joannes Sarracenus Dei et apostolica sedis gratia archiep. et dux Camerac. post. lectionem retrospecti brevis apostolici publicè factam R. D. Petrum Aymerich abbatem monasterii Sti Landelini Crisp. mitra pontificali aliisque insign. pontif. ritè et debitè insigniviti adhibitis solemnitatibus debitis et consuetis Acta fuerunt haec Valencenis in ecclesia Sti Joannis anno die mense dictis presentibus ibidem Venerabilibus viris ac magistris Nicolao Voubile archidiac. Hannoniae, Georgio Ferrin dec. christianitatis et curato Sti Nicolai et pluribus aliis utriusque sexus personis et me Preudhomme not. secr.* » (Arch. de Condé, GG).

(2) ... « A. J. Robert de Mons, pour une aulne, une taille et demye de toille d'Itallye superfin à fleurs d'argent, le fon satin rouge cramoisie pour faire une mitre pour Mgr le Prélat, payé 74 l. 7 s. 6 d. ; A. J. Dubois, merchier Savoyen a esté payé pour 6 douzaines de pieryes de trois couleurs pour orner lad. mitre, 9 l. Pour dyx chapelets de grenade au même pour mettre à lad. mitre payé 44 s. Au couvent des sœurs noires du Quesnoy pour leurs salaires d'avoir faict une mitre payé...? A. J. Manocqué, seillier à Valenciennes pour avoir faict la custode de la mitre en cuir noir et avoir livré ce que convenait pour la doubler payé 20 l. A Ant. Charlet, orfèvre à Valenciennes, pour avoir livré des perles pour la mitre de Mgr le Prélat, payé 52 l. (Arch. du Nord, liasse 7, dépenses faites en 1609).

(3) Arch. du Nord, liasse 18. — N.-B. : la chronique de Saint André de Bruges porte le 2 mai.

(4) Ms de Douai, n° 823, f° 272 avec quelques add. de Mon. Bened.

(5) ... « *In primo accessu ad prelaturam anno 1597 in fine martii indeni monasterium multo ere alieno oberatum multis variisque personis et creditoribus in grandi ac notabili summa devinctum.* » (Arch. du Nord, liasse 18, minute orig.).

(6) Arch. du Nord, liasse 18.

« l'abbaye est approuvee d'aulture hostel de refuge à la mesme ville de Condé » (1).

Comme aucun bien ecclésiastique ne peut être aliéné sans la permission de l'autorité ecclésiastique, les religieux exposèrent à Mgr l'Archevêque : leurs dettes, l'état de la maison de Condé (2) « qui n'estoit nullement propre ni commodieuse, « en aucuns endrois assez débille, faible et caducque, pour quoy « il falloit changer les bois d'en hault, en mettre de nouveaux pour « fortification d'icelle » ; enfin, firent remarquer les bénédictins, l'abbaye « est appourvee d'aulture hostel de refuge à Condé » (3).

L'Archevêque communiqua le désir des bénédictins au Pape qui accorda l'autorisation à condition « d'employer les deniers pour « icelle debte de la seigneurie dud. Quiévreachain ».

Le 2 avril 1598, Jean de Melny, prieur, mit aux enchères le refuge de Condé qui comprenait : « Une maison, cuisine, chambres, greniers, estables, puch, jardin, porte, avec héritaiges, tenant par « devant et à front à la heysuette et par derrière habordant aux « rempars de lad. ville aussy d'aulture costé as hoirs A. de le « Damme ».

L'immeuble fut adjugé à la veuve de J. Sohier de Condé pour 2,800 l. de 20 gros la livre. L'acte de vente porte cette clause : les « anciens cens et rentes demeurent à la charge de l'acquestes-
« resse » (4).

§ 2. — *Autres causes des dettes. — Le village de Crespin ruiné. — Les fermiers insolubles. — Reconstructions et réparations de fermes.*

A la dette créée par l'extinction du droit de requais était venu s'ajouter la « création de nouvelles rentes d'argent prins à frais » pour subvenir au remboursement de 3,065 l. 19 s. 6 d. (5).

Pour comble de calamité, les fermiers se déclarèrent insolubles.

Par exemple, à Quiévreachain, Gilles Carré, après avoir obtenu « modération » en 1595, espérait la même faveur pour l'an 1596, parce que « est advenu grandes orages, fouldre du ciel et tempête » qui causèrent « de grands dommages dans ses récoltes qui ont esté « toutes adbattues, avecq ce quelles estoient entachées de mau-
« vaises herbes et plantes non profitables, d'où il ne retira pas de

(1) Arch. du Nord, liasse 2.

(2) Cet hôtel est sans doute celui acheté par Mathieu Flévet en 1386 ; l'acte de vente porte, en effet : « la maison et héritaige appartenoit à lad. abbaye d'ancienne droiture. »

(3) Arch. du Nord, liasse 18.

(4) Les renseignements sur cette vente sont extraits des Arch. du Nord, liasses 2 et 18.

(5) Arch. du Nord, liasse 7.

« quoi payer un quart de son rendage » et que, par contre, il a dû acheter à haut prix du blé pour ensemençer ses terres.

Il a souffert pendant 13 ans « à cause que le camp de Sa Majesté » parcheminait pour la France, retournant, passant et repassant, « logeant à Quiévreachain, et pendant que le camp a esté à Haspres, « Doulchy et là entour », comme lorsqu'il était devant Cambrai, « alors les gens de guerre venoient battre les bleds, avoine et aul-
« tres grains », emportant les fourrages, au point que lui, fermier, a dû mettre des gardes « à grans frais » pour faire respecter ses « dépouilles ». Pendant ces mêmes années, il a supporté « les grans logemens des gens de guerre » si fréquemment qu'il n'en pourrait fixer le nombre. Bien plus, il a dû quitter sa ferme à plusieurs reprises et se réfugier tantôt à Valenciennes, tantôt à Condé, d'autres fois à Quiévrain, louant dans ces diverses localités « maison, grange, estables et grenier ».

Il a été chargé d'impôts ; par exemple, une année il a été taxé pour la taille extraordinaire à 980 l.

L'année 1597 n'a pas été plus favorable ; les ennemis lui ont enlevé quatre de ses meilleurs chevaux ; il « nose résider en sa « maison de nuit à cause des ennemis et voleurs y ayans » ; journallement il est envahi des « logemens de gens de guerre » et sa pauvreté est telle qu'il a dû hypothéquer ses biens et qu'il se voit réduit avec sa famille à « manger pain d'orge et avaine ».

Pour ces causes, Carré supplie Aimeri de « luy quicter tout ce entièrement » qu'il doit au monastère. Pour mieux apitoyer le Prélat sur sa situation, il lui dit qu'en 1592, 1593, 1594, 1595, les fermiers de Quiévreachain ont obtenu 1/3 de modération et qu'il leur a été accordé pour 1596 de racheter le blé à 4 l. 10 s. la rasière, le seigle à 70 s. et l'avoine à 30 s. (1).

La situation de G. Caré ne semble point s'être améliorée dans la suite ; ne pouvant payer ses dettes, il laissa en compensation à l'abbaye ses récoltes sur pied.

Pierre Duquesne, qui lui succéda, racheta les « dépouilles pour 6,000 l. (2).

A Crespin, « plusieurs maisons sont en décadence et ruyne, par « fortune de feu ennemi ; plusieurs fermiers tombés en une totale « ruyne et désordre n'ont pu payer leurs rentes » (3) ; la pauvreté des habitants engendre la pauvreté de la communauté et « les hom-
« mes de la loi » de Crespin firent un emprunt pour se décharger d'une rente de 525 livres ; et, pour payer les dettes contractées pendant les guerres, ils passèrent à cens en 1600 certaines portions du marais de la Chapelle, tous les marais de Crespin et ceux du Grand et du Petit Aulnois en 1609 (4).

(1) Arch du Nord, liasse 22.

(2) Arch. du Nord, liasse 7.

(3) Arch. de l'Etat à Mons, cahier des XXmes, année 1597.

(4) Arch. du Nord, liasses 15 et 25.

Malheureusement, la situation du monastère ne s'améliora pas dans l'avenir.

Jean Jaupin, fermier de l'abbaye à Harmignies, déclare : « Le 11 mai 1604, les ameutinez et rebelles à Ses Altèzes, accompaignez de bon nombre de Hollandois, pillèrent, ravagèrent et incendièrent tout sur leur passage aux environs de Mons : les fermes, les maisons, les bastimens, entre aultres la maison, grange, estables et édifices de la cense » de l'abbaye de Harmignies. « Du depuis, ledit Jaupin se trouve du tout discommodé de logement tant pour sa famille que pour ses bestiaux. » Les dommages essayés sont « indicibles, en perte de ses fouraiges, grains, meubles et aultrement ».

En présence de cette situation, le 31 mai 1604, l'abbé fit cet accord avec son fermier : le locataire rebâtira les édifices, en supportera les frais et présentera les quittances « des marchans et ouvriers ayans livré les bois et matériaux » ; chaque année, une déduction lui sera accordée sur le « rendage jusqu'à complet épuisement » de ce qu'il aura avancé (1).

Jaupin acheta aussitôt des « combles et aultres bois » pour la gange, la maison et « aultres estables, si comme aux estables des moutons » et au « tat » de la grange, renversé quelque peu auparavant l'incendie de 1604 « par les grands vents » ; « Ph. Jehineau, maistre maçon, fit l'établissement des chela et verches » (2).

**

La cense, dite de la Chapelle Saint-Nicolas entre deux Haine, se trouve dans le même état que celle d'Harmignies.

Pour la réparer, le fermier, Jacques Leclercq, a acheté 2.600 briques, plusieurs chariots de cailloux, 47 muids de chaux, 24 corps de petits chênes, des tuiles, de la paille de seigle, du bois, etc., etc. (3).

Ce n'est pas tout ; le fermier de Quiévrechain déclare sa maison et édifices « vieux et caducqz ».

Celui du Corbeau fait constater qu'il est indispensable de construire une grange. Pour cette « édification », il a été acheté 4.650 briques pour les fondations et « scellement », 8.500 briques et 15 muids de chaux pour les murailles, 46 chênes et « aultres bois » pour la charpente, les combles, les perches et les lattes. P. Moreau « a faict le scellement et aire de la grange » ; J. Faille a « plaquet » ; J. Thieuvant « a attachet les planques » sur le pont du Corbeau ; T. Gehinet a mis les « férailles des huis », la serrure de la petite porte et a livré les clous ; Delahaye a couvert la grange « d'estrain ».

« Les dépenses, tant des matériaux que d'ouvriers, de carpentaige

(1) Arch. du Nord, fonds de l'abbaye de Crespin, portefeuille n° 28, orig. en papier, portant les signatures de D. Pierre, Abbé, D. Léon Boulit, D. C. François, D. Jean Hanon D. Martin Floquet, D. Jean de Melny, D. Ant. Delattre.

(2) Arch. du Nord, liasse 15.

(3) Arch. de Condé, série GG, pour mémoire.

de M. le Coadjuteur (1) qui a réglé ses comptes avec « son louaigier » ont grevé cette année 1611 (2).

**

Le clergé n'était pas dans une situation plus avantageuse que les fermiers ; les curés de Gussignies et de Belignies ne purent faire face à leurs obligations envers le monastère de Saint-Landelin. Le curé de Gussignies devait 33 années de blé et 27 années d'avoine, soit en argent 960 l. 18 s. ; « le pasteur de Guisigny s'estoit convenu debvoir 15 années finyes à la Saint-André 1612 » (3).

Quant au monastère, on lit dans un « recueil d'aulcuns comptes de rentes, censes et revenues » (4) :

« Du compte général présenté par D. Léon Bouilly, prieur, pour
« une année commençant à la Toussaint 1607, ...il appert que, pour
« satisfaire à l'entretien, à la nourriture, aux vêtements, aux néces-
« cités du prélat et des moines, comme à l'entretien de la maison et
« de ses édifices, sans compter les charges des aides du prince et
« de la taille du clergé, il reste :

« En argent, 1.824 l. 14 s. 2 d. (ou 4.220 florins 7 patars) ;

« En blé froment : 881 rasières, 2 quartrons ;

« Et en blé vaireux : 360 rasières » (5).

§ 3. — *Baux de fermes et du moulin de Crespin*

En 1603 (avec effet en 1608), D. Aymeri donna à bail à Pierre Duquenne (6) la cense de Quiévreachain comprenant « la maison, cambre, grange, estables, et un jardin » qui contient 3 à 4 huitte-lées, 43 journels et 15 verges de pâture.

Comme charge, le locataire emploiera 600 ghuis (bottes de seigle), 4 journées de maçon, 8 journées de « placqueurs » ; il entretiendra « les fosseryes autour des héritaiges, plantera 1.000 saules, paiera les aydes, taux, gabelles, 100°, 20°, et toute autre imposition pour l'entretien de la gendarmerie, garnison, etc. ».

Il paiera pour les vins du prélat « à l'advenant » de 100 s. la rasière de blé, 60 celle d'orge et 50 celle d'avoine.

Il livrera 20 muids de froment (à 8 rasières le muid, mesure de Crespin), 6 muids d'avoine (à 12 rasières le muid, mesure de Mons), et un muid de pois (mesure de Crespin), 12 l. d'argent pour la récréation des religieux, 24 livres de cire pour le luminaire de l'église abbatale, 6 pourceaux de 2 « esteuilles » et 300 gerbes (7).

(1) Aimeri eut pour coadjuteur Cl. Louvel ; Brasseur (Théât. abb. Han.) donne 1611 comme date de la présence de D. Claude à Crespin.

(2) Arch. du Nord, liasse 7.

(3) Arch. du Nord, liasse 20, orig. en papier.

(4) Arch. générales du Royaume à Bruxelles, Coll. des établissements religieux, liasse n° 7912.

(5) Cf. pièce just. n° 30.

(6) Jean d'Angre et Pierre Duquenne, prédécesseurs.

(7) Arch. du Nord, liasses 22 et 28. Cf. pièces just. baux divers. n° 43 G.

**

En 1605 (avec effet en 1612), le monastère loua à Robert Crocquet la ferme de Saint-Aybert (1) qui comprend : « une maison, cense, grange, estables, pourpris, entrepresure, jardins, prez et patures » aux conditions suivantes :

Crocquet aura : la pêche dans les fossés qui entourent les héritages ; à l'exception des bois principaux comme les chênes et les frênes, le droit de couper tous les trois ans les autres arbres ; sa « moulture » libre au moulin de Crespin pour sa nourriture et celle de sa famille ; toute la « tendrie » aux oiseaux dans l'étendue des héritages de la ferme et la moitié dans l'étendue du marais de la Chapelle.

Mais Robert : En entretiendra tous les fossés ;

Fera les « dicquaiges, rigolaiges, relevaiges » au nouveau fossé qui traverse le marais de la Chapelle pour l'écoulement des eaux de la pâture Rubry ;

Contribuera à l'entretien des chaussées ;

Supportera tous les « faux subsides, aydes, gabelles », etc. ;

Paiera 1.236 l. de 20 gros la livre, monnaie du Hainaut ;

Fournira aux religieux, à la Toussaint, 600 livres de beurre, 6 douzaines de fromages à la crème, à raison de 50 s. t. la douzaine ; au jour des Rois, 12 l. pour leur récréation et 24 livres de cires pour le luminaire ;

Nourira au profit du monastère 6 halles et 4 poulains ;

Recevra et nourrira l'abbé, ses moines, leurs serviteurs et leurs chevaux, chaque année, quand ils iront, dans les premiers jours de mai, célébrer l'office divin à la Chapelle ;

Paiera 150 l. t. quand les religieux ne dîneront pas chez lui ;

Enfin, donnera au curé de Crespin deux charretées de foin (2).

**

La même année (1605), au mois d'août, l'abbé passa à nouveau à cense à Jacques Leclercq la ferme de Saint-Nicolas-entre-deux-Haine, dont le bail expirait en 1612. Ce marché comprenait « la maison, cense, pasture, saulchoirs » ; il fut passé aux conditions suivantes :

Le fermier : Aura la pêcherie des fossés ;

Offrira à dîner à l'abbé, aux religieux, à leurs serviteurs et à leurs

(1) R. Crocquet avait eu pour prédécesseur Andrieu Sauvaige qui occupa la ferme jusqu'en 1584 (Arch. du Nord, liasse 6, cartul.) et avant A. Sauvaige, Pierre Kerrman (Arch. du Nord, liasse 28). — N.-B. : en 1603, Crocquet avait repris de nouveau la cense à bail (Arch. de Croy, cart. 72, p. 185).

(2) Arch. du Nord, liasses 2 et 22. — N.-B. : aux Arch. du Nord, liasses 32 et 34, on lit : Landelin Bourgeois a pris à cense pour six ans la ferme de Saint-Aybert en 1610 et payait chaque année un rendage de 200 l. Bourgeois avait eu comme prédécesseur Mathieu Sohiez. Il est ici question non de la cense, mais de la pâture « Soris » au terroir de Saint-Aybert, louée en avril 1610, et de la location du terrage et du dîmage pour entrer en cense en septembre 1612. (Arch. du Nord, liasse 8). Cf. pièces just. Baux divers, n° 43 H.

chevaux, à la Saint-Nicolas, « tant d'hiver que d'esté », après la messe célébrée à la chapelle ;

Conservera à son profit les dîmes et les autels du Pommereuil, la dîme du Mont Chastillon, la moitié des novalles des pâtures qui, durant le bail de 9 ans, seront mises en labour ; l'autre moitié appartiendra au curé de Crespin (à cause de la longue distance qui sépare la ferme de Saint-Nicolas du Mont Chastillon, les religieux acceptent à l'avance la sous-location du dîmage de ce canton) ;

Paiera, outre les « aydes, subsides, gabelles, etc. », 200 livres de beurre ; 800 l., monnaie du Hainaut, de 20 gros la livre ; 6 l., un veau gras pour la récréation des religieux vers la fête des Rois, et 24 l. de cires pour le luminaire (1).

**

En 1606, le 13 avril (entrée en jouissance en 1612), le monastère donna à bail à Marc d'Angre, mayeur d'Harvengt, son marché d'Harvengt « où la maison, grange, estables, bergeries, estoient assizes « auparavant la ruïne de feu advenue par les ennemis franchois, « passant audit Harveng en l'an mil cinq cens chincquante « quatre », contenant un journal, tenant au cimetière d'Harvengt, 18 bonniers de terres labourables, le dîmage du Moncheau et les dîmes de Nouvelles.

Chaque année le fermier livrera : 7 muids de blé froment, 2 muids d'avoine, 200 garbées de blé, 350 livres, 12 l. pour la récréation des religieux la nuit des Rois, et 15 livres de cire (2).

**

En 1609, l'abbaye a loué à Pierre Bureau (3) les « huisines de moulin et tordoir à eau de Crespin, avec la maison, estable et héritage y appendant » : le moulin possède deux meules, l'une faisant courant, l'autre faisant gisant. « Les harnas comprennent les cordes « servant à lever et à recoucher les meules ; l'aiche des poids ; « l'engin servant aux cordes, l'arcure trémuise, le bacquet, le froyon « avec l'escouvette, les broyes, la temperure, un estriel, une crameyle et 12 chevilles de fer ; le plomat de dehors avec un marbreau, un grand levier de fer pesant 14 l. ; l'arbre sijé et quairé « à 8 pans fourni de 2 toreillons et de 6 crettes de fer, le rouet « fourni de 4 courbes, 4 doubleaux, 2 bras croisés de 40 chevilles de nespelier, de 4 chevilles de bastonières fournies de flotes et de clés de fer ; la lanterne fournie d'une paire de tourtes de gaulquier, de 4 cercles et 4 agrafes de fer avec 8 fuseaux de nespelier ; « le grand fer piéchon et paulette, le ventail mouleret, 3 boisteaux à « prendre mouture au seizième, l'un pour l'huitteux, l'autre pour le « vasseau, et le troisième pour le quartier ; une kaulque servant à « lever les ventailles, fournie de ferrures et de chevilles ; le boistard

(1) Arch. du Nord, liasses 2 et 28.

(2) Arch. du Nord, liasse 2, orig. en parch.

(3) Son prédécesseur était Jean Roze qui avait succédé à Renier et Grégoire Hayoit le 1^{er} octobre 1603 (Arch. du Nord, liasse 13).

« de la meule gisante portant 4 oreilles et 3 molles bendes ; enfin, « la maitte pour recevoir la farine. »

Au tordoir, le fermier trouvera : « Le blocq fourni et enclos de « 3 chassis, de 4 pots et à chacun d'eulx un fondeau de pierre de « 2 poncheaux, 2 estriels de fer attachés de 8 crampons et de 4 chevilles de fer ; ces poncheaux fournis de flottes et de clés ; les « harnas de lays servant audit blocquet, l'arbrisseau avec la maittelette séante sur la huge, l'arbre sijé et ouvré de 8 pans fourni de « croisés, de 36 quoyaux et de 36 ailes ; deux rouez fournis de « 6 levez et chaque rouet fourni de 2 bras croisés ; le ventail mouleret et la kaulque servant à lever le ventail. »

Pierre moudra les brais et tous les grains provenant de l'abbaye et de la ferme de Saint-Aybert ; il moudra « à tel moulage que de coutume », entretiendra le moulin et le tordoir pendant les six années de son fermage à ses risques et périls. S'il « convenoit avoir arbres, courbes, roues, rouez, blocqz ou estampez », le monastère les livrera en « bois villain », mais le fermier devra les mettre en œuvre à ses dépenses.

Si durant le cours du bail il était nécessaire de remplacer les meules du moulin, ou du courant « faire licht », le fermier supporterait les dépenses occasionnées par ces travaux. De son côté, l'abbaye se charge de faire conduire les livraisons nécessaires.

Si pendant la durée du loyer, le moulin devait arrêter plus de 8 jours pour certaines réparations, les religieux s'engagent à accorder « modération » au fermier.

Enfin, Bureau moudra pour les manans de la terre de Crespin.

Si le fermier ne résidait pas au moulin, il serait tenu de se faire remplacer, nuit et jour, par un meunier idoine.

En cas de surabondance d'eau, le fermier lèvera les vannes des huisines ; et si, par sa négligence, il arrivait quelques « rompures aux ventailles » du moulin ou du tordoir, le fermier réparerait le tout à ses frais.

Les religieux se réservent le droit de fermer et de lever les vannes des huisines chaque fois que bon leur semblera, soit pour recevoir de l'eau pour le « repaulmoir », soit pour pêcher ou « traîner le gouffre du moulin ».

Pour son rendage, P. Bureau s'engage à livrer chaque année 45 muids de blé vaireux, et le 1^{er} de l'an 2 douzaines de gauffres fourrées de bon « bure ».

Comme les moines, deux fois l'an, « prennent congé de manger chair », chaque fois, le fermier leur fournira 2 douzaines de gauffres ainsi qu'au « relievment » du royaume (1) desdits religieux ; pour le parjuré, il ajoutera 2 chapons en plumes et 6 l. en argent.

(1) Autrefois, au souper, le 5 janvier, on tirait les rois dans les communautés ou les familles ; celui que le sort avait désigné devait le jour parjuré (c'est-à-dire le lundi suivant) payer un repas ; c'est ce qu'on appelait relever son royaume.

Chaque mois, le fermier livrera pour la table de Mgr le prélat une douzaine de gauffres et à la Noël 2 pourceaux gras de deux ans ; et « en récompense » de ses gauffres, le fermier recevra chaque fois « une quarte de cervoise ».

Chaque année, pour le tordoir, Pierre paiera 60 l., monnaie du Hainaut, un tonneau d'huile de semaille (mesure de Crespin) et 6 livres de cire pour le luminaire de l'église abbatiale...

Au bas de la charte est reproduit l'acte de reprise de ce bail, daté du 30 janvier 1614, par Jacques Laloux de Rombies, aux mêmes conditions et charges stipulées ci-dessus (1).

**

Florent Crocquet était locataire d'une partie du refuge de Mons ; Aimery en loua une autre partie à Jean Bourgeois au mois d'août 1604.

Pour éviter toute difficulté, le prélat établit cet accord :

« ...Iceluy Crocquet debvera se contenter de la place d'en bas, « contigüe la porte y entrant à la main gaulche en laquel il a « accommodé un comptoir, et où il polra aussy faire sa cuisine, « avecq la chambre haulte deseurs ladite place, ayant son regard sur « la rue. En oultre, aultres chambres d'en hault, saulf les deux des « Srs prélat et religieux. Aura aussy la place où présentement sa « femme est accommodée, avecq la place en l'estable pour son che- « val, et le petit grenier qu'il tient présentement pour son foin, « ensemble la cave, ayant entrée par l'allée qui va au jardin avecq le « libre aller et venir èsdites places » (2).

§ 4. — *Œuvres de Pierre Aymeri : Association de prières. — « Bannement ». — Construction. — Extinction du droit de requais.*

Parmi les œuvres accomplies par l'abbé Aymeri, nous relevons le « bannement » (règlement) fait en 1597 pour le marais de Scopi-gnies (3), le renouvellement en 1601 de l'association de prières établie en 1538 avec l'abbaye de Saint-Martin de Tournai (4), la construction d'un bâtiment divisé en trois parties pour être employé au triple usage du pain, de la viande et de la cervoise (5).

Mais l'œuvre par excellence de l'abbé fut l'extinction du droit de requais exigé par le seigneur de Quiévrechain.

Il serait long, et même fastidieux, d'exposer cette question dans toute son ampleur ; nous nous contenterons d'en donner la quintessence.

L'abbaye de Crespin « possède d'ancienne dotation » une cense

(1) Arch. du Nord, liasse 12, orig. papier. Cf pièces just. Baux divers, n° 43 I.

(2) Arch. du Nord, liasse 29.

(3) V. pièces just., n° 29.

(4) V. plus haut ex t. 25 des bull. de la Soc. hist. de Tournai, p. 5.

(5) Mon. Bened. et Brasseur.

et plusieurs héritages à Quiévreachain provenant d'aumônes et d'achats. Sous prétexte que ces biens sont au couvent « comme de main-morte », les seigneurs de Quiévreachain prétendent le quint denier des fonds des héritages, même « des advestures du fruitz quand un abbé va de vie à trépas » le considérant comme « homme « vivant et mourant. Deux ou trois abbés du passé ont payé le dit « droit ».

A l'occasion de la mort de D. du Maisnil, en 1598, les échevins du seigneur de Quiévreachain, de la Same, déclarèrent : l'appréciation faite, le couvent doit au seigneur 10.935 florins, 1 denier, 1 parti.

Les religieux, trouvant cette somme excessive, refusèrent de payer. Alors, le seigneur fit saisir leurs « biens, censes, rentes et revenus ».

Son Altesse intervint à deux reprises différentes en faveur des bénédictins et obtint modération de 1.200 florins (1).

Les religieux, jugeant cette diminution insuffisante, refusèrent à nouveau de payer ; de là un procès entre l'abbaye et le seigneur.

Philippe de la Same produisit trois copies de quittances ; elles émanaient de Mathieu Despretz et prouvaient le payement du droit de requais.

La première porte :

« Reçu du couvent de Crespin pour la tierche partie des héritaiges « qu'icelle église ont gisant audit Kiéverchin, escheue ad cause du « trespas de D. Willame Rasoir, abbé dudit lieu, la somme de « 184 l. 6 s. 8 d. t., icelle estante en date du 13^e de mars 1447 ».

La deuxième est ainsi formulée :

« Reçu du prélat de Crespin déduict aulcunes quictances par lui « faicte à icelle somme de 142 l. pour les droits à lui dévolus ad « cause desdits héritaiges par le trespas de D. Guillaume de la « Forge, abbé dudit Crespin, estante en date du 17^e décembre « 1460. »

La troisième témoigne que Despretz a reçu pour « sa tierche partie « des héritaiges qu'iceux moines possèdent à Kiéverchain, iceux « droits escheus par le trespas de D. Guillaume d'Aurethan, abbé « de Crespin, la somme de 140 l., icelle en date du 28^e de mars « 1469 ».

Si ces témoignages sont insuffisants, dit le seigneur de Quiévreachain, l'abbé peut consulter les comptes d'Arnoul de Ladourie, « recepveur » en 1424, 1427, etc., il trouvera « une somme payée au nom du couvent au seigneur de « Kiesvreachin, escheue par le trépas de D. Jean Ladourie, abbé dudit lieu ».

L'abbé consultera encore avec avantage, est-il ajouté, les comptes de 1434, 1435, 1436, 1447, 1448, 1460, 1461, 1463, 1465, 1490, 1491 et ceux des années 1510, 1511, 1512.

« A voir aussy les mémorialles et libvres journaulx des abbés où

(1) Arch. du Nord, liasse 11.

« on at couchié ce qui at esté païé audit seigneur de Kiévrechin, lors
« du trespas des abbés pour ce qu'ils ont au terroir de Kiév-
« chin » (1).

La cour de Mons, par sentence définitive, condamna le monastère et donna à Philippe le droit de faire « recepte et prisue tant de fond que advestues appartenans à iceulx religieux ».

Cette sentence mit les bénédictins dans une situation fort embarrassée ; en effet, plusieurs abbés pouvaient se succéder rapidement sur le siège de Crespin ; de ce fait, le seigneur « remporteroit beaucoup plus que la valeur du fonds, ce qui entraineroit la ruine totale » de la maison. D'où ils furent d'avis de chercher un arrangement (2).

P. Aimeri s'adressa alors à Albert le Pieux et à son épouse, les priant d'intervenir en leur faveur afin d'obtenir l'extinction du droit de requais.

Ces illustres époux déléguèrent, le 15 janvier 1601, le seigneur de Varennemans, conseiller privé de la Haute-Cour de Mons (3), qui avait pour mission « d'amener le seigneur à consentir à l'extinction dudit droit moyennant condigne récompense », et de faire comparaître les deux parties.

Après « moult » discussions, le 3 mars 1601, l'abbé Aimeri et Philippe comparurent en présence d'Albert le Pieux, et arrêterent cet accord :

Le seigneur de Quiévrechain exempta pour toujours les moines de Crespin du droit de requais... ; il abolit le procès intenté à l'occasion de la cense et de ses édifices comme le grief touchant la chasse, mais laisse pendant le procès au sujet des « améliorations du Corbeau ».

Les religieux, comme « condigne récompense », cèdent au seigneur :

« Tout le droit de justice qu'ils possédoient sur cette seigneurie
« tant sur la maison qu'autrement » ;

Leur droit d'un 12^e au tiers qu'ils avaient, ou le 36^e qu'ils prétendaient sur la seigneurie, sans exception aucune ;

Les 5 muids de blé qu'ils recevaient comme rente foncière chaque année « portant 4 rasières » (4) qu'ils avaient sur le moulin et l'huissine de Quiévrechain ;

Toutes les rentes sur plusieurs héritages situés à Quiévrechain, dont l'ensemble s'élevait à 20 huits d'avoine, 20 chapons 1/2, une pouille, 13 pains, 33 s. 6 d. t. 12 d. oboles t.

Le monastère s'engage en outre : à payer chaque année 600 l. de

(1) Extrait des productions de Ph. de la Same. Arch. de Valenciennes GG 91.

(2) Arch. du Nord, liasse 22.

(3) Raissius.

(4) Raissius. Cet auteur donne un abrégé très succinct de l'extinction du droit ; la Gallia Christiana le cite simplement.

rente au rachat du denier 16 (1) et 9.733 flor., payables en diverses annuités pour les « arriéraiges » ;

A continuer l'obit annuel et les messes pour les donateurs trépassés des parties présentement cédées, et à ajouter une collecte pour les seigneurs de Quiévreachain trépassés ;

A obtenir du pape la confirmation de cet accord.

Cet « appointement avecq les poincts et articles y contenus » fut signé par : D. Christophe Dubois, D. Léon Bouli, D. Franchois, D. Jehan Hanon, D. Martin Floquet, D. Jehan de Mesny,

Fig. 44. — Signatures des religieux du monastère apposées à l'extinction du droit de requais (1601).

D. Antoine Delattre, D. Guillaume Desplanq, D. Daniel d'Auttrice, D. Benoist Bar, D. Anthoine de la Ghuste, D. Landelin Gossée (2).

Pierre Aimeri soumit le contrat à l'archevêque, qui l'approuva (3) ; et, toutes les formalités remplies, l'abbé et son chapitre, le 17 novembre 1601, établirent F. Adam, J. Bureau, J. Leroi et P. Leduc « procureurs généraux en toutes les causes, spécialement pour comparoir en la cour à Mons, et requérir lecture estre « faicte en plaine audience de plais de l'escript d'accord passé... le « 5 mars 1601, pour l'extinction droit de requais et ratifier et confir-

(1) Raissius et divers Ms.

(2) Arch. du Nord, liasses 2, 12, 17, 28. It. Arch. de Croy, cart. 71.

(3) Arch. du Nord, liasses 2 et 17.

« mer le contenu dudit accord avecq les promesses et conventions par nous faictes » (1).

Cet accord ne mit pas fin à toutes les difficultés. Nous lisons en 1777 :

« Le procès que nous avons depuis longtemps contre le seigneur de Quiévrechain au sujet des 4 mencaudées de terre dont nous avons fait l'échange avec lui, s'est enfin terminé à l'amiable. Chacun a repris sa terre et payé ses frais. De temps immémorial, nous n'avons jamais été sans difficultés avec les seigneurs de ce village, et cela venoit souvent par la jalousie qu'excitoit en eux l'indépendance absolue dont jouit notre fermier dans leur terre. Ce fut pour se procurer ce droit et se racheter de celui de quint et de requint qu'avoient les seigneurs à la mort des abbés de Saint-Landelin sur les biens du monastère situés à Quiévrechain, que Pierre Aimery céda audit seigneur du lieu les droits que nous avons sur son moulin et les rentes seigneuriales que nous percevions tous les ans sur une bonne partie des biens de ce village » (2).

§ 5. — Abdicacion d'Aimeri. — Sa mort. — Son épitaphe.

Avant de parler de la fin d'Aimeri, nous signalerons les différends survenus entre l'abbaye et deux prêtres : le curé d'Hensies, à propos d'un « bocqueteau » (3) et le curé de Crespin, Martin Sohier, au sujet des prébendes monacales (4).

Nous signalons aussi la présence de D. Pierre à la bénédiction de l'abbé de Saint-Ghislain (5).

Aimeri semble avoir voulu marquer les dernières années de sa prélature par quelques actes de générosité :

En 1608, il a donné 60 l. au couvent des sœurs noires du Quesnoy « pour faire une vairière peinturée pour décorer leur chapelle, et 103 l. pour faire une cloiture d'escrimerie, à leur église, avec pilliers tournés devant le grand autel de leur chapelle où repose le Saint-Sacrement à charge et condition que les religieuses seront subjectes de dire ou de chanter journellement et à perpétuité pour les prélats et religieux de Crespin, l'hymne *Ave Maris Stella*, devant l'imaige de N.-D. en leur dicte chapelle » (6).

Le 24 novembre 1610, Aimeri donna à Pierre Loyers, abbé de Saint-Martin-de-Tournay, quelques insignes reliques de saint Aybert : un bras, une côte et une vertèbre (7). A cette occasion,

(1) Arch. de Croy cart. 71, p. 177.

(2) Bibl. de Valenciennes, fonds Chéré.

(3) Arch. du Nord, liasse 28.

(4) Coll. Moreau, t. 269, p. 239.

(5) Annales du Cercle de Mons, t. 26, p. 3.

(6) Arch. du Nord, liasse 7.

(7) Raissius, Hierogazophilatio belg., f° 178.

Michel Desne, évêque de Tournai, le 14 mai (alias le 25 mars) 1611, autorisa le culte de saint Aybert dans ce monastère et accorda des indulgences aux fidèles qui suivraient les cérémonies de cette translation (1).

Cette donation est un des derniers actes du prélat ; depuis la mi-février 1610, en effet, il était travaillé par la maladie.

Les moines, inquiets, appelèrent G. Opstal, docteur à Valenciennes, qui lui prodigua ses soins et passa deux jours au chevet du malade ; P. Brehon, apothicaire à Valenciennes, livra les médicaments. Les frais du docteur et du pharmacien s'élevèrent à 484 l. 12 s.

La santé du prélat s'améliora ; cependant, il fut soumis à un régime particulier : « Le 11 février 1610, on acheta pour Mgr le « prélat malade 3 chapons..., 2 cartiers de moutons pour faire du « coulis... et 12 oranges... Au mois d'avril, 12 citrons... Au jour « de Noël, une couple de perdrix pour Mgr le prélat malade » (2).

**

L'abbé demanda un coadjuteur en 1610 à l'archiduc Albert, « pour « supporter avec lui le fardeau de sa charge, à cause de son grand « âge et caducité » (3). Le prince fit droit à sa demande et, le 27 août, il députa l'abbé de Saint-Ghislain et le sieur d'Oisy, pour « enquêter sur les comportements, qualité et capacité des religieux » et sur l'état du temporel.

Les deux commissaires représentèrent « dans leur besoin à Son « Altèze qu'il y avoit parmi les religieux plusieurs capables et dignes « de la préalure, et que pour le bien de cette maison il falloit nom- « mer pour coadjuteur un de la communauté sans en prendre un « d'une abbaye étrangère ».

Cette notification nous fait comprendre que les religieux étaient au courant de quelques intrigues ; en effet, « un certain H. Bureau « manda le 20 octobre à l'abbé Danvaing de Saint-Ghislain que les « affaires des religieux de Crespin touchant la nomination de leur « coadjuteur étoient encore dans le même point ; que si Son Altèze « tardoit encore à le nommer, il étoit moralement assuré, pourvu « que les moines maintinssent une parfaite union entre eux et ne « prêtassent l'oreille aux pratiques et menées secrètes pour les « induire à accepter un coadjuteur étranger, que l'archiduc se gar- « deroit bien de leur donner un prélat qui ne fust pas de leur gré ; « c'est de quoy il prie l'abbé Danvaing d'en informer sous main les « religieux de Crespin ».

Cet avis ne fut pas suivi, ou ne fut pas communiqué et D. Claude Louvel, religieux de Saint-Vaast d'Arras (4) fut nommé coadjuteur.

**

Essayons, d'après les manuscrits, de fixer la date de l'arrivée de D. Louvel à Crespin et celle de la résignation de D. Pierre.

(1) Arch. de l'Etat à Mons, fonds de Saint-Martin, cart. 1, orig. scellé.

(2) Arch. du Nord, liasse 1.

(3) *Tandem senio confectus, abbatiam suam resignavit.* (Mon. Bened.)

(4) Annales du Cercle archéol. de Mons, t. 26, pp. 24 et 25.

A propos d'un bail, nous lisons :

« Aymerich, le 3 avril 1610, a accordé la pasture Soris, gisante à Saint-Aybert, le dismage et le terrage pour entrer en cense au mois de septembre 1612 ». Ces baux ayant été établis contrairement aux décisions du synode de 1586, les moines en demandèrent la résiliation et, entre autres raisons, ils donnèrent : « ...davantage : convenoit considérer que le prélat Aymerich estoit déporté de son estat abbatial auparavant l'entrée en jouissance » (1).

Dans un registre aux droits seigneuriaux, il est porté : « Le 7 janvier 1612, délivré au Sr prélat par son coadjuteur, 36 l. t. » (2).

Dans le nécrologe de Saint-Vaast d'Arras, il est dit : « En 1611, notre (prévôt) Claude a été proposé à D. Aimerich pour lui succéder soit par résignation, soit par vacance ; ...Louvel a été accueilli avec une grande aménité par les religieux de Crespin, puis reçu au chapitre » (3).

Ailleurs, nous lisons : « ...Les services, dismes, rentes, ...appartenans à l'abbaye ne sont point ici portées parce que le prélat les reçoit à son profit, ce qui se constate dans le registre aux droits seigneuriaux commençant au mois de... l'an 1611, par D. Claude Louvel, prélat de Crespin » (4).

L'en-tête d'un cartulaire porte : « ...Dom Pierre Aimerich, abbé de Crespin, Dom Claude Louvel, coadjuteur, M. Martin Flocquet, prieur, D. Léon Boulit... le 26^e jour de septembre 1611 » (5).

Le 13 août 1611, dit une charte, D. Claude Louvel termina un compte avec Maître Ant. Martin, « louaigier » d'une partie du refuge de Condé (6).

En 1611, le curé de Bellignies s'adressa à l'archevêque de Cambrai pour obtenir une augmentation de portion congrue. Mgr renvoya cette requête au monastère de Saint-Landelin avec cette apostille : « ...Soit communiqué au sieur prélat ou à son coadjuteur. » Ceux-ci adressèrent leur réponse à Cambrai avec cette annotation : « Veu par Messieurs le prélat et coadjuteur de Crespin le 22 juin 1611 » (7).

D'autre part, les chroniqueurs rapportent : Après avoir dirigé l'abbaye pendant trois lustres (15 ans) (8), Pierre abdiqua. Le monastère lui ayant garanti une pension annuelle (9), il se retira à Bruxelles chez les Dominicains, où il mourut quatre ans après, le 4 février

(1) Arch. du Nord, liasse 3.

(2) Arch. de Valenciennes, non coté...

(3) Arch. de la ville et Biblioth. d'Arras.

(4) Arch. du Nord, liasse 28.

(5) Arch. du Nord, liasse 7.

(6) *Idem*.

(7) Arch. du Nord, liasse 3.

(8) « *Crispini regimen per tria lustra subit* » (Brasseur).

(9) « ...addita illi certa quadam annua pensione... » (Chron. monast. S. Andr. justà Brugas.)

1616 (1). Il fut inhumé dans une chapelle du couvent, placée sous le vocable de N.-D. du Saint-Rosaire (2). Le prélat avait pour devise : « Deo volente », « Si Dieu le veut » (3).

Or, trois lustres donnent trois fois cinq ans ; Aimerich ayant été intronisé dans les premiers jours du mois d'avril 1597, en ajoutant 15 ans à cette date, nous arrivons au début de l'an 1612. Et puisque les chroniqueurs s'accordent à dire : Pierre, retiré à Bruxelles, y mourut quatre ans après, le 4 février 1616, nous concluons : Aimerich a obtenu un coadjuteur au mois de juin 1611 ; il a déposé la crosse et la mitre six mois plus tard et a quitté Crespin dans les premiers jours de l'an 1612.

**

Nous terminons cette biographie en donnant l'épithaphe du prélat, d'après Brasseur :

« Bruxelles possède le corps de Pierre Aimerich et l'abbaye de Crespin garde son souvenir.

« Docteur en théologie, il fut d'abord abbé de Saint-André de Bruges, puis laissa cette maison et son ordre pour prendre l'habit des Bénédictins.

« A cause de ses mérites et de ses services, Albert le Pieux le choisit pour l'abbaye de Crespin, qu'il dirigea pendant trois lustres.

« Il fit construire dans le monastère de Saint-Landelin un bâtiment propre à trois usages...

« Accablé par la vieillesse, Aimerich abandonna la mitre et la houlette.

« Quatre ans après, il était frappé par la mort » (4).

(1) Cf. Raissius, Mon. Bened., Chron. S. Andr. Brugas et Brasseur. « *Mortalis vitæ carcerem egreditur Brussellis anno 1616 february 4* » (Raissius). — « *Bruxellas se contulit ubi post quatuor annos mortuus est* » (Mon. Bened.).

(2) « *...cujus corpus in sacello Sanctissimi Rosarii apud suos id est dominicanos conditum fuit* » (Raissius).

(3) Raissius.

(4) Theatr. abbat. Hannoniæ, II-a pars.

CHAPITRE III

CLAUDE LOUVEL

(1611 et 1612 à 1626)

§ 1. — *Claude. — Sa famille. — Son entrée au monastère de Saint-Vaast. — Ses diverses charges. — Coadjuteur d'Aimeri. — Eloges de Louvel — Actes de sa charité. — La franche foire de Crespin.*

Claude Louvel, moine de Saint-Vaast d'Arras (1) fut choisi comme coadjuteur du monastère de Saint-Landelin (2).

Le nécrologe de l'abbaye de Saint-Vaast d'Arras (3) nous apprend : son père s'appelait Charles et était toparque ou seigneur de Fontaine, Imbal, Masières, etc. Sa mère avait nom Augustine de Béthencourt.

Un des frères de Claude s'appelait Philippe ; il reçut en héritage la toparchie de la Motte-au-Bois.

Louvel avait 14 ans à peine quand il entra au monastère de Saint-Vaast ; en 1569, nous trouvons son nom parmi les membres de cette abbaye.

Le lévite fut ordonné prêtre à Amiens en 1578 ; il avait 23 ans. Dès 1580, il remplit certaines fonctions honorifiques au milieu de ses frères ; puis nous le voyons maître d'ordre (1583) ; 4^e prieur (1585) ; prévôt de Maisnil (1590) ; prévôt de Beuvrages (1594) ; grand prévôt (1600) ; grand prieur (1605) ; et de nouveau grand prévôt (1606).

Il exerçait cette dernière charge lorsque Pierre Aimeri, abbé de Crespin, sur la sollicitation du seigneur de Carency (4), son ami,

(1) Raissius, Brasseur, Vinchant, etc...

(2) Arch. du Nord, liasse 11.

(3) Arch. et Biblioth. d'Arras.

(4) Carency, branche de la maison de Bourbon, issue de Jean I^{er}, comte de la Marche, qui possédait la terre et seigneurie de ce nom, en Artois. Cette terre appartint ensuite à la maison de Béttencourt, et fut érigée par lettres de septembre 1663 en marquisat, en faveur de Jacques Toustain de Frontebosc, pour passer ensuite dans les familles de Dreux et de Montmorency (Dict. de Guérin).

demanda un coadjuteur. De là, par une lettre remise de Marmont par l'archiduc, Claude fut présenté à Pierre en 1611, pour lui succéder soit par résignation, soit par vacance de siège. Louvel se rendit à Crespin, fut accueilli avec aménité par les moines et reçu en chapitre en 1611 (1).

Dans cette maison, il admire la vie pieuse et régulière, la discipline monastique en honneur, l'église bien ornée et meublée, les lieux claustraux et autres très commodes et solidement bâtis (2).

L'abbé, de plus en plus « caduc », fit abandon complet de sa charge en 1612. C'est, du reste, ce qu'attendaient les moines et ce que désirait la curie de Bruxelles.

Le 25 mars 1613, Louvel recevait à Lille la mitre des mains de Mgr Richardot, archevêque de Cambrai (3).

Aussitôt arrivé à Crespin, Louvel fit venir près de lui Michel de Miraumont (4), moine de Saint-Vaast, pour enseigner la théologie ; toutefois, il n'y resta qu'un an environ (5).

Telles sont les premières phases de la vie du prélat dont nous allons nous occuper.

Posons d'abord cette question : Qu'était D. Claude ?

Par son père et par sa mère, il appartenait à la noblesse ; si ce titre lui donnait une certaine distinction, les qualités de son âme le recommandaient plus encore.

Pour nous en convaincre, citons la chronique du monastère de Saint-Vaast :

« Louvel était un moine distingué, doué d'une éloquence rare, d'un esprit prompt, d'une prudence consommée, zélé pour la gloire de Dieu et l'amour de son nom » (5).

Raissius, parlant du nouveau prélat, dit : « L'intégrité de sa vie rappelle les siècles de ferveur » (6) ; « ...son caractère doux, sa bonté, ses vertus en un mot, le rendaient cher à tous (7) ; son

(1) Nécrologe de St-Vaast et Brasseur.

(2) *Analectes pour servir à l'hist. eccl. de Belgique*, t. 29 (chanoine Rieusens).

(3) *Monast. Bened. et le nécrologe d'Arras*.

(4) « *Louvel... mitram accepit anno 1613. Tunc M. de Miraumont evocat.* » Ce « tunc » placé à la fin des notes du nécrologe, nous laisse croire que Claude ne manda près de lui D. Michel qu'après avoir reçu la mitre. D'ailleurs de Miraumont ne resta qu'un an à Crespin (1611-1612), ce qui permet de supposer que le théologien fut appelé au couvent de St-Landelin aussitôt l'arrivée de D. Claude.

(5) *Nécrologe de l'abbaye de St-Vaast*.

(6) « *Religiosus præclarus... raræ facundie... acris ingenii... prædientie, zeli et amoris Dei dotibus instructus* » (le Nécrologe).

(7) « *Priscæ vir innocentie...* » (Raissius).

(8) « *absque felle amaritudinis... omnibus percarus...* » (Raissius).

« esprit de foi lui fit aimer la maison de Dieu ; il l'embellit (1) et l'enrichit. Son monastère, il l'aimait ; il en augmenta le patrimoine, en défendit les droits et fit rentrer les revenus » (2).

Une pièce manuscrite des Archives du Nord (3), datée de 1620, dans un style moins élevé sans doute, mais non moins expressif, fait l'éloge de l'abbé :

« Louvel est l'ennemi du désordre et de la confusion ; comme son prédécesseur, il veut voir régner parmi ses frères et les sujets de sa seigneurie l'équité qui se doit observer en une république bien policée. Ce prélat bien connu, personnage de qualité, unit l'exemple à la parole ; il a tant à cœur le bien et la prospérité des habitants de Crespin qu'il ne vouldroit usurper un seul poil d'herbe sur ladite communauté. » Dans toutes les impositions, peu importe leur nature, Louvel n'accepte en sa faveur aucune « grasse ny courtoisie, ains au contraire, paye sa cote et contingent jusques au dernier liart ».

Bref, nous dirons avec Raissius : ce prélat fut un abbé d'un grand mérite (4) et le monastère fut honoré par la sagesse de sa direction (5).

Brasseur, dans l'épithaphe qu'il consacre à l'abbé, dit : « Si cette tombe renferme les restes de cet homme remarquable, elle ne peut ensevelir sa renommée » (6).

La devise de D. Claude est le résumé et le but de tous ses actes dirigés par la foi : « In fine omnia » ; c'est par la fin qu'il faut considérer toutes choses.

**

Les chroniqueurs disent que Louvel était charitable ; quelques exemples vont confirmer cette assertion.

En 1611, le curé de Bellignies demanda une augmentation de sa portion congrue et canonique ; il lui fut répondu :

« Veu par Messieurs les prélat et coadjuteur la requeste présentée à... l'archevêque de Cambray par Mre Denis Meuris, curé de Bellignies, en date du 23 juin 1611, font réponse que, d'après le synode tenu à Mons en 1586, les curés demandant augmentation doivent donner une entière spécification de tous leurs biens de cure, laquelle doit être signée du mayeur, des eschevins et des habitants des lieux et confirmée par le serment du requérant » (7).

Nous ignorons si le curé obtint ce qu'il désirait ; il est toutefois certain qu'il toucha le cœur du prélat. En effet, d'après un « extrait du compte finy au Toussaint xvjc et seize », au chapitre des mises de grains, il est porté : « Au curé de Bellignies ont estez

(1) « *Domus Dei decorem sollicitè promovit...* » (Raissius.)

(2) « *Claudius... monasterii proventus recuperavit et auxit* (idem.)

(3) Liasse 12.

(4) « *Abbas emeritus...* »

(5) « *Claudius... Crispinam multo rexit honore domum.* »

(6) « *Nec tamen exiguè fama reclusa viri.* »

(7) Arch. du Nord, liasse 3.

« quictez pour 5 années par Mgr le prélat 10 rasières de fourment
« et 20 rasières d'avaine » (1).

En 1616, Mre « Michel Mary, curé de Bellignies, à cause de la
« petite fondation de sa cure et le peu de fruits qu'il peut tirer des
« accidens, prie l'abbé d'user de douceur en son endroit pour ce
« qu'il doit portant par an ung tiers d'ung muid de fourment et le
« tiers de 2 muids d'avaine à cause de sa menue disme. »

L'abbé répondit : « Pour bonne considération, nous donnons au
« curé le tiers d'ung muid de bled et de 2 muids d'avaine qu'il doit
« chaque année tant des arriéraiges des années précédentes que de
« l'année courante » (2).

Dans un autre compte des rentes foraines de l'an 1618 et rendu
au « Sr prélat, présens le sous-prieur D. Lyon Bouly, D. Ch. Fran-
« çois, prévost... au chapitre des mises de grains, on lit : « Au curé
« de Bellignies ont estez par Mgr quictez ij razières de fourment et
« ij huistoux, ij relz d'avaine » (3).

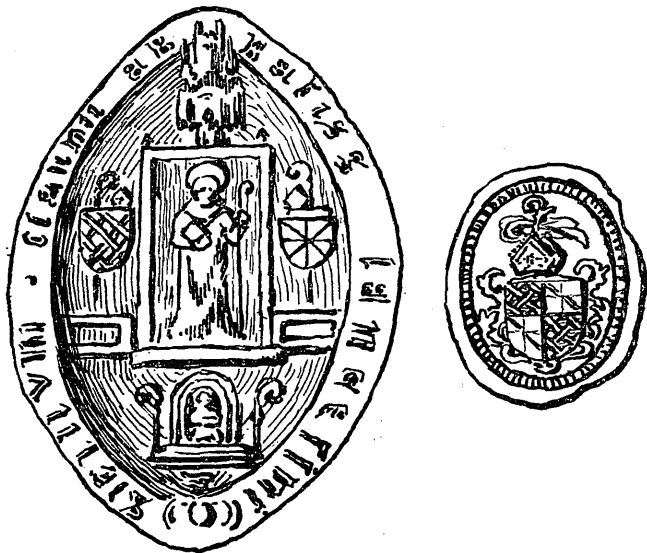


Fig. 45. — Sceau et contre-sceau de D. Louvel
(Arch. de Valenciennes).

Le 23 octobre 1612, Jean Mathieu, pasteur de Gussigny, « at con-
« fessé debvoir 15 années » ; et, en 1625, qu'il est en « arriéraige
« pour le paiement de ses grains » ; l'abbé lui réclame xl-l. par
« grasce et modération » (4).

Le 16 janvier 1615, la veuve de Ph. de Lacroix donna ses biens au

(1) *Id.*, liasse 17.

(2) *Id.*, liasse 5.

(3) *Id.*, liasse 17.

(4) *Id.*, liasses 20 et 3.

collège des Jésuites de Valenciennes, réservant à sa fille, Marie, ceux situés à Crespin et au Séminaire (1).

Le 19 juin 1619, Mlle de Lacroix et les Pères firent cet accord : Marie abandonne au collège le revenu des biens sis à Hensies et à Crespin ; en compensation, le collège lui fournira son pain, sa bière et une pension annuelle de 400 florins.

De ces arrangements, les biens passant de main à autre, naissaient pour l'abbaye des droits seigneuriaux à la charge des RR. PP. Jésuites.

« Monsieur de Crespin fut bien joyeux d'avoir occasion d'être « agréable aux RR. Pères » ; il leur fit connaître son dessein de « les « gratifier par quittance de ses droits » ; mais comme il ne « sçavoit « comment il la devoit apostiller à leur contentement », il leur écrivit : « ...Pour l'assurance de la compaignie, il conviendrait « que leur procureur vint avecq les escripts quy ont esté faicts » au sujet de la donation.

Heureux d'avoir à la main un prélat qui daigne exempter le collège « surchargé de debtes » des droits seigneuriaux s'élevant à 800 florins au minimum, le P. A. Gazet, recteur, envoya son représentant « à Sa Seigneurie de Crespin, la suppliant de le relever par « quittance ».

Louvel répondit le 22 septembre 1620 : « Ayant considéré les « raysons mouvantes à la rémission des droits seigneuriaux deus en « respect des terres, pretz, pastures, bosquetz et rentes quy relèvent « de la seigneurie de Crespin, nous accordons volontiers quittance « totale en ausmonne au susdit collège... » (2).

**

L'abbé était partout où il y avait un service à rendre, une marque d'intérêt à donner ; ses sujets avaient leur large part ; il prenait surtout à cœur la prospérité de Crespin.

Dans cette ville, se tenait un marché tous les jeudis et, deux fois l'an, une « franche foire ; l'une fixée au 22 septembre » et dont l'importance « estoit diminuée par le voisinage des grandes villes sy « comme Valenciennes et Condé auquel jour avoient, elles aussy, « franche foire.

« A raison de quoy l'abbé et les manans prient leurs Altèzes de « leur accorder de tenir aultres foires le lendemain des festes de « l'Invention et l'Exaltation Sainte Croix quatriesme de may et

(1) SEMINAIRE. Hameau dépendant d'Hensies (commune de Belgique), adjacent au territoire de Crespin. Aujourd'hui ce hameau se compose de 4 maisons : une ferme et 3 débits de tabacs et boissons. Son nom est très ancien ; il provient vraisemblablement de ce que nos moines avaient en cet endroit des greniers (des magasins, dirait-on de nos jours), où ils déposaient leurs grains choisis et réservés pour la semence. Or, les mots semence et séminaire ont une origine commune : du latin *semen*, *seminis*, *seminare* ». Donc, la maison laissée à Marie était située « devant le séminaire », c'est-à-dire devant le local réservé aux semences pour le monastère.

(2) Arch. de Valenciennes, farde 14, n° 56.

« quinziesme de septembre, ce qui servirait de grande commodité
« aux villes voisines.

« A celle fin, lesdits remontrans supplient Vos Altèzes leur faire
« expédier et dépescher patentes et lettres d'octroy ». Ce qui fut
accordé (1).

§ 2. — *La situation pécuniaire de l'abbaye est précaire. — Quelques-unes des causes. — Louvel répare et construit. — Il contraint certains débiteurs.*

Quelle était la situation pécuniaire de l'abbaye à l'avènement de Louvel ?

Nous pouvons répondre sans hésitation : elle était précaire, puisque pour faire face à de nombreuses charges, elle avait dû emprunter de l'argent, témoin ces extraits de comptes :

« ...Mises deues de rentes au rachat du denier 16..... 287 l.
« Autres mises nouvellement constituées pour subvenir aux nécessités de la maison..... 1.343 l.
« Autres mises pour argent prins à frais pour le parfurnissement de 3.065 l. 15 s. 6 d. deu ; pour la 5^e année : cy. 136 l. 20 s. (2).
« Mises deus de rentes au rachapt du denier 16..... 1.262 l.
« Pour pensions annuelles à viage..... 655 l. (3).
« Deu à l'hostellerie à Valenciennes, rue Montoise : 344 l. 14 s.,
« pour les dépenses faites par le Sgr prélat de Crespin, ceux de sa maison et autres en 1603, payé en acompte : 244 l. 14 s. (4). »

Malheureusement, cette situation ne s'est pas améliorée ; en voici des témoignages :

« Mon cousin, Adrien Franeau, allant à Crespin, je (vous) prie
« advertir le Sgr prélat de l'achapt que j'ai fait au Sgr de Quiévreachain de cent livres de rentes au dernier 16 à prendre en 500 l.,
« restant de plus grandes sommes, afin que ledit prélat ne paye
« dores en avant à mon préjudice, vous servant ce de procuration
« espéciale, ce 15^e de mars 1614. (Signé) : François. »

Le lendemain, A. Franeau « a faict ledit debvoir d'avertir »
C. Louvel...

Quelques mois plus tard, le même conseiller écrit :

« Monsieur Sohier, ...entendant que vous allez à Crespin, je vous
« prie de vouloir advertir le Sgr prélat que j'ai encore acquis du
« Sgr de Quiévreachain la somme de cent livres au denier 16 à prendre en la rente que lui doivent les religieux dudit Crespin, de sorte
« que présentement j'ay 200 l. à moy appartenant, compris aultres
« 100 l. que j'ay acquis en décembre dernier, et debvray recevoir

(1) Arch. du Nord, Tiasse 28.

(2) Arch. du Nord, Tiasse 7.

(3) Arch. générales du royaume à Bruxelles. Collection des établissements religieux, n^o 7912.

(4) Arch. du Nord, Tiasse 7.

« l'an des susdites 200 l. le premier jour d'avril 1615. Le tout affin
 « que ledit prélat n'en prétende cause d'ignorance et qu'il me paie
 « la rente dudit Sgr de Kiéverchain portant à plus grande somme à
 « mon préjudice et luy exposant de ma part la copie dudit achat,
 « s'il en désire avoir communication. Ce 5^e juillet 1614. (Signé).
 « Franchois » (1).

Si tel est l'état du monastère, comment se fait-il que Claude Louvel ne soit point parvenu à l'améliorer ?

On lit dans un rapport écrit de Mons le 23 juin 1617 : « On
 « sçait que depuis 1611, les guerres intestines ont continuellement
 « régné dans ce pays », et ont ruiné les régions qui en furent le
 théâtre.

En 1618, on vit entrer en lutte, contre l'Autriche d'abord, contre l'Espagne ensuite : la Bohême, le Palatinat, le Danemark, la Suède et la France. Pendant ce temps apparaît un aventurier hardi, énergique, mais cruel, Ernest de Mansfeld (2). Ce chef de partisans combattit l'empereur Ferdinand II pour le compte des protestants d'Allemagne. Après la bataille de la Montagne-Blanche il se déclara pour l'Electeur Palatin vaincu et guerroya contre Tilly, le général catholique. Ses bandes ravagèrent les vallées du Mein et du Rhin, puis passèrent en Alsace où Mansfeld songea un moment à se tailler une principauté. Cependant le Palatin l'ayant prié de licencier son armée, Mansfeld, avec un autre chef de bandes, Christian de Brunswick, gagna les Pays-Bas, après avoir écrasé une armée espagnole à Fleurus en 1622. Il continua à guerroyer en Allemagne jusqu'en 1626 et mourut à cette date en Bosnie.

Cette guerre fut horrible et dévasta de nombreux pays.

Que se passa-t-il au village de Crespin dans ces circonstances malheureuses ?

D'abord rendons hommage à Ant. Queniez,, bailli de Crespin ; plusieurs fois, grâce à son habileté, le village fut exempté des « passages et logemens des soldats ».

Par exemple, des troupes envoyées au secours du comte de Bucquoy dans le pays d'Allemagne (Bohême) devaient passer à Crespin ; le Bailli alla, le 20 avril 1619, à Saint-Amand parlementer avec les colonels et les capitaines, et les armées se détournèrent. « Pour les dépenses et dons gratuits dud. Queniez, lui a été remboursé 150 l. », pris sur la recette des marais (3).

Malgré l'habileté de son bailli, le village eut beaucoup à souffrir ; c'est pourquoi, en 1622, les hommes de loi de Crespin demandent à Louvel de « pouvoir prendre à fraix » 3,600 l. pour couvrir les dettes contractées pour « despens de bouche, poudre et chevaux, « allans et venans pour leur devoir..., aussy tant par logemens

(1) Arch. du Nord, liasse 22.

(2) Fils du gouverneur de Luxembourg, né à Luxembourg en 1580.

(3) Arch. du Nord, liasses 22 et 25. — N.-B. : en 1619, les marais de Scopignies recurent 521 bêtes, taxées chacune à 30 sols, ce qui donne la somme de 781 l. 10 s. t.

« de soldatz que pour le furnissement de 73 hommes emploïez pour
« empescher la venue et descende de Mansfeld en ce païs, par
« mandement exprès des prévost de Mons et Valenciennes, aiant esté
« ordonné à chacun 60 solz » (1).

En 1625, les habitants exposent à nouveau leur situation au Prêlat : ils sont « en arrière de grosse somme de deniers qu'ils avoient
« emprunté durant les troubles et incurtions de Mansfeld, soldatz
« esleuz pour les prévotéz de Mons et de Valenciennes, chariotz
« devant Brédaz, comme l'entretènement du capitaine Gampaz,
« Italien et deux soldatz à la Chapelle aussy pour passages et loge-
« mens de soldatz journalierz... ».

Et, en 1625 comme en 1622, la communauté demande à D. Claude de pouvoir procéder à la location d'une partie des marais (2).

Parmi les débours occasionnés à cette époque de trouble, nous relevons : Payé pour :

« Dépenses faites « par les gens du prévost de campagne,
42 l. 2 s. t.
« Le quartier maistre Hug. Moreau..... p
« Les hallebardiers M. de Prelle et les soldats passans et repas-
« sans depuis le 17 septembre 1619 jusques au 1^{er} mai
« 1620 (3) p
« Le ferme ayant esté violé et rompu par les gens de guerres et
« revalider l'anchien p (4)
« Logemens de soldatz passans et repassans à Crespin à l'hostel
« du Cygne 167 l. 12 s. (5)
« Despens fais par les soldatz, garnisons et aultres..... 20 l.
« La livrance d'un comble pour faire une eschielle au capitaine
« italien comprins les ostieulz de cuisine 34 solz (6)

**

A cette époque, le village de Crespin et les environs eurent à souffrir d'une autre calamité : les inondations.

Pour y remédier, en 1614, on restaura le pont de Thivencelles (7).

En 1623, on jugea qu'il « estoit du tout nécessaire de démolir
« pour le rebastir d'une forme meilleure, le pont de pierre que
« l'on dist à la Cloye basti sur le Honniau, car il tombe en ruyne
« en aucuns endroits..., il menace d'être emporté par quelque
« inondation..., de haulteur et largeur insuffisantes, ses arçures
« trop étroites engorgent les eaux au lieu de les faire vite ment
« écouler » (8).

En même temps, de sérieuses réparations furent exécutées :

A la digue du Honniau qui s'était crevassée ;

(1) Arch. du Nord, liasse 28.

(2) Arch. du Nord, liasse 10.

(3) Arch. du Nord, liasse 14. — Au dos de la pièce se trouve la quittance.

(4) Arch. du Nord, liasse 13.

(5) Arch. du Nord, liasse 29.

(6) Arch. du Nord, liasses 12 et 25.

(7) Arch. de Croy, cart. 70, p. 77.

(8) *Id.*, cart. 71, p. 142.

A la rivière de la Haine à Saint-Aybert, pour « fortifier » les marais.

Le seigneur des Sartis fut rendu responsable des désastres causés dans les marais de Loumois et de Saint-Aybert, parce qu'il avait négligé de faire nettoyer le « courant » qui traversait ces marais ; à cet effet, l'abbé et les habitants de Crespin lui intentèrent un procès (1).

Les chemins étaient aussi en mauvais état ; les habitants « d'Haul-trage, Ville et Hensies, passans et repassans journellement avec « leurs chariots et charettes chargés de marchandises, les ont tellement gastés et rompus qu'ils se trouvent présentement en pauvre état et bientôt seront rendus inaccessibles, s'ils n'est pourveu « à leur réparation et amélioration, ensemble les routes dressées « deseure la rivière de l'Honiau ».

Le Prélat et les habitants de Crespin, en présence de cette situation, adressèrent une supplique à Charles de Longueval, grand bailli de Hainaut, le priant de leur permettre d'emprunter 12,000 l. et de mettre « une honneste imposition sur les passagers, si comme « 4 s. au chariot, 2 s. à la charette, 12 deniers sur le cheval, 20 s. t. « sur 100 moutons, 5 s. sur chacun porcq, 12 den. sur le bœuf, « le tout à employer à l'entretien des ponts, chaussées, etc. », ce qui leur fut accordé le 4 mai 1618, pour 6 ans (2).

**

Par le simple exposé qui précède, il est aisé de comprendre que l'abbaye de Crespin eut à souffrir, elle aussi ; les exemples des dégâts causés dans ses biens abondent.

En 1613, Claude fit visiter la brasserie du Corbeau ; « l'expertiseur » constata la détérioration de la chaudière (3).

En 1618, Louvel fit reconstruire dans la basse-cour un bâtiment sans étage, long de 15 pieds, le fit couvrir en paille et rétablit ainsi la communication entre le jardin et la cour du monastère (4).

Le cloître tombait de vétusté. Le Prélat conçut le dessein de le réédifier sur un plan nouveau ; malheureusement il fut prévenu par la mort (5).

En 1619, l'abbé ordonna la visite de la ferme de Quiévrechin. « L'expertiseur » déclara : Il faut redresser deux « esteaux » de la grange, en réparer le toit et « raccommorder le bout du pignon » ; réparer l'écurie des chevaux ; « plaquier la chambre et estable » des vaches, y mettre des combles, un « sousquevron » et remplacer une partie du faite.

Comme les réparations étaient à la charge du locataire, le Prélat fit signifier par son prévôt à Jean de le Court qu'il avait à exécuter les clauses de son bail qui l'obligeaient à entretenir la cense de

(1) Arch. du Nord, liasses 12 et 25.

(2) Arch. de Croy, cart. 72, p. 194.

(3) Arch. du Nord, liasse 22.

(4) Arch. du Nord, liasse 15.

(5) Monast. Bened.

« couverture, placqueries et lattaïges », afin de la protéger contre « la pluie et le soleil ».

De le Court déclara que, depuis son entrée en jouissance, « il avoit grandement amélioré lad. maison de couvertures et aultres ouvraiges » et qu'il était disposé à entreprendre aussitôt qu'il aurait le bois nécessaire les diverses réparations indiquées, et, en outre :

« Rempierer » de cailloux à l'intérieur et à l'extérieur les murs des deux étables « faisantes la devanture en entrant à main gauche » ;

Etablir une aile nouvelle à l'étable des vaches qui donne sur le jardin ;

Etablir une aile nouvelle à l'écurie des chevaux à main droite ;

« Rempierer » à l'intérieur et à l'extérieur les murs de cette écurie et consolider par un mur, près de la porte, le sommier qui tombe en ruines ;

Réparer les « parois » des étables susmentionnées et le pignon de la grange du côté de la maison d'habitation ;

Renouveler les lattes, la couvertures des « pans de la maison, de « la chambre et de l'estable qui regarde sur la cour » ;

Ajouter une pièce au faite, un sous-chevron, une « ventrière » d'un bout à l'autre et remplacer plusieurs combles ;

Remplacer le plancher de la chambre et 4 gîtes ;

Mettre deux nouveaux « apas » à la montée de l'écurie aux chevaux et remplacer les lattes ;

Employer 2.000 « ghuis » pour les couvertures nouvelles des édifices ;

Enfin, pour éviter tout accident, renverser la muraille de la porte faisant le pignon de l'écurie des chevaux (1).

Le 26 juin 1620, Louvel, avant de donner à bail la dîme d'Elouges, fit restaurer le chœur de l'église, puis en ordonna la « visitation ». D'après le rapport des experts, les réparations furent bien exécutées. C'est dans ces conditions qu'il a « été livré à Michel Dubois pour le bien entretenir et en fin de cense le relivrer aussy en bon estat » (2).

**

A ces ravages vint s'ajouter la peste ; elle sévit au cours des années 1603 et 1605 ; la ville de Mons fut particulièrement éprouvée en 1615 ; en trois mois elle perdit 15.000 habitants. La ville de Douai fut fortement éprouvée en 1617, 1618, 1624. (3).

**

Certains débiteurs feignaient de méconnaître leurs obligations envers l'abbaye, prétextant leur ruine et leurs revers.

L'abbé de Crespin, véritable économiste et vrai père de famille, qui tenait un compte rigoureux de tout ce que le monastère rece-

(1) Arch. du Nord, liasse 22.

(2) *Idem.*

(3) Archives historiques et littéraires du Nord de la France, t. II, p. 244 et suiv.

vait et consommait chaque jour, défendit les droits de sa maison et en fit rentrer les revenus (1).

C'est ainsi que :

J. Bourgeois, censier de la Castellerie, terre de Condé, se reconnut redevable de 306 l. 12 s. 6 d. t. (2) ;

Le portier du refuge de Mons paya une partie de ses dettes ;

J. Le Tellier paya ses arrérages pour droit seigneurial (3) ;

Mre Ch. Braconnier, curé de Gussignies, Mre Finet, son successeur, et Sire Jean Mathieu, « curé moderne » de la susd. paroisse, reconnurent leurs dettes (4).

§ 3. — *Le prévôt d'Elouges et le Sieur de Montignies contestent les droits du monastère*

Sous la prélatrice de Louvel, apparaissent quelques difficultés à propos des droits dont jouit le monastère.

La première est suscitée par les hommes de loi d'Elouges. Rappelons, en quelques mots, ce que nous avons dit des relations de ce village avec l'abbaye de Crespin.

Les cures d'Elouges, de Ciply et de Tongres ont été données au couvent de Saint-Landelin par Liétard, évêque de Cambrai, en 1133.

En 1393, les religieux ont acheté la tour d'Elouges.

Plusieurs cartulaires ont été établis « ausquelz sont amplement déclarés » les droits de dîmes, de terrages et droits seigneuriaux. Ces cartulaires portent les dates : 1465, 1507, 1514, 1533, 1611, 1614, etc.

Mre Nicolas Stiévenart, curé d'Elouges, le 27 octobre 1565, a produit la déclaration des biens de sa cure.

Le 7 juillet 1434, les terres que possède l'abbaye à Elouges ont été mesurées par J. Casset et le 18 mars 1607, un nouveau « mesurage » a été exécuté par Jacques de Maing.

Pour l'administration de ses biens, le monastère avait établi une mairie à Elouges. Un jour, P. Gerlain, prévôt de cette communauté, présenta une requête à la cour de Mons, demandant d'obliger les seigneurs « ayant seigneurie foncière à Elouges » de se servir du greffier et « du hault justicier » commun et de leur interdire à l'avenir de « se mesler de besongner au clos dud. village sur les dépendances de leurs seigneuries » (5).

(1) « *Claudius... monasteriū proventus recuperavit et auxit. Scriptis omnia mandabat quæ in dies ea consumeat vicissim etiam omnes cœnobii proventus quos recipiebat ne forte limites excederet undè hoc modo œconomum et egregium patrem familias sese exhibebat.* » (Raissius, *Item*, la Gallia Christ.).

(2) Arch. de l'Etat à Mons, fonds de l'abbaye de Crespin.

(3) Arch. du Nord, liasse 28.

(4) Arch. du Nord, liasses 3 et 28.

(5) Arch. du Nord, liasse 22.

L'abbé de Crespin protesta, prouva son droit de dîme, établit un acte à cet effet, le fit corroborer par le lieutenant et les échevins de la prévôté d'Elouges (1), et l'envoya à la Cour de Mons avec ces protestations :

De temps immémorial notre monastère, seigneur foncier, a établi à Elouges un mayeur et des échevins. Il possède de nombreux « debvoirs de vendaiges et report faicts devant eulx », et les registres de recettes témoignent qu'ils ont perçu les droits seigneuriaux. Or, le prévôt d'Elouges empêche notre mayeur et nos échevins de remplir leur office sous prétexte que depuis 60 ans on « n'auroit cogneu aucuns debvoirs par devant no mayeur ». A cette opposition, Gerlain joint la menace de la prison pour notre mayeur et nos échevins s'ils accomplissent « un devoir quelconque ».

La Cour répondit :

Le couvent de Crespin a droit à une mairie à Elouges ; son mayeur et ses échevins recevront les seigneuries foncières, appliqueront le sceau à leurs actes, placeront les titres de propriétés de l'abbaye dans le ferme dont le mayeur possèdera une clé. Ce droit au ferme est incontestable, puisque l'abbaye a contribué aux dépenses pour le faire « revalider, l'ancien ayant esté violé et rompu par les guerres, comme aussy ils ont contribué à la façon « et graivure du nouveau seel ». Peu importe que depuis 60 ans on « n'auroit cogneu aucuns debvoirs » par devant les mayeur et échevins, les droits du monastère sont imprescriptibles. Si le dernier mayeur, M. Dubois, fermier de l'abbaye, décédé en 1611, a négligé de remplir ses fonctions, cette négligence ne doit pas être préjudiciable au monastère, d'autant que l'on « sçait que depuis lors les guerres intestines de ce pays ont continuellement « régné (2). »

A la suite de cette décision, datée du 23 juin 1617, apparaît un accord fait le 17 novembre suivant entre le prévôt d'Elouges et les seigneurs de Crespin. Cette convention reconnaît aux religieux leur droit à un greffier, au ferme et au sceau (3). Du reste les bénédictins avaient déjà mis à exécution l'arrêt de la cour en louant, de concert avec leur mayeur, moyennant une redevance de 14 rasières de froment, 12 huittelées de terres sises à Elouges (4).

Quelques années plus tard, surgit une autre difficulté entre l'abbaye de Crespin et le même prévôt d'Elouges. Dans cette affaire, comme dans la précédente, Louvel défendit les intérêts de sa maison ; et, le 22 septembre 1623, sommation est faite à Gerlain qu'il ait à remettre en bon état certaines terres, propriétés de l'abbaye.

(1) Arch. de Condé, liasse GG 92.

(2) Arch. du Nord, liasse 13.

(3) *Idem.*, liasse 22.

(4) *Idem.*

sises à Elouges, sur lesquelles il avait, sans autorisation, permis de faire « une rupture en matière de carbonage » (1).

Presque en même temps une plainte était faite à Mons contre certains fermiers d'Elouges qui rejetaient les conditions de leurs baux. Les délinquants acquiescèrent à cette juste réclamation et payèrent les frais du procès (2).

Quelques difficultés survinrent aussi au sujet d'une chapelle, sise à Elouges, « à conférer » par le monastère de Saint-Landelin. Le Prélat maintint ses droits, eut gain de cause et Jean Grammairié, chroniqueur de Leurs Altesses, à qui Louvel avait conféré cette chapelle de Notre-Dame indemnisa les religieux des dépenses engendrées « ad cause de ladi. chapelle de la collation de l'abbaye ».

Ce sanctuaire fut plus tard l'objet d'un autre litige ; il avait été conféré à Mre Pierre Dubois, doyen de Maubeuge, mais sans effet, puisqu'il ne put en jouir, « parce que les biens de cette chapelle étoient situés au pais de Liège et, malgré tous les efforts tentés, on ne les peut recouvrer » (3).

**

Louvel défendit aussi les droits de l'abbaye à Montignies-sur-Roc et à Onnezies. Au mois de février 1618, il écrivait à la Cour de Mons :

« D'ancienne fondation », notre maison possède à Montignies et à Onnezies la première année du surcens, le droit de 4 sols à la livre « quand certains héritaiges vont de main à aultre », et le droit à un mayer à des échevins, à des sergents et à un receveur.

Ces droits, fondés sur une possession de plusieurs siècles, ne peuvent nous être enlevés. Cependant le sieur E. Mainsent, qui a acquis les deux seigneuries de Montignies et Onnezies, refuse de payer ce qui nous revient.

En présence de cette déposition, la Cour prévint la partie intéressée et demanda aux religieux les preuves de leurs droits.

Les documents des bénédictins reposaient au ferme de Montigny-sur-Roc ; quand les religieux se présentèrent pour les en extraire, le mayer et les gens de loi refusèrent d'ouvrir le ferme ; mais ils y furent contraints (4).

Pour se venger, les hommes de loi de Montigny brouillèrent les choses, si bien que, trois ans plus tard, la question était encore en litige, augmentée d'une atteinte portée aux droits seigneuriaux du monastère.

Plusieurs témoins déposèrent contre l'abbaye en ces termes :

Le seigneur du lieu nomme le mayer et les échevins... jamais les seigneurs de Crespin n'ont eu « quelque loy et officiers à Montignies »...

(1) Arch. du Nord, liasse 22.

(2) *Idem.*

(3) *Idem.*

(4) Arch. de Condé-sur-l'Escaut, série FF 9.

Le droit seigneurial appartient au seigneur de Montignies seul, jamais il n'a été perçu par le Prélat de Crespin... (1).

Les relevés suivants prouvent la mauvaise foi des hommes de loi et des témoins de Montignies.

Un cachereau des années 1576 et 1582 est intitulé : « Villaiges ou « l'abbaye de Crespin at siège de rentes... Onnaing, Marng, Sebourg, « Sebourquiau, Harmignies, Roysin, Eslouges, Montegnies Notre- « Dame, Bellegnies, Kiévraing et Hensies ». La page 44 v° du registre porte cet en-tête : « Montignies... Le jour du siège est au bon « plaisir du receveur... l'abbaye at seigneurie foncière et droicts seigneuriaux et aussy terres devant terrage avec mairie (2). »

Le Seigneur de Montegnies, d'Onnezies et ses témoins furent « déboutés » de leurs prétentions par la Cour et le Prélat continua la perception de ses droits.

En effet, nous lisons dans un compte de 1635 : « Premier compte « de la petite recepte se comprenant en rentes seigneuriales et « fonssières deues à l'abbaye de Crespin... Montignies a payet... (3) »

Le compte de l'exercice 1648-1649 porte : « A Montignies-sur- « Roc, M. de le Croix, fermier de l'abbaye, pour sa maison, grange, « bergerie, estables, etc... doit... sans touchier aux droicts seigneuriaux qu'il tient pour neuf ans... iijc et xij l. (4). »

Du reste Louvel, homme prévoyant et sage, en arrivant à Crespin, avait établi l'état du monastère et fait le relevé de ses droits.

L'abbaye conserva précieusement ce travail et entre autres un « registre aux droicts seigneuriaux commenché en 1611 » (5).

Pour le composer, Louvel s'était basé sur deux titres anciens, l'un de 1385, l'autre de 1395, sur des chirographes, « des recoeuls « de la perception desd. droicts et quantité d'autres documents et « tiltres ».

Dans ce registre de 1611 sont collationnés : les droits seigneuriaux dûs sur les ventes, achats, mainneté, etc. ; les droits de requais dûs sur les héritages à terrage, soit 6 deniers d'entrée et 6 d'issue, et ceux dûs sur tous les biens « en tous changemens allant de main à aultre » soit 4 sols de la livre, qui est le quint denier. Louvel ne se borna pas à consigner ses droits, il les exerça.

Nous voyons qu'il réclama le droit d'investiture à Mre Martin Sohier, curé de Crespin, qu'il exigea la désignation d'homme vivant et mourant pour les biens de l'église paroissiale, pour ceux de l'hôpital Saint-Jacques (6), pour les biens des pauvres et ceux de la chapelle Sainte-Catherine (7).

(1) Arch. du Nord, liasse 15.

(2) *Idem*, liasse 6.

(3) Arch. du Nord, liasse 3.

(4) Arch. de Condé-sur-l'Escaut, GG 93.

(5) Arch. du Nord, liasse 28.

(6) L'hôpital de Crespin était placé sous le vocable de St Jacques, témoin cet extrait des Arch. de la mairie de Crespin : « au mois de février 1617 vendage de vj l. v s. l'an de rente faiet par Pasquier Alsln au prouffit de l'hospital Monsieur St Jacques dudict Crespin » (pièce orig. en parchemin).

(7) Arch. du Nord, liasse 22.

Dans une autre circonstance, l'abbé Louvel exerça son autorité et maintint ses droits.

D. Aymeri avait donné à bail à L. Bourgeois certaines parties de prairies avec le dîmage. Ce contrat ayant été établi contrairement aux décisions du synode provincial de Cambrai (1), le Prélat le déclara nul, en demanda et en obtint la « cassation » par décision du grand bailli du Hainaut (2).

§ 4. — *Le hameau de Saint-Aybert tend à se séparer
du village de Crespin*

Louvel prenait à cœur les intérêts de ses sujets comme ceux de son monastère.

Sous sa prélature, en 1621, se produisit, au sein de la population de la Chapelle, une insurrection dont le but principal était de scinder le village de Crespin.

Le chef du mouvement, Pierre Regnart, pour gagner des partisans, « practiquoit des conventicules et assemblées, brouilloit les cartes et troubloit le repos publicque ». Dans ces réunions, il inculquait aux habitants de Saint-Aybert de se désunir et à l'avenir de ne reconnaître ni le sieur Prélat, ni les gens de la loy du marais de Saint-Aybert (3).

Le discoureur gagna à sa cause d'abord les gardes du marais ; ceux-ci se plaignirent de ne percevoir pour leur salaire que 8 l. par an, « ce qui est un rien au regard des painnes et travail de « nuict et de jour qu'il convient faire et avoir, notamment durant « les orages et grandes eaues, avecq lanternes au loing des dicques, « adisté aulcune fois de 40 à 50 hommes, craindant les inonda- « tions et débordemens des eauwes de la rivière de Hayne et du « Honneau qui causent une perte qualifiable et indicible ».

Bientôt certains habitants suivirent leurs chefs de file ; ils cherchèrent à s'approprier les deniers du marais et à s'exempter des frais qu'engendre son entretien.

(1) Synode tenu en 1556 ; il décréta : « les terres des abbayes ne pour-
ront être louées que pour un bail dont la durée n'excèdera pas 9 ans :
« Ces terres ne pourront être reprises à bail qu'après la 6^e année, c'est-à-
« dire 3 ans avant l'expiration du bail courant... Les maisons, les prés et
« les pâtures des monastères ne pourront être données à bail que pour
« 6 ans et le contrat ne pourra être passé que 2 ans avant l'expiration de
« celui en cours... Les couvents ne pourront louer les dîmes que pour
« 3 ans et ne repasser bail qu'un an avant la fin du bail courant. » Telle
était du reste la teneur de la bulle du pape Paul IV. L'Archevêque de
Cambrai avait d'ailleurs informé tous les Abbés de son diocèse qu'ils de-
vaient procéder à la cassation et abolition de tous les baux qui auraient
« esté accordés contre les dispositifs des canons et synodes, adjoutant qu'au
« besoin il les feroit inspecter et les casseroit lui-même. »

(2) Arch. du Nord, liasse 8.

(3) Arch. du Nord, liasse 21.

Aux paroles, Regnart ne tarda pas à joindre les actes. Ancien garde du marais, il croyait avoir conservé quelque autorité ; de son chef, il fit réparer les « cauchies » de la Chapelle, paya grassement les ouvriers, fit ouvrir les fossés hors de saison, « plaça plusieurs plantes au marais » et loua la pêche.

Les habitants de Crespin protestèrent, ayant à leur tête l'abbé Claude ; ensemble ils adressèrent leurs revendications aux délinquants qui les méprisèrent.

Louvel et son couvent en référèrent à la cour de Mons ; ils rapelèrent que de par la « fondation de leur abbaye, ils sont héritiers joyssans et possessans seulz la seigneurie et terre de Crespin, « comprenant led. village, ung hameau nommé la Capelle Saint-Aibert et ung aultre le Petit Crespin où de tout temps l'abbaye a exercé la haute, moyenne et basse justice, avec bailly, lieutenant, eschevins et sergents spécial pour régir, administrer et gouverner les biens et les revenus dud. marais d'Escopignies, gisant à Saint-Aybert, tant pour le peisnage que pour le poisson ». Nous laissons de côté pour le moment, ajoute le Prélat, la question de la location du pâturage pour n'envisager que celle du poisson. Jamais, dit-il, il n'a été loué avant d'être publié par voie d'affiches 7 à 8 jours d'avance tant à Crespin, qu'à Condé, Thivencelles, etc., après une entente faite entre les gens de loi, une demande présentée à l'abbé et son autorisation accordée.

Or Regnart a passé le poisson à recours sans autorisation ; il a procédé à la criée alors qu'elle doit être faite par le greffier du lieu et par le garde.

Pour ces délits, fait remarquer l'abbé, nous pouvons punir le coupable « par l'appréhension de sa personne », mais par commisération, nous préférons nous adresser à la Cour lui demandant : 1° d'annuler le recours fait par Regnart ; 2° d'autoriser les seigneurs à faire recommencer la criée et 3° de punir selon le « préjudice de leur haulteur et seigneurie », Regnart qui veut faire de la Chapelle « un canton et une république particulière » (1).

La réponse ne fut pas satisfaisante ; c'est pourquoi Louvel et son couvent « jointcs à eulx les habitans et gens de loy de Crespin », protestèrent, rappelant qu'en 1215 certains gardes, ayant frauduleusement fait usage des biens publics, avaient été condamnés « de prier mercy à Dieu et à justice, tenant basse prison et faire quelques voiajes tant pour lesd. recellemens que pour avoir extorqué des quittances supposées » (2).

Les « appellans » produisirent le contrat passé, en 1236, entre le monastère, les habitants de Crespin et ceux de Saint-Aybert. Dans ce contrat, sans doute, il est dit que les gardes sont chargés de recevoir les deniers du « pesnage », de les administrer, de les employer aux nécessités du marais et au soulagement de la communauté ; mais il n'est porté nulle part qu'ils peuvent user de ces

(1) Arch. du Nord, liasse 12.

(2) *Idem.*

revenus à leur fantaisie, en payant comme journée pleine le travail de quelques heures, ou en présentant des notes d'ouvriers, alors que ce sont des gens « impotans ».

La preuve que les gardes du marais n'ont pas plein pouvoir, c'est que : en prenant possession de leur charge, ils doivent jurer fidélité en présence de l'abbé et des échevins : ils ne peuvent faire aucune dépense sans l'autorisation des hommes de la loi et l'approbation du Prélat ; ce sont les gens de loi qui établissent l'assiette et la cotisation du « peinage » et c'est sur cette base que doivent se régler les gardes, c'est-à-dire qu'ils ne peuvent excéder ni le nombre des bestiaux à accepter, ni la redevance imposée pour chacun d'eux ;

Lorsque quelques abus se commettent, les gardes doivent en informer les hommes de la loi ;

De tous temps ce sont les hommes de la loi qui ont payé les gardes, c'est-à-dire 8 l., « lorsqu'ils font devoir de nuicte et de jour pour cause des inondations des eauwes », ils sont payés comme les autres ouvriers.

En terminant, l'abbé et les habitants de Crespin disent qu'ils espèrent que la Cour « règlera lesd. manans sous l'obéissance et jurisdiction du Seigneur Prélat, de ses eschevins et des hommes de « la loi »...

Ce que la Cour fit en les condamnant (1).

§ 5. — *Procès : avec les seigneurs de Quiévrain, de Quiévreachain, et quelques particuliers*

En même temps que cette discussion avec les habitants du hameau de Saint-Aybert, un procès d'une haute importance se débattait à la Cour ; il était intenté au monastère par le duc d'Archot, seigneur de Quiévrain, pour son droit de relief.

Ce droit reposait sur 15 muids de terre que l'abbaye possédait au Bassuyaux (2) et consistait en 110 l. ou 100 réaulx d'or. De ces deux nombres qui, de prime abord, semblent équipollents, naquirent de nombreuses difficultés entre le monastère et le seigneur de Quiévrain.

Celui-ci réclamait le droit de relief pour le trépas des abbés J. du Maisnil et P. Aimeri, soit à chaque mutation 100 vieux réaux d'or, la réale estimée 12 l. 4 s. la pièce. De plus, le seigneur exigeait le paiement en espèces et réclamait les intérêts de la somme due « à l'advenant du denier 16 jusqu'à pleine et entière satisfaction ».

Les religieux opposèrent ces considérations :

(1) Tous les renseignements concernant cette question des marais de la Chapelle St-Aybert sont extraits des Arch. du Nord, liasses 12 et 14.

(2) Canton de Baisieux.

La réale d'or évaluée aujourd'hui 12 l. 4 s. valait « d'ancienneté » 30 s. ; pour s'en convaincre, il suffit :

De relire le testament de Simon de Lalaing (bienfaiteur du monastère) daté de 1414 ;

De consulter l'acte d'achat de la seigneurie établi en 1463 par Jean de Croy ;

De se rappeler que les réaux qui avaient cours en 1462 ne valaient qu'un tiers de ceux forgés par Charles-Quint et Philippe II (1) ;

De se reporter à une quittance datée du 4 mai 1462, dans laquelle on lit : « De toute ancienneté led. droit de relief avoit esté réduit « à 110 l. par certain traicté et appointement... » De fait, la même année G. d'Aurehan paya 110 l. pour relief de G. de la Forge, mort lépreux à Valenciennes en 1459, etc., etc...

Louvel vint à mourir et le duc en profita pour réclamer à D.-J. Ghelneur, son successeur, avec plus d'instance encore, son droit de relief.

Le 16 octobre 1628, la Cour porta cette sentence :

« Le seigneur de Quiévrain est adjudgé au droict de requais de « 100 vieux réaux d'or. »

Cette décision engendra un autre litige : Quelle est la valeur des « vieux réaux d'or » ?

Le 5 août 1533, la Cour ordonna : « Auparavant résoudre défini-
« tivement il faut l'avis des maistres de la monnoie de Lille,
« d'Anvers et de Bruxelles sur la valeur desd. florins d'or appelés
« vieux réaux ».

A la suite de cette ordonnance, les conseillers du Roi « et maistres généraulx de ses monnoies ès païs de par de çà », après avoir consulté les « placards » des princes et des rois du pays, ont déclaré sur la foi du serment :

« 1^o Malgré nos minutieuses recherches, le florin d'or appelé « vieille réale est absolument inconnu ;

« 2^o Le florin d'or du Rhin ou des électeurs, le vieux florin de « Florence, la vieille réale d'or ont varié suivant les temps. »

Quelle fut la solution de ce procès ? Nous l'ignorons ; et nous savons seulement qu'il fut long et engendra de grandes dépenses. Pour en donner une idée, nous transcrivons :

« Plais des féodaux tenus »,

En 1602 : le 25 février, le 2 mars « journée, grande tenue », le 27 avril, le 22 juin et 12 octobre ;

En 1603 : le 31 janvier, le 1^{er} mars, le 26 avril, et le 21 octobre ;

En 1604 : le 31 janvier, le 23 février, le 27 mars, le 13 juin et le 4 décembre ;

En 1605 : le 29 janvier, le 26 février, le 28 avril, le 21 mai, le 18 juin, le 8 octobre et le 3 décembre ;

En 1606 : le 28 janvier, le 25 février, le 12 juin, le 7 octobre, et le 2 décembre ;

(1) Les anciens thalers d'Allemagne qu'a fait battre Philippe II, fils de Charles-Quint, ont été par excellence nommés réaux. (Dict. de Trévoux.)

En 1607 : le 27 janvier, le 24 février, le 24 mars, le 6 octobre et le... décembre ;

En 1608 : le 23 février, le 12 mars, le 19 avril et le 14 juin ;

En 1610 : le 19 février « journée grande tenue » et le 12 octobre.

La note de l'avocat étant exagérée, M. le coadjuteur de Crespin a obtenu une diminution. Au nom du monastère, il a payé 170 l. 6 s. à Jean Bureau (1).

**

A la même époque, l'abbaye était en procès avec le Seigneur de Quiévreachin.

Lors de l'extinction du droit de requais, elle lui avait abandonné : son xii^e sur la seigneurie de Quiévreachin, 5 muids de blé, ses rentes foncières et s'était engagé à lui payer 600 l. de rente et 9.733 fl. 1 den. 1 patar pour les arrérages.

Plus tard on releva au sujet de 15 muids de terres (propriété abbatiale) qu'étant situés sur la « cousture de Basuyaux », ils dépendaient non de la seigneurie de Quiévreachin, mais de celle de Baisieux. D'où l'engagement pris par le seigneur de Quiévreachin de restituer. Malheureusement, il mourut avant d'avoir accompli cet acte de probité.

L'abbé s'adressa à l'héritier qui lui fit cette réponse le 20 mai 1625 : Le fait ne me regarde pas.

D. Louvel s'adressa à la Cour qui condamna le seigneur (2).

**

Certains abus de pouvoir ayant été commis le 18 juin 1625 par deux sujets des seigneurs de Quiévrain et de Quiévreachin, J. Hubert et P. Irion, « hoste au blancq mouchon », les officiers de Crespin en référèrent à la Cour de Mons qui leur accorda le droit d'appréhender les délinquants et de les amener à Crespin.

Au lieu de se conformer à l'ordre de la Cour, J. Malengreau, prévôt de Quiévrain, fit arrêter les sergents de Crespin.

L'abbé en informa le grand « baillage » qui ordonna la mise en liberté des officiers de Crespin et condamna Malengreau le 1^{er} octobre 1625, à payer les frais du procès et une amende de 50 fr. (3).

**

En 1622, A. de Ligny, « carossier réformé de feuz leurs Altèzes sérénissimes », avait obtenu du Roi « un pain à l'abbaye de Crespin, « avecq les habillemens et aultres droictz et aulmosnes quelzconsques », ou une somme annuelle de 120 fl. La maison, étant déjà chargée de « semblable pain » donné à un nommé Pinto par « l'archeducq Albert », s'excusa de n'en pouvoir entretenir deux. Antoine en référa au roi qui, en réponse, porta cette apostille sur

(1) Arch. du Nord, liasses 12, 15 et 17, nombreuses pièces de procédure. Cf. p. just. n° 32, la valeur des réaux.

(2) Arch. du Nord, liasses 3, 12, 17.

(3) Arch. du Nord, liasse 17.

la lettre : « Soit monstré au Prélat de Crespin pour satisfaire à ce « qui se requiert. » L'abbé se soumit (1).

★★

Enfin, nous voyons un procès entre le monastère et les habitants de Quérénaing pour la réparation du chœur de l'église. Ce qui amena la décision d'annexer « une chapelle gisante aud. lieu à lad. cure et ce, du consentement de Louvel et de son couvent » (2).

§ 6. — *Accords divers. — Commission d'un bailli et d'un greffier. Baux de terres et de fermes*

Plusieurs accords furent passés par l'abbaye avec divers particuliers.

Mre Pierre Cappy, curé de Quiévreachain, « remonstra comme il « luy appartenoit ung tierch de la menue disme sans excepter son « tierch dont il touchoit 80 l. », d'après les contrats établis entre le monastère, Mre Duquenne et Mre Bourlart, anciens curés de Quiévreachain. Pour éviter toute difficulté, le 2 janvier 1613, Louvel offrit à Mre Cappy, qui accepta, de payer pour le tiers de la dime 80 l., 200 fasses de bois et 200 fagots (3).

Cet accord fut confirmé le 3 juillet 1619 entre l'abbé Louvel et Mre Benoît Bouret, curé de Quiévreachain (4).

★★

Le 17 mars 1618, une convention fut établie pour dix ans entre le monastère, le village de Crespin et le seigneur de Solre-sur-Sambre, « ad cause du courant servant à l'essuy des Sartis qu'il « at passant au travers des parties dépendantes de la cense de saint « Aybert et du maret d'Escoupignies ».

Le Prélat imposa ses conditions qui furent acceptées :

Le Seigneur nettoiera le courant tous les trois ans et emploiera les terres extraites à en « haucher les dicques de haulteur suffisante » ;

Construira sur le courant un pont de pierres et de cailloux « avecq deux joues des 2 costez » pour permettre aux chevaux et aux chariots d'y passer facilement ;

Livrera « toutes extoffes y nécessaires à ses dépens » ; et à l'expiration du présent bail le pont demeurera la propriété du monastère et le seigneur n'en pourra réclamer aucune indemnité.

Si par suite de la crue des eaux, les pâtures (appelées Masures) étaient inondées, le fermier de la cense de Saint-Aybert aurait le droit de faire des tranchées pour écouler les eaux dans le courant.

Le seigneur ne pourra ouvrir la vanne des Sartis avant celle de la Haine, afin d'éviter l'inondation des prairies.

(1) Arch. du Nord, liasses 3, 16, 26.

(2) Arch. du Nord, liasse 22.

(3) Arch. du Nord, liasse 22.

(4) Arch. du Nord, liasse 5. — N.-B. : Au verso de cet acte, il est porté : « l'an 1572 ont esté divisées les cures de Crespin et de Quiévreachain. »

Enfin le seigneur paiera annuellement au Prélat 72 l. (1).

Les baillifs, eschevins de Crespin imposèrent eux aussi leurs conditions :

Le Seigneur paiera 450 l. à la communauté chaque année et « tirera les eaux troubles » dans les Sartis à ses risques et périls (2).

Ce bail, passé en 1618, ne devait avoir d'effet qu'à partir de 1620 ; à peine entré en jouissance, le Seigneur des Sartis vint à mourir.

Ses filles héritèrent des seigneuries de Solre-sur-Sambre, de la Neufville et des Sartis ; le contrat leur échut par droit d'héritage avec ses charges qu'elles rejetèrent, ou du moins dont elles retardèrent l'exécution.

Les intéressés firent plusieurs sommations amiables en 1622, 1624 et en 1626 sans résultat.

C'est pourquoi ils en appelèrent à la Cour de Mons qui condamna « les demiselles de Solre » à se conformer à l'accord contracté par feu leur père.

Peu après, les travaux étaient soumissionnés par ces « billet et affiches » :

« Le recepveur de Noefville et Sartis, seignouries appartenant
« aux demiselles de Solre-sur-Sambre, met à raval l'ouvraige du
« second pont à faire sur le maret de la Chapelle Saint-Ebert,
« audeseur du courant des Sartis. Iceluy se devoit fer en lieu le
« plus comode que ceulx dud. Crespin et Saint-Ebert trouveront
« convenir. Le marchand à cuy le présent ouvrage demorerat sera
« tenu livrer à ses frais tous matériaux de pierres nécessaires, pour
« faire la voustre, doyant les deulx testes et le rond de lad. voustre
« estre de pierre de taille comme celuy du pond à la drève dud.
« maret, réserve que le milieu devra estre de pierres rustiques.
« Doyant estre la haulteur de pied et demy plus hault que celuy
« présentement érigé. Doyant estre aussy de noef pieds de jour
« entre deux massées et de largeurs xij pieds. Item encore de
« faire deulx joues aux deulx costez, d'un pied de hault deseure la
« cauchie couverte de pierres de tailles du long led. pond et ce de
« 6 pieds de loing par les deux costez en forme d'ailes, et de deulx
« pieds demy de large avec des agrappes de fer plombées, et le
« tout avoir achever en dedans le 1^{er} septembre du présent
« an xvjCxxvij. En outre sera tenu led. marchand rehaulcher de
« deux pieds les deux ailes du vantail desd. Sartis et ce de pierre
« de taille comme le dessous est...

« ...Demoré à J. et H. Gilleman père et fils au pris de 400 l. »

A la suite de cet acte il est porté :

« Le seigneur de Solre s'estoit aussy obligé de faire ériger ung

(1) Arch. du Nord, liasse 17, orig. en parch. — V. la note 2 ci-dessous.
— N.-B. : Le 4 septembre 1630, l'abbaye passa un nouveau bail en faveur des demoiselles de Solre. Les conditions demeurèrent les mêmes ; toutefois nous relevons qu'outre les 72 l. elles devaient payer à l'Abbé « une pièce de vin pour la récréation des religieux comme on a coutume de le faire à la « reprinse à bail ». (Arch. du Nord, liasse 14 et 17.)

(2) Arch. du Nord, liasse 12.

« pond audeseure du prédit courant sur les pastures de Saint-Ebert. Le receveur des Dames metz à recours l'édification du « prédit pond qui doit estre de mesme qualité, grandeur, largeur « que le précédent...

« ...Demorée à Guil. Gilleman demorant à Thievencelles au pris « de 430 l., etc. » (1).

D'autres difficultés surgirent plus tard à propos du courant des Sartis. Par suite de négligence, le libre cours des eaux ayant été intercepté, les marais furent inondés. Les habitants de Crespin et leur Abbé, au mois d'avril 1628, protestèrent auprès de la Cour. Nous ignorons sa sentence, mais, au chapitre des mises, nous lisons :

« At esté délivré à J. Josselet, sergent de la court, aiant signifié « J. Vandes, receveur, pour la rupture des Sartis païé 16 l. 4 s... « At esté païé pour fraix des témoins aians estez ouiz touchant « la rupture de la dicque des Sartis... 20 l. » (2).

**

Au mois d'octobre 1618, l'Abbé Claude fit cet accord avec Mre Martin Schiez, curé de Crespin :

Le curé jouira de la « tierche partie des menues dismes en toute « la paroiche » de Crespin et ses dépendances, celle du lin excepté. Il n'aura aucun droit sur les terres que le monastère se réserve pour son usage. Il jouira de la moitié de toutes les novales, excepté celles qui « arriveront ès terres » qu'exploitera le couvent pour sa commodité ; « excepté aussy les pretz de Saint-Domicien et à la « Haine mentionnez au concordat de 1309 ».

Au lieu de la portion monacale que le curé percevait aux jours spécifiés par l'accord de 1309, il est convenu qu'il recevra dix patars (3) et ne sera pas obligé d'assister aux « offices divins qui « se célèbrent auxdits jours au monastère ».

« Au regard » des 6 muids de blé et 4 muids d'avoine, il a été convenu qu'à l'avenir le pasteur recevrait 3 muids de blé et 4 muids d'avoine.

La vache du curé continuera d'être nourrie sur les pâtures des religieux.

Le curé ne recevra rien pour le droit « du palle de velour et drap « d'or », attendu qu'il « jouit seul des pains offerts aux obsèques « et funérailles ».

Avant d'accepter pour la paroisse un chapelain, un « marguelier « ou clercq », l'Abbé s'est engagé à le présenter au curé et aux gens de loi, afin de s'assurer « s'il y at quelque exception légitime « allencontre d'iceulx ».

Telles sont les modifications apportées au contrat de 1309 ; les autres articles demeurent en vigueur.

(1) Arch. du Nord, liasse 28.

(2) Arch. du Nord, liasse 12.

(3) Ailleurs on lit 20 sols (Cf. liasses 3, 22, 32, etc.).

Cet accord a été approuvé par Mgr l'Archevêque de Cambrai le 11 octobre 1618 (1).

**

Le 10 juillet 1623, Louvel fit un accord avec M. Posier, bourgeois de Condé ; il lui permit de prendre « pour sa demeure quelque « chambre voisine de la chapelle avec ses dépendances », dans le refuge à Condé. Cette concession est faite « de grasse spéciale et « révocable à volonté ». En compensation, Posier devait fermer et ouvrir les portes de l'hôtel, tenir « nette la courette qui se trouve « devant lad. chambre et assister l'Abbé et ses gens », chaque fois qu'ils iraient au refuge (2).

Enfin nous relevons un dernier accord ; il fut passé le 4 février 1626 entre l'Abbé et E. Deppe.

Ce dernier s'engage :

« A tenir le linge de l'église bien et deuement blanchy et empesé « sans le battre ou y faire aucunes choses quy puissent endom- « mager » ; à la fin de l'année, il recevra 40 l., 3 rasières de blé, un quarteron de fasseaux et 100 fagots ;

A laver et blanchir le linge du Prélat, les nappes et les fines serviettes moyennant la somme de 20 l. ;

« La buée des linges de l'église se fera séparément sans y mesler « les aultres linges » ;

A raser l'Abbé et les religieux ; pour cet office, il recevra 50 l. par an et un lot de bière chaque jour qu'il exercera son métier ;

A demeurer à l'abbaye le matin jusqu'à onze heures moins un quart et le soir jusqu'à 5 heures moins le quart, « à faute de quoy « il sera privé de son lot de bière le jour suivant » (3).

**

Après avoir nommé un bailli, l'Abbé en informe ainsi ses sujets : Nous vous avertissons, leur dit-il, que pour « l'entretienement

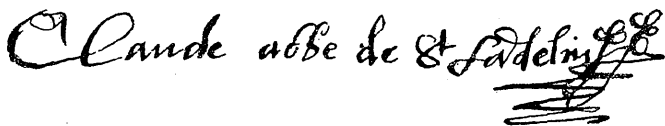


Fig. 46. — Signature de D. Louvel, ex arch. du Nord (série H).

« des loix de nostre ville, terre, justice et seigneurie de Crespin », nous établissons G. Chevalier, bailli provisionnel, lieutenant de prévôt et premier échevin de Crespin. Nous lui donnons plein

(1) Arch. du Nord, liasse 24. — N.-B. : Mre Sohier était curé de Crespin depuis 20 ans ; il avait eu comme prédécesseur Mre Julien Merchiez ou Mercier. Les pasteurs de notre village portaient le titre de : curé de Crespin et chapelain de Ste-Catherine, chapelle érigée « en l'église parochiale » (Arch. du Nord, liasses 11 et 3).

(2) Arch. du Nord, liasse 28.

(3) Arch. du Nord, liasse 12.

pouvoir en l'absence du bailli et du prévôt pour « recevoir, faire « et passer » tout acte qui est du ressort du bailli et du prévôt. Nous le chargeons de recevoir « toutes sortes de claims qui se font pour « aller à l'enquête » au chef-lieu à Valenciennes. Chevalier assistera à cette enquête accompagné de deux échevins. Il sera aussi présent à « tous testamens, contractz, redditions de comptes de « mazarderie, des pauvres, de la chapelle et aultres ». Accompagné des hommes de loi, il fera « afforer toutes sortes de bière et de « vin par toute nostre seigneurie ». Nous reconnaitrons bien fait ce qu'il aura « deument exercé ». Il conservera sa charge jusqu'à « notre révocation » (1).

**

Dans une autre circonstance, Louvel informe ainsi les intéressés : Nous avons constitué J. Ghondry, greffier de la seigneurie de Crespin et lui avons « amiablement » accordé son logement. Il occupera l'hostel du Cygne, situé sur le marché, qui se comprend en estable, grange et aultres édifices et « jardins y jointcs ».

L'usufruitier s'engage :

A bien entretenir « de toutes couvertures, tant de thieulles, « comme d'estraing (paille) avec machonnerie, lattage et placaige « partout ou besoning serat, semblablement les fenestres, huys, « voirières, serures, verouls et aultres choses nécessaires, et aussy « le jardin bien renclore de hayes et les queminées bien ramon-
ner ».

A payer les rentes « fonsières, tailles, gabelles, centiesmes et « vintiesmes » dont ces héritages sont ou pourraient être imposés.

Le Prélat se réserve le droit, quand bon lui semblera, de reprendre la maison ; il avertira l'usufruitier six semaines à l'avance (2).

**

Une troisième fois Louvel notifie à ses sujets :

Nous avons nommé T. Abrachart sergent de « toute la terre, « justice et seigneurie de Crespin » et de ses appendices, et lui avons donné pleins pouvoirs :

« De prendre, arrester, calengier tous malfaiteurs ;

« De faire fidèle rapport au bailli de toutes traictes, dons, quinds « et demy-quinds, paines, lois, amendes et aultres fourfaictures » ;

De recevoir les parties en désaccord, de leur assigner le jour de comparution en présence du bailli, de faire « tous adjournemens « et significacions nécessaires » pour garder les droits de l'abbaye ;

De saisir « bestes et gens causant quelque dommage dans les « bois du monastère et de faire fidèle rapport tant de recours de « main mise qu'aultrement ».

Nous tiendrons pour « ferme et stable » tout ce qu'aura fait et décidé notre sergent, auquel nous donnons comme gages annuels 40 l. t. et un muid de blé vaireux.

Au dos de l'acte, il est porté : « T. Abrachart a prêté serment

(1) Arch. du Nord, Chambre des Comptes de Lille, cart. B 2894.

(2) Arch. du Nord, liasse 28.

« de fidélité entre les mains du prévôt de Crespin et a promis
« d'observer le contenu des présentes lettres. » (1).

**

Avant de poursuivre, nous citons : A la date du 25 mars 1619, l'acceptation par Claude Louvel de la nomination faite en l'Université de Louvain de Jean Matthei, prêtre du diocèse de Malines, maître ès arts et bachelier en théologie (2).

**

A la suite de ces accords, nous ajoutons quelques baux.

Le 6 novembre 1613, T. Abrachart et J. Posier ont loué pour 9 ans un muid de terre au rendage annuel de 32 l., avec ces clauses : les locataires sont « subjectz à livrer passage pour wider « les bois gisans entre Deux-bois » au territoire de Crespin. L'entrée en jouissance est fixée au mois d'août 1616 (3).

Le 20 octobre 1616 ont été louées les terres « d'Eslouges par « pièches », aux conditions suivantes : Les fermiers devront...

Bien cultiver les terres, les fumer régulièrement ;

Eviter les « cavins, les rieux », etc. ;

Payer les « aydes, taux, gabelles, centiesmes, xx^{es} ; une année « de rendage des paiemens annuels du prix de leur demorée » moitié à la Noël, moitié à la Chandeleur, à raison de 6 l. la rasière de blé et 70 s. t. la rasière d'orge, pour les vins de l'Abbé et des religieux (4).

A la Saint Jean-Baptiste 1617, J. Delecourt entra en jouissance de son bail de la ferme de Quiévreachain. Quelques jours plus tard l'Abbé louait deux pièces et une partie de jardinage en la rue du moulin, don fait à l'abbaye par G. Sohier, le 8 juin 1617 (5).

Le 1^{er} décembre 1617, le Prélat renouvelle en faveur de J. Le Hayet un bail de 9 ans par lequel il lui cède les 8 muids de terres labourables sis à Estreux (6).

En 1617, le Prélat donne à bail à Charles Mesureur la ferme entre deux Haine ; à ce bail vinrent en 1620 s'ajouter quelques accommodements entre les parties (7).

L'an 1620, le 18 avril, l'Abbé Claude donna de nouveau à bail pour 9 ans à N. François « la maison, grange, estables, bergeries, « fournil, court, marescauchies et jardins contenant 9 huit. gisantes « à Montignies-sur-Roc » ;

Item 34 muids 2 huit. 2 quart. de terres labourables, 2 parties de pré et 1 bosquet, avec les droits de dîmes et de terrage, le tout situé sur le territoire de Montignies, Onnezies, Autreppe et les environs dépendant de la cense (8).

(1) Orig. en parchemin, propriété de J. Crépin-Trelcat à Crespin.

(2) Arch. du Nord, liasse 30.

(3) Arch. de l'Etat à Mons, fonds de l'abbaye de Crespin.

(4) Arch. du Nord, liasse 15.

(5) Arch. de Croy, cart. 71, p. 104 et 3.

(6) Arch. de l'Etat à Mons, fonds de l'abbaye de Crespin.

(7) Arch. du Nord, liasse 3.

(8) Arch. de l'Etat à Mons, fonds de l'abbaye de Crespin.

Le 16 mai 1621 (1), l'Abbé a accordé à bail à Michel Dubois, mayeur du monastère à Elouges, 12 huit. de terres moyennant la redevance annuelle de 14 rasières de blé. Au mois de juillet suivant, avec l'autorisation de Louvel, Dubois a sous-loué ces diverses parties de terres.

Au mois de juillet 1623, D. Claude avait établi un concierge au refuge de Condé; au mois de septembre suivant, il en loua une partie pour 6 ans à « Demoiselle Marguerite Louvel, dame douai-
« rière des Essars, se réservant led. Prêlat : le quartier abbatial,
« c'est-à-dire la chapelle, la chambre voisine, la chambre, l'anti-
« chambre, le grenier, la petite maison devant le logis de M. le
« Comte et la place où autrefois estoit une grange et la plus grande
« partie de l'estable aux chevaux ».

Ce bail portait cette restriction : Si, un jour, les religieux ont besoin de leur refuge en cas de guerre ou d'incendie du monastère, « la demoiselle devra se contenter de la chambre, de la garde-
« robe, des dépendances voisines de lad. chapelle, avec les jardins
« de l'hostel » ; le concierge aura comme logement la « maison-
« nette avec la pièce voisine devant la maison dud. Sgr le Comte ». Comme redevance annuelle, la demoiselle Louvel paiera 80 l. (2).

En 1639, le couvent de Saint-Landelin loua la ferme d'Harmignies à la veuve Philippe Jaupin, avec la grange, les étables, 84 bonniers, etc., moyennant 560 liv. et 12 l. de cires à la fête des Rois, pour la récréation des religieux (3).

§ 7. — *Indulgences attachées à l'image d'une madone. — Erection d'un oratoire en l'honneur de saint Claude. — Visite des reliques des saints de Crespin. — La dernière communion du Prêlat. — Sa mort. — Son épitaphe.*

Il nous reste à relater quelques actes de la piété de D. Claude.

Le 28 mars 1619, il obtint certaines indulgences de Dom Lucius de Morra, légat du Saint-Siège, qui lui écrivit : « Pour augmenter
« la piété des fidèles et les aider à faire leur salut, j'accorde, à
« votre prière :

« A perpétuité 30 jours d'indulgence aux fidèles qui, visitant
« l'église abbatiale, prieront pour l'exaltation de la Sainte Eglise,
« l'extirpation des hérésies, la paix entre les princes chrétiens, et
« réciteront 5 *Pater* et 5 *Ave* devant l'image de la Madone honorée,
« dans le monastère, sous le titre de N.-D. de l'arbre du chesne
« de Montaigu, et placée dans la chapelle de la Sainte Vierge ;

« Pour 3 années une indulgence de 7 ans et 7 quarantaines aux

(1) Arch. du Nord, lias. 12.

(2) Arch. du Nord, lias. 12. Cf. pièces just. Baux divers, n° 43-J.

(3) Arch. de Condé, GG 93. Cf. pièces just. Baux divers, n° 43-L.

« fidèles qui, s'étant confessés, communieront aux fêtes de l'Annon-
« ciation et de saint Landelin » (1).

**

François Van Derburch, archevêque de Cambrai, le 28 avril 1625, à la demande de Louvel, a béni et dédié à Dieu et à saint Claude un oratoire érigé dans le monastère de Crespin.

Il a ordonné de célébrer tous les ans, le V^e dimanche après Pâques, l'anniversaire de cette dédicace et accordé 40 jours d'indulgence à cette occasion. L'archevêque a étendu ces mêmes faveurs aux fêtes de la Sainte Vierge, de saint Landelin et de saint Claude.

Van Derburch a aussi béni et consacré une chapelle érigée à Mons dans le refuge des religieux et a déposé dans l'autel de cet oratoire quelques reliques des onze mille Vierges (2).

**

Louvel a travaillé à l'extension du culte des saints de Crespin.

Le 26 janvier 1614, il lut « en chapitre la requeste des Abbé et
« couvent d'Alne en Liège, tendant à obtenir quelques reliques
« de saint Landelin, pour le regard qu'ils le tiennent pour leur
« premier fondateur et qu'ils en font l'office en chœur par an au
« jour de sa fête, xv^e de juing » (3). Ce qui a été accordé.

Le 14 février de la même année, Claude communiqua à l'évêque de Tournai la lettre des pouvoirs spéciaux accordés pour les confessions à saint Aybert par le pape Innocent II, en 1131 (4).

Le 2 août 1618, Louvel a visité les reliques renfermées dans la châsse dite « le bras de saint Landelin » ; à cette occasion, il a extrait une dent du fondateur de Crespin et l'a offerte à l'abbaye de Saint-Jean à Valenciennes (5).

Le 6 août suivant, le Prélat de Crespin donna à Maître Antoine Poutrain, curé de Saint-Wasnon, à Condé, une relique de saint Aybert, dans le but d'augmenter la piété et la confiance des fidèles envers ce saint Ermite. Le 14 octobre 1618, F. Van Derburch confirma cette donation et permit d'honorer la relique du Grand Pénitencier au diocèse, d'un culte public (6).

**

Raissius rapporte d'après des témoins oculaires :

Deux heures avant sa mort, alors que son état de faiblesse et de souffrances lui permettait à peine de faire le moindre mouvement, l'auguste Prélat, quand le Saint Viatique entra dans sa chambre, mû par une force surnaturelle, se leva, descendit de son lit, se prosterna à deux genoux et reçut son Dieu dans cette attitude de l'humilité la plus profonde.

Du reste, ajoute le même chroniqueur, Louvel ne s'approcha du

(1) Coll. Moreau, t. 270, p. 136. Cf. pièces justif. n° 31.

(2) Coll. Moreau, t. 270, p. 223.

(3) Arch. du Nord, liasse 21.

(4) Cf. « Les SS. de Crespin. »

(5) *Idem.*

(6) *Idem.*

Saint Tabernacle qu'avec le plus grand respect et la piété la plus sincère (1).

Peu après avoir reçu les derniers sacrements, Claude expira ; c'était, d'après Raissius et Brasseur (2), le 8 octobre 1626. Sa prélature avait duré 15 ans (y compris sa coadjutorerie) ; il avait donc porté 13 ans et demi la crosse et la mitre. Le nécrologe de Saint-Waast d'Arras, Raissius et Brasseur s'accordent pour dire que l'Abbé fut inhumé dans le chœur de l'église abbatiale, du côté de l'épître.

Sur sa tombe fut gravé : « Ici gît Révérend Père en Dieu Dom Claude Louvel, Abbé de ce monastère, prélat d'un grand mérite qui mourut le 8 octobre 1626. Priez pour lui. »

Il avait pour devise : « *In fine omnia* », c'est dans la fin qu'il faut considérer toute chose.

La date de la mort de Louvel est différente dans le nécrologe d'Arras ; ce manuscrit porte : « Claudé mourut au mois de septembre 1626, dans sa 72^e année. »

Un compte du receveur de Crespin rapporte une partie des dépenses faites pour les funérailles de Louvel :

« Au curé de Crespin, prédicateur, chapellain et clercq et Guill. Combreuse, pour avoir dict et célébret le service de M. le Prélat, comprins avoir par led. Combreuse prestet xl alnes de soie noire, leur at esté payé assavoir aud. curé dix-huit livres, au prédicateur lix solz, au chappellain c solz, au clercq ix livres et aud. Combreuse iiij livres revenantes ces parties à la somme de xxxix livres. » (3).

Brasseur a décerné à l'Abbé l'építaphe suivante :

« Claude repose dans le chœur de l'église abbatiale du côté de l'épître. Si cet illustre Prélat est enfermé dans cette tombe, sa renommée n'est pas ensevelie avec lui dans la poussière. Choisi comme coadjuteur du monastère en 1611, il reçut la crosse et la mitre en 1613, honneur dont ne jouit pas le couvent de Saint-Waast. Pendant 3 lustres (15 ans) Louvel remplit ses fonctions avec distinction. Le plan qu'il avait tracé pour la reconstruction du cloître était vraiment admirable, mais la mort ne lui permit pas d'achever cette œuvre grandiose, puisqu'il mourut deux ou trois ans après l'avoir commencée. Claude avait fait graver ses armes sur les voûtes de cet édifice.

« Nous nous plaçons à espérer que celui dont la renommée survit en ce monde jouit dans le Ciel de l'éternel repos (4). »

(1) Coenob. Crispin.

(2) Théat. abb. Hannon.

(3) Arch. du Nord, hasse 12, cahier original.

(4) Brasseur, Théatr. abbat. Hannon.

§ 8. — *Dépenses diverses. — Curieux procès*

Avant de passer au successeur de Louvel, nous croyons devoir citer quelques dépenses extraordinaires effectuées sous la prélatrice de D. Claude et qui semblent avoir au moins un intérêt documentaire.

1° POUR LES FUNÉRAILLES DE L'IMPÉRATRICE

Payé « pour avoir chanté en l'église dud. lieu le service de l'Impératrice d'Allemagne » :

Au curé de Crespin.....	10 livres
Au diacre et sous-diacre.....	50 s.
Au clerc « pour avoir assisté le curé ».....	5 l.
A Dom Claude Colissart, sacristain de l'abbaye, pour deux livres de cires « consumées le jour de l'obit ».....	4 l.
« Pour offertoires » le jour du service.....	5 s.
Pour avoir livré le drap mortuaire et fait sonner.....	6 l.
Aux sonneurs pour « s'en avoir employé à sonner ».....	60 s.
Au prédicateur « pour avoir fait le sermon au peuple le jour dud. service »	60 s.
Fait à Crespin, le 10 mars 1619 (1).	

2° POUR LES FUNÉRAILLES DE L'EMPEREUR

Payé pour « salaires d'avoir chanté le service et obsèques de l'Empereur d'Allemagne » :

Au curé	6 l.
Au chapelain	30 s.
Au clerc	60 s.
A D. Claude Colissart pour une livre 1/2 de cires.....	60 s.
Pour « offertoire »	5 s.
Pour le drap mortuaire	6 l.
Aux sonneurs	60 s.
Fait à Crespin, le 17 juin 1619 (2).	

3° POUR LES FUNÉRAILLES DU ROI D'ESPAGNE

Payé pour avoir célébré le service du Roi d'Espagne :

A Maître Martin Sohier, curé de Crespin.....	6 l.
Au chapelain	40 s.
Au clerc	60 s.
A D. Claude pour le drap mortuaire.....	100 s.
Aux pauvres	40 s. t.
A. D. Claude pour 1 livre 1/2 de cires et « colpons »..	65 s.
Fait à Crespin le 18 juin 1621 (3).	

(1) Arch. du Nord, liasse 14, orig. en papier.

(2) *Idem.*

(3) Arch. du Nord, lias. 16, orig. en papier.

Egalement à titre documentaire, car l'abbaye ne semble y avoir été mêlée que très indirectement, il est intéressant de signaler :

Le 1^{er} juillet 1620 une information fut faite par ordre de Antoine Queniez, bailli de Crespin « sur la vie, fame et renommée » de Cécile Bernier (ou Bernière), jeune fille à marier, suspectée de sortilège, en présence du bailli et des hommes de fief de Hainaut (1).

Ajoutons que la Communauté de Crespin pour les frais d'un procès semblable contre Jeanne Huart, suspectée de sortilège, déboursa en 1627 : 103 l. (2).

(1) Arch. du Nord, lias. 12, orig. en papier ; Cf. appendices n° 7.

(2) *Idem.*

CHAPITRE IV

JACQUES GHELNEUR (1627-1638)

§ 1^{er}. — Jacques né à Ath. — Prieur, puis abbé. — Lettres patentes de l'Infante d'Espagne et Bulles du Pape. — Eloges de Ghelneur. — Il propage le culte des Saints, enrichit la châsse de Saint-Aybert, remplace les statues brûlées par les Gueux, orne le cloître de vitraux.

Claude Louvel eut pour successeur D. Jacques Ghelneur, né à Ath en 1579 (1).

Avant d'être promu à la dignité abbatiale, d'après les Ms et le « besogné » de l'élection (2), D. Jacques était prieur du monastère; il remplissait cette charge depuis 1618 (3).

Distingué par sa piété, sa sagesse et son zèle, recommandable par ses services, D. Jacques était tout désigné au choix de ses frères; c'est pourquoi Raissius peut dire : cette élection fut à la fois une marque d'estime et de reconnaissance (4). Pourtant ce choix désempara quelques compétiteurs prétentieux. Nous lisons, en effet, dans les Annales du Cercle archéologique de Mons (5) :

« L'abbaye de Crespin étant venu à vaquer par la mort de Dom Claude Louvel, décédé le 8 octobre 1626, D. Gaspard, abbé de Saint-Ghislain, fut commis pour aller faire l'élection d'un nouveau Prélat, et, avant de se rendre à Crespin, il reçut plusieurs lettres par lesquelles on le prioit d'être favorable à quelques religieux du monastère. L'archevêque de Patras (nonce à Bruxelles de 1620 à 1628), le comte de Warfusé, le sieur de la Faille, secrétaire d'Etat lui recommandèrent Dom Médard Robillard, alors maître des novices. L'abbé de Saint-Amand lui écrivit en faveur de Pierre Lobigeois, maître d'hôtel; l'abbé de Loz près de Lille

(1) Brasseur ; *Item* Raissius.

(2) Raissius ; *Item* Mon. Bened. ; la charte de l'Infante d'Espagne.

(3) Parchemin du presbytère de Crespin ; *item* Arch. du Nord, liasse 28 et Coll. Moreau, t. 270, p. 233.

(4) Raissius, préf. de « Coenob. Crisp. » ; *Item* Mon. bened.

(5) T. XXVI, p. 60.

« en faveur de D. Jacques Ghelneur, alors prieur, et d'autres lui
 « recommandèrent D. Landelin Gossée. Mais l'intègre Prélat, sans
 « avoir égard à toutes ces puissantes recommandations, ni à la
 « parenté, répondit qu'il enverrait à la Cour le besogné de l'élection
 « tel que la conscience lui dicterait. Aussi le prieur de Crespin qui
 « estoit sans contredit le plus méritant, tant pour son zèle, sa régularité,
 « sa piété et sa science fut nommé abbé et béni le 18 avril
 « 1627, à la grande satisfaction des gens de bien qui connoissoient
 « à fons ses belles qualités. »

Aussitôt l'élection, le « besogné » fut dépêché (le 2 janvier 1627) à l'Infante d'Espagne, Isabelle. Celle-ci y répondit de Bruxelles, le 12, en adressant ses « lettres patentes aux soubz prieurs et religieux de Saint-Landelin de Crespin :

« ...Suivant information qui nous a esté fait rapport des sens,
 « prudence régulière, bonne et catholique vie et conversation de
 « dampt Jacques Ghelneur prieur de lad. abbaye, sçavoir vous faisons
 « que nous avons icelluy dénommé à lad. abbaye, vous consentans
 « et requérans que, procédans à l'élection de vostre nouveau
 « et futur abbé, vous eslisiez à icelle dignité led. J. Ghelneur
 « comme personne à ce capable et à nous agréable auquel consentons...
 « de pouvoir sur ce obtenir de Nostre Saint-Père le Pape, de
 « l'évesque diocésain, telles bulles apostoliques et provisions de
 « confirmation qu'il appartiendra et icelles mettre à due execution
 « et au surplus prendre la vraye, réelle et actuelle possession de
 « l'abbaye, ensemble des droicts, fruits, profits et émoluments
 « d'icelle pour dores en avant la tenir, régir et administrer tant au
 « spirituel que temporel en ce observées les solennités en tel cas
 « requises et accoustumées... (1) »

Ghelneur reçut ses bulles du Pape le 24 janvier 1627 (2), et, le 18 avril suivant, il « at esté béni abbé par l'Archevesque de Cambray, Vanderburq » (3), assisté des abbés de Saint-Ghislain et de Lobbes comme parrains. Ghelneur était alors dans sa quarante-septième année (4).

A l'occasion de l'intronisation, le monastère offrit au Prélat « un bachin » qu'il paya en partie ; « le reste a été parpaié » en fin d'année, soit 85 l. 10 s. (5).

Brasseur, dans un chronogramme et un anagramme, précise la date de la bénédiction du nouvel abbé de Crespin (6) :

(1) Arch. gén. du Royaume à Bruxelles, carton 58 de la Coll. du Conseil d'Etat. — *Item* Arch. de Croy, parchemin, carton 71, p. 113.

(2) Raissius.

(3) Arch. du Nord, liasse 33, etc.

(4) Raissius. — *Item* Brasseur. — N.-B. : D. Gaspard et D. Jean furent les parrains de l'Abbé, comme lui-même sera parrain de l'Abbé de Vicogne, le 6 mars 1636, lorsque Messire Antoine d'Oultreman sera béni Abbé de St-Jean à Valenciennes, par Van der Burch.

(5) Arch. du Nord, lias. 12.

(6) Th. Abb. Han.

Le chronogramme

SeVistI Vt Meteres blsnonVs aprILIS arIstas
Dat tlbI rItē senI sI LegIs astra probant.

L'anagramme

JaCobVs

GHeLneVr

I Hos LVCe GVberna.

L'élection de Ghelneur fut un choix heureux.

Le nouvel abbé était savant, zélé pour la gloire de Dieu, doux de caractère, pacifique et d'une grande piété (1). La chronique « Monasticon Benedictinum » dit : « Ghelneur gouverna le monastère avec un grand esprit de foi ; sous sa houlette fleurit la vie religieuse », ornement qui fut par excellence l'apanage de l'abbaye de Saint-Landelin, ajoute Brasseur (2).

Raissius dit aussi : « D. Jacques était édifiant par sa régularité, « son assiduité à assister à la récitation de l'office divin tant la nuit que le jour ; il excella dans l'art difficile de la direction des âmes ; toute sa vie fut consacrée au service et à l'honneur de Dieu. » En un mot, dit Brasseur, ce moine fut vraiment un homme de bien (3).

Bernard Robastre (4) commente en ces termes la devise de l'abbé Ghelneur (« Sere et metes », Sème et tu récolteras) : « D. Jacques sema à pleines mains, il sema à profusion par ses paroles, par ses exemples, et récolta une abondante moisson. »

**

Nous pouvons confirmer les éloges des chroniqueurs par quelques exemples.

C'est un grand acte de piété qu'accomplit l'abbé lorsqu'il fit, le 27 décembre 1628, la translation du chef de saint Ghislain dans une fierte nouvelle et magnifique (5).

C'est la piété et le zèle qui inspirèrent au Prélat de travailler au développement du culte des Saints de Crespin (6). Son amour s'est porté de préférence vers le Saint anachorète qui fut et demeure la gloire de l'abbaye et du diocèse de Cambrai : saint Aybert.

En 1631, D. Jacques s'aboucha avec un orfèvre de Valenciennes, Adrien d'Ath, pour la confection d'une châsse.

Après différents pourparlers, les parties s'accordèrent pour « le regard du frontispice et de la toiture » : la façade adhèrera au toit qui reposera sur « un fon de bois » ; cette base de la charpente servira en même temps de soutien aux quatre piliers qui orneront

(1) « *Sicut pius fuerat et pacificus prior, ita religiosè et pacificè abbas rexit familian suam.* » (Monast. Bened.)

(2) « *Admirantur exteri situm, speciosam spatiosamque ditionem... et alii (quod potissimum duco) florentis inibi religiosae vitæ decorem.* » (Brasseur, préface de Coenob. Crisp.)

(3) Th. abb. Han.

(4) Cité par Raissius.

(5) Voir la grande Vie des Saints, par Collin de Plancy, t. XIX, p. 364.

(6) Mon. Bened. — *Item*, Raissius dans sa préface.

la fierte, ils seront couronnés de quatre « bourle d'ébenne » revêtues de lames d'argent. Le bas de la toiture sera fixé au corps de la châsse à l'aide de « vérins » ; ces vis seront faites suffisamment longues pour, outre cet emploi, servir à fixer douze statuettes représentant les apôtres. Ces statuettes seront placées dans l'ordre adopté par l'abbaye de Saint-Jean de Valenciennes.

Ceci arrêté, l'orfèvre proposa : 1° de mettre au sommet du frontispice un Salvator (mundi) revêtu d'un manteau seulement, tenant, dans la main droite, une croix, et montrant de la main gauche son côté percé ; 2° et de placer aux deux extrémités du faite un « pot à fleur ». L'abbé n'accepta point ces articles. Sans préciser sa volonté, il répondit qu'il ne croyait pas « expédient » de placer un Salvator ; puis il ajouta : si on place le Sauveur du monde, à quoi bon les « pots à fleurs ».

Dans l'article suivant il est dit : l'orfèvre enrichira les chapiteaux et les piédestaux de 48 pierres fines, telles que « cornalines, lapis lazuli » ; chaque pierre n'excédera pas le prix de 6 à 8 patars ; quant à la grosseur, il proportionnera les pierres à l'œuvre. Autour des niches, Adrien placera 32 pierres fines à son choix ; elles seront un peu plus grosses que celles indiquées ci-dessus ; leur prix n'excédera pas 10 à 12 patars.

L'orfèvre placera également 8 ovales de cristallin, à 15 patars pièce ; il en emploiera 4 et nous remettra les autres. Il placera des œils d'agate à la tête du terme qui soutient la case, chaque agate sera payée 4 livres. Enfin sur la façade de la châsse, Adrien gravera les armes de l'abbé et, sur le côté opposé, celles de l'abbaye.

Cet accord fut passé à Crespin le 28 mai 1631 et signé par les intéressés (1).

The image shows a handwritten signature in dark ink. The text of the signature is "D. Jacques Ghelneur" followed by "Abbé de Crespin". To the right of the signature, there is a date "1631" and a small number "32" below it. The signature is written in a cursive, flowing style typical of the 17th century.

Fig. 47. — Signature de D. Ghelneur (reliquaire de saint Aybert).

L'œuvre terminée, « Ghelneur, le 21 novembre 1632, déposa « les vénérables restes d'Aybert dans cette châsse d'argent travaillée avec beaucoup d'art » (2).

Brasseur, dans la relation de cette translation, s'adresse à l'abbé et parle en ces termes :

« O vénérable Père, dans cette magnifique châsse, vous avez

(1) Arch. du Nord, liasse 22. Cf. « Les SS. de Crespin ».

(2) Raissius. — *Item*, Monast. Bened.

« déposé les restes sacrés de saint Aybert, enlevés de la modeste « fierte qui les renfermait. Cette œuvre grandiose, accomplie par « vous, est proportionnée à l'amour que vous portez à ce Saint. « La postérité reconnaîtra, dans ce monument, le témoignage de « votre grand cœur, témoignage qui, demeurant debout, sera res- « pecté par le temps (1). »

L'année suivante (1633), D. Jacques sépara du tronc le chef de saint Aybert (2).

**

C'est la piété encore qui porta l'abbé à restaurer ou à remplacer les images et les statues détruites ou brûlées par les Gueux en 1566 (3).

C'est le zèle et la piété qui firent entreprendre en 1634 à Ghelneur de terminer le cloître commencé par son prédécesseur et de l'orner de vitraux retraçant, avec une merveilleuse expression, les phases principales de la vie de saint Benoît (4).

Pour couvrir les frais de cette construction, D. Jacques fit appel à la générosité de quelques amis et s'adressa à « Trigault, abbé de « Saint-Ghislain, qui étoit charitable et généreux ; sans oublier les « pauvres, il faisoit ses libéralités aux églises, abbayes et monas- « tères ». En 1634, le Prélat donna aux religieux de Crespin deux « vitres pour leur nouveau cloître ; Dom J. Ghelneur, le 3 janvier « 1635, remercia D. Trigault pour ce qu'il avoit fait faire » (5).

C'est la piété et le zèle qui conduisirent le Prélat à Valenciennes, où il assista, à l'abbaye de Saint-Jean, au mois de mars 1635, à la réception des corps de saint Pierre et de saint Julien, martyrs (6).

§ 2. — *Ghelneur répare les édifices. — Les digues et les chemins ; crée des canaux et fait jeter des ponts*

Le zèle de Ghelneur le porta à bâtir de nombreux édifices pour le développement et l'agrandissement des fermes et à entreprendre d'importantes réparations au refuge de Mons. Témoins les « Ren- « seignements que fait J. Liénart, bailli de Crespin, à M. le Prélat, « de quatre mil deux cens quatre vingt quatorze livres huit sols

(1) Brasseur, Theat. abb. Hann.

(2) Brasseur, reliques des SS. de Crespin.

(3) « Anno 1632... dum vero domesticorum sanctorum honores adauget pristinoque instori quem monasterium per Geusies et iconomachas amiserat instituit restituere. » (Monast. bened. — Item Raissius dans sa préface).

(4) « *Claustrum a prædecessore inchoatum complevit* » (Raissius). — « *Tres partes quadri claustralis absolvit et per circuitum ejus S. Benedictum in vitris tabulis ejusdem vitæ singulos gradus erudita vituarii manu exprimendo velut ad vivum representavit* » (Monast. bened.). — Item, Brasseur, dans sa préface.

(5) Annales du Cercle Archéologique de Mons, t. XXVI, p. 70.

(6) *Idem.* — Item Simon Leboucq, hist. de Valenciennes, p. 36.

« à luy debues depuis le xxvj^e juin 1636 pour furnir aux bastimens
« tant ancien que nouveau de l'hostel de Mons » (1).

**

A ces travaux vinrent s'ajouter différentes entreprises avantageuses pour le monastère, le village de Crespin et les environs.

En 1629, le 8 mars, « le Prêlat fait sommation à J. Duquesne
« qu'il a prestement à remédier à la nouvelle dicque du Honneau
« pour la relivrer aussy fort bastante qu'elle estoit paravant la rupture avenue par sa négligence; protestant à son refus (qu'il) pro-
« cèdera contre luy et répètera sur luy et ses biens tous dommaiges
« et intérêts ». Duquesne répondit « que au plus tôt que faire le
« poudra il raccommoiera lad. dicque » (2).

**

On avait fait observer à l'Infante le mauvais état des chemins
« sur tout le pays de Haynaut ». Ghelneur se met à l'œuvre pour
réparer les voies de communication qui traversent sa seigneurie.
Il commence par le côté le plus urgent et le plus fréquenté : « Le
chemin depuis la rivière dicte le Blan-Muchon (l'Honnelle) jusques
à la seigneurie de Quiesvrain » dont une partie appartient à l'abbaye et l'autre au Seigneur, ce qui oblige les deux parties à entretenir et, au besoin, à réparer cette voie.

Mais D. Jacques se voit arrêté par l'apathie du seigneur de Quiévreachain. En présence de cet obstacle, le 11 août 1630, il dénonce à la Cour le mauvais vouloir de son voisin et demande qu'on l'oblige à s'exécuter.

Le conseil fit « sommation au seigneur à cette fin de faire réparer
« led. chemin et contribuer à tous courans d'eaux y arrivans pour
« les faire couler dedans la rivière... » et de s'unir aux moines de Crespin « qui s'offrent prestement de faire accommoder leur contingent dud. chemin, en semble tous courans d'eaux ».

Dans sa réponse, le Seigneur de Quiévreachain dit qu'il « n'avoit
« peu y remédier à cause de l'incommodité de la saison et qu'au
« plus tôt il remédieroit » (3).

Ces réparations améliorèrent, mais pour peu de temps, le chemin de Blanc-Misseron, d'où en 1632, Ghelneur, de concert avec ses sujets et le seigneur de Quiévreachain, remontrèrent au grand bailli de Hainaut « qu'ad cause du commerce et traficq quy se faict
« entre le roiaulme de France, le païs d'Allemagne et les Païs-Bas,
« notamment ès ville de Mons, Vallenciennes et Cambray avecques
« celles d'Arras et Douay, les chariots et charettes d'Allemands passans et repassans journellement auroient tellement gasté, rompu
« et effondré les grands chemins depuis icelle ville de Mons jusques aud. Vallenciennes que pour le présent, on ne peut bonnement passer ès plusieurs endroicts sans grand péril, spécialement à la sortie dud. bourg de Quiesvraing depuis le pond au

(1) Arch. de Condé, GG 94 et Arch. du Nord, liasse 1.

(2) Arch. du Nord, liasse 16.

(3) Arch. du Nord, liasse 13.

« Corbeau jusques à l'arbre quy est au devant de la maison et
 « cabaret dit vulgairement le Blancq Mouchon, dont ung chascun
 « spécialement les marchans et chartiers reçoivent grandissime
 « intérêt ès leurs marchandises, chevaux et chariots, au préju-
 « dice du traficq publicq et malaisance desd. requérans et de tous
 « ceulx quy y passent. Et comme le territoire desd. Seigneurs de
 « Crespin et Quiévreachain aborde de part et d'autre aud. chemin,
 « iceulx requérans se sont efforcés par diverses fois d'y faire remé-
 « dier avecq de gros bois, mais à cause du grand nombre desd. cha-
 « riots qui y passent journellement, lesd. bois sont incontinent
 « coppés et pourris et rendent le chemin pieur (pire) qu'aupara-
 « vant. Pour le rendre bon, il conviendrait de faire une chaussée,
 « comme il y a à la sortie dud. Quiévrain à commencher aud. pont
 « en allant vers Vallenciennes. Auxquels fins lesd. requérans sup-
 « plient Vostre Excellence leur accorde de pooir lever de ceulx pas-
 « sant aud. lieu les droictz cy après déclarez, pour les deniers, en
 « procédans estre employés à faire faire lad. chaussée, assavoir : de
 « chacun chariot et charette d'Alleman estant à large voie cinq
 « sols ; pour les aultres charettes n'estantes chargées, la moi-
 « tié ; de chascunes bestes chevallines ou aultres portant à dos,
 « 2 gros, comme aussy des poulains, un gros ; item 20 deniers de
 « chascune beste à corne, de chascune beste blanche ou porcq ung
 « gigot. En autorizant les sergeans d'iceulx villaiges de Crespin
 « et de Quiévreachain de pouvoir arrester et faire payer les refusans
 « par toutes voies raisonnables. Et affin que au plus tôt on puisse
 « commencher à faire lad. chaussée, iceulx supplians requièrent
 « aussy qu'il leur soit permis de pouvoir lever prestement à frais
 « la somme de 1.200 livres tournois monnoie de Hainaut, au denier
 « seize et pour leur sûreté y affecter led. impost jusques l'entier
 « remboursement et faire durer led. octroy jusqu'à ce que led. che-
 « min et chaussée soient remis en bon estat et de ce leur faire des-
 « pescher les lettres patentes (1).

Quelques jours après, les « requérans » affichaient :

« On expose à raval la main-d'œuvre, livraison des cailloux et
 « sablon nécessaire pour l'érection d'une nouvelle chaussée à faire
 « de dix-huit pieds de large depuis la cense du Corbault jusques
 « quatre cens pieds près de l'hostellerye du Blanc-Mouchon sur le
 « grand chemin de Vallenciennes à Mons entre les villages de
 « Crespin et Quiévreachain, à condition que le marchand (2) sera
 « tenu de rehausser led. chemin à niveau de celui de Quiévrain
 « proche le pont de ce lieu affin de l'affranschir des inondations et
 « au confort de ce faire un pont environ le milieu de caillou,
 « vouté avec des joues de pierres de la largeur de lad. chaussée et
 « iceluy de la largeur de cinq pieds autant profond que les fosses
 « à costé le chemin. Davantage sera tenu led. marchand de faire

(1) Arch. du Nord, liasse 13.

(2) L'adjudicataire.

« en un aultre endroit une grosse buze ou ponton contenant quatre pieds de creux par dedens. »

L'affiche porte en outre :

Le travail sera compté à la verge et la verge sera payée 70 l. ; « l'on porra ravaller... mais pas moins de 5 sols chascun cop... » ; le travail devra être terminé pour le 15 octobre prochain ; enfin « se tiendra led. recours aud. Blanc-Mouchon le xxv° juin 1632 à 11 heures du matin ».

A l'heure et au lieu indiqués, « après plusieurs rabaisses », le travail fut adjugé à J. Dubois, maçon à Hensies, à Guillaume, Jean et Pierre Carlier, frères, « cauchieurs aud. lieu, au prix de cinquante-six livres tournois la verge » (1).

Outre cette chaussée de grande communication, le village a des voies secondaires, l'abbé s'en occupe.

Sur le territoire de Crespin, un chemin se dirige vers Mons ; il commence au pont à la Cloye (2), passe au Séminaire (3), etc. Situé dans un fond, il est souvent couvert par les eaux, partant impraticable ; sans le pouvoir rehausser, il peut être amélioré... ; Ghelneur voudrait le paver. Il communique ses vues aux habitants de Crespin et leur conseille de réclamer à titre d'indemnité quelque subside aux villages voisins qui en profiteront.

L'avis parut favorable.

Le 12 juin 1633 « les abbé, couvent et hommes de la loi de la ville de Crespin », après avoir obtenu de « pouvoir faire bastir et « ériger une cauchie au chemin qu'on dict la maladie », allant de Crespin à Mons, s'adressèrent aux mayeurs de Quiévrain et d'Hensies pour les inviter à participer aux frais engendrés par les réparations. Ceux-ci répondirent : « Nous ne sommes pas opposés à « l'érection d'une cauchie », mais nos nombreuses charges et nos chemins à rétablir ne nous permettent pas d'aider la « communauté » de Crespin.

Cette réponse ne découragea ni le Prélat, ni ses sujets ; ils entamèrent des pourparlers avec des « cauchieurs de Wihéries et marchandèrent des cailloux ». Ceux-ci, le 24 novembre 1633, déclarèrent avoir reçu des « gens de la loy de Crespin 17 liv. 10 sols « pour restant dû sur 132 l. 10 s. » à cause de diverses livraisons « de cailloux et pour le salaire du pavage de 17 verges sur 25 « comme il était convenu ». Les « cauchieurs » ajoutent qu'ils demeurent à la disposition de la communauté pour continuer et terminer le travail.

Dans le but d'obtenir quelques indemnités, les habitants de Crespin s'adressèrent, avec leur abbé, au Conseil du Roi à Mons, le priant de leur permettre d'imposer tous les passagers et de « lever ung patar à chascun chariot chargé de marchandises ; ung gros à

(1) Arch. du Nord, lias. 13.

(2) Aujourd'hui grand pont.

(3) Hameau distant du grand pont de 300 mètres.

la charette et 6 deniers à la chevallée passant et repassant sur la chaussée »..., ce qui leur fut accordé le 8 novembre 1633 (1).

D. Ghelneur, en réparant les chemins, en établissant des chaussées, rendit de réels services ; il fit plus.

Le territoire de Crespin, à cause de ses sources, de ses rivières et de ses marais, est très souvent inondé. Pour lutter contre ces ravages, l'abbaye créa des canaux, des « buses », des ponts, etc... Ces travaux réclament l'entretien et la vigilance ; Ghelneur n'y faillira point.

En 1625, Claude Louvel et les habitants de Crespin avaient jeté un pont sur un eourant qui recevait les eaux du bois d'Amblise, descendait entre les marais de Crespin et les prairies de Vaucelles jusqu'aux « arrivoirs », pour se déverser ensuite dans le courant qui côtoie la rue des Alnes et le marais de Thivencelles.

Ce pont, fait de « gites, cloye et terre », fut emporté deux ans après par la violence des eaux venant de Thivencelles ; les matériaux dont il était composé furent recueillis et vendus par les hommes de la loi de cette communauté au préjudice des « Crespinois ».

Outre ces abus, les mêmes, et principalement un nommé J. Portier, empêchaient l'écoulement des eaux venant du Honniau. De ce fait, les fossés de la cense de Vaucelles étaient mis à sec ou débordaient ; le fermier, L. Sohier, s'en plaignit à l'abbé de Crespin qui répondit :

« Monsieur... Pour répondre au vostre, serez adverty que ny moy, « ny mes subjects voulons empescher l'eau venant de la buse du « Honneau entrer dans vós parties ny en sortir ; au contraire, nous « sommes en difficulté avec ceux de Thivencelles, parce que « J. Portier a rempli le canal depuis huict jours et que sommation « lui est faite de rouvrir le canal, d'y poser une planche ou pont au « dessus et de ne jamais plus boucher led. courant... (2) »

J. Portier dut se soumettre, et en 1633 le « Maître fossier du Hainaut » fit lui-même placer « une buse » pour l'écoulement des eaux. Ce qui n'empêcha pas les habitants de Thivencelles de continuer leurs tracasseries et d'enlever la « buse ».

Le prélat de Crespin, avec le prévôt... et les échevins, s'adressèrent à la cour de Mons, rappelant que de temps immémorial ils avaient joui de ce cours d'eau.

Les hommes du conseil de Sa Majesté firent connaître cette plainte aux intéressés avec ordre de ne « jamais plus remplir led. canal » et le condamnèrent à remettre la « buse » qu'ils avaient enlevée.

L'affaire ne se termina point là ; et le même J. Portier, « commis à la garde des bestiaux paissant aux arrivoirs », remplit de nouveau le canal. Ghelneur, le 25 juillet 1634, porta plainte auprès

(1) Arch. du Nord, liasse 16.

(2) Arch. du Nord, lias. 12, 14 et 16.

du fermier des arrivoirs, qui répondit « je me charge de faire
« relever la terre du courant et adviserai à faire un pond ».

« Le 29 juillet, F. Dassonville, lieutenant des religieux et commu-
« nauté de Crespin, fit sommation à J. Portier qu'il ne soit plus à
« l'avenir sy osé de contrevenir à l'ordonnance de la Cour et de
« ne plus remplir le courant des arrivoirs. »

L'affaire fut ainsi terminée à l'avantage et au bien de tous (1).

§ 3. — *Etat des biens et des revenus du monastère. — L'abbaye
et le village ruinés. — Divers fléaux. — Les propriétés abandonnées*

Un compte rendu à l'abbé Ghelneur en 1635 nous donne la situa-
tion de l'abbaye sous son administration.

« Premier... Compte de la petite recepte se comprenant en ren-
« tes seigneurialles et fonssières deues à : Crespin, Chapelle de
« Saint-Aybert, Sebourg, Rombies, Onnaing, Maing, Roisin, Bel-
« lignies, Montignies, Eslouges, Quiesvraing, Pomeroel, Haultrai-
« ges et Harmignies ;

« II^e Compte de la grande recepte contenant tous les rendaiges
« et héritaiges que l'abbaye at au pays et comté de Haynault ;

« III^e Comptes de la grènetrie ;

« IV^e Finalement la susd. abbaye joy de la despouille de 4 bon-
« niers et demy de bois chascun an, rapportant (les frais des
« ouvriers déduictz avec ce quy se consomme par le Sr Prêlat et
« religieux) environ iijc et ix livres ;

« S'ensuivent les charges d'icelle abbaye dont la somme totale
porte :

« V M viijc ij l. xj s. ij d. ; lxxvij rasières froment ; lix ras. var-
« reux ; lxxj huict. ij vasseaux d'avoine ; xxij chapons demy ; une
« pouille demie.

« Et la value du bien porte en somme :

« X M ix^c iiij^{xx} xix l. xvj s. iiij. den. ; xxviiij pains ; mil ijc xliij
« ras. xj pintes demie de froment ; iiijc xj ras. demie de vaireux ;
« xxx ras. de soil ; iiijc xxxiiij ras. d'orge ; viij ras. de blans pois ;
« xl huict. d'espeaulte ; vc xliij huict. iij pintes d'avoine ; iiijc lxij
« chapons demy la 36^e partie d'un ; ijc lj corruées les ij tiers
« le quart d'une ; ij l. de beurre ; vjc l. pesantz d'houblon ; vj
« porcqz de ij estuellles ; iiij moutons gras ; un veau gras ; xxij
« couples de canars.

« Par ainsy lesdittes charges déduictes,

« Le Bony porte :

« V M C iiij^{xx} xvij l. v s. ij de. ; xxviiij pains ; mil clxv rasières
« de froment xj pintes ; iiijc lj rasières demi de vaireux ; xxx rasiè-
« res de soil ; iiijc xxxiiij rasières d'orge ; viij rasières de blanc pois ;

(1) Arch. du Nord, liasses 12, 14 et 16.

« xl huictel. d'espeaulte ; iiijc lxx huict. un vasseau iij pintes
 « d'avoine ; iiijc xl chapons la 36° partie d'un ; ijc lj corrues ij
 « tiers le quart d'un à v. s. pièche ; ijc l. de beurre ; vjc l. d'hou-
 « blon ; vj porcqz à lever lard ; iiij porcqz de deux exteulles ; iiij
 « moutons gras ; xxij couples de canars (1). »

**

L'état des charges de l'abbaye nous indique qu'elle était endettée.
 D'autre part, les guerres continuelles avaient placé l'Etat dans la
 nécessité de solliciter des secours d'argent.

« En 1629, le 24 juillet, le roi d'Espagne fit demander un don
 gratuit ou subside à tous les monastères des Pays-Bas et leur promit
 « des lettres patentes pour les autoriser à emprunter les sommes
 « qu'ils lui accorderoient. »

L'abbé de Crespin, après avoir obtenu l'autorisation de l'arche-
 vêque de Cambrai (2), le 28 septembre 1629, emprunta 3.000 flor.
 à Nicolas Hardy de Valenciennes ; comme intérêt annuel, l'abbaye
 payait 333 l. 6 s. 8 d.

En 1689, cette somme figurait encore au chapitre des mises (3).

Que l'Etat fut dans la pénurie à cette époque, rien là de surprenant.

L'Allemagne, l'Autriche, l'Italie, la France, l'Espagne, etc.,
 étaient en guerre et nos contrées se ressentirent de ces commotions.

Le 15 juin 1636, Raissius écrivait : « Cette année, la patrie est
 visitée par de grandes et nombreuses afflictions. »

Le village de Crespin, comme son monastère, souffrit de cette
 période désastreuse. Nous lisons, en effet, aux Archives du Nord :

« Le 26 novembre 1627, at esté délivré à Rober, sergent de Mons,
 « estant venu contraindre le villaige (de Crespin) pour estat des
 « chariots devant Bréda..... 73 l.

« ...Au lieutenant de Mons, payé pour les rations des soldats
 « italiens pour la Chapelle (Saint-Aybert) du viij février 1628,
 « cy 33 l.

« ...A Noël at esté payé pour dépens fais par les soldats, garnisons
 « et aultres 20 l.

« ...A L. Bois aiant servi de soldat esleu at esté fourni par ordon-
 « nance du xxix° janvier 1630..... 50 s. (4).

« Le 30 juillet 1638 à ung soldat des gens Picolomini pour avoir
 « servi de sauvegarde au prieur et à Dampst Pierre allant à la société
 « Saint-Jean, payé 4 l. 16 s. (5)

Ces détails sont significatifs ; en voici d'autres :

Vers la fin du mois de décembre 1630, l'abbé invita son fermier

(1) Arch. du Nord, lias 3. Cf pièce justif. n° 33.

(2) Bibl. Nat. Paris, Coll. Joly de Fleury, t. 1342, p. 19 et 20.

(3) Arch. de Croy, carton 71, p. 158. — N.-B. : Cette pièce renferme la
 demande faite aux évêchés, chapitres, abbayes, par Isabelle-Clara-Eugénia,
 infante d'Espagne, pour obtenir de l'argent (24 juillet 1629).

(4) Arch. du Nord, liasse 12, cahier original.

(5) *Id.*, liasse 1.

d'Elouges à se rendre au monastère. Celui-ci, le 28 dud. mois s'en excusa, donnant cette raison : la nouvelle cavalerie destinée pour Philippe-Ville, « court çà et là dans le pays, principalement aux « fermes à l'écart, comme sont celles de l'abbaye et, tant que leurs « barasques ne seront réparées », il n'y a aucun espoir d'amélioration, attendu que les habitants des villages refusent de loger les soldats, « ce qui nous donne de la facherie » (1).

Dans « un registre des droits de morte-main, meilleur catel, centièmes », etc., nous lisons à la date de 1635, les déclarations suivantes faites par les échevins chargés de relever le nombre des habitants pour les imposer : « ...Maison abandonnée..., maison qui va toute « à ruine..., maison toute abattue..., maison abolie..., la maison « presbytérale est tombée en ruine de fond en comble par caducité « et faute d'entretien ». Parlant des habitations de la rue des Viviers, les hommes de la loi ajoutent : « Il n'y a purement plus de maisons (2). »

Ailleurs, après une expertise analogue, les échevins terminent leur relevé en ces termes : « Il y at grant nombre de maisons ruinées et venues à décadence pour la povreté du peuple (3). »

Pour confirmer ces données nous relevons au chapitre des mises : en 1633, la communauté a payé 200 l. pour une année de rente... par suite d'emprunt.

A cause « du grand nombre de debtes dont ils sont chargés vers « pluseurs tant pour passage de soldatz que aultres », en 1633, les prévôt, bailli, lieutenant... prient D. Ghelneur de les autoriser à louer certaines parties du marais.

L'abbé acquiesça à leur demande ; mais le rendement du marais fut insuffisant et la communauté dut en vendre « à tous jours » une partie (4).

**

Aux désastres de la guerre s'ajoutèrent les ravages des ouragans et des inondations ; en 1625, les héritages qui longent le Honniau « sont trouvés fort dangereux et périssables » ; la plupart sont abandonnés parce que les héritiers de ces biens doivent payer la rente foncière, réparer la rivière, creuser à nouveau à la profondeur de 15 à 20 pieds sur une longueur de 100 pieds et « refectionner » les ruptures de la digue.

Pour faire de sérieuses réparations, il faudrait dépenser mille à douze cents l. t., ce qui équivaldrait au double de la valeur du fonds.

Le bas du marais de Loumois est absolument sans rapport et la totalité de cette prairie est « gastée et inondée » depuis qu'une rupture s'est faite de ce côté, il y a environ trois ans (5).

(1) Arch. du Nord, liasse 25.

(2) *Id.*, liasse 28 et Chambre des comptes Hainaut, n° 2479.

(3) Arch. de l'Etat à Mons, cahier des XX^{es}, Hainaut-Crespin.

(4) Arch. du Nord, liasses 6 et 27. — Arch. de Mons, cahier des XX^{es}.

(5) Arch. de Mons, cahier des XX^{es}.

Au mois d'octobre 1628, on répara les brèches de l'Honniau (1) ; faute de ressources, le travail ne fut fait que sommairement et, lorsqu'en 1629 D. G. Meurin et les échevins établirent le cahier des XX-es, ils déclarèrent : Depuis plus de cinq ans, les propriétaires et les locataires subissent de grandes pertes à cause des « débordements fréquents de la Haine et du Honniau » ; leurs dépouilles ont été nulles sur 80 bonniers de pré ou de terres ; finalement ils ont abandonné leur bien-fonds pour se soustraire aux frais des réparations.

Les 60 bonniers que possède le monastère à Saint-Aybert sont diminués de valeur (2), et, à cause des dommages extraordinaires subis par suite des inondations, le 20 octobre 1629, le Prélat accorda à plusieurs fermiers « modération » de la moitié de leurs rendages (3).

**

Pour comble de malheur, voici un nouveau désastre : Le 9 juillet 1632, vers une heure de la nuit, par suite « d'ung orage, foudre « de ciel et tonnerre éclatante », une rupture se fit à la digue du Honniau entre les deux moulins. Les eaux se répandirent le long du vieux chemin qui mène à la Neuville et à Hensies et ravagèrent les récoltes (4).

A l'occasion de la réparation de cette brèche, les frais de « rafraîchissement » s'élevèrent à 6 l. 10 s. (5).

**

Enfin la mesure des calamités arriva à son comble par l'apparition, en 1636 « d'une peste épouvantable qui, pendant plusieurs « mois, désola nos contrées ».

Le pape Urbain VIII voulant pourvoir à la consolation spirituelle « et au salut des âmes de ceux qui demeurant es lieux prédits sont « infectés de semblable pestilence, ou bien s'emploient à leur « apporter quelque ayde et secours, accorda une fois chaque « semaine une indulgence plénière et la rémission de tous les « péchés aux fidèles de l'un et l'autre sexe qui demeuroident dans les « endroits infectés, aux prêtres qui administroient les sacrements « aux pestiférés, aux médecins et chirurgiens qui les soulageoient, « enfin à tous ceux qui leur procuroient quelque secours, pourvu « que, vraiment contrits, confessés et communiés, ils récitassent la « couronne ou la 3^e partie du Saint-Rosaire ou les Psaumes de la « Pénitence.

« Ce bref, donné à Rome le 7 juin 1636, fut publié dans toutes « les églises du diocèse de Cambrai le 20 juillet suivant par ordonnance de Mgr l'Archevêque Van der Burch (6).

(1) Arch. du Nord, liasse 12.

(2) Arch. de Mons, cahier des XX^{es}.

(3) Arch. du Nord, liasse 13.

(4) *Id.*, liasse 15.

(5) *Id.*, liasse 12.

(6) Arch. de Binche.

§ 4. — *Procès avec : les seigneurs de Quiévrain, de Quiévreachain, les villages d'Etreux et de Sebourg, les curés d'Elouges et de Crespin. — Locations diverses.*

L'abbé Ghelneur continua les procès intentés par son prédécesseur et en soutint d'autres.

Le 16 octobre 1628, intervint l'arrêt en faveur du duc d'Arschot contre l'abbaye.

Le 7 avril 1629, la Cour débouta le Seigneur de Quiévreachain, qui prétendait un droit de requais sur 15 muids de terre situés aux Bassuyaux, seigneurie de Quiévrain (1).

En 1632, les habitants d'Etreux se défendent contre les manans de Sebourg pour une question de juridiction. L'abbé produit les titres du monastère : « Donation des biens d'Estroen faicte par « Otton, empereur l'an ixc lxxiij ; confirmation de Conrad, roi des « Romains, de tous les biens qu'avons aud. Estroen, et en divers lieux « par laquelle confirmation il vient à ratifier les privilèges qui nous « ont été donnés par plusieurs papes. En vertu desquels tiltres et « aultres escriptz les manans d'Estroen adjoinct de l'avocat du roi « ont soutenu procès contre les manans de Sebourg disant et main- « tenant que les terres de Crespin gisantes aud. Estroen estoient « sous la juridiction dud. Sebourcq ». Donc, conclut la charte, le procès est tout instruit (2).

Au mois de septembre de la même année 1632, surgirent des difficultés entre l'abbaye et le curé d'Elouges au sujet de dîmes. Quelques habitants de cette localité avaient reçu de la cour de Mons la défense de remettre la dîme entre les mains du curé qui, de son côté, avait reçu l'interdiction de la percevoir. Ni le curé, ni les manans ne tinrent compte de cet ordre, d'où une plainte des religieux. Les parties comparurent devant la Cour le 3 décembre 1632 où le tout se termina à l'amiable (3).

Le Curé de Crespin avait réclamé quelques droits à lui dus à cause de la Chapelle Saint-Aybert. L'Archevêque de Cambrai, le 25 mars 1630, confirma, à lui et à ses successeurs, le droit à un tiers de la dîme, fixé à 20 l. (4).

Le curé de Quiévreachain, Jean de la Marche, réclama au monastère 1/3 des menues dîmes ; le Prélat s'engagea à lui payer et à ses successeurs pour le 1/3, 80 l. t. 3 ras. de blé, 100 fassiaux et 100 fagots. L'Archevêque approuva ce contrat le 25 mai 1630 (5).

C'est à ces accords qu'il est fait allusion dans ce passage : « Confirmation par l'Archevêque de Cambrai de deux transactions pas-

(1) Arch. du Nord, liasse 17.

(2) *Id.*, liasse 22.

(3) *Id.*, liasse 13.

(4) Arch. du Nord, liasses 3 et 22.

(5) Arch. de Croy, carton 72, p. 222.

« sées par l'abbaye de Crespin au sujet de la dîme et de la portion congrue des curés (3). »

**

L'abbé Ghelneur passa quelques baux :

« La chasserie et la vènerie » (oiseaux divers) furent accordées le 5 mars 1627 à Noël de le Haye pour un an aux conditions suivantes :

A partir des Pâques, le fermier fournira « plantureusement la « table abbatiale de liepvres, lapins, perdrix, hérons, cailles, « oyseaux de rivières et aultres semblables venoisons ».

Il livrera au Prélat 30 couples de perdrix vivantes que l'abbé nourrira l'hiver.

Il ne pourra rien receler, vendre ou donner de tout ce qu'il prendra sur le territoire de Crespin sans le consentement des religieux.

Chaque fois que Noël apportera le fruit de sa chasse, il recevra un lot de vin et un pain blanc. A la fin de son bail, il touchera 4 rasières de blé vaireux (2).

**

La même année, le 23 septembre, D. Ghelneur a loué pour six ans à N. Monart de Crespin 50 verges de terres situées au Grand Terrage (3), et à F. Dassonville deux journeux de prés au rendage annuel de 30 l. Le locataire aura à sa charge, outre cette redevance, tous les impôts mis ou à mettre, et entretien de tous les fossés (4).

Le 1^{er} septembre 1628, l'abbé a donné à bail pour 9 ans à Ch. Longuehaye d'Harvengt les terres labourables et les dîmes que possède le monastère dans cette communauté (5).

Le 25 septembre 1638, D.-J. Ghelneur a loué pour 6 ans à Jacques Liénart, bailli de Crespin, la « maison et hostel de Mons, « attendu les bons et agréables services qu'avons reçus et espérons « recevoir dud. bailli et pluseurs considérations à ce mouvantes », spécialement pour les travaux qu'il a dû faire exécuter à cet immeuble. Liénart, outre le rendage de 110 l. annuelles, aura à sa charges les XX-es, les 100-es, et toutes les autres impositions (6).

**

Enfin, nous rapportons une donation faite le 5 octobre 1631 par « J. Brusneau et J. Noël, sa femme, afin que leur fils Nicolas put « parvenir à la dignité sacerdotale. Ils luy ont donné une maison, « jardin, houblonnier, pret et terres labourables gisans en la rue « de la Louvière et aux Enclosis » (7).

(1) Bibl. Nat. Paris, Coll. Joly de Fleury, t. 1342, p. 5.

(2) Arch. du Nord, liasse 12, orig. Cf. pièces justif. n° 43-K.

(3) Arch. du Nord, lias. 12, orig.

(4) *Id.*

(5) Arch. de l'Etat à Mons, fonds de l'abbaye de Crespin.

(6) Arch. de Condé, GG 94.

(7) Arch. du Nord, lias. 28.

§ 5. — *Mort de Ghelneur. — Sa pierre tombale.*

Sous la prélatrice de D. J. Ghelneur fut composée la notice sur l'abbaye de Crespin par Brasseur, prêtre Montois.

Dans sa préface, l'écrivain, s'adressant à l'abbé, lui parle en ces termes :

« Vénéré Père, mon œuvre sera un modeste monument élevé à la
« mémoire de saint Landelin et de ses successeurs ; elle sera un
« gage d'honneur offert à l'édifiant monastère de Crespin, à ses
« abbés et à ses religieux. Puisse ce travail ajouter quelque chose
« au renom de vos glorieux prédécesseurs, enrichir, si possible,
« cette maison que vous avez embellie, ces édifices que vous avez
« augmentés, être une pierre dans ce cloître (qui est votre œuvre)
« et un ornement pour ces statues dont vous avez si magnifiquement orné le lieu saint. »

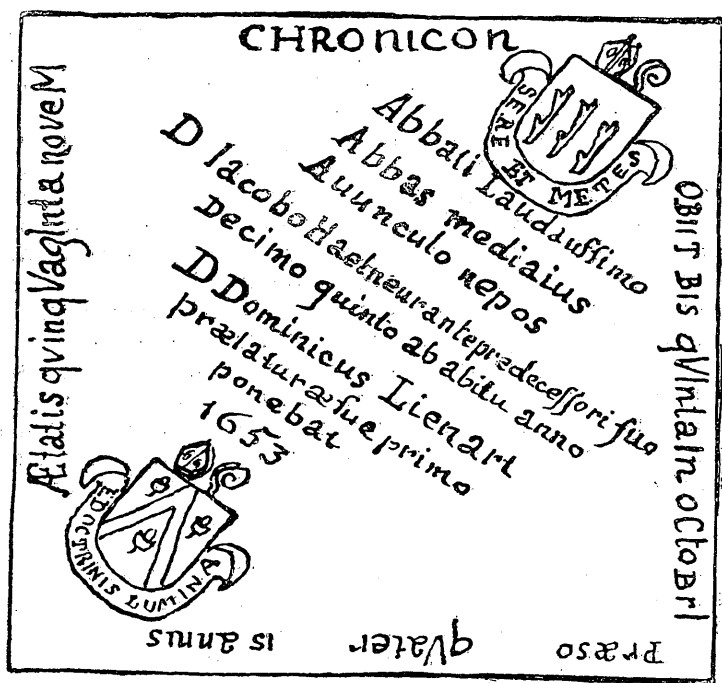


Fig. 48. — Pierre tombale de D. Ghelneur.

En terminant, Brasseur demande au Seigneur de conserver longtemps encore à la tête de cette abbaye ce pieux et zélé prélat dont la sage administration repose sur ces grands modèles qu'il s'est efforcé de copier : saint Benoît et saint Landelin.

Hélas ! les vœux du chroniqueur (exprimés le 15 juin 1636) ne

(1) Annales du Cercle Archéologique de Mons, t. XXVI, p. 76.

devaient pas se réaliser ; le vj des ides d'octobre (10 octobre) 1638, Dieu rappelait à lui ce bon serviteur, dans la 59^e année de son âge et la 12^e de sa prélature.

Les obsèques du prélat furent célébrées le lendemain 11 octobre, par Dom Sulpice Deblois, abbé de Saint-Ghislain (1).

Ses religieux l'enterrèrent dans le chœur de l'église abbatiale, à droite du maître-autel, nous dit Raissius.

Le « Monasticon Benedictinum » et d'autres chroniqueurs, parlant du défunt, s'expriment en ces termes :

« Ghelneur, étant prieur du monastère, s'était toujours montré « pieux et pacifique ; abbé, il dirige ses frères avec piété et douceur. »

Le prélat avait choisi pour devise ces mots de nos Saints Livres : « Sere et metes ». Un poète, Bernard Robastre (1), se basant sur les paroles de l'apôtre saint Paul, la commente ainsi :

« Si vous semez peu, vous moissonnez peu ; si vous semez avec « abondance, vous moissonnez avec abondance. Ghelneur a semé « à pleines mains, il a semé pour l'honneur et la gloire de Dieu ; « c'est pourquoi si sa promotion à la prélature fut une récompense « des vertus qu'il avait pratiquées étant prieur ; aujourd'hui, nous « l'espérons, il goûte les fruits suaves d'une gloire éternelle » (2).

Où, « Ghelneur, ayant semé ici-bas les bienfaits spirituels, récolte « maintenant les bienfaits célestes » (3).

D. Dominique Liénart, abbé de Crespin, érigea à la mémoire de son oncle un monument sur lequel on lit :

« *Abbati laudatissimo abbas mediatas avunculo*

« *Nepos D. Jacobo Ghelneur ante prædecessori*

« *Suo decimo quinto ab obitu anno D. Dominicus*

« *Lienart prælaturæ suæ primo ponebat 1653* » (4).

Sur les côtés de la pierre quadrangulaire, il est gravé :

« *Chronicon*

« *obijt bls qVinta In octobris præeDit qVater trinis annis*

« *ætatIs qVinqVagInta noVeM* » (5).

(1) Bernard Robastre était curé de Wiers en 1612 et en 1617 ; il fut transféré à Hornu où il mourut en 1640. Cf. Notice hist. sur les paroisses et les curés du diocèse de Tournai, par le chanoine Vos, t. II, p. 57 et t. VII, p. 30.

(2) Ce commentaire mis en vers est cité par Raissius.

(3) Brasseur, Th. abb. Hann.

(4) En 1653, quinze ans après la mort de D. Jacques Ghelneur, abbé très louable, son neveu D. Dominique Liénart, qui fut son successeur médiat, lui a élevé ce monument dès la première année de sa prélature.

(5) D. Ghelneur mourut le 10 octobre 1638 à l'âge de 59 ans, après 12 ans de prélature. — N.-B. : Ce monument, simple pierre de marbre blanc, se trouve dans la cour de M. Style-Capelle, à Crespin, et fait l'office de dalle. Fort heureusement, la pierre est placée dans un endroit non foulé par les passants. L'écusson de Ghelneur est reproduit dans l'angle du sommet de la pierre tumulaire avec la devise du prélat : « *Sere et metes* ». A l'angle du bas, sont gravées les armes de D. Liénart avec sa devise : « *E doctrinis lumina* ».

N.-B. : Voir Appendices n° 8, Charles Vairon, religieux augustin, prédicateur, né à Crespin et mort en 1637.

CHAPITRE V

MATHIAS LE MOSNIER

(1638-1652)

§ 1. — *Son Altesse ordonne aux religieux de choisir un supérieur. — L'élection. — Etat des revenus du monastère. — Lettres patentes de Philippe IV. — Bulles du pape. — Bénédiction de D. Mathias.*

Dix jours après la mort de D. Ghelneur, les moines de Crespin recevaient de Son Altesse Sérénissime « commandement de lui choisir un successeur ».

L'archevêque de Cambrai, l'abbé de Saint-Ghislain et un conseiller de la cour de Mons furent chargés de présider cette élection. Le 23 novembre 1638, ces députés assemblèrent capitulairement les moines de Crespin et les exhortèrent à désigner en conscience ceux d'entre eux qu'ils croyaient le plus dignes de gouverner la maison.

Le lendemain, « affin qu'en ung affaire sy importante ilz seroient conduits par le Saint-Esprit », la messe fut célébrée à cette intention ; aussitôt après, les « commis à l'élection ont ouy tous les religieux et les principaux de la maison chascun à part ». Tous, sous la foi du serment, prirent l'engagement de n'indiquer que les plus dignes de la prélature.

1. — D'abord, le prieur, D. Georges Meurin, se présente ; il est âgé de 54 ans, dont 30 ans de sacerdoce et 39 ans de profession. Il donne sa première voix (1) à D. Aybert Lambert, parce qu'il est « de grande piété, dévotion, mansuétude » et qu'il est très au courant de la direction temporelle. Il dépose sa deuxième voix en faveur de D. Mathias Le Mosnier, grènetier, « pour les mêmes « bonnes qualités » que le précédent, et surtout parce que, durant 17 ans, il a rempli sa charge à la satisfaction générale. D. Meurin désigne en troisième lieu D. Charles Lefebvre, receveur, « d'autant qu'il est fort zélé de l'honneur de Dieu, de conserver et augmenter le bien de la maison ».

(1) Chaque religieux avait droit à trois voix.

2. — D. Daniel Dauttrice, âgé de 75 ans, profès depuis 53 ans et prêtre depuis 49 ans, nomme d'abord : D. G. Meurin « pour ce qu'il « est bon religieux, bien vivant, prudent, discret, pacifique, et qu'il « a, pendant de nombreuses années, administré le temporel en qualité de prévôt ». Sa deuxième voix est donnée à M. Le Mosnier « pour être docte, modeste, pacifique, prudent, discret, de bon « esprit et jugement. Il a bien géré le temporel pendant de nombreuses années comme prévôt. » D. Dauttrice réserve sa troisième voix à D. Claude Collissart, maître d'hôtel, ce moine « étant sobre, « de bonne vie et bon administrateur ».

3. — D. Liévin Cavée, sous-prieur, est âgé de 56 ans ; il compte 39 ans de profession et 32 de prêtrise. Il nomme premièrement Dom Claude Colissart « parce qu'il est bon religieux, bon administrateur « et bon esprit ». Il donne sa deuxième voix à D. Lambert, prévôt, qu'il considère comme « un religieux vertueux, amateur de la « discipline et moine pacifique ». Il réserve sa troisième voix à Le Mosnier, parce qu'il est « dévôt, religieux vertueux, bien zélé de « la discipline, d'un bon jugement, et à même de bien gouverner « le temporel ».

4. — D. Aybert Lambert, prévôt, a 57 ans ; il est profès depuis 40 ans et prêtre depuis 34 ans. Il a donné sa première voix à Dom Liévin qu'il juge bon religieux, « zéléteur de l'office divin » et bien entendu aux affaires temporelles. Sa deuxième voix est réservée à D. Meurin parce qu'il est bon religieux et très versé dans les affaires temporelles. Enfin, il accorde sa troisième voix à D. Nicolas de Forest, trésorier, qu'il considère comme un vrai religieux et un « moine diligent à l'office divin ».

5. — D. Mathias Le Mosnier, grénétier, compte 56 ans ; il a fait profession depuis 37 ans et a été ordonné 7 ans plus tard. Tout d'abord, il désigne D. G. Meurin, qu'il considère comme un religieux prudent, discret, et dont la vie est exemplaire. Deuxièmement, il donne sa voix à D. Nicolas de Forest, trésorier ; c'est un religieux de « bon exemple et conversation », remplissant très bien sa charge. En troisième lieu, il désigne D. Lambert...

6. — D. Charles Lefebvre est âgé de 50 ans, il compte 30 ans de profession et 24 ans de prêtrise. Il donne sa première voix à D. Mathias, « à raison qu'il est bon, vertueux religieux, prudent, « pacifique et bien docte. Par deux fois, il a rempli la charge de « grénétier et entre ces deux nominations, il a rempli l'office de « sous-prieur ; toujours à la satisfaction générale ». D. Lefebvre dénomme pour second D. A. Lambert et tiercement D. Nicolas.

7. — D. Nicolas de Forest, trésorier, déclare son âge : 51 ans ; il est profès depuis 31 ans, prêtre depuis 26 ans. En première ligne, il place D. Mathias qu'il reconnaît diligent... et constate qu'il est toujours le premier à l'office divin. En deuxième lieu, il nomme D. G. Meurin ; ce religieux, dit-il, a beaucoup étudié..., il est vertueux et de bon jugement... En troisième lieu, il donne sa voix à D. Liévin, fort diligent à l'office divin et de bonne vie...

8. — D. Collin vient déposer son vote ; il est maître d'hôtel ; il

a 49 ans ; est profès depuis 30 ans et prêtre depuis 24 ans. Il propose d'abord D. Liévin, en qui il reconnaît « une grande dévotion et « piété » et un zèle ardent pour le maintien de l'office divin ; il est soumis à la règle jusque dans ses plus petits détails et se recommande par un naturel doux et pacifique. Il reconnaît en D. Lambert les mêmes qualités que dans le précédent et lui donne sa deuxième voix ; il réserve sa troisième voix à D. Nicolas, religieux d'une grande piété, vertueux, « de bon exemple et de bon jugement ».

9. — D. Benoît Desmarez, chantre et prêtre depuis 15 ans, profès depuis 21 ans, compte 39 ans d'âge. Il « dénomme d'abord « D. Mathias pour sa bonne vie ; il est irréprochable..., doué de « grande science..., et a enseigné les religieux louablement ». La deuxième voix de Benoît est donnée à D. L. Cavée..., il est « bien « dévôt..., de bonne édification », et ancien maître des novices. Sa troisième voix est pour D. Robillart ; il a bien « étudié..., est « modeste..., de bonne vie et pacifique ».

10. — D. Médard Robillart déclare : Je suis âgé de 41 ans, dont 22 de profession et 16 de sacerdoce. Je nomme : 1° D. Lambert, parce que je reconnais en lui le moine « pieux, doux et pacifique ; « ...puis D. Liévin, ...et D. Collissart ; ...ce dernier, en maintes « circonstances, a fait preuve d'une grande charité envers ses con- « frères, spécialement envers les malades ».

11. — D. Domitien Moreau a fait profession il y a 15 ans ; il est ordonné depuis 12 ans et compte 36 ans d'âge. Il dépose son vote en faveur de Le Mosnier, qui « at esté liseur », puis en faveur de D. Meurin ; en troisième lieu, il donne sa voix à D. Liévin Cavée, ex-maître des novices.

12. — D. Pierre Carnero a 34 ans d'âge, 15 ans de profession et 10 ans de sacerdoce. Il nomme D. Georges..., puis D. Mathias, dont la vie est exemplaire, puis D. Collissart.

13. — D. Dominique Liénart a été élevé à la prêtrise il y a 5 ans ; sa profession remonte à 10 ans ; il a maintenant 29 ans. Il nomme d'abord D. Mathias, à cause de son humilité et de son abnégation : son abbé lui a « présenté l'état de prieur, il a supplié d'estre « excusé ». Puis il désigne D. G. Meurin, « religieux de science et « estude suffisante » et enfin D. Lefebvre « qu'il connoit bon reli- « gieux... vertueux et discret ».

14. — D. Nicolas de La Motte, sous-chantre, vient ensuite ; il déclare qu'il est âgé de 29 ans, qu'il a fait profession depuis 10 ans, qu'il a reçu la prêtrise il y a 4 ans. Il donne sa première voix à D. Le Mosnier, sa deuxième à D. Meurin, ...et sa troisième à D. Collissart.

15. — D. Thomas Le Mercier remplit la charge de sacristain ; il a 27 ans dont 2 d'ordination et 8 de profession. Il choisit D. G. Meurin, ...D. Le Mosnier et en troisième lieu D. A. Lambert.

16. — D. Louis Dubois, âgé de 29 ans, est le plus jeune des prêtres ; son ordination remonte à deux ans et sa profession date de 6 ans. Ce moine a présenté trois noms dans l'ordre suivant : D. Georges, D. Aybert et D. Liévin.

17. — Pierre-Jean Meurice, religieux non prêtre, âgé de 24 ans, a fait sa profession depuis six mois. Il accorde dans son vote le premier rang à Le Mosnier « du tout adonné à la dévotion, et... se « comportant sagement en toutes ses actions », ...le deuxième à D. Colissart et le troisième à D. Lambert, « amy du silence monastique ».

18. — Le dix-huitième vote est celui du frère Landelin Denis. Ce moine, âgé de 22 ans, est profès depuis six mois. Il donne sa première voix à D. Mathias, qu'il présente comme « miséricordieux »; la deuxième à D. Meurin, qui se fait un devoir de corriger les fautes des confrères avec discrétion, et la troisième à D. Lefebvre.

19. — Le bailli de Crespin, âgé de 37 ans, nomme D. Mathias, « religieux de bon conseil aux affaires de la maison », puis D. G. Meurin et en troisième lieu D. Ch. Lefebvre.

20. — Jacques Martinace, greffier, a nommé : 1° « D. Meurin, « lequel étant prévôt, s'est acquitté de sa charge tant au contentement du monastère que des manans de Crespin » ; 2° D. Mathias Le Mosnier, qui est « ung vray miroir des religieux par sa bonne « vie » ; et 3° Dom Robillart, « pour ce qu'il est agréable aux « manants ».

Chaque religieux signa sa déposition qui fut confirmée par l'archevêque de Cambrai, l'abbé de Saint-Ghislain et le conseiller de Mons. Après quoi, les « commis au besogné » de l'élection envoyèrent la lettre suivante à Son Altesse le gouverneur des Pays-Bas :

« Monseigneur,

« Pour satisfaire à votre commandement... par lettre du 20 octobre, hyer matin, avons capitulairement assemblez les religieux, « les avons quant et quant sérieusement exhortez à nommer ceux « qu'en conscience, ils jugeroient les plus capables pour bien régir « la maison, tant au spirituel qu'au temporel. Et enfin qu'en ung « affaire si importante ils seroient conduits par le Saint-Esprit, on « a célébré la messe, et immédiatement après, nous avons ouy tous « les religieux et principaux officiers de ladite maison, chacun à « part, comme il conste par l'information jointe qu'envoions avec « ung estat du revenu signé avec copie de la provision du prélat « deffunct.

« Et pour satisfaire ultérieurement à l'advis quy nous est commandé, disons soubz humble correction, que combien que huit « religieux aient quelques voix, néanmoins il nous semble en « conscience que D. Mathias Le Mosnier, D. Georges Meurin et « D. Lambert méritent d'estre préférés à tous aultres, non seulement pour excéder en voix, mais principalement pour les belles « qualités quy leur sont attribuées par ladite information, en « laquelle se dit du premier qu'il est non seulement docte, modeste « pacifique, fort spirituel, humble, sobre, adonné à la dévotion, « diligent et toujours des premiers à l'office divin, ains aussy qu'il « est prudent, discret, de bon esprit et jugement, de vie exemplaire, de bon conseil, grandement zélé de la discipline monas-

« tique, doué des qualitez que la règle requiert en ung prélat et qu'il
 « se comporte sagement en toutes ses actions, aussy a-t-il fort loua-
 « blement exercé longues années l'office de grènetier et entre deux
 « les offices de sous-prieur, de maistre des jeunes et de liseur,
 « s'ayant excusé de celui de prieur quand le feu prélat a désiré luy
 « en donner la charge.

« Pareillement du deuxième se dit qu'il est bon religieux et de
 « vie exemplaire, prudent, discret, pacifique, raisonnable, de bon
 « jugement, grand zéléateur de la discipline, qu'il a bien étudié
 « et bien administré le temporel en qualité de prévôt et que présen-
 « tement il faict bien l'office de prieur, corrigeant les fautes des
 « religieux avec discrétion.

« Quant au troisième, il conste aussy par ladite information qu'il
 « est vertueux, charitable, diligent à l'office divin, de grand zèle et
 « piété, pacifique, amateur de la discipline, grand économe et qu'il
 « a louablement administré tous les offices de la maison excepté
 « prieur.

« Desquelz V. A. S. pourra faire ung bon choix et sy elle nous
 « commande de déclarer lequel de ces trois est préférable, nous
 « osons luy dire que par les qualités cy-dessus mûrement considé-
 « rées, le premier excède le second, le second le troisième. Néant-
 « moins soumettant le tout à sa roïalle discrétion... estans.

« Monseigneur,

« De V. A. S...

« François VAN DER BURCH, *archevêque de Cambray*,

« D. SULPICE, *abbé de Saint-Ghislain*,

« Adrien de BOUSSU, *conseiller*.

« *De Crespin, le xxv^e de novembre 1638.* »

★★

A ces informations, les « commis du besogné » de l'élection, comme ils l'annonçaient et comme du reste la règle l'exigeait, joignirent un état donnant la situation de l'abbaye au point de vue de ses charges et de ses revenus.

D'après les registres, le receveur a perçu en grains et en argent pour l'exercice 1637-1638 vij mille vc flor.

L'année 1638 fut presque nulle à cause de « la ruyne engendrée dans ces contrées par les Allemans, les Croates et aultres gens de guerre ».

Les dépenses s'établissent comme suit, pour :

« L'entretiennement de l'église et des édifices..... vjc florins

« La vesture et l'habillement des religieux en nombre de xviiij Mille iijc 1 florins

« Les provisions de boissons, vins, œufs et semblables xvjc flor.

« Les frais de justice et les procès..... cl. flor.

« Les provisions de grosses bestes, aussy moutons et veaux.....

xiiijc fl.

« Les docteurs en médecine et frais d'apothicaires.... CL flor.

« Pensions viagères IIIxx VIII flor. X pat.

« Rentes et rachat, aussy pour XX-es quy se paient aux aydes et
 « frais de la taille du clergé..... XIIIc XLII fl. XIX pat.
 « Gages des serviteurs, domestiques, tant du Prélat que du cou-
 « vent et des sergents..... VIc flor.
 « Frais de marissal, gorlier et aultres semblables.. IIIcXXV flor.
 « Le vin dud. monastère tant pour l'église abbatiale et diverses
 « aultres paroichialles auxquelles il est obligé livrer led. vin à
 « cause du droit de patronat comme aussy pour la table du Prélat
 « et couvent à l'advenant de 24 pièces chascun an environ XVc flor.
 « Cires, huyles et candelles de légglise..... IIc flor.
 « L'entretènement des ornemens de l'église aussy des linges et
 « lavements d'iceux IIIc flor.
 « Les linges de la maison et aultres ustensiles..... IcL flor.
 « Totale somme de mises..... IXM VIC LXI flor. IX pat.
 « Ainsy court (déficit de)..... IIM IC LXI flor. IX patars
 « Le déficit du monastère est engendré par « les grandes pertes
 « et diminution du revenu, par la rigueur et contrariété de temps
 « et par la cherté de toutes choses ».
 « Ainsy fait et arresté par les commissaires soubsignez le XXVI
 « de novembre 1638.
 « F. Van der Burch..., D. Sulpice..., A. de Boussu 1638 (1). »—

**

Les guerres incessantes qui sévissaient alors retardèrent la confirmation de l'élection de Le Mosnier ; et, depuis le 10 octobre 1638 jusqu'au 31 mai 1639, l'abbaye de Crespin se trouva sans chef. D. Georges, en qualité de prieur, remplissait les fonctions de supé-

(1) Aux Arch. de Condé, série GG, lias. 93, se trouve un compte rendu très détaillé de tous les revenus du monastère ; il a été présenté à l'Abbé par D. Charles pour l'année 1648-1649. — Le cahier qui renferme ce compte comprend 53 chapitres divisés en 452 articles. Un 54^e est ajouté sous ce titre « Recettes extraordinaires » et comprend 6 articles. — En-têtes des chapitres : 1 Value à Crespin, commençant contre le Honniau derrière le grand jardin — 2 Marché des Saules — 3 Le Plat Cailliau — 4 Le Marché de la Bicelles — 5 La cense et les pâtures de St-Aybert — 6 Le Marché Dassonville — 7 Les marlières — 8 Les Marchés de Loumois et du Radeau — 9 Les 13 journeux — 10 Le marché sur le Roelux — 11 Les pâtures à bœufs — 12 Les terres sur le Roelux — 13 Le marché du grand Terrage — 14 Le marché des Escofebves — 15 Le marché de la Putrie — 16 Le marché des petits enclosis — 17 Le marché des grands enclosis — 18 Les grands prés — 19 Le marché des Colombiers — 20 Le marché du Petit Amblise — 21 Le marché du grand Amblise — 22 Les bosquets des pitances, de la trésorerie et de la grande recette gisant sur le grand Amblise — 23 Au grand Amblise — 24 Marché du Respe — 25 Marché du Saultoir Aubry — 26 Marché de Huart Cambier — 27 Terres entre deux bois (contre le bas bois) — 28 Contre le haut bois — 29 Marché de la Fontaine — 30 Sur Quiévreachain — 31 Hensies et Laneufville — 32 Ville et Pommeroel — 33 Hainin — 34 Baisieux — 35 Angres — 36 Bellignies — 37 Gussignies — 38 Sebourg et Sebourquiau — 39 Estreux — 40 Onnaing — 41 Quarouble — 42 — Jenlain — 43 Maing — 44 Bermerain —

rieur ; le 28 mai 1639, « sede vacante », il nomma à la chapelle de Ladeuze Maître Philibert Hasnon (1).

Enfin, les entraves étant disparues, le « besogné » et l'exposé de l'état du monstère de Saint-Landelin furent confiés par Son Altesse à ses conseillers.

Ceux-ci, après examen, lui remirent les différentes pièces avec cette lettre :

« Monseigneur,

« Après avoir examiné le besogné des commissaires de l'abbaye de Saint-Landelin... et leur avis, nous ne sçaurions sinon nous y conformer, en ce que D. Mathias Le Mosnier, D. Georges Meurin et Dom Aybert Lambert méritent estre préférés à tous autres... et qu'entre ces trois le premier excède le second et le second le troisième.

« Ainsy advisé, le 10 mars 1639... (2) »

Les formalités remplies, Philippe IV, roi d'Espagne, adressa de Bruxelles le 31 mai 1639 ces lettres patentes (3) aux prieur et religieux de l'abbaye de Crespin :

« ...Comme à nous, par indult apostolique, droict de patronage, régales et aultrement, nous compète de aux prélatures et dignitez quand elles vacquent, nommer personnes idoines et à nous agréables, sçavoir vous faisons que nous avons dénommé et dénommons par ces présentes à lad. abbaye D. Mathias Musnier, auquel permettons par ces présentes de pouvoir sur ce obtenir de Nostre Saint Père le Pape, de l'évesque diocésain et aultres supé-

45 Tongre — 46 Condé — 47 Elouges — 48 Mons — 49 Harmignies — 50 Harvengt — 51 Ciply — 52 Bougnies — 53 Nouvelles. — 1° Le total de la somme à recevoir porte : 16.650 liv. 5 s. t. ; 2° le total de la somme reçue porte : 8.225 liv. 2 s. 6 d. t. ; 3° Le total de la somme « quittée aux fermiers » porte : 894 l. t. ; 4° Le total de ce qui reste dû au monastère porte : 8.031 liv. 2 s. 6 d. t. ; 5° Le total des « arriérages » avant l'exercice 1648-1649 porte : 23.287 liv. 18 s. 3 d. t. — N.-B. : en ajoutant aux « arriérages » des années précédentes ceux de l'année qui vient de s'écouler, on obtient : 6° Somme totale des « arriérages » : 31.319 liv. 9 den. tourn.

(1) Arch. du Nord, liasse 11.

(2) a) En marge, on lit : « *Nomio a Dam Matias Le Hosnier con 200 florines de pension para la persona que pro sena lave.* »

b) Au bas, il est porté : « *Consulta sobre la abadia de Crespin de la orden de San Benito acerca Valenceana.* »

c) Au dos, il est écrit : « L'abbaye de Crespin pour D. Mathias Le Munier, 200 florins pension. »

(3) Voir la nomination de D. Ghelneur. La formule est uniforme.

« rieurs telles bulles apostoliques et provisions de confirmation
« qu'il appartiendra (1). »

**

Le Pape confirma la nomination de Le Mosnier et le 17 juillet 1639, en la fête de saint Alexis, l'élu recevait à Mons la bénédiction abbatiale des mains de François Van der Burch, en présence des abbés de Saint-Ghislain, Liessies, Maroilles et Cambron (2).

§ 2. — *Le nouveau Prélat : sa naissance, son entrée au monastère, ses différentes charges. — Etat de l'abbaye et du village à l'avènement de Le Mosnier. — Les ravages causés par les soldats, les pillards et les inondations. — Les religieux chassés.*

Dom Mathias naquit à Mons (3) en 1582 ; à l'âge de 19 ans, en 1601, il fit sa profession religieuse. Le jeune moine, après avoir fait ses humanités, suivit les cours de philosophie et de théologie au couvent de Saint-Landelin, fut élevé à la dignité du sacerdoce en 1608, sous la prélature de D. Pierre Aimeri (4).

Quand, en 1638, D. Le Mosnier fut promu à la dignité abbatiale, il comptait 56 ans d'âge, 37 ans de profession et 30 ans d'ordination. Au moment de son élection, il remplissait l'office de grènetier, charge qu'il occupa 18 ans, toutefois avec intermittence ou simultanément, puisqu'il fut maître des novices, « liseur » et sous-prieur. Comme nous l'avons vu, Le Mosnier avait décliné l'honneur et la charge de prieur.

En donnant leurs voix à D. Mathias, les moines de Crespin rappellent ses qualités : « Il est bon, modeste, pacifique, prudent et discret ». Simple religieux, Le Mosnier est diligent..., il est presque toujours le premier à l'office divin..., il aime le silence, la discipline ; il est pieux, vertueux, exemplaire, vrai « miroir des religieux ». Professeur, D. Mathias « donna louablement ses enseignements (5). »

Raissius n'est pas moins expressif ; D. Mathias, dit-il, est un moine de grand mérite..., il est bon, doux, affable..., il se distingue par les belles qualités de l'esprit et du cœur... Sa piété est franche et solide..., son amour de Dieu est sans bornes..., ses mœurs sont intègres..., sa vie est toute de continence et de privations.

(1) Extrait du carton 58 de la Collection du Conseil d'Etat, Arch. générales du royaume à Bruxelles, 2^e dossier, 5 pièces.

N.-B. : La provision donnée en forme de lettres patentes se trouve également dans la Coll. Moreau, t. 271, p. 165. — *Item*, Arch. de Croy, par-chemin, carton 70, p. 49.

(2) Cf. Monast. Bened.

(3) Raissius et Brasseur.

(4) V. plus haut le vote de Le Mosnier.

(5) V. les votes des moines ci-dessus.

Ce prélat aime son prochain, parce qu'il aime Dieu ; prêtre vigilant et zélé, il fait du bien à tous..., il est prodigue envers les pauvres..., il est rempli de sollicitude envers les siens..., ce qu'il veut par dessus tout, c'est voir la paix régner parmi ses frères (1).

**

Au moment où Le Mosnier était installé sur le siège abbatial de Crespin, la patrie était livrée à toutes les agitations, et la guerre sévissait d'une manière épouvantable (2).

Le monastère et le village de Crespin, se trouvant sur le théâtre des opérations militaires, connurent toutes les misères et les désordres qu'amènent ce fléau... En voici quelques exemples.

Le 17 octobre 1638, le receveur de l'abbaye se rendant à Mons dut se faire escorter par un soldat. Le 23 du même mois, le Prélat de Saint-Ghislain invita le monastère de Crespin à envoyer un religieux à Mons pour empêcher quelques aventuriers de se loger dans le refuge de l'abbaye.

Le même abbé, le 26 novembre 1638, informa le prieur du couvent de Saint-Landelin que son refuge de Mons « estoit logé d'un capitaine » (3).

En 1640, le village de Crespin fut menacé de devoir loger le colonel Bevéé avec trois régiments d'infanterie. Le prévôt, les échevins, etc., résolurent de proposer un arrangement à l'amiable ; ils offrirent 600 livres ; Bevéé accepta et Crespin fut épargné.

Une deuxième dépense vint s'ajouter à celle-ci : le village dut payer 260 livres « aux esleus » envoyés au service de Sa Majesté.

En troisième lieu, il fallut 200 livres pour le lieutenant général « à la décharge de deux compagnies de soldats à cheval logés à Crespin », etc., etc. (4).

Pour faire face à ces dépenses et autres, la communauté dut, avec l'agrément de Le Mosnier, emprunter 1.400 liv. le 10 novembre 1640... E. Crétu de Valenciennes prêta la somme moyennant la redevance annuelle de 87 l. 10 s. (5).

En 1647, des paysans, chassés par les armées qui faisaient le siège de Landrecies, « ont mangé les herbes des Enclosis ». Pour cette raison, l'abbé quitta à ses fermiers une partie, parfois même la moitié de leur rendage (6).

D'autres pillards forcés de quitter Landrecies, s'étaient réfugiés à Gommegnies ; expulsés de cette ville, ils vinrent rejoindre les premiers à Crespin, chassant devant eux leurs bestiaux qui mangèrent l'herbe des Enclosis ; d'où sur plusieurs parties de pré Le Mosnier remit 145 l. à ses fermiers.

Les villages voisins eurent également à scuffrir du passage de ces

(1) Raissius, Dédicace de la « *Coenobiarchia Crispiniana* ».

(2) Monast. Bened.

(3) Arch. du Nord, lias. 1.

(4) Arch. du Nord, liasse 1.

(5) Arch. notariales : Etude de Mre Cartigny à Valenciennes.

(6) Arch. du Nord, liasse 8.

bandes ; pour se dédommager, les habitants firent corps avec les pillards. D'où le monastère dut faire garder ses prés et ceux de ses fermiers, afin d'empêcher les « paysans de Quarouble, d'Onnaing, « de Fresnes et autres villages voisins, réfugiés aux environs de « Condé de mettre camper leurs bestiaux sur les prairies des Enclo- « sis ». Deux « sauvegardes », logés à Thivencelles, « gens d'Amertat », reçurent le 8 août 1648 chacun un patagon de la valeur de 6 liv. 8 s. t. Malgré cette protection, certains habitants d'Onnaing, trompant la surveillance, continuèrent leurs ravages aux Enclosis. L'abbé dut sévir ; il fit saisir plusieurs bestiaux et les mit en vente. Pour les 3 billets « d'attache », le monastère paya 15 sols.

En 1648, au mois d'août, six régiments de cavalerie vinrent loger à Crespin avec des canons, « un grand nombre de chariots et des bagages ». Les soldats « emportèrent et mangèrent les marchages et les fourrages ». D. Mathias indemnisa ses fermiers, leur accordant « modération de la moitié de leurs rendages » (1).

Ces ravages engendrèrent ainsi une diminution notable des revenus du monastère.

En 1647, le total des recettes fut de 10,127 livres ; en 1648, les recettes diminuèrent de moitié « à cause de la retraite que fit notre armée aux environs de l'abbaye après la bataille de Lens » (2). L'année 1649 a été « généralement perdue » ; en 1650 les terres de l'abbaye demeurèrent en friche et ne rapportèrent qu'un sixième de leur rendage ; l'année 1651 a « été mauvaise », etc. (3).

**

Malgré sa pauvreté, l'abbaye de Saint-Landelin ne se départit pas de cette vertu qu'elle pratiqua toujours noblement, la charité.

« Le 23 janvier 1648, l'abbé donna en aumosne 40 sols aux hal- lebardiers du lieutenant le Comte de Valenciennes » ; quelques jours après, « il donna 16 sols à un pauvre prêtre anglois, ayant esté prins du turc » (4). Le 25 juillet, à l'occasion de la fête de sainte Anne, le monastère distribua en aumône 40 sols aux veu- ves (5).

**

La pénurie qui régnait au couvent de Crespin avait plusieurs causes : le campement presque continu des troupes, les fermiers insolubles, les prairies et les terres abandonnées par les locataires, le commerce annihilé. Le marché de Crespin était nul ; il n'était plus question de vente de grains, de denrées, de porcs, de bestiaux, etc., etc. Inutile de songer à passer le marché à cense ; les amateurs manquent comme les vendeurs, et les acheteurs font défaut (6). La

(1) Arch. de Condé GG 93, compte, exercice 1648-1649.

(2) Arch. générales du royaume à Bruxelles, carton n° 58. Coll. du Conseil d'Etat, dossier de Crespin.

(3) *Idem.*

(4) *Idem*, dossier 3.

(5) Arch. du Nord, liasse 8.

(6) Arch. de Condé, GG 93.

misère était grande au village de Crespin comme au monastère...

Hélas ! la mesure des calamités n'était pas arrivée à son comble, il restait bien des revers à essuyer et des maux à souffrir.

En 1649, le comte d'Harcourt assiégea Condé ; pour sa défense, la ville s'était entourée d'eau ; l'inondation « estoit si grande qu'elle alloit jusques à l'église de Hensies », d'où une grande partie des propriétés du monastère furent « inondées et submergées » (1).

Lors de ce siège, l'abbaye « fut prise et ravagée par les Français ; ils emmenèrent tous ses bestiaux..., y causèrent des ruptures et brisures au point qu'elle dut subir la perte générale de « tous ses meubles » (2).

Ses religieux, malgré la fermeté et le sang-froid de D. Claude Colissart, furent chassés et durent fuir à Mons. D. Domitien Moreau mendia auprès de ses parents et de ses amis quelques vivres pour la subsistance de ses frères ; et, après le pillage, il obtint de ses parents et de ses amis des « ustensiles », quelques chevaux, plusieurs vaches pour le rétablissement de la « ménagerie » et facilita ainsi le retour des religieux (3).

Les mêmes désastres se renouvelèrent pendant les années 1650, 51, 52, 53, 54, etc.

Le Mosnier s'efforça de réparer les désastres causés dans son abbaye et dans le village de Crespin ; à cet effet, au début de l'année 1651, il demanda à Son Altesse protection pour le monastère et le village, ce qui fut accordé.

Malgré cette garantie, sur la fin du mois d'août 1651, « nostre armée avoit séjourné aud. Crespin et ès environs » et pillà le cloître de l'abbaye et les églises (4).

Aux Archives de Bruxelles nous lisons : en 1651... les religieux durent abandonner de nouveau l'abbaye... ; les armées ennemies et les nôtres ont séjourné presque tout l'été aux environs du monastère... ; le couvent a été aussi « mal traité » qu'en 1649 et même il eut été entièrement ruiné « en ses édifices par nos gens, si Son Altesse n'étoit venue en personne y mettre ordre » (5).

De ce fait, les moines furent de nouveau dispersés. Quelques-uns tentèrent de rester à l'abbaye ; mais bientôt ils durent se réfugier à Condé (du 28 août au 24 septembre) ; les autres demandèrent l'autorisation de pouvoir s'enquérir d'un logis et de mendier leur nourriture, « cause pourquoy D. Mathias at esté obligé de donner « des dimissoires à ses religieux pour se procurer à vivre » (6).

Après ce pillage, Le Mosnier fit garder sa maison par trois factionnaires ; il y demeurerent 11 jours et reçurent pour leur salaire chacun un patagon par jour, soit ensemble 218 livres. Les dépenses

(1) Arch. du Nord, liasses 17 et 18.

(2) Arch. générales du royaume à Bruxelles, loc. cit.

(3) *Id.*

(4) Arch. de Condé. — *Item*, Arch. du Nord, liasse 8.

(5) Arch. générales du royaume à Bruxelles, loc. cit.

(6) Arch. du Nord, liasse 28.

occasionnées par les religieux réfugiés à Condé, par ceux qui étaient demeurés à l'abbaye avec les sauvegardes se sont élevées à 78 liv. 1 s. s. d. (1).

En 1652 « il y avoit guerre au village de Crespin » (2) ; le 1^{er} mars de cette année et le 10 mars 1654, D. Mathias accorda de nouvelles démissoires à trois sous-diacres et à plusieurs religieux (3).

Pendant ces guerres, l'abbaye perdit « 22 cloches, les argenteries et les vesselles », bref, tout fut pillé et emporté (4).

Chose digne de remarque, une cloche pesant environ 150 kilogrammes échappa à ces ravages ; elle est aujourd'hui encore suspendue dans la tour du clocher de Crespin, où elle servit longtemps de tocsin. Etant enfant, nous avons entendu sa voix qui annonçait un incendie, un débordement du Honniau, ou une rupture de la digue (5) ; elle porte le millésime « ANNO 1651 » et cette inscription : « IAQUES PERDRY M A FAICTE (6). »

§ 3. — *Les dettes de l'abbaye. — Réparations aux bâtiments. — Refonte des cloches. — Grande pauvreté à Crespin. — Dégâts causés. — Disette et maladie contagieuse. — Les loups hantent les bois.*

Les ravages et les guerres ne firent qu'augmenter les dettes du monastère.

Entrons dans les détails.

En 1647, l'abbaye reçoit quelques rentes foraines qu'elle emploie au paiement « d'arriéraiges » (7) et verse entre les mains des receveurs du clergé, des aides et des particuliers 1.898 liv. 6 s. 5 d... Ailleurs le couvent paie 2.676 livres pour purger ce qu'il devait de l'année 1642 au receveur du clergé ; en même temps il paie pour de nouveaux impôts dûs en 1645 et 1646 la somme de 814 liv... En 1649, l'abbaye perçoit 774 l. de rentes extraordinaires appelées vins ; elle en profite pour rembourser plusieurs emprunts faits en 1648.

Lors de la reddition des comptes (exercices 1650, 51, 52) la maison déclare qu'elle doit 6 années de rente à T. Fernault ; 2 années à J. Le Clercq ; 1.011 l. de rente à Sochart et ne peut lui donner

(1) Arch. du Nord, liasse 8.

(2) Diverses dépositions de témoins, Arch. du Nord, liasse 28.

(3) Arch. du Nord, liasse 8. — V. appendices n° 9 : un testament.

(4) Arch. du Nord, liasse 28.

(5) Cette cloche descendue en novembre 1918 quand les Allemands firent couler le clocher, a pris place dans ce nouveau campanile en 1923.

(6) La fonderie Perdry était établie à Valenciennes. Nous relevons dans « De Sars » (Bibl. de Valenciennes) : « Le 2 août 1645, Jacques Perdry « a refondu la grosse cloche de l'abbaye de St-Jean. Jacques Perdry père « et fils, fondeurs de l'artillerie de Sa Majesté, ont fondu le Christ du « Pont Néron à Valenciennes ; ce calvaire fut placé le 25 août 1654. »

(7) Arch. de Condé, GG 93, exercice 1648-49, chap. des recettes extraordinaires.

qu'un acompte de 400 livres (1). Enfin, pour les années 1648 à 1653, l'abbaye doit 23.000 l. à la recette générale du Hainaut (2).

Le curé de Crespin est créancier de deux années pour ses dîmes de la Chapelle, pour 6 obits qu'il a déchargé et pour ses prébendes monacales, soit 68 l. 16 s.

Depuis plusieurs années, les religieux de Crespin n'ont payé ni le maréchal, ni le bourrelier, ni le charron, etc., au maréchal ils doivent 880 l. 17 s. 4 d.

Les domestiques : le valet de chambre du Prélat, le cocher, deux servantes, le cuisinier, le portier, le berger et le barbier n'ont reçu aucun gage depuis 3, 4 et 5 ans.

Le bailli, les sergents, etc., n'étaient pas mieux partagés (3).

Les récoltes ayant manqué plusieurs années consécutives, en 1652, le monastère se trouve dans la nécessité d'acheter du froment et de l'orge pour 1.730 l. Le fournisseur, A. du Bucquoy, après avoir attendu vainement 4 ans pour être payé, porte plainte contre les moines de Crespin.

La pénurie était si grande au monastère que les religieux durent engager leurs biens, témoin cette note (4) : « Au maître du mont-
« de-piété de Mons pour le cours d'une année de l'engagement d'un
« chandelier d'argent par D. Mathias icelle escheue au jour de
« Saint-Rémy, payé 80 livres. »

A cette époque l'argent était rare, et beaucoup de paiements se faisaient en nature ; l'abbaye employa ce procédé en maintes circonstances.

Le receveur des bois du couvent déclare avoir reçu 224 l. ; il a payé la façon des fassiaux à raison de 36 sols du 100 ; celle des fagots et des boussées (5) 32 s. du 100 ; la confection des perches pour le houblon coûte 12 s. et celle des lattes 20 s. du 100, d'où il lui est dû 274 l. Une partie de ces fagots, de ces fassiaux, etc., est réservée à l'usage des religieux, l'autre à effectuer quelques paiements.

Par exemple la blanchisseuse du linge de l'église reçoit comme acompte un quartron de fassiaux ; un sergent 200 fagots ; un autre 100. L'abbaye solde une indemnité en livrant des fagots à la maison des sœurs grises de Condé, parce que deux religieuses de cette communauté « avoient soigné dans leur maison D. Louis, malade » (6).

Le monastère doit à son maréchal 880 l. ; il lui fournit en bois et en houblon jusqu'à concurrence de 332 l. (7).

Si l'argent était rare à cette date, il le fut plus encore dans la

(1) Arch. de Condé, GG 93.

(2) Arch. du Nord, liasse 11.

(3) Arch. du Nord, liasse 8.

(4) *Id.*, liasse 11.

(5) Petits fagots.

(6) Arch. du Nord, liasse 25, extraits d'un compte.

(7) *Id.*, liasse 8.

suite ; les impôts sont augmentés, il faut racheter des meubles, du linge, des vêtements, des bestiaux, réparer les édifices, etc.

Les religieux se mettent à l'œuvre ; l'un d'eux obtint quelques vaches et plusieurs chevaux, c'est un commencement ; mais c'est insuffisant. Le monastère achète du bétail : quelques moutons qu'il paie 20 l. pièce.

Il reste de l'herbe dans certaines prairies, on se hâte de la faire faucher ; on paie les faucheurs en nature et on donne aux ouvriers 15 ou 10 patars par jour « pour épart l'herbe ».

L'abbaye achète de la paille, du fourrage, des grains, des dizeaux de gerbes à 15 patars le dizeau.

Les vaches ont été emmenées par l'ennemi ; la maison achète du beurre qu'elle paie 7, 9, 10, 14 et 15 patars la livre.



Dessiné par mad^{emoiselle} Marg. Tombois. 1912.

Fig. 49. — Anciens costumes de bénédictins (Ed. Migne).

La basse-cour est dépeuplée ; on achète des œufs : 19.000 en un an qu'on paie 1,249 liv. 8 s. (1) ; 12,000 et trois quattrons pour 776 liv. 4 s. (2). Inutile d'ajouter que les pillards eurent leur large part.

Les religieux sont dépourvus de vêtements ; il faut leur en fournir ; l'abbaye s'adresse à Tournay à N. Bauduin. En 1650 pour « les serges », les habits et les scapulaires de tous les religieux, le tailleur

(1) Arch. de Condé, GG 93, compte exercice 1648-1649.

(2) Arch. du Nord, liasse 8, compte exercice 1650-1652.

reçoit 871 liv. 6 s. L'année suivante, une seconde commande de vêtements est faite ; la note de Bauduin porte 1,008 liv. t. (1).

Les pillards ont enlevé jusqu'aux barrettes des religieux ; en 1651 la maison paie 63 liv. t. à G. Alexandre pour avoir livré 18 bonnets au Prélat et à ses moines (2).

Le linge a subi le même sort, témoin cette note : pour 6 aulnes de toile pour faire des draps de lit à 24 sols l'aulne... pour la façon desd. draps 24 sols, ensemble 8 liv. 14 sols.

La maison dut renouveler sa provision de papier ; elle acheta une rame de papier 12 liv., pour... une 2^e pour l'établissement des comptes et enfin une troisième de papier commun... total 47 liv.

Dans la cuisine... que de pièces manquent !... On achète : « 2 pots de terre, une poêle et 2 tèles, 30 sols ; 1 douzaine de balais, 18 sols ; 3 tèles, 15 s. ; 2 pots au feu, 12 s. ; 2 tèles de terre, une grande salière de bois, 2 tèles de bois, une demi-douzaine de cuillères, 70 s. ; 6 liv. de savon, 72 s. ; 3 douzaines de verres à vin et à bière à 7 s. pièce 12 l. 12 s. ; 1 grand plateau de bois, 3 grandes cuillères et 3 petites, 24 s. ; 3 lanternes de bois, 72 s. ; 1 tamis et 1 tamison, 28 s. ; 1 escramette (écumoire), 8 sols (3).

Une telle batterie de cuisine n'indique pas le luxe, et les achats nous donnent une idée des ravages causés.

**

Les bâtiments demandent aussi des réparations.

D. Dominique Liénart a fait « rajuster » la maison et réparer les dégâts causés par les Français (4), c'est-à-dire certaines parties de murailles, de toitures, plusieurs portes et fenêtres, etc.

J. Leduc a travaillé 106 journées à 5 patars par jour, il lui a été payé 57 liv. 14 s.

J. Wagré et L. Dochet ont également employé 108 journées chacun à la réparation des dégâts au même prix et aux mêmes conditions que Leduc.

Certains ouvriers ont travaillé 147 jours, d'autres 30, d'autres 19, etc., etc., à 10, 12 et 17 sols par jour.

Ant. Magault a fourni au monastère 23,000 briques à 8 liv. le mille, pour construire un oratoire (5) dans la chambre de l'abbé et pour réparer les encadrements des châssis des portes et des fenêtres de la maison « brisés et rompus » par les soldats. L'abbaye parvint difficilement à payer la moitié de la somme due au fournisseur.

Ch. Bernier a livré 92 muids de chaux à 5 patars le muid.

L'équipart a employé au monastère 17 jours à 15 patars par jour à la réparation du toit des étables, de la cuisine, de la chambre des étrangers et a « couronné » à nouveau la neuve grange.

(1) Arch. de Condé, GG 93.

(2) Arch. du Nord, liasse 18.

(3) Arch. de Condé, GG. 93, exercice 1648-1649.

(4) Arch. de Bruxelles, loc. cit., 3^e dossier.

(5) Est-ce de l'autel de cet oratoire qu'il est question dans le renseignement qui suit ? « Pour la bulle de l'autel privilégié obtenu en 1652 par Jean Renart luy at esté remboursé 6 liv. 12 sols. » (Arch. du Nord, liasse 8).

Les cheminées offraient quelques inquiétudes ?... Elles ont été toutes visitées et balayées 4 fois sur un an ; pour son salaire, le ramoneur a reçu 24 livres à la fin de l'année.

L'abbaye de Crespin possédait un superbe carillon qui fut détruit par les Gueux en 1566 ; rétabli dans la suite, il disparut encore durant le temps troublé qui nous occupe.

Dans ce pillage 22 cloches furent brisées, parmi lesquelles celle qui annonçait les offices ; deux d'entre celles-ci étant indispensables, furent envoyées à la fonderie Perdry et rétablies au plus tôt. Peu de temps après, l'abbé envoya des voituriers chercher les cloches à Valenciennes ; il furent accompagnés d'un religieux ; tous, y compris les chevaux, s'arrêtèrent à Valenciennes, à l'hôtel Saint-Martin. A cette occasion, le receveur du fondeur et Quentin Posier mandés pour mettre les deux cloches d'accord furent invités à dîner ; leurs dépenses s'élevèrent à 12 livres. En même temps les ouvriers qui avaient travaillé aux cloches reçurent 6 livres ; et les trois hommes qui avaient aidé à mettre les cloches sur le chariot 24 sols.

**

Le couvent de Saint-Landelin, outre ses édifices proprement dits avait d'autres immeubles qui, bien entendu, n'échappèrent point au pillage ; notamment l'hôtel du Cygne et la ferme de Saint-Aybert.

L'hôtel, situé sur le marché de Crespin, fut entièrement brûlé en 1649 par l'armée française qui s'était emparée de Condé le 24 août. A. Gilman exécuta les travaux et H. Bernier fournit 50 muids de chaux à 10 sols le muid.

Au mois de novembre 1641, le monastère avait fait d'importantes réparations à la ferme de Saint-Aybert ; les dépenses s'étaient élevées à 2,722 livres 17 sols (1). Le pillage de 1649 laissa cette cense dévastée à nouveau. P. Delahaire de Quiévrain remplaça « les panures et les ferrailles » des portes enlevées par les soldats.

Ant. Joly d'Onnaing façonna sur les viviers 1,600 briques, au prix de 26 patars le 1,000.

J. Daras rebâtit le corps de l'habitation et répara les bâtiments qui menaçaient ruine ; il reçut en acompte 200 liv. (2).

Au mois d'octobre 1651, de nouvelles réparations s'imposèrent à la couverture du quartier d'habitation de cette cense ; le monastère paya 17 L. au couvreur (3). S. Briart recouvrit de nouveau les bâtiments de la ferme de Saint-Aybert ; il employa 200 gerbes et reçut 40 liv. (4).

La même année, d'importantes réparations ont été faites à la ferme du Petit-Crespin (5).

**

Aux dépenses engendrées par les réparations s'ajouta, avons-nous

(1) Arch. du Nord, liasse 1.

(2) *Id.*, liasse 8.

(3) Arch. du Nord, liasse 1.

(4) Arch. de Condé, GG 93.

(5) Arch. du Nord, liasse 1.

dit, la diminution des revenus, dont nous ne citons qu'un exemple : D'après le compte de l'exercice 1648-1649, les « arriéraiges » s'élevaient à 31,319 liv. 9 d. ; d'où la pénurie inévitable au monastère.

★★

Les religieux manquaient de nécessaire, même de nourriture ; cependant le monastère continuait de prendre en pitié ses fermiers et ses débiteurs ; il leur remettait tantôt un quart, tantôt un tiers, voire même la moitié de leurs redevances.

Par exemple : S. Caniot, fermier, doit 500 l. au couvent, l'abbé perçoit un tiers et lui fait grâce des deux autres, « pour le ravage causé par les soldats ». Le même doit d'autre part 360 l., il paie un tiers et le Prélat lui remet les deux autres « pour cause de pillage ».

C. de Saint-Ghislain doit 416 l., il paie un tiers de sa redevance, la maison le tient quitte des deux autres à cause des dégâts causés par les armées.

G. Gantois a payé au receveur un tiers de son foin ; le reste lui est laissé « de tant que le foin at esté mangé par les chevaux d'amontion ».

J. Hazart n'a payé qu'une partie de ce qu'il devait aux religieux ; ceux-ci lui laissèrent le reste ; parce que ce fermier avait perdu beaucoup de ses dépouilles.

Au locataire de la cense Entre-deux-Haine qui devait 437 l., l'abbaye remet 225 l. à cause du désastre qu'il a subi.

Dans la même pièce, nous lisons plusieurs articles ainsi conçus : « Reçu un tiers, quitté le reste... ; modéré d'un quart à cause du « pillage... ; fait modération parce que le foin at esté pillé par « Witemberg. »

À la veuve Plantin, parce qu'elle n'a rien dépouillé, le prélat la déclare quitte de ses rendages.

Dans certains villages, comme Hensies, Quiévrain, Roisin, les débiteurs, à cause de leur pauvreté, n'ont rien payé en 1651, ni en 1652 ; ils ont soldé la moitié en 1648, 1649, 1650, et le monastère leur a fait grâce du reste (1).

Dans les nombreuses « modérations » accordées par l'abbaye au sein de sa pauvreté, nous ne trouvons ni une bonté voisine de la faiblesse, ni un manque de vigilance ; il y avait à la fois de la charité chrétienne, de la reconnaissance et de la protection envers de fidèles et dévoués fermiers ruinés par les désastres de la guerre. Par contre, l'abbaye agissait avec rigueur quand il était question de simples débiteurs peu intéressants.

En voici un exemple : le 30 juin 1650, D. Ch. Lefebvre, receveur, comparut devant la loi de Crespin et prouva que le couvent possédait sur une maison située au Pont-à-la-Cloye une rente de 32 sols, 4 deniers fors, un huitteux d'avoine, 2 chapons et 2 couronnes. D. Lefebvre déclara que, depuis 4 ans, cette rente n'avait

(1) Arch. de l'Etude de M^e Alph. Bureau, notaire à Condé, n^o 145.

pas été payée au monastère. L'affaire fut portée à Valenciennes ; les jurés et les échevins de cette ville ordonnèrent aux hommes de la loi de Crespin d'agir et d'enlever les meubles du débiteur, jusqu'au complet paiement des trois dernières années. En cas de non exécution de cette sommation, le monastère rentrerait dans son bien, ce qui arriva (1).

**

Le village de Crespin avait naturellement sa part dans tous ces désastres.

Les religieux et les habitants, l'abbaye et le village ne formaient qu'une maison et une famille. Le couvent est-il saccagé, totalement dépouillé, Crespin subit le même sort et se trouve dans le même état ; en d'autres termes, le village est ruiné. Ruiné par le passage, le campement et le ravage des armées, ruiné par le pillage et les emprunts.

Pour éviter de nouveaux désastres, la communauté fit appel à des « sauvegardes », et leur paya 94 l.

Des paysans ayant fourni plusieurs chariots au mois d'avril 1651 pour transporter des munitions à Saint-Aybert, le village ruiné ne put verser qu'un acompte de 48 livres. Le 22 du même mois, il paya 144 l. pour 2 chariots qui avaient mené des munitions à la Chapelle.

Sur la fin de cette année, la prévôté de Valenciennes contraignit le village de Crespin à payer 21 l. pour les frais de deux chariots « aiant menez des munitions ».

J. Parent reçut 8 l. pour 3 lots de vin et une épaule de mouton qu'il avait fournis à un caporal de Croates.

G. Gantois reçut 9 l. pour avoir nourri pendant trois jours les deux chevaux d'un adjudant logé à Crespin. Gantois « avoit livré « une belle chevaline » pour conduire les bagages des soldats à Haveluy. Pour ce voyage, il avait employé trois jours ; il fut indemnisé.

P. Timacq avait nourri deux soldats ; il reçut 5 l., et pour les dépenses faites chez lui avec les « sauvegardes » et le soldat Gilman, la communauté lui paya 42 l. 18 s.

Bref, dans cet acte, il est question de voyages..., de sommations..., de contraintes faites à la communauté..., « d'advertances », ...de répartissements de chariots, ...de soldats venant réclamer de l'argent à Crespin, etc., etc. Ailleurs, on relate les dépenses de bouche, la livraison d'une tonne de bière, d'un sac d'avoine, d'un veau, etc., etc. ; le total des mises pour l'exercice 1650-1651 porte 1.762 l. (2).

Ces dépenses forcées ajoutées aux dettes, les saccagements causés par les ennemis, mirent la ville de Crespin dans l'obligation de vendre 20 bonniers des marais de Scopignies.

Après avoir reçu l'autorisation du prélat, les hommes de la loi

(1) Arch. de l'Etude de M^e Alph. Bureau, notaire à Condé, n^o 145.

(2) Arch. communales de Crespin.

s'adressèrent au grand bailli de Hainaut pour en obtenir la confirmation. Dans leur requête, ils firent un exposé des désastres qu'ils avaient subis, des dettes dont ils étaient chargés, et des poursuites dont ils étaient l'objet, ce qui les rend fort « perplexes ».

Dans le récit de leurs malheurs, les mandataires déclarèrent : qu'ils avaient été pillés, qu'ils avaient perdu leurs chevaux, leurs vaches et « aultres bestiaux », qu'au mois d'août 1651, « notre armée » a pillé le cloître, leurs églises et toutes les maisons indifféremment, ayant réduit les remonstrans à la besache », ...que nos soldats se sont rués sur la halle et maison de ville qui est belle et d'importance, ont quitté les ancrez, les plombz, verrières, fer-railles et quantité de bois ». Ces immeubles menacent ruine, et pour les réparer, il faudra dépenser 100 l. de gros pour le moins.

Quant aux dettes, la ville de Crespin doit : à divers particuliers « vers lesquels elle est condamnée » outre les « arriéraiges » de 3 et 4 ans, 1.863 l. 15 s.

Le grand bailli de Sa Majesté autorisa, le 9 novembre 1651, la vente des 20 bonniers ; six furent adjugés 5.230 l. de 20 gros la l., à M. Malapaert, avocat à Mons, sept à S. Cagniot de Tournai.

L'acte de vente fut signé aux halles de Crespin, le 7 décembre 1651, par D. Aybert Lambert, prévôt, par M. François, F. Noël, F. Vairon, etc., mandataires (1).

**

Par suite des souffrances et des privations qu'eurent à endurer le peuple et les religieux pendant ce temps de calamités, auxquelles vinrent se joindre la disette et les maladies contagieuses, bon nombre de moines tombèrent malades et moururent prématurément : par exemple, toutes les Bénédictines de Mons furent victimes de la peste de 1652 à 1653 (6).

L'abbaye de Crespin avait contracté une association de prières avec divers couvents ; parmi les articles qui composent ces contrats, l'un d'eux porte : « A la mort d'un confrère, les monastères associés « devaient être aussitôt avertis. » Or, d'après les manuscrits, nous voyons qu'on a annoncé au couvent de Saint-Landelin, en 1649, la mort de 8 religieux associés, dont un de Saint-Ghislain et deux d'Anchin.

En 1652, sur quatre mois, on apprit à Crespin, le 5 mai, la mort de P. Février, moine de Vicoigne ; celle de F. Meurisse, moine de Saint-Foillant ; et, le 10 mai, celle de D. A. Namur d'Anchin ;

Au mois de juillet, on annonça la mort de D. Vincent de Saint-Ghislain ; le 3 août, celle de D. Philippe d'Anchin et le 14 du même mois, celle de D. Guillaume, religieux du monastère de Crespin.

Plusieurs moines de l'abbaye succombèrent la même année ; nous citons : D. Thomas, D. Claude, D. Aybert, prieur, et D. Mathias, abbé (3).

(1) Arch. du Nord, liasse 8.

(2) *Idem.*

(3) Arch. du Nord, liasse 8 et Arch. de Condé, GG 93.

Les bestiaux, par suite de nourritures avariées, furent, eux aussi, atteints de maladies ; en 1649 et en 1652, J. Desprez fut envoyé en pèlerinage à Saint-Cornil à Ninove (1) ; « aiant fait descharger une « messe en l'honneur dudit saint, y compris l'offrande, le coupon « (de cire) et le voiage », il lui a été payé 42 livres (2).

**

Ce n'est pas tout.

Les loups étaient nombreux à cette époque ; pour encourager leur destruction, le prélat donnait 20 sols par tête.

Le 12 février 1648, deux hommes d'Hautrage ont pris un loup. L'année suivante (1649) huit loups et quatre louveteaux ont été pris dans les bois de Crespin, d'Amblise et de Vaucelles par des hommes de Vicq, de Condé, de Raismes et de Quarouble.

La même année, on prit trois loutres, l'une dans le Honniau, l'autre près du moulin et la troisième dans la rivière de Quiévrain. Pour la loutre, la récompense était de 40 sols.

Enfin, le 27 septembre 1652, deux hommes de Fresnes ont pris un loup (3).

§ 4. — *Dénombrement du fief de Baisieux. — Location de fermes, de l'hôtel du Cygne et du moulin de Crespin. — Différends. — Mort de D. Mathias.*

Pour terminer la biographie de Le Mosnier, nous ajoutons quelques actes accomplis par lui.

Le 13 juillet 1640, D. Mathias fit « rapport et dénombrement » « du fief de Graibion à Baisieux, tenu du prince d'Aremberg et « d'Arschot » (4).

**

En 1639 : bail pour 9 ans, à la veuve Ph. Jaupin, de la ferme d'Harmignies, comprenant la maison, la grange, les étables, le jardin, 84 bonniers 1/2 de terre, 5 bonniers 5 journaux de pré et le droit de terrage qui était de 12 du 100. Il fut convenu que la veuve paierait annuellement 100 rasières de froment, 100 rasières de vaireux, 12 livres de cire et 572 livres en argent (5).

En 1640, G. Gileman entre en jouissance de la maison, grange, « estables, hostellerie du Cygne, sise sur le Marché ».

Bail à L. Malet et N. Parisis de la ferme de Saint-Aybert, comprenant le corps d'habitation et « entrepresure », 24 bonniers 1/2 de pâture. L'entrée en jouissance commence en 1649, le prix de la location est fixé à 1.102 livres.

(1) Ville de la Belgique, Flandre Orientale, arrondissement d'Alost. Ce pèlerinage existe encore et est toujours très florissant.

(2) Arch. du Nord, liasse 8 et Arch. de Condé, GG 93.

(3) *Idem.*

(4) Arch. du Nord, orig. en parchemin.

(5) Arch. de Condé, GG 9. — Cf. pièce justificative n° 43 L. — Baux divers.

Bail pour 6 ans à Aybert Lalou « de la maison, grange, étables « et moulin de Crespin », à commencer le 1^{er} octobre 1645. La redevance annuelle consistait en 45 muids de blé vaireux, 12 livres de cire et 211 l. en argent.

Bail en 1648 à Adrien du Rieu pour 9 ans de la maison, de la grange, des étables (situés à Harvengt, près du cimetière), de 18 bonniers de terre y compris le dîmage. Le rendage annuel de cette location était de 110 rasières de froment, un muid d'avoine, 30 livres de cire et 718 l.

Bail pour 9 ans, en faveur de M. Delacroix, de la maison, de la grange, des bergeries, des étables et du jardin de la ferme de Montignies-N.-D. Cette ferme comprenait neuf huittelées, 34 muids 2 huittelées 1/2 de terre, 2 parties de pré et un bosquet gisant à Montignies, Onnezies et Autrepes, avec le dîmage et le terrage des 9 gerbes du cent sur divers territoires. Comme charges, le locataire devait 5 muids d'espaule, 5 muids de froment, 20 huitteux d'avoine, 30 livres de cire et 312 l. (1).

Sous la prélatrice de D. Mathias, se rencontrent quelques difficultés. Sans pouvoir rien spécifier, nous trouvons cette note : « Le 29 mars 1643, requête de l'abbaye de Crespin, qui se plaint « d'avoir été contrainte d'ester par devant le conseil privé pour des « cas dont la Cour de Mons seule doit connaître. » (2).

**

A la mort de D. Ghelneur, survint un différend entre le monastère et le neveu du prélat défunt, Jacques Liénart, concierge et locataire du refuge de Crespin à Mons.

Aussitôt la mort de l'abbé, les religieux voulurent congédier Liénart de leur immeuble, prétendant que D. Ghelneur n'avait pu louer sans le consentement du couvent que jusqu'à sa mort. Mais le neveu, ayant considéré que la maladie dont était atteint son oncle devait le conduire à la tombe, avait eu soin d'établir un contrat en règle pour six ans, moyennant la redevance annuelle de 100 livres.

Les religieux ayant prévenu Liénart qu'il avait à laisser libre le refuge, furent quelque peu désappointés lorsque ce dernier leur présenta le bail établi par son oncle.

Les moines ne se désistèrent pas et attaquèrent le bail ; ils furent déboutés de leurs prétentions.

Les six années écoulées, les Bénédictins de Crespin revinrent à la charge et avisèrent Liénart qu'il avait à quitter la maison, le bail expirant en 1644. Le locataire se rendit à l'injonction et laissa l'immeuble.

Les religieux alors lui réclamèrent :

Pour les six années de son bail.....	600 l.
Pour un bœuf à lui vendu en 1637.....	200 l.
Pour un bœuf à lui vendu en 1638.....	200 l.

(1) Arch. de Condé, GG 93.

(2) Invent. des arch. des États de Hainaut, par L. Devillers.

Pour diverses livraisons de grains..... 480 l.
 Pour plusieurs avances d'argent..... 1.700 l.
 Enfin, les moines sommèrent Liénart de leur restituer le grand buffet enlevé par lui de « la salette ».

Le conflit fut porté devant le bailli Nicolas Le Mosnier, frère de l'abbé ; puis à la Cour de Mons.

A ces attaques, Liénart répondit :

Qu'en 1637 il avait dû héberger pour le compte de l'abbaye le capitaine Maringe et qu'il n'avait pas été indemnisé, quoique ayant été obligé de « le fournir de chandaille, de lict, de linge, d'estain, « de bois, de nourriture, et aussy de la bonne bière ». Que son oncle lui avait donné en compensation un bœuf... Qu'à maintes reprises, il avait reçu à sa table et avait logé l'abbé défunt et sa mère.

Les Bénédictins firent observer que l'abbaye n'est pas chargée de nourrir les parents du prélat, et que si D. Ghelneur avait dû fournir des bœufs à tous ses neveux, le monastère ne serait jamais parvenu à en élever un nombre suffisant ; que s'il a reçu le prélat son oncle il a été « fort bien payé » ; que, du reste, lui, Liénart, est venu à plusieurs reprises au monastère, et jamais rien ne lui a été réclamé (1).

A l'une des pièces de procédure datée du 15 mars, l'abbé Le Mosnier appendit son sceau (2).

**

Le 9 avril 1652, surgit une difficulté entre les religieux et l'abbé. Le monastère devait à Wicart de Valenciennes 17.600 l. t., portant 300 l. t. d'intérêt annuel. Dans le but de libérer la maison, Le Mosnier loua au créancier la ferme de Saint-Aybert pour 16 ans. Les religieux protestèrent et résolurent de faire résilier le bail ; ils profitèrent de la présence de l'archevêque au monastère pour exposer leur réclamation qui portait sur trois points :

1° Les signataires n'étaient pas en majorité, puisque la plupart des moines étaient absents de l'abbaye à l'époque du contrat ;

2° Les baux des monastères ne peuvent excéder la durée de 9 ans pour les terres et 6 ans pour les prairies ;

3° Le rendement annuel de la ferme étant de 1.854 l. avec les charges, après six ans écoulés, Wicart se trouvera remboursé. Il bénéficiera donc de 10 années au préjudice du monastère surchargé de « grosses debtes ».

L'archevêque fit droit à la réclamation des religieux et cassa le bail le 8 juillet 1652 (3).

**

Le « Monasticon Benedictinum » rapporte que l'abbé Le Mosnier

(1) Arch. de Condé GG 94. — *Item*, Arch. du Nord, liasse 29.

(2) Cachet en cire rouge, rond, un écu surmonté d'une mitre ; cet écu porte le lion de Hainaut et un chevron accompagné de 2 trèfles. Autour du cachet on lit : « *Pietate et Fortitudine* ».

(3) Arch. du Nord, liasse 11.

n'officia qu'une seule fois pontificalement pendant les 14 ans de sa prélature, tant il était faible de santé. Dans le but de lui donner la satisfaction de célébrer le Saint-Sacrifice de la Messe, un petit oratoire avait été dressé à proximité de sa chambre.



Fig. 50. — Armes de D. Le Mosnier (d'après Raissius).

La santé du prélat, chancelante depuis longtemps, fut particulièrement ébranlée par les désastres qui s'abattirent sur le couvent dont il avait la garde. Enfin, son corps miné par la souffrance et les inquiétudes, épuisé par la maladie, succomba le 15 août 1652 (1). D. Mathias (2) était âgé de 70 ans.

(1) Aux arch. de Bruxelles, loc. cit., on lit le XVI août.

(2) D. Mathias avait à cette époque un frère capucin qui avait en religion le nom de Père Jean Le Mosnier (arch. de Bruxelles, l. c.).

Aussitôt, les religieux envoyèrent à Cambrai F. Cambier, leur berger, prévenir Mgr l'archevêque; « comme pour boire en che-
« min », il reçut 24 sols.

En même temps, deux envoyés furent dépêchés pour annoncer la mort du prélat aux monastères associés; ils reçurent 6 livres.

Le fossoyeur qui creusa la fosse du sieur abbé et celles de D. Thomas, D. Aybert et D. Claude, reçut 8 livres (1).

D. Thomas mourut peu avant l'abbé à l'âge de 41 ans; D. Aybert et D. Claude furent rappelés à Dieu au mois de novembre 1652, le premier âgé de 71 ans, le second de 63.

D. Mathias fut enterré dans l'église abbatiale, à l'autel. de la Sainte-Vierge; sur la pierre tombale furent gravées ses armes et sa devise: « *Pietate et fortitudine* » avec cette épitaphe:

« Voyageur, qui que tu sois, lis et pleure.

« Ci-gît le Révérend et très célèbre seigneur D. Mathias Le Mosnier, abbé de ce monastère, moine d'un grand mérite. Il mourut
« le XV^e jour du mois d'août 1652.

« Afin de perpétuer sa mémoire et le souvenir de ses œuvres,
« Jean-Baptiste Ruidant lui a érigé ce monument.

« Qu'il repose en paix » (2).

Raissius commente ainsi la devise du prélat:

« Autrefois on trouva la douceur dans le fort, un rayon de miel
« dans la gueule d'un lion. Aujourd'hui, bon prélat, vous brillerez
« par votre rare énergie autant que par votre douce piété (3).

★★

Le monastère vit donc en peu de temps diminuer le nombre de ses religieux. Heureusement, la Providence avait conduit vers l'abbaye de Saint-Landelin quelques novices: Théodore Jouveniau, Aybert Dath, J.-B. Lefebvre, Henri Boucaut et Adelin Fermault.

Il est à remarquer que Van der Burch, en 1610, à cause des ravages de la guerre, avait défendu à l'abbé de Crespin de recevoir aucun novice avant la conclusion de la paix (4).

(1) Arch. du Nord, liasse 8.

(2) *Lege viator et luge — Hic jacet Reverendus ac — Amplissimus Dominus D. Mathias — Mosnier hujus cœnobii abbas — Optimè meritus et qui XV — Augusti 1652 devixit, ut autem — In bonorum memoria superstes — Vivat monumentum hoc posuit — Joes Bapt. Ruidant — Requiescat in pace.*

(3) *Inventa est olim in FORTI DVLCEO leonis — In ore Melleus fauus — Nunc bonus Antistes DVLCI pollet PIETATE — Et FORTITVDINE incluta* (Raissius).

(4) Coll. Joly de Fleury, Bibl. Nat. Paris, t. 1341, f^o 2229. — Extrait des registres du conseil provincial d'Artois 1774. — Année 1640, côté 47. page 162.

CHAPITRE VI

DOMINIQUE LIENART (1652-1668)

§ 1. — *Nomination de commissaires pour l'élection. — Le vote et son résultat. — Etat et ressources de l'abbaye. — Dominique Liénart nommé par Philippe IV.*

Après avoir rendu les honneurs funèbres à D. Mathias, les moines s'occupèrent de lui donner un successeur. Le 21 août 1652, ils envoyèrent à Valenciennes un délégué à Son Altesse Léopold Guillaume, duc de Bourgogne, etc., pour le prier de nommer des commissaires pour présider l'élection (1).

L'envoyé de Crespin pour la circonstance avait obtenu un appui indirect ; nous lisons, en effet, aux Archives du Nord : « Le 21 août « à l'homme de chambre, Mr Hovine, pour avoir diligenté la sortie « de la dépêche de la lettre pour avoir des commissaires pour l'élection d'un nouveau prélat... lui a esté payez en récompense « 4 l. 16 s. » (2).

Son Altesse, au nom de Sa Majesté, le 21 août 1652, nomma commissaires : D. Jérôme Charlier, abbé de Saint-Ghislain, et Jean Le Waite, conseiller de Mons, « pour entendre les voix » du prieur, des religieux et des principaux officiers de l'abbaye de Crespin.

Au bas de la lettre de Léopold Guillaume, il est porté : « Acte « d'autorisation pour le prélat de Saint-Ghislain et le conseiller de « Wette qui se dépêche pour la pouvreté de l'abbaye ayant les religieux fait instance d'être excusés d'aller à Bruxelles » (3).

En même temps, l'archiduc adressait une autre missive à l'archevêque de Cambrai et le nommait commissaire. Cette lettre, remise aux religieux de Crespin, fut portée à Cambrai le 23 août 1652 par Hubert, charron de l'abbaye ; celui-ci reçut 30 s. « pour boire » en route (4).

(1) Arch. gén. du royaume à Bruxelles, carton n° 58 de la Coll. du Conseil d'Etat.

(2) Arch. du Nord, liasse 8, compte de l'abbaye, exercice 1651-52.

(3) Arch. de Bruxelles, loc. cit., 1^{re} pièce du 3^e dossier.

(4) Arch. du Nord, liasse 8.

Les dépenses pour ces différentes missives s'élevèrent à 10 l. (1).

Que s'est-il passé à la suite de cette nomination de commissaires ? Les guerres ont-elles suscité quelque difficulté insurmontable ? Nous l'ignorons ; en tout cas, l'élection n'eut pas lieu alors. En effet, dans la même pièce nous lisons : « Le 5^e jour de septembre 1652 à Hubert nostre carlier (charron) allant à Cambrai porter « la réponse du confesseur de l'archiduc à l'archevêque a esté payez « 24 sols... allant à Bruxelles au mois d'octobre avec D. Charles « pour obtenir nouvelle commission pour des commissaires pour « faire élection d'un nouveau prélat ayant convenu d'aller deux fois « aud. Bruxelles, y compris 16 l. pour la commission a esté dépensé « en chemin IIIIxx XV liv. » (2).

Cette démarche eut comme résultat cette seconde lettre adressée de Bruxelles le 14 octobre 1652 à l'archevêque de Cambrai par Son Altesse Léopold Guillaume :

« Très Révérend Père...,

« Nous vous commectons par ceste pour au plus tost que « faire pourrez vous transporter à l'abbaye de Crespin et illec ouyr « conjointement avec le prélat de Saint-Ghislain et le conseiller « Le Waite, les voix des religieux et principaux officiers d'icelle « sur le choix d'un futur prélat, rédiger par escripts vostre besoigné « et nous l'envoyer cachetté, avec vostre advis bien arraisonné et « un estat pertinent du revenu de lad. maison y joignans coppie de « la provision du trespasé » (3).

L'archevêque se rendit le 27 octobre à l'abbaye de Crespin qui était alors « sous contribution des François ».

Le lendemain, il assembla le chapitre du monastère, représenta aux moines leur devoir, célébra la messe en l'honneur du Saint-Esprit puis se rendit au refuge de l'abbaye à Condé, accompagné de l'abbé de Saint-Ghislain et de Le Waite.

Le 29 octobre 1652, les commissaires procédèrent à l'audition du prieur et des religieux.

Les votants (au nombre de 24) furent classés en trois catégories : 12 prêtres, 10 frères et 2 officiers.

a) Les prêtres :

D. Aybert Lambert,	71 ans,	profès depuis 54 ans,	prêtre depuis 46
D. Cl. Collissart,	65	»	45 » 38
D. Ch. Lefebvre,	56	»	40 » 32
D. Domit. Moreau,	50	»	30 » 43
D. Domin. Liénart,	43	»	24 » 18
D. Jean Meurice,	37	»	15 » 12
D. Landelin Denis,	36	»	14 » 11
D. Léon Boulit,	25	»	9 » 1½
D. Fr. Deschamps,	25	»	8 » 1
D. Jacques de Rue,	28	»	6 » 3
D. Ben. de Haussy,	25	»	7 » 1
D. Adr. Marescaux,	25	»	5 » 2

(1) Arch. du Nord, liasse 8.

(2) *Idem.*

(3) Arch. de Bruxelles, loc. cit., 3^e dossier, 2^e pièce.

b) Les frères :

Fr. Laur. d'Ouille (1),	23	ans,	profès	depuis	5	ans,	diacre	depuis	1
Fr. Nicolas Lescaillet,	24		»		3		»		1
Fr. Pierre Pollereau,	27		»		2		»		1
Fr. Claude Brustel,	25		»		4		sous-diacre		
Fr. Michel Fiévet,	21		»		5		»		
Fr. Aybert d'Ath,	21		»		4		»		
Fr. J.-B. Lefebvre,	22		»		2		»		
Fr. Henri Boucault	24		»		1		»		
Fr. Adelin Fermault,	24		»		1		»		
Fr. Th. Jouvenau,	22		»		1		»		

c) Les officiers :

Claude Dursens, bailli de Crespin, âgé de 43 ans ;

Pierre Pollet, avocat du Conseil à Mons, greffier de Crespin, âgé de 53 ans.

**

D. Charles Lefebvre obtint 5 premières voix, 4 secondes et 5 troisièmes.

D'après les religieux, D. Charles est un moine de vie exemplaire, ...aimant la solitude, ...porté à l'observation et au « maintenant » de la discipline, ...assidu et diligent à l'office divin, « ...fort zèleux » pour la gloire de Dieu et l'avancement de la religion ».

D'autres frères disent que D. Charles est « fort dévôt et pieux, « ...humble, modeste, sobre et bon », ...il vit amicalement avec ses frères. Outre qu'il a été receveur des menues rentes, de la grande recette, maître d'hôtel, il a aussi rempli pendant 23 ans l'office de maître des novices qu'il forma dans la crainte de Dieu. De plus, D. Charles excelle dans la manière de commander, de corriger les défauts « pacifiquement », et sait, quand il est nécessaire, les dissimuler. Ce moine est à même de rétablir la discipline qui « estoit en vigueur auparavant les guerres ». Quant au temporel, D. Charles en est très bien au courant, puisqu'il a été receveur 14 ans. Prudent dans ses actions, diligent en toutes choses, ce moine a rendu de grands services à la maison.

D. Domitien Moreau a réuni 9 voix : 7 premières, 1 seconde et 1 troisième.

Les votants disent de lui : il est animé d'une grande charité ; il aime ses frères et en est aimé, parce qu'il est doux, affable, pacifique, supportant patiemment les défauts. Quand il doit reprendre

(1) A propos de ce moine, nous lisons aux Archives de Valenciennes : « Philippe... à nos chers et bien aimez les prévôts, jurez et eschevins de Vallenciennes, sallut... Receu avons l'humble supplication de Marie de la Croix, vevve de Nicolas Douville, contenant qu'à cause de son extrême indigence provenue par les présentes guerres, elle auroit esté contrainte de prendre à frais 1.000 florins de Michiel Wicart, bourgeois de nostre ville, pour fournir à la dotte et chose nécessaire de l'entrée et vestition de son fils Laurent, en la maison abbatiale de Crespin, où il seroit religieux profès » (Bordereaux des werps, J 2-156 f° 368).

ses frères, il le fait avec prudence et délicatesse. Maintes fois il s'est montré généreux envers les siens « se privant de ses commodités pour accommoder des confrères qui avaient besoin d'habits et autres choses semblables ». La charité de D. Domitien est si bien connue qu'on lui confia la charge de distribuer les aumônes à la porte de l'abbaye. Un de ses frères dit : D. Moreau est « un moine charitable envers Dieu et envers le prochain ».

Quand les religieux furent chassés du monastère, ruinés par la perte générale de leurs meubles, « lors de la prise et ravage des Français, D. Domitien s'est mis en quatre » pour procurer aux moines de Crespin le nécessaire à leur subsistance et pour hâter leur rentrée à l'abbaye. Ce bon religieux a mendié auprès de ses parents, de ses amis, et a obtenu des chevaux, des vaches et des ustensiles. Comme il est actif, prudent et industrieux, il a empêché la ruine des bois du monastère. De plus, ce moine est animé d'un grand zèle pour le service de Dieu, « observateur exemplaire de la discipline et « de la régularité..., toujours il est un des premiers à l'office..., « fort pieux, fort religieux, sobre, humble et chaste ». Enfin, « D. Moreau est un des plus lettrés du monastère ; jeune encore, et bien avant l'âge ordinaire, il enseignait la philosophie ».

D. Landelin Denis fut le moine qui recueillit le plus de voix. Le « besoigné » de l'élection déclare, en effet, qu'il eut deux premières, sept secondes, et sept troisièmes. Voici les qualités que lui reconnaissent ses frères :

D. Denis est doué d'une belle intelligence..., il est probe, prudent, vigilant, modeste, bon, diligent et charitable, disent les uns. Il est « affectionné et fort zélé au regard du service divin » disent les autres. Il aime la discipline religieuse, encourage à l'observance des statuts de la maison..., a à cœur l'union entre les religieux..., les exhorte à vivre dans la crainte de Dieu et prêche d'exemple, ajoutent des troisièmes.

Enfin nous lisons : ce moine est exemplaire..., d'une grande piété..., et fort vertueux..., a en haute estime la chasteté..., il est sobre..., jeûne presque tous les mercredis, vendredis et samedis.

Pour le temporel, D. Landelin a été sacristain, grènetier, trésorier et maître d'hôtel. Il est donc bien versé dans toutes les choses qui regardent le monastère.

D. J. Meurice a obtenu 7 voix : 3 secondes et 4 troisièmes. D'après les diverses dépositions de ses frères, D. Jean est probe, humble, fort vertueux et d'une grande piété. Il aime l'office divin et ne s'en exempte jamais ; de plus, il est « zéleux » pour l'observance de la règle. En un mot, ce moine est un vrai religieux et sa vie est exemplaire.

Pendant 10 ans, D. Meurice a rempli l'office d'infirmier et s'est conduit à l'égard des malades avec beaucoup de diligence et une grande charité.

A ces témoignages nous ajoutons : D. Jean Meurice, religieux bénédictin de Crespin, ayant rendu de grands services au couvent des chartreux de Valenciennes, l'assemblée générale de cet ordre

tint à lui témoigner sa reconnaissance. Pour ce, « les capitulants s'obligèrent et tout l'ordre avec eux à prier pour D. Meurice tant pendant sa vie qu'après sa mort ». Cet acte émane de la Grande-Chartreuse où se tenait le chapitre général et porte la date du 21 mai 1669 (1)

D. Claude Collissart a obtenu 5 voix : 3 premières et 2 secondes. Ses frères ont dit : il est « fort dévotieux, charitable, bon, diligent et régulier à l'office ». Bref, D. Collissart est « un très bon religieux ».

Pour le temporel, rapporte le « besoigné » de l'élection, D. Claude est prudent et industrieux, ce que du reste il a prouvé pendant les guerres. En présence des ennemis, il se montra ferme, dévoué, et conserva la maison autant qu'il fut en son pouvoir.

D. Aybert Lambert, prieur, recueillit 3 voix : 2 secondes et 1 troisième. Malgré les qualités de ce moine, l'attention de ses frères se détournait de lui à cause de sa faible santé.

D. Aybert, disent les religieux de Crespin, est un moine pieux, d'une vie exemplaire, observant « fort bien la discipline ». Il dirige avec une grande sagesse. Quoique sévère à l'égard des défailants, toujours il est sans rigueur.

D. Dominique Liénart, sous-prieur, réunit 11 voix : 7 premières, 3 secondes et une troisième. Voici le jugement que les moines de Crespin portèrent à son sujet :

D. Dominique est très entendu au spirituel comme au temporel. Il a été grénétier ; depuis deux ans il est chargé de la grande recette, et depuis six mois il est receveur général. En maintes circonstances D. Dominique a été très précieux au monastère ; pendant les guerres, il a fait « rajuster » la maison et réparer les dégâts causés par les Français.

D. Liénart a été maître des novices ; il les édifia par ses exemples, ses exhortations et ses sages conseils. « Il prenoit soin lui-même d'ex-¹ citer les jeunes et de les exhorter, particulièrement les veilles des « grandes fêtes de Notre-Dame avec un grand zèle, afin de les dis-
« poser à la perfection. » Cet office il le remplit pendant 18 ans.

Depuis cinq à six ans que ce moine est sous-prieur, ajoutent d'autres confrères, à cause de la maladie du prélat défunt et de la débilité du prieur, souvent il dut remplacer l'un et l'autre. C'est ainsi que les moines ont constaté « qu'il excelloit dans la manière de
« faire de pieuses exhortations et convenables à l'observance régu-
« lière qu'il faisoit aux chapitres pour l'édification spirituelle » Mal-
gré ses charges nombreuses, D. Liénart s'acquitta de tous ses devoirs à la satisfaction générale... Il prêche par ses exemples, il est pieux, humble, modeste, affable, sobre, prudent et d'une vie irréprochable. Il est « observateur modèle de la règle et de la discipline ; il affecte l'office divin, toujours c'est le premier, principalement à
« matines ».

(1) Coll. Moreau, t. 272, p.^o 181.

D. Dominique aime à voir régner la paix parmi ses frères et « calmer les doutes ».

Ces dépositions furent signées à Condé le 31 octobre 1652 par les commissaires : Gaspard, archevêque de Cambrai, Jérôme, abbé de Saint-Ghislain et Jean Le Waite, conseiller (1).

L'élection terminée, les commissaires en envoyèrent le « besoin » à Son Altesse avec leur avis :

« Monseigneur,

« En conformité de l'ordre de V. A. S. du XIV de ce mois, nous « avons ouys les religieux de Crespin ; il résulte que D. Dominicq Liénart, soubprieur, a eu 7 voix de premier ordre, 3 du second « et une du dernier ; D. Charles Lefebvre 5 des premières, 4 des « secondes et 5 des troisièmes ; D. Domitien Moreau 7 dud. ordre « premier, 1 du deuxième et autant du dernier ; D. Landelin « Denis 2 du premier rang, 7 du second et pareil nombre du troi- « sième ; le reste des suffrages se trouve réparti à quelques aultres « religieux.

« La maison est en tel estat qu'elle semble désirer à son régime « une personne douée des qualités requises au rétablissement de la « discipline régulière qui est un peu relâchée, tant pour l'indispo- « sition du Prélat défunct que par les expulsions et refuges des reli- « gieux pendant les guerres. Aussi pour former une bonne écono- « mie grandement nécessaire, puisqu'elle est obérée, et que son « revenu reprins par le sommaire icy exhibé ne porte qu'environ « dix-sept à dix-huit mille florins en temps de paix et présentement « un tiers peu plus ou moins. Ce qui ne peut suffire à la dépense « ordinaire et acquit des charges et debtes qu'on a trouvé portez à « trente-trois mille florins. Aiant meurement considéré ce qui estoit « des mérites des quatre religieux prémis, nous avons treuvé que « D. Landelin Denis estoit encor jeune ; D. Domitien Moreau est « appuyé seulement des suffrages des jeunes presbres et quelques « autres nouvellement profeszes. Si bien qu'à notre advis, D. Do- « minicq Liénart soub-prieur et D. Charles Lefebvre sont les plus « apparens pour régir la maison et même la rétablir en l'état « pristin.

« Finalement, après avoir examiné et pesé les bonnes qualités et « mérites de l'un et l'autre et signamment celles de D. Liénart, il « nous a semblé que la préférence lui pourroit estre attribuée...

« (Signé) : « GASPARD, Archevesque de Cambray.

« JÉROSME, Abbé de Saint-Ghislain.

Jean LE WAITE. »

(Fait :) « Au refuge de Crespin à Condet le dernier d'octobre 1652 » (2).

Les commissaires joignirent à leur avis « l'estat sommaire du revenu de l'abbaye de Crespin tel qu'il estoit avant la guerre.

« Premiers,

(1) Arch. de Bruxelles, loc. cit., 3^e pièce.

(2) Arch. de Bruxelles, loc. cit., 4^e pièce.

« En rentes fonsières at lad. abbaye annuellement...
 « Somme totale desd. rentes fonsières..... 3,038 l. 4 d. (1)
 « En cens et revenus de grande recepte at lad. abbaye procé-
 « dant des terres, dîmes, terrage, moulin, etc...
 « Somme totale 17,914 l. 16 s. 9 d.
 « 3° En grains de l'entremise ordinaire du grènetier at lad.
 « abbaye... Somme totale 12,893 l. 9 s.
 « 4° En bois... Profite lad. abbaye annuellement de la cospe de
 » 5 bonniers dont le bonnier pris à l'advenant de 100 l...
 « Total 500 l.
 « Somme totale du revenu de lad. abbaye de Crespin comme il
 « estoit avant les guerres porte 34,346 l. 6 s. 1 d.

**

« Mises et frais que convient de faire annuellement pour l'entre-
 « tènement de lad. abbaye,

« Premiers,
 « Sur l'avant ditte recepte des rentes fonsières y at charge à l'ac-
 « quit des héritages et fonds la somme de.... 1,145 l. 6 s. 9 d.
 « Sur la grande recepte se fraye annuellement pour la nourriture
 « des religieux et entretènement de la maison de toutes aultres
 « nécessités 27,460 l.
 « Sur la grèneterie se frayent tant pour pain, bière, avoine, poix
 « et espeaulte compris ce qui se paye aux pasteurs, officiers, ser-
 « geants et manouvriers la somme de..... 4,693 l. 8 s.
 « Sur la recepte des bois se fraye annuellement la somme
 « de 200 l.
 « Somme totale des frais comme se faisoient en lad. abbaye
 « avant la guerre 33,498 l. 14 s. 9 d.
 « Et le revenu portoit..... 34,346 l. 6 s. 1 d.
 « Par où appert qu'ils avaient bon chascun an. 847 l. 12 s. 10 d.

**

« Estat du revenu de lad. abbaye de l'an 1647 escheu à la Saint-
 « Rémy 1648.

« En rentes fonsières portantes de pleine recepte la somme
 de 3,038 l.
 « n'at esté receu cette année que..... 2,250 l.
 « Par où appert la perte de..... 788 l.
 « Des cens et rentes de la grande recepte de lad. abbaye portant
 « de pleine recepte la somme de..... 17,914 l. 6 s. 9 d.
 « n'at esté receu pour cette année que..... 12,227 l. 10 s.
 « par où appert une perte de..... 5,687 l. 6 s. 9 d.
 « De la grèneterie réduite comme dessus à la valeur de pleine
 « recepte portante 12,803 l. 9 s.
 « n'at esté receu cette année que..... 9,241 l. 10 s.
 « d'où y at eu icy perte de..... 3,651 l. 19 s.
 « Des bois ils ont esté receu à l'ordinaire environ..... 500 l.

(1) En marge on lit : la livre se prend ici à l'advenant de XX s. chas-
 cune.

Après avoir établi le budget de l'abbaye en temps de paix, les commissaires donnèrent un aperçu des pertes subies durant les guerres :

En 1647, les revenus du monastère baissèrent de 10,127 l. 5 s. 9 d. ; en 1648, ils diminuèrent de moitié, « à cause de la retraite « que fist nostre armée aux environs de lad. abbaye, après la bataille « de Lens ». La perte des revenus fut presque générale en 1649, lors du siège de Condé : l'ennemi s'empara quelque temps de l'abbaye qui eut à souffrir « par la rompure et brise dont elle reste encore en fort mauvais équipage ».

L'année 1650 n'a guère été meilleure, la plupart des terres étant demeurées en friche n'ont donné qu'un sixième comme rendement.

L'année 1651 fut également néfaste pour le monastère. « Les « armées tant de l'ennemy que la nostre aiant esté presque tout « l'esté aux environs de lad. abbaye que les religieux ont deu de « rechef abandonner, dont elle en at esté autant mal traitée qu'en « 1649 et fut esté entièrement ruinée en ses édifices par nos gens « mesmes (si ce) n'est que Son Altèze y survint en personne aiant « esté témoin oculaire de son désastre ».

Par suite de tant de ravages la maison est en « pouvre estat » et demeure obérée de 33,000 florins. Elle le serait davantage encore si les religieux « ne s'estoient contentés extrêmement de peu » pour leur vêtement et leur nourriture, ce qu'ils font encore aujourd'hui (1).

Ces différentes pièces furent remises aux conseillers d'Etat ; après les avoir examinées, ils les firent suivre en ajoutant :

« Monseigneur,

« Nous avons veu et examiné le besoigné des commissaires aiant « oys au refuge de Crespin à Condé les voix des religieux de lad. « abbaye sur le choix d'un nouveau prélat... Nous avons aussy veu « l'estat du revenu de lad. abbaye, et comme les commissaires « assurent qu'ilz ne joyssent que d'un tiers de leurs biens et que « cela ne peut suffire à leur despence ordinaire et acquit de leurs « charges et debtes que l'on a trouvé porter à trente trois mille florins, nous ne voyons pas qu'elle soit chargeable d'aucune pension.

« Ainsy advisé... le 13 novembre 1652 (2). »

Le 20 du même mois, Philippe IV, roi d'Espagne et comte de Hainaut, confirma la nomination de D. Dominique Liénart (3).

(1) Arch. de Bruxelles, loc. cit., 5^e pièce.

(2) *Id.*, 6^e pièce. — 3^e dossier, même pièce en espagnol.

(3) *Idem*, 7^e pièce, 3^e dossier. — Pour les lettres patentes, Cf. D. Gheigneur.

§ 2. — *Liénart, son entrée au couvent. — Eloges. — Ses charges. — Sa bénédiction. — Etat du pays et du monastère. — Ordonnances de Turenne après la prise de Condé. — Les religieux quittent leur maison, mendient leur nourriture. — Les soldats sèment la ruine à Crespin et dans les environs. — Liénart décrit la situation malheureuse du couvent.*

L'abbé Liénart naquit en 1609 ; il entra à 16 ans (1628) au monastère de Crespin ; il fit profession religieuse sous Dom Ghelneur, son oncle ; sous le même prélat, dans sa 25^e année, il reçut l'onction sacerdotale.

Le jeune prêtre, par ses qualités, ses vertus et sa science, attira l'attention de ses supérieurs ; il fut successivement nommé grènetier..., maître des novices..., sous-prieur..., receveur de la grande recette..., et enfin receveur général.

La santé de l'abbé Le Mosnier étant chancelante et celle du prieur débile, les deux charges étaient souvent remplies par D. Liénart (1).

L'élection de D. Dominique eut lieu au refuge de Condé, parce que l'abbaye était dévastée et qu'en 1652, il n'y avait en résidence à Crespin que 6 ou 7 religieux (2).

L'approbation pontificale obtenue, D. Liénart fut béni abbé et fit sa profession de foi en ces termes :

« Moi, Dominique Liénart, devant être béni abbé du monastère
« de Saint-Landelin à Crespin, en présence de Dieu, de ses Saints
« et de cette solennelle assemblée de frères, je promets fidélité, sou-
« mission, obéissance à l'Eglise de Cambrai dont je suis le fils et
« à Vous, seigneur Gaspard, archevêque, ainsi qu'à vos successeurs
« selon les prescriptions des saints canons et comme l'ordonne l'au-
« torité inviolable des Pontifes romains.

« (Signé :) DOMINIQUE, abbé de Crespin (3). »

L'original de cet acte est en parchemin, signé et scellé du sceau de l'abbé, sur lequel on lit la devise du Prélat : *Doctrinis Lymina* (4).

A l'occasion de sa promotion, D. Liénart fit graver ses armoiries

(1) Arch. de Bruxelles, loc. cit.

(2) Arch. du Nord, liasse 16.

(3) *Ego Dominus Dominicus Liénart, monasterii Sancti Landelini in Crispinio ordinandus Abbas, promitto coram Deo et Sanctis ejus et hac solemnī fratrum congregatione, fidelitatem dignamque subjectionem, obedientiam et reverentiam Matri meae Ecclesiae Cameracensi tibi que Gaspardo domino meo ejusdem ecclesiae archiepiscopo et successoribus tuis secundum sacrorum canonum instituta et prout praecipit inviolabilis auctoritas pontificum romanorum. — Dominicus, abbas Crispiniensis* (Arch. du Nord, parchemin, fonds de l'abbaye de Crespin).

(4) Les armes de l'Abbé Liénart sont reproduites avec son symbole : 1^o sur un ciboire en vermeil aujourd'hui encore en usage à l'église de Crespin ; 2^o sur la pierre tombale qu'il fit ériger à la mémoire de son oncle, Jacques Ghelneur ; 3^o sur sa pierre tombale dont nous parlerons plus tard.

en double exemplaire; l'un fut placé à la porte de l'abbaye et l'autre à l'hôtel de Mons. « L'escussionnier », J. Masson, reçut 12 l. pour son travail (1).

**

L'abbaye de Saint-Landelin, pillée et ravagée en 1649, 1650, 1651, 1652, 1653, 1654 (2), eut de nouveau à souffrir pendant les années 1655, 1656 et 1657, lors de la prise par les Français des villes du Quesnoy, de Condé et de Saint-Ghislain.

Nos armées et celles de l'ennemi, à cette occasion, campèrent dans le pays et firent inonder les cantons des Enclosis, de Saint-Aybert et « autres quartiers ».

En 1655, « nostre armée a posté au Pont-à-la-Haine, le long de la « rivière et lieux circonvoisins... » Les ennemis sont descendus aux environs de Condé, et le 17 août 1655 (3), après 4 jours de lutte, Turenne se rendit maître de cette ville (4).

Le lendemain fut établi l'acte de capitulation dont voici « les articles accordés par M. de Turenne et M. le maréchal de la Ferté, « généraux des armées du Roy et M. le comte de Hennin, général « de bataille et commandant dans la ville de Condé sur le confluent « Haisne-Escaut pour Sa Majesté catholique.

« Que led. comte de Hennin et tous les officiers Mres de camp, « colonelz et aultres, comme aussy tous soldatz se rencontrans présentement aud. Condé, sortiront demain XIX aoust à midy, « armes et bagages, enseignes déployées, tambour battant, mesches « allumées, de deux debout, balle en bouche et de mesme tous les « officiers de cavalerie avec les cavaliers, timballes et trompettes « touchant, qui seront rendus de bonne foy par le chemin le plus « court, en ung jour s'il se peult à la ville de Mons en Hainaut et « leur sera donné escrit suffisant à chet effet pour le retour de « laquelle serat laissé deux capitaines en otaige, lesquels seront « reconduy audict Mons par ung trompette ou tambour aussy tost « que laditte escorte serat revenue.

« Que les malades et blessés, femmes et enfans seront conduits en « batteaux seurement dès demain dans la ville de Tournay avec « escorte et lesd. ottaiges demeureront jusques à son retour.

« Ceulx qui ne pourront estre transportés présentement dud. « Condé, leur sera donné passeport pour s'en aller où bon leur semblerat, lorsqu'ils seront en estat de marcher.

« Que les prisonniers seront rendus de part et d'autre sans rançon.

« Qu'il serat accordé à la garnison 12 chariots pour conduire « leurs bagages aud. Mons, et les ottaiges demeureront jusques à « leur retour.

(1) Arch. du Nord, liasse 8.

(2) *Id.*, liasse 28.

(3) Extrait de certaines revendications faites par Tassin qui réclame modération à l'Abbé à cause de ses prairies endommagées (Arch. du Nord, liasse 28).

(4) Extrait du calendrier général du gouvernement de Flandre, du Hainaut et du Cambrésis « année 1785 ».

« Que tous ecclésiasticqz, gentilhommez, bourgeois, refugiez, les
 « églises, cloistres, maisons pieuses, et généralement toute la ville
 « seront conservez de toute fouille, pillage, sans estre obligies à
 « quelque chose que ce soit.

« Que les Srs chanoines, pasteur et aultres ecclésiasticqz, et aul-
 « tres habitez en lad. ville avec les Srs abbé et religieux de Cres-
 « pin et les Pères brigittins demeureront en leur liberté et immu-
 « nité ecclésiastique.

« Que les officiers du Sr comte de Solre, Sr Fousier de Condé,
 « magistrat et aultres officiers de lad. ville seront maintenus dans
 « leurs privilégies, charges et offices et émolumens aux sermens de
 « fidélité qu'ils presteront à Sa Majesté.

« Que les susnommés tant ecclésiasticqz que gentilhommes, bour-
 « geois, habitans et réfugiés pouldront demorer en lad. ville ou
 « s'en retirer, pendant ung an avecq saulve conduite quy leur serat
 « donné durant lequel terme, et pouldront emporter, vendre ou
 « aliéner leurs biens de telle nature qu'ils puissent estre, laissant
 « aussy mesme pouvoir à ceulx, lesquels présentement sont absents
 « de la ville.

« Que les bourgeois habitans dud. Condé seront traictez ainsy
 « que les aultres subjectz de Sa Majesté.

« Que les basteaux éstans sur les deux rivières de Hayne et de
 « l'Escault appartenant aux bourgeois dud. Condé seront conservez
 « avecq liberté de faire prouffit des marchandises dont ils se trou-
 « veront chargez.

« Aussy tost la signature de la présente capitulation, led. Sr comte
 « de Hennin fera remettre tous les dehors de la place entre les
 « mains de ceulx qui seront ordonnez pour chest effect par mes-
 « sieurs les généraux.

« Faict au camp de Condé le XVIII^e jour d'aoust 1655.

« (Signé) : TURENNE et M. DE LA FERTÉ. »

Les conditions ci-dessus demeurent accordées de la part du comte
 de Hennin au nom de la garnison et habitants « saulve les modifi-
 « cations depuis accordées de bouche de la parte de son A. de
 « Turenne et M. de la Ferté.

« Que les dehors, ny rien de la place ne serat remis entre leurs
 « mains ou des leurs pour éviter la confusion, le XIX^e au matin de
 « grand jour à 7 et 8 heures du matin et le tout s'exécutera de
 « bonne foy.

« Faict à Condé le XIX^e d'aoust à deux heures après minuit.

« (Signé) : Alexandre BOURNONVILLE, comte de Hainnin. »

A la suite de l'acte ci-dessus, nous lisons :

« Le marquis de Castelnau, gouverneur de Brest, lieutenant géné-
 « ral des armées du Roy et commandant les troupes pour le service
 « de Sa Maïesté dans le pays de Haynault,

« Veu par nous l'assurance que S. A. S. l'archiduc Léopold, en
 « datte du XX^e d'octobre dernier, qu'il ne sera point mis de garni-
 « son de la parte de Sa Maïesté catholicq dans l'abbaye de Crespin,
 « nous promettons au nom de Sa Maïesté Très Chrétienne qu'il ne

« serat point aussy mis de sa parte de sa garnison dans lad. abbaye,
« et qu'on la laissera dans l'estat où elle est.

« Faict à Condé le 4 novembre 1655.

« (Signé) : CASTELNAU.

(et plus bas : « Par Monseigneur,

« P. ANDRÉ » (1).

En 1656, le maréchal de Turenne, qui commandait l'armée de France, assiégea Valenciennes ; cette ville, après une défense héroïque de six semaines, fut secourue par D. Juan d'Autriche, qui ensuite tourna ses armes contre la ville de Condé et s'en rendit maître (2) après 25 jours de tranchée ouverte (3).

La ville de Saint-Ghislain, comme les villes de Condé et de Valenciennes, faisait l'objet des convoitises de la France et de l'Espagne ; en effet, Louis XIV s'en empara en 1655, et en 1657 elle fut reprise par les Espagnols, sous la conduite de Don Juan (4).

Au milieu de ce tourbillon, l'abbaye de Crespin, le village et les localités voisines eurent beaucoup à souffrir. Pendant le siège de Valenciennes, « la maison de cure de Crespin a esté ruinée par les « ennemis » (5). Au début du mois de novembre 1655, le monastère était menacé de recevoir une garnison, et après la prise de Condé, « ne sont restez que deux à trois religieux avec le Sr prélat pour « conserver leur abbaye et refuge dud. Condez, les aultres ayant « esté obligez de mendier leur subsistance ès abbayes d'Allemai-
« gne, Liège, Brabant et Flandres, d'où ils ne sont retournés que « peu paravant la paix publiée, ce qu'at esmeu mesdits Srs des « États de modérer deux tiers des impôts des années 1657 et posté-
« rieures, inclus le mois de febvrier 1660 ; aussy n'ont-ils payé « qu'un tiers desd. années » (6).

En 1656, les troupes commandées au « Pont-à-la-Haine, Pomme-
« roeul, Castillon, Bernissart, avec aultres soldats volontaires, guet-
« tans à toute heure ces endroits » étaient effectivement placées à Bernissart. De là advint que, lors du siège de Condé, 1656, cette « année fut la plus périlleuse », les ennemis ayant occupé la ville, les fermiers de Crespin et de Saint-Aybert ne purent faucher, « à « raison qu'il at convenu abandonner le lieu pour la descente des « ennemis à Valenciennes » (7).

L'abbaye dut cesser la perception de ses droits pendant plusieurs années, parce qu'il « estoit nécessaire pour rendre le village habi-
« table de se relâcher quelque temps de la perception » (8).

Le village de Quiévrechain eut à subir, lui aussi, des désastres

(1) Arch. du Nord, liasse 28.

(2) *Id.*, liasses 17 et 28.

(3) Calendrier général de 1785, loc. cit.

(4) Arch. du Nord, liasse 28.

(5) *Idem.*

(6) Arch. du Nord, liasse 18.

(7) *Id.*, liasse 28 : Tassin demandant modération.

(8) Arch. du Nord, liasse 28.

durant ces invasions ; témoin ce contrat passé en 1660 entre l'abbé Liénart et Jean Boursier, son fermier. Parmi les obligations du locataire, il est porté : « A charge pour led. Boursier de raccommoder, restablir et réédifier enthièrement la maison, cense, grange et estables, ruinées par les guerres. » L'abbé s'engagea à livrer à son locataire « les chênes ronds, combles, lattes et aultres bois, tant pour raccommoder les chassiss, portes, fenêtres, planchers, que la paille nécessaire pour recouvrir lad. maison, grange, estables, et prenant à sa charge, le fermier tous soiaiges, massonnages, plaquage, etc... » (1).

En 1654, « le village de Curgies at esté abandonné et désert infructueux depuis la guerre, et par les ruynes insupportables d'ycelle » (2).

En 1655, le presbytère de Quiévrain a été brûlé par « les gens de Ravenel qui y logeoient » (3) ; rebâti, il fut incendié et les murailles « enthièrement ruinez l'an 1666 » (4).

« La maison presbytérale de Qouroube a esté saccagée par les ennemis au siège de Valenciennes, le pasteur du temps l'a fait rebastir à ses frais » dans le cimetière où elle est encore à présent, dit un acte daté de 1672 (5).

A Bernissart, à cause des calamités, le maire, C. Boudin, fut absent du village dès 1655 et n'y revint que longtemps après.

**

Ces ravages plongèrent l'abbaye dans la plus grande misère, ce qui détermina le prélat de Saint-Landelin à adresser cette requête au roi Philippe :

« ...Pendant ces guerres présentes, nostre abbaye et tout ce qu'y en dépend, a souffert tant des logemens d'armées entières de soldats, tant de fois esté pillés et plusieurs fois saccagés. Mesme les ennemis, à la prinse de Condé ayans aussy bouleversé de fond en comble la maison, emportés toutes les cloches, et généralement tous aultres meubles et ustensiles avec toutes les argenteries et ornemens servants au service divin. Pour ne veoir mourir ses pauvres religieux de faim, nostre prédécesseur a esté constrainct de lever argent à fraix et s'en debter de tous costés, et depuis sa mort, le remonstrant at toujours sous espoir que le temps se méliorant, il se pourroit deschairgé par sa mesnagerie (économie) et bonne conduite. Mais par la continuation desd. misères mesme encore ce jourd'hui et passez plusieurs jours, lad. abbaye, logée du duc de Wittemberg avec toute sa suite qui achèvent de ravager le peu restant et jusques aux petites provisions et portions des pauvres religieux qui sont par ce moyen réduits au pain et à l'eau. Le remonstrant ne peut parvenir à l'exécution de ses des-

(1) Arch. de Groy, carton 70, p. 31.

(2) Arch. du Nord, liasse 3.

(3) *Id.*, liasse 15.

(4) *Id.*, liasse 22.

(5) *Id.*, liasse 15.

« seins de remettre ses affaires en meilleur état pour peu à peu se
 « décharger de sesd. debtes et donner satisfaction aux créanciers
 « qui ne se veulent plus contenter d'espérances ny de bonnes
 « paroles, le persécutant de tous costés, le menaçant de faire saisir
 « tout son revenu, mesme d'aucuns l'ayant déjà fait mettre à exé-
 « cution et à grans frais, tellement qu'il n'oseroit envoyer ses
 « chevaux ny aultre de ses biens à Mons, Valenciennes ny ailleurs,
 « où il se trouve redevable tant par la levée d'argent à fraix comme
 « aultrement, où cependant il luy est nécessaire d'aller ou envoyer
 « journellement tant pour ses affaires que pour en thirer les provi-
 « sions nécessaires pour le petit entretien de la maison. Cause pour-
 « quoy, je supplie Sa Majesté d'accorder attermination de quelques
 « années pour satisfaire aux vacations, et, pendant ces mesmes
 « années d'interdire toutes poursuites et saisissemens du temporel
 « de l'abbaye, pour amasser quelques ressources et nous
 « descharger. »

Sa Majesté, prenant en considération l'état du monastère de Saint-Landelin, accorde au suppliant, le 13 octobre 1655, « de ne païer
 « aucuns de ses créanciers en dedans deux ans », parmi lesquels le
 roi Philippe énumère : « J. Delarue, P. Navarre, P. Hurame, J. Ubi-
 « caert, P. Cardon, A. Lefebvre, H. Bouchault, F. des Cornels,
 « J. Cauchez, P. Lejuste, F. Hoye, S. Briastre, J. Nieurant,
 « P. Leroy, M. Ubicaert, J. des Mostiers, P. Mathieu, P. du Bois et
 « N. Hardy. » Les « crédeurs appelez et ouïs », le roi continua :
 « Nous décrétons que l'abbé de Crespin pourra librement aller, fré-
 « quenter et séjourner en tous nos pays, terres et seigneuries, pour
 « vacquier et entendre ses affaires, sans que sesd. créanciers puis-
 « sent le faire arrester, troubler ou empescher en corps ny en biens,
 « à cause de leurs dittes debtes en quelle façon que ce soit... » (1).

§ 3. — *L'abbé accorde des dimissoires. — Les édifices en ruines. — Les terres abandonnées. — Le Honniau cause des ravages. — Les moines poursuivis pour leurs dettes.*

A cause des calamités et des désastres, le 4 septembre 1655, l'abbé donna une lettre dimissoire à D. François Descamps et, plus tard, à D. J.-B. Lefebvre, D. Adelin et D. Domitien Fermault (frères), D. Henri et D. Michel Boucault (frères), D. Dominique Cochin, D. Léon Bouly, D. Ignace Moreau (2).

En 1657, D. Liénart remit à un de ses Bénédictins cette dimissoire :

« Nous accordons à D. Adrien Marescaux, sous-prieur du monas-
 « tère de Saint-Landelin, l'autorisation de se présenter dans un
 « monastère de notre ordre ou de tout autre, attendu que les

(1) Arch. de Croy, carton 72, p. 191.

(2) Arch. du Nord, liasse 18.

« guerres présentes et continuelles nous ont complètement dépouillé
 « et nous mettent dans l'impossibilité de nourrir nos religieux et de
 « subvenir à leurs besoins. C'est pourquoi, pour l'amour de Dieu,
 « nous supplions les R. Prélats chez lesquels il se présentera de
 « l'accueillir avec charité...

« Donné en notre refuge à Condé, le 18 mars 1657,

(Signé) : Dominique LIÉNART,

« Abbé de Saint-Landelin » (2).

Avant de quitter le monastère, le prélat remettait à ses fils spirituels cette lettre testimoniale pour être présentée aux abbés des monastères où ils s'adresseraient :

« Depuis plus de vingt ans, partout règnent les calamités ; toutes
 « le provinces de la Belgique soumises au roy catholique sont ruinées, tous les monastères situés sous sa puissance sont dépouillés et dépouillés de leurs biens ; mais aucun n'a été éprouvé
 « comme celui de Crespin. Etant situé à peu de distance de la ville
 « de Condé, il fut honteusement ravagé, et souffrit cruellement
 « dans ses biens et ses revenus, au point qu'il n'offre aux regards
 « que l'aspect d'un cadavre.

« En 1650, tristes et impuissants, les religieux de Saint-Landelin
 « ont assisté au pillage de l'abbaye et n'ont pu retenir leurs larmes
 « en voyant briser ou emporter 22 cloches de leur campanile. Les
 « soldats ont brisé les fenêtres, les vitraux, et ont enlevé les portes
 « du monastère. Dans leur fureur stupide, ils ont enlevé les plombs
 « et les ancras des édifices. Les cuivres, les étains, le mobilier, les
 « ustensiles, les vaches, les chevaux, tout a été emmené, et les
 « champs sont demeurés incultes.

« Le même pillage se renouvela en 1651 ; et en 1652 « il y eut
 « guerre à Crespin ».

« L'année 1654 fut plus funeste encore que les précédentes, notre
 « maison fut pillée et ravagée tour à tour par les armées espagnoles et par les armées françaises.

« Durant le siège de Condé, non seulement nous avons subi les
 « mêmes désastres, mais encore toutes nos moissons ont été perdues
 « et nos revenus furent insignifiants.

« Pour comble de malheur, nos fermes ont été incendiées, nos
 « moulins brûlés ou détruits, notre couvent est tombé en ruines et
 « nos champs sont demeurés en friche. Ce que nous souffrons et ce
 « que nous avons souffert est inénarrable.

« A tant de calamités vient s'ajouter l'édit du Roy qui nous défend
 « d'être plus de vingt-deux religieux et qui n'autorise chez nous ni
 « troupeau, ni mobilier.

« Tant de privations nous mettent dans l'impossibilité absolue de
 « nourrir nos moines et de leur donner le nécessaire. Toutefois, il
 « ne s'agit ici que d'affaires matérielles, mais ce qui m'inquiète le
 « plus, c'est la question du salut de nos religieux ; je ne puis me
 « résoudre à les voir rentrer dans leurs foyers, moins encore à les

(1) Arch. du Nord, liasse 16 : Acte en latin.

« rencontrer chez des séculiers. C'est pourquoi je fais le plus pressant appel à votre humanité et à votre charité, vous suppliant de recevoir quelques-uns de mes moines, afin que par le contact et les exemples de vos fils spirituels, ils entretiennent et développent en eux l'esprit monastique.

« Et si un jour (ce qu'à Dieu ne plaise), des désastres s'abattaient sur votre maison et forçaient vos fils à se disperser, je vous rendrais le service que je vous demande aujourd'hui. J'attends donc de votre bienveillance le meilleur accueil à ma supplication.

« Votre très humble...

« DOMINIQUE, abbé de Crespin » (1).

La supplique de D. Liénart reçut bon accueil et, le 3 novembre 1668, il écrivit à un abbé pour lui exprimer sa vive reconnaissance de ce qu'il avait reçu plusieurs de ses religieux (2).

Quand les moines de Crespin rentrèrent dans leur abbaye, ils furent poursuivis pour leurs dettes et condamnés.

En effet, « D. Dominique Liénart, abbé ; D. Llandelin Denis, prieur ; D. François Deschamps (3), procureur ; D. Ch. Lefebvre, D. Jean Meurice, D. Léon Bouly, D. Jacques Derin, D. Benoît Daussy, D. Laurent Douville (4), D. Adrien Marécaux, D. Michel Fiefvet, D. Aybert d'Ath (5), D. Claude de Brustel, D. Adelin Fremaut, D. Pierre Pollereau, D. J.-B. Lefebvre, D. Henri Bouchaut (6), D. Théodore Joveneau, D. Dominique Daussy et D. Ignace Moreau déclarèrent : Nous trouvant condamnés par sentence de la cour de Mons au paiement des canons et remboursements de deniers capitaux de plusieurs rentes à l'advenant du denier XVI pour subvenir aux nécessités engendrées pendant les guerres passées, au profit de G. Dursens pour 262 l. 10 s., à G. Tassin pour 209 l. 1 s. 3 d., à M. Wicart pour 100 l. ;

« Nous n'avons trouvé moyen plus expédient, de requérir à Sa Majesté Catholique et à Mgr l'archevêque de nous permettre de pouvoir lever à frais 7.800 florins... »

Ce qui fut accordé par Monseigneur le 20 octobre 1660 et par le Roy le 31 mars 1661 (7).

Cette somme fut prêtée par Mme du Maisnil.

Le 14 avril 1661, les religieux prenaient l'engagement de payer chaque année aux héritières « l'une chanoinesse à Mons, l'autre à Maubeuge, 300 florins de rente » (8).

(1) Arch. du Nord, liasse 18, pièce en latin.

(2) Arch. du Nord, liasse 34.

(3) Fut parrain à Crespin le 29 avril 1655 (Arch. de l'Etat-Civil à Crespin).

(4) Fut parrain le 31 août 1653 (Arch. de l'Etat-Civil de Crespin).

(5) Fut parrain en 1668 (Arch. de l'Etat-Civil de Crespin).

(6) Fut parrain en 1654 ; on trouve D. François en 1663 (Arch. de l'Etat-Civil de Crespin).

(7) Arch. de l'Etat à Mons, abbaye de Saint-Landelin.

(8) Arch. du Nord, liasse 20.

Outre cet emprunt, l'abbaye devait quelque somme d'argent à la veuve J. Wicart; de son côté, cette « demiselle » était redevable pour 5 années de rentes de 11.257 l. 5 s. 6 d. Les comptes établis le 12 janvier 1668 portent que la veuve reçut 366 florins (1).

Le 29 juillet 1660, l'abbé remit une quittance à M. de Beaurieux qui lui « avoit compté 100 florins dus au monastère » (2).

Dans un compte rendu à la Toussaint 1665, il est établi qu'il demeure dû à la pitance de l'abbaye par : « Le curé de Crespin, les « pauvres, les confrères de Saint-Sébastien, l'église paroissiale, la « chapelle N.-D., la chapelle Sainte-Catherine et l'hôpital, quel-
« ques menues rentes » (3).

§ 4. — *Différends. — G. Tassin expose ses malheurs, et les Condéens leurs calamités. — Acquisitions. — Baux de fermes.*

Les troubles engendrèrent les procès.

La première difficulté (dont nous ignorons la conclusion), surgit entre l'abbaye de Crespin et celle de Vicoigne.

En 1214, le monastère de Saint-Landelin avait abandonné à celui de Sainte-Marie certains revenus qu'il possédait à Curgies, moyennant une redevance annuelle (4).

Le couvent de Vicoigne refusant de payer depuis 1644, les moines de Crespin, le 23 mars 1654, portèrent leur réclamation à la cour de Mons (5).

Les religieux de Vicoigne déclarèrent :

« j. La redevance annuelle de dix rasières de froment et d'avoine
« est fausement prétendue.

« ij. A raison que le village de Courgyes est abandonné et désert
« ou tout à fait infructueux depuis la guerre et par les forces et
« ruines insupportables d'icelle.

« iij. Chacun sçait que led. village est exposé aux dangers, pas-
« sages et repassages des gens de guerre, tant des nostres que de
« l'ennemy.

« iiij. Il est vray que, pour des forces majeures, les terres et les

(1) Arch. de Condé, GG 94.

(2) Arch. du Nord, fonds de l'abbaye de Crespin, pièce originale.

(3) Arch. du Nord, liasse 7.

(4) En 1174, Baudouin, Abbé de Crespin, concéda à Vicoigne toute la terre que son monastère possédait à Curgies moyennant 100 sols. En 1214, Guillaume, Abbé de Crespin, fit un nouvel abandon au couvent de Vicoigne, moyennant la redevance annuelle et perpétuelle de 10 huitteux de blé dur et autant d'avoine de bon grain. Ces conditions, ajoute une note au bas de la chartre que nous citons, étaient encore observées en 1771. — Le fermier de Crespin allait percevoir ce grain à Curgies dans la grange qu'y possédait le couvent de Sainte-Marie (Coll. Moreau, t. 119, pp. 60, 61 et 63).

(5) Arch. du Nord, liasse 22.

« terroirs de ce lieu et des voisins ne sont labourez ni cultivez du
« moins pour la plus grande partye.

« v. Aussy que quand les misérables laboureurs y ont passé leur
« temps et y exposer en frais de labours et semences ce que leur
« estoit dessein de recueillir quelques despouilles en son temps, les
« soldats en ont profité à leur exclusion, passant et repassant,
« logeant et picgnorans en tout temps et le plus souvent en troupes,
« voire légions et années entières et qui ont fait des dommages
« incroyables.

« vj. Aujourd'hui d'une nation, demain d'une autre ; une fois
« d'ung commandement destrangers et ung autrefois par ceulx du
« pays, par les nostres et par l'ennemy.

« vij. Et ainsy sans aucun repos ny remède et que par une évi-
« dente destruction des maisons, censes et champs, en sorte que
« les droits de disme et autres ont cessé dès lors et n'ont rapporté
« aucun profit aux maistres d'iceulx ny aux censiers ou fermiers.

« viij. Que de tout ce que les deffendeurs ont de propre aud.
« village de Courgyes, en fonds ils n'en ont profité d'ung escu.

« ix. Leurs censiers, dismeurs et sergeins l'affirment par serment.

« x. Si on doit led. froment et avoine pour la cession de la disme
« et terrage dud. Courgyes, par l'édit de l'an 1587, il est ordonné
« de compatir au mal publicque et commun de la guerre.

« xj. D'où se tire cette conséquence que les fruits ne naissans
« ou renaissans ou ne pouvant estre perçus ne engrangés en cha-
« que année ou y estans perdus par une force maieure, la redevance
« annuelle doit cesser pour iceulx ou estre modérée, juste et pro-
« portionnelle aux pertes et intérêt desd. fruits. Sans doute, les
« requérans deuveront estre renvoyés de leurs conclusions, et de
« laisser paisibles les inthimés et leurs fermiers...

« Fait le dernier de juillet 1654 (1). »

★★

Une autre difficulté surgit entre l'abbaye et les chanoines de Condé. Le 29 mai 1653, le chapitre somma le Prélat et les hommes de loi de Crespin, parce qu'ils négligeaient d'entretenir les courants du marais de la Chapelle (dont les eaux se jettent dans la Savernière) et qu'ils n'ouvraient pas en temps opportun le « vantail » de cette rivière, pour permettre aux eaux de se jeter dans la Haine.

L'affaire demeura en suspens jusqu'au 5 juin 1654 ; à cette date, les religieux et les habitants de Crespin sommèrent à leur tour le chapitre Notre-Dame et lui rappelèrent le contrat de 1220 (2), qui porte entre autres articles : « Les parties entretiendront le courant à leur volonté. » Toutefois, ajoutent le Prélat et ses sujets, tout en reconnaissant la nécessité d'entretenir la Savernière (ce que nous sommes tout disposés à faire), nous ne voulons rien céder des droits que nous accorde le contrat (3).

(1) Arch. du Nord, liasse 3.

(2) Coll. Moreau, t. 127, p. 199 et 205.

(3) Arch. du Nord, liasse 8.

Quelques années plus tard, les manants de Thivencelles furent pris à partie, parce qu'ils avaient négligé l'entretien de la Saverrière, ce qui a occasionné l'inondation des prairies et les a rendues infructueuses.

**

Le Seigneur des Sarty, lui aussi, se trouve en défaut : il a négligé l'entretien du courant qui lui a été permis d'établir dans les marais. Par suite de cette négligence, les prairies ont été inondées.

Ces quelques différends furent tranchés à l'amiable, chacun se conformant aux obligations contractées (1).

**

Le 29 novembre 1659, vint s'ajouter une autre difficulté créée par G. Tassin ; ce fermier refuse de payer ses fermages des années 1655, 1656 et 1657, parce qu'il lui a été impossible de retirer quelques fruits des pâtures sises à Saint-Aybert.

« Notre armée, dit-il, a posté au pont à la Haine et du loing la « rivière de Haine et lieux circonvoisins, l'an 1655.

En 1656, tout « le quartier fut inondé et il ne put aborder ses « prairies, les troupes commandées au pont à la Haine, Pomeroel, « Catillon, Préau, Bernissart et aultres soldats volontaires, guettans « à toute heure ces endroits, l'auroient empesché, à cause qu'ils « enlevoient les biestes, chevaux et aultrement... »

Enfin, le changement des affaires de ce temps avec celui de l'an « 1602, le premier de ses fermes..., la juridiction de Crespin, con- « tributaire de l'ennemi du Quesnoy, autant de difficultés qui ont « mis le locataire dans l'impossibilité de faire paître ses bestiaux, « pour le péril de les voir enlever » (2).

La question en litige fut portée à la Cour de Mons, qui, le 7 mai 1658, procédait à l'audition de 11 témoins dont nous résumons les dépositions :

Une partie des prairies de Saint-Aybert a été affermée à quelques particuliers de Tournai, auxquels le Prélat a accordé « modération » pour les années 1655, 1656 et 1657 ; l'autre partie est occupée par G. Tassin, et fait corps avec la ferme de Saint-Aybert.

Les témoins déclarent qu'en 1655 Tassin pouvait faucher ses prairies et les faire pâturer comme ont fait les autres fermiers, « à rai- « son que les ennemis sont seulement descendus aux environs de « Condé, et semparez dicelle ville au demy aoust en 1655 ».

Pour l'année 1656, « qui fut la plus périlleuse », les fermiers n'ont pu faucher leurs prairies, « à raison qu'il a convenu aban- « donner le lieu pour la descente des ennemis à Valenciennes et le « peu d'herbe qui étoit resté fut mangé par les bestiaux des pay- « sans ; cependant les locataires ont pu faire pâturer à l'arrière- « saison, après la sortie des ennemis de Condé » ; d'où la récolte fut évaluée à un quart.

Pendant l'année 1657, les prairies n'ont pas été inondées. Les

(1) Arch. du Nord, liasse 14.

(2) Arch. du Nord, liasse 28.

témoins s'accordent pour dire « qu'en 1652 il y avoit aussy guerre « au village de Crespin et que cette communauté fut successive-
« ment en la contribution de Guisé et du Quesnoy ».

Se voyant débouté, Tassin employa un autre argument et rappela que les fermiers de Bernissart avaient été exonérés de leur rendage. A cette objection, R. Roussiau de Bernissart répondit : « La raison « est que les gens de guerre y estoient effectivement placés, ce qui « n'estoit pas à la Chapelle, qui d'ailleurs est garanti par la « rivière »..., etc.

La Cour condamna Tassin à payer ses « arriéraiges », cependant l'abbé Liénart lui accorda quelque « modération » comme aux autres fermiers (1).

Des réclamations analogues ayant été présentées par le fermier des terrages d'Hensies, de Quiévrain et de Montreuil, l'abbé eut pour lui « égards et considération » (2).

**

A la suite des guerres, des troupes continuèrent à camper à Condé : « Oultre le nombre ordinaire des soldats qu'il y at pour « garnison, se trouvent cinq terces (régiments) d'infanterie con-
« tenant 54 compagnies quy font obéyr et plyer la bourgeoisie à « leur discrétion par leur trop grand nombre. »

La plupart des bourgeois ont à nourrir 14 à 15 bouches, « ce qui « est excessif en considération de la petitesse de la ville (3) ».

Le refuge de Crespin ne fut pas exempt de cette imposition ; les religieux présentèrent une requête pour en être déchargés, exposant « leur totale et absolue ruine ». La Cour fit droit à leur réclamation, mais le maire de la ville de Condé n'en tint aucun compte. Les moines protestèrent, et la Cour, le 28 février 1657, ordonna au mayeur et aux échevins de Condé d'avoir à se soumettre dans les trois jours, ajoutant que tout délai entraînerait une amende de 100 florins (4).

La ville se soumit, mais à regret ; et 10 ans plus tard, elle s'adressait au gouverneur des Pays-Bas, demandant d'imposer le refuge de Crespin comme les autres habitations... ; elle n'obtint pas une réponse favorable.

Une seconde supplique suivit cette décision, et finalement, par une apostille datée du 17 septembre 1668, la question fut solutionnée à la satisfaction des magistrats de Condé, qui logèrent au refuge de Crespin le maître de camp Marquembourg (5).

Cette décision étonna les religieux de Crespin, qui firent observer le 16 octobre 1668 qu'il n'y avait aucune raison de loger le maître de camp dans leur refuge. Ils ajoutèrent que dans la ville certaines maisons sont vacantes, entre autres plusieurs appartenant au

(1) Arch. du Nord, liasse 28.

(2) *Idem*, liasse 16.

(3) *Idem*, liasse 28.

(4) *Idem*, liasse 10.

(5) Arch. du Nord, liasse 28.

mayer de Condé, dont une est très spacieuse (1) ; les moines, cette fois, eurent gain de cause.

Malgré cette sentence, prononcée le 6 novembre 1668, Marquembourg ayant continué d'habiter le refuge, la Cour de Mons condamna sévèrement le mayer et les échevins de Condé (2).

**

Au sein des malheurs, l'abbaye recueillit quelques avantages :

« Cachereau des biens acquis depuis 1660 par le Révérend Prêlat de Crespin, D. Dominicq Liénart... »

« 1° 4 huittelées de terre aux Escofebvres tenant à la terre du Missus »... ;

« 2° Une huittlée et demie de terre au Huart Cambier tenant au Poireau... ;

« 3° Cinq quartiers au camp de la Fontaine... ;

« 4° Deux huittelées de pré aux Enclosis... ;

« 5° Une demi-rente entière portant deux deniers fors, deux hui-teux d'avoine, un chapon, une corvée à prendre sur tous les héritages des Pères jésuites situés à Crespin (3).

« 6° Une mesure et une houblonnière tenant de « sens as rues, as ruelle et à l'abbaye pour 300 liv. (4). »

**

Le 10 septembre 1661, Jacques Briquès a donné : ...à l'abbaye 1 houblonnière sise en la rue de la Louvière et 2 huittelées de terre sur la Haute Amblise, à charge d'une messe à perpétuité qui sera célébrée chaque semaine à l'autel privilégié..., etc. (5).

Le 28 juin 1662, la chapelle de Sainte-Catherine, fondée en l'église paroissiale de Crespin fut unie au monastère moyennant la redevance annuelle de 11 liv. 2 sols. En 1776, cet accord était encore en vigueur ; l'abbaye en retard de 8 années paya en argent de France 55 l. 10 s. (6).

**

En 1653, l'abbaye a donné à rente « une vièze maison ruinée par les François à la prinse de Condé et par les ennemis françois gisante en la rue du Pont à la Cloye » (7).

Jean Leclercq a pris à ferme « la maison, cense et entrepresure » de la chapelle Saint-Nicolas entre deux Haine, avec le droit de dîme et de novalles. La durée du bail était de 9 ans ; l'entrée en jouissance fut fixée au 1^{er} octobre 1656. Outre le montant de sa location, le fermier s'est engagé à payer annuellement 24 l. de cire, 100 liv. de beurre, 6 liv. et 1 veau gras vers la fête des Rois, soit 806 liv. (8).

(1) Arch. du Nord, liasse 13.

(2) Arch. du Nord, liasse 3.

(3) Arch. de Condé, GG 94, 1^{re} pièce.

(4) *Idem*.

(5) Arch. de l'Etat Civil, mairie de Crespin.

(6) Arch. du Nord, liasse 29.

(7) *Idem*, liasse 8.

(8) *Idem*, liasse 16.

En 1659 et en 1665, la veuve de Michel Douchy a repris à bail pour six ans le moulin de Crespin (1).

Le 23 août 1660, Nicolas Mabile a repris à cense « la maison, « cense, estables, bergerie, fournil, cours, marescauchies, et jardin « de Montignies-sur-Roc ». Cette ferme contenait « d'entrepresure 9 huittelées environ » (2).

§ 5. — *Les statuts de la confrérie de Saint-Landelin renouvelés. — Maladies contagieuses. — Professions. — Mort de D. Liénart*

L'abbé Liénart reconstitua les chartes de la confrérie de Saint-Landelin.

A la suite des divers articles qui composent ces « coutumes » le Prélat ajouta :

« Voulant satisfaire aux prières des personnes enrôlées dans la « confrérie de Saint-Landelin, requérantes les présentes chartes et « coutumes estre par nous renouvelées et confirmées (les anciens ayant esté perdues par les guerres dernières), les ayant trouvé « d'après témoins conformes aux vieilles et ne contenant rien de « contraire aux bonnes mœurs, accordons et permettons qu'elles « soient mises en lumière et que selon la teneur d'icelles les mentionnés confrères se puissent régler à la plus grande gloire de « Dieu et à l'honneur de notre fondateur et patron, saint Landelin. « Fait à Crespin, ce 28 mars 1666,

« DOMINIQUE, abbé de Crespin (3). »

Peu auparavant, Liénart avait rétabli les chartes « coutumes » de la confrérie du T. S. Sacrement, érigée dans l'église paroissiale de Crespin ; en 1666 cette confrérie recevait une rente de 23 sols qui lui était due pour les années 1664 et 1665 (4).

La peste sévit en même temps que la guerre.

En 1652 et en 1653, toutes les bénédictines de Mons furent victimes du fléau ; il ravagea Cambrai en 1663, Dunkerque en 1666, Valenciennes en 1668 ; la plupart des petites rues de cette ville furent désertes et tous les couvents furent atteints. En 1669, le nombre des morts à Valenciennes atteignit 16.000 (5). D'après une chronique, la contagion commença dans cette ville « par une maison

(1) Arch. de Croy, carton 72, p. 183-184.

(2) N.-B. : Un des marais de Montignies portait le nom de pâture St-Landelin (Arch. du Nord, liasses 11 et 5).

(3) Cf « Les SS de Crespin ».

(4) Arch. du Nord, série H, fonds de l'abbaye de St-Landelin, extrait d'un compte.

(5) Arch. hist. et litt. du Nord de la France, par Leroy, Leglay et Dinaux, t. II, p. 244 et suiv.

où avoit logé quelqu'un d'Ath » vers la mi-juin 1668 ; elle sévissait encore au mois de septembre.

Le village de Crespin compta beaucoup de victimes, et au nécrologe du monastère on enregistra un grand nombre de décès.

Le 10 octobre 1664, on annonce la mort d'un confrère d'Anchin. Le 27 décembre, on annonça la mort d'un confrère d'Alne. Au mois de janvier 1665, les 4, 13 et 22, on apprend la mort d'un moine d'Anchin, d'un moine de Saint-Jean de Valenciennes et d'un moine de Saint-Ghislain.

Le 6 février suivant, on annonce plusieurs décès survenus aux monastères de Saint-Ghislain, de Saint-Martin de Tournai, de Vicoigne, de Saint-Focillan, d'Hasnon, de Saint-Denys en Broqueroye et de Grammont (1).

Au mois de juin 1666, on apprend au monastère de Saint-Landelin la mort de cinq confrères, deux de Saint-Ghislain, un de Saint-Denys, un de Saint-Martin et un de Saint-Aubert. La pièce que nous résumons porte : « Pour les cinqz billets des confrères « trespassez y compris deux trentels (2) et les salaires des porteurs, « payez selon l'ordinaire 8 liv. 2 sols (3). »

Par précaution sanitaire, le 30 juillet 1668, « at esté commandé « et crié à son de trompette qu'on auroit à tenir au logis chiens, « chats, pouilles, pigeons. Autrement qu'il estoit ordonné de tuer « chascune de ces bestes qu'on rencontreroit par les rues, ou voi- « roit sur les murs et les toicts. Puis peu après on a défendu de « vendre aucun fruit malsain, comme noisettes, pruneaux, etc. ; « et de manger ny tuer porcs, veaux, etc., et ce à cause que la con- « tagion augmentoit... » (4).

**

Malgré les calamités de l'époque, ou peut-être grâce aux malheurs du temps, les vocations religieuses se multiplièrent sous la prélature de D. Dominique ; nous citons : les professions de Ignace Moreau et Dominique Cochin en 1654, et celles de Paul Delawarde, Georges Sarrazin et Domitien Fermault en 1662.

L'acte qui suit, rédigé à l'occasion de cette triple profession, nous montre la gravité qui présidait à l'admission :

« Nous, religieux soussignés, réunis en chapitre le 18 juin 1662, sur la demande d'acceptation à la profession présentée par le prieur au nom de J.-B. Delewarde, Georges Sarrazin, Henri Fesnault tous trois novices du monastère de Saint-Landelin depuis onze mois environ. Nous attestons qu'après un sérieux examen sur la vie et les mœurs des susnommés, nous n'avons rencontré aucun obstacle à leur réception. C'est pourquoi nous acquiesçons à leur demande afin qu'ils soient admis à la profession religieuse.

(1) Arch. du Nord, liasse 20.

(2) Trentin, trentier.

(3) Arch. du Nord, liasse 15.

(4) Chron. de St-Denys en Broqueroye, manuscrit conservé chez Mgr Cappliez, archip. doyen de St-Nicolas à Valenciennes.

« En foi de quoi ont signé :

« D. Landelin, prieur ; D. Léon Boulit, D. Jacques Derue, D. Laurent Douville, D. Michel Fiefvet, D. Claude, D. Jean Meurisse, D. Descamps, D. Benoît d'Haussey, D. Adrien Marescault, D. Aybert d'Ath, D. Henri Bouchaut, D. Adelin Fermault, D. Dominique Cochin, D. Ignace Moreau » (1).

★★

Nous n'avons aucun détail sur les derniers instants de l'abbé Lié-

D. Léon Boulit
 D. Jacques Derue
 D. Descamps
 D. Benoît d'Haussey
 D. Adrien Marescault
 D. Aybert d'Ath
 D. Henri Bouchaut
 D. Adelin Fermault
 D. Dominique Cochin
 D. Ignace Moreau

Fig. 51. — Signatures de l'acte d'admission à une triple profession (1663).

nart ; nous savons seulement que sa dernière maladie fut de courte durée (2)... la peste peut-être ?

Le Prélat était à sa mort dans la 59^e année de son âge, la 40^e de sa profession religieuse, la 34^e de son sacerdoce, et la 16^e de sa prélature.

En 1906, M. Helle de Crespin, propriétaire d'une maison située sur la place de l'ancien marché, en changea les dalles ; il constata que l'une d'elles portait au revers l'inscription suivante :

(1) Arch. du Nord, lias. 14 et 15.

(2) Arch. de Bruxelles, loc. cit.

« R. AC AMPL. D. D. DOMINICVS LIENART
 « ADIACENTIS NEPOS EIVSQUE VIRTVTVM
 « AEMVLVS AC DIGNITATIS MEDIETATE
 « SVCCESOR OBIIT 19 OCT ANNI 1668
 « REQUIESCAT IN PACE (1). »

La pierre est bleue, en forme de losange ; elle est bordée d'un filet en marbre blanc ; chaque côté mesure 0 m. 85.

A l'angle supérieur se trouve un creux laissé par la disparition d'une petite tablette de marbre blanc sur laquelle avaient été gravées les armes du Prélat ; quelques fragments de ce marbre gisaient sur le sol.

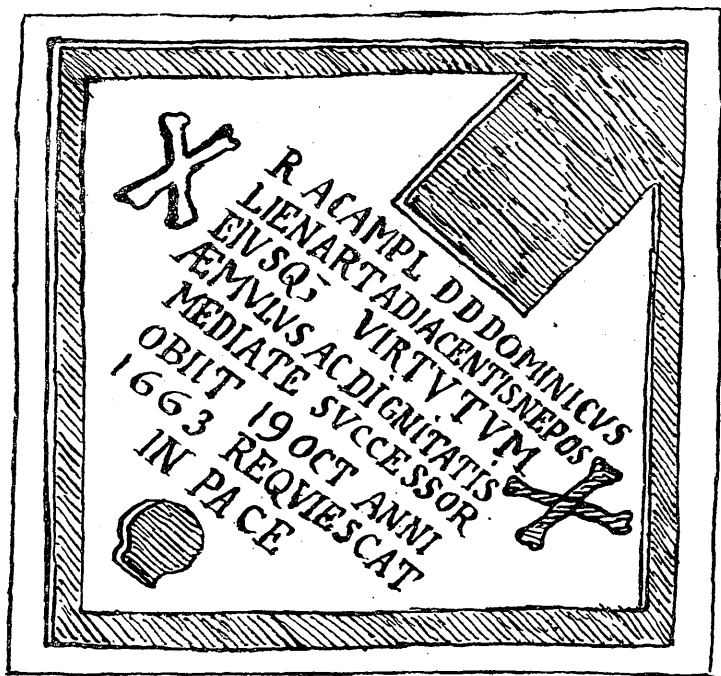


Fig. 52. — Pierre tombale de D. Liénart.

A l'angle inférieur, se trouve un crâne gravé sur une plaquette de marbre blanc et scellée comme l'avait été l'écusson abbatial ; aux deux angles opposés avaient été gravés et scellés des tibias placés en forme de croix de Saint-André ; ceux de gauche ont disparu.

(1) Ici repose le Rd et Honorable D. Dominique Liénart, neveu d'un des derniers Prélats (Ghelneur) dont il fut l'émule dans la pratique des vertus et le successeur médiat dans la dignité abbatiale. Il mourut le 19 octobre 1668.

Qu'il repose en paix.

N.-B. : La Gallia fixe la mort de D. Liénart au 12 octobre.

CHAPITRE VII

LEON BOULY (1668-1669)

§ 1. — *Les religieux exposent la pauvreté de leur maison
Nomination de commissaires. — L'élection*

Le prieur, D. Lambert, ayant été rappelé à Dieu quelque temps avant l'abbé, le sous-prieur et les principaux de la maison régèrent l'abbaye. C'est en cette qualité qu'ils informèrent les autorités de la mort de leur abbé. Ils écrivirent au Connétable :

« Monseigneur,

« Désirans nous acquiescer de nos devoirs, nous venons adviser
« Vostre Seigneurie qu'il at pleu à Dieu d'appeler de ce monde,
« le 19^e du courant, Mgr Dominicq Liénart, nostre Rd Prélat. Ce
« qu'il nous donne subject de la supplique d'avoir la bonté de
« dénommer des commis pour vacquer à l'élection d'un successeur,
« au moins de faire ce que sera possible, de tant que nostre abbaye
« at esté totalement pillée et ruinée pendant les guerres dernières
« et se trouve chargée de grosses debtes que l'on n'at peu deschar-
« ger pendant le petit cours de la paix dernière..., nous disans,

« Monseigneur, de Vostre Seigneurie...,

« D. Jean Meurice, D. Léon Bouly, D. François Descamps,

« D. Adrien Marescault, sous-prieur.

« Crespin, le 20 octobre 1668 (1). »

Le 26 octobre 1668, Mgr le Connétable (2), lieutenant des Pays-Bas, répondit de Malines à cette requête en nommant commissaires l'abbé de Saint-Ghislain et le premier conseiller de Hainaut (3).

Le 25 novembre, les commissaires se rendirent au monastère de Crespin. Le lendemain, ils réunirent le chapitre, et, selon la coutume, la messe fut célébrée en l'honneur du Saint-Esprit ; après

(1) Arch. générales du royaume à Bruxelles. Extrait du carton n° 58 de la Collection du Conseil d'Etat, dossier 44, 2^e pièce.

(2) Le connétable de Castille et de Léon, lieutenant-gouverneur, capitaine des Pays-Bas et de Bourgogne, était cousin de Charles, roi de Castille (Arch. de Bruxelles, loc. cit., 4^e dossier, 8^e p.).

(3) Arch. de Bruxelles, loc. cit., 1^{re} pièce.

quoi, il fut procédé à « l'audition des soub-prieur et religieux, le « prieur estant mort ». D. Ignace Moreau « n'at esté ouy à cause qu'il réside passé quelque temps à Bouloingne, ny Tordereau bailly », parce qu'il habite Valenciennes, ni le greffier Poulet « pour estre indisposé à Condét ».

Les votants, au nombre de 18, étaient tous prêtres. C'est d'abord le sous-prieur D. Marescault ; il est âgé de 43 ans, profès depuis 21 ans et prêtre depuis 16 ans. Viennent ensuite :

D. Jean Meurice,	52 ans,	profès depuis 36 ans,	prêtre depuis 30
D. Léon Bouly (1)	40	»	23
D. Franç. Descamps,	42	»	24
D. Benoît d'Haussy,	40	»	22
D. Laurent Douville,	40	»	22
D. Michel Fiévet,	38	»	20
D. Claude Brustel,	41	»	20
D. Aybert d'Ath,	38	»	20
D. J.-B. Lefebvre,	38	»	17
D. Henri Bouchaut,	38	»	17
D. Adelin Fesnault,	36	»	17
D. Th. Jouveneau,	36	»	17
D. Domin. Cochin,	34	»	14
D. Domit. Fermault,	26	»	6
D. Paul Delewarde,	26	»	6
D. Georges Sarrazin,	30	»	6

Maître André Dufosset déclare qu'il est curé de Crespin depuis plus de 8 ans et compte 42 ans d'âge (2).

D. Descamps obtint 5 premières voix, 5 secondes et 2 troisièmes

D. Bouly	»	8	»	»	»
D. Marescault	»	2	»	3	»
D. d'Haussy	»	2	»	4	»
D. Meurice	»	1	»	3	»

A ce relevé nous joignons les raisons qui ont guidé le vote des religieux, d'après « le besoigné » de l'élection :

D. A. Marescault remplace le prieur depuis environ 15 ans ; il s'est bien acquitté de son devoir, en tenant avec fermeté « l'observance de la discipline régulière » et en donnant « les nécessitez aux religieux pour éviter les murmures qui arrivent ordinairement au sein des misères et des malheurs ».

Avant d'être sous-prieur, D. Marescault a été trésorier de l'abbaye, maître d'hôtel et maître des novices ; il a rempli ses offices avec satisfaction.

D. Adrien est pieux, modeste, de vie exemplaire, de « bonne humeur » ; toujours il a saisi avec empressement les occasions pour « exercer les œuvres de charité ».

(1) En 1607, 1608, 1609, un moine D. Léon Bouly, était prieur du monastère. Voir les Arch. de S. A. S. le duc d'Arenberg, Palais de Bruxelles. Abbaye de Crespin.

(2) Arch. de Bruxelles, loc. cit., 3^e pièce.

Un des religieux ajoute : « D. Adrien a de la théologie ».

D. Léon Bouly, liseur, a rempli l'office de chantre, et a prouvé son grand amour de la discipline régulière. Ce moine fort dévôt et d'un « jugement solide » avait été choisi par l'abbé défunt pour conseiller. D. Léon, prudent et vigilant, aime voir régner la paix entre ses confrères ; pendant les guerres, il s'est montré ferme et généreux.

Ayant été nommé administrateur des bois, il les a augmentés et a donné dans cette charge les preuves d'une véritable sagesse. Dans l'accomplissement de ses divers offices, il s'est évertué à éviter les dépenses superflues et les procès.

Quant à la science, Bouly a fait de brillantes études à Boulogne où il acquies une certaine réputation. Il a reçu les plus beaux éloges, les meilleurs témoignages et « des emplois par les abbez Pantaléon » à Boulogne et Brulers en Allemagne où il a pris son degré de « bachelier en théologie » (1).

Etant à Boulogne, D. Léon a régi avec distinction un cloître de Bénédictines dont il était le « Pater ». Depuis qu'il est au monastère de Crespin, il a acquis « satisfaction et estime, en fort diverses « prédications publiques et solempnelles » à Condé et à Crespin. Grand philosophe et théologien, il a « servy de liseur » à Crespin où il enseigne depuis plusieurs années la théologie morale et la scholastique. De plus, il a « faict une dispute publique avec « estime » défendant la théologie et la philosophie.

Enfin, ajoute un moine, les parents de D. Bouly sont aisés et pourront « apporter secours à la maison en cas de nécessité ». Bref, conclut un votant, D. Bouly est le plus capable pour gouverner « la croche de Crespin ».

D. Benoît d'Haussy est « fort bon religieux », de vie régulière, exemplaire, et d'une grande diligence pour l'office divin. Il est modeste, dévôt, charitable ; il visite les malades et soulage les pauvres avec bonheur.

Pour ses confrères, il est bon, se plaît à pacifier leurs difficultés ; pendant les guerres, il prit grand soin de tous.

« D. Benoît est intelligent pour les affaires temporelles » ; aussi, après avoir été trésorier de l'église pendant de nombreuses années, et receveur général, il fut nommé « grand receveur des censes ». Très prudent dans l'administration du temporel, ce religieux a déployé un zèle particulier pour la conservation de la maison pendant que les ennemis « y estoient logez ». Il a augmenté le marché « pour le remettre au vieu pied », malgré les ruines de la guerre. Pendant les ravages des ennemis, D. d'Haussy a souvent exposé sa vie pour la conservation des biens du monastère ; à cet effet, il a souffert de « grandes calamités » avec D. Descamps pendant le fort de l'hiver 1654-1655. Ne pouvant tirer « aucuns ali- « mens » de Valenciennes ni de Condé, ces deux moines se sont

(1) Ailleurs, nous lisons qu'il fut reçu bachelier à Boulogne.

résignés à ne manger que des légumes et encore devaient-ils en user avec parcimonie.

D. François Descamps... (1).

D. Jean Meurice est le plus ancien religieux de l'abbaye de Crespin. Ses frères disent : il est exemplaire par sa douceur, par sa modestie, sa piété, sa charité, et d'un dévouement admirable pour les malades... ; il est rempli d'un grand amour de Dieu... ; grand « observateur » de la règle de la maison et diligent à l'office divin. En un mot, la conduite de ce moine est une édification pour tous, principalement pour les novices.

Jadis, D. Jean fut maître d'hôtel, aujourd'hui il est économe ; pendant les guerres, il a sauvé et conservé les meubles de la maison.

D. Michel Fiévet est « grand observateur » des statuts et des constitutions de la maison, il travaille à les faire observer. La vie de ce moine est exemplaire, son caractère pacifique le fait aimer de ses confrères.

D. Adelin Fermault est un « fort bon religieux », ...doux, pacifique et charitable avec ses frères, ...très versé dans les affaires temporelles.

D. Aybert d'Ath est « diligent à l'office divin », obéissant, charitable envers les pauvres ; depuis quatre à cinq ans, il est distributeur d'aumônes.

D. Henri Bouchault est modeste dans sa conversation, exemplaire en toutes ses actions, diligent à l'office divin et toujours des premiers à matines.

D. Laurent Douville est d'un naturel doux et très complaisant envers ses confrères.

Ces témoignages, signés des commissaires, furent adressés à Son Excellence (2), avec leur avis :

« Monseigneur,

« Suivant votre ordre du 26 octobre dernier, nous avons ouy les « sousprieur, religieux et pasteur de Crespin, selon que contient « nostre besoigné joint...

« Ayans particulièrement considéré la conduite et capacité desd. « religieux, leur condition et qualitez, ensamble de ceux qui ont « votez en leur faveur, et les motifz qu'ils ont eu, il nous a samblé « que D. François Descamps, prévost, estoit le plus propre pour « succéder à l'Abbé défunct, comme celui qui at toujours vescu « religieusement et quy at plus de congnoissance des affaires temporelles que tous les autres, ayant mesme exposé sa vie pour la « conservation de la maison pendant qu'elle estoit occupée par « les ennemis et quy monstre d'avoir de la vigueur et force pour « restablir ce quy at esté relaché de la discipline régulière pendant « ces guerres ; aussy a-t-il plus de suffrages que les autres.

« Après luy, D. Léon Bouly, liseur, est le plus apparrant tant

(1) Voir au chapitre suivant les pages qui traitent de sa prélature.

(2) Arch. de Bruxelles, loc. cit., 4^e dossier, 3^e pièce.

« pour sa conduite que science et estude et qu'il at de l'avantage
 « sur les suivans par le moyen du nombre des voix premières qu'il
 « at eu, desquelles il en y at aucunes peu considérables émanées
 « de deux frères (Domitien et Adelin Fermault) et d'un autre qu'y
 « n'at volu donner aucune raison ny voter pour autres (D. Claude
 « Brustel).

« Et puis D. Marescault et D. de Haussy peuvent estre consi-
 « dérez le premier pour sa bonne vie, conduite et zèle, qu'il at de
 « l'observance régulière, et l'autre pour avoir faict ce qu'y est de
 « son debvoir au regard du service divin et l'administration de sa
 « recepte, estans quasy égaux en voix... Nous représentons aussy
 « à Vostre Excellence l'estat du bien de lad. abbaye et la copie
 « de la commission du défunct, estant,

Monseigneur,....

« JÉROSME, Abbé de Saint-Ghislain ; J. LE WAITTE.

« De l'abbaye de Crespin, le 28 novembre 1668. » (1).

Cet acte, comme l'annoncent les commissaires, fut accompagné de l'estat des biens et des revenus de l'abbaye.

Pour éviter les redites, nous renvoyons le lecteur à ce que nous avons donné plus haut lors de l'élection de D. Liénart. Nous nous contentons de dire que le total des revenus du monastère s'élevait à 32.768 flor. ; mais, à cause des guerres, on ne reçut que 16.384 flor.

De plus, le monastère est chargé « d'argent prins à frais tant pour Sa Majesté qu'autrement et paie de rente 2.388 flor ».

En outre, la maison doit à « ses créditeurs, tant pour arriéraiges de rentes, impôts, que pour marchandises livrées et pour dettes contractées pendant les guerres dernières 40.860 flor. ».

Enfin « par la tenue d'eaux de Condé, l'abbaye souffre chascun an la perte de 2.500 flor., à cause de 100 bonniers et plus de prairies inondées depuis deux ans ».

Les sous-signés sous-prieur, religieux et officiers de Crespin « déclarent les charges avant dictes véritables ainsy que l'estat couché ».

D. A. Marescault, D. J. Meurice, D. Léon Bouly, D. François Descamps.

A Crespin, le 28 novembre 1668 (2).

Le « besoigné » de l'élection et l'état de la maison furent remis « clos et cachetés » au conseil d'Etat du Roy. Dans sa réunion du 1^{er} janvier 1669, celui-ci l'adressa à Son Excellence (3).

(1) Arch. de Bruxelles, loc. cit. 4^e dossier, 6^e pièce.

(2) Arch. de Bruxelles, loc. cit. 4^e dossier, 4^e pièce.

(3) *Idem*, 5^e pièce.

§ 2. — *D. Léon Bouly est élu. — Lettres patentes du Roi d'Espagne.*
— *Dom Bouly meurt avant sa prise de possession.*

L'élection du futur Abbé de Crespin suivait son cours quand survinrent certaines difficultés qui amenèrent plusieurs mois de retard.

Quelques envieux avaient espéré faire nommer à Crespin un abbé de leur choix. Les religieux de Saint-Landelin, ayant eu connaissance de ce projet, s'efforcèrent de le faire échouer.

A cet effet, ils adressèrent cette supplique à Sa Majesté :

« Au Roy,

« Remonstrent les religieux de Crespin qu'il est venu en leur
« cognoissance que les parens d'aucuns religieux, prétendans à la
« dignité abbatiale, font des propositions sy préjudiciables à leur
« communauté qu'elle se trouve obligée d'en venir faire part à
« Votre Maïesté. Ils proposent au Ministre de la Cour de faire
« demande de 10.000 florins pour le service de Sa Maïesté, asseu-
« rans qu'icelle somme serat acceptée et sans refus fournie par l'un
« desd. prétendans. Ces propositions sous ombre de service pour-
« roient estre receues ; mais ne le sauraient estre qu'à la ruïne
« totale et anéantissement de ceste pauvre maison quy est la plus
« accablée de toutes les abbayes de la province d'Hainault pour
« avoir esté tant de fois pillée et saccagée par les armées ; et les
« religieux réduits à telle extrémité qu'ils ont deu abandonner
« leur monastère pour chercher leur subsistance dans ceulx de
« Brabant, Liège et d'Allemagne, dont ils ne sont revenus qu'après
« la publication de la paix, trouvant leur maison dans un estat
« déplorable, et leurs biens tout saisis par justice comme ils sont
« encore présentement n'ayant peu pendant le petit cours de la
« paix les descharger : ains esté obligé d'employer leurs revenus à
« la réédification de leur monastère saccagé et de toutes leurs
« censes totalement brulées et ruinées, souffrant encore à présent
« la perte de 2.500 florins chascun an par l'inondation de Condez,
« pour quoy ils viennent vers Vostre Maïesté la suppliant de prendre
« esgard à l'estat déplorable de leur monastère, et de le pourveoir
« d'un Abbé digne et capable...

(Signé) :

« D. Meurice ; D. Bouly ; D. Descamps ; D. Marescault ;
« D. Douville ; D. Dath ; D. Bouchault ; D. Lefebvre ;
« D. A. Fermault ; D. Jouveniau ; D. D. Fermault ;
« D. Delewarde et D. Sarazin. » (1).

Sa Majesté le Roi d'Espagne tint compte de cette démarche et nomma D. Léon Bouly au monastère de Crespin.

Le 18 juillet 1669, Charles, roi de Castille, etc., adressait de Bruxelles ses lettres patentes aux religieux de Crespin, afin qu'ils

(1) Arch. de Bruxelles, loc. cit., 4^e dossier, 14^e pièce.

puissent obtenir du Pape ou de tout autre supérieur « telles bulles « apostoliques et provisions de confirmation » (1).

Le même jour, les lettres du roi parvenaient au « Chef Président », avec ces mots :

« Comme nous nommons par ceste à la dignité abbatiale du « monastère de Crespin... Damp Léon Bouly religieux de lad. « abbaye, nous vous requérons pour et au nom du Roy, ordonnons « de faire sceller lettres patentes endepeschées. » (2).

La patente fut reçue à Crespin le 26 du même mois.

Le 12 août 1669, nous disent les chroniques de Saint-Denys, les parents et les amis du nouvel élu payèrent 16 à 17.000 florins « pour « lever les patentes » (3).

Les religieux se réjouissaient d'avoir comme supérieur un moine éminent dont la renommée allait donner à leur maison un éclat particulier. Hélas ! l'homme propose, dit le proverbe, et Dieu dispose... ; le 13 août 1669, D. Bouly fut saisi d'une fièvre violente et rendit son âme à Dieu avant d'avoir pris possession de son siège abbatial (4).

D. Léon Bouly était âgé de 41 ans, profès depuis 23 ans et prêtre depuis 16 ans (5).

(1) Arch. de Bruxelles, 8^e pièce et Coll. Moreau, t. 272, p. 183. Pour le texte in-extenso des lettres du roi, voir celles citées plus haut.

(2) Arch. de Bruxelles, loc. cit., 4^e dossier, 7^e pièce.

(3) Ms conservé chez Mgr Cappliez, doyen de St-Nicolas à Valenciennes.

(4) Arch. de Bruxelles, loc. cit., 4^e dossier, 9^e et 12^e pièces.

(5) *Idem*, 3^e pièce.

CHAPITRE VIII

FRANÇOIS DESCAMPS (1669-1681)

§ 1. — *Exemption d'une élection nouvelle à cause de la pauvreté du monastère. — Quelques compétiteurs évincés. — D. François, élu, reçoit ses lettres patentes. — Sa naissance. — Ses charges au couvent. — Sa bénédiction. — Son intronisation.*

La mort prématurée et imprévue de D. Bouly jeta le désarroi dans la communauté.

Le couvent fit part de son deuil à l'Archevêque de Cambrai et aux diverses abbayes avec lesquelles il était uni par une « Association de prières ».

Le 19 août, les religieux adressèrent une supplique à Sa Majesté lui « remontrant qu'il at pleu à Dieu d'appeller de ce monde
« D. Bouly, sans qu'il ait appréhendé la possession de sa prélature
« pour avoir esté préoccupé de morte par une fiebvre violente ;
« laissant ses confrères dans des inquiétudes admirables, causées
« par les arrestz et saisissemens de leurs biens, faicts journalliè-
« rement par leurs crédeurs pour debtes qu'ils ont deu contracter
« pendant les guerres passées tant pour leur subsistance que pour
« le service de Vostre Maïesté, n'aians peu les paier ad cause que
« leurs revenus ont estez employez à la réédification des bastimens
« de leur monastère et censses ruinez par les soldatz. Or comme
« ils sont à présent sans Prêlat et que durantes les loingnes vacances
« leur abbaye souffre grandes fraix et intérestz au moïen que grand
« nombre d'officiers des garnisons des villes voisines, Vallenciennes,
« Condez et Saint-Ghislain, y arrivent pour estre traictez, ce qu'ils
« ne peuvent refuser sans péril de malveillance et de mauvais
« traictements à l'advenir, et que d'ailleurs il at souffert tout frai-
« chement les frais d'une élection, consulte et patente, attendu
« aussy que les revenus du monastère consistans principalement
« en grains sont aujourd'hui de petite considération pour estre ces
« dis grains à vil prix. Ils viennent supplier Vostre Maïesté de
« reveoir la consulte dernière, ensuite leur dénommer pour Prêlat
« l'un des consultéz, affin que, par ce moïen, leur abbaïe, tant de
« fois pillée et ruinée pendant les guerres dernières, soit affranchie
« des fraix nouveaux. Supplians encore de prendre esgard à la perte

« qu'ils souffrent chacun an de 2.500 florins par la tenue d'eaux
« de la ville de Condé inondantes leurs prairies. Ce faisant..., etc.

(Signé) :

« D. Descamps ; la marque + de D. Marescault ;

« D. Meurice ; D. Fiévet ; D. Lefebvre ; D. A. Fermault ;

« D. Cochin ; D. Bouchault ; D. Jouvéniau ; D. Moreau ;

« D. D. Fermault ; D. Delawarde ; D. Sarazin.

« Le sousigné certifie que le signe manuel qu'at apposé cy
« dessus D. Marescault at esté ratifié devant moi et de n'avoir peu
« faire son nom comme de coutume à cause de son infirmité.

« Fait ce 19 août 1669,

« Testis : A. Dufosse, sust. de Crespin 1669. » (1).

Dix jours plus tard, les religieux de Crespin adressèrent au lieutenant gouverneur du Hainaut la même supplique qu'au Roi (2).

Pendant que se négociait la nomination du successeur de Dom Bouly entre le monastère et le gouvernement, quelques compétiteurs se présentèrent pour obtenir le siège abbatial de Crespin.

En voici un exemple :

« A Son Excellence,

« Remonstrent les frères de D. Maximilyn de Calonne, religieux
« professe de l'abbaye de Saint-Amand, qu'il auroit administré en
« icelle les offices de grainetier, soupprieur et de prévôt, de la
« prévosté que la susd. abbaye at en la ville de Courtray, ainsy
« qu'à présent il dessert encore l'office de maistre des novices en
« l'abbaye d'Anchin où il avoit esté appelé par l'Abbé, toutes les
« quelles qualitez le rendent capable de pouvoir régir une abbaye
« telle que Crespin présentement vacante ; il at esté autrefois con-
« sulté pour l'abbaye d'Audenbourg. Principalement si Vostre
« Excellence daigne de regarder d'un œil favorable les services
« que les ancestres des supplians ont rendu cy devant à Sa Majesté
« et ceux qui rendent encor actuellement aucuns desd. supplians
« tant en Espagne que par deça. De quoy ils supplient Vostre
« Excellence de grattifier led. D. Maximilyn leur frère de la dignité
« abbatiale dud. Crespin, quoy faisant...

« Recepto, le 7^e d'octobre 1669. » (3).

D'autre part, les religieux de Crespin ayant appris qu'une démarche avait été faite, « en leur nom », pour empêcher la nomination de D. Descamps, rédigèrent la protestation suivante :

« Nous sousignez, religieux de Crespin, déclarons que la requête
« présentée en nostre nom à Son Excellence le Connétable depuis
« peu de jours, contenant qu'il ne convient pas pour différentes
« raisons qu'elle leur donne leur prévost D. François Descamps
« pour Abbé... C'est une requête bastie à nostre grandissime mes-
« contentement, notifions au contraire ne sçavoir aucun subject,

(1) Arch. de Bruxelles, loc. cit., 4^e dossier, 12^e pièce.

(2) *Idem*, 9^e pièce.

(3) Arch. de Bruxelles, loc. cit., 4^e dossier, 15^e pièce.

« motif, qu'y puissent exclure nostredit prévost de la prélatüre aiant
 « tousiours vescu religieusement et gouverné les affaires de nostre
 « maison utilement... Ainsy arresté, le 25 d'octobre 1669, Tes-
 « moings,

(Signé) : « D. Meurice, D. Douville, D. Fiévet, D. Brustel,
 « D. Lefebvre, D. Bouchault, D. Jouveveau, D. Co-
 « chin, D. Delawarde. » (1).

La démarche des frères de D. Maximilien fut sans effet ; l'opposi-
 tion faite par un religieux de Crespin eut le même résultat ; et,
 le 27 décembre 1669, le roi nommait au monastère de Saint-Landelin Dom François Descamps (2).

A l'occasion de cette nomination, le 27 décembre 1669, le « Chef
 « Président » recevait de Bruxelles cet ordre :

« Comme nous avons nommé à la dignité abbatiale du monas-
 « tère de Saint-Landelin de Crespin... Dom François Descamps...,
 « nous vous ordonnons pour et au nom du Roy, nostre Sire, de
 « faire sceller les lettres patentes en dépeschées. » (3).

**

D. Descamps est né à Mons, ou dans les environs, en 1626.

Lorsqu'en 1668, il se présenta devant les « commissaires », il se
 déclara âgé de 42 ans ; il ajouta qu'il comptait 24 années de pro-
 fession et 16 de sacerdoce. En d'autres termes, D. François fit
 profession à l'âge de 18 ans, en 1644 ; il fut ordonné prêtre à
 26 ans, en 1652, et élu Abbé à 43 ans, en 1669.

Si nous interrogeons le « besoigné », il nous apprend que Dom
 Descamps recueillit 5 premières voix, 5 secondes et 2 troisièmes.
 Les religieux ont déposé leur vote en disant :

D. Descamps avait la confiance de l'Abbé Liénart ; prévôt depuis
 5 ou 6 ans (4), il administra les biens de la maison et les affaires
 du village.

D. François a rempli les principaux offices dans le monastère :
 il a été chantre pendant 18 ans, maître des novices 3 ans ; il « les
 « a enseigné avecq un soin particulier et bien instruit de la vie
 « régulière » ; il a été économe trois ans ; receveur des rentes sei-
 gneuriales 14 ans, et, comme tel, a rendu de réels services au
 monastère en percevant la petite recette, appelée foraine, perception
 toujours ingrate.

D. Descamps, ajoutent les bénédictins, est le religieux qui a le
 plus de connaissance du temporel de l'abbaye. C'est lui aussi qui
 a travaillé le plus à la conservation du couvent. En effet, au moment
 des guerres, lorsque l'Abbé Liénart et les religieux avaient quitté la
 maison, lui, D. François, au péril de sa vie, resta « parmi les

(1) Arch. de Bruxelles, 13^e pièce.

(2) *Idem*, 11^e pièce. Pour les lettres patentes, voir les nominations pré-
 cédentes.

(3) Arch. de Bruxelles, loc. cit., 4^e dossier, 10^e pièce.

(4) Descamps était prévôt en 1658 ; comme tel il arrenta une maison à
 N. Gambier (Arch. de Croy, carton 72, p. 223).

« ennemis qui occupoient l'abbaye ». Sans lui et D. Benoît d'Haussey, la maison « auroit beaucoup plus paty » et eut été ruinée de fond en comble, comme celle de Saint-Saulve et tant d'autres.

Pendant que Turenne « estoit à Crespin avecq son armée, D. Descamps a agit avecq tant de sagesse qu'il at sauvé les bestiaux « de la maison et ceulx du villaige ». Durant les ravages des ennemis, surtout au fort de l'hiver 1654-1655, D. François et D. d'Haussey ont « grandement souffert de peines et travaux, voire la « faim. »

Pénétrant dans la vie intime du prévôt, les bénédictins disent : D. Descamps est « modeste, doux, affable, d'humeur pacifique « envers tous et charitable à l'égard de ses frères ; il est bon religieux, sobre, fort pieux, zélé pour la religion, amateur de la « discipline régulière, exemplaire pour tous, surtout pour les jeunes ; assidu au chœur et obéissant envers ses supérieurs ».

**

Le Prêlat, élu et approuvé, sa bénédiction est fixée au 2 mars 1670, II^e dimanche de carême.

Selon la coutume, on chanta la messe conventuelle (2^e classis), puis commencèrent les cérémonies qui durèrent plus de deux heures (1).

Le siège de Cambrai étant vacant, la bénédiction fut donnée par l'Archevêque de Gand, dans sa cathédrale. Selon l'usage prescrit par l'Eglise romaine, D. François prêta serment entre les mains de l'Archevêque dans la forme suivante :

« Moi, D. François Descamps..., devant être bénit Abbé, en présence de Dieu, de ses Saints et de cette assemblée solennelle de « frères, je promets fidélité, obéissance et révérence à l'Eglise de « la Bienheureuse Marie de Cambrai, à l'Archevêque et à ses successeurs, selon les saints canons... Que Dieu me soit en aide et « les Saints Evangiles. »

L'Abbé Descamps eut comme parrains D. Amand Hovelinch, Abbé de Saint-Pierre de Blandain, et Norbert de Kerkhove, Abbé de Tronchiennes, diocèse de Gand (2).

Après avoir reçu la bénédiction, l'Abbé revint au couvent de Saint-Landelin ; selon l'usage, il était accompagné d'un délégué de l'Archevêché de Cambrai.

Celui-ci fit assembler au chapitre les religieux et mit l'élu en possession réelle du monastère, « le faisant seoir en la place « abbatiale au chapitre », puis le conduisit avec la communauté au chœur « le faisant aussy seoir » au siège de l'abbé.

Là, le prélat reçut l'obédience de tous les religieux au son de la grosse cloche du monastère et de celle de la paroisse.

Enfin, on entonna le *Te Deum* que l'on poursuivit « avecq musique solennellement jusques à la fin ».

(1) Chronique de St-Denys-en-Brocqueroie, ms conservé chez Mgr Capliez, doyen à Valenciennes.

(2) Arch. de la famille de Croy à Condé, carton 72, pièce 195.

Souvent des musiciens et des chantres de renom venaient « faire entendre divers motets » durant la grand'messe qui suivait immédiatement la cérémonie d'installation (1).

§ 2. — *Etat de l'abbaye et du pays.* — Le noviciat est transféré à Liessies. — Les parents payent quelques redevances. — Edit du roi au sujet des propriétés inondées. — Garde des grands chemins contre les pillards. — On cache les images des Saints. — Les armées françaises causent des ravages à Tongre, à Crespin. — Prise de Condé. — Les moines chassés, l'abbaye est occupée par 600 Français.

Au moment où l'abbé prend possession de son siège abbatial, le monastère se trouve dans un état lamentable. En demandant la nomination des commissaires, les religieux ont supplié Son Excellence de leur éviter les frais, parce que : « Leur abbaye at esté occupée par les ennemis »... qu'elle a été « totalement pillée et ruinée pendant les guerres dernières »... qu'elle doit 40,000 florins dont 2,000 de 40 s. t. pièce à P. F. Descamps, médecin à Valenciennes, 1,000 (le reste de 6,000) à J. Wicard, 1,000 à J. Model, « acompte de nombreuses sommes qui lui sont dues » (2), etc.

Dom Michel Fieffet vicé
 Dom Jean Mézière
 Dom Laurent Douville Dom Claude Briffet
 Dom Nysen Deth Dom J. Bapt. le Sobin
 Dom Servij Boursault
 Dom Adélis Formant
 Dom Bonin Formant Dom Paul L. L. L.
 Dom Georg. Sarazin Dom François Bourgeois

Fig. 53. — Signature des religieux attestant la pauvreté de leur maison (1671).

L'abbaye, chargée de dettes, privée de ses revenus, se trouve dans l'impossibilité de nourrir ses moines ; « cause pourquoy Mgr Van

(1) Chronique de St-Denys-en-Brocqueroie, loc. cit.

N.-B. : Voir appendices n° 8. Siard Julion de Crespin, Abbé de St-Foillan.

(2) Arch. du Nord, liasse 4.

der Burch, archevesque de Cambray, fit défense de compter plus de 18 religieux (1), non compris l'abbé ».

Si les revenus diminuent, par contre les impôts augmentent, c'est ainsi que, lors de la reddition de ce pays à la France, en 1678-1679, les 4 vingtièmes ou aydes ordinaires furent réglés (sans qu'on puisse en découvrir la raison) pour l'abbaye, à 3,299 livres au lieu de 2,407 livres (2). D'où, après avoir limité le nombre de religieux que « pouvoit nourrir le monastère, il fut arrêté que durant « ce temps calamiteux, on ne recevroit aucun sujet si les parents « ne pouvoient fournir par forme d'aumône 1,500 florins, prendre « à leur charge les frais des habits, des meubles, et des banquetz « ordinaires de professe et prémices ». C'est dans ces conditions que fut reçu Georges Lefebvre de Condé le 9 septembre 1676.

Enfin, comme le refuge de Crespin est incommode et que l'abbaye doit souvent être abandonnée à cause des « passages et logements » des troupes, il fut statué que les nouveaux venus feraient leur année de noviciat au monastère de Liessies et paieraient leur table à cette maison (3).

**

Un triple traité mit fin aux troubles auxquels nous venons de faire allusion, c'est-à-dire à la première coalition de l'Europe contre la France et son roi. Par ces traités, Louis XIV rendit Maestricht aux Hollandais, et l'Espagne céda à la France Saint-Omer, Cassel, Maubeuge, Condé, Valenciennes, etc. Le 15 janvier 1679, on chanta le *Te Deum* dans toutes les églises.

**

La paix signée, le roi publia l'édit suivant le 4 décembre 1679 : « Nous ordonnons à toutes les communautés tant ecclésiastiques « que séculières et à tous particuliers, propriétaires des terres com- « prises dans l'estendue de l'inondation, d'apporter au greffe de « Condé dans huitaine des déclarations précises signées d'eux, con- « tenant la consistance et situation des héritages à eux appartenans « dans l'estendue de lad. inondation... Faute par eux de satisfaire « à la présente ordonnance, ils demeureront déchus de tout droit de « propriété et jouissance des dites terres et seront exclus de par- « ticiper au bénéfice de desseichement (4). »

**

Dès le mois de mars 1667, le grand bailli dut faire garder les routes principales, pour garantir la circulation, parce que sur la

(1) Noms des religieux au mois de décembre 1671 : D.-F. Descamps Abbé — D. Michel Fiévet prieur — D. Jean Meurice — D. Laurent Douville — Claude Brustel — D. Aybert d'Ath — D. Charles Lefebvre — D. Henri Bouchault — D. Adelin Fermault — D. Théodore Jouvenceau — D. Dominique Cochin — D. Ignace Moreau — D. Domitien Fermault — D. Paul Delwarde — D. Georges Sarrazin (Arch. du Nord, liasse 4).

(2) Arch. de l'Etat-Civil de Crespin.

(3) Arch. du Nord, liasse 14.

(4) *Idem*, liasse 28.

région s'abattaient, comme une nuée d'oiseaux de proie, des soldats incendiaires, des pillards et des voleurs (1).

Cette précaution ne fut pas un remède absolu puisqu'en 1668 des brigandages furent exercés à Montignies-sur-Roc par « la cavalerie et les soldats » (2); puisqu'en 1670 surgit à Bavay une sédition entre la garnison et la bourgeoisie et qu'en 1677 et 1678, des combats et des troubles furent signalés dans les environs de cette ville (3).

En 1673, « les gouverneurs franchois du voisinage », considérant le résultat insuffisant de la garde des chemins, tentèrent un autre effort; ils firent « un règlement sur les contributions qu'ils « exigeoient, sçavoir que les abbés, abbesses, prieurs, seigneurs, « baillys, receveurs et greffiers seroient en assurance dans leurs districts et lieux ès contributions, moyennant une sauve-conduite; « pour un mois, il falloit pour une personne à pied 6 florins, à cheval 12 florins, pour un chariot 20 patagons; sans une sauve-conduite ces personnes ne pouvoient mettre le pied hors de leur « village, domaine ou territoire sans péril d'être faits prisonniers » (4).

Ce second moyen n'eut pas non plus les résultats désirés puisque le 29 mai 1674, la chambre du clergé du Hainaut ayant fixé au 8 juin l'élection d'un nouveau membre (le mandat de l'abbé du Val des Ecoliers de Mons était sur le point d'expirer), D. Descamps, convoqué pour ce vote, fit observer que « par la marche et descente des ennemis tout le pays est alarmé », et ceux qui devront se rendre à l'assemblée « n'oseront s'éloigner de leur maison »... En conséquence, le Prélat de Crespin pria la Cour « d'ajourner cette élection à un temps plus calme, interdisant même d'y procéder le 8 juin 1674 ».

L'avis de l'abbé Descamps prévalut et l'élection fut retardée jusqu'au mois de janvier 1675 (5).

D'autre part, au mois de mai 1674, pour éviter les sacrilèges, on sauva des églises et des abbayes « les imaiges des Saints ». Cette précaution fut sage, puisque le 2 juin on pillait, on ravageait, et que le 12 août vint s'abattre sur le pays une « invasion des Allemands ».

**

Sur ces entrefaites, survinrent d'autres calamités.

Le 11 août 1674 eut lieu la sanglante bataille de Seneffe et les 8 et 9 septembre suivants, nos armées étaient campées dans les environs de Quiévrain et de Valenciennes.

Le 24 juillet et le 23 août 1675, les armées françaises causèrent de nouveaux dégâts dans nos contrées (6). Elles ravagèrent les ter-

(1) Chronique de St-Denys-en-Brocqueroie, loc. cit.

(2) Arch. du Nord, liasse 11.

(3) Chron. de St-Denys, loc. cit.

(4) *Id.*

(5) Arch. du Nord, liasses 3 et 15.

(6) Chron. de St-Denys, loc. cit.

ritoires de Tongre Notre-Dame et Tongre Saint-Martin pendant les années 1674, 1675, 1676 et 1677 (1). A cette époque, D. Descamps écrivit : « (1676) en ce pays il y a plus de 100 curés sans maison « pastorale..., le curé de Villers Saint-Ghislain réside à Mons depuis « 15 ans, deschargeant néantmoins sa cure... (2) »

A Crespin, au début de l'année 1674 et jusqu'au 18 mars, il y eut 3,000 hommes de garnison « quy ont chassé tous les paysans « et brusles tous leurs ustensiles de labeure » (3). Le presbytère de Crespin « at esté chargé de logement de soldats (1676) non « par billet ains par force majeure ». Du reste le curé n'est jamais épargné lorsque les troupes du roi logent à Crespin (4).

Le 26 avril (*alias* le 27), Louis XIV, ayant sous ses ordres le maréchal de Créquy, se rendit maître de Condé ; pendant ce siège, « les « armées de Sa Majesté campées à Crespin ne se contentoient pas « de dégrader les balivaux sur taillis, elles en vinrent jusqu'à brus- « ler tous lesdits taillis » ; du reste « d'une manière générale », on peut dire : les bois de l'abbaye « ont été abattus par ordre du roy pour ne pas servir de retraites aux ennemis ». Dans le but d'en tirer quelque profit, en 1684, les bénédictins vendirent « des com- bles des bois ruinés ». Tout ceci causa « un préjudice considérable aux moines et les obligea à faire receper entièrement tous leurs bois » (5).

Durant ces temps de trouble, « le Sr Deferolles, pendant qu'il estoit en garnison aud. Crespin », rendit de nombreux services au village ; la communauté pauvre, voulant récompenser son bien-faiteur, emprunta à G. Descamps 200 l. qu'elle remboursa le 28 avril 1679 (6).

Pendant les années 1674, 1675 et 1676, les terres « n'ont pu être « ni labourées, ni cultivées comme d'ordinaire sur le territoire de « Crespin » (7). Certaines parties ont été inondées depuis 1667 jus- ques 1680 (8).

L'abbé, faisant allusion à ces désastres, a écrit : « A cause de « la rigueur des guerres et des ravages, le monastère a perdu entiè- « rement ses dépouilles et ses dîmes, au point qu'en certaines « années il n'a point recueilli assez de paille pour allumer une fois « le feu (9). »

Ne tenant aucun compte de ces revers, les échevins de Valen-

(1) Arch. du Nord, liasse 15.

(2) *Id.*, liasse 22.

(3) Arch. de Condé, GG 94.

(4) Arch. du Nord, liasses 12, 15 et 22.

(5) Arch. du Nord, liasses 2 et 19.

(6) Arch. de Valenciennes, fonds non classé.

(7) Arch. du Nord, liasse 22.

(8) *Id.*, liasses 17 et 28.

(9) Arch. de Condé, GG 94.

ciennes, en 1676, s'emparèrent du refuge de l'abbaye sis à Valenciennes (rue Salle-le-Comte n° 3) pour y loger des soldats (1).

En outre, le seigneur de Quiévreachain refusa de payer au monastère les grosses et menues dîmes sur les « pouillaiges, agneaux, « veaux, cochons et toutes sortes de dépouilles, soit blé, seigle, « avoine, etc. » (2).

**

A cause des troubles continuels, le curé de Crespin dut quitter son presbytère et les moines abandonner leur maison (3), quelques-uns se retirèrent à Mons.

En effet, la chronique de Saint-Denis en Broqueroie rapporte que, le 21 août 1676, mourut à Mons le frère Benoît Bouvier. L'abbé de Crespin assista aux funérailles avec huit de ses religieux réfugiés à Mons (4).

En outre, le 4 janvier 1676, François Descamps a célébré la messe aux obsèques de la chanoinesse de Grimberghes en l'église de Sainte-Waudru à Mons, le siège abbatial de Saint-Denys en Broqueroie étant vacant. Il déclare que ce fait ne peut porter préjudice au chapitre de Sainte-Waudru (5).

En quoi consistèrent ces troubles :

La veille de Noël 1676, sont entrés dans le monastère plus de « 600 Français avec environ 600 chevaux, et d'abord ont commencé « à tuer les pourceaux et coulons. Le 28 décembre, le portier « (qu'ils avoient blessé à la teste) est sorty avec cinq truyes qu'il a « amené icy (au couvent de Saint-Denys) le 30 et y ont demeuré « jusques au 24 avril 1677. On avoit eu soin de sauver les bestes à « laine avant leur entrée y estant demeuré 3 à 4 religieux qui les « ont chassés à Condé et ont fait des fortifications en l'enclos du « monastère. Les françois ont aussy fait sortir la plupart des habitants.

« Le 19 juillet 1678 (rapporte le même manuscrit), tout est ici « en une crainte extrême sous un faux bruit qu'il y avoit 1,500 soldats françois qui venoient se mettre en garnison en ce monastère et qu'ils s'estoient arrêtés sur les bruyères et ce qui nous le « faisait croire, c'est qu'on avoit eu advis secret par quelques amis « d'Ath qu'on avoit placé des soldats au monastère de Crespin et « que nous étions menacés d'être partagés de même (6).

L'abbé de Crespin, avons-nous dit, avait quitté l'abbaye avec la

(1) Arch. du Nord, liasse 5. — N.-B. : Cet immeuble avait été acheté par les moines, quelques années auparavant avec l'autorisation du roi d'Espagne.

(2) Arch. du Nord, liasse 22.

(3) Arch. de Condé, GG 94.

(4) Chartes du Chap. de Ste-Waudru, t. IV, p. 562-563, par L. Devillers et E. Matthieu.

(5) *Idem.*

(6) Chron. de St-Denys-en-Broqueroie, loc. cit. — N.-B. : Cf. pièces justif. n° 34. Description de Crespin à l'époque de ces guerres, faite par un soldat campé au village.

plupart des moines. Dans cette fuite, l'ennemi voyant une marque de sympathie pour Sa Majesté, voulut forcer le Prélat à rentrer dans son monastère « à défaut de quoy tout seroit pillé ». D. Des-camps, « fort perplexe », en référa à qui de droit et écrivit :

« Qu'à cause du zèle qu'il a toujours eu pour le service de Sa
« Majesté et pour ne pas vivre parmi les ennemis de son Roy, il
« at abandonné son abbaye avec la plus grande partie de sa com-
« munauté pour s'établir dans la ville de Mons comme il at fait
« depuis plus d'un an et nonobstant diverses semonces qu'il at eu
« de la part du gouvernement de Condé et de celui de Valenciennes,
« depuis leurs prises, de se rendre et résider en son abbaye,
« il s'en est toujours défendu jusqu'à présent à raison de quoy il
« at esté très mal traité, lesd. françois ayant fait un dégast considérable
« dans son abbaye, rasé tous ses bois et ruiné tous ses
« aultres biens et comme leur rage et vengeance n'en demeurent
« pas là et qu'ils la prouvent jusqu'à vouloir le priver absolument
« de son temporel par la substitution qu'ils menacent de faire d'un
« commandant et administrateur dans lad. abbaye en sorte qu'il
« se trouve dans une grande perplexité et contraint de violenter ses
« inclinations pour se retirer aud. Crespin. Suppliant qu'il luy soit
« accordé la permission de pouveoir se retirer à sad. abbaye pour
« éviter la ruine totale d'icelle en laissant quelques-uns de ses religieux
« à Mons pour l'administration du peu de biens qui lui reste.
« Faisant considérer qu'il n'at pour toute terme que jusques à la
« fin de ce mois ».

Le 7 juillet 1677, étant à Bruxelles, le roi remit cette requête à son cousin, le chargeant de « voir et visiter », sur ce que l'abbé requiert, et de l'en informer ou ceux de son Conseil (1).

§ 3. — *Autres calamités publiques. — Dettes de l'abbaye*
Augmentation des impôts. — Modérations accordées aux fermiers

Aux malheurs de la guerre vinrent s'adjoindre d'autres calamités.

En 1667, quelques jours avant Noël, un froid excessif se fit sentir ; il dura 5 à 6 semaines et fit de nombreuses victimes. Dans certaines villes on trouva gelés jusqu'à 15 et 16 soldats faisant la sentinelle ; les chemins étaient jonchés de cadavres ; on en comptait 30 à Charleroi.

Ce froid se ralentit quelques semaines et fit sa réapparition le 8 mars 1668 ; il y eut une telle abondance de neige qu'il fut impossible de sortir des maisons.

L'année suivante, 1669, la gelée commença la veille de Saint-Thomas et dura 4 semaines. Les plantes des jardins, les arbres, les lauriers sauvages, les cyprès périrent ; plusieurs portes se fen-

(1) Arch. du Nord, liasse 10.

dirent ; d'autres tombèrent en pièces ou sortirent de leurs gonds. Des femmes, des enfants moururent de froid ; quatre soldats périrent à Saint-Ghislain.

Le 16 décembre 1677 marqua le début d'un hiver rigoureux, mais qui fut de courte durée ; soudain, le 15 février 1678, jour des Cendres, au soir, la neige tomba en grande abondance et assez longtemps pour priver les brebis et les moutons de toute nourriture. Plusieurs censiers, accompagnés de leurs domestiques, munis de « balais et d'escoupes » se rendirent dans les campagnes pour refouler la neige et mettre à jour les herbes et les bruyères ensevelies. L'hiver dura jusqu'au 12 avril.

La sécheresse, les tempêtes, etc., suivirent ces froids rigoureux. Une grande sécheresse survint en 1670 ; elle s'accrut surtout à la fin du mois d'août. « Tous les choux estoient secs et grisâtres ; « on entendait les mouches faire du bruit en touchant les feuilles, « comme si elles sautoient sur du parchemin tendu ».

Au mois de juin 1674, l'Honniau déborda et causa de graves dommages à Crespin et aux environs (1).

Le 1^{er} août suivant, un terrible ouragan se déclina ; le vent commença à souffler dès 5 heures après-midi. Dans certains villages « on compta jusqu'à 30 maisons et 40 à 50 granges renversées ; ailleurs des églises, des tours, des clochers furent jetés par terre. On a signalé de gros arbres projetés à plus de 100 pieds de l'endroit de leur plantation. Des chênes mesurant neuf pieds de tour furent trouvés brisés « comme des baguettes au milieu », tandis que des bateaux étaient arrachés du lit des rivières. On se croyait à la fin du monde, dit le chroniqueur, nous parlant d'une autre tempête qui se déclina le 14 août 1677.

Avec ces fléaux, parurent dans le ciel des signes qui épouvantèrent les populations. Au mois de mars 1669, apparaît une comète ; elle est visible en France ; « elle a la queue longue, sanglante et « ardente, de laquelle sortoient parfois des étincelles comme d'une « fournaise de maréchal. Elle donnoit parfois des coups horribles « de tonnerre et la terre en trembloit ».

Sur la fin du mois de novembre 1680, parurent en Europe et dans les autres parties du monde « diverses comètes et des signes épouvantables dans l'air ». Pour ne parler que du Hainaut, un matin, dès 6 heures, parut à Baudour une comète ; elle était si horrible que certains à cette vue tombèrent défaillants de frayeur, « d'autres en des incommodités et des infirmités » ; la queue de ce météore eut ceci de particulier qu'elle augmentait tous les jours en longueur et en largeur, de sorte qu'elle devint comme « jamais on n'avoit vu ».

Les bestiaux furent atteints « de la morsure et attaque des mouches qui les tourmentoient furieusement ; elles estoient en grand nombre et avoient déjà fait mourir plusieurs bestes tant à « Crespin qu'au voisinage ». Espérant les délivrer, le 1^{er} août 1676,

(1) Arch. du Nord, liasse 12.

les bénédictins de Crespin conduisirent une partie de leur bétail (4 chevaux et 12 vaches) au monastère de Saint-Denys en Broqueroie.

En 1680 apparurent des chenilles qui rongèrent les fruits, dévastèrent les arbres et les haies. Ces insectes étaient venimeux ; si on les touchait, « les mains enflaient et estoient remplies de mauvaises humeurs ». Si on les brûlait, elles exhalaient « une puanteur insupportable » (1).

Avec ces fléaux apparurent des maladies épidémiques. Nous avons déjà dit que la peste avait sévi pendant les années 1666, 1667, 1668 et 1669 ; à cette dernière date, à Valenciennes, on a enregistré jusqu'à 16.000 décès (2).

Le 5 septembre 1676, l'abbé Descamps écrivait : Notre abbaye est abandonnée pour « l'infection de l'air, nos manans périssent et « meurent autant par pauvreté que par maladie, sans que de nostre « part nous puissions les soulager » (3). Ailleurs il dit qu'à Crespin, depuis le mois d'août 1676 jusques au mois de mars 1677 « on « a ouvert 210 fosses pour funérailles de manans » (4).

De son côté, André Fayneau, curé de Crespin, déclaré : dans ma paroisse, en 1676, « beaucoup de personnes sont mortes de dissenterie, fortes fièvres et aultres semblables maladies, entre icelles il « y a bien eut 100 enfants ». D'autres mouraient de privations, « ruynes et misères ». Au milieu des maladies, des mourants et des morts, le curé de Crespin « at esté 4 mois et plus sans repos « nuits et jours pour la visite des malades et administration des « sacrements, jusques là que luy mesme at contracté la maladie « pour les infections et mauvaises airs », et a dû se faire remplacer (5).

En 1679, des précautions sanitaires furent ordonnées par le roi pour « prévenir les inconvénients et les effets du mauvais air que « causent les inondations des environs de Condé » (6).

**

L'abbé, malgré son désir, ne pouvait aider ses sujets pauvres, étant lui-même dans une extrême indigence. En effet, il emprunta 600 florins en 1675 (7) et 6.000 en 1676 pour la nourriture et le vêtement de ses religieux (8) ; ce qui lui permit d'acheter des scapulaires de différentes tailles à Capron de Lille (9). En 1679 D. Descamps devait 1.766 l. au curé de Crespin (10).

Cette situation ne diminuait pas les charges annuelles du monas-

(1) Extraits de la Chron. de St-Denys-en-Broqueroie, Ms original.

(2) Arch. hist. et litt. du Nord de la France, t. II, p. 244, etc.

(3) Arch. du Nord, liasse 14.

(4) Arch. de Condé, GG 94.

(5) *Idem*.

(6) Arch. du Nord, liasse 28.

(7) Arch. du Nord, liasse 14.

(8) *Id.*, liasses 2 et 5.

(9) *Id.*, liasse 4.

(10) *Id.*, liasse 11.

tère ; il continuait à payer 120 l. au séminaire des évêques à Douai ; 75 l. pour 25 cheminées ; 1,000 l. pour sa consommation de boissons et pour ses bestiaux ; 50 écus aux Invalides (1) ; 257 l., 77 rasières de blé, 159 rasières de vaireux, 54 huitteux d'avoine, du bois et des fagots, aux curés de Crespin, de Quiévrain et d'Eslouges ; enfin 200 écus pour une pension viagère imposée par Sa Majesté en faveur de Maître Pierre Malhome, aumônier du régiment du comte d'Auvergne (2).

**

Malgré la pénurie et les charges de la maison, le Prélat diminua en tout ou en partie les rendages des fermiers. En voici quelques exemples.

Au mois d'août 1673, les échevins de Bellignies firent l'estimation des dépouilles sur leur territoire et les évaluèrent à 1/4 et les meilleurs à une 1/2 récolte. L'année, ajoutent-ils, fut mauvaise par suite d'une abondance de pluie extraordinaire et par « l'empêchement « que les laboureurs ont eu lors, ayant esté obligez d'aller travailler « avec leurs chariots et chevaux aux fortifications de Mons », et, « pour ces causes, l'abbé accorda « modération » (3).

A Montignies Notre-Dame sur Roc, N. Mabilie, fermier, doit en 1679 : pour 7 ans d'arriérage, 229 l. de cires, faisant en argent 495 l. 5 sols. L'abbé lui a accordé « modération » pour les années 1674, 1676, 1677. Pour les « royaumes » des religieux, il doit 5 années, soit en argent 60 l. Au grènetier, de 1663 à 1681, il doit 550 rasières de froment, 507 huitteux, 2 vasseaux d'espeaute et 280 huitteux d'avoine. Lorsqu'au mois de mars 1681, Mabilie établit son compte, il redevait encore 474 rasières 1/4 de froment, 467 huitteux d'espeaute et un vaseau d'avoine.

Pour sa cense et ses dépendances, ce fermier doit 2,000 l. pour les années 1666, 1667, 1668 et 1669 ; en 1679, il se reconnaît encore redevable de 1,264 liv.

Mabilie a obtenu une remise complète pour l'année 1666 à cause des grêles qui ont entièrement ruiné ses récoltes. Pour l'année 1667, « modération » d'un cinquième lui a été accordée, et la moitié pour l'année 1668 « à cause des brigandages exercés par la cavalerie et les soldats ».

L'abbé n'a accordé aucune réduction pour l'année 1669 ; mais pour les années 1670, 1671, 1672 et 1673, il diminua les rendages d'un tiers ; il remit toute la redevance pour les années 1674, 1676 et 1677.

Ayant passé un nouveau bail pour sa ferme en 1670, Mabilie devait 600 livres pour vins à l'abbé, 15 livres pour les religieux et une honnête récréation (4).

L'abbaye de Crespin possédait une partie du dîmage sur les ter-

(1) Arch. de Valenciennes, fonds non classé.

(2) Arch. du Nord, liasses 17 et 20.

(3) Arch. du Nord, liasse 11.

(4) Arch. du Nord, liasse 11.

ritoires de Tongre Notre-Dame et Tongre Saint-Martin qui lui donnait droit à 9 gerbes sur 100 avec la menue dîme « des agneaux, veaux, porcelets et poulets ». Le monastère de Crespin avait loué cette dîme à Lenclus moyennant la redevance annuelle de 150 livres, somme qui était consacrée à l'entretien du chœur de Tongre Saint-Martin. Sur l'ordonnance du Prélat, Lenclus avait fourni deux rasières de froment au curé de Tongre Saint-Martin en 1676 et restait redevable de 900 livres pour les années 1673 à 1678.

« D'après l'estimation des récoltes faites par le bailli et les échevins de Tongre, il appert que durant les années 1674, 1675, 1676 et 1677, les armées de France ont ravagé toutes les dépouilles du sieur Lenclus et lui ont occasionné de grands frais pour le logement des soldats. En considération de ces désastres, l'abbé Descamps l'a tenu entièrement quitte de la redevance desd. années y compris 1678. Toutefois, comme Lenclus a profité des menues dîmes de l'année 1679, il devra payer les 150 livres au monastère (1). »

La situation de Mabilles et de Lenclus était celle de la plupart des locataires.

D'après l'état des « arriéraiges d'huile et de cire dus à la trésorerie de Monsieur Saint-Landelin », nous nommons quelques retardataires pour les années 1667 à 1672 : Mabilles à Montigny, A. Douchy à Crespin, Marbaix à Harvengt, Mathieu à Harmignies, A. Boursier à Quiévreachain, Jacquez entre Deux Haine, P. Goffart au Corbeau, Macaret à Maing, Hiolle à Sebourg, etc..., etc... (2).

Une autre pièce énumère les « arriéraiges » des rentes seigneuriales dues pour les années 1670 à 1673. Ces redevances reposent : 1° sur plusieurs maisons situées dans les rues du Moulin, de la Louvière, des Viviers, du pont à la Cloye, à la maladrerie et sur le marché ; 2° sur certaines pâtures, terres et houblonnières situées derrière l'abbaye, à Loumois, à la Fontaine, au gouffre du moulin, aux Escoqfèvres, à la Motte, au Petit et au grand Amblise, etc. (3).

Ces quelques pièces permettent d'apprécier l'état de la ruine de nos contrées à cette époque.

§ 4. — Réparations diverses *Différends pour le presbytère de Crespin*

A la suite des ravages et des incendies, les réparations s'imposaient.

Au mois de juillet 1673, les religieux firent restaurer le refuge de Mons ; J. Moreau, qui avait dirigé les travaux de la redoute de Nimy, fut choisi comme entrepreneur. Sa quittance porte : pour

(1) Arch. du Nord, liasse 15.

(2) Arch. du Nord, liasse 6.

(3) *Idem*.

84 journées de maîtres et ouvriers, pour livrances de 8 tombereaux de chaux, 14 de sable, 5,000 briques, un châssis, une porte, une fenêtre, 2 sommiers, etc., payé 217 l. 17 s.

Au mois d'octobre de la même année, l'abbé Descamps fit travailler aux bâtiments du monastère; les ouvriers employèrent 8 jours 1/4, remplacèrent un sommier, des ancres, des combles, des feuilletts, des portes et des fenêtres (1).

En 1674, furent réparés les murs, la charpente, le toit des étables à moutons, les murailles et une double cheminée au corps de logis. Les dépenses s'élevèrent à 296 livres (2).

Quelques années plus tard, en 1679, l'abbé fit exécuter plusieurs réparations à la ferme de Montignies Notre-Dame-sur-Roc; le total des dépenses porte 727 livres (3).

En 1680, fut restauré le chœur de Quiévreachain; les frais s'élevèrent à 4,193 l. 12 s. 3 d.; pour sa quote-part, l'abbaye paya 307 l. 18 s. 8 d. (4).

**

Un différend survint entre le curé de Crespin, ses paroissiens et le monastère.

Maître Dufossez, après avoir dirigé 10 ans de la paroisse de Crespin, mourut le 28 juillet 1670; la cure demeura vacante onze mois. Mre Martin Dumoulin, curé de Quiévrain, fut chargé des deux églises. Le 24 juin 1671, l'autorité diocésaine transféra Mre André Fayneau, de la cure de Saint-Hubert (Ardenne) à celle de Crespin qu'il quitta le 6 décembre 1687 pour Dompierre, où il fut nommé prieur (5); il avait alors 69 ans (6).

Mre Fayneau, arrivant à Crespin, prit possession de son presbytère en ruines. Mre Dumoulin, visitant son nouveau confrère, le 27 juin 1671, lui conseilla de ne point occuper cette maison qui, par son état, mettait ses jours en danger.

Désirant ne présenter que de justes réclamations, le curé fit visiter son presbytère par des experts: Mre Jean Noeufbourg, curé de Thulin et doyen de Bavai, Loth, charpentier; Hayois et Lepoint, maçons. Ensemble ils rédigèrent ce rapport: « La muraille du côté
« de la cour menace ruine..., les deux pignons du côté de la rue
« doivent être rasés jusqu'au pied..., les deux murailles qui enca-
« drent la double cheminée doivent être démontées..., les châssis
« des fenêtres, les combles, les gîtes et un sommier sont pourris;
« l'autre sommier est à consolider; la toiture de tuiles est en mau-
« vais état..., le bâtiment au-dessus de la cour est à démolir, seuls
« les soubassements du côté de la rue et du marché peuvent être

(1) Arch. du Nord, liasse 28.

(2) *Id.*, liasse 11.

(3) *Id.*, liasse 11.

(4) *Id.*, série H, original.

(5) Arch. civiles de Crespin et Arch. du Nord, liasses 6, 12, 15.

(6) Arch. du Nord, liasse 5.

« conservés. Pour exécuter ces réparations, le devis prévoit une « dépense de 2,500 livres (1). »

Mre Fayneau adressa cette expertise aux mayeur et échevins de Crespin et les informa qu'il abandonnait son presbytère et louait une maison dans la rue du Moulin (2), en attendant que la cure fut rendue habitable (3).

A cet exposé, le curé joignit ses desiderata ; il demande comme presbytère « une honnête maison » avec une grange convenable et une étable pour y loger 6 vaches et un cheval. Les vaches lui permettront de faire un peu de négoce et d'économie pour aider à sa subsistance. Le cheval lui rendra les plus grands services, attendu que la cure de Crespin est privée de chapelain depuis 4 ans et que les hameaux dont il a la charge sont très distancés et presque inaccessibles en hiver.

Les habitants de Crespin n'acceptèrent aucune des propositions de leur curé et, après plusieurs démarches de celui-ci, ils déclarèrent ne vouloir entrer dans aucune de ses combinaisons. En présence d'un tel désintéressement, le 25 avril 1672, Mre Fayneau intenta un procès au mayeur et aux échevins de Crespin.

La question fut portée à la cour de Mons ; Mre André produisit pour sa défense les règles portées par le synode de 1586 et formulées en ces termes : « Les habitants doivent réparer le presbytère, « entretenir les ornements (4) de l'église, la nef, le clocher, les « cloches et les murailles du cimetière. » Mre Fayneau ajouta qu'il serait injuste d'imposer à un prêtre arrivant dans une paroisse la charge de rétablir un presbytère en ruines, d'autant plus que l'autorité peut le changer d'un jour à l'autre, ou qu'il peut être « prévenu de mort ». Enfin le curé se déclara sans ressources, chacun sait, dit-il, que « les prêtres, sortant des universités après leurs « études sont chargés d'argent comme un crapaud est chargé de « plumes ».

Le procès dura plusieurs années et, le 9 décembre 1676, la Cour condamna Mre Fayneau aux frais et ordonna *ex officio* à l'abbé Descamps de s'occuper du différend. A partir de cette date, l'affaire entra dans une nouvelle phase et, comme sur ces entrefaites, le village de Crespin fut donné à la France, la cause litigieuse fut étudiée à Tournai (5).

Le 31 décembre 1677 le Prélat établit comme avocat et procureur de son monastère Mre Duhamel.

Tout d'abord le parlement demanda les titres curiaux.

Dans le relevé nous lisons :

(1) Arch. du Nord, liasse 15.

(2) Propriété de Mre François Le Gouffre, pasteur de Bouchain, décédé vers 1674.

(3) Arch. du Nord, liasse 15.

(4) Chasubles, aubes, linges, table d'autel, calice, patène, luminaire, etc. (Arch. du Nord, liasse 11).

(5) Arch. du Nord, liasse 2.

Primitivement, la paroisse de Quiévrechain était une annexe de Quiévrain ; elle demeura en cet état jusqu'au xii^e siècle. A cette époque Quiévrechain devint à son tour mère église, à laquelle fut réunie la paroisse de Crespin (1).

En 1090, deux frères, Fulbert et Régnier donnèrent au monastère de Saint-Landelin un héritage situé entre les deux Haine ; en 1122 Gossuin de Mons donna à Saint Aybert ses biens situés près du mont Castillon. Les religieux firent bâtir une ferme sur chacune de ces propriétés ; peu à peu vinrent se grouper quelques maisons qui formèrent les hameaux appelés « le Petit-Crespin et Saint-Aybert ».

Ces deux agglomérations imposèrent aux bénédictins le devoir de songer aux besoins spirituels des habitants ; c'est pourquoi ils formèrent le projet de réunir en une seule paroisse ces lieux éloignés. Pour arriver à leur but, ils érigèrent « la moitié de leur nef » en mère église, et pour faciliter le ministère du desservant ils lui bâtirent un presbytère sur un terrain leur appartenant (2).

Cette première cure de Crespin fut construite à l'extrémité de la rue des Viviers et adjacente au chemin qui va de Crespin à Quiévrechain, vis-à-vis les étangs qu'alimentait la fontaine de Saint-Landelin. En d'autres termes, au croisement des chemins appelés à cette époque « la croix au Quesnoit » (3) et aujourd'hui « la perche à l'oiseau ». De ce fait, le curé résidait à la distance de « deux coups de mousquet » de l'église de Crespin, à une 1/2 lieue de celle de Quiévrechain et de la chapelle de Saint-Aybert, à une lieue de la Canarderie et à une lieue 1/2 de l'oratoire entre deux Haine.

Dès lors, il fut nécessaire d'établir les droits du desservant de Crespin, ses charges, ses revenus, etc. ; en 1309, un contrat fut arrêté entre le Prélat de Saint-Landelin, Thierry de Loze (4) et Nicolas de Crévecœur, curé. Dans cet accord, au sujet de la maison qui nous occupe, il est dit : « ...Presbytère dont jouit le pasteur, « ...dont ont joui ses prédécesseurs. »

Le desservant continua d'habiter cette maison jusqu'au milieu du xvi^e siècle, et en 1544, Mre Adrien Le Clerc, curé de Crespin, aliéna le premier presbytère et l'échangea contre un immeuble situé sur la place près de la halle. Alors la première cure « passa ès mains laïques », devint la propriété de Jean Michel et fut chargée de plusieurs rentes qui furent perdues par la ruine de cette maison. Le terrain qui comprenait l'héritage et l'emplacement de la maison fut acquis par J. Leprohon qui les donna en arrentement perpétuel à Jean et à Nicolas Defasseaux. Ceux-ci transformèrent le tout en houblonnière ; tel était encore son état lors du procès (5).

Ce transfert de la cure était un acheminement vers la séparation :

(1) Arch. du Nord, liasse 2.

(2) Arch. du Nord, liasse 28.

(3) Arch. du Nord, liasse 10.

(4) Voir la biographie de cet Abbé.

(5) Arch. du Nord, liasse 28.

des paroisses de Crespin et de Quiévrechain ; c'est ce qui arriva en 1572. A cette date, l'archevêque de Cambrai nomma un desservant à Quiévrechain et annexa à cette cure le hameau de Marchipont. A cette occasion, le monastère de Saint-Landelin, et le chapitre de Cambrai, assurèrent au desservant chacun 100 florins de rente annuelle. Ensemble et à leurs frais, les chanoines et les bénédictins construisirent un presbytère à Quiévrechain ; en souvenir de cette générosité, les armoiries du chapitre et celles du couvent furent gravées sur une pierre scellée dans la muraille du presbytère (1).

Voilà donc deux paroisses créées et deux curés installés ; le desservant de Quiévrechain occupe une maison adjacente au cimetière et celui de Crespin habite à 50 mètres de son église. Cette cure était la 4^e maison à compter de l'angle de la rue Prangère. En effet, à l'angle de la rue Prangère et de la place se dressait l'hôtel du Heaulme (la cure future) ; la 2^e maison appartenait à G. Dassonville ; la 3^e à T. Lhot « tenant à la vièze maison de cure » ; la 4^e était la propriété de Ant. Noël, clerc de Crespin, « qui fu cy-devant la maison de cure ». La ville de Crespin possédait le 5^e immeuble qui lui servait de halle « tenant à la vièze cure » et à l'hôtel des pitances. Enfin la 6^e habitation était l'hôtel du Cygne (2) donné aux pitances en 1490 par Dom Pierre Lefebvre (3).

La deuxième maison pastorale était déjà vieille lorsqu'elle fut achetée par Mre Leclercq ; cet immeuble ayant eu beaucoup à souffrir dans la suite par « les logemens et les campemens » des troupes, le curé déclara (92 ans plus tard) le presbytère inhabitable. Voici la description qu'il en fit à son Archevêque et à l'abbé pour en obtenir l'autorisation d'aliénation. Cette pièce fut, elle aussi, classée parmi les titres produits au procès.

Le presbytère, dit le curé, est « une hutte..., une cabane » : il se compose au rez-de-chaussée de deux pièces non pavées ; un petit jardin en forme tout l'héritage. La maison a un étage ; « quelques méchantes lattes avec des joncs » séparent l'étage du haut de celui du bas ; elle est dépourvue de grenier ; à moins de prendre la chambre du haut pour grenier et vice-versa, la cave est « défoncée ; les parois de la maison sont rompus et percés à jour de tous côtés ». La cheminée ne tient que grâce à un « charpentage » (4).

En présence d'un tel exposé, « par le naturel consentement de Mgr l'Archevêque et de M. le Prélat », l'hôtel du Heaulme situé à l'angle de la rue Prangère et du marché fut érigé en maison curiale en 1636 (5) ; Mre Jacquier était alors curé de Crespin. Ce desser-

(1) Arch. du Nord, liasse 3.

(2) Tous ces détails sont extraits des Arch. du Nord, liasse 7. — L'acte est daté de la fin du xvii^e siècle.

(3) Arch. de Condé, GG 91. — N.-B. : Le presbytère actuel (1914) de Crespin et son jardin englobent le terrain sur lequel était bâti celui acheté en 1544.

(4) Arch. du Nord, liasse 15.

(5) Arch. du Nord, liasses 7 et 28.

vant étant mort en 1640, il eut pour successeur Mre Jean Delerue dont nous rencontrons le nom pour la première fois en 1643 (1) ; il dut abdiquer en 1660, « sa main droite étant paralysée » (2). Mre Adrien Defossez le remplaça et fut rappelé à Dieu en 1670 (3). Après une vacance de 11 mois, le 25 juin 1671, Mre André Fayneau arrivait à Crespin et trouvait un presbytère en ruines. D'où le procès intenté par le curé à ses paroissiens.

**

Avec les titres curiaux, le parlement de Tournai demanda un relevé exact des revenus de la cure de Crespin ; Mre Fayneau produisit cet état :

« En 1671, outre le froment consommé pour mon pain, désirant « me procurer un peu d'argent pour faire ma bière, je vendis le « reste de mes grains qui comprenaient 16 rasières de blé à 40 p- « tars la rasière et 32 rasières d'avoine à 44 sols le huitteux et je « reçus 238 l. 8 s.

« Le rendement en grains de l'année suivante s'éleva à 255 l. 8 s.

« En 1673, le froment et l'avoine ont rapporté 278 l. 8 s. ; douze « charretées de foin m'ont donné 6 l., c'estoit plutôt des jongs et des « roseaux.

« Le monastère fournit au curé 200 gerbes, soit 20 l. Le Pasteur « a le droit de mettre une vache dans les prairies de l'abbaye soit « 24 l. Pour 47 portions monacales, le curé reçoit 47 l., pour la « dîme de Saint-Aybert 20 l., pour celle de la Chapelle entre deux « Haine 20 l., pour la menue dîme qui consiste en poulets, cochons, « laine, agneaux et fruits, la moyenne du revenu est de 30 l.

« Le gambage qui donne au desservant droit à un pot de bière « au brassin équivalant à 10 l. et les offrandes à 6 l.

« Quant aux obits et autres choses semblables, Mre Fayneau « déclare qu'il a reçu la première année 252 l., la 2^e 144 l., la « 3^e 240 l., la 4^e 168 l. et la 5^e 120 l.

« Pour les messes, vigilles, processions, vêpres, matines, litanies « fondées par chaque confrérie, le pasteur perçoit :

« De la confrérie Saint-Nicolas..... 8 l. 12 s.

« De l'église 49 s.

« Des pauvres 23 l.

« De l'hôpital 2 l. 19 s.

« Des pauvres de Saint-Aybert..... 2 l.

« De la confrérie de Saint-Sébastien..... 7 l. 8 s.

« De la confrérie du Saint-Sacrement..... 20 l.

« De la confrérie de Notre-Dame des Halles..... 64 l. 19 s.

« Comme bien de cure, le pasteur de Crespin possède :

« Le presbytère sur le marché, — neuf quartiers au Huart Cam-
« bier (terres et houblonnières), — trois huittelées de terres au
« Saultoir Aubry, — un quartier sur la Petite Amblise, — trois quar-

(1) Voir Brasseur.

(2) Arch. du Nord, liasse 24.

(3) Acte de l'état-civil de la mairie de Crespin.

« tiers de terres au Roeux, — un demi journeux de terre à Lou-
« mois et trois quartiers (passim). Ces différents biens garantis-
« sent à un curé 54 l...

« Au total, Mre Fayneau déclara la somme de 714 l. 7 s. comme
« revenu moyen et annuel de sa cure (1). »

De cette somme, ajoute le desservant, il faut défalquer les char-
ges qui s'élèvent comme suit : « Je paie :

« A la confrérie Notre-Dame de Halles..... 21 s. 6 d.
« Au Prélat qui me réclame 6 huitteux 1/2 d'avoine et un vas-
« seau pour les années 1671, 1672, 1673, 1674, soit..... 41 livres
« Pour les chapons..... 14 livres
« Pour les XX^e des feux et cheminées..... 25 l. 2 s. 6 d.
« Au clergé 40 l. 16 s. 6 d.
« Soit une taxe de..... 102 l. 5 sols

« D'où il reste 592 l. 2 s. pour une année de cure. »

Enfin Mre Fayneau fait remarquer qu'il loue une maison depuis
5 ans et « at esté chargé de logement et de soldats » (2).

A la suite de cet exposé, le curé de Crespin ajoute : « Il m'est
« absolument impossible de contribuer à la réparation du presby-
« tère (3). »

**

En 1678, les deux parties s'arrangèrent à l'amiable comme il
suit :

« 1° Le procès du presbytère est arrêté et il n'en sera plus fait
« mention à l'avenir ;

« 2° Le curé accepte 300 patacons que lui offre l'abbaye pour le
« dédommager des sept années de location et pour sa part de con-
« grue des années 1676 et 1677 ;

« Le couvent s'engage à donner à Fayneau ce qui lui reste dû de
« l'année 1675. A partir de 1678, la portion congrue sera intégra-
« lement payée au pasteur ;

« 3° A l'avenir, le curé se logera à ses frais ; pour y faire face,
« comme aux charges ordinaires imposées par le roi, c'est-à-dire
« 300 l. par an, il recevra les deux tiers de la menue dîme que
« tient contre lui J. Defasseaux, fermier du Prélat ;

« 4° A la place d'une « halle » que le desservant a le droit de
« faire pâturer avec les vaches du monastères, il aura la culture
« qu'occupait récemment N. Défasseaux ;

« 5° Pour indemniser Fayneau des frais supportés pendant les
« procès, les terres qui dépendent de la cure seront exemptées des
« droits de dîme et de terrage ;

« 6° Toutes les terres et les prairies « renseignées » par les
« exécuteurs testamentaires de Mre Martin Sohier en 1623 seront
« restituées à la cure ou leur équivalent ;

« 7° Pour éviter à l'avenir toute contestation au sujet de la recette

(1) Arch. du Nord, liasse 15.

(2) *Idem.*

(3) Arch. du Nord, liasses 7, 22 et 28.

« des grains dûs pour la portion congrue, il a été statué qu'ils
 « seraient directement payés au curé par les fermiers d'Elouges et
 « de Quiévrechain et non plus par le grainetier du monastère ;

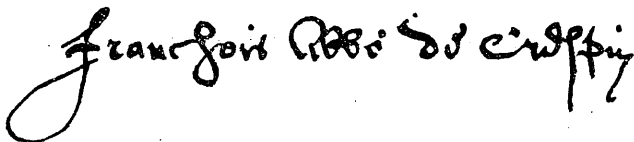


Fig. 54. — Sign. de D. Descamps (1678).

« 8° Enfin, en cas de difficulté nouvelle, les parties, avant d'en-
 « trer en procès, soumettront le cas à l'archevêque de Cambrai,
 « dont elles accepteront les conseils, ceci sous peine d'amende
 « pour qui enfreindrait cet article.

« (Signé :) Mre André Fayneau, curé de Crespin ; D. François
 « Descamps, abbé de Saint-Landelin (1). »

§ 5. — *Baux, Arrentements et Associations de prières. — Nomina-
 tions et professions. — Mort de D. Descamps. — Ses armoiries*

En 1671, M. André a repris à bail une mesure et houblonnière
 tenant à l'hôtel du Cygne, à la rue et à la ruelle, au rendage de
 30 l. (2).

Le 12 mars 1672, le monastère a loué à J. Douchet pour 102 l.
 la pêche du Petit Aulnois que, le 10 mars 1675, N. Defasseaux a
 repris aux mêmes conditions (3).

Le 21 mars 1675, les gardes du marais, avec le consentement de
 l'abbé Descamps et « après les billets attachés », ont mis à louage
 pour un an la pêche d'Escopignies et de la Chapelle. Le Prélat se
 réserva le fossé Rubry qui fait la séparation des marais, la canar-
 dière et les fossés qui l'entourent.

Le bail renfermait les clauses suivantes :

Le locataire ne pourra lever la vanne ni pêcher qu'en deça de
 100 pieds du « ventail », sous peine d'une amende de 100 sols et
 ses « harnas » confisqués ;

Il sera tenu de fermer la vanne 4 fois durant son bail et d'entre-
 tenir le fossé ainsi qu'une partie de la Savernière ;

Il paiera les frais de la criée, les « billets, le bannement, le
 passage de la pêche », 25 l. aux gens de loi et les droits des gardes,
 les uns et les autres se contenteront de ce paiement en temps de
 guerre ;

(1) Arch. du Nord, liasse 2.

(2) Arch. de Condé, GG 94.

(3) Arch. du Nord, liasse 15.

Enfin, le locataire paiera aussitôt la moitié du montant de l'adjudication et le reste à la Saint-Jean 1675.

La pêche fut adjugée à J.-B. Descamps pour la somme de 1,072 livres (1).

**

Le 1^{er} mai 1670, le Prélat a arrenté à J. Bury, mayeur de la seigneurie de Crespin à Rombies, une maison et 2 mencaudées de terres situées à Rombies. Le preneur paiera 11 sols, 2 huitteux d'avoine, un chapon et un pain (2).

Le 4 mai 1673, D. Descamps a passé en arrentement perpétuel à N. Defasseaux de l'hôtel du Cygne et ses héritages, c'est-à-dire 600 fosses de houblon. Defasseaux a promis de payer chaque année une rente nouvelle et héritière en plus des rentes anciennes, qui consistaient en 4 deniers fors, un huitteux d'avoine, deux chapons, 2 corvées et 150 l. rachetables au denier 16.

Les revenus provenant de cet arrentement devaient être employés à l'achat d'un refuge à Valenciennes, lequel devait être soumis aux « charges que faisoit la maison et l'héritage arrentés ». Ces obligations étaient : 36 lots de vin payables chaque année à l'abbaye (3).

Le 4 novembre 1677, D. Descamps arrenta à perpétuité à F. Charles « une grande maison et héritaige gisant en la rue Salle-le-Comte » moyennant une nouvelle rente héritière de 129 l. 6 s. 6 d. à ajouter aux 220 l. 13 s. 6 d. rachetables au denier 20 (4).

Le 8 juin 1679, le Prélat donna à rente à L. Rousseau une maison située dans la rue du Moulin. Liévin s'est engagé à payer chaque année 4 l. 10 gros t. 4 deniers fors, un huitteux d'avoine, 2 chapons et 2 corvées. Cet immeuble a été en même temps chargé d'une nouvelle rente de 20 sols (5).

**

Sous l'abbé T. Gignos, une confraternité de prières avait été établie entre les monastères de Saint-Landelin et de Saint-Denys en Broqueroie. Comme « les religieux des deux abbayes estoient extrèmement fatigués par les charges et les obligations réciproques « auxquelles ils estoient obligés, pour quoy diminuer, ils firent un

(1) Arch. du Nord, liasse 33. — N.-B. : Un bail semblable a été passé en 1670, 1671 et 1672. (Cf. pièces just. baux divers n° 43-M.)

(2) Arch. de l'Etat-Civil, mairie de Crespin.

(3) Arch. de l'étude de Mre Alph. Bureau, notaire à Condé, n° 391. — N.-B. : Cet arrentement porte la date 1673 ; nous avons vu plus haut qu'en 1676 les échevins de Valenciennes avaient logé des soldats dans le refuge que possédait l'abbaye en cette ville. C'est donc entre 1673 et 1676 qu'il faut placer l'acquisition de ce refuge, le premier ayant été vendu, selon toute apparence.

(4) Arch. du Nord, fonds de l'abbaye, orig. en parchemin.

(5) Arch. notar. de Mre Alph. Bureau, n° 487.

« nouvel acte dans lequel ces charges sont supportables et dont
« ils s'acquittent avec la plus grande exactitude » (1).

En effet, D. Thomas Bize, abbé de Saint-Denys et D. Fr. Descamps, considérant que la confraternité établie entre leurs monastères était plus à charge aux vivants que profitable aux défunts, établirent ces nouveaux statuts :

« A l'annonce de la mort d'un frère profès, convers ou novice, une messe conventuelle sera célébrée pour le repos de l'âme du défunt. Pendant cette messe toutes les cloches seront sonnées.

« Tout prêtre célébrera deux fois le Saint Sacrifice de la Messe.

« Les profès et les novices réciteront 50 psaumes et les convers cent fois le *Pater* et l'*Ave Maria*.

« Fait et passé le 28 décembre 1674 (2). »

La chronique de Saint-Denys en Broqueroie dit : « Au mois de novembre 1673 at esté changée la confraternité avec ceux de Crespin et ceux de Vicoigne (3). »

L'association de prières entre les abbayes de Crespin et d'Anchin fut changée comme suit en 1675 : les 7 psaumes seront omis et remplacés par une seconde messe que tous les prêtres s'engagent à célébrer. Quant aux autres religieux, ils réciteront 100 psaumes.

Ces nouveaux statuts n'ayant pas été écrits, le prieur de Crespin, D. Michel Fiévet, et celui d'Anchin, D. Joseph Doye, ont rédigé cet acte le 1^{er} octobre 1683 (4).

**

L'abbé de Crespin, à cause de son droit de patronat, nomma à la cure de Quérénaing Maître Noël Gossart pour remplacer Maître Dupont.

En 1704, avec l'agrément du prélat de Crespin, Fénélon nomma, pour remplacer Mre Gossart, Mre Pierre Jacques Doutreman (5).

**

Parmi les professions religieuses, nous relevons celles de François Bourgeois, Benoît Bouvier et Landelin Seppa (6).

**

Nous ne possédons aucun détail sur la fin de D. Descamps ; nous savons seulement que « le 25 novembre 1678, l'abbé était malade », alité même ; à cette date, il faisait écrire : « J'attends d'être remis sur pied pour vaquer aux affaires de la maison » (7).

(1) Note de D. Queinsert datée du 3 mars 1772.

(2) Coll. Moreau, t. 273, p. 23 et la note. Cf. pièces justif. n° 42-K.

(3) Ms inédit chez Mgr Cappliez, doyen à Valenciennes.

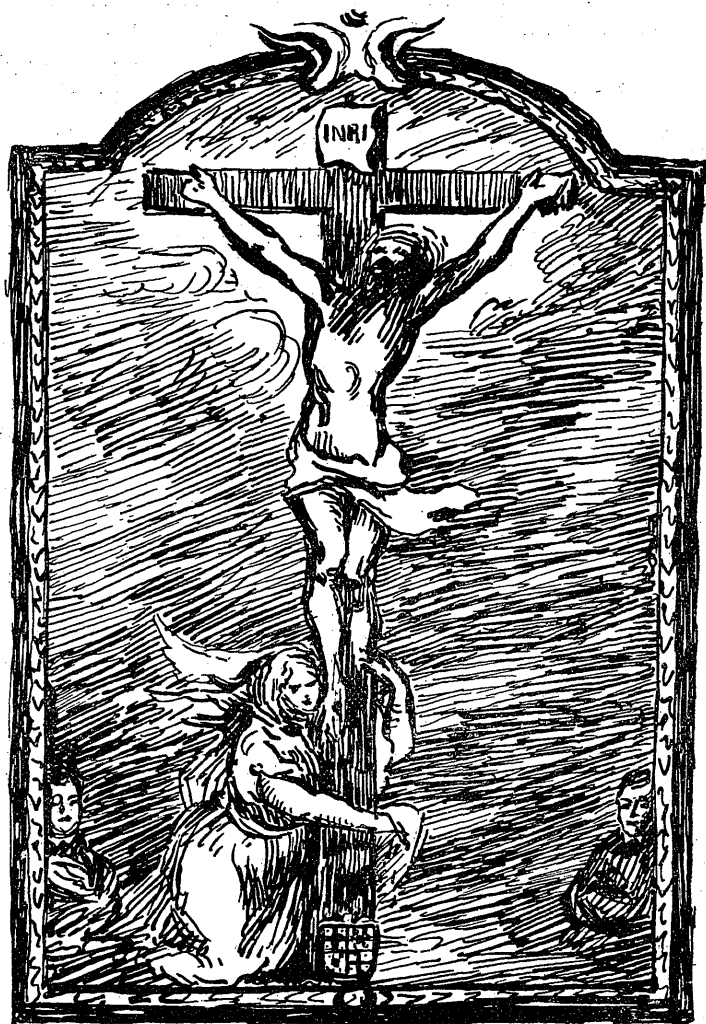
(4) Arch. du Nord, série H, liasse 10. Cf. pièces justif. n° 42-M.

(5) Arch. du Nord, liasses 28 et 31.

(6) Arch. du Nord, liasse 14. — N.-B. : *Inventorium D. Landelini Seppa : habeo lectum cum gadinis, duo tegmina, duo paria linteaminorum, duas arcas sedem, tabulam, vestiariū, vestem cubili, togam cucullam, quatuor scapularia, duos mallas pulmina, cervical, duo paria foemorationum, duo paria tibialiorum, undecim inducia, septem strophista, biretum, novem patacones et parva... per amplius, octo bireta nocturna, decem abstersiones* (Arch. du Nord, liasse 28).

(7) Arch. du Nord, liasse 22.

En second lieu, nous pouvons dire : « Le prélat est décédé avant le 21 mai 1681 » ; témoin la réponse adressée à cette date par les religieux à Mre de l'Estrée, curé de Tongre-Saint-Martin, récla-



Dessiné par Mad^{emoiselle} Marg. Lombois. 1912.

Fig. 55. — Eglise de Crespin : Le Christ en croix.

mant une partie de sa portion congrue : « Votre demande est arrivée peu après la mort de D. Descamps..., n'étant pas suffisamment autorisés, nous n'avons rien pu changer nous-mêmes » (1).

(1) Arch. du Nord, liasse 15.

Troisièmement, la nomination de D. Cochin par Louis XIV, datée du 2 mai 1681, nous permet d'affirmer : « L'abbé Descamps mourut au début de l'année 1681. »

Enfin, l'auteur de « Gallia Christiana » dit : « D. François Descamps trépassa le 22 janvier 1681 au milieu de ses religieux. » Nous ajoutons : il était dans la 54^e année de son âge, la 35^e de sa profession religieuse, la 28^e de son sacerdoce et la 12^e de sa prélature.

Ce fut Mre Fayneau, curé de Crespin, qui célébra le service de l'abbé Descamps (1).

Son titre de député des Etats, la mission dont il fut chargé à Mons (2) nous prouvent l'estime dont jouissait ce bénédictin et la confiance dont il était honoré. Tout révèle chez D. Descamps un jugement droit et sûr, reposant sur la sagesse et la justice (3).

**

Il existe jusqu'à ce jour, à notre connaissance, trois reproductions des armoiries de D. Descamps.

Un premier sceau est appendu à un acte de procuration donné par le prélat à D. Lambert Bouillon, moine de Liessies, à la date du 24 mars 1672 (4).

Un second est reproduit par D. Queinsert à l'occasion de la rénovation de la confraternité de prières établie entre le monastère de Saint-Landelin et celui de Saint-Denys en Brocqueroie (5).

Enfin, l'église de Crespin possède comme retable au maître-autel un tableau de provenance abbatiale ; il représente le Christ en croix et la Madeleine à ses pieds. Cette toile, d'une valeur ordinaire, est intéressante à cause des deux Bénédictins représentés agenouillés dans les angles et qui sont, sans doute, les portraits des donateurs (6). L'auteur de la peinture est Adam Desprez.

Au pied de la croix se voit un écusson écartelé : aux 1 et 4 d'or à la croix de gueules cantonné de 4 étoiles de sable, aux 2 et 3 échiqueté d'argent et d'azur à un écu de gueules en abîme sur le tout (7). Plus bas on lit la date de 1675, et au-dessous la devise de l'abbé Descamps : « *Maxima virtus notitia sui* » (8).

(1) Arch. de Condé, GG 94, 4^e pièce.

(2) La Gallia Christiana, d'après l'építaphe de l'Abbé.

(3) Arch. du Nord, liasse 28.

(4) Arch. du Nord, fonds de l'abbaye de Liessies, liasse 88.

(5) Coll. Moreau, t. 273, p. 23.

(6) « La tradition fait des 2 moines représentés 2 frères ; il est très probable que notre prieur y soit » (Ms du presbytère de Crespin). — Sans vouloir contester la valeur de ce Ms, nous ferons observer qu'en 1671 (Arch. du Nord, liasse 4), en 1679 et en 1683, le prieur était D. Michel Fiévet. En outre, à cette époque, il y avait au monastère de Crespin deux frères, Dom Dimitien et Dom Adelin Fermault.

(7) V. Bibl. de Lille, C. n° 43. — Item, Ms du presbytère de Crespin.

(8) « La plus grande vertu est la connaissance de soi-même. » — N.-B. : Cette toile a été déchiquetée au recul des Allemands au début du mois de novembre 1918, lors de l'explosion produite par les mines qui renversèrent la tour et enfoncèrent les vitraux.

CHAPITRE IX

DOMINIQUE COCHIN (1681-1703)

§ 1. — *Cochin. — Son entrée au monastère de Crespin. — Sa profession. — Ses charges. — Elu abbé, Louis XIV lui adresse ses lettres patentes. — Il est béni. — Deuxième guerre de coalition. — Le traité de Ryswick.*

D. Cochin naquit en 1634 dans le Hainaut (à Harchies, Hautrages, Ville ou au Pommerœul). Son père s'appelait Pierre (1).

Rentré au monastère de Saint-Landelin, Dominique fit sa profession en 1654 (2), sous D. Liénart, comme l'atteste cet acte :

« Moi, frère Dominique Cochin, je promets la stabilité, la conservation de mes mœurs et l'obéissance selon la règle de saint Benoît, dans ce monastère placé sous le vocable des Saints Apôtres Pierre, Paul et de saint Landelin, en présence de D. Dominique, notre abbé. »

Trois ans après sa profession (en 1657), Cochin, à cause des guerres, dut quitter le monastère et se réfugier à l'étranger (3) ; rentré à l'abbaye, il fut ordonné prêtre en 1659 (4) ; il était dans sa 25^e année.

En 1665, D. Cochin fut nommé trésorier de la maison et remplit cette charge pendant 10 ans (5) ; en 1670, il fut choisi comme homme vivant et mourant pour les biens de l'hôpital (6).

A partir de 1675, D. Dominique signe comme maître d'hôtel (7) ;

(1) Arch. du Nord, liasse 31.

(2) Arch. de Bruxelles, élection de D. Bouly, 4^e dossier.

(3) Arch. du Nord, liasse 28.

(4) Arch. du Nord, liasse 14 et Arch. de Bruxelles, loc. cit.

(5) Arch. du Nord, liasses 28 et 29. — N.-B. : Comme trésorier, en 1665, D. Cochin donnait aux collecteurs de la morte-main un témoignage attestant que A. Baneston était de la « francque orine de Dieu et de St Landelin » ; il ajoutait que toujours Anne avait fidèlement payé 2 deniers pour jouir de l'exemption de la morte-main. A cet effet, il priait les collecteurs de ne « molester ni le mari de la veuve ni ses héritiers » (Arch. du Nord, liasse 28).

(6) Arch. du Nord, liasses 7 et 28.

(7) Arch. du Nord, liasse 22.

il était encore chargé de cet office lorsqu'il fut élevé à la prélature.

Nous ne redirons pas toutes les formalités qui s'accomplissaient lors d'une élection ; nous nous contentons de rapporter que Monseigneur Magalotty (1) avait spécialement désigné à Sa Majesté D. Cochin, son ami.

« De Versailles, le 2 mai 1681 (2), Louis XIV adressoit ses lettres « patentes au monastère par lesquelles il nommoit à l'abbaye régu-
« lière de Crespin, D. Dominique Cochin, religieux profès de la
« même abbaye, à la réserve d'une pension annuelle de 600 livres
« sur les fruits d'icelle en faveur de Mre Pierre Malhomme, prêtre
« du diocèse du Puy » (3).

D. D. Cochin fut béni le 5 avril 1682 par Jacques-Théodore de Brias, archevêque de Cambrai. La cérémonie fut célébrée au monastère de Saint-André du Cateau avec les solennités prescrites par le droit canon. L'archevêque fut assisté par D. Bernard Taffin, abbé du monastère d'Hasnon et D. Anselme, abbé de Saint-André. Après les interrogations prescrites par les Saints Canons et la bénédiction, Mgr de Brias remit à D. Cochin la crosse, la mitre et l'anneau, après avoir revêtu d'un gant la main du nouvel élu ; enfin, il reçut son serment de fidélité et d'obéissance, puis l'intronisa (4).

Les premiers actes accomplis par le nouvel élu furent : le renouvellement de l'association de prières avec l'abbaye d'Anchin, l'autorisation qu'il accorda à D. Tassin d'accepter la charge d'homme vivant et mourant pour les biens de la chapelle N.-D. de l'église paroissiale de Crespin (5) et la nomination d'un prévôt, nomination dont voici l'acte :

Le 23 novembre 1682, D. Cochin établit pour la conservation des droits de l'abbaye, « D. Laurent Douville, prêtre religieux, prévost
« d'icelle terre, justice et seigneurie, despendances et appendances,
« lui a donné plein pouvoir, autorité de recevoir et faire passer
« tout devoir de loy, deshéritances et adhéritances de fond d'héritage et main ferme, de rente héritière tant par vendage absolu,
« nouvelle charge de rente ou rapport en sureté de dettes, comme
« aussy de donations qui se passeront par devant loy, lesquels de-
« voirs, il poldra passer librement les droits seigneuriaux, comme
« aussy de recepvoir tous rapports de verdes lois tant pour faulte de
« clostures que pour emprisonnement de bestes trouvées à damaiges
« ès terres et préryes et de recepvoir chaque manan de nostre juris-
« diction, tant pour fumier que pour arbres ou bois deschargé sur

(1) Lieutenant général des armées de France et gouverneur de Valenciennes.

(2) Gallia Christiana dit : Cochin fut élu le 2 juin 1681.

(3) Bibl. Nationale de Paris, Ms 6657, p. 327.

(4) Arch. de la famille de Croy, carton 71, p. 141. — N.-B. : Gallia Christiana dit : « Anselme Maurin siègea depuis 1695 » ; cependant l'acte original en parchemin porte : « ...*assistentibus nobis Rdis Dominis B. Taffin monasterii Hasnon. et Anselmo dicti monasterii Sti Andreæ in Castello abbatibus...* »

(5) Arch. du Nord, liasse 10.

« warescaix, lois qui sont données par les chartres, et ce par voie
 « amiable après sommation faite ou bien en vertu de la commis-
 « sion émanée de nostre bailly. Après l'adjudication juridique des
 « dicts droits de leur baston, à tous vendaiges d'héritages qu'ils se
 « passeront par devant loy, et de donner le coup de baston après
 « avoir demandé advis aux eschevins et hommes de fief de Hainaut
 « y présens. Ouïr et recepvoir toutes présentations des comptes de
 « massarderie, pauvres et fermages de Crespin, et aultres, et d'as-
 « siser à toute plante de bonne (plantation de bornes), division
 « d'héritages, mis hors de pain, et recevoir toute lettre close,
 « venant de nostre ressort et tous aultres debvoirs de loi, donnant
 « en oultre mandement aux échevins de nostre terre et seigneurie
 « dud. Crespin de la première semonce dud. prévost, faire loy et
 « tout ce que dessus, promettant avoir pour agréable, ferme et
 « stable à tousjours ce que par led. D. Laurent Douville se fera,
 « jusques à nostre rappel... » (1).

**

Sous la prélatrice de D. Cochin, l'Europe fut agitée par la deuxième guerre de coalition, à laquelle mit fin le traité de Ryswick signé le 20 septembre 1697 entre la France et les Pays-Bas, l'Allemagne, l'Espagne et l'Angleterre.

Pendant ces troubles, le couvent de Saint-Landelin eut à souffrir dans ses biens et ses revenus ; il vit avec ses charges augmenter ses obligations ; en voici quelques exemples :

L'église, le chœur et la sacristie d'Harvengt « sont ruinées par les « guerres » ; il est urgent de faire des réparations. L'abbaye de Crespin paiera sa quote-part.

En 1684, « plusieurs suisses et soldats étoient logés à l'abbaye de Crespin » ; les Bénédictins profitèrent de ces ouvriers improvisés pour faire descendre « dans le bas couvent » des bottes de seigle. Outre le « rafraîchissement », les soldats reçurent 38 sols pour leur salaire (2).

En 1684, on vendit à Crespin « des combles de bois ruinés » (3).

Le curé d'Elouges déclarait en 1688 : « L'église et le chœur tombent en ruines par caducité et force majeure de la guerre. »

Les hostilités ayant éclaté au mois d'avril 1689, le prince de Ligne, seigneur du Pommerœuil et du Petit-Crespin, partit aussitôt ; lors de la prise de Mons en 1691, sa terre fut confisquée (4).

Lors du siège de cette ville, le refuge de Crespin fut dévasté ; il fallut le rebâtir. Dans la même circonstance, le presbytère d'Asquillies « a esté tiré à bas par les ennemis » ; en 1698, le curé demandait qu'il fut reconstruit.

(1) Arch. de la duchesse de Croy, château de Condé, carton 70, pièce 90. Original en parchemin auquel demeure appendu le sceau de l'Abbé. — N.-B. : C'est le seul acte de ce genre que nous avons trouvé.

(2) Arch. du Nord, liasse 14.

(3) Arch. du Nord, liasse 19.

(4) Arch. du Nord, liasse 15.

Le 19 et le 20 juin 1690, les armées françaises séjournèrent au Petit-Crespin ; le 19 et le 20 juillet suivant, elles se trouvaient à Quiévrain ; du 5 au 10 août 1690, le quartier général du maréchal de Luxembourg était établi à Hensies (1).

Jean Froissart, maire de Ville en 1694, déclarait avoir dû quitter le pays 2 à 3 ans à cause de la rigueur des guerres (2).

La même année (1694) une armée a traversé les Enclosis (canton de Crespin), causant de graves dommages aux prés de l'abbaye et des particuliers (3).

Les habitants de Tongre déclaraient en 1699 « qu'avec la dernière guerre ils estoient réduits à une extrême misère » et le curé, en réclamant pour son église, ajoutait : « La sacristie se réduit à un méchant coffre que les soldats ont brisé » (4).

Tout est à refaire ou à réparer aux immeubles du couvent de Saint-Landelin et aux immeubles dont il a la charge. En effet, que de prairies longtemps couvertes d'eaux, que de champs demeurés incultes, que de fermes, d'habitations, d'églises dévastées et abandonnées et dont l'état de délabrement fait pitié.

Les réparations, toutes aussi urgentes les unes que les autres, engendrèrent de nombreuses réclamations ; l'abbé, effrayé, essaya parfois, mais en vain, de secouer le joug de ses obligations, d'où les procès.

Au sein de la plus grande pauvreté et du dénûment le plus absolu, nous sommes forcés d'admirer les œuvres du prélat de Crespin.

§ 2. — *Les réparations et constructions*

Le 19 novembre 1684, Mgr de Brias, archevêque de Cambrai, visitant le monastère, ordonna à D. Cochin de pourvoir aux réparations (5).

Procédons par ordre, jugeons le Prélat par ses actes et considérons les dépenses supportées par l'abbaye.

Les habitants de Quérénaing, après s'être vainement adressés aux patrons (6) et aux décimateurs (7) de leur communauté pour les réparations à exécuter à leur église, présentèrent le 12 août 1685

(1) Hist. militaire de Flandre de 1690 à 1694 ; cartes géographiques, planche 9 « camps de Leuze et du Pommeroeul », et planches 23 et 26 « camps de Mons ou de Taisnières et d'Hensies ». L'atlas de l'époque est conservé chez M. de Sailly à Hensies.

(2) Arch. du Nord, liasse 23.

(3) Arch. du Nord, liasse 15.

(4) Arch. du Nord, liasse 15 et Arch. de Condé.

(5) Bibl. Nat. Paris, Collection Joly de Fleury, T. 1342, p. 5 et suiv.

(6) Les religieux de Crespin.

(7) Les chanoines de la métropole de Cambrai, ceux de la collégiale de St-Géry à Valenciennes, de N.-D. de Condé et les religieux de St-Saulve.

une requête à la Cour (1). Dans cette supplique, ils exposèrent l'état du chœur : « Il est dans un tel état de délabrement et tellement « dépourvu de couverture qu'à la moindre pluie le prêtre ne peut « plus être à l'abri quand il célèbre la messe. »

A la suite de cette plainte, le 24 février 1688, le monastère de Crespin était condamné à supporter les charges de la réfection du chœur de Quérénaing (2).

En exécution de cette condamnation, le 21 avril 1688, un maçon, un charpentier et un couvreur furent chargés d'établir un devis pour les travaux à exécuter et dont voici le relevé :

« La maçonnerie : il faut réparer les establenens du chœur des « deux côtés, les ailes du pignon, le bout et sa croix.

« La charpente : il est nécessaire de remettre des deux côtés sur « une largeur de six pieds de nouvelles quevettes en bois de chêne « de 3 à 4 pouces, de raccommoder et recheviller certaines courbes « de la charpente et de remettre une fenêtre de 2 pieds de long.

« La toiture : il est indispensable de relever le dessous du toit « des deux côtés, sur toute la longueur du chœur à la hauteur de « 7 pieds et de renouveler les feuilletts sur les quevettes. Les 4 côtés « du toit devront être protégés par des feuilles de plomb. Enfin « plusieurs faitières sont à remplacer (3). »

L'expertise terminée, les travaux furent mis en adjudication « aud. Quérénaing le 6^e de may 1688 » (4).

Après divers rabais, les travaux furent adjugés comme suit : « la maçonnerie à J. Quertin et J. Barbez pour 42 liv., la charpente à H. Villain pour 26 liv., et la toiture à Briastre pour 94 liv. » (5).

Le 5 juin 1688, les ouvrages terminés, Mre Noël Gossart, curé de Quérénaing, donna aux entrepreneurs une attestation témoignant qu'ils s'étaient dûment acquittés de leur entreprise (6). Munis de ce témoignage, les ouvriers se présentèrent à l'abbé Cochin qui les paya aussitôt (7).

**

A Harvengt, l'état de l'église était lamentable..., la nef, le chœur et la sacristie ont été « toutes ruinées par les guerres » ; d'où, en 1683, les hommes de la loi s'adressèrent au monastère de Saint-Landelin pour en obtenir la réfection. Leur demande ayant été acceptée, il fut procédé à la mise au rabais des travaux qui furent adjugés à des ouvriers de Crespin et d'Harvengt. Le « compteur » du monastère, chargé de la surveillance des réparations, « rafraîchit » ses hommes et reçut 12 livres « pour ses salaires et débours ».

(1) Arch. du Nord, liasse 28.

(2) Arch. du Nord, série H, original sur papier.

(3) Arch. du Nord, liasse 25.

(4) Arch. du Nord, liasse 28.

(5) Arch. du Nord, liasses 25 et 23.

(6) Arch. du Nord, liasse 33.

(7) Arch. du Nord, liasses 20 et 23.

Un entrepreneur d'Harvengt fit les charrois avec ses chevaux et reçut 48 livres.

La note du maçon « pour avoir réparé les fondations et les murailles du chœur » porte 17 liv. 4 s.

Les dépenses occasionnées par la toiture s'élevèrent à 40 livres 2 s.

Le vitrier présenta une note de 11 l. 13 s.

Les frais de livraison de bois (feuilletts, chevrons, etc.) s'élevèrent à 15 l. 3 s.

La main-d'œuvre terminée, l'église et le chœur furent blanchis à nouveau, l'ouvrier reçut 12 l. et une gratification de 48 sols « en récompense de son travail bien fait ».

Toutes ces dépenses furent à la charge du couvent de Crespin (1).

Quelques années plus tard, il fut nécessaire de réparer le presbytère d'Harvengt. Il était en si mauvais état que le curé, Mre Pierre Flament, dut l'abandonner et louer pour 60 florins une petite maison qui se composait de deux petites pièces : l'une servait de chambre à coucher et de cuisine au curé, l'autre était à l'usage de la servante.

Mre Pierre s'était adressé aux religieux de Crespin pour réparer sa maison curiale ; ceux-ci ayant refusé, le 10 juillet 1697, le Sr Flament s'adressa au Conseil souverain du Parlement de Tournai pour obtenir de l'abbaye de Saint-Landelin « une maison curiale avec four, étable, grange, puits, cave, etc. »

Après plusieurs répliques échangées, il fut conclu :

1° En 1697 que les codécimateurs, c'est-à-dire les moines de Crespin, de Lobbes, de Liessies, etc., partageraient les frais du logement provisoire du curé ;

2° Le 9 mai 1700 la Cour décida que l'abbé D. Cochin ferait rebâtir le presbytère d'Harvengt selon le plan dressé et que les frais seraient, par moitié, partagés entre le curé et D. Dominique ;

3° Enfin le 15 mai 1700, il fut arrêté que le monastère de Saint-Landelin paierait la moitié des frais du procès et que le mayeur et les échevins d'Harvengt auraient l'autre moitié à leur charge (2).

**

En 1688, la restauration de la sacristie s'imposait à Bougnies ; les dépenses s'élevèrent à 248 l. 13 s. Quelques menues réparations furent faites à l'église et à une de ses chapelles ; on paya 66 l. 4 s. ; le monastère de Crespin donna sa quote-part (3).

A Asquillies, le presbytère « at esté tiré à bas pendant le siège « de Mons par les ennemis à la réserve d'une chambre ». Le curé, Mre Jean Busler (ou Bierler) demanda à la cour de Mons d'obliger le couvent de Crespin à remettre sa maison pastorale dans un état « décent et suffisant ».

D. Cochin accepta de payer sa part des frais, à condition que les

(1) Arch. du Nord, liasse 15.

(2) Arch. du Nord, extraits des liasses 3, 10, 11, 13, 14, 15 et 22.

(3) Arch. du Nord, liasse 15.

codécimateurs feraient de même. Sa proposition fut acceptée ; un des codécimateurs cependant, Mre Antoine, curé de Semousies (près d'Avesnes), refusa ; il fut condamné par la cour le 31 janvier 1699 et se soumit (1).

**

Le 3 juillet 1699, Mre Gérard Dupresseux, curé de Tongre-Saint-Martin, déposa une demande à la Cour en vue d'obtenir une maison pastorale dont sa paroisse « étoit de temps immémorial dépourvu ».

D. Cochin répondit : « Les paroissiens doivent supporter les « frais de l'érection et de l'entretien d'un presbytère ». Le Prélat basait sa réponse sur l'ordonnance de l'archevêque de Cambrai datée de l'an 1586 confirmée par le parlement en 1587, et sur un décret de Louis XIV publié en 1684, etc. (2).

Les manants répliquèrent : « L'érection d'une cure est à la charge des codécimateurs et non des paroissiens, réduits à une extrême misère par la dernière guerre (3).

La Cour donna raison au curé et aux paroissiens ; malgré cette sentence, la construction du presbytère resta à l'état de projet.

Mre Dupresseux, le 10 décembre 1701, s'adressa de nouveau à la Cour et rappela le décret du 28 novembre 1698 qui porte : « Les « collateurs et décimateurs bâtiront un presbytère aux curés des « paroisses du Hainaut. »

Cette requête fut signifiée aux religieux de Saint-Landelin le 12 décembre 1701.

Ceux-ci répondirent : « Un terrain est acheté près de l'église ; on « prépare la terre pour y faire des briques et on bâtit au mois de « mars prochain. »

Le 22 mars 1702, la souveraine Cour de Mons fit signifier aux bénédictins : « La maison de cure de Tongre devra être terminée « pour le mois de juillet (4). »

Les religieux répondirent : « Nous sommes dans une extrême « pauvreté et les demandes de ce genre affluent. »

La Cour, sensible à ces justes remontrances, accorda aux moines un délai de deux mois. Le curé accepta et profita de l'occasion pour faire observer : « La contenance du terrain acquis pour la construc-
« tion du presbytère n'est que d'un demi journal ; la cure se com-
« posera de trous au lieu de places ; ma chambre n'aura que
« 12 pieds et les deux autres 16... Dans le plan tracé, la grange,
« l'étable et la chambre pour la servante n'ont pas été prévues.
« Telle n'a pu être l'intention du Roi dans son décret... Jusqu'au-
« jourd'hui il n'y a rien d'apparent, sinon 300,000 briques moulées
« ...Le suppliant prie la Cour de faire présenter à son bureau le
« plan de la maison et de lui obtenir 300 flor., comme indem-
« nité (5). »

(1) Arch. du Nord, liasses 13 et 15.

(2) Arch. du Nord, liasses 3 et 22.

(3) Arch. de Condé-sur-l'Escaut.

(4) Arch. du Nord, liasse 28.

(5) Arch. du Nord, liasse 15.

Pendant que se débattait le procès de la maison pastorale, se discutait entre les mêmes la question du supplément pour le curé. Le 20 juillet 1686, l'abbé de Crespin avait passé un contrat avec les chapitres de Saint-Gery de Valenciennes, de Sainte-Croix de Cambrai et les religieuses de Ghislenghien, et s'était engagé à donner en leur nom chaque année au curé de Tongre-Saint-Martin pour supplément de son gros de cure 230 liv. Plus tard, le Prélat parut oublier son engagement, aussi en 1696, Mre Dupresseux lui rappela sa promesse et lui fit observer : depuis la guerre, l'abbaye d'Eenham pour laquelle vous vous êtes rendu caution n'a rien payé.

D. Cochin, le 23 mai 1697, fit compter à Mre Dupresseux 462 l. 6 s. Cette somme représentait la part que lui devait le couvent d'Eenham et comprenait les « arriéraiges des années 1689 à 1697 » (1).

**

Deux autres procès étaient en cours en 1702, l'un avec le curé de Tongre Notre-Dame, l'autre avec le curé d'Hainin, au sujet des presbytères.

En 1703, la Cour condamnait les religieux de Crespin, comme décimateurs, à rétablir ces maisons curiales au prorata des revenus qu'ils percevaient sur ces territoires (2).

**

Les bâtiments et les fermes du monastère réclamaient aussi d'urgentes réparations.

En 1682, D. Cochin fit travailler à la maison abbatiale de Crespin et aux étables ; il employa des maçons, des charpentiers, des couvreurs, etc.

Des ouvriers ont scié 160 combles, 7,904 pieds de planches et de feuillets (3). Les dépenses totales se sont élevées à 3,240 livres (4).

L'année suivante (1683) D. Cochin fit bâtir la maison d'habitation du moulin à eau, réparer les étables, renouveler une partie des charpentes, plusieurs portes, châssis, etc. (5).

Des réparations furent exécutées à la cense de Quiévreachain, le fermier, A. Boursier, avança l'argent ; lorsqu'il établit ses comptes avec le monastère, le 30 juin 1687, il était redevable de 1,006 l. de 8 gros. Défalcation faite des avances, A. Boursier restait débiteur de 59 rasières d'orge, 118 vasseaux d'avoine et 28 vasseaux de pois (6).

En 1687 et 1688, les bénédictins de Crespin louèrent pour des soldats malades leur refuge de Mons moyennant une redevance annuelle de 400 liv. qui ne leur fut point payée. Lors du siège de

(1) Arch. du Nord, liasse 28.

(2) Arch. du Nord, liasses 11 et 13.

(3) Arch. du Nord, liasse 28.

(4) Arch. du Nord, liasse 11.

(5) Arch. du Nord, liasse 16 et Ms du presbytère de Crespin.

(6) Arch. du Nord, liasse 11.

Mons, en 1691, cet hôtel fut entièrement ruiné; les religieux le firent « raccommoder à grands frais ». Trouvant l'immeuble convenable, les commissaires des vivres s'en emparèrent pendant 3 ans et y firent construire 9 fours pour cuire le pain de l'armée.

Quand les religieux réclamèrent une indemnité pour leur hôtel rendu inhabitable, ils furent congédiés.

La pauvreté des moines les mit hors d'état de faire réédifier le refuge; ils résolurent d'en vendre les matériaux, d'en arrenter le terrain, et d'employer l'argent à l'acquisition de 28 huittelées de bois relevant de la seigneurie d'Amblise (1).

En 1684, le Roi s'empara d'une partie du refuge de Condé qu'il transforma en casernes (2).

Le monastère de Saint-Landelin souffrit ces injustices, paya souvent de ses deniers les transformations ou réparations de ces immeubles; et lorsque, le 19 septembre 1709, l'abbé réclama 900 livres, il lui fut répondu :

« ...Cette dette étoit pèritte à cause qu'on devoit la faire payer « lorsque l'Espagne a laissé des otages par la prise de Mons par la France (3). »

**

Pendant les années 1695 à 1697, des réparations ont été faites à la ferme d'Harmignies occupée par Ignace Mathieu. Le total des dépenses s'éleva à 2,497 l. 14 s. (4).

Au mois de mars 1698, « il at esté convenu entre les religieux « et les ouvriers de divers styles de venir travailler au couvent de « Crespin pour faire tous ouvrages de massonnerie et autres et « démolir les vieilles murailles pour mettre les matériex en « œuvres » (5).

Le 18 août 1700, on posait « la première pierre et la première cheville à la Tour » ; le 29 du même mois, le Sr Perdrix, fondeur à Valenciennes, était à Crespin pour traiter la question de la fourniture de cloches (6).

**

La cense du Petit-Crespin dut être complètement réédifiée; voici le fait.

Au mois de janvier 1702, un ouragan se déchaîna et causa partout de grands dégâts. La ferme entre deux Haine qu'exploitait Antoine Bauduin fut anéantie. Les toits de ses bâtiments, celui de la vieille chapelle transformée en grange furent emportés; les bergeries, le fournil et le poulailler renversés. Devant cet amas de décombres, les religieux jugèrent plus sage de démolir jusqu'aux fondations toutes les murailles, excepté une chambre récemment

(1) Arch. du Nord, liasse 17.

(2) Arch. du Nord, liasses 11 et 26.

(3) Arch. du Nord, liasse 26.

(4) Arch. du Nord, liasse 15.

(5) Arch. du Nord, liasse 20.

(6) *Idem.*

construite. L'abbé Cochim fit mettre tout en œuvre pour le rétablissement de cette ferme qui fut achevée au mois d'octobre 1702 (1).

Nous ajoutons : une partie de la maison d'habitation et plusieurs dépendances de cette ferme sont encore debout aujourd'hui. On peut admirer surtout les murailles du jardin avec leurs meurtrières, les étables et les bergeries avec leurs voûtes et leurs arcades reposant sur des colonnes de pierre placées dans le centre du bâtiment, ainsi que les armoiries du Prélat gravées sur une pierre blanche scellée dans une des murailles de la cour.

Un mot encore.

A cause des guerres, à maintes reprises et pendant plusieurs années, à l'occasion de la défense de Condé, par exemple, toute la banlieue fut inondée.

En 1687, un arpenteur juré procéda au « mesurage des terres, prés et pastures » enclavés dans les bornes de l'inondation de Condé. Il releva comme biens situés aux Enclosis, appartenant à l'abbaye, 6,455 verges, mesure de Condé (2).

Par suite de ces inondations prolongées, les rivières et les fossés étaient en mauvais état. Le 6 mai 1688, D. Dominique adressa une ordonnance aux « prévôt, bailli et gens de loi de Crespin, leur enjoignant » : 1° de visiter toutes les « fosséries » qui bordent les marais et les chemins ; 2° d'obliger les propriétaires ou les locataires riverains à nettoyer leurs fossés pour faciliter l'écoulement des eaux, le dessèchement des marais, et rendre praticables les chemins d'un accès à présent difficile ; 3° d'exiger que les fossés aient 8 pieds de largeur sur 4 de profondeur ; enfin, la visite terminée, de présenter un état au bailliage de Crespin. Les intéressés seront informés de leurs obligations ; tout délinquant sera mis en demeure de s'exécuter et subira une amende (3).

§ 3. — *Le couvent obéré. — Les vocations se multiplient Intempéries. — Pauvreté des habitants de Crespin*

A l'exposé que nous venons de faire de la pauvreté qui règne au monastère, nous ajoutons un aperçu de ses dettes.

En 1673, plusieurs travaux avaient été exécutés au refuge de Mons ; J. Moreau, entrepreneur, avait fourni les briques, la chaux, le bois, etc. ; son dû s'élevait à 217 l. 17 s. ; il en réclamait encore le paiement en 1692 (4).

En 1635, les moines de Crespin, forcés de quitter leur abbaye, s'étaient réfugiés à Mons et à Valenciennes ; une dame de Tournai leur avait prêté une grosse somme d'argent moyennant 3,200 l. de

(1) Arch. du Nord, liasses 3 et 15.

(2) Arch. de l'Etat-Civil, mairie de Crespin.

(3) Arch. du Nord, liasse 13.

(4) Arch. du Nord, liasses 15 et 28.

redevance annuelle. Les religieux, étant en retard de plusieurs années, la dame, le 13 décembre 1681, les traduisit devant la Cour de Tournai, exigeant le paiement des « arriéraiges » ou l'arrêt sur leurs biens (1).

Le couvent de Saint-Landelin devait fournir pour une bourse fondée par le Sr Bisiaux, chanoine de Leuze, 100 l. par an ; depuis 21 ans, il n'avait rien payé. Le 15 mars 1683, D. Cochin s'engagea à payer 100 l. à la mi-carême, 100 au mois de mai, 100 à la Saint-Rémy, et 200 chaque année, jusqu'à l'extinction de cette dette (2).

D. Liénart, en 1671, avait emprunté 2,000 florins à P.-F. Descamps pour payer une dette. Cette somme fut remboursée par D. Cochin le 29 août 1692 (3).

Le 12 octobre 1692, l'abbé remboursa 3,200 florins qu'il devait au Sr Louis Leboucq, écuyer, et paya, en même temps, les arriérés (4).

**

A cause de sa pauvreté, l'abbaye continua d'exiger une pension des postulants.

Martin Wins, ayant exprimé le désir d'entrer en religion, le 27 novembre 1681, l'abbé fit cet accord avec la famille :

Le monastère 1° fournira à l'aspirant des habits neufs et lui donnera une chambre meublée ; 2° prendra à sa charge les frais de réjouissances à l'occasion de la prise d'habit, de la profession et des prémices ; 3° si le postulant quitte la maison, les parents devront payer 100 patacons, rembourser le prix des habits et les frais de récréations ; 4° la famille donnera au couvent 1,000 florins pour la « vestition », 1,000 pour la profession, et si l'aspirant quitte la maison, l'abbé remettra à la famille 1,000 florins, défalcation faite des frais occasionnés par ces solennités ; 5° enfin les parents fourniront à la profession « une vaisselle » et une cuillère d'argent, les deux pièces pesant ensemble 16 onces, et aux prémices une aube, un amict, une cordelière et un surplis (5).

**

Le 3 septembre 1684, Nicolas Ortis, cousin du Prélat, se présenta au monastère ; D. Cochin exigea sous forme d'aumône une pension de 1,350 florins pour « subvenir aux dettes et nécessités de la maison » ; « pour la vestition un sarot » ; pour les prémices une « vaisselle » (6) « d'argent du poids de une livre et une cuillère d'argent selon l'usage établi au monastère. Le Sr Ortis ne pourra être accompagné que de 5 ou 6 hommes, non des femmes, pour la « profession et les prémices de son fils ».

(1) Arch. du Nord, liasse 25.

(2) *Idem.*

(3) Arch. du Nord, liasse 4.

(4) Arch. du Nord, liasse 2.

(5) Arch. du Nord, liasse 13.

(6) Vaisselle, vasele, timbale.

Le Prélat se chargera des frais de la vestition, de la profession, des prémices, du logement, et donnera le vêtement claustral.

En cas de maladie durant le noviciat, les frais de médecin, de « l'apothicaire » ou de chirurgien demeureront à la charge des parents.

Si l'aspirant vient à mourir ou quitte le monastère avant sa profession, la somme versée sera remboursée, défaction faite des frais de nourriture et de vêtements.

Au bas de cette pièce on lit : « Reçu de N. Ortis 675 florins pour la moitié de la dote de son fils vestu le 6 novembre 1684 (1). »

**

Nous possédons un troisième acte au sujet de la dot d'un postulant : Guillaume Tassin.

Sa mère (Vve Tassin née Lefebvre) et le Prélat rédigèrent ce contrat :

« En reconnaissance de ce que D. Cochin avoit daigné recevoir « mon fils Guillaume, considérant que le monastère estoit fort « onéreux et chargé de debtes à cause des grandes fouilles de guerres qu'il avoit longtemps endurées, au point qu'il lui est impossible de nourrir ses religieux sans l'assistance des parents, je « m'engage à payer en forme de charité 1,800 florins, monnoie du « Hainaut. »

« D. Dominique paiera les frais de la vestition et profession et « fournira au postulant l'habit claustral. Après la profession de « Guillaume, il lui sera donné une chambre meublée, c'est-à-dire « une table avec tapis, un coffre, un siège, deux chandeliers, un lit « avec matelas, linceuil, couvertes, traverses et pot de chambre. »

A la prise d'habit, la veuve n'invitera que des hommes, 4 ou 5 ; à la profession 5 ou 6 ; elle fournira le « sarot pour la vestition, une vaisselle d'argent pesant une livre et une cuillère d'argent pour la profession », etc. (2).

**

Malgré toutes les calamités qui s'abattaient sur la région, les vocations se multipliaient ; les exemples que nous venons de rapporter en sont la preuve ; en voici d'autres :

Le 10 mars 1863, D. Cochin pria l'Archevêque de Cambrai de conférer le sous-diaconat à D. Seppa (3).

A cette ordination s'ajoutèrent les professions de : Placide Lernould, Domitien Hardy, Aybert Beauvillain, Bernard Ortis et Benoît d'Haussy (4).

**

Louis XIV demanda en 1693 au clergé du Hainaut un subside volontaire de 40,000 livres. Les membres du clergé acceptèrent ; mais « comme ils sont les plus exposés à la violence de la guerre-

(1) Arch. du Nord, liasse 14.

(2) *Idem.*

(3) Arch. de Condé, GG.

(4) Arch. du Nord, liasses 4 et 14.

« et que les pertes qu'ils ont faites jusqu'à présent tant par les « campemens (1) de nos troupes que celles de nos ennemis, ils « sont hors d'état de payer cette somme aussi promptement qu'ils « désiroient ». Devant cette observation, le roi autorisa « les cou- « vents et les églises (2) à hypothéquer tous les biens ecclésiastiques « situés dans l'étendue du gouvernement de Mons » (3).

Le 12 octobre 1697, les abbayes et les églises demandèrent « modération pour les années 1669 à 1694, à cause des pertes et « ruines dont elles ont souffert ». Messieurs du Clergé diminuèrent leurs redevances.

Déjà une semblable requête avait été adressée en 1685, et il avait été répondu : Nous réduisons de moitié les tailles ordinaires et extraordinaires pour les années 1682, 1683 et 1684 (4).

**

Comme si tous les éléments voulaient contribuer aux malheurs des peuples, aux mois de juin et juillet 1701, il y eut une grande « sécheresse et stérilité » qui dura 7 semaines. L'année suivante, la sécheresse sévit de nouveau et dura 7 mois. Par contre, en 1703, des pluies continuelles pendant les mois de juillet et d'août pour- rèrent les blés et les avoines furent submergées par les eaux (5).

**

Les habitants de Crespin, à la suite des ravages et des pertes, étaient « tellement chargés à cause des XX^e, frais de cheminées, des « 4 patars au bonnier et autres frais journaliers tant pour le camp « volant, maréchaussée et autres charges diverses » qu'il leur fut impossible de supporter plus longtemps ces obligations. C'est pour- quoi ils proposèrent de vendre la partie des marais de Saint-Aybert qui tient à la Haine, entre le courant du seigneur et celui de Solre. Cette portion contient 8 bonniers ; elle sera vendue en deux lots ; dans le deuxième sera comprise une maison avec héritage nommé vulgairement « la maison du Basque » ; l'acquéreur sera obligé « de « tenir un bateau sur la rivière et de commettre quelque personne « de son choix pour passer et repasser gratis les habitants de Cres- « pin et de la Chapelle ». Le propriétaire fera payer les étrangers.

Ce dessein fut soumis à l'abbé D. Cochin qui l'approuva le 26 mars 1685, et au roi qui le confirma le 10 juillet 1686.

Cinq bonniers furent adjugés au comte de Solre et les trois autres à A. Godin pour 2,800 liv. (6).

(1) Le séjour des troupes dans la région avait été onéreux :

Les 19 et 20 juin 1690, l'armée française avait séjourné au Petit-Crespin (9^e carte intitulée camps de Leuze et de Pomereuil) ; les 19 et 21 juillet 1690 elles avaient occupé Quiévrain (23^e carte intitulée camps de Hons, de Taisnières et d'Hensies) ; les 5 et 10 août 1690 le quartier général du maréchal de Luxembourg avait été établi à Hensies (26^e carte intitulée camps de Hons, de Taisnières et d'Hensies). Cf. Histoire militaire de Flandre depuis 1690 à 1694 (atlas).

(2) Excepté Sainte-Waudru et les ordres mendiants.

(3) Arch. du Nord, cart. n^o 13 bis, pièce 88^e.

(4) Arch. du Nord, liasse 15.

(5) Arch. du Nord, liasse 3.

(6) Arch. de l'Etat-Civil, mairie de Crespin.

§ 4. — *Dfiférends. — Les religieux se plaignent. — Le curé de Crespin et son chapelain, maître d'école, réclament leur dû. — Contrat entre le curé et l'abbé.*

La misère engendra le mécontentement chez plusieurs religieux. A différentes reprises, ils adressèrent leurs réclamations à l'abbé. N'obtenant point satisfaction, ils eurent recours à Mgr Magalotty ; leurs plaintes étaient ainsi formulées.

1° Les religieux malades ne sont pas soignés ;

2° Quand les religieux reçoivent quelque membre de leur famille, le mauvais accueil qui leur est fait prouve le mécontentement de notre abbé ;

3° Les nécessités « pour la couverture du corps ne sont jamais données à temps » ;

4° La boisson est falsifiée, « ce qui nous cause de grands maux de ventre » et nous rend inhabiles à nos fonctions ;

5° D. Cochin dispose à son « plaisir et manie seul les biens et recettes de la maison », ce qui est contraire à la règle de saint Benoît...

« Si l'un de nous estoit réprimandé pour le présent fait, tous unanimement soutiendront l'oppressé. »

« (Signé :) D. Henri Bouchault, — D. Adelin Fermault, — D. Ignace Moreau, — D. Domitien Fermault, — D. Georges Sarrazin, — Paul Delewarde.

« Fait à Crespin, le 25 septembre 1684 (1). »

Mgr de Brias ayant été informé du mécontentement des bénédictins de Crespin, se rendit au monastère le 19 novembre suivant, et entendit leurs plaintes « sur l'abus de la régie temporelle ». L'Archevêque rappela l'obligation de rendre régulièrement les comptes chaque année et de conserver les titres de la maison sous trois clés différentes qui devaient être confiées : l'une au prieur, l'autre à l'abbé et la troisième à un ancien religieux (2).

A la suite des bénédictins, Mre Fayneau, curé de Crespin, porte plainte à l'Archevêque de Cambrai contre le Prélat et réclame : 1° neuf florins pour l'enterrement du portier du monastère et pour trois messes célébrées à son intention ; 2° vingt-quatre florins pour avoir célébré le service de « feu l'abbé Descamps et déchargé trois messes pour le repos de son âme » ; 3° la part qui revient au curé, à son chapelain et à son clerc dans les obits fondés : ...depuis 3 ou 4 ans nous n'avons rien reçu ;

4° Mre Fayneau proteste contre le droit que s'arroe D. Cochin de faire ouvrir la fosse de tout curé mourant à Crespin ;

5° Le pasteur rappelle « que du passé il y avoit un chapelain à

(1) Arch. du Nord, liasses 15 et 28.

(2) Joly de Fleury, t. 1.342, extraits des registres du conseil provincial d'Artois, f° 5 et suiv., cotes 55 et 56, année 1684.

« Saint-Aybert pour y dire la messe et enseigner les enfants; qu'une
« bonne personne avoit donné une rente considérable pour une par-
« tie de sa subsistance et que les habitants faisoient le reste ». Les
religieux ont prélevé la rente, la messe est rarement célébrée à
Saint-Aybert et « il n'y a pas d'eschole » ;

6° Autrefois le village de Crespin avoit une « eschole expresse
« qui présentement est ruinée, faute d'entretien ; aujourd'hui l'ha-
« bitation où demeure le chapelain, que la communauté paie, sert
« d'école » ;

7° Le chapelain desservait jadis la chapelle Saint-Nicolas, les
moines l'ont retenue.

Le 16 octobre 1684, l'Archevêque ordonna au doyen de chrétienté
de se rendre à Crespin (1).

**

En même temps que se traitait cette question à Cambrai, un pro-
cès était pendant entre le curé et les religieux à propos des obla-
tions, des novalles et du chœur.

La cour de Tournai délibéra comme suit le 31 janvier 1685 :
« ...Quant aux oblations, le curé est obligé de rendre ce qu'il a reçu
« au-dessus de ce qui lui est accordé par le concordat ; ...Les novall-
« les sont aussi réglées par les mêmes accords, en sorte que le
« curé n'a aucun droit sur les terres cultivées et retenues par les
« religieux ; ...Pour l'entretien du chœur, d'après les chartes du
« pays de Hainaut, chap. X, il est dit : Tous ceux levans dismes en
« la paroisse y doivent contribuer à proportion des fruits qu'ils
« lèvent (2). »

**

En 1697 et 1698, survinrent plusieurs faits litigieux entre
Mre Prévot, curé de Crespin, et l'abbaye (3) ; toutefois les parties
s'arrangèrent à l'amiable par cet accord daté de 1700 :

« Le Sr Prévost, comme ses prédécesseurs, les premiers diman-
« ches du mois, commencera la grand'messe après que led. abbé et
« religieux auront donné l'eau bénite à leurs manans dans leur
« église, pour l'avoir achevée en même temps que led. abbé et reli-
« gieux auront achevé leur grand'messe pour venir recevoir la
« bénédiction du Saint-Sacrement et aller ensemble à la procession
« qui se fera par lesd. Sr abbé et religieux tant dedans son église
« que parmy le village, comme aussy il ne sera permis aud. curé
« de faire la grand'messe les jours de prima classis avant que led.
« Sr abbé ait achevé la procession.

« ITEM ne pourra aussy célébrer la grande messe les jours mar-
« quez dans le concordat de l'an 1309 sçavoir les deux festes de
« Saint-Landelin, de la Purification, dimanche des Rameaux, de
« la dédicace de l'église, le jour du vendredi saint et des âmes,
« mais pourra seulement dire basse messe après l'offertoire de la

(1) Arch. de Condé, GG 94.

(2) Arch. du Nord, liasse 13.

(3) Arch. du Nord, liasses 10 et 11.

« grande messe de l'abbaye. Le curé ne pourra faire les vêpres les
 « lendemains de Pâques, Pentecostes et ne donnera empeschemens
 « aux religieux de chanter la messe dans son église le jour du
 « jeudy saint avec diacre et sous-diacre, non plus que le jour de
 « Sainte-Catherine, Saint-Eloy, Saint-Laurent et Saint-Hubert.

« ITEM ne donnera aussy aucun empeschement à un religieux
 « faisant les fonctions de trésorier célébrant la messe le jour de
 « Pâques à son grand autel de donner la communion à ceux qui
 « se présenteront, ensuite de la coustume et en conformité de leur
 « privilège.

« Pour ce qui regarde son gros de cure tant en bled, rentes,
 « avoines, foins, pailles, la nourriture d'une vache, la disme de la
 « chapelle entre deux Haine, novalles et menues dismes entière-
 « ment, led. curé les cède aud. abbé et religieux qui ont promis de
 « lui payer annuellement 600 l. à paier par 3 mois, commençant
 « à entrer en jouissance au jour Saint-Jehan-Baptiste 1700 pour
 « en faire le premier paiement le 24 septembre aud. an.

« Par dessus quoy, lesd. Srs abbé et religieux cèdent aud. curé
 « les terres, prés et pastures dépendantes de la cure et un tiers
 « d'offrande...

« Fait par les parties « manu dextera pectori appositâ » (1) aud.
 « Crespin, présens les échevins, le 18 février 1700.

« Bien entendu que led. curé, en cas d'empeschement, ne sera
 « obligé d'intervenir à la procession des premiers dimanches des
 « mois.

« Tesmoings signé : Dominique, abbé de Crespin ; D. Ignace
 « Moreau, prieur ; D. Georges Sarrazin ; Jean Pruvost, curé de Cres-
 « pin ; F. et J. Noël (échevins), de Crespin.

« Contrôlé à Valenciennes, le 25 février 1700 (2). »

§ 5. — *Procès. — Armoiries de l'abbé* *Locations et Arrentements*

Outre ces différends, toute une série de procès s'éleva entre le monastère et divers particuliers.

D'abord D. Cochin fut appelé à comparaître devant la cour féodale de Maing pour avoir omis de rendre hommage au seigneur, à cause de la ferme de Penenche. Le seigneur réclame 400 l. pour les quatre années de défaut de relief ; déjà il a fait mainmise sur les biens du monastère, jouit des fruits, des émoluments du fief, et certains particuliers lui paient leurs dîmes. En présence de cet abus, le 24 février 1687, D. Dominique établit Ch. de la Forterie, procu-

(1) Quand les prêtres prêtaient serment, ils plaçaient la main droite sur la poitrine.

(2) L'original de cette transaction est classé sous le n° 773 à l'étude de M^e Bureau, notaire à Condé. — Une copie est aux Arch. du Nord, liasse 2.

reur général et mandataire spécial pour représenter l'abbaye près de messire J.-F. Desmessières, écuyer, seigneur de Maing et de Trith. En même temps, de la Forterie reçut l'ordre de faire relief du fief amorti situé à Maing et de prêter serment de fidélité au nom du monastère.

Le procès dura plusieurs années ; il était encore pendant en 1690 ; à cette date, D. Cochin avait affaire non plus au seigneur, mais à la Dame douarière, sa veuve (1).

**

Un autre procès se déroulait en même temps entre le monastère et le seigneur de Bellignies ; celui-ci prétendait avoir le droit de glaner dans les « gaveaux » pour recueillir du grain pour la semence (2).

Le 15 mai 1689, le Parlement de Tournai déclara que le seigneur de Bellignies n'avait pas le droit de prélever un seul épi des « gaveaux ou jarbes » avant la levée de la dîme, ni de recueillir du froment sous prétexte d'en faire la semence. En même temps il le condamna à payer le dommage causé et la moitié des dépens du procès (3).

**

J. Roland d'Hensies occupait 7 quartiers de terre sis à Saint-Aybert ; à plusieurs reprises il avait enlevé sa dépouille sans payer au monastère le droit de dîme et de terrage. Le 4 octobre 1692, la cour de Mons le condamna et mainmise fut faite sur ses biens. Il paya 26 l. acompte de ce qu'il devait, et 18 l. 13 s. 6 d. pour obtenir la main-levée (4).

**

Un différend surgit entre l'abbé et le prince de Ligne ; il fut engendré au sujet du droit de pêche ; le fermier du Petit-Crespin s'étant servi de filets prohibés, vit ses « harnas » confisqués par le sergent du seigneur de Ligne. L'abbé protesta, le prince fit de même, chacun se réclamant du droit de haute justice. D'où l'ouverture des discussions.

D. Cochin, dans un acte du 24 septembre 1693, fait l'historique du Petit-Crespin ; il déclare : les religieux sont exempts des servitudes et des droits auxquels sont assujettis les habitants de Pommereuil ; à eux appartient le droit de punir tous les délinquants et d'exercer tous les actes de haute justice. Les dépositions du Prêlat furent corroborées par celles de : Mre Simon Hubert, chapelain de Crespin, Mre Jean Dorcq, chapelain au Pommereuil, E. Debout, clerc paroissial, Jean Froissart, mayeur de Ville ; Antoine Taquet, fermier entre deux Haine.

De Ligne répond : d'après la donation du Petit-Crespin faite au monastère de Saint-Landelin, tout est laissé au seigneur de Ville

(1) Arch. du Nord, liasses 3, 25, 28.

(2) Arch. de Condé, FF 1.

(3) Extrait du registre de la cour du Parlement de Tournai.

(4) Arch. du Nord, liasse 15.

sauf la dîme (1) ; partant il est demeuré maître et il le prouve de « toute hauteur qui se trouve ès dits lieux, si comme la pêche, la « chasse, le cours d'eau... » etc.

De Ligne rappelle qu'il a exercé la haute justice en plusieurs circonstances : « 1° Par l'enlèvement en présence de la loi, « des cadavres des enfants Le Clercq et Menu, ce dernier noyé dans « la riviérette du moulin du Seigneur ;

« 2° Par la punition publique de F. Lesage du Petit-Crespin con- « damné il y a 5 à 6 ans par l'office du lieu de faire devant lui « (seigneur) amende honorable revêtu d'une blanche chemise por- « tant un cierge allumé à la main. Ce qu'il a accompli ;

« 3° Par l'emprisonnement et exécution du dernier supplice par « le feu en 1625 de Pasquette Nodame au Petit-Crespin comme sor- « cière.

« En effet, son emprisonnement, son procès criminel et son der- « nier supplice sont vérifiés par le billet exhibé des frais dud. pro- « cès et par le tesmoignage de témoins oculaires de ce supplice qui « racontent toute l'histoire et ses circonstances antérieures et pos- « térieures.

« Il est vérifié : 1° que P. Nodame demouroit dans un fournil « sur un héritage qui fut à A. Bureau sur le Petit-Crespin, lors- « qu'elle fut appréhendée ; c'est de quoy répondent J. Ponthieu, « J. Druart, J. Froment, A. Patte, etc. ;

« 2° Il est justifié qu'elle y at esté saisie par le sergent dud. « prince de Ligne, de livrée rouge doublée jaune. C'est ce que dépo- « sent J. Druart, S. Vivez, etc... ;

« 3° Il est prouvé qu'estant saisie, elle fust conduite du Petit- « Crespin au château de Ville et y emprisonnée. Tesmoings J. Pon- « thieu, J. Druart, J. Froment, etc. ;

« 4° Ces mesmes tesmoings disent qu'elle fut bruslée sur le Petit- « Crespin au lieu vulgairement appelé « Entre deux pons » ;

« 5° Ils se souviennent que le Sr Baillif du Barlet (2) présidoit « au nom de la justice à ce supplice avec ceste circonstance qu'il y « avoit quantité d'enfans montés sur les saulx, ce qu'a dit Pon- « thieu, et affirme que ce fut le bourreau de Mons qui en fit l'exé- « cution...

« Estant bien à remarquer que ce lieu est voisin de lad. abbaye « de Crespin dont on en a pu voir les flammes tout à plein, ce qui « rend la vérification de cet acte plénier et complète. D'autant « plus qu'estant si notoire aux sieurs abbé et religieux de Cres- « pin, ils l'ont souffert selon leur obligation, sans réclamation con- « trédit ny plainte aucune.

« ...Fait le 11 septembre 1694 (3). »

(1) Pour la charte de donation, voir la biographie de Rénier.

(2) Ce du Barlet était sans doute un descendant de Josse le Barler qui fut en 1100 favorisé de l'apparition de la Sainte Vierge. Cf. Arch. du Nord, liasse 29.

(3) Arch. du Nord, liasse 15.

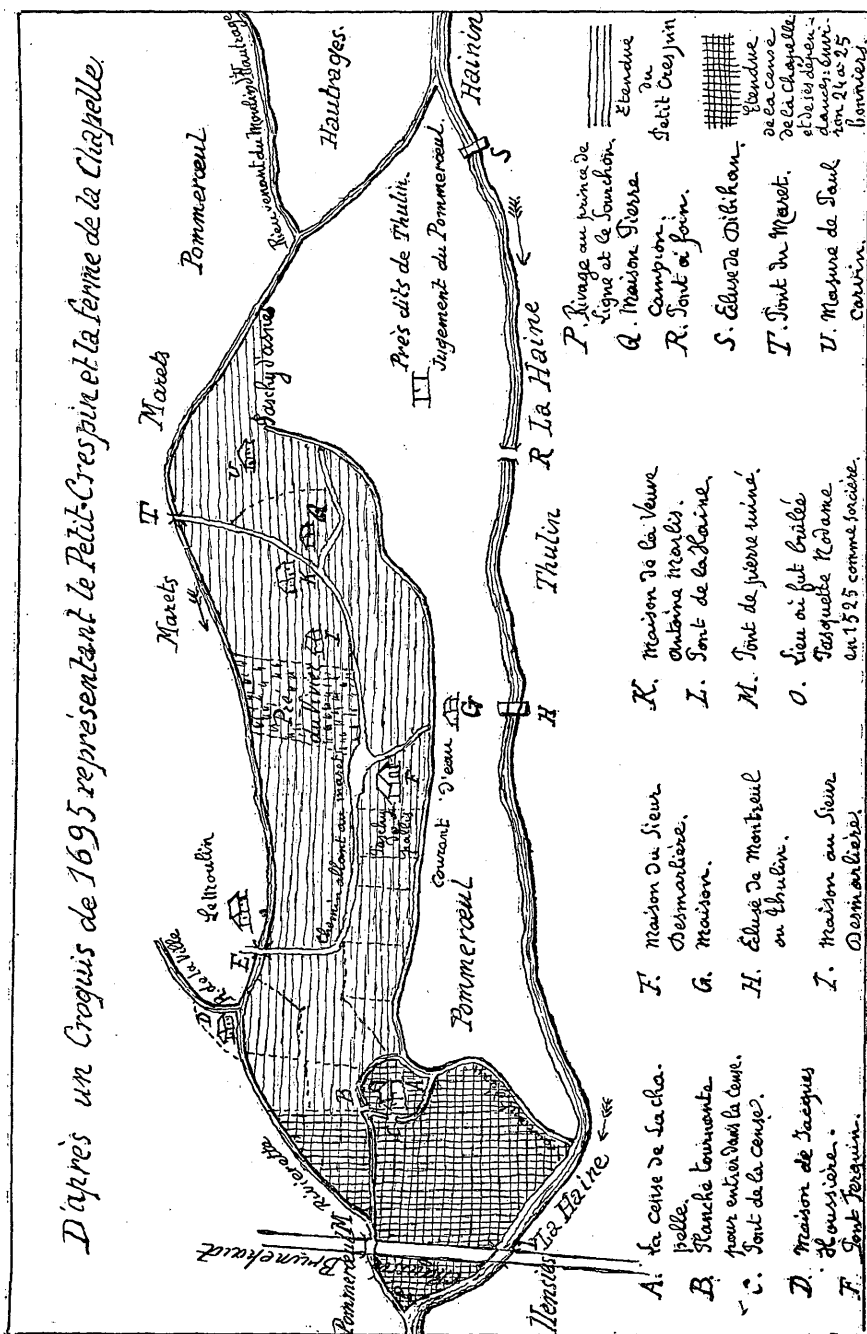


Fig. 56. — Carte du Petit-Crespin (ex « la Celle de la Sainte-Trinité » par Gonzalès Descamps).

La Cour se prononça ; l'abbaye perdit son procès et de Ligne conserva la haute justice sur le Petit-Crespin (1).

**

Pelletier, intendant de Flandre, avait publié le 1^{er} août 1683 :
 « Nous ordonnons aux propriétaires des marais compris dans les
 « bornes de l'inondation de Condé, d'entretenir à leurs frais les
 « digues de l'Escault, de la Hayne et de l'Honneau, les grands et
 « les petits canaux..., en sorte qu'ils soient maintenus dans la lar-
 « geur et la profondeur qui leur a été donnée et que l'eau tombant
 « des marais dans lesd. canaux puisse avoir son cours libre (2). »

Les propriétaires avaient exécuté l'ordonnance ; le seigneur des Sartis avait fait nettoyer son courant, le courant Rubry et « les parties appartenant au village et aux religieux » (3). Ce devoir accompli, le seigneur sembla méconnaître ses obligations et pendant plusieurs années négligea l'entretien des courants ; de là naquit un litige.

Après diverses lettres échangées entre l'abbaye, le village, M. de Wallicourt, conseiller du roi, et le seigneur, celui-ci fut condamné le 4 février 1691 et ordre lui fut donné de se conformer au contrat passé le 14 septembre 1630.

En 1693, le seigneur des Sartis suscita une autre difficulté dans le but d'être déchargé de la redevance annuelle qu'il s'était engagé à payer outre l'entretien du courant ; il fut condamné par l'office « du bailliage de Condé. Toutefois, il ne désarma point et s'adressa au Roi, le 27 février 1694...

Comme la question demeurait en suspens, au mois de juillet 1698, pour prouver leurs droits la communauté et l'abbaye de Crespin, d'un commun accord, établirent un batardeau à la sortie des Sartis pour empêcher l'écoulement des eaux ; avec cet obstacle, les 142 bonniers du seigneur étaient menacés d'être inondés plusieurs mois de l'année. Celui-ci s'en plaignit, les « Crespinois » répondirent que leur intention était bien arrêtée de ne point livrer passage gratuitement aux eaux..., libre au seigneur de chercher un passage comme « il trouvera convenir ». Il dut céder, se conformer au contrat et repasser bail pour le libre écoulement des eaux de ses prairies (4).

**

Un arrangement analogue avait été établi entre les habitants d'Hensies et quelque seigneur voisin pour la création d'un courant. L'ayant obtenu, les manans refusèrent de payer la redevance promise. En 1692, M. de Wallicourt « ordonna de boucher le canal » ; un batardeau fut aussitôt construit. Se voyant menacés par les eaux,

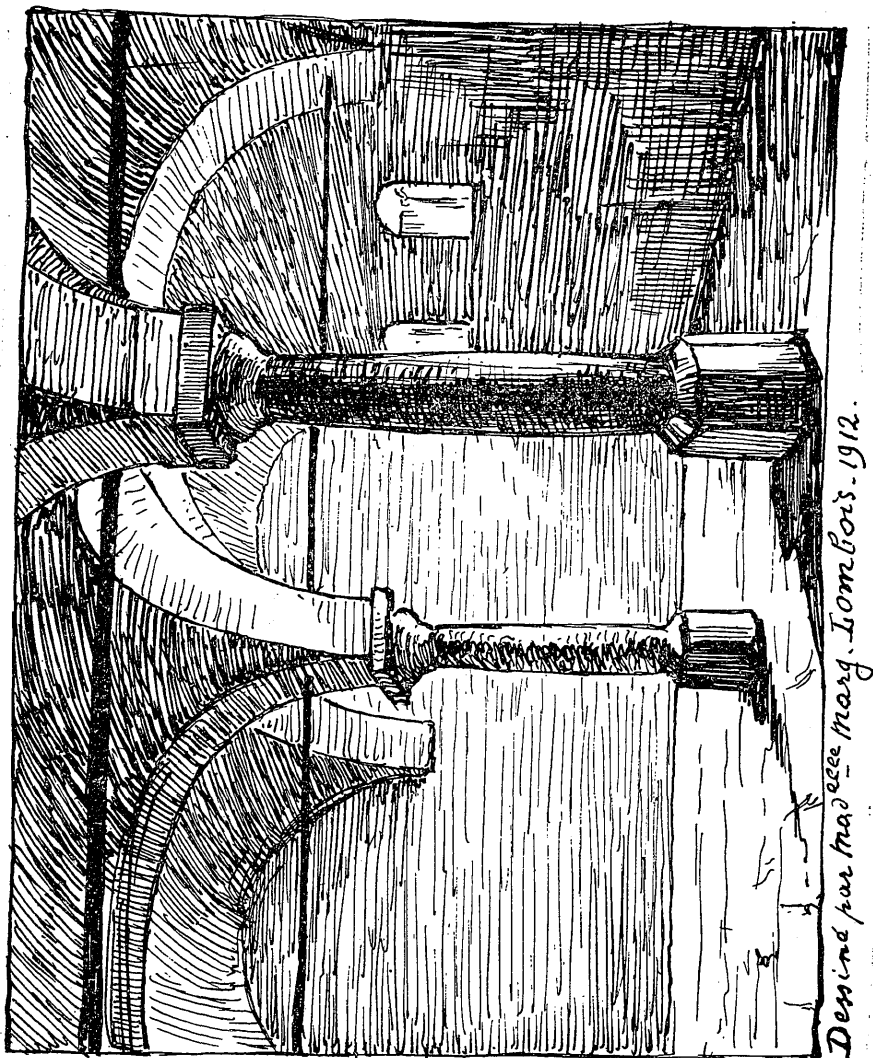
(1) Arch. du Nord, liasse 3.

(2) Arch. du Nord, liasse 13.

(3) Le village et les religieux avaient permis au seigneur des Sartis d'ouvrir un courant pour le dessèchement de ses prairies à travers « leurs parties ».

(4) Arch. du Nord, liasses 12 et 13, nombreuses pièces éparses.

les habitants d'Hensies, très pratiques, au lieu de s'attarder en procédures, tranchèrent la question eux-mêmes en éventrant le batardeau. Le « 21 juillet 1693, les religieux, les échevins, les « manans de Crespin, etc., employèrent vingt hommes pour empê-



Dessiné par M^{re} Marg. Tombois. 1912.

Fig. 57. — Ferme du Petit-Crespin : intérieur d'une bergerie.

« cher que les eaux venantes d'Hensies puissent s'écouler dans
« leurs parties, estantes arrivées en grande abondance par le bas-
« tardeau que ceux d'Hensies avoient rompu » (1).

(1) Arch. du Nord, liasse 29.

Le 21 juillet 1692, D. Cochin écrivait à F. Hosson, peintre à Valenciennes, pour le « pourtraicturer ». Celui-ci se rendit au monastère avec ses « toile, couleurs, ouvriers », etc., et fit le portrait du Prélat en grandeur naturelle et à double exemplaire.

Les toiles, suivant la convention, devaient mesurer 6 pieds de hauteur et 4 de largeur ; chaque reproduction devait être payée 8 pistoles.

L'Abbé refusa le travail, « parce qu'il n'offre que deux toiles coloriées remplies de défauts. Les proportions n'ont pas été gardées, les doigts paraissent être ceux d'un géant, les traits de face ne sont nullement ressemblants, on croirait plutôt quelque personne autre, pourtraicturée par Hosson et non le Sieur Abbé ».



Fig. 58. — Armoiries de D. Cochin (Ferme du Petit-Crespin).

Le peintre en appela à la Cour qui consacra à cette affaire cinq séances : une en 1692 et quatre en 1693.

Nous ignorons la conclusion de ces procédures ; ce que nous savons, c'est que Hosson demanda et obtint main-mise sur les biens du Prélat. De fait, le 11 octobre 1692, le sergent de la Cour de Mons faisait arrêt chez un nommé Arnould du Pommerœuil sur tout ce qui dans sa maison appartenait à D. Cochin (1).

Déjà le Prélat s'était fait « pourtraicturer » en 1683 par D. Cisaire. La toile de ce peintre n'est pas dépourvue de mérite ; elle est conservée dans l'église paroissiale de Crespin et orne le tombeau du maître-autel. Elle reproduit la mise de Notre Seigneur au tombeau ; en voici la description :

« Dans le fond, par une échappée entre les roches, on aperçoit la Vierge évanouie entre les bras des Saintes femmes. Devant le Christ, à gauche (2), se trouve agenouillé sur un prie-Dieu, les

(1) Arch. du Nord liasses 16 et 24, pièces diverses.

(2) L'auteur de cette description dit par erreur à droite.

« mains jointes, D. Cochin, d'où vu à mi-corps. L'Abbé est en costume pontifical, ses ornements sont très riches. » (1).

Nous ajoutons : une mitre est placée à sa droite sur un plan supérieur, tandis que la crosse abbatiale repose sur le bras gauche. Au bas du prie-Dieu, un écusson reproduit les armes de D. Cochin ; une banderole porte la devise : *Labore et constantia* (2).

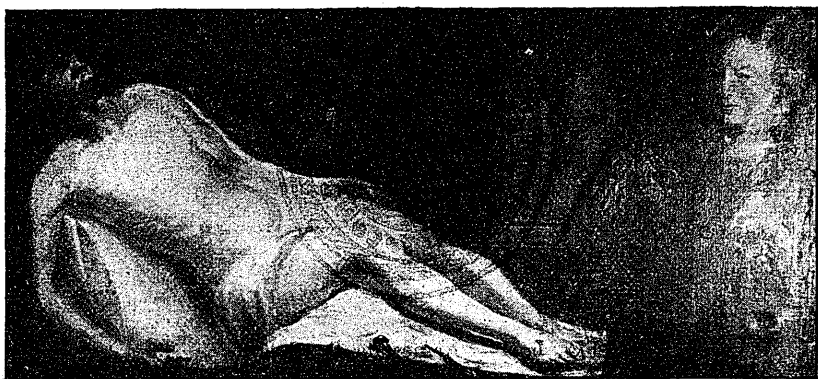


Fig. 59. — Fragment du tableau : « Le Christ au tombeau ». Portrait de l'Abbé Cochin.

Nous terminons ce paragraphe par quelques locations et arrentements :

En 1682, Pierre Mascaret a loué la cense de Penenche avec les 17 muids et 3 mencaudées $1\frac{1}{2}$ qui la composent (3).

La même année, J. Quesneau a loué le muid des diables, sis au delà le pont à la Cloye (4).

(1) Bibl. de Lille, C. n° 43. — N.-B. : Nous avons pu recueillir ce tableau au milieu des ruines de l'église après la fugue des Boches et l'explosion qui a renversé le clocher, enfoncé les vitraux, etc. Ce tableau est demeuré 6 ans dans notre famille, puis Mre Caude, curé de Crespin, l'a fait restaurer, à la grande joie de nombreux Crespinois qui l'avaient cru disparu à tout jamais.

(2) On trouve comme armes : d'or au sautoir de gueules accosté de 4 cornets de sable au porc au naturel passant sur sinople (Bibl. de Lille G. n° 43) et : Ecartelé aux 1 et 4 de sable au porc naturel passant sur sinople ; aux 2 et 3 d'or au sautoir de gueules accosté de 4 cornets de sable, cressé et mitré : « *Labore et constantia* » (Ratel). — Nota : Le sceau de l'Abbé Cochin se trouve aux Arch. du Nord, fonds de l'abbaye de Crespin, empreint sur cire rouge apposé à divers manuscrits ; il est reproduit dans la collection de G. Demay, sceaux de Flandre n° 7006. La matrice originale en est conservée au musée de Douai et classée sous le n° 1634. — Les armoiries de D. Cochin sont gravées sur une pierre blanche scellée dans un des murs de la ferme du Petit-Crespin en souvenir de la reconstruction de cette cense faite en 1702.

(3) Arch. du Nord, liasses 2 et 15. Cf. pièces justif. n°-43-N.

(4) Arch. du Nord, liasse 15.

J. Defasseaux a pris à bail, en 1692, le terrage et le marché de la Fontaine, ainsi que « le bosquet Sainte-Catherine » (1).

J. Périn a pris à cense la ferme de Saint-Aybert en 1692 (2).

La même année, la veuve J. Dubuisson a loué 5 muids 10 huitte-lées de terre, au lieu dit « le Basuiaux » (3).



Fig. 60. — Armes de D. Cochin.

En 1694, J. Hyolle a loué sur le territoire de Sebourg 43 huitte-lées 1/2 avec le terrage et deux bois contenant 11 muids (4).

J. Mabile, en 1696, a pris à bail la ferme de Montignies Notre-Dame (5) et A. Boursier celle de Quiévreachain en 1697 (6).

L'année suivante, la ferme de Saint-Aybert fut louée à G. Mustelier (7).

L'abbaye a arrenté en 1684 une maison ruinée, sise rue du Moulin, à J.-B. Pollet (8) et une autre en 1703 à F. Tassin, située au pont à la Cloye. L'Abbé n'a pu signer ce dernier acte à cause « de son incommodité » (9).

(1) Arch. du Nord, liasse 15.

(2) Arch. du Nord, liasse 12.

(3) Arch. du Nord, liasse 3.

(4) Arch. du Nord, liasse 12. Cf. pièces justif. n° 43-O.

(5) Arch. du Nord, liasses 28 et 29. Cf. pièces justif. n° 43-P.

(6) Arch. du Nord, liasse 12.

(7) Arch. du Nord, liasse 12.

(8) Arch. du Nord, liasse 28.

(9) Arch. du Nord, liasse 16.

§ 6. — *Accords : pour les limites de seigneurie ; — Avec Perdrix, fondeur de cloches ; — Avec les curés d'Elouges et de Tongre Saint-Martin ; — Avec un orfèvre de Valenciennes. — Traité pour la navigation.*

Le 2 novembre 1684, l'accord suivant fut passé entre l'Archevêque de Cambrai et les religieux de Saint-Landelin au sujet des limites des seigneuries de Crespin et de Vaucelles :

1° Un fossé large de deux pieds sera ouvert pour servir de séparation aux deux seigneuries ; étant mitoyen, il sera entretenu aux frais communs chaque fois qu'on le jugera nécessaire ;

2° Une borne sera placée au milieu de ce fossé et sera posée en présence de quatre témoins.

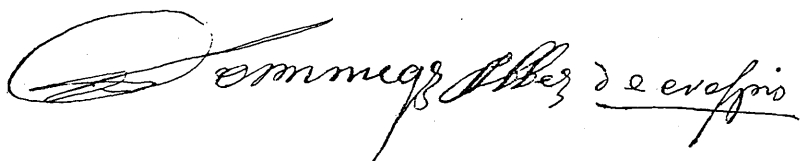


Fig. 61. — Signature de D. Cochin.

L'Archevêque accorde aux bénédictins de faire passer une « buse » sous ce fossé limitrophe.

(Signé :) Jacques, Archevêque ; D. Cochin, Abbé (1).

★★

Le 6 mai 1686, Perdrix prend à sa charge « de fournir au poids « de Valenciennes pour l'abbaye de Crespin trois cloches pesantes « environ 3.600 livres, de bon ton et harmonies et bien d'accord, et « commençant le ton de la plus grosse cloche par la note *ut* ; et « continuera jusqu'à la troisième le tout par dire de bons musiciens et gens à ce cognoissans. La livraison d'icelles cloques avec « la preuve desd. bons tons se debvera faire en dedans le XV^e du « mois d'aoust ».

De son côté l'abbaye s'est engagée à payer au sieur Perdrix, pour chaque livre de métal, 15 patars 1/2, monnaie du Hainaut, de 20 sols la livre. Aussitôt les cloches achevées, D. Cochin paiera 720 florins ; pour le reste, il le versera en trois termes : un tiers un an après la livraison des cloches, c'est-à-dire en 1687, le deuxième en 1688 et le troisième en 1689.

Le fournisseur apporta un mois de retard dans sa livraison ; toutefois ceci n'a suscité aucune difficulté, pas plus que le retard apporté dans le paiement par le monastère. Au bas de cet acte il

(1) Arch. du Nord, série H., fonds de l'abbaye de Crespin, original sur parchemin, signatures autographes.

est porté, mais d'une autre écriture : « Tout est payez et liquidez « le 1^{er} de may 1690 » (1).

Le but que s'était proposé le monastère en demandant la livraison des cloches avant le 15 août avait été d'en fixer la bénédiction et de les faire sonner pour la première fois en l'honneur de la Très Sainte Vierge, en la fête de son Assomption.

Ce projet échoua et les cloches ne furent livrées que vers la mi-septembre. Les religieux firent coïncider la bénédiction avec la fête de la translation des reliques de leur Saint Fondateur. En effet, au registre des baptêmes de l'an 1686 et au rang des nouveaux-nés à la grâce, nous lisons :

« Baptême des cloches,

« Le XXI^e septembre mil six cens quatre vingt et six, les cloches « de Crespin ont estez bénites par Mr Dominique Cochin, abbé « dudit lieu ; la grosse a été appelée Landelaine, la deuxième « Ayberte et la troisième Dominique.

« Le parrain (fut) Mr Magaloty, gouverneur de Valenciennes, et « la marraine Mme la comtesse de Charnelles. » (2).

★★

Certaines difficultés survenues entre le monastère de Saint-Landelin et P. Pouchel, curé d'Elouges (1675), au sujet de la portion congrue amenèrent le successeur à établir un contrat avec le colateur.

Par cet accord, daté de 1688, l'Abbé céda pour six ans au curé tous ses droits de dîmes à Elouges, et le curé, M. Jacques Martin, s'engagea à renoncer pendant ces six années à sa portion congrue (3).

★★

En 1687, Mre Jacques Caffeau (alias Caffiaux), curé de Quiévreachain, fit observer à l'abbé de Crespin « le petit rapport de sa « paroisse qui compte 20 maisons, fort peu d'habitants et moins « encore à Marchipont ».

A cette démarche, le Prélat répondit :

« MM. du chapitre de Cambrai ayant, au mépris du concordat « établi entre nous (4), nommé recteur de la paroisse de Quiévreachain, le 24 juin 1661, Mre Laurent Lelièvre, et en 1677, Mre Caffeau, nous ont dégagé de notre obligation de venir en aide au « curé. »

Le chapitre de Cambrai reconnut ses torts.

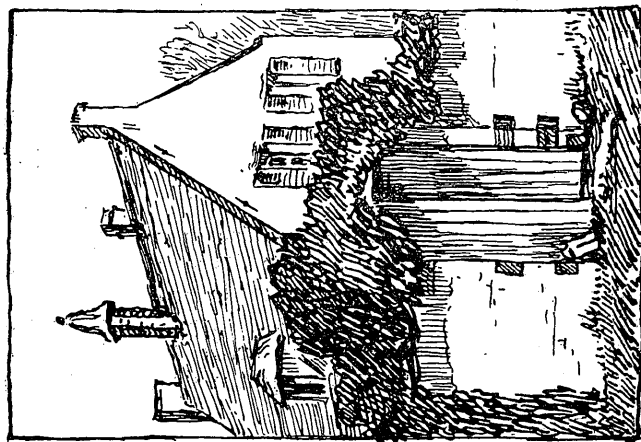
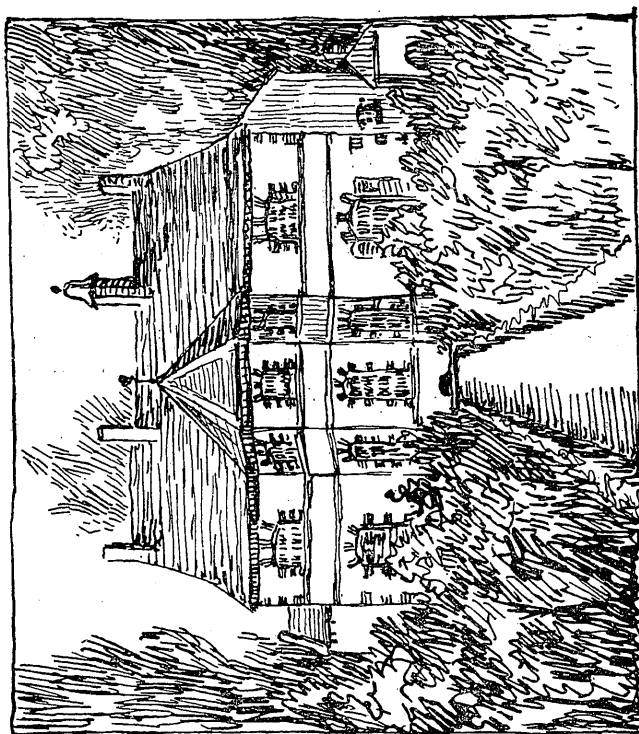
Le monastère et le curé profitèrent de cette circonstance pour changer leur contrat d'accord. Le desservant de Quiévreachain recevait jadis pour le gros de sa cure 12 rasières de blé, pour sa menue dîme 100 fasses de bois, 200 fagots et 3 rasières de blé ; à partir

(1) Arch. du Nord, liasse 17.

(2) Arch. de l'état-civil de Crespin, registre des baptêmes.

(3) Arch. du Nord, liasse 34.

(4) De nommer alternativement le curé de Quiévreachain.



Destinée par madame Marg Lombois. 1912.

Fig. 62. — Ancien presbytère de Tongre-Saint-Martin.

du 3 juillet 1690, il lui sera payé annuellement 100 florins pour le tout (1).

**

Un contrat fut signé le 11 avril 1690 entre les religieux et M. Dupresseux, curé de Tongres Saint-Martin. Les moines, pour se dégager de leurs obligations, lui cédèrent la chapelle de Ladeuze, et ses revenus.

Le 15 novembre 1700, M. Dupresseux se plaignit que « ce bénéfice l'obligeait à desservir 104 messes, à fournir le pain, le vin « et le luminaire... que la plupart des biens de cette chapelle avaient « été confisqués pendant la guerre, et qu'il n'avait reçu qu'un « quart de ses honoraires ».

L'Abbé n'accéda point à sa demande (3).

En même temps, le curé réclama aux moines 130 l. pour sa portion congrue échue à la Saint-Jean-Baptiste 1698 et 418 livres pour arriérés d'indemnité de logement, ce qui leur fut accordé (3).

Enfin, M. Dupresseux fit remarquer que le plan du presbytère établi le 6 juin 1702 ne comportait ni grange, ni écurie. Ce plan fut modifié, et au corps de logis on ajouta une grange.

Cette maison curiale fut vendue le 21 brumaire an VII ; elle existe encore aujourd'hui (4).

**

En 1697, l'Abbé de Crespin avait fait un arrangement avec Posteau, orfèvre à Valenciennes, pour argenter deux paires de chandeliers. L'orfèvre s'était engagé à employer 200 onces d'argent pour une paire, 160 onces pour l'autre, et avait promis de fournir son travail pour la fête de Noël. Le 6 juillet, D. Cochin lui avait fourni comme acompte 200 onces d'argent. Sur ces entrefaites, R. Posteau vint à mourir ; son fils Martin, en prenant la succession de son père, pria le Prélat de lui accorder quelques mois de délai. L'époque de la livraison fut fixée au mois de janvier 1698 (5).

**

« Le 14^e d'aoust 1686, un traité fut fait à l'abbaye de Crespin « par l'Abbé de Bonne-Espérance, touchant la navigation sur la « Haine en la province de Hainau...

« Sa Majesté déclare désavouer led. traité, fait sans sa participation et au préjudice des maistres et francqz batteliers de la « ville de Mons ses sujets, et ajoute qu'à l'avenir ils seront préférez à tous étrangers pour la charge et le transport des charbons, des pierres, cendres et toutes les autres marchandises sur lad. rivière sous son obéissance, et interdit à tous de pouvoir « donner charges à d'autres, y ayant quelqu'un desd. batteliers pour

(1) Arch. du Nord, liasse 34.

(2) Arch. du Nord, liasses 3 et 5.

(3) Arch. du Nord, liasse 28.

(4) Arch. du Nord, liasse 34, et notes aimablement communiquées par M. Daubechies, juge de paix à Chièvres.

(5) Arch. du Nord, liasse 13.

« la pouvoir prendre ; et ordonne auxd. de la cour et à ceux du
« magistrat de lad. ville de Mons et à tous autres justiciers et offi-
« ciers de se régler sur ce.

« Fait à Bruxelles, le 26^e d'aoust (1687). » (1).

Ce traité était cependant si conforme aux intérêts de tous que le Roi l'approuva deux ans plus tard, et que, le 20 juillet 1793, les bateliers de Condé demandèrent à la Jointe « qu'il soit ordonné que
« le règlement fait à Crespin par les commissaires de Sa Majesté
« le 14 août 1686 et approuvé par elle le 25 mai 1689 soit seul
« observé pour tout ce qui concerne leur corps » (2).

§ 7. — *Mort de D. Cochin. — Inventaire de son mobilier.*

D. Cochin souffrait fréquemment de la goutte (3) et de la fièvre ; il écrivait en 1685 : « Ma misérable fièvre m'a encore repris » (4).

En 1696 et 1697, le Prélat devint sérieusement malade ; d'où ces visites de médecin, ces avis donnés par correspondance et la note du docteur :

« Le 19 septembre 1696, le Sr Legrand déclare avoir fait 10 visites
« à M. l'abbé pendant son indisposition au refuge..... 6 liv.

« Le 19 de l'an 1697 4 visites à M. l'abbé en son refuge
« de Cambrai 2 liv. 4 patars

« Pour une consulte chez le Sr Bouvigny, médecin et chanoine
« de Cambrai 2 liv. 4 pat.

« Pour avis donné par lettre au Sr abbé.... 2 liv. 4 patars » (5).

Le Prélat se rétablit ; en 1701, il fit la translation des reliques de saint Adelin et de saint Domitien en présence des Abbés de

(1) Bruxelles, Arch. de l'Etat, Ms des ducs de Bourgogne, n° 18026.

(2) Arch. du Nord, série L., n°s 9 et 17. — N.-B. : A la suite d'une réclamation des différents « Corps de Navigation » des départements du Nord et du Pas-de-Calais, et sur la proposition de son « Comité de l'Agriculture et du Commerce », l'Assemblée Nationale édicta à la date du 4 juin 1791 : Art. 1. — Les privilèges exclusifs accordés aux corps des belandriers de Dunkerque, des bateliers de Condé, etc., sont révoqués... Art. 3. — L'assemblée Nationale entend ne rien innover au traité passé à Crespin entre les bateliers de Condé et ceux de Mons le 14 août 1686... (Cf. Procès-verbaux des comités de l'Agriculture et du Commerce par F. Gerbaux et Ch. Schmidt, t. II, 259.)

(3) Arch. de Mons.

(4) Arch. du Nord, liasse 13.

(5) Arch. du Nord, liasse 27.

Vicoigne, de Saint-Jean de Valenciennes, et de M. de Gaisse, doyen de chrétienté (1).

Les 19 et 22 juin 1702, D. Dominique et le bailli de Crespin signaient un certificat de vie pour Pierre Leduc (2). C'est la dernière signature que nous possédons du Prélat ; car le 30 juin 1703, quand l'abbaye passa arrentement à F. Tassin d'une maison située en la rue du Pont à la Cloye, D. Cochin y comparut en personne, mais ne put signer « à cause de son incommodité » (3).

D. Dominique était à son refuge sur la fin de l'année 1696, et dans les premiers jours de l'an 1697 ; c'est dans cette maison que le médecin l'allait visiter, et c'est là que la mort le frappa le 26 du mois de septembre 1703 (4), dans la 69^e année de son âge, la 49^e de sa profession, la 44^e de son sacerdoce, et la 22^e de sa prélature.

Cette date de la mort du Prélat se trouve corroborée dans un registre aux droits seigneuriaux commencé en 1611 par D. Claude Louvel et clos en 1703 avec le décès de D. Cochin, « survenue ceste « morte au mois de septembre 1703 ».

Nous ne nous étendrons pas en considérations sur la vie de ce bénédictin ; nous nous contenterons de dire que les années de sa prélature furent grandement troublées par les guerres, les passages et les campements des armées. Inévitablement, l'Abbé eut beaucoup à souffrir moralement et physiquement en considérant la maison, les fermes et les biens de son monastère ravagés, et en se voyant forcé d'envoyer ses religieux mendier le nécessaire à la subsistance.

Cochin dut diriger la maison avec sagesse et économie, pour faire face aux dettes et aux travaux de toute sorte ; c'était sa devise accomplie : « Par le labeur et la constance. » Et si nous avons vu quelques moines se plaindre du régime alimentaire et du vêtement, tout en admettant leurs justes réclamations, nous ne pouvons en faire un vif reproche à l'administrateur.

Du reste, parmi les religieux qui ont porté plainte contre D. Cochin, nous avons retrouvé la signature de quelques-uns apposée à un acte dans lequel ils déclaraient : « D. Dominique agissoit en bon père de famille... ; il a gouverné avec économie. » (5).

Et, sans vouloir faire l'apothéose du Prélat défunt, nous relevons

(1) Arch. du presbytère de Crespin, orig. en parchemin. — Pour plus de détails, voir « Les SS. de Crespin ». — *Nota* : Jadis, les reliques des Saints de Crespin figuraient régulièrement à la procession du Saint-Cordon à Valenciennes. C'est ce qu'atteste une réclamation faite à Lernould, prieur du monastère (1725-1738) et une note de 35 liv. payée au couvent le 17 septembre 1691 par Seppa, trésorier général de cette ville, pour « les frais soutenus » par l'abbaye de Saint-Landelin qui a envoyé ses reliques « et pour avoir assisté à la procession du 8 septembre ». (Arch. de Valenciennes, nouveau classement GG 185).

(2) Arch. civiles de Valenciennes.

(3) Arch. notariales de M^e Alph. Bureau, à Condé, n^o 833.

(4) Gallia Christiana fixe à l'an 1704 la mort de D. Cochin.

(5) Arch. de Condé GG. 94.

le témoignage que nous trouvons rendu à sa mémoire dans un manuscrit conservé au presbytère de Crespin :

« Nous ne connaissons rien de particulier des faits de D. Cochin ;
« seulement, nos anciens nous rapportent que leurs pères en par-
« loient beaucoup en bien. »

**

« L'an mil sept cent trois, le 2^e jour d'octobre, André Boulé,
« conseiller du Roy en sa cour de Parlement de Tournai, en vertu
« de la commission à nous donnée par lad. cour le 30 septembre
« dernier à la requeste du procureur général du Roy, nous nous
« sommes transportés à l'abbaye de Crespin accompagné de M. Taf-
« fin, substitut dud. sieur procureur général du Roy, et de M. Pierre
« Barbier Deblignies, greffier de lad. cour, où estant nous nous
« sommes transportés dans le lieu capitulaire de lad. abbaye, auquel
« lieu nous avons fait assembler tous les religieux au nombre de 13,
« nous les avons exhortés à nous indiquer ceux qu'ils croient le
« plus capables d'administrer le temporel de lad. abbaye pendant
« la vacance, ce qu'ils ont fait. Le prieur nous ayant communiqué
« une lettre de Mgr l'Archevesque de Cambrai, par laquelle il
« commet des administrateurs pour le temporel de même que pour
« le spirituel. Nous, sur le réquisitoire dud. substitut, leur avons
« déclaré que le temporel ne regardoit aucunement led. sieur Arche-
« vêque et que, conformément à nostred. commission, nostre
« intention estoit d'en dénommer en nombre suffisant pour l'admi-
« nistration des biens de lad. abbaye pendant la vacance.

« Suivant quoy nous nous sommes transportés au quartier abba-
« tial de la maison susdite, auquel D. Georges Sarrazin, prieur,
« nous a conduit accompagné dud. substitut où estans nous avons
« trouvé une antichambre tapissée de haute lisse et garnie de
« 18 chaises et quelques fauteuils.

« Nous sommes ensuite entrés dans la chambre où couchoit ordi-
« nairement led. Abbé, dans laquelle nous avons trouvé un lit garni
« d'étoffe de laine violet, 13 tableaux, 2 petites tables et une scri-
« bane dans laquelle reposent plusieurs titres et papiers concernant
« lad. abbaye à laquelle nous avons fait apposer le cachet de Sa
« Majesté attaché avec 3 langues de papier par l'huissier.

« Nous avons trouvé aussy un coffre garni de fer que nous avons
« fait ouvrir et dans lequel nous avons trouvé du linge de table,
« lequel coffre nous avons fait cacheter de 2 langues de papier.
« A laquelle chambre tient un cabinet dans lequel nous avons
« trouvé un grand nombre de quittances, registres et autes papiers
« concernant lad. abbaye où estoit aussy une armoire dans laquelle
« nous avons trouvé 65 écus neufs et quelques petites monnoies
« que nous avons fait resserrer dans lad. armoire et ensuite fait
« apposer le cachet à la porte dud. cabinet avec 2 langues de
« papier.

« Nous avons aussy trouvé une chapelle tenant à lad. chambre
« dans laquelle il y a plusieurs tableaux et ornements y servants

« que nous avons laissé ouverte. Estant sorti de lad. chambre nous
« y avons fait apposer led. cachet avec deux langues de papier.

« De là nous avons passé dans deux chambres et un cabinet
« nommé le quartier de mond. sieur l'Archevesque où nous avons
« trouvé une antichambre dans laquelle il y a une ancienne tapis-
« serie qui représente plusieurs oiseaux et animaux et en la
« deuxième chambre un lit garni avec une tenture violet et une
« tapisserie de verdure d'Audenarde avec des tableaux sur les portes
« et cheminées et quelques chaises, dans led. cabinet nous y avons
« trouvé seulement un petit lit pour y coucher un valet.

« Puis nous sommes descendus au quartier d'en bas, nous avons
« trouvé en la chambre d'à droite une tapisserie d'Audenarde neuve
« à petites postures nommées Taisnier, avec un tableau sur la che-
« minée et dans la chambre à gauche nous y avons trouvé une
« vieille tapisserie avec cinq portraits de la maison royale et un
« autre de M. de Magaloty (1), avec une douzaine de chaises de table
« de la façon de Valenciennes, une fontaine et cuvette de cuivre
« rouge.

« Ce fait, après avoir entendu les religieux ainsy que dit est sur
« la capacité de ceux à dénommer pour administrateurs du tem-
« porel de lad. abbaye et maison, nous avons nommé D. Georges
« Sarrazin prieur, D. Dominique Tassin religieux, D. Benoît de
« Haussy maistre d'hostel et D. André Pureur receveur des rentes
« foncières, lesquels ont presté serment en nos mains de s'en bien
« acquitter et de ne souffrir qu'aucune chose soit faite au préjudice
« du Roy ni de la Cour, le tout jusqu'à ce qu'il plaise à Sa Majesté
« d'en ordonner autrement, après quoy nous avons interpellé lesd.
« quatre administrateurs de nous dire quelle vaisselle d'argent il
« peut y avoir appartenant à lad. abbaye et s'ils n'ont pas connais-
« sance qu'il peut y avoir dans quelque autre endroit des argents
« monnoyés ou autres effets appartenant à lad. abbaye, à quoy ils
« nous ont répondu qu'ils ne savent point aucun autre endroit où
« il peut y avoir des argents monnoyés, vesselle et autres effets
« appartenant à lad. abbaye que dans leur refuge à Valenciennes
« à la salle le Comte où led. sieur Abbé défunt est mort auquel
« lieu on nommera tout ce qui appartient à lad. abbaye.

« Et sur le réquisitoire dud. substitut les cachets de lad. abbaye
« et dud. défunt abbé luy ont esté mises ès mains par led. prieur.
« A l'égard des chevaux et carosse, lesd. administrateurs nous ont
« déclaré qu'il y a 1 carrosse et 4 chevaux de carrosse.

« Et pour ce qu'y est des meubles servant actuellement pour lad.
« abbaye, nous les avons laissés aux soins desd. administrateurs.

« Led. substitut se transporta aud. refuge à Valenciennes... où
« estant nous avons trouvé en la chambre où led. abbé est décédé :
« une tapisserie de cuir doré, un lit garni avec une tenture de
« points d'Hongrie, fabrique de Tournay, doublé d'étoffe rouge
« rayée, avec une chaise et un fauteuil, un miroir, des rideaux,

(1) Le gouverneur de Valenciennes était l'ami de D. Cochin.

« une table avec une scribanne à laquelle chambre tient une petite
« chapelle dans laquelle nous avons trouvé les ornements y servant
« et dans l'antichambre nous y avons trouvé une tapisserie de cuir
« doré et à l'égard du lit et autres meubles y estant la demoiselle de
« Colendule concierge de lad. maison les a réclamé comme à elle
« appartenant.

« Nous sommes ensuite allez dans la chambre haute dans laquelle
« on nous a dit que les meubles et effets y estant appartiennent à
« lad. abbaye. Nous y avons trouvé une tapisserie de points d'Hon-
« grie fabriquée à Tournai et des rideaux, quelques chaises, une
« table, deux guéridons, une mitre dans une caisse, une crosse
« d'argent doré, 2 calices, 2 coffres dans l'un desquels nous avons
« trouvé 2 sacs d'argent, le premier contenant 3 écus, 61 escus en
« espèce de la 1^{re} et de la 2^e réforme et dans l'autre sacq 208 escus
« en pareille espèce, lequel second sacq nous avons laissé ès mains
« des administrateurs. Dans lequel premier coffre nous avons fait
« remettre le premier sacq d'argent, la mitre, les 2 calices et la
« crosse, et ensuite cacheté du cachet avant dit avec deux langues
« de papier.

« Et dans le second coffre nous y avons trouvé plusieurs vessels
« d'argent, sçavoir : un bassin, une aiguière, une sous-coupe, un
« réchaud, un sucrier, une grande salière et 6 petites, 4 flambeaux,
« 1 chandelier, 1 porte-mouchette, 1 moutardier, 12 couteaux,
« 19 grandes tasses (lad. vaisselle servant pour les religieux) ; une
« grande cuillère pour la soupe, 6 cuillères et 6 fourchettes ; toute
« laquelle vesselles nous avons fait remettre dans led. coffre avec
« un couvercle où il y a 13 pistoles d'or tant de France que d'Es-
« pagne, lequel coffre nous avons fait cacheter ainsi que la porte de
« lad. chambre haute avec deux pareilles bandes de papier.

« Ainsy fait et procédé à l'inventaire et scellé cy-dessus par les
« dénommés cy-dessous ; fait lesdits jour mois et en susdits.

« (Signé :) A. Boulié, P. Tassin (ou Taffin),

« P. BARBIER DE BLIGNIES (1). »

(1) Arch. de l'Etat à Mons, fonds de l'abbaye de Saint-Landelin.

CHAPITRE X

JEAN-BAPTISTE WÉRY

(1703 (1) à 1724)

§ 1. — *Généalogie de Wéry. — Religieux de Saint-Saulve. — Administrateur du temporel. — Procureur du béguinage à Valenciennes. — Abbé de Saint-Saulve.*

D'après de Sars de Solmont (2), la famille de Wéry avait été anoblie ; elle portait : d'azur au chevron d'or accompagné de 3 étoiles (ou de 3 trèfles) du même ; ce sont ces armoiries qu'adoptait l'abbé. Elles sont conservées aux Archives départementales du Nord, apposées à diverses chartes manuscrites (3).

Wéry reçut au baptême le prénom de Jean-Baptiste ; il était le cadet de cinq enfants. Son père, Gabriel Wéry, était échevin de Valenciennes⁴ ; sa mère descendait de la noble famille des Deschamps et avait nom Marie.

Voici ce que nous lisons dans de Sars :

1^{re} génération,

Gilles Wéry épousa Marie Chart (4).

2^e génération.

1. Nicolas Wéry épousa en premières noces Marie Malapert, en deuxièmes Jacqueline Jouveneau et en troisièmes Marguerite de Rau.

3^e génération.

2. Gilles Wéry, né à Valenciennes le 30 septembre 1590, épousa Barbe des Enfants ;

2. François Wéry alla habiter Mons ;

2. Nicolas et Charles Wéry.

(1) J.-B. Wéry fut élu au mois d'octobre 1703 et installé le 30 janvier 1704.

(2) Bibl. de Valenciennes, t. X et XII.

(3) Notamment Arch. du Nord, liasse 3.

(4) A chaque alliance De Sars indique les armoiries de l'épouse ou de l'époux ; sauf exceptions, nous renvoyons à l'auteur.

4^e génération.

3. Gabriel Wéry, échevin à Valenciennes, mourut le 18 août 1685 ; il laissa à sa fille Marie-Joseph son fief de Braisne. Il avait épousé en l'église Saint-Géry le 12 janvier 1638 Marie Deschamps.

3. Anne-Françoise Wéry, baptisée à Valenciennes le 20 janvier 1623.

5^e génération.

4. Philippe Léopold de Wéry, seigneur de Roupy et d'Hélezt, prévôt de Valenciennes en 1697, 1703 et 1716 ; il mourut dans cette ville au mois d'octobre 1726. Il avait épousé Marie-Françoise Malapert.



Jean Baptiste Wéry

Abbe de Crespin

1704.
Designé par mad^{lle} marg Lombois 1912.

Fig. 63. — Sceau et signature de J.-B. Wéry.

4. Jean-Baptiste Wéry, religieux de l'abbaye de Saint-Saulve, puis abbé de Crespin, mourut au mois de décembre 1724.

4. Gabrielle Wéry épousa Pierre de Fourmestreaux, seigneur de Gussegnies.

4. Marie-Catherine de Wéry morte au mois d'octobre 1726 ; elle avait épousé en premières noces Charles-Ignace Le Hardy, seigneur de Rongny, et en deuxièmes noces J.-B. de Anset (1).

(1) L'acte de l'Etat-Civil de Valenciennes porte : le 20 juillet 1695, Jacques Ansel épousa Catherine Wéry, veuve de Charles-Ignace Le Hardy.

4. Marie-Joseph Wéry, dame de Braisne, épouse de Simon-Ignace-Joseph Le Boucq.

6° génération.

5. Philippe-Léopold de Wéry, seigneur de Rongy, avait épousé Marie-Pétronille de Grumelier.

5. Gabriel de Wéry, prieur des dominicains à Valenciennes, mourut le 16 juillet 1725 à 11 h. 1/2 du matin.

5. Deux autres frères, Hyacinthe et Léopold, étaient religieux au même couvent (1).

5. ...de Wéry, morte sans héritiers ; elle avait épousé Jean-Etienne de Walicourt, seigneur de Brunemont.

7° génération.

6. ...de Wéry, seigneur de Rongy, avait épousé Marie-Géline de Pamart, fille de Jean-François de Pamart, seigneur d'Escaufourt (2).

6. Louis-Alexis de Wéry, mort le 23 octobre 1725 à l'âge de 6 ans.

6. Marie-Pétronille de Wéry épousa Jean-Philippe Delcambier.

6. ...de Wéry.

8° génération.

7. ...Wéry, fut religieux jésuite, puis chanoine de Saint-Géry ; il mourut en 178..

7. Jean-François-Joseph de Wéry, chevalier de Saint-Louis, maire de Saint-Saulve, épousa à Mons en 1792 Mélanie de Caux, de Blacquetot.

7. ... de Wéry, conseiller clerc au Parlement de Flandre.

7. ...de Wéry épousa... de Lambert de Beaulieu, officier.

7. ...de Wéry, morte à Douai ou à Cambrai le 28 septembre 1804 avait épousé Gilles-Auguste-Antoine-Joseph de Proveur.

Jean-Baptiste Wéry, né à Valenciennes en 1645, entra au monastère de Saint-Saulve (3) où il fit profession en 1662, à l'âge de 17 ans. Ordonné prêtre en 1668, l'abbé lui confia aussitôt un office ;

(1) Arch. de Condé, GG.

(2) La famille de Pamart a fait don à l'église d'Escaufourt (Aisne) d'un magnifique ostensor. Un écusson gravé sur le pied de cette « remonstrance » reproduit les armoiries de la famille de Pamart : d'azur à un chevron d'argent accompagné en chef de deux grenades d'or tigées du même et ouvertes ; en pointe d'un cor de chasse lié de gueules. — *Nota* : Cet objet d'art du XVIII^e s. est en vermeil ; les motifs ont été repoussés au marteau.

(3) L'abbaye régulière de St-Saulve était occupée par des Bénédictins. Elle était située dans les faubourgs de Valenciennes. — Saint-Saulve n'était à l'origine qu'un prieuré ; il fut érigé en abbaye en 1639, aliàs 1629. Les moines habitaient Saint-Géry, mais ils cédèrent cette église à des chanoines. — L'église Saint-Nicolas n'était dans l'origine qu'une chapelle appartenant aux moines de Saint-Saulve ; elle fut érigée en paroisse en 1586. — L'église N.-D. de la Chaussée est du même temps que la paroisse Saint-Nicolas et appartenait aux mêmes moines. (Cf. Dict. universel de France par Robert de Hessel, t. VI, Paris, 1771).

c'est ainsi que plus tard Wéry dira qu'il « a rendu service à la maison depuis sa 23^e année ».

Le 8 octobre 1670, mourait au couvent de Saint-Saulve, D. Alexandre Leroy, abbé du monastère. Son successeur, D. Jacques Tordereau ne fut pas à la hauteur de sa charge pour l'administration des biens de la maison et fut destitué de la direction du temporel en 1683 par le Parlement de Flandre, qui confia cette charge à D. Wéry. En 1694, le même Parlement reconstitua D. Tordereau, lui imposant comme auxiliaire administrateur D. Wéry.

Durant sa gestion, D. Jean-Baptiste fit : bâtir la maison abbatiale, le cloître et l'église paroissiale, clôturer de murs le jardin, restaurer le clocher de l'abbaye ; il fournit à la maison des nappes, des serviettes et des couverts d'argent ; il augmenta le nombre des vaches et des chevaux et paya les dettes de la maison. Bref, il « remit tout sur un bon pied », rendant un compte exact de ses achats, de ses dépenses comme de ses recettes (1).

A Valenciennes, le Prélat de Saint-Saulve était bien connu, aussi le suivait-on avec intérêt dans ses entreprises.

Mre Pierre Liénard, procureur du Béguinage de Valenciennes, fut nommé chanoine de l'église métropolitaine de Cambrai ; les « maîtresses et les sœurs » de la maison, usant de leur privilège, procédèrent à l'élection d'un successeur. S'étant assemblées le 12 août 1698, sous la présidence de Mre Jacques Coutteau (2), elles se choisirent pour proviseur D. J.-B. Wéry (3).

Le 15 septembre suivant, l'élu reçut l'approbation royale par ces lettres patentes : ... « Les sœurs du Béguinage (4) de Sainte-Elisabeth de Valenciennes nous ont représenté qu'en conformité de « leurs anciens privilèges, elles ont procédé à l'élection d'un proviseur et que Mre J.-B. Wéry, prêtre et maître d'hostel de l'abbaye de Saint-Saulve a été élu à la pluralité des suffrages pour « remplir lad. charge. Nous avons par ces présentes confirmé l'élection de J.-B. Wéry pour, par lui l'exercer, en jouir et user ensemble des droits, fruits, profits et émoluments y appartenans. Nous « enjoignons auxd. maîtresses d'établir led. procureur en la possession de lad. administration dud. Béguinage en la manière « accoutumée... (5) »

(1) Arch. du Nord, liasse 16.

(2) Curé de N.-D. de la Chaussée.

(3) Arch. du Nord, liasse 4.

(4) Béguinage : « Congrégation de filles qui vivaient pieusement sans être liées par aucun vœu ; elles avaient chacune leur maison particulière où elles vivaient à leur ménage dans un même enclos. Le béguinage n'est pas un ordre approuvé par le Saint-Siège, mais seulement toléré par une simple dévotion de pénitence... Elles ne sont pas bullaires, et ne font aucun des trois vœux essentiels de religion, elles peuvent se marier et sont pures séculières »... (Extrait d'un procès pour la rentrée des foin à Valenciennes cité par Wéry, Arch. du Nord, liasse 2).

(5) Arch. du Nord, liasses 28 et 4.

Le 3 juillet 1702, D. Jacques Tordereau rendit son âme à Dieu ; D. Wéry fut choisi pour lui succéder.

Les formalités remplies, Sa Majesté approuva cette nomination le 15 août 1702 (1).

§ 2. — *D. Wéry élu abbé de Crespin. — Son intronisation. — Election de l'abbé de Saint-Saulve. — Fénelon demande des prières publiques.*

L'année suivante, l'abbaye de Crespin étant devenue vacante par la mort de D. Cochin, Louis XIV, le 8 octobre 1703, nomma pour présider à l'élection du successeur le Prélat de Saint-Saulve, le Sr Magalotty et le Sr Hubert, subdélégué de l'intendant de Flandre à Valenciennes (2).

Pendant la vacance, D. Georges Sarrazin, prieur du monastère de Saint-Landelin, se rendit à Saint-Saulve au nom de la communauté et pria Wéry d'accepter le siège de Crespin. D. Alexis fit une démarche dans le même but (3).

Lors du vote, tous les religieux sans exception donnèrent leur suffrage à l'abbé de Saint-Saulve. Le roy, en ayant été informé, ratifia ce choix et adressa ses lettres patentes au nouvel élu (4).

De son côté, l'archevêque de Cambrai, François de Salignac de la Motte Fénelon, avant de confirmer cette nomination, fit connaître, le 14 janvier 1704, à « tous..., prêtres, curés et non curés, notaires, tabellions publicqz et appariteurs de son diocèse » le choix des moines de Saint-Landelin, « mais qu'auparavant il en donnoit connaissance afin qu'on lui fit parvenir dans les neuf jours toutes objections à ce sujet ».

Aucune protestation n'ayant été présentée, l'archevêque, le 26 janvier 1704, confirma l'élection de J.-B. Wéry et donna au nouvel abbé plein pouvoir pour gouverner l'abbaye au spirituel et au temporel. En même temps, Fénelon rappela aux bénédictins l'obligation de recevoir leur Prélat comme leur légitime abbé, de lui promettre obéissance et respect (5).

Le 26 janvier 1704, l'Archevêque délégua Mre Gaisse, doyen de chrétienté, curé de Saint-Nicolas de Valenciennes et Mre Ghillez, curé de Saint-Géry de la même ville, pour l'installation canonique de D. Wéry (6). Les délégués se rendirent à Crespin et dressèrent ce procès-verbal :

« Nous sousignez J. Gaisse... et A. Ghillez..., avons installé « D.-J.-B. Wéry... et l'avons mis en possession tant du spirituel

(1) Arch. du Nord, liasse 28.

(2) Arch. du Nord, liasses 4 et 18.

(3) Arch. de Condé, FF 2° pièce, liasse 13.

(4) La formule des lettres royales est la même que ci-dessus.

(5) Arch. de Condé, GG 94, 2° pièce.

(6) Arch. du Nord, liasses 16 et 28.

« que du temporel de l'abbaye de Crespin, lui assignant place au « chœur et au chapitre et observant les cérémonies ordinaires et « accoutumées... en présence de tous les religieux qui ont en « même temps recongneu D. J.-B. Wéry pour leur abbé et supé-
 « rieur et promis obéissance ce trentiesme de janvier 1704. Estoit
 « signé : J. Gaisse... A.-F. Ghillez..., D. Georges Sarrasin, prieur ;
 « D. Benoist d'Haussy, maistre d'hostel et D. Alexis Wattier (1). »

**

Le siège de Crespin est occupé ; il faut pourvoir à celui de Saint-Saulve.

Le 3 février 1704, le roi informait le Prélat de Saint-Landelin qu'il le choisissait « pour en qualité de commissaire présider à l'élection de trois religieux », assisté des sieurs Magalotty et Hubert (2).

D. Jacques Hardy fut élu ; le roi approuva cette élection et l'archevêque de Cambrai la ratifia (3).

**

Pendant la troisième guerre de coalition qui s'alluma en 1701 pour se terminer en 1713 par le traité d'Utrecht, le 21 août 1706, Fénelon adressa un mandement « aux chapitres, aux abbés, aux curés et aux supérieurs de maisons religieuses, afin d'organiser des prières publiques ». L'Archevêque demanda en même temps une procession solennelle avec le Saint-Sacrement et une journée d'adoration devant le « Vénérable Exposé ».

Ce mandement, adressé au monastère de Saint-Landelin porte comme en-tête : « L'église abbatiale de Crespin (fera la procession) le jour de la Nativité de la Sainte Vierge ou le 2^e dimanche de septembre ». Au bas de l'exemplaire, il est écrit : les religieux sont instamment invités à passer une heure devant le Très Saint-Sacrement, en suivant l'ordre prescrit par Mgr l'Archevêque :

Le prieur	de 7 à 8 heures
D. Landelin et D. Dominique	de 8 à 9 »
D. Bernard et D. Benoît.....	de 9 à 10 »
D. André et D. Alexis (4).....	de 12 à 1 »
D. Pierre et D. Adelin.....	de 1 à 2 »
D. Aybert et D. Domitien.....	de 2 à 3 »
D. Maur et... ..	de 4 à 5 »
D. Placide et.....	dé 5 à 6 »

...Fénelon donne les raisons qui l'ont amené à demander d'ardentes supplications :

« Un jeune prince, doux, modéré, courageux dans ses mœurs, « vraiment digne de porter le nom de roi catholique, est appelé

(1) *Idem.*

(2) Arch. du Nord, liasse 28.

(3) Voir le Cameracum de Leglay.

(4) « Le 2 novembre 1728 D. Alexis Wattiez partit pour Rome ; il passa deux mois dans la ville, obtint des indulgences pour la confrérie de Saint-Landelin et rentra au mois d'avril 1729 » (Valenciennes, fonds Chéré).

« au trône d'Espagne par la demande solennelle de toute la nation
« espagnole, par les acclamations de tous les peuples d'une si vaste
« monarchie. Aussitôt des puissances jalouses et conjurées pour le
« détrôner mettent en armes toute l'Europe. Le roy peut-il donc
« abandonner la cause de son petit-fils ?... »

« Prions donc (1). »

Après de nombreuses vicissitudes, le petit-fils de Louis XIV fut reconnu roi d'Espagne sous le nom de Philippe V.

§ 3. — *Des soldats logent à l'abbaye, fourragent le village et la région ; détruisent les bois. — Les refuges pris de force. — Les calamités. — Les moines mendiants.*

L'abbaye de Crespin, se trouvant sur le passage des armées, eut beaucoup à souffrir ; « en 1705, elle n'a rien reçu de ses revenus » (2).

En 1706, après la défaite de Ramillies (23 mai), les lieutenants généraux des armées du roi : Gassion, de la Charte et Mornay arrivèrent à Crespin le 11 juin et logèrent à l'abbaye avec 14 à 15.000 hommes de cavalerie « qui ont fourragé » à Crespin et jusqu'aux portes de Mons et de Valenciennes.

Au mois de juillet, S. A. le duc de Bavière, refoulant les Français, arriva à l'abbaye pour y loger avec 13 à 14.000 hommes qui achevèrent de fourrager ce qui pouvait rester en plaine. S'étant répandus dans les bois, ces hommes en coupèrent une grande partie.

Le 3 octobre suivant, toute l'armée, composée de 120.000 hommes, établit son camp à Crespin ; ces soldats « désolèrent les habitants dud. lieu au point qu'ils durent sauver à Valenciennes tous « leurs effects » ; ils pénétrèrent dans les bois, coupèrent la « raspe », la haute futaie et réduisirent 50 bonniers en bruyère. Les dégâts causés furent incalculables... ; l'abbaye perdit annuellement 4,000 florins.

Ces troupes séjournèrent jusqu'au 10 novembre ; ayant leur camp au village, elles se répandirent dans les environs à 9 et 10 lieues à la ronde ; de ce fait les terres et les prairies furent « tellement fatiguées » que les fermiers ne purent recueillir ni paille ni foin et furent dans l'impossibilité de payer leurs rendages au monastère (3).

En 1707 et 1708, par deux fois différentes, le duc de Bavière campa de nouveau à Crespin et logea avec sa suite au monastère de Saint-Landelin ; ses soldats fourragèrent tout l'été le village, principalement l'abbaye, où ils abattirent les arbres fruitiers du grand

(1) Arch. du Nord, liasse 5.

(2) Arch. de Condé sur l'Escaut, série FF, liasse 13, 2^e pièce.

(3) Arch. du Nord, liasses 1, 2, 15, 22 et 28.

jardin. Les bénédictins, le 12 juin 1708, employèrent des ouvriers qui fagotèrent et mirent « en pièces une grande quantité de bois gâtée par les soldats » (1).

L'armée commandée par le comte d'Arelda, lieutenant général des troupes d'Espagne, fit de même ; nous passons sous silence « les autres campemens et fourragemens » survenus entre Mons et Valenciennes (2).

Les bénédictins de Crespin, effrayés de ces ravages, réclamèrent quelque pitié et un peu de protection ; on fit droit à leur réclamation, ainsi que nous pouvons en juger par cet acte :

« Les Etats généraux du Pais Uni (3)... faisons savoir que nous « avons mis et pris dans nostre protection et sauvegarde le monas- « tère de Crespin avecq l'abbé et tous les religieux, aussi leurs « domestiques, y compris leur receveur des rentes. Pareillement « tous leurs censes, terres et biens avecq les censiers y demeurant, « leurs familles, bestiaux et meubles pour franchement et sans « aucun tort y pouvoir demeurer, marcher, voïager et retourner là « où que leurs affaires pourront tomber. Afin égaleuent que les « susmentionnés puissent labourer leurs terres et jouir de leurs « fruits comme tous les autres estans dans nostre sauvegarde sans « qu'à l'encontre d'eux par nos gens de guerre à leurs personnes « ou à leurs biens soit fait le moindre tort en aucune manière... » A condition que les habitants du monastère et tous ceux qui y sont attachés paieront leurs contributions selon la taxe qui leur sera imposée et qu'aucun d'eux ne se prévaudra de cet appui pour attenter en quoi que ce soit « au préjudice de notre pais. A ces causes, « nous commandons à tous généraux supérieurs, colonels, cheva- « liers, capitaines, commandans et gens de guerre de suivre nostre « commandement à peine d'être puni comme perturbateur... « Donné à Sgravenhage (La Haye) le 15 de novembre 1707 (4). »

Cette garantie fut sans effet : avant et après la bataille de Malplaquet, en 1709, une partie de l'armée de Sa Majesté campa dans la plaine de Quiévreachain près des biens de l'abbaye et acheva de dégrader le reste de ses bois, au point de n'y laisser aucun arbre debout (5).

La même année, les ennemis vinrent en corps de troupes fourrager le village de Crespin, y demeurèrent 9 jours, enlevèrent les bestiaux et les effets des habitants ; ils firent de même à l'abbaye où ils enlevèrent en outre une grande provision de blé (6) ; ils poussèrent leurs déprédations jusqu'à « démolir les toits et les murs pour « en tirer les ancras, plombs et ferrailles qu'ils purent emporter,

(1) Arch. du Nord, liasse 16.

(2) Arch. du Nord, liasse 28.

(3) Etats généraux de Hollande.

(4) Arch. du Nord, liasse 10.

(5) Arch. du Nord, liasses 1, 2 et 22.

(6) Arch. du Nord, liasse 7.

« mettre les papiers en pièces et briser les meubles qu'ils ne purent « enlever » (1).

Enfin, pendant que les armées de Sa Majesté et celles des alliés fourrageaient la terre de Mons, les prévôtés de Valenciennes et du Quesnoy, « rien n'échappa à Crespin ». Et, après avoir tout perdu, l'abbaye fut pillée « d'une manière la plus extraordinaire » les 3, 13, 14, 15, 16 et 19 septembre 1709.

Lorsque D. Wéry se rendit à l'abbaye, il constata que « les vais-
« selles, les ornements de l'autel, les ciboires, les calices, et géné-
« ralement tous les effets qui y estoient dans l'abbaye et l'église
« ont été pris et enlevés, les portes, les fenêtres et toits ont été brisés
« et rompus si avant qu'après ce pillage lad. abbaye n'estoit plus
« à reconnaître ni habitable ».

Le Prélat de Crespin fit expertiser les désastres causés dans sa maison ; les pertes ayant été évaluées « par les gens à ce connais-
seurs » à 227,000 livres (*alias* 207,090), il adressa ce devis au Sr Pester, chargé de recevoir les réclamations, lui demandant quel-
que indemnité..., il ne reçut aucune réponse (2).

Le refuge de Mons avait été employé par les troupes françaises à l'établissement de fours qui servirent après Malplaquet à l'usage des soldats du prince Eugène et de Marlborough (3).

Le refuge de Condé fut pris de force par le gouverneur de la ville et celui de Valenciennes fut occupé par la dame d'Arschot qui fit chasser le concierge et jeter les meubles de l'abbaye dans la rue ; elle commit en outre plusieurs « dégradations considérables ». Et, quand l'abbé et les religieux de Crespin, obligés d'abandonner le monastère pendant ces guerres, voulurent se retirer dans leur refuge, ils durent se loger dans des cabarets ou chez des parents.

Après avoir été ainsi fourragés et pillés, les bénédictins se trou-
vèrent dans cette alternative de réparer l'abbaye et ses refuges,
d'acheter des meubles ou d'abandonner le monastère comme on
avait dû faire jadis (4).

L'abbaye ne fut pas moins éprouvée pendant l'année 1710 ; les armées fourragèrent encore tout le territoire compris entre Mons et Valenciennes, enlevant le peu de grains et de foin « qu'il y avoit sur terre » (5).

(1) Arch. de Condé, GG 95, 4^e pièce. — Nota : Les soldats sont toujours les mêmes ; pendant la grande guerre (1914-1918), les Allemands coupèrent les arbres fruitiers, enlevèrent les ancres et les combles des habita-
tions, dérobèrent le linge, les vêtements et les meubles des maisons, bri-
sèrent dans nos fermes et nos usines les machines qu'ils ne purent em-
porter.

(2) Arch. de Condé, FF 13, 2^e pièce.

(3) La ville de Mons, assiégée le 25 septembre 1709, dut capituler le 20 octobre suivant.

(4) Arch. du Nord, liasses 4, 17 et 28.

(5) Arch. du Nord, liasses 22 et 28.

Ce n'est point tout ; si la défaite glorieuse du maréchal de Villars à Malplaquet ne mit pas un terme à la série des malheurs du pays, le pillage sacrilège du mois de septembre 1709 ne marqua point non plus la fin des épreuves du monastère de Saint-Landelin.

En effet, en 1711, D. Wéry reçut un exprès porteur de cette missive :

« A Monsieur l'abbé de Crespin,

« Je suis bien aise de vous avertir qu'on vat fourrager votre villaige et qu'on at ordre de ne vous point épargner à prendre grain, foin et paille et tout le reste. Faites incessamment charger tous vos chariots, mettez le grain dessus, je vous le prendrai et prendrai le foin et paille.

« Je suis tout à vous,

« VERSEILLER, Colonel.

« P.-S. — Je viens de recommander à un capitaine de grenadiers « votre abbaye (1). »

Cet avertissement était exact ; mais la recommandation eut le même résultat que la garantie des Etats généraux de Hollande ; les nécessités de la guerre sont impitoyables. De fait, en 1711, l'abbaye de Crespin fut pillée par la garnison de Condé, dont les soldats enlevèrent toutes les provisions de grains, de fourrage, de bois, etc. De plus, ces troupes reçurent l'ordre de mettre le feu au foin et à la paille qu'elles trouveraient dans le couvent (2) « et aux grains sur la campagne » (3).

En 1712, après la victoire du maréchal de Villars à Denain, pendant le siège de Bouchain et le dernier siège du Quesnoy, l'aile gauche de Sa Majesté vint s'abattre à nouveau sur le village de Crespin et y demeura jusqu'à l'hiver.

Après avoir essayé d'arracher des mains des soldats quelques dépouilles, il fallut leur fournir de l'avoine que le monastère et le village durent acquérir à grand prix. Cette partie de l'armée commit des désordres « si excessifs » dans le bois de l'abbaye que D. Wéry fut obligé de faire recouper le tout. D'où une perte pour la haute futaie de 50 à 60 ans et de 12 à 14 ans pour la « raspe » (4).

Pendant toute l'année 1712, alors que les terres et les prairies des bénédictins avaient été ravagées dans les environs de Mons et de Valenciennes (5), plusieurs lieutenants généraux et quelques régiments de dragons étaient logés à l'abbaye (6).

**

A ces désastres s'en ajoutèrent d'autres : en 1701, les terres et les prairies furent rendues stériles par suite d'une grande sécheresse pendant les mois de juin et de juillet. L'année suivante, la

(1) Arch. du Nord, liasse 28.

(2) Arch. du Nord, liasses 22 et 28.

(3) Arch. de Condé, série FF, liasse 13, 2^e pièce.

(4) Arch. du Nord, liasses 2 et 22.

(5) Nous ajoutons : de Bouchain et du Quesnoy.

(6) Arch. du Nord, liasses 15 et 28.

sécheresse sévit à nouveau « avec un redoublement de vigueur pendant cinq mois de l'année ».

Pendant les mois de juillet et d'août 1703, « au moyen de grandes et prodigieuses quantités de pluies, les eaux ont été si fortes et si grosses qu'est survenu un grand débordement et inondation » qui gâta les récoltes sur pied à Saint-Aybert et à Crespin aux Enclosis.

En considération des pertes dont eut à souffrir Guil. Mustellier, fermier à Saint-Aybert, les religieux lui accordèrent « modération » d'un sixième sur ses rendages (1).

« La veille de l'Epiphanie (1709) la gelée commença et fut si forte qu'après quatre reprises suivies d'autant de dégels, les pains manquèrent généralement par tous les Pays-Bas, Cambrésis, la France, enfin 200 lieues de pays. A l'avril, chacun fit ses efforts et sema beaucoup d'avoine et une grande quantité d'orge ; le tout produisit en abondance, mais on ne put en jouir, parce que les armées de l'Empire jointes à celles de Hollande, d'Angleterre et autres troupes du Nord, qui faisoient la guerre pour détrôner Philippe V roi d'Espagne, enfant de France, et mettre sur le trône Charles III d'Autriche, fils de l'empereur Léopold, premier de ce nom, après avoir pris la ville de Tournai et sa citadelle, vinrent le 6 de septembre assiéger la ville de Mons ; lesquels ravagèrent nos campagnes..., pillant et ravageant nos églises (2). »

« Pendant ce terrible hiver, les vivres furent à un prix très élevé ; le pain fut payé à 2 sols 6 den. la livre ; il étoit fabriqué avec des pois, des fèves et autres légumineux (3). »

Pour conserver la ville de Condé, on pratiqua l'inondation artificielle, dans laquelle furent comprises toutes les prairies du monastère. Ces prairies restées sous les eaux depuis 1708 jusque 1713, furent gâtées en partie, les fossés détériorés et comblés. Pour remettre le tout en bon état, il fallut dépenser des sommes considérables en 1713, 1714 et 1715 (4).

A cause des pertes causées dans les biens de l'abbaye, « elle a été tellement réduite à la pauvreté et mise à néant par la cruauté de la guerre » que les religieux ont dû quitter la maison et chercher de côté et d'autre « à se procurer à vivre » (5).

Le 29 mars 1716, par ordre de M. l'abbé, plusieurs ouvriers sont allés à Thivencelles reprendre les planches et les barrières de Saint-Aybert emportées par les eaux (6).

(1) Arch. de Valenciennes, F. 61, f° 140.

(2) Annales du Cercle Archéologique de Mons, t. XXXIII, p. 9 ; extrait d'un Mémorial.

(3) Arch. du Nord, liasse 15.

(4) Arch. du Nord, liasses 17, 22 et 28.

(5) Arch. du Nord, liasse 22.

(6) Arch. de Condé, GG 95, 6^e pièce.

§ 4. — *D. Wéry demande une indemnité
Il expose les pertes subies et fournit des attestations*

D. Wéry s'adressa aux receveurs de la taille du clergé et leur demanda quelques « modérations ». Pour appuyer sa requête, il rappela que tous les biens du monastère sont situés depuis Harmignies jusque Valenciennes, c'est-à-dire sur le théâtre de la guerre ; ...que « le principal de l'abbaye est situé à Crespin », que tous ses biens ont été ravagés pendant ces dernières guerres par les armées amies et ennemies campées « dans les lieux de leur situation » (1).

Malgré ces désastres, les moines ont toujours payé leurs contributions ; pour les années 1708 à 1719, ils ont versé 26,734 livres 4 deniers (2).

L'abbé ajouta que Sa Majesté Très Chrétienne a exempté le peuple du paiement des deniers royaux pendant la guerre ; qu'elle a accordé la même exemption pour les années 1714, 1715 et 1716, sur un rapport fait par son lieutenant concernant le « ruinement du pays ».

Ce rapport fut « sous forme de requête présenté au Roy en son conseil par les habitants de la prévosté, le comte de Valenciennes et de la chatellenie de Bouchain, contenant : que leur pays estant entièrement ruiné depuis 4 ou 5 ans par les campagnes des armées de Sa Majesté et celles des ennemis pendant les sièges de Bouchain et du Quesnoy, il ne reste plus dans la plupart des villages ni batimens, ni églises, ni hayes, ni buissons, les deux tiers des peuples étant morts de misère ou s'étant retirés ailleurs après avoir eu le malheur de voir leurs villages détruits, leurs maisons abattues, leurs églises démolies et leurs terres, quoique les meilleures de la province, incultes faute d'hommes et d'argent pour avoir les choses nécessaires pour les mettre en valeur, ce qui les oblige d'avoir recours à Sa Majesté, à ce qu'il lui plaise sur ce leur pourvoir en les deschargeant pendant 12 années de tous impôts, même des feux et XX^{mes}.

« Le roi, le 11 juillet, deschargea les supplians pour 3 années des droits dominiaux sur la bière, ensemble, les XX^{mes}, feux, cheminnées et de taille des bêtes (3). »

D. Wéry demanda une entière « modération » pour les années 1706, 1709, 1711, 1712, 1713, 1714 et 1715 ; il donna ces raisons : « En 1706 les récoltes ont été prises et les bois ravagés par les troubles. En 1709, à la perte des revenus annuels est venu s'ajouter le pillage des troupes alliées. En 1711, le village a été pillé et plusieurs habitants l'ont abandonné à cause que les eaux ont été dans leur maison et héritage et que l'abbaye a subi les mêmes malheurs. L'année 1712 a été marquée par le ruinement complet

(1) Arch. du Nord, liasse 15.

(2) Arch. du Nord, liasse 22.

(3) Arch. du Nord, liasses 28 et 29.

« du reste des bois pendant les deux siècles du Quesnoy... (1) » Les prairies inondées jusqu'en 1713, leur réparation et celle des fossés ont engendré de grands frais. Les années suivantes n'ont pas été plus heureuses : les fermiers ayant tout perdu, se sont déclarés insolvables.

Bref, « les religieux se font forts de montrer, preuves en mains, « que les dégâts causés se sont élevés à plus de 200.000 livres » (2).

Malgré ces pertes continuelles et générales, le monastère a été obligé de payer les contributions, c'est-à-dire 500 écus par an, pour subvenir aux deniers royaux ; les portions congrues des curés, la cotisation du clergé du Hainaut, les réparations des presbytères, des chœurs et des églises, soit une dépense annuelle de 6,000 florins, sans compter l'entretien des bâtiments ou couvent proprement dit, de ses fermes, etc. (3).

**

A ses dépositions, D. Wéry joignit plusieurs témoignages irrécusables. D'abord celui des hommes de la loi de Crespin, qui certifièrent sous la foi du serment les faits suivants :

« En 1706, les lieutenants généraux Gassion, de la Charte et de « Mornaix sont entrés dans l'abbaye de Crespin le 11 juin avec 14 « à 15,000 hommes de cavalerie et d'infanterie. Ces soldats ont « tout fourragé pendant la campagne, depuis Crespin jusque « Boussu.

« Au mois de juillet, S. A. de Bavière est venue camper sur les « grains de l'abbaye et ses hommes ont coupé une partie de ses « bois.

« Au mois d'octobre, l'armée entière s'est abattue sur les bois « des religieux et en six semaines elle a coupé plus de 10,000 chênes, frênes et la raspe. De leur côté, les habitants n'ont pu sauver la moindre chose.

« En 1707, des troupes ont occupé l'abbaye, en ont ruiné les « viviers et ont fourragé à cinq et six reprises différentes non seulement à Crespin, mais aussi dans toute la terre de Valenciennes.

« Deux ans plus tard, en 1709, l'abbaye a été pillée par les alliés « et a souffert des pertes considérables dans ses bâtiments ; ses « meubles, ses argenteries, sa vaisselle, ses ornements d'église, tout « fut ravagé ou emporté. Un procès-verbal établi à cette occasion « évalua les dégâts à 227,000 livres.

« Les années 1710, 1711, 1712 furent tout aussi désastreuses par « suite du campement des troupes de la France et des alliés. Alors « la terre de Valenciennes a été complètement ruinée comme elle « l'est encore présentement, le peuple étant réduit à une extrême « misère ; le roi l'exempta des XX^{mes} pendant plusieurs années et le « déchargea pendant trois ans de toutes contributions. Malgré ces

(1) Arch. du Nord, liasses 12 et 28.

(2) Arch. du Nord, liasse 28.

(3) Arch. du Nord, liasse 28.

« modérations, la plus grande partie des terres des prévôtés de Valenciennes et du Quesnoy demeurèrent en friche.

Enfin les témoins rapportent « qu'en 1711 et 1712 le monastère a encore été pillé par les troupes du roy, ainsi que les terres « de Valenciennes, du Quesnoy et autres lieux circonvoisins et que pendant toutes ces guerres, les prairies des moines ont été inondées... »

Cet acte a été rédigé à Crespin le 18 décembre 1713 et signé par J. Laurent, lieutenant, A. Delattre, P.-Jh Delhay et P. Gantois.

Le mayeur et les échevins d'Onnaing et de Quarouble certifièrent le 2 janvier 1714 que les biens possédés par l'abbaye dans ces villages avaient été entièrement ruinés par les troupes de 1706 à 1712; et que, par suite de ces ravages, leurs fermiers n'avaient pu payer leurs rendages.

De leur côté, le mayeur et les gens de la loi de Maing certifièrent que de 1706 à 1713, le fermier de l'abbaye de Crespin à Maing s'est trouvé comme tous les autres dans l'impossibilité de rendre « aucuns deniers ny grains » à Mgr l'Abbé à cause des pertes considérables qu'il avait endurées par les « fourragemens », les campements continuels des troupes et les inondations...; que pendant les sièges du Quesnoy et de Bouchain, la cense des moines avait été « abîmée » de fond en comble; ...que les chevaux, les vaches et les moutons du fermier avaient été perdus.

Le même jour, les hommes de loi d'Estreux déclarèrent que le censier de l'abbaye de Saint-Landelin avait subi de très graves dommages dans ses récoltes et dans son bétail pendant les années 1706 et suivantes, y compris 1712, qu'il n'avait pu faire aucune « livraison » à Mgr l'abbé et que les désastres qu'il avait supportés avaient été causés par « les fourragemens » et les campements (qui furent autant de pillages) des troupes de France et des Alliés.

Ils ajoutèrent : Toute cette contrée est ruinée et sera « de long temps à se rétablir, parce qu'elle a tout perdu pendant les sept années de guerre, en fruits de la terre, en bestiaux, en maisons abattues et ruinées, et que de ce fait, les religieux de Crespin ont fait des pertes inouïes ».

Les déclarations des mayeur et échevins de Sebourg et Sebourguiaux, faites le 3 janvier 1714, ne diffèrent pas des précédentes : Depuis 1706, après la bataille de Ramillies, les fermiers du couvent de Crespin ont été « tellement réduits » qu'ils ont été dans l'impossibilité de payer aucun rendage par suite des campements continuels des troupes. Pendant ces années, de 1706 à 1712, « ils se sont vus réduits à une telle extrémité qu'ils ont été obligés d'abandonner le village trois à quatre fois ». En effet, ils ont été fourragés par quatre campements différents de l'armée du duc de Bavière. En 1709, la bataille de Malplaquet a été funeste à eux

comme à tous les autres fermiers, et après avoir perdu toutes leurs dépouilles, ils virent enlever leurs meubles et la majeure partie de leurs bestiaux. Ceux qui échappèrent à ces rapines « sont crevés de pauvreté ». Durant les années 1710, 1711 et 1712, tout ce que les fermiers avaient semé fut perdu à l'occasion des sièges de Bouchain, du Quesnoy et de Landrecies. L'abbaye de Crespin a enduré des pertes très considérables non seulement à cause des guerres, mais aussi parce que, sur 7 ans, elle a été pillée 3 fois et que ses bois ont été complètement ruinés non seulement à Crespin, mais encore à Sebourg (1).

**

Le curé de Sebourg, N.-F. Devaulx, est aussi affirmatif dans le témoignage qu'il délivre le 4 janvier 1714 :

« Pour Mgr de Crespin,

« Je soussigné, curé de Sebourg, certifie à tous qu'il appartiendra « qu'ayant fait visite des dépouilles en bleds de J. Mortier pour « l'année 1713, je n'y ay trouvez qu'un quart de récolte. Etant « même à remarquer qu'il a été obligé d'acheter toutes les semences de l'année 1712 (2). »

**

De leur côté, des experts certifièrent que : « Martin Montfort, censier à Montigny-Notre-Dame-sur-Roc, en 1710, n'a pu ensemen-
cer ses terres à cause de la perte générale de ses grains, subie en l'an 1709 à cause du rude hiver et du passage des troupes de France qui ont campé à Montigny au mois de septembre deux ou trois jours avant la bataille.

Les armées des Alliés ont également passé à Montigny lors de la bataille de Malplaquet (13 septembre 1709) et du siège de Mons (25 septembre au 20 octobre 1709).

Les témoins attestent que les terres qui ont pu être ensemencées ont été mal cultivées et n'ont produit qu'un quart comme rapport, à raison « du peu de temps que led. Montfort a eu pour ce sujet, et aussi à cause de la perte des chevaux qu'il a dû endurer ».

Pendant le mois d'août et une partie du mois de septembre, c'est-à-dire jusqu'à la bataille, le fermier avait placé des sauvegardes pour protéger sa cense ; cette précaution n'a pas empêché les troupes de France de lui enlever 3 poulains et les Alliés de fourrager sa grange.

En 1711, après avoir ensemencé les grains d'hiver, « les souris survenues en grande quantité » ont causé de tels dégâts avec la sécheresse qui s'ensuivit, que les dépouilles furent évaluées à peine à deux cinquièmes.

Quant aux récoltes de 1712, elles peuvent être évaluées à trois quarts au maximum ; Montfort, comme tous les autres fermiers, a

(1) Toutes ces attestations ont été extraites des Arch. de Condé-sur-l'Escaut, série EE, pièce 16.

(2) Arch. du Nord, liasse 2.

dû faire faucher et battre ses grains à demi-mûrs, parce que deux partis de cavalerie « se sont battus au milieu d'iceux ».

Enfin le censier de Montignies a perdu 25 mencaudées d'avoine et 700 waras de pois, par suite de divers fourragements (1).

**

Plusieurs témoins d'Harmignies attestent en faveur de Ch. Ignace Mathieu (2), fermier du couvent de Saint-Landelin ; la dépouille d'un bonnier situé sur ce territoire a été complètement annihilée « ayant esté toute prise par les troupes » au mois de juin 1709 (3).

**

Le 18 février 1709, le mayeur let les échevins d'Harvengt ont expertisé les dépouilles de 1704 à 1708 ; ils donnent ces renseignements :

Ils estiment à un quart la dépouille des grains pour l'année 1704, parce que « les advestus ayant été forts pendant l'hiver », en juin et juillet ils ont été renversés par les orages et les tempêtes. Ils évaluent à deux tiers les récoltes de 1705, parce qu'au moment de la floraison des grains, survint « une méchante air avec de grands brouillards » qui a tout corrompu.

La plus grande partie des avoines et des céréales a été perdue en 1706, à cause du campement des armées à Boussu, à Quaregnon et dans les villages voisins. Ces troupes fourragèrent les terres d'Harvengt une partie du territoire fut particulièrement ravagée ; dans ce canton se trouvent dix journels « advestus » d'avoine, propriété des bénédictins de Crespin.

Le 22 octobre de la même année, le village d'Harvengt fut entièrement fourragé par l'armée de Gassion campée à la Longueville. Le 23 il fut ravagé par les armées campées à Boussu, à Quaregnon, à Crespin et lieux circonvoisins. De sorte que tout ce qui avait été engrangé d'avoine, de « marchage » et de paille fut perdu. Les experts déclarent que les dépouilles de l'année « n'estoient qu'une demie récolte ».

Les grains de l'année 1707 sont évalués à deux tiers comme rendement ; le mayeur et les échevins d'Harvengt déclarent que l'année a été mauvaise et que les pluies continuelles ont fait germer les grains. Ils ajoutent : l'armée de France a passé dans notre village les 12 et 15 août et a fourragé les avoines et les « marchages ». Pour comble d'adversité, la sécheresse avait précédé les pluies, de sorte que A. Durieux, fermier de l'abbaye de Crespin, a dû laisser sur terre onze journels d'avoine.

Enfin, disent en terminant les experts, les récoltes de 1708 ont été évaluées à une demie dépouille, parce que l'armée allant en campagne en a foulé une grande partie, ainsi que les troupes du maréchal de Berwick revenant d'Allemagne.

Le 19 février 1709, Mre Flameng, curé d'Harvengt, après avoir

(1) Arch. du Nord, liasses 20 et 23.

(2) Arch. du Nord, liasse 15.

(3) Arch. de Condé-sur-l'Escaut.

« leues ces déclarations et veu de ses propres yeux », les contre-signa (1).

Plusieurs censiers d'Harvengt certifient d'autre part que A. Vanssemal qui exploite « la branche » des terres du monastère de Saint-Landelin, eut 20 journées d'avoine et de pois fourragés (2).

**

Hanot, de Bougnies, certifie que par suite des dégâts causés dans ses biens, il n'a reçu que la moitié de ses rendages pour les années 1711 et 1712 (3).

**

Le 4 janvier 1714, le mayeur et les gens de loi de Quiévrechain font ces déclarations :

Depuis 1706 jusques inclus 1712, notre village, ceux de Baisieux, Crespin, Quiévrain, etc., ont subi des pertes très considérables. En 1706, après la bataille de Ramillies, l'armée française est venue camper dans cette région et a fourragé « les lieux susnommés ». Au mois d'août de la même année, l'Electeur de Bavière est descendu avec 18 à 20,000 hommes qui « ont campé sur les grains desdits territoires ». Au mois d'octobre suivant, le duc de Guise a séjourné avec sa suite plus de six semaines dans les susdits villages. La présence de ces soldats a été un véritable désastre et le peuple fut réduit à la misère « nommément les fermiers de l'abbaye de Crespin ». Les censiers n'ont pu ensemencer leurs terres en 1707. Dans l'espoir de se dédommager, ils ont semé « des Mars » qui ont été « foulez et fourragez par les troupes ». En 1708, les « dessus nommez villaiges ont souffert quatre campemens différens des armées » du duc de Bavière et l'année a été nulle « en fruits et en dépouilles ». Après la bataille de Malplaquet, outre la perte générale des grains, les maisons ont été saccagées, les meubles, les moutons et les chevaux perdus. D'où l'impossibilité pour les fermiers de M. l'abbé et pour tous les autres de labourer leurs terres. « Les Mars » ont été fourragés par les garnisons de Valenciennes, de Condé et du Quesnoy. Quant aux années 1711 et 1712, il est assez notoire que nous avons tout perdu durant les sièges de Bouchain, du Quesnoy et de Landrecies.

Au milieu de ces pillages, nous avons été forcés d'abandonner le village quatre à cinq fois. La cense des religieux de Crespin a été « bouleversée », et l'abbaye a enduré des pertes incalculables. Après avoir été pillés trois fois, ses bois furent coupés jusqu'à la racine « en 1706 et en 1712 (4).

**

En réponse à la supplique de l'abbé et en présence des preuves aussi péremptoires, le Clergé du Hainaut réclama d'abord les arriérés dus par le monastère de Saint-Landelin de 1699 à 1706 inclus,

(1) Arch. du Nord, liasse 2.

(2) *Idem.*...

(3) *Idem.*

(4) Arch. du Nord, liasse 2.

soit 12,102 livres 17 s. 4 d. et pour les autres années y compris 1716, 8,033 liv. 00 s. 6 d. (1).

Les receveurs du clergé accordèrent « modération » d'un tiers pour 1708, 1711 et 1712, de deux tiers pour l'année 1709 et d'un quart pour 1710 (2).

§ 5. — *Nouveaux impôts. — Le village de Crespin s'efforce de les faire supporter par l'abbaye. — Série de procès.*

Après la paix conclue à Utrecht, le 11 avril 1713, il devint nécessaire de créer de nouveaux impôts. Au nom du roi, le marquis de Bernières fit publier « qu'il seroit imposé sur les habitants des villages de la prévôté de Valenciennes une augmentation pour l'ayde « ordinaire, l'ayde extraordinaire et la capitation pour l'an 1715... « Le village de Crespin pour sa quote-part fut taxé à 1,402 florins « 5 patars 9 deniers payables en deux fois » (3).

Cette imposition, jointe à beaucoup d'autres, mécontenta le peuple ruiné et mourant de faim. Les habitants de Crespin essayèrent de se décharger sur le monastère, ruiné lui-même et écrasé de dettes.

Leur principal argument fut : « L'abbaye a augmenté son exploitation depuis les guerres. » En effet, firent observer les suppliants, le couvent a réservé à son usage 314 mencaudées (qui, de ce chef, sont exemptes de certains impôts); aujourd'hui il a porté sa culture à 987 mencaudées. Ces 673 mencaudées exemptées des charges grèvent d'autant les autres biens situés sur le territoire de Crespin de sorte que la mencaudée qui était taxée à 6 livres d'impôt, paie 12 livres.

« Les 673 huittelées payaient tous les impôts quand les particuliers les exploitaient, elles doivent donc conserver la même taxe « cultivées par les moines. »

Les habitants de Crespin auraient dû ajouter que l'abbaye avait été obligée de reprendre les 673 mencaudées, parce qu'elles étaient en mauvais état et que les manants ruinés voulaient les louer à des prix dérisoires.

Avant les guerres, les religieux louaient leurs biens à des prix très modérés. Pour faire face à tant de désastres causés par la guerre, D. Wéry avait été forcé d'être plus exigeant.

Les « Crespinois », habitués à payer de modestes fermages, trouvaient la situation d'autant plus pénible qu'ils avaient été fortement éprouvés. Le 7 mars 1711, ils adressèrent donc une plainte dans laquelle ils exposèrent leurs misères, les prétentions du monastère et l'extension de sa culture qui comprenait alors plus de la moitié du territoire.

(1) Arch. du Nord, liasses 28 et 29.

(2) Arch. du Nord, liasse 29.

(3) Arch. du Nord, liasse 25.

L'Intendant communiqua cette requête aux bénédictins et le Prélat répondit :

« Les habitants sont en dehors de la vérité ; le territoire de Crespin est vaste : il comprend en terres et prairies (outre les biens de l'abbaye) 3,500 mencaudées ; le village est celui de toutes les Flandres qui possède les plus belles et les plus grandes prairies communes ; les manants ont à leur disposition plus de terres qu'ils n'en peuvent cultiver et beaucoup demeurent en friche faute de locataires. C'est ainsi que 86 mencaudées, dont 26 appartiennent aux Jésuites de Valenciennes, demeurent incultes et que bon nombre d'étrangers ont repris à ferme certaines terres situées sur le territoire. Les terres ne font donc pas défaut ; le vrai but des plaignants est d'obtenir des fermages à des prix très modérés. »

A la suite de cette réponse, le 3 avril 1712, l'intendant demanda aux religieux un état des terres qui composaient le territoire de Crespin.

Le 23 avril 1713, l'abbé lui adressa le mémoire demandé : Le terroir de notre village comprend en terres et prairies 3,186 huittelées, outre ce que nous faisons valoir et ce que tiennent à ferme de notre abbaye divers particuliers. Les maisons, censes et les jardins qui les entourent représentent 133 mencaudées, les 82,650 fosses de houblon occupent 132 mencaudées, ce qui équivaut à 6,637 huittelées. »

Après plusieurs ordonnances, le 17 février 1714, le Sieur de Bernières déclara : d'une part, les religieux comme les habitants de Crespin jouiront de l'exemption des XX^{mes} accordés pour trois ans et conserveront l'exemption de la taille des mauvais frais pour les 987 mencaudées qu'ils occupent ; d'autre part, les habitants pourront reprendre les terres qu'ils réclament en se basant sur la moyenne des douze dernières années. Les plaignants devront se prononcer sans délai et l'abbé devra produire les baux de ses propriétés.

Wéry refusa d'entrer dans cette combinaison pour les raisons qu'il avait exposées.

Les manants en référèrent à de Bernières qui, le 5 mars 1714, par un jugement confirmant le premier, décidait : Si les moines n'accèdent pas à mon ordonnance, ils seront condamnés à payer la taille des mauvais frais pour les 673 huittelées réunies à leur exploitation.

Au fort de la discussion, de Bernières, fatigué sans doute de ces difficultés, s'emporta et qualifia Wéry de « chicaneur » ; celui-ci en eut connaissance et adressa ses reproches à l'Intendant :

« La justice, dit-il, m'oblige à défendre les exemptions de mon abbaye... Ce n'est donc pas être chicaneur, mais bon administrateur d'agir comme je le fais... N'est-ce pas ainsi que j'ai agi à Saint-Saulve, où, pendant 18 à 20 ans, j'ai administré les biens de ce monastère ? Vous le savez, Monsieur, cette maison était obé-

« rée ; j'en ai payé toutes les dettes et augmenté les bâtiments. » (1).

Peu après cette missive, le Prélat obtenait un nouvel arrêt qui renvoyait les parties devant le Conseil d'Etat privé.

Dans le but d'éviter le prolongement d'un procès dispendieux, les Crespinois en appelèrent au Roi qui, le 14 août 1714, confirma le jugement de de Bernières (2).

Devant toutes ces agitations, D. Wéry écrivit :

« Les habitants de Crespin sont devenus ingrats envers leurs seigneurs qui les ont toujours soulagés et protégés, et ce parce qu'ils sont les plus aisés du pays (3). Les pauvres n'ont pas été oubliés, puisque leur revenu annuel est de 17 à 1.800 livres, et qu'en temps de paix, on ne sait à qui distribuer ces revenus (4).

« Le monastère a fait un don gratuit à Sa Majesté à l'occasion des guerres ; il a payé annuellement à l'hôpital des invalides 150 écus ; il a livré pour le service de Sa Majesté 150 rasières de froment, un grand nombre de palissades, 7 à 8.000 fascines, 5 à 6.000 pics. Pendant 8 jours, 2 chariots à 8 chevaux de l'abbaye et les chevaux du carrosse de l'Abbé ont été employés à charger les fascines du bois du duc d'Arschot à Valenciennes et à transporter les fourniments des généraux à Paris ou ailleurs. Chaque fois que des troupes sont venues au village, si les habitants rafraîchirent les soldats, leur offrirent du pain et de la bière, l'abbaye nourrit les officiers. »

L'Abbé continue et cite quelques exemples de l'hospitalité de son monastère :

« Le Sieur Delimont, commandant une compagnie franche composée de 100 hommes, 3 lieutenants et 4 sous-lieutenants, envoyée par l'ordre des généraux pour loger dans le village et pour la conservation d'iceluy et des habitants n'ont point trouvé dans Crespin un lieu propre pour se loger en sûreté, pendant un an fut aubergé au monastère avec ses officiers, équipages et soldats. Pour le grand nombre de choses que les religieux ont été obligés de pourvoir en cette circonstance, les pertes et les dépenses ont été considérables ». « Du reste, pendant toute la durée de la guerre, de 1706 à 1712, la maison a dû loger des troupes passant et repassant. » Un officier supérieur a logé quinze jours avec son équipage et quantité d'officiers subalternes. M. de la Charte a logé également « et bien longtemps » dans le monastère avec son équipage. Le marquis de Mornay est demeuré dans la maison quinze jours avec son équipage. M. le duc de « Barvique » (5) est aussi descendu à l'abbaye avec son équipage, ainsi qu'un grand nombre d'officiers généraux et beaucoup d'officiers subalternes. Le cheva-

(1) Arch. de Condé, GG 95, 3^e pièce.

(2) Les détails de ce procès sont extraits des Arch. de Condé, GG 95, et des Arch. du Nord, liasses 15 et 28.

(3) Arch. de Condé, GG 95.

(4) Arch. du Nord, liasse 8.

(5) Le Duc de Berwick.

lier d'Albergoti et dix à douze autres officiers ont séjourné trois semaines dans l'abbaye. M. le Pasteur, une grande quantité d'officiers passants et repassants avec leur régiment ont logé au couvent à plusieurs reprises. M. le duc de Guise a logé six semaines avec son train, son équipage et une quantité d'officiers. Cinq officiers de M. le duc de Cavau, venus pour remédier aux désordres que causaient les soldats dans le village ont séjourné dans l'abbaye. Un commandant d'artillerie avec du bagage, plusieurs officiers, 12 commandants, colonels et d'autres officiers de considération ont également logé au monastère. Plusieurs officiers avec 150 hommes du régiment du frère du duc de Bernonville sont venus loger au couvent. Plus de 50 à 60 fois, des commandants des parties sont venus loger au couvent. Dix-huit soldats des gardes de Sa Majesté, pendant six semaines, ont été logés, nourris et payés par les religieux, alors qu'ils étaient autant au service du village qu'à celui de l'abbaye pour leur protection. Avant la bataille de Malplaquet, Albergoty est venu séjourner dans la maison avec son train et son équipage. Quatre ou cinq dragons qui ont servi de sauvegarde pour l'abbaye et le village sont demeurés trois semaines dans le couvent, ont été payés et nourris par les moines.

Diverses sauvegardes pour le couvent et le village ont été payées par les bénédictins et nourries par eux 10 à 12 jours. Deux sauvegardes étaient chez les religieux lorsqu'elles furent obligées de rejoindre les troupes d'Allemagne. Plus de 80 sauvegardes envoyées à l'abbaye par ordre du maréchal de Villars ont séjourné un mois avec les officiers. Les moines leur ont distribué une grande quantité de pain, 100 tonnes de bière, plusieurs pièces de vin, etc. ; en même temps ils ont dû pourvoir aux besoins d'autres soldats campés dans le village avec leurs officiers.

Faut-il énumérer d'autres services rendus par les moines pour soulager et protéger leurs sujets ?... « Que de fois Dom Alexis est allé à Lille et ailleurs implorer la commisération de Mr de Bagnols pour les fermiers du village de Crespin ?... Que de fois avec le prieur, le maître d'hôtel et autres religieux, il est allé à l'armée de Sa Majesté et vers les généraux pour obtenir des sauvegardes, plusieurs débourses, des livrances d'avoine, des foin et autres choses semblables pour la conservation du village ? »

Après tant d'efforts, tant de peines et tant de dépenses, il est facile de prouver que les moines ont payé vingt fois la taille des mauvais frais que prétendent leur imposer les habitants de Crespin (1).

Ces témoignages rapportés par D. Wéry furent considérés comme ils le méritaient, et le 20 août 1715, les religieux furent définitivement maintenus dans leurs exemptions, leurs privilèges, et déclarés exempts de toutes les tailles pour les terres et les prairies qu'ils

(1) Arch. du Nord, liasse 18.

exploitent eux-mêmes. Sa Majesté condamna les habitants de Crespin à tous les dépens (1).

Une lettre adressée à l'abbé de Crespin par D. Placide Lernoùld, en date du 14 septembre 1715, montre que des services de tous genres étaient demandés aux bénédictins :

« A Monsieur l'abbé de Crespin, en son refuge à Valenciennes,
« Monsieur,

« Je vous prie citost cette présente receue d'envoyer d'ici à Paris
« un de nos chariots, qu'il soit bon, hatelez de syx bons chevaux.
« pour mener les équipages de Mgr le prince Tingry (2) à Valenciennes, ayé la bonté de luy faire prendre de quoy vivre pour
« 12 jours et faire advertir chez Mgr le prince où on trouvera deux
« de ses valets qui viendront avec le chariot qui doit passer par
« Valenciennes à cause que nostred. chariot doit y prendre encore
« des chevaux de Valenciennes qui sont au gouvernement... n'oublié pas de donner un certificat au valet. Il faut prendre quantité de cordes, et citost que le chariot sera party, ayé la bonté de
« m'écrire par la poste et donner l'adresse au valet chez Mgr le
« prince de Tingry vis-à-vis des capucins rue Saint-Honoré à Paris.
« J'ai l'honneur d'être...

« D. Placide LERNOULD.

« P.-S. — Il faut avoir un chariot, six chevaux, et ne pas tarder
« à partir (3). »

§ 6. — *Wéry proteste contre l'accaparement des refuges. — Louis XV fait choisir et borner le huitième des bois du monastère*

Au long exposé des ravages causés dans les biens du monastère, D. Wéry ajoutait : « Nos trois refuges ont été enlevés de force. »

Déjà un de ses prédécesseurs, D. Liénart, au mois d'avril 1668, s'était plaint de ce que le Sr de Marquembourg, maître de camp et colonel..., s'était emparé du refuge de Condé, avait fait enlever la porte de la chambre du Prélat, s'était installé en maître « au milieu des meubles de cette chambre », malgré l'opposition formelle des religieux (4).

La ville de Condé s'empara du même refuge pour loger le gouverneur en 1708-1709 (5), le comte Renelle en 1710 (6) et le marquis de Pilegute en 1712 ; et, au lieu d'entretenir cette maison, elle la laissait tomber en ruines.

(1) Arch. de Condé, série FF, liasse 13, 3^e pièce.

(2) Lieutenant-général des armées et des provinces de la Flandre, gouverneur de la ville et de la citadelle de Valenciennes.

(3) Arch. du Nord, liasse 13.

(4) Arch. du Nord, liasse 15.

(5) Arch. du Nord, liasse 5.

(6) Arch. du Nord, liasse 8.

Les religieux en appelèrent à la Cour qui condamna les échevins et les obligea à rendre libre le refuge (1).

Ceux-ci n'en firent rien, et quand les religieux se présentèrent pour entrer dans leur immeuble, « ils en furent empêchés militairement ». La ville refusa même une indemnité, sous prétexte que « Mr de Breton, jadis gouverneur, avoit fait bastir une salle à « ses frais, ce qui représentait une large compensation et que c'étoit « à tort que les religieux se plaignoient » (2).

L'abbaye ne recevant rien de sa maison, se dégagea jusqu'en 1737 des rentes dont elle était chargée (3).

**

En même temps que le refuge de Condé était accaparé, celui de Mons était enlevé de force, ce qui n'empêcha point le receveur de réclamer en 1714 au monastère le paiement du vingtième pour cet immeuble.

En réponse, D. Wéry adressa ces considérations aux députés des Etats généraux de la province :

Les Français, lors de la prise de Mons, s'emparèrent de notre refuge, le transformèrent en hôpital, et y construisirent des fours pour cuire le pain...

De 1691 à 1706, nous n'avons pu l'habiter ni en jouir. « Racommodé » en 1706, nous avons loué le quartier de devant et les écuries à N. Boulanger... qui ne put en jouir, attendu qu'après la défaite de Ramillies, les munitionnaires s'emparèrent à nouveau du refuge. Les écuries furent employées à l'établissement de la boulangerie, la cour servit aux provisions de bois, le jardin à la construction des fours. Le quartier de derrière, les chambres et la chapelle furent transformés en magasins pour les farines.

Encombré de bois, de grains, de farines et de pains, le refuge fut détérioré; faute d'entretien, les sommiers et les planchers furent gravement endommagés par les pluies, « les vitres, les fenestres, les ventilles et les châssis sont pourris, l'hostel est inhabitable ». Nous fûmes obligés de refaire un nouveau pignon au corps de logis, une muraille à la chapelle, et de remettre partout de nouvelles vitres « n'y estant pas resté un seul carreau ». La cour et le jardin remplis de débris ne pourront être remis en état qu'à grands frais, encore faudra-t-il au moins six ans. Bref, notre refuge de Mons a perdu la moitié de sa valeur.

Après avoir employé toutes les « voyes » pour faire aboutir nos pressantes réclamations, n'obtenant aucun résultat, nous prîmes la détermination de placer des gardes dans notre hôtel; « ils ne furent pas sitost posés qu'on les at fait sortir par douze mousquetaires ».

Pour toutes ces raisons, nous espérons, Messieurs, que vous nous accorderez « modération de nos XX^{mes} si point pour toutes années, du moins pour la plupart. En terminant, Messieurs, nous tenons à

(1) Arch. du Nord, liasse 3.

(2) Arch. du Nord, liasse 5.

(4) Arch. du Nord, liasse 3.

rappeler que nous avons été privés de notre hôtel depuis 1691 jusqu' inclus 1713.

Pour corroborer ses assertions, D. Wéry jognit ces deux témoignages :

« Nous soussignez voisins du refuge de Crespin certifions qu'en
« 1691, après la prise de Mons par les Français, ceux-ci ont occupé
« led. refuge en y faisant construire des fours pour y cuire des
« munitions et qu'ils se sont servis des places du quartier de devant
« pour leurs malades et leurs blessés, de sorte qu'ils l'ont entière-
« ment occupé jusqu'à la paix ; qu'en 1706, après la déroute de
« Ramillies, ce refuge fut de nouveau occupé par des munition-
« naires des troupes de Son Altèze le duc de Bavière, jusques et y
« compris 1709, et ensuite par ceux de Leurs Majestés Impériales et
« Britanniques jusques et y compris 1713. Sauf le quartier de
« devant qui étoit loué à N. Boulanger depuis led. an 1706, lequel
« n'at cependant pu jouir des écuries qui faisoient partie dud. quar-
« tier à cause qu'elles furent aussy occupées par lesd. munitionnai-
« res pour s'en servir de boulangerie. Plus, ils ont tellement sur-
« chargé les bastiments avec leurs farines qu'ils les ont fort dété-
« riorés et auroient même croulé si lesd. religieux n'avoient fait
« démonter et remonter le pignon face au jardin du sieur Daelman
« en l'an 1712 et fait beaucoup de réparations en 1714 pour rendre
« habitable leurd. refuge, ce qu'ils sçavent pour avoir fréquenté
« dans iceluy lors desd. occupations et après »... Suivent les signa-
tures et la date 1715.

Le second témoignage émane des « soussignez maistres massons, « charpentiers, feronniers, couvreurs et vitriez (qui) certifient
« qu'après la sortie des munitionnaires du refuge de Crespin, au
« commencement de l'année 1714, ils ont travaillé à restaurer le
« quartier de derrière dud. refuge, duquel les réparations montent
« à 1,000 livres, quoy qu'ils n'aient fait que le plus pressant pour
« éviter qu'il tombe. Fait à Mons le 3 février 1715 » (1).

De 1715 à 1725, l'hôtel de Mons fut occupé par plusieurs loca-
taires, parmi lesquels nous citons : Boulanger, Patin, et l'avocat
Leroy (2).

**

Pendant que les refuges de Condé et de Mons étaient occupés
par violence, celui de Valenciennes subissait un sort analogue. Ce
refuge, dit un acte, consistait en trois ou quatre pièces au rez-de-
chaussée et autant à l'étage ; c'était en somme une maison bour-
geoise dont M. et Mme d'Arschot s'emparèrent.

L'abbé de Crespin se plaignit de cet abus aux magistrats de Valen-
ciennes ; sa demande étant restée sans effet, le Prélat en référa à
M. de Bernières et profita de l'occasion pour protester contre l'acca-
parement des trois refuges de sa maison. De Bernières se contenta
de répondre, le 28 juillet 1710, « qu'il ne se melloit pas de cela ».

(1) Arch. du Nord, liasses 28 et 29.

(2) Arch. du Nord, liasse 19.

Il y a plus, cette dame et ses domestiques « ont cassé les portes, les fenêtres, les vitres et considérablement ruiné les murailles et les couvertures ». De là il advint qu'à plusieurs reprises nous nous sommes vus forcés de loger dans les cabarets, au grand scandale du public. Ce n'est pas tout ; pour être agréable à la comtesse, notre concierge, F. Soudoien, a été impitoyablement chassé de sa chambre et ses meubles ont été jetés sur la rue ; ainsi la comtesse a pu loger ses domestiques. Notre concierge reçut alors l'ordre de se retirer chez la veuve Dubois, « ce qui fut loin de plaire à cette dame », et le 22 juin 1712, il était congédié avec ses meubles et ses effets...

D'où, Messieurs, nous demandons la condamnation des jurés et des échevins et la rentrée en jouissance de l'immeuble qui nous appartient... (1).

**

A la suite des désastres et des rapines..., Louis XV réclama et prit sa part des bois de l'abbaye appelés « Réserve ».

Le 5 avril 1719, le maître des eaux et forêts de Valenciennes, le garde du marteau, l'arpenteur, etc., se transportèrent sur les bois de l'abbaye en vertu des arrêts du Conseil d'Etat des 29 juin 1706 et 10 septembre 1716, qui avaient ordonné la réserve des bois des communautés ecclésiastiques. Ces officiers s'étaient adjoint D. M. Dauvain, maître des bois du monastère ; ils commencèrent leur expertise sur le Haut-Bois, qui contient 88 arpents 94 perches en une pièce ; ils constatèrent qu'il n'y avait aucun baliveau ni ancien ni moderne. D. Maur rappela que les troupes de Sa Majesté, en 1676, en 1706, en 1709 et en 1712, avaient dégradé tous les baliveaux et brûlé tous les taillis.

L'expertise terminée, les officiers établirent ce dossier : « Le terrain est de bonne qualité ; ...les taillis sont du même âge ; ...le sol est riche en nombreux et très beaux chênes... »

Le 11 avril, les officiers expertisaient le Bas-bois, dont la superficie est de « 174 arpents 12 perches, y compris 10 bosquets... Le terrain est très mauvais, le sol est noir et spongieux » ; il ne produit que des aulnes et peu de chênes ; encore ceux qui croissent sont « rabougris ». Les plus anciens ont 4 ans.

Ces bois ont été dégradés pendant le siège de Condé, déclare D. Maur.

L'expertise terminée, le maître des eaux et forêts, le garde du marteau, l'arpenteur, etc., se rendirent au monastère et informèrent l'abbé qu'ils choisissaient sur le Blanc-Misseron 25 arpents 27 perches dans le Haut-Bois seulement, soit la huitième partie du Haut et du Bas-Bois.

L'arpenteur mesura « la réserve » et laissa cette attestation : « Je soussigné, arpenteur juré, déclare qu'après visite, choix, désignation, alignement et placement fait du huitième à mettre en réserve des bois appartenant à l'abbaye de Crespin, ai mesuré d'après ordonnance, 25 arpents 27 perches, le tout à la mesure du

(1) Arch. du Nord, liasses 1, 3, 8, 13, 15 et 28.

« roy, composée de 22 pieds de roy pour perche et 100 perches pour
« arpent... »

(Signé :) « DUTEMPLE. »,

Aussitôt, les officiers ont borné et marqué du marteau du roi les arbres de lisière des 25 arpents 27 perches choisis et ont fait planter des bornes : la première borne du côté des terres labourables de l'abbaye dites le Blanc-Misseon, la deuxième à 21 perches 1/2 au-dessus de celle-ci. Entre ces deux bornes se trouve un bois blanc d'un pied et demi de tour marqué du marteau du roi et un jeune chêne sur la même ligne d'un pied de tour et distant du bois blanc de 4 perches 15 pieds et de la seconde borne de 12 perches. Une troisième borne a été plantée distante de la deuxième de 22 perches. Enfin ils ont placé une dernière borne distante de la précédente de 21 perches 12 pieds. Sous chacune de ces bornes trois pierres ont été mises pour servir de témoignage « avec un plomb marqué d'une
« fleur de lys en relief portant la date 1718. Sur une des faces de
« ces pierres, on lit : Louis XV, roi de France et de Navarre et sur
« le côté opposé : maîtrise de Valenciennes, 8^e en réserve des bois
« ecclésiastiques ».

Ceci terminé, les experts ont fait comparaître N. Cabarez et Th. Merlin, garde des bois de l'abbaye, et leur ont confié la Réserve après avoir reçu leur serment. Une copie de ces procès-verbaux a été délivrée à D. Maur qui, en les recevant, a déclaré :

« Sans s'opposer à l'exécution des arrests qui ordonnent lad.
« Réserve, il proteste au nom de l'abbé et au sien, autant qu'il le
« peut, de conserver leurs droits, actions et prétentions et de pour-
« voir là et ainsy qu'il appartiendra pour être dispensé de la
« réserve.

« Fait à Crespin, le 11 avril 1719.

« Etoient présents et ont signé : Dom Maur Dauvain, de Vale-
« court, maistre des eaux et forests, Béguin, garde du marteau... »,
etc., etc. (1).

§ 7. — *Les biens de l'abbaye saisis* *Quelques preuves de sa pauvreté*

Les ruines s'accumulent, la maison est dans l'impossibilité de faire face à ses obligations, d'où la confiscation de ses biens.

Pendant la guerre, le receveur des confiscations de l'Espagne fait vendre les dépouilles du monastère de Crespin « parce que ses biens étaient confisqués » (2).

En 1720, le curé de Tongre menace les moines de Saint-Landelin de faire saisir leurs biens, s'ils s'obstinent à refuser leur quote-part pour l'entretien du chœur (3).

(1) Arch. du Nord, liasse 2.

(2) Arch. du Nord, liasse 17.

(3) Arch. du Nord, liasse 34.

Le conseil souverain du roi a ordonné à son sergent de saisir « en fonds les biens des religieux de Crespin » et de défendre aux fermiers de payer le montant de leurs redevances. C'est ainsi qu'en 1721 signification est faite aux locataires, N. Delforge (1), Ch. Bady (2), D. Boye (3), N. d'Esliis (4), B. Moreau, H. Morin (5), etc., etc.

Déjà, en 1712, « pareil avertissement avoit été fait à N. Teller » (6).

**

Par suite de la situation du monastère, D. Wéry, comme ses prédécesseurs, imposa aux aspirants religieux une redevance sous forme d'aumône.

En 1712, François-Joseph Dulongpont entra au couvent de Crespin et sa famille prit l'engagement : de donner 2,000 florins pour les nécessités de l'abbaye, de payer 300 florins par an, et de supporter les frais de la « vestition », de la profession et des prémices (7).

**

En 1713, Mre Alglave quittait la cure de Maing et avait pour successeur Mre Desmaretz.

Quelques années plus tard, Mre Alglave se présentait à l'abbaye de Crespin pour le paiement de portions congrues et d'arriérés, soit 281 florins à lui dûs, et 198 dûs à Mre Desmaretz.

L'abbé, dépourvu d'argent, demanda un délai... ; il lui fut refusé (8).

**

L'abbaye possédait 9 huittelées de prairies appelées « Les pâtures mon ami », situées sur le territoire de Quiévrain, entre l'Honniau et l'Honnelle ; en 1715, le receveur en réclamait les XX^{mes}, soit 53 l. 5 s., y compris les arriérés (9).

**

En 1718, le couvent de Saint-Landelin devait à l'aide ordinaire et à l'aide extraordinaire 1,383 l. 3 s. 5 d. (10).

**

Le 24 novembre 1721, D. Wéry payait 1,549 l. 6 s. 9 d., acompte de ce qu'il devait au clergé du Hainaut (11).

(1) Devait chaque an 78 ras. de froment, 152 d'escourgeon et 92 l.

(2) Devait chaque an 20 ras. de froment, 1 d'escourgeon.

(3) Devait chaque an 60 ras. de froment, 40 d'escourgeon.

(4) Devait chaque an 900 l. à St Rémi, 200 à la fête des Rois et 300 l. de beurre.

(5) Devait chaque an 600 l.

(6) Arch. du Nord, liasse 16.

(7) Arch. du Nord, liasse 14.

(8) Arch. du Nord, Parlement n° 5381.

(9) Arch. du Nord, liasse 17.

(10) Arch. du Nord, liasse 34.

(11) Arch. du Nord, liasse 27.

Le 28 décembre 1722, le charpentier qui avait réparé la sacristie de Bougnies et le chœur d'Harvengt, présenta sa note à D. Wéry ; elle s'élevait pour la part de l'abbaye à 255 livres 3 sols. Le 20 septembre 1724, l'abbé paya un acompte : 120 l. 4 s., le reste demeura à la charge de son successeur (1).

**

Pour divers travaux exécutés au chœur, à la sacristie et au presbytère de Baisieux, le monastère devait payer 1,200 livres ; Wéry ne put faire face à cette obligation et la dette ne fut couverte que le 16 décembre 1725 (2).

**

Pendant les années 1722, 1723 et 1724, le couvent dut emprunter à Delobel-Leusiez, banquier à Mons, 10,365 livres que D. P. Lerould remboursa le 4 octobre 1725.

**

Les locataires étant ruinés, il leur fut impossible de payer leurs fermages.

Ignace Mathieu, fermier à Harmignies, en 1694, redevait 2,075 l. 9 s. ; en 1695, 4,600 l., 322 rasières de froment et 70 de vaireux ; en 1697, 5,375 l. ; en 1698, 600 l. ; en 1699, 500 l. ; en 1705, 5,536 l. 16 s. 18 d., défalcation faite des réparations exécutées à la cense et des « modérations » accordées (3).

Le successeur de Mathieu, Jean Laloux, en 1714, après avoir obtenu « modération » de 50 rasières de froment et de 50 rasières de soucrion, devait 739 l., défalcation faite des dépenses engendrées par les réparations exécutées à la ferme.

En 1720, le fermier « n'avoit fait que de petites dépouilles », l'abbé se contenta de percevoir 500 l. pour l'année échue.

En 1722, Laloux était débiteur de 1,732 l., il obtint « modération » et ne paya que 1,300 l., l'année suivante une sérieuse diminution lui fut encore accordée (4).

Antoine Bauduin (5), fermier au Petit-Crespin, obtint pour les années 1701, 1702 et 1703 une diminution annuelle de 277 l. 2 s. ; pour l'exercice 1703-1704, le Prélat diminua ses contributions de 38 l., et le dispensa de recevoir les religieux à la Saint-Nicolas d'été. Après le règlement de compte établi en 1704, A. Bauduin se reconnut redevable de 1,370 l. 10 s.

M. Prouveur, pour plusieurs années de rentes seigneuriales devait en 1705, défalcation faite de « modération », 972 l. (6).

Le 19 novembre 1709, D. Wéry réclama 900 livres d'indemnité pour l'usage abusif du refuge de Mons. Le ministre d'Espagne lui répondit : « Cette dette étoit périe », ...l'abbaye devait se faire

(1) Arch. du Nord, liasse 28.

(2) Arch. du Nord, liasse 34.

(3) Arch. du Nord, liasse 15.

(4) Arch. du Nord, liasse 5.

(5) Arch. du Nord, liasse 3.

(6) Arch. du Nord, liasse 28.

payer lorsque l'Espagne laissa des otages lors de la prise de Mons par les Français (1).

En 1703, J. Descamps (2) avait pris à bail pour 9 ans « au camp de la Fontaine » un muid de terre au rendage de 8 rasières de froment, 3 huittelées à la redevance annuelle de 15 l. et 63 l. pour les vins. Au « marché des Féaux » le même avait loué 2 muids de terres au rendage de 112 l., il devait payer la même somme pour les vins de la première année. Descamps avait en outre à sa charge les impôts et l'entretien des fossés et des chemins. Le locataire ne put exécuter ses charges et laissa les 7 années de rendage impayées. Les religieux en appelèrent à la Cour de Mons.

Martin Montfort, fermier de Montignies Notre-Dame-sur-Roc, avait obtenu « modération » en 1710, 1711 et 1712 ; en 1713, il était débiteur de 4,835 l. (3).

Antoine Boursier, fermier à Quiévrehain, étant « considérablement redevable envers le monastère », en 1716, les religieux lui offrirent un arrangement à l'amiable..., il le refusa ; d'où ils durent requérir la saisie de ses meubles, de ses bestiaux et de ses récoltes (4).

La même année, D. Wéry écrivait au procureur de Valenciennes et le priait d'informer N. Plichart, P. Fournier et J. Plichart que le monastère se verrait forcé de les contraindre, s'ils s'obstinaient à retarder leur paiement (5).

Le Prêlat de Crespin, en 1709, avait fourni au roi une certaine quantité de blé ; après plusieurs réclamations demeurées sans résultat, le 4 mars 1720 il recevait cette lettre de Paris :

« J'ai l'honneur de vous écrire pour vous informer que j'ai retiré « du bureau de la guerre votre ordonnance de 1,687 l. 8 s. 7 d. « pour le paiement du blé que vous avez fourni au roi en 1709. Je « vous prie de m'envoyer quelqu'un ici avec votre procuration « pour recevoir cette somme (6). »

D'autre part, Wéry avait prêté deux sommes d'argent dont l'une était de 3,034 livres ; l'abbé en demanda le remboursement, « se trouvant dans une grande nécessité » (7).

Aux redevances précitées, nous devons ajouter : d'après les comptes de 1704 à 1707, les fermiers devaient au monastère 1,032 livres de cires et trois tonnes d'huiles (8).

(1) Arch. du Nord, liasse 26.

(2) Arch. du Nord, liasse 5.

(3) Arch. du Nord, liasses 17 et 28.

(4) Arch. du Nord, liasse 8.

(5) *Idem.*

(6) Arch. du Nord, liasse 13.

(7) Arch. du Nord, liasse 23.

(8) Arch. du Nord, liasse 21.

§ 8. — *Réparations : aux bâtiments du monastère
Aux fermes. — Aux églises et aux presbytères*

La guerre avait non seulement tari les ressources des bénédictins et ruiné l'abbaye, mais elle avait aussi dévasté et détruit les églises, les presbytères et les fermes dépendants du monastère. Partout d'importantes et urgentes réparations s'imposaient et la pauvreté du couvent s'en accroissait d'autant.

Les religieux nous disent qu'ils se sont trouvés dans la nécessité « de construire d'autres bâtiments sur les fondations des anciens ravagés et ruinés par la dernière guerre » (1) ; ...que le Prélat, pressé par la nécessité, se disposait à construire une église abbatiale, mais que l'abbé de Saint-Saulve, en 1715, lui conseilla de ne point « rebastir durant les rigueurs de la guerre » (2).

Pour répondre à tant de besoins, les moines préparent des matériaux ; le 2 septembre 1716, ils font façonner 100 bottes de « latteaux » et payent 38 l. ; ils font « abattre, ameubler, façonner plusieurs bois sy comme des chênes » et payent 458 l. 17 s. (3).

Ils achètent 96.000 ardoises pour 2,334 l. 15 s. ; 36 ancras de fer pour les écuries, des tuiles, des faitières, des carreaux pour la « touraille », du plomb, douze cent soixante et un mille briques et déboursent 2,592 l. 12 s. (4).

Les 7 et 21 janvier 1719, l'abbaye envoie 4 valets avec 2 chariots attelés de 12 chevaux quérir des ardoises à Maubeuge.

Le 9 juin, elle fait abattre 72 chênes et en achète 4 à Sebourg (5). En 1720, elle fait « tailliez 18 sommiers à 23 patars la pièce » et paye 41 livres 2 s. (6).

R. Cheval avait fourni une grande quantité de briques ; le monastère en 1721 lui fait une nouvelle commande de 500,000 à 26 patars le mille (7).

En 1715, pour avoir été « quérir » plusieurs chênes à Sebourg et un au Pommereuil, l'abbaye paye 8 l. 12 s. 7 d. ; pour l'achat d'une « charrée de planches et autres bois..., pour les chênes qu'elle a fait abattre », elle « compte » en 1722 1,398 l. 8 s. 6 d. (8).

En 1723, pour la façon de lattes, l'achat de clous, d'ardoises de carreaux et de « fêraïlles », de tuiles, de feuilletts et « l'ameublement de bois », la maison paie 1,365 l. 12 s. 6 d. (9).

(1) Arch. du Nord, liasse 28.

(2) Arch. du Nord, liasse 1.

(3) Arch. de Condé, GG 95, 6^e pièce.

(4) Arch. du Nord, liasses 15 et 21.

(5) Arch. du Nord, liasse 16.

(6) Arch. du Nord, liasses 15 et 21.

(7) Arch. du Nord, liasse 28.

(8) Arch. du Nord, liasse 26 et Arch. de Condé, GG 95, 6^e pièce.

(9) Arch. du Nord, liasse 27 et *idem*.

Tout en préparant des matériaux, les bénédictins faisaient réparer les bâtiments du monastère.

En 1716, ils ont payé au chafournier, au maçon et au menuisier qui « a réparé l'escalier de la chambre du côté du jardin, les fenêtres qui donnent dans l'escalier et une grande garde-robe de la salle à manger », 703 l. ; non comprises les dépenses de l'érection d'un four (1).

La même année, D. Wéry fit construire un bâtiment neuf dans la basse-cour « au lieu et place d'un mauvais qui y estoit auparavant », couvert de paille et de 15 pieds de long. Le nouveau mesure 100 toises, a deux étages, est bâti au-dessus des écuries et sert de double grenier... ; il est « bien revêtu de maçonnerie, couvert » et met en communication la cour et le jardin.

En même temps, le Prélat fit construire une nouvelle grange dans le verger.

Comme acompte des travaux exécutés à la maison de Crespin, en 1719, le monastère a payé 128 patacons à L. Abraham, charpentier et, l'année suivante, 446 l. (2).

En plus de son travail, le charpentier avait livré 48 sommiers (de 24, 32 et 37 pieds de long), les pièces de rencontre, les portes, les fenêtres, les feuilletts, les gîtes, la porte de la grange, le bois pour les bergeries, la remise, etc., « le tout réduit au pied de gîte de 4 pouces carrés porte 55,887 pieds ».

**

L'abbé Wéry renouvela en 1708 « la telière, la termise », les « gîtes, les charpentes, les feuilletts du moulin et raccommoda le « pont qui se trouve près de la maison d'habitation ».

Les dépenses s'élevèrent à 144 liv.

Des ouvriers employèrent 28 journées à mettre en pièces du vieux bois et à scier 610 pieds de gîtes.

Quelques années plus tard, de nouvelles réparations furent entreprises au moulin ; Abraham fournit 96,698 pieds de bois et 18 sommiers (3).

En 1716, A. Chonneau « pour avoir livré et travaillé le bois et le fer pour le rouet du moulin », reçut 211 l. 8 s. (4).

**

Le refuge de Mons, situé rue du Trou-Oudart, fut aussi réparé.

En 1714, pour « rétablir le pavement de la cour tout détruit et ruiné par le siège de cette ville », ...pour réparer un « châssis de « pierres, la pompe, les vitres, la toiture, le plancher, une che-
« minée, ...pour livraison de ferrailles, si comme une tige de fer
« placée à la grand'porte », etc., il a été payé 590 l. 5 s. (5).

Le refuge de Valenciennes fut réparé en 1717 (6).

(1) Arch. du Nord, liasse 21.

(2) Arch. du Nord, liasse 28.

(3) Arch. du Nord, liasses 16 et 29.

(4) Arch. de Condé, GG 95, 6^e pièce.

(5) Arch. du Nord, liasses 3, 19 et 34.

(6) Arch. du Nord, liasse 21.

La cense de Quiévrechain étant tombée en ruines, D. Wéry la fit reconstruire « au lieu et place de l'ancien bâtiment ».

A cet effet, au mois de mai 1715, il envoya trois chariots « quérir » des carreaux et des tuiles. Les « kartons » furent inquiétés au Quesnoy pour le droit de péage.

Au mois de juin 1716, il acheta « de la houille pour cuire les briques » et employa trois soldats de la garnison de Condé pour scier 5,558 pieds de châssis ; ils reçurent 122 l. 3 s. (1).

Le 5 juillet 1717, l'abbé acheta « 5 charretées de menus charbons pour faire des briques et une charretée de gaillettes pour mettre le feu à la troisième briqueterie » (2).

Les travaux de reconstruction furent « mis à rabais », et adjugés à J. Dupont par contrat ainsi conçu : « Les fondations auront « 3 pieds de large et 3 de profondeur, au total 906 pieds ; les « murailles mesureront 84 pieds de long, deux de large et 10 de « hauteur, au total 1,680 pieds..., les bois à employer mesureront « 4 à 8 pouces et seront sciés à 6 et 3 pieds de long. »

P. Demain d'Onnaing s'était engagé à fournir 100,000 briques « bien cuites et très bonnes » au prix de 30 patars le mille ; il reçut en plusieurs fois un acompte de 690 l. 8 s. Ayant livré des briques qui « n'étoient pas bien conditionnées », le couvent se déclara quitte à son égard en ajoutant 412 l. aux versements antérieurs.

La première pierre de la ferme fut posée le 11 septembre 1716 par le maître d'hôtel (3) du monastère qui, à cette occasion, paya 8 liv. pour « boire ».

A la fin de l'année l'abbaye paya plusieurs acomptes :

Au maçon 317 l. 17 s. pour 444 journées de maître et d'ouvriers ; au couvreur pour la toiture de deux places et des étables 57 l. ; au chauxfournier pour « livraison de chaux et de 3,000 carreaux de carrelage » 1,170 l. (4) ;

Au fournisseur « de pierres pour l'encadrement des fenêtres et des portes de la place au marteau et de la cuisine..? » ;

Au charpentier : 1° Pour la fourniture de 2,120 pieds de bois employés aux écuries des chevaux et des vaches, « se comprenant « en perches, combles, châssis, sommiers, portes et mangeoires, « lattes, poutres, faîtes, pièces de rencontre et chevrons » ;

2° Pour la fourniture de 5,104 pieds de bois (y compris 13 sommiers) pour le poulailler, le « bac » du cochon, l'enceinte de la grange, la fenêtre du toit et l'écurie des poulains ;

3° Pour la fourniture de 689 pieds de bois pour la porte cochère, 467 pour la porte de la cense, 3 sommiers de 16 pieds de long pour le fournil, 426 pieds pour les châssis, les fenêtres, la porte, la charpente « du cut du four », 109 l. (5) ;

(1) Arch. de Condé, GG 95, 6^e pièce.

(2) Arch. du Nord, liasse 16.

(3) D. Benoît d'Haussey (Arch. du Nord, liasse 13).

(4) Arch. du Nord, liasses 11, 15, 20, 21 et 28.

(5) Arch. du Nord, liasse 16.



Fig. 64. — L'Eglise de Quiévrechain et le presbytère (à gauche),
bâti par les moines de Crespin et devenu une petite ferme.
(V. fig. 36 et 37 ci-dessus).

4° Pour la fourniture de 11,449 pieds de bois employés « au grand quartier de la ferme comprenant : les châssis, les croisées, les sommiers, la porte d'en haut, celle du vestibule, 2 petits châssis près de la cheminée, l'escalier, les jantes de force, les châssis du pignon, la fenêtre de dessus et le toit ; à la cave l'escalier, le balustre, le pilier et un jantier » ;

« Toutes les parties portent ensemble 33,676 pieds de bois » ?

Au maréchal « pour livraison d'ancres de fer et autres ferrailles aux bâtiments et aux écuries, 780 liv. » (1).

**

L. Abraham entreprit de refaire « la maison pastorale de Quiévreachain (qui appartient à M. l'abbé de Crespin) ; il a fourni » :

Deux sommiers de 21 pieds de long, les châssis de la cave, les rencontres, les gîtes, les barreaux, 2 sommiers de 14 pieds pour le cabinet et l'escalier, etc., soit 19,331 pieds de bois à 26 patars les 100 pieds.

Abraham reçut comme acompte 778 l. 2 s.

A la fin de l'année 1721, D. Wéry établit ses comptes avec le charpentier ; pour « les ouvraiges et bastimens qu'il a fait en lad. abbaye, ceux de la cense et de la cure de Quiévreachain et ceux du moulin de Crespin y compris tous aultres », le total porte :

L'abbaye doit 3,402 l. 10 s., déduction faite des sommes payées au cours des années précédentes.

Le 20 octobre 1722, L. Abraham reconnaît la dette du monastère liquidée (2).

**

L'église de Quiévreachain est aussi à réparer.

Mre François de la Vallée, curé, ayant appris que Mgr de Nornay, vicaire général de Cambrai, se trouvait au monastère de Crespin, lui exposa la situation de son église. Elle est si pauvre, dit-il, qu'elle peut à peine subvenir aux frais du pain, du vin et du luminaire. La sacristie est dépourvue d'ornemens, « elle n'a ni vert, ni violet, le blanc est tout déchiré en lambeaux » et sert pour le jour de Pâques comme pour les autres jours de l'année.

Le 2 juillet 1722, Mgr de Nornay chargeait F. Mathieu, doyen de Bavay, de faire une enquête ; dans son rapport, celui-ci confirma les plaintes du curé. Je « n'ai trouvé, écrit-il, qu'un ornement rouge qui soit honneste ; le vert, les deux noirs sont en méchant estat ; le blanc tout déchiré est indigne de servir au divin sacrifice... » Le curé fit appel à ses paroissiens, qui refusèrent de coopérer à cette dépense, alléguant :

Cette charge incombe au collateur et décimateur, puisque « les vieux ornemens qui sont usés ont été donnés par eux, et quand lors du siège de Condé par les Français les ornemens de l'église de Quiévreachain ayant été sauvés à Quiévrain furent brulés par les ennemis, le curé en a obtenu du sieur abbé collateur. La

(1) Arch. du Nord, liasses 21 et 29.

(2) Arch. du Nord, liasses 15 et 29.

« chose est si vraie, que sur certains ornemens il y a des armes des abbés de Crespin ; et le Prélat connoît si bien ses obligations que c'est lui qui a fourni la chasuble rouge, les chandeliers, les tableaux et la table d'autel qui porte les armes du monastère ».

A la suite de ce refus, le curé s'adressa au siège royal de la prévôté le comte à Valenciennes qui fit comparaître : le mayeur, son lieutenant J. Bureau et les échevins. Ceux-ci se plaignirent et déclarèrent : le chœur tombe en ruines..., les religieux de Crespin doivent le réparer et fournir les ornemens nécessaires au culte..., si le curé ne leur intente pas un procès, « c'est qu'ils estoient bons amis... » L'église de Quiévrehain ne possède que 15 mencaudées de terres, le revenu est à peine suffisant pour faire face aux obligations ordinaires. Elle ne peut donc assumer ces charges.

Le curé de Quiévrehain conseilla à ses paroissiens de ne pas entrer en procès avec l'abbaye, qui a pour elle la coutume générale du Hainaut ; « les moines ont fait bastir ma maison ; ils ont fait leur devoir »..., la question des ornemens est toute différente... (1).

**

Wéry s'occupa aussi de remettre en état la ferme d'Harmignies ; pour les réparations effectuées pendant les années 1714, 1716 et 1717, il a payé 2,296 l. 12 s. (2).

En 1718, l'abbé ordonna de faire des briques à la cense d'Harmignies (3) « et de remettre à neuf le toit de paille » (4).

En 1722, il fit réparer la ferme Entre Deux Haines (5) ; « réfectionner les bastimens de la cense de Saint-Aybert et ancrer les écuries ». Les dépenses pour « les marchandises et livraisons » s'élevèrent à 438 l. 8 s. 6 d. (6).

**

Le 6 mars 1706, dans une plainte adressée au conseil de Parlement de Tournai, les mayeur et gens de loi de Quérénaing demandent que les religieux de Crespin soient contraints de mettre en bon état le chœur de leur église qui, « l'hiver dernier, est venu si délabrée avec les vitres brisées, que le prêtre n'y peut plus faire la messe non seulement en temps de pluie ou de neyge, mais mesme le vent qui étouffe les chandeilles sur l'autel ».

Les bénédictins de Crespin allèguent qu'ils ne sont pas les seuls à mettre en cause..., que le chapitre de Saint-Géry à Valenciennes et les religieux d'Anchin doivent participer aux dépenses.

Le Conseil souverain de Tournai rappelle son arrêt du 29 octobre 1687 portant que : les religieux de Saint-Landelin sont caution pour les réparations du chœur. Sur la protestation des moines de Crespin, une enquête est ordonnée.

(1) Arch. du Nord, liasse 3.

(2) Arch. du Nord, liasses 15 et 8. Cf. pièces justif. n° 36. Dépenses diverses.

(3) Arch. du Nord, liasse 21.

(4) Arch. du Nord, liasse 15.

(5) Arch. du Nord, liasse 27.

(6) Arch. du Nord, Parlement n° 2780. — Item, liasse 27.

Tout d'abord, Mre Toussaint Winaud, ex-desservant, est invité à établir le relevé des biens de cette cure ; il donne cette attestation :

« Je soussigné, pasteur de Frasné-lez-Buissenal, chatellenie
« d'Ath, atteste avoir lu souvent une ancienne lettre en parchemin
« étant curé de Quérénaing contenant la fondation de la cure avec
« les noms des fondateurs et signée de plusieurs ecclésiastiques
« entre autres D. de Somaing, Adam Tiquet, etc. ; parmi les biens
« de laquelle fondation sont spécifiés : une mencaudée de terre
« située près du chemin d'Artres ; It. 13 mencaudées au village de
« Vertaing ; It. 5 muids de terre tenant aux hayes de Quérénaing
« du côté de Maing. A mon départ, le 6 juin 1686, j'ai confié cette
« lettre à A. Largillies, mayeur du lieu, avec ordre de la remettre
« à mon successeur (1). »

A la suite de cette déclaration, plusieurs témoins sont entendus : J. Levant, couvreur, dépose : Depuis 50 ans, je visite et répare chaque année le chœur de Quérénaing, par ordre et aux frais des fermiers, qui tiennent à cense 5 muids de terre appartenant à l'abbaye de Crespin. J'ai remplacé mon père, ajoute-t-il, qui, lui aussi, a entretenu le chœur aux frais des locataires. Les deux frères de J. Levant et le mayeur du lieu, V. Place, font les mêmes déclarations.

Mre Noël Gossart, curé de Baive, ancien curé de Quérénaing, atteste que, de son temps, les fermiers de l'abbaye entretenaient le chœur de Quérénaing. Il rapporte que jadis un semblable procès avait eu lieu lors de l'incendie de l'église et du chœur de Quérénaing et que l'abbaye avait été condamnée à la réparation du chœur (2).

Les moines de Crespin durent céder et, le 16 août 1706, les travaux étaient mis en adjudication. Après « plusieurs mises à raval », les réparations furent adjugées à J.-M. Bourdon pour 578 liv. (3).

Le 8 février 1707, Mre d'Oultreman, le mayeur et les échevins, donnaient une attestation à l'entrepreneur pour se présenter au monastère..., « le tout sans préjudice aux droits du Prélat contre les codécimateurs » (4).

**

Bertrand Josse (5), curé d'Asquillies et de Bougnies, demanda aux religieux de Crespin de faire réparer l'église d'Asquillies.

Le 4 octobre 1711, D. Wéry fit expertiser les réparations à faire ; un maître-maçon dressa ce devis : « Il faut rempiéter et réparer
« la muraille en dehors, remettre les piliers en état, les rempiéter
« et réparer conformément à ceux qui sont bons, avec une cou-

(1) Arch. du Nord, liasse 3.

(2) Arch. du Nord, série A, Parlement n° 2985.

(3) Arch. du Nord, liasse 3.

(4) Arch. du Nord, liasses 8 et 28.

(5) Josse avait succédé à Bartholomée Gilson qui signa encore comme curé d'Asquillies, le 15 août 1710 (Arch. du Nord, liasse 33).

« verture d'ardoise à chaque pilier ; réparer le pignon, y mettre
 « des ancrs de fer au lieu et place des 3 qui sont en bois ; réparer
 « les trous du pavement, y ajouter des carreaux et briques néces-
 « saires afin de le rendre uni ; remettre du plâtre en bas du côté
 « droit depuis le commencement du chœur jusqu'aux vitres ;
 « replâtrer le chœur en gris et bleu en y mettant le poil nécessaire :
 « blanchir tout le chœur en le brouchant deux fois, la première en
 « blanc, la deuxième en bleu, et noircir le bas tout à l'entour ;
 « remettre en plomb les vitres dud. costé droict et y mettre des
 « carreaux entiers ; le vieil vitre demeurera au profit de l'entre-
 « preneur.

« Au vitre du côté gauche il faut mettre 5 à 6 carreaux neufs et
 « raffermir le vitre avec du mortier ; remettre la couverture, ajou-
 « ter des feuillets et ardoises où besoin sera, afin qu'en tel état il
 « ne pleuve plus dans led. chœur et que la charpente ne soit doré-
 « navant endommagée par les pluies.

« L'entrepreneur commencera à travailler aussitôt que lesd.
 « Sr abbé et religieux auront agréé et ratifié les présentes devises
 « et conditions ; il devra employer tel nombre de bons ouvriers
 « qu'il conviendra sans discontinuer jusque à l'entier achèvement
 « desd. ouvrages qui devront être deuement accomplis en dedans
 « un mois à dater de la vérification des présentes par les Sr abbé
 « et religieux.

« L'entrepreneur sera obligé de relivrer lesd. ouvrages fidèlement
 « achevés, la maçonnerie bien réparée, frottée, cirée du haut en
 « bas et appréciée par experts, et 15 jours après la livraison bien
 « faite, il sera payé du prix de son adjudication.

« Au cas où les ouvrages seroient livrés non bien accomplis.
 « l'entrepreneur sera tenu de les achever comme il sera dit. L'ou-
 « vrage sera passé en bloc y comprenant la main-d'œuvre et
 « livraison de toutes sortes de matériaux. Mre Josse demande un
 « nouveau passé et escalier d'autel. »

D. Wéry promet qu'aussitôt l'ouvrage terminé « il feroit preste-
 ment tenir l'argent, espérant bien que les dépenses n'excéderaient
 pas 500 l. ».

Le 20 octobre 1711, les ouvrages étaient mis à rabais ; aucun
 « marchand » ne voulut les entreprendre à moins de 700 l. ; dans
 ces conditions, l'adjudication n'eut pas lieu. Le curé d'Asquillies
 fait observer « que la chose ne doit souffrir aucun retardement,
 « attendu que les offices divins sont cessés à lad. église pour l'im-
 « possibilité qu'il y a de les y faire, les paroissiens étant obligés
 « d'aller dans d'autres lieux pour y entendre la messe ou faire leurs
 « dévotions ».

Sur l'invitation de l'abbé de Crespin, dans une de leurs assem-
 blées, le 4 novembre 1711, les chanoinesses de Sainte-Waudru
 déclarent qu'elles participeront aux dépenses des réparations du
 chœur d'Asquillies ; elles demandent « qu'au plus tôt on entre-
 prenne de raccommoder la couverture, le vitre et le passé d'autel ».

Les Dames ajoutent que, moyennant 700 l., V. Barré se charge des travaux ; en même temps, elles invitent les religieux à adhérer à leurs propositions, ...ce qu'ils firent, comme le témoigne une lettre datée du 25 mai 1712 adressée aux chanoinesses.

Pendant l'exécution des travaux, le curé « avoit tenu la main aux ouvriers » ; en récompense, les codécimateurs lui adjugèrent une indemnité de 200 l. (1).

Ces réparations ne furent que provisoires, le chœur d'Asquillies étant sombre et trop bas, en 1718, on décida « son exhaussement et autres ouvrages ». D. Wéry pour sa quote-part a payé 236 l. 5 s. 14 d. (2).

L'église qui « étoit dans un grand état de vétusté », fut rebâtie la même année et bénite ainsi que le chœur en 1718 par D. Wéry assisté de son prieur, Domitien Hardy, et de D. Maur Dauvain, maître des bois (3).

Entre temps, il avait été procédé à la « réfection » de la cure. Depuis 1710, des pourparlers étaient engagés (4), et en 1713, les travaux étaient exécutés ; le montant des dépenses porte : 270 l. Les religieux de Crespin payèrent 63 l. Un puits creusé sur le terrain du presbytère augmenta les dépenses de 41 l. 15 s. 6 d. (5).

Le 6 mars 1713, les habitants de Bougnies demandent aux codécimateurs de réparer le chœur de leur église et de le lambrisser. Ceux-ci adhèrent à cette demande, l'abbaye d'Hautmont excepté. Par arrêt de la Cour, mainmise fut faite sur la « cense, terres et prés tant en argent qu'en grains », qu'exploite J. Botteau, censier de l'abbaye d'Hautmont à Givry. A la suite de cette sentence, les moines d'Hautmont se rangèrent à l'avis des codécimateurs et le chœur de Bougnies fut réparé et lambrissé. Les dépenses se sont élevées à 344 l. 10 s. ; l'abbaye de Crespin paya 57 l. 13 s. 9 d., celle d'Hautmont 115 l. 7 s. 9 d. ; l'hôpital de Saint-Lazare à Bougnies et la chapelle Saint-Martin contribuèrent ensemble pour 76 l. 18 s. 6 d. (6).

La sacristie fut réparée en 1721 ; comme pour le chœur, les codécimateurs se partagèrent les frais. Le charpentier pour ses fournitures reçut 214 l. 13 s. (7).

**

Les codécimateurs s'occupèrent également des « réfections » à exécuter à Harvengt.

D'après le devis, il faut « raccommoder les murailles du chœur, remplacer les vitres, remettre les ardoises, ferrailles », etc. (8). Mis

(1) Arch. du Nord, liasses 3, 5, 12, 19, 21, 23 et 33.

(2) Arch. du Nord, liasse 19.

(3) Arch. du Nord, liasse 21.

(4) Arch. de Condé, FF, liasse 7.

(5) Arch. du Nord, liasse 19.

(6) *Idem* et Arch. de Condé, FF, 7.

(7) Arch. du Nord, liasses 28 et 34.

(8) Arch. du Nord, liasses 3, 16 et 19.

en adjudication le 20 juillet 1712, les travaux furent confiés, pour 800 livres, à A. Dubray et A. Battelez. La part des religieux du monastère de Saint-Landelin s'éleva à 265 l. 11 s. 3 d. (1).

En 1720, de nouvelles réparations furent faites à l'église d'Harvengt; on lambrissa le chœur et on construisit une nouvelle sacristie. Les bénédictins de Crespin payèrent pour leur quote-part en plusieurs fois 811 l. 11 s. (2).

**

Après la capitulation de Mons, le 20 octobre 1709, les armées se ruèrent dans les villages environnants, saccageant tout sur leur passage. Une partie des troupes s'abattit sur Harvengt (3), s'attaqua aux fermes, aux habitations, et en particulier au presbytère.

La maison pastorale fut réparée peu après; malheureusement, en 1711, elle « fut toute gastée » par les grêles. En 1713, P. Tison entreprit de la « raccommoder ». Les travaux terminés, il présenta sa note : « Il est dû pour : la visite de la maison curiale; la fermeture d'une petite salle à l'usage du pasteur; les livrances des « portes, châssis et vitres; l'entrefent et la fourniture de 3.000 briques; les réparations des murailles et des toitures 910 l. 16 s. »

L'abbaye de Crespin a payé 867 l.

Au mois d'août 1721, sur l'ordre de D. Wéry, le presbytère d'Harvengt fut de nouveau réparé. On paya au maçon 324 l. 19 s. 6 d.; au charpentier 19 l. 14 s.; au couvreur pour son travail, pour les fournitures « d'ozières », de lattes et de 250 bottes de paille 126 l. 10 s.; au « ferronnier » 26 l. 16 s.; pour 14,500 briques 86 l. 4 s.; pour 76 muids de chaux 38 l.; et pour main-d'œuvre 141 l. 9 s.

Le 12 avril 1724, l'entrepreneur réclama à Wéry pour la quote-part du monastère 265 l. 16 s. (4).

**

En 1716, des experts firent la visite du chœur de Nouvelles. L'entrepreneur exécuta les travaux, fournit les feuillets, mille ardoises, etc., et reçut de l'abbaye de Crespin 152 l. 10 s. (5).

En 1704, le curé de Tongre Saint-Martin demanda et obtint du monastère de Saint-Landelin la réparation de la sacristie « réduite à un méchant coffre; les soldats l'ont rompu et brisé » (6).

En 1720, le curé demanda la « réfection » de la toiture du chœur de son église; les travaux exécutés en 1723, D. Wéry paya pour sa part 104 l. 10 s. 3 d.

(1) Arch. du Nord, liasses 3, 19, 28 et 34.

(2) *Idem.*

(3) L'abbaye de Crespin possédait à Harvengt une mesure et 18 bonniers de terres labourables (Arch. du Nord, liasse 11).

(4) Arch. du Nord, liasses 3, 16, 19 et 28.

(5) Arch. du Nord, liasses 17 et 19.

(6) Arch. du Nord, liasse 15. — N.-B. : Ce coffre, en chêne, est conservé à Tongre-St-Martin; il porte une plaque cachant une serrure, sur laquelle on lit : « Jean Lauré a donné ce coffre à Tongre-St-Martin, 1644 ».

L'année suivante, le 24 juin, l'abbaye de Crespin et ses codécimateurs étaient en pourparlers pour l'achat d'un terrain pour l'érection d'un nouveau presbytère à Tongre-Saint-Martin (1).

**

Dans un relevé de comptes daté du 9 mars 1722, à propos des réparations faites au chœur, à la sacristie et au presbytère de Baisieux, nous lisons : « Louis Abraham a fourni 49,000 briques à « 6 liv. le mille ; 20 naves (bateaux) de pierres batardes à 4 liv. la « nave ; 502 muids de chaux à 3 patars 1/2 le muid ; 4,100 pieds « de bois de gîtes, 75 combles, 14 bottes de gaules, 1,000 bottes « de paille, 9,000 ardoises à 5 liv. le mille ; 1,900 pieds de feuillet « à 10 liv. le cent ; les fatières du chœur et de la sacristie ; 2,000 « carreaux à 15 liv. le mille, les pierres de taille, le poil, le noir « pour bleusir ; les serrures, les ferrures, les ferrailles, les vitres et « 200 liv. de plomb à 5 sols la liv. » L'entrepreneur s'était chargé de la main-d'œuvre, des couvertures de paille et d'ardoise, du transport des « décombrages », de l'ouverture d'un puits et de tous les charrois. Le total des dépenses porte 3,712 l. 14 s., défalcation faite de 152 liv. provenant de la vente de vieux bois et de vieilles tuiles (2).

Ailleurs il est porté : « Le chœur de Baisieux fut lambrissé en 1718, recouvert d'ardoises et réparé en 1722 » ; en même temps furent bâties une sacristie et une cure. La part des frais pour le monastère de Crespin fut de 500 liv. Dépourvu d'argent, il ne put payer que le 16 décembre 1725 (3).

Enfin, quand fut reconstruit le presbytère de Baisieux, le monastère de Crespin paya 138 l. 4 s. 9 d. (4).

**

En 1703, les habitants d'Hainin exposent aux religieux de Crespin : « L'église, le chœur et la sacristie de notre village sont dans « un état menaçant ruine et de nulle valeur, comme aussi la maison de cure qui ne compte qu'une petite cuisine, un petit et « méchant fournil. » Les bénédictins firent raccommoder le presbytère aussitôt.

En 1710, ils durent le « raccommoder à raison que les soldats du prince Eugène l'avoient tout démembré ».

En 1712, ils furent obligés de le réparer à nouveau, à cause des dégâts causés par les soldats.

En 1719, ils renouvelèrent la toiture (5) ; et enfin, en 1721, ils y firent exécuter de nouvelles réparations.

Les frais pour ces derniers travaux s'élevèrent à 302 l. 3 s. 6 d. ;

(1) Arch. du Nord, liasse 19 et 34.

(2) Arch. du Nord, liasse 28.

(3) Arch. du Nord, liasse 34.

(4) Arch. du Nord, liasse 8.

(5) Arch. du Nord, liasse 13.

à cause de sa pauvreté, le monastère ne put donner qu'un acompte de 153 l. 10 s. 6 d. au mois de septembre 1722 (1).

★★

Nous avons remarqué souvent que le monastère de Saint-Landelin était caution pour les autres codécimateurs... ; nous citons : En 1721, le chapitre de Sainte-Waudru a remboursé au couvent de Crespin 885 l. 16 s., « à cause des avances faites pour le supplément du curé d'Asquillies et la réfection du chœur et du presbytère » de ce village. L'abbaye d'Hautmont a remboursé 509 livres ; les administrateurs des chapelles de Saint-Lazare et de Saint-Martin 206 l... ; les abbayes de Liessies et de Lobbes 766 liv., « pour les réfections faites au chœur et à la cure d'Harvengt »..., etc. (2).

§ 9. — *Les religieux dispersés rentrent au monastère. — Leur relâchement et leur insubordination. — Une cabale contre l'abbé. — Un accord établi entre l'abbé et ses moines en présence de Fénelon.*

A plusieurs reprises, pendant les guerres, les moines de Crespin avaient dû quitter le couvent ; les uns s'étaient réfugiés à Mons ou à Condé, les autres dans des abbayes voisines ou chez des parents.

Ces perturbations engendrèrent chez plusieurs bénédictins le relâchement. L'abbé qui avait assisté, impuissant, à la ruine du temporel de son abbaye, se vit menacé d'assister à la ruine du spirituel. Une cabale s'était formée contre lui quelques années après son arrivée à Crespin ; elle était composée de cinq moines : D. Georges Sarrazin, D. Dominique Tassin, D. André Pureur, D. Maur Dauvain et D. Aybert Beauvillain.

L'abbé voyant les « agissements » de ces religieux, leur adressa de paternelles observations, ce qui mécontenta les coupables, qui, dès lors, cherchèrent le moyen de créer quelque difficulté à leur supérieur.

Une occasion se présenta : les « cabalistes » en profitèrent pour manifester publiquement leur sentiment.

D'après une coutume immémoriale, les bénédictins de Crespin prenaient un congé annuel de quinze jours. Quelques membres de la cabale s'étant présentés devant l'abbé pour obtenir leurs vacances, celui-ci, soit qu'il ait tenté de réformer cet abus, soit qu'il ait tenu à faire comprendre aux « cabalistes » son mécontentement, refusa la permission demandée (3).

Tel fut le point de départ d'une révolte qui fit grand bruit et beaucoup de mal.

Les cabalistes commencèrent leur attaque le 30 août 1710 ; ils

(1) Arch. du Nord, liasse 19.

(2) *Idem.*

(3) Arch. du Nord, liasses 4 et 15.

adressèrent leur plainte aux « Président et Gens tenant conseil provincial de Hainaut et Valenciennes » et par écrit chargèrent leur abbé de reproches.

1° Wéry, disent-ils, entreprend continuellement des procès, sans prendre conseil de ses religieux..., c'est ainsi qu'il a intenté au Magistrat de Valenciennes un procès au sujet de l'exemption de certains impôts..., un procès aux habitants de Crespin pour le droit de requais..., un autre au Magistrat de Valenciennes à propos d'une compensation qu'il prétendait..., etc.

2° Wéry rejette nos sages avis, même lorsqu'il s'agit de l'économie de la maison. Par exemple, à cause des conjectures de la guerre, nous avons conseillé au Prélat de sauver à Valenciennes et ailleurs les meubles du monastère, 6 à 700 charretées de foin, 7 à 800 rasières de froment, et de vendre le houblon ; il n'en fit rien, et le 13 septembre 1709 la maison était pillée et ravagée par les ennemis qui emportèrent le froment, les meubles et les effets.

Le 15 du même mois, M. le comte de Broglie qui commandait un camp dans les environs de Condé fit demander à l'abbé de Crespin du foin pour ses troupes ; il en donna 7 à 8 charretées, s'excusant de ne pouvoir faire plus. Le 19 septembre, 6 à 7,000 chevaux des troupes ennemies vinrent enlever, le foin, l'orge et l'avoine, « rompirent les bastimens et pillèrent entièrement l'abbaye »... et pour tout dire, quand certains habitants de Crespin, pressés par la faim et accablés par la misère, se présentèrent à l'abbaye avant le pillage pour acheter du blé, le Prélat refusa d'en fournir et les ennemis en profitèrent.

Nous avions conseillé à l'abbé de conserver les bœufs à la ferme ; il les plaça dans les taillis où il furent volés.

3° Wéry abuse de son autorité... ; d'après les statuts et les usages immémoriaux de l'abbaye, les baux des fermes et des biens doivent être passés par l'abbé et les religieux ; les titres doivent être enfermés sous trois clefs ; au mépris de la règle, le Prélat agit seul.

D'après ces mêmes statuts et coutumes, les religieux ont droit à quinze jours de congé par an ; les moines vieillards ou infirmes ont droit à des soins particuliers ; l'abbé, sans raison, rejette notre demande, et prive des choses essentielles un de nos confrères, D. Sarrazin, âgé de 73 ans.

Dans leur réponse datée du 6 septembre 1710, les gens du Conseil exprimèrent leur étonnement aux accusateurs et les invitèrent à comparaître afin de s'expliquer. L'abbé était absent ; D. Dom Tassin s'adressa au prieur, lui lut la lettre de convocation et demanda pour lui et pour ses frères de pouvoir y répondre ; le prieur refusa. Les « cabalistes » s'en plaignirent aux Gens du Conseil. Une nouvelle convocation adressée au couvent fut suivie d'un second refus (1).

Les choses traînèrent en longueur, et le petit clan se désagrégea ; en effet, D. Sarrazin ne tarda pas à revenir de son erreur, il fit

(1) Arch. de Condé, GG 94. — *Item*, Arch. du Nord, série H.

des excuses à l'abbé et se rétracta auprès de l'archevêque qui en référa au Prélat de Crespin le 30 janvier 1711 :

« ...D. Georges Sarrazin m'a écrit avec beaucoup de soumission
 « pour vous... Il vous a obéi et il est revenu à vos ordres. Il est
 « fort vieux et accablé d'infirmités ; je vous prie de vouloir bien,
 « par amitié pour moi, lui rendre vos bonnes grâces et le traiter
 « avec toute la douceur paternelle qui convient à un ecclésiastique.
 « Un vieillard en cet état a besoin de bonne nourriture, d'une
 « chambre et d'un lit où il soit en repos et même d'un peu de
 « société et de consolation avec les autres religieux. Il ne doute
 « nullement que votre cœur ne vous dispose à cette conduite si
 « nécessaire selon Dieu et selon le monde pour le salut de ce
 « bon homme.

« Je compte par avance que vous me donnerez cette marque de
 « vos égards pour moy, ce dont je vous saurai gré au delà de tout.
 « ce que je puis vous dire.

« Votre douceur m'édifie beaucoup ; et je serai de plus en plus,
 « Monsieur, très parfaitement pour toujours tout à vous,
 FÉNELON, duc de Cambray (1). »

Tout en paraissant s'apaiser, les tiraillements continuaient ; dans le but de rétablir la paix, « le 14 décembre 1711, comparurent à
 « Valenciennes, au refuge de l'abbaye d'Hasnon, en présence de
 « Fénelon, archevêque de Cambrai, des abbés d'Hasnon et du
 « Saint-Sépulchre D. J.-B. Wéry, D. Sarrazin, D. Tassin, D. Pureur,
 « D. Beauvillain et D. Dauvain. Après différents pourparlers, il fut
 « convenu que : les religieux qui avoient conservé à part quelque
 « recette et bien du monastère, en rendroient compte en dedans
 « quatre jours..., que l'abbé remettroit à Mgr l'archevêque un état
 « de l'emploi de l'argent provenant du boni desd. recettes ainsi
 « que de l'argent reçu..., qu'il feroit rendre les comptes de la mai-
 « son tous les ans par son receveur en présence du prieur et du
 « plus ancien religieux ; qu'il feroit inventorier lesd. comptes, les
 « joindroit aux anciens titres originaux, les rangeroit par ordre
 « dans les archives ou le ferme de la maison, duquel ferme il y
 « aura trois clefs.

« Il fut encore convenu que : à l'avenir, à la demande de quel-
 « ques religieux voulant connaître l'état du temporel de l'abbaye,
 « l'abbé remettroit les comptes et le budget de la maison entre les
 « mains de l'archevêque, afin que tout bénédictin de Crespin
 « puisse se rendre compte de l'administration du Sr abbé.

« Enfin, il fut convenu que : les plaintes réciproques sur le passé
 « seroient à jamais oubliées, les procédures arrêtées, et qu'en cas
 « de difficultés nouvelles, les parties s'adresseroient d'abord à l'ar-
 « chevêque (2). »

(1) Arch. du Nord, liasse 33. — Cf. pièces just. n° 34 une autre lettre du grand évêque.

(2) Arch. du Nord, Parlement de Flandre, n° 3185. — (3)

§ 10. — *Continuation des difficultés.. — Affaires D. J.-B. Hardy, Roty et D. Sarrazin.*

Cet accord terminé, la bonne entente se rétablit dans le monastère ; malheureusement, elle ne devait pas être de longue durée.

Au mois de juillet 1712, deux jeunes gens se présentèrent à l'abbaye, l'un nommé Hardy de Famars, l'autre Durocher, pour être admis au nombre des moines. Au mois de septembre 1713, l'un et l'autre firent profession, le premier sous le nom de Jean-Baptiste, le second sous celui de Joseph ; et tous deux reçurent l'onction sacerdotale en 1715.

Wéry, parlant de ces nouveaux venus, déclara à maintes reprises qu'il n'avait qu'une faible confiance dans ces vocations ; aussi hésita-t-il beaucoup à admettre ces deux sujets aux saints ordres, surtout au sacerdoce. Il ne céda que devant les instances réitérées de ses religieux et en considération du nombre restreint des moines prêtres pour la décharge des messes fondées.

L'abbé de Crespin permit donc à Hardy et à Durocher d'avancer à la prêtrise. A peine ordonnés, ils se mirent en cabale et entraînèrent à leur suite deux religieux. Bientôt, l'un d'eux, pris de remords, dévoila toute l'intrigue à son supérieur (1). Wéry pardonna au coupable repentant et fit enfermer les trois autres « cabalistes » dans des chambres particulières, avec cette sanction qu'ils n'obtiendraient « élargissement » qu'après rétractation.

Parmi ces « cabalistes », un surtout se faisait remarquer par son mauvais esprit : D. Hardy. L'abbé l'entoura d'une sollicitude toute paternelle ; après maints essais infructueux « en vue de l'amener à résipiscence », il tenta un nouvel effort et informa M. de Famars des graves méfaits de son fils.

Le 18 octobre 1716, M. Hardy de Famars écrivit à D. Wéry :

« Monsieur,

« Je n'ay d'autre intention en vous priant de permettre à mon
« fils de venir icy pour 4 ou 5 jours, que de tâcher par une sérieuse
« et sévère réprimande de le mettre à son devoir ; après quoy, ne
« voyant aucun retour, je serai le premier à donner les mains à ce
« qu'on l'enferme. Je suis, Monsieur, plus mortifié de sa mauvaise
« conduite que qui que ce soit. Au reste, si vous avez la bonté de
« le laisser venir, je vous donne ma parole qu'il ne sortira à Valen-
« ciennes que pour retourner à Crespin à l'expiration de son congé,
« où je le ferai guider. Il n'aura certainement pas le loisir de
« courir aux abbayes voisines. Nous verrons si les fortes admoni-
« tions de ses proches ne pourront rien sur l'inflexibilité de son
« esprit... J'espère que vous voudrez tenir compte de ma prière...
« Notre alliance m'autorise à l'espérer fortement ; je fais appel à
« votre piété qui me l'accordera gracieusement » (2).

(1) Arch. de Condé, série FF, liasse 13, 2^e pièce.

(2) Arch. du Nord, liasse 33 et Arch. de Condé, FF, liasse 13, 2^e p.

Comme les actes de la cabale prenaient un caractère de plus en plus grave, l'abbé de Crespin en informa l'administration ecclésiastique. Les vicaires capitulaires, le 10 mars 1717, ordonnèrent à Mre J. Mathieu, curé d'Elouges, doyen de Bavay, de faire la visite canonique du monastère de Saint-Landelin. Le doyen s'étant présenté, Wéry refusa de le recevoir, parce qu'il n'avait pas qualité pour cette mission et qu'il résidait hors des terres de Sa Majesté Très Chrétienne. D'autre part, comme lors de la visite canonique, le prélat était retenu dans sa chambre par une goutte sciaticque et que plusieurs officiers de l'abbaye étaient absents pour les affaires de la maison, Wéry déclara rejeter un procès-verbal rédigé dans de semblables conditions (1).

Quelques jours plus tard, Mre Mathieu rendit compte de sa mission et relata : les trois religieux ont été enfermés pour avoir tramé quelque complot contre leur supérieur ; ...pour s'être plaint à la Cour de son « comportement et gouvernement » ; ...pour avoir réclamé l'application du contrat passé en présence de Fénelon, etc., et demandé l'envoi de commissaires pour établir une enquête.

En terminant, le curé d'Elouges demandait « l'élargissement des prisonniers » et conseillait à l'autorité diocésaine de placer quelqu'un à la tête du monastère de Saint-Landelin afin de rétablir la paix et la discipline monastique.

Le 17 mars 1717, les vicaires capitulaires (2) envoyèrent à Crespin les chanoines Mézières et Goulard procéder à la visite canonique du couvent. Les délégués entendirent les religieux ; l'enquête terminée, ils établirent ce procès-verbal :

Tous les religieux déclarent :

- 1° L'église est délabrée, ...elle manque de livres et d'ornements ;
- 2° La discipline régulière et claustrale est bien observée ; ...l'office divin est récité aux heures prescrites et il est bien suivi... ;
- 3° L'abbé est sévère, parfois dur, ont ajouté quelques-uns.

A la suite de ces données générales, nous lisons les dépositions particulières des bénédictins :

D. G. Sarrazin, âgé de 80 ans, interrogé, dit que plusieurs archevêques de Cambrai « avoient fait des statuts pour le bien de la « maison ; ils estoient autrefois lus tous les mois devant le chapitre « assemblé, ce qui contribuait au bon ordre et au maintien de la « discipline, on le néglige depuis quelque temps... L'abbaye, « ajoute-t-il, est une grosse ferme, et D. Wéry est un grand com- « merçant de bœufs et de moutons ».

La déposition de D. Alexis Wattier (3) est faite en ces termes : « Il manque d'union, de charité et de confiance entre les religieux ; « ...le contrat passé en présence de Fénelon n'est pas observé... »

(1) Arch. de Condé, FF, liasse 13, 2° pièce.

(2) Fénelon, décédé le 7 janvier 1715, eut pour successeur Jean d'Estrees qui fut élu au mois de février 1716 ; il mourut le 4 mars 1718, avant la réception de ses bulles.

(3) Mort le 2 février 1730, âgé de 64 ans.

D. J.-B. Hardy, chef des « cabalistes », se plaint du... « grand « trafic de la maison qui exige trop de domestiques..., de ce qu'une « partie du bétail est hébergée sous le dortoir des religieux et de « ce que le contrat n'est pas appliqué. »

D. Domitien Hardy, prieur depuis 8 ans, fait remarquer que « la régularité a été dérangée par les guerres ».

Les dépositions des moines : D. Landelin Seppa (1), D. Pierre Leduc, D. Aybert Beauvillain, D. Maur Dauvin, D. Landelin Dulongpont, D. Placide Lernould ne font que corroborer les déclarations précédentes.

D. Jh Durochez, un des « cabalistes », réclame pour les moines-prêtres le congé de 15 jours ; il fait suivre sa déposition d'un acte d'obéissance et de rétractation conçu en ces termes :

« Monseigneur,

« J'espère que vous me pardonneriez... dans ces temps de Pâques
« de tout ce que j'ay pu faire pour altérer votre honneur par des
« termes peu convenables à votre dignité, dans une requête qui
« me fut présentée à signer par Dom J.-B. Hardy, et en toutes
« autres choses en quoy j'ay pu vous avoir fait peine, vous priant
« de vous persuader que je n'ay rien tant à cœur que de vivre
« avec une parfaite soumission à mes supérieurs...

« D. Jh DUROCHEZ » (1).

Au bas de l'acte établi par les chanoines, il est porté :

« D. Dominique Tassin, D. André Pureur et D. Benoît d'Haussey
« sont absents par congé depuis longtemps » (2).

Le terme « absents par congé » n'est qu'un euphémisme, car pour rétablir la paix dans le couvent de Crespin, l'abbé, sur le conseil de Fénelon, avait placé quelques religieux dans d'autres monastères. C'est ainsi que D. A. Pureur et D. D. Tassin avaient été envoyés à l'abbaye de Marceil (3). L'abbé de ce monastère avait consenti à recevoir ces religieux, mais pour quelques années seulement ; il fixa même la durée de leur résidence dans sa maison ; le laps de temps écoulé, il les remit à leur supérieur. Avec l'assentiment de D. Wéry, qui lui garantissait une pension de 400 livres, D. Tassin rentra à Crespin au mois de février 1717 et cohabita avec son frère dans une maison voisine de l'abbaye (4) ; c'est là

(1) Mort le 15 mai 1721.

(2) Arch. du Nord, Parlement de Flandre, n° 3185.

(3) Marceil, diocèse d'Arras. — N.-B. : Ce monastère ne comptait que deux moines : l'Abbé et un religieux (Arch. du Nord, liasse 21). Cf. pièces just. n° 36.

(4) Arch. de Condé, série FF, liasse 13, 2° pièce. — *Item*, Arch. de la famille de Croy, carton 70, pièce 45. Cf. pièce just. n° 39 bis.

qu'il mourut le 11 avril 1718 (1). Quant à D. Pureur, en attendant sa réintégration au monastère de Saint-Landelin, il habita tour à tour, avec l'autorisation de D. Wéry, chez le curé de Curgies, chez le vicaire de Péruwelz, son cousin germain, ou chez le curé de Condé. Ces prêtres adressèrent au prélat de Crespin les meilleurs témoignages en faveur de D. Pureur (2).

**

Les vicaires généraux, envoyés par l'Ordinaire pour mettre fin à toutes ces querelles, donnèrent à l'abbé de Crespin des ordonnances dont il ne tint aucun compte. Certains religieux s'en plaignirent les 12 et 24 novembre 1717 au doyen de Bavay, et déclarèrent : « L'abbé continue son trafic de bestiaux ; il les fait exposer « dans les foires de la région et jusque Cambrai... ; vend ses « houblons et ses laines à la manière des gros commerçants... » L'église est dénuée de linge et d'ornements... La toiture en mauvais état laisse pénétrer la pluie... Les bois, les prairies, les étangs, les vergers, les fossés, les avenues, tout est négligé...

D. Beauvillain, D. Hardy de Famars et D. Durochez, « cabalistes », chargèrent leur supérieur :

La charité comme la justice envers les confrères est inconnue au monastère de Crespin ; ...l'abbé permet l'entrée du couvent à des personnes du sexe, religieuses ou séculières, et leur fait offrir du café, du thé et d'autres boissons.

Mre Mathieu en référa à l'autorité diocésaine, qui le chargea de faire une nouvelle visite canonique le 29 décembre 1717.

Interrogeant en particulier chaque religieux, ceux-ci firent les dépositions suivantes :

« La discipline monastique est bien observée dans la maison ;
« ...l'office divin s'y fait régulièrement ; ...les choses sont demeu-
« rées dans le même état qu'avant le concordat, les visites canoni-
« ques et les ordonnances ; ...on n'admet aucune personne du
« sexe dans les lieux claustraux ; ...il ne se fait pas de buvette dans

(1) A l'occasion du décès de D. Dominique, l'abbaye fit imprimer ce faire part :

« Jesus Maria Benedictus,

« Anno Domini 1717.

« die undecima aprilis in monasterio nostro Sti Landelini in Crispinio,
« Ordinis Sti Benedicti, diocesis Cameracensis, Acerbis mœribus placidâ
« mente toleratis poenitentiae et Extremæ unctionis sacramento munitus
« inter confratrum suorum preces, fatis ereptus est Reverendus Dominus
« DOMNUS DOMINICUS TASSIN, præfati monasterii supprior ac bonorum
« receptor, ætatis suæ anno quinquagesimo sexto, religionis trigesimo
« tertio, sacerdotii vigesimo nono quamvis ejus pietas Sacro Sanctum
« Missæ sacrificium offerendo necnon erga Dei Matrem de ejus æterna
« felicitate spes nobis magna sit, nequid tamen et hominum rerumque
« repertor emundandum sensuerit, preces vestras et sacrificia ex charitate
« enixè postulamus ut æterna REQUIESCAT IN PACE. » (Arch. du Nord,
Parlement de Flandre, n° 728.)

(2) Arch. de Condé, série FF, liasse 13, 2° pièce.

« le quartier des religieux ; ...la clôture du monastère est assurée
« par des portes et des serrures ; ...la retraite et le silence sont reli-
« gieusement observés » (1).

Le 31 décembre, le doyen envoyait son rapport aux Grands Vicaires :

« Je vous adresse le procès-verbal de ma visite faite à l'abbaye de
« Crespin. J'ay constaté que l'abbé se soucie peu des ordonnances
« des vicaires généraux, pas plus que de celles des archevêques,
« non plus que des statuts que les jeunes religieux ignorent...
« D. Wéry n'est occupé qu'au commerce des bestiaux ; il suffit
« d'entrer dans la maison pour s'en convaincre. Les religieux
« m'ont assuré qu'il y a déjà 100 bœufs maigres pour l'année pro-
« chaine, pour lesquels D. Wéry a fait faire un grandissime rang
« d'écurie pour l'hiver ; qu'il y a 50 bœufs gras, un nombre consi-
« dérable de moutons et de cochons qu'il engraisse et 40 vaches à
« lait et pour le moins autant de chevaux qui causent la dissipa-
« tion... Il n'y a aucune union dans ce monastère... J'y ai entendu
« 6 religieux ; ...pour les deux plus jeunes, leur interrogation a
« paru inutile. L'abbé, le prieur, le maître d'hôtel et un autre reli-
« gieux étoient allés à Valenciennes à une profession de recolet.

« J'ay été trois fois à l'abbaye par ordre des vicaires généraux...
(Signé) : J. MATHIEU, pasteur d'Elouges » (2).

D'après ce rapport, il est facile de découvrir le mauvais esprit des « cabalistes » ; c'est à tort qu'ils se plaignent de D. Wéry au point de vue de la discipline et de la règle monastique. Le silence et la retraite sont observés, la clôture est suffisante et l'entrée du cloître est interdite aux personnes du sexe. Le seul reproche adressé à l'abbé est d'être trop commerçant, ...encore y a-t-il des circonstances atténuantes ; la ruine du monastère et de ses immeubles. Cependant, on ne peut le nier, le prélat est réputé gros marchand.

Voici un fait en faveur de l'observance :

D. Wéry se trouva un jour vertement pris à partie par un homme de qualité, le Sr Roty de Valenciennes, parce que ses petites-filles, qui s'étaient présentées au monastère de Crespin pour rendre visite à leur frère, D. Louis Pissotte (3), n'avaient pas été reçues avec les honneurs dus à leur rang.

Le Sr Roty s'indigna à la pensée que le prélat de Saint-Landelin avait poussé l'indélicatesse jusqu'à refuser à ces demoiselles de loger au monastère et qu'elles, filles de qualité, s'étaient vues forcées d'aller coucher dans un cabaret du village comme de vulgaires personnes. Pour exprimer son mécontentement et faire connaître

(1) Arch. du Nord, Parlement de Flandre, n° 3185.

(2) *Idem.*

(3) Une des portes de Valenciennes s'appelait jadis « la porte Pissotte ».
— A. François Pissot, baptisé le 24 avril 1696, religieux de Crespin, sous le nom de Louis. Son testament fut approuvé à Tournai, après profession, le 24 novembre 1716. (Cf. Notices Tournaisiennes, Cte Du Chastel de la Howarderie t. II, p. 181.)

au public tout le mépris qu'il éprouvait pour la personne de Wéry. Roty lui écrivit le 20 septembre 1718 :

« Celle-ci, Monsieur, est pour vous remercier des honnêtetés singulières que vous avez faites à mes filles. Elles ne pouvoient attendre autre chose d'un marchand de bœufs et de porcs tel que vous êtes. Ne vous imaginez pas que c'est par mes ordres que mes filles ont été chez vous ; si j'avais connu leur dessein, je leur aurai défendu d'aller loger chez un simoniaque et par conséquent un excommunié, lequel il n'est pas permis de fréquenter. « Je suis, Monsieur, votre très humble serviteur » (1).

De telles insultes, émanant d'une personnalité et rendues publiques, demandaient une réparation publique. L'abbé remit sa cause aux mains de l'avocat Losée, et, le 13 octobre 1718, il écrivit :

« A Messieurs les Président et gens tenant le Conseil provincial d'Haynaut et de Valenciennes...

« Supplie D. J.-B. Wéry... disant que bien qu'il n'ait jamais donné lieu à s'attirer des injures et à faire parler mal de lui, néanmoins le Sr Roty, conseiller en cette Cour, s'est tellement oublié qu'il m'a écrit une lettre le 20 septembre dernier par laquelle il me traite de marchand de bœufs et de porcs, de simoniaque et d'excommunié, qu'il n'est point permis de fréquenter, jusque-là qu'il s'est plu en même temps d'en semer des copies, et de la publier à quantité de personnes, de manière que la chose est publique. Cette calomnie et libel diffamatoires est d'autant moins tolérable qu'elle contient une injure, la plus atroce et la plus sensible qu'on puisse proférer contre un ecclésiastique revêtu de la dignité d'abbé, et qu'elle a pour auteur le plus ancien conseiller de cette Cour, dont le caractère peut faire facilement impression sur le public pour lui faire croire que ces calomnies sont des vérités. Le suppliant ne saurait le passer sous silence sans faire un tort irréparable à son honneur, à sa dignité et à son administration. C'est pour ce sujet qu'il est dans l'obligation d'avoir recours à vous.

« Messieurs,

« Ce considéré, il vous plaira de condamner le Sr Roty à faire au suppliant une réparation proportionnée à la gravité et à l'atrocité des calomnies et injures contenues dans lad. lettre, d'autant plus punissable qu'elles ont été semées... et le condamner en tous dépens, dommages et intérêts. Ce faisant... etc... » (2).

Cette lettre, très calme et très digne, fut communiquée au Sr Roty par l'avocat de D. Wéry. Le conseiller lui répondit le 28 octobre en réitérant ses insultes à l'égard de l'abbé :

« ...C'est à tort, Monsieur, que le prélat se vante de n'avoir jamais donné lieu à critique par ses injures ; mais l'outrage qu'il a fait à mes filles prouve le contraire; ...il a chassé des filles de 16 à 17 ans

(1) Arch. du Nord, liasse 33.

(2) Arch. du Nord, liasse 33.

« de son abbaye parce qu'elles estoient venues voir leur frère religieux et qu'elles ont dû se mettre à couvert dans un cabaret pour passer la nuit.

« Il n'a donc pas cru s'attirer le mépris par une action si indigne ?

« Cette action est un sujet de vengeance ; il faut avouer que son procédé ne peut venir que d'une âme basse et lâche qui se ressent beaucoup des qualités d'un marchand de bœufs et de porcs. C'est donc à tort qu'il se réclame tant du titre d'abbé dont il est revêtu, puisqu'il s'en rend indigne par ses actes...

« Si le roy l'a placé à cette dignité, ce ne fut pas pour le rendre prévaricateur de ses édits et de ses déclarations...

« Je suis surpris qu'il me demande de me repentir de ma lettre du 20 septembre ; au contraire, j'ay fait une action louable et remplie de justice et de vérité.

« C'est luy qui devoit se repentir d'avoir ainsy traité mes filles... il doit savoir que ce sont des vilaines et malfamées que l'on chasse d'une maison et non des filles irréprochables... » (1).

L'avocat de Wéry communiqua cette réponse au prélat et ajouta :

« ...La lettre diffamatoire que Roty vous a écrite au sujet de laquelle vous agissez en réparation est tout à fait injurieuse et punissable. Son écrit de réponse est encore plus invectivant, ce qui ne doit pas vous faire de peine, puisque vous serez vengé par la réparation publique que les lois et la justice vous promettent...

« J'ay l'honneur d'être... etc...

(Signé) : LOSÉE » (2).

De fait, Roty fut condamné le 23 mars 1719 et le lendemain le monastère « comptait au sieur Losée 86 flor. 8 patars pour les espices de la sentence rendue le 23 dud. mois contre Roty pour réparation d'injures, somme que led. Losée doit recevoir dud. Roty condamné à tous dépens » (3).

Ces invectives, émanant de personnages aussi connus que les familles Roty-Pissotte n'ébranlèrent nullement le prélat de Crespin et ne changèrent rien dans l'accomplissement des devoirs de sa charge.

En effet, le 12 août 1720, D. Wéry réprimanda et punit Dom G. Sarrazin, plus qu'octogénaire, parce que « sans permission il avoit reçu des estrangers dans sa chambre » (4).

Ces deux exemples apportent un démenti formel aux dépositions calomniatrices de quelques « cabalistes » qui avaient écrit : « L'abbé Wéry permet l'entrée du couvent à des femmes. »

(1) Arch. du Nord, liasse 33.

(2) *Idem.*

(3) Arch. du Nord, liasse 21.

(4) Arch. de Condé, série FF, liasse 13, 2^e pièce. — D. Sarrazin mourut le 21 janvier 1724 âgé de 86 ans.

§ II. — *Nouvelles difficultés entre Wéry et ses religieux.*
Deuxième affaire Hardy.

Les chicanes et les divisions qui régnaient parmi les Bénédictins finirent par le scandale.

Quelques religieux, après leur insubordination, avaient fait acte de soumission ; d'autres les remplacèrent et continuèrent la révolte. A leur tête se trouvait J.-Bte Hardy (1).

Ce moine, Valenciennois par son père et par sa mère, appartenait à une famille noble. Il fit ses études à Douai au séminaire des évêques (2), puis se présenta à l'abbaye de Marchiennes où il demeura dix mois comme novice. Mécontent de ses supérieurs et de ses frères, Hardy quitta cette maison pour entrer au monastère de Saint-Landelin au mois de septembre 1713 (3).

Pendant les premières années, Hardy mena une vie à peu près régulière, tout en laissant quelque inquiétude à son supérieur ; mais à peine ordonné prêtre, il jeta le masque et montra ce qu'il était : un mauvais sujet.

Après maints efforts, de paternels avis et une longue patience, Wéry écrivit à Mgr l'archevêque :

« ...Je travaille inutilement depuis longtemps pour ramener à
 « leur devoir quelques-uns de mes religieux qui ne veulent souf-
 « frir ni règle, ni discipline, et introduisent le dérèglement dans
 « mon abbaye. J.-B. Hardy est leur chef ; il compte pour rien de
 « violer les vœux essentiels de la religion et menace de faire des
 « coups de sa main sur ceux qui oseront le reprendre. Il sort furti-
 « vement la nuit et se divertit dans le village, faisant des dépenses
 « considérables, et on ne sait d'où il tire l'argent. Quant au vœu
 « d'obéissance, il n'en fait aucun cas et me résiste. Il profère sou-
 « vent des menaces, donne à entendre qu'il en veut à la vie de ses
 « supérieurs et porte, apparemment à cet effet, des pistolets de
 « poche qu'on a trouvés garnis. Il me paraît nécessaire de l'éloi-
 « gner de la communauté afin qu'il n'achève pas de gâter les
 « autres... » (4).

Comme réponse, le 9 janvier 1719, Wéry reçut de l'archevêque de Cambrai, Mgr de la Trémoille, cet ordre :

« Les choses étant telles que vous me le marquez cy-dessus, vous
 « devez éloigner ce religieux. Nous vous conseillons de le faire

(1) Hardy fut baptisé à l'église de St-Nicolas, sous les noms de Thomas-Louis, le 10 décembre 1686. Son père, Charles-Albert, était seigneur de Famars et d'Aulnoye, grand bailli et capitaine des villes et chatellenie de Lens et d'Hénin-Liétard, prévôt de Valenciennes en 1691, 1702, 1710, 1715 ; il épousa Marie de Valicourt, fille de Louis, seigneur de Ricamez, d'Amboines, etc. (Arch. de l'Etat-civil et Bibl. de Valenciennes. De Sars.)

(2) Arch. du Nord, liasse 20.

(3) Arch. du Nord, Parlement, n° 2778.

(4) Arch. du Nord, Parlement de Flandre, n° 728.

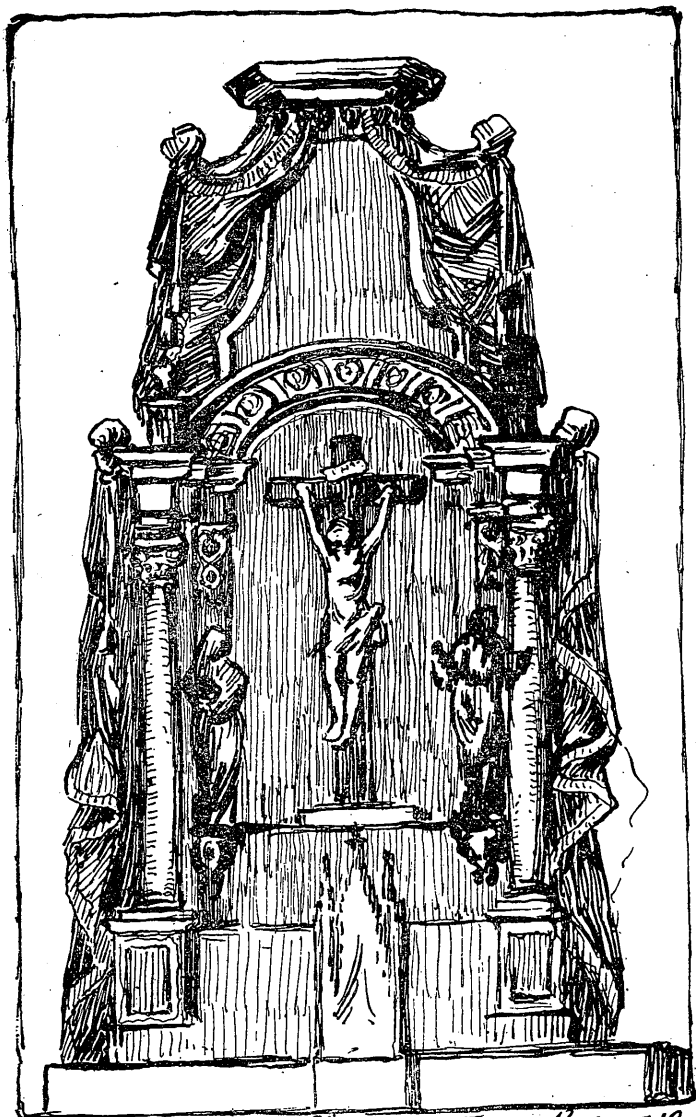
« conduire à la maison de Saint-Lazare à Paris ; vous obtiendrez
 « facilement des lettres de cachet. Cette punition pourrait luy être
 « une retraite salubre... » (1).

Cette décision de l'autorité supérieure rendit le prélat fort perplexe ; aussi hésita-t-il avant de l'appliquer. De nouveaux méfaits s'étant produits, D. Wéry, en conscience, dut agir ; il porta plainte à la justice et déclara que « des vols avec effraction avaient été commis dans sa maison ». Le 5 février 1719, Ch. de la Tourelle se rendit à l'abbaye de Crespin et procéda à une enquête dont voici le procès-verbal :

« Le prélat nous introduisit dans le quartier abbatial par une
 « antichambre qui communique avec le quartier de l'archevêque et
 « d'où on a vue sur l'église ; puis, nous étant avancés dans la
 « galerie, nous arrivâmes à la porte de l'antichambre. Le prélat
 « nous fit observer que, lorsqu'il s'absente, son valet met la clef
 « sur une fenêtre près de la porte. Arrivé à la porte de la chambre
 « de l'abbé, il nous montra un endroit entre la tapisserie et le
 « châssis de la fenêtre où se plaçoit d'ordinaire la clef de cette
 « porte. Entré dans la chambre de l'abbé, nous avons remarqué
 « trois portes : l'une joignoit la fenêtre qui donne vue sur la place
 « du village, par laquelle nous sommes entrés et avons avancé sur
 « le haut de l'escalier qui conduit au jardin abbatial. D. Wéry nous
 « a dit qu'avant de quitter son abbaye, le jour des Rois, il avoit
 « fait le verrou de la porte du jardin et étayé d'une pièce de bois, ce
 « qu'il a retrouvé à son retour. Entré ensuite dans la même cham-
 « bre par la même porte, le supérieur nous montra une scribe
 « entre cette porte et celle de la chapelle qui est dans le milieu, sur
 « laquelle il y avoit des papiers sous lesquels il cachoit la clef de la
 « porte de la chapelle qu'il retrouva à son retour. Entré dans la
 « chapelle, nous trouvons une petite armoire de sapin, la première
 « planche enlevée et brisée, la moitié de la porte étoit à jour, on y
 « a pris un petit pistolet. La porte de la chapelle étoit fermée à son
 « retour comme à son départ. Sorti, nous avons remarqué entre la
 « porte de la chambre et celle du cabinet dont la vue est sur la
 « cour de l'abbaye une petite armoire de vieux bois à l'antique,
 « c'est là qu'on a volé la cuillère d'argent. Entré dans le cabinet,
 « nous trouvons dans le fond un coffre de bois en chêne travaillé
 « par panneaux, la serrure a été enlevée, c'est là qu'étoit le linge.
 « Dans led. cabinet, un autre coffre de 3 pieds 1/2 de longueur en
 « bois blanc abîmé par des instruments. On n'a enlevé ni vaisselle,
 « ni argenterie, mais 4 louis d'or de 12 écus, 60 écus nœufs de
 « 2 écus la pièce et 14 écus d'Espagne en monnaie d'escalin.
 « De la Tourelle a interrogé sur ces vols J. Marouzé, boulanger,
 « J. François, cuisinier, et frère François Delfeuille, âgé de 21 ans.
 « Celui-ci rapporte qu'au mois de septembre il étoit allé voir le
 « dessus de l'église et du chœur et qu'il y a vu deux balles de
 « houblons et des cottes de laine. En ayant référé à l'abbé, celui-ci

(1) Arch. du Nord, liasse 33.

« le chargea de veiller, et un jour il vit J.-B. Hardy rouler les deux
« balles et lesd. cottes et les jeter dans l'église. D. A. Wattier,



Dessiné par mad^{elle} Marg. Lombès. 1912.

Fig. 65. — Maître-autel de Bougnies (prov. abb.).

« interrogé, répondit avoir vu Hardy et Durochez quitter le cloître.
« D. P. Leduc (1), Nicolas Cabaret, Rémy Duquart (ce dernier valet

(1) Mort le 24 juin 1739, âgé de 67 ans, les poumons ulcérés (Bibl. Valenciennes, Fonds Chéré).

« de charrue habitant l'abbaye) ont déposé qu'ils s'estoient postés avec le boulanger derrière la brasserie et qu'ils ont vu Hardy escadant la muraille de l'enclos... »

Ces témoignages, les antécédents de J.-B. Hardy et les soupçons graves qui pesaient sur lui déterminèrent l'officier de justice, par requête du 6 mars, à porter cet arrêt :

« Veu l'information et le procès-verbal au sujet de plusieurs délits commis dans l'abbaye de Crespin, je requiers que D. J.-B. Hardy soit pris au corps et conduit dans les prisons de la Cour pour être interrogé sur les faits résultans desd. charges sur lesquelles nous voulons l'interroger. »

Le lendemain, la Cour du Hainaut prononçait l'arrestation du moine délinquant :

« Louis, ...roi de France et de Navarre..., veu l'information faite par le conseiller commissaire les 4 et 5 février 1719 et jours suivants, ...contre D. J.-B. Hardy, religieux du monastère de Crespin et complices accusés de vols faits avec effraction et autres cas mentionnez en la plainte. Veu le procès-verbal du 5 février contenant l'état des armoires et coffres. Tout considéré, nostre Cour par son jugement ordonne que led. D. J.-B. sera pris au corps et conduit dans les prisons de la conciergerie du palais pour estre ouy et interrogé sur les faits et résultats desd. charges et informations. Donnée à Valenciennes aud. conseil le 7 mars 1719... »

Le lendemain, D. Hardy était arrêté : « En vertu du décret ci-dessus et à la requeste de M. le procureur général du roy, j'ay, huissier, ...fait connaître à D. J.-B. Hardy (parlant à sa personne, trouvée dans le cloître dud. monastère) que je le faisais prisonnier du roy, luy enjoignant de me suivre es prisons de Valenciennes et de fait j'ay mené led. D. Hardy assisté de 2 archers de la maréchaussée de Valenciennes où étant j'ay fait inscrire sa personne sur le registre de la geolle... »

Le 9 mars 1719, Ch.-François Valckerich de la Tourelle déclarait : « Nous estant transporté en la chambre du geole de la ville, accompagné du Sr Derval, greffier criminel, y avons fait amener D. J.-B. Hardy, prisonnier. Interrogé, il a dit se nommer en religion Dom J.-B. Hardy et au civil Thomas-Louis Hardy, âgé de 33 ans... »

« Demande : Avez-vous pris de l'argent dans le coffre de l'abbé ? »

« Réponse : Non. »

« Demande : Avez-vous pris du houblon ? »

« Réponse : Non. »

« Demande : Avez-vous enlevé des cottes de laine ? »

« Réponse : Non. »

« Demande : Avez-vous fait des menaces ? »

« Réponse : Non. »

« Demande : Avez-vous une pension de vos parents ? »

« Réponse : Non, mais j'ay quelques présens de temps en temps. »

« qui peuvent monter à 6 et 10 écus par an et les revenans bons de la maison et les messes.

« Demande : Etes-vous accoutumé à porter des armes ?

« Réponse : Non. »

Le 15 mars, l'accusé comparut devant le Conseil provincial de Valenciennes ; aux réponses négatives, il joignit les injures et les calomnies contre son supérieur.

Quelques jours après, l'officialité de Cambrai réclama le prisonnier ; après plusieurs difficultés réglées entre l'official, le garde des sceaux et le Conseil de Valenciennes, D. Hardy fut transféré « à la Conciergerie ès prisons de l'officialité de Cambrai pour y instruire son procès, le 24 mars 1719, par Deblois, huissier au conseil d'Hainaut et Valenciennes ».

Dès le 3 avril, le Sr Goulard, en sa qualité d'official et de juge ecclésiastique, instruisit le procès de D. Hardy et lui fit subir un interrogatoire le 6. L'accusé nia et renouvela ses invectives contre son supérieur.

Le 13 septembre 1719, le roi signa à Paris le transfert du prisonnier de Cambrai à Lille. Ce transfert fut fait par le Sr Raempt de la maréchaussée en résidence à Lille ; il conduisit Dom J.-B. à la maison des « Bons lieux » pour y être enfermé (1)... jusqu'au 31 décembre suivant.

L'enlèvement de Hardy et les différents transferts suscitèrent les protestations de quelques religieux et de bon nombre de Valenciennois.

Dès le 9 mars 1719, D. G. Sarrazin, D. A. Beauvillain, D. J. Durrochez et le frère L. Pissotte avaient écrit à l'official de Cambrai pour protester contre l'enlèvement de leur confrère qu'ils déclarèrent innocent.

Le 2 avril 1719, Wéry ayant eu connaissance de cette lettre, menaça les auteurs de punition ; ceux-ci en informèrent aussitôt les Vicaires Généraux (2).

Malgré ces récriminations, le procès Hardy n'en était pas moins instruit, et le 4 mai 1719, C. de Berlaymont procédait à l'audition des témoins.

Dom Domitien Hardy (3), prieur et parent de D. J.-B., déposa :

1° Qu'à plusieurs reprises l'abbé s'est plaint de vols de houblon et qu'ayant un jour interrogé le frère Louis Pissotte, celui-ci lui déclara qu'il avait vu deux balles de houblon sur les lambris de l'église, mais qu'il ignorait qui les y avait portées ;

2° Qu'il ignore l'auteur des vols commis au mois de janvier dernier... ; que son abbé lui a montré les effractions faites à deux coffres et à une armoire, ainsi qu'un marteau de chariot et deux autres instruments laissés sur place. Toutefois plusieurs religieux ont

(1) Arch. du Nord, Parlement de Flandre, n° 728.

(2) Arch. du Nord, Parlement de Flandre, n° 3185.

(3) Mort en 1732.

remarqué les allées et venues louches de D. J.-B. Hardy et de D. J. Durochez, ce qui engendra les soupçons... ;

3° Qu'il y a deux ans des cottes de laine furent volées, mais il ignore par qui ; cependant, à cette date, il a été constaté que D. J.-B. Hardy, qui jamais ne recevait aucun argent de sa famille, paya un certain nombre de dettes : 2 louis d'or au curé de Crespin..., 9 écus de couronnes à D. Mention, cabaretier..., 2 autres à B. Reghem... ;

4° Qu'étant au mois de juillet dernier (1718) à la chambre du tailleur de la maison, il vit dans la poche d'un vêtement appartenant à D. J.-B. Hardy un pistolet ; il fit remarquer l'objet à D. Beauvillain, mais n'osa l'enlever parce que Hardy l'avait menacé ;

5° Qu'au mois de janvier, le chirurgien de Crespin vint avertir que le cuisinier de la maison se disait empoisonné, ce qui parut embarrasser D. J.-B. Hardy ;

6° Qu'en 1715, étant à souper à une table séparée, la salière avait été empoisonnée... ;

7° Qu'enfin au mois d'août 1717, on lui avait volé « 10 louys d'or vieux », au mois de décembre une pièce de 4 pistoles, un louis d'or de 20 livres de France, un écu de 100 sols et une bague d'or garnie d'une pierre violette.

D. Placide Lernould, interrogé, fait les mêmes dépositions que le prieur, puis ajoute :

1° Le frère Fr. Delfeuille a déclaré à l'abbé que D. Hardy lui avait montré un petit sac qu'il emplissait de houblon pour le vendre en fraude, et plus tard D. Wéry constatait la disparition de 3 à 4,000 liv. de houblon ;

2° Delfeuille a assuré que Hardy lui avait avoué être l'auteur des vols de cottes de laine ;

3° Le 9 janvier, il avait entendu des coups de marteau ; croyant que ce bruit venait du dehors, il n'y prit aucune attention ; dans la suite il sut qu'à cette date les armoires et les coffres avaient été fracturés et les vols commis ;

4° Delfeuille a été souvent sollicité par Hardy pour l'aider à forcer les coffres de l'abbé et à enlever son argent ;

5° Au mois de décembre, Hardy lui a avoué que 100 écus lui avaient été offerts s'il voulait procurer le moyen de voler les argenteries de l'abbaye ;

6° Hardy a de grands emportements, fait des menaces et est toujours armé.

Maître Jean Prévôt, curé de Crespin, fut ensuite interrogé, puis J. Fouquet, A. Delattre, J.-B. Descamps, J.-B. Douchy, meunier ; P. Laurent, J.-B. Fillion, valet de chambre ; P. Pont, Michel Gobert, censier de Quiévreachain et la femme de Douchy. Leurs dépositions confirmèrent les précédentes.

Charlot dit « La Sonde », chirurgien, déclara que le cuisinier n'avait pas été empoisonné ni les salières.

D. A. Beauvillain déclara avoir vu chez le tailleur de la maison un pistolet dans la poche d'un vêtement appartenant à D. Hardy et Jh Demoulin déposa que D. Hardy lui avait donné un pistolet.

L'abbé Wéry fut interrogé le 30 mai 1719 et déclara :

« 1° La récolte du houblon avait été placée au-dessus de ma chambre et des appartements de l'archevêque ; le 20 décembre 1718, une partie fut dérobée et déposée dans la chambre du frère François Delfeuille. Pour gagner ce jeune religieux à sa cause, ainsi que le frère Pissote, Hardy leur a promis 100 écus... qu'il ne donna jamais. Honteux du rôle qu'on leur avait fait jouer, les deux religieux cessèrent tous rapports avec lui ;

« 2° Le frère Pissotte m'a dit avoir vu deux balles de houblon au-dessus de l'église ;

« 3° Au mois de mars 1717, étant allé dans une chambre au-dessus du portail de l'église paroissiale où j'avais fait déposer des cottes de laine, j'ai constaté qu'il en manquait 76. Ces cottes ont été jetées dans le cimetière par une fenêtre qui se trouve au-dessus de l'église paroissiale. A ce moment on a remarqué que D. Hardy et D. Durochez avoient de l'argent, entre autres des pièces de 3 couronnes. Etant allé en congé dans sa famille, Hardy passa par Condé, s'y divertit une journée et arriva chez ses parents le soir. La sœur du religieux exprima son étonnement de voir beaucoup d'argent entre les mains de son frère ;

« 4° Rentrant d'un voyage fait à Cambrai, étant allé dans ma chambre, j'ai constaté qu'une des portes avoit été brisée et qu'un pistolet avoit été enlevé. Dans le cabinet de ma chapelle, j'ai constaté qu'un coffre en chêne et un en bois blanc avoient été forcés ; deux cents écus, un gobelet d'argent, une cuillère à soupe en argent et une bague pontificale avec sa pierre avoient disparu. Je crois, ajouta l'abbé, que ces vols avec effraction ont été commis par Hardy et Durochez ;

« 5° Le 17 décembre le curé de Crepsin a averti fraternellement D. J.-B. des bruits qui circuloient dans la paroisse à cause de sa conduite, de ses conversations, de ses escalades et de ses fugues nocturnes. Ces reproches avoient tellement irrité Hardy qu'il vouloit se poignarder. »

Enfin l'abbé termina en disant : « D. J.-B. m'a enlevé l'or et l'argent que j'avois dans un panier ; la somme dérobée consistoit en plusieurs souverains, quelques ducats et un certain nombre de pistoles. »

Pendant que la cause de Hardy s'instruisait, des protestations étaient envoyées de Valenciennes à l'official ; en voici un exemple : « Quand Hardy fut apporté à Valenciennes dans une chaise, les fers aux pieds, cela fit grand bruit et le public en fut d'autant plus offensé que la famille de ce religieux est fort considérée... »

Ces réclamations ébranlèrent quelque peu l'autorité diocésaine qui, le 3 juillet 1719, écrivit à D. Wéry :

« Nous sommes loin de considérer D. Hardy comme un moine

« bien régulier ; nous le croyons cependant moins coupable qu'il
 « a été déclaré... Quant aux crimes qui lui sont imputés, en est-il
 « seul responsable ?... N'a-t-il pas manqué de formation, dans cette
 « abbaye où on ne lit jamais la règle de saint Benoît... ; où on ne
 « voit que bœufs, vaches, moutons et porcs ?... N'avez-vous pas
 « eu le tort de vous établir en juge dans cette cause, alors que tous
 « les bénédictins du diocèse sont soumis à la juridiction de l'arche-
 « vêque ?... (1). Nous voulons que les complices de Hardy, D. Ler-
 « nould et Fr. Pissotte, soupçonnés d'avoir dérobé des effets au
 « monastère paraissent devant l'officialité le 12 juillet courant à
 « 8 heures du matin... »

Le 10 juillet 1719, D. Wéry répondit à l'official et déclara :

« Je ne conteste nullement l'autorité de l'archevêque... Je n'ai
 « rien entrepris sans l'avis et l'agrément des vicaires capitulaires...
 « J'ai agi, non en juge, mais en supérieur, en écrivant au garde
 « des sceaux et en relatant les désordres et les vols commis dans
 « ma maison... Je proteste contre l'officialité qui assigne Lernould
 « et Pissotte, accusés d'avoir diverti des effets appartenant à l'ab-
 « baye, car il appartient aux abbés, et à eux seuls, de corriger et
 « de punir les fautes contre la règle (2). Qu'il me suffise de rap-
 « peler les paroles du pontifical romain dans la cérémonie de la
 « bénédiction d'un abbé : Recevez le libre et plein pouvoir de régir
 « le monastère et la communauté qui vous est confiée, ainsi que
 « toute la direction intérieure et extérieure de cette abbaye, tant
 « au spirituel qu'au temporel (3). Du reste, il suffit de lire la
 « règle de saint Benoît approuvée par le Pape, les décrétales, etc.,
 « et reçue dans toute la chrétienté, pour être persuadé que les
 « religieux ne faisant vœu d'obéissance qu'à leur abbé, ces abbés
 « sont : 1^o les curés de leurs religieux ; 2^o leurs supérieurs et juges
 « immédiats pour les corriger ou punir de leurs fautes par remon-
 « tances, par réprimandes, par peines corporelles, par prison à
 « temps ou perpétuelle et par excommunication ; ils pouvaient
 « même expulser les incorrigibles, mais l'usage a abrogé ce der-
 « nier degré de puissance et le droit d'expulser est changé en celui
 « de prison dans le monastère ou ailleurs.

« Les abbés peuvent punir leurs religieux pour toutes sortes de
 « crimes excepté le crime de lèse-majesté au premier chef. L'atro-
 « cité des crimes ne les rend pas incompetents, quand les crimes
 « n'éclatent pas et surtout lorsqu'ils sont commis intra septa
 « monasterii... Si les crimes éclatent, ce sont des délits simples,
 « communs ou privilégiés. Si ce sont des délits privilégiés, les

(1) Arch. du Nord, Parlement de Flandre, n° 728.

(2) « *Abbates sunt immediati iudices suorum religiosorum, immediatam habentes potestatem in sibi subditos* » (le Pontifical). — « *Abbas prefertur episcopo* » (Règle de St Benoît).

(3) « *Accipe plenam et liberam potestatem regendi hoc monasterium et congregationem ejus et omnia quæ ad illius regimen interius et exterior spiritualiter et temporaliter pertinere noscuntur* » (Extrait du pontifical Romain de Clément VIII « *de Benedictione abbatum auctoritate apostolica* » cité dans le procès).

« abbés ne peuvent empêcher par l'imposition des peines ecclésiastiques que les juges royaux en prennent connaissance. Si ce sont des délits simples qui ne méritent point une punition exemplaire et publique, et surtout si ce sont des délits monastiques contraires au vœu d'obéissance, de pauvreté et de chasteté, les abbés en ont la correction et la punition, à l'exclusion de tout autre. Si c'est un grand crime, mais commun, le juge royal et le juge d'église en connaissent conjointement et jugent séparément suivant sa compétence. Mais si ce délit commun est un crime grave en soy, mais qui ne se punit plus avec tant de sévérité, il est de la prudence des juges royaux de ne s'en point mêler et du devoir des évêques et de leurs officiaux d'en laisser la correction aux abbés et de ne s'en mesler qu'en cas de négligence ou de connivence après advertance due. Si les abbez avoient une juridiction contentieuse, ou, pour mieux dire, s'ils étoient en droit de faire des procédures judiciaires, ils exclueroient lesd. évêques et leurs officiaux pour toute sorte de délits, parce que, pour le fond, les évêques ne peuvent qu'imposer les peines canoniques, et ce droit n'appartient pas moins aux abbés qu'aux évêques et à leurs officiaux. La juridiction des abbés n'est différente qu'en ce qu'elle s'exerce per modum inquisitionis et sans autre formalité que celle du droit naturel (1).

« Me basant sur ces principes (continue D. Wéry), je prie Maître Goulart, official, de se désister de cette entreprise et je tiens à l'informer que s'il méprise cet avis, je proteste à l'avance et déclare nulles ses conclusions, faute de compétence ; j'ajoute que je me pourvoierai contre cette entreprise là et ainsy qu'il appartiendra (2). »

En réponse à cette missive, le chanoine Goulart somma l'abbé d'envoyer Lernould et Pissotte (3).

D. Wéry adressa une plainte au conseil provincial du Hainaut qui délibéra : « Il est incontestable que ce délit dont Lernould et Pissotte sont accusés, est à la correction de l'abbé, puisque l'accusation ne concerne que de prétendus divertissements d'effets ; par conséquent l'official ne peut s'en occuper sans avoir mis le Prélat en défaut, ce qu'il n'a pas fait. D'où il s'ensuit qu'il y a empiètement sur les droits et la juridiction de l'abbé qui ne peut en appeler comme d'abus. Il est vrai que ces deux religieux sont qualifiés de complices de Hardy, mais il est vrai aussy que ce n'est pas à l'égard du prétendu crime, par conséquent l'official ne peut faire de procès ni à Lernould, ni à Pissotte.

« Ainsy délibéré à Douay le 18 juillet 1719... »

Le 22, l'huissier ordinaire s'est rendu à Cambrai ; l'official étant absent, il laissa copie de sa mission (4).

Enfin, toutes ces difficultés se terminèrent à l'amiable, même

(1) Arch. de Condé, GG. 95.

(2) Arch. du Nord, Parlement de Flandre, n° 728. — *Item*, liasse 33.

(3) Arch. du Nord, liasse 33.

(4) Arch. du Nord, liasse 33.

l'affaire Hardy. En effet, le sieur de Famars obtint l'autorisation de placer son fils dans le monastère qui voudrait le recevoir. Le père s'adressa alors à l'abbaye d'Anchin, à celle d'Hasnon et de Maroilles ; de part et d'autre il essuya un refus. Toutefois, par considération ou par commisération, la Cour ordonna de transférer Hardy au monastère d'Hautmont. L'abbé l'accueillit le 31 décembre 1719. Hélas ! bientôt il reconnut qu'on lui avait imposé une lourde charge. Voulant se débarrasser de ce fardeau et ayant appris que D. Wéry était à son refuge de Valenciennes, il lui adressa cette supplique le 14 mai 1720 :

« Comme je ne vois pas d'apparence d'estre si tost quitte de
 « D. J.-B. Hardy, malgré toutes les sollicitations que j'ay pu faire
 « à ce sujet, je vous prie d'en parler deux mots à Mr le prince de
 « Tingry, vostre bon amy, pour qu'il me suggère des moyens de
 « le faire sortir d'icy et le placer dans une maison de correction le
 « reste de sa vie, car c'est un très mauvais sujet qui m'est fort à
 « charge...

(Signé :) « ANSBERT PETIT, abbé d'Haumont (1). »

Tel fut le jugement de ce Prélat... ; il était fatigué de Hardy. Malheureusement pour cette maison, il n'en sortit que le 18 juin 1722.

La Cour lui donna alors une autre résidence et l'envoya à Paris, à la maison de Saint-Lazare sans doute, où il mourut en 1726 (2).

Toutes les difficultés n'étaient pas terminées : Hardy a été nourri, vêtu et hébergé en prison... Qui va payer les frais ? J. G. Grenier, geôlier des prisons du chapitre métropolitain de Cambrai, après avoir réclamé à plusieurs reprises son dû pour les frais occasionnés par la présence de Hardy, et n'obtenant pas satisfaction, s'adressa à la Cour du Parlement de Flandre, lui demandant d'obliger le monastère de Saint-Landelin à lui rembourser ses dépenses. Dans sa requête il rappela : Hardy est entré en prison le 21 mars 1719 ; il en est sorti le 26 septembre suivant ; je l'ai nourri pendant son incarcération et soigné durant sa maladie. A sa demande, Grenier joignit ce mémoire :

« J.-B. Hardy a été nourri suivant son état ; pour ce qui regarde
 « la pension du prisonnier, je la laisse à la dévotion de la Cour.

« Outre la nourriture, j'ai payé pour :

« Le bois	37 flor.	
« Les chandelles	8 »	
« Le geolage (suivant l'usage à 3 patars par jour)	37 »	18 pat.
« Les frais de médecin durant sa maladie.....	8 »	
« L'apothicaire	7 »	11 »
« Une garde-malade	16 »	
« La blanchisseuse	4 »	

(1) Arch. du Nord, Parlement de Flandre, n° 728, et Arch. de Condé, GG 95.

(2) De Sars, Bibl. de Valenciennes. — N.-B. : J.-B. Hardy de Famars mourut à Prémontré le 13 janvier 1725 (Ms Bibl. de Valenciennes, fonds Chéré).

« Une paire de bas.....	4	»	
« Un scapulaire neuf.....	2	»	7 »
« Une paire de souliers.....	2	»	14 »
« Raccorder un chapeau.....			10 »
« Deux pots de vin de Bourgogne pendant la maladie	2	»	16 »
« Un habit neuf			6 »

La Cour ordonna, le 14 novembre 1722 de faire connaître cette requête à D. Wéry (1).

L'abbé d'Hautmont s'adressa au Prélat de Crespin pour être payé de ce qu'il a fourni à D. Hardy « sy comme alimens, linge, bois, chandelles, etc. ». Sa demande n'ayant pas été accueillie, il en appela à la Cour qui, le 18 novembre 1722, fit signifier à Wéry sa condamnation. Celui-ci s'exécuta et rendit à chacun son dû (2).

§ 12. — Procès divers intentés par Wéry

Aux démêlés dont nous venons de parler vinrent s'en ajouter d'autres.

D. Wéry avait fait conduire à son refuge de Valenciennes quelques provisions de bière et de vin ; les fermiers des octrois en réclament l'impôt. L'abbé refuse de payer se basant sur les immunités et les privilèges accordés à son monastère par les rois et confirmés par les souverains pontifes Jean, Lucius III, Innocent III. Grégoire IX, et le concile de Latran (3).

Pour appuyer ses réclamations Wéry rappelle ce principe :
« Lorsque des souverains ont accordé leurs privilèges à des personnes ou à des maisons ecclésiastiques, dès qu'ils ont été acceptés on ne peut les révoquer sans le consentement du Pape. »

Il cite ensuite : L'arrêt de Sa Majesté catholique, prononcé le 2 octobre 1491, en faveur des personnes ecclésiastiques, au sujet des privilèges et des immunités ;

La requête de l'archevêque de Cambrai adressée au roi au sujet de l'impôt du vin et de la bière réclamé aux curés de son diocèse et la réponse de Sa Majesté le Roi d'Espagne publiée à Bruxelles le 23 avril 1591 : « ...Le tout veu, nous déclarons les curés et recteurs des paroisses franques du droit de maletôte, de vin et cervoise... (4) ;

L'ordonnance du Roi datée du 8 février 1657 ainsi conçue :
« Tous les franchises, les privilèges, les libertés et les immunités accordées par lui et ses prédécesseurs es années 1624, 1626 et 1635 en faveur du clergé sont pleinement et entièrement gardées et confirmées (5). »

(1) Arch. du Nord, liasse 14.

(2) *Idem.*

(3) Arch. du Nord, liasse 13.

(4) *Idem.*

(5) Arch. du Nord, liasses 2, 11, 13.

Le Prêlat ajoute : « Par la capitulation de la ville de Valenciennes, le 20 mars 1677, l'on voit encore que les bourgeois, manants et habitants, maisons de religion et abbayes tant d'hommes que de filles cloistrées, maisons pieuses, hopitaux et tous aultres ecclésiastiques et séculiers demeureront en la paisible jouissance de leurs droits, franchises, privilèges et libertés (1). »

Enfin, D. Wéry produit les bulles des Papes Urbain et Clément, ainsi que la charte de Conrad II, confirmant les privilèges de son abbaye (2).

Le Prêlat eut gain de cause, et le 27 février, Philippe-Léopold Wéry en informa son frère en ces termes :

« Monseigneur et cher frère,

« Monsieur de Mortry est venu chez moi sur les sept heures, il m'a annoncé... que vous aviez esté déclaré par sentence exempt du foin ; ...il m'a chargé de dire aux fermiers que vous êtes exempt de maletôte pour vostre refuge (3). »

De ce privilège, il ne faut pas inférer que l'abbaye de Crespin était exempte de tout impôt sur les vivres ; non, les religieux payaient par abonnement certains droits pour ce qui se consommait dans leurs maisons. Nous citons un exemple :

« Nous, intéressés dans les fermes du Roy en Haynaut, avons convenu avec Mgr de Crespin pour tous les droits deus audit Domaine... sur les vins, bières, brandevins, tuage de bestiaux, tels qu'ils seront consommés en son abbaye, comme aussy pour les droits pour toutes les bestes vives appartenant à son abbaye, ensemble pour la vente de ses bois, parmy le prix de 400 florins par an que led. Prêlat paiera au receveur du Domaine à Valenciennes de 6 mois en 6 mois pour le terme de 6 ans. La première année commencera le 1^{er} janvier 1707 (4). »

En 1717, quand l'abbaye fit reconstruire sa ferme de Quièvrechain, une autre difficulté se présenta : trois de ses chariots chargés de tuiles et de carreaux passant par le Quesnoy furent arrêtés et les fermiers du domaine exigèrent le droit de chaussiage ; D. Wéry se réclama à nouveau de ses privilèges... ; mais il fut condamné (5).

Un différend s'éleva entre les habitants de Crespin et le monastère au sujet des XX^{mes}.

Pour bien établir cette question, rappelons que les Etats du Hainaut on demandé en 1603 un XX^e (aides ordinaires) de la « portance » des biens pour le service du Roi ; ce qui obligea les mayeurs à former un recueil qui, achevé en 1604, porte la dénomination de « cahier de 1604 ».

(1) Arch. du Nord, liasse 2.

(2) Coll. Moreau, t. 62, p. 103.

(3) Arch. du Nord, liasse 20.

(4) Arch. du Nord, liasse 29.

(5) Arch. du Nord, liasse 11.

Dans le rôle établi au village de Crespin, les mayeur et échevins firent figurer les biens de leur communauté, ceux de l'abbaye et des particuliers.

En 1603, les Etats se contentèrent d'exiger un XX^e; peu à peu et successivement ils portèrent l'impôt à un XX^e 1/2 puis à 2, ensuite à 3 et à 4 XX^{mes}. Le cahier de 1604 servit toujours de base à ces différentes impositions et à proportion de la somme demandée la « portance » augmentait de la moitié, du double, du triple et du quadruple du cahier, ce qui amena une redevance annuelle pour Crespin, durant l'occupation espagnole : 2,407 livres...

Quand ce pays revint à la France en 1677, les 4 XX^{mes} furent portés de 2,407 liv. à 3,299 liv. et payés sur ce pied depuis 1677 jusqu'à 1713. Le village de Crespin, ayant adroitement omis d'imposer ses biens communaux dans toutes les assiettes, ne payait rien, alors que ses biens étaient rapportés et imposés dans le cahier de 1604. L'abbaye ayant découvert cette fraude en 1713, refusa de payer les XX^{mes}, « se réclamant des immunités ecclésiastiques, des « anciens privilèges accordés par les souverains dont bénéficiaient « les seigneurs et le clergé, par exemple les seigneurs de Sartis, « de Vaucelles, de Vicoigne, etc. » (1).

Cette protestation engendra un procès.

D. Wéry adressa ces considérants au conseiller du roi :

L'Etat ecclésiastique est séparé du corps séculier qui comprend la noblesse et le tiers-état (ou les roturiers). C'est pourquoi, lorsque le roi demande un secours au clergé, appelé « subvention ecclésiastique », le corps séculier n'intervient pas. Par contre, lorsque le roi demande des droits d'aides, il s'adresse aux mayeurs et gens de la loi des villages, représentant le tiers-état; le clergé et la noblesse, par privilège, ne participent pas à ces aides. Cette exemption, dit le Prélat, est appuyée : 1° sur le placart de Charles V daté de 1528 qui déclare : « Les abbayes et les monastères sont exempts « de l'aide et des autres droits demandés aux roturiers, pourvu que « ces maisons n'exploitent que les terres de son domaine. »

2° Sur les art. 7 et 8 du chap. XI, et l'art. 8 du chap. CXXX des chartes du pays du Hainaut ainsi conçus : « Les seigneurs hauts « justiciers seront exempts d'aides, de tailles personnelles et « mixtes qui se lèvent par lettres d'envoi. »

3° Cette exemption a été confirmée le 8 février 1657 par cette déclaration du roi : « Nous maintenons l'état ecclésiastique dans ses privilèges, franchises, libertés et immunités »;

4° Quand ce pays fut soumis à l'obéissance de Sa Majesté, elle a maintenu l'état ecclésiastique dans ses privilèges et ses immunités. Par conséquent, la demande des XX^{mes} dont il est ici question est une demande personnelle et non réelle. Du reste, les roturiers disent et admettent que l'aide et les XX^{mes} sont synonymes, partant personnels et non attachés aux biens-fonds comme les manants de Crespin le disent « abusivement »;

(1) Arch. de l'Etat-Civil, Mairie de Crespin.

5° Enfin, lorsque les gens de la loi de Crespin disent que dans le cahier de 1604 les terres et les prairies des religieux y sont assises (ce qui fut un abus, attendu que ce sont des biens amortis), ils doivent ajouter, ce qu'ils omettent à dessein, que « ces terres et ces prairies sont afferméées aux habitants ». Cet affermage ne peut causer aucun préjudice à l'exemption des religieux, *a fortiori* pour ce qui regarde les propriétés exploitées par leurs mains.

C'est du reste ainsi que Sa Majesté l'a déclaré par son arrêt rendu le 20 août 1715 (1).

Le procès continua jusqu'au 30 décembre 1722. A cette date, la Cour porta cette sentence : « 1° L'abbaye de Crespin paiera les « XX^{mes} et les arrérages depuis 1713 ; 2° le village en sera exempt « mais paiera à l'avenir les XX^{mes} pour ses biens communaux ; 3° il « sera établi un nouveau rôle de tous les biens du monastère et « de la communauté. »

Ce nouveau rôle ou cahier fut dressé le 25 octobre 1723 et la redevance des XX^{mes} portée à 3.603 liv. 11 s. 9 d. au lieu de 3,299 liv, 18 s. 8 d. jusqu'en 1713 et 2,407 liv. d'après le cahier de 1604. Pour sa part, le couvent de Saint-Landelin fut taxé à 1,103 l. 10 s. 4 d., alors qu'en 1604 il ne payait que 898 l. 9 s. (2).

Aussitôt la sentence du 30 décembre prononcée et le rôle du 25 octobre 1724 établi, le village de Crespin somma l'abbaye de payer ses arriérés depuis 1713, sur le pied de 1,103 l. 10 s. 4 d.

L'abbé protesta et dit que ; 1° Sa maison ne doit payer que la taxe imposée par le cahier de 1604 ; 2° l'Intendant n'a pas le droit d'ordonner la formation d'un nouveau rôle pour Crespin seulement ; 3° le village doit être condamné au paiement de tous les arriérés depuis 1677 jusqu'à la sentence, puisque leurs biens sont portés au cahier de 1604 et que « c'est par malice qu'ils ont omis « de les rapporter dans tous les rôles pour en faire supporter la « charge par l'abbaye ».

Les gens de loi répondirent : l'augmentation des XX^{mes} faite par la France en 1677 et acceptée sans difficulté jusqu'en 1713 par l'abbaye ne doit pas nous être imputée. Les religieux n'en doivent pas être surpris, attendu qu'ils exploitent et possèdent aujourd'hui plus de biens qu'en 1604, par suite de plusieurs « rétablissements « faits par l'abbaye pour défaut de rentes non payées et de biens « non portés dans le cahier de 1604 ».

D. Wéry répliqua : Tous les villages paient les XX^{mes} sur le pied de 1604 ; Crespin au contraire paie plus que « la portance » d'alors, à cause de « la mauvaise régie des mayeur et échevins de

(1) Arch. du Nord, liasse 28.

(2) « Messieurs les abbés et religieux de Crespin, seigneur dud. lieu, « pour leurs camps, étangs et viviers, contenant 120 huittelées — pour « 700 mencaudées de prets et pâtures — pour 800 mencaudées de bois. — « pour 832 mencaudées de terres labourables — pour 2 mencaudées de « prés du bénéfice de Ste-Catherine — pour les rentes seigneuriales — « pour les dismes et les terrages — pour leur moulin, payaient 468 l. 1 s. « 11 d. » (Arch. du Nord, liasse 29, 1777.)

« ce temps qui faisoient leurs rolles plus fort que leur cahier, ce
 « qui leur permettoit de payer les rentes et charges de leur com-
 « munauté et leurs dépenses de bouche. De là advint qu'à la sou-
 « mission à la France, lorsque les assiettes et les comptes des vil-
 « lages furent contrôlés, il fut constaté que la communauté de
 « Crespin étoit de la portance de 3,299 liv. 18 s. 8 d., somme qui
 « a été exigée depuis ». C'est donc par suite de la gestion mauvaise
 et frauduleuse des manans que les XX^{mes} ont été augmentés ; il est
 par conséquent injuste de faire subir au monastère les fautes com-
 mises par les gens de la loi.

Quant au prétexte que les appelants évoquent en disant que les
 XX^{mes} sont augmentés pour les religieux, parce qu'ils ont acquis de
 nouveaux biens, il est faux, puisque « de mémoire d'homme »
 aucune acquisition nouvelle n'a été faite par l'abbaye (1).

En terminant, D. Wéry fait observer que les fraudes dans les
 comptes vont devenir une charge pour les habitants de Crespin,
 attendu que toutes les nouvelles impositions seront basées sur le
 rôle qui a été présenté à la France. C'est ainsi, du reste, qu'à l'oc-
 casion de l'imposition du 50^e, la taxe de 3,299 liv. 18 s. 8 d. a
 été portée à la somme de 3,603 liv. 11 s. 9 d. et que la redevance
 de la taille ordinaire de 200 l. a été portée à 266 (2).

Ce procès se termina à l'avantage de l'abbaye ; le 10 novembre
 1716, le Prélat fit payer à l'avocat Mégain 818 liv. 13 s. 8 d. (3).

**

En 1705, l'abbaye était en procès avec les administrateurs de
 l'hôpital de Crespin. Considérés comme propriété de mineurs, les
 biens des églises, ceux des pauvres et des hôpitaux avaient des
 administrateurs. Ces biens formant en quelque sorte une personne
 morale étaient jadis représentés par un particulier désigné sous le
 nom « d'homme vivant et mourant ». Les administrateurs, par
 prudence et par économie, choisissaient de préférence un jeune
 homme, parce que, à la mort de cet élu, ils devaient payer le droit
 de requais au seigneur abbé, droit qui consistait dans le 5^e denier
 de la valeur des biens. C'est ainsi que furent nommés, au mois
 d'octobre et de novembre 1706 « un homme vivant et mourant »
 pour les biens de l'église de Crespin, un autre pour ceux des pau-
 vres du village et un 3^e pour les biens des pauvres de La Chapelle.

« L'homme vivant et mourant » de l'hôpital Saint-Jacques à

(1) Peu après, le monastère a acquis 20 mencaudées, partie en terres,
 partie en bois (Arch. du Nord, liasse 28). D'autre part, depuis l'accord de
 juin 1312, « le droit de main-morte avec d'autres beaux droits étoient dus
 « à la famille de Quiévrain, d'Apremont et autres successeurs sur la cense
 « de Quiévreachain ; en 1710, D. Wéry acheta et amortit ces droits au moyen
 « d'une cession faite au profit du seigneur de cet endroit de la totalité
 « des rentes et censes d'un moulin que lad. abbaye possédoit aud. lieu,
 « pour quoi ils sont en francs alleux tant dans leur ferme que sur leurs
 « terres. » (Coll. Moreau, t. 220, p. 197, note de D. Queinsert.)

(2) Arch. de l'Etat-Civil, mairie de Crespin.

(3) Arch. du Nord, liasse 21.

Crespin étant venu à mourir durant la prélatrice de D. Cochin, l'abbé réclama ses droits. Les administrateurs, tantôt sous un prétexte, tantôt sous un autre, reculaient l'échéance de cette redevance. Par exemple, en 1702, ils répondaient à l'abbé : F. Tassin doit à l'hôpital 95 l. 6 s. ; P. Monier 90 l. 4 s. ; A. Lequipart 218 l. 17 s. ; le village 700 l. Une autre fois, ils s'excusaient : ...P. Gantois et P. Merlin n'ont pas rendu leur compte (1) ; ...les revenus ont été employés aux nécessités de l'administration ou dépensés au service de l'église, etc. (2).

D. Wéry, fatigué de ces prétextes, fit comparaître les administrateurs de l'hôpital devant la Cour de Parlement à Tournai. Le conseiller du roi, Mre Baudry, ordonna que sommation soit faite à Monier, Gantois et Léquipart ; en même temps il réclama les comptes des échevins Demoulin et Monier, et les somma de rembourser les 700 livres dues par la communauté. Le 21 juillet 1705, le Parlement condamna les administrateurs des biens de l'hôpital au paiement des droits de requais.

La question semblait définitivement tranchée lorsque fut suscitée une nouvelle difficulté par les avocats des administrateurs qui prétendaient être payés avant les religieux. Wéry rappela que le droit de requais est dû avant toutes les autres charges étant « denier seigneurial privilégié » ; puis il ajouta : Aucun bienfaiteur n'a pu (puisque c'est contraire au droit) grever ses dons de charge, « sy comme obit, messe ou aulmone au préjudice du requais qui « se prélève non sur les bonis mais sur les biens-fonds ».

L'arrêt du 21 juillet 1705 fut basé sur ce principe ; et c'est en vertu de cet arrêt que, le 21 novembre suivant, les religieux obtinrent l'autorisation de saisir tous les revenus de l'hôpital ou les biens des administrateurs, jusqu'au paiement de 1,346 liv. 4 s. 5 d., non compris les intérêts qu'il leur fut permis d'exiger.

Malgré ces diverses sentences, l'abbé, à la prière des administrateurs, accorda un an de délai. Le 27 octobre 1706, les hommes de loi de Crespin firent un nouvel appel à la commisération des moines, se déclarant dans l'impossibilité de payer les 700 livres dues par l'hôpital. Pour mieux toucher le cœur du seigneur-abbé, les manants lui rappelèrent « les campemens, passages et repassages continuels des armées à Crespin depuis la bataille de Ramillies ». Ils lui exposèrent en même temps leur misère présente, et à cause de ces considérations, les administrateurs de l'hôpital supplièrent l'abbé de ne point faire arrêt sur leurs biens (3).

**

L'abbaye eut à soutenir un procès pour le droit de requais contre un nommé P. Doye de Crespin. Celui-ci, ayant été condamné le 17 septembre 1708, pour se venger, organisa une cabale contre

(1) Arch. du Nord, liasse 28.

(2) Arch. du Nord, liasses 8 et 13.

(3) Arch. du Nord, liasse 13.

le monastère ; l'affaire fut portée devant la Cour de Parlement de Flandre à Douai.

Pour défendre la cause du couvent, D. Wéry fait l'historique du droit de requais ; il rappelle l'arrivée de saint Landelin et de ses disciples, en 646, dans la forêt d'Amblise..., le don fait par le seigneur de la moitié de sa forêt..., les moines défrichant ce terrain et travaillant au dessèchement des marais.

Le Prélat parle de ces amateurs de la vie érémitique qui, s'unissant à ces premiers apôtres, travaillèrent ce sol. Peu à peu, continue-t-il, ces anachorètes ne pouvant suffire par eux-mêmes à la culture des terres, en donnèrent la jouissance à des colons attirés par eux dans le pays. Ceux-ci cultivèrent les terres à leur profit, « mais à la volonté et merci des abbé et religieux à qui elles appartenoient ».

Dans la suite, ces contrats purs précaires, dépendant de la volonté du seigneur tant pour la durée de la jouissance que pour les sommes exigées à chaque mutation, aux uns plus, aux autres moins, engendrèrent la jalousie. Il fut donc nécessaire de fixer à vie la jouissance des biens à exploiter et de déterminer d'une manière précise les droits qui seraient exigés à chaque mutation, indifféremment en ligne directe ou en ligne collatérale. La redevance fut portée à 4 sols à la livre, qui représentent le quint denier sur l'estimation et la valeur des biens « pour rendre les grâces du seigneur égales » sous peine que ces biens rentreraient dans le domaine du monastère. Cette action de transmettre les biens de main à autre, moyennant paiement, a été appelée « droit de requais ».

Certains tenanciers, craignant de ne point laisser à leurs enfants ou à leurs héritiers les sommes nécessaires pour payer le quint denier, convinrent avec l'abbé de payer annuellement le terrage, par forme de rédemption du quint denier, prévoyant qu'ils paieraient plus facilement chaque année cette redevance. Dans le contrat fut portée cette clause : « Pour la reconnaissance de la seigneurie directe les tenanciers paieront à chaque mutation 6 deniers d'issue et 6 deniers d'entrée. » Pour les terres, au contraire, dont le requais n'a pas été rédimé par le terrage, le droit primitif est dû et se paie en entier par le requais.

Ce préambule établi, Wéry commença son argumentation. Ce procès, dit-il, offre trois difficultés. Il s'agit : 1° d'établir la preuve du droit de requais, sa possession et sa perception ; 2° de démontrer s'il est permis d'invoquer la prescription pour s'exempter de ce droit ; 3° d'étudier les preuves présentées par les opposants et montrer si oui ou non elles peuvent porter quelque atteinte aux droits des religieux.

Pour établir ce droit du monastère, sa possession et sa perception, Wéry, se basant sur les différents registres conservés dans sa maison, releva de nombreux actes de perception du droit de requais, en suivant leur ordre chronologique, à l'occasion de « ventes, donations, reliefs, assignations, mariages, échanges,

« rentes, biens donnés, successions directes et collatérales, bref, « en tous changements de main à autre ».

En second lieu, le Prélat cita les différents termes employés pour exprimer et spécifier le droit de requais et service à volonté. Il rappela l'origine de ce droit pour son abbaye ; anciennement il était droit précaire, il fut ensuite fixé au quint denier de l'estimation des biens.

D. Wéry prouva que ce droit fut si général qu'il a été perçu chez les gens de main-morte sur le pied des successions directes que paient les particuliers. A l'appui de ses dires, l'abbé cita plusieurs exemples pour prouver que ce droit pour la ligne directe fut toujours en usage au couvent de Saint-Landelin.

Quant à la deuxième difficulté : peut-on invoquer la prescription pour s'exempter du droit de requais ? le Prélat de Crespin dit que les auteurs déclarent le droit de requais imprescriptible d'après ce principe : « Le vassal ne prescrit pas contre son seigneur, peu importe le temps dont il a pu jouir, fut-il même de cent ans et plus. »

D. J.-B. Wéry, en citant les usages et coutumes du Hainaut, ajoute cette double remarque : 1° Ne pas payer ses rentes n'engendre jamais la prescription ; à plus forte raison quand il s'agit du droit de requais, puisque la rente se paie chaque année, tandis que le droit de requais n'est payé qu'à chaque mutation ; 2° au chap. CVII, art. 12, il est dit qu'en matière de droits seigneuriaux jamais l'héritier ne peut prescrire contre le seigneur.

Il est incontestable que les religieux (ou abbayes) étant considérés comme mineurs jouissent actuellement du droit de requais, droit qui leur a été conservé par la perception qu'ils en ont fait de temps en temps, ce qui suffit en matière de droit casuel et général pour pouvoir en tous temps agir contre les tenanciers.

A propos de ces mots « les religieux ont perçu de temps en temps le droit de requais », l'abbé fait cette remarque : S'il nous était possible de rapporter les preuves des recettes faites, sans interruption, nous ne serions pas en procès. Mais si nous ne pouvons accorder aux opposants tout ce qu'ils souhaitent, il faut attribuer aux malheurs des temps et aux guerres continuelles qui ont troublé ce pays, que peu de temps avant le fameux siège de Valenciennes, la plupart des religieux de Crespin, ont été envoyés « en différents lieux pour se procurer à vivre », en sorte qu'il ne faut pas être surpris si, après leur retour, les droits de l'abbaye n'ont pu être rétablis tous à la fois.

En terminant l'abbé conclut : ...Le droit de requais est un droit seigneurial qui est dû par toutes les terres du village de Crespin à chaque mutation par forme de reconnaissance de la seigneurie directe. D'autre part, les terres qui ne paient pas le droit effectif du quint denier, le paient virtuellement par le terrage. Et, pour conserver aussi à l'égard des terres à terrage la marque de la seigneurie, les titres portent que les terres à terrage doivent également payer le droit de requais à chaque mutation, droit qui con-

siste en 6 deniers d'issue et 6 deniers d'entrée. De sorte que, à l'égard des uns comme à l'égard des autres, on trouve les marques de la seigneurie directe ; ces sortes de reconnaissances sont imprescriptibles.

Enfin, la dernière difficulté repose sur la valeur des objections présentées par l'opposant et les témoins. Un mot suffira pour les apprécier : Doye déclare que le droit de requais ne lui a pas été réclamé ; ailleurs il s'abrite derrière cette coutume du Hainaut : après 30 ans de jouissance paisible on est affranchi de la dîme, etc..., etc...

Les répliques des deux parties ayant été étudiées, le Conseil provincial condamna Doye à payer au monastère de Saint-Landelin ce qui lui était dû (1).

**

La création d'un chemin sur les propriétés du monastère, derrière l'abbaye, donna lieu à un autre différend. Cet empiètement avait été commis sous la prélature de D. François Descamps ; son successeur, D. Cochin, pour prouver ses droits, fit apposer une barrière à l'entrée du domaine de sa maison, et D. Wéry s'opposa formellement à tout passage.

H. Laporal, directeur des domaines, somma l'abbé de laisser passer les voitures. Ce chemin à l'usage du public depuis plus de 50 ans offre de grands avantages : « Il permet d'éviter un détour
« auquel seroient soumis les voituriers, obligés de passer par Quié-
« vrain, les voituriers y paient le droit de chaussiage et partant ne
« s'acquittent pas des droits qu'ils paieroient au bureau des
« domaines de Condé, droit qui monte actuellement à 14 et 15,000
« florins. »

Le 16 juillet 1617, l'abbé de Crespin se contenta de répondre :
« Il y a deux chemins praticables pour voiturier les charbons et
« les autres denrées à Condé ; l'un passe à la Chapelle-Saint-
« Aybert, l'autre traverse Quiévrain, où est établi à la sortie de ce
« village un bureau pour la perception des droits de Sa Majesté...
« Tout en respectant les droits du domaine, mon devoir est de
« faire respecter ceux du monastère et de dire : Il n'est pas permis
« de traverser les terres de l'abbaye, d'y tracer un chemin, alors
« que ces terres ne sont soumises à aucune servitude (2). »

Le 31 août suivant, le Prélat envoya un plan cadastral des propriétés du monastère « joindant » l'Honniau ; ces protestations n'eurent aucun résultat. Les religieux adressèrent alors cet « éticquet » sous forme de questionnaire au Sr Doujat, intendant du Hainaut :

« S'il n'est pas véritable que les 17 mencaudées de terres sci-
« tuées derrière lad. abbaye et lui appartenantes, tiennent à l'Hon-
« neau ?

« S'il n'est véritable que lad. terre n'est tenue ni obligée à

(1) Arch. du Nord, liasse 28.

(2) Arch. du Nord, liasse 11.

« aucun chemin et que le pont vis-à-vis du moulin du monastère
« a été rompu par caducité ?

« S'il n'est véritable que les troupes allant de Condé à Mons,
« de Mons à Condé, y ont fait un chemin ?

« S'il n'est aussi véritable que les voituriers se sont ingérez d'y
« passer, notamment pendant la guerre ?

« S'il n'est aussy véritable qu'il peut avoir 15 à 16 ans que
« l'abbé Cochin y avoit fait mettre une barrière pour empêcher
« les voituriers, attendu que ce n'étoit pas un chemin permis ?

« S'il est encore véritable que le locataire de lad. terre se faisoit
« indemniser par les voituriers et leur ouvroit lad. barrière ; mais
« par la continuation de cette dernière guerre, lad. barrière at
« esté brisée et rompue ?

« S'il n'est aussy vrai que le chemin pour voiturier du charbon à
« Condé est celui qui passe à Quiévrain, qui est le chemin royal,
« à la sortye duquel le bureau pour recevoir les droicts pour Sa
« Majesté y est établi ?

« S'il n'est encore vrai que les chemins, sçavoir celui qui se
« rend au pont qui est dit cy-devant auprez du moulin et celui qui
« va par la Chapelle de Saint-Aybert, puis au pont de Thivencelles
« et ensuite à Condé, que ce ne sont pas des chemins royaux, mais
« seulement pour communication des villages à autres ?

« Interrogez à ce sujet : N. Franchois, ancien lieutenant de
« Crespin, J. Laurent, lieutenant moderne ; J. Deschamps, ancien
« lieutenant ; J.-B. Douchie, échevin et Debout, clerc ; J. Delvi-
« gne et P.-Jh Monnier, vieillards du village, ils vous répon-
« dront (1). »

Un second « édicquet » accompagnait le précédent : « Par iceluy
« l'abbaye requiert le témoignage de A. Tassin, chargé de la régie
« des droits du bureau de Corbeau, de Ranguiel, convoleur, et de
« Coudray, visiteur dud. bureau des domaines du roi, et constate
« que les voituriers de charbon venant de Boussu, Saint-Ghislain,
« etc., etc., suivent le grand chemin royal jusqu'à la cense du
« Saussoir, territoire de Quiévrain, puis oblique et prennent le
« chemin derrière l'abbaye, évitant ainsy de passer devant les
« bureau des domaines du Corbeau et Blanc-Misseron qui est leur
« chemin le plus direct, et d'y payer les droits, ce qui rend ce
« prétendu chemin derrière l'abbaye pernicieux et sujet à occa-
« sionner des fraudes, attendu qu'au bout du prétendu chemin, il
« s'y trouve un pont sur l'Honniau par lequel on peut aller à
« divers lieux sy comme aux villages de Vij (2), Fresnes, Valen-
« ciennes et Cambray sans payer lesd. droicts, à raison qu'ils sont
« passés outre desd. bureaux.

« Et que de plus ces voituriers sont pour la plupart habitans de
« la Chapelle et de Thivencelles et au lieu d'aller à Condé où ils

(1) Arch. du Nord, liasses 11 et 15.

(2) Vicq.

« paieroient des droicts, se contentent de décharger leur charbon
« chez eux et de le vendre à d'autres habitants. »

La conclusion de tout ce débat fut pour les moines la perte de leur bien et de leurs droits (1).

**

D'autres points litigieux se discutaient au début du xviii^e siècle.

Un différend s'éleva entre l'abbaye, leur fermier entre deux Haine (2), le mayeur et les échevins du Pommeroeil, à propos du droit de pacage. Un ancien manuscrit intitulé : « Coustumes de Ville et Pommeroeulle », montre de quelle manière était pratiqué ce droit appelé « poil aux dents » :

« Il est que de loing temps at esté usé et accoustumé et tenu pour
« ferme et stable, que la cense et maison de la chapelle entre deux
« Haynes qui est et appartient à la pitance de l'église et monastère
« de Crespin est foraine (étrangère) et ne doit avoir nuls quels-
« conques aisémens (aucuns droits) sur les prairies et communes
« pastures du Pommeroeul en nul temps de l'an pour bestes ne
« pour aultre chose (pour mettre ses bestes à pacage) non plus que
« les villes voisines du Pommeroeul peult aller ès pasturages de
« lad. chapelle jusques à dont que les pretz sont en deffons et
« après despouilles comme ils font en leurs communs aisémens et
« comme anchienement at esté accoustumé. Ce droit s'appelloit :
« poil aux dents... (3) »

Contrairement à ces coutumes, le 21 avril 1705, six bêtes à cornes appartenant à Bauduin, fermier du Petit-Crespin, furent trouvées broutant dans les pâtures de la cense ; et le 1^{er} octobre suivant, 22 bêtes du même fermier furent rencontrées pacageant dans les prés communs du Pommeroeul. D'où le fermier était doublement en défaut, d'abord parce que de la Saint-Rémy au 1^{er} mai, ses vaches et ses bœufs ne pouvaient sans une indemnité paître dans les pâtures de la cense et que, d'autre part, le fermier du Petit-Crespin n'avait pas le droit de mettre ses bêtes à pacage dans les marais communs du village de Pommeroeul. D'où le procès :

Pour maintenir leur droit et en prouver l'ancienneté, les gens de la loi présentèrent les comptes des années 1555, 1579, 1630, 1643, 1644, 1645, 1647, 1650 et 1655, par lesquels « il conste que le fermier du monastère a payé 36 livres pour que ses prairies ne « soient point à warlot ». Les comptes des années 1633, 1636, 1640 et 1641 n'offrent aucun renseignement. Ceux des années 1661 à 1702 relatent quelques paiements faits par le fermier ; ils sont de 24 ou de 30 livres. En second lieu, pour empêcher le fermier de la chapelle entre Deux Haine de faire paître ses vaches dans les marais communs, les hommes de la loi du Pommeroeul disent qu'ils le considèrent comme « forain ». Pour ce qui regarde la servitude des

(1) Arch. du Nord, liasses 11 et 15.

(2) Petit Crespin.

(3) Arch. du Nord, liasses 2 et 3.

prairies à warlot, la difficulté tombe d'elle-même ; les religieux la connaissent et l'ont reconnue. C'est ainsi que D. Cochin avait résolu de la racheter en offrant 2,000 livres aux habitants du Pommeroeul ; ceux-ci refusèrent, préférant maintenir le fermier sous leur dépendance.

Il n'en est pas de même de la deuxième difficulté qui est de considérer le fermier du Petit-Crespin comme forain. A ceci les religieux répondirent : Depuis que notre monastère ne jouit plus du droit de la haute justice sur le Petit-Crespin, notre fermier, comme les manants du Pommeroeul, paie la taille réelle, mixte et personnelle ; il doit donc être considéré comme l'un d'eux et jouir des mêmes avantages. Du reste, ajoute Wéry, un de nos fermiers, Jean Leclerc, a été mayeur du Pommeroeul.

Dans sa sentence la Cour déclara que le fermier entre Deux Haines est considéré comme habitant du Pommeroeul ; partant il a le droit de faire « champier » son bétail dans les marais comme les autres habitants (1).

**

L'abbaye eut aussi à régler quelques litiges au sujet de la portion congrue.

En 1705, Mre Jean Alglave, curé de Maing, successeur de Mre Pierre d'Oultreman, était en procès avec les collateurs et les décimateurs de sa cure qui retardaient le paiement de sa portion congrue. Le monastère de Crespin, comme acompte, lui donna 60 florins 15 patars (2).

Comme supplément de portion congrue, le curé de Tongre Saint-Martin recevait du monastère de Crespin 84 livres 4 sôls ; de l'abbaye d'Ehamen 30 livres ; du couvent de Gislenghien et du chapitre de Saint-Géry 86 l. 16 s. D. Wéry, caution des décimateurs, avait payé les années 1704 à 1708 ; n'étant pas remboursé, il cessa tout paiement. Le curé de Tongre, privé de sa portion congrue pendant huit années, réclama au Prélat de Crespin 708 l. 12 s. N'obtenant pas satisfaction, il en appela au Conseil Souverain (3).

Le curé d'Asquillies-Bougnyes, devant les retards apportés au paiement de sa portion congrue par les décimateurs, les fit comparaître devant le Conseil du roi, le 11 juillet 1711. Son supplément de 200 liv. était ainsi réparti : l'abbaye de Crespin était taxée à un 7 et demi... Droit fut fait à sa réclamation (4).

Une difficulté analogue surgit entre le Prélat de Saint-Landelin et le curé de Crespin, Mre Jean Prévost. Celui-ci devait au monastère quelque somme d'argent, le rendage d'une prairie, certains droits seigneuriaux pour l'achat fait le 16 avril 1714 d'une maison située sur la place et payée 1,820 liv. ; soit « en toute somme

(1) Arch. du Nord, liasses 3, 5 et 6.

(2) Arch. du Nord, liasse 11.

(3) Arch. du Nord, liasse 10.

(4) Arch. du Nord, liasses 3, 19 et 33.

366 l. ». Chaque fois que D. Wéry voulait établir les comptes, Mre Prévost prétendait qu'il ne devait pas être question de défalcation. Devant cette obstination du curé, l'abbé refusa tout arrangement et l'affaire fut portée devant le Conseil provincial au mois d'avril 1715. En présence de ses juges l'abbé se déclara prêt à faire droit aux réclamations du curé s'il acceptait d'établir ses comptes avec l'abbaye. Pour montrer son intention droite et prouver qu'il s'était offert à plusieurs reprises de payer le curé, Wéry, le 15 décembre 1715, appela comme témoins D. Alexis Wattier, prévôt ; N. Cabarez et T. Merlin, sergents, qui confirmèrent les dépositions du Prêlat (1).

Le 23 février 1716, l'avocat du monastère écrivait à l'abbé :

« Monsieur,

« ...Il y a sommation de payer au curé de Crespin 300 flor., en « dedans 7 jours et 7 nuits qui sont les jours légaux, déduction « faite néanmoins de 36 flor. 12 patars qu'il vous doit pour droits « seigneuriaux et 17 flor. 10 patars pour rendage de la prairie qu'il « occupe. Il faut aussy, Monsieur, payer au procureur de Sr Pré- « vost 27 flor. 19 patars 1 double pour la moitié des épices de la « sentence, etc... (2) »

Peu de temps après, le curé de Crespin tomba malade ; quoique rétabli en peu de temps, son âge avancé lui occasionna une telle faiblesse que souvent il était « atteint de vertige », surtout lorsqu'il devait célébrer la messe à une heure tardive. Suivant le conseil de son médecin, Mre Prévost pria les religieux de le décharger de cette obligation ; mais ceux-ci lui conseillèrent de prendre un aide. Le curé n'ayant pas de quoi payer un auxiliaire, s'adressa à la Cour de Parlement qui lui donna gain de cause (3).

Le 6 juillet 1717, L. Lefebvre, bourgeois de Paris, dont l'oncle défunt jouissait d'une pension fournie par l'abbaye de Crespin, réclama comme héritier plusieurs arriérés.

D. Wéry communiqua au plaignant cette décision de l'archevêque de Cambrai : « Les ravages de la guerre ont été horribles dans « les biens de l'abbaye de Crespin pendant les dernières années. Le « pensionnaire doit se contenter de la moitié de ce qu'il reçoit « annuellement. »

Pour prouver au Sr Lefebvre que son oncle s'était soumis à la décision de l'autorité, le Prêlat joignit à son rapport les quittances de la pension : « Je soussigné confesse avoir reçu de M. Wéry, « abbé de Crespin, la somme de quatre cents livres pour une année « de ma pension de 800 liv. qu'il a plu au Roy de me donner sur « l'abbaye de Crespin, le 1^{er} novembre 1705 (Item 1706, 1707, « 1708, 1709) luy ayant fait modération de 400 liv. par l'avis de

(1) Arch. du Nord, liasse 22.

(2) Arch. du Nord, liasse 22.

(3) Arch. du Nord, liasse 8.

« Mgr l'archevêque de Cambrai à cause des pertes qu'il a souffertes par la guerre... Fait à Paris en 1709 (1). »

**

Enfin, en 1721, Wéry eut à soutenir un procès contre son successeur à l'abbaye de Saint-Saulve, Jacques Hardy ; celui-ci porta plainte au contrôleur général des finances, l'invitant à obliger D. Wéry à rendre ses comptes en présence de l'intendant du Hainaut.

Le Prélat de Crespin, informé de cette démarche, fit ces remarques :

Tout d'abord il rappela ce point de la règle de Saint Benoît : « Les abbés sont entièrement maîtres de leur administration et ne doivent compte qu'à Dieu seul. » Puis il ajoute : Le Prélat de Saint-Saulve aurait dû exiger plus tôt les comptes de son prédécesseur. Du fait de ce retard, bien que ne redoutant aucun contrôle, D. Wéry invoqua la prescription, se basant sur l'article 14 du chap. CVII des chartes du Hainaut : « L'action en reddition de comptes se prescrit dans le terme de 12 ans à compter du jour qu'a fini la gestion. »

Puis D. Wéry fit le résumé de son administration à l'abbaye de Saint-Saulve. A mon arrivée, dit-il, les revenus ordinaires du monastère s'élevaient à 7,000 flor., il était chargé de 7,000 flor. de rentes et de 2,000 de portions congrues. Van der Burch, archevêque de Cambrai, s'étant fait rendre compte de l'état du monastère, a déclaré : « Cette maison est obérée au point que le capital serait insuffisant si l'on voulait payer toutes les dettes. » D. Tordereau (2), pressé par les créanciers, fut réduit à passer une procuration pour abandonner la régie des biens. En 1682, le 12 mars, par arrêt du Parlement de Flandre et avec le consentement de Mgr de Brias, D. Wéry, D. Mathias, prieur et D. Alexandre furent nommés pour trois ans administrateurs du temporel de Saint-Saulve et l'année suivante les trois administrateurs rendirent compte de leur gestion au Parlement. Quand D. Wéry et ses confrères prirent l'administration de la maison, il était dû aux créanciers « 30 à 40 années d'arrérages tant en rentes qu'en intérêts » ; les édifices étaient en ruines, il n'y avait ni provision ni crédit pour les religieux, et la basse-cour était dépourvue de tout. Pour payer ces arriérés de rentes et rembourser les capitaux, pour bâtir l'église paroissiale, un appartement pour l'abbé et faire de nombreuses réparations, D. Wéry reçut des secours considérables de ses parents et de ses amis. Les dettes de la maison avaient été contractées par D. Jacques Tordereau, D. Alexandre Leroy (1659-1670), D. Jacques de Buillemont (mort en 1659) et D. Renault Bucquet (mort en 1648). Les revenus du monastère étant modiques, il fut impos-

(1) Arch. du Nord, liasse 27.

(2) Prédécesseur de D. Wéry à St-Saulve.

sible à ces Prélats, surtout pendant les dernières guerres, de couvrir les déficits (1).

Leur mandat terminé, les administrateurs rendirent leurs comptes à l'abbé Tordereau, en présence de D. Christophore Fournier, abbé de Saint-Jean et de Mre Caron, doyen de chrétienté. D. Christophore, après cette séance, faisant son rapport à Mgr de Brias, archevêque de Cambrai, déclara : « En conscience je n'ai jamais vu rendre des comptes plus exacts. » Le Prélat voulut alors reprendre l'administration du temporel de sa maison ; la communauté s'y opposa. Toutefois, la Cour du Parlement de Flandre le réintégra nominalement, tout en maintenant D. Wéry seul administrateur.

Après quelques années, D. Wéry voulut faire un exposé général de sa gestion à la Cour. Après avoir examiné les comptes pendant 36 heures, les experts déclarèrent « le tout parfait ». Sur ces entre-faites, l'abbé de Saint-Saulve vint à mourir ; les bénédictins choisirent D. Wéry pour lui succéder.

Quand, dix mois plus tard, il fut élu abbé de Saint-Landelin, en quittant le monastère de Saint-Saulve, ses religieux ont pu dire :

« Il a déchargé cette abbaye de vingt et un ou vingt-deux cents livres de rente, des arriérés de 40 ans et plus, et d'un très grand nombre de dettes. Il a travaillé à rétablir la maison sy comme le cloître qui menaçoit une ruine entière, il a fait bastir au-dessus ; ces bastimens suivant experts ont cousté 12,000 l. »

« Il a fait travailler à la cloisture d'une pasture tenant à l'abbaye, contenant 7 mencaudées, ce quy forme un jardin aussy beau qu'il se peut voir et que cette closture a cousté environ 6,000 livres (2). Au clocher de l'abbaye qui menaçoit une ruine totale y at fait faire un dôme qui at cousté 14 à 15,000 flor., puis on fit bastir un appartement pour Mr l'abbé coustant pour le moins 6,000 liv. et à la persuasion dud. Sr abbé, on fist encore un bastiment auprès de la porte qui peult avoir cousté la somme de 6,000 liv. Après cela nous avons retraits une pasture contenant 17 mencaudées située à Rogerville pour 3,000 liv. Sy comme avons encore retraicté une aultre pasture au mesme lieu contenant 15 mencaudées pour pareille somme de 3,000 liv., lesquelles sommes ont esté payées avec l'assistance du frère de D. Wéry. Sy avons encore retraicté quatre mencaudées vis-à-vis de l'abbaye qu'avons réunies à la masse des biens de l'abbaye. »

A cette énumération, l'abbé ajouta : « J'ay laissé mon lit et nostre chambre garnye que j'avais acheté de l'argent de ma pension ; j'ay fait garnir toutes les chambres, notamment celle tenant à la grande salle avec tapisseries et rideaux de damas et aultres choses pour l'embellissement ; j'ay pourvu à cette abbaye

(1) Cf. Le Cameracum, Le Glay.

(2) Ce jardin clos existe encore aujourd'hui et fait partie de la propriété qui, actuellement, est à l'usage du grand séminaire de Cambrai.

« des très belles nappes et serviettes, des cuillers et des fourcettes d'argent.

« J'ay emporté deux coffres contenant mon linge, habits et hardes, une petite pièce de mocatte achetée du vivant de l'abbé, estant maistre d'ostel, avec l'argent de ma pension.

« J'ay laissé dans mon comptoir mes comptes, rendus et à rendre, et mes notices tant en recettes que débourses et pièces justificatives; j'ay laissé une basse-cour bien garnie, un peu d'argent et des provisions de toute espèce, sy comme j'y ai laissé les greniers pleins de grains; je n'ay pas touché à la recepte de l'an 1703 en grains, ny en argent, et l'argent que j'avois de l'abbaye je l'ay mis en mains de D. Mathias Dupont, maistre d'ostel. J'y ay laissé plusieurs arriéraiges des censiers, notamment celui de la cense de Famars, redevable de 1,200 liv., celui de la cense de Sebourg 1,200 liv., de la cense de Sebourgueau 2,300 liv.

« J'ay laissé entre autre argent pour des grains vendus 14 à 15,000 flor.

« J'ay laissé plus de 600,000 briqueues destinées à faire bastir une basse-cour à 12 liv. le mille en valeur 7,200 liv. J'ay laissé un grand nombre de grès taillez pour travailler à la basse-cour d'une valeur de 3,000 liv. Au refuge de Valenciennes j'ay laissé 7 à 800 gittes et à l'abbaye plusieurs sommiers de plus de 100 escus la pièce. Dans une fosse ay laissé plus de 300 muids de chaux...

« Si j'avois pu rendre mes comptes au décès du Sr Tordereau, j'eus laissé au-dessus des dépenses plus de 20.000 liv. Ce n'est pas après 18 ou 20 ans qu'on réclame des comptes, de tant que je les ay rendus à l'abbé et à l'apaisement de la Cour.

« Qu'il vous plaise, Messeigneurs, faire attention que depuis l'âge de 23 ans, j'ay commencé à rendre service à cette abbaye, estant persuadé que vous forcerez à la réparation d'honneur (1). »

Tous ces procès engendrèrent de grands frais; par exemple, depuis le mois de juin 1716 jusqu'au mois d'août 1718, le monastère de Saint-Landelin a payé 2,014 liv. 6 s. 3 d. (2).

§ 13. — *Les reproches adressés à Wéry. — La réponse.*

Parlant de D. Wéry, il a été dit :

« C'est un prélat sévère et dur..., c'est un marchand de bœufs et de moutons..., dans sa maison, la discipline n'est pas observée... et le service divin est négligé... »

Que Wéry ait été exigeant, sévère même, pour maintenir la dis-

(1) Arch. du Nord, liasse 2 et Arch. de Condé, GG 95, 4^e et 5^e pièces.

(2) Arch. du Nord, liasse 21.

cipline monastique au milieu des « campements et saccagemens » dont sa maison fut le théâtre..., qui le condamnera ?

Que l'abbé se soit montré ferme et sévère lors de la rentrée de ses moines après une longue absence motivée par une émigration forcée..., qui va lui faire un crime de sa manière d'agir ?

Que les bénédictins rentrant au monastère aient trouvé pénible la vie de communauté avec sa régularité, ses observances et sa discipline, il n'y a rien de surprenant.

Que, dans ces circonstances, D. Wéry, tout en se montrant père, se soit montré supérieur, c'était son devoir.

Que ses conseils, ses observations aient suscité des murmures et engendré des révoltes... qui s'en étonnera ?

Peut-on, pour ces raisons, lui appliquer l'épithète de chicaneur ou celle d'homme sans cœur ?...

La lettre suivante prouve le contraire : :

« Monsieur,

« Outre la qualité de père des religieux, vous avez encore celle
« de père des pauvres, des veuves et des orphelins, qualité si glo-
« rieuse que Dieu se l'attribue comme un de ses principaux attri-
« buts... Je viens, Monsieur, vous prier de protéger mes sœurs
« qui sont assurément bien orphelines et qui se reposent aussy
« bien que moi sur votre paternelle bonté. Vous les protégerez si
« vous voulez bien nous donner du temps pour satisfaire pleine-
« ment à ce qui vous est deu. C'est aussy la promesse que vous
« eutes la bonté de me faire lorsque je vous comptai cent cin-
« quante florins à mon dernier voyage ; et c'est votre parole, Mon-
« sieur, qui doit me rassurer et faire espérer que vous aurez
« patience encore un peu de temps. Je vous le dis bonnement
« comme à un père dont j'ai eu l'honneur de recevoir beaucoup
« de marques de bienveillance, que si vous nous pressez pour estre
« présentemnt payé de ce qui vous est deu, vous empescherez l'es-
« tablissement de mes sœurs... (1).

« Votre très humble...,

« J. DESCAMPS, prêtre de Cambray (1723). »

D. Wéry n'était pas despote envers ses vassaux, les habitants de Crespin ; au contraire, il s'intéressa à tout ce qui les pouvait toucher. Aussitôt les guerres terminées, sur tout le territoire de Crespin, les fossés et les cours d'eau ont été nettoyés, et les 10 et 17 décembre 1714, par ordre de M. l'abbé, il a été payé 102 l. 16 s. aux ouvriers pour avoir relevé 2,570 pieds de fossés aux Encloisis (2).

Les habitants de Thivencelles négligeaient cet entretien, aussi, après plusieurs avertissements donnés au mayeur et aux gens de la loi, D. Wéry les dénonça-t-il à l'intendant de Flandre, le priant de forcer les délinquants à exécuter ponctuellement les réparations

(1) Arch. du Nord, liasse 13.

(2) Arch. de Condé, GG 95, 6^e pièce.

des canaux. Leur négligence, fit remarquer le Prélat, met le village de Crespin en danger de perdre plus de 3.000 écus (1).

**

Sous le régime de D. Wéry, ou mieux sous le régime de la crosse et de la mitre, les habitants de Crespin étaient-ils pauvres ? malheureux ?...

Sans doute les habitants de Crespin ont été fortement éprouvés par les dernières guerres ; mais vouloir faire peser sur les religieux une responsabilité voulue, une quasi-connivence, prétendre que les bénédictins de Crespin avaient pris plaisir à pressurer leurs sujets, à leur refuser du blé et d'autres denrées, pour permettre à l'ennemi de la nation d'en profiter, les faits et les actes de patriotisme et de charité que nous avons rapportés détruisent ces calomnies.

D. Wéry a dit : Mes sujets ne sont point malheureux ; il a ajouté : « Ils sont ingrats parce qu'ils sont plus aisés qu'ailleurs. »

Par des faits précis, le Prélat prouve que les Crespinois ne sont point pauvres ; autrefois, dit-il, leur revenu consistait dans leur « escorie » (fouet) et leur travail ; à présent, quand une terre est mise en vente, elle est aussitôt achetée : « J. Descamps a acheté 40 mencaudées de terres ; P. Desmoulins a acquis toutes celles de M. d'Andignies, une pâture aux Enclosis et deux journaux de pré ; J.-B. Douchy a acheté le 27 mars 1708 11 mencaudées de terre ; J. Karé a fait l'acquisition d'une maison avec jardin et houblonnière ; F. Noël a acheté 2 terres le 18 septembre 1706, 60 l. de rente le 22 mars 1709, 2 huit. 1/2 de pré le 1^{er} juin 1709, une rente de 25 l. le 24 février 1710 et 2 mencaudées 1/2 de terres ; J. Saladin le 5 septembre 1713 a payé 900 livres pour l'acquisition d'une maison avec jardin ; etc... »

Chose digne de remarque, continue D. Wéry, tous ces acquéreurs ont signé la requête faite contre le monastère, afin que les terres que nous avons été forcés de reprendre paient la taille, et ils ne se font pas scrupule d'ajouter que nous occupons tout le territoire de Crespin. Wéry se borne là, car il serait trop long de citer « ceux qui ont apposé leur signature contre nous et qui depuis quelques années ont acheté une maison, un jardin, ou quelques mencaudées de terres » (2).

**

On reproche à Wéry d'être un grand négociant, sous prétexte qu'il vend et achète des bœufs, des moutons, qu'il engraisse des porcs, exploite les propriétés de son monastère et qu'il met à prix l'admission dans son abbaye. Pour confirmer ce dernier reproche, on cite entre autres exemples celui du frère Louis Pissotte qui a été accepté moyennant 2,000 florins.

Le Sr Vallée, avocat, répond au nom de D. J.-B. Wéry.

Les monastères peuvent profiter des gratifications et des dons

(1) Arch. du Nord, liasse 15.

(2) Arch. du Nord, liasse 8.

qui leur sont accordés, soit à l'occasion de l'entrée de quelque religieux, soit à titre de pension, etc. Ces aumônes offertes comme secours ont d'autant plus leur raison d'être que ces novices sont reçus dans une maison qui a été non seulement saccagée, mais encore privée de ses biens et de ses revenus. Du reste, ces aumônes servent à « les faire enseigner ainsy qu'ils ont esté par un professeur et pour subvenir à leur entretien et nourriture » (1).

Quant au commerce que pratique D. Wéry, il n'est pas défendu par les institutions canoniques, attendu qu'il exploite les biens de sa maison.

Il est certain que les prairies de l'abbaye sont avantageuses, négliger de les faire produire, serait agir contrairement à la gestion d'un bon père de famille. Est-ce qu'autrefois dans l'ordre de Saint-Benoît, les religieux n'exploitaient pas eux-mêmes la majeure partie de tous leurs biens ? Si trafiquer, comme le fait D. Wéry, mérite le qualificatif de marchand de bœufs et de porcs, presque tous les abbés étant dans le même cas méritent le même reproche. Que d'abbayes ne pourraient subsister sans la ressource d'une basse-cour !

Il est incontestable, continue l'avocat, que sans l'économie et la sage administration de D. Wéry, le monastère de Crespin n'aurait pas pu résister aux pertes considérables dont il eut à souffrir dans les dernières guerres et les religieux auraient dû abandonner pour toujours peut-être leur couvent (2). L'avocat rappelle qu'il a vu D. Lefèvre, D. Adelin et D. Domitien Fermault (frères), D. Cochin, D. Bouly, D. Marescault, D. Moreau et d'autres, être obligés de se retirer dans leurs familles ou dans d'autres monastères en Allemagne ou à Cologne (3).

L'avocat aurait pu ajouter que Wéry avait beaucoup de peine à percevoir le montant de ses « livrances ». Nous voyons, en effet, que le 21 novembre 1715 P. Fournié, boucher à Valenciennes, devait au monastère de Saint-Landelin 10,108 liv., et pour d'autres « livrances » 51 écus ou patacons ; J. Plichart, pour divers achats similaires, était redevable de 3.200 liv. (4). Ailleurs nous lisons que tel boucher en 1717 devait 1,142 liv. ; qu'un autre était redevable de 1.200 florins, etc. (5).

Il nous paraît utile de citer ici un « Etat du revenue de l'abbaye de Crespin » (6).

« Le monastère de Saint-Landelin at 25,000 liv. de revenue, sur

(1) Arch. du Nord, liasse 28.

(2) Arch. du Nord, liasse 33.

(3) Arch. du Nord, liasse 28.

(4) Arch. du Nord, liasse 22.

(5) Arch. du Nord, liasse 13.

(6) Arch. de la famille de Croy, carton 72, pièce 192. — N.-B. : En 1715, D. Wéry établit un cachereau des bois et en 1723 un cachereau des rentes foraines. — Cf. pièces justif n° 35.

« quoy il faut défalquer tous les ans les modérations à faire aux
 « fermiers (qui montent à un 5^e de leurs baux) pour cause de grê-
 « les, manquement par les mauvaises terres, inondations de Condé,
 « les guerres fréquentes et vermines qui mangent les bleds de
 « manière que cette abbaye ne vaut bon an mal an que 20,000 liv.

« Sur quoy il faut déduire les charges de lad. abbaye cy-après
 « dénommées :

« Pour le clergé et Estat de Mons.....	958 l. 2 s. 6 d.
« Nota que cette abbaye a esté condamnée par sentence de payer	
« 3 canons par année pour les anciens arriérages du temps que les	
« religieux ont esté obligez d'abandonner cette maison et se retirer	
« chez leurs parents ou amis pour y vivre, la maison estant hors	
« d'estat de subsister par rapport aux guerres, icy 2,874 l. 7 s. 6 d.	
« En argent de Mons faisant aujourd'huy.....	3,593 l. 2 d.
« Lad. maison doit à plusieurs particuliers à Mons pour :	
« Autres rentes	206 l. 17 s.
« L'abonnement des droits domaniaux.....	750 l.
« La taille due au Roy appelée XX ^e en Haynault..	787 l. 10 s.
« Les gaiges des domestiques.....	1,500 l.
« Les portions congrues aux curés :	
« A celuy de Crespin.....	375 l.
« A ceux de Quiévrechain et Tongre-St-Martin	300 l. chacun
« Aux curés d'Harvengt, d'Asquillies, de Bougnies, de Maing, de	
« Hennin, de Hensies, d'Eslouges, de Tongre-Notre-Dame.....	125 l. chaque
« Au clergé de France.....	937 l. 10 s.
« Aux invalides	150 l. -
« Pour : Les entretiens des chœurs et presbytères	500 l.
« Le maréchal, charron, sellier pour labour....	1,250 l.
« L'organiste et entretien des orgues.....	500 l.
« L'entretien de l'église, cloché et abbaye.....	750 l.
« Les maisons des fermiers.....	375 l.
« Les médecin, chirurgien et apoticaire.....	400 l.
« La pension de D. J.-Bte Hardy de Famars par	
« ordre du Roy	1,000 l.
« Le procureur et avocat pour soutiens des droits	
« de l'abbaye	750 l.
« Les ornements et le luminaire de l'église....	600 l.
« Le total des charges de lad. abbaye se monte à 16,983 liv.	
« De manière qu'il ne reste pour la nourriture et entretien que	
	3,017 liv.
« Sur quoy la maison doit à présent à plusieurs particuliers plus	
« de 25,000 livres.	

★★

A leur tour, les moines de Crespin, le 27 septembre 1710, répon-
 dant aux reproches faits à Wéry, lui décernent ces éloges :

« Nous, prieur et religieux de l'abbaye de Saint-Landelin, D. Do-
 « mitien Hardy, prieur, D. Bernard Ortille, sous prieur, D. Be-

« noist de Haussy maistre d'hostel (1), D. Landelin Seppa (2).
 « D. Alexis Wattier, receveur, D. Pierre Le Duc et D. Placide
 « Lernould, certifions que depuis six ans que D. J.-Bte Wéry est
 « nostre abbé, il n'y a eu que les années mil sept cens quatre et
 « mil sept cens cinq favorables à la perception paisible des revenus
 « d'icelle abbaye et que les années mil sept cens six et suivantes
 « jusques à ce jour d'hui (1710) lad. abbaye a généralement tout
 « perdu les revenus comme il se void mesme encore présentement
 « par les inondations qui sont sur les prairies et les bois, ruinés
 « par les campemens des troupes en lad. année mil sept cent dix,
 « tant la haute futaye que la raspe ; et sans la bonne économie du
 « Sr abbé, il auroit esté impossible de subsister jusqu'au jour
 « d'hui, ayant deu, nonobstant toutes lesd. pertes, subvenir à la
 « capitation (3), contribution et autres faux frais. Pour quoy nous
 « soubsignés, désapprouvons les injustes poursuites que font
 « D. G. Sarrazin, D. Tassin, D. Pureur, D. Beauvillain et D. Dau-
 « vin, qu'ils agissent plustôt par passion et comme mécontents
 « que par justice attendu que nostre abbé est irréprochable en sa
 « vie et conduite et que nous remarquons en luy un zèle entier
 « d'une bonne économie et administration du temporel de lad.
 « abbaye... (2) »

**

Enfin il est un dernier reproche adressé à Wéry... lui-même y répond :

« ...Dire qu'il n'y at pas de spiritualité dans nostre abbaye... je
 « puis dire sans vanité qu'il n'y at pas de maison où le service
 « divin se fait mieux qu'en lad. maison...

« La spiritualité se descouvre par les bons debvoirs qui se font
 « en lad. abbaye journalièrement de l'office divin sy comme à
 « 4 heures du matin on psalmodie les Matines et Laudes et les jours
 « secundae classis on y chante le *Venite* et entièrement les Laudes
 « et on y joue des orgues. Les Matines et les Laudes finies, il y at
 « la méditation ; achevée on va dire chacun un *De Profundis* au
 « cloistre pour les bienfaiteurs. Puis à 6 heures on chante les
 « Primes, et les lundy, mercredy et vendredy et aulcunes fois le
 « samedy on va au chapitre et on fait la lecture de quelques arti-
 « cles de la règle ; puis on retourne à l'église et on y chante les
 « Tierces. A 10 heures on chante les Sextes et la grand'Messe
 « avec des orgues. Après la grand'Messe on chante les Nones. A
 « 11 h. 1/2 on va à table et on y fait la lecture pendant la table,
 « les lundy, mercredy, vendredy et samedy ; et les autres jours on
 « le fait au commencement de la table. Puis à 3 1/2 après-midy
 « on chante les vespres et on joue des orgues. A 5 h. 1/2 on va

(1) V. pièces justif n° 44, un inventaire de son mobilier.

(2) V. pièces justif n° 44 bis, *idem*.

(3) Impôt par tête d'habitant.

(4) Arch. du Nord, liasse 21. Original sur papier.

« au souper en faisant la lecture comme dit est et à 7 h. 1/2 on se rend au chapitre où on y fait la lecture de quelques articles de la règle et on va faire les Complies et après on se retourne au dortoir et le prieur ou sousprieur ferme le dortoir. Que peut-on dire sur la conduite et vie des supérieurs, quand tout dans leur maison s'observe fort régulièrement ? (1) »

§ 14. — *Baux divers. — Professions religieuses*
Nominations de curés

Durant la prélatrice de D. Wéry, le moulin fut donné à bail ; celui contracté en 1609 servit de modèle ; nous le rappelons en quelques mots : A chaque mutation de locataire des experts étaient choisis pour évaluer la diminution ou l'usure des ustensiles comme : « La trémise, le couvercle, le bac, la grosse corde, les câbles, les ailes, les arbres, le plumat, l'axe tournant, le gros fer, le levier de fer, les ventailles, les meules, la lanterne, etc. » L'évaluation faite le 13 mars 1704, lorsque F. Tassin reprit à bail le moulin de Crespin, porte comme diminution 254 l. 12 s.

Le 13 mars 1707, J.-B. Douchy succéda à Tassin. Durant ce bail deux nouvelles meules furent placées au moulin, l'une le 9 novembre 1710 et l'autre le 11 avril 1711 ; le fournisseur réclama 666 livres.

Le 1^{er} février 1715, J.-B. Douchy reprit de nouveau à bail le moulin et les « huisines » des religieux. Dans ce bail se trouvent quelques conditions spéciales : « Si une incurable ruine, un incendie ou autrement venoit à détruire le moulin, le fermier ne pourra poursuivre ny contraindre lesd. Srs religieux à les réparer de nouveau, ains les pourront faire quand bon leur sembleront et à leur commodité, si ne pourront être poursuivis à la restitution des vins. Le fermier sera acquitté sitôt la ruine arrivée de son rendage à échoir. Au marché du moulin, comprenant les bastimens, les harnas et huisines », furent réunies 19 huittelées situées aux Enclosis ; pour cette « ajoute », le fermier devait payer 250 liv. monnaie du Hainaut, 150 liv. pour les vins de l'abbé et acquitter la taille, les XX^{mes}, etc...

Le 3 février 1722 expirait le bail de J.-B. Douchy qui refusa, malgré les sommations qui lui furent faites de payer les diminutions des « harnas » du moulin (2).

En 1704, Wéry loua à F. Frappart et à P. Ghiot, censiers à Onnaing, 36 huittelées de terres situées partie sur le terroir de Saint-Saulve, tenant aux terres de la charité et des pauvres de Saint-Nicolas à Valenciennes, partie sur celui d'Onnaing au chemin de la « caplette ». Les charges des locataires furent : Entretenir les

(1) Arch. de Condé, série FF, liasse 13, 2^o pièce.

(2) Arch. du Nord, liasse 15.

chemins, bien fumer, payer la taille, la gabelle, les XX^{mos}, les 110^{mos}, les subsides, 40 rasières de froment, les vins de M. l'abbé qui consistaient en une année de rendage au prix de 6 liv. la rasière, 12 liv. pour la décoration de la chapelle Saint-Aybert, un écu neuf au valet de l'abbé, un demi-louis d'or au receveur et une pinte de vin à chaque religieux.

En même temps, D. Wéry loua 37 huittelées 2 quartiers de terres sises également à Onnaing et à Saint-Saulve (1).

**

Malgré les troubles de l'époque, plusieurs professions eurent lieu sous la prélature de D. Wéry. Nous citons : Landelin Dulongpont, Joseph Durochez, François Delfeuille, Louis Pissotte et J.-B. Defavier (2).

**

Pendant ces calamités, l'abbaye procéda à la nomination de plusieurs curés : l'abbé Descamps avait approuvé la nomination de Noël Gossart comme successeur de Mre Dupont à la cure de Quérenaing. Le 9 juin 1704, Fénelon donna comme successeur à Mre Gossart Pierre-Jacques d'Outreman, avec l'approbation de l'abbé Wéry (3).

En 1708, Mre Martin Pureur fut nommé curé de Tongre-Saint-Martin avec l'assentiment du prélat de Crespin qui, en outre, lui conféra le bénéfice de la chapelle de la Deuze, érigée sous le vocable de Saint-Géry ; mais en 1720 Mre Pureur quitta la paroisse de Tongre et fut nommé à Villerot, succédant à Mre Hennicque, démissionnaire, pour cause d'infirmité. A l'occasion de son départ, Mre Pureur résigna entre les mains de l'abbé le bénéfice qu'il en avait reçu (4).

Le 23 mai 1723, l'archevêque de Cambrai nommait à la cure

(1) Arch. du Nord, liasse 13.

(2) Arch. du Nord, liasse 14.

(3) ... « *Quocirca Reverendum admodum abbatem monasterii Sti Landelini in Crispinio tanquam præfatæ parochialis ecclesiæ collatorem seu patronum in Domino hortamur et serio requisimus quatenus eidem Magistro Petro Jacobo d'Outreman de eadem parochiali ecclesiâ de Quérenaing. Anno Domini millesimo septingentesimo quarto 9-a junii.* » (Arch. du Nord, liasse 31.)

(4) ... « *J.-B. Wéry, abbas Crispin... dilecto nobis in Christo Martino Pureur clerico et acolytho ex Heussegnyes, capelleniam sive altare Sti Gaugerici de la Deuze in ecclesia parochiali de Tungris Sti Martini Camerac. dioc., perpetuo fundatam vacantem per demissionem Reverendi Domni pastoris de Tungris Sti Martini, ultimi possessoris pacifici, cujus provisio, collatio, omnisque dispositio ad nos de jure patronatus nostri pertinere dignoscitur tibi Martino Pureur habili et idoneo, in Dei nomine contulimus et conferimus, per præsentem, requirentes amplius simum archidiaconorum Brachantiae et coeteros omnes et singulos ad quos de jure spectat, ut te, vel procuratorem tuum, in corporalem reallem et actualement possessionem dictæ capellaniæ, juriumque et emolumentorum ab ea dependentium admittant et recipiant, adhibebitis solemnitatibus requisitis. In quorum fidem præsentem litteras sigillo nostro*

d'Elouges, avec l'approbation de l'abbé de Crespin, collateur de cette église, Mre Jean-Florent Hanoteau pour succéder à Mre Jacques Mathieu (1).

§ 15. — *Visite de la châsse de saint Landelin et séparation d'un des bras de l'illustre confesseur. . . Mort de D. J.-B. Wéry et apposition des scellés sur ses meubles.*

Au nom du Père et du Fils et du Saint-Esprit.

Nous, J.-B. Wéry, abbé du monastère de Saint-Landelin de Crespin, en présence de : Jérôme, abbé de Saint-Jean à Valenciennes ; Jacques, abbé de Saint-Saulve ; Jean Ghaysse, doyen de chrétienté de Saint-Nicolas à Valenciennes ; des Révérends Pères Henri Cambier, prieur du couvent des Frères Prêcheurs de Valenciennes ; André Derveau, ancien recteur du collège des Jésuites à Valenciennes ; D. Bernard Ortille, sous-prieur ; D. Benoît de Haussy, économiste ; Pierre Leducq, trésorier du monastère de Crespin ; Hyacinthe Léopold et Gabriel Wéry, du couvent des frères Prêcheurs et frères germains du Prélat de Crespin ;

Présents aussi plusieurs nobles hommes : Léopold-Philippe Wéry, prévôt de Valenciennes ; Simon-Ignace-Joseph Le Boucq, Jean-François-Joseph Le Boucq, Philippe-Léopold Wéry (le jeune), Jean Beck, bailli de la ville de Crespin, et Pierre-François Lefrancq, secrétaire, ainsi que diverses notabilités ;

A l'instance supplication de l'Illustrissime Joseph-Clément, prince électeur de Bavière, archevêque de Cologne, évêque de Liège, et par suite de l'autorisation de l'Illustrissime et Révérendissime Seigneur François (Fénelon) archevêque et duc de Cambrai, nous avons ordonné d'ouvrir la fierte qui renferme les reliques de saint Landelin le 9 du mois de septembre 1706.

Avec toute la révérence due, et après avoir visité toutes et une à une ces reliques placées dans la châsse, nous avons trouvé des lettres scellées du Très Révérend Père et Seigneur Godefroid, évêque de Cambrai, une lettre de Martin Cuper, évêque de Chalcé-

« *abbatiali muniri curavimus. Datum Crispinii anno 1708, vigesima octava mensis Martii.*

« *Joannes Baptista Wéry, abbas Sti Landelini.*

« *Ego infrascriptus Magister Martinus Pureur, dioec. camerac. presbyter atque ex beneficentia Rdi admodum Domini monasterii Sti Landelini in Cripinio beneficii seu cappelle Sti Gaugerici in Ladeuze possessor pacificus ob causas animum meum moventes praefatum beneficium seu capellam cum proventibus, juribus et pertinentiis annexis, omni eo modo quo accepi inter manus Rdi Dni abbatis libere et simpliciter resignavi, prout per praesens instrumentum mea manu signatum resigno hac die decima quinta septembris anno millesimo septuagesimo vigesimo.*

« *M. Pureur, pastor in Villerot* ». 1720 (Arch. du Nord, liasse 8).

(1) Arch. de Condé, GG 96.

doine et abbé du monastère de Crespin, faisant foi de l'authenticité des reliques.

De cette châsse, nous avons prélevé un bras ayant laissé les autres parties intactes, comme elles sont déclarées en détail dans d'autres lettres y jointes. Ce bras, nous l'avons donné au susdit Illustrissime électeur prince de Bavière, comme il nous l'avait souvent demandé.

En foi de quoi nous avons scellé ces lettres de notre sceau et les avons signées de notre main avec les seigneurs et Pères susnommés le 9 de septembre 1706.

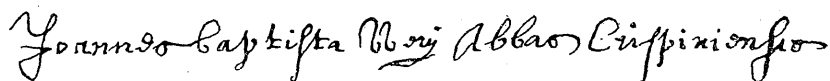


Fig. 66. — Signature de D. J.-B. Wéry (1706. Valenciennes, n° 480).

Les principales reliques de ce corps glorieux sont : le chef moins la maxillaire inférieure (1) qui a conservé 2 molaires : deux os des épaules ; un bras, l'autre ayant été envoyé à l'Illustrissime prince de Bavière, électeur de Cologne au mois de septembre 1706 ; les tibias ; trois côtes et quelques parties de l'épine dorsale.

Ont signé tous les témoins susnommés (2).

**

La durée de la prélature de D. Wéry s'écoula au sein de difficultés, d'épreuves et de travaux incalculables... ; le tempérament robuste du Prélat résista à tout.

Cependant, le 3 juillet 1715, D. Wéry eut un grave accident à la main « qui n'at pas été sans péril d'une mauvaise suite » (3), écrivait-il lui-même.

Pendant les mois de novembre et de décembre 1716, l'abbé était au nombre des religieux malades (4) ; des soins particuliers lui étaient encore accordés au mois de janvier 1717 (5).

Enfin le 6 décembre 1724, D. Wéry rendit son âme à Dieu (6) ; il était dans la 79^e année de son âge, la 62^e de sa profession religieuse et la 56^e de son sacerdoce ; il avait dirigé 21 ans le monastère de Saint-Landelin.

Sa science canonique et juridique, sa volonté énergique, son zèle infatigable, son jugement droit en ont fait un Prélat de haut mérite.

(1) La maxillaire inférieure de Saint Landelin et deux molaires sont placées dans un reliquaire particulier conservé à l'église paroissiale de Crespin.

(2) Arch. de Condé, série GG., pièce originale avec signature autographes. Cf. pièces just. n° 41. *Item* « Les SS. de Crespin. »

(3) Arch. du Nord, liasse 34.

(4) Arch. du Nord, liasse 16.

(5) Arch. du Nord, Parlement n° 2780.

(6) Arch. du Nord, liasse 19.

Après la mort de D. J.-B. Wéry, les scellés furent, comme de coutume, apposés aux meubles et aux portes de ses appartements, et il fut procédé à un inventaire des titres du monastère.

Nous lisons aux Archives du Nord :

« Nous, Père Hiachinte de Fourmestraulx seigneur de Gussegnies
« prévôt juge royal des villes et prévosté le comte de Valenciennes
« certifions que l'inventaire des titres, papiers et munimens de
« l'abbaye de Crespin a été fait, et le scellé apposé aux portes des
« chambres dans lesquelles ils sont enfermés, par les officiers de
« lad. prévôté, le neuf décembre dernier à cause de la mort de
« J.-B. Wéry et que lesd. scellés n'ont pas encore été levés. Fait
« à Valenciennes le 26 avril 1725 (1). »

(1) Arch. du Nord, liasse 19. — N.-B. : « Le 13 et le 14 janvier 1725. grand débordement du Hogniau (Bibl. Valenc. fonds Chéré).

TABLE DES MATIÈRES

	Pages
LETTRE de S. G. Mgr Chollet, archevêque de Cambrai	x
PREFACE	I
INTRODUCTION. — La Gaule et l'occupation romaine.	1
LIVRE I. — De la fondation du monastère (648) à sa restitution aux bénédictins (1080).	
CHAP. I. — Crespin, son nom, sa situation, son aspect.....	5
CHAP. II. — Fondation de l'abbaye, St Landelin, St Adelin et St Domitien.....	13
CHAP. III. — Vérification des dates relatives à St Landelin.	21
CHAP. IV. — De St Adelin à l'invasion des Normands	24
CHAP. V. — L'invasion des Normands et les chanoines.	
§ 1. — L'invasion	26
§ 2. — Les seigneurs laïcs à l'abbaye — Elle est soumise à l'évêque — Le marché à Crespin	28
§ 3. — Etienne, abbé de Crespin — Les chanoines — Diplômes d'empereurs — Les sainteurs	30
LIVRE II. — Du rétablissement des bénédictins à la mort de Jean Pelet (1490).	
CHAP. I. — Etat pitoyable de l'abbaye — Sa restitution aux bénédictins	34
CHAP. II. — RENIER (1080-1098).	
§ 1. — Rénier, abbé de Crespin — Sa famille	37
§ 2. — Donations diverses	38
§ 3. — Rénier à Rome — Bulle du Pape Urbain	42
§ 4. — Les derniers actes de Rénier — Sa mort	43
CHAP. III. — LAMBERT (1098-1115).	
Lambert — Privilèges et donations — Translation des reliques de St Landelin — Mort de Lambert	45
CHAP. IV. — HUGUES I (1116-1125).	
Hugues — Acte de sainteux — Abdication de Hugues — Sa mort..	48
CHAP. V. — GAUTHIER I (1125-1130) — THIERRY I (1131-1132).	
§ 1. — Gauthier — Calamités — Difficultés — Mort de Gauthier..	51
§ 2. — Thierry — Accord au sujet d'un moulin bâti sur le Hon....	53
CHAP. VI. — ALGOT (1132-1159).	
§ 1. — Eloges d'Algot — Libéralités — Sainteux	55
§ 2. — Algot défend les droits de sa maison — Il récupère la jouissance de la forêt d'Amblise	57
§ 3. — Confirmations des biens et des immunités — Mort d'Algot..	59
CHAP. VII. — SAINT AYBERT.	
§ 1. — Le reclus	63
§ 2. — L'ermitage	67
CHAP. VIII. — ODON (1159-1161) — GERARD (1161-1162).....	70
CHAP. IX. — BAUDOUIN (1162-1180).	
§ 1. — Baudouin — Biens acquis	71
§ 2. — Différends — Accords — Mort de Baudouin	73
CHAP. X. — JEAN I (1180-1182). — GOBERT (1182-1187).	
§ 1. — Jean	75
§ 2. — Gobert — Difficultés — Contrat — Abdication du Prélat..	76
CHAP. XI. — HUGUES II (1187-1193) — GOSSELIN (1194-1201).	
§ 1. — Hugues — Privilèges — Abdication	78
§ 2. — Gosselin — Extinction de difficultés — Donation — Echange — Abdication du Prélat	79
CHAP. XII. — ARNOULD (1201-1212). — GUILLAUME (1212-1221).	
§ 1. — Arnould — Contestations — Donations — Mort de l'Abbé..	80

§ 2. — Guillaume — Donation — Accords — Restitution — Exemption de droits	82
§ 3. — Fondation du monastère de Fontanelles — Création d'un canal de décharge — Abdication de Guillaume	84
CHAP. XIII. — GAUTHIER II DE LA CHAPELLE (1221-1229)	
— GAUTHIER III D'HAUTMONT (1230-1245).	
§ 1. — Consécration de l'église abbatiale — Visite des reliques — Accords	87
§ 2. — Association de prières — Mort de Gauthier	89
§ 3. — Gauthier III — Il défend les droits du monastère — Association de prières	90
CHAP. XIV. — GILLES DE TOURNAY (1245-1259).	
§ 1. — Gilles — Différends — Confirmation de privilèges	94
§ 2. — Acquisitions — Avantages — Bulle d'Innocent IV — Gilles, Abbé de St Amand — Sa mort	96
CHAP. XV. — JEAN II DE VELVIS (1259-1273).	
§ 1. — Jean II — Il augmente les biens de l'abbaye — Les défend — Accords — Abdication	99
CHAP. XVI. — THIERRY II DE LOZE (1273-1315).	
§ 1. — Thierry — La pauvreté du couvent	103
§ 2. — Un marché à Crespin — Donations — Achats — Thierry défend les droits de sa maison	104
§ 3. — Différends — Le contrat de 1309 — Accords	108
§ 4. — Associations de prières — Les reliques de St Wasnon — Fin de Thierry	113
CHAP. XVII. — NICOLAS I DE THULIN (1315-1323).	
§ 1. — Nicolas — Donations et accords	116
§ 2. — Le marché de Crespin autorisé à perpétuité — Confraternité de prières — Mort de Nicolas	118
CHAP. XVIII. — THIBAUD GIGNOS (1323-1353).	
§ 1. — L'Abbé — Ses travaux — Donations — Acquisition — Thibauld défend les droits de sa maison	121
§ 2. — Confraternités de prières	126
§ 3. — Thibauld, conseiller de Guillaume II, lui rend de signalés services	128
§ 4. — L'enseignement à l'abbaye — La peste — Les flagellants	130
§ 5. — Mort de Gignos — Son épitaphe	132
CHAP. XIX. — GILLES II DE THUIN (1354-1365).	
§ 1. — Gilles — Son administration troublée — Le pape Innocent oblige à la restitution — Le comte de Hainaut protège le monastère	134
§ 2. — Arrentement — Bail — Les viviers — Mort de l'Abbé	135
CHAP. XX. — NICOLAS II DE TOURNAI (1365-1383).	
§ 1. — Nicolas, moine de Liège — Il fait restituer les biens du monastère — Procès — Confirmations	138
§ 2. — Donations — Actes divers de Nicolas — Sa mort	142
CHAP. XXI. — MATHIEU I FIEVET (1383-1407).	
§ 1. — Mathieu Fiévet — Son éloge — Ses titres — Travaux divers	148
§ 2. — Mathieu dans le Conseil des Grands	149
§ 3. — Fiévet fait restituer les biens de l'abbaye — Le droit de requais	155
§ 4. — Loi des FOURJURES — Fiévet l'adoucit	158
§ 5. — Accroissement du domaine de l'abbaye — Mort de Mathieu	160
CHAP. XXII. — JEAN III LADOURIE (1407-1425).	
§ 1. — Ladourie. Abbé — Lutte contre les rapines	170
§ 2. — Accroissements des biens — Des troubles agitent le pays — Prières publiques — Le gouverneur du Hainaut prête serment ; l'Abbé est présent — Chapitres généraux	173
§ 3. — Ladourie à Ath — Une réforme — La confrérie de St Landelin — Mort de l'Abbé	178
CHAP. XXIII. — NICOLAS DUPARCQ (1425-1433).	
§ 1. — Nicolas, Abbé. — Il paie ses services — Rang des Abbés de Crespin	182

§ 2. — Nicolas a aimé son monastère, son peuple et l'Eglise — Sa mort	184
CHAP. XXIV. — GUILLAUME II RASOIR (1433-1447).	
§ 1. — Guillaume II, Abbé de Crespin — Accroissement de biens..	187
§ 2. — Le pont à la Cloye est refait — Une horloge sonne au clocher	190
§ 3. — Processions — Mort de Rasoir	191
CHAP. XXV. — GUILLAUME III DE LA FORGE (1447-1451).	
Guillaume, Abbé. — Il paie ses services — Il abdique et meurt lépreux	194
CHAP. XXVI. — GUILLAUME IV D'AURETHAN (1451-1463).	
§ 1. — Guillaume, Abbé de St Landelin — Son origine noble — Il rappelle les bénédictins dispersés par les guerres	197
§ 2. — Séparation de Bellignies et de Gussignies — Acquisitions — Les reliques de St Ursmar à Binche — Abdication et mort de l'Abbé.	198
CHAP. XXVII. — JEAN MILET, EVEQUE DE SOISSONS, ABBE COMMENDATAIRE DE CRESPIN (1463-1464).	
§ 1. — Jean Milet, sa famille — L'étudiant — Le recteur de l'Université de Paris — L'évêque de Soissons — Ses œuvres pieuses	202
§ 2. — Jean, Abbé commendataire de Crespin — Son Abdication — Sa mort	204
CHAP. XXVIII. — JEAN IV PELET (1464-1490).	
§. — Jean Pelet, élu Abbé — L'évêque de Soissons lui est substitué puis abdiqua — D. Pelet réélu — Les reliques des SS Aybert, Adelin et Domitien	206
§ 2. — Arrentements — Bail de la ferme de Montignies N.-D. — Donations	210
§ 3. — Les calamités — L'abbaye incendiée, le village ravagé sous Louis XI — Les moines dispersés	213
§ 4. — La rentrée des bénédictins — L'Abbé protège les biens du monastère — Mort de Jean	217
LIVRE III. — De 1490 à 1572.	
CHAP. I. — PIERRE MOREAU (1490-1510).	
§ 1. — Pierre, Abbé — Les reliques de St Ghislain — Donations — Arrentements	220
§ 2. — Actes divers — Mort de Pierre Moreau	222
CHAP. II. — MATHIEU LECLERCQ (1510-1530). — ANTOINE DE LIGNE (1530-1539).	
§ 1. — Leclercq, Abbé, paie ses reliefs — Protège le domaine du monastère — Les deux Tongre	225
§ 2. — Les rapines — Un coadjuteur — D. Leclercq abdique	228
§ 3. — Le serment de A. de Ligne — Mort de D. Mathieu — De Ligne, Abbé — Etat budgétaire de l'abbaye	232
§ 4. — De Ligne mauvais administrateur — Il est dépossédé — L'évêque gouverne le monastère	238
§ 5. — Reddition de comptes — Abdication et mort de D. Antoine.	241
CHAP. III. — MARTIN CUPER (1547-1572).	
§ 1. — Martin, né à Malines, entre au couvent des Carmes — Prend ses grades — Est prieur — Orateur et écrivain distingué — Provincial de la Basse-Allemagne — Suffragant de Cambrai — Consecrations	246
§ 2. — Cuper, Abbé de Crespin — Situation du monastère — Le Prélat répare les édifices	250
§ 3. — Cuper à Valenciennes — Il exerce le ministère épiscopal — Il accompagne les restes de Charles le Téméraire	253
§ 4. — Le synode de Cambrai — Cuper siège dans les Conseils et les Etats Généraux — Il est présent à l'abdication de Charles-Quint.	257
§ 5. — Charles-Quint protège le monastère de St Landelin — Désastres	258
§ 6. — Cuper remplace Mgr de Croy — Les reliques de St Etton — Martin achète un bosquet à Montay — Il bénit plusieurs Abbés et réconcilie bon nombre d'églises	263
§ 7. — Louis de Berlaumont, Archevêque — Cuper à Lobbes, — A Vicoigne, etc. — Relief — Foi et hommage — Différends.....	266
§ 8. — Cuper construit ou répare les bâtiments et les édifices —	

Bâtit un collège — Achète les hôtels du Cygne et de Croy — Les refuges de Mons et de Valenciennes	274
§ 9. — Séparation des églises de Crespin et de Quiévrechain — Union de Marchipont à Quiévrechain — Professions — La peste	287
§ 10. — Les Gueux pillent les abbayes — Cuper et ses religieux quittent le monastère — Les Gueux à Crespin et à Saint-Aybert....	289
§ 11. — Mort de Cuper	297
LIVRE IV. — De 1572 à 1724.	
CHAP. I. — JEAN V DU MAISNIL (1572 et 1574 à 1596).	
§ 1. — Du Maisnil, né à Condé, Abbé de St Landelin.....	301
§ 2. — Baux divers	304
§ 3. — Le village de Crespin ruiné — Le monastère pillé, les moines l'abandonnent — Les dettes de l'abbaye	306
§ 4. — Les fermiers demandent des « modérations » et des réparations — Leurs désastres — Pénurie	310
§ 5. — Pauvreté du clergé — Les paroisses de Pont et de Maing.	314
§ 6. — Achat de vases sacrés — Constructions — Les restes de Cuper — Les reliques des Saints de Crespin	319
§ 7. — Du Maisnil retient dans l'obéissance les provinces belges — Philippe II lui en témoigne sa reconnaissance — Les Abbés de Crespin portent les ornements pontificaux — Mort de Du Maisnil..	323
CHAP. II. — PIERRE AIMERI (1597 à 1611 + 1616).	
§ 1. — Pierre, espagnol d'origine — Abbé de Crespin — Son caractère héroïque — Intime des grands — Le refuge de Condé est vendu pour payer les dettes	328
§ 2. — Le village de Crespin ruiné — Les fermiers insolvable — Reconstructions et réparations de fermes	331
§ 3. — Baux de fermes et du moulin de Crespin	335
§ 4. — Associations de prières — « Bannement » — Construction — Extinction du droit de requais	339
§ 5. — Abdication d'Aimeri — Sa mort	343
CHAP. III. — CLAUDE LOUVEL (1611 et 1612 à 1626).	
§ 1. — Claude au monastère de St Vaast — Coadjuteur d'Aimeri — Actes de sa charité — La franche foire de Crespin	347
§ 2. — La situation de l'abbaye est précaire — Louvel répare et construit — Il contraint certains débiteurs	352
§ 3. — On conteste les droits du monastère	357
§ 4. — Le hameau de Saint-Aybert veut se séparer de Crespin ..	361
§ 5. — Procès divers	363
§ 6. — Accords — Baux de terres et de fermes.....	366
§ 7. — Une madone — Les reliques des Saints de Crespin — La dernière communion du Prélat — Sa mort	372
§ 8. — Dépenses diverses — Curieux procès	375
CHAP. IV. — JACQUES GHELNEUR (1627-1638).	
§ 1. — Jacques, Abbé — Lettres patentes de l'Infante d'Espagne et Bulle du Pape — Ghelneur — Il propage le culte des Saints, enrichit la chasse de St Aybert — Remplace les statues brûlées par les Gueux — Orne le maître... ..	377
§ 2. — Ghelneur répare les édifices, les digues et les chemins — Crée des canaux et fait jeter des ponts	381
§ 3. — Etat du monastère — L'abbaye et le village ruinés Fléaux — Les propriétés abandonnées	386
§ 4. — Procès divers — Locations	390
§ 5. — Mort de Ghelneur — Sa pierre tombale	392
CHAP. V. — MATHIAS LE MOSNIER (1638-1652).	
§ 1. — L'élection — Etat des revenus du monastère — Lettres patentes de Philippe IV — Bulles du Pape — D. Mathias bénit....	394
§ 2. — Le nouveau Prélat — Son entrée au monastère — Etat de l'abbaye et du village à son avènement — Les ravages et les inondations — Les religieux chassés	401
§ 3. — Les dettes de l'abbaye — Réparations aux bâtiments — Les cloches — Pauvreté à Crespin — Dégâts — Disette et maladie contagieuse — Les loups hantent les bois	405
§ 4. — Dénombrement — Locations — Différends — Mort de D. Mathias	413

CHAP. VI. — DOMINIQUE LIENART (1652-1668).	
§ 1. — L'élection — Etat de l'abbaye — D. Dominique nommé par Philippe IV	418
§ 2. — Liénart, son entrée au couvent — Ses charges — Sa bénédiction — Ordonnances de Turenne après la prise de Condé — Les religieux quittent leur maison — Les soldats sèment la ruine à Crespin — Situation malheureuse du couvent	426
§ 3. — Les dimissoires — Les édifices en ruines — Les terres abandonnées — Débordement du Honniau — Les moines poursuivis pour leurs dettes	431
§ 4. — Différends — Les malheurs et les calamités — Acquisitions — Baux	434
§ 5. — La confrérie de St Landelin — Maladies contagieuses — Professions — Mort de D. Liénart	439
CHAP. VII. — LEON BOULY (1668-1669).	
§ 1. — Les religieux exposent leur pauvreté — L'élection	443
§ 2. — D. Léon Bouly est élu — Lettres patentes du Roi d'Espagne — Mort imprévüe de D. Bouly	448
CHAP. VIII. — FRANÇOIS DESCAMPS (1669-1681).	
§ 1. — Quelques compétiteurs évincés — D. François, élu, reçoit ses lettres patentes — Sa bénédiction	450
§ 2. — Etat de l'abbaye et du pays — Le noviciat est transféré à Liessies — Edit du roi au sujet des inondations — Les grands chemins sont gardés à cause des pillards — On cache les images des Saints — Les armées françaises et leurs ravagés — Prise de Condé — Les moines chassés	454
§ 3. — Calamités publiques — Dettes de l'abbaye — Les impôts — « Modérations »	459
§ 4. — Réparations diverses — Le presbytère de Crespin	463
§ 5. — Baux, Arrentements et Associations de prières — Nominations et professions — Mort de D. Descamps	470
CHAP. IX. — DOMINIQUE COCHIN (1681-1703).	
§ 1. — Cochin — Elu Abbé, Louis XIV lui adresse ses lettres patentes — Il est béni	475
§ 2. — Les réparations et les constructions	478
§ 3. — Le couvent obéré — Les vocations — Intempéries — Pauvreté à Crespin	484
§ 4. — Différends — Les religieux se plaignent — Le curé de Crespin réclame son dû — Contrat	488
§ 5. — Procès — Locations et Arrentements	490
§ 6. — Accords — Contrats — Traité pour la navigation	499
§ 7. — Mort de D. Cochin. — Inventaire de son mobilier	503
CHAP. X. — JEAN-BAPTISTE WÉRY (1703-1724).	
§ 1. — Généalogie de Wéry — J.-B., Abbé de St Saulve	508
§ 2. — Wéry, Abbé de Crespin — Son intronisation — Fénelon demande des prières publiques	512
§ 3. — Des soldats à l'abbaye, fourragent le village, brûlent les bois — Les refuges pris de force — Les calamités — Les moines mendiants	514
§ 4. — D. Wéry expose les pertes subies	519
§ 5. — Nouveaux impôts — Différend avec le village de Crespin ..	525
§ 6. — Accaparement des refuges — Louis XV fait borner sa « Réserve » dans les bois du monastère	529
§ 7. — Les biens de l'abbaye saisis	534
§ 8. — Réparations nombreuses	538
§ 9. — Les religieux dispersés rentrent — Leur relâchement — Une cabale contre l'Abbé — Accord en présence de Fénelon	549
§ 10. — Continuation des difficultés entre Wéry et ses religieux ..	552
§ 11. — Nouvelles difficultés entre les mêmes	559
§ 12. — Procès divers	569
§ 13. — Les reproches adressés à Wéry — La réponse	584
§ 14. — Baux divers — Professions — Nominations de curés	590
§ 15. — Visite de la châtelle et séparation d'un des bras de Saint Landelin — Mort de D. J.-B. Wéry — Apposition des scellés	592

TABLE DES GRAVURES

Nos	Pages
1 La Nervie (fragment d'une carte ancienne)	2
2 Le Hainaut ancien d'après Jacques Surhonio	7
3 Crespin et ses environs (fragment de la carte d'Etat-Major)	8
4 Ruines du moulin du Corbeau	10
5 Chapelle et fontaine de Saint Landelin	17
6 Donation du moulin d'Angres	41
7 Léocadie de Buat se donne à St Landelin	49
8 Eglise de Crespin, autel de la Ste Vierge ; scène de la vie de Saint Aybert	64
9 Wautier de Quiévrain se constitue sainteur	75
10 Sceau de l'abbé Guillaume d'après D. Queinsert	83
11 Sceau de Gauthier de la Chapelle	88
12 Sceau de Jean II	101
13 Sceau de Thierry de Loze	106
14 Sceau de Mathieu Fiévet	151
15 —	—
16 Sceau de J. Grégoire, bailli de l'abbaye	163
17 Anciens costumes de bénédictins, d'après Migne	179
18 Sceau de Jean Ladourie	180
19 Sceau de Nicolas Duparcq	183
20 Ancien pont à la Cloye	189
21 Portrait de Jean Millet	203
22 Sceau et contre-sceau du chapitre de St-Landelin	209
22 bis Sceau de Jean Pelet	212
23 Le Petit-Crespin et la ferme de la Chapelle	226
24 Signature d'Antoine de Ligne	234
25 Sceau d'Antoine de Ligne	237
26 Sceau de Martin Cuper	250
27 Ferme de Quiévreachain — bergerie	269
28 Cense d'Harmignies	275
29 Entrée du collège à Condé	278
30 Refuge de Valenciennes	280
31 Refuge de Condé-sur-l'Escaut	281
32 Refuge de Mons	285
33 Le Dieu de pitié	290
34 Ferme du Corbeau	305
35 Signature de J. du Maisnil	307
36 Eglise de Quiévreachain	315
37 Eglise de Quiévreachain et cense de l'abbaye	317
38 Chutes d'eau de l'Honneau	320
39 Moulin et chutes d'eau de Crespin	321
40 Sceau de Jean du Maisnil	324
41 Armes de du Maisnil	325
42 Signatures du contrat avec Jean Jauppin	334
44 Signatures de l'acte pour l'extinction du droit de requais	342
45 Sceau et contre-sceau de D. Louvel	350
46 Signature de D. Louvel	369
47 Signature de D. Ghelneur	380
48 Pierre tombale de D. Ghelneur	392
49 Anciens costumes de bénédictins, d'après Migne	407

TABLE DES GRAVURES

50 Armes de D. Le Mosnier, d'après Raissius	416
51 Signatures d'un acte pour une triple profession	441
52 Pierre tombale de D. Liénart	442
53 Signatures d'un acte de 1671 par les religieux	454
54 Signature de D. Descamps	470
55 Eglise de Crespin — Le Christ en croix	473
56 Carte du Petit-Crespin-lez-Pommereuil	493
57 Ferme du Petit-Crespin (bergerie)	495
58 Armoiries de D. Cochin (ferme du Petit-Crespin)	496
59 Fragment du tableau « Le Christ au tombeau » — Portrait de l'abbé Cochin	497
60 Armes de D. Cochin	498
61 Signature de D. Cochin	499
62 Ancien presbytère de Tongre-Saint-Martin	501
63 Sceau et signature de J.-B. Wéry	509
64 L'église de Quiévrechain et le presbytère devenu une ferme	541
65 Le maître-autel de Beugnies	561
66 Signature de J.-B. Wéry	593



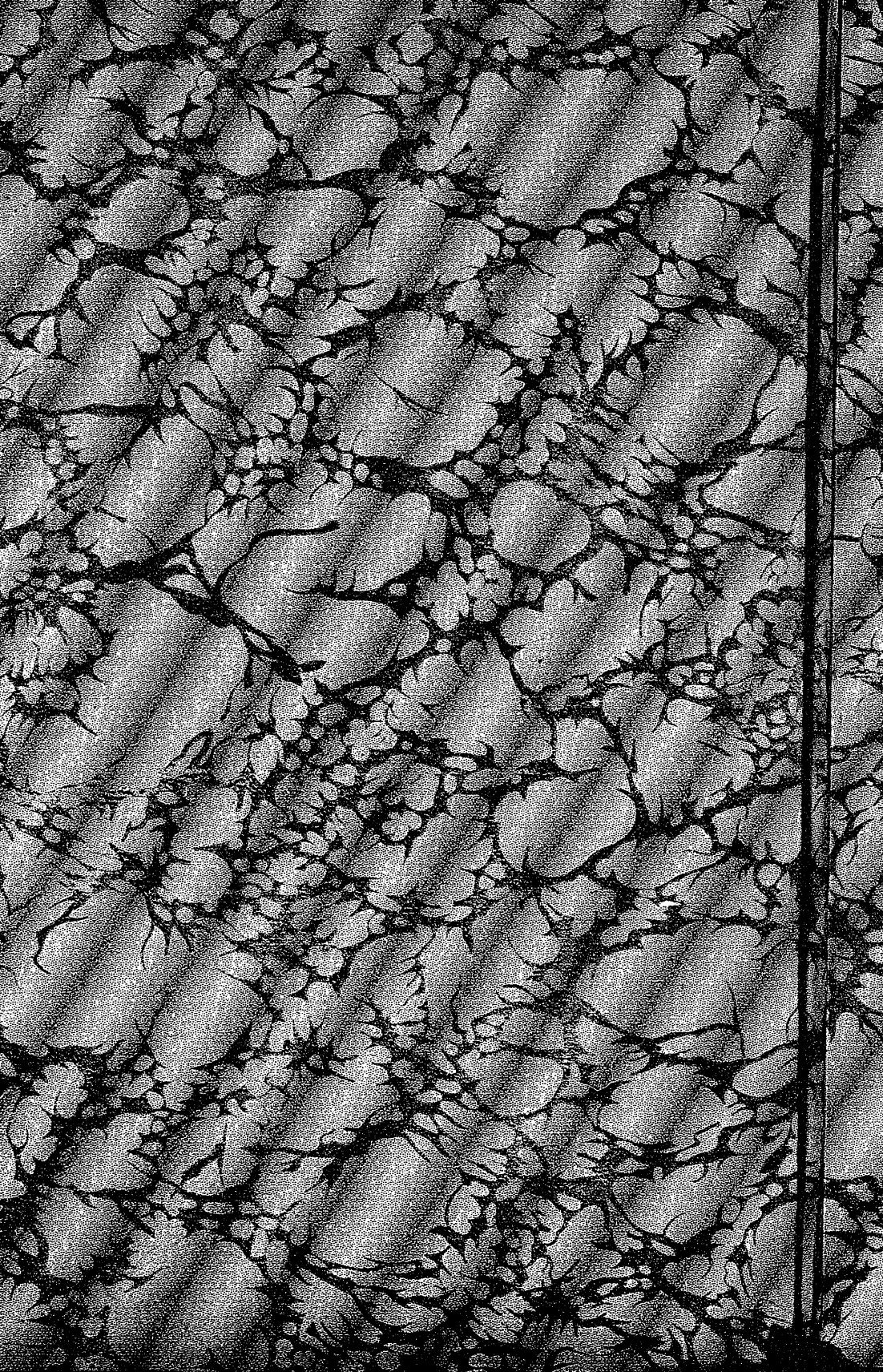
102

Arthur Savaète, 15, Rue Malebranche. Paris-5^e

Viennent de Paraître

Par l'abbé Paulin MONIQUET :

- La Divine Histoire de N. D. de Lourdes*, comprenant les Apparitions, l'œuvre des hommes et l'œuvre de Dieu à Lourdes, in-8 50
- La Divine Histoire de N.-D. de Lourdes*, histoire complète des événements de Lourdes depuis la première apparition de la Sainte-Vierge à nos jours (1913), in-8 12 »
- La France en péril sous l'étreinte judéo-maçonnique*, in-8 10 »
- Par Henri BARAUDE :
- Enfers d'Allemagne*, les épreuves d'un officier supérieur en campagne et dans les camps de représailles prussiens, in-8 7 50
- Le Moulin de Chantemerle*, guerre de village (roman) 6 »
- Par Martial NESR :
- Le Petit Martial*, avec lettre-préface de Mgr Flocard, évêque de Limoges, in-12 illustré 6 »
- Par Jean KERGOZ :
- L'Expulsion des Vaudoux* (Art et manière de s'affranchir de la tyrannie judéo-maçonnique), in-8 7 50
- Par Dom Réginald BIRON et Jean BARENNE, archiviste paléographe :
- Un prince anglais cardinal légat du Pape au XVI^e siècle*, in-8 15 »
- Par Charles EDOUARD :
- Comment nous gouverner*, les réformes qu'exigent la justice et le bon sens en France, in-18 Jésus 7 50
- Par Théodore JORAN :
- Le Péril de la Syntaxe et la Crise de l'Orthographe*, 7^e édition, recueil d'expressions vicieuses, etc., adopté par la Ville de Paris, la Direction de l'Enseignement primaire en Alsace-Lorraine et par le Ministère des Sciences et Arts de Belgique, volume cartonné 5 »
- Par Philippe ROCHER :
- Les derniers jours du Comte de Chambord* : Comment meurt un roi de France 2 50
- Le dernier Enfant de France* : le Duc de Bordeaux (av. l'exil, 1820-1830) 5 »
- Par Arthur SAVAÈTE :
- La Sodome des Antilles ou le Sauvage du Mont-Pelé*, roman historique, in-8 7 50
- Fille de Juda*, idylle anglo-sioniste avant le Grand Soir d'Israël, in-8 .. 7 50
- La Lionne du Tigre* (sous presse) roman historique vécu en Abyssinie, in-8 7 50
- Mgr Ignace Bourget, 2^e évêque de Montréal, sa Vie, ses Œuvres et ses contrariétés, in-8 2 \$
- Mgr L.-F. Laflèche, 2^e évêque des Trois-Rivières, sa Vie et ses Œuvres oratoires, 2 volumes in-8 5 \$
- Mgr Adélaïde Langevin, archevêque de Saint-Boniface, sa Vie, ses Œuvres et ses contrariétés, in-8 3 \$
- Par l'abbé P. SUTTEN :
- Le Diable*, ses paroles, son action dans deux enfants possédés d'Illfunt (Alsace), in-12, franco 3 50
- Par l'abbé J. SIMON :
- Le Rosaire*, ses mystères médités, avec introduction historique et ascétique et appendice sur N.-D. des Sept-Douleurs, in-32 (une méditation pour chaque jour du mois), franco 3 50
- Par le R. P. Edmond THIRIET, O. M. I. :
- Le Prêtre-Apôtre du Sacré-Cœur*, vol. in-12, franco 5 50
- Le Séminariste à l'Ecole du Sacré-Cœur*, vol. in-12, franco 5 50
- Vivre sa vie* « ut Vitam habeant », vol. in-12, franco 5 50



UNIVERSITY OF CHICAGO



16 536 699